

NAPOLÉON ET LE SAINT-SIÈGE 1801-1808

L'AMBASSADE DU CARDINAL FESCH
A ROME

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS

PAR

ANDRÉ LATREILLE

Agrégé d'Histoire
Professeur au Lycée Ampère de Lyon

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1935

NAPOLÉON ET LE SAINT-SIÈGE

(1801-1808)

L'AMBASSADE DU CARDINAL FESCH A ROME

DU MÊME AUTEUR

LE CATÉCHISME IMPÉRIAL DE 1806, étude et documents pour servir à l'histoire des rapports de Napoléon et du Clergé concordataire, 1 vol. in-8°, Paris, Les Belles-Lettres.

COPYRIGHT BY A. LATREILLE.

Tous droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège.



Digitized by the Internet Archive
in 2026



LE CARDINAL FESCH,
par Louis DAVID.

Ce croquis *fait de souvenir* par David (Cabinet des Estampes)
a été publié par la *Revue des Études Napoléoniennes* (1935, t. I, p. 24).

NAPOLÉON ET LE SAINT-SIÈGE 1801-1808

L'AMBASSADE DU CARDINAL FESCH
A ROME

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS

PAR

ANDRÉ LATREILLE

Agrégé d'Histoire
Professeur au Lycée Ampère de Lyon

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1935

NAPOLEON

ET LE SAINT-SIEGE

1801-1808

AMBASSADE DE CARDINAL DECH

ROME

THESE POUR LE DOCTEUR EN DROIT

PAR M. DE LAUNAY



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

HOMMAGE DE FILIALE AFFECTION

A. L.

De nombreuses études ont été consacrées aux rapports entre Napoléon et Pie VII ; mais presque toutes retracent les deux phases les plus dramatiques de ces rapports : la conclusion du Concordat sous le Consulat, le conflit diplomatique à la fin de l'Empire. Entre ces deux péripéties il semble qu'il ne se soit rien passé, et que l'accord de 1801 une fois signé, son application n'ait pas eu d'histoire. Et cependant, combien de questions se posent, soit en France où l'Eglise concordataire s'organise, la vie religieuse reprend, et tout un mouvement d'idées se développe autour du culte renaissant ; soit hors de France, où l'influence de l'Empereur s'étend peu à peu sur la plupart des pays catholiques : Italie, Allemagne, Europe méditerranéenne et Europe centrale ! Pour répondre à ces questions, on ne dispose que de l'ouvrage publié sous le Second Empire par le Comte d'Haussonville : L'Eglise Romaine et le Premier Empire, qui reste encore utile par l'effort de documentation et de synthèse qu'il représente. Mais l'auteur, qui s'était vu refuser une partie des documents français, n'avait pu avoir connaissance des pièces romaines, l'accès de l'Archivio Segreto pontifical étant alors impossible. Récemment M. Boulay de la Meurthe, à qui l'on doit la très belle publication des Documents sur la Négociation du Concordat, a esquisé une Histoire du Rétablissement du Culte en France qui va jusqu'au Sacre. C'est un effort analogue que nous avons entrepris, mais en nous plaçant au point de vue diplomatique, c'est-à-dire européen, et en embrassant toute la période qui va de 1801 : rétablissement des relations diplomatiques, à 1808 : rupture entre Napoléon et la Papauté.

Le point de départ de notre enquête nous a été fourni par les papiers du Cardinal Fesch, archevêque de Lyon, qui fut ambassadeur à Rome de 1803 à 1806. Le rôle politique et religieux de l'oncle de Napoléon a été pressenti par Frédéric Masson et, dans ses grandes lignes, défini par M. Lévy-Schneider. Mais Masson avouait qu'il lui manquait de connaître les documents laissés par Fesch, et dont il soupçonnait seulement l'existence à Lyon et l'importance. Les papiers de Fesch, en effet, répartis inégalement entre les

Archives départementales et les Archives de l'Archevêché, restaient, surtout pour cette première source, inexploités, parfois même non classés, à peine inventoriés. Nous devons au concours si compétent et si amical de M. Faure, archiviste départemental, à l'accueil aimable et infiniment confiant de M. l'abbé Mollière, archiviste de l'Archevêché, d'avoir pu connaître à fond ces deux dépôts. Nous les remercions l'un et l'autre d'autant plus vivement que la richesse des documents dont ils sont les gardiens est apparue considérable. Après les avoir étudiés, il n'est plus possible de douter que Fesch, archevêque et ambassadeur, n'ait été au point de contact et d'interférence de la politique ecclésiastique de Napoléon en France et de sa politique italienne et européenne à Rome.

Il est superflu d'indiquer tout ce que nous devons d'informations et d'élargissement d'horizon aux dépôts des Archives Nationales et des Affaires étrangères, à Paris, — sinon pour exprimer ici notre reconnaissance à MM. les archivistes : je cite, au risque d'être incomplet, MM. Anchel, Bourgin, Calliet, Celier, Espinas, Le Grand, Ritter,... à la complaisance et aux lumières de qui les chercheurs, même éloignés, même insistants, ne font jamais appel en vain. De nombreux dépôts départementaux : Ain, Loire, Puy-de-Dôme, Bouches-du-Rhône, nous ont permis de suivre d'une manière concrète la reprise de la vie religieuse en France au XIX^e siècle. Les vivantes traditions de l'hospitalité corse nous ont valu à Ajaccio le meilleur accueil du regretté bibliothécaire Marcaggi, et de M. Corbellini, conservateur du Musée Fesch. Avec la courtoisie qui est de règle dans leur compagnie, MM. les abbés Levesque et Mourret nous ont communiqué, aux Archives de Saint-Sulpice, les précieux papiers de l'abbé Emery. Parmi les plus féconds en découvertes de ma longue enquête, je compte les mois que j'ai passés à l'Archivio Vaticano, si libéralement ouvert aux travailleurs, sous les auspices de Monseigneur Angelo Mercati, préfet, et du professeur Savio, qui fut un guide incomparable. A Rome, au Museo Napoleonico (fondation Primoli), à Paris à la Bibliothèque Thiers, dont M. Diego Angeli et M. Albert Emile Sorel sont les conservateurs aimables et diligents, j'ai été admis dans l'intimité de l'Empereur et de sa famille. Il m'a semblé qu'une manière de rendre hommage à tant de confiance rencontrée en France et en Italie consistait, dans les délicates questions d'histoire diplomatique et religieuse, à exposer, avec une scrupuleuse objectivité, le point de vue de chacune des parties en présence. Je me suis tenu au plus près du texte des documents que j'avais lus, et souvent je les ai laissés parler pour n'en point altérer l'esprit ni le sens.

Comment au terme de longues années de travail, trouver des mots de gra-

titude pour tous ceux qui aidèrent mon effort et y prirent, mieux qu'un intérêt sympathique, véritablement une part personnelle? Avec émotion, je salue la mémoire de M. le professeur Raymond Guyot qui, jusqu'à la veille de sa mort, me fit profiter de ses conseils, de sa clairvoyance, et d'une obligeance qui ne se lassait jamais. M. le professeur Sagnac a bien voulu m'encourager d'une manière qui m'a été particulièrement précieuse. A Lyon, M. le professeur Lévy-Schneider m'a guidé avec ce désintéressement, ce culte de la vérité, cette somme de connaissances sur l'histoire de la Révolution et de l'Empire qu'admirent et aiment tous ceux qui ont l'honneur d'être ses disciples. M. le doyen Kleinclausz, MM. les professeurs Delafarge et Dutacq, ainsi que mon oncle M. E. Beau, m'ont soutenu de leur concours, de leurs conseils, de leur amitié, en souvenir de leur collègue et ami, l'infatigable travailleur, le probe écrivain, qui avait eu l'idée de ce travail et m'y avait engagé, mon père, dont je ressens, en arrivant au but, plus cruellement que jamais, la douloureuse disparition.

Neuville-sur-Saône, décembre 1934.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

I. — ARCHIVES NATIONALES

Série F¹

- F^{1a} 407 Corse : Arrêtés et circulaires 1790-1830.
F^{1c} III Corse ¹ : Adhésions et adresses 1798-1825.
Corse ² : Élections 1790-an XI.
Rhône ⁵ : Esprit public et élections : bulletins de police et comptes rendus administratifs an IV-1812.

Série F⁷

3811. Bulletins de Police de Lyon (an XIII-1813).
6371. Conspirateurs royalistes de l'an V à 1812.
6357. Dossiers relatifs à divers émigrés français.
6442. et 6478 »
6796. Dossier relatif au cardinal Fesch après la chute de l'Empire.
8484. (A) et (B) et 8485 Rapports de police ans X-XII (Rhône) : diverses affaires relatives au Culte.

Série F^{19*} (Registres).

- 156*-157*. Correspondance avec les Princes sur des affaires concernant les Cultes an XIII-1807 ; et 1807-1813.
176*. Lettres aux ministres, aux préfets et aux fonctionnaires concernant l'organisation et la police des Cultes. 19 brumaire an XIII-30 ventôse an XIII.
177*. » 9 thermidor an XII-16 brumaire an XIII.
195*. Analyse des lettres du Pape, du cardinal Consalvi, du Cardinal Légat, etc., relativement aux rapports avec la Cour de Rome : 1801-1808.
202*. Lettres aux évêques concernant la police des Cultes : octobre 1806-mars 1807.
210*. » mars-juillet 1807.
226*. Note sur l'état des diocèses, surtout au point de vue de la police des Cultes, d'après la correspondance des Evêques et des Préfets : an XI.
245*. Correspondance avec le Cardinal Légat, le Cardinal Fesch, l'auditeur de Rote sur les affaires ecclésiastiques comportant l'intervention de Rome : février 1806-juillet 1807.
270*. Correspondance du Grand Aumônier de l'Empire : 1807-1814.
Registre des délibérations de la Grande Aumônerie an XIII-1807.
272 à 275*. Feuilles de travail du Conseiller d'État, puis Ministre des Cultes avec le gouvernement, puis avec l'Empereur : an X-1806.

Série F¹⁹ (Liasses).

325. Lettres d'évêques et de préfets au Ministre des Cultes, an IX-an XII.
 416. Corse : affaires du culte, 1792-an VII.
 466. Rhône » 1792-1814.
 1703. Affaires concernant les Cultes : Piémont (1803 et sqq.)
 1904. Pièces diverses relatives au Concordat. Papiers divers de Fesch : (an XI-1810) pièces adressées de Rome au Cardinal Fesch ; lettres de Fesch au Premier Consul et à l'Empereur ; dépêches de Fesch ambassadeur, etc...
 1905. Rapports du Pape et de l'Empereur : voyage du Pape en France ; Sacre de l'Empereur.
 1906 et suivants : Archives Caprara ; surtout :
 1910-11. Correspondance de Caprara.
 1912. » avec Talleyrand.
 1913. » avec Marescalchi.
 1915 à 1918. Lettres du Secrétaire d'État Consalvi à Caprara.
 1919. Pièces relatives aux Concordats Italien et Allemand.
 1923. Correspondance de Caprara avec le cardinal Consalvi : mai 18-20 juillet 1804.
 2531. Dossier personnel : Lyon (Fesch),
 5449 et sqq. Mandements épiscopaux.
 5683. Affaires diverses concernant les cultes : Lyon, an X-1829.
 6238 à 6242. Établissements étrangers ; missions : Fesch et les missions étrangères à partir de l'an XI.
 6285. Congrégations : Frères de la Doctrine chrétienne.

Série O²

1. Grande Aumônerie : Décrets Impériaux (nominations, etc...) ; pièces émanant de la Légation et de divers ministères, etc..., an XIII-1813.
 2 à 15. Services de la Grande Aumônerie : pièces comptables : chapelles, dépenses.

Série BB

- BB³⁰ 456. (dossier 8) Testament du Cardinal Fesch.

Série AF^{III}

- 65-66. Gènes : pièces diplomatiques ; extraits de correspondance des agents français (Faipoult, Belleville, Cacault), ans IV-VII.
 77. Rome : dépêches de Cacault ; négociations avec le Pape, ans IV-VI.
 78. Rome : correspondance des commissaires du Directoire près la République romaine : ans VI-VIII.
 87. Toscane : correspondance des agents de la République (Cacault...), 1792-an III.
 185. Armée d'Italie : ans II-VI : correspondance des agents du Directoire (Saliceti-Garau).
 190. Armée d'Italie : rapports sur le personnel, ans IV-IX.
 198. » : contributions frappées par l'armée, ans IV et V.

Série AF^{IV}

1031. Pièces relatives au Sacre de l'Empereur : lettres closes de l'Empereur, procès-verbal de la cérémonie, etc...
 1220. Famille et maison de l'Empereur : pièces relatives au Sacre et au Couronnement.

1317. Pièces relatives à l'organisation religieuse (ans X-XI) et aux Cultes (ans XII-1815).
 1044. Rapport du Ministre de l'Intérieur : Cultes, ans VIII-XII.
 1045. Rapports du Conseiller d'État, puis Ministre des Cultes, an XII-1806.
 1046. » » 1806-1809.
 1694. Rome : lettres du Pape ; pièces diplomatiques (an XIII-1808).
 1695. Rome : correspondances diverses au sujet des affaires de l'Église en Italie (1806-1814) ; affaires de Rome (1808-1810).
 1709 (A) et (B). Royaume d'Italie : organisation ; couronnement de l'Empereur et Roi ; correspondance d'Eugène sur l'administration, etc... : an XIII-1805.
 1715. Rome : rapports sur Rome et les États romains ; correspondances relatives aux États pontificaux (Eugène, Miollis, etc...), 1808-1813.
 1717. Parme et Plaisance. Piémont, Ligurie : rapports divers : an X-1806.
 1891. Correspondance de la Légation du Saint-Siège en France, 1801-1803.
 1892. » mars 1805-février 1804.
 1893. » février-décembre 1804.
 1894. » décembre 1804-mars 1808.

Série AF*^{IV}

1364. Armée d'Italie : états militaires, situations.

II. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rome. Correspondance politique.

- Vol. 935. Mars-septembre 1803. Cacault ministre (jusqu'au 13 juillet), puis Fesch, ministre plénipotentiaire.
 936. Vendémiaire-fructidor an XII : septembre 1803-septembre 1804.
 937. Vendémiaire à germinal an XIII : septembre 1804-mars 1805.
 938. Germinal an XIII-frimaire an XIV : 22 mars-1^{er} déc. 1805.
 939. Décembre 1805 à décembre 1806 : Fesch ministre jusqu'à mai 1806, puis Alquier ambassadeur.
 940. 1807 : Alquier ambassadeur.
 941. 1808 : Alquier, puis Lefèvre chargé d'affaires.

Supplément t. 23. Pièces relatives au Sacre (1804), à certaines négociations de 1806 ; notes de la Secrétairerie d'État de mai 1806 à décembre 1807.

La *correspondance des Commissaires des Relations commerciales*, à l'exception de pièces éparées du poste d'Ancône, nous a été refusée comme n'étant pas accessible au public.

Mémoires et Documents,

- Italie 12. Pièces et mémoires sur l'Italie de 1794 à 1809.
 16 et 17 » sur divers états d'Italie jusqu'à 1806.
 France 1794. Papiers des Bonaparte, 1800 à 1807, et après 1814 (lettres de Fesch).
 1806. Pièces relatives aux mariages de Jérôme et de Lucien ; à Fesch après 1815.

France. Fonds Bourbons.

Vol. 603. Années 1803-1804 : Documents relatifs à l'émigration.

609. Dépêches du Cabinet du Roi à des agents extérieurs : la Fare, Chastellux, Vernègues agent en Italie.

Milan. Correspondance politique.

Vol. 60 : année 1804.

Vol. 61 : 1805-1806.

Toscane. Correspondance politique.

Vol. 157 A. Clarke ministre (jusqu'au milieu de 1805).

157 B. Beauharnais ministre (fin de 1805).

158 A. Artaud chargé d'affaires.

Naples. Correspondance politique.

Vol. 129. Alquier ambassadeur, 1804.

130. » 1805.

131. Naples sous Joseph 1806.

Allemagne. Correspondance politique.

Vol. 728. Janvier-juin 1805 (Bacher, Portalis fils, puis Hédouville, ministres à Ratisbonne.

732. Juin-décembre 1806 (Bacher, Hédouville ministres à Ratisbonne, puis Francfort).

733. 1807 (Bacher, Hédouville ministres à Francfort).

Bavière. Correspondance politique.

Vol. 182. Otto ministre, 1806.

Russie. Correspondance politique.

Vol. 143. Hédouville ministre plénipotentiaire, an XII.

Vienne. Correspondance politique.

Vol. 378. Six premiers mois de 1806, de La Rochefoucauld ambassadeur.

379. Six derniers mois de 1806 » »

III. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Archives historiques.

C* 30 Correspondance de l'État Major général de l'armée d'Italie (décembre 1805-janvier 1806).

31 Correspondance militaire de l'État Major général, fructidor an XIII-nivôse an XIV.

32 Correspondance militaire de l'État-Major général, vendémiaire-nivôse an XIV.

Archives administratives.

Quelques dossiers d'officiers de l'Armée d'Italie.

IV. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, MANUSCRITS

Les *Nouvelles Acquisitions françaises*, nos 4 à 26, contiennent les manuscrits autographes de François Artaud de Montor (1772 à 1849), l'historien des Papes du XIX^e siècle. De ces 23 vol. in-folio, il faut surtout retenir les quatre (nos 17 à 20) qui contiennent *l'Histoire de la Vie et du Pontificat de Pie VII*, 1835 ; ils renferment un certain nombre de détails qui ont disparu dans l'ouvrage imprimé et sont souvent intéressants. Nous les citerons sous l'abréviation : ARTAUD, Mss. B. N.

Les *Nouvelles Acquisitions françaises* no 5966 et 5980 *Papiers de l'antiquaire Ennius Quirinus Visconti* (1751-1818) : sur la galerie du Cardinal Fesch.

Par contre, nous avons vainement cherché au département des mss. les registres de correspondance du Cardinal Fesch, qui selon Larrey (*Madame Mère*, Append. du tome II) seraient aux « Archives de la Bibliothèque Nationale » (*sic*). D'autres chercheurs et les conservateurs n'ont pas été plus heureux que nous.

V. — BIBLIOTHÈQUE THIERS

Le fonds Frédéric Masson à la Bibliothèque Thiers constitué par les notes, documents originaux, manuscrits autographes de l'histoire des Bonaparte est très utile (cf. MALO (Henri), *Le fonds Frédéric Masson à la Bibliothèque Thiers*, *Rev. Et. Nap.*, 1926, II, 189). La première partie surtout (nos 1 à 308) offre de précieux documents inédits, copies et originaux.

- Dossier 73. « Madame Mère, le Cardinal Fesch » : lettres de Fesch de 1786 jusqu'à 1827 ; comptes d'affaires ; projets relatifs à la Corse.
 114. « Grande Aumônerie » : registre de dépenses.
 117. Le Sacre : papiers divers (quelques comptes rendus de la cérémonie, d'ailleurs médiocres).
 231. Corse. Papiers relatifs à la Révolution en Corse.

Dans la seconde série (Extraits, analyses, copies), il y a moins à retenir :

- Dossier 371. Notes sur le sentiment religieux, la politique ecclésiastique de Napoléon ; la Grande Aumônerie (copies de A.N., AF IV et O²).
 372. Grande Aumônerie : notes sur le personnel : Jauffret, de Pradt, etc.
 483. Fesch : Dossier biographique.

VI. — ARCHIVES DU SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE

Les *Matériaux pour la vie de M. Emery*, surtout le vol. V : *Correspondance avec Nos seigneurs du Clergé* sont une source indispensable pour l'étude de la vie intérieure de l'Église de France sous l'Empire. Ils ne contiennent guère que des copies, mais faites avec un grand soin. Du fo 5140 au fo 5170 se trouvent des extraits de correspondance, soit privée, soit diplomatique, du Cardinal Fesch (d'après les registres de Lyon, alors aux mains de Lyonnet). Puis viennent des lettres avec Jauffret, vicaire général de Fesch (fo 5166 à 5183) et évêque de Metz (5502-10), et celles des évêques de Limoges, de Montpellier, de Mende, de Troyes.

Napoléon et le Saint-Siège.

VII. — ARCHIVES DU VATICAN (ARCHIVIO SEGRETO DELLA SANTE SEDE)

Le fonds de l'époque napoléonienne est actuellement en complet reclassement.

Les documents formant les *liasses* de l'ancienne série « Epoca Napoleonica », avec ses Appendices, ont été dispersés en vue d'un classement nouveau, malheureusement inachevé au moment de l'impression de ce travail. C'est dire que l'on ne peut donner de références absolument précises que pour les documents classés en volumes reliés et en registres : tels sont la correspondance des Nonces et de la Secrétairerie d'État, dont l'Index des Nonciatures (*Indice* 134) donne l'inventaire. Pour les autres, les indications que fournissait l'étude de M. l'abbé AUDARD (*Documents relatifs à l'histoire religieuse de la Révolution française aux Archives vaticanes*, R. H. Egl. France, sept.-nov. 1913) ne peuvent plus servir de guide. Il faut en dire autant des références données par les auteurs comme le R. P. RINIERI. Nous avons dû à l'extrême obligeance du professeur Savio, archiviste à l'Archivio Segreto Vaticano, de pouvoir retrouver la plupart des documents indiqués par cet auteur et en outre de prendre connaissance des documents qui ont été, depuis, versés à ce fonds, et n'ont pas encore été classés ni utilisés. Nous donnons ci-dessous avec la mention C. P. (classement provisoire) les références provisoires qui permettront d'ailleurs de les retrouver dans le catalogue définitif.

A. Correspondance Diplomatique. (volumes reliés).

Nonciature de France (abrégé : Vat., Nunz. Fr.)

Vol. 584. Réponses du Secrétaire d'État à Mgr Spina (1800-01) et au cardinal Caprara.

588 à 593. Lettres du cardinal Caprara au cardinal Consalvi (1801 à 1806 : un volume par an).

596. Lettres du Ministre de France au Cardinal Consalvi 1801-03 (Cacault ministre).

597. Lettres du Ministre de France au cardinal Consalvi 1804-09 (Fesch ministre).

599. Lettres du Secrétaire d'État au cardinal Caprara 1802-03. (minutes)

600. » 1804-05.

601. » 1806.

603-604. Lettres du Secrétaire d'État (minutes) au ministre de France 1801 à 1803 (Cacault).

605. Lettres du Secrétaire d'État (minutes) au ministre de France 1803 (Fesch).

606. Lettres du Secrétaire d'État (minutes) au ministre de France 1804-05.

607. » 1806-09.

Nonciature de Vienne (abrégé Vat., Nunz. Vienna).

Vol. 702. Correspondance du Nonce de Vienne avec la Secrétairerie d'État 1803. (Severoli).

703. » 1804-05.

705. » 1806.

Nonciature de Bavière (abrégé Vat., Monaco Baviera).

Vol. 36. Registre des dépêches de Mgr le Nonce Zollio, de son auditeur et d'autres, de Mgr delle Genga nonce à Cologne, janvier-décembre 1795-mai 1798-avril 1808.

39. Minutes et dépêches de Mgr le Nonce, 1803.

40. Lettres de Mgr Tiberio Troni, auditeur, 1804.

41. » Delle Genga, nonce, 1806.

49. » du secrétaire d'État à Mgr le Nonce et à divers de 1800 à 1808.

64. Correspondance de Mgr della Genga pour les affaires de Germanie 1806-07.

65 à 69. Originaux concernant les négociations pour les affaires de Germanie, 1804-05.

Nonciature de Florence (Vat., Nunz. Fir.).

Vol. 185 à 188. Lettres de Mgr le Nonce à Florence : Morozzo (1802-1806).

189 A. » (chiffres) »

Nonciature de Naples (Vat., Nunz. Nap.).

Vol. 409. Lettres du Secrétaire d'État au Ministre de Naples.

Nonciature d'Espagne (Vat., Nunz. Spagna).

Vol. 309-311. Lettres de Mgr le Nonce à Madrid, 1803-1805.

Nonciature de Malte (Vat., Nunz. Malta).

Vol. 169. Lettres de l'Évêque de Malte au Secrétaire d'État, 1802-04.

170. Lettres du cardinal Caprara, 1802-05 ; du Bailli Massimi 1802, et du Bailli Tommasi 1803-04.

171. Lettres de Nicolas Buzi au Secrétaire d'État, 1803 et 1804-08.

Nonciature Pologne Russie (Vat., Nunz. P. R.).

Vol. 341. (68) Registre des lettres de Mgr Arezzo à la Secrétairerie d'État, 3 juillet 1802-25 juin 1804.

342. (69) 15 juillet 1804-17 novembre 1806.

Chiffres aux Nonces (abrégé Vat., Cif. Nunz.)

Vol. I : 1800-02.

II : 1803 (minutes).

III : 1804-06 »

IV : 1807-08 »

V : 1804-05 (copies, en clair).

B. Correspondance diplomatique de la secrétairerie d'État (liasses factices), (Classement provisoire).

(C. P.) 245/ 1 : Lettres de Sa Sainteté aux É^{mes} Cardinaux ; aux Évêques ; à divers Souverains (avec une liasse « Lettres de Napoléon I à Pie VII, quelques-unes originales, quelques-unes avec sa signature. »)

(C. P.) 245/2 : Lettres du Pape à divers souverains (1803-06).

(C. P.) Registri Segretaria Reg. 8 : Billets et dépêches de la Secrétairerie d'État à des Évêques et des Archevêques, 1803-06.

Reg. 18 : Billets et dépêches de la Secrétairerie d'État aux Cardinaux, 1803-09.

(C. P.) D/1 : Notes de divers ministres au Secrétaire d'État et minutes-réponses ; notes de Fesch, 1803.

D/2 et D/3 : Notes de divers ministres au Secrétaire d'État : relations avec la République, puis le Royaume d'Italie ; correspondance avec Humboldt, Jackson, etc...

- D/4 : Notes de divers ministres au Secrétaire d'État (notes ministérielles du relative aux affaires de Lucques (1803-04).
 D/7 : Correspondance de divers ministres avec la Secrétairerie d'État (1804-05).
 D/9 : » : correspondance cardinal Fesch ; correspondance de Mgr Vidoni, gouverneur d'Ancône, 1804).
 (C. P.) 261/6 : Correspondance avec le ministre de France, Cacaull (1803), Alquier 1807-08), Lefebvre, chargé d'affaires (1808).
 261/8 Notes ministérielles du Cardinal Fesch (1804-06) et d'Alquier (1807).
 261/9 » d'Alquier (1807).
 263/1 Correspondance entre la Secrétairerie d'État et le ministre de France, Fesch puis Alquier (1806).
 294/1 » affaires de Lucques ; affaires criminelles diverses : 1803.

C. Pièces relatives aux affaires religieuses, spécialement en France, Italie et Allemagne.

- (C. P.) *Epoca Napoleonica Francia* (abrégié : *Ep. Nap. Francia*).
 1. Pièces relatives aux Évêques constitutionnels.
 2. » et Papiers Fesch.
 3. Dossiers relatifs aux démissions d'Évêques.
 4. Nouvelle circonscription des Diocèses de France.
 (C. P.) Liasses factices.
 281/16 à 19. Affaires de France, 1801. Ratification du Concordat. Évêques constitutionnels.
 281/22 à 25 » et pièces relatives au Concordat Italien.
 281/29 à 31 : Affaire Vernègues.
 281/33 et 34 : Affaires de France et d'Italie, 1804.
 281/32 et 35 : Papiers relatifs au Sacre et au voyage du Pape.
 281/36 : Affaires de France et d'Italie, 1805.
 281/37 » et de Germanie, 1806.
 281/38 : Demandes du gouvernement français : janvier-juillet 1806 : affaires de Lucques.
 281/39 : Affaires de France et de Germanie (papiers della Genga), juillet-déc. 1806.
 281/40 : » année 1807.
 281/43 : Affaires diverses concernant l'Italie de 1805 à 1809 : occupation des forts ; papiers relatifs à l'invasion des États Pontificaux.
 281-62 : Documents relatifs aux difficultés entre le Pape et l'Empereur en 1807 et 1808, affaires ecclésiastiques diverses (quelques-unes postérieures à 1815).
 283-5 : Pièces diverses relatives au cardinal Fesch et au diocèse de Lyon.

VIII. — BIBLIOTHÈQUE VICTOR-EMMANUEL (ARCHIVIO DI STATO)

Fondo Gesuitico 1354 (16), 1461 : Pie VII Pape, papiers relatifs à ses relations avec le gouvernement français.

IX. — MUSEO NAPOLEONICO (FONDATION PRIMOLI)

Le Musée Primoli contient des richesses artistiques, dont un inventaire sommaire se trouve dans F. BOYER (*Rev. Et. Nap.*, 1930).

Les Archives du Musée renferment quelques lettres de Madame Mère (1816-19) et du Cardinal Fesch de Rome, de 1814 à 1837.

X. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE

Série 1 F

Les papiers diplomatiques du cardinal Fesch constituent un fonds extrêmement abondant, et qui jusqu'ici n'avait jamais été utilisé. Il n'a été classé qu'en 1925 par M. l'archiviste Faure, et constitue aujourd'hui la série 1 F, comprenant 150 numéros, liasses ou registres.

Un inventaire sommaire, pour ce qui concerne la Corse, a été donné par M. Ersilio Michel dans l'*Archivio Storico di Corsica*, en juillet 1933.

1 F 5. Lettres de Cacault au Ministre des Relations Extérieures.

6. Lettres du Secrétaire d'État Consalvi à Cacault.

7. Lettres du Ministre des Relations Extérieures à Cacault (jusqu'à messidor an X).

8. » » (messidor an X-messidor an XII).

9. Lettres de divers ministres, ambassadeurs (Alquier...) à Cacault.

10-11. Lettres des commissaires des Relations Commerciales à Cacault.

12. Lettres du Ministre des Relations Extérieures de la Cisalpine (jusqu'à pluviôse an X).

13-14. Lettres du Ministre des Relations Extérieures de la République Italienne (1802 et 1803).

1 F 20. Correspondance diplomatique du cardinal Fesch 1^{er} registre.

21. » 2^e registre.

22. » 3^e registre.

23. Lettres du cardinal Consalvi à Fesch 9 juillet-31 août 1803.

24. » 2 septembre-31 octobre 1803.

25. » 2 novembre-31 décembre 1803.

26. » 3 janvier-29 février 1804.

27. » 1 mars-30 mars 1804.

28. » 3 avril-31 mai 1804.

29. » 4 juin-30 juillet 1804.

30. » 2 août-28 octobre 1804.

31. Lettres de Consalvi à Artaud, 9 novembre-8 mars 1805.

32. Lettres du cardinal Consalvi à Isoard 27 mai 1805.

33. Lettres du cardinal Consalvi à Fesch 15 juin-31 août 1805.

34. » 2 sept.-30 septembre 1805.

35. » 1^{er} octobre-14 novembre 1805.

36. » 16 novembre-31 décembre 1805.

37. » 4 janvier-31 janvier 1806.

38. » 1^{er} février-31 mars 1806.

39. » 1^{er} avril-18 mai 1806.

40. Lettres du Ministre des Relations Extérieures au cardinal Fesch (1^{er} messidor an XI-22 avril 1806).

41. Lettres de Portalis, conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, puis Ministre des Cultes, à Fesch (11 messidor an-X-26 avril 1806).

42-43. Lettres adressées au cardinal Fesch par divers ministres français (an XI-1806).

44-47. Lettres des ministres de France à Naples, Florence, Parme, Gênes.

48. Lettres du Commissaire des Relations Commerciales à Civita Vecchia (Stamaty).
49. » à Ancône (Meuron) 30 flor. XII-26 brum. XIV.
50. » » » 22 juillet-1805-12 mai 1806.
51. » en Étrurie, à Livourne (12 therm. XI-28 avril 1806).
52. » en Sardaigne, à Cagliari.
53. Lettres du Vice-Président de la République italienne, Melzi.
- 54-56. » Ministre des Relations Extérieures de la République italienne, Marescalchi, 1803-1804.
57. » » du Royaume d'Italie, 1805-1806.
- 58-60. » de divers ministres (des Cultes, de la Police, etc...) du Royaume d'Italie.
- 61-62. » de diverses autorités (préfets, sous-préfets) du Royaume d'Italie.
63. » de divers ministres du Royaume de Naples au Cardinal Fesch (1806).
64. » » ambassadeurs ou ministres étrangers résidant à Rome.
- 65-66. » » ambassadeurs et chargés d'affaires français à l'étranger.
- 67-68. » écrites par divers généraux : Gouvion Saint-Cyr, Menou, Montrichard, Murat, Tisson etc... (1803-1806).
- 69-72. » écrites au cardinal Fesch par des hauts fonctionnaires.
73. » » par des cardinaux.
74. » » par des archevêques et évêques.
- 75-77. » » par des ecclésiastiques ou religieux (en français).
- 78-81. » » par divers correspondants (en français, par ordre alphabétique).
- 82-88. » » par divers correspondants (en italien, ordre alphabétique).
- 89-91. » anonymes.
92. Pièces relatives à l'affaire Vernègues.
93. » l'école française de Rome (correspondance de Suvée, etc.)
94. » aux Établissements français de Rome.
95. Lettres de divers membres de l'ordre de Malte.
96. Documents relatifs au voyage du Pape Pie VII à Paris
97. Une note du Pape Pie VII. Correspondance du cardinal Antonelli pendant le séjour du Pape à Paris, janvier-mars 1805.
98. Lettres de Mgr Isoard et M. Artaud à Fesch pendant le voyage de Paris.
99. Pièces concernant le Canton de St-Gall (de décembre 1803 à mars 1805).
100. Lettres écrites au cardinal Fesch pendant la campagne d'Austerlitz et l'occupation d'Ancône.
101. Passeports : instructions relatives aux — ; demandes de — adressées à Fesch.
- 102-107. Mémoires et lettres concernant diverses affaires ecclésiastiques (Royaume d'Italie, Piombino, Lucques, pays germaniques).
- 108-110. Grande Aumônerie : extrait des registres des délibérations de Conseil (1805-1806) — pièces relatives aux établissements de bienfaisance.
116. Lettres adressées au cardinal Fesch par son agent d'affaires Pasqualini (1806-1807).
117. Copies de lettres du cardinal Gabrielli.
- 113-115 et 118. Lettres de correspondants divers.

- 119. Pièces de comptabilité (1803-1808).
- 120. Projets du cardinal Fesch sur la Corse (an IX).
- 121-129. Rapports et mémoires émanant de Corse ou de fonctionnaires en Corse.
- 130. Papiers relatifs aux affaires de Fesch sur le Consulat.
- 131-136. Lettres adressées de Corse au cardinal Fesch (an XI-1812).
- 137. Mémoires sur la Sardaigne.
- 138-139. Pièces relatives à la pêche du corail sur les côtes d'Afrique.
- 142-150. Recueils Soulavie sur la Corse, de la conquête à 1789.

Série T

- 8 et 9. Écoles dirigées par les frères et par les sœurs de Saint-Charles.

Série V

- 1. Lettres du cardinal Fesch aux vicaires généraux de Diocèse : an XIII-1813 ; correspondance et affaires diverses des Cultes depuis l'an XIII.
- 1 bis. Correspondance générale an X-1806. Établissement du siège métropolitain à Lyon Cathédrale. Archevêché.
- 2. Rapports sur l'attitude du clergé départemental an XII-1809.
- 3. Prestation de serment.
- 10. Desservants : installation (an XI).
- 12 bis. Cérémonies publiques.
- 13-17. Conflits entre municipalités et desservants.
- 24. Correspondance de l'autorité diocésaine an X 1826.
- 24-26. Cures et succursales : circonscriptions etc...
- 75. Tableaux et listes du personnel des congrégations (1807-1861).
- 105¹. Archevêché.
- 105¹³. Séminaire diocésain.

XI. — ARCHIVES MUNICIPALES DE LA VILLE DE LYON

P^r Cultes

Documents sur l'histoire religieuse de Lyon sous la Révolution ; sur l'administration de Mgr de Mérinville, les paroisses, fabriques et congrégations.

I^r Cultes

Réfractaires.

XII. — ARCHIVES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE LYON

Les Archives de l'Archevêché de Lyon ne possèdent pas de classement par séries numériques. Mais un inventaire manuscrit permet de retrouver aisément les principales liasses. On peut répartir en trois groupes les documents qu'ils nous ont fournis :

(A) Papiers Fesch : correspondance, papiers personnels.

Livres de Compte du cardinal Fesch : 2 registres (ont été publiés par M. le chanoine Vanel).

Correspondance : 6 registres, non paginés, et auxquels on ne peut donner de référence que chronologique. Nous y renverrons sous l'abréviation : *Papiers Fesch*.

Correspondance avec Mgr Isoard (1807).

(B) Dossiers d'intérêt général :

Documents relatifs au Concordat et aux organiques.

Dossier de la correspondance Talleyrand-Fesch pendant l'ambassade.

» Portalis-Fesch »

Documents relatifs au Voyage de Pie VII en France.

Documents relatifs au Sacre de l'Empereur (mémoires de Fesch sur la négociation ; « remontrances » du Pape à l'Empereur, etc...)

(C) Documents relatifs à l'administration diocésaine (On trouve parfois dans ces liasses des documents très importants pour la politique ecclésiastique en général).

Correspondance de M. Courbon et des vicaires généraux.

6 Registres in-folio : Ordonnances et opérations journalières du Secrétariat, Copie de Lettres 1806 à 1812.

Registres des Délibérations du Conseil archiépisopal.

Érection des Paroisses (état des paroisses : Loire 1804 — Ain 1804 ; Correspondance avec le Préfet de l'Ain ; — Rhône 1804. Dossiers paroissiaux etc...)

Plaintes contre les prêtres an XIII-1806.

Affaires diverses sur le diocèse, les Missions Étrangères, etc.

Administration diocésaine : lettres administratives (au Ministère des Cultes 1805 — à l'agent du clergé français à Rome, 1808-1811 ; — etc...).

Confréries et Congrégations.

Religieuses de Pradines.

Ordres religieux (sœurs de Saint-Charles, etc...).

Fourvière ; Saint-Jean ; Archevêché.

États divers sur le personnel.

Ordonnances, affaires diverses (officialité, etc...).

XIII. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA LOIRE**Série K**

8 K 1. Correspondance du Préfet avec les sous-préfets et les Maires, 7 thermidor an X-nivôse an XI.

9 K 1. Correspondance du Préfet avec les sous-Préfets et les Maires, 9 messidor an X-30 messidor an XII.

10 K 1. Correspondance du Préfet avec les sous-Préfets et les Maires, 17 vendémiaire an X-septembre 1807.

Deux Registres Correspondance du sous-Préfet de Saint-Étienne avec le Préfet de la Loire, 1^{er} frimaire an IX à fructidor an X, et 1^{er} floréal an IX à nivôse an XII.

Série M

10 M 2. Événements politiques, an IX-an XII.

10 M 3. » 1804-1813.

Série V

1 V. Clergé catholique : personnel, nominations, plaintes, affaires diverses, an VIII-1820.

1 V. Ministres relevés de la déportation (an IX) ; — Serment des ecclésiastiques et correspondance de M. Courbon avec le préfet de la Loire (an XII).

XIV. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'AIN

Série V

- 26. Congrégations religieuses.
- 31. Pièces diverses concernant le clergé catholique : 1791-1803.
- 33. Lettres et circulaires ministérielles : 1803-14.

XV. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA CORSE

Série D

D/1 Collège d'Ajaccio.

Série L

- L 23. Canton d'Ajaccio. Procès-verbaux d'Élections Municipales; 1790-91
- 62. Directoire du Département. Club patriotique, 1791.
- 68. » 1793. Société des vrais et incorruptibles amis du peuple.
- 183. Correspondance du Directoire du District d'Ajaccio avec le Directoire du Département relative aux affaires ecclésiastiques, 1791-93.
- 184-85. Correspondance du Directoire du District d'Ajaccio avec le Directoire du Département relative à la suppression du Chapitre d'Ajaccio. Prestation de serment des ecclésiastiques.
- 188. Correspondance de l'Évêque constitutionnel Guasco avec le Procureur syndic du Département... 1793.
- 189. État des traitements et pensions ecclésiastiques pendant l'année 1792.
- 211. Registre des délibérations du Directoire du District d'Ajaccio (sur le serment des fonctionnaires, les élections...), 1790-92.
- 217. Directoire du District d'Ajaccio : comptabilité (traitement des ecclésiastiques), 1790-93.
- 252 et 256. Culte 1791-93 : suppression du chapitre ; prestation du serment.
- 255. » correspondance de l'évêque Guasco.

Série Q

- 197-241. Procès-verbaux des Ventes de Biens nationaux. District d'Ajaccio, 1791-1831.
- 385-393. État des biens vendus : Département du Liamone. 1791-1810.
- 784-785. District d'Ajaccio. 1792-93. Déclaration des bénéfices ecclésiastiques.

XVI. — ARCHIVES MUNICIPALES D'AJACCIO

Série D (administration générale de la Commune).

D/1 Délibérations Municipales, registres des procès-verbaux : (1) 1791-1792 (2) 1794.

Série N (biens communaux).

N/4 Testament du cardinal Fesch : donation de 1817 — tableaux provenant du legs de Fesch, 1841-43 ; — transaction de la Commune avec le comte de Survilliers, 1839-45 ; correspondance relative à la gestion de Mgr Peraldi : 1825-1835.

N (12) Ventes de l'an VI à l'an XIV. Propriétés nationales, ans VII-VIII.

Série R

5 Bibliothèque et Musée. Catalogue et estampes du cardinal Fesch.

XVII. — ARCHIVES DU GRAND SÉMINAIRE DE METZ

Papiers de Mgr Jauffret, évêque de Metz.

SOURCES IMPRIMÉES

1° DOCUMENTS PUBLIÉS, PIÈCES ET JOURNAUX CONTEMPORAINS

- Annales philosophiques, morales et littéraires* (p. p. abbé DE BOULOGNE et GUILLON), 3 vol. in-8, Paris, 1800-1801 ; *Annales littéraires et morales*, 4 vol., 1803-06 ; *Mélanges de philosophie, d'histoire, de morale et de littérature* (p. p. BOULOGNE et PICOT), 10 vol., 1806-1811 (c'est le même périodique sous les trois titres, le plus important pour étudier la pensée du clergé sous le Consulat et l'Empire).
- Archives parlementaires*, 2^e série, à partir de 1800, 8°, Paris.
- AULARD : *Paris sous le Consulat*, 4 vol. 8°, Paris, 1903-09.
Paris sous le Premier Empire, 3 vol. 8°, Paris, 1912-23.
- BARRAL (Mgr de) : *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique des premières années du XIX^e siècle*, 8°, Paris, 1814.
- BARRUEL (abbé) : *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat*, 2 vol. 8°, Paris, 1803.
- BOULOGNE : *Œuvres de M. de — évêque de Troyes*, 8 vol., Paris, 1827.
- BAILLEU (P.) : *Preussen und Frankreich von 1796 bis 1807. Diplomatische Correspondenzen*, 2 vol., 8°, Leipzig, 1880-87.
- BOULAY DE LA MEURTHE : *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège*, 6 vol. 4°, Paris, 1891-1905.
Correspondance du duc d'Enghien (1801-04) et documents sur son enlèvement et sa mort, 4 vol. 8°, Paris, 1904-13.
- BROWNING : *England and Napoléon in 1803 (being the dispatches of Lord Whitworth and others)*, 8°, Londres, 1807.
- CANTÙ : *Corrispondenza di diplomatici della Repubblica ed el Regno d'Italia (1796-1814)*, 2 vol. 8°, Milan, 1885.
- CAPRARA : *Le Concordat et recueil des bulles et brefs du Pape Pie VII*, Paris, 1802.
- CLERCQ (J. de) : *Recueil des traités de la France*, t. I, 1713-1802, t. II, 1803-1815, n. éd., 4°, Paris, 1880.
- Correspondance officielle de la Cour de Rome avec les agents de Bonaparte, relative à l'invasion des États du Pape en 1808*, 5^e édit., 8°, Rome, 1814.
- Documenti relativi alle contestazioni insorte fra la Sante Sede ed il governo francese (1805-1814)*, pp. G. A. SALA, 6 vol., Rome, 1833.
- ÉMERY : *La conduite de l'Église dans la réception des ministres qui reviennent de l'hérésie ou du schisme*, 8°, Paris, 1800 (cf. *Œuvres complètes de M. Émery* dans MIGNE, *Collection intégrale et universelle des orateurs chrétiens*, Paris, 1873, col. 1447-1536).
- Éphémérides politiques, littéraires et religieuses*, pp. NOEL ET PLANCHE, Paris, an XI et sqq, 12 vol. 8°.

- Examen des Articles organiques publiés à la suite du Concordat de 1801...* (pp. JAUFFRET), 80, Paris, 1817.
- FÉRET (abbé) : *La France et le Saint-Siège sous le Premier Empire...*, t. I, Paris, 1911.
- HAUTERIVE (E. d') : *La Police Secrète du Premier Empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*, 3 vol. 80, Paris, 1908-1922.
- Journal des Curés ou Mémorial de l'Eglise gallicane*, 1806-1811, 6 vol. in-fol., Paris, V^e Nyon.
- Journal des Débats*, ans XI-XIII, puis *Journal de l'Empire*, depuis le 27 messidor an XIII.
- LETTERON (abbé) : *Pièces et documents pour servir à l'histoire de la Corse pendant la Révolution*, Bull. Soc. Sc. hist. de Corse, 1890-91.
Pièces... pendant les années 1790 et 1791, *ibid.*, 1894.
Extraits du Moniteur relatifs à la Corse, *ibid.*, 1911.
- MARTENS (Ch. de) : *Recueil des principaux traités conclus par les puissances de l'Europe, de 1761 jusqu'à présent*, 2^e éd. Göttingen, 1817-35, t. VII et VIII.
Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères, Pétersbourg, 1875 et sqq, t. XIII et XIV.
- Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle* (par JAUFFRET, le futur évêque de Metz, d'après Barbier), 2 vol. 80, Paris, an XI-1803.
- Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle* (par PICOT), 2 vol. 80, Paris, 1806; n. éd. 4 vol. 1816; n. éd. 1857, 7 vol.
- MONTAIGLON (A.) et GUIFFREY (J.) : *Correspondance des Directeurs de l'Académie de France à Rome, 1666-1804*, t. XVI, 80, Paris, 1907.
- MONTGAILLARD (J. J. A.) : *Mémoires diplomatiques, 1805-1819*, pp. Ch. de Lacroix, 80, Paris, 1896.
- PORTALIS : *Discours, rapports et travaux du comte — sur le Concordat*, 80, Paris, 1845.
- PERCIER ET FONTAINE : *Description des cérémonies et des fêtes qui ont eu lieu pour le couronnement de leurs majestés l'Empereur Napoléon et l'Impératrice Joséphine*, gr. f^o, Paris, 1807.
- Recueil des pièces et actes relatifs à l'établissement du gouvernement impérial héréditaire*, 2 vol., an XII-XIII.
- ROUET DE JOURNAL (R. P. —, S. J.) : *Nonciatures de Russie d'après les documents authentiques. Nonciature d'Arezzo (1802-06)*. Première partie, 1802-04, gr. 80, Rome, 1922.
- Le spectateur français au XIX^e siècle, ou variétés morales, politiques et littéraires, recueillies des meilleurs écrits périodiques*, Paris, 1804 et sqq.
- THEINER (R. P. A.) : *Documents relatifs aux affaires religieuses de la France (1790-1800)*, 2 vol. gr. 80, Paris, 1857-58.
Histoire des deux Concordats de la République française et de la République Cisalpine, 2 vol. gr. 80, Paris, 1869.
- TALLEYRAND : *Correspondance diplomatique de —*, pp. G. PALLAIN, t. II : le ministère de Talleyrand sous le Directoire, 80, Paris, 1891.
Lettres inédites de — à Napoléon (1800-1809), pp. BERTRAND, 80, Paris, 1889.
 » (1804-08), pp. DARD, *R. France*, 15 juin 1934.
- TRATCHEVSKI : *Les relations diplomatiques de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I*, 4 vol. 40, Saint-Petersbourg, 1890-93.
- WEIL (comt^e) : *D'Ulm à Iéna, correspondance inédite du chevalier de Gentz (14 juillet 1803-31 mai 1806)*, 80, Paris, 1921.

2^o CORRESPONDANCE DE NAPOLÉON

NAPOLÉON I^{er} : *Correspondance de —*, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Paris, 1855-1870, 32 volumes 8^o.

Supplément à la correspondance de —, lettres omises par le comité de publication, rectifications (par E. A. DU CASSE), 1887, in-12.

Lettres inédites de —, publiées par L. LECESTRE, 1897, 2 8^o, T. I, an VIII-1809.

Lettres inédites de —, collationnées sur les textes et publiées par L. DE BROTONNE, 1898, 8^o.

183 lettres inédites de — (année 1806), publ. par Frédéric MASSON, *Miscellanea Napoleonica*, 1899, série VI.

Dernières lettres inédites de —, éd. L. DE BROTONNE, 1903, 2 8^o.

Letters of — (1794-1807). 17 letters now first published by H. A. L. FISHER, *English Historical Review*, octobre 1903.

MASSON (F.) et BIAGI (Guido) : *Napoléon inconnu. Papiers inédits, 1706-1793*, accompagnés de notes sur la jeunesse de Napoléon (1766-1793), par F. MASSON, Paris, 1895, 2 vol. 8^o.

LETTERON (abbé) : *Lettres de Napoléon relatives à la Corse*. Bull. Soc. hist. Corse, 1911.

NAPOLÉON I : *Correspondance inédite de —*, conservée aux Archives de la guerre, pp. E. PICARD et L. TUETÉY, 3 8^o, 1912-1913, t. I, 1912. XXII-1804-1807.

CHUQUET : *Ordres et apostilles de Napoléon (1799-1815)*, 3 vol. 8^o, Paris, 1911-1912.

Inédits napoléoniens, t. I, 1913, 8^o, t. II, 1920, 8^o, Paris.

ASKENAZY (S.) : *Manuscrits de Napoléon en Pologne*, Varsovie, 1929, 4^o (cf. du même : *Napoléon inédit* in R. D. M., 15 avril 1929).

NAPOLÉON : *Quelques lettres inédites de Napoléon I^{er}, ou adressées à l'Empereur par des souverains européens*, pp. F. M. KIRCHEISEN, in *Rev. H. Dipl.*, 1930.

BONAPARTE : *Lettres de jeunesse de Bonaparte (1789-92)*, pp. D'HAUTERIVE, R. D. M., 15 déc. 1931.

NAPOLÉON : *Lettres à Talleyrand*, pp. E. DARD, *ibid.*, 15 janvier 1934.

3^o CORRESPONDANCE, ÉCRITS DIVERS DU CARDINAL FESCH

FESCH : *Mandements : 1803-1815*. Collection complète Bibl. Ville de Lyon. Fonds Coste, nos 451-167 et suivants [ces mandements ont été rédigés par les vicaires généraux de l'Archevêque, Jauffret jusqu'à la fin de 1804, Courbon ensuite. Mais ils traduisent toujours la pensée et les volontés de Fesch qui s'occupait des affaires diocésaines dans le détail].

DU CASSE : *Histoire des Négociations diplomatiques relatives aux traités de Mortfontaine, de Lunéville et d'Amiens*, 3 vol. 8^o, 1855. Le tome I contient la correspondance entre Fesch et Napoléon, pour la période de la fin de l'Ambassade : la plupart des originaux sont aux A. N., F¹⁹ 1904.

VANEL (CHANOINE J.-B.) : *Deux livres de compte du cardinal Fesch*, Lyon, Audin, 1923. Reproduction des deux livres de compte conservés à l'Archevêché de Lyon ; le premier va de 1791 à l'an VII (p. 10-22) ; le second de l'an VII à fin 1804 (p. 25-95). En outre (p. 99-112) quelques extraits de la correspondance de Fesch entre novembre 1803 et octobre 1809 ont été ajoutés par l'éditeur.

En dehors des lettres contenues dans les biographies du Cardinal, dans les recueils de documents (Theiner, Férét, etc...), il n'a été publié que des documents épars : p. ex. dans la *Nouvelle Revue Rétrospective*, t. III, p. 66, *Règlement de vie du cardinal Fesch*, pp. MARMOTTAN ; t. X, p. 235, une lettre de 1812.

L'*Intermédiaire des Chercheurs* a posé la question : *ses mémoires ont-ils été publiés ?* (t. XLI, p. 905 et 1113). Il n'y a pas de *Mémoires* de Fesch. Ce qu'on connaissait sous le nom de papiers de Fesch, ce sont des papiers à lui confiés par Napoléon et qui, après sa mort, passèrent au fameux Libri, puis à la Bibliothèque de Florence, cf. Masson-Biaggi : « Napoléon inconnu », p. III.

4° CORRESPONDANCES PRIVÉES, MÉMOIRES, RELATIONS DE VOYAGE ET SOUVENIRS CONTEMPORAINS

On sait avec quelle prudence, pour la période qui nous occupe, il convient d'utiliser un grand nombre de *Mémoires* et de *Souvenirs*. Sans soulever même la question d'authenticité, qui se pose cependant souvent, beaucoup des ouvrages les plus connus sont très peu sûrs, et n'offrent à glaner que des détails épisodiques. On comprendra que nous nous contentions de citer en note (donnant des références par chapitres quand il s'agit de livres qui ont de multiples éditions) les *Mémoires* de : ABRANTÈS (duchesse d'), ALLONVILLE, ANDIGNÉ, AVRILLON (M^{lle} d'), BARRAS, BAUSSET, BEUGNOT, BIGARRÉ, BOIGNE (comtesse de), BOURRIENNE, CARNOT, CHASTENAY (M^{me} de), COCHELET (M^{lle}), CONSTANT, CZARTORISKY, d'ESCARS, FOUCHÉ, GRIOS, HYDE DE NEUVILLE, MARBOT, MARMONT, MÉNEVAL, METTERNICH, MOLÉ, NORVINS, ROVIGO, SERS, TALLEYRAND, THIBAudeau, THIBAUT.

Souvenirs de ARNAULT, BARANTE, CHAMPIONNET, COLBERT-CHABANAIS, d'ESPINCHAL prince DE LIGNE, MONTGAILLARD, MUSNIER-DESCLOZEUX, PLANCY, PLANAT DE LA FAYE, REISET.

Lettres de M^{me} REICHARDT (pp. LAQUIANTE), REINHARD (pp. de WIMPFEN), RËMUSAT. Le *Journal* de DESAIX (pp. CHUQUET) et le *Journal* de RÖDERER (pp. VITRAC).

Nous n'indiquons ci-dessous que les ouvrages qui apportent des témoignages directement utiles sur la famille de Napoléon, sur l'histoire religieuse et sur la politique italienne de l'Empire et les grandes publications récentes qui ont renouvelé l'histoire de cette période.

ALBANY (comtesse) : *Lettres inédites de la — à ses amis de Sienne (1797-1820)*, pp. G PÉLISSIER, 2 8°, Paris, 1904-12.

ARTAUD DE MONTOR (chevalier) : *Histoire du Pape Pie VII*, 3^e édit., 3 vol. 12, Paris, 1839.

Histoire du pape Léon XII, Paris, 1842.

Vie et travaux politiques du comte d'Hauterive, 8°, Paris, 1839.

D'AVIAU (Mgr) : *Lettres*, pp. FAVOR, Grenoble. 1901.

Lettres inédites de Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay, 8°, Carcassonne, 1903.

AZEGLIO (M. d') : *I miei ricordi*, 8°, Florence, 1867.

BERNIS : *Mémoires et lettres de François Joachim de Pierre, cardinal de — (1715-1758)*, pp. F. MASSON, 2 vol. 8°, Paris, 1878.

BONSTETTEN (Charles Victor) : *Voyage sur la scène des six derniers livres de l'Énéide, suivi de quelques observations sur le Latium moderne*, Genève, an XIII.

BOURGOING : *Mémoires historiques et philosophiques sur Pie VI*, Paris, an VII.

- CAULAINCOURT : *Mémoires du général* —, duc de Vicence, pp. J. HANOTEAU, 3 vol. 8°, Paris, 1933.
- CHATEAUBRIAND : *Mémoires d'Outre-Tombe*, pp. BIRÉ, t. II et III, in-12, Paris, s. d.
- CONSALVI : *Mémoires*, pp. CRÉTINEAU-JOLY, 2 v. 8°, 1864; n. éd. par Drochon, 1895.
Mémoire inédit du cardinal — sur le Concile de 1811, pp. RANCE-BOUREY, Paris, 1896.
- COURIER (P. L.) : *Œuvres complètes*, pp. A. CARREL, 4 vol., 1834.
- CREUZÉ DE LESSER : *Voyage en Italie et en Sicile en 1801 et 1802*, 8°, Paris, 1806.
- DAMAS : *Mémoires du baron de* —, pp. le COMTE DE DAMAS, t. I, 8°, Paris, 1922.
- DUVEYRIER (H.) : *Anecdotes historiques*, pp. TOURNEUX, 8°, Paris, 1907.
- FIÈVÉE : *Correspondance et relations de Fiévée avec Bonaparte (1802-1813)*. 3 v. 8°, 1836.
- FORSYTH (J.) : *Remarks on antiquities, art and letters during an excursion in Italy in the years 1802 and 1803*, pp. LEDOUBLE, Genève, 1824.
- FULCHIRON (J.-C.) : *Voyage dans l'Italie méridionale*, 4 v. 8°, Paris, 1842.
- GORANI (J.) : *Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernements et des mœurs des principaux états de l'Italie*, 3 v. 8°, Paris, 1793.
- GOURGAUD (G^{al} baron) : *Sainte-Hélène. Journal inédit de 1815 à 1818*, pp. GROUCHY et GUILLOIS, 2 v. 8°, Paris, 1899.
- GOUVION SAINT-CYR (G^{al}) : *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*. 4 v. 8°, Paris, 1831.
- HORTENSE : *Mémoires de la Reine* —, pp. le PRINCE NAPOLÉON et J. HANOTEAU, 3 vol. 8°, Paris, 1927.
- JÉRÔME BONAPARTE : *Mémoires du Roi — et de la reine Catherine*, pp. DU CASSE, 7 v. 8°, Paris, 1861.
- JOSEPH BONAPARTE : *Mémoires et correspondances politiques et militaires du Roi*, pp. DU CASSE, 10 v. 8°, Paris, 1853.
Lettres inédites ou éparées de —, pp. J. RAMBAUD, 8°, Paris, 1911.
- LAS CASES (C^{te} de) : *Mémorial de Sainte-Hélène*, 2 v. 8°, Paris.
- LE COZ (Mgr) : *Correspondance de* —, pp. ROUSSEL, 2 v. 8°, Paris, 1903.
Correspondance de — et Grégoire, pp. PINGAUD, Besançon, 1906.
- LUCIEN BONAPARTE : *Mémoires (1775-1840)*, pp. Jung., 3 v. 8°, Paris, 1882.
- MACDONALD : *Souvenirs du maréchal* —, duc de Tarente, pp. C. ROUSSET, 8°, Paris, 1892.
- MAISTRE (J. de) : *Œuvres complètes*, n. éd., 14 v. 8°, Lyon, 1885.
- MASSÉNA : *Mémoires d'après les documents laissés par le maréchal* —, pp. KOCH, 5 v. 8°, Paris, 1849.
- MATHIEU DUMAS (C^{te}) : *Souvenirs (1770-1836)*, pp. son fils, t. III, 8°, Paris, 1839.
- MAURY (Cal) : *Correspondance diplomatique et papiers inédits du cardinal* —, pp. Mgr RICARD, 2 v. 8°, Paris, 1891.
- MARIE-CAROLINE : *Correspondance inédite de* —, reine de Naples, avec le marquis de Gallo, pp. WEIL et SOMMA CIRCELLO, 2 v. 8°, Paris, 1911.
- MELZI D'ERIL (F., duca di Lodi) : *Memorie, documentie lettere inedite di Napoleone Io et E. Beaubarnais*, pp. G. MELZI, 2 v. 8°, Milan, 1865.
- Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du XIX^e siècle* [par J. JAUFFRET], 3 v. 8°, Paris, 1819.
- MIOT DE MÉLITO : *Mémoires du comte* —, 2^e éd., 3 vol. 16, Paris, 1873-74.
- MONTOLON : *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène*, 2 v. 8°, Paris, 1823.
- MURAT : *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim* — (1767-1815), pp. le PRINCE MURAT et P. LE BRETHON, t. I à V, 8°, Paris, 1908 et 1911.
- PACCA : *Mémoires du cardinal* —, pp. QUEYRAS, 2 v. 16, Paris, 1860.

- PELET DE LA LOZÈRE : *Opinions de Napoléon, recueillies par un membre de son Conseil d'État*, 8°, Paris, 1833.
- PRADT (Mgr de) : *Les quatre Concordats*, 2 v. 8°, Paris, 1818.
Suite des quatre Concordats, Paris, 1820.
- RASPONI : *Souvenirs d'enfance de la comtesse, — fille de J. Murat (1806-1815)*, pp. le comte SPALETTI, 8°, Paris, 1929.
- Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat*, pp. le comte REMACLE, 8°, Paris, 1899.
- RICARD (général de) : *Autour des Bonaparte : fragments de mémoires*, pp. L. X. DE RICARD, 2^e éd., in-16, Paris, 1891.
- ROSSI (abbé A.) : *Osservazioni storiche sopra la Corsica*, pp. LETTERON, *Bull. Soc. hist. de Corse*, 1895-97, 1902-04.
- STENDHAL : *Promenades dans Rome*, éd. Calmann-Lévy, 2 v. 18.
Rome, Naples et Florence, in-18, s. d.
Vie de Napoléon : fragments, in-18, Paris, 1845.
- TOURNON (C^{te} de) : *Etudes statistiques sur Rome*, 3 v. 8°, Paris, 1831.
-

ÉTUDES

Il est matériellement impossible de donner une bibliographie complète d'un sujet qui touche à la fois à la biographie de Napoléon et de sa famille, à la politique religieuse et à la politique extérieure du Consulat et de l'Empire. On est contraint de renvoyer aux grandes bibliographies, telles celles de KIRCHEISEN (*Bibliographie du temps de Napoléon*, 1902, 2^e édit., p. 1909, 8°, t. I) et de LUMBROSO (*Saggio di una bibliografia ragionata per servire alla Storia dell' Epoca Napoleonica*, t. I, 1908 ; t. V, 1912), l'une et l'autre inachevées ; à celles d'AUGUST FOURNIER (*Napoléon Ier*, t. I, Vienne, 1904, 2^e édit.), et de PARISET dans la *Cambridge Modern History* (tome IV, p. 773-893 ; Cambridge, 1906, 8°) et l'*Histoire de France contemporaine* de LAVISSE (vol. III, 1921, Paris, 8°). Ces bibliographies peuvent être mises à jour avec les travaux de P. CARON : *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789*, 8°, 1912 ; CARON et BRIÈRE : *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*, qui a paru régulièrement depuis 1913 ; CARON et STEIN : *Répertoire bibliographique de l'Histoire de France*, t. IV (1926-27), Paris, 1933, en cours.

Plus spécialement, sur la POLITIQUE RELIGIEUSE DE NAPOLÉON, on trouvera des indications bibliographiques précises et sûres dans BERTRAND (L.) : *Bibliothèque Sulpicienne*, ou *Histoire Littéraire de la Compagnie de Saint-Sulpice*, t. II, 8°, Paris, 1900 ; BAUNARD (Mgr) : *L'Épiscopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation* (1802-1905), in-4°, Paris, 1907 ; PISANI : *Répertoire biographique de l'Épiscopat constitutionnel* (1791-1802), 8°, Paris, 1907 ; CONSTANT (abbé G.) : *L'Église de France sous le Consulat et l'Empire* (1800-1814), 8°, Paris, 1928 (le contenu répond mal au titre, mais les indications de sources sont utiles).

Sur la POLITIQUE ITALIENNE DE NAPOLÉON, dans ses rapports avec sa politique religieuse et sa politique générale, excellentes bibliographies dans : GUYOT (R.) : *Le Directoire et la Paix de l'Europe*, 8°, Paris, 1911, bibliographie critique ; HAZARD (P.) : *La Révolution Française et les lettres italiennes* (1789-1815), 8°, Paris, 1910 ; CALVI (E.) : *Bibliografia di Roma nel Risorgimento*, t. I, 1789-1866, 8°, Rome, 1912 ; FIORINI et LEMMI : *Storia politica d'Italia*, t. VIII, *Periodo Napoleonico*, 8°, Milan ; MOLLAT (ABÉ G.) : *La Question Romaine de Pie VI à Pie IX*, in-16, Paris, 1932. Un certain nombre d'articles importants donnent l'état des questions à traiter sur différents points qui nous occupent : DRIAULT : *Histoire de la politique extérieure de Napoléon Ier ; état des questions à traiter*, R. H. Mod., 1901-02, p. 377 ; BOURGIN : *Les Études Napoléoniennes en Italie*, R. Et. Nap., 1914, t. I, p. 240.

Sur la CORSE, voir surtout BONAPARTE (Prince ROLAND) : *Une excursion en Corse*, 4°, Paris, 1891 (bibliographie des ouvrages sur la Corse) ; VILLAT (L.) : *La Corse de 1764 à 1789 ; essai de bibliographie critique*, 8°, Besançon, 1924 ; du même : *Note sur le développement des études relatives à l'histoire religieuse de la Corse*, *Mélanges Albert Dufourcq*, 1932 ; et les bibliographies de l'*Archivio Storico di Corsica*, revue italienne publiée à Livourne sous la direction de Gioacchino VOLPE, depuis 1925.

Nous n'indiquerons ci-dessous que les ouvrages d'intérêt général ou les études spéciales qui nous ont été directement utiles ou qui ont paru postérieurement aux recueils bibliographiques que nous venons de citer.

I. — LES BONAPARTE

A. — LE CARDINAL FESCH.

(Exceptionnellement, nous suivons ici l'ordre chronologique afin d'indiquer l'état de la question, en ce qui concerne la biographie de Fesch.)

Les Confessions du cardinal Fesch, trad. de l'italien, Paris, 1816 (B. N. Ln 27/7537) (bas pamphlet).

Biographie des cardinaux, archevêques... français, par un gallican, Paris, 1826.

MORONI : *Dictionary di erudizione storico-ecclesiastica*.

GEORGE : *Catalogue des tableaux composant la galerie de feu S. E. le cardinal Fesch*, 4 vol., Rome, 1841-45.

Biographie du clergé contemporain, par un solitaire, t. II, 15^e livraison, Paris, 1841.

LYONNET (abbé) : *Le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, primat des Gaules, etc..., fragments biographiques, politiques et religieux pour servir à l'histoire ecclésiastique contemporaine*, 2 vol. 8^o, Lyon, Paris, 1841.

(Seule biographie d'ensemble existant à l'heure actuelle, Guérin et Ricard n'ayant fait que l'exploiter. Le ton apologétique et l'absence de toute méthode historique ne doivent point faire oublier que Lyonnet a eu les papiers de Fesch entre les mains).

CATTET (abbé) : *La Vérité sur le cardinal Fesch*, 8^o, Lyon, Paris, 1842.

Défense de la Vérité sur le cardinal Fesch et sur l'administration apostolique de Lyon, par un ancien vicaire général de Mgr d'Amasie, 8^o, Paris, Lyon, 1842.

(remet au point certaines affirmations aventurées de Lyonnet, non sans esprit de parti).

Biographie universelle de MICHAUD, art. Fesch, XIV, pp. 33-46.

GUÉRIN (Ch.) : *J. Fesch archevêque et cardinal*, in-12, Bastia, 1855

(ouvrage d'un Corse bonapartiste, publié sous le second Empire).

Kirchenlexikon, oder Encyclopedie des katholischen Theologie..., Fribourg, 1886, art. Fesch, vol. 4, p. 1383.

RICARD (Mgr) : *Le cardinal Fesch archevêque de Lyon (1763-1839)*, in-16, Paris, 1893. (habile adaptation de Lyonnet).

WELSCHINGER : *Le cardinal Fesch et le divorce de Napoléon*, *Rev. Napol.*, 1901-2, t. I, 212 ; t. II, 37 et 137.

SURRELL DE SAINT-JULIEN (H. de) : *Rôle de Fesch dans les mariages de Napoléon*, *ibid.*, t. III, 378.

DUDON (R. P. P.) : *Le cardinal Fesch et les séminaires lyonnais*, *Études*, 1905, t. XCXVI, p. 499 (important : lettres inédites).

SCHNEIDER (L. J.) : *Kardinal Joseph Fäsch, Basler biographien*, III Band, 1905, p. 71-127.

VANEL (abbé J. B.) : *Le cardinal Fesch et les sulpiciens lyonnais*, *L'Université catholique*, 15 avril 1905.

MASSON (F.) : *Le cardinal Fesch prêtre schismatique*, *Le Gaulois*, 7 juin 1910 (reproduit dans *Petites histoires*, I, 230).

VANEL (abbé J. B.) : *Le cardinal Fesch et M. Frédéric Masson*, *Le Salut Public de Lyon*, 14 juin 1910 (réponse au précédent article).

Fesch et Mme Laetitia aux eaux de Vichy, *Bul. hist. diocèse de Lyon*, septembre 1912

Le cardinal Fesch sous la surveillance de la police, ibid., janv. 1913.

Le premier conflit entre Fesch et Consalvi. L'affaire Vernègues, Rev. du Lyonnais, 1921.

(Le chanoine Vanel avait beaucoup pratiqué les papiers de Fesch : mais il n'a pas donné l'œuvre d'ensemble qu'il avait commencée et ses articles manquent de méthode scientifique).

VAUTHIER (G.) : *Le cardinal Fesch devant l'invasion de 1814, Feuilles d'hist.*, juin 1915.

CORBELLINI : *Le cardinal Fesch collectionneur*, 2 art. dans *la Corse touristique*, 1925.

CASSI GELLIO : *Il cardinale Fesch e Madama Letizia alle caduta di Napoleone, Arch. St. di Corsica*, juillet-sept. 1931.

Il cardinale Fesch ed i primi anni della restaurazione pontificia (1815-1819), Milan, 1931.

TENCAJOLI (Oreste Fernando) : *Guiseppa Fesch, arcivescovo di Lione e primate delle Gallie (1763-1839), Corsica antica e moderna*, mai-juin 1934 (vulgarisation sans valeur, d'après Lyonnet).

B. — GÉNÉRALITÉS SUR LA FAMILLE ; BIOGRAPHIES DE NAPOLÉON ; ÉTUDES SUR LES BONAPARTE ET LA CORSE.

[ANONYME] : *Le Prince Lucien Bonaparte et sa famille*, 8°, Paris, 1889.

BOSC (C.) : *Les Ephémérides Ajacciennes (1790-1896)*, Bastia, 1897.

BROWNING (O.) : *Napoléon. The first phase (1769-1793)*, 8°, Londres, New-York, 1905.

BROTONNE (L. de) : *Les Bonaparte et leurs alliances*, 2^e édit., 8°, Paris, 1901.

CAESARI-ROCCA (C. de) : *Le Nid de l'Aigle. Napoléon : sa patrie, son foyer, sa race*, 8°, Paris s. d.

» et VILLAT : *Histoire de Corse*, 8°, Paris.

CAMPI (J.) : *Notes et Documents sur la ville d'Ajaccio (1492-1789)*, 8°, Ajaccio, 1901.

CASANOVA (abbé) : *Histoire de l'Eglise Corse*, t. II, 1931 ; t. III, 1933, 2 v. 8°, Zicavo.

CHUQUET (A.) : *La Jeunesse de Napoléon*, 3 vol. 8°, Paris, 1897-99 (t. I : *Brienne* ; t. II : *la Révolution*, t. III : *Toulon*).

DRIAULT (E.) : *Napoléon le Grand, 1769-1821*, 3 vol. 8°, Paris, 1930 (belle illustration).

DU CASSE (Baron A.) : *Les Rois frères de Napoléon I^{er}*, 8°, Paris, 1883.

FOURNIER (A.) : *Napoléon I, eine biographie*, 3 vol. 8°, Vienne-Leipzig, 1886-89 ; trad. franç. E. Jaeglé, 2 v., Paris, 1891-92 (inachevée).

FRANCESCHINI (E.) : *Saliceti et Napoléon, R. Et. Nap.*, sept. 1930.

GAFFAREL (P.) : *Les Bonaparte à Marseille (1793-97)*, 8°, Marseille, 1905.

GEOFFROY DE GRANDMAISON : *Napoléon et ses récents historiens*, in-16, Paris, 1896.

GRASSET-MOREL : *Les Bonaparte à Montpellier, Mém. Acad. Sc. et Let. de Montpellier*, 2^e série, t. III, 1900.

GUYOT (R.) : *Napoléon*, 4°, Paris, 1921 (recueil iconographique important).

HANOTAUX (G.) : *Histoire de la Nation Française : Histoire politique*, t. V (1804-26), 4°, Paris, 1929.

HARTMANN (H. W.) : *Korsika zur zeit der französischen Revolution (1789-94)*, 8°, Zurich, 1930.

IUNG (Th.) : *Bonaparte et son temps (1769-99)*, 3 vol. 16, Paris, 1885-92.

JOLLIVET (M.) : *La Révolution française en Corse*, 8°, Paris, 1892.

Les Anglais dans la Méditerranée (1794-97) : un royaume Anglo-Corse, 18, Paris, 1896.

- KIRCHEISEN (Fr. M.) : *Napoléon*, trad. franç. GUIDAU, 2 v. 8°, Paris, 1934.
- LACOUR-GAYET (G.) : *Napoléon, sa vie, son œuvre, son temps*, 4°, Paris, 1921 (belle illustration).
- LARREY (Baron) : *Madame Mère*, 2 vol. 8°, Paris, 1892.
- LÉVY (A.) : *Les dissentiments de la famille impériale*, Paris, 1931.
- LORENZI DI BRADI : *La vraie figure de Bonaparte en Corse*, in-16, Paris, 1926.
- LUMBROSO (A.) : *Napoleone, la sua corte, la sua famiglia*, Rome, 1921.
- MADÉLIN (L.) : *Le Consulat et l'Empire*, 2 vol. 8°, Paris, 1933.
- MARMOTTAN (P.) : *Lucien Bonaparte et Napoléon en 1807 ; Lucien Bonaparte à Florence*, 2 art., REV. H., 1902, t. LXXIX, p. 57 et 324.
- MAGGIOLO (V^{te} A.) : *Pozzo di Borgo (1764-1842)*, in-16, Paris, 1390.
- MARCAGGI (J. B.) : *La genèse de Napoléon*, 8°, Paris, 1902.
Le souvenir de Napoléon à Ajaccio, Ajaccio, n. éd., 1930.
Napoléon et la Corse, Corse touristique, sep. 1930.
Les plans d'extension de la ville d'Ajaccio, *ibid.*, septembre 1931.
- MASSON (F.) : *Napoléon et sa famille*, 13 vol. 8°, P., 1897-1914.
Les Bonaparte et la Corse, R. Paris, 1^{er} septembre 1904.
- NAPOLÉON (PRINCE) : *Napoléon et ses détracteurs*, 8°, Paris, 1887.
- NASICA (T.) : *Mémoires sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon*, 8°, Paris 1852.
- PERETTI (M^{me} L.) : *La mère de l'Empereur : Letizia Bonaparte*, in-16, Paris, 1932.
- PEYRE : *La Corse au moment de la convocation des Etats Généraux (1788-89)*, in *La Révolution française*, déc. 1924.
- RENUCCI (F.-O.) : *Storia di Corsica*, 2 vol. 8°, Bastia, 1833.
- VILLAT (L.) : *La Corse de 1764 à 1789*, 2 vol. 8°, Besançon, 1924.

II. — POLITIQUE RELIGIEUSE DE NAPOLÉON

A. — HISTOIRES GÉNÉRALES.

- BOULAY DE LA MEURTHE : *Histoire de la Négociation du Concordat*, 8°, Tours, 1920.
Histoire du rétablissement du Culte en France (1802-05), 8°, Tours, 1925.
- BOURGAIN : *L'Église de France et l'État au XIX^e siècle (1802-1900)*, 2 vol. 16, 1901.
- DEBIDOUR : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France (1789-1870)*, 8°, Paris, 1898.
- DESDEVICES DU DÉZERT : *L'Église et l'État en France (1598-1906)*, 2 vol. 8°, Paris, 1907-08.
- D'HAUSSONVILLE (Comte) : *L'Église romaine et le premier Empire (1800-1814)*, 5 vol. 16, Paris, 1870.
- LA GORCE (P. de) : *Histoire religieuse de la Révolution*, t. V, 8°, Paris, 1923.
- LATREILLE (C.) : *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803. Après le Concordat, l'opposition de 1803 à nos jours*, 2 vol. 16, Paris, 1910.
- MOURRET (Abbé) : *Histoire générale de l'Église*, t. VII, *L'Église et la Révolution*, 8°, Paris, 1912.
- RINIERI (R. P. I.) : *La diplomazia pontificia nel secolo XIX*, 2 vol. 8°, Rome, 1902.
t. I : *Il Concordato tra Pio VII e il Primo Console* (tr. f^{sc} VERDIER,

Albi, 1903, le seul traduit); t. II : *Riconciliazione del Talleyrand, Congresso di Lione, Concordato tra Pio VII e la Repubblica italiana* (1802-05). *La secolarizzazione degli stati ecclesiastici della Germania per opera del Primo console*, Rome, 1906 (constitue le vol. 3 de la série).
Il Congresso di Vienna e la Santa Sede (1813-15), Rome, 1904 (vol. 4).
Napoleone e Pio VII, 2 vol. 8°, Turin, 1906.

SEVESTRE (Abbé E.) : *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat*, 2^e édit., 8°, Paris, 1905.

B. — ÉTUDES SPÉCIALES ET MONOGRAPHIES.

AULARD : *Notes sur l'histoire du Concordat* dans « *Études et Leçons* », V, in-16, Paris, 1907.

ANGELUCCI, BASTGEN et divers : *Nel centenario dalla morte del cardinale Ercole Consalvi* (1824-1924), Rome, 1924.

BASTGEN (Abbé) : *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 8°, 1917 (sous le même titre, c. r. et documents pp. DYROFF « *Histor. Jahrbuch* », vol. 40, 1920, p. 222).

BEAULIEU-MARCONNAY : *Karl von Dalberg und seine Zeit*, 2 vol. 8°, Weimar, 1879.

BIROT (Dr J.) : *Claude François Marie Primat* (1746-1816), 8°, Lyon, 1909.

BRÜCK : *Geschichte der Katholischen Kirche in XIX Jahrhundert*, t. I, 8°, Mayence, 1887.

BURNICHON (R. P. J.) : *La compagnie de Jésus en France : histoire d'un siècle* (1814-1914), 3 vol. 8°, Paris, 1914-16, t. I (1814-1830).

CAUSSETTE : *Vie du cardinal d'Astros*, 8°, Paris, 1853.

CHARLÉTY (S.) : *L'établissement du Concordat à Lyon*, R. H. Lyon, 1905, t. IV.

Le clergé lyonnais pendant l'Empire, ibid.

La vie politique à Lyon sous Napoléon I^{er}, 2 art. R. H. Lyon, sept. et nov. 1905.

CHAUVIGNY (R. de) : *La résistance au Concordat de 1801*, 8°, Paris, 1921.

Le cardinal de Belloy et l'église de Marseille de 1789 à 1802, 8°, Avignon, 1930.

CHEVALIER (A.) : *Les Frères des écoles chrétiennes après la Révolution* (1797-1802), 8°, Paris, 1887.

CHOTARD (H.) : *Le Pape Pie VII à Savone*, in-16, Paris, 1887.

DAUDET (E.) : *Le cardinal Consalvi*, in-16, Paris, 1866.

DELAPORTE : *Vie du T. R. P. Rauzan*, 2 vol., Paris, 1857.

DERIES (L.) : *Les congrégations religieuses au temps de Napoléon*, 8°, Paris, 1929.

DES ROBERT (F.) : *Le cardinal de Lattier de Bayane* (1739-1818). *Mém. Acad. Stanislas*, 1889-90, 5^e série, pp. 179-275.

DU BOURG (Dom) : *Monseigneur du Bourg* (1751-1822), 8°, Paris, 1907.

DUBREUIL : *Un évêque concordataire, Caffarelli*, in « *Révolution française* », t. LXXI et LXXII.

DUDON (R. P. Paul) : Série d'articles dans les « *Études... des RR. PP. Jésuites* », surtout entre 1901 et 1907, tous utiles. Nous citerons : *Le Sacre de l'Empereur* (20 déc. 1904, t. 101); — *Pie VII et les évêques constitutionnels* (janvier 1905, t. 102); — *Les remontrances du Pape à l'Empereur* (5 février 1905, t. 102). Les autres seront indiqués en notes aux chapitres correspondants.

- DURAND (R.) : *Le département des Côtes du Nord sous le Consulat et l'Empire (1800-1815), essai d'histoire administrative*, 2 vol. 8°, Revues, Paris, 1925.
- FLEISCHMANN (H.) : *L'épopée du sacre (1804-05)*, in-12, Paris.
- FORNERON : *Les émigrés et la société française sous Napoléon*, 8°, 1890.
- FLOURENS (E.) : *Napoléon I^{er} et les Jésuites*, *Nouvelle Revue*, 1894, t. I et II.
- GACHOT : *Le centenaire du 2 décembre 1804*, *Le Correspondant*, 1904, t. CCXVII.
- GIRAUD (V.) : *Le christianisme de Chateaubriand*, 2 vol., 8°, Paris, 1928.
- GOBERT (M^{lle} A.) : *L'opposition des assemblées pendant le Consulat (1800-1804)*, 8°, Paris, 1925.
- GOSSELIN : *Vie de M. Emery*, 2 vol., Paris, 1880.
- GOYAU (G.) : *L'Allemagne religieuse, le catholicisme*, t. I (1800-1848), in-16, Paris, 1905.
- GUILLAUME (abbé) : *Vie épiscopale de Mgr d'Osmond, évêque de Nancy*, 8°, Nancy, 1862.
- LANZAC DE LABORIE : *Paris sous Napoléon*, t. IV, *la Religion*, 8°, Paris, 1908.
- LATREILLE (C.) : *Joseph de Maistre et la Papauté*, in-16, Paris, 1906.
Histoire de la Petite Eglise de Lyon, in-16, Lyon, 1910.
- LEISTENSCHNEIDER (Chanoine) : *Un petit séminaire du diocèse de Lyon : l'Argentière*, 8°, Lyon, 1905.
- LAVAQUERY (Abbé E.) : *Le cardinal de Boisgelin (1732-1804)*, 2 vol. 8°, Paris, 1921.
- LAVOLLÉE : *Portalès, sa vie, ses œuvres*, 8°, Paris, 1869.
- LE GLAY (A.) : *Une victime de Napoléon : Mgr Arezzo*, *R. H. dipl.*, 1908, t. 3.
- LUMBROSO (A.) : *Napoléon et Pie VII*, *Rev. Napol.*, 1912, t. IX.
- LÉVY-SCHNEIDER (L.) : *L'application du Concordat par un prélat d'Ancien Régime, Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles (1802-1810)*, 8°, Paris, 1921.
- MADÉLIN (L.) : *Fouché (1759-1820)*, 2 vol., 8°, Paris, 1901.
- MARMOTTAN (P.) : *Le cardinal Maury et les Bonaparte*, *Rev. ét. hist.* janvier 1922.
- MASSON (F.) : *Le sacre et le couronnement de Napoléon*, 8°, Paris, 1908.
- MATHIEU (Card.) : *Le Concordat de 1801 ; ses origines, son histoire*, 8°, Paris, 1903.
- MATHIEZ (A.) : *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française*, 8°, Paris, 1907.
La Révolution et l'Eglise, in-18, Paris, 1910.
Les prêtres révolutionnaires devant le cardinal Caprara, *Ann. hist. Rév.* f., janvier 1926.
- MAYOL DE LUPPÉ (C^{te} de) : *La captivité de Pie VII*, 8°, Paris, 1912.
- MEAUX (C^{te} de) : *Pie VII et Napoléon*, *R. Q. H.*, 1867, p. 549-94.
- MÉRIC (Abbé E.) : *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France*. t. I, pendant la Révolution, t. II, pendant l'Empire, 2 vol. 8°, Paris, 1885.
- MEYER (A.) : *L'abbé Bernier, apôtre de la Vendée, négociateur du Concordat, évêque d'Orléans*, 8°, Paris, 1923.
- MOREAU (P.) : *La conversion de Chateaubriand*, in-16, Paris, 1933.
- NOUGARÈDE DE FAYE : *La vie et les travaux de Bigot de Préameneu*, 8°, Paris, 1843.
- PARISSET (G.) : *Le système napoléonien de gouvernement*, *R. Paris*, 15 mai 1921.
- PEREIRE : *Le Journal des Débats (1814-1914)*, Paris, 1924.
- PINGAUD (L.) : *Jean de Bry (1760-1835)*, 8°, Paris, 1909.
- PISANI (chanoine) : *L'Eglise de Paris et la Révolution*, t. VI (1799-1802), 8°, Paris, 1911.
- REBOUL (R.) : *Un archevêque nommé d'Aix, évêque de Metz et ses frères*, 8°, Aix en Provence, 1896.
- RICARD (Mgr) : *Le Concile national de 1811*, in-12, Paris, s. d. (1894).

- ROUSSEL (A.) : *Le Coz, évêque d'Ile et Vilaine et archevêque de Besançon*, 8°, Paris, 1898.
Le centenaire de la Petite Église, Le Correspondant, 1903.
- SCHMIDT (Ch.) : *La réforme de l'Université Impériale en 1811*, 8°, Paris, 1905.
- SÉCHÉ (L.) : *Les origines du Concordat*, 2 vol., 8°, Paris, 1894.
Les Jansénistes sous l'Empire, Nouv. Revue, 1899, p. 282-305.
- UZUREAU (abbé) : *Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers* (1801-03), 8°, Angers, 1901.
- VAUTHIER (G.) : *Les Congrégations religieuses sous l'Empire, R. Ét. Nap.*, sept. 1917, p. 233-45.
- WELSCHINGER (H.) : *Le divorce de Napoléon*, in-16, Paris, 1889.
Le Pape et l'Empereur (1804-1815), 8°, Paris, 1905.

III. — POLITIQUE ITALIENNE DE NAPOLÉON I^{er}, DANS SES RAPPORTS AVEC LA POLITIQUE GÉNÉRALE

A. — OUVRAGES HISTORIQUES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL.

- BIGNON (L.) : *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsit*, t. IV à VI, 8°, Paris, 1829-30.
- BOTTA : *Storia d'Italia dall'anno 1789 all'anno 1814*, 5 vol., Milan.
The Cambridge history of British foreign policy, t. I, 1783-1815, 8°, Cambridge.
- COQUELLE (P.) : *Napoléon et l'Angleterre*, 1803-1813, in-12, Paris, 1904.
- DRIAULT (E.) : *La politique orientale de Napoléon (1806-08)*, 8°, Paris, 1904.
Études napoléoniennes, Napoléon en Italie (1800-12), 8°, Paris, 1906.
Napoléon et l'Europe. I : La Politique Extérieure du Premier Consul (1800-1803), 8°, Paris, 1910; II : *Austerlitz, la fin du Saint Empire (1804-06)*, 1912.
Le recès de la Diète germanique de 1803, R. H., t. C.
L'œuvre extérieure de Napoléon ; — La coalition de l'Europe contre Napoléon, deux art. *R. Ét. Nap.*, août et octobre 1920.
- FISHER (H.) : *Napoleon, napoleonic statesmanship : Germany*, 8°, Oxford, 1903.
- FUGIER (A.) : *Napoléon et l'Espagne (1799-1808)*, 2 vol., 8°, Paris, 1930.
- GEOFFROY DE GRANDMAISON : *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution (1789-1804)*, 8°, Paris, 1892.
Napoléon et l'Espagne, t. I, 1804-09, 8°, Paris, 1908.
- GUILLON (Ed.) : *Napoléon et la Suisse (1803-15)*, Paris-Lausanne, 1910.
- HECKSCHER (E. F.) : *The continental system : an economic interpretation*, 8°, Oxford, 1922.
- LACOUR-GAYET : *Talleyrand (1754-1838)*, 4 vol. 8°, Paris, 1928-1934.
- LANZAC DE LABORIE (L. de) : *La domination française en Belgique : Directoire-Consulat-Empire (1795-1814)*, 2 v. 8°, Paris, 1895.
- LEFEBVRE (A.) : *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, 4 v. 8°, Paris, 1845-47.
- LUMBROSO (A.) : *Napoleone e l'Inghilterra : saggio sulle origini del Blocco Continentale*, 8°, Rome, 1897.
- MASSON (F.) : *Le département des Affaires Étrangères pendant la Révolution (1787-1804)*, 8°, Paris, 1877.
- PINGAUD (L.) : *Les Français en Russie et les Russes en France*, 8°, Paris, 1886.

- PIRENNE (H.) : *Histoire de Belgique*, t. VI, *la Conquête française, le Consulat et l'Empire, le royaume des Pays-Bas*, 80, Bruxelles, 1926.
- RAMBAUD : *L'Allemagne sous Napoléon*, in-12, Paris, s. d.
- ROSE (J. H.) : *Third coalition against France*, 80, Cambridge, 1904.
- SAGNAC (Ph.) : *Le khin français pendant la révolution et l'Empire*, 80, Paris, 1917.
- SERVIERES (G.) : *L'Allemagne française sous Napoléon I*, 80, Paris, 1904.
- SOREL (A.) : *L'Europe et la Révolution française*, t. V à VII, 80, Paris, 1903-04.
- TARLÉ (E.) : *Le blocus continental et le royaume d'Italie ; la situation économique de l'Italie sous Napoléon I*, 80, Paris, 1928.
- TATISTCHEFF (S.) : *Alexandre I et Napoléon d'après leur correspondance inédite (1801-1812)*, 80, Paris, 1891.
- THIERS (A.) : *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livres I-XXVIII, éd. in-40, t. I à IV, Paris, 1851.
- TIVARONI : *L'Italia durante il dominio francese (1789-1815)*, 2 vol. 12, 1889.
- VANDAL (A.) : *Napoléon et Alexandre. L'alliance Russe sous le Premier Empire*, 80, Paris, 1891.
- WALISZEWSKI : *Le règne d'Alexandre I*, t. I : 1801-1812, 80, Paris, 1923.

B. — ÉTUDES PARTICULIÈRES SUR LES DIVERS ÉTATS ITALIENS.

- AURIOL : *La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806*, 2 v. 80, Paris, 1904-05.
- BODEREAU : *Bonaparte à Ancône*, Paris, in-16.
- BONNEFONS (André) : *Marie-Caroline, reine des Deux Siciles (1768-1814)*, Paris, 1905, 80.
- BOREL : *Gènes sous Napoléon I*, 80, Paris-Neufchâtel, 1929.
- BOURBON (Prince SIXTE de) : *La Reine d'Etrurie*, *Rev. Paris*, 1-15 janvier, 1^{er} févr. 1928.
- BOUVIER (Félix) : *Bonaparte en Italie (1796)*, 80, Paris, 1902.
- CASTRO (Giovanni de) : *Milano durante la dominazione Napoleonica, giusta le poesie, le caricature ed altre testimonianze dei tempi*, Milano, 1880.
- COLLETTA (Général) : *Histoire du royaume de Naples depuis Charles VII jusqu'à Ferdinand IV (1734-1825)*, trad. Lefebvre, Paris, 4 vol., 1835.
- CORACCINI (F.) : *Storia dell'amministrazione del Regno d'Italia durante il dominio francese*, Lugano, 1824.
- CUSANI (F.) : *Storia di Milano dall'origine a' nostri giorni*, Milano, in-16, 1873.
- DRIAULT (E.) : *Bonaparte et les Bourbons d'Italie*, *Nouv. Revue*, 15 septembre 1908.
- DRIAULT : *Rome et Napoléon*, *Rev. Et. Nap.*, janvier-février 1918.
- DUFOURCQ : *Le Régime Jacobin en Italie, la République Romaine*, 80, Paris, 1900.
- DU TEIL : *Rome, Naples et le Directoire*, 80, Paris, 1902.
- GACHOT : *La troisième campagne d'Italie (1805-1806)*, 80, Paris, 1911.
- GAFFAREL (P.) : *Bonaparte et les Républiques italiennes (1796-1799)*, 80, Paris, 1895.
- GUYOT (R.) : *Le Directoire et la Rép. de Gènes*, 3 art. *La Révolution française*, 1903.
- HARDMAN (W.) : *A history of Malta : 1798-1815*, 80, 1909.
- HAYWARD (F.) : *Le dernier siècle de la Rome pontificale*, t. I, *Clément XIV, Pie VI, Pie VII (1769-1814)*, 80, Paris, 1927.
- LACROIX (Mgr P.) : *Mémoire historique sur les Institutions de la France à Rome*, 2^e éd. revue annotée par J. Arnauld, 1 vol. 80, Rome, 1892.
- LECOY DE LA MARCHE : *L'Académie de France à Rome*, Paris, 1878, in-12.
- LESOURD (P.) : *L'ambassade de France près le Saint-Siège sous l'Ancien Régime*, 1 vol. 16, Paris, 1924.

- LESOURD (P.) : *Les entrées des ambassadeurs de France près le Saint-Siège sous l'Ancien Régime*. *Rev. hist. dipl.*, janvier-mars 1924.
- MADÉLIN (L.) : *La Rome de Napoléon. La domination française à Rome de 1809 à 1814*, 8°, Paris, 1906.
- MANDOUL : *Un homme d'État italien, Joseph de Maistre et la politique de la maison de Savoie*, 8°, Paris, 1899.
- MARMOTTAN (P.) : *Le royaume d'Étrurie*, 1801-1807, 8°, Paris, 1895.
 Nombreux articles, dans *R. H.*, 1902 et *sqq.*, et *Rev. Et. Nap.*, depuis 1922 surtout, tous utiles; les références seront données en notes.
- MARTIN (V.) : *Les Cardinaux et la Curie*, in-16, 1930, Paris.
- MARTIN (V.) : *Les congrégations romaines*, in-16, 1930, Paris.
- MASSON (F.) : *Le cardinal de Bernis depuis son ministère 1758-1794*, 8°, Paris, 1884.
Les diplomates de la Révolution, 8°, Paris, 1882.
Le royaume d'Italie (1805), *Rev. de Paris*, 1899, t. III.
- MAUGAIN (G.) : *Rome et le gouvernement pontifical au XVIII^e s., d'après des voyageurs français*, *Études italiennes*, 1923-1929, Paris.
- MAZZAROSA : *Storia di Lucca*, 2 v. 8°, Lucca, 1833.
- MENGIN (U.) : *L'Italie des Romantiques*, 8°, Paris, 1902.
- MOULARD (abbé) : *Le Comte Camille de Tournon*, 3 v. 8°, Paris, 1933.
- NAVENNE (F. de) : *Rome et le palais Farnèse*, 8°, Paris, 1923.
- NOLI (M^{lle}) : *Les Romantiques français et l'Italie, essai sur la vogue et l'influence de l'Italie en France, de 1725 à 1870*, 8°, Dijon, 1928.
- PERRERO (D.) : *I Reali di Savoia nell' Esilio, 1799-1806*, Torino, pet. 8°, 1898.
- PINGAUD (L.) : *Le comte Roger de Damas*, 2 art. *Correspondant*, 1885, t. CIII.
- PINGAUD (A.) : *Bonaparte pendant la Rep. Italienne*, 8°, Paris, 1914.
Notices et documents biographiques sur l'histoire de la République italienne, 1802-1805, Florence, 1914.
Le 1^{er} roy. d'Italie, le développement du système napoléonien 3 articles, *Rev. Et. Nap.*, mai-oct. 1923.
La politique italienne de Napoléon I^{er}, *R. H.*, janv.-févr. 1927.
Le 1^{er} roy. d'Italie : les années 1806 et 1807, 2 art. dans *Napoléon*, sept. et nov. 1925.
Le 1^{er} roy. d'Italie : l'année 1808, *Rev. hist. dipl.*, janvier-mars 1926.
- RICHARD (P.) : *Origine et développement de la Secrétairerie d'État apostolique (1417-1823)*, 3 art. *Rev. hist. ecclés.*, Louvain, 1910, t. XI.
- RAMBAUD : *L'Église de Naples sous la domination napoléonienne*, *Rev. hist. ecclés.*, t. IX, (1908).
- RODOCANACHI : *Études et fantaisies historiques*, 2 vol. 16, Paris, 1912.
Elisa Bonaparte en Italie. *R. H.*, 1899, t. LXIX et *sqq.*
Bonaparte et les îles Ioniennes (1797-1816), 8°, Paris, 1899.
- RUFFINI (F.) : *La Vita religiosa di Alessandro Manzoni*, 2 v. 12, Bari, 1931.
- SILVAGNI : *La Corte e la Società romana nei secoli XVIII et XIX*, 3 vol. 16, Florence, 1881.
- VICCHI (L.) : *Les Français à Rome pendant la Convention (1792-95)*, 4°, Fusignano, 1892.

INTRODUCTION

LA FRANCE ET ROME AU LENDEMAIN DU CONCORDAT

I. — PUBLICATION DU CONCORDAT (juillet 1801-avril 1802). — Le Concordat : Ce que Bonaparte en attend : en France, en Europe. Comment le Saint-Siège en apprécie l'importance.

Rétablissement des rapports diplomatiques réguliers : Le Légat Caprara à Paris. Retard dans la publication du Concordat. La « loi relative à l'Organisation des Cultes » (18 germinal an X-avril 1802). Germes de désaccord entre le Premier Consul et la Papauté.

a) Bonaparte, malgré le Saint-Siège, admet dans l'épiscopat des Constitutionnels ; leur réconciliation par Caprara. Ils se défendent d'avoir consenti aucune rétractation et Rome les traite comme des relaps.

b) Bonaparte ajoute au Concordat les Articles Organiques. — Objections du Saint-Siège : ces articles ne font pas partie de la convention acceptée ; des modifications de fond sont nécessaires. — Résurrection de la tradition gallicane, et conflit avec l'ultramontanisme.

c) La Curie voudrait revenir sur le traité de Tolentino (1797) qui lui a infligé de graves pertes territoriales. Bonaparte s'y refuse, mais garantit au Pape l'intégrité de ses États temporels.

Position relative des deux Puissances devant les contestations spirituelles et temporelles. — Nécessité d'une action diplomatique délicate.

II. — CACAULT MINISTRE DE FRANCE A ROME. — L'homme : sa carrière en Italie pendant la Révolution. Employé par le général Bonaparte en 1796, il contribue à sa politique de rapprochement avec le Saint-Siège. — En 1801, chargé d'affaires à Rome, il suggère le voyage du cardinal Consalvi à Paris. — Signature du Concordat.

Son rôle à Rome de 1801 à 1803. Sa correspondance diplomatique : bons rapports avec Talleyrand ; coquetteries avec les Romains — Indifférence pour les « brouilleries théologiques ». — Vues sur la situation politique de la péninsule, sur la Cisalpine. — Les Français à Rome. — Reprise graduelle de la vie d'autrefois dans la capitale pontificale. Cacaault démontre la nécessité de rétablir l'ambassade dans son éclat d'autrefois ; il évoque les souvenirs laissés par le cardinal de Bernis.

Rappel de Cacaault (avril 1803). — Il a pour motifs non pas les défauts de l'ambassadeur, mais la politique monarchique de Bonaparte. — Appréhensions des milieux romains.

I

Le 26 messidor an IX (15 juillet 1801) fut signée, à Paris, par le Cardinal Consalvi et par Joseph Bonaparte, la convention entre Sa Sainteté Pie VII et le gouvernement français, qui devait prendre dans l'histoire le nom de Concordat de 1801. Après huit mois de négociations laborieuses, parfois tragiques, la volonté du Pape régnant et du Premier Consul de la République avaient surmonté tous les obstacles. Assez rapidement suivit l'échange des ratifications (15 août et 10 septembre 1801). Mais sept mois devaient s'écouler avant la publication du traité dont l'opinion était impatiente de connaître les termes et dont les signataires se disaient également désireux de hâter l'exécution.

À Paris, le ministre des Relations Extérieures, Talleyrand, le directeur des Cultes, Portalis, exprimaient à plusieurs reprises « le vœu formel du Gouvernement pour la prompte exécution de la Convention » (1). Les dispositions du Premier Consul ne faisaient aucun doute. Un des bons observateurs de la politique consulaire, le ministre de Prusse, Lucchesini, assurait plus tard que « de toutes les opérations que Bonaparte a conduites à terme depuis l'établissement de la Constitution actuelle, celle du rétablissement légal de la religion... a le plus exercé toute la constance de sa volonté et toutes les ressources de son esprit » (2). À lui revenait « le mérite de la première conception et de presque tous les détails ». Depuis le jour où chef d'armée en Italie, il avait ébauché les premières réalisations de sa politique personnelle (3), il n'avait plus varié sur la nécessité de rechercher un accord avec le Saint-Siège. Maître de la France après Brumaire, il avait forgé ce traité avec Rome qui devait être un de ses outils les plus puissants pour opérer la pacification intérieure et extérieure qu'il poursuivait simul-

(1) Portalis à Caprara, 12 brumaire an X (4 nov. 1801), A. N., AF IV, 1044.

(2) Lucchesini au roi de Prusse, 9 et 12 avril 1802, dans BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, t. V, nos 1220 et 1240.

(3) GUYOT (R.), *Le Directoire et la Paix de l'Europe*, chap. VI à X.

tanément. Jusqu'à sa mort il devait affirmer que le Concordat était nécessaire à la religion, à la république, au gouvernement (1).

En France, la paix religieuse devait mettre fin aux querelles qui avaient été les plus funestes à la Révolution : elle répondait au vœu de la majorité des Français ; elle faisait tomber les armes dans les pays de l'Ouest et permettait partout le rapprochement et l'union des esprits. Renonçant aux expériences de déchristianisation ou de séparation des Églises et de l'État, Bonaparte reconnaissait le Catholicisme Romain, pour reprendre en mains la hiérarchie ecclésiastique par un système convenable de nominations épiscopales et la masse des prêtres, liés par leur statut de fonctionnaires salariés. L'enseignement de la religion restaurerait, au profit du pouvoir nouveau, les notions d'ordre et de soumission. L'influence de Rome, « ennemie dangereuse, amie utile », viendrait « consacrer l'autorité, faciliter l'obéissance, fournir un des moyens les plus puissants et les plus doux de gouverner les hommes » (2). Et « quel levier d'opinion sur le reste du monde » ! (3) Bonaparte était très préoccupé de la soumission des pays au-delà des frontières de l'ancienne France : Belgique, rive gauche du Rhin, Italie du nord. Il pensait que ces peuples sur qui la domination française était si récente et l'empreinte catholique si ancienne, qui ne croyaient « à l'autorité que quand la religion l'a consacrée », ne manqueraient pas de prendre « part à notre retour aux institutions religieuses » (4).

Rome n'avait pas moins de raisons de souhaiter la mise en vigueur du traité. Le Pape, qui avait pris la responsabilité de la signature alors que l'opportunité en était discutée, voyait dans le Concordat « l'acte de paix et de foi qui avait réconcilié la France avec l'Église et préservé le monde entier d'un schisme universel ou d'une violente séparation d'avec le Saint-Siège » (5). Quel retour inattendu que celui de la France, si l'on considérait les événements des dix années écoulées depuis la Constitution Civile du Clergé ! « Moi-même, disait Consalvi, qui avait jugé de la situation des esprits à Paris, moi-même je vois le Concordat

(1) MONTHOLON, *Mémoires*, I, 113 (1^{re} note sur les Quatre Concordats).

(2) Rapport de Siméon au Tribunal, 17 germinal an X, BOULAY, *Documents*, V, n° 1216.

(3) LAS CASES, *Le Mémorial de Sainte-Hélène* (entretien du 17 août 1816).

(4) Portalis au Premier Consul, 27 messidor an XI, A. N., AF IV, 1044 ; Rapport de Siméon au Tribunal, Boulay, *ibid.*

(5) CONSALVI, *Mémoires*, II, 396, note.

conclu et je ne puis y croire ! » L'événement accompli, Pie VII et son ministre firent partager leur satisfaction à l'opinion et même aux opposants. Dans la foule, la joie était universelle : c'était celle qu'apporte l'assurance « d'une paix stable et d'une protection puissante », après les angoisses d'une guerre où le Saint-Siège avait failli perdre son existence politique et son autorité morale (1). Les théologiens, qui avaient pourtant plus d'une réserve à faire au fond, reconnaissaient que la convention apportait trois avantages, « très précieux et d'une valeur inestimable », disait l'un d'entre eux, peu habitué à prodiguer les épithètes laudatives (2) : c'étaient le libre exercice de la religion catholique rendu à la France, — la primauté de juridiction du Pape reconnue, — la hiérarchie catholique rétablie. La portée de l'acte de souveraineté exigé de Pie VII par Bonaparte, le renouvellement total de l'ancien épiscopat, ne pouvaient leur échapper, alors qu'il inspirait à un prêtre français ce jugement prophétique : « Les Papes qui ont porté le plus loin leur autorité n'ont point fait dans la suite des siècles des coups d'autorité aussi grands, aussi importants que ceux qui ont été faits en ce moment par le Pape Pie VII ! (3) »

Cette convention solennelle, consentie par la nation dont les idées non moins que les armes avaient bouleversé l'Europe, ne manquerait pas de servir « de modèle à tous les autres gouvernements ». Avant même que le Concordat eût été officiellement proclamé en France, la République Cisalpine était entraînée à chercher les bases d'un règlement pour ses affaires ecclésiastiques. Demain, ce serait le tour de cette Allemagne dont le statut territorial et politique ne pourrait être réglé en dehors de Bonaparte. Tout cela avait été prévu par les conseillers pontificaux, habitués à voir loin dans l'avenir : « Terminons ce Concordat que le Premier Consul désire, entendait dire en 1801 notre premier secrétaire de légation : on verra quand il sera ratifié toute l'immensité de son importance, et le pouvoir qu'il donne à Rome sur l'épiscopat de tout l'univers (4). »

(1) Cacault à Talleyrand, 1^{er} vendémiaire an X, dans THEINER, *Histoire des Deux Concordats*, I, 289.

(2) Le Cardinal Antonelli dans son votum du 11 août 1801, RINIERI, *La diplomatie pontificale au XIX^e siècle*, I, 288.

(3) *Observations de l'abbé Emery sur le Concordat*, par BELCASTEL et HENRION, XIII, 43 (cité par Taine, *Régime Moderne*, II, p. 55, n^o 1).

(4) ARTAUD DE MONTOR, *Vie de Pie VII*, I, 167.

*
* *

De la signature du Concordat découlait d'abord la nécessité de fixer la forme nouvelle des relations diplomatiques.

Rien ne semblait devoir changer dans la représentation de la France à Rome, sauf le titre et la situation morale de notre ministre. François Cacault avait joué dans les négociations un rôle trop actif et trop heureux pour ne pas être accrédité ambassadeur auprès du Quirinal. Au contraire, Bonaparte avait annoncé à plusieurs reprises pendant les négociations, son intention de demander la nomination à Paris d'un agent pontifical ayant des pouvoirs plus étendus qu'un nonce ordinaire. Pour l'exécution du Concordat, en commençant par la circonscription des diocèses et les nominations épiscopales, pour les cas de conscience de toute nature qui seraient soumis à l'autorité spirituelle, la présence d'un légat « a latere », représentant direct du Pape, investi de pouvoirs spirituels, dispenserait de recours longs et onéreux au Saint-Siège. Cette nomination ne favoriserait-elle pas l'influence ultramontaine en France ? Si Rome en agréait sans difficulté le principe, n'est-ce pas qu'elle se réjouissait de placer au-dessus du clergé gallican, un interprète de sa volonté et de ses directions ? Le Premier Consul sentait le danger. Il balança peut-être à établir à Paris, plutôt qu'un légat, une manière de patriarche ou de primat national : c'est du moins ce qu'il affirma plus tard à Caulaincourt (1). Mais en admettant qu'il eût été assez fort pour l'imposer à l'opinion française incertaine et flottante, cette innovation n'eût-elle pas brisé net l'accord avec Rome ? Les raisons qui avaient amené Bonaparte à faire intervenir l'autorité du Saint-Siège pour mettre fin à l'anarchie religieuse, n'avaient rien perdu de leur poids. Il crut pouvoir utiliser les avantages de l'exceptionnelle délégation de pouvoirs qui serait faite à un légat, tout en obviant aux inconvénients de sa présence à Paris, — de même qu'il avait traité avec le Pape tout en se flattant de contenir le pouvoir étranger qu'il reconnaissait en France.

Sur sa demande, le 24 août, Pie VII nomma légat « a latere » le Cardinal Caprara. Celui-ci reçut les pouvoirs les plus étendus, de sorte, informait Cacault, qu'il était en état de déterminer ce qui

(1) CAULAINCOURT, *Mémoires*, t. II, p. 363 sqq ; M. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, T. V, p. 237, parle trop de la nomination de Caprara comme si elle n'avait eu que des avantages pour Napoléon.

n'est pas compris dans la convention signée à Paris. En dépit de son âge : soixante-huit ans, des infirmités qui d'ordinaire l'immobilisaient, Caprara se mit en route avec empressement. Le Premier Consul entoura cet envoyé exceptionnel des plus grands honneurs, depuis les frontières de la Cisalpine jusqu'à Paris, où il lui fournit le logement et les équipages. On semblait en mesure de commencer avec Rome « une correspondance amicale et véritablement utile » (1).

Au moment où Caprara s'acheminait vers la France, Cacault faisait de lui ce portrait : « Il a l'esprit éclairé. Il est indifférent et froid à l'égard des querelles théologiques et ennemi du fanatisme qui les soulève. Il se prêtera à tout ce que le Premier Consul pourra désirer. Il tiendra seulement, en homme d'honneur, à garder au Pape sa considération » (2). C'était ce qu'espérait Bonaparte, qui connaissait le Cardinal par sa famille qu'il avait protégée à Milan, et par la réputation que les Italiens lui avaient faite. Caprara avait derrière lui une longue carrière diplomatique, accomplie en pays germaniques, à Cologne, à Lucerne, surtout à Vienne entre 1785 et 1792. On lui avait beaucoup reproché, à Rome, son inertie et sa faiblesse. « Mgr Caprara, dira son successeur à la nonciature de Cologne, pensant peut-être qu'au milieu des agitations auxquelles est en butte l'Église, le mieux pour un ministre du Saint-Siège est de rester dans l'inaction et dans le silence, s'occupait fort peu ou pas du tout des affaires, chose qui, loin de déplaire, était au contraire du goût de tous ceux qui ne pouvaient souffrir la juridiction du Pape et de ses ministres » (3). Sa complaisance excessive à l'égard du gouvernement de Joseph II lui avait valu une demi-disgrâce à la fin du règne de Pie VI. Ce fut pour lui, pendant les troubles d'Italie, un titre de faveur auprès des « républicains » qui louaient volontiers la rectitude de son jugement, son éloignement de tout fanatisme, et, — circonstance propre à lui attirer bien des jalousies, lui épargnèrent les vexations infligées à la plupart de ses confrères. L'excellent homme ne méritait pas pour autant le titre de « cardinal jacobin » dont les *zelanti* voulaient l'accabler. Il vivait, au contraire, hanté par la crainte des machinations des jacobins et des rationalistes contre Rome, et c'était

(1) Cacault à Talleyrand, 22 fructidor an IX (THEINER, *Deux Concordats*, I, 273-75 ; BOULAY, *Documents*, IV, 2-6, 56, 106).

(2) Cacault à Talleyrand, A. E., Rome 931, f° 298.

(3) Pacca, cité par RINIERI, *La diplomatie...*, p. 416 : cf. p. 352-59 le portrait de Caprara par Rinieri.

cette terreur qui lui dictait souvent ses capitulations. De la meilleure foi du monde, il se persuadait qu'en se montrant accommodant, il servait l'intérêt du Saint-Siège et qu'il le sauvait d'une ruine entière, « tant pour le spirituel que pour le temporel » (1). Rien d'étonnant qu'il eût voué au restaurateur de la religion en France une admiration et un dévouement sincères.

On peut estimer avec M. Boulay de la Meurthe que, somme toute, ces dispositions convenaient aux circonstances, et qu'il était préférable à cette date que Bonaparte eût en face de lui un collaborateur trop complaisant plutôt qu'un adversaire intransigeant (2). Le vrai danger pour Rome n'était pas tant dans la volonté de conciliation de Caprara, — il serait injuste de le représenter comme dépourvu de, sens politique, — que dans certaines faiblesses personnelles. Ce prêtre, dont tout le monde louait les mœurs et la charité, était, comme un homme de son âge, perclus d'infirmités, sensible aux attentions et aux cajoleries. Son patrimoine étant fortement entamé, l'exiguïté de sa situation de fortune achevait de donner barre sur lui. Ainsi, suspect à Rome de n'être pas suffisamment pénétré de la haute dignité de son caractère, il allait très vite encourir le soupçon de céder aux flatteries de Bonaparte, sinon à ses tentations.

Ces points faibles, devinés par les Français, furent utilisés habilement par certains conseillers de Bonaparte, au premier rang desquels doit figurer Bernier. L'ancien prêtre chouan, alors dans tout l'éclat de sa réputation de négociateur du Concordat, réussit à dominer complètement le pauvre cardinal, plus peut-être que ses propres conseillers. Il l'envoûta par un manège habile, où il jouait alternativement de sa terreur des jacobins et de son admiration pour le chef du gouvernement.

Tout ce que Caprara vit dans les six premiers mois de son séjour acheva de l'ancrer dans la conviction, à laquelle l'inclinait son tempérament, qu'il était politique de céder lorsqu'il s'agissait d'éviter de plus grands maux. Le Pape et Consalvi semblaient presque l'y inviter, en multipliant les signes de leur désir d'exécuter le Concordat. Pie VII avait d'abord refusé de donner la bulle concernant une

(1) CONSALVI, *Mémoires*, I, 248. Caprara est jugé très favorablement par Bourgoing, *Mémoires historiques et philosophiques*, II, 346, et par l'anonyme auteur d'un *Tableau de la Cour Papale* qui est évidemment un ami des républicains (dans *Souvenirs et Mémoires*, T. V). Inversement le baron Thugut disait : « J'en suis sûr, il n'est même pas chrétien. » (TIVARONI, *L'Italia durante il dominio francese*, I, 204.)

(2) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, p. 486-487.

nouvelle circonscription des diocèses français : il alléguait qu'il convenait d'attendre la démission des anciens titulaires, réclamée par le bref *Tam Multa* (15 août 1801). Puis il se laissa forcer la main ; avant d'être sûr que la majorité des évêques se démettrait, il accorda la bulle, « pour obtenir le rétablissement de la religion en France et témoigner au Premier Consul sa condescendance en tout ce qui ne lui est pas impossible » (1).

Paris, qui avait jusque là incriminé la lenteur de Rome, se trouva à son tour en retard. Caprara, tout en travaillant « jour et nuit » avec Bernier, assurait sa Cour qu'il partageait les impatiences du Saint-Père, mais qu'on ne pouvait aller plus vite (2). Le Consul voulait examiner par lui-même tous les objets relatifs à la circonscription des diocèses, comme chaque détail de la réorganisation religieuse. Tout le poids des affaires retombait sur cet homme. Poids effrayant : il avait à mener les préliminaires de la paix maritime, les préparatifs de la Consulta Cisalpine, à surmonter les plus vives résistances dans le personnel politique, en majorité hostile au Concordat. A l'ouverture de la session législative (22 novembre 1801), l'opposition avait revêtu une violence inattendue, au point que le projet sur les cultes avait été retiré des textes soumis à l'examen des assemblées. Il fallait le temps de tourner ces écueils, sous peine d'y voir échouer l'œuvre de pacification religieuse.

Ce n'est qu'à la fin de mars 1802 (germinal an X) que ces longs préparatifs furent terminés. Le Tribunat avait été maté par une « réorganisation » qui le réduisait à un rôle presque silencieux. Par ailleurs, les projets législatifs avaient été remaniés. Sous sa forme nouvelle, la « loi relative à l'organisation des Cultes », présentée le 5 avril devant le Corps Législatif, fut votée en moins d'une semaine. Et le jour de Pâques (18 avril-28 germinal) eut lieu à Notre-Dame une éclatante cérémonie, un *Te Deum* solennel pour consacrer, en présence du représentant pontifical, la promulgation du Concordat et la renaissance de l'Église de France.

Mais c'est alors que Rome apprit avec effroi deux modifications à l'accord de messidor an IX, qui lui parurent rendre vaines ses concessions et altérer même dans le fond le traité qu'elle avait signé : la nomination des évêques constitutionnels ; l'adjonction des Articles Organiques.

(1) C. LATREILLE, *L'Opposition religieuse au Concordat*, p. 209.

(2) THEINER, *Documents relatifs aux affaires religieuses de la France*, II, 163.

*
* *

Les négociateurs romains du Concordat disaient avoir sacrifié toutes autres considérations à un but essentiel : l'extinction en France du schisme provoqué par la Constitution Civile du Clergé (1). Les brefs de Pie VI avaient condamné l'adhésion à la Constitution Civile comme un acte schismatique, et avaient exigé des « jureurs » une rétractation formelle. A son tour, Pie VII avait, par un Bref « indirect », engagé ceux qui s'étaient souillés de ce serment illicite et criminel à obéir aux décrets et jugements du Siège Apostolique : des instructions adressées à Spina en avril 1801 fixaient les règles de cette soumission. Aux yeux de Rome, la signature du Concordat parut constituer, de la part du gouvernement français, la promesse de poursuivre l'extinction du schisme, conformément aux règles posées par l'Église. S'il reconnaissait l'autorité du Saint-Siège sur le clergé français, le Premier Consul ne voudrait-il pas contraindre les « jureurs » à satisfaire aux décisions dogmatiques et disciplinaires des Papes (2) ? Aucun article de la Convention ne mentionnait les Constitutionnels et ne les assimilait aux autres évêques. L'article 4, relatif à la nomination des évêques, accordant le droit de nomination au Premier Consul, réservait au Pape l'institution canonique, c'est-à-dire l'appréciation de l'orthodoxie des sujets présentés.

Cependant, le lendemain de la signature, Bonaparte, recevant Consalvi, lui avait annoncé qu'il ne pourrait éviter de choisir les futurs chefs de diocèses dans les deux partis, des constitutionnels et des réfractaires. Il obligerait les premiers à accepter le Concordat, ce qui, disait-il, impliquerait le désaveu de la Constitution Civile. Vainement Consalvi s'était-il débattu : pour Rome, la simple acceptation du Concordat, où il n'était pas fait mention de la Constitution Civile, n'impliquait pas de soi le désaveu de cette Constitution, formellement

(1) CONSALVI, *Mémoires*, I, 412.

(2) C'est l'argument que reprendra Pie VII écrivant au Premier Consul, le 27 mai 1802. « Vous ne pouvez pas ne pas vouloir qu'on exécute ce qu'exige la très Sainte constitution de la religion qu'on a rétablie » (THEINER, *Deux Concordats*, I, 378). Faut-il dire ici, une fois pour toutes, que nous employons, quand il s'agit de ce débat délicat, les termes de *juteur*, *réfractaire*, *intrus*, sans aucune nuance péjorative, dans l'acception commune et précise qu'ils ont prise : qui a prêté le serment à la Constitution Civile, qui a refusé le serment, qui a accepté une fonction dans l'Église constitutionnelle. Nous nous efforçons de reproduire avec une exactitude qui s'étende jusqu'aux formules littérales, le point de vue catholique romain et le point de vue français révolutionnaire.

exigé pour rentrer dans la communion du Saint-Siège. Bonaparte répondait que la raison d'État ne permettait, ni de laisser entièrement de côté les constitutionnels, ni d'exiger une rétractation humiliante (1).

Dès ce moment, la possibilité de l'introduction des constitutionnels dans le nouvel épiscopat hanta les Romains. Pie VII écrivit lui-même au Premier Consul pour lui exprimer sa répugnance à accorder à aucun d'entre eux une bulle d'institution. Cacault, ministre de France près le Saint-Siège, constatait : « Il m'a été impossible (et je crois qu'aucune puissance humaine ne l'obtiendra) d'amener Sa Sainteté à la promesse de reconnaître aucun de ces évêques, sans qu'auparavant ils aient satisfait au Bref » (2). Le légat Caprara était chargé, au début de ses instructions, de tout mettre en œuvre pour écarter les constitutionnels. Seulement il était aussi autorisé à conférer d'une manière générale aux nouveaux évêques une institution, sous réserve, il est vrai, que Rome la confirmât dans les six mois. Bien vite convaincu de l'impossibilité de fléchir le Premier Consul, Caprara parut plus disposé à préparer le Pape à l'inévitable qu'à poursuivre la résistance. Consalvi, sentant fléchir le légat, l'engagea au moins à obtenir l'exclusion des chefs de la secte, comme Grégoire, par exemple, et rappela, d'autre part, qu'aucune institution ne pouvait être accordée à un schismatique sans la signature, entre autres pièces, d'une lettre au Pape exprimant « adhésion aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France » (3).

Le 30 mars 1802, Caprara, mandé à la Malmaison, entendit Bonaparte lui annoncer la nomination de douze constitutionnels parmi les quarante-cinq premiers évêques élus. Il avait une semaine pour choisir entre le risque d'une rupture et la responsabilité d'instituer les « jureurs », dont dix refusaient toute espèce de rétractation (4). Temps trop court pour s'en référer au Quirinal : il devait se décider seul. D'abord, il se cantonna dans une résistance courageuse. Mais il fut assiégé par Portalis, que Bonaparte avait rendu responsable de l'exécution de sa volonté, et surtout par Bernier. De son mieux, celui-ci

(1) CONSALVI, *Mémoires*, I, 412 ; cf. BOULAY, *Histoire du rétablissement du Culte*, p. 467 sqq.

(2) Cacault à Talleyrand, 2 déc. 1801, dans THEINER, *Deux Concordats*, I, 378.

(3) BOULAY, *Documents*, IV, n° 999 ; cf. BOULAY, *Histoire du rétablissement du Culte*, p. 467 sqq.

(4) Deux d'entre eux, Charrier de la Roche et Montaut des Isles, avaient déjà rempli les actes de soumission demandés par Rome ; cf. PISANI, *Répertoire biographique de l'Épiscopat constitutionnel*, p. 121 et 157.

amena le légat et ses théologiens à rechercher un *mezzo termine*, indispensable « pour sauver l'Église de France ». Caprara accepta de se contenter d'une rétractation verbale des constitutionnels, pourvu qu'elle fût attestée par deux témoins. C'est alors que se déroula une comédie dont les dessous restent obscurs, mais dont le résultat fut le suivant. Entre le vendredi-saint au soir et le samedi, Bernier, seul des deux témoins prévus, rencontra les constitutionnels qui devaient le lendemain figurer à la cérémonie de Notre-Dame. Après qu'ils eurent donné des marques de repentir suffisant, il leur remit un exemplaire du décret d'absolution et rapporta à Caprara une attestation, signée par lui, de leur réconciliation. Même procédure, le 29 avril, pour les autres évêques (1).

On était loin des formules de renonciation soigneusement détaillées dans les instructions de Caprara. Rome eût-elle tenu pour suffisant ce seul acte, que les intéressés l'auraient tirée d'erreur. Le Coz, archevêque nommé de Besançon, qui dès lors prenait position de chef de file, s'indignait de la « calomnie non moins grossière que coupable » qui leur prêtait une rétractation : « M. le Cardinal est incapable de solliciter un parjure, comme nous sommes incapables de nous y prêter. » Révolte grave, car elle pouvait gagner le clergé de second ordre, où le retour à l'unité était loin d'être achevé. L'évêque de Dijon, Reymond, se targuant de sa résistance auprès de ses collaborateurs, concluait : « Ainsi, vous ne devez plus craindre qu'on exige de vous des réclamations, des demandes d'absolution... etc., puisque nous n'avons rien fait de cela (2). »

Parvenues à Rome, ces nouvelles y jetèrent la consternation. Consalvi informa les Nonces que le Pape, « après avoir fait tout ce qu'il a pu pour empêcher qu'on les nomme », ne se résignerait pas à admettre les constitutionnels impénitents dans sa communion (3). L'opportunité d'une protestation auprès du Premier Consul restait discutable : entre les deux gouvernements, rien n'avait été convenu au sujet des évêques, et l'injure dont le Saint-Siège estimait avoir à se plaindre était toute de fait. On ne pouvait se plaindre, sans accuser indirectement le légat d'avoir manqué de clairvoyance ou d'énergie. Il parut plus habile de mettre hors de cause le cabinet de Paris, d'affecter de recevoir comme

(1) PISANI, *L'Église de Paris et la Révolution*, IV, 297 ; CONSTANT, *L'Église de France sous le Premier Empire*, p. 230.

(2) BOULAY, *Documents*, V, n° 1247.

(3) Consalvi aux Nonces, 2 mai 1802, dans RINIERI, *La diplomatie*, p. 629.

valide le certificat de Bernier, mais de profiter de l'imprudence des jureurs. Puisque, par des actes publics, ceux-ci prouvaient leur fidélité au schisme, ils devenaient relaps. Le débat restait entre eux et le Saint-Siège. Ils étaient obligés, dans les six mois, de demander leurs bulles : ils ne reçurent aucune réponse. Ainsi dix évêques, officiellement installés sur leurs sièges, restèrent dépourvus d'institution canonique. Cette solution sauvegardait le point de vue juridique des canonistes ultramontains; il n'en était pas moins vrai que Rome paraissait avoir cédé, — apparence d'autant plus choquante que le Saint-Siège usait de moins de ménagements avec les anciens évêques non-démissionnaires, et qu'en fait, il n'avait obtenu du gouvernement français ni les égards, ni les ménagements qu'il réclamait en invoquant l'esprit du Concordat.

*
* *

En cette première affaire, Rome n'avait pas été entièrement surprise. et elle avait pu sauver l'essentiel de ses revendications. Il n'en fut pas de même pour la publication des Articles Organiques.

Outre l'extinction du schisme en France, les négociateurs pontificaux s'étaient assignés pour but essentiel d'obtenir la liberté du culte catholique et la publicité de son exercice. Consalvi croyait tenir sur ce point « un pacte formel et solennel » (1). Sans doute, le catholicisme n'était pas élevé au rang de « religion dominante » dans la République, et cette restriction était sensible à certains théologiens; mais il était proclamé *religion de la majorité des citoyens*, et les Consuls déclaraient en faire *profession particulière*. Quant à l'exercice du culte, Consalvi avait réussi à faire ajouter à la formule trop extensible : « le culte sera public en se conformant aux règlements de police », les mots « que le gouvernement jugera nécessaires à la tranquillité publique ». Le droit de réglementation de l'autorité civile se trouvait limité ainsi à des cas strictement définis. Et les plénipotentiaires français eux-mêmes reconnaissaient qu'il ne pouvait s'étendre « à aucune autre chose ».

Ce n'était pas sans motifs que Consalvi redoutait la tendance du gouvernement français à légiférer en matière de culte. Les circonstances avaient contraint Bonaparte à faire « table rase de l'ancienne église gallicane »; mais il n'entendait pas laisser le champ libre à l'ul-

(1) CONSALVI, *Mémoires*, I, 396; RINIERI, *La diplomatie*, p. 637.

tramontanisme. Autour de lui, des conseillers pénétrés des traditions du gallicanisme épiscopal ou parlementaire, lui rappelaient le danger de voir se produire « ces anciennes maximes ultramontaines qui ont si longtemps agité l'Europe et qu'en France seule, on a réussi à bien combattre (1). » De ces conseillers, le plus autorisé et le plus vigilant était l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand, d'ailleurs stimulé par le plus éclairé de ses collaborateurs, d'Hauterive. Au début des négociations, le ministre des Relations Extérieures avait exprimé nettement la volonté du Premier Consul, de « relever le catholicisme, non tel que les théologiens de Rome depuis Grégoire VII et Boniface VIII ont voulu l'imposer aux nations chrétiennes, mais tel qu'il a été reçu en France... et tel qu'il s'est maintenu par le concours éclairé des princes ses prédécesseurs, des magistrats, des évêques français et conformément enfin aux principes de l'Église gallicane. » A peine les signatures étaient-elles échangées que Talleyrand d'une plume incisive soulignait les inconvénients du Concordat, et insinuait : « Si le Premier Consul accorde sa ratification à la Convention, il lui sera possible de pourvoir aux inconvénients majeurs qui pourraient résulter de son exécution littérale par des arrêtés particuliers relatifs à chacun de ces inconvénients (2). »

La suggestion fut entendue. Le Conseiller d'État chargé des Cultes, Portalis, eut mission de préparer un projet d'arrêté en exécution du traité avec le Saint-Siège. Ce travail, commencé fin octobre, s'enfla et se précisa sous l'influence des objections soulevées ou pressenties dans les assemblées délibérantes. Quand, le 4 avril suivant, le projet de la loi relative à l'Organisation des Cultes fut déposé sur le bureau du Corps Législatif, il comprenait les dix-sept articles de la Convention entre le Saint-Siège et le gouvernement français et, à la suite, soixante-dix-sept « Articles Organiques » de la dite Convention. Tout un code de droit ecclésiastique, dont les principes se référaient « au gallicanisme de la stricte observance (3) » ; toute une série de dispositions qui ruinaient

(1) Rapport de Talleyrand, 22 mars 1801, cité par DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 185.

(2) Rapport de Talleyrand au Premier Consul, 11 fructidor an IX (29 août 1801), BOULAY, *Documents*, III, n° 778. Sur l'attitude de l'ancien évêque d'Autun au moment du Concordat, voir TALLEYRAND, *Mémoires*, II, 43 ; LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, chap. IV ; DUPUIS, *Le ministère de Talleyrand en 1814*, p. 13.

(3) PARISSET, dans LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*, p. 101 ; BOULAY DE LA MEURTHE, *Rétablissement du culte*, p. 40. Sur les Organiques et la manière très incomplète dont ils faisaient revivre les antiques maximes gallicanes, E. OLLIVIER, *Le Concile du Vatican*, I, 146.

partiellement l'effort poursuivi par Consalvi pour assurer la liberté de l'Église selon la conception romaine. Désormais, l'autorisation gouvernementale serait nécessaire pour que le clergé de France pût recevoir les brefs du Pape, les décrets des Conciles, les légats ou commissaires apostoliques de la cour de Rome, ou bien pour qu'il pût lui-même se réunir en concile national ou métropolitain. La soumission du clergé de second ordre serait assurée par les conditions de nomination des ecclésiastiques et l'autorité des évêques sur eux. Enfin, l'enseignement de la déclaration de 1682 était prévu dans tous les séminaires, et tout « attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane » rentrerait dans les cas d'abus justiciables du Conseil d'État.

Prenant la parole pour défendre l'ensemble de la loi, Portalis affirma : « La Convention avec le Pape et les Articles Organiques de cette Convention participent à la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire, à la nature d'un véritable contrat... » (1). Il est impossible d'admettre que c'est par une simple négligence de langage que ce juriste à l'esprit nuancé assimila publiquement les dispositions d'un arrêté gouvernemental aux articles d'un traité discuté et accepté par les deux parties contractantes. L'intention de calmer les récriminations des hommes politiques français était très visible : Portalis s'efforçait de démontrer que sa thèse était juridiquement fondée. Entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel s'étendait une zone indécise qui depuis des siècles était contestée entre les ultramontains et leurs adversaires ; le gouvernement consulaire y occupait le premier les positions qu'il maintiendrait : « Il faut nécessairement qu'il y ait une puissance supérieure qui ait droit, dans cette espèce de territoire, de lever tous les doutes et de franchir toutes les difficultés. Cette puissance est celle à qui il est donné de peser tous les intérêts, celle de qui dépend l'ordre public et général, et à qui seule appartient de prendre le nom de puissance, dans le sens propre. C'est un principe certain que l'intérêt public dont le gouvernement tient la balance, doit prévaloir dans tout ce qui n'est pas de l'essence de la religion (2). »

Le légat Caprara avait été prévenu au dernier moment (30 mars) de l'adjonction des Organiques à la loi des Cultes. Il était entièrement

(1) Discours de Portalis, 15 germinal, dans BOULAY, *Documents*, V, n° 1213. La même équivoque est dans le discours de Lucien Bonaparte (V, 1217).

(2) Rapport de Portalis sur les Articles Organiques, 4 avril, BOULAY, *Documents*, V, n° 1208.

absorbé par l'affaire des constitutionnels. Mais la protestation de sa Cour devait être immédiate et catégorique : le pape lui donna la publicité éclatante d'une allocution consistoriale. Le jour même où il annonça au Sacré Collège assemblé la ratification du Concordat (24 mai), Pie VII déclara que « la consolation qu'il éprouvait du rétablissement de la religion en France lui était rendue pourtant bien amère par les lois organiques qui avaient été rédigées sans qu'il en sût rien et sans qu'il les eût approuvées. » Pour rester fidèle à la tradition de ses prédécesseurs, il ne pouvait les accepter sans « les modifications opportunes et nécessaires (1). »

L'allocution de Pie VII n'était qu'un écho atténué des plaintes émises par les consultants du Sacré Collège. Mgr di Pietro s'élevait contre la réunion et la publication simultanée des Organiques et du Concordat : comme si les uns et les autres faisaient, au même titre, partie de ce qui était convenu, comme si les Organiques étaient conditions du rétablissement de la religion catholique en France ! « Quel scandale n'y aurait-il pas dans une manière d'agir qui montrerait, même indirectement, que le chef de l'Église est content de ces Articles ? . . . Quel danger, quelle pierre d'achoppement ne serait-ce pas pour des millions de catholiques qui se persuaderaient facilement qu'il est permis de mettre en pratique et d'adopter de semblables articles dont le Pontife Romain se serait déclaré satisfait » ! Si l'on tolérât ce procédé, quel péril pour les négociations postérieures avec d'autres États, car ce Concordat, par l'influence de la nation qui l'avait consenti, servirait infailliblement de modèle à tous les autres (2) !

Pour être d'abord moins insistantes, les objections faites contre le contenu des Organiques ne furent pas moins formelles que celles tirées des circonstances de leur publication. Sans doute, Rome ne condamnait pas en bloc tous les articles, mais « un grand nombre », qui supposaient « des maximes qui vont à l'encontre de notre Sainte Religion (3). » Les corrections demandées par le Pape, dans une lettre personnelle au Premier Consul, devaient être expliquées postérieure-

(1) BOULAY, *Documents*, V, p. 589.

(2) RINIERI, *La diplomatie*, I, p. 622. Déjà, écrivait Consalvi à Caprara, le 5 mai 1802, les feuilles allemandes tiraient argument de la publication concomitante du Concordat et des Organiques (BOULAY, *Documents*, V, n° 1271).

(3) RINIERI, *La diplomatie*, p. 625 et Appendice (votum du cardinal Gerdil). La manière dont M. BOULAY DE LA MEURTHE présente les faits et qui tend à établir que l'opposition de Rome s'inspirait surtout de raisons d'opportunité (*Rétablissement du Culte*, p. 311) ne résiste pas à la lecture des Archives du Vatican.

ment par le légat. Sans entrer pour le moment dans le détail des critiques romaines, le seul principe, énoncé par Portalis, de la souveraineté de l'État dans les matières mixtes, fleurait l'hérésie ; la seule prétention de distinguer ce qui tient ou ce qui ne tient pas à l'essence de la religion, était contraire au dogme catholique. Il ne s'agissait plus des écarts du gallicanisme, mais bien des erreurs pernicieuses de la philosophie : « Avec la doctrine de M. Portalis, opinait le théologien Gerdil, on a voulu introduire en France non pas la religion catholique, mais une sorte de contrefaçon, une religion nouvelle à leur guise. »

Talleyrand chargea Cacault de témoigner que son gouvernement était mécontent de l'éclat donné à une protestation contre des actes de souveraineté nationale (1). La loi « ne faisait que rappeler les dispositions des anciennes ordonnances : la France ne pouvait faire et ne ferait jamais l'abandon des franchises qui constituaient son droit public ecclésiastique. » Cacault avait déjà prévenu le Secrétaire d'État : « Quant aux Articles Organiques, vous avez prié de les modifier ; on ne les modifiera pas ! » (2) Écrivant à son ministre, il minimisa l'importance de l'allocution consistoriale : « Les réclamations du chef de la chrétienté contre des actes de souveraineté nationale ne comportent pas une telle publicité, capable de jeter des inquiétudes dans les esprits et de mettre obstacle au bien ». A Paris, on prit le parti de traiter comme une chose attendue les plaintes du Saint-Père, qui rouvraient, disait-on, une discussion vieille de six cents ans avec la cour de Rome, au sujet des libertés de l'Église gallicane.

Ainsi renaissait la séculaire querelle entre la France et le Saint-Siège, reprise, au moyen d'un détour inattendu, par le régime issu de la Révolution, et par l'homme qui venait de briser la tradition gallicane.

Les deux affaires allaient s'enchevêtrer et s'envenimer l'une l'autre. Le gallicanisme (qui semblait devoir être le monopole des membres non-démissionnaires et « réclamants » de l'ancien épiscopat), fut invoqué aussi par les anciens constitutionnels. Pour éviter de plier devant les condamnations romaines, les évêques à qui Rome demandait une rétractation, s'abritèrent derrière le palladium des libertés gallicanes. Ils se présentèrent comme les vrais « amis de nos maximes et de nos libertés, incapables de grossir la troupe insensée des ultramontains (3) ».

(1) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les Affaires ecclésiastiques de France*, I, 72.

(2) Cité par Artaud, *Pie VII*, I, 262.

(3) Lacombe au prêtre Binos, 1802, dans BOULAY, *Documents*, V, p. 533.

Si le gouvernement consulaire faisait sienne cette démonstration, il confirmait les appréhensions de tous ceux qui craignaient de voir les Organiques couvrir jusqu'aux tentatives schismatiques. Il risquait de détourner d'une tolérance indulgente pour un gallicanisme modéré et la Curie et l'épiscopat des non-jureurs.

Les deux affaires allaient avoir des répercussions lointaines, plus lointaines que ne le laissaient croire les apparences. Elles mettaient en question toute l'application du Concordat. Si Pie VII, cédant sur le premier point, acceptait des évêques choisis à Paris, mais ne répondant pas à ses exigences d'orthodoxie, il acceptait la thèse de Portalis, la maxime de France que le Pape est « collateur forcé (1) » : pour les désignations épiscopales, il engageait tout l'avenir. S'il n'obtenait rien sur le second, il paraissait reconnaître au gouvernement un droit indéfiniment extensible de réglementation du culte, et l'effort de ses négociateurs était ruiné.

*
* *

Ce désaccord dans les questions religieuses se doublait d'un désaccord politique, latent il est vrai, et qui ne s'était pas exprimé dans des actes officiels.

Les questions territoriales n'avaient été pas abordées pendant les tractations qui précédèrent et suivirent le Concordat (2). Du côté romain, où l'on était demandeur, on avait voulu, disait-on, sacrifier toute apparence d'attachement aux intérêts temporels pour porter tous les efforts sur le spirituel. Pourtant, Mgr Spina, envoyé du Pape à Paris, avait reçu du Secrétaire d'État des instructions confidentielles touchant les affaires temporelles.

L'acte qui réglait la situation politique entre la France et Rome était le traité de Tolentino. Signé le 19 février 1797, il reconnaissait l'abandon par la Papauté, en France, d'Avignon et du Comtat-Venaissin ; en Italie, des trois Légations : Bologne, Ferrare et la Romagne. Ces pays d'abord unis à Modène pour former la République Cispadane avaient été ensuite englobés dans la République Cisalpine, et leur

(1) Discours de Portalis, *ead. loc.*, V, p. 376 ; cf. BOULAY, *Rétablissement du Culte*, p. 58 et 73.

(2) Résumé de la question dans le P. DUDON, *la Question Romaine en 1805*, « Études », 20 nov. 1906 ; BOULAY, *Hist. de la négociation...*, p. 153.

perte paraissait irrémédiable. Or, ces trois provinces étaient les plus riches de l'ancien État Romain, « tout ce qu'il y a de meilleur dans l'État ecclésiastique », avait remarqué autrefois Bonaparte (1). Aussi, Rome avait-elle toujours protesté contre le traité de Tolentino, dont les conditions, selon le cardinal Mattei, ressemblaient à la capitulation d'une place assiégée (2). Sans doute ce traité avait-il été dicté par Bonaparte mais à une époque où il était l'agent d'une puissance en guerre avec Rome. Depuis, le Premier Consul avait montré des dispositions plus favorables : au moins en paroles, il avait encouragé les espérances de la Curie ; il jouissait d'une tout autre liberté de mouvements ; il était devenu, après Marengo et Lunéville, l'arbitre des destinées de l'Italie.

Les intentions de Bonaparte concernant l'État Pontifical avaient certainement connu des hésitations. Il était trop homme de son siècle — le dix-huitième — pour n'avoir pas en piètre estime le gouvernement des prêtres et n'en avoir pas envisagé la disparition : peut-être la croyait-il fatale après Tolentino (3). Cependant, par suite des circonstances, ce traité, le premier où il ait agi de sa seule initiative, fut plutôt l'acte d'un sauveur que d'un destructeur du Saint-Siège. La lamentable aventure de la République Romaine, la reprise de la guerre montrèrent les inconvénients d'un éparpillement de nos forces en Italie. Une autre raison vint militer en faveur du maintien de l'État de Saint-Pierre : on ne pouvait à la fois demander au Pape l'appui de son autorité morale, et affaiblir son prestige, en portant atteinte à son existence politique. Un État pontifical indépendant sous la protection de la France, voilà la formule à laquelle le Premier Consul était arrivé lorsqu'il accrédita Cacault auprès du Quirinal. « La France, reconnaissait Talleyrand dans ses instructions, a dû renoncer à l'idée d'ériger Rome en République et a dû consentir au rétablissement du Souverain Pontife ». Il est vrai, corrigeait-il, que « le pouvoir du Saint-Siège, considéré sous le point de vue politique, a besoin d'une garantie constante : trop faible pour se défendre contre les préten-

(1) Bonaparte au Directoire, 1^{er} ventôse an V, *Corr.*, II, p. 329. Sur l'importance des Légations, les ressources qu'elles offraient au Trésor Pontifical, voir la démonstration de Consalvi (BOULAY, *Documents...*, II, n° 291).

(2) Cité par SYBEL, *L'Europe pendant la Révolution*, t. IV, 393 ; cf. GAFFAREL, *Bonaparte et les Républiques Italiennes*, p. 218-19. Expressions très vives de CONSALVI (*Mémoires* 1, 49, 53, 381) sur la *volerie de Tolentino*.

(3) « Cette vieille machine se détruira toute seule » *Corr.*, II, p. 342.

tions de ses voisins, il n'a d'autre recours que le patronage des gouvernements qui n'ont aucun intérêt à l'opprimer » (1).

Restait à savoir quelles limites seraient données aux territoires où la souveraineté du Pape était reconnue. Sur ce point, Talleyrand avait réservé l'avenir et conseillé à Cacault d'éluder toute discussion. L'exposé de la situation de la République, de frimaire an X (nov. 1801) annonça que « le Pape, souverain de Rome, possède ses États dans leur intégrité ». C'était confirmer, sans le nommer, le traité de Tolentino (2). Consalvi n'en adjurait que plus fortement les agents pontificaux d'éviter de reconnaître ce traité, ne fût-ce qu'en apparence. Caprara essaya même, à la faveur d'une conversation personnelle, de faire appel à la générosité du Consul et à son attachement pour le Pape : il reçut des mots aimables, mais vagues : « riant, il dit vraiment de bonne grâce : vous voulez les Légations.... Nous verrons » (3).

La révision des clauses de Tolentino devenait de moins en moins vraisemblable à mesure que l'influence française en Italie septentrionale s'employait à consolider la République Cisalpine. La Consulta de Lyon (janvier-février 1802) marqua la fin de toute espérance raisonnable. Du moins, Bonaparte multipliait-il les attentions envers le Souverain de Rome. Après avoir fait restituer au Pape Pesaro et Fano, indûment occupées par la République Cisalpine, après avoir hâté l'évacuation des places où se trouvaient les troupes françaises, il conseillait d'établir, dans les États de l'Église, une petite force armée qui assurerait leur consistance politique. Convenant de la pauvreté du Pape, dont la véritable détresse était attestée par Cacault, il lui offrait des subventions en argent. Surtout, il soutint d'une manière décisive le gouvernement pontifical contre le roi des Deux-Siciles. Une vieille querelle mettait aux prises les deux États pour les petites principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, enclavées dans le territoire napolitain, mais relevant de l'État romain. Depuis 1798, Naples l'avait tranchée à son profit, en refusant de rendre les deux enclaves. Le 2 prairial

(1) BOULAY, *Documents*, II, 324.

(2) Dans le projet de message, dû à la plume d'Hauterive, il y avait cette phrase : « il a été convenu que le traité de Tolentino serait rétabli » (BOULAY, *Documents*, IV, n° 1025). Quoique cette allusion trop directe au fâcheux traité eût été supprimée, le sens restait le même, et Consalvi s'en désolait ; cf. RINIERI, *La diplomatie...*, I, 433.

(3) Caprara à Consalvi, 19 déc. 1801, nouvelles instructions de Consalvi, 6 mars 1802, dans BOULAY, *Documents*, V, 99. Sur l'activité de Caprara, cf. SÉCHÉ, *Les Origines du Concordat*, II, chap. IX.

an X (22 mai 1802), notre ambassadeur à Naples, Alquier, fut chargé de signifier que le Pape devait jouir de l'intégrité de ses États, et « il est juste que Bénévent et Ponte-Corvo continuent d'être mis sur le même pied » (1).

Cependant, le Premier Consul, dont l'intervention faisait restituer à Rome deux insignifiants duchés, restait silencieux sur le sort des riches Légations.

*
* *

Moins d'un an après l'échange des signatures, apparaissaient donc les fissures de l'accord de 1801. Comme il arrive pour tout instrument diplomatique, la valeur du Concordat allait être éprouvée par les difficultés d'application. Et le débat s'annonçait très épineux, parce qu'il opposait les traditions de deux des plus anciennes Cours et des plus assouplies au jeu diplomatique, et très lourd de conséquences, parce que la solution intéressait, aux points de vue religieux et politique, le présent et l'avenir de l'Europe.

A première vue, la position du Saint-Siège était la moins favorable. Il courait un danger égal s'il se taisait et laissait prescrire ses revendications, ou s'il protestait au risque de sacrifier ce qui était acquis. Il devait à Bonaparte la restauration de son autorité morale et de son indépendance politique; l'Église de France convalescente offrait déjà le spectacle d'une admirable vitalité et d'une renaissance qui faisait contraste avec la désorganisation des églises d'Allemagne et d'Italie. Le Premier Consul tenait en ses mains les destinées politiques de l'Italie, donc de l'État Romain, et les destinées religieuses des principaux pays catholiques. Quelle douleur de le voir reprendre des maximes condamnées par Rome, et qui abritaient encore des restes de schisme! Mais quelle imprudence, d'autre part, de compromettre par des protestations inopportunes les résultats, qui s'annonçaient immenses, des récents accords!

Néanmoins, les avantages que l'on se flattait à Paris de tenir étaient loin d'être décisifs. La loi sur l'organisation des Cultes était une tentative pour limiter l'intervention de Rome dans les affaires de France en constituant une nouvelle Église gallicane. Or il s'avérait malaisé de renouer, par delà la Révolution, des traditions brisées. Les antiques

(1) ARTAUD, *Pie VII*, I, 259.

libertés de l'Église de France n'avaient de vertu que lorsque, formulées par un souverain, vraiment revêtu de la qualité *d'évêque du dehors*, elles étaient acceptées par le clergé qu'elles protégeaient (1). Cette situation, pouvait-on la ressusciter après que la crise révolutionnaire et le Concordat lui-même avaient jeté l'épiscopat dans la soumission sans réserve au Saint-Siège ? Bonaparte paraît l'avoir cru, et avoir compté pour cela sur la complaisance du légat et sur l'attachement des prélats français. Seulement il avait encore trop à attendre du concours moral de la Papauté pour pouvoir limiter à son gré cette grande influence, pour ne pas être obligé d'acquitter la dette contractée envers elle, et bientôt accrue par les services qu'il allait lui demander en France et en Europe. Pour dissiper les inquiétudes de Pie VII et de ses conseillers, pour se conserver la collaboration et la bienveillance de la politique pontificale, une action diplomatique apaisante, habile, continue, était nécessaire.

II

S'il était un diplomate capable, selon les instructions de Talleyrand (2), « d'entretenir la cour de Rome dans les justes sentiments de confiance » que désirait lui inspirer le gouvernement français, et en même temps « d'accélérer l'expédition de tout ce qui reste à faire pour la mise en activité du Concordat et de toutes ses conséquences », c'était bien, semble-t-il, François Cacault.

Son nom n'a pas atteint à la gloire, mais Cacault a eu cette fortune que les historiens ont unanimement loué son mérite. Il doit beaucoup de cette réputation, plus sûre qu'éclatante, au chevalier Artaud de Montor qui, après avoir été son collaborateur à Rome en 1801, se fit son historien. Dans sa *Vie de Pie VII*, en particulier, Artaud a donné de l'ambassadeur un portrait vivant, qui a la saveur d'un témoignage direct et qui, garanti par l'autorité d'un homme de la carrière, est favorable presque sans restrictions. Il a fixé l'image de ce diplomate, cachant sous des dehors simples et bourrus une finesse aiguisée par

(1) Sur l'insuffisance des Organiques pour corriger les inconvénients du Concordat, cf. F. MASSON, *Le Sacre de Napoléon*, p. 36-43.

(2) Talleyrand à Cacault, 13 brumaire an X, Arch. Rh., 1 F 7.

l'expérience et la bienveillance, une compréhension intelligente de l'Italie de son temps, les qualités nécessaires pour renouer les fils brisés de la tradition diplomatique française auprès du Saint-Siège (1).

*
* *

La figure de Cacault n'a cependant pas toujours eu ce quelque chose d'apaisé que lui accorde son compagnon des dernières années, ni sa carrière ce tracé rectiligne.

Il était entré assez tard dans la diplomatie puisque, né à Nantes en 1743, il n'avait débuté qu'en 1783 comme secrétaire de légation à Naples, sous les ordres du baron de Talleyrand. Il ne devait plus quitter l'Italie : il goûta la douceur d'y vivre, s'éprit de ses richesses artistiques, aima la couleur du décor et le pittoresque des acteurs ; surtout il y apprit le secret d'une indulgente appréciation, d'une modération conciliante qui furent désormais le fond de son métier. La Révolution sortit du rang ce simple secrétaire d'ambassade. Les ministres en titre se retiraient, Talleyrand quittait Naples, le cardinal de Bernis s'effaçait à Rome. Cacault bénéficia des difficultés que les gouvernements révolutionnaires avaient à recruter ou à faire accepter leur personnel diplomatique : il sut grossir l'importance des relations qu'il fallait garder avec les États Italiens, offrit, avec son zèle de républicain convaincu, son expérience de *commis* de l'ancienne école. Le 19 janvier 1793, le Comité Exécutif provisoire le nommait pour aller résider à Rome en qualité de chargé des affaires de France (2). L'assassinat de Basseville, survenu sur ces entrefaites, coupa court à sa mission. Le cardinal Zelada fit connaître qu'il ne pouvait être reçu dans la capitale pontifi-

(1) La *Vie de Pie VII* reste, moyennant les réserves indispensables, un document essentiel. Pour les sources, voir pour la première période de sa vie, A. E., Rome 916-17, partiellement publiée par SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, t. I, Appendice II ; A. N., AF III 66, 77, 88 ; pour la période de 1801-1803, A. E., Rome 930-35 ; Arch. Rh., 1 F 5 à 1 F 15 (une partie de ces dépêches se trouve dans BOULAY, *Documents*, passim). Éloge funèbre de Cacault prononcé au Sénat Impérial, le 22 octobre 1805, par François de Neufchâteau, dans le *Moniteur* du 30 vend. an IV. Quelques études : BOURDEAULT (A.), *François et Pierre Cacault, Les origines du Concordat et le musée des Beaux Arts à Nantes* (Mémoires Soc. Hist. de Bretagne, VIII, 1928), MESSANA (Angela), *Francesco Cacault, ministro plenipotenziario della Repubblica francese presso la Santa Sede*, Ausonia, Rome, 1924.

(2) VICCHI, *Les Français à Rome pendant la Convention*, p. cxxxiii (texte de ses instructions en appendice, p. 49) ; F. MASSON, *Hugon de Basseville*, p. 105 ; G. Grosjean, *La République et le Saint-Siège*, R. D. M., 1^{er} nov. 1924.

cale. Il gagna Florence ; officieusement chargé d'affaires en Toscane, il renseignait Paris sur tous les événements de la péninsule qu'il était chargé de suivre et de surveiller (1).

Lorsque s'ouvrit la campagne de 1796, Cacault, qui résidait alors à Gênes, méritait vraiment, au milieu du personnel improvisé dont le Directoire disposait en Italie, les Saliceti, les Garau, les Faipoult, les Miot de Mélito, une place de premier plan. Sur l'état du personnel de frimaire an IV il figura avec le titre de « chargé d'affaires en Italie » (2), qui exprimait bien le rôle dont il avait au moins l'ambition. Il suggérait à son gouvernement de placer à côté du général en chef une sorte de « lieutenant du ministre pour mettre en harmonie les opérations et les négociations diplomatiques » et correspondre directement avec toutes les légations en Italie (3). Sans attendre de réponse, il entra dans ce rôle de conseiller pour les affaires italiennes. Ses lettres répétées et insistantes disaient : « Tous nos efforts doivent porter sur l'Italie ; nous pouvons y faire une guerre décisive (4)... Nous devons envahir l'Italie entière où l'on est sûr de trouver en abondance de quoi soutenir la guerre par la guerre... Cette superbe contrée est un gage bien au-dessus de tout ce que nous voudrions exiger des grands coalisés » (5). Mais, s'il prêchait la guerre quand il s'adressait au gouvernement dont il savait les besoins financiers, et auprès de qui il avait souci de sa réputation de jacobin, il avouait, lorsqu'il se trouvait en confiance, qu'il n'entendait pas « remuer le pays en étourdi ». En réalité, il guettait les occasions de négociier. Seulement, il ne se sentait pas en correspondance d'esprit avec ses chefs.

C'est à Bonaparte que Cacault, comme il le proclamera plus tard, dut les occasions qu'il trouva de « servir avec distinction » (6). De Cas-

(1) Sur toute cette période de la carrière de Cacault, l'étude la plus exacte est celle de DU TEIL, *Rome, Naples et le Directoire*, 1^{re} partie, ch. III.

(2) GUYOT, *Le Directoire*..., p. 80 ; cf. SCIOUT, *Le Directoire*, t. II, p. 296.

(3) Cité par BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, p. 181.

(4) SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 34.

(5) BOUVIER, *ibid.*, p. 177-178. Il traçait d'ailleurs un plan hardi de révolution sociale : « Appliquer nos principes et nos lois sans ménagement partout où nous pénétrerons : le peuple veut l'humiliation des grands, l'abolition des féodalités et des titres, l'exclusion des nobles des emplois ; il faut donc sacrifier 200.000 privilégiés sur 16 millions de population » (17 avril 1796).

(6) Cacault à Talleyrand, Arch. Rh., 1 F 7. Cacault a toujours dit, parfois brutalement, qu'il avait été tenu dans des rôles subordonnés par le Directoire, dont il parle plus tard en termes dénués de sympathie ; il est certain, comme le prouvent les dates de sa véritable activité, qu'il n'a été bien utilisé qu'à partir de la campagne d'Ita-

tiglione, le général en chef l'invita, le 21 juillet 1796, à aller prendre possession du poste de Rome, en vertu de l'armistice conclu avec le Pape à Bologne. Pour la seconde fois, il était envoyé dans cette ville avec la désagréable mission d'y exercer des rigueurs. Son prédécesseur Miot avait reçu le quart seulement des indemnités prévues dans l'armistice. Des résistances étaient certaines, surtout si la situation militaire dans le nord de l'Italie venait à se modifier au détriment des Français. Cacault sut, avec sang-froid, tenir la main à la répression des menées anti-françaises et obtenir le versement des contributions, tout en se comportant de manière à préparer le terrain pour une paix future.

En l'expédiant à Rome, Bonaparte avait certainement déjà l'intention arrêtée de se rapprocher du Saint-Siège. Qui, du général ou du diplomate, a eu le premier la volonté claire de cette politique (1) ? La correspondance de l'un et de l'autre présente non seulement des expressions analogues, mais un parallélisme curieux de mouvements. Parfois des menaces, où il n'est question de rien moins que de détruire la Papauté. Puis, et, à y regarder de près, on voit que c'est l'intention véritable, un trait jeté sous la forme d'une hypothèse, mais qui prépare l'avenir.

Cacault lance à Bonaparte l'idée qu'il y aurait de quoi rire « de le voir à la fois général du Saint-Siège et de la République française » (2), deux mois avant que le vainqueur de Castiglione écrive à un délégué du Pape : « J'ambitionne bien plus le titre de sauveur que celui de destructeur du Saint-Siège ». Et tandis que le général en chef offre tolérance et protection aux prêtres « s'ils concourent à la tranquillité

lie; cf. BOUVIER, *Bonaparte, Cacault et la Papauté*, in « Rev. hist. dipl. », 1907, 340-346; les articles de SCIOUT, *Rome, le Directoire et Bonaparte, en l'an IV et l'an V*, in « R. Q. H. », avril 1887; *Le premier Directoire et la République Romaine*, ibid., janv. 1886; contra : GUYOT, *Le Directoire*... , p. 80.

(1) L'idée de renouer avec le Saint-Siège n'est pas l'apanage de ces deux hommes, mais elle n'avait pas été fortement voulue. On la trouve exprimée par d'autres diplomates comme Clarke et elle a été à l'origine des tentatives du Directoire pour traiter avec Pie VII; cf. SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, t. I, dont la thèse est critiquée par RICHEMOND (Vte de), *La première rencontre du Pape et de la République française; Bonaparte et Caleppi à Tolentino*, « Correspondant », 10 sept. 1897, p. 801-49.

(2) 15 août 1796. Cité par BOUVIER, « Rev. hist. dipl. », 1907. La dépêche de Bonaparte est d'octobre 1796; cf. A. N., AF III 66 : extrait des dépêches de Cacault au Directoire, Rome, 4 thermidor an V : « Ce ministre dit qu'il avait été d'abord d'opinion que l'armée française vint à Rome, mais il croit la chose terminée d'une manière plus utile pour nous et la guerre poussée assez loin pour que le châtement fît l'effet nécessaire sur l'Italie inférieure ».

publique » et au Pape s'il prêche obéissance aux gouvernements établis, Cacault dessine à sa façon les lignes d'un accord avec le Saint-Siège : « Ma théologie, c'est d'user de notre prédominance pour obtenir sur le Pape la même autorité de fait que le Grand Seigneur a sur le patriarche de Constantinople que les Turcs n'ont pas cherché à convertir » (1). Dans cette collaboration, c'est le général qui par son autorité, permet à l'ambassadeur de manifester ses convictions intimes, mais les vues du modeste diplomate, plus audacieuses ou plus tôt définies, ont bien pu contribuer à faire cheminer celles du futur auteur du Concordat.

Les temps souhaités par Cacault ne sont pas arrivés. Il a beau s'efforcer, aidé par son collègue et ami le ministre d'Espagne, d'Azara, de créer autour de lui quelque confiance ; on tient à l'écart le « ministre sans-culotte ». Sa situation devient difficile : il s'obstinera, tant qu'il n'aura pas l'ordre de quitter le terrain, « jusqu'à la dernière extrémité ». Le 3 pluviôse an V (22 janvier 1797), Bonaparte, sachant que les troupes pontificales se massent sur ses derrières, ordonne au chargé d'affaires de regagner Florence.

Rome a eu tort de ne pas écouter Cacault quand il représentait l'entente avec la France comme « le seul parti raisonnable ». Elle paie son imprudente agression. Le traité de Tolentino (février 1797) est l'œuvre commune de Bonaparte et de Cacault, qui a été mandé de Florence pour négocier (2). Ils mènent avec une certaine rudesse la « prêtraille » : les clauses de Bologne sont aggravées ; il n'est plus question de ménager le Saint-Siège pour obtenir une intervention pontificale dans les affaires religieuses : la situation intérieure en France ne s'y prête pas plus que les sentiments de la Curie. D'ailleurs, le chef de l'armée d'Italie est « tout à la grande tâche de la campagne prochaine » ; ce qu'il veut, c'est une trêve avec Rome, qui lui évite d'avoir à faire face simultanément au Nord et au Sud de la péninsule. Tolentino est un expédient de circonstance, mais ne constitue pas une solution des rapports avec le Saint-Siège. Cacault n'y gagne même pas l'ambassade de Rome, qui échoit à Joseph Bonaparte. Il semble renoncer à ce rêve,

(1) SCIOUT, *Le Directoire...*, II, 85 ; cf. NAPOLÉON, *Corr.*, III, 2068, et le commentaire acerbe de IUNG, *Bonaparte et son temps*, III, 172.

(2) Sur Tolentino, GUYOT, *Le Directoire...*, chap. X. Sur la politique de Pie VII, MADELIN, *Pie VI et la Première Coalition*, « R. H. », janv. 1903, t. LXXXI, p. 1. Sur le rôle de Cacault, DUFOURCO, *Le régime jacobin en Italie*, p. 51 ; DE LA GORCE, *Hist. religieuse...* (t. V, p. 45), tient qu'il est impossible que Bonaparte n'ait pas parlé de religion pendant et quelque temps après les négociations.

qu'il avait imaginé comme le couronnement de ses services. Aux élections de l'an VI, l'ex-ministre plénipotentiaire de la République en Toscane est élu député au Conseil des Cinq-Cents par le département de la Loire-Inférieure : il y siégera jusqu'en 1798 (1).

L'avènement du Premier Consul l'arracha à cette espèce de retraite. Lorsque, à la fin de 1800, Bonaparte fit ouvrir des négociations en vue d'un Concordat, il pensa que la mission de Mgr Spina à Paris devait avoir pour corollaire l'envoi d'un agent français à Rome. Le 2 février 1801 (13 pluviôse an X) il signifiait à Talleyrand : « Je désire faire partir de suite le citoyen Cacault pour Rome, avec le titre de ministre plénipotentiaire ou de chargé d'affaires. Il sera chargé de discuter cette convention, et en même temps les intérêts temporels de la République. Il serait porteur d'un double plein pouvoir : un pour le spirituel, l'autre pour le temporel » (2). Cette désignation prouve le souvenir que Bonaparte gardait de Cacault : il écartait le candidat proposé par Talleyrand (il est vrai que c'était Alquier, un ancien conventionnel régicide), pour choisir celui qui avait été dès 1796 l'auxiliaire, sinon le confident, de ses vues politiques.

La mission parut, à s'en tenir à la lettre, assez limitée. Ministre extraordinaire, Cacault était une sorte de ministre privé, car on ne lui donna pas de lettres de créance. Ses instructions (18 mars 1801) ne l'autorisaient pas à négocier les affaires spirituelles ; on prévoyait même qu'avant son arrivée à Rome, le Saint-Siège aurait accepté un projet dont le gouvernement français disait ne pas vouloir s'écarter. En fait, il trouva les négociations à une impasse et il saisit l'occasion de s'y tailler un rôle. Son zèle, d'abord malencontreux, lui suggéra ensuite une intervention décisive qui devait faire oublier tout le passé.

Plein de l'idée que les difficultés venaient de l'abîme qui séparait les deux mentalités romaine et française, il croyait que la meilleure manière d'aboutir à une entente serait de traduire le point de vue romain de façon à le rendre acceptable à Bonaparte. Il voulut faire parler Consalvi, tout reprendre de loin. Le résultat fut de retarder encore l'échange des courriers dont la lenteur irritait déjà le Premier

(1) KUSCINSKI, *Les députés au Corps législatif*, t. II, p. 236 ; Sur l'ambassade de Joseph à Rome, MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, I, 214. Cacault avait avec Joseph des relations commencées à Gênes et qui resteront assez étroites.

(2) *Corr.*, VII, 5334 ; cf. ARTAUD, *Pie VII*, I, chap. VII ; RINIERI, *La diplomatie*..., I, 59.

Consul. D'autre part, il reproduisit d'une manière médiocrement heureuse quelques-unes des déclarations qui lui furent faites. Consalvi se plaignit à Bernier : la pureté d'intentions de Cacault n'était pas en cause, mais il ne rendait pas exactement les objections d'ordre religieux avancées à Rome. Quand, à la fin de mai, Paris donna l'ordre à son ministre de rompre les conversations, si, dans un délai de cinq jours, le Saint Père n'avait pas accepté les propositions françaises, Cacault paraissait être l'auteur véritable, « quoique innocent, de tant de désastres (1) ».

C'est alors qu'il se révéla et « prit une de ces résolutions hardies et opportunes qui font époque dans la vie d'un diplomate (2) ». Il ne pouvait différer la transmission de l'ultimatum de son gouvernement. Mais il trouva, pour éviter une rupture des conversations, un biais, que lui facilitait, il faut le remarquer, sa situation officieuse à Rome. Il avait ordre de quitter son poste : il simulerait un départ et s'arrêterait à Florence. Pendant ce temps, le Pape délèguerait à Paris, avec tous les pouvoirs pour conclure les négociations, son secrétaire d'État, le cardinal Consalvi. Le P. Rinieri a émis l'hypothèse que ce subterfuge avait été préparé à Paris par Talleyrand et concerté avec Bonaparte (3). Mais cette supposition reste gratuite, et rien de ce que nous savons des dispositions et du rôle de l'ancien évêque d'Autun ne l'autorise. L'invention, au contraire, est tout à fait dans la manière de Cacault, soucieux de servir exactement les vues de son gouvernement, d'en pénétrer les intentions vraies, plus que d'en transmettre à la lettre les impatiences momentanées ou les exigences inopportunes. L'envoi au Premier Consul du plus habile, du plus résolu à aboutir des négociateurs pontificaux, sauva les négociations. Depuis ce moment, le ministre français jouit d'un crédit qui ne s'altéra plus, et dont les témoignages furent réitérés, avec une nuance de gratitude toute personnelle, par le Pape Pie VII et par son secrétaire d'État.

(1) Consalvi à Bernier, 30 mai 1801, Vat., Ep. Nap. 281/16.

(2) DE LA GORCE, *Hist. Relig.*, V, 134.

(3) RINIERI, *La diplomatie*, I, 168. Mais Rinieri n'aime pas Cacault : il insiste complaisamment sur les griefs portés contre lui : cf. I, 85, 135, 154, etc. Cette sévérité étonne chez un auteur habitué à faire siens les jugements de Consalvi (*Mémoires*, II, 357). Consalvi n'a jamais douté du rôle personnel de Cacault en ce moment pénible.

*
* *

Cacault entre alors dans la belle période de son ministère. Il a réalisé l'ambition de sa vie en revenant en Italie, en y revenant sur le pied d'un ambassadeur associé à la grande œuvre qu'il a, des premiers, esquissée : le rapprochement de la France et du Saint-Siège. Il l'a efficacement servie à l'heure critique où elle a failli échouer au port. Nul doute qu'il ne s'emploie à en consolider les résultats, « car je vois, a-t-il dit au Premier Consul, qu'il s'agit de mettre la clef de voûte à l'édifice de notre gouvernement (1) ».

Sans doute, il n'est plus jeune. A soixante ans passés, il avoue lui-même quelques inconvénients qui lui imposent des ménagements. Mais comme on le sent porté par le succès, par la joie ! Joie d'avoir collaboré au Concordat qu'il définit « l'œuvre d'un héros et d'un saint ». Joie de la confiance du Premier Consul. Joie de la reconnaissance pontificale, dont il s'étonne avec une naïveté un peu feinte : « Dans ce pays de la foi, quand on a été canonisé, cela suppose toutes les perfections, et personne n'en doute. Vous n'êtes pas si dévots à Paris (2) ». Sa correspondance nous le livre tout entier. Vivante, animée, elle frappe le ministre : un jour, Talleyrand ne peut se retenir d'ajouter aux dépêches officielles une « lettre particulière pour vous marquer combien votre correspondance me plaît. Elle est spirituelle autant qu'instructive, et je vous remercie du plaisir qu'elle me donne (3) ». Sa bonhomie un peu dégagée, c'est l'homme même, mélange de droiture et de finesse. L'honnêteté est la première qualité qui l'ait fait apprécier à Rome : il en a donné des preuves à une époque où il y avait quelque mérite à le faire, tenant tête à ces brigands de haut vol, comme Haller qui, sous couleur d'exécuter le traité de Tolentino, voulaient exercer leur piraterie (4). Aussi absolue que

(1) Cacault à Talleyrand, 19 germ. an IX, A. E., Rome 930, f° 263.

(2) 27 messidor an XI, A. E., Rome 935, f° 333.

(3) Talleyrand à Cacault, 4 pluv. XI (24 janv. 1803), Arch. Rh., 1 F 7. Témoignages analogues le 24 vendémiaire an XI, *ibid.*

(4) Haller écrivait à Cacault le 1^{er} avril 1797 : « Citoyen ministre, les besoins immenses et sans cesse renaissants de l'armée nous obligent d'être un peu corsaires, et nous ne pourrions pas trop nous livrer aux discussions. » Cacault ripostait : « Citoyen commissaire, il n'y a plus d'hostilité. Le traité seul sera exécuté sans la plus petite piraterie » (ARTAUD, *Pie VII*, I, ch. 7). C'est peut-être le spectacle de cette « gueuserie » qui acheva de porter Cacault du côté du gouvernement opprimé. Cf. Cacault à Bonaparte, 15 prairial et 30 messidor an V, *Corresp. des Directeurs de l'Académie de France à Rome*, t. XVII, n° 9686.

son intégrité est sa loyauté. Il manque de formes, et demande à son secrétaire Artaud « d'adoucir sa rudesse ». Mais rien au monde ne lui fera sacrifier son indépendance d'humeur. Quelques imprudences d'allures le tentent. En 1802, il méritera un demi-rappel à l'ordre pour avoir communiqué à Consalvi, qu'il aime prendre par ces marques personnelles de confiance, certaines dépêches de son gouvernement : peut-il y avoir, objecte Talleyrand, « la même forme de correspondance et la même mesure d'intimité et de confiance entre vous et eux qu'entre votre gouvernement et vous (1) ? »

Il croit d'ailleurs indispensable de s'adapter au milieu où il vit. Dès l'an V, il osait présenter au Directoire, comme attitudes propres à gagner la bienveillance des populations, le fait pour un ministre de France, invité à des cérémonies religieuses, de s'y rendre, voire de s'agenouiller à l'élévation. En l'an IX, il a tranché ces « belles questions » : il va à la messe ; il édifie les Romains en faisant ses Pâques. Le 15 février 1802, il assiste au service organisé à la mémoire de Pie VI, dont la dépouille est ramenée à Rome : c'est lui qui offre les torchères, et ce geste est très favorablement commenté. Il n'est pas pour autant un dévot, moins encore un théologien. Consalvi souffre de ne pouvoir « lui persuader la nécessité (qu'exige) la théologie (2) ». Les scrupules d'un Pie VII touchent son cœur, mais il ne s'y rend pas toujours ; il les excuse, mais les traite avec dédain : « Il n'y a de la part de cette cour, écrit-il un jour, aucun désir de traîner en longueur ; on est gauche, lent par nature et de plus théologien de métier (3) ». D'ailleurs, il ne se prête pas mieux à ces subtilités, si elles viennent de France : « Je ne saurais saisir, écrit-il à Portalis, en quoi consistent l'hérésie des jansénistes, et les différences d'opinion entre mon ancien collègue au Corps législatif Grégoire et le Saint-Père. Je ne connais que les règles qui doivent enfin gouverner le Monde. L'abbé Grégoire n'est pas pape : et c'est le Pape dont l'autorité est reconnue et établie pour décider toutes ces questions... Je sais qu'on ne doit pas livrer la France à la Cour de Rome, mais nous sommes si loin du siècle d'Hildebrand ! mais les idées des abus d'autrefois sont si étrangères à toutes possibilité d'en voir renaître aujourd'hui de semblables (4) ! »

(1) Talleyrand à Cacault, 20 messidor an X, Arch. Rh., 1 F 7.

(2) BOULAY, *Documents*, II, 436.

(3) DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 138.

(4) ARTAUD, *Pie VII*, 1, 204.

La liberté de ses jugements est, on le voit, totale. On trouve dans ses dépêches des termes assez peu flatteurs sur le compte des Italiens à qui il a affaire, et qui rappellent son langage d'autrefois. Car sa réputation de jacobin est une de ses forces : pour que sa liberté d'appréciation, pour que son autorité ne soient pas discutées à Paris, il tient à n'en pas laisser perdre tout à fait le souvenir. Mais ce lui est un moyen d'orienter ses interlocuteurs vers l'indulgence. Déjà, il écrivait au Directoire : « Il est impossible de rendre ce gouvernement de prêtres parfaitement homogène avec nos idées ; il faut de part et d'autre n'exiger que ce qui est raisonnable. » Et, rappelant ce qui avait été fait pour rétablir l'harmonie, il ajoutait : « Tout le reste s'établira convenablement et s'affermira sur le même pied où les choses étaient avant la rupture,... si nous continuons à être puissants et surtout à savoir bien prendre ce pays, à qui on fait vite perdre la tête, comme à tous les êtres faibles, en le rudoyant (1) ». Ambassadeur du Premier Consul, il ne parle pas autrement, insistant plus sur la bonne volonté du gouvernement romain, mais tirant argument de ses faiblesses en faveur d'une politique conciliante. Car tout en renseignant son Département avec une minutie, avec une justesse qui font de ses dépêches un des meilleurs tableaux de la Rome de 1801, Cacault sait orienter le ministre des Relations Extérieures, lui suggérer les solutions auxquelles il veut l'amener, lui fournir le texte des instructions qu'il aimerait recevoir. Sur ce point, il est à l'aise, parce qu'il connaît l'Italie mieux qu'homme au monde, et parce que Talleyrand n'éprouve aucune hésitation à prendre les devants et à le consulter.

*
**

Au lendemain du Concordat, les discussions d'ordre religieux se déroulent en dehors de notre ambassadeur de Rome. Tandis que, par goût personnel, Cacault répugne à s'enfoncer dans le maquis des discussions théologiques, le Premier Consul préfère traiter ces questions à Paris, avec le légat pontifical, sous le contrôle immédiat de ses conseillers.

Dans le domaine politique, au contraire, nombreuses sont les questions où il est appelé à intervenir. Il s'agit d'abord de liquider le passé.

(1) A Delacroix, 4 thermidor an V, *Corresp. des Directeurs de l'Académie*, t. XVII, n° 9689. Comparer le ton des belles dépêches de juillet-août 1802, citées par Artaud, I, 281 et 289.

Cacault a eu l'agréable mission d'apprendre au Pape l'intention du Premier Consul de faire respecter ses États (1). Pour réprimer les incursions des Barbaresques, il a été chargé de proposer des troupes françaises et d'offrir deux bricks, car le vrai péril est sur mer, et la flotte pontificale est réduite à rien. Concernant les Légations, l'ambassadeur doit être réservé. Il insiste du moins à Paris sur la nécessité de régler les rapports entre la Cisalpine et Rome sur le même pied d'amitié qu'entre la France et Rome. Faute de quoi, on vivra partout en Italie dans l'inquiétude. Nombreux sont les mécontents à travers la péninsule : les plus agités ont trouvé asile en Cisalpine. Avec la complicité de quelques généraux, d'une partie des autorités, ils se flatteraient de révolutionner tout le pays et d'édifier une République Italienne. Le remède, c'est l'accord entre les dirigeants des deux États. Si le gouvernement Cisalpin devient « sage, éclairé et régulier comme le nôtre, les perturbateurs qui fondent leurs espoirs de ce côté cesseront d'imaginer et de composer des conjurations en voyant l'impossibilité de réussir. Le gouvernement actuel Cisalpin est encore, en bien des choses, ce que vous savez qu'était celui de la République Romaine à l'époque du Directoire. Il est entaché d'une multitude de petites opérations mesquines qui le rendent odieux. Le concours de l'avidité de plusieurs Français et des fripons italiens a introduit un mauvais esprit (2) ». « Je ne pourrais, proteste-t-il, m'accommoder à traiter les affaires d'un gouvernement dont les idées resteraient aussi étroites. S'il envoie des ministres au dehors pour travailler comme des procureurs, pour soutenir des chicanes de mauvais voisins », point d'accord possible. Finalement, Cacault fait entendre la voix de la modération. Sur des points de détail interviennent des concessions qui préparent une détente : le Pape rend un bureau de poste, promet que les intérêts des nationaux Cisalpins seront ménagés comme ceux des Français ; les règles de l'échange et de la consignation des criminels réfugiés d'un pays dans l'autre sont fixées ; la République remet

(1) Cacault est chargé par Talleyrand de presser le Saint-Siège de faire réoccuper Bénévent (30 messidor an X-19 juillet 1802), Arch. Rh., 1 F 7. Sur les incursions des Barbaresques, Cacault à Talleyrand, 5 thermidor, an X. Arch. Rh., 1 F 5 ; 29 prairial an XI, A. E., Rome 935, f° 263.

(2) Ce document important de Cacault à Talleyrand est du 2 nivôse an X (23 déc. 1801), Arch. Rh., 1 F 5 ; il convient de l'éclairer par la correspondance entre Cacault et le ministre des Relations Extérieures de la Cisalpine (1802-1803), Arch. Rh., 1 F 12 à 14.

au Saint-Père les revenus et tout ce qui dépendait de son ancien évêché d'Imola.

Les questions financières sont parmi celles qui entretiennent le plus la fermentation des esprits. Entre la France même et le Saint-Siège, les deux gros points noirs sont les livraisons d'objets d'art encore exigées par Paris, la liquidation des dettes de l'ancienne République Romaine. Laissé à lui-même, Cacault eût incliné à l'abandon définitif de réclamations dont il sentait l'inconvenance. Le 1^{er} septembre 1801, il s'ouvrait à Joseph Bonaparte de ses préoccupations (1) :

« A l'époque actuelle de notre Révolution, il est essentiel d'observer deux rapports particuliers sous lesquels le gouvernement français peut être considéré :

« L'un est ce système de contributions, de pillages, de dévastation qui nous a assez signalés en Italie. L'autre, l'esprit de sagesse, de fixité, de justice qui a paru le 18 brumaire, s'est développé avec le génie de Bonaparte et a signalé les traités de paix de l'an IX.

« Il me semble que si, en vertu du premier système, on s'est cru en droit de saisir les biens Albani et Braschi, aujourd'hui et d'après le second, on n'a pas celui de les réclamer encore. On a parlé de m'envoyer un pouvoir pour terminer à l'amiable... Je dois vous avertir que ma décision, dans mon âme et conscience, ne serait pas conforme à ce désir immodéré, trop répandu à Paris, d'y accumuler, sans exception et sans l'acheter, tout ce qu'il y avait de beau en Italie ».

Cacault eut gain de cause, au moins en certains cas individuels. Ainsi, pour les biens de la famille Albani, qui étaient encore dans des caisses, prêts à partir ; le Premier Consul renonça à les revendiquer par égard pour les deux cardinaux de ce nom, dont l'un était doyen du Sacré Collège (2).

Il entraînait dans ces décisions d'autant plus de sagesse que les Français, de leur côté, avaient besoin de s'assurer la générosité du Pape. Pendant les dix-huit mois de la République Romaine, de gigantesques opérations financières avaient été échafaudées. L'invasion napolitaine, puis la restauration du Saint-Père, les avaient interrompues brusquement. Le sort de quelques spéculateurs se trouvait très incertain. Un

(1) *Mémoires de Joseph Bonaparte*, publiés par Du CASSE, I, 209.

(2) Cacault à Talleyrand, 25 vendémiaire an X. Arch. Rh., 1 F 5. Sur la liquidation des biens Albani et Braschi par Haller et Périllier en 1798, cf. DUFOURCQ, *Le régime jacobin*, p. 201.

édit pontifical destiné à régler la situation (24 octobre 1801) déclara nulles toutes les ventes de biens ecclésiastiques faites pendant l'inter-règne, et promit aux acquéreurs, en soulagement de leurs pertes, le quart de la valeur réelle des sommes stipulées dans les contrats, révisables en cinq années. Comme on pense, les spéculateurs se récrièrent d'autant plus haut qu'ils étaient plus en mesure de se faire entendre. L'un d'entre eux, Duveyrier, devenu membre du Tribunat, fut particulièrement remuant (1). Il harcelait de ses réclamations le ministre des Relations extérieures, et celui-ci s'employait en sa faveur. Cacault fut prié de faire évaluer et liquider au mieux les contrats qui intéressaient un des gros personnages de la République. Il répondit d'une manière assez raide (19 ventôse an X) :

« Je n'aurais pas pu, sans des ordres exprès de votre part, appuyer une espèce de protestation d'un particulier contre une loi du Pape et des demandes fondées sur de prétendues paroles du Premier Consul, alléguées sans preuves. » Il aurait aimé obliger son ancien collègue Duveyrier, « mais je lui dirais amicalement à lui-même : N'êtes-vous pas content de la fortune dont vous jouissez à Paris, fruit de quelques années d'administration en Italie ? Cette fortune va au-delà de celle... à laquelle vous pouviez prétendre dans votre profession d'avocat. Vous êtes le seul citoyen français qui possède un tableau de Michel-Ange et un autre de Raphaël. Sachez enfin être content et satisfait... » Le gouvernement pontifical, quoique pauvre, avait agi correctement. D'autres grands États, et la France en particulier, avaient dû renoncer à satisfaire les réclamations pour des pertes souffertes par l'effet de la guerre et de la révolution. « Si le gouvernement français se décidait à soutenir les compagnies qui pendant dix-huit mois ont régné à Rome, s'il exigeait que le Pape payât les dettes de la République Romaine, tout serait bientôt renversé ici : on y perdrait courage, on y perdrait la tête. Nous retomberions dans le cahos (*sic*). » (2)

(1) Dans ses *Anecdotes historiques*, DUVEYRIER traite le décret de « quintessence d'absolutisme et d'arbitraire, émané du trône pontifical, siège modeste du serviteur des serviteurs de Dieu ». Il prétend qu'il voulait éclairer le Consul « trompé, joué, dupé comme Nicodème par les prêtres catholiques » (p. 286 sqq.). Bonaparte avait reconnu l'équité du décret : cf. BOULAY, *Documents*, IV, 127.

(2) Arch. Rh., 1 F 5 ; Duveyrier avait fait assez platement appel à la justice, à la bienveillance, à l'estime de Cacault (1 F 15). S'il consentait à faire un geste pour Duveyrier en raison de l'amitié de Talleyrand, le ministre avertissait d'avance que c'était « à condition que rien ne serait demandé pour aucun autre » et d'avance écartait les réclamations des Allard et des Huber (A. E., Rome 935, fo 144).

Non que l'ambassadeur refusât de s'intéresser aux véritables détresses, surtout si leur position pouvait porter atteinte à la dignité du nom français. Le 21 floréal an XI, c'est lui qui plaidait, auprès de Talleyrand, la cause du citoyen Périllier, qui, après avoir été à Rome le Président du gouvernement provisoire à l'époque de la Révolution, succombait maintenant sous les dettes. Il souhaitait qu'on pût finir la liquidation de ses intérêts et qu'on évitât de faire arrêter avec scandale dans Rome un Français naguère considérable (1).

Il était bien délicat alors de porter la responsabilité de l'influence française. Le récent revirement de notre politique nous avait aliéné nos anciens partisans, les « patriotes » Romains, et les « jacobins » d'Italie, sans faire oublier aux ennemis de la Révolution les événements fâcheux de la République de 1798. Cacault se consolait, estimant que les patriotes étaient le petit nombre, et « sans considération sociale », tandis que la majorité grandissante revenait avec les anciens gouvernements à l'estime des Français. Cependant, avouait-il, comme les Italiens gardent rancune plus que les autres peuples, « nous serons longtemps au milieu de gens irrités, prêts à éclater contre nous avec rage s'ils l'osaient » (2). Les esprits inquiets ne devaient être ramenés ni par la sévérité, ni par la persécution, mais par l'appui largement accordé au gouvernement papal, qui s'en trouverait affermi et hâterait le retour aux habitudes, à l'esprit, à la vie d'autrefois.

*
* *

Cacault notait les symptômes d'une reprise de la vie romaine traditionnelle qui devait faciliter l'oubli des bouleversements récents « dans cette ville de mollesse et de plaisirs. » La Cour pontificale donnait l'exemple : la fête de Noël 1801 où le Pape officia pontificalement à Saint-Pierre vit reparaitre les équipages et les livrées. Quelques nobles Romains et quelques diplomates donnèrent des bals. On annonçait la réouverture des théâtres (3).

Cacault insistait sur ces signes nouveaux ; il en tirait argument en faveur d'une préoccupation exprimée par lui avec une insistance crois-

(1) Cacault à Talleyrand, 21 floréal, 17 messidor an XI, Arch. Rh., 1 F 5. Long mémoire de Consalvi à Cacault sur les réclamations de Périllier, 1^{er} juin 1803, Arch. Rh., 1 F 6.

(2) Cacault à Talleyrand, 2 nivôse an X, Arch. Rh., 1 F 5.

(3) 11 nivôse an IX, Arch. Rh., 1 F 5.

sante : celle de remettre également « sur le pied d'autrefois » et « selon les anciens usages », l'ambassade de France.

Il avait débuté en Italie alors que le représentant du Roi Très Chrétien était le cardinal de Bernis, et l'incomparable éclat de cette mission restait toujours présent à sa mémoire. Pendant vingt-cinq ans, Bernis avait exercé sa fonction avec une autorité qu'il tirait moins de sa naissance et de la pourpre que de la grandeur du Prince au nom de qui il parlait, et de son propre savoir-faire. Un palais constamment ouvert, où chacun « était assuré de trouver bon accueil et bon gîte, un sourire et un dîner » (1), une table dont la réputation devait être encore, un siècle plus tard, en *odeur de sainteté*, des salons où passaient toutes les nations, telle était « l'auberge de France » que Bernis, avec un art consommé, tenait au carrefour de l'Europe. Autour de l'ambassade, la riche floraison des « pieux établissements » fondés par une tradition séculaire de charité, l'Académie de Rome, plus que centenaire, établissaient la place de la France dans la capitale religieuse et artistique du monde, et fournissaient au ministre qui en était le vigilant protecteur une clientèle d'agents dévoués. Tant de magnificence faisait autant pour sa situation à Rome que son zèle. Il n'en était cependant pas détourné des affaires, les suivant avec vigilance, il réussissait par sa présence, par une adresse toujours exclusive des moyens violents, par un dévouement également sincère à l'égard du Roi son maître et de l'Église. Le Conclave de 1774, où il avait été le grand électeur de Pie VI, n'avait-il pas donné la mesure de son influence ?

Un pareil souvenir survécut à la Révolution. Cacault professait une admiration évidente pour l'ambassadeur que son disciple Artaud appellera « notre maître à tous ». Dès l'époque du Directoire, on surprenait sous sa plume l'expression d'un regret pour cette prestigieuse époque. Au plus fort de « nos brouilleries ecclésiastiques avec la cour de Rome », il supputait les chances d'un rétablissement de la France dans ses anciennes prérogatives (2). Est-ce lui qui inspira l'insertion dans le traité de Tolentino d'un article exigeant du Pape la conservation des anciens droits et prérogatives de nos ambassadeurs et consuls ? En tous cas il tenait à cette stipulation, suivant laquelle, expliquait-il

(1) MASSON (F.), *Le cardinal de Bernis*, ch. IX, et passim ; Cf. STENDHAL, *Promenades dans Rome*, II, 55 : « A Rome, le cardinal de Bernis est une figure héroïque... »

(2) En octobre 1796, dans ses notes au Directoire, Cacault insistait pour que la France se fit reconnaître à Rome le traitement des gouvernements les plus catholiques, le droit de nommer des cardinaux, le droit d'exclusive... Il faut se rétablir ici avec la considération ancienne », cité par SCIOUT, *Le Directoire*, II, p. 100.

après le Concordat, « quand l'affaire de la Convention signée à Paris n'aurait pas réussi, la France aurait pu jouir à Rome de ses anciens droits sur le même pied que l'Autriche et l'Espagne ». Là dessus, notre représentant, dans un long mémoire à Talleyrand, traçait un impressionnant tableau des splendeurs éteintes du corps diplomatique près le Saint-Siège (1) :

« C'est à Rome où les ambassadeurs étalaient autrefois le plus grand faste en rivalité avec celui des cardinaux... »

« Toutes les puissances catholiques se plaisaient autrefois à entretenir ici des ambassades fastueuses qui rivalisaient d'éclat entre elles et avec la grandeur des cardinaux. Les entrées à Rome des ambassadeurs étaient des fêtes superbes. Les visites qu'on se rendait dans Rome entre ambassadeurs et cardinaux se faisaient avec un train, une suite énorme. Cela s'est éteint ; les derniers ambassadeurs auprès du Saint-Siège se sont dispensés de faire leur entrée dans Rome.

Dans le moment présent, il n'y a pas ici un seul ambassadeur étranger. L'Empereur et l'Espagne n'ont qu'un ministre à Rome ».

Cette évocation mélancolique, — où le nom de la Ville Éternelle, déchue, revenait avec un son funèbre, — n'avait pour but que d'introduire des observations sur la nécessité de rétablir notre représentation « dans les formes ». Si momentanément cela ne servait à rien, il ne fallait pas oublier néanmoins que « c'est à la cour de Rome et par le Pape que le premier rang a été donné à l'ambassadeur de France sur celui d'Espagne ». Cacault décrivait ce qu'il avait fait depuis le Concordat, mais il se plaignait d'être laissé dans une situation précaire et fausse. Il avait été nommé ministre plénipotentiaire ; or, par erreur, le mot plénipotentiaire avait disparu dans l'expédition de l'arrêté. Après la ratification de la convention, il devrait présenter de nouvelles lettres de créance : il demandait qu'on remédiât à cette fâcheuse omission. En même temps, il faisait valoir, d'ailleurs de façon discrète, l'exiguïté de son traitement. Il ne pouvait plus suffire aux frais d'une simple représentation, Rome devenant un nœud de communications militaires et attirant un grand concours de Français et d'étrangers (2).

(1) Cacault à Talleyrand, 27 messidor an IX (15 août 1801), long mémoire dans Arch. Rh., 1 F 5, publié par BOULAY, *Documents*, V, 729.

(2) Cacault charme généralement les Français qui parcourent à ce moment l'Italie ; cf. CREUSÉ DE LESSER, *Voyage en Italie*, 1803, p. 70. « On peut recevoir très bien et recevoir beaucoup moins bien que lui : on ne rencontre pas toujours deux fois dans sa vie une bienveillance aussi franche, une bonté aussi unie, des attentions moins

Un ministre aussi soucieux que Talleyrand de réorganiser le département des Affaires Étrangères, ne pouvait fermer l'oreille à tout ce que ces observations contenaient d'équitable. La mise en vigueur du Concordat augmentait leur actualité. L'article XVI de la convention stipulait que sa Sainteté reconnaissait dans le Premier Consul de la République française les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement. La restauration de l'Église Gallicane entraînait d'abord la reprise par la France de la place autrefois occupée dans le Sacré Collège et la Curie. Le 21 messidor an X, le Premier Consul réclamait la nomination de cinq cardinaux à la fois (1). Sentant ce que cette demande massive avait d'insolite pour Rome, Talleyrand l'étaya d'arguments de circonstance : pour que le rétablissement de la France dans ses droits ne soit pas illusoire, il faut, écrivait-il, que « l'Église Gallicane répare la perte que dix années d'interruption de son droit lui ont fait éprouver et qu'elle puisse compter sur le suffrage d'un nombre de cardinaux à peu près égal au nombre de ceux qui, avant la Révolution, s'honoraient de la représenter et de la défendre ». Faisant fléchir les règles ordinaires de la chancellerie romaine, le Pape, dans le Consistoire du 17 janvier 1803, éleva à la pourpre MM. de Belloy, archevêque de Paris, Boisgelin, de Tours, Cambacérés, de Rouen, Fesch, de Lyon, et Lattier de Bayane, qui était fait cardinal de Curie. La promotion de ce dernier, qui avait été auditeur de Rote au temps de Bernis, et dont le souvenir restait associé à celui du grand ambassadeur, était particulièrement significative.

Cacault eut cependant peu de succès dans les demandes concernant sa situation personnelle. Talleyrand reconnut l'insuffisance de son traitement ; mais en consentant à l'élever à 60.000 francs, il invita le ministre à limiter sévèrement ses dépenses à ce qui était strictement nécessaire et d'usage, « soit parce que les circonstances actuelles nous prescrivent la plus grande économie, soit parce que ce qui serait donné de plus pour vous pourrait être pris pour règle par vos successeurs » (2).

génantes. Ce ministre semble persuadé qu'une de ses fonctions, en Italie, est de rendre ce pays agréable aux Français qui le traversent, et en cela, comme en tout, il va au-delà de ce qu'on pourrait attendre ». Artaud, qui donne la meilleure « idée de l'esprit et de l'amabilité française », est associé à cet éloge.

(1) Napoléon au Pape, 19 messidor an X, *Corr.*, VII, 6174. Talleyrand à Cacault, 14 thermidor, Arch. Rh., 1 F 7.

(2) Talleyrand à Cacault, 24 frimaire X-15 déc. 1802, Arch. Rh., 1 F 7. Vers la même époque (8 frimaire), le Ministre faisait présager à Cacault que la Cisalpine pourrait bientôt être représentée directement près du Saint-Siège.

De lettres de créance nouvelles, il n'était pas question. Cacault manifesta quelque inquiétude. La représentation diplomatique des puissances près le Saint-Siège ne cessait de se modifier au détriment de la France. Sur quatre États qui n'avaient jusque là que des chargés d'affaires, Empire, Portugal, Prusse, République Ligurienne, les deux premiers annonçaient l'envoi d'un ambassadeur. On attendait d'autre part un ministre de Russie. Trois pays avaient des ministres plénipotentiaires : Naples, un ecclésiastique, le cardinal Ruffo ; l'Espagne et la France des laïcs, le chevalier de Vargas et Cacault. Mais tandis que Vargas pouvait se parer du titre d'envoyé extraordinaire, qui ajoutait à ses droits précis des prétentions étendues, Cacault, n'en avait officiellement aucun, quoiqu'il représentât, outre la République Française, la Cisalpine, et fût chargé de ce qui concernait nos alliés Suisses et les Hollandais. Certes, il se défendait de laisser percer un doute sur la confiance du Premier Consul qu'il croyait avoir « méritée sous ses yeux en tant d'occasions », mais enfin il se devait d'insister : « tout est remis ici sur le pied de Tolentino, ce qui exige que le ministre de la République soit enfin accrédité (1) ».

L'éventualité d'une baisse du crédit de Cacault à Paris effrayait les milieux pontificaux. Au lendemain du Concordat, Consalvi avait averti Spina : « Venillez faire le possible pour déjouer toute cabale contre le très digne Cacault et montrez donc directement au Premier Consul le désir marqué de Sa Sainteté qu'on ne l'enlève pas d'ici, où il est extrêmement nécessaire pour conserver et resserrer toujours plus les liens de bonne correspondance. Sa sagesse et l'honnêteté de ses procédés le rendent utile et nécessaire pour les deux partis. Parlez-en également à Joseph si vous le croyez bon ». La consigne avait été transmise à Caprara. Lorsque Cacault obtint l'augmentation de son traitement, le légat fut le premier à en informer le Secrétaire d'État : il estimait que la lutte sourde menée par les ennemis de la religion ou les ennemis personnels du ministre tournait à leur confusion (2).

(1) Cacault à Talleyrand, 29 pluviôse an X, 7 messidor an X, Arch. Rh., 1 F 5.

(2) Consalvi à Spina, 11 septembre 1801, Caprara à Consalvi, 30 janvier 1802, cité par MESSANA, *Cacault...*, p. 61 : Consalvi à Caprara, 12 mai 1802, dans THEINER, *Deux Concordats*, I, 562 : « Le Pape voit avec beaucoup de peine qu'on n'envoie point encore ses lettres de créance à M. Cacault, et il n'en augure rien de bon... »

*
* *

Trois mois plus tard, Rome recevait la nouvelle que le cardinal Joseph Fesch, archevêque de Lyon, était nommé ambassadeur de France.

En communiquant l'arrêté consulaire à Cacault, Talleyrand le félicitait de la manière sage et honorable dont il avait rempli sa mission (1). Seuls avaient motivé son remplacement le désir de donner à la légation de la République « le même appareil qu'elle avait avant la Révolution », et l'urgence « d'accomplir le grand et moral ouvrage de la réunion de la France à la métropole de la catholicité ». Le Premier Consul, pour reconnaître des services dont il n'avait cessé d'être satisfait, offrait à Cacault, à son choix, une autre place en Italie ou l'entrée au Sénat. Celui-ci répondit avec une émouvante simplicité : « J'aime tant le Premier Consul que j'ose dire que sa bienveillance ne pouvait pas rencontrer un cœur plus sensible que le mien et plus dévoué à sa personne. Il peut ordonner de moi ce qu'il voudra : j'aimerais toujours à suivre ses déterminations... Je m'étais dévoué à servir à Rome pendant trois ans à la fin desquels j'aurais demandé en grâce d'être rappelé. J'aime mieux que la chose soit venue d'elle-même ! »

Le rêve si longtemps caressé par Cacault s'évanouissait. Il ne serait pas à Rome ce représentant magnifique d'une France renuise à sa place en Europe par le génie du chef dont il avait été un des premiers conseillers diplomatiques.

Les historiens qui ont étudié les rapports entre Napoléon et le Saint-Siège, n'ont pu se défendre de quelque étonnement devant un rappel aussi inattendu. On a dit Cacault victime d'une cabale de ses anciens ennemis à Paris (2) ; peut-être certains acheteurs de Biens Nationaux, qu'il avait mécontentés en refusant de les servir, l'ont-ils compromis en incriminant son intimité avec Consalvi. D'autre part, la liberté de ses rapports avec le Secrétaire d'État, sa désinvolture cavalière à l'égard des principes gallicans, constituaient des points faibles. Cependant, il est impossible qu'il n'ait pas eu l'appui de Talleyrand. La présence de cet agent chevronné dans un centre d'affaires aussi important que Rome, était appréciée par les Relations Extérieures. Au moment où il cherchait à remettre dans les nominations plus de régularité, à rendre

(1) A. E., Rome, 935, fo 57. Réponse de Cacault, 3 floréal an XI, Arch. Rh., 1 F 5.

(2) MESSANA, *Cacault*, p. 161-62.

à ses subordonnés le sens des traditions, Talleyrand ne pouvait que se louer des services d'un Cacault. La mesure de rappel venait du Premier Consul, et c'est bien ainsi que la prit l'intéressé.

D'Haussonville pense que Cacault s'était fait tort par son indépendance : Napoléon désirait avoir des instruments dociles : surtout lorsqu'il s'agissait de ses agents au dehors, la première qualité lui paraissait être l'obéissance stricte aux instructions qu'il donnait (1). Cette opinion s'appuie sur le mot de Cacault disant du Premier Consul : « Il m'a fait sénateur et muet ». Elle contient une part de vérité, mais qui demande à être nuancée. Cacault n'avait pas manqué de docilité : tout au plus avait-il tendance à interpréter les ordres qu'il recevait avec cette liberté des vieux serviteurs, qui s'autorisent d'une longue familiarité avec leur maître et de leur expérience des affaires. Mais la somme de ses qualités l'emportait sur les quelques défauts qu'on pouvait lui trouver. Bonaparte en convenait, qui n'eût pas sacrifié à la légère un agent utile. Informant lui-même le Pape du rappel de Cacault, il écrivait : « Le motif qui m'a guidé n'a sa source dans aucune raison de mécontentement ; sa conduite, pendant toute la durée de ses fonctions, a mérité au contraire une entière approbation. Mais le désir de le remplacer auprès de Votre Sainteté par un personnage d'un caractère éminent et de donner à Votre Sainteté une preuve plus manifeste de mon attachement et de mon respect filial est la seule raison qui a pu me déterminer à ordonner son rappel (2) ». Cacault était rappelé de Rome non pour avoir failli, mais plutôt pour avoir abouti dans son effort. Il s'était assigné pour but le relèvement de l'ambassade telle que l'avait fondée l'ancienne monarchie : ainsi préparait-il, dans la mesure de ses moyens, une évolution qui répondait aux vues de Bonaparte et au cours des événements. M. Boulay de la Meurthe paraît être dans la note exacte quand il dit de Cacault : « Sa modération, sa droiture, son appréciation juste de la cour où il résidait, n'avaient pu lui valoir le titre diplomatique dont l'absence l'avait laissé jusqu'ici dans une situation pénible : aujourd'hui, la rondeur et la désinvolture de sa franchise

(1) D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, I, 298. Cf. RICARD, *Fesch*, p. 105 n.

(2) *Corr.*, VIII, 6769. D'Haussonville, rapportant des confidences de Cacault à Artaud, au moment du Sacre, semble laisser entendre que Cacault eût servi sans goût un régime qui s'orientait vers la monarchie ; on ne voit pourtant pas très bien ce qui restait de républicanisme dans les sentiments de l'ancien ministre, devenu si âpre contre les « soi-disants patriotes », les jacobins de l'ancienne République Romaine ou de la Cisalpine.

n'étaient plus en harmonie avec une représentation dont le niveau s'était singulièrement élevé (1) ».

Il avait été l'homme des circonstances : mais ses défauts, et ses qualités même, devenaient moins adaptés à la situation nouvelle. L'ambassade rétablie dans son lustre exigeait la présence à Rome d'un cardinal protecteur et, s'il était possible d'en trouver un dans le haut clergé gallican, d'un cardinal de Bernis.

En son langage, Cacault exprimait assez bien ces choses lorsqu'il traduisait l'attente de l'ambassade, informée de la proche arrivée de Fesch : « Le régiment continuera à être bien commandé par le vieux major en attendant l'arrivée du jeune colonel que je prendrai plaisir à recevoir avec tous les honneurs dus à tant de titres (2) ». L'image rend la différence de situation entre l'ambassadeur annoncé et celui qui se retirait. « Vieux serviteur de l'État, qui depuis quarante ans a toujours servi sans reproche et sans tache, et qui parvient au premier grade comme un soldat de fortune, de degrés en degrés », tel se définissait encore Cacault (3). Le représenter comme un très grand ministre, ce serait lui faire tort : il n'avait pas eu à conduire de grandes négociations, ni même, à proprement parler, à suivre l'application du Concordat. Il s'était élevé à force de probité et de mérite au rôle utile de médiateur, de conseiller propre à assurer la bonne harmonie entre Paris et Rome. Son expérience, l'autorité acquise auraient pu le rendre encore utile. S'il était sacrifié, c'était moins, il le sentait lui-même, qu'on eût quelque chose à reprocher au « vieux major », que pour placer un « jeune colonel ».

Les vraies raisons du changement doivent être cherchées dans la situation et les qualités de son successeur, ou bien, dans une mission spéciale confiée au nouvel ambassadeur.

(1) BOULAY, *Rétablissement du Culte*, p. 306.

(2) Cacault à Talleyrand, 24 floréal an XI, Arch. Rh., 1 F 5.

(3) *Id.*, 27 messidor an XI, A. E., Rome 935, fo 333.

CHAPITRE PREMIER

JOSEPH FESCH AVANT 1802

- I. — LES ORIGINES. — La famille : les Faesch de Bâle. — Les Bonaparte. — L'enfance (1763-81). La vocation, le séminaire d'Aix (1781-86). Fesch archidiacre d'Ajaccio. Son intimité avec Letizia ; avec Napoléon.
- II. — LA RÉVOLUTION EN CORSE. — Napoléon et Fesch associés pour la conquête du pouvoir. — *a*) Période d'ascension : 1790-1791. Fesch officier municipal d'Ajaccio. Dissolution du chapitre (décembre 1790) ; prestation du serment constitutionnel (27 février 1791). — Fesch grand vicaire de l'évêque Guasco. Premières acquisitions de Biens Nationaux. — *b*) Le déclin : septembre 1791-mai 1793. Discrédit croissant des assermentés. — Efforts du « Club des Amis de la Constitution ». — Rupture ouverte avec les Paolistes. — Proscription des Bonaparte.
- III. — LA PROVENCE. — Toulon : Fesch garde-magasin quitte la soutane. — Marseille : les Clary ; vicissitudes de la famille. Vains espoirs vers la Corse. — Fesch à l'aventure en Suisse (1795). — Le 13 vendémiaire.
- IV. — L'ITALIE. — Napoléon commandant en chef de l'armée d'Italie. Fesch a-t-il été fournisseur ? Ses « missions ». Le Mont-de-Piété de Milan. — Nouvelles acquisitions foncières en Corse ; débuts de la collection de tableaux. — Fesch à Gênes (an VI-1798).
- V. — AJACCIO ET PARIS. — Séjour en Corse (septembre 1798-juin 1799). — Luites politiques. — Le premier propriétaire d'Ajaccio. — Paris : (juin 1799-juillet 1802) : L'hôtel de la rue du Mont-Blanc. Vie commune avec Letizia. — Fesch agent des affaires corses sous le Consulat.
- VI. — RETOUR DE FESCH A L'ÉGLISE. — L'abbé Fesch nommé archevêque de Lyon (18 thermidor an X-29 juillet 1802). — Sa conversion : rôle et influence de M. Émery et des Sulpiciens.

Joseph Fesch naquit à Ajaccio le 3 janvier 1763.

Son père était d'origine Suisse. Les Fesch, ou Faesch, étaient, dans le canton de Bâle, où ils avaient obtenu le droit de bourgeoisie au xv^e s., « une des plus honorables et des plus nombreuses familles (1) ». François Fesch, né en 1711, était devenu capitaine d'infanterie au service de la République de Gênes. Se trouvant en garnison dans l'île de Corse, il y contracta mariage avec Angela Maria Pietra Santa, veuve en premières noces du sieur Ramolino. De cette union naquirent deux enfants : Joseph, le futur cardinal, en 1763, et une fille, Paule-Brigitte, née en 1765, et morte au berceau. L'ancien officier suisse, converti au catholicisme, ne quitta plus sa patrie d'adoption : il y mourut deux ans après le traité consacrant l'abandon au roi de France des droits de Gênes sur la Corse (1770).

A son ascendance Bâloise, le jeune Joseph ne dut rien, à peine quelques traits de caractère ; il n'entretint en Suisse aucune relation de parenté ; en Corse, personne ne songea jamais à lui objecter son origine étrangère. Toute son éducation première l'attacha étroitement à Ajaccio, sa véritable patrie (2). Privé de son père à sept ans, il grandit dans une intimité d'autant plus étroite avec la famille de sa mère, et surtout avec les Bonaparte. Sa sœur utérine, fille du premier lit d'An-

(1) ISELIN, *Neu vermehrtes hist. geogr. allg. Lexikon*, Basel, 1726, II, 297, cité par BASTGEN, *Napoleons und Dalbergs Kirchenpolitik in Deutschland*, p. 184, p. 2 ; DE BROTONNE, *les Bonaparte et leurs alliances*, p. 62. Les Faesch obtinrent le droit de bourgeoisie à Bâle au xv^e s. Rodolphe Faesch, ancêtre direct du cardinal, fut maire de Bâle au xv^e s. : il fonda une institution destinée à secourir les malades et les malheureux. Jusque sous l'Empire, les Corses écriront indifféremment le nom du cardinal : Fesch, Fleisch ou Faesch (Arch. Rh., 1 F 124).

(2) Au cours des débats que provoqua la succession du Cardinal, sous le second Empire, le Procureur Général Impérial établit longuement pour le garde des Sceaux la série des faits d'où résulte la nationalité française de Joseph Fesch, 3 juillet 1856, A. N., BB³⁰ 456. Sur le père et la mère de Fesch, MARCAGGI, *La Genèse de Bonaparte*, p. 32 ; C. BOSC, *Inventaire sommaire des archives de la ville d'Ajaccio*, p. 248 ; *La naissance du Cardinal Fesch*, in le *Petit Bastiais*, 12 janvier 1933.

gela Pietra Santa, Maria Letizia Ramolino, s'était mariée en 1764, avec Charles Bonaparte. Entre 1767 et 1784, elle eut huit enfants. Fesch se trouva donc très rapproché par l'âge de ses neveux, puisque Joseph Bonaparte, l'aîné, n'avait que cinq ans, Napoléon que six ans de différence avec lui. Les maisons Fesch et Bonaparte se faisaient vis-à-vis dans l'étroite rue Malerba, non loin du reste de la famille, les Ramolino, les Paravicini étant, à quelques pas, rue de la Coletta. Joseph grandit donc avec les fils de Letizia, partageant leurs jeux et leurs études. Son éducation, comme la leur, fut dirigée par l'oncle Lucien, l'archidiaque, qui, à défaut du léger et chimérique Charles Bonaparte, agissait en chef de famille. Singulière figure, de vigoureux relief, que celle de ce vieux prêtre, entouré de respect par tous les siens et par ses compatriotes pour son titre autant que pour ses capacités d'homme de tête et d'homme d'affaires. A lui revenait la parole quand il s'agissait de classer le mérite des enfants, et de décider de leur orientation (1)

Les garçons furent confiés à l'école qui remplaçait à Ajaccio l'ancien établissement des Jésuites, puis au collège dont les maîtres, tous ecclésiastiques, étaient pour la plupart d'ex-Jésuites. Fesch apporta vraisemblablement à l'étude du goût et des dispositions, puisqu'il fut, en 1779, choisi par l'évêque d'Ajaccio et les États de Corse pour une des bourses royales au séminaire d'Aix-en-Provence (2). Cette admission au séminaire était-elle la preuve d'une vocation sincère et réfléchie ? ou plutôt un moyen pour un jeune homme de famille besogneuse de poursuivre ses études sans bourse délier ? En même temps que Fesch, son neveu Joseph, après lui Lucien, destinés à l'état ecclésiastique, furent boursiers soit au collège d'Autun, soit au séminaire d'Aix. L'aîné des Bonaparte était aiguillé vers les ordres pour des raisons tout autres que spirituelles, nous le savons par Napoléon lui-même : il manquait de santé, il était inapte à la vie active, il pouvait espérer de la protection de l'évêque d'Autun un gros bénéfice (3). Qu'une décision analogue ait été prise pour Fesch, c'est vraisemblable : il fut, dit-on, jugé

(1) ABRANTÈS, *Mémoires*, I, 379 ; MASSON, *Napoléon inconnu*, I, 169.

(2) LYONNET, *le Cardinal Fesch*, I, 9-18 ; Lyonnet cite une appréciation très élogieuse de Charles Pozzo di Borgo sur Fesch, son condisciple. Nous n'avons trouvé en Corse qu'un document insuffisant pour la confirmer : c'est un *état des étudiants du collège d'Ajaccio et des progrès qu'ils font aux écoles*, d'août 1777 ; Joseph Flaich (*sic*) a la mention : « Bonnes dispositions : suffist progr. (*sic*). » Arch. Corse, série D (1).

(3) IUNG, *Lucien Bonaparte*, I, 19 : « Mgr l'évêque d'Autun lui aurait donné un gros bénéfice et il était sûr d'être évêque. Quels avantages pour la famille !... ; MASSON, *Le Cardinal Fesch prêtre schismatique*, dans « Petites histoires », I, 233.

impropre à une carrière politique ou militaire ; il devait faire avantageusement son chemin comme prêtre dans le pays Corse où le clergé jouissait d'un grand crédit. La famille comptait deux chanoines, l'archidiaque Bonaparte et le curé archiprêtre d'Ajaccio, Don François-Marie Ramolino, et n'entendait pas laisser perdre leurs bénéfices. Reste à savoir, — et la carrière orageuse du futur cardinal impose la question, — dans quels sentiments l'intéressé adhéra à cette décision. Nous n'avons ni témoignage direct, ni confession de Fesch, l'homme le moins porté qui fût à s'analyser et à se raconter. Mais plus tard, il évoquera avec des accents d'une incontestable émotion les « temps heureux où je me consacrais au service de l'Église, et que (*sic*) je résistais à ma bonne mère qui avait entrepris de traiter un mariage au moment où je me disposais au sous-diaconat. Elle m'écrivait en ces termes : Puisque vous me refusez d'avoir des enfants nés de vous et que vous voulez être prêtre, promettez-moi de faire tous les ans de ce jour (c'était la présentation au Temple) ce renouvellement de vos vœux. Oui, je les renouvellerai ces terribles promesses sur un autel consacré à Celui qui fait et donne le vouloir et la force (1)... » — Évêque, il blâmera les vocations tièdes : « J'ai toujours cru, dira-t-il, que les établissements ou le rétablissement des grandes œuvres ne prospèrent que lorsqu'ils sont régis par des hommes de bonne volonté et ceux-là ne sont pas tels qui veulent concilier les liens du sang et de la chair avec les grands devoirs d'une semblable vocation (2). »

Ces paroles rendent un son de sincérité. Fesch assure qu'il eut la volonté personnelle de renoncer à un avenir dans le monde. Notons en passant que c'est la seule allusion qu'il ait jamais faite à sa vie sentimentale. Pas plus avant son ordination qu'après, aucune silhouette de femme ne passe dans sa biographie. Ses pires calomniateurs, — et le cardinal n'en a pas manqué —, l'ont accablé de reproches pour son avidité ; aucun n'a incriminé ses mœurs. Sa correspondance semble déceler une froideur, une aversion instinctive pour la femme. L'ambition a probablement contribué à conduire au séminaire l'adolescent (il avait quinze ans quand il y entra, vingt-deux ans quand il en sortit prêtre), à coup sûr pas les désillusions de l'amour, et il ne dut même pas avoir beaucoup à lutter contre son cœur pour se donner à Dieu.

Il ne faut pas d'ailleurs abuser de l'argument de la vocation impo-

(1) Ce document (lettre de Fesch à un ami, malheureusement sans date ni indication de destinataire) nous avait été communiqué par M. le Chanoine Vanel.

(2) Fesch à Jauffret, mars 1806, *Papiers Fesch*, Archiv. Archev.

sée. Aux côtés de Fesch, ni Joseph, ni Lucien Bonaparte, engagés par leurs parents dans la même filière, ne se laissèrent imposer les ordres : ni les remontrances de la famille, ni l'incertitude de trouver une voie honorable ne les retinrent. Leur oncle au contraire persista. Il passa à Aix, de 1781 à 1786, cinq années coupées de six mois de vacances seulement, dans l'été de 1785. Le régime rigoureux le marqua d'une forte empreinte : la véritable passion qu'il manifesterait, comme évêque, pour les séminaires, nous le prouvera.

« J'ai reçu une éducation ecclésiastique, écrira-t-il en 1805, dans un séminaire où l'on déjeunait avec un bon morceau de pain et un verre de vin. A dîner une soupe, quatre ou cinq onces de bouilli, un fruit et un quart de bouteille de vin. J'ai vécu sept ou huit ans de cette manière, et j'ai toujours remarqué qu'il n'y avait de plaignants que parmi ceux qui étaient bien plus mal chez eux (1). » Faisons la part de l'exagération, inévitable avec le recul du temps, mais admettons que c'est à Aix que le futur évêque contracta les habitudes frugales qu'il garda et imposa à ses proches comme une méthode de formation.

Au travail, Fesch apportait une ténacité, une avidité d'apprendre qui provoquaient, assurent certains biographes, la lassitude des bibliothécaires et la jalousie des camarades. Dans ce petit Corse, désireux de percer, il y a quelque chose qui apparente l'étudiant d'Aix à l'élève de Brienne (2). Très inférieur à son neveu par les facultés intellectuelles, Fesch n'ignore pas cependant la bouillonnante inquiétude qui travaille Napoléon. Est-ce dans le fatras de ses lectures qu'il s'imprégna de la littérature moderne ? Le séminaire n'était point fermé complètement aux courants d'idées du dehors, et certains élèves cédaient à leur attrait. Cependant, c'est plutôt une fois émancipé de la tutelle de ses maîtres, et dans le commerce intellectuel qu'il entretenait avec Napoléon qu'il s'initia à la philosophie du siècle. Il passa son temps au séminaire en étudiant consciencieux. Son effort fut sanctionné par les grades de bachelier en théologie, de licencié et de docteur, décrochés entre mars 1781 et mai 1785. De là date l'essentiel

(1) A Courbon, 11 pluviôse an XIII, *ibid.* Sur le séjour à Aix et le *curriculum* scolaire de Fesch, cf. Vanel, *Deux livres de compte du cardinal Fesch...*, p. 10-11 ; SCHNEIDER, *Kardinal Joseph Fäsch*, in « Basler biographien », III, 1905, p. 76-77.

(2) Son sens des affaires s'éveille déjà. Dans une lettre de janvier 1785, il confie à Letizia que, privé de l'héritage de ses riches parents de Suisse par la conversion de son père, il songe à demander un appui matériel à l'évêque, d'Autun, non point une pension officielle pour éviter de travailler, mais un secours qui lui épargne un abaissement honteux (Bibl. Thiers. Mss Masson 73).

d'une formation tout de même hâtive si l'on songe qu'il ignorait; en arrivant, non seulement les usages de l'Église gallicane, mais presque la langue du pays (1). Il acquit aussi des amitiés qui furent les plus vraies de sa vie, celles des abbés Florens et Eymieu, ses maîtres, à qui il témoigna toujours une sincère gratitude, celles de quelques condisciples, le corse Colonna d'Istria, les provençaux Jauffret et Isoard. La famille de ce dernier le reçut à plusieurs reprises et lui témoigna un intérêt, ensuite étendu aux Bonaparte, qui est incontestablement à l'éloge du jeune Fesch (2).

Au début de 1785, les études du séminariste furent coupées par le dernier voyage en France de Charles Bonaparte. Très souffrant, le père de Napoléon s'arrêta à Aix pour consulter, puis gagna Montpellier. Appelé *in extremis*, Fesch arriva trop tard pour assister son beau-frère : contrairement à certaines traditions, il n'aurait pu l'administrer, n'étant que diacre (3). Ce n'est qu'à la fin de la même année qu'il reçut l'ordination sacerdotale dans la chapelle du séminaire d'Aix, des mains de Mgr de la Gaude, évêque de Vence. Il aurait poursuivi son séjour en France s'il n'avait été rappelé à Ajaccio par la perspective de recueillir l'archidiaconé de Lucien Bonaparte. En juillet 1786, le vieil oncle signait sa résignation en faveur de Joseph Fesch, et celui-ci allait aussitôt à Rome présenter sa pétition directement à la signature du Pape et recevoir l'investiture. Le 3 avril 1787, il était installé dans sa fonction, premier personnage du chapitre, un des premiers du clergé de la ville, car en Corse, dira Napoléon, « être archidiacre, c'est comme d'être évêque en France » (4).

Parvenu rapidement aux honneurs, Fesch n'avait qu'une situation matérielle médiocre. Les biens fonds de la famille, la maison et une vigne, avaient été grevés d'une hypothèque pour faire face aux dépenses du voyage de Rome et du bref pontifical. Les revenus du

(1) L'abbé CATTET, *La vérité sur le cardinal Fesch*, p. 73, mérite d'être cru quand il établit la médiocre culture théologique du cardinal. Nous en aurons plus d'un exemple dans ses notes d'ambassade. Le bon Lyonnet, soucieux de prouver la science de son héros a cette preuve admirable que lorsqu'on consultait Jauffret et Courbon, grands vicaires de l'archevêque de Lyon, « on remarquait que leur opinion ne différait pas de celle du prélat » : ce sont eux, en effet qui, plus tard, comblèrent les lacunes de la formation première de Fesch.

(2) Sur Jauffret, REBOUL, *Un archevêque nommé d'Aix, évêque de Metz, et ses frères* (doc. inéd. importants).

(3) GRASSET-MOREL, *Les Bonaparte à Montpellier*; DU CASSE, *Mémoires de Joseph Bonaparte*, I, 28.

(4) TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 259.

chapitre assuraient à chaque chanoine une rente de 1.100 fr. environ, à laquelle s'ajoutaient pour l'archidiacre 10 écus d'or levés sur la part de ses huit collègues et un supplément de 50 fr. pour dire la messe le jour de la Saint-Marc (1). Le manque d'argent était l'obstacle principal à son ambition de jouer un rôle comme il l'était alors aux rêves de son neveu, le lieutenant d'artillerie. Cependant Napoléon et Fesch étaient les deux espoirs de la famille, ceux qui avaient réussi, et que rapprochait la conscience de leur succès.

Le premier congé que Bonaparte passa en Corse, de l'automne 1786 à l'automne 1787, scella sans doute entre son oncle et lui une intimité que l'éloignement aurait pu distendre. Elle se prolongea dans une correspondance suivie, dont presque tout est perdu et dont nous entrevoyons seulement les thèmes principaux. Le thème familial est le premier. L'archidiacre Lucien vieillit ; Joseph si chatouilleux sur son droit d'aînesse, « se repose assez volontiers sur les autres du soin d'assurer sa fortune » et celle des frères et sœurs (2). Fesch est l'homme pratique, qui échange avec le cadet, dont l'autorité s'affirme, des vues sur l'avenir de chacun des membres de la famille. Il jouit de toute la confiance de Letizia, pour qui il n'est plus l'aîné des enfants, mais un frère écouté, dont les conseils ont et auront toujours un poids immense. Il tient les comptes, veille sur les récoltes, s'afflige de la médiocrité des rentrées. Les discussions d'idées occupent aussi une partie des lettres, « car mes goûts littéraires, dit Fesch, ne s'étaient éteints en aucune façon après avoir quitté le séminaire. » Il avait des prétentions en poésie, et les Bonaparte qui tous avaient hérité de leur père le goût de la rhétorique et, avec des dispositions inégales, taquinaient la muse, lui demandaient parfois des corrections (3). S'il était professeur en poésie, il semble plutôt en philosophie avoir été élève et élève de Napoléon. Un pieux biographe veut que, du séminaire, Fesch ait adressé à Napoléon, au

(1) *Stato dell' ex. capitolo d' Ajaccio*, Arch. Corse, série Q (39).

(2) MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 35. Dans les documents réunis par Masson sur Fesch (Bibl. Thiers ; mss Masson, dossier 73), il y a de curieuses lettres, montrant l'autorité avec laquelle ce jeune prêtre, de 25 ans à peine, parle dans la famille : « Travaillez, mon neveu, à la philosophie, dit-il à Joseph. C'est une science indispensable à votre état. Prenez le goût du travail. C'est alors que vous serez riche immensément dans un pays où l'on n'estime que les présents du cœur et de l'esprit. » Cf. Marcaggi, *La genèse de Bonaparte*, p. 148, 154 ; Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, I, 132.

(3) BARON DE PLANCY, *Souvenirs et indiscretions d'un disparu*, Paris, 1892, p. 260. Des extraits, souvent curieux, de la correspondance de Napoléon avec ses frères et son oncle, sont donnés par DU CASSE, *Supplément à la Corr. de Napoléon*, p. 50-60, et D'HAUTERIVE, *Lettres de jeunesse de Bonaparte* (1789-92), R. D. M., 15 déc. 1934, p. 771 et 786.

moment de sa première communion, des lettres d'une onction pénétrante : en tous cas, devenu archidiacre, il ne soutint pas le ton d'un directeur spirituel. C'est le neveu qui inculqua à l'oncle les grandes leçons des philosophes contemporains : Raynal, Mably et surtout Rousseau, le génial visionnaire qui avait annoncé que la Corse, un jour, étonnerait l'Europe. Fesch n'opposa point les principes de sa croyance et de son état aux impressions reçues du *Contrat Social* ; il le sut bientôt par cœur, et il communia avec le jeune officier dans un enthousiasme où trouvaient satisfaction leur commune passion intellectuelle et leur patriotisme insulaire.

Car, de tous les sujets traités entre les deux correspondants, le plus captivant était bien sans doute la situation politique en Corse. Enfermé dans ses mornes garnisons de Valence et d'Auxonne, Napoléon échafaudait des projets dont le théâtre était toujours l'île natale. Pour se tenir au courant de la vie d'une ville qu'il avait quitté tout jeune, pour y préparer les voies à l'ambition des Bonaparte, sur qui eût-il pu compter, sinon sur l'oncle dont la situation locale était forte, l'information et l'expérience sûres, l'autorité sur la famille incontestée ?

De ces discussions philosophiques, de ces échafaudages de projets préparant l'avenir, l'impression qui se dégage n'est pas celle d'un prêtre brûlant de spiritualité. S'il avait naguère été le jeune lévite, plein des choses du Ciel, qu'ont décrit certains hagiographes, il faut reconnaître qu'en 1789, il n'était qu'un ecclésiastique de vie régulière, dépris de la ferveur du séminaire par le train-train d'une place insuffisante pour son ambition et pour son goût de l'argent, par le souci d'intérêts de famille honorables, mais matériels et assez mesquins, par l'attrait des idées nouvelles que le génie de Napoléon imposait à son intelligence subjugée.

II

La Révolution de 1789 trouvait en Corse un terrain totalement différent de celui qui s'offrait en France. Au début surtout, elle se traduisit par une reprise de ces duels de partis, de ces rivalités de familles et de clientèles dans le cadre de chaque municipalité, qui sont la tradition vivace des pays italiens et méditerranéens.

Les Bonaparte étaient prêts à se jeter les premiers dans un mouvement qui s'inspirait des idées philosophiques dont ils étaient imbus et

ouvrait un vaste champ à leurs rêves de domination dans le « royaume de Corse » (1). Le chef de file incontesté, c'était Napoléon, mais chacun entendait, en se poussant aux premières places, servir les intérêts du groupe, et on n'a certainement pas fait une place suffisante à Fesch dans l'histoire de cet effort collectif. Car l'on devine, plutôt que l'on ne sait, son rôle, qui fut celui du principal informateur de Napoléon, et parfois d'un de ses agents d'exécution. Toute cette *genèse* des Bonaparte est pleine d'obscurités, et l'on ne saurait guère attendre que des traditions ou des documents corses y apportent des lumières nouvelles. Les Bonaparte, dont personne ne pouvait deviner la gloire à venir, n'attiraient guère l'attention. Une noblesse récente, une fortune médiocre ne leur assuraient qu'une influence limitée. Depuis que leur père, Charles, avait abandonné la cause de l'indépendance pour le service de la France, ils étaient suspects aux patriotes de l'île ; protégés de Marbeuf, bénéficiaires des faveurs royales, élevés (à peu près seuls à Ajaccio) dans la langue et les idées françaises, ils étaient aussi peu qualifiés pour prendre la tête d'un mouvement autonomiste que pour se jeter dans les rangs républicains.

Les efforts mêmes qu'ils firent d'abord pour percer les desservirent. Jusqu'au début de 1790, ils ne remportèrent que peu de victoires. Vainement Napoléon, arrivé en septembre 1789, tentait-il, à l'instar de ce qu'il avait vu en France, de provoquer des révolutions municipales à Ajaccio et à Bastia. La seconde surtout n'aboutit qu'à une échauffourée sanglante. Et pour avoir voulu aller trop vite, il se heurtait aux autorités locales, échouait dans la constitution des milices nationales qu'il espérait bien commander, et compromettait tout son élan.

Le 30 novembre 1789, un décret de la Constituante proclama solennellement la Corse partie intégrante du territoire français. L'Assemblée autorisait le retour dans leur patrie des exilés politiques, et du plus grand d'entre eux, Pascal Paoli, idole de ses compatriotes. À côté du héros national, resterait-il aux Bonaparte une chance de constituer un parti à eux ? Sans doute les Corses de l'Ouest, les *Pomontichi*,

(1) « De tous temps les Corses ont été agités par des discussions civiles et se sont partagés en deux partis alternativement oppresseurs et opprimés, » écrivait Monestier, commissaire de la Législative en 1792 (cité par JOLLIVET, *la Révolution en Corse*, p. 113). Sur la tactique des partis et leurs pratiques politiques, cf. le rapport de Volney à l'Assemblée Nationale, dans LUNG, *Bonaparte et son temps*, II, 110, et les témoignages d'historiens corses de Napoléon : CESARI-ROCCA et VILLAT, *Histoire de Corse*, p. 268 ; LORENZI DI BRADI, *La vraie figure de Bonaparte en Corse*, p. 106 et 184.

n'éprouvaient-ils pas pour « le Général » les mêmes sympathies que les gens de Corte et de Bastia. Mais dans la ville même d'Ajaccio, les paolistes avaient la majorité, avec des hommes singulièrement influents, comme le premier propriétaire de la région, Marius Peraldi. Les Bonaparte ne pouvaient leur opposer que des partisans recrutés dans les campagnes, dans les *pieves* d'alentour. Condition fâcheuse pour triompher dans les luttes municipales. Napoléon avait assez conscience du péril — et encore assez d'admiration à l'égard du héros corse pour éviter jusqu'à l'apparence d'un heurt avec les paolistes.

Cependant, avant que Paoli eût débarqué, avaient lieu, en application du décret du 30 novembre, des élections municipales et la formation des gardes nationales.

On vota à Ajaccio dans la semaine du 7 au 17 mars. Trois Bonaparte remplissaient les conditions des citoyens actifs : l'archidiacre Lucien, Joseph, et Fesch. Quoique n'ayant pas l'âge requis, Joseph se fit élire officier municipal et entra à l'Hôtel de Ville avec un certain nombre de partisans : Gio Paolo Meuron, Conti et Gio Gerolamo Levie. Ce dernier fut bientôt élu maire de la ville (1). Ce fut le premier succès. Habilement, les deux frères Bonaparte se prononcèrent contre ceux de leurs compatriotes qui auraient voulu dresser l'Ouest, « l'Au-delà des Monts », contre Paoli. Ils firent partie, en juillet, de la délégation qui accueillit l'illustre général à Bastia. Ils semblaient n'ambitionner que des places secondaires, dans l'administration et les milices, dans le sillage de l'illustre général qu'ils fêtaient avec enthousiasme.

Selon M. Schneider, Napoléon aurait entraîné son oncle dans l'arène politique en lui prouvant que les prêtres avaient le droit d'y descendre. Cette intervention n'était-elle pas superflue ? Les mœurs du temps admettaient fort bien que les ecclésiastiques fussent mêlés à la politique (2). Fesch met sa signature au bas du premier manifeste de Napoléon, une adresse à l'Assemblée en faveur de la création d'une milice

(1) Arch. Corse, série L (23). Sur le mouvement paoliste et les Bonaparte, RENUCCI, *Storia di Corsica*, I, 240-249 ; HARTMANN, *Korsika zur Zeit der französischen Revolution*, p. 82-88 (Hartmann montre très bien qu'on ne peut comprendre la Révolution en Corse si on l'interprète d'après les événements en France, et qu'il faut se placer à un point de vue strictement local ; il donne ainsi la meilleure critique de l'interprétation beaucoup trop systématique de FOURNIER, *Napoléon Ier*, I, 27, sqq.) ; BORLANDI, *Lettere di Pasquale Paoli ed altri documenti sulla Storia di Corsica dal 1790 al 1794*, in « Archiv. St. di Corsica », décembre 1932.

(2) SCHNEIDER, *Kardinal J. Fäsch*, p. 82 ; Volney comptait 1.500 ecclésiastiques dans une assemblée électorale (IUNG, *Bonaparte et son temps*, II, 110). Cf. MASSON BIAGGI, *Napoléon inconnu*, II, 93.

bourgeoise (31 octobre 1789) ; cinq chanoines, sans compter d'autres prêtres d'Ajaccio, en avaient fait autant. Dans les mois qui suivent, les preuves de son activité nous échappent. A la fin de 1790, il apparaît soudain comme officier municipal. Comment arriva-t-il à cette fonction ? C'est ce que le recoupement des Archives municipales, départementales et nationales, fort incomplètes, ne permet pas d'établir.

En tout cas, sa signature figure très régulièrement dans les procès-verbaux du Conseil municipal, après celle du maire Levie, pendant près de huit mois (1), huit mois qui marquent un tournant décisif de sa vie, puisqu'ils coïncident avec l'application des décrets de l'Assemblée Constituante en matière religieuse.

Les réformes ecclésiastiques de 1789 et 1790 devaient provoquer en Corse un bouleversement considérable. Matériellement, le clergé était peu atteint par la vente des Biens Nationaux, car le revenu de ses terres, médiocre en raison de l'état arriéré de l'agriculture, serait compensé par les traitements promis ; de même pour les bénéficiaires des chapitres et des collégiales, qui seraient abolis. Mais moralement, il était diminué. La refonte des circonscriptions ecclésiastiques ramènerait le nombre des diocèses de cinq à un — réduction d'autant plus sensible que, des villes qui prétendaient à la prééminence, Bastia seule conserverait un évêque. L'abolition pure et simple des ordres religieux suscitait une émotion profonde : les couvents étaient nombreux — soixante-dix environ — le peuple très attaché aux religieux qui, les Capucins surtout, avaient une grande influence. Il faut noter enfin que les Corses n'avaient pas les mêmes raisons d'adhérer à la Constitution civile que les Français du continent. L'Église gallicane, fière d'une longue autonomie, pouvait accueillir des réformes ecclésiastiques élaborées en dehors du Saint-Siège ; celle de Corse, malgré les efforts faits depuis la Conquête pour acclimater les libertés françaises, était beaucoup plus étroitement sous l'influence de Rome. Aussi, dès l'été de 1790, les partisans du clergé prenaient une attitude menaçante (2).

(1) Aux élections du 10 mars 1790, Fesch n'est pas entré dans le corps municipal : A. N., F^{ic} III Corse 2 ; Arch. Ajaccio D/1 (Registre des délibérations de 1790) ; cf. ROSSI, *Osservazioni sopra la Corsica*, lib. XIV, n° 30. A partir de janvier, 1791, sa signature figure très régulièrement aux p.-v. des délibérations, jusqu'en août 1791, où elle disparaît : Arch. Ajaccio D/1 (Registre de 1791-92). Arch. Corse, série L (183).

(2) ROSSI, *Osservazioni*, XIV, n° 52 ; RENUCCI, *Storia di Corsica*, I, 319 ; JOLLIVET, *la Révolution française en Corse*, p. 96 ; sur le clergé corse et les libertés gallicanes, v. PEYRE, *la Corse au moment de la convocation des E. G.*, in « Révolution française », 1924 ; VILLAT, *la Corse de 1768 à 1789*, I, 169 et 297 ; CASANOVA, *Histoire de l'Église corse*, t. III.

Si les députés de Corse à l'Assemblée se prononcèrent contre les innovations, sur place, les évêques ne surent pas organiser la résistance. A Ajaccio, Mgr Doria était fort impopulaire : on lui reprochait son avarice, le délabrement de sa cathédrale, et surtout son origine génoise. La population lui avait fait subir de graves avanies. Lorsqu'il apprit le vote de la Constitution civile il quitta son diocèse pour se réfugier en Italie. Ses collègues l'imitèrent, l'un d'entre eux, de Guerres, après une protestation formelle contre le serment. Seul, à Bastia, Mgr de Verclos resta au milieu de son troupeau. Il comptait probablement sur Paoli pour que la religion en Corse ne souffrît pas. Paoli se déroba, et au contraire l'administration entreprit de faire appliquer les décrets sans retard et sans compromission. La désertion des évêques, le silence prolongé de Rome laissaient désarmés les catholiques, dont les yeux se tournaient vers les chefs naturels du clergé, et vers les plus haut placés.

Dans ce moment solennel, l'archidiacre du chapitre d'Ajaccio n'hésita pas à donner le signal de l'obéissance aux décrets.

L'adhésion de Fesch au schisme constitutionnel, depuis longtemps tenue pour certaine, est aujourd'hui établie sur les documents authentiques (1). Il faut en rappeler les circonstances si l'on veut connaître complètement le futur cardinal.

Première étape : la dissolution du chapitre d'Ajaccio, 16 décembre 1790. La municipalité, le maire J.-J. Levie en tête, se transporta dans le chœur de la cathédrale ; « Joseph Fesch, officier municipal étant dans sa stalle archiépiscopale », le chapitre s'assembla. Le procureur de la commune demanda aux chanoines d'adhérer aux décrets du Roi, et de dissoudre leur société. Fesch prit la parole en ces termes :

« Vous nous interdisez, messieurs, au nom de l'auguste assemblée, cet autel sacré sur lequel nous jurâmes d'alimenter ce divin feu de la prière publique qui enivre les fidèles de douceur, et alimente l'esprit de religion. Nos exercices canoniques étaient l'image de la persévérance des saints ministres de la primitive église dans la prière, et dans la piété. Mais si la réalité allait remplacer la figure, si cette discipline primitive allait être restaurée ?.... Si c'est vraiment l'esprit de cette discipline que

(1) L'abbé Cattet a été le premier à démontrer d'une manière irréfutable que Fesch avait prêté le serment, *Défense de la Vérité sur le Cardinal Fesch*, p. 79-83. Le fait avait été si bien tenu dans l'oubli que Mgr RICARD (*le Cardinal Fesch*, p. 27) pouvait encore alléguer l'absence de documents. M. SCHNEIDER (*Kardinal Joseph Fäsch*, p. 84) a publié les pièces essentielles des Archives de Corse.

nous propose l'auguste assemblée, si la simplicité du culte est aujourd'hui rétablie, si les beaux jours de l'église sont sur le point de luire à nouveau..... nous adhérons volontiers aux Décrets Nationaux : que le Chapitre soit supprimé et qu'une ou deux paroisses soient organisées dans cette communauté : que le peuple soit instruit des vrais principes évangéliques, et nous embrassons de tout cœur les lois, qui doivent faire la félicité d'un grand empire. Nous n'écouterons pas les exemples des vains frénétiques qui déblatèrent tant contre la réforme actuelle ordonnée par une assemblée purement civile ; nous, nous ne professons pas pour elle moins de vénération que le clergé de France n'en eut pour les assemblées qui dictèrent les capitulaires de Charlemagne..... Nous n'aurions de remords de conscience, qu'au moment où la religion et les dogmes de la foi seraient attaqués. Alors nous serions inébranlables même en présence des puissances séculières ; alors nous donnerions au peuple l'exemple de maintenir la foi de ses pères, que nous confirmerions de notre sang. Que le Ciel ne permette jamais d'aussi funestes présages ! L'Assemblée Nationale est une source de lumières, elle sent la nécessité d'une religion et ne voudrait pas obscurcir celle de ses peuples — dont la divinité est corroborée par le témoignage de tant de siècles, — pour en introduire une de ses mains. Telle est notre profession de foi, messieurs..... Nous continuerons toujours, messieurs, à servir la patrie. Les paroisses qui se formeront dans cette ville seront toujours assistées par nous sans le signe canonial, nous serons partout où le besoin nous appellera, et nous mériterons ainsi de la patrie et de la religion ».

Sur quoi, le procès-verbal de dissolution fut signé par Fesch, puis par tous les membres du chapitre. .

Deux mois plus tard, le 27 février 1791, eut lieu à Ajaccio la prestation du serment constitutionnel. La cérémonie eut lieu le dimanche d'Oculi, en présence du Conseil général de la Commune et d'une foule nombreuse. « Tous les prêtres fonctionnaires publics et beaucoup d'autres qui ne le sont pas », dit le procès-verbal, étaient là, et jurèrent purement et simplement. Un seul, M. A. Cuneo d'Ornano l'ancien professeur de Fesch, voulut ajouter une restriction à la formule officielle. Cette « cérémonie patriotique et sainte » avait été précédée d'un discours « enfatico e veramente cristiano » — c'est tout ce qui nous en est dit — de l'abbé Fesch, officier municipal, qui jura ensuite le premier, avant le curé de la cathédrale. A travers ce procès-

verbal un peu sec, il apparaît bien que le zèle patriotique de l'ex-archidiacre, première personne morale du clergé à défaut de l'évêque, — ne fut pas étranger à l'unanimité des sentiments et à l'atmosphère où se déroula la cérémonie (1).

Nous n'avons donc qu'un document pour pénétrer les motifs qui poussèrent Fesch à embrasser le parti constitutionnel, dont incontestablement il fut, dans sa ville, l'animateur (2). C'est la seule manifestation oratoire de sa carrière qui nous ait été conservée. Il n'en fut jamais prodigue, et si dans la période révolutionnaire, à Ajaccio, on le tient pour un orateur en vedette, jamais on ne reproduit les termes de ses interventions. Si ce texte fait exception, est-ce simple hasard ? On ne peut se dispenser de constater en rapprochant les dates, que le discours de décembre 1790 fut prononcé à une époque où Napoléon était présent à Ajaccio. En février 91, après le départ de son neveu, Fesch continue à se mettre en avant, mais il est peut-être moins éloquent et moins sûr de sa parole.

Le premier discours en tout cas est très soigné. Il n'est pas dénué d'ampleur, ni de dignité. L'archidiacre se plie aux sommations légales ; il salue l'aube d'une régénération de l'antique discipline, en des termes familiers au clergé patriote de cette époque, mais en défendant la tradition de l'office canonial avec chaleur et comme avec l'aveu d'un regret personnel. Il réfute ceux qui ne veulent voir dans les décrets qu'une intervention abusive de l'autorité civile, tout en protestant très haut que le clergé ne pliera devant aucune puissance, si la foi est menacée. Tant de nuances laissent place à toutes les hypothèses sur les sentiments de Fesch. On peut, si l'on veut, y trouver une protestation contre une contrainte subie dans l'intérêt de la religion et de la patrie ; ou bien, soupçonner des ménagements à l'égard d'un peuple attaché aux formes antiques du culte et la justification plus habile que sincère d'une abdication. L'abbé Rossi se porte garant que dans le camps des assermentés corses, il y eut souvent des pasteurs de conduite et de doctrine aussi irréprochables que chez les non-jureurs : on

(1) Arch. Corse, série L (184) : Procès-verbal de la séance de dissolution du Chapitre d'Ajaccio (26 déc. 1790) ; *Relazione del Guiramento prestato dagli ecclesiastici della Città d'Ajaccio* ; — L (185) : lettre du procureur Liugi Coty au Procureur général syndic du département.

(2) August Fournier parle à tort d'une brochure que Napoléon et Fesch auraient publié ensemble « sur le serment civique des prêtres » (il ne donne ni date ni référence, *Napoléon Ier*, I, 35). Ce ne peut être que le résultat d'une confusion avec le discours que nous citons ; Fesch n'a rien publié.

n'en doute pas, lorsqu'on a étudié ailleurs les débuts de la crise religieuse pendant la Révolution, mais ce témoignage d'un régulier insermenté, contemporain des luttes de partis, est ici d'un poids particulier. Nous inclinerions à nous représenter Fesch en 1790 comme un de ces prêtres patriotes dont la religion sincère est, plus ou moins consciemment, « teintée de philosophisme » (1), si la suite de son histoire ne jetait quelques ombres fâcheuses soit sur la pureté de ses motifs, soit sur la ferveur de sa religion.

De France, Napoléon encourageait son oncle en lui décrivant l'exaltation des patriotes : « J'ai trouvé partout, écrivait-il en rejoignant Valence, les paysans très fermes sur leurs étriers : ils sont tous disposés à périr pour le maintien de la Constitution..... Tous les curés du Dauphiné ont prêté le serment civique ; l'on se moque des cris des évêques » (2). Le témoignage avait du prix. En Corse, les insermentés relevaient la tête ; ils parlaient d'un bref de condamnation lancé par le Saint-Siège contre le serment et communiqué à l'ex-évêque d'Ajaccio, Doria, alors à Rogliano, en Italie. Les constitutionnels rassuraient leurs partisans en démontrant qu'ils étaient couverts par les franchises gallicanes : le Pape n'oserait pas traiter comme schismatique une portion aussi importante de l'Église universelle. Malgré les efforts désespérés de Mgr de Verclos, appuyé par la majorité de la population à Bastia, l'administration du département poursuivait la réunion des électeurs, en vue de nommer le nouvel et unique évêque de Corse. Fesch était, bien entendu, parmi les électeurs influents. Il fit le voyage de Bastia, avec son neveu Joseph. Nourrissait-il pour lui-même des espoirs ? nous l'ignorons. Le scrutin aboutit, le 8 mai 1791, à l'élection d'un chanoine de Bastia, Ignazio Francesco Guasco, digne septuagénaire plein de lumières, depuis longtemps réputé digne de l'épiscopat. Le nouvel évêque désigna aussitôt cinq grands vicaires, parmi lesquels figurait Joseph Fesch (3).

On avait peut-être espéré que le nom de Guasco, — naguère intime de Mgr de Verclos, et que l'on savait jouir de l'estime de Paoli, — ferait l'union des esprits. Mais les Bastiais tenaient ferme pour leur

(1) MATHIEZ, *Histoire religieuse de la Révolution*, p. 28 ; ROSSI, *Osservazioni*, lib. XIV, n° 58.

(2) Napoléon à Fesch, 8 février 1791, dans T. MARTEL, *Napoléon Bonaparte : œuvres littéraires*, I, 229.

(3) *Pièces et documents pour servir à l'histoire de la Corse pendant les années 1790 et 1791*, p. p. l'abbé LETTERON, dans *Bulletin de la Société des Sciences historiques de la Corse*, année 1894, p. 187 sqq. ; HARTMANN, *Korsika zur Zeit...*, p. 129-130. Sur Guasco, PISANI, *Répertoire de l'épiscopat constitutionnel*, p. 333.

ancien évêque. Quand Guasco qui était allé se faire sacrer à Aix par son métropolitain, Roux, revint de France, il trouva la ville en feu : sa maison et celle de l'archiprêtre avaient été pillées par l'émeute. Alors Ajaccio s'offrit à accueillir l'évêque. Le Directoire du District, que présidait Joseph Bonaparte rappela les plaintes de l'*Au-delà des Monts* : les charges n'avaient pas été réparties équitablement entre les villes du département ; puisque Bastia se montrait indigne, Ajaccio, où l'attitude du clergé ne s'était pas démentie, où aucun prêtre fonctionnaire public ne s'était rétracté, demandait à être le siège de l'évêché. L'assemblée de Corte, tenue en septembre, fit droit à cette requête (1). A la fin de 1791, Fesch n'avait sacrifié son ancienne dignité d'archidiacre sous un évêque étranger détesté que pour se retrouver grand vicaire de l'unique évêque de Corse, et un des premiers personnages du clergé nouveau.

Ce n'est pas seulement dans la carrière des honneurs, mais c'est encore dans celle de la fortune que Fesch avait gravi plusieurs échelons.

La législation des Biens Nationaux avait jeté sur le marché, en Corse, une quantité considérable de terres. Seulement la rareté du capital en numéraire retenait, au moins autant que les scrupules, les acheteurs, — malgré la faculté qu'on leur laissait de se libérer en douze ans. Les Bonaparte n'avaient pas une grosse fortune liquide. Fesch cependant disposait de sa pension d'archidiacre (279 francs par trimestre), de son indemnité de conseiller municipal (un millier de francs), et de ses honoraires de grand vicaire (2.000 francs) (2). Il se décida à utiliser cet argent pour la première de ces spéculations où il devait exceller. A la mi-juillet 1791, la municipalité procédait à la vente des biens appartenant à l'ex-chapitre d'Ajaccio. Les vacations avaient lieu sous la présidence d'un officier municipal, qui fut précisément Joseph Fesch assisté de C. Recco, procureur de la Commune, et Liugi Coti, procureur syndic du District. Lorsqu'on étudie les procès-verbaux des ventes, on constate que les premiers acheteurs furent la plupart des gens touchant à la municipalité, et qu'ils obtinrent les lots proposés à des conditions qui ne dépassèrent guère le montant de la mise à prix. Fesch enleva sans surenchères trois lots d'inégale impor-

(1) Le Directoire du District d'Ajaccio au Directoire du Département, 9 juillet 1791. Arch. Corse, série L (184). Sur les troubles de Bastia, voir les « Extraits du Moniteur relatifs à la Révolution en Corse », *Bulletin... de la Corse*, 1911, p. 53.

(2) Arch. Corse, série L (217) ; *Livres de Comptes*, p. 11.

tance : le plus considérable, les terres de Saint-Antoine, maison et église existant sur ces terres, pour 5.500 francs ; la maison Trabachina pour 2.190 francs ; enfin la terre de Vignale « consistant en vigne et coupe de foin », pour 792 francs seulement. Ainsi l'ex-chanoine entraît sans vergogne en possession de biens appartenant au corps dont il avait été le premier dignitaire (1).

Il s'en tint là. Peut-être était-il au bout de ses disponibilités. Même en payant par douzièmes, les sommes déboursées étaient élevées. Les *Livres de comptes* de Fesch portent la trace d'emprunts consentis par ses neveux. Napoléon se trouva fort à propos en Corse à l'automne pour l'aider aux premiers paiements : « A la demande de mon neveu Napoléon Bonaparte, nota l'oncle, je l'ai associé avec moi, de moitié, pour ces acquisitions. Par suite, les susdits biens, je les ai indivis avec lui » (2). Une fois de plus, dans l'histoire des efforts du clan pour tirer parti du mouvement révolutionnaire en Corse, les noms de Fesch et de Napoléon se trouvent associés.

Leurs vies allaient encore se rapprocher. En effet, à peine Napoléon rejoignait-il Ajaccio que l'oncle Lucien mourait au milieu des siens (octobre 1791). Depuis un certain temps, le vieil archidiacre était suppléé dans son rôle de chef de famille par Fesch. Sa disparition rapprocha Letizia de son frère. Le vicaire général vint habiter dans la maison Bonaparte une chambre qu'il meubla assez modestement (3). Il participa aux frais du ménage, réglant certaines dépenses « au compte de la famille » ; surtout il associa ses ressources à celles des neveux dans l'espèce de syndicat qu'ils avaient formé pour la conquête du pouvoir : ainsi il défrayait Joseph de ses dépenses d'auberge dans le voyage à l'assemblée électorale de Corte ; il l'aidait à payer l'impression de ses *Éléments de la Constitution*. D'ailleurs la caisse de la famille était plus à l'aise, car le magot, lentement amassé par le vieil oncle et jalousement caché par lui, constituait un trésor de guerre qui augmentait les chances de succès des opérations futures. Tout cela révélait plus d'entente des intérêts matériels que n'en annonçaient les discours de naguère, brûlants de zèle patriotique et religieux.

En septembre 1791, l'assemblée de Corte, chargée de désigner les

(1) Arch. Corse, série Q (7) ; JOLLIVET, *La Révolution en Corse*, p. 95.

(2) *Livres de Comptes...*, p. 14.

(3) Dans « l'état des pertes supportées par le C. J. Flech », en 1793 (10 prairial an VI), Arch. Corse, série L (526), le total dépasse à peine 10.000 francs. Sur la famille à la mort de l'oncle Lucien : CHUQUET, *Jeunesse de Napoléon*, II, 230.

députés de Corse à l'Assemblée Législative, marqua un arrêt sensible dans cette rapide ascension du clan Bonaparte. Quoique Fesch et Joseph se fussent déplacés tous deux, en dépit de leurs brigues et de la publication des *Éléments de la Constitution*, la candidature de Joseph à la députation aboutit à un échec, tandis que deux ennemis de la famille, Peraldi et Pozzo di Borgo, étaient élus. A peine si Joseph sauva la face en décrochant une place au Directoire du département. Paoli avait manœuvré contre les Bonaparte, car il commençait à se défier de ces intrigants dont il jugeait l'ambition hors de proportion avec l'âge et l'influence.

En un sens, la situation locale des Bonaparte aurait pu être renforcée par l'éloignement d'Ajaccio des deux plus redoutables rivaux, élus à l'Assemblée. Mais d'autre part Joseph, appelé par ses fonctions au Département, devait se démettre de la présidence du District. Et à la municipalité leurs partisans avaient le dessous : Levie abandonnait les fonctions de maire, Fesch ne reparaisait plus au Conseil : nanti des avantages substantiels que lui avait valus son activité politique désertait-il un terrain devenu moins favorable ? ou était-il absorbé par ses occupations de grand-vicaire et de chef des constitutionnels ? Visiblement la fraction assermentée du clergé perdait l'oreille de la population. Les Ajacciens commençaient à « tourner le dos aux prêtres qui avaient prêté le serment » et qu'ils accusaient de vouloir « détruire la Religion ». Au printemps de 1792 se répandirent des copies du monitoire pontifical qui menaçait les jureurs d'excommunication. Dans un bref destiné à l'évêque d'Aléria, Guasco était personnellement condamné et censuré pour son simulacre de zèle, sa prétendue communion avec le Saint-Siège, et ses premières décisions, comme la nomination des vicaires constitutionnels, étaient qualifiées de délits contre la discipline ecclésiastique. Ces textes et d'autres « lettres incendiaires » répandus par les partisans des anciens évêques, rendaient la situation des « intrus » difficile (1). Audacieusement, Fesch fit front à ce déchaînement.

Débordés de leur première position, la municipalité, les Bonaparte regroupaient leurs hommes sur la seconde, le *Club des Amis de la Constitution*. La société patriotique d'Ajaccio, la première fondée en Corse,

(1) Arch. Corse, série L (184) : à partir de juillet 1791, viennent de différents cantons au District des plaintes contre de nombreux prêtres qui se rétractent ; Rossi, *Osservazioni*, lib. XIV, nos 93-100.

s'était donné pour but d'étudier les décrets de la Constituante et de répandre les principes révolutionnaires. Peu à peu, elle avait pris forme d'une véritable assemblée délibérante pesant sur les corps élus. Le président Masseria, les orateurs Abatucci, Meuron et Joseph Fesch, — également membre du Comité de Correspondance, — y représentaient la faction Bonaparte. En matière religieuse, le club était la place forte des jureurs qui, non seulement faisaient l'apologie de la Constitution Civile, mais réclamaient des rigueurs contre les insermentés. Ils visaient surtout les Capucins qui continuaient à vivre dans leur couvent d'Ajaccio, sans avoir prêté le serment ; leur tactique était de faire pression sur la municipalité, au besoin par l'intermédiaire du Département, pour obtenir l'application des lois sur les ordres religieux, fallût-il pour cela braver l'opinion de la ville (1). Quoique nous n'ayons pas le détail des démarches de Fesch, il est bien difficile de ne pas le ranger parmi ces violents que l'on qualifiait de prêtres « scandaleux, hérétiques et schismatiques », et de le laver de l'accusation d'avoir, avec les siens, attisé les discussions religieuses pour provoquer un mouvement révolutionnaire d'où Napoléon serait sorti chef de la ville. Encore une fois d'ailleurs, cette activité coïncide avec la présence de son neveu à Ajaccio. Une fois encore, les audacieux calculs du clan échouèrent : Napoléon fut élu lieutenant-colonel en second d'un bataillon des gardes nationales, mais les scènes d'émeute déchaînées, à Pâques 1792, par le renvoi des Capucins d'Ajaccio, révélèrent une telle animosité contre les patriotes que le jeune officier dut quitter l'île et rentrer en France.

Du continent, Napoléon exhorta les siens, et particulièrement Fesch, à la modération et à un grand secret dans leurs démarches (2). Ces conseils de prudence arrivaient trop tard. Ils indignaient Lucien qui, parvenu, — ou à peu près — à l'âge de la politique, s'annonçait comme le plus bouillant de tous. Et puis, la situation était telle que les Bonaparte, même s'ils avaient misé sur le mauvais parti, n'avaient pas la possibilité de reculer. Les Paolistes les sentaient si bien compromis parmi les violents, qu'ils jouaient, pour les abattre, la carte de la modération. Un classement nouveau des factieux se dessinait : d'un côté les Paolistes

(1) Arch. Corse, Série L (62) et (68) ; Arch. Ajaccio, série D (1) ; ROSSI, *Osservazioni*, lib. XIV, nos 42 et 91 ; RENUCCI, *Storia di Corsica*, I, 344 ; BROWNING, *Napoleon, the first phase*, p. 154.

(2) « Modérez-vous en tout ; en tout vous entendez bien ». Cité par IUNG, *Bonaparte et son temps*, II, 188. cf. CHUQUET, *la Jeunesse de Napoléon*, t. III, ch. I ; MASSON, *Napoléon et sa famille* I, 59.

qui se rapprochaient en particulier de ceux que Joseph appelait le « parti de la superstition » ; de l'autre les Bonaparte qui s'appuyaient sur les républicains avancés et renonçaient à la fiction du dévouement au vieux général. La rupture éclata aux élections législatives de 1792. La désignation des députés à la Convention marqua un sévère échec pour Paoli : ses adversaires assurèrent en particulier le succès de Saliceti, procureur général syndic du Département, et d'Antonio Moltedo. Les Paolistes prirent leur revanche en éliminant totalement les Bonaparte de l'administration départementale : ils eurent le commandement des gardes nationales avec Paoli, et le Directoire, dont Pozzo di Borgo devint procureur-syndic : ce qui, en Corse, pouvait bien être plus important.

A Ajaccio, le nouveau maire était Vicente Guitera, qui avait figuré l'année précédente dans les attroupements en faveur des Capucins : un adversaire déclaré. Le vicaire général Fesch n'était plus en mesure de fournir qu'un très médiocre appoint d'influence. La situation des jureurs devenait difficile : le conseil de Mgr Guasco déplorait qu'ils fussent « abandonnés de tous » ; leurs traitements n'étaient payés qu'irrégulièrement. Ils effectuaient les fonctions du culte, mais dans le désert, tandis que, sans que les pouvoirs publics consentissent à s'émouvoir, de nombreux insermentés officiaient, munis de lettres de confession des évêques émigrés (1). Il est vrai que le Club patriotique groupait encore les antipaolistes qui se proclamaient, en bruyantes motions, « républicains et français toujours » ; mais au printemps de 93, les officiers municipaux entreprirent de contrebalancer son influence par la fondation d'une *Société des Vrais et Incorruptibles amis du peuple*. Les prudents des deux côtés tentèrent de négocier une fusion. On ne put s'entendre et les Paolistes eurent soin de dénoncer au Directoire du Département, comme hostiles à l'union, Napoléon Bonaparte, le vicaire Fesch, François Levie, M. A. Ornano et Nicolas Paravicini, « tous hommes séditeux et incendiaires » (2).

(1) Arch. Corse, série L (188) : lettre de quatre « vice-curati » de la paroisse d'Ajaccio au Procureur Général Syndic : ils décrivent l'évêque Guasco isolé, vilipendé dans le clergé : de fait, en mars 1793 (série L 255), Guasco écrit au Directoire du District des lettres lamentables, où il confesse ses échecs : il n'a pu faire la cérémonie traditionnelle de la bénédiction des Saintes Huiles, faute de la présence des ecclésiastiques de la ville.

(2) Arch. Corse, série L (68) ; cf. MARCAGGI, *La Genèse de Napoléon*, p. 402. Une note p. p. M. KUZICKA, in *la Révolution française*, janv. mars 1931, donne le texte d'une adresse du club d'Ajaccio à Sémonville, qui porte les signatures de Napoléon et de Fesch, le 3 avril 1793.

Le sentiment de représenter le parti français faisait sans doute illusion aux exaltés sur leur force réelle. La protection des représentants Saliceti et Arena était trop lointaine pour les sauver dans un conflit avec ceux qui disposaient des ressorts administratifs et de la quasi-unanimité de l'opinion insulaire. En janvier 1793, la maladroite expédition de Sardaigne faisait éclater à Ajaccio la haine des insulaires contre les Français et leurs partisans. Maintenant on surveillait les Bonaparte comme des traîtres. L'imprudenc e de Lucien mit le feu aux poudres. Avec une délégation du Club patriotique, il s'embarqua pour Marseille et alla dénoncer avec fracas, dans les clubs provençaux, les intrigues de Paoli contre la République. La Convention, émue, décida par un décret du 2 avril que trois commissaires, Delcher, Saliceti et Lacombe Saint-Michel, seraient envoyés en Corse et s'assureraient de la personne de Paoli. Lorsque la nouvelle parvint à Ajaccio, l'indignation se tourna contre l'ancien officier de la garde nationale, Napoléon Bonaparte, qui réussit à grand peine à s'échapper et à fuir (1).

Les trois aînés, Lucien, puis Joseph, enfin Napoléon étant partis, M^{me} Bonaparte se trouva seule avec ses filles et les petits Louis et Jérôme, sous la protection de l'abbé Fesch. Quittant la ville ameutée, le petit groupe se réfugia sur la terre familiale des Milelli (24 mai). Il y parvenait à peine que la populace se ruait sur la maison de la rue Malerba, la saccageait, puis se jetait sur les habitations des Multedo et des Meuron. C'est Fesch qui, d'après certaines traditions de famille, aurait alors montré à Letizia que le salut était vers la côte, où la flotte des conventionnels en mission, guidée par Napoléon, ne manquerait pas de croiser. A entendre Lucien, toujours malveillant, l'oncle au contraire ne fit qu'embarrasser la marche. En tout cas la vaillante mère était capable de faire face seule au danger : elle avait donné la mesure de son énergie au cours de la chevauchée accomplie à travers le maquis, après Ponte Nuovo, en 1769. La petite caravane se mit en marche « par des chemins à peine visibles, impraticables la nuit », encadrée de quelques fidèles hommes des *pièves*, ceux de Bastelica en tête, ceux de Bocognano en arrière-garde. Quelques jours plus tard en effet les fugitifs étaient aperçus par Napoléon qui,

(1) Sur l'expédition de Sardaigne : CHUQUET, *Napoléon et l'expédition de la Madeleine*, in « Cosmopolis », mars 1896 ; sur la rupture avec les Paolistes, IUNG, *Bonaparte et son temps*, II, 254 ; MAGGIOLO, *Pozzo di Borgo*, p. 57 ; BIZARDEL (R.), *Pascal Paoli et Bonaparte*, in « La Révolution française », janvier 1930 ; FRANCESCHINI (J.), *Saliceti et Napoléon*, in « R. Et. nap. », oct. 1930.

dans une médiocre chaloupe, allait les recueillir. La famille reconstituée à Calvi, sous la protection des Français, fut embarquée au début de juin à destination de la Provence (1).

III

En juin 1793, tous les Bonaparte se trouvaient réunis à Toulon. Lamentable situation ! De leurs biens, restés aux mains des Paolistes, ils n'avaient rien emporté et ils allaient connaître le plus complet dénûment dans un pays ravagé par l'insurrection fédéraliste. Du moins les Bonaparte avaient-ils succombé en Corse dans des conditions qui leur permettaient de se poser en victimes de leur attachement à la République et à la France, encore que cet attachement n'eût été chez eux que la conséquence de leur haine contre Paoli. Et Paoli dont ils avaient d'avance dévoilé les intrigues, avouait maintenant son dessein séparatiste, en attendant de faire appel à la flotte de l'Anglais Hood. La Convention allait faire un effort énergique pour disputer le littoral et la Méditerranée, point par point, aux ennemis de la République. Les Bonaparte n'étaient pas gens à laisser perdre le bénéfice de leur position, à ne pas réclamer toutes les protections auxquelles ils avaient droit comme patriotes, à ne pas s'imposer partout où il serait question de la Corse, en profitant de leurs relations avec les représentants de l'île à l'Assemblée.

Un de leurs premiers désirs devait être de se rapprocher d'Aix où ils avaient laissé, depuis les années de séminaire, des souvenirs et des amitiés. Selon le baron Larrey, Fesch et les siens auraient reçu un asile dans la propriété des Isoard. La chose est matériellement et moralement difficile à admettre. La Basse Provence, tout entière aux mains d'un soulèvement qui tournait au royalisme, était enfermée par les armées de la Convention. Des jacobins comme les Bonaparte, un jureur et un intrus comme Fesch, ne pouvaient trouver un accueil dans la famille d'Isoard, toute monarchiste par ses sympathies. Pour comble, en juillet, Toulon passa à son tour à l'insurrection, puis se donna aux Anglais.

(1) *Mémoires de Lucien*, publiés par IUNG, p. 87-95 ; *Journal de Valentine Masuyer*, in R.D.M., 15 août 1914.

Après un mois d'incertitudes passé à la Valette (Var), où l'on vécut tant bien que mal d'emprunts à des amis, d'espérances échafaudées sur les démarches de Joseph à Paris, l'organisation de l'armée chargée de reprendre Toulon apporta des promesses d'amélioration. Napoléon était promu au commandement de l'artillerie. Joseph, nanti d'un titre militaire usurpé et brillant, devint commissaire ordonnateur des guerres de première classe, adjoint au déjà célèbre commissaire Chauvet; Lucien garde-magasin au service des subsistances (1). Fesch suivit l'exemple de ses neveux : mettant dans sa poche son titre de vicaire général, il fut installé garde-magasin au Beausset. La dure nécessité de vivre excusait cette transformation. Que lui servait cette dignité, dans une église alors chancelante même en France ? quel avenir lui assurerait-elle, en admettant une hypothétique reconquête de la Corse ? Le clergé de sa ville natale, qu'il avait si longtemps entraîné, désavouait avec éclat le schisme, puisque tous les constitutionnels, au cours d'une cérémonie solennelle dans la cathédrale d'Ajaccio, rétractaient leur serment, en attendant que Guasco lui-même, abandonnant la partie, rentrât dans le sein de l'orthodoxie (2). Fesch renonça à la fois au costume et à toutes les fonctions sacerdotales : cet abandon devait durer plus de huit années. On aimerait ajouter foi aux anecdotes édifiantes le montrant fidèle à ses pratiques pieuses, à l'esprit de sa vocation sous l'habit laïc, mais le moins qu'on puisse dire est qu'on ne possède aucun moyen de les contrôler (3). Des cérémonies religieuses auront lieu autour de lui, tel en août 1794, le mariage de son neveu Joseph avec Julie Clary ; en juin 1797 le mariage de Pauline avec le général Leclerc, mais ce n'est pas lui qui les célébrera, et nous savons positivement qu'il n'y figurera que comme témoin. Et, à partir de 1796 tout au moins, mué en courtier d'affaires et en homme de négoce, il aura une vie fort peu ecclésiastique. A l'inverse, il n'y a rien à retenir des pamphlets qui le montrent meneur d'un club jacobin ou tenancier d'un tripot de matelots. Outre qu'elles sont très suspectes par leur origine, ces calomnies travestissent sa misère, son manque de dignité si

(1) LARREY, *Madame Mère*, I, 174-224, et II (Append.) ; IUNG, *Mémoires de Lucien*, I, 99 et sq. (Iung signale que le jeune Isoard avait émigré en 1792 pour rejoindre le comte de Provence) ; *Mémoires de Joseph*, I, 54-55 ; CHUQUET, *Jeunesse de Napoléon*, III, 291, et *La Mission de Joseph en Corse en 1793*, in « *Annales Révolution*. », 1908.

(2) ROSSI, *Osservazioni*, lib. XIV, n° 128 ; MAGGIOLO, *Pozzo di Borgo*, p. 76.

(3) LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 55 ; LA ROCHEFOUCAULD-DOUDEAUVILLE, *Mémoires*, I, 203.

Napoléon et le Saint-Siège.

l'on veut, en un avilissement contre quoi proteste son intimité ininterrompue avec sa belle-sœur Letizia dont on sait le caractère (1).

Dans l'hiver de 1793 et pendant toute l'année 1794, Fesch partage les résidences de la famille. C'est Marseille d'abord : on y vit un temps du secours de 40.000 livres, payé le 10 octobre par le représentant Saliceti, en application du décret de la Convention en faveur des réfugiés Corses (2). Les fils aînés s'établissent. Cet étourdi de Lucien se marie au hasard, comme il parle, étalant un républicanisme exalté qui lui attire des difficultés : ne faut-il pas qu'en juin 1794, Fesch aille à Montpellier où il s'est fait arrêter comme suspect, pour le tirer d'affaire, en invoquant la protection de Saliceti et Moltedo ? — Joseph, lui, est plus prudent : Il est aussi mieux servi par un poste solide de commissaire des guerres. Son mariage, à Cuges, avec la riche héritière des Clary (août 1794) est un rayon de soleil pour les siens. Il allie les Bonaparte à une famille aisée, considérée dans la région, d'ailleurs plutôt classée dans le clan royaliste et réfractaire. Napoléon ambitionnera à son tour d'y entrer ; une intimité qui ne se démentira plus s'établira entre M^{me} Letizia et M^{me} Clary.

L'été de 1794 voit la nomination de Napoléon au commandement de l'artillerie dans l'armée du littoral, que l'on appelle déjà armée d'Italie. Letizia et les petits le suivent à Antibes. Fesch va et vient entre Nice, Marseille, Port-la-Montagne, probablement sans trouver le poste stable qui le fixerait. A travers ces pérégrinations, la pensée de la Corse ne le quitte pas. Est-il d'ailleurs un seul des Bonaparte qui envisage l'avenir autrement, un seul qui ne rêve de rentrer dans l'île natale pour tirer vengeance des Paolistes et saisir enfin les premiers rôles à Ajaccio ? S'ils s'intéressent au courageux effort que la Convention poursuit pour reconstituer une flotte, c'est qu'ils espèrent que la guerre maritime commencera par la reconquête de la Corse. Jeanbon-Saint-André, représentant en mission à Toulon, qui les voit de près, écrit brutalement au Comité de Salut Public : « Les Corses. . . . sont bien loin d'être patriotes. Trois partis existent parmi eux — celui des

(1) *Les Confessions du Cardinal Fesch*, p. 5 ; LEWIS GOLDSMITH, *Histoire secrète du Cabinet de Napoléon Bonaparte*, I, 202 ; D'ESCARS, *Mémoires*, p. 155 ; cf. SCHNEIDER, *Kardinal Joseph Fäsch*, p. 124, n. 44.

(2) Reçu signé par Fesch, 10 octobre 1793, Coll. Charavay, n° 83.256 ; J. DE SERVIÈRES, *Les Réfugiés corses à Marseille* ; DE RICARD, *Autour des Bonaparte*, chap. V, « Je dois dire que l'opinion à Marseille ne leur était pas favorable et qu'elle leur a attribué des aventures galantes et même scandaleuses », écrit de Ricard, cousin des Clary ; ASKENAZY, *Napoléon inédit*, in R. D. M., 15 avril 1929, p. 777.

Anglais qui n'est pas à beaucoup près le plus nombreux — celui de Paoli — celui d'un autre chef que l'avenir fera connaître..... Les Corses veulent qu'on les ramène chez eux, et quand ils y seront, ils se proposent de faire le coup de fusil entre eux pour savoir quelle faction triomphera (1). »

L'aube de la revanche n'a pas encore lui. Tandis que le simulacre d'escadre confié à l'amiral Martin pour secourir les républicains qui résistent à Calvi ne réussit même pas à sortir des eaux territoriales, les disgrâces s'abattent sur les Bonaparte. Après le 9 thermidor, Napoléon, suspect de robespierrisme, est momentanément emprisonné ; privé de son commandement, il est mis en congé ; Joseph est radié de la liste des commissaires des guerres : Lucien, dans son médiocre poste de Saint-Chamas, menacé de représailles royalistes. La route de la patrie interdite, la petite colonie rejetée dans la misère sordide à Marseille, Fesch imagine de partir pour la Suisse. Sa famille paternelle nombreuse, riche, qui avait autrefois fondé une institution en faveur des pauvres, refuserait-elle de secourir celui qui portait le nom, le fils de François Fesch ? Fin mai, l'ex-abbé se mit en route, avec quelques hardes sur l'épaule et ses dernières pièces de monnaie. Il remonta la vallée du Rhône, le plus souvent à pied, et, après deux mois, atteignit Bâle, n'ayant en poche qu'un mouchoir rouge et vert, cinq livres, et une lettre de crédit qu'il avait fait établir à Marseille, et qu'il ne trouva pas à négocier. Vagabond déguenillé, ignorant la langue du pays, traité en apostat parce que catholique, il n'inspirait guère confiance. Le frère de son père, le riche pâtissier Werner Fesch, l'éconduisit brutalement ; un cousin, chaudronnier, l'hébergea, mais se lassa vite en constatant l'incapacité de son hôte à trouver un travail adapté à ses facultés. Le souvenir de ces humiliations et de ces souffrances expliquait-il que Fesch, qui ne demandait qu'à jouir « honnêtement et loyalement de sa vie, et passer en tranquillité son existence », se soit, ensuite, montré peu scrupuleux sur les moyens de s'enrichir ? (2)

En tous cas, l'amère expérience rejette l'oncle de Napoléon vers sa famille Corse, à la fortune de qui il sent son sort attaché : « Fesch,

(1) Cité par LÉVY-SCHNEIDER, *Le Conventionnel Jeanbon Saint-André*, II, 1010 — v. *ibid.*, 921, un tableau très vivant de la population singulièrement mêlée qui grouillait alors au Port la Montagne et surtout de la colonie corse qui s'y agitait.

(2) Le récit de ce voyage a été fait d'après les traditions bâloises par SCHNEIDER, *Kardinal J. Fäsch*, p. 90-95. Nous le suivons quoique ce soit la partie la moins fortement étayée de cette étude biographique.

écrit alors le jeune officier à Joseph, paraît vouloir retourner en Corse à la paix ; il est toujours le même, existant dans l'avenir, m'écrivant six pages fondées sur la pointe d'une aiguille, le présent n'est pas plus pour lui que le passé, l'avenir est tout (1). » Tant de persévérance à lutter contre la fortune va être récompensée. Aussitôt après le 13 vendémiaire, Napoléon est nommé général en second de l'armée de l'intérieur. Son premier soin est d'associer à son élévation ses frères et son oncle. Il s'inquiète de faire venir Fesch lorsque celui-ci, informé par la rumeur publique, lui arrive à Paris. Il l'utilise en quelque sorte comme secrétaire, lui passant la plume pour écrire à la famille. Désormais, où que Napoléon parvienne, Fesch sera à ses côtés « dans une bonne position », le plus souvent sans titre officiel, mais toujours casé par affection et aussi en raison de son utilité, c'est-à-dire de sa connaissance des choses de Corse. Car c'est à la Corse que pense le futur général en chef de l'armée d'Italie. Pendant tout l'hiver de 1796 encore, il en fait le sujet de ses lettres à son frère aîné. Si Joseph sous un prétexte quelconque est envoyé à Gênes, c'est « pour tirer de Corse le peu d'épingles qui nous restent » (2). Chaque fois que Napoléon s'adresse à son frère ou à son oncle, il exige des nouvelles sur la situation à Ajaccio. Il faudra les triomphes de Milan et les horizons illimités qui s'ouvriront alors devant le jeune conquérant pour que, peu à peu, la préoccupation de l'île natale s'estompe dans les pensées et les entretiens des Bonaparte. Et à ce moment comment les projets d'agrandissement et de domination en Corse ne repasseraient-ils pas en quelque sorte à celui qui en a toujours été le confident, l'ex-chanoine Joseph Fesch ?

IV

La campagne d'Italie, en même temps qu'elle révèle Napoléon à lui-même et au monde, ouvre aux Bonaparte la voie, si longtemps cherchée, des biens et des places. Tous en sortent possesseurs de fortunes assises une fois pour toutes, sinon complètes. Fesch ne fait pas exception. En deux ans, entre le printemps de 1796 et la fin de l'été 1798, le malheureux aventurier défroqué devient un bourgeois

(1) *Mémoires de Joseph*, I, 141.

(2) *Ibid.*, I, 143 et passim ; *Lettres de Napoléon relatives à la Corse*, p. p. LETTERON, in « *Bulletin de Corse* », 1911, nos 331-33.

nanti, trafiquant habile, propriétaire cossu, amateur d'art à ses heures. Il y aurait quelque candeur à chercher l'origine de son enrichissement dans ses *Livres de Comptes*, muets, et pour cause, sur les rentrées effectuées à cette époque. On est réduit à quelques allusions tardives des contemporains, imprécises, car elles confondent les lieux et les dates, souvent suspectes, et que l'on s'étonne de trouver aussi clairsemées et vagues, alors que les auteurs d'*indiscrétions* sur la campagne d'Italie écrivaient en général dans des circonstances où ils ne devaient avoir aucun scrupule à salir la mémoire d'un Bonaparte. A grand peine peut-on fixer les points de repère essentiels dans cette phase de l'ascension de Fesch.

Fesch ne fut pas, comme on l'a écrit improprement, *commissaire* des guerres. Il ne reste pas trace d'un grade militaire proprement dit conféré à l'ex-chanoine. Barras, dans ses *Mémoires*, le qualifie de garde-magasin à Albenga, puis de *fournisseur*. Il ne faut pas entendre qu'il ait été directement chargé des approvisionnements ou des subsistances, mais plutôt qu'il fut « intéressé dans les fournitures de l'armée (1) ». Napoléon, qui continuait à se servir de lui pour toutes sortes de missions, personnelles ou familiales, tolérait vraisemblablement en échange, avec cette étonnante indulgence qu'il eut toujours pour les tripotages des siens, que son oncle s'associât à quelques-uns des fournisseurs qui gravitaient autour de l'état-major, et procuraient de bonnes affaires aux uns et aux autres. Fesch participa aux affaires de Collot à qui le général en chef n'avait rien à refuser, puisqu'il avait en quelque sorte commandité sa campagne, — et qui, outre l'entreprise des vivres, se chargeait d'opérations accessoires et fructueuses comme la levée des contributions de guerre. Les signatures de Fesch et de Collot figurent ensemble au bas d'un acte qui les montre mêlés à une des plus profitables « confiscations » de la campagne de Lombardie, le sac du Mont-de-Piété de Milan. Le 2 prairial an IV (21 mai 1796), le garde-magasin du Mont-de-Piété délivre « aux commissaires français chargés de les recevoir », le commissaire des guerres Bonal, assisté de Fesch et de Collot, « ayant pouvoir du commissaire du gouvernement

(1) C'est la formule de Miot de Mérito (*Mémoires*, I, 151) très exacte dans son imprécision voulue; BARRAS, *Mémoires*, I, 287-94 et III, 353. Il n'y a aux Archives administratives de la Guerre aucun dossier concernant Fesch, ce qui exclut l'hypothèse qu'il ait eu un grade militaire; il ne figure pas non plus dans les services administratifs de l'armée en 1796 (A. N., AF III, 185 et 190, cf. BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, chap. II). Sur Collot, v. ABRANTÈS, *Mémoires*, t. VII, 422; TROLARD, *De Rivoli à Marengo*, p. 54-163.

en l'absence du payeur général de ladite armée », « ...une partie des effets d'or et d'argent et les bijoux du Mont-de-Piété », — soit vingt-deux caisses (1). En dépit de nos recherches, nous n'avons trouvé aucun autre document qui atteste de façon aussi certaine l'activité de Fesch. Celui-ci suffit à le compromettre en la fâcheuse compagnie du citoyen Collot, — où il se trouve d'ailleurs avec son neveu Joseph, familier du célèbre fournisseur.

Dans l'hiver, Fesch est éloigné de l'armée par une de ces missions honorables qu'il avouait plus tard pour faire oublier les autres. C'est pour la famille. Il va à Marseille arracher l'imprudente Paulette à l'amour éternel qu'elle a juré au beau Fréron. Il la ramène en Italie par Gênes, où tous deux se trouvent au printemps, avec M^{me} Letizia, et aussi avec Joséphine, qui est de son côté en route vers Milan. Est-ce Fesch qui, nouveau mentor, prépare sa nièce au mariage que Napoléon veut pour elle ? L'autorité du frère aîné dispense sans doute l'oncle de longs sermons. En juin, toute la famille étant regroupée à Mombello, près Milan, Paulette épouse le général Leclerc : leur union est bénie par un prêtre italien de la localité (2).

Le même jour (14 juin 1797-26 prairial an V), les *Livres de Comptes* notent que Fesch ouvre la seconde tranche de ses acquisitions foncières en Corse. Il achète pour 12.000 livres la propriété du Pasco à Ajaccio. Moins de deux mois après, il obtient de Joseph qui en était propriétaire, la propriété des Milelli, qu'il paye comptant 15.000 livres tournois. Il a donc d'importantes disponibilités liquides : les avances qu'il fait autour de lui, ses dépôts en banque, à Milan, à Gênes chez Duranti, plus tard en France chez Clary (749.000 livres en l'an VI), sont également éloquentes (3). Enfin, il commence une

(1) A. N., AF III, 185 ; sur le sac du Mont-de-Piété de Milan, AF III 198, dos. 911 ; Felice CALVI, *Vicende del Monte di Pietà in Milano* ; G. GALLAVRESI, *L'invasione francese in Milano* (1796), da *Memorie inedite di don Francesco Nava*, in « Archiv. Stor. Lomb. », 1902, p. 335 ; D. SPADONI, *I Corsi in Lombardia*, in « Archiv. st. di Corsica », avril-juin 1933. Il existe sur les Français à Milan une foule d'études italiennes, mais Fesch n'y apparaît jamais. On doit en dire autant du côté français, dans les innombrables Mémoires qui traitent des *dilapidations en Italie*, BOURRIENNE (t. V, in fine) ; THIÉBAULT (II, 185) ; REDON DE BELLEVILLE, *Notes et Correspondance* ; DUVEYRIER, *Anecdotes historiques*, passim, etc.

(2) MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 189 ; GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 49 ; *Le Directoire et la République de Gênes*, in « La Révolution française », 1903, p. 524.

(3) *Livres de Comptes*, p. 15-17 ; Compte doit et avoir de Fesch chez Clary, Gênes, 13 fructidor an VI, dans Bibl. Thiers, mss. Masson 73.

collection de tableaux, soit qu'il ait vu là une manière de placement, soit qu'au spectacle de l'immense marché ouvert sous ses yeux, il ait conçu un goût de nouvel enrichi pour les objets d'art. Les contributions de guerre levées par l'armée française en Lombardie consistaient non seulement en bijoux ou meubles, mais aussi en tableaux arrachés aux communes ou aux particuliers. Les églises, les bibliothèques, comme l'Ambrosienne de Milan, furent dépouillées. Tandis que ce « transfert » d'œuvres d'art était organisé par le Directoire et tandis que Napoléon en tirait parti pour constituer la célèbre Pinacothèque de Milan, plus d'un trafiquant trouvait des occasions (1). L'offre était abondante. Combien d'officiers étaient prêts à « troquer les dépouilles encombrantes » qui étaient leur part de butin, « contre de plus immédiates satisfactions » ! Combien de collectivités ou de collectionneurs, dans ce pays conquis, si enclin à soûler le vainqueur de ses richesses, de son luxe, de ses femmes, devaient acheter la faveur de l'entourage du tout-puissant général au prix de quelques toiles, sur la qualité desquelles d'ailleurs un collectionneur novice ne chicanait pas ! Point n'est besoin de supposer Fesch spoliateur des églises ou des musées pour concevoir sur les débuts de sa collection de « légitimes inquiétudes » (2). Cependant il n'est que juste de dire que le futur cardinal rapporte d'Italie le noyau seulement de cette galerie destinée à devenir fameuse, dont la véritable période d'enrichissement se place, comme nous le verrons, en l'an IX et en l'an X et résulte d'achats plus réguliers.

Après la dispersion de la petite cour de Mombello et le traité de Campo-Formio, chacun des Bonaparte alla à son destin. Joseph, puis M^{me} Letizia, et enfin Lucien gagnèrent la Corse, où leur retour fut le grand événement de l'année 1797. Mais la mère seule avait à cœur de rétablir la maison et le bien de famille. Les fils ne prirent pied dans la ville natale que pour y trouver le point de départ d'une carrière plus haute.

Six mois n'étaient pas écoulés que Joseph, élu député aux Cinq-Cents, puis nommé ambassadeur du Directoire à Rome, reparaisait en Italie.

(1) BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, p. 621 ; MONGERI, *L'arte in Milano*, p. 331 ; CORBELLINI, *Le Cardinal Fesch collectionneur d'œuvres d'art*, in « la Corse Touristique », mars-avril 1925.

(2) LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, p. 72-74. Les *Livres de Comptes* à partir de l'an VIII, permettent de se rendre compte des acquisitions de Fesch et permettent d'établir que, quantitativement au moins, la galerie devait peu au séjour à l'armée d'Italie (p. 38 sqq.).

Fesch, lui, n'avait pas quitté la péninsule. Il est malheureusement impossible d'y retracer ses déplacements et ses occupations d'homme d'affaires. Les malveillants raconteront plus tard qu'il suivit les armées françaises jusqu'à Rome et à Naples, dans la cohorte de pillards qui s'installèrent et rançonnèrent « les républiques sœurs » (1). Aucun document précis et certain ne le signale cette fois aux armées. Il se peut qu'il ait passé à Rome, sans doute pendant que son neveu y était ambassadeur, et avant la République. Il est certain qu'il eut des contacts avec quelques-uns des diplomates français en Italie, puisque Clarke et Cacauly, en 1803, le traiteront en ami d'ancienne date. Mais Gênes, dans toute cette période, est, si l'on peut dire, son point d'attache, Gênes dont Joseph depuis 1794 avait fait le poste d'observation sur la Corse et le centre des entreprises maritimes des Bonaparte. Presque toujours il agit associé à ses neveux, ou comme leur fondé de pouvoir. Son compte en banque et sa correspondance avec Clary prouvent qu'il faisait retirer pour Joseph des fonds déposés en Sicile, à Naples, Vienne, Livourne; il s'occupait de faire rentrer des traites sur Raymond, Périller, Chanut; il recommandait à Clary de s'adresser « en tout à Haller ». Lucien, ayant obtenu du ministère de la marine des lettres de marque et armé deux navires en course, Fesch se chargea de ses intérêts, comme le prouve un épineux procès où il revendiqua, en l'an VI, devant les tribunaux d'Ajaccio, la prise effectuée par un des bâtiments de Lucien, le corsaire *le Patriote*.

(1) REMACLE, *Relations des agents royalistes*, p. 146 (ce rapport, du 8 octobre 1803, est à la fois très postérieur aux événements et très vague). CANTÙ, dans sa *Corrispondenza di diplomatici della Repubblica d'Italia*, I, 299, parle des acquisitions de tableaux faites par Fesch « de Romains qui quittaient le pays », mais ne donne pas de preuves de sa présence à Rome. Nous avons déjà dit qu'on ne la trouvait signalée chez aucun des mémorialistes de la République romaine. A défaut d'autres indications, nous n'avons que des suscriptions de lettres de Fesch; l'une citée par Campi (*Notes et documents sur la ville d'Ajaccio*, p. 79) prouve qu'il était à Gênes en février 1798, d'autres, dont nous tirons les indications ci-dessus sur les affaires de Fesch —, analysées ou conservées dans les notes de Fr. Masson (Bibl. Thiers, mss. Masson 73) établissent qu'il y était encore en août 1798. Le mois suivant, il s'embarquait à Gênes pour la Corse. Donc le port Ligure fut bien sa résidence principale pendant la période qui correspond à la République romaine. Gênes était le grand marché financier où les « fournisseurs » faisaient leurs opérations, et il apparaît que Fesch fut en affaires avec eux. Sur Fesch « corsaire », v. TALLEYRAND, *Mémoires*, II, 98. La pratique d'armer des bâtiments pour la course était très répandue chez les Corses d'Italie: cf. « Archiv. st. di Corsica », juillet-septembre 1932. Un extrait de lettre de Letizia (Bibl. Thiers, mss. Masson 73) prouve qu'elle ne dédaignait pas de toucher une quote-part des prises des corsaires.

V

Le 22 septembre 1798, venant de Gênes, Fesch rentrait enfin dans l'île natale qu'il avait quittée cinq ans et demi auparavant. Joseph et Lucien, élus triomphalement aux assemblées françaises, avaient laissé Letizia seule. Son frère venait non seulement l'entourer de ses soins, mais, encore une fois, prendre la place de ses neveux, défendre la situation politique du clan. En raison même de leur succès électoral, Joseph et Lucien avaient suscité bien des jalousies dans *l'Au-delà des Monts*, devenu le département de Liamone. Leurs amis occupaient les postes administratifs, mais leurs ennemis ne désarmaient pas. A Ajaccio, l'opposition tenait très ferme, et sans aller jusqu'à miser sur la victoire des puissances coalisées contre la France, recrutait des concours parmi les adversaires de la République et les prêtres réfractaires (1). Comme naguère, la question religieuse était au premier plan. L'institution d'un nouveau serment civique permettait de soulever l'opinion contre les « jacobins ». Les proscriptions qui avaient suivi la mise en vigueur des lois françaises contre les émigrés, et le coup d'état de fructidor, avaient porté au paroxysme l'âpreté ordinaire des luttes entre Corses. L'enjeu n'était rien moins que le droit d'exiler et de spolier les vaincus.

Lorsque Fesch arriva, la faction Bonaparte, décapitée par le départ de Lucien (mai 1798), perdait du terrain. Grâce à l'intervention du général Lafond, commandant la subdivision, l'opposition avait reconquis le Directoire départemental, et les anciens administrateurs, tous amis des Bonaparte, étaient déférés au jury du Var, « prévenus de conspiration contre la sûreté de l'État et d'usurpation des pouvoirs ». On pouvait s'attendre ensuite à une épuration de l'administration municipale et des autorités judiciaires à Ajaccio.

Fesch se constitue animateur du parti en vue des élections proches. Ses ennemis l'accusent sans phrases d'avoir apporté à ses hommes l'appoint des « immenses richesses » ramassées en Italie. Il donne mieux : l'appui de sa personne, et, se retrouvant d'emblée l'agitateur qu'il avait été en 1792, repris par l'atmosphère violente des luttes politiques de la Corse, fait le coup de main, voire le coup de feu. Lorsque

(1) Rossi, *Osservazioni*, lib. XV, n° 124.

les assemblées électorales se réunissent, il provoque des troubles, subornant, assure-t-on, des hommes de troupe pour faire jeter dehors les adversaires, et, si la majorité lui échappe, suscitant des assemblées scissionnaires qui délibèrent au cri de « Vive la République ! vive Bonaparte ! » Il se met si bien en avant qu'il est dénoncé nominativement par le commissaire du Directoire près l'administration départementale, comme « chef de la faction anarchique qui se couvre du nom de Bonaparte (1). » Il serait arrêté si le coup d'État du 30 prairial ne venait, inopinément, déterminer un revirement en Corse : les chefs militaires coupables de trop d'énergie contre les Bonaparte sont relevés de leurs commandements, et les places et l'influence rendues à des patriotes décidés. Le salut vient de Paris (probablement de Lucien). Mais il n'a pas tenu à Fesch que la décision ne fût emportée sur place par les moyens violents. Après cela, il y a quelque ironie dans le tableau idyllique, tracé par l'abbé Lyonnet, de l'attitude édifiante de l'ex-chanoine, toujours fidèle à son état, se mêlant « sans respect humain aux pieuses assemblées catholiques qui avaient lieu dans des oratoires privés (2) ». Si Fesch fréquente des églises, c'est comme président des assemblées scissionnaires qui réunissent dans d'anciens édifices cultuels ceux qui font figure à Ajaccio de Jacobins et d'ennemis de la religion.

Simultanément, Fesch gagne sur les deux tableaux : politique et affaires. La rentrée des « réfugiés » de 1793 a eu pour conséquence l'émigration des paolistes compromis : à Ajaccio, les Peraldi et les Pozzo di Borgo. Leurs biens, saisis, sont mis en vente. Le factotum de Letizia Bonaparte, Braccini, achète pour elles certains lots ayant appartenu à Mathieu Peraldi. Fesch, lui, montre une préférence pour les rachats de biens ex-nationaux. Après être rentré en possession de ses premiers domaines, il arrondit de quelques lopins les propriétés achetées à Milan en l'an V, le Pasco et les Milelli. Les Milelli étaient la terre sur laquelle il fondait le plus d'espoirs : innombrables sont, dans ses papiers, les brouillons et les esquisses de projets d'aménagement qu'il griffonne à leur sujet en l'an VIII. On l'y voit « pendre la cré-

(1) MASSON, *Les Bonaparte et la Corse*, « Rev. Paris », 1^{er} septembre 1904, p. 67-95. Cet article, très important, s'appuie sur une série de pièces qu'on retrouve Bibl. Thiers, mss. Masson 231 : « Papiers relatifs à la révolution en Corse. » Aucune référence d'archives, comme d'ordinaire. La série L des archives de Corse ne fournit rien. On peut seulement compléter Masson par ROSSI, *Osservazioni*, lib. XV, nos 109 à 124 ; RENUCCI, *Storia di Corsica*, II, 104-150 ; MIOT DE MELITO, *Mémoires*, II, chap. I.

(2) LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 75.

maillère » par un dîner donné à soixante personnes, et qui lui coûte 280 francs : ne serait-ce pas quelque largesse électorale (1)? Mais son affaire capitale fut l'acquisition de la *Confina del Principe*, payée 40.000 francs au citoyen Mitouard, négociant à Paris (qui lui-même la tenait de Volney), et aussitôt louée à quatre tenanciers au prix de 4.000 francs par an. Les revenus des placements immobiliers étaient enfin grossis par quelques prêts, dont on hésite à dire si Fesch obligea par là des amis ou refit à son compte le négoce qui avait fait autrefois le magot de l'archidiacre Lucien.

Le patrimoine de l'ex-vicaire général se trouvait considérablement augmenté. Il ne cessera plus désormais de l'agrandir de tout ce que les siens, peu à peu, abandonnent, car alors que les neveux, possesseurs de domaines princiers en France, se détacheront de la Corse, c'est seulement dans l'île natale que Fesch sera propriétaire terrien. Dans les six années qui vont venir, il rassemblera entre ses mains tout ce que détenaient les différents membres de la famille : quelques terres que Lucien avait de l'héritage paternel (novembre 1799) ; maisons rachetées à Élisa (janvier 1800) ; surtout la « maison de l'évêque » que Joseph avait acquise comme bien national, et qui devait former l'élément le plus sérieux du legs que le Cardinal fera à Ajaccio. Pour gérer tout cela, un homme d'affaires, son « cher Braccini », a tous ses pouvoirs. Fesch le double ensuite du cousin Ramolino, lorsque celui-ci regagne la Corse, en l'an IX. Et il a encore des courtiers, comme Conti et Ucciani qui lui signalent les bonnes affaires. A Marseille, Rollier, un demi-compatriote, futur intendant de Madame Mère, se charge soit d'acheminer la correspondance, soit de procurer les matériaux dont on a besoin sur place pour les constructions et les transformations. Avec ces agents Fesch va, pendant l'an IX et l'an X, poursuivre un plan d'extension de ses domaines où semblent se combiner son intérêt personnel et celui de la ville d'Ajaccio dont il pressent et pousse l'embellissement. Les détails n'apparaissent pas clairement dans les débris des lettres, qui subsistent seuls, mais on voit qu'il s'agit d'acquérir dans la direction du Diamant et du Casone, où la ville va s'étendre, des terres qui prendront de la valeur et où l'on bâtira de beaux édifices (2).

(1) Arch. Corse. série Q (7) ; Arch. Rh., 1 F 130 ; *Livres de Comptes*, p. 15 ; — cf. MARCAGGI, *Le souvenir de Napoléon à Ajaccio*, p. 86 sqq. — Sur la *Confina del Principe*, MASSON, *Napoléon inconnu*, II, 339.

(2) Nombreuses lettres à Braccini et à Ramolino, de la fin de l'an VIII à l'an X dans Arch. Rh., 1 F 130. On peut les compléter par Bibl. Thiers, mss. Masson 73

Les derniers achats et les projets que nous venons de signaler sont postérieurs au retour de Fesch sur le continent. Mais il convenait de les rapprocher des précédents pour montrer l'importance, dans sa vie, de ce second séjour en Corse, qui devait être le dernier. En juin 1799 en effet, M^{me} Letizia et Fesch, secouant en quelque sorte la poussière de leurs souliers sur l'ingrate patrie, encore hostile aux Bonaparte, rebelle au prestige du vainqueur d'Italie et d'Égypte, s'embarquaient pour la France ; on les eût bien surpris, l'un et l'autre en leur disant que ce départ était définitif, et qu'après avoir restauré avec sollicitude la *Casa Bonaparte*, ils ne devaient plus y vivre (1).

Par petites étapes, le frère et la sœur gagnèrent Paris. En Provence, ils revirent les amis fidèles, les Clary, Rollier ; Fesch fit forces acquisitions destinées à compléter l'équipement agricole de ses propriétés. A la mi-juillet, ils descendaient chez Joseph, rue du Rocher. Le 16 mars 1800, Fesch achetait une maison située rue du Mont-Blanc, au coin de la rue Saint-Lazare, dans le quartier à la mode. Cet immeuble fut bientôt son orgueil : il ne cessa, au fur et à mesure de l'accroissement de ses dignités et traitements, de le mettre en état, de le remanier, de l'agrandir, jusqu'à en faire un palais valant dix fois son prix d'acquisition (2). Bien entendu, il ne se séparait pas de sa sœur qui s'installa chez lui et avec qui il fit ménage commun. L'année suivante fut remplie « par les projets et les soins de l'installation, l'achat de mobilier et de l'argenterie, le choix des tentures et des glaces, le placement des derniers tableaux de sa galerie », sur quoi nous sommes renseignés à merveille par les notations minutieuses des *Livres de Comptes*. L'impression qui se dégage de leur lecture est, au dire du biographe qui les a publiés et qui juge Fesch sans excès de bienveillance, celle d'un bourgeois à son aise qui « se tient à l'écart

(analyse des archives Frassetto-Braccini). Sur Rollier : « Il avait la réputation de l'homme le plus probe, dit M^{me} D'ABRANTÈS (*Mémoires*, V, 547), et méritait cette réputation : c'était un *bonnête homme* ».

(1) La date de départ de Fesch est certaine : 24 prairial an VII (juin 1799), cf. *Livres de Comptes*, p. 32. Ainsi se trouve ruinée l'anecdote, qui eût été amusante, de Bourrienne : Fesch, lorsque son neveu Napoléon, revenant d'Égypte, fit relâche à Ajaccio, aurait consenti en rechignant et à un taux usuraire, un prêt au futur auteur du Coup d'État. Cf. BOURRIENNE, *Mémoires*, III, 12 ; BARBAUD, *Le retour d'Égypte, escale à Ajaccio*, in « Rev. Et nap. », nov. 1922 ; *La maison Bonaparte à Ajaccio*, eod. loc., janvier et juillet 1924.

(2) En 1809, Fesch déclara avoir payé l'immeuble 136.000 francs, y compris les frais, et y avoir dépensé plus d'un million. A. N., F. 19 1904, cf. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, II, 331 et IV, 200.

des scandales grossiers et des intrigues trop affichées ; il fréquente toutefois beaucoup les salons officiels ; il assiste aux fêtes et aux bals qui s'y donnent ; on l'aperçoit dans les lieux où s'amuse la jeunesse dorée, à Frascati, au pavillon de Hanovre ; il dîne au restaurant à la mode. Il ne dédaigne pas les élégances de la toilette ; il commande ses cravates de fine baptiste chez la Godin, rue Montmartre ; il veille à la forme de ses bas de soie. Il ne méprise pas de s'asseoir à une table de bouillotte ou de reversi et il enregistre ses pertes sans mauvaise humeur ; à certaines décades, elles montent à 600 francs. Sa passion dominante, c'est le théâtre ; il y consacre, à peu d'exceptions près, chacune de ses soirées, et indifféremment il s'offre les spectacles les plus variés de fond et de forme, soit seul, soit aux côtés de sa sœur et de ses nièces, Pauline et Élisabeth (1). »

Il ne faut pas oublier l'autre passion, celle du collectionneur. Disposant maintenant du cadre nécessaire à une galerie, il fait venir de Marseille où elles étaient en dépôt, sept caisses de tableaux jusque-là réunis. Et il se met en chasse pour accroître ses richesses, tableaux, livres, bronzes et bibelots. Le bouleversement des fortunes obligeait d'anciens riches à faire de l'argent, et l'intransigeance de la mode, sous l'influence des doctrines de David et de la vogue de l'antique, jetait sur le marché des œuvres rares des écoles septentrionales, et des primitifs. Dans cette quête, Fesch, guidé par ses experts, un obscur peintre de Marseille Henri Sublet et le marchand de tableaux Le Brun, alla souvent au hasard, mais bénéficia des circonstances et de son absence même de doctrine et d'exclusivisme.

Toute cette vie mondaine n'a pas réussi à tirer Fesch de l'obscurité et son nom n'apparaît pour ainsi dire jamais chez les mémorialistes de la fin du Directoire et du Consulat. Il ne semble pas qu'il ait brillé beaucoup dans les salons, malgré l'apprentissage qu'il put faire dans celui de son neveu Joseph, qui se piquait de réunir l'aristocratie intellectuelle du temps. On peut, si l'on veut, trouver un argument en faveur de la simplicité et de la correction relative de ses habitudes dans le silence de ses contemporains, peu prudes et peu charitables pourtant, mais qui ne prêtèrent aucune attention à ce médiocre personnage et ne surent rien de lui quand le destin le tira de l'obscurité.

L'avènement de Napoléon, loin de lui valoir, comme à Joseph et à

(1) VANEL, *Fesch et Mme Letizia aux eaux de Vichy*, « Bull. hist. dioc. Lyon », oct. 1932 ; *Livres de Comptes*, passim.

Lucien, une charge brillante qui le mît en vedette, sembla plutôt d'abord le confiner au cercle étroit de ses préoccupations de propriétaire. Le Premier Consul était-il encombré de cet oncle qui, sur la scène politique française, ne pouvait plus jouer les utilités comme sur le théâtre exigü d'Ajaccio ? Toujours est-il qu'il l'affecta en quelque sorte aux relations avec la Corse. Fesch dans ce domaine est le conseiller écouté de son neveu. Une sorte de ministre des Affaires corses. Dès le mois de brumaire an IX, il établit une série de copieux mémoires en réponse à un questionnaire que Bourrienne a été chargé de lui adresser sur les « mesures à prendre pour la Corse florissante ». Il correspond avec l'ingénieur en chef de l'île qui lui soumet les plans de travaux publics. Il est consulté sur les sujets propres à figurer dans les nominations aux tribunaux (1). Miot de Mélito, envoyé en mission extraordinaire dans l'île, se plaint d'être contrecarré par l'oncle du Consul. Peut-être celui-ci en veut-il à Miot d'empiéter sur ses attributions, de lui prendre les plans qu'il faisait pour le bonheur d'Ajaccio. Car ces plans sont à lui. C'est lui qui a suggéré la plupart des mesures que les Corses mettent encore à l'actif de Napoléon : destruction des remparts, établissement de boulevards et de places, adduction d'eau, création d'un hôtel de ville, d'un lazaret. Fesch établissait même, avec un devis détaillé, le projet d'un « collège », qui ne devait être réalisé qu'après sa mort et grâce à ses libéralités. Il s'inquiétait de rendre à la ville son ancienne prospérité économique : sachant les bénéfices qu'elle tirait autrefois de la pêche du corail, il jetait les bases d'une « Compagnie pour la pêche du corail sur les côtes d'Afrique », à laquelle Rollier et Saliceti devaient s'intéresser (2).

« Je désire bien votre retour, écrivait Fesch le 2 germinal an IX (23 mars 1801), à Lucien. Je pourrais alors partir de Paris, sans le chagrin de laisser ma sœur sans personne qui lui donne des soins particuliers. Mille raisons m'engagent à m'en aller à Ajaccio » (3). Il nourrit donc le projet de retourner dans la petite patrie, désertée par les siens.

(1) *Mémoires de Joseph*, I, 239 ; MIOT DE MELITO, *Mémoires*, II, 8.

(2) Arch. Rh., 1 F 120 (projets minutés par Fesch) ; 1 F 121 et 123 (mémoires émanant de Corses ou de fonctionnaires dans l'île sur ce qu'il faudrait faire pour le pays) ; 1 F 143 à 150 (recueils Soulavie) ; 1 F 138-139 sur la compagnie du corail (cf. J. CAMPI, *Notes sur Ajaccio*, p. 97). Comparer les projets de Fesch avec les réalisations de Napoléon, ou les intentions qu'on lui attribue : MARCAGGI, *Napoléon et la Corse*, in « La Corse touristique », sept. 1930 ; *Les plans d'extension de la ville d'Ajaccio*, eod. loc., sept. 1931.

(3) LARREY, *Madame Mère*, I, 308.

Il est bien, comme il signe tout uniment en adressant à Chaptal une lettre d'affaires, « Fesch d'Ajaccio ». Rien n'autorise à représenter l'ex-vicaire général, en proie à tant de soucis matériels, s'intéressant auprès de Napoléon à la restauration du culte catholique, favorisant de ses consultations et de ses bons offices les négociations religieuses avec Rome. Le Concordat, pensée et œuvre du Premier Consul seul, surprit l'oncle Fesch dans la quiétude de sa vie douillette, où ses livres de comptes l'accompagnent, — indiscutable témoignage —, jusqu'au début de l'an X, à la fin de 1801.

VI

Le retour de l'ex-abbé Fesch à l'état ecclésiastique s'est effectué un an après la signature du Concordat, au cours de la première moitié de 1802, dans des circonstances qui restent entourées d'obscurités.

La rapidité de sa conversion permet de discuter sa sincérité personnelle.

La rareté des documents fait douter de la régularité de sa réconciliation.

Rapidité des événements. Le 25 avril 1802 Fesch, tout occupé de son installation de Paris et de ses affaires de Corse, écrit à Murat : « Je devais partir pour la Corse, mais le Premier Consul me retient encore. J'espère qu'à la fin de la semaine je serai en route. » Le 25 juillet, un arrêté consulaire nomme l'abbé Fesch archevêque de Lyon; le 15 août suivant, le légat Caprara le sacre à Notre-Dame (1). En trois mois Fesch est revenu non seulement à ses convictions anciennes, mais à sa vocation, pour y bénéficier d'ailleurs d'une promotion anormalement rapide.

Cette transformation, a-t-on dit, avait été préparée par une évolution d'idées remontant à 1795 : il se serait alors dépris des idées des philosophes qui l'avaient grisé, pour revenir à son idéal de jeunesse. Au début du Consulat, il aurait eu des relations avec les prêtres réfractaires et aurait assisté à leurs offices, au vu et au su de ses neveux, qui le raillaient, et de sa sœur, qui l'encourageait (2). Que Fesch

(1) Fesch à Murat, *Lettres et papiers de Murat*, édit. Le Brethon, III, 935 ; AULARD, *Paris sous le Consulat*, III, 206, 209.

(2) SCHNEIDER, *Kardinal J. Fesch*, p. 99 et 101.

ait éprouvé des inquiétudes, on y consent. Si la fortune veut que nous ayions conservé de lui plus de colonnes de chiffres que de confidences personnelles, il est cependant plausible qu'un affairiste éprouve la nostalgie d'un autre idéal et, au milieu de ses occupations avoue à un ami le vide de son âme.

Mais on cherche les faits d'où résulterait son rapprochement progressif des insermentés. Deux actes bien datés établissent sa présence, le 18 janvier 1800 au mariage, purement civil, de Caroline avec Murat, et le 3 janvier 1802 au mariage de Louis et d'Hortense béni par le légat Caprara : entre les deux, rien. Une tradition veut que précédemment ses trois nièces aient reçu communion et confirmation de l'évêque constitutionnel Royer, ce qui ne montrerait pas une bien grande aversion pour les assermentés chez Letizia, ni chez Fesch son conseiller (1).

Il faut donc que l'inquiétude de sa conscience soit devenue assez forte pour amener en quelques mois l'ex-abbé à franchir le pas qui sépare le regret de la foi perdue d'un retour sincère à la vocation primitive. Ou bien qu'il ait subi une influence extérieure décisive. Depuis longtemps on sait que l'instrument de sa conversion fut l'abbé Émery. « Monsieur Émery », comme on appelait l'ancien supérieur de Saint-Sulpice, était alors la conscience vivante du clergé français, l'autorité que consultaient les évêques eux-mêmes dans les cas épineux de théologie morale qui foisonnaient après la tourmente révolutionnaire. Fesch, sous sa direction, fit une retraite à Issy avant d'être élevé au siège de Lyon : malheureusement la date de cet événement est impossible à fixer d'une manière précise.

La rareté des documents est l'obstacle où se heurte ici l'enquête. On ne possède guère qu'une lettre d'Émery à son disciple Jauffret, plus tard évêque de Metz, et dont le texte autographe est dans les papiers de ce dernier (2).

« Il m'est venu une pensée que je me hâte de vous communiquer Monsieur, et qui dispensera M. F. d'aller au légat et de lui demander aucune absolution et qui par conséquent ne livrera rien à la discrétion de cette Éminence et de ses officiers. Il n'y a que l'absolution des

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, publiés par HANOTEAU, I, 115 ; MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 319 et 418 ; C^{te} DE SEYSSSEL, *Royer, évêque... de l'Ain*, in « Bulletin Gorini », juillet-oct. 1911.

(2) Nous le donnons d'après les archives du Grand Séminaire de Metz ; une copie se trouve dans les *Papiers Emery* aux Archives de Saint-Sulpice. T. V, fo 5166.

évêques qui soit réservée au Pape. Ainsi M. F. peut être absous par son évêque qui est ici. Quoiqu'il n'ait pas encore pris possession de son siège, je le crois très autorisé à absoudre ceux de ses diocésains qui sont à Paris. Il y a plus encore. Je crois qu'en raison du domicile que M. F. a depuis longtemps à Paris, l'archevêque de Paris ou ses grands vicaires peuvent l'absoudre. Puisque donc vous assurez qu'il est soumis à tous les jugements du Saint-Siège sur la constitution civile du clergé, je l'absous de toutes les censures et le dispense de toutes les irrégularités qu'il aurait encourues. La pénitence canonique consistera à dire une fois les sept Psaumes pénitentiaux, le reste sera réglé par son confesseur dans le Tribunal de la Pénitence. Mais faites joindre à mon absolution celle de Mgr l'évêque d'Ajaccio qui sera encore plus authentique, *jus juri addendo*. Moyennant cela il n'aura aucun besoin des actes du légat et si, dans la suite, il convenait qu'il parlât de son serment et de l'absolution qu'il en aurait reçue, il dirait qu'il a été absous et par son évêque propre et par l'archevêque de Paris sans articuler aucune époque. Cette époque pourrait se rapporter à cinq ou six ou sept ans en arrière. Voilà la pensée que je crois devoir vous communiquer. »

Émery.

« Jeudi matin. — Si vous croyez devoir conférer avec moi sur ce point important je suis ici toute la matinée. »

Deux questions se posent immédiatement : M. F. est-il réellement l'ex-abbé Fesch ? Si oui, doit-on considérer comme valide la rentrée dans l'orthodoxie du futur archevêque ?

Ceux qui ont eu connaissance de cette lettre les premiers l'ont appliquée sans hésitations à Fesch (1). Nous ne croyons pas qu'on puisse contester cette attribution. Jauffret, qui apparaît ici comme l'intermédiaire de la négociation, fut le camarade de séminaire de Fesch à Aix. Si l'oncle de Napoléon, très peu liant et confiant par nature, chercha conseil, il est naturel que ç'ait été d'abord auprès d'un ami d'ancienne date plutôt que directement auprès d'Émery qu'il ne connaissait pas. La suite des relations entre ces trois hommes montrera quelle situation de confiance Jauffret eut à côté de Fesch redevenu prêtre, comme pour guider ses démarches ; et quel ascendant Émery prit d'emblée sur le futur archevêque, ascendant qui s'explique si l'on admet qu'il l'ait aidé dans une heure critique.

(1) CATTET, *Défense de la vérité sur le Cardinal Fesch*, p. 78 ; VANEL, *Le Cardinal Fesch et les Sulpiciens lyonnais*, in « Université Catholique », avril 1905.
Napoléon et le Saint-Siège.

M. F., diocésain de l'évêque d'Ajaccio (Mgr Louis Sébastiani était en effet à Paris au printemps de 1802, et n'avait pas encore pris possession de son siège), pourvu d'un domicile à Paris, ressemble bien au propriétaire de la rue du Mont-Blanc. Les précautions minutieusement combinées pour faire supposer une absolution ancienne, pour éviter une indiscretion du légat, disent qu'il ne s'agissait pas d'un pénitent quelconque mais d'un personnage qui était dans une situation de nature à souhaiter et à obtenir le bénéfice d'une discrétion exceptionnelle.

Conférée à Fesch dans ces conditions, l'absolution était-elle valide ? Frédéric Masson, qui d'ailleurs n'a pas eu connaissance du texte de la pièce que nous citons (1), l'a nié avec violence. Fesch, dit-il, avait pris une part notable au schisme ; il avait fait des actes publics et retentissants d'assermenté : admettre que sa réconciliation pouvait être secrète serait « contraire à tout ce qui est la doctrine de l'Église et l'affirmation de l'histoire ». Or non seulement Fesch n'eut point de rétractation publique à faire, mais dans le procès canonique que le légat instruisit avant de préconiser le nouvel archevêque de Lyon, tout fut combiné de manière à taire son ancien serment : les deux témoins appelés, l'évêque d'Ajaccio Sebastiani et celui de Nice Colonna d'Istria (qui étaient deux Corses), affirmèrent « la rectitude de sa conduite et l'excellence de sa doctrine », sans se permettre aucune allusion à ses écarts antérieurs.

Sur un point, Masson a gain de cause : il y eut collusion, selon son expression, entre Émery, les deux évêques Corses et les Bonaparte pour que Rome fût tenue dans l'ignorance des conditions de la réconciliation. Cela, la lettre d'Émery l'établit, en mettant d'ailleurs hors de cause le légat Caprara : on a cherché les moyens de se dispenser d'aller, non seulement au Pape mais même jusqu'à son représentant à Paris. Mais ce n'était point là une comédie entachant d'invalidité l'absolution. La doctrine de l'Église, sur quoi Masson tranche à la légère, était claire : « Il n'y a que l'absolution des évêques qui soit réservée au Pape », dit Émery. Après le Concordat, la réconciliation du clergé de second ordre relevait du pouvoir épiscopal seul (2) : on en trouve la

(1) MASSON, *Le Cardinal Fesch prêtre schismatique, Petites histoires*, I, 244. Malgré la polémique qu'il avait soutenue avec l'abbé Vanel, in « Salut Public de Lyon », 21 et 14 juin 1910, Masson avoue n'avoir pas lu la lettre de M. Émery.

(2) BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire du Rétablissement du Culte*, p. 259 ; MÉRIC, *Histoire de M. Émery*, II, p. 302.

preuve dans la variété des méthodes adoptées dans chaque diocèse par l'Ordinaire, à qui le légat laisse une grande latitude. Or Fesch, tout vicaire général d'un intrus qu'il ait été, n'était qu'un ecclésiastique de second ordre. Les conditions de sa réconciliation pouvaient être, moyennant la profession de soumission aux jugements du Saint-Siège sur les affaires de France, arrêtées soit par l'évêque d'Ajaccio, soit par l'Ordinaire du diocèse où il résidait. Émery, qui en qualité de grand vicaire de Paris, avait opéré d'innombrables réconciliations, en fixait les conditions ainsi qu'il suit : il exigeait la rétractation devant plusieurs témoins, la signature d'un registre où était inscrite la formule de soumission ; puis il laissait les pénitents un mois à la communion laïque, à moins que leurs dispositions ou des besoins urgents permissent d'abréger cette épreuve. La formule de repentir attribuée à M. F. est formelle : « il est soumis à tous les jugements du Saint-Siège sur la constitution civile du clergé ». Les témoins : nous les entrevoyons, du côté de Jauffret ou des compatriotes Corses ; la signature : qu'on ne la retrouve pas, la volonté de tenir le passé secret l'expliquerait, sans même avoir à invoquer la disparition des registres parisiens (1). Signalons enfin dès maintenant que ces conditions sont exactement, et trait pour trait, celles que Fesch mettra à la réconciliation des constitutionnels qui s'adresseront à lui lorsqu'il sera évêque ; on comprendra qu'il les impose à d'autres, si ce sont celles qu'il a subies lui-même.

Il est donc faux que le « cardinal Fesch » ait été « prêtre schismatique », que d'inavouables complaisances lui aient permis de rentrer irrégulièrement dans l'Église. Prétendre qu'il y a eu comédie, ce serait porter soit sur la probité, soit sur la clairvoyance de M. Émery, qui, de toutes façons, fut le répondant moral du futur archevêque, un soupçon que dément tout ce que l'on sait du caractère du vénérable Sulpicien et de sa conduite antérieure (2) ; ce serait se condamner à ne rien comprendre des actes de Fesch après son intronisation. L'ex-abbé est rentré dans le bercail orthodoxe par la porte dérobée, mais canoniquement. Il est vrai qu'il a bénéficié d'un traitement de faveur que ne méritait guère son passé : on peut s'en scandaliser ; s'étonner outre

(1) DELARC, *L'Église de Paris pendant la Révolution*, III, 327.

(2) Pour étayer sa thèse, Masson va jusqu'à avancer qu'Émery lui-même avait prêté le serment, ce qui est confondre le serment constitutionnel avec les serments postérieurs de 1795 et de 1799, dont Émery établit la licéité, avec d'autant plus de force qu'on savait très bien qu'il avait refusé celui de 1791 (MÉRIC, *Histoire de M. Émery*, I, 436 et 462 ; MONVAL, *Les Sulpiciens*, p. 76).

mesure serait pharisaïsme ou ignorance : l'histoire offre d'autres exemples de complaisances accordées aux grands de ce monde. Il est possible qu'il n'ait consenti à faire le pas définitif qu'avec l'assurance d'être entouré de ces prudences inusitées, que lorsqu'il sut le peu que sa démarche lui coûterait et la haute dignité qu'elle lui rapporterait. Mais de sa sincérité personnelle, l'historien, qui n'a pas à se faire juge des intentions, ne peut trancher avec certitude.

La réalité de la « conversion » de Fesch ressortira de ses effets permanents, c'est-à-dire de son attitude comme prêtre, lorsqu'il reviendra à l'esprit de son état, après une vie aussi mouvementée que le fut la sienne jusqu'à sa trente-huitième année.

CHAPITRE II

FESCH ARCHEVÊQUE ET CARDINAL

- I. — LE DIOCÈSE DE LYON EN 1802. — État des esprits : les réfractaires sont divisés en intransigeants (le Conseil Linsolas) et en partisans de la conciliation (l'abbé Courbon); les constitutionnels privés de chefs gardent de fortes positions. L'administration de Mgr de Méroville (floréal an X-frimaire an XI, mai-décembre 1802). — Son échec.
- II. — FESCH PREND POSSESSION DE SON SIÈGE. — L'administration prépare la voie à l'archevêque. Napoléon mande à Paris les prêtres de Lyon et les harangue. Il met son oncle en garde contre les réfractaires. — Fesch effectue la réunion des deux clergés : il exige des constitutionnels une rétractation formelle, mais il est impitoyable pour les insoumis des deux partis. — Circonscription des paroisses et nominations. — Reprise de la vie religieuse.
- III. — FESCH CARDINAL. — Fesch reçoit la barrette (ventôse an XI-février 1803). — Il est nommé ambassadeur de la République près le Saint-Siège (avril). — Séjour à Paris : il s'entretient avec Portalis des besoins de l'Église de France. — Ministre des Cultes *in partibus*, il se prononce pour le retour aux anciens usages. — Rétablissement de la liberté du culte à Lyon (prairial an XI-juin 1803).
- IV. — FESCH AU PRINTEMPS DE 1803. — Portrait physique et moral du futur ambassadeur : grande capacité de travail ; goût de l'autorité ; violences de tempérament. — Ses amitiés. — Ses mœurs : attachement à l'argent. — Il apparaît comme un vrai Bonaparte. Il semble sincèrement attaché à l'état religieux.

Le diocèse de Lyon, tel que le Concordat l'avait délimité, englobait trois départements : Rhône, Ain et Loire, avec une population totale de près d'un million d'âmes. Il confinait au Nord l'archevêché de Besançon et l'évêché d'Autun, à l'Ouest celui de Clermont. Au Midi, étaient limitrophes Mende, qui s'étendait sur la Lozère et l'Ardèche, et Valence ; à l'Est, Grenoble qui venait jusqu'à la rive gauche du Rhône, et Chambéry-Genève qui gardait l'arrondissement de Gex ; ces quatre évêchés étaient suffragants de Lyon. En outre, l'Archevêque joignait dans son titre à celui de Lyon, les noms de deux métropoles supprimées, Vienne et Embrun. Par contre, la prétention de ses prédécesseurs à la Primatie des Gaules — « *Prima sedes Galliarum* » — semblait condamnée par le Concordat qui ne faisait pas de distinction entre les sièges épiscopaux.

À la fin de l'an X, la situation religieuse dans le Lyonnais était très confuse. Les troubles de la Révolution avaient eu un caractère de violence particulier dans une ville que les partis extrêmes s'étaient disputée et avaient tour à tour dominée. L'annonce même de la pacification concordataire n'avait pas réussi à apaiser les esprits ; elle avait plutôt exaspéré les rivalités intestines au sein des deux fractions de catholiques, des deux clergés, jureur et non-jureur.

Les insermentés souffraient de n'avoir pas eu, depuis douze ans, de chef spirituel incontesté. Lorsque la Révolution avait éclaté, l'Église de Lyon attendait son pasteur, Mgr de Marbeuf qui, nommé depuis deux ans, n'avait pas encore pris possession de son siège. Il ne devait jamais paraître dans le diocèse. Ses Vicaires généraux avaient essayé de diriger la résistance contre les innovations religieuses : à partir de 1792, ils s'étaient constitués en un Conseil qui professait n'agir que d'après les instructions de l'Archevêque, et selon la règle invariable de la collégialité. En fait, l'animateur du Conseil fut l'abbé Jacques de Linsolas, prêtre d'un zèle religieux ardent, mais dont le caractère absolu et les convictions royalistes militantes étaient redoutés même de cer-

tains de ses confrères. C'est lui qui organisa les missions, dont l'activité, favorisée par bien des complicités dans la population, maintint un quart des fidèles dans la communion de l'évêque légitime. Mais il compromit ces résultats par son intransigeance, au moment même où se levait pour les catholiques l'aube de la liberté (1).

Marbeuf étant mort en exil le 15 avril 1799, le Conseil Linsolas prétendit garder la direction du diocèse et agir au nom de l'abbé Verdollin, secrétaire de l'Archevêque, désigné par Rome comme administrateur apostolique. Or, conformément aux traditions de l'Église de Lyon, le Chapitre avait nommé un vicaire capitulaire, le chanoine-comte Bernard de Rully. Entre les deux autorités l'opposition s'aggrava très vite, en raison des différences de tendances qu'elles incarnaient. Lorsque le gouvernement consulaire imposa au clergé une promesse de fidélité à la Constitution, Linsolas, intraitable dans son orthodoxie, la déclara aussi coupable que les serments antérieurs. Rully, au contraire, se rangea du côté des théologiens qui justifiaient la soumission aux lois (2). Il trouva alors l'appui de tout un groupe de prêtres, formés à l'école des Sulpiciens, et qui, n'ayant jamais transigé avec le schisme, avaient hâte de rendre possible l'exercice du culte : tel l'abbé Courbon, ancien curé de Sainte-Croix, ancien vicaire général de Marbeuf. Entre les deux camps, les fidèles se divisèrent ; et les discordes furent entretenues par tous les faux bruits qui couraient sur le Concordat signé avec le Saint-Siège, mais non publié. Les administrateurs civils prirent parti contre les tenants du « Conseil » (3), et Linsolas fut, le 8 sep-

(1) MONTERNOT (Abbé Charles), *Yves-Alexandre de Marbeuf*, in-8°, 1911 : contient des renseignements intéressants sur l'Église de Lyon pendant la Révolution, malgré une tendance apologétique marquée en faveur de Marbeuf et Linsolas. Ce dernier n'a pas encore été suffisamment étudié : deux articles de M. Vanel dans l'« Université Catholique » (15 mai et 15 juillet 1910) ne donnent qu'un aperçu incomplet et peu exact des *Mémoires* de Linsolas. Leur publication a été entreprise dans le « Bulletin historique du diocèse de Lyon », nouvelle série, 1925 à 1927. Le Conseil Linsolas a rédigé en juin 1802 un « Rapport fait à M. de Mérinville... sur la situation de ce diocèse » qui, quoique partial, est fort intéressant, et que nous utilisons ici (Archives de l'Archevêché de Lyon).

(2) *Aperçu sur l'administration du diocèse de Lyon depuis la nomination de M. de Marbeuf jusqu'à l'organisation du clergé d'après le Concordat*. Mss, fonds Coste 76 (Bibl. Ville Lyon). *Examen des difficultés qu'on oppose à la promesse de fidélité à la Constitution*, Lyon, 1800 (brochure d'Emery, avec l'imprimatur du vicaire général capitulaire, de Bernard).

(3) « On attribue généralement ce refus de soumission de la part des prêtres, dit le préfet de la Loire, aux ordres émanés du conseil épiscopal de Lyon » (vendémiaire an X, Arch. Loire, 10 M²).

tembre 1801, arrêté et enfermé à Paris, à Sainte-Pélagie. Mais la situation n'en fut pas éclaircie.

Chez les « jureurs », le désarroi n'était pas moins grand. Nombreux étaient les prêtres qui avaient prêté serment à la Constitution civile, un millier peut-être, à l'estimation de leurs adversaires (1). Malheureusement nous n'avons aucun moyen d'évaluer le chiffre des rétractations postérieures : dans plus d'un diocèse elles affaiblirent considérablement l'Église constitutionnelle, mais à Lyon il se peut que la rigidité du Conseil Linsolas ne les ait pas facilitées. En 1802, les assermentés gardaient de fortes positions dans tout le diocèse. A Lyon leur appartenaient les cures de Saint-Paul, Saint-Just, Saint-Polycarpe, et surtout, leur fief et leur primatiale, Saint-Nizier, « cette grande paroisse qui influe et donne le ton sur toute la ville ». Le curé de Saint-Nizier, Renaud, docteur en théologie, ancien vicaire général de l'évêque intrus Primat, faisait figure de chef militant; son vicaire Chanal tâchait de regrouper les jureurs à la faveur de conférences d'arrondissement dans le Forez et le Bugey. En dehors de la ville, les deux noyaux les plus importants de constitutionnels étaient à Saint-Étienne et dans la partie de l'ancien diocèse de Belley que le Concordat venait d'annexer à Lyon. Mais les réfractaires, qui s'enhardissaient partout, leur disputaient les églises, condamnaient leur activité et jetaient le trouble dans l'âme de leurs partisans.

Les jureurs souffraient, eux aussi, d'une crise d'autorité. Primat, évêque métropolitain en 1798, avait tenté un vigoureux effort pour reconstituer leur Église; il n'avait connu que des déboires (2). Après avoir joué un rôle modérateur au Concile National, il remit au gouvernement sa démission. D'autre part l'évêque intrus de Belley, Royer, élu à Paris en 1798, n'avait pas réussi à se trouver un successeur dans l'Ain (3). Privés de chefs, les constitutionnels avaient la douleur de voir le gouvernement en signant le Concordat, les sacrifier et paraître donner un encouragement à leurs adversaires. Les curés de Bourg par-

(1) C'est le chiffre donné par le rapport du Conseil Linsolas à Mérinville. On en trouve un commentaire, avec un exposé de la situation à Lyon, dans VANEL, *Le Prône du deux Brumaire au XI^e de Saint-Nizier*, dans l'« Université Catholique », 1906. Pour la Loire, Arch. Loire, 10 M² et 1 V; pour l'Ain, A. N., F⁷ 8484 A.

(2) BIROT (Dr J.), *Claude-François Marie Primat*, p. 85 sqq. (superficiel). Voir surtout au Fonds Coste (Bibl. Ville Lyon) documents sur l'Église Constitutionnelle, nos 350.341 et 350.342.

(3) PISANI, *Répertoire*, p. 60; DE SEYSSEL, *Royer, évêque constitutionnel de l'Ain*, in « Bulletin du Bugey », 1911, p. 287 sqq.

laient de la « persécution nouvelle » dont ils étaient victimes (1). En fait, ils jouissaient encore souvent des complaisances administratives, grâce aux bonnes dispositions du Ministre de la Police et à l'influence de l'évêque Grégoire, ami de Fouché. Mais les préfets, tout en prenant officiellement parti pour les « prêtres conformistes », cédaient parfois devant ce que Verninac, dans le Rhône, appelait « l'attachement du peuple pour les prêtres insoumis ».

On doit renoncer à entrer plus avant dans le tableau des divisions religieuses. Il faut cependant mentionner la persistance à Lyon et dans le Forez d'un groupe convaincu de jansénistes obstinés, véritablement en marge des partis que nous avons énumérés, puisqu'ils avaient été poursuivis par Marbeuf et par le Conseil Linsolas, malgré l'hostilité qu'ils témoignaient aux serments révolutionnaires. Le Concordat trouvait en eux des opposants déterminés; ils le condamnaient, au même titre que la Constitution civile, comme asservissant l'Eglise aux puissances séculières (2).

Les représentants du gouvernement s'y perdaient. Le sous-préfet de Roanne avouait sans phrases : « Depuis longtemps j'ai reconnu que la surveillance sur l'exercice des cultes et leurs ministres était une des attributions les plus pénibles et les plus difficiles des administrateurs. » Le préfet de la Loire déplorait de voir « la loi et les ordres du gouvernement méconnus par les seuls individus qui avaient quelque prise sur l'esprit grossier des habitants de la montagne » (3).

Partout, concluait le préfet du Rhône auprès du conseiller chargé des Cultes Portalis, l'organisation religieuse était ardemment désirée, le diocèse appelait de ses vœux l'archevêque qu'il plairait au gouvernement de désigner : il aurait « la plus heureuse influence sur l'esprit public et la tranquillité intérieure » ; l'autorité civile promettait de « l'entourer de cette considération qui inspire la confiance et commande le respect. »

(1) Lettre du Presbytère de Belley à Grégoire, 17 floréal an X, A. N., F7 8484 A. VERNINAC, *Description physique et politique du département du Rhône*, an IX, p. 103.

(2) TARDY (Abbé E.), *Un groupe d'anticoncordatistes dans le diocèse de Lyon*, p. 46; LATREILLE (C.), *La Petite Église de Lyon*, 1^{re} partie et 2^e partie, chap. I.

(3) Le Sous-Préfet de Roanne au Préfet de la Loire, 8 vendémiaire an IX, Arch. Loire, 1 V; le Préfet au Ministre, vend. an X, 10 M².

*
* *

Dès le mois de février 1802, Portalis avait présenté au Premier Consul une série de noms pour l'archevêché de Lyon, où il faut, disait-il finement, « un homme modéré, qui ait une existence qui puisse flatter la ville, et qui ne soit pas trop scrupuleux sur les questions de prêt à intérêt et sur d'autres questions semblables ». M. de Juigné avait refusé de rentrer en France ; Mgr d'Aviau était écarté, parce que sa nomination eût paru constituer un gage à la fraction insoumise du clergé ; Portalis proposa vainement l'ancien archevêque d'Aix, Boisgelin (1), dont le passé, le caractère, le rang dans la société paraissent répondre aux exigences de la situation locale. Le titulaire de Lyon ne figura pas sur la première liste de nominations. Le 29 floréal an X, le Préfet reçut avis que, « en attendant la nomination de l'archevêque de Lyon », l'évêque de Chambéry, M. de Mérinville, avait été chargé de l'administration du diocèse.

René de Monstiers de Mérinville, évêque de Dijon en 1787, député aux États Généraux en 1789, s'était fait remarquer par sa résistance aux décrets religieux. Après avoir été emprisonné, il avait échappé aux massacres et avait émigré en Allemagne. Il rentra en France en 1800, se démit le 2 décembre 1801 par une lettre adressée à la fois à Pie VII et à Louis XVIII, et fut nommé par le Premier Consul au siège de Chambéry et Genève. Le préfet du Rhône manifesta les craintes que lui inspirait cette délégation provisoire : « L'évêque de Chambéry ne devant rester ici que momentanément n'aura pas la même influence que devait avoir et qu'aurait eue l'archevêque diocésain dans les principes de l'organisation. Je n'épargnerai rien pour l'environner de la considération, du respect et de la confiance dus au caractère dont il est revêtu (2). » Mérinville aggrava les difficultés de la tâche qui lui était confiée par une incompréhension des choses, d'autant plus irrémédiable, qu'elle procédait de « l'impulsion de sa conscience ».

(1) BOULAY, *Documents*, III, 309 et V, 206 ; cf. LAVAQUERY (Abbé E.), *Le Cardinal de Boisgelin*, II, 300.

(2) Le Préfet du Rhône à Portalis, 27 floréal an X, Arch. Rh., série V (2). Sur Mérinville, cf. THEINER, *Documents relatifs aux affaires religieuses*, II, 218 ; A. N., F⁷ 8484 A ; AFIV 1317 : Portalis le définit « très attaché au Premier Consul ; il est quelquefois minutieux, mais il est docile quand on le redresse, et il est toujours loyal » ; Mss fonds Coste n° 85 ; *Ami de la Religion*, t. 62 (1829), p. 21 ; *L'Épiscopat depuis le Concordat*, p. 183.

En arrivant à Lyon, l'administrateur commit deux fautes. Il laissa se prolonger l'ancien conseil archiépiscopal, avec qui il aurait dû répudier bien haut toute solidarité; il reçut de lui (6 juin) un important mémoire, dont le ton indique que les intransigeants parlaient à l'administrateur avec la certitude d'être entendus; il laissa certains de ses membres continuer un temps à agir en véritables vicaires généraux, tel Ruivet à Bourg (1). Cependant il refit l'unité du clergé insermenté en admettant près de lui des représentants du chapitre, M. de Saint-George, à qui il était allié, et le comte de Rully, recommandé peut-être par Portalis. Sa plus grave erreur fut de trahir son aversion pour ceux qu'il regardait comme des schismatiques. Il omit d'inviter les constitutionnels à la cérémonie organisée, le jour de la Pentecôte, pour la « régénération du culte catholique ». Ceux-ci manœuvrèrent habilement : soixante à quatre-vingts d'entre eux prirent l'initiative d'aller lui rendre visite : ils offraient d'*abandonner* la Constitution civile, et d'*adhérer aux dispositions du Concordat*. L'administrateur exigea une rétractation; ils la refusèrent et se retirèrent. Ils se flattaient de s'être conformés aux intentions du gouvernement, et d'avoir établi, contre l'évêque, que l'autorité publique n'exigeait rien au delà de la pure et simple acceptation du Concordat (2).

Le 27 prairial, on afficha à la porte des églises un document imprimé :

« L'évêque de Chambéry, administrateur du diocèse de Lyon, a reçu une formule de déclaration convenue entre Mgr le Cardinal légat et le Gouvernement pour être signée par les prêtres constitutionnels.

« Il s'empresse d'en avertir MM. les ecclésiastiques et de les inviter à venir au plus tôt signer cette formule et recevoir ses embrassements de paix et d'union. »

Les intéressés remarquèrent que cette formule les séparait d'une manière offensante du troupeau orthodoxe. Dans l'Ain, les « prêtres dits constitutionnels » signèrent collectivement la seule formule prévue par le Gouvernement et chargèrent un petit nombre d'entre eux de la porter à l'administrateur. Ce que furent les entrevues de ce genre, nous le savons par des témoignages tout vibrants d'indignation : Mérinville ne parlait aux ex-jureurs que de la nécessité de se faire absoudre des censures qu'ils avaient encourues et leur fermait

(1) Rapport de police, 4 messidor an X, A. N., F⁷ 8484 A; CATTIN, *Mémoires sur les diocèses de Lyon et de Belley*, p. 568.

(2) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 405.

la bouche, quand ils entreprenaient de justifier leur attitude pendant la Révolution. Il refusait de recevoir les adresses des absents, se disant décidé à « voir chacun en particulier » (1). Ainsi utilisait-il le détour qu'offrait la circulaire de Caprara, conseillant aux évêques d'inviter les constitutionnels à « pourvoir à leur conscience ».

Des trois départements s'éleva un concert de récriminations. Les prêtres de Belley, ceux de Charlieu, dans la Loire, s'adressent à leurs préfets respectifs auxquels ils déclarent vouloir remettre la formule de soumission qu'ils ne peuvent faire accepter de l'administrateur. A Lyon, Renaud et Chanal, de Saint-Nizier, Ponson, curé de Saint-Polycarpe, Marie, de Saint-Paul, dénoncent à Portalis le « despotisme absolu » que Mérinville prétend exercer sur les consciences, et son refus d'entendre le langage de celles qui sont « aussi doctes qu'éclairées ». Le « Révérendissime évêque et sénateur » Grégoire, mis en mouvement, se plaint à Fouché, que par ailleurs inquiètent les rapports du Commissaire général de police de Lyon. En messidor an X, ce haut fonctionnaire déclare « qu'un rapport contenant tous les détails et toutes les plaintes formerait un volume », et que ce ne sont point quelques isolés qui protestent, mais la masse des constitutionnels dont les représentations « sont avouées par les fonctionnaires publics qui ne trouvent pas dans la conduite de l'Administrateur de Lyon les principes qui doivent animer un pacificateur et un homme chargé d'une mission importante » (2).

D'ailleurs Mérinville était en difficulté avec les préfets sur l'organisation du diocèse. Les articles 60 et 61 de la loi du 18 germinal donnaient une règle invariable pour la circonscription des paroisses et le nominations du personnel. Il devait y avoir une seule cure par justice de paix, les autres paroisses du canton constituant des succursales, dont les desservants seraient à l'entière disposition de l'évêque. Le gouvernement tenait à cette distinction pour des raisons d'ordre admi-

(1) Lettres de F. Loche, curé d'Ambierle, à Mérinville, 17 juillet 1802, Arch. Archev.; de Bardet, curé de Charlieu, au Préfet de la Loire, 30 messidor an X, Arch. Loire, 1 V. A Bourg, Ruivet aurait même exigé en son nom une rétractation de chacun des actes qui avaient suivi la Constitution civile (signature de la formule d'Albitté, du serment d'égalité et fraternité), A. N., F⁷ 8484 A et Arch. Ain, série V (31); cf. [JAUFFRET], *Mémoires sur les Affaires ecclésiastiques*, I, 116.

(2) Rapport du Commissaire général de Police de Lyon sur « les Principes et la conduite de M. de Mérinville », F⁷ 8484 A; du Préfet de l'Ain, 20 vend. an XI, A. N., F¹⁹ 226. Lettre de cinq desservants à Mérinville, le 29 juillet 1802, dans *Nouvelles Archives historiques*, I, 245.

nistratif et financier. Dans la situation troublée où l'on était encore, il convenait que le chef du diocèse pût disposer de son personnel, opérer des mutations, sans être gêné par les droits des titulaires; les succursalistes dépendant absolument de l'Ordinaire, l'immense majorité du clergé de second ordre se trouvait dans l'impossibilité de se soustraire à l'autorité de l'évêque (1). Seuls inamovibles, les curés étaient aussi les seuls à recevoir un traitement de l'État. Les succursalistes n'étaient pas payés; les communes devaient pourvoir à leur entretien. L'état du Trésor faisait une loi de ces économies: les adversaires du Concordat tirant argument de la charge imposée par l'organisation des cultes au budget, il était prudent de leur enlever cette arme. Au reste, le gouvernement accordait, que le nombre et l'étendue des succursales seraient déterminés par « le besoin du peuple ».

Comme dans la plupart des départements, le préfet du Rhône, Najac, dressa un projet de circonscription des paroisses. Il l'avait établi avec le concours du Conseil général du département, et l'adressa à l'administrateur. Celui-ci remercia, promit de s'y conformer « autant que le bien de la religion me semblera le permettre ». En réalité, il avait, de son côté, un travail prêt, puisque, moins de quinze jours après, il adressait au préfet un tableau des paroisses (17 messidor). Interprétant à son profit la formule de la loi, — « il y aura au moins une paroisse par justice de paix », il avait doté à peu près chaque canton de deux cures. Le préfet protesta: il y avait « trop de munificence dans ce projet ». Mais l'administrateur restant sur ses positions, il n'eut d'autre ressource que d'envoyer au Gouvernement son travail personnel, en avouant qu'il n'avait pu être concerté entre lui et le chef du diocèse. Dans la Loire, le préfet Imbert faisait de même. Mérinville ayant essayé là aussi de mettre deux paroisses par canton, le préfet n'envoya ce projet à l'administration des Cultes qu'après l'avoir rectifié en transformant chaque seconde cure en succursale (2).

Le désordre subsistait. Quatre mois après l'arrivée de l'adminis-

(1) Cet argument fut plus tard fortement établi par Fesch devant la Commission Ecclésiastique de 1809; il affirmait que « sans cette distinction jamais les Evêques n'auraient pu dans les circonstances où nous nous trouvions former leur clergé et contenir la plupart des curés dans l'obéissance » (Arch. Archev., liasse « Concile de 1811 »); cf. BENAERTS, *Le Régime consulaire en Bretagne*, p. 291.

(2) Le Préfet du Rhône à Mérinville, 18 prairial et 18 messidor an X; Mérinville à Najac, 3 et 17 messidor, Arch. Rh., série V (24); Préfet de la Loire à Mérinville, 28 prairial, 6 messidor, Arch. Loire, série K (Reg. correspond. générale, an X); observations du Préfet sur le plan rédigé par M. l'Evêque, Arch. Archev.

trateur, le sous-préfet de Roanne écrivait : « On attendait avec impatience les effets salutaires de la loi du 18 germinal, mais le Concordat est encore sans exécution dans le diocèse, du moins dans cet arrondissement, et, à l'exception de l'amnistie réclamée par les prêtres absents ou cachés, nous sommes encore, et à regret, au même état qu'avant la loi du 18 germinal » (1). Les constitutionnels non réconciliés refusaient de quitter les églises que leur disputaient les insermentés reparus : les cérémonies étaient l'occasion de fréquents conflits. Dans bien des cas, le culte était encore célébré dans des maisons et des oratoires particuliers. Le secret de ces assemblées déplaisait au gouvernement. Des sociétés religieuses ressemblant à des congrégations, comme celle dite des Pères de la Foi, existaient et se développaient à Lyon. La conclusion était donnée, le 3 ventôse an XI, par le préfet de police Dubois : « La paix religieuse ne peut être rendue à ce diocèse que par un autre ministre que M. de Mérinville ».

D'ailleurs, les nombreux mécontents avaient toujours la ressource d'attendre le nouvel archevêque. Le 29 juillet 1802, le *Moniteur* avait annoncé la nomination de Monseigneur Fesch et si ce nom obscur ne disait rien à personne, l'éminente qualité du prélat, oncle du Premier Consul, n'était-elle pas à elle seule une promesse de pacification ?

II

Pourquoi Fesch, en possession de ses bulles d'institution provisoire depuis août, de la dignité d'archevêque depuis octobre, n'allait-il pas occuper son siège ? Tout l'y appelait, semblait-il, jusqu'à l'Administrateur lui-même, qui exprimait à Portalis son désir de se rendre en Savoie, et qui, dans le seul mandement qu'il eût donné à Lyon, s'effaçait devant l'archevêque titulaire. Malgré ses lettres, malgré ses compliments, Mérinville ne recevait qu'une réponse : Fesch ne pourrait arriver à Lyon avant le mois de décembre, le Premier Consul le retenant encore quelque temps à Paris.

« Plusieurs causes, explique l'abbé Vanel, retardaient assez raisonna-

(1) Le sous-préfet de Roanne au préfet, 4 compl. an X, Arch. Loire, 10 M² ; Rapports du Commissaire de Police de Lyon au Ministre, 10 thermidor an X, A. N., F⁷ 8484 A ; à Portalis, 1^{re} compl. an XI, A. N., F¹⁹ 5638 ; cf. CHARLÉTY, *L'établissement du Concordat à Lyon*, « R. H. Lyon », t. IV, p. 215.

blement le départ de Paris de Mgr Fesch ; il lui en coûtait d'abandonner sa somptueuse maison de la rue du Mont-Blanc et de s'éloigner de sa sœur ; il se formait peu à peu, dans une sorte d'apprentissage secret, à ses obligations et à ses fonctions futures ; il se familiarisait à l'exercice des cérémonies de la messe qu'il n'avait pas dite depuis dix ans ; il apprenait l'histoire de son diocèse... ; il s'effrayait enfin des discussions dont les échos lui parvenaient, et il espérait qu'elles céderaient avant son intervention directe » (1).

Officiellement, « des circonstances qui tiennent à l'organisation et à la pacification de son diocèse » le veulent à Paris. Il est vrai qu'il se renseigne activement. Mérinville l'ayant mis au courant, il le félicite du « travail immense que vous avez fait dans mon diocèse » ; il lui demande une liste de personnes « avec toutes vos notes et observations », promettant que ce travail sera « conservé dans son entier autant qu'il sera possible ». Mais déjà il annonce qu'il se réserve de nommer les membres du Chapitre, son « conseil naturel », et les vicaires généraux, dont le premier, M. Jauffret, a été désigné le jour de sa propre nomination à Lyon. Les rapports ministériels qu'il lit confirment sa volonté de n'accepter rien que sous bénéfice d'inventaire. Aussi poursuit-il une enquête personnelle : il reçoit Charrier de la Roche, constitutionnel rétracté, devenu évêque de Versailles, et qui, né à Lyon, y ayant résidé vingt-quatre ans comme curé et comme grand vicaire, lui propose des observations susceptibles de lui être utiles (2). Ce souci consciencieux d'information a toujours caractérisé Fesch dans tout ce qu'il entreprit comme serviteur de l'Église ou de l'État.

Bonaparte qui l'investissait d'une charge aussi voyante n'était pas moins préoccupé par la situation « pénible, inquiétante et délicate » du diocèse de Lyon (3). L'autorité de l'État fut mise au service de l'archevêque et la besogne était, si l'on peut dire, presque mâchée quand il quitta Paris.

D'abord Lyon reçut un nouveau préfet, dont le passé et le caractère répondaient de son adhésion à la politique de rapprochement des

(1) VANEL, *L'Archevêché*, p. 54-55.

(2) La correspondance de Fesch avec Mérinville se trouve aux Arch. Arch. de Lyon (Registres). Dans la liasse A.N., F⁷ 8484 A, contenant les rapports du Commissaire de Lyon, on trouve un billet du Ministre de la Police : « Préparée (*sic*) pour l'archevêque de Lyon ces notes qui peuvent lui être utiles ».

(3) Ce sont les mots du commissaire Dubois, en messidor an X.

esprits, et son dévouement personnel à la famille de Bonaparte. Jean-Xavier Bureaux de Puzy avait été député de la noblesse Franc-Comtoise à l'Assemblée Constituante. Il avait figuré honorablement dans les rangs des aristocrates libéraux, bientôt dépassés par le mouvement révolutionnaire. En 1791 il dut s'exiler avec Lafayette, dont il partagea la captivité à Olmütz. Il ne sortit des geôles autrichiennes qu'en 1797, à la suite des victoires du général Bonaparte et du traité de Campo-Formio. Il voua une admiration sincère au Premier Consul, qui fit de lui un préfet de l'Allier, avant de le transférer à Lyon, en fructidor an X. Allié à une bonne famille locale, précédé par la réputation d'un homme qui avait « souffert pour la même cause que Lyon », esprit distingué et ami des lettres, Bureaux de Puzy était assuré, dans une ville très fermée, d'un accueil favorable (1). Aussitôt connue la nomination de l'archevêque, le préfet se hâta d'entamer avec lui une correspondance dont le ton atteste l'entente étroite des deux représentants du pouvoir. Fesch s'ouvre à lui des principaux sujets qui le préoccupent : il presse l'installation de son palais épiscopal ; il sollicite la restitution de l'ancien local de Saint-Irénée pour son futur séminaire, et des principaux locaux qui constituent des biens nationaux non aliénés et pourront « servir à des œuvres de charité et d'instruction » ; il proteste d'avance contre un projet du commissaire de police consistant à donner aux protestants un lieu de réunion dans la ville même : « le culte catholique devant s'exercer publiquement à Lyon il serait plus convenable d'assigner dans un des faubourgs le local où doivent s'assembler les réformés. » Il révèle ainsi les grandes lignes de son programme.

Dans les autres départements, les préfets Imbert, à Montbrison, et de Conynck-Outrive, à Bourg, s'adressent déjà à Fesch comme au pacificateur du diocèse. Mérinville a d'ailleurs reçu ordre de suspendre toute opération importante (2).

Pour aboutir dans sa tâche épineuse, Fesch eut mieux que le concours de fonctionnaires bien stylés : il eut l'intervention personnelle du Consul.

(1) GUERRE, *Éloge historique de M. Bureaux de Puzy*, lu à l'Académie de Lyon le 21 juillet 1807, Lyon 1807. Les lettres échangées entre Fesch et lui sont dans Arch. Archev., liasse « Correspondants divers ». Les bons rapports du Préfet et de l'administration municipale sont attestés par les *Procès-Verbaux du Conseil Municipal*, I, 365.

(2) [Jaufret], *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, I, p. 118.

Au début d'octobre (vendémiaire an XI) furent mandés à Paris quelques prêtres du diocèse de Lyon, les plus modérés des deux grandes fractions du clergé : les insermentés Courbon (alors curé de la cathédrale), Groboz et O'Brien, les constitutionnels Renaud et Chanal. Portalis les reçut, eut tôt fait de les mettre « d'accord sur les principaux points qui divisaient les ecclésiastiques » et de s'assurer que « M. l'Archevêque de Lyon n'[éprouverait] aucune difficulté » (1). Le Premier Consul à qui ils furent présentés, leur adressa une « allocution pour les engager à faire cesser les débats qui existent dans le diocèse de Lyon entre les prêtres assermentés et ceux qui ne le sont pas. » Il leur rappela les principes de charité évangéliques qu'il aimait à invoquer en faveur de sa politique d'apaisement, et leur ordonna catégoriquement le silence et l'obéissance : « Aucun prêtre sensé, s'il est catholique, ne peut méconnaître les principes de sa croyance qui sont la confiance dans les évêques nommés par le gouvernement et institués par le Saint-Siège. Il me tarde donc d'apprendre que le clergé du diocèse de Lyon imitera celui de Paris qui a donné l'exemple et parmi lequel il n'y a plus aucune espèce de discorde (2). » Contrairement à la consigne qui imposait à la presse le silence sur les affaires religieuses, une large publicité fut donnée à ce discours du Premier Consul.

Le Chef du gouvernement avait parlé lui-même aux insermentés ; d'autre part les constitutionnels ne pouvaient plus se plaindre de n'avoir pas été entendus. Fesch réserva un accueil bienveillant à Renaud, dont il peignit ensuite les sentiments à Mérinville en termes flatteurs : « J'ai trouvé dans son esprit et dans son cœur des principes conformes à ceux de l'Église catholique. Je n'entrerais dans aucun détail à cet égard. Mais ce que je puis et ce que je dois vous assurer, c'est qu'il ne diffère plus dans ses principes des vôtres et des nôtres, c'est qu'il est réuni à l'Église catholique, apostolique, romaine, et m'a pleinement satisfait dans les points même sur lesquels vous n'étiez pas d'accord avec lui. J'ai obtenu de son compagnon de voyage les mêmes principes d'une réunion pleine et entière » (3).

Pareil brevet d'orthodoxie, dont l'insistance est d'autant plus signi-

(1) Portalis au P. Consul, 3^e compl. an X, A.N., AF IV 1014.

(2) Allocution aux prêtres de Lyon, 3 octobre 1802, *Corr.*, VIII, n° 6361 : reproduite dans *le Moniteur* du 17 vend. an XI et dans *le Bulletin de Lyon* du 24 vend. an XI.

(3) Fesch à Mérinville, 5 vend. an XI, Arch. Archev.

Napoléon et le Saint-Siège.

ficative que les *principes* de Mérinville étaient bien connus, amène inévitablement à se demander si Renaud n'avait pas été soumis à une *rétractation* formelle. Peu de temps après d'ailleurs, dans une lettre au même Renaud, l'archevêque fit allusion à « la profession de foi que vous avez souscrite » ; cette profession de foi pouvait-elle être autre chose qu'un aveu d'erreur ?

Mais il est dit que dans la question du retour des constitutionnels chaque parti devait se plaire à accumuler les équivoques. A peine le curé de Saint-Nizier était-il arrivé à Lyon, que la curiosité publique guettait ses paroles. Lorsque, le 2 brumaire, il monta en chaire dans sa paroisse, il annonça à la foule venue nombreuse que le chef du diocèse avait été satisfait « des principes de catholicité, que nous partageons avec lui et sur lesquels nous l'avons pleinement convaincu, *sans aucune rétractation de serment* » (1). Ce fut un tollé dans le camp des insermentés, et les intransigeants exploitant le scandale produit par ce discours, il sembla que la réunion allait être rendue impossible et par le réveil des passions, et même par le soupçon que l'incident laissait planer sur les *principes* de Fesch.

L'archevêque fit alors son premier acte d'administrateur. Il écrivit simultanément à Renaud et à Courbon. S'adressant au premier, il blâma sa conduite, mais comme une imprudence de langage capable de « donner prise à de fausses interprétations sur vos principes », plutôt que comme une palinodie. A Courbon, il annonça qu'il réprimandait Renaud, qui avait pu « induire en erreur les auditeurs », et il exposa longuement les principes qu'il suivrait pour la pacification des esprits.

« Il (Renaud) sait bien qu'à mon arrivée je dois affermir les uns et être strictement attaché à mes principes envers les autres et que la magie du double sens du mot, sans *rétractation*, doit disparaître à la première manifestation de ma croyance, qui est la ligne bien tracée de ma communion. Je tâcherai de conserver le sacré dépôt qui m'est confié en commun avec les autres évêques et je ne m'arrêterai point à toutes les petites passions qui déshonorent notre ministère.

« Cependant je ne permettrai pas que l'amour-propre des non-réunis soit davantage exaspéré par une rigueur inutile que la charité réprouve, lorsqu'on veut sincèrement ramener des égarés. C'est donc à la charité à transiger avec leurs infirmités. Elle confondra par degré leur amour-

(1) VANEL, *Le Prône du 2 brumaire*, p. 17 sqq.

propre, opérera leur retour sincère, elle leur rendra le zèle de leur propre sanctification... »

Fesch soumit à son neveu le texte de ces deux missives. Il se flattait d'y faire lire « les principes et la fermeté que je mettrai à concilier la foie (*sic*) de l'Église avec la charité ». Il décrivait les deux groupes aux prises, insistait sur les mérites de Courbon et de ses collègues « hommes sages, vertueux, ayant la confiance du peuple et distingués par leur modération » ; il déplorait que l'état persistant « d'insubordination et de mécontentement d'une part, d'amour-propre et de ténacité de l'autre à vouloir canoniser leur ancienne soumission à la constitution [rendît] difficile la réunion sincère ». Il concluait :

« Mes intentions sont les vôtres, citoyen Premier Consul... je serai le père de tous, mais point de distinction sans utilité, point d'emploi sans mérite. Je serai infirme avec les infirmes, réservé et sévère avec les bouillants, facile et accessible aux ecclésiastiques simples et utiles, complaisant avec les ci-devant comptes (*sic*) du chapitre de Lyon, égal et réglé avec les habitants qui viendront me voir. Je vous rendrai compte toutes les semaines de mon administration et de tout ce qui se passera dans le diocèse » (1).

La réponse du Premier Consul fut très dure. Quoiqu'elle soit connue, il importe de la citer ici presque entièrement :

« M. l'archevêque de Lyon... je vois avec peine, dans la lettre que vous m'avez communiquée, que vous écrasez les constitutionnels ; vous ne les traitez pas de la même manière que les anti-constitutionnels. Cependant les uns sont bien plus vos amis et ceux de l'État qu'une partie des autres. Votre lettre au chef des anti-constitutionnels est de l'huile sur le feu : vous rendrez plus exigeants des gens qui paraissaient l'être déjà trop.

« Il est évident que les hommes qui sont de retour à Paris ont mal agi avec les constitutionnels, en se vantant, avec si peu de dextérité et tant d'orgueil, qu'ils s'étaient rétractés...

« Je regarde votre lettre au chef des anti-constitutionnels comme un compte rendu d'un subordonné à un supérieur, tandis que cela ne le regarde pas. Vous ne faites point là la figure d'un archevêque : vous faites la figure d'un curé envers un grand vicaire. Vous ne devez jamais entrer dans ces discussions avec vos subordonnés. C'est être ennemi du repos de l'Église et de l'État que vouloir, par satisfaction de son

(1) Fesch au P. Consul, 14 brumaire-5 nov., A. N., F¹⁹ 1904.

orgueil, écraser un parti et triompher là où il n'y a pas sujet de triomphe. Le Concordat n'est le triomphe d'aucun parti, mais la conciliation de tous.

« Ne vous laissez pas environner par des hommes qui, ayant été subordonnés toute leur vie, en ont nécessairement l'empreinte et le caractère.

« Ce qui s'est passé entre vous et tel pénitent ne regarde pas vos subordonnés et quand vous blâmez un parti, vous devez surtout avoir attention de ne pas le faire connaître à l'autre, et, au contraire, par cette réserve, vous acquerez l'estime et la confiance de tous les partis et vous gouvernerez votre diocèse. Votre conduite, portant le caractère de la faiblesse, n'aura pas cette réunion unanime de tous les suffrages, qui ne va pas sans l'estime de caractère et de réserve. Quant aux quelques réfractaires exagérés, dès qu'ils seront connus, je les ferai enlever. Méfiez-vous beaucoup des Sulpiciens, je vous le répète : ces hommes ne sont attachés ni à l'État ni à la religion : ce sont des intriguants (1). »

Ne serait-ce que pour cette lettre, qui contient quelques-unes des formules les mieux frappées de l'auteur du Concordat, qui exprime une justification motivée de la protection accordée aux constitutionnels, une défiance formelle à l'endroit des insermentés, même modérés, — l'incident Renaud mériterait d'être traité autrement que comme un épisode d'histoire locale. Mais il pose encore deux questions considérables.

Renaud avait-il été obligé de se rétracter ? Tout ce qu'écrit Fesch le laisse supposer. La lettre de Napoléon n'y contredit pas ; elle ne blâme même pas en soi le fait de mettre une condition à la réconciliation d'un prêtre, mais demande seulement le silence sur ce qui s'est passé entre tel pénitent et son évêque. Il faudrait donc admettre que la rétractation eut lieu à Paris, en quelque sorte sous les yeux du Premier Consul et avec la complicité de Portalis. Mais quelle forme eut-elle pour que le chef du gouvernement l'ait tolérée, pour que les intéressés l'aient acceptée ? Car, sur ce dernier point, il n'y a pas de doute : les constitutionnels sont revenus de Paris contents de leur archevêque : le 8 novembre (22 brumaire), Chanal écrivait à Jauffret : « Quand donc aurons-nous le bonheur de vous posséder ici ? Le temps nous en dure cruellement. Le bien-être de la religion souffre de votre absence, les

(1) Napoléon à Fesch, *Corr.*, VIII, 6420.

scandales se multiplient, et les premières autorités constituées ne savent comment y remédier, tant que l'illustre pontife sera éloigné (1). » Ou bien les constitutionnels ont cédé devant la pression de l'autorité, se contentant de la satisfaction platonique d'une approbation pour leur conduite passée, — ou bien Fesch a su trouver les mots voulus pour mettre du baume à ces cœurs blessés.

Et ceci nous amène à une autre question : quelle influence cet incident eut-il sur la conduite postérieure de Fesch envers les constitutionnels ? On lit sans peine, dans les lettres de Fesch, une certaine crainte d'être compromis aux yeux des orthodoxes, et un mécontentement sensible contre ceux qui risquent d'égarer le public sur ses principes. Ces sentiments expliquent sans doute que, malgré les avertissements de son neveu, malgré la défiance formellement exprimée par le Premier Consul à l'endroit des insermentés les plus modérés, Fesch, dès le début de son activité dans l'Église gallicane, prit parti contre les constitutionnels non rétractés, — qu'ils fussent ses prêtres diocésains ou ses collègues dans l'épiscopat. Si les Sulpiciens ne lui avaient pas déjà fait prendre la résolution d'obtenir la rétractation sans équivoque des constitutionnels, n'y fut-il pas conduit par le ressentiment qu'il conçut alors à leur égard ?

Pendant quatre mois d'apprentissage à Paris, l'archevêque de Lyon avait subi le contrôle direct de son neveu, apprécié exactement ce que le gouvernement consulaire admettrait ou tolérerait dans l'organisation de son diocèse, bénéficié du travail des autorités préparant sa prise de possession. Personne ne doutait parmi ses diocésains qu'il n'apportât dans sa ville ce que le *Bulletin de Lyon* appelait joliment « une volonté ferme, soutenue et puissante » (2).

*
* *

Fesch arriva dans sa ville métropolitaine le 14 frimaire an XI (5 décembre 1802). De nuit, sans autre escorte que le corps de gendarmerie qui l'accompagnait depuis la limite du département, il entra dans son archevêché. Le logis était étroit, médiocrement agencé malgré les efforts qu'il avait faits de loin pour secouer l'inertie de la muni-

(1) Chanal à Jauffret, 22 brumaire-13 nov., Arch. Archev.

(2) *Bulletin de Lyon*, 17 frimaire an XI. L'article, qui annonce l'arrivée de Fesch à Lyon, est visiblement inspiré et constitue un avertissement aux fauteurs de troubles, aux « petits intérêts » et aux « petites passions ».

cipalité. Une partie de l'ancien Palais Primatial, aliéné pendant la Révolution, était encore occupé par le Tribunal civil. Les locaux restants suffirent à peine au déballage de ses innombrables caisses. Toute cette installation matérielle, à laquelle il était minutieusement attentif, allait lui coûter beaucoup de soucis et amener sous sa plume plus d'une demande d'argent au Premier Consul (1).

Le lendemain de son arrivée, il recevait les fonctionnaires publics du département. Tout napoléonien fut le langage qu'il tint aux délégations : « Le Concordat, messieurs, n'est le triomphe d'aucun parti... N'accusons que le malheur des temps des dissensions religieuses qui nous ont affligés et la charité reprendra bientôt son empire. Les fidèles et les prêtres se rallieront à leur Pasteur, qui professe la foi des Pothin et des Irénée »... Son mandement de prise de possession (2 janvier), ses premières nominations eurent les mêmes résonances (2).

Fesch amenait avec lui son premier grand vicaire, Jauffret. L'ancien camarade d'Aix, l'ami d'Émery, l'instrument de sa rentrée dans l'Église, était le conseiller naturel du prélat improvisé. Les deux autres vicaires généraux furent Courbon et Renaud. Courbon, un modeste qui, se tenant volontairement au second plan, fut dans l'ombre de Fesch, le véritable restaurateur du diocèse après le Concordat. De formation sulpicienne, il joignait à un esprit modéré et à une vertu plutôt sévère de grands talents d'organisateur. Grand vicaire de M. de Marbeuf, il s'était, en émigration, occupé de secourir les prêtres dans la misère. Rentré à Lyon à la première perspective de paix religieuse, il se rangea nettement parmi les plus conciliants des insermentés et prit sur l'opinion ecclésiastique un ascendant croissant. En dépit des insinuations de Bonaparte à son oncle, sa présence pouvait être un gage aux orthodoxes sans paraître une provocation aux assermentés. Collaborateur successivement du dernier archevêque et de M. de Mérinville, il était l'homme qui connaissait le mieux la situation et le personnel du diocèse (3).

(1) Sur la mise en état de l'Archevêché et les exigences de Fesch, dont le Maire de l'Ouest se déclarait effrayé, cf. *Procès-Verbaux du Conseil Municipal de Lyon*, I, 351.

(2) *Bulletin de Lyon*, 27 frimaire et 15 nivôse. Fesch écrivait à son neveu : « Mon mandement m'a fait beaucoup de partisans et les plus exagérés conviennent que la toi est sauvée » (17 nivôse, A.N., F¹⁹ 1904). On sent la préoccupation de n'être pas critiqué par les orthodoxes.

(3) Sur Courbon, renseignements superficiels ou fragmentaires dans Mss. fonds Coste 85 ; *Notice historique sur M. Courbon*, Lyon, 1824 ; Chausse, *Vie de M. Duplay*, I, p. 226 ; VANEL, *L'abbé J. Courbon*, « Bulletin du diocèse », janv. 1914 et nouvelle série,

La règle du tiers des constitutionnels exigeait que le troisième vicaire représentât l'autre parti : Renaud s'imposait. Grand vicaire de Lamourette et de Primat, il avait une certaine renommée comme prédicateur et ses adversaires avaient toujours rendu hommage à ses mœurs irréprochables (1). C'était à coup sûr un sincère, un convaincu, et aussi un faible, mal fait pour le rôle de chef de parti où les circonstances l'avaient hissé; son incartade de brumaire l'avait fait tomber de ce pinacle, et il devait être annulé entre Jauffret et Courbon, malgré les égards que lui accorda son archevêque. Ce qui prouve combien les esprits étaient encore échauffés, c'est que ce choix, somme toute heureux, en tout cas inévitable, ne désarma pas les critiques. Lorsque, le 6 janvier 1803, à l'issue de la cérémonie de prise de possession, l'archevêque parut sur le porche de sa cathédrale, entouré de ses grands vicaires, il y eut des murmures à l'adresse de celui qu'on regardait comme « le porte-étendard du schisme à Lyon » (2). Le soir, l'administrateur Mérinville omit d'inviter Renaud au banquet qu'il offrait; il fallut que Fesch annonçât qu'il ne s'y rendrait qu'en compagnie de son troisième grand vicaire.

Rétablir le Chapitre avec ses anciens statuts et usages, était une des meilleures marques que l'archevêque pût donner aux Lyonnais de son respect pour leurs traditions. Il y fit entrer du côté des insermentés les Comtes de Rully et Saint-Georges, représentants de l'ancien Chapitre primatial de Saint-Jean, MM. Besson, Bonnevie, l'orateur le plus réputé du clergé local, Tournefort et Dandelarre (3); du côté des constitutionnels M. de Terrasson, réconcilié par Mérinville, MM. Bodet et Dumon.

Restait à opérer la réconciliation de la masse des deux clergés. S'il

janvier 1922. Pour bien connaître l'homme il faut surtout le juger à l'œuvre par ses travaux sur le personnel du diocèse, aux Arch. Archev. de Lyon; et par la correspondance de Fesch avec son vicaire général, que nous citerons fréquemment.

(1) CHAUSSE, *Vie de l'abbé Duplay*, I, 177.

(2) CATTET, *Défense de la Vérité*..., p. 105-106.

(3) Besson, qui devait mourir évêque de Metz (1842), était un personnage remuant et vigoureux. Vicaire général de Genève lors de la Révolution, il se signala par son activité contre les constitutionnels, et fut l'instrument de la rétractation de l'évêque constitutionnel du Mont-Blanc, Panisset. Il devait être, malgré « ses tendances royalistes et ultramontaines » (*L'Episcopat depuis le Concordat*..., p. 360), le champion de l'administration de Fesch après l'exil de l'archevêque. Tournefort était un méridional, ancien avocat à Aix, connu de Portalis et de Jauffret : il devait mourir évêque de Limoges en 1844. Nous retrouverons Bonnevie; les autres n'eurent que des destinées obscures.

faut en croire Fesch, Mérinville le décourageait, le Préfet et le Commissaire de Police étaient très réticents : « J'étais le seul qui ne doutais point de réussir ». Il se mit à l'œuvre, sur la base d'audiences particulières, poursuivies dix heures par jour, « et dans dix jours annonça-t-il au Premier Consul, j'ai admis dans ma communion les constitutionnels. Je leur ai rendu la paix et le bonheur, ils ne sortaient de chez moi qu'en vous bénissant ; j'ai plus fait, j'ai dirigé l'opinion en éclairant les bons citoyens, les maires de village, et en parlant avec fermeté aux meneurs(1) ».

Comment l'archevêque se comportait-il avec les constitutionnels ? Les biographes ne sont point d'accord. L'abbé Lyonnet assure qu'il exigeait des rétractations complètes et fait allusion au registre d'abjurations conservé à l'Archevêché. Mais son contradicteur, l'abbé Cattet, prétend prouver que Fesch au contraire changea toutes les règles observées depuis douze ans, c'est-à-dire depuis les prescriptions de Marbeuf, et prit le contre-pied de tout ce qu'avait fait Mérinville ; à l'appui de sa démonstration, il produit le texte de la formule « insignifiante » que dressa de sa main Mgr Fesch : « J'adhère aux jugements de l'Église sur les affaires de France » (2). Tandis que les affirmations de Lyonnet inspirent Frédéric Masson qui fait de l'archevêque un véritable persécuteur des constitutionnels, l'abbé Vanel, rompant des lances avec l'historien des Napoléonides, incline au contraire vers la thèse de la complaisance. M. Charléty parle d'un « souci tout napoléonien de faire sa part au passé révolutionnaire » et croit que Fesch, sans distinguer entre les deux catégories, ne demanda à ses prêtres que l'adhésion au Concordat (3).

Il n'est pas aisé de situer la position de Fesch. Nous croyons ne devoir recourir pour cela qu'aux textes qui traduisent la volonté personnelle de l'archevêque et aux actes qui engagent sa responsabilité. Sa correspondance ne témoigne d'aucune tendresse pour les schismatiques. Voici comment il en parle au Secrétaire d'État : « Je suis dans mon diocèse depuis huit jours. Dieu m'accorde des consolations.

(1) Fesch au Premier Consul, 30 frimaire, A. N., F¹⁹ 1904.

(2) LYONNET, *Fesch*, I, 163 ; dans sa *Vie de Mgr d'Aviau*, II, 331 et 370 : le même auteur affirme que lorsque l'archevêque de Bordeaux prétendit exiger des constitutionnels une rétractation, il eut gain de cause par l'appui de Fesch. Contra : CATDET, *Défense de la Vérité*, p. 93-96.

(3) MASSON, *Petites histoires*, I, 245 ; et *Le Cardinal Fesch*, in « Le Salut Public » 12 juin 1910 ; VANEL, *Le cardinal Fesch et M. Frédéric Masson*, eod. loc., 14 juin ; CHARLÉTY, *Rev. Hist. Lyon*, t. IV, 218.

Chaque jour je réunis dans le giron de l'Église catholique des prêtres revêches et opiniâtres qui sont en très grand nombre. J'espère que la pacification sera entière et sans palliatifs et que je pourrai dans quelque temps offrir à Sa Sainteté l'hommage de la soumission la plus parfaite de tous les ecclésiastiques de mon diocèse (1). » S'il est naturel qu'à Rome, il s'exprime en chef de diocèse au-dessus du soupçon, il est singulier qu'avec le Premier Consul, il ne prenne pas soin de dissimuler ses préférences : « En les voyant entrer chez moi, je distinguais les constitutionnels des non-constitutionnels : celui-ci est bien habillé, bien propre, l'autre déchiré, couvert de haillons et de malpropreté, l'un saluant et ayant des formes discrètes, l'autre avili et grossier, l'un sentant la bonne compagnie, l'autre abruti, incapable de faire un compliment. Je distinguais encore les prêtres rétractés ; ils sont un peu mieux habillés, moins aigris, désirent la paix de l'Église »... Cette partialité déplaisante (était-ce une tentative pour éclairer son neveu et le faire revenir de ses préventions?) ne semblait guère présager un succès rapide auprès d'esprits surexcités.

Néanmoins les faits sont là. Dès le 7 nivôse, il n'y avait pas un mois que l'archevêque était dans son diocèse, Portalis mandait que la réconciliation était complète. Les constitutionnels de Saint-Étienne, qui avaient mis le plus longtemps à se décider, venaient d'envoyer leur acte de réunion (2). A Belley la résistance devait succomber à la fin de nivôse. Même en faisant la part du désir de flatter le Premier Consul, il y a peu à rabattre du tableau présenté par Portalis. A Lyon, Fesch reçut lui-même les prêtres qui passèrent ensuite dans les deux bureaux où Renaud et Courbon tenaient les registres à signer. A Montbrison, Groboz, futur secrétaire de l'Archevêché, à Bourg, O'Brien, tous deux insermentés, allèrent recueillir les adhésions.

La formule de réconciliation imposée est conservée dans de nombreux documents des archives de l'Archevêché de Lyon. Un gros registre, ouvert le 16 frimaire an XI, sous le titre : « Noms de MM. les prêtres rétractés », porte 293 signatures, au-dessous de la formule, répétée en tête de chaque page : « Nous déclarons entre les mains de Mgr l'archevêque de Lyon que nous adhérons d'esprit et de cœur

(1) Fesch au Secrétaire d'État, 12 décembre, Arch. Archev., *Papiers Fesch* ; au Premier Consul, 30 frimaire A. N., F¹⁹ 1904.

(2) Rapport de Portalis, 7 nivôse an XI, A. N., F¹⁹ 226 ; Fesch à O'Brien, 29 frimaire, Arch. Archev., *Papiers Fesch* ; Registre : « Noms de MM. les prêtres rétractés », Arch. Archev.

au Concordat et à toutes les mesures prises par l'Église et l'État pour le rétablissement de la religion en France et que nous nous soumettons entièrement à tous les jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France ». Ce n'est donc pas le texte bénin que citait l'abbé Cattet ; ce n'est point la simple adhésion au Concordat, seule autorisée par le gouvernement ; les mots si redoutés des constitutionnels : « les jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France », y figurent bel et bien.

Et Fesch les voulait explicitement. C'est ainsi que le 30 frimaire an XI, il écrivait à deux des prêtres les plus en vue de Saint-Étienne, Bodet, dont il allait faire un chanoine, et Blachon : « D'après votre adhésion au Concordat et aux mesures prises par N. S. Père le Pape Pie VII, renfermée dans une déclaration déposée dans nos mains, et d'après la déclaration contenue dans votre lettre du 26 frimaire, que vous vous soumettez d'esprit et de cœur aux jugements du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France, à la suite de laquelle vous demandez d'être absous des censures, nous acceptons avec satisfaction l'expression de ces divers sentiments et en vertu de l'autorité apostolique qui nous est déléguée, nous vous accordons en forme gracieuse l'absolution des censures et la dispense des irrégularités, en vous chargeant de réciter les sept psaumes pénitentiels avec les litanies des saints et les prières qui suivent, et nous joignons ici le certificat de communion que vous désirez ». Dans les jours suivants, non seulement il renvoya à M. Bodet ceux qui demandaient des renseignements relatifs à la déclaration à souscrire, mais il obligea ceux dont la formule n'était « pas exacte », à se conformer à ce modèle (1).

Faut-il conclure de tout cela que Fesch ne dut de réussir là où Mérinville avait échoué qu'au découragement des constitutionnels, au sentiment que leur résistance était désespérée, qu'elle se heurterait à la volonté du Premier Consul, dont l'archevêque ne pouvait qu'être l'interprète ? Faut-il soupçonner parfois l'emploi de moyens de persuasion moins nobles, puisque Fesch disposa un peu plus tard de quelques milliers de francs pour les prêtres qui se *comportaient le mieux* (2). Peut-être. Il y aurait toutefois injustice à ne pas accorder leur part aux

(1) Fesch à MM. Bodet et Blachon, prêtres à Saint-Étienne, 30 frimaire an XI ; à quelques prêtres de la Loire, 2 nivôse ; à Vinois, prêtre à Saint-Chamond ; à Berthier, prêtre à Roanne, 10 nivôse, dans Arch. Archév., *Papiers Fesch*.

(2) Rapport de Portalis, 7 prairial an XI, A. N., AF IV 1917 (cf. ce qui se passe à Vannes : Napoléon à Portalis, 26 brumaire an XI, *Corr.*, VIII, 6432).

procédés de l'archevêque. Un curieux témoignage prouve que, dans ses conversations privées au moins, il sut tempérer ce que ses exigences avaient de rigoureux. C'est une lettre d'un prêtre du diocèse, qui, se plaignant de son sort en 1807, rappelait à son évêque les propos qu'il lui avait tenus, le jour de la réconciliation :

« Vous avez dit, Mgr, que bien loin d'exiger de nous rétractation du serment de 91, vous nous invitié (*sic*) à ne pas refuser celui qu'on allait nous demander. Vous nous avez dit qu'il y avait dans la Constitution civile du Clergé trois articles contre lesquels le Saint-Siège avait jugé à propos d'exercer sa censure. Le premier, selon V. E., était peu important ; le second consistait dans l'institution donnée par le métropolitain aux évêques et le troisième dans les attributions trop étendues des conseils épiscopaux, en sorte que l'autorité du Siège paraissait résider moins dans la personne de l'Évêque que dans son presbytère, ce qui favorisait l'impiété [mot illisible]. Vous nous avez invité à nous soumettre au jugement du Saint-Siège pour fermer, disiez-vous, la bouche à nos adversaires et nous y avons souscrit. Vous nous avez ordonné de réciter une fois les psaumes de la pénitence en ajoutant que la satisfaction imposée était plus grande que le péché, puisque la cour de Rome avait reconnu que l'erreur était dans le mot et non dans notre intention. Vous n'avez fait à aucun de nous un devoir de déclarer, en entrant en place, qu'il a été dans le schisme, dans l'hérésie, et que ses actes étaient nuls ; au contraire vous nous avez assuré que nos fonctions avaient été valablement exercées et que vous ne permettriez pas que des prêtres dont la plupart, selon vous, n'avait pas même un titre coloré, osassent les improuver. Cette doctrine, Monseigneur, est celle que vous avez recommandée à tous les ecclésiastiques » (1).

Cet obscur curé du Forez définit bien l'attitude adoptée par le chef du diocèse : les conditions mises à la réconciliation sont exactement celles que stipule la lettre à M. Bodet ; les propos par lesquels il aurait adouci sa rigueur sont plausibles. Il est naturel que l'ancien vicaire constitutionnel d'Ajaccio n'ait pas vu un crime dans le serment de 1791. Il est de fait que l'archevêque de Lyon ne permit jamais que

(1) L'abbé Bardet à Fesch, 26 févr. 1807, Arch. Archev. : « Lettres diverses à Fesch ». Chanal, le vicaire de Renaud, donc un des chefs des constitutionnels, avait écrit à Fesch le 10 déc. 1802 : « Vous pouvez vous rappeler que je signai la feuille au moment même où vous me la fites (un mot omis) tant était aveugle la confiance qu'au premier abord vous m'aviez inspirée » (Communiqué par l'abbé J.-B. Vanel).

personne contestât la validité des actes accomplis par les constitutionnels, alors que dans tant de diocèses leur valeur soulevait d'interminables controverses. Il toléra moins encore que personne mît en question la validité des réconciliations opérées par lui. A un prêtre de Belleville qui avait dû soulever imprudemment un doute, il répondait de haut : « Il n'est pas douteux que l'on puisse communiquer avec les prêtres qui sont dans ma communion. A moi seul appartient de décider des motifs de les y admettre »..... A des femmes de diverses paroisses qui protestaient, aux « malintentionnés » qui refusaient de recevoir des constitutionnels, il répondait en menaçant de faire interdire leurs églises. Fesch dut au moins assurer aux réunis le silence sur leur conduite passée et sur les conditions de leur retour, et un minimum d'égards et de charité. Nous n'avons pas à juger la valeur théologique de ses arguments sur la Constitution civile et les décrets du Saint-Siège. Ce qui est certain, c'est qu'il obtint un résultat inespéré. L'abbé Renaud écrivait à Portalis, « au nom de tous ses confrères et au sien propre », qu'ils étaient « supérieurement satisfaits des procédés et de la conduite de Mgr l'archevêque et qu'ils [étaient] franchement et loyalement réunis à ce respectable prélat » (1). Et cette satisfaction ne se démentit jamais.

Enfin, Fesch avait aux yeux des constitutionnels le mérite de se montrer très rude contre les extrémistes du parti adverse, qu'il suspectait de ne pas accepter de bon cœur cette réunion et qu'il n'hésitait pas à considérer comme dangereux pour la paix publique. Il manifesta une aversion caractérisée pour l'ancien « Conseil », héritier de Marbeuf. Dès le début, il avait annoncé son intention d'en tenir tous les membres à l'écart de son administration. Il alla plus loin. Des collègues de l'épiscopat, représentant des opinions opposées, intercédèrent en faveur de Linsolas, toujours retenu en prison : Mérinville, à qui l'archevêque de Lyon avait protesté de ses obligations, d'Aviau qui se croyait sûr, par Émery, d'atteindre Fesch, Le Coz qui s'honora par une belle lettre à Fouché. Fesch refusa catégoriquement d'intervenir en sa faveur. Plus tard, il réclama une aggravation de l'exil imposé à l'ex-grand vicaire de Lyon, « homme emporté, turbulent, ennemi du gou-

(1) Rapport de Portalis 3 pluviôse. A. N., F¹⁹ 226 ; Fesch à M. Bon, prêtre de Belleville, 2 nivôse, Arch. Archev., *Papiers Fesch*. CHARLÉTY (*Rev. Hist. Lyon*, IV, 218) montre que « l'opposition papiste », qui parlait encore si haut sous Mérinville, se tut et ne provoqua presque aucun incident contre les constitutionnels.

vernement », qu'il ne voulait même pas souffrir sur les frontières de son diocèse (1).

La conduite du nouvel archevêque paraît donc clairement établie. Il a exigé des constitutionnels la formule de rétractation voulue par Rome. Les conditions qu'il a mises à la réconciliation des jureurs sont précisément celles qui avaient été mises à sa propre réconciliation : la soumission est la même et identique la pénitence imposée. On peut épiloguer sur les sentiments qui l'animaient : était-ce la volonté de prouver aux prêtres irréprochables qui l'avaient ramené, à Rome peut-être, qu'il avait mérité l'absolution de l'Église ? Était-ce quelque engagement moral d'agir selon les intentions du Siège Apostolique ; ou la résolution prise, devant sa propre conscience, de ne pas autoriser, lui qui avait péché par faiblesse, d'autres faiblesses ? Était-ce cette « satisfaction de l'orgueil » dont parlait Bonaparte, le bas désir de revanche qui pousse un homme à faire passer autrui par les humiliations qu'il a subies pour soi ? On est là dans le domaine des hypothèses : les textes établissent du moins qu'on ne peut sans parti pris dénoncer un persécuteur dans un chef qui manifestait une entente charitable des moyens de pacification, une volonté formelle d'étouffer la voix de tous les exagérés ; les faits prouvent que la paix régna désormais dans le diocèse.

Ce qui reste d'une portée plus haute pour l'histoire de Fesch et pour l'histoire tout court, c'est la constatation que les règles posées par l'administration consulaire ne furent pas observées à la lettre. Même chez l'oncle du Premier Consul, le prince de l'Église l'emporte sur le fonctionnaire de l'État ; même dans un diocèse à l'organisation duquel le gouvernement avait donné une attention et des soins particuliers, l'application du Concordat se fit plutôt dans le sens que souhaitait Rome que dans le sens annoncé par les Articles organiques. Nous en avons une dernière preuve dans un document, malheureusement anonyme, mais qui semble avoir été rédigé sinon à la légation de Paris, du moins avec des documents de la légation ; les débuts de Fesch

(1) VANEL, *La captivité de Linsolas*, in « l'Université catholique », 15 juillet 1910. Cf. Roussel *Correspond. de Le Coz*, II, 35. Les choix de Fesch avaient fait tout de suite prévoir ses préventions contre l'administrateur Verdolin : Linsolas, de Rully, O'Brien, sans parler de Courbon, étaient des champions des droits du Chapitre contre le « Conseil ». L'exclusion des anciens vicaires généraux est un des faits qui excitaient l'indignation de Cattet et étayaient sa thèse des complaisances de Fesch pour le schisme (*Défense de la Vérité*, p. 113 sqq.).

dans son diocèse y sont jugés comme suit : « Le dit Archevêque écrit pour les fêtes de Noël au Cardinal légat une lettre qui était certainement une des plus respectueuses et empressées que celui-ci eût reçues des Evêques. Il y rendait compte que, à l'exception d'un très petit nombre, tout le monde s'était rendu à sa voix, et l'on sut par ailleurs que, sans se contenter de la formule transmise par le légat, il avait exigé la soumission explicite aux jugements de Pie VI sur les affaires de France. Ces constitutionnels qui s'étaient refusés aux exigences plus douces et modérées demandées par l'administrateur dans la forme convenue entre le légat et le Gouvernement ; ces constitutionnels qui en appelaient à l'arrivée de leur nouvel archevêque, s'ils eurent l'espoir d'être soutenus, ou au moins traités encore plus doucement lorsqu'ils auraient à faire à l'oncle du Premier Consul qu'ils supposaient peut-être plus attaché aux principes et aux maximes du Gouvernement, durent bien se repentir de leur obstination. A son arrivée, ledit Archevêque exigea ce qui ne fut peut-être exigé en aucun diocèse, ou en un très petit nombre, pour la réconciliation des prêtres constitutionnels » (1).

*
* *

Pour la circonscription des paroisses et les nominations, Fesch manifestait la même décision et la même volonté d'aboutir. Le diocèse était très en retard, puisque tout aurait dû être terminé le 1^{er} brumaire an XI. Il fallait aller vite, toutefois l'administration préfectorale avait un droit de regard formel et pouvait signaler « les hommes qu'on aurait pu placer et que l'esprit de parti aurait pu éloigner » (2).

Le 3 pluviôse, l'archevêque expédiait aux préfets son travail, avec une lettre d'envoi dont le style disait assez que, accomplissant une formalité, il ne concevait même pas la possibilité d'une contestation. Le recrutement du personnel était conforme à la loi : « J'ai pris pour base des nominations, disait Fesch, d'en conférer le tiers aux constitutionnels que j'ai réunis moi-même, j'y ai admis aussi en moindre nombre les constitutionnels réunis avant moi ; vous verrez que, pris ensemble, ils excèdent de beaucoup le tiers ». Les tableaux annexés donnent en effet pour le Rhône 13 sur 28 paroisses et 89 sur 219 suc-

(1) *Storia mutilata del Concordato*, Vat., Ep. Nap. 1. Pour la correspondance Fesch-Capara, voir A. N., AF IV 1891 (compliments banals).

(2) Le Premier Consul à Portalis, *Corr.*, VII, 6214 ; VIII, 6243.

cursales assignées aux constitutionnels ; dans la Loire, dix curés jureurs contre dix-huit insermentés : Saint-Étienne par exemple avait un curé de chaque bord, Roanne un insermenté, Montbrison un jureur. Pour l'Ain, nous n'avons pas de tableau, mais parmi les curés, il y eut des constitutionnels notoires, comme Perrin, qui avait dirigé la résistance contre Mérinville (1). Sur ce point-là, d'ailleurs, il n'y eut aucune chicane de la part des préfets.

Tout alla très bien dans la Loire et l'Ain. De Conynck-Outrive s'empressa d'opiner que « la désignation des curés était faite conformément aux dispositions organiques de la Convention passée entre le Gouvernement français et le Saint-Siège » et que le nombre des succursales était fixé « de la manière la plus convenable » (2). Dans le Rhône, Bureaux de Puzy montra moins de bonne grâce : il déplorait que le projet ne reproduisît pas celui de l'ancien préfet Najac. Sans doute Fesch avait renoncé à imiter Mérinville en doublant le nombre des cures : il proposait seulement d'en créer trois dans les faubourgs de Lyon, comme il convenait « dans des communes dont le Maire est nommé par le Premier Consul ». En revanche, le nombre des succursales paraissait trop restreint au préfet. Les fréquentes réunions de hameaux et de villages avaient des inconvénients : le gouvernement désirait mettre partout le culte à la portée des populations et éviter de « faire renaître les haines et l'antipathie subsistantes entre plusieurs de ces communes » téméairement rapprochées. Objection fondée, car de toutes parts la délimitation des paroisses et leur groupement révélaient des rivalités locales acharnées et valaient des protestations innombrables aux autorités du département. Le préfet du Rhône essayait d'amener Fesch à des corrections, et rendait compte au Conseiller des Cultes (3).

Mais de ce côté l'archevêque, non sans quelque désinvolture, l'avait devancé. Il avait écrit à Portalis : « Le travail de l'organisation de mon diocèse vient d'être terminé. Il est entre les mains du Préfet. La situation de mon diocèse et la disposition des esprits, en qui la diversité d'opinions vit encore d'une manière assez prononcée, m'a déterminé à

(1) Fesch au Préfet, 3 pluviôse an XI, Arch. Rh., série V (24). « État des curés et desservants » de pluviôse an VI, Arch. Rh., série V (2).

(2) Le Préfet de l'Ain à Fesch, 7 pluviôse an XI, Arch. Archev. ; Arch. Ain, série V, liasse 31 ; Arch. Loire, série V, liasse 1.

(3) Le Préfet du Rhône à Fesch ; au Conseiller des Cultes, 7 pluviôse an XI, Arch. Rh., série V (24).

mettre provisoirement à exécution mon travail, en envoyant par une commission particulière dans leurs différentes églises les curés et desservants que j'y ai destinés, sauf l'institution canonique, après la sanction du Gouvernement. Cette mesure m'a paru non seulement utile, mais indispensable pour arrêter le désordre existant dans l'exercice du Culte et en prévenir de nouveau »..... De même, Fesch expliquait au Premier Consul qu'il importait de « ne point donner le temps aux mal intentionnés de travailler à ne point faire recevoir les constitutionnels » (1). Après quoi, les objections de Portalis refusant une approbation provisoire, qui en réalité lierait le Gouvernement « pour toujours », devenaient inutiles. Elles furent d'ailleurs exprimées avec cette rigueur sur les principes et cette inclination à céder sur les détails où se reconnaissait le style du Directeur des Cultes. Et elles arrivaient trop tard. Déjà, dans la plupart des communes, les ecclésiastiques s'étaient présentés munis de lettres contenant les pouvoirs de l'archevêque. Le préfet prit le parti d'adresser aux maires une circulaire les invitant à favoriser l'installation des ministres du culte et la reprise de la vie religieuse (2).

Véritablement Fesch avait pour lui la poussée de l'opinion en faveur d'une prompte et complète restauration du culte. Les administrateurs ne pouvaient que constater le vœu des communes qui voulaient avoir chacune son église rouverte et son pasteur. Les voyageurs admiraient l'empressement de la foule aux cérémonies dans les grandes paroisses de Lyon. Un événement imprévu amena même, vers la mi-février, les autorités civiles à s'unir aux autorités religieuses dans l'église métropolitaine. Ce fut le passage de la dépouille mortelle du général Leclerc, beau-frère du Premier Consul, que Pauline Bonaparte ramenait de Toulon vers Paris. A l'office célébré par l'archevêque de Lyon assistèrent le Préfet, les trois maires, les divers tribunaux, les conseillers généraux et municipaux. Et tous ces personnages officiels durent entendre une oraison funèbre où l'éloquent chanoine de Bonnevie tira habilement de la vie « d'un soldat de la Révolution », qui avait « pris part à ses saturnales », des leçons en faveur de la religion restaurée par Bonaparte. Signe des temps nouveaux ! ce discours mérite sans doute de passer pour un des premiers exemples de la basilolatrie où le

(1) Fesch à Portalis, 7 pluv. an XI, Arch. Archev., *Papiers Fesch* ; au Premier Consul, 14 pluviôse, A N., F¹⁹ 1904.

(2) Portalis à Fesch, 20 pluviôse, Arch. Archev., *Papiers Fesch* ; Fesch au Préfet de la Loire, 14 pluviôse, Arch. Loire, série V (1).

clergé allait se ruer (1), mais il montre aussi quelle liberté de langage contre les erreurs de la Révolution pouvait s'abriter sous le couvert d'un hommage à l'autorité consulaire.

L'ouverture de la station de Carême donna lieu à des prédications très suivies. A la cathédrale Saint-Jean, le choix de Fesch avait installé l'abbé Fournier de la Contamine.

Neveu de M. Émery, en 1789 grand vicaire de l'archevêque d'Auch, Mgr de La Tour du Pin, l'abbé Fournier s'était fait remarquer à Paris, l'année précédente, par l'énergie de sa prédication. L'audace de certaines allusions politiques lui valut d'être enfermé à Bicêtre. Le Premier Consul le fit transférer à Turin, déclarant qu'il ne reverrait pas la France, et qu'il « faudrait bien que les prêtres obéissent à la puissance civile » (2). Fesch trouva cependant dans son amitié pour M. Émery le courage de solliciter l'élargissement du prisonnier. Il fit valoir qu'il s'employait alors à faire accepter un siège épiscopal à Mgr de La Tour du Pin, dont Bonaparte désirait vivement l'entrée dans l'Église concordataire, et que celui-ci faisait de la libération de Fournier une condition de son acceptation. Le Premier Consul accorda sa grâce. Fournier fut mis « à la disposition » de Fesch qui, aussirôt l'attira à Lyon et lui confia la station quadragésimale à la cathédrale (3). Lyonnet affirme que l'Archevêque eut encore à le défendre contre le Ministre de la Police. On croit sans peine, et même sans connaître le contenu des sermons de l'intrépide prédicateur, qu'il y eut dans ce geste un peu provoquant un des premiers épisodes de la sourde inimitié qui ne devait plus cesser entre Fouché et l'archevêque concordataire de Lyon.

(1) C'est ainsi que le jugeait Grégoire, *Histoire des Sectes religieuses*, III, 119.

(2) THIBAudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 157. Sur l'emprisonnement de Fournier, AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 251 ; DERIES, *La police de la chaire sous le premier Empire*, Rev. Ét. Hist., janv. 1928. Sur Fournier, *Notice sur M. Fournier, décédé évêque de Montpellier* [par Depéri], Montpellier, 1835 ; LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, I, 326.

(3) Fesch à Fournier, 11 nivôse an XI (1^{er} janv. 1803), *Pap. Émery*, V, 5424, Arch. Saint-Sulpice ; LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 216 ; CAZENOVE D'ARLENS, *Deux mois à Paris et à Lyon sous le Consulat*, p. 132, parle d'un « prédicateur fanatique », qui tonnait contre les protestants.

III

Mais Fesch se sentait assuré de la faveur dont il jouissait. Il en recevait alors une preuve éclatante : son élévation au cardinalat. Bonaparte venait d'obtenir que Pie VII créât cinq cardinaux pris dans l'épiscopat de la nouvelle Église Gallicane. Il avait sollicité cette faveur inusitée du Saint-Père comme une approbation de son effort pour le rétablissement du catholicisme. Faisant revivre à son profit la prérogative des souverains d'Ancien Régime, il annonça qu'il remettrait lui-même la barrette aux titulaires dans les formes usitées sous « l'ancien gouvernement », selon l'expression qui revenait sans cesse dans la correspondance entre le Premier Consul et le Conseiller chargé des Cultes. La cérémonie eut lieu le 27 mars 1803, selon le pontifical envoyé tout exprès de Rome (1).

Pour y figurer, Fesch avait dû abandonner son diocèse, au moment où il se proposait d'accomplir sa première tournée pastorale (2). Dès son arrivée, il apprit qu'il était nommé ambassadeur de la République près le Saint-Siège : le 4 avril parut le décret signé du Premier Consul. Il semblait donc que le nouvel archevêque, à peine installé, fût enlevé à son troupeau et à l'Église de France. Pourtant son séjour à Paris, presque aussi long que celui qu'il avait fait à Lyon (mars-juin 1803), fut activement employé en faveur de l'un et de l'autre. Lyonnet fait une allusion, vague selon son style ordinaire, aux fréquentes démarches du Cardinal dans les ministères, et surtout à ses entretiens avec Portalis : « La Providence, dit-il, lui avait donné une grande mission ; il la comprit et s'efforça de la remplir. De toutes parts, on s'adressait à lui pour obtenir sa protection auprès du gouvernement » (3). Il ne faut pas négliger les indications du bon abbé qui était souvent bien renseigné, — nous venons de le voir —, sur l'activité religieuse de Fesch, et n'avait que le tort d'en parler sans précisions, de la manière qu'il espérait la plus flatteuse pour son héros.

Les entretiens avec Portalis ne sont pas de l'invention de Lyonnet. Ils dépassèrent certainement en importance ce qu'autorisait à supposer

(1) Napoléon au Pape, *Corr.*, VIII, 6273 ; [JAUFFRET] *Mémoires sur les Affaires Ecclésiastiques*, I, 324.

(2) Fesch au P. Consul, 14 pluv. an XI, A. N., F¹⁹ 1904.

(3) LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 233.

soit l'amabilité naturelle du conseiller d'État, soit « l'attachement sans bornes » qu'il professait pour le Consul (1), et étendait à sa famille. Entre l'ancien avocat au barreau d'Aix et l'ancien séminariste provençal, des amis communs avaient fait naître une intimité inattendue. Portalis était provençal par toutes ses attaches et toutes ses relations. Or, autour des Bonaparte, gravitait un cercle de Provençaux, dont le rôle mérite certainement plus d'attention qu'on ne lui en a donné : il faut le situer tout de suite après la famille et le « clan Corse », et lui reconnaître en matière religieuse plus d'influence qu'à l'une ou à l'autre. C'était d'abord toute la famille d'Isoard, en particulier l'abbé Joachim Jean Xavier, qui, élevé au séminaire d'Aix en même temps que Fesch et Lucien, était, à la fois, un des meilleurs amis de l'archevêque, et un fidèle correspondant du ministre (2). C'étaient ce jeune Tournefort que Fesch venait de faire entrer dans son chapitre, l'abbé d'Astros, neveu de Portalis, son conseiller écouté en matières ecclésiastiques, bientôt grand vicaire de Paris. C'était surtout Jauffret, dont la famille, originaire du Var, était bien connue en Provence. Portalis avait fait entrer Joseph Jauffret à la direction des Cultes comme chef du secrétariat ; il attribuait à l'abbé André « des talents, d'excellentes vues, un bon esprit et un véritable attachement au gouvernement » : il ne semblait donc pas s'effrayer des tendances nettement favorables aux insermentés que celui-ci manifestait dans de nombreuses publications, surtout dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle*. Il aurait voulu en faire un évêque, et n'abandonna cette idée qu'en voyant Jauffret devenir premier vicaire de Lyon, où il devait prendre peu à peu le rôle d'un coadjuteur, grâce à la confiance, puis aux absences répétées de l'archevêque (3). De tout ce cercle, le ministre et l'oncle de Napoléon étaient plus ou moins prisonniers. Por-

(1) Portalis au P. Consul, 2 messidor an X, A. N., AF IV 1044.

(2) « Croyez qu'on ne peut pas vous aimer plus que je ne le fais », dit Portalis à Isoard, 22 janvier 1807, A. N., F¹⁹ 245 ; sur Portalis et ses relations aixoises, cf. ROUX-ALPHERAN, *Les Rues d'Aix*, II, 235.

(3) Sur Jauffret, voir REBOUL (R.), *Un archevêque nommé d'Aix... et ses frères ; Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, t. X, p. 18 ; M. LÉVY-SCHNEIDER (*Champion de Cicé*, p. 147) donne les *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle*, comme un exemple des violences de langage déjà permises en 1803 ; il est à noter que Émery félicitait l'auteur (26 juin 1803, *Papiers Émery*, V, 5174, Arch. Saint-Sulpice). Fesch au contraire avait été plutôt mécontent (3 janv. 1803, Arch. Séminaire de Metz). Émery dirigeait soigneusement le grand vicaire de Lyon, qui rendait compte de son côté à Portalis de la situation et de l'état des esprits dans le diocèse (A. N., F¹⁹ 5638). Émery aurait voulu obtenir pour lui le titre de suffragant.

tal, dans ses rapports avec les ecclésiastiques, professait « qu'à une conduite ferme on pouvait associer des formes qui pussent rapprocher les esprits et les cœurs, surtout quand il s'agit d'une classe d'hommes avec lesquels il ne faut jamais mollir, mais avec lesquels il est souvent nécessaire de raisonner ». Les assauts de ces amis, qui tous traduisaient les vœux de la fraction insermentée du clergé concordataire, ne le trouvaient point intraitable. Fesch, intervenant auprès du Directeur des Cultes avec l'autorité de sa situation, dans le sens de leurs relations communes, devait plus d'une fois hâter les décisions administratives favorables à la religion.

Or, ce que Lyonnet n'a pas décrit, c'est la conspiration d'une partie du clergé pour utiliser le cardinal et le guider au mieux des intérêts de la religion. Émery ne se contentait pas de lui faire parvenir ses suggestions par Jauffret; il mettait en mouvement un certain nombre de confrères de Fesch. Ainsi alertait-il, le 24 mai 1803, l'évêque de Limoges : il l'informait que les cardinaux présents à Paris allaient conférer de l'état et des besoins de l'Église de France : « Il en est, écrivait-il, qui pourraient bien n'être pas parfaitement au fait de tous ces besoins : je croirais donc utile que quelques évêques leur fissent connaître ce qui en est. » Et il engageait son correspondant à écrire aux archevêques de Lyon et de Tours (1). A des appels de ce genre, Fesch était certainement accessible, soit comme homme, car son amour-propre s'accommodait de sentir tant d'espoirs placés sur lui, soit comme dignitaire de l'Église, car il avait à cœur d'employer au bien de la religion les honneurs dont il était comblé. Ainsi, peu à peu, était-il constitué chef et interprète de l'épiscopat : autorité nouvelle qu'il ne devait certes ni à son passé ni à son caractère, mais à sa bonne volonté, à sa position, l'assentiment du clergé.

Dès la fin de 1802, il avait été mêlé à des nominations épiscopales. Une note de sa main résume les démarches auxquelles il avait consenti pour « faire accepter l'épiscopat à M. L., ancien archevêque d'Auch et à M. Émery » (2). Il s'était fait fort d'amener son ami à accepter le siège d'Autun. Le supérieur de Saint-Sulpice, décidé à tout refuser, s'était

(1) Émery à Mgr de Limoges, 24 mars 1803, *Papiers Émery*, V, 5342, Arch. Saint-Sulpice. Quelques mois plus tard, l'archevêque de Bourges, envoyant à Fesch un long mémoire sur son diocèse, lui déclarera qu'il lui écrit sur le conseil de M. Émery (Arch. Archev.).

(2) A. N., F¹⁹ 1904. Le L désigne La Tour du Pin-Montauban, ancien archevêque d'Auch.

prêté à la conversation pour obtenir la nomination de deux des plus estimables représentants de l'ancienne Église de France, MM. de La Tour du Pin Montauban et de Fontanges. Ces prélats furent en effet placés sur les sièges de Troyes et d'Autun. Dans la suite, Émery ne manqua jamais une occasion de reporter sur Fesch, dont il avait si bien guidé les démarches, le mérite de ces désignations. « C'est à lui, annonçait-il en faisant son éloge à Mgr d'Aviau, que nous devons l'entrée de deux archevêques dans la nouvelle église. Vous pouvez, dans les embarras où vous vous trouvez, vous adresser à lui avec confiance. Il est dans le dessein, lorsqu'il sera à Lyon, de faire bien des choses qui serviront de modèle, et sur lesquelles il a l'agrément du Premier Consul, comme de porter, non seulement dans sa maison, mais en ville, la soutane violette, de faire des processions, etc... (1) »

Nous trouvons annoncées dans ce fragment de lettre les principales innovations que Fesch réalisa dans son diocèse, aussitôt qu'il fut rentré de Paris à Lyon. Le retour à l'ancien costume ecclésiastique préoccupait les prêtres traditionnalistes. L'article LXIII de la loi du 18 germinal avait prescrit pour le clergé le port de l'habit court, à la française. Émery et Jauffret soutenaient que les canons et les usages de l'Église exigeaient le retour à l'habit long. Leurs instances auprès du Directeur des Cultes furent certainement appuyées par Fesch, qui, dès 1803, ordonnait à ses grands vicaires d'aller en soutane et en rabat, et de laisser « crier les autorités ». Néanmoins, ce ne fut qu'après le départ de l'archevêque pour Rome qu'elles eurent gain de cause. Une circulaire du gouvernement ayant autorisé l'habit traditionnel, Fesch prit résolument à son compte la mesure, et recommanda à son conseil d'en faire « peu à peu... un point de discipline tel qu'il était avant la Révolution ». Petit incident, mais significatif, puisqu'il aboutit à une correction des articles organiques. Ce n'est pas seulement dans son personnel, c'est dans ses usages que l'oncle du Premier Consul voulait faire revivre l'ancienne Église Gallicane. « Cherchons autant que possible à remettre les choses sur l'ancien pied » allait devenir une des formules familières et une des consignes les plus fréquemment répétées à ses grands vicaires (2).

(1) Émery à Mgr d'Aviau (nov. 1802), dans LYONNET, *d'Aviau*, II, 372. D'Aviau lui-même était un archevêque de l'ancienne Église.

(2) Cette question du port de la soutane revient sans cesse dans les préoccupations de Fesch, après son voyage de Paris au printemps de 1803 : à Jauffret, 28 thermidor an XI ; à Renaud, 8 février 1804, 25 sept. 1806 : « ce sont les anciens usages qu'il

Dans ce sens, l'initiative la plus audacieuse de Fesch, et le résultat le plus symptomatique de son voyage à Paris, fut certainement le rétablissement des processions publiques à Lyon en juin 1803. L'article XLV des Organiques, encore confirmé le 15 avril 1803 au Ministre de l'Intérieur par le Premier Consul lui-même, interdisait toute manifestation publique du culte dans les villes où il y avait une église protestante consistoriale. L'archevêque de Lyon était de retour depuis une semaine environ lorsque, le 20 prairial an XI (9 juin 1803), les vicaires généraux écrivirent au Préfet du Rhône :

« Nous sommes chargés de la part de S. E. Mgr le Cardinal archevêque de Lyon, de vous prévenir que la procession de la Fête-Dieu aura lieu publiquement cette année, le dimanche 23 prairial. S. E. se propose d'y officier elle-même. Elle vous invite à y assister. S. E. doit vous instruire de plus qu'elle a donné des ordres aux diverses églises et succursales de la ville pour que les sacrements soient publiquement administrés à compter dudit jour 23 prairial. Les motifs à cet égard ont l'approbation du gouvernement qui lui a été communiquée par le Conseiller d'État chargé des affaires du Culte.

« Vous savez, citoyen Préfet, que S. E. n'a fait aucune difficulté aux protestants pour le consistoire qu'ils se proposent d'établir à Lyon, quoiqu'ils ne soient point en nombre suffisant pour en avoir le droit aux termes de la loi. Si donc ce consistoire pouvait être un obstacle à la publicité du culte catholique, S. E. s'opposerait alors à son établissement dans l'enceinte de la ville. Mais elle connaît les heureuses dispositions des protestants et celles du gouvernement (1). »

Ainsi, trois jours avant de la mettre à exécution, l'archevêque annonçait au préfet une décision aussi grave qu'insolite : il la justifiait par sa connaissance personnelle des dispositions du gouvernement et mettait le marché en main à ceux qu'elle pouvait atteindre. Avec le commissaire général de police Dubois, dont l'hostilité était connue, il fut plus net encore. Il le convoqua chez lui et, écartant ses objections d'un

faut consulter, je ne veux point introduire de nouveauté. » L'évêque de Versailles avait été un des premiers à prescrire l'« habit long » aux ecclésiastiques (*Annales littéraires* de l'abbé de Boulogne I, 506). Émery poussa Fesch à l'imiter (23 mars 1805, *Papiers Émery*, V, 5073, Arch. Saint-Sulpice). Il semble que ce fut Jauffret qui fournit à Portalis les arguments que celui-ci fit valoir pour le retour à l'ancien costume : cf. REBOUL, *Un archevêque d'Aix*, p. 19-20. En mars 1804, un arrêté du Premier Consul autorisa l'habit long.

(1) Les grands Vicaires au préfet du Rhône, 20 prairial an XI, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

mot, le rendit responsable du maintien de l'ordre. C'était le fait du prince.

L'événement montra que Fesch n'avait pas trop osé. La procession, qui rassembla des délégués de toutes les paroisses de Lyon, — cent mille hommes, dit poétiquement Chateaubriand qui fit de sa description comme un chapitre ajouté au *Génie*, — se déroula sans incidents, et dans un réel enthousiasme. Elle parcourut les quais, décorés avec empressement par la population et s'acheva dans le cadre de Bellecour, encore ravagé par les destructions de la Terreur. Après la cérémonie, le cardinal réunit ses collaborateurs : il leur donna l'ordre de renouveler le dimanche suivant dans leur paroisse la solennité accomplie par lui pour toute la ville, d'aller processionnellement dans les rues lorsqu'ils feraient un enterrement ou porteraient le saint viatique : « Si vous n'avez pas de dais, abritez en attendant le Saint Sacrement sous un parapluie ; il importe que vous vous mettiez sans retard en position d'officier extérieurement, pendant que je suis ici pour vous défendre et pour vous protéger au besoin. » Fesch ne tenait pas la partie pour entièrement gagnée. Le préfet, ne sachant quelle attitude observer, avait trouvé un motif pour s'éloigner ce jour-là. Mais le commissaire de police n'attendait que l'éloignement de l'archevêque pour écrire à Paris. Fesch trouva pour défenseur Portalis. Dans deux rapports du 12 et du 16 messidor, celui-ci parla de « la procession de la Fête-Dieu » comme d'une chose naturelle et attendue : elle avait fait grand plaisir aux Lyonnais. Prenant l'offensive pour prévenir l'effet des relations du commissaire de police, il n'hésitait pas à blâmer le préfet de son abstention : « cela a eu un très mauvais effet pour les autorités qui se sont ainsi maladroitement isolées de leurs administrés et qui regrettent de ne s'être pas conduites d'une manière plus conforme à l'opinion générale (1). »

C'est donc sur « une grande victoire » que Fesch quitta sa ville archiépiscopale à la mi-juin, à destination de Rome. Il était très fier des résultats obtenus en six mois à peine d'exercice de sa charge. La réunion des esprits opérée, « les traces de cette déplorable division qui

(1) MEYNIS, *Grands Souvenirs de l'Église de Lyon*, p. 425 ; STEYERT, *Nouvelle histoire de Lyon*, III, 596-97, qui donne une gravure extraite des « Étrennes religieuses », de 1804, avec la légende de l'époque : « La liberté des cultes maintenue par le gouvernement ». L'affiche annonçant la cérémonie portait en suscription : « Joseph Fesch, etc., *primat de France...* » Les rapports de Portalis (1^{er} au 16 messidor au XI) sont dans A. N., AF IV 1044.

a affligé l'Église » effacées par la foi et la charité, le culte repris partout et ses manifestations publiques rétablies, un séminaire comprenant déjà près de quatre-vingts étudiants en théologie encadrés par des Messieurs de Saint-Sulpice, une ordination célébrée pour la première fois depuis 1790, la confirmation distribuée à dix milles fidèles, enfin la mise en marche du Conseil de ses grands Vicaires, telles étaient à ses yeux les preuves authentiques de son esprit concordataire, et de son zèle apostolique. Il recommandait à ses représentants de le tenir au courant de tout, car il entendait être toujours présent au milieu de ses amis de Lyon (1).

Ces débuts de Fesch semblent contenir en raccourci l'histoire de sa carrière épiscopale, qui devait se passer presque toute en dehors de sa résidence et qui cependant fut incontestablement féconde et intéressa de plus en plus le cardinal aux destinées de son diocèse et de l'Église de France.

IV

Au moment où il quitte Lyon, comme ambassadeur près le Saint-Siège, Joseph Fesch vient d'entrer dans sa quarante et unième année. C'est dans la force de l'âge qu'il atteint, par la courbe la plus inattendue, les suprêmes dignités de cette Église où il est entré, prêtre, moins de vingt ans auparavant, et hors de laquelle il a vécu près de sept années.

Le silence des documents prouve combien il est mal connu des contemporains, combien enveloppé de mystère reste son passé, combien fermée sa physionomie. De portraits antérieurs à 1802, nous n'en avons pas, et les nombreux tableaux ou bustes qui furent exécutés ensuite présentent une variété telle qu'il devient comme impossible de découvrir le plus conforme aux traits naturels. Les documents écrits sont plus incapables encore de nous renseigner sur lui. A peine si la malignité des agents royalistes trouve à s'exercer sur cet archevêque improvisé (2). Les familiers, dans leur correspondance, sont, pour des raisons qu'expliquent à la fois leur correction et l'indiscrétion de la police, très sobres sur son compte. C'est avec des matériaux

(1) Fesch à Courbon, 25 messidor; aux Grands Vicaires, 11 thermidor an XI, *Papiers Fesch*, Arch. Ar chev.

(2) REMACLE, *Relations des agents de Louis XVIII*, p. 102.

de la période suivante de sa vie, et encore sont-ils rares, qu'il faut tracer le portrait physique et moral du nouveau cardinal.

« Petit homme replet, frais et vif », tel le verra sur la fin de sa vie, en son palais de Rome, la Princesse Mathilde sa nièce (1). Dans l'âge mûr, il a donc conservé l'apparence de santé irrévérencieusement moquée par Lucien, qui l'avait décrit à vingt ans, dispos, « toujours frais, sinon comme une rose, tout au moins comme une rave de belle et bonne qualité », d'excellent appétit, dormant bien et longtemps. Plutôt forte, lourde, nous apparaît sa silhouette. Vainement Appiani, en 1806, selon les plus flatteuses recettes des artistes italiens, le drapera-t-il en riches vêtements d'apparat, affina-t-il la main et le visage : il ne réussira pas à faire vivre, dans l'œil brun, la forte expression d'un regard de chef (2). La vérité est du côté de David, qui avait obtenu du cardinal quelques séances de pose, en vue du tableau du Sacre, — vérité confirmée par deux lithographies, l'une de Delpech pour la maturité, l'autre, vers le déclin, de Llanta : un front élevé, un nez accusé, des lèvres minces donnent une impression d'autorité, de sûreté de soi. Mais le visage reste banal. La tête ronde, le nez et le menton curieusement pointus, les joues qui s'empâtèrent avec l'âge, sont d'un chanoine de province plutôt que d'un prélat grand seigneur.

N'ayant pour lui ni le charme, ni la prestance, Fesch est encore desservi par sa « petite voix montée en fausset » (3). Il a peu de conversation, le « style saccadé » et la « parole brève ». Dans le monde, il est mal à l'aise et s'ennuie. Dans les cérémonies ecclésiastiques, il officie avec pompe, pénétré de la grandeur des fonctions religieuses, ému souvent. Mais, malgré les instances d'Émery, il ne consentira presque jamais à prendre la parole en public. Au reste, il ne regarde à sa peine

(1) Princesse MATHILDE, *Souvenirs des années d'exil*, R. D. M., 15 décembre 1927 ; IUNG, *Lucien Bonaparte*, I, p. 11 ; C^{se} RASPONI, *Souvenirs d'enfance d'une fille de J. Murat*, p. 428.

(2) Le tableau d'Appiani est à l'archevêché de Lyon. Le Musée de Versailles possède une toile de Meynier, de 1806 également, commande officielle pour la série des Grands Dignitaires de l'Empire : il a été souvent reproduit (LACOUR-GAYET, *Napoléon*, p. 372) et il est d'ailleurs fort médiocre. Le Musée Napoléonien de l'Hôtel de Ville d'Ajaccio a le buste exécuté par Canova, en 1807, et le Musée Fesch, de la même ville, un portrait exécuté par Pasqualini. Gravures et lithographies reproduisant ces différentes toiles, et les portraits de Delpech et de Llanta (1836), Bibl. Ville de Lyon, *Fonds Coste*, n° 13.923.930.

(3) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, I, 425 ; CATTET, *La Vérité*, p. 9.

ni pour se déplacer, ni pour se dépenser. De bonne santé habituelle, il a besoin de mouvement ; avec une vie sédentaire, il risquerait un coup de sang à la tête. Si par hasard il est arrêté, une saignée, quarante-huit heures de repos le remettent sur pied. Il donne à son entourage l'exemple de l'activité, d'une activité ordinairement réglée dans son exercice, mais capable aussi d'efforts considérables. Son ami Fournier, le connaissant assez pour choisir l'éloge qui lui plaît, le félicite de ses « incroyables travaux » : ce n'est pas flatterie pure. Archevêque ou ambassadeur, Fesch est un laborieux. Sa volumineuse correspondance le peint bien, minutieux dans son application, et audacieux dans ses projets. Elle ne s'attarde pas aux grâces du style ; son français même est incorrect, et son orthographe constamment fautive. Elle est toute d'affaires. A la famille, il écrit souvent, car, dira-t-il à Rome, « je suis bien affligé très loin de toutes les personnes que j'aime » ; mais, en général, il parle santé, occupations (1) : le pittoresque, les souvenirs, les impressions personnelles n'ont pas de place ; quelquefois il se rattrape de ses prêches manqués par des sermons, louables dans leur intention, maladroits dans leur tour. Mais ce n'est là que la moindre partie de sa correspondance. L'essentiel va à ses collaborateurs diocésains ou à ceux avec qui le mettent en contact ses occupations. Manifestement il est à l'aise dans le domaine du positif — ne disons pas du matériel, car il sait s'attacher à un raisonnement, démontrer ou réfuter des objections point par point. Il faut à sa composition une base concrète. Alors elle est abondante, pesante plutôt que subtile, catégorique et dédaigneuse des nuances. Telles seront ses notes diplomatiques. Quant aux mandements épiscopaux, il en laissera la rédaction à ses grands vicaires.

Les choses de l'esprit ne sont pas son fait. Il a lu dans sa jeunesse, un peu au hasard ; il lit encore et collectionne les bouquins comme les tableaux, mais avec moins de bonheur et de discernement. Il lui arrive d'exhorter ceux qui l'entourent à approfondir de profitables lectures. Mais d'un ton qui prouve que le temps ne doit pas être gaspillé à des occupations sans portée pratique, du ton même avec lequel il réprimande le prêtre qu'il a chargé de ses séminaires et qui se

(1) Fesch à Murat, 2 nov. 1803, *Lettres de Murat*, III, n° 1165. — Nous reproduisons naturellement avec exactitude les particularités de style du cardinal, mais nous devons renoncer à signaler d'un (*sic*) les constructions risquées et les fautes d'orthographe innombrables. Fesch usait fréquemment de l'italien, surtout pour des billets familiers à ses amis, à Consalvi, etc. . .

laisse retenir au confessionnal par des dévotes (1). Il veut qu'on aille au but, aux réalisations.

Lui-même semble avoir transporté dans un nouveau domaine son ancien goût de l'entreprise. Toujours il a en tête plusieurs projets à la fois. M. Émery qui apprécie ce goût des fondations, qui a l'art de l'utiliser sans y paraître, finit quelquefois par être effrayé. Mais Fesch aime ce qui est grand, fût-ce hasardé. Il s'avance avec intrépidité, n'étant point porté par tempérament aux hésitations, soit qu'il simplifie volontiers les problèmes, — ce qui ne le qualifie guère pour trancher des questions théologiques —, soit qu'il se fasse illusion sur le pouvoir de sa volonté.

Car cet homme d'action est un autoritaire. Ses subordonnés, même les meilleurs, ne doivent pas devancer ses décisions. Il entend être au courant de leur travail et avoir d'abord autorisé leurs initiatives. Pour les rappeler, s'ils vont trop loin, il trouve des accents tout napoléoniens. Jauffret devait s'en apercevoir à son détriment, Jauffret l'ami des anciens jours, mais qui, premier vicaire général, laissa trop percer son action personnelle, et toléra de certains confrères des initiatives qui débordaient le Conseil archiépiscopal. « Vous devez bien vous mettre dans la tête, écrivait Fesch le 25 avril 1806, que dorénavant je veux tout connaître avant qu'on mette en exécution provisoire, ou vous m'obligerez à prendre des mesures qui vous déplairont.

« Toutes les grandes opérations doivent trouver un chef parmi mes grands vicaires, et je me garderai bien de ces hommes qui veulent devenir Prélats et Ordinaires d'une portion de mon troupeau. Je ne veux reconnaître hors de mon Conseil que des Prédicateurs, des Missionnaires, des Curés, des Vicaires, et je ne veux point de chefs et de directeurs de grandes congrégations...

« ... Que ces principes soient mis en pratique sans ménagement. Il faut à l'Eglise unité de Gouvernement. Dans tous les temps, les évêques ont réclamé contre les exceptions (2)... »

(1) Fesch à Jauffret, 11 thermidor an XIII ; à Cholleton, 18 février 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Sur sa bibliothèque, voir VANEL, *Livres de comptes*, p. 85-90. Le début du catalogue montre une prédilection pour les ouvrages d'histoire et les récits de voyage qui pourrait rappeler les goûts littéraires de son neveu ; mais à mesure qu'on avance se multiplient les traités de théologie, de spiritualité, convenables à son état. Dans sa correspondance d'ailleurs, il n'est pour ainsi dire jamais question de lectures.

(2) Fesch à Jauffret, 25 avril 1804, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Il dit au Premier Consul qu'il reproche à Jauffret d'aimer un peu la domination, et de se laisser aller à des innovations (20 nivôse an XII, A. N., AF IV 1694).

C'est la plupart du temps sur ce critérium de la soumission à l'Évêque qu'il juge et classe ses prêtres. Pour les mauvais, voici en quels termes il les dénonce à Courbon et l'admonestation qu'il prépare pour l'un d'entre eux : « Je lui parlerai en supérieur, je lui dirai de grandes et terribles vérités. Nous verrons s'il est au point de les entendre avec docilité, mais il faut des preuves bien grandes pour arriver à me convaincre qu'il est fait pour devenir un excellent prêtre. Je ne veux pas de lui des preuves de dévouement pour moi ; je n'exigerai que le remplissement (*sic*) des devoirs ecclésiastiques. Ce n'est qu'à ce titre qu'il pourra recouvrer ma bienveillance (1) ».

Très pénétré de ses droits, ne craignant pas de menacer de son autorité, il tient la colère pour un moyen de redresser un serviteur ou d'intimider un adversaire. Mais s'il ressemble par là à son neveu, son caractère sanguin l'emporte souvent plus loin qu'il ne faudrait. Combien d'éclats non calculés ! L'abbé Lyonnet décrit ce qu'il appelle par euphémisme les accès d'une religieuse indignation : Fesch s'arrêtant au cours d'une cérémonie pour « interpellier les personnes qui n'avaient pas une assistance assez recueillie. » Ses colères n'ont malheureusement pas toujours des sujets aussi honorables : Ségur lui transmettant un jour de la part de l'Empereur une proposition qui atteignait les finances du cardinal, le vit soudain « plus rouge que son chapeau » : « l'indignation le saisissant à la gorge fut si grande qu'il ne put me répondre que par des cris inarticulés » (2). Ces bouillonnements d'humeur sont bien connus de son entourage : « M. le cardinal est vif, confie Jauffret à un ami ; attendez-vous donc à quelques vivacités plus ou moins grandes de sa part. Avec de la douceur, de la persévérance, vous supporterez sans peine ces moments, surtout quand vous saurez combien Son Éminence a un cœur parfait, et il sait reconnaître les services des personnes qui lui sont véritablement affectionnées. Ainsi, d'une part, support de toute vivacité de sa part, douceur de la vôtre, voilà tout le secret de mériter l'affection de S. E., car vous avez les autres qualités qu'il désire, l'amour de la retraite, la discrétion et la modestie de votre état, l'esprit du sacerdoce, le zèle de la piété sans minutie (3). »

De ce tempérament violent au mauvais naturel que se plaît à char-

(1) Fesch à Courbon, 6 nov. 1805, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, II, 99 ; Ph. DE SÉGUR, *Mémoires d'un aide de camp*, I, chap. XII, p. 148.

(3) REBOUL, *Un archevêque nommé d'Aix*, p. 163.

ger Frédéric Masson, il y a loin tout de même. « Cœur noble et généreux », concède à Lyonnet l'auteur de *La vérité sur le cardinal Fesch* (1). Les documents le montrent capable d'affection. Une véritable tendresse, tissée, à mesure surtout qu'ils avanceront en âge, de chamailleries quotidiennes, l'unit à sa sœur Letizia, — qui lui ressemble par plus d'un trait. Le même esprit de famille les anime. Non seulement l'oncle se sent associé à cette solidarité d'intérêts qui constitue le clan Corse, selon l'historien des Napoléonides; mais il porte une affection cordiale, équitablement répartie, à ses neveux. Navré par leurs dissentiments, il s'efforce, — comme Madame Mère et pour elle, — de les apaiser. Des amis, il n'en admet qu'un petit nombre dans sa familiarité. Il n'est pas dans ses habitudes de s'ouvrir beaucoup, même avec ceux qu'il connaît de longue date. Mais ses attachements sont sûrs. Il ne reprend pas la confiance qu'il a donnée; et cette confiance ne va point seulement à des inférieurs ou à des médiocres. L'amitié qui l'honore le plus est celle de M. Émery à qui il est « infiniment attaché » et dont il suit avec une surprenante docilité les impulsions (2). Le collaborateur selon son cœur, ce sera le fidèle, modeste, utile, et « très cher M. Courbon ». En échange d'un travail considérable, il lui assure l'appui sans réserve de son autorité; et, lui écrivant, il s'attendrit, lui qui a horreur des manifestations de sentimentalité, jusqu'à « embrasser de toute son âme » son vicaire préféré (3), qui dans l'administration de son diocèse « tient dignement la place de bon Pasteur ».

Aussi durables que ses amitiés, mais plus nombreuses, sont ses rancunes. Méfiant, se laissant aller aux soupçons même offensants, il ne revient guère des préventions qu'il a conçues. Sa correspondance relative au diocèse est pleine d'hostilité contre les « partisans de l'ancien Conseil », et contre tous les anticoncordatistes. A Rome, ses heurts avec Consalvi lui inspireront un sentiment qui ira presque jusqu'à

(1) CATTET, *La Vérité*, p. 35.

(2) Il faut voir à ce sujet toute la correspondance entre Fesch et Émery entre 1803 et 1806, dans les *Papiers Émery*, V, p. 5032-5097 (Arch. Saint-Sulpice). Nous en utiliserons de nombreux extraits.

(3) Fesch à Courbon, 27 septembre 1803, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. : il l'assure de « la conviction où vous devez être que vous avez mon entière confiance ». Cf. Fesch au Premier Consul, 20 nivôse an XII, A. N., AF IV 1694. Courbon rend cette affection à son évêque : « Jouissez de la personne de S. E. et surtout de son cœur, écrit-il à Jauffret; prenez garde de ne faire votre paradis en ce monde » (Arch. Séminaire de Metz).

la haine. Non qu'il soit, dans ses emportements, incapable de retour : parfois la charité chrétienne triomphe du naturel et de ce qui est sans doute l'atavisme corse. Au plus fort des querelles avec le secrétaire d'État, il aura des retours méritoires. S'il signifie sa volonté en paroles tranchantes, il ne frappe pas brutalement ses subordonnés : après avoir averti tel d'entre eux, il lui fait tenir « avec ménagement et sans qu'il sache de quelle part une somme de 200 fr. » (1). D'ailleurs, en conscience, il ne croit pas obéir à des impulsions égoïstes ; il est persuadé qu'il n'est guidé que par des principes, qu'il défend des intérêts qui dépassent sa personne, surtout lorsque son autorité est en cause, ou telle mission dont il a été investi.

Il prétend donc avoir l'esprit de son état. En a-t-il les mœurs ? Sur ce point, il faut s'attendre à des divergences entre les mémorialistes ou les biographes. Les uns hasardent des comparaisons singulièrement flatteuses. « C'était à saint François de Sales, affirme M^{me} de Chastenay, que le bon abbé d'Espinasse comparait le cardinal Fesch » (2). Lyonnet évoquera saint Charles Borromée. L'exagération est manifeste, et les adversaires ont beau jeu à mettre en doute une sainteté si subitement parfaite. Indiscutable est la régularité de sa conduite. Les plus bas pamphlets ne trouvent aucun nom de femme à citer dans sa vie. Quelques bruits malveillants auraient couru, dit-on (3), sur son intimité avec M^{me} Clary, chez qui il avait fréquenté à Marseille et qui devait mourir à Rome, assistée par lui : faut-il faire remarquer que sa sœur Letizia était en tiers dans cette amitié, la seule amitié féminine de sa vie ? A l'égard des femmes, en effet, Fesch a une aversion instinctive. Son horreur du monde est faite en grande partie d'une misogynie décidée. Il est bien rare qu'une lettre de lui aille à un correspondant féminin : il n'a pas de dirigées, il redoute l'intrusion des dévotes dans les œuvres d'église. Austère personnellement, il blâme chez les ecclésiastiques même le soupçon, l'apparence de l'irrégularité : « point de quartier pour les prêtres qui pèchent contre les mœurs » est une maxime qui revient souvent dans ses décisions (4).

(1) Au même, 3 décembre 1803, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 50.

(3) DE RICART, *Autour des Bonaparte*, p. 112. L'auteur allié à la famille Clary et qui s'exprime sans tendresse sur les Bonaparte, n'admet pas pour sa part que leurs relations aient dépassé l'amitié.

(4) Fesch à Courbon, 30 mai 1804, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. L'archevêque ajoute d'ailleurs : « mais encore pour eux, il faut les éliminer peu à peu et sans commotion ». En tous cas il s'était fait un principe de ne jamais utiliser les prêtres

Ses papiers, ses comptes ne trahissent pas d'aventures, dont il faudrait d'ailleurs admettre que ni la chronique scandaleuse, aussi peu retenue à Rome qu'à Paris, ni les débats autour de son testament n'auraient enregistré l'écho. Un argument négatif, mais qui a son poids, c'est l'estime dont il jouit auprès d'un pape austère, auprès de vertueux ecclésiastiques qui se fussent écartés d'un prêtre moins digne.

En revanche, son attachement à l'argent est de notoriété publique. Toute sincère qu'elle soit, la conversion qui a marqué son retour au sacerdoce ne l'a guère changé sur ce point. Fesch aime l'argent, victime à la fois d'un esprit d'accroissement un peu mesquin qui le fait ressembler à sa sœur, et de goûts de dépense qui le rapprochent de ses neveux. Il lui plaît d'amasser, de manier du métal ; il roule en son cerveau, comme naguère, des comptes compliqués et minutieux. A l'entendre, il est toujours à découvert. Il dépense beaucoup. De sa vie bourgeoise, il a gardé le goût du luxe cossu, et maintenant il a le prétexte de vouloir faire honneur à son rang et à son neveu (1). Ses actes ici démentent la ladrerie qu'on lui prête parfois, et aussi ses charités : secours discrets aux personnes quelquefois, plus souvent fondations et œuvres à mettre sur pied. L'histoire de son administration prouverait combien fréquemment et largement il a donné pour son diocèse, mais selon son plan et ses vues propres, ce qui était d'ailleurs très légitime. Il n'a jamais, que nous sachions, été effleuré d'un scrupule sur l'origine de sa fortune, d'une hésitation sur son droit à en jouir : peut-être la croyait-il justifiée par l'emploi qu'il en faisait.

Il n'est pas plus dans sa nature de cultiver l'humilité que le détachement. Pas une fois ne vient sous sa plume une de ces protestations d'indignité qui sont comme des clauses de style dans la littérature ecclésiastique. Il rabroue au contraire un de ses collaborateurs, l'abbé Cholleton, qui verse dans ce travers : « Soyez humble tant que vous voudrez dans vous-même, mais ne me faites pas ces protestations d'infériorité et d'insuffisance. Vous faites l'œuvre de Dieu et vous êtes bien fort en lui (2). » Au fond il croit qu'une certaine position et de cer-

qui avaient été mariés pendant la Révolution, puis repentants et absous (à l'évêque de Digne, 1^{er} fructidor an XI. Arch. Archev.).

(1) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, II, 418, avoue son dépit quand l'Empereur réduisit en 1812 ses traitements, et qu'il dut modifier l'état de sa maison.

(2) Fesch à Cholleton, 18 février 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. M. LANZAC DE LABORIE, qui a donné de Fesch les portraits les plus équitables et les plus exacts que nous connaissions (*Paris sous Napoléon*, IV, 192), parle de ses « accents de véritable humilité chrétienne » : les faits qu'il énumère prouvent plutôt sa conscience scrupuleuse d'évêque.

taines responsabilités s'accommodent mal d'une modestie paralysante. Comment ne pas reconnaître là l'assurance des Bonaparte ? Comment ne pas évoquer le mot fameux du chancelier Pasquier sur « cette étonnante race » : « Du moment où chacun d'eux eut mis le pied dans la carrière qui mène aux honneurs souverains, il n'y a point d'intimité qui ait vu se démentir un seul instant le sérieux avec lequel ils ont accepté les positions les plus élevées ; ils ont fini même par s'y croire inévitablement appelés » (1). Plus choquante chez ceux d'entre eux qui étaient moins doués, cette suffisance est donc un trait de famille ; elle rend naturelle l'ambition. Fesch cependant semble plutôt avoir accueilli les accroissements de sa fortune que les avoir arrachés à son neveu par ses instances ou par ses intrigues. Il est vrai qu'il était monté si vite, que dès 1803 il semblait bien être comblé. En tous cas, c'est encore un impitoyable censeur, Cattet, qui lui accorde sur ce point le bénéfice de la modestie et prononce : « Il faut avant tout lui rendre cette justice qu'il sentait plus le besoin de faire servir ses grandes dignités au bien de l'Église qu'il n'en convoitait de nouvelles » (2). Nous aurons à nous demander si les événements postérieurs altérèrent cette sagesse, et éveillèrent en lui des ambitions plus hautes.

*
* *

« Le cardinal Fesch, écrivait M. Émery à son ami Bausset quelques années plus tard, gagne beaucoup à être connu. Il a vraiment l'esprit ecclésiastique et je regarde comme un grand bonheur pour l'Église de France que l'Empereur ayant un oncle dans le clergé, cet oncle se trouve rempli de zèle pour la religion et pour l'Église (3) ». En rendant ce témoignage sincère à son ami, Émery cachait à peine son désir de voir le zèle du cardinal se dépenser en France au profit de l'Église concordataire qui en avait tant besoin. Il appréhendait de voir l'oncle du Premier Consul donner l'exemple de la non-résidence, retomber dans cet absentéisme qui avait été la plaie du haut épiscopat d'Ancien Régime. Mais l'archevêque protestait qu'il ne cesserait pas dans son nouveau poste de prendre soin de son Église : il pouvait déjà offrir en

(1) PASQUIER, *Mémoires*, I, 401.

(2) CATTET, *La Vérité*, p. 11.

(3) Émery à Bausset, 27 septembre 1806. Émery à Fesch, 29 juillet 1803, 20 nov. 1803 : il déplore à plusieurs reprises l'absence de Fesch, grâce à qui on aurait un accès plus facile auprès du Premier Consul. *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulpice.

gage de son intérêt les résultats obtenus par lui en quelques mois, en partie grâce à ses séjours et à son action directe à Paris. Il ne semblait pas douter de sa capacité à remplir les desseins de la Providence, en acceptant l'ambassade de Rome.

Et, à la vérité, s'il avait suffi d'y apporter des qualités de labeur, d'empressement et de conscience, Fesch aurait eu ce qu'il fallait pour ce grand poste diplomatique. Sincèrement rempli de l'esprit de son état, attaché au Saint-Siège, dévoué à son neveu avec une conviction absolue, il ne demandait qu'à servir une politique de collaboration entre l'Église et l'État. Mais, sans parler des dissentiments qui subsistaient après le Concordat entre Rome et Paris, Fesch était-il qualifié pour affronter les difficultés du milieu où il était jeté et de la mission dont il était investi ?

CHAPITRE III

LA MISSION DU CARDINAL AMBASSADEUR

I. — PROGRAMME ET COMPOSITION DE LA LÉGATION. — Les instructions du Ministre des relations extérieures (30 floréal an XI) : liquider le passé ; restaurer dans son éclat l'ambassade. — Rome sur l'échiquier européen. .

Rapports de Talleyrand et de Fesch. Comment la légation est constituée : Chateaubriand secrétaire d'ambassade ; les Commissaires des Relations commerciales. Fesch refuse les conseils de Cacault.

II. — ROME EN 1803. — La Cour pontificale. Le Pape Pie VII. Consalvi : son rôle politique en 1796 ; au Conclave de Venise ; pendant et depuis le Concordat ; il est « l'âme du Pape ». Le mécanisme du Gouvernement Pontifical : la Secrétairerie d'État ; les Nonciatures et les relations avec les Puissances ; le Sacré-Collège ; les Congrégations. Cardinaux et consultants, théologiens et politiques : Antonelli, di Pietro... Méthodes de travail. Le pouvoir pontifical est-il absolu ou limité ? Les influences qui prédominent sont-elles favorables à la France ?

Structure politique et économique de l'État de Saint-Pierre. Pertes subies pendant la Révolution. Efforts de Consalvi en faveur de l'agriculture. Le commerce et les ports. Médiocrité des ressources financières. Nullité militaire. Faut-il matériellement accepter l'aide de la France ? Sentiments de la population à l'égard des Français.

III. — LE DESSEIN DE NAPOLÉON. — Avant même que Fesch ait rejoint son poste, la guerre avec l'Angleterre a éclaté. L'enjeu : la maîtrise de la Méditerranée et de l'Orient. L'Italie française base d'opérations. Les puissances ennemies se posent en protectrices des États indépendants de la péninsule : la Russie et Rome ; l'Autriche et Rome. Nécessité pour le Saint-Siège de maintenir l'équilibre. Mais Napoléon exige sa coopération : facilités pour le passage des troupes ; fermeture des ports ; surveillance des étrangers. Il voudrait sa coopération morale : songe-t-il au Sacre ?

Fesch est chargé de ranger le Saint-Siège dans le camp de Napoléon.

Sous l'Ancien Régime, les instructions générales données aux ministres de France près le Saint-Siège, étaient conçues sur un type à peu près immuable (1). Elles commençaient par des déclarations sur l'importance de l'ambassade et par l'éloge des qualités du nouveau titulaire, prétexte à amener une énumération des qualités nécessaires dans ce poste. Puis étaient exposés les motifs principaux de l'envoi de l'ambassadeur. Après ces généralités, divers portraits du Pape, de son entourage, des grandes familles romaines, faisaient connaître à l'ambassadeur le milieu où il allait évoluer. Suivait une revue des affaires pendantes entre les deux cours, et un tableau de la situation générale de l'Europe et de la situation particulière du Roi vis-à-vis des puissances étrangères. Les instructions se terminaient par des directives relatives à la correspondance et aux papiers d'ambassade.

Ce plan peut, à quelque chose près, servir de cadre pour étudier la mission dévolue au cardinal Fesch par le gouvernement Napoléonien au début de 1803.

I

Le 30 floréal an XI (20 mai 1803), Talleyrand, ministre des Relations Extérieures, signait les instructions officielles du Département au Cardinal Fesch (2). Elles avaient vraisemblablement été rédigées pour l'essentiel par Le Blanc d'Hauterive, secrétaire de confiance de Talleyrand, qui, chef de la Division du Midi, avait coopéré à tout ce qui touchait au Concordat et aux négociations subséquentes.

(1) A ce sujet, voir LESOURD (P.), *L'ambassade de France près le Saint-Siège sous l'ancien Régime*, chap. III.

(2) Elles ont été publiées par Frémy, *Les débuts diplomatiques de M. de Chateaubriand*, in « le Correspondant », 25 sept. 1893 (tome CLXXII, p. 1063). Voir aussi ARTAUD, *d'Hauterive*, p. 106 et 519.

Le ministre traitait d'abord des rapports directs entre la France et Rome. L'ambassadeur devait avoir comme première préoccupation de réintégrer la France dans « les droits dont elle jouissait dans l'État ecclésiastique avant la guerre » : protection des fondations religieuses, recouvrées depuis le traité de Tolentino, des établissements religieux situés dans le Levant (en visant au rétablissement de la tutelle française sur les églises de rite latin), protection aussi de l'Académie de France et des artistes français, ou des Italiens qui pourraient être dirigés vers la France. Dans le domaine économique, la France attendait le traitement de la nation la plus favorisée, qui stimulerait son commerce, surtout à Ancône, pour les relations avec le Levant et la Mer Noire. Elle favoriserait en retour le développement des forces pontificales, soit sur mer, pour mener une lutte active contre les Barbaresques, soit sur terre, pour mettre le pays à l'abri des débarquements et en possession d'une police intérieure suffisante. En ce qui concernait les achats de biens nationaux faits par les Français pendant la durée de la République Romaine, l'ambassadeur se contenterait de veiller au remboursement du quart accordé par les édits de Sa Sainteté.

Toute cette série de questions faisait en somme partie d'un passé lourd de souvenirs pénibles, dont il ne devait rester, disait Talleyrand, que « l'occasion de rappeler au Saint-Siège tout ce qu'a fait pour lui le Premier Consul, et de lui rappeler qu'il ne doit jamais séparer ses intérêts de ceux de la France ».

Le second aspect de nos relations avec Rome, l'aspect européen, dans les circonstances présentes, prenait d'ailleurs le pas sur l'autre. L'obstination de l'Angleterre à retenir l'île de Malte, dont le Grand Maître se trouvait être nommé par le Saint-Siège et protégé par le Premier Consul, risquait de provoquer une guerre nouvelle : « Le départ de l'ambassadeur d'Angleterre fait pressentir les vues ultérieures de sa cour et affaiblit l'espérance de paix que le gouvernement français s'est plu à conserver. Cette circonstance oblige toutes les puissances qui avaient pris part au traité d'Amiens, soit comme contractantes, soit comme garantes de ses clauses, à demeurer unies entre elles et avec la France, pour défendre leurs intérêts également menacés. Votre Éminence s'attachera donc, non seulement à resserrer les liens du Saint-Siège avec la France, mais à le maintenir en paix avec les autres gouvernements d'Italie qui, sans doute, reconnaîtront assez ce qu'exige le souci de leur dignité et de leurs intérêts pour se ranger à la cause la plus juste, à celle de la France ».

De là découlaient les devoirs de Fesch envers la République Italienne, dont il assurait la représentation à Rome : il veillerait au maintien de la bonne harmonie et empêcherait surtout qu'elle ne soit troublée par des revendications du Pape sur les trois Légations. De là aussi, la nécessité d'une surveillance sur le Roi de Sardaigne qui résidait dans l'État ecclésiastique et ne paraissait pas avoir renoncé à ses anciennes possessions du Piémont, et d'une neutralité vigilante entre Naples et Rome, toujours séparées par des litiges que la France entendait suivre sans y intervenir. Les observations de l'ambassadeur devaient d'ailleurs s'étendre « à tous les autres objets dont la connaissance peut être de quelque intérêt pour le gouvernement ». Rome était un des principaux centres de la politique de l'Europe, soit par la réunion d'ambassadeurs des grandes puissances catholiques, soit par l'affluence des étrangers et des hommes distingués qui s'y rendent de toutes parts, soit en raison des relations du Saint-Siège avec les différentes parties du monde.

Ces instructions se présentaient, dans un dessin de la plus classique correction, comme un résumé de la situation des deux puissances soit l'une en face de l'autre, soit au regard de l'Europe. Elles se tenaient à l'aspect purement politique des relations de la France et du Saint-Siège. Elles s'enveloppaient d'une forme nettement conciliante où l'on reconnaît la modération de ton d'Hauterive, et aussi le reflet de l'influence apaisante de l'ancien ambassadeur Cacault.

Si l'on compare ce texte à celui des instructions fournies deux ans auparavant à Cacault (1), on sent combien s'est élargie, dans la politique française, la place de l'ambassade de Rome. En mars 1801, les difficultés principales résidaient dans la reprise normale des rapports entre la France et le Saint-Siège. Entrant dans l'esprit de sa mission, Cacault avait déblayé le terrain de « mille petits procès », de « prétentions de toutes espèces » qui l'encombraient. Il avait dressé le programme des efforts de reconstruction qu'on pouvait exiger du gouvernement pontifical, et préludé lui-même à la restauration de notre patrimoine religieux et artistique. Restait à donner à cette politique l'éclat et le développement qu'on attendait d'un cardinal ambassadeur. Le « bon état » dans lequel se trouvaient nos intérêts nationaux, les dispositions du gouvernement romain, ne faisaient prévoir aucun obstacle à cette partie de la tâche de Fesch (2). Mais l'horizon n'était plus, en mai

(1) BOULAY, *Documents*, II, 321.

(2) Talleyrand à Fesch, 5 thermidor an XI, A. E., Rome 935, f° 339.

1803, limité à la considération de l'État romain, en soi d'ailleurs construction politique et économique médiocre. Dans Rome, ce qui retenait l'attention de la diplomatie française, c'étaient des problèmes qui dépassaient Rome pour s'étendre à la Méditerranée et à l'Europe entière.

Sur ce point cependant, Talleyrand était sobre de développements. Une certaine réserve se trahissait. Elle était sans doute inspirée par les circonstances, puisqu'aussi bien l'état de tension diplomatique avec l'Angleterre pouvait faire éclater une crise qui bouleverserait tous les pronostics. Le ministre faisait explicitement prévoir l'envoi postérieur de compléments d'instructions. Mais cette réserve pouvait bien aussi s'expliquer par la qualité de l'ambassadeur auquel il s'adressait. L'oncle du Premier Consul ne pouvait être traité comme un agent ordinaire. S'il avait été choisi par Bonaparte, ne devait-il pas être au courant de ses intentions, peut-être des secrets de sa politique ?

Il n'est pas téméraire de supposer que Talleyrand mettait de l'affectation à être très discret. La nomination de Fesch avait été décidée en dehors de lui, — sinon malgré lui. Elle allait à l'encontre de ses efforts du moment pour remettre de l'ordre dans le Département, pour préciser, en particulier, les règles de nomination des agents à l'extérieur, et les subordonner à des garanties de compétence, avec une « abnégation absolue de tous sentiments de personnalité » (1). Au milieu de ces tentatives pour recruter un personnel de diplomates de la carrière, formés par l'expérience et distingués par leurs mérites, la volonté arbitraire du Premier Consul, introduisant des hommes médiocrement qualifiés, improvisant ambassadeurs ses généraux, avait le don d'exaspérer Talleyrand, qui dissimulait à peine son sentiment. La position du cardinal Fesch le mettait cette fois au-dessus des insolences du ministre. Mais le manque de sympathie entre eux n'était pas douteux et ne tarda pas à se traduire dans les faits. Quelles affinités trouver entre ce Corse roturier et ce descendant d'une des plus vieilles familles de noblesse française ? entre ce constitutionnel, réconcilié hâtivement

(1) Le mot est d'Hauterive, cité par MASSON (F.), *Le Département des Affaires étrangères pendant la Révolution*, p. 465. Sur les dissentiments entre Napoléon et son ministre des Relations extérieures, quant à la désignation des ambassadeurs et aux projets diplomatiques que se réservait le Premier Consul, voir BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, t. II, 197-277 et passim ; SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VI, 23-25 ; LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, p. 53 et 65.

pour être archevêque, et le renégat qui avait consommé et fait reconnaître sa rupture avec l'Église ? Talleyrand a plus tard laissé percer son antipathie personnelle pour Fesch, en jetant le soupçon sur l'origine de sa fortune. Sans doute n'avait-il guère le droit de faire le difficile en matière d'argent : la question était non de moralité, mais d'apparences et de convenances. Quelle confiance enfin s'établirait entre cet ex-trafiquant mué en ambassadeur, et ce diplomate de métier et de manières ? Leur correspondance, si elle ne révèle aucun éclat, le dit assez. Le ministre l'établit sur un pied de hauteaine discrétion : le cardinal oncle laisse sentir sans ménagements qu'il n'a que faire de rapports purement officiels, lui qui est porteur de la propre pensée du Maître.

Ce dissentiment, qui ne fit que s'aggraver au cours de la carrière romaine de Fesch, apparut, dès le début, dans les incidents qui accompagnèrent la constitution de la légation.

Le Cardinal n'était pas ambassadeur depuis quinze jours, qu'un arrêté consulaire nommait secrétaire de légation le citoyen Chateaubriand. A ce choix, Fesch n'avait eu aucune part : le reste de l'histoire le prouvera. On a supposé que Talleyrand n'y avait pas été étranger (1) ; l'hypothèse est inadmissible. Étant donné ce qu'il redoutait d'un diplomate improvisé dans un poste aussi important, tout conseillait au chef du Département de l'assister d'un secrétaire de la carrière. L'homme, on l'avait sous la main. Cacault, depuis longtemps, poussait en avant son secrétaire Artaud, dont il ne cessait de vanter les qualités. « C'est un bonheur d'avoir un secrétaire de légation très instruit et très laborieux, d'une honnêteté digne de la confiance la plus entière (2) ». Tal-

(1) LYONNET, *Fesch*, I, 280, l'affirme catégoriquement, et à sa suite plus d'un des innombrables narrateurs de cet épisode de la vie de Chateaubriand, cf. BORDEAUX (H.), *Chateaubriand à Rome*, « Revue de Paris », avril 1928 (p. 854) à propos de l'ouvrage de DURRY (M^{me} J.), *L'Ambassade romaine de Chateaubriand*.

(2) Artaud de Montor (le chevalier Alexis-François), né à Paris en 1772, qui a beaucoup écrit, a peu parlé de lui. On sait qu'il avait émigré en 1791 ; il vint peut-être en Italie chargé de missions par les Princes près le Saint-Siège (*Souvenirs et Mémoires*, 1899, p. 31). Rentré en France en 1800 et rallié, il fut attaché à la légation de Cacault, et commença ainsi une carrière diplomatique qui se déroula tout entière en Italie, et où apparait à chaque instant la protection de Talleyrand. Des manières séduisantes, une culture littéraire étendue, de réelles qualités diplomatiques justifiaient la confiance de Cacault ; cependant son indépendance d'allures vis-à-vis de ses chefs le desservit à plusieurs reprises. En 1803, il fut envoyé comme secrétaire d'ambassade à Florence, où il devait rester jusqu'en 1808, non sans garder sur Rome des vues qui agaçaient

leyrand avait éprouvé Artaud, pendant l'intérim que lui avait procuré l'éloignement de Cacault en juin 1801, et l'estimait. L'agrément du gouvernement pontifical était certain. Et l'intéressé souhaitait vivement rester à Rome. Cependant Artaud fut écarté.

La nomination de Chateaubriand était le fruit de la cour assidue que l'auteur du *Génie du Christianisme* faisait, depuis deux ans, au restaurateur du culte catholique en France, et à sa famille. Rentré d'émigration en mai 1800, le vicomte de Chateaubriand avait noué, dans le salon de M^{me} de Beaumont, des relations avec Fontanes. Ce personnage solennel, écrivain médiocre et politique avisé, contribua d'une manière décisive au lancement de son œuvre littéraire et à sa carrière d'homme d'État. D'abord, il lui assura la bienveillance de la sœur du Consul, Élisabeth Bacciochi. Chateaubriand obtint sa radiation de la liste des émigrés le 21 juillet 1801 : faveur aussitôt payée d'éloges hyperboliques à la « plus noble des protectrices », à la « femme à la fois simple et spirituelle, noble, douce, généreuse, compatissante » (1), et de compliments à d'autres membres influents de « la famille », en particulier, Lucien, le grand ami de Fontanes. Au reste, la coterie « soi-disant religieuse et monarchique » (2) où il entra, semblait travailler au rapprochement entre les partis que souhaitait le Premier Consul. Le 14 avril 1802, paraissaient chez Migneret et le Normand les cinq volumes du *Génie du Christianisme*, « ouvrage de circonstance commencé à la prière de Fontanes ». La publication coïncida avec la cérémonie où le Concordat fut proclamé à Notre-Dame. Une longue apologie de Fontanes dans le *Mercure*, et un article visiblement inspiré du *Journal des Débats* ne manquèrent pas de faire le rapproche-

Fesch. Cf. MASSON, *Le Département des Affaires Étrangères*, p. 460 ; RODOCANACHI, *Élisabeth Napoléon*, p. 114 ; DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 481 ; LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, II, 184 ; M^{me} NOLI, *Les Romantiques français et l'Italie*, p. 279, le présente comme un véritable précurseur de Stendhal par ses études sur l'Italie.

(1) Voir l'amusante lettre de Chateaubriand, 6 fructidor an IX (24 août 1801) dans MARMOTTAN, *Chateaubriand, M^{me} Bacciochi et Napoléon*, « Revue de Paris », 15 juin 1917. La bibliographie de Chateaubriand est infinie ; mais il y a beaucoup de redites d'un auteur à l'autre et beaucoup d'à peu près. Le plus sûr est de revenir à la *Correspondance générale* publiée par THOMAS, t. I, complétée par cet article de Marmottan, plein d'inédit. Cf. aussi de VAISSIÈRE, *Chateaubriand et son retour de l'émigration*, « Rev. Ét. Hist. », 1901, p. 67-402, et CASSAGNE, *La Vie politique de Chateaubriand*, t. I, 1^{re} partie.

(2) Le mot est de Fouché, *Mémoires*, I, 280. Sur le salon de M^{me} de Beaumont. SÉCHÉ, *Les Jansénistes sous l'Empire*, « Nouv. Revue », t. CXIX ; BARDOUX, *la Comtesse de Beaumont* ; PAILLERON, *Pauline de Beaumont, l'hirondelle de Chateaubriand*.

ment : « Nous ne doutons pas qu'il (l'auteur) ne seconde puissamment les vues bientaisantes du gouvernement (1) ».

Dès ce moment, Chateaubriand était candidat à un poste diplomatique, de préférence auprès de la Papauté, dont il avait célébré la réconciliation avec la France (2). Il fit entamer le siège du Premier Consul, qu'il poursuivait avec ce mélange de ténacité naïvement ambitieuse et d'hésitations ou de dégoûts qui était dans sa nature et lui permettait d'aboutir tout en proclamant qu'il n'avait rien voulu. Malgré la version des *Mémoires d'Outre-Tombe* (3), longue fut la résistance de Bonaparte. Fondée sur une instinctive défiance à l'égard des hommes de lettres (4), elle fut vaincue par le crédit des protecteurs, par les flatteries habiles du candidat, par cette coquetterie enfin qui poussait le Consul à s'attacher les grands talents et les cercles d'Ancien Régime où frayait l'auteur d'*Atala*. Quelques ballons d'essai préparèrent, à l'automne de 1802, la nomination de Chateaubriand (5). Elle ne fut obtenue qu'après celle de Fesch, à un simple poste de premier secrétaire de légation.

Alors commencent pour René les incertitudes où il se complait d'ordinaire, lorsque la fortune lui fait attendre ce dont il a trop longtemps rêvé. Toutes sortes de sentiments y entrent : le regret de quitter Paris ; des attaches sentimentales, entendons une liaison naissante avec madame de Custine (beaucoup plus que « la pensée de madame de Beaumont » dont il parlera plus tard), un dépit mal dissimulé, car, dit-il à Élisabeth Bacciocchi, « on prétend que je vaudrais beaucoup mieux que cette place, et je ne veux rien perdre à vos yeux de mon mérite » (6). Envoie-t-on en second dans la Ville Éternelle le

(1) Sur la publication du *Génie*, les ouvrages importants les plus récents sont LE FEBVRE (Yves), *Le Génie du Christianisme*, GIRAUD (V.), *Le christianisme de Chateaubriand*, 2 vol. ; MOREAU (P.), *La Conversion de Chateaubriand*.

(2) *Génie*, IV, 4-6.

(3) *Mémoires d'Outre-Tombe*, édit. Biré, II, 332.

(4) SAINTE-BEUVE cite ce joli mot de Napoléon à Joseph, à propos des hommes de lettres : « Ce sont des coquettes avec lesquelles il faut entretenir un commerce de galanterie et dont il ne faut jamais songer à faire ni sa femme ni son ministre ». (*Chateaubriand et son groupe littéraire*, I, 392).

(5) AULARD, *Paris sous le Concordat*, t. IV, p. 38, (Bulletin du 11 floréal an XI, 2 mai 1803) ; cf. REMACLE, *Relations des agents de Louis XVIII*, p. 376, (13 août 1803) ; BOURRIENNE, *Mémoires*, v. 345, déclare la nomination absolument extraordinaire pour l'époque et assure que le Premier Consul s'applaudit plusieurs fois de l'idée qu'il avait eue.

(6) Chateaubriand à Élisabeth Bacciocchi, 17 prairial an XI (6 juin 1803) dans MARMOTTAN, « Revue de Paris ».

prophète qui a éclairé pour les Souverains Pontifes la « nouvelle carrière » qui les attend, et a annoncé : « Si Rome comprend bien sa position, jamais elle n'a eu devant elle de plus grandes espérances et de plus brillantes destinées (1) ? »

Ici intervient, s'il faut en croire les *Mémoires*, l'homme qui emporta l'acceptation de Chateaubriand. « L'abbé Émery, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, vint me conjurer au nom du clergé, d'accepter, pour le bien de la religion, la place de premier secrétaire de l'ambassade... (2) » Tout dans ce récit est suspect, sinon contradictoire, hors un point. Émery connaissait en effet l'écrivain et lui portait même assez d'estime pour accepter de collaborer à un abrégé, à l'usage de la jeunesse, du *Génie du Christianisme*. Mais c'est précisément ce qui rend invraisemblables les paroles que les *Mémoires* lui attribuent. La proverbiale discrétion du directeur de Saint-Sulpice l'éloignait de parler « au nom du clergé » gallican. En eût-il été tenté, qu'il n'eût certainement pas confié à un théologien de hasard, dont la doctrine éveillait de justes méfiances parmi les prêtres français (3), le soin de traduire des plaintes ou des vœux délicats à exprimer. « Circonspect dans ses actes et dans ses paroles », c'est Chateaubriand qui prend soin de le rappeler, il eût été, avec une moindre prudence, mis en garde par le simple bon sens, les convenances, la logique de l'action qu'il avait entreprise auprès de Fesch et par Fesch. Quelle maladresse de dresser un homme de lettres, qui ne brillait pas par l'humilité, au reste récemment converti, contre son supérieur, ambassadeur en titre, oncle de Napoléon, prêtre et cardinal, que les Sulpiciens s'efforçaient d'employer au bien de l'Église ! Qu'Émery ait prononcé quelques mots où la vanité de Chateaubriand ait raccroché l'espoir d'une grande mission, c'est tout ce qu'on peut admettre, et que, partie sur cette piste, l'imagination de l'auteur du *Génie* ait cheminé avec complaisance.

(1) Cité par GIRAUD, *Le christianisme de Chateaubriand*, II, 138.

(2) *Mémoires d'O. T.*, II, 333. MÉRIC se contente de citer cette page sans faire aucune remarque (*Histoire de M. Émery*, II, 223).

(3) De Boulogne avait fait un éloge dosé avec circonspection de ce genre d'apologétique « imparfait sans doute pour les théologiens, étranger peut-être à des âmes pieuses, mais très utile à des gens de lettres et aux gens du monde » (cité par GIRAUD, *ibid.*, II, 164). A Rome, s'élevaient des critiques. Le Saint-Père avait répondu, avant de lire, pour n'avoir pas à approuver ou à désapprouver la doctrine. Les malveillants annonçaient une condamnation de l'Index. Cf. RINIERI, *Napolcone e Pio VII*, p. 26.

Sur la route de Rome, dès son passage à Lyon (1), adulé par le monde des lettres et le grand public, « chanté tous les jours, en vers et en prose », comparé par l'Académie à Pascal, Bossuet et saint Augustin, cité en chaire à la cathédrale parmi les Pères de l'Église, le secrétaire de légation se persuadait qu'il « pourrait être de quelque utilité à Son Éminence... Il est pourtant vrai, constatait-il pour M^{me} Bacciochi, que ma nomination fait un plaisir extrême dans le pays, et que M. le cardinal ne se trouve point du tout mal de la faveur qui m'accompagne et qui rejaillit un peu sur lui.

« Tous les catholiques regardent ma mission à Rome comme un signe certain de la bonne intelligence qui règne entre le Premier Consul et le Pape, et les gens du monde applaudissent à cette mission parce qu'ils la trouvent de bon goût et convenable de plus d'une façon (2). »

« Ma » mission, la faveur qui « m' » accompagne et rejaillit « un peu » sur lui, en fallait-il plus pour indisposer un homme comme Fesch, qui admettait malaisément de partager son autorité ? Chateaubriand, il est vrai, se flattait d'autre part d'avoir conquis la confiance, presque l'intimité du cardinal. Trop haut sans doute pour que cette assurance ne cachât pas une inquiétude ! De fait, rien n'avait été moins agréable au nouvel ambassadeur que cette désignation. Laissé à lui-même, il eût préféré des collaborateurs de moins de talent et de plus de souplesse, pris vraisemblablement dans son entourage, car, soit timidité, soit méfiance, il n'acceptait de se confier qu'à des hommes qu'il connût par relations personnelles. Un projet d'arrêté de nomination de François Jauffret, le frère de son vicaire-général, qui doublait avec compétence Portalis à la direction des cultes, — projet qui n'aboutit pas, mais dont on retrouve la trace dans les Archives des Affaires Étrangères — (3), montre vers quels choix Fesch eût aimé se porter.

Ce qu'il y avait de hasardeux dans le rapprochement du nouvel apologiste et du nouveau cardinal, apparaissait à tous les yeux. De

(1) Bulletin de Lyon, 15 prairial an XI ; DUMAS, *Hist. de l'Académie de Lyon*, II, 169 ; cf. C. LATREILLE, *Chateaubriand à Lyon*, p. 35 sqq.

(2) M^{me} Bacciochi, 17 prairial an XI, dans MARMOTTAN, « Revue de Paris » ; cf. *Correspondance générale*, p. 94 : « J'ai appris et on m'a confié des choses très intéressantes. Si le cardinal est bien conseillé, il n'est presque rien qu'il ne puisse obtenir. » (1^{er} juin 1803)-p. 104 : « Je suis à merveille avec le cardinal. » (15 juin).

(3) Fesch à Talleyrand, 6 prairial an XI, A. E., Rome 935, f^o 278.

Rome, Cacault s'était prononcé sur ce point avec une entière franchise : « M. de Chateaubriand, écrivait-il à Talleyrand, est un grand auteur et un homme excellent, cependant, c'est gâter le bon effet que doit produire à Rome la légation de M. le cardinal Fesch de le faire arriver avec un secrétaire de légation, auteur célèbre, dans les livres duquel on ira chercher quelle est la doctrine et la théologie du cardinal ministre. Il naît déjà à cette occasion des idées troubles et inquiètes. Tâchez de placer mieux M. de Chateaubriand...

« M. le cardinal Fesch est excellent ; mais si sa mission est gâtée par des alentours mal combinés, il n'aura pas tous les agréments qu'il mérite » (1).

Le ministre des Relations Extérieures partageait certainement cette opinion. Mais il était trop habile pour en rien laisser paraître. Peut-être ne prévoyait-il pas sans un malicieux plaisir la déconvenue de l'ambassadeur, et les conséquences inévitables d'une telle expérience.

*
* *

Le 15 juin 1803, le cardinal Fesch se mit en route pour l'Italie, entouré des membres de la légation, les abbé Bonnevie, Guillon et Lucotte, — Chateaubriand ayant été détaché en avant-coureur. Après un arrêt à Milan, où il fut l'hôte de Murat, commandant en chef de l'armée d'Italie, il gagna Lorette, sous prétexte d'y aller faire ses dévotions à la Santa Casa ; il évita ainsi la route de Florence, plus courte, mais qui passait par Montefiascone, diocèse du cardinal Maury. A Novare, il fut accueilli par le déléгат apostolique, Mgr Cacciapiatti, « homme qui joue le fin, notait-il, dont la franchise est bien douteuse (et qui) s'imaginait que j'apportais les trois légations dans ma poche pour en faire cadeau au Pape ». Comme on voit, l'ambassadeur s'était fait une règle de la circonspection. De la simplicité aussi : ce fut sans aucun appareil qu'il entra, le 2 juillet, dans la Ville Éternelle.

Cacault était prêt à guider les pas du cardinal, et à lui offrir une collaboration d'autant plus précieuse que les instructions du Ministère ne contenaient pas le tableau de Rome jusque-là traditionnellement dessiné à l'usage des ambassadeurs. Les deux hommes s'étaient connus autrefois en Italie. Cacault parlait de Fesch en intime ami ; il lui offrit l'hospitalité pour les premiers temps, heureux d'ailleurs de ce

(1) Cacault à Talleyrand, A. E., Rome 935, f^{os} 223-24.

prétexte à prolonger son séjour dans une ville dont il ne pouvait se détacher (1).

Or, Fesch n'était pas arrivé à Rome depuis quinze jours, que l'ancien ambassadeur s'éloigna, prétextant la nécessité de ne pas manquer sa saison d'eaux aux bains de Lucques. Le prétexte ne fit pas illusion. Cacault abandonnait la place, n'ayant pu s'entendre avec le cardinal. Il partit, comblé de marques de faveur. Une lettre personnelle du Pape au Premier Consul attesta « l'amour et l'estime universels » qui l'accompagnaient dans sa retraite. Et ces termes inusités, à eux seuls, auraient pu révéler à Fesch l'étendue de la faute qu'il venait de commettre : il s'était privé non seulement de conseils précieux, mais d'une occasion facile de gagner la confiance de ses hôtes Romains (2).

Des agents de l'époque de Cacault, deux seulement restaient, les Commissaires des Relations commerciales qui, avec le rang de consul, résidaient l'un à Ancône, l'autre à Civita-Vecchia, Meuron et Stamaty. L'un et l'autre étaient anciens dans leurs postes, où ils avaient été officiellement installés en l'an IX (3). Cacault les avait tenus sévèrement à leur place et à une interprétation étroite de leurs prérogatives. Stamaty, un Grec d'origine, naturalisé Français, prétendait à quelque culture intellectuelle (4), mais il accomplissait généralement avec conscience sa tâche sans en sortir. Il n'en allait pas ainsi de Meuron, « homme assez chaud et qui s'est beaucoup distingué dans les événements passés », disait de lui Consalvi, dans une phrase lapidaire, lourde de sous-entendus. Il n'était autre que cet Ajaccien, qui avait milité parmi les révolutionnaires de la première heure, et siégé

(1) Une curieuse minute, écrite de sa main, nous livre le mouvement spontané qu'il avait eu lorsqu'il avait su la nomination de Fesch : « ... La cour de Rome ne peut être que flattée de l'envoi auprès d'elle d'un oncle du Premier Consul, mais comme on sait qu'aucun crédit individuel n'a d'empire ni même d'influence près du Premier Consul que la raison et la sagesse seules conduisent, c'est du mérite et des talents de M. le cardinal Fesch qu'on espère et qu'on attend le bien qu'un ministre de France peut faire ici et la continuation de la bonne harmonie. » (Cacault à Talleyrand, 3 floréal an XI, Arch. Rh., 1 F 5). Cacault dut se relire : il raya tout ce paragraphe. Il avait compris que ce n'était plus le temps des franchises d'autrefois.

(2) ARTAUD, *Vie de Pie VII*, II, 71-72.

(3) BOULAY, *Documents*, V, p. 95. Meuron, comme l'apprend sa correspondance, était installé à Ancône, à titre privé, depuis 1798 : nous verrons qu'il y avait des intérêts.

(4) Quelques lettres de lui (de 1817) ont été publiées dans « Souvenirs et Mémoires », t. V, 1900, p. 308-319. Il est mentionné par LAPAUZE, *Ingres à Rome*, 1811-1820, dans « Rev. Paris », 1^{er} avril 1911, comme lié avec Ingres, qui fit le portrait de la famille. Il eut une fille, Atala, dont Chateaubriand fut parrain.

comme officier municipal à côté du chanoine assermenté Joseph Fesch. Avec le futur cardinal, avec Lucien Bonaparte, il avait eu une certaine intimité : s'était-elle prolongée en Italie ? Meuron n'avait-il pas fait partie de cette volée de Corses, qui, à la suite de l'armée de Napoléon, s'était abattue sur la péninsule ? Les documents manquent pour le dire. Plus tard, dans sa correspondance, il fait allusion, — mais sans les préciser bien entendu, — à des souvenirs qui autorisent quelques familiarités de sa part. Dès que l'ambassadeur s'installe, en tous cas, il s'empresse, avec un mélange d'assurance et de platitude, d'aller au-devant de ses désirs. C'est ainsi qu'il lui adresse, dès le 12 messidor an XI, l'avertissement confidentiel suivant (1) :

« Vos bontés pour moi et la continuité de votre bienveillance m'imposent impérativement de vous soumettre tous les renseignements que j'ai sur le pays que vous allez surveiller et les principaux... (*illisible*) qui le régissent et avec lesquels vous serez en relation. J'en ai fait trasser (*sic*) une esquisse rapide, je suis assuré qu'elle suffira pour le moment ; par la suite mes observations ne pourront plus vous servir qu'à vous prouver la continuité de mon zèle.

« Vous trouverez sans doute mes réflexions hardies, mais je ne les présente qu'à vous et pour vous seul, et je ne me les serais jamais permises sans l'entier dévouement que je vous dois ».

Était joint à cette lettre d'envoi, un long mémoire, en italien, d'une main qui n'était pas la main de Meuron, intitulé : *Coup d'œil sur le gouvernement Romain*. Dans cette diatribe, dont le ton n'était rien moins que bienveillant, on ne peut dire qu'il n'y ait pas eu quelques vérités, ou des indications utilisables. D'ailleurs, nous verrons que Fesch ne se laissa pas du premier coup circonvenir par les manœuvres de Meuron. Mais de toutes façons, il était regrettable que le nouvel ambassadeur pût être tenté d'observer, à travers ce singulier miroir, le spectacle qui s'offrait à ses yeux, et, qu'ayant écarté un Cacault, dont l'expérience était indiscutable, il eût laissé un sous-ordre, de culture médiocre, de délicatesse nulle, perdu de réputation auprès du gouvernement romain, se charger de lui expliquer le pays où il arrivait, le plus difficile peut-être à pénétrer pour un étranger, le plus déconcertant, et par suite, celui où les débuts d'un ambassadeur demandaient le plus de prudence.

(1) Meuron à Fesch, 12 messidor an XI, Arch. Rh., 1 F 49.

II

L'idée que se faisaient les Français de l'État et du gouvernement Romains au début du XIX^e siècle était généralement très peu favorable. Nos victoires d'Italie n'avaient pas seulement jeté des germes de rancune entre les peuples de la péninsule et les Français ; elles avaient fait naître chez les vainqueurs un mépris dont ils s'autorisaient pour se dispenser de comprendre les vaincus. En dehors d'un Stendhal, rares sont les Français qui ont éprouvé assez de sympathie à l'endroit des Italiens, pour pénétrer les replis de leur psychologie naturelle. Plus rares encore, ceux qui se sont montrés curieux de comprendre le mécanisme compliqué de leurs gouvernements. En ce qui concernait le Saint-Siège particulièrement, les Français étaient déconcertés par le contraste entre son influence morale immense et la faiblesse de son organisation matérielle. Ce gouvernement de prêtres leur paraissait si désuet, si « vicieux » (1), si peu conforme aux règles d'une administration ordonnée et à l'esprit éclairé du siècle, qu'ils étaient réduits, pour expliquer son maintien, à invoquer la superstition et l'ignorance incurables des foules italiennes. Bonaparte n'échappait pas à ce préjugé, quand il parlait de ce gouvernement dont « l'imbécillité égale la faiblesse » (2). Et cependant, il avait été le premier à reconnaître l'action de la Papauté dans le monde.

Il convient donc de décrire, en nous tenant au point de vue diplomatique qui nous occupe seul, d'une part les rouages et les hommes dirigeants de la Curie : le Pape, ses ministres et son entourage, et d'autre part la situation économique et humaine de l'État de Saint Pierre au début de 1803.

*
* *

Le Pape Pie VII, monté sur le trône à la suite du conclave de Venise, était universellement réputé, à Rome et au dehors, pour ses qua-

(1) C'est le mot qui vient naturellement sous la plume de la plupart des Français, des adversaires violents comme BOURGOING dans ses *Mémoires philosophiques sur Pie VI*, I, 216, comme aussi d'un DE PRADT, qui affecte au moins l'objectivité, à l'égard de la Cour de Rome, *Histoire des Quatre Concordats*, II, 183.

(2) *Corr.*, II, 876.

lités morales, voisines de la sainteté. Ce petit homme relativement jeune (il dépassait à peine la soixantaine), noiraud, effacé, était dépourvu de majesté et même d'apparence extérieure. Mais il avait conquis son peuple et il gagnait les visiteurs de passage par le rayonnement de son âme. Son regard, dont David a rendu avec force la concentration, disait le contemplatif, tourné vers les choses intérieures. Il officiait avec une « dévotion digne des premiers siècles de l'Église » (1). Sa vie était d'un ascète, sa charité proverbiale : « Dès qu'il a un écu, disait le cardinal Maury, il le donne au premier qui le lui demande. » Inaccessible à l'intérêt pour les siens comme pour lui, il échappait même au soupçon de ce népotisme redouté qui avait tant contribué à ruiner la réputation de son prédécesseur. Tant de vertu forçait le respect : elle enseignait par l'exemple « ce que la piété personnelle doit être pour chacun sans en incommoder les autres » (2).

Un « bon homme », tel était généralement le sentiment des Français admis en sa présence : « C'est un bon homme, déclarait Murat à Bonaparte, et s'il vous faut un pape, je vous assure que c'est celui qui convient aux circonstances »... (3). A force d'entendre répéter ce mot, et par des témoins plus sûrs que son beau-frère, comment le Premier Consul n'aurait-il pas été persuadé que cette simplicité était voisine de l'insuffisance politique ? Rien n'avait préparé Barnabé Chiaramonti aux affaires. Après vingt ans passés dans l'obscurité d'un cloître bénédictin, il avait été distingué par le Pape Pie VI, son compatriote, qui avait fait de lui un évêque, puis un cardinal (1785). Successivement titulaire de deux modestes sièges, ceux de Tivoli et d'Imola, il y avait mené la vie qui était celle des petits évêques italiens, et qui n'en faisait guère que des « curés renforcés » (4). Un acte de son ministère l'avait, bien involontairement, désigné à l'attention. Deux mois après que le traité de Campo-Formio eut fait passer dans la nouvelle République Cisalpine son diocèse d'Imola, il consacra sa lettre pastorale de Noël 1797 aux obligations que la morale chrétienne impose aux individus et aux peuples. Pour la première fois, les Français d'Italie eurent, de ce côté des Alpes, le spectacle d'un prêtre sans ambition, tout préoccupé de pensées de religion, montrant dans l'Évangile la source des vertus néces-

(1) Ghislieri à Colloredo (27 juin 1801), dans BOULAY, *Documents*, V, 588.

(2) DE PRADT, *Quatre Concordats*, II, 194.

(3) Murat au Premier Consul, 1^{er} mars 1801, dans BOULAY, *Documents*, II, 43.

(4) Ce joli mot est de Gérando, cité par Moulard, *Le Comte de Tournon*, II, 64.

saïres au fonctionnement des démocraties et à l'avènement de l'égalité (1). En dépit de cet incident, qui, sur le moment d'ailleurs avait été peu remarqué, il n'était, lorsque mourut Pie VI, qu'un pasteur consciencieux dont on ne parlait guère, « observateur rigide de la résidence au point qu'il n'allait jamais à Rome, que quand le Pape l'y appelait pour les affaires de l'Eglise (2) ».

Sorti Pape du Conclave de Venise par le hasard d'une compétition insoluble entre les candidats de premier plan, il vit placer sur ses épaules la gloire et aussi le fardeau du rétablissement du Saint-Siège. A défaut de l'expérience des affaires, ses qualités naturelles le mettaient-elles à la hauteur de la tâche ? Là, les avis différaient. Les uns — et c'était l'opinion qui prévalait parmi les Français — le jugeaient « sans esprit » (3) : ils annonçaient un gouvernement timide et faible, que la moindre difficulté déconcerterait. D'autres pressentaient une fermeté qui prendrait sa source dans son grand esprit de foi, et une intelligence non médiocre. Maintes fois, Cacauly fit l'éloge de son caractère et de son bon sens. La négociation du Concordat prouva qu'il était capable, guidé par ce sens supérieur qui, chez les spirituels, tient parfois lieu de génie, de devancer les habiles et les prudents. Quand les principes surtout de la religion étaient en jeu, il ne laissait à personne le soin d'inspirer ses décisions. Mais, précisément parce qu'il était capable de gestes hardis, brisant les entraves de la tradition et de la politique, il était en contre-partie, dans les affaires temporelles, d'autant plus enclin à respecter scrupuleusement les maximes et les intérêts dont il se considérait comme le dépositaire, et à s'entourer des conseils de ceux qui étaient constitués avec lui gardiens des traditions (4).

Dès le début de son règne, les diplomates présents à Rome s'inquié-

(1) Texte dans D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le Premier Empire*, t. I (appendice). Mais ce n'est qu'en 1814 que ce texte avait été connu en France dans une traduction de Grégoire, qui éprouva des difficultés à la censure.

(2) C'est tout ce qu'on trouva à dire de lui en France, au moment de son élection, cf. DE BOULOGNE, *Mélanges*, II, 185.

(3) Voir le jugement d'Alquier, cité par DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 177-178.

(4) Un des collaborateurs qui ont le plus travaillé avec Pie VII, son « ami de cœur » Pacca décrivait beaucoup plus tard son attitude dans les affaires : « Son premier coup d'œil... sa pensée première d'une résolution annonçaient un discernement admirable, un bon sens exquis ; mais, si quelqu'un de ses ministres, ou si quelque autre personne de poids, venait à combattre son opinion tête à tête et l'obsédait d'instances, cet excellent Pontife abandonnait pour l'ordinaire son sentiment pour suivre celui d'autrui qui souvent n'était pas le meilleur. » (*Mémoires*, II, 52).

taient du « système qu'a pris le Pape... de consulter toujours les cardinaux » (1), ce qui ne pouvait manquer de retarder beaucoup l'expédition des affaires. Il convient ici de préciser un peu le genre de collaboration que Pie VII demandait à son entourage. Il y a dans les institutions de l'Église une grande permanence, il y a aussi de constantes transformations qui s'opèrent au gré des circonstances extérieures, et surtout de la volonté souveraine des Pontifes qui se succèdent sur le trône. On croit avoir tout dit en parlant, d'un mot, du Sacré-Collège, qui fournit au Pape ses principaux conseillers, ou de la Curie, qui groupe la toule des auxiliaires, exécuteurs et employés de cette immense administration. Mais le rôle de chacun de leurs membres varie selon les époques, et selon les dispositions du pape régnant.

Sur soixante-dix membres que comprend théoriquement le Sacré-Colège, seuls ont une fonction active dans le gouvernement de l'Église, les cardinaux de curie, dont le nombre oscille, au début du xix^e siècle, entre vingt-cinq et trente. Autrefois, c'est leur assemblée plénière, ou consistoire, qui formait le conseil du Pape : assemblée toujours consultative, où les avis étaient recueillis par le Pape qui se réservait la décision. A partir du xvi^e siècle, par une évolution parallèle à celle qui démembrait les conseils des princes séculiers, une division du travail s'opéra. Trois séries d'organismes en dérivèrent : les tribunaux dotés d'attributions judiciaires, les congrégations ayant un rôle administratif, et les offices, appellation vague, mais commode, appliquée à divers départements « qui ne trouvent leur place dans aucune des deux autres catégories » (2). Chacun de ces organismes est présidé par un cardinal ; mais, tandis que dans les tribunaux et les offices, les affaires sont expédiées par des auxiliaires, prélats ou même laïques, les membres des congrégations sont toujours des cardinaux. Tous les *porporati* sont, selon la désignation du Pape, rattachés à une ou plusieurs congrégations dans lesquelles s'exerce leur activité.

L'organisme central qui donne son impulsion à tout, c'est la Secrétairerie d'État (3). A l'origine, simple bureau de transmission entre le Pape

(1) Ghisleri à Thugut, 4 octobre 1800, dans BOULAY, *Documents*, I, 56.

(2) MARTIN (V.), *Les Cardinaux et la Curie*, p. 104. Sur tous ces points, on peut recourir (prudemment) au vieux *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica* de MORONI.

(3) MARTIN, *ibid.*, 2^e partie, chap. IV ; RICHARD (P.), *Origines et développement de la Secrétairerie d'État apostolique*, 3 articles in « R. h. ecclés. », Louvain, 1910 (surtout pp. 728-54) ; *La Diplomatie pontificale au temps de Pie VII*, in « L'Université

et ses pouvoirs subordonnés, cet office n'a cessé, en se transformant constamment, d'étendre le champ de ses attributions. On conçoit que le Secrétaire d'État, toujours revêtu de la pourpre depuis Innocent XII, couramment appelé *il segretario del papa*, recevant chaque jour directement, en audience privée, les décisions et les ordres dont il doit assurer l'exécution, ait pu prendre une importance considérable, qui n'a pour mesure que la personnalité du titulaire et l'étendue de la confiance dont il jouit. Grosso modo, ses fonctions se répartissent au XIX^e siècle en deux groupes très distincts. D'une part, le secrétaire d'État est le chef de la diplomatie pontificale et il suit les relations avec les princes et les peuples étrangers. D'autre part, il est un ministre de l'intérieur, chargé du gouvernement de l'État de Saint-Pierre, en allant des finances à la guerre et aux services des palais. Aussi fait-il figure de véritable premier ministre. Il paraît naturel, aux étrangers surtout, de le considérer comme l'inspirateur de la politique pontificale. Mais il ne faut jamais oublier que le mode de fonctionnement du gouvernement ecclésiastique est le plus propre qui soit à dissimuler la part d'action personnelle de ceux qui y participent. C'est un mode de collaboration très particulier qui unit le Souverain Pontife et son ministre dirigeant. Nommé par le Pape, ne relevant que de lui, le secrétaire d'État ne peut en théorie que traduire sa volonté (1). Mais, s'il a entre les mains à la fois les relations avec les ambassadeurs et les nonces, la surveillance de toute l'administration intérieure, si, par lui, passent tous les rapports et les documents qui parviennent au Pape, si par sa plume s'expriment toutes les réponses et toutes les décisions, comment ne serait-il pas mieux qu'un conseiller écouté, un inspirateur et un interprète plus ou moins indépendant de la politique du pontificat?... Surtout si, à côté d'un saint prêtre, mal à l'aise dans la direction des affaires, les abordant avec une haute conscience, mais avec un sens torturant des responsabilités qu'elles entraînent, se trouve un homme d'État jouissant de la confiance absolue de son maître, et justifiant cette confiance par des qualités parfaitement adaptées à une charge délicate et complexe.

catholique » (de Lyon, 15 sept. 1911 ; PARAYRE (R.) : *La Secrétairerie d'État du Saint-Siège*; série d'articles (avec bibliographie), in « L'Université catholique », 1913 et 1914.

(1) C. PRATI, *Papes et Cardinaux dans la Rome moderne*, p. 115-138, ne cesse de réagir contre l'idée que l'autorité du Pape puisse être soumise en quelque mesure à un contrôle des cardinaux, et en particulier que le Secrétaire d'État puisse agir en contradiction avec les idées du Souverain Pontife. Il est vrai qu'il parle surtout pour la Rome moderne, et exprime le point de vue romain.

Telle paraissait être la situation en 1803. Le cardinal Consalvi, investi depuis trois ans du ministère suprême, pouvait être appelé « l'âme du Pape » (1). Il était en train de donner à l'office qu'il dirigeait la forme et l'aspect propre que la Secrétairerie d'État devait garder pendant tout le siècle, au moins jusqu'à la chute du Pouvoir Temporel.

Il était, à quarante-quatre ans, dans la force de l'âge. Sa carrière s'était déroulée dans la prélature, qui était à Rome comme à la lisière et au contact des deux mondes, laïque et ecclésiastique. Auditeur de Rote en 1792, et pendant cinq années membre de ce haut tribunal, cour d'appel de l'Église Romaine, il reçut la formation juridique qui, avec la théologie, façonne les diplomates de Curie. Il était alors patronné par le cardinal d'York, le dernier des Stuarts, entré dans les ordres et devenu cardinal italien, membre influent du Sacré Collège. Admis dans le monde de l'émigration française, en relations avec Mesdames tantes de Louis XVI, il était communément classé dans le parti hostile à la Révolution. En 1796, Pie VI fit de lui son ministre de la guerre, sous le titre d'assesseur de la Congrégation militaire. Il occupait cette charge lors du meurtre du général Duphot, et cette coïncidence ne devait pas être oubliée par les jacobins, italiens et français (2).

Sa fortune se fixa au Conclave de Venise, dont il fut élu secrétaire, et dont, sans être électeur, il tint en partie les fils. Le cardinal Chiamonti en montant sur le trône le choisit comme pro-secrétaire d'État. Consalvi atteignit à la pourpre avant quarante ans, âge exceptionnel. Extérieurement, c'était alors un homme peu imposant, mais vite séduisant. Si le buste de Thorvaldsen, qui reproduit ses traits au Panthéon, lui a fâcheusement donné une lourde allure de paysan romain, il est vrai qu'au premier abord il paraissait « ordinaire » (3). Sous cette enveloppe transparaissaient les qualités d'un homme du monde. A Rome, on vantait le charme de son commerce, l'extrême désir qu'il avait de plaire à chacun, et l'extrême habileté avec laquelle, « s'insinuant comme un parfum », il y réussissait. Lorsqu'il vint à

(1) Cacault à Talleyrand, BOULAY, *Documents*, II, 523.

(2) DUFOURCO, *Régime jacobin*, p. 71.

(3) C'était l'avis d'Alquier. Rinieri veut que le cardinal ait eu une « belle prestance » et « un port noble », mais Cacault lui-même ne le voyait pas « fait pour la grandeur » ; TIVARONI, *L'Italia durante il dominio francese*, II, 84, lui accorde des manières nobles, mais une silhouette peu imposante.

Paris, on fut surpris de le trouver ennemi du fanatisme, voire d'une dévotion trop austère (1) ; on fut frappé de sa patience jamais lassée qui lui permettait de trouver des accommodements à toutes les difficultés. Esprit clair, pénétrant et subtil, il était apte à expliquer les questions les plus embrouillées de la politique et de la théologie (2), sans peut-être les dominer et les poser en ces termes simples où s'affirme la domination du génie. Plus de flexibilité que de hauteur dans la pensée : voilà sans cesse l'impression que donne sa correspondance ministérielle. Sur le moindre problème, sa plume « féconde et facile » abonde en développements un peu verbeux, d'une ligne sinueuse, mais où le fil ne rompt jamais. Elle excelle à situer les positions adverses. Elle évite les refus catégoriques, non par faiblesse d'âme (encore qu'il exprime constamment son désir de ne pas heurter, *senza urtare*, le mot lui est habituel), mais par une tendance de diplomate et de romain à préférer aux dilemmes de la logique les tempéraments de la politique, et aussi par le scrupule d'un esprit qui a trop l'habitude de peser les avantages et les inconvénients des choses. Les ressources de ce négociateur sont infinies. Un labeur écrasant ne les diminue jamais ; il les met toutes au service de l'Église à qui il est passionnément dévoué. Probe et incorruptible, il a le même désintéressement que le Pape qu'il sert, mais n'étant ni porté par sa nature à la grandeur, ni autorisé par sa fonction à la même ingénuité, il finit, à force d'ingéniosité, et tout en protestant de sa bonne foi, par donner l'impression de biaiser et de préférer à la raideur de certaine franchise l'abus des faux-fuyants. Qui d'ailleurs, dans les circonstances périlleuses qu'il connut, eût porté sans fléchir le poids des responsabilités écrasantes du secrétaire d'État, chargé d'harmoniser les exigences de la doctrine aux incessants changements de la politique ? En un mot, un diplomate né, un ministre de premier ordre plutôt qu'un grand homme d'État (3).

(1) Il aurait avoué son goût pour les spectacles à Talleyrand (*Mémoires sur le Consulat*, par Thibeaudeau, p. 157) et son opinion personnelle contraire au célibat des prêtres (MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 81). A Rome, on disait qu'il aimait la musique et les femmes : SILVAGNI (*La Corte e la Società romana*, II, 232) cite Costanza Braschi près de qui il allait tous les soirs. Mais à Paris on lui « prêta maints propos saugrenus », cf. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, I, 344.

(2) DE BOIGNE, *Mémoires*, I, 1280 ; sa conversation s'émaillait de traits fins et piquants, WEILL, *Les dessous du Congrès de Vienne*, II, 205.

(3) RINIERI, *La Diplomatie*, p. 201, fait de ses qualités un tableau sans ombres. Il nous semble d'ailleurs qu'il parle trop volontiers du Consalvi de 1801 comme de celui de 1814, et qu'il ne tienne pas assez compte que le Secrétaire d'État n'avait pas

Card. Fesch

In tanto che preparo le risposte
offerirli alle note di V. E.
le anticipo le note, che
il S. S. P. è determinato ad
accompanyare alla sua em.
Cardinale Ruffini nelle
Suppl. delle Em. Braghi,
e Braghi, a quale già ne
ho dato l'arrivo. E io proprio
fatto con profondo rispetto
le bacio umiliss. le mani.

Al V. E.

18. Ott. 1804.

Io darò a V. E. anche le
nuove note dell'Incarnazione
abbreviate, e delle Scritture
accompanyate.

Umiliss. divotiss. al. ven.
R. Card. Fesch

BILLET DU CARDINAL CONSALVI A FESCH

(28 octobre 1804)

Arch. Rh., 1 F 96.



Consalvi, moins détaché de toute compromission avec les partis de réaction que Chiaramonti, était cependant un esprit de novation (1). Tous deux étaient également prêts à accueillir l'avenir dès lors qu'il offrait à la religion et au pouvoir de saint Pierre une perspective de salut. La négociation du Concordat révéla, sur ce point, le merveilleux effet de leurs qualités qui se complétaient. Les adversaires, intéressés à reprendre le vieil artifice par lequel on oppose la politique du ministre aux intentions de son souverain, reconnaissaient l'impossibilité de les isoler l'un de l'autre. La conception première, la volonté ferme d'aboutir, ne pouvaient être enlevées à Pie VII ; mais nul n'avait plus que Consalvi suivi le dessein du Pape. A Paris, il avait mené à son terme la négociation par un mélange de ténacité, d'amabilité personnelle et de dignité à quoi Bonaparte n'avait pas été insensible. De retour à Rome, il avait fait aboutir, avec un doigté et une hâte exceptionnelle, le travail délicat d'examen et enlevé la ratification. Au point que Cacault disait que son voyage de Paris à Rome n'avait pas été moins indispensable que son voyage de Rome à Paris (2).

Le Pape et son secrétaire étaient désormais intéressés à ce que l'accord, qui engageait leur autorité et leur prestige, réussît dans son application. Cacault les regardait « comme bien liés et attachés à la France ». Dans ce concours promis à l'auteur du Concordat, l'un, Pie VII, apportait la spontanéité d'un cœur simplement reconnaissant ; l'autre, Consalvi, l'adhésion plus réservée d'un diplomate revenu de beaucoup d'illusions. Consalvi a fixé ces nuances dans une page importante de ses *Mémoires* (3) :

« L'Empereur Napoléon exerçait sur le Saint Père une espèce de fascination et d'éblouissement, que toutes les calamités publiques ou privées ne purent faire cesser. C'était un mélange d'admiration et de crainte, de tendresse paternelle et de pieuse gratitude. Le Concordat était son œuvre de prédilection, l'acte de paix et de foi, qui avait réconcilié la France avec l'Église, et préservé le monde entier d'un schisme universel ou d'une violente séparation d'avec le Saint Siège. Pie VII, qui n'entrevoyait la politique qu'au point de vue de la religion, et dont

tout de même devant Bonaparte la même expérience que treize ans plus tard au Congrès de Vienne ; v. aussi BASTGEN, *Consalvi uomo di Stato*, dans *Nel centenario dalla morte del cardinale Ercole Consalvi*, p. 78-83.

(1) C'est le mot de STENDHAL, *Rome, Naples et Florence*, p. 328 qui lui avait voué admiration et respect. — cf. DAUDET (E.) *Le Cardinal Consalvi*, chap. II.

(2) BOULAY DE LA MEURTHE, *Négociation du concordat*, p. 487.

(3) CONSALVI, *Mémoires*, II, 396.

la vie s'était écoulée loin des calculs ambitieux et des intrigues de la diplomatie, ne reconnaissait qu'une chose nécessaire. Il ne s'occupait que du salut des âmes et du bien spirituel des peuples...

« Plus mêlé que lui aux hommes et aux choses, et forcé par la nature de mon emploi à les voir surtout du mauvais côté, je ne partageais pas d'une manière absolue tous les sentiments que le Pape professait à l'égard de l'Empereur. J'avais vu ce prince de fort près. J'admirais la puissance de son génie, la rapidité de son intelligence et cette merveilleuse fécondité de ressources dans l'esprit qui en faisait un être à part ; mais je ne dissimulais pas qu'à tant de brillantes qualités venaient malheureusement se mêler de grandes ombres et d'innombrables défauts que l'ivresse du succès devait développer outre mesure. »

Même si l'on admet que Consalvi mettait bien, dès 1803, tant de réserve dans son admiration pour Bonaparte, il n'en était pas moins le premier intéressé au succès de la politique inaugurée par le Concordat. Aussi les Français comptaient-ils sur lui : en toute occasion, Cacault revenait sur la confiance que devait inspirer à notre gouvernement le Secrétaire d'État. Insistance qui paraissait superflue, depuis que le cardinal avait été vu et apprécié par les Parisiens. Le Premier Consul, deux ans après le Concordat, lui écrivait en termes flatteurs, malgré une nuance de condescendance : « Je désire trouver des occasions qui puissent me mettre à même de vous donner des preuves de l'estime particulière que je vous porte. Vos bons conseils et vos talents sont utiles à l'Église et je ne puis que me louer de la direction que vous donnez à la chancellerie de Rome. Vous pouvez donc compter sur mon assistance et le Saint Père me trouvera toujours, en fidèle et zélé enfant de l'Église, disposé à faire tout ce qui pourra contribuer à sa prospérité (1). »

De leur côté, les ennemis du gouvernement consulaire ou de la France, exagéraient la complaisance de Consalvi, « qui est, disait Maury, et qui sera toujours du parti le plus fort (2) ». « Un ministre bonnet rouge, osait écrire de Maistre, qui signerait, si Bonaparte le lui ordonnait, qu'il n'y a que deux personnes dans la Trinité ». Violences injustes. Le secrétaire d'État pensait que le Saint Siège ne pouvait être taxé de lâcheté, quand toutes les puissances, tour à tour, sans avoir les mêmes raisons d'aimer Bonaparte, se résignaient à traiter avec lui ou à solli-

(1) *Corr.*, VIII, 6753.

(2) Maury à d'Avaray, 12 mars 1801, dans BOULAY, *Documents*, II, 131.

citer son intervention. Au fond, il professait cet opportunisme réaliste qui a toujours été celui de l'Église romaine, au milieu des révolutions politiques, une fois les principes saufs : « Je ne connais, je ne connaîtrai jamais d'autre politique que celle qui est assise ouvertement sur l'intérêt réciproque. La puissance de notre Cour est là (1). »

*
* *

Le secrétaire d'État, dirigeant la diplomatie pontificale, se trouve placé au centre d'un réseau de renseignements et d'influences, peut-être unique au monde, que lui transmettent les représentants du Pape à l'extérieur, les Nonces.

Par définition, le nonce est un envoyé du Pape qui « représente le Pape et parle au nom du Pape, selon les instructions que lui donne le secrétaire d'État, dépositaire de la puissance papale » (2), un peu de même manière que l'ambassadeur d'un prince séculier représente son souverain, mais est dirigé par le ministre des affaires étrangères. Le Saint-Siège a coutume de se faire représenter partout où sa présence est nécessaire aux intérêts de la religion, non seulement auprès des princes catholiques, mais auprès de chefs d'États hérétiques, s'ils y consentent, parfois même auprès d'une nation, d'un peuple (auquel cas le « délégué apostolique » est accrédité près de l'Église du pays). Dans tous ces cas, le pape communique au nonce un double caractère : il est un ministre chargé d'une mission diplomatique, mais il a aussi, par délégation, juridiction sur les catholiques du pays où il réside. Consalvi rappelait un jour cette théorie pour protester contre la situation faite au nonce à Vienne : il exigeait qu'on reconnût en ce diplomate un agent spirituel, placé de manière à rendre service aux fidèles en leur évitant un recours au chef de l'Église, trop éloigné (3).

Traditionnellement, les nonciatures formaient trois groupes : italien, latin, germanique, auxquels s'ajoutait une nonciature slave, celle de Pologne. En 1803, leur répartition et leur hiérarchie avaient été bouleversées par la lutte entre la Révolution française et l'Europe. Des postes italiens, il ne subsistait que celui de Florence, dont le titulaire, Mgr Morozzo, nous apparaîtra comme un agent habile et remuant.

(1) ARTAUD, *Vie de Pie VII*, I, 263 et III, 225 ; PERRERO, *I reali di Savoia nell'esiglio*, p. 244.

(2) PARAYRE, dans « l'Université Catholique », 15 oct. 1913, p. 116.

(3) Consalvi à Cobenzl, 13 oct. 1804, Vat., Ep. Nap. 245-2.

En pays germanique, la principale nonciature était celle de Vienne, occupée par le nonce Severoli. Les bouleversements de l'Empire, ayant affaibli l'influence des Habsbourg en Allemagne, réduisaient naturellement les moyens d'action que l'on pouvait avoir sur les catholiques. En abattant la souveraineté des grands électeurs de l'Empire, ils avaient par ailleurs provoqué la disparition de la nonciature de Cologne. Provisoirement, le Quirinal avait à Munich un auditeur, le Comte Troni, qui surveillait l'évolution des choses, attendant qu'on décidât où et quand il conviendrait d'envoyer un nonce pour participer au règlement des affaires ecclésiastiques d'Allemagne. Un vicaire supérieur des missions de Hollande résidait à Munster, et un nonce, Testaferrata, à Lucerne. Du côté des pays slaves, les partages de Pologne avaient fait disparaître une nonciature ancienne et florissante. Mais la Russie offrait depuis ce temps-là des perspectives nouvelles. Elle comptait dans ses provinces occidentales de nombreux sujets catholiques; Catherine avait même maintenu, malgré le bref du Pape, les établissements des Jésuites, qui, traqués dans les pays catholiques, ne survivaient plus officiellement que là. Les relations diplomatiques entre Pétersbourg et le Quirinal étaient traversées d'orages. Paul I^{er} avait accepté un nonce, puis l'avait renvoyé. Mais Alexandre paraissait mieux disposé. On lui envoya, au printemps de 1802, un ambassadeur extraordinaire : Mgr Arezzo, archevêque *in partibus* de Séleucie, un des collaborateurs en qui Consalvi mettait le plus de confiance, fut chargé de ce rôle infiniment délicat, mais sur lequel reposait l'espoir de la nouvelle nonciature Pologne-Russie (1).

En somme, dans la plupart des pays que nous venons d'examiner, l'importance des ambassades pontificales avait plutôt décliné. Dans l'Europe occidentale, les postes de Madrid, occupé par Mgr Gravina, et de Lisbonne, occupé par Mgr Caleppi, gardaient un rang honorable, en raison du nombre de sujets catholiques de ces pays. Mais aucune nonciature ne pouvait se comparer à celle de Paris, par laquelle le Pape agissait sur quarante millions de catholiques, des bords du Rhin jusqu'aux confins de l'Italie. Nous avons dit dans quelles circonstances Pie VII avait été amené à conférer à son représentant à Paris la qualité la plus haute dont un nonce pût être investi, celle de légat *a latere*.

(1) ROUET DE JOURNAL, *Nonciatures de Russie, Nonciature d'Arezzo*. Le tome I (1802-1804) s'ouvre par une abondante et excellente introduction où le personnage d'Arezzo est longuement étudié. Du même auteur, *Un collège de Jésuites à Saint-Pétersbourg*, 1800-1816.

On pouvait s'attendre à ce que, dans le concert des voix qui apportaient à Rome les demandes des Églises nationales et des États, la Nonciature de Paris devînt une des plus écoutées. Le nombre important de catholiques qu'elle dirigeait, le rang de son titulaire, la multiplicité des questions à régler après tant d'années de troubles, semblaient lui accorder une priorité. Cependant la tradition d'équilibre du gouvernement pontifical, son souci de maintenir et de développer dans chaque pays la moindre position occupée par le catholicisme, lui interdisaient, non seulement de s'inféoder à une puissance politique, mais encore de se laisser absorber par la considération d'un seul groupe de catholiques, quelle que fût sa prépondérance numérique.

Au cours des négociations du Concordat, Bonaparte s'était irrité de sentir que la cour de Rome se laissait influencer, disait-il, par les puissances étrangères, en particulier par des puissances non catholiques. A quoi Consalvi avait répondu que « Rome avait pour toutes les Puissances les égards qui étaient convenables et qui étaient dus, spécialement en considération des catholiques qu'il y avait partout », mais se refusait à subir pour autant des influences politiques (1).

Une raison de circonstance risquait d'ailleurs de ne pas assurer aux demandes venues de France tout l'accueil empressé qu'aurait voulu Bonaparte. C'était le discrédit dans lequel était tombé le cardinal Caprara. A son sujet, Consalvi passait par des sentiments très divers. Encore sous le coup de ce qu'il avait vu à Paris : la violence de l'opposition anti-religieuse, le Premier Consul seul décidé en faveur du catholicisme et qu'il importait de ne pas s'aliéner par des résistances hors de saison, il croyait à l'utilité de Caprara et le voulait maintenir. Il avait tremblé plus d'une fois que le gouvernement français ne mît fin à la mission du légat en réservant au nouvel ambassadeur de France les affaires religieuses; et Pie VII avait annoncé qu'il serait « surpris et affligé » d'une pareille décision (2). Néanmoins le pape et son ministre n'étaient aveuglés ni sur la capacité ni sur l'indépendance de Caprara. Ils avaient eu soin de lui adjoindre des auditeurs et des conseillers capables de prévenir ses défaillances ou d'en pallier les effets. Les gallicans et les constitutionnels, qui montaient la garde en France contre les infiltrations de l'ultramontanisme, se plaignaient de l'esprit qui dominait à la légation et des instructions qui portaient mystérieusement

(1) BOULAY, *Documents*, v. n° 619.

(2) Consalvi à Caprara, 12 mai 1802, dans THEINER, *Deux Concordats*, I, 562.

de l'entourage de Caprara (1). Et cependant, à Rome, depuis l'épisode de la prétendue réconciliation des constitutionnels, il n'était pas de blâme que l'on n'exprimât dans le Sacré Collège contre le vieux légat. Le doyen du Sacré-Collège n'avait-il pas défendu l'opinion qu'il convenait d'adresser à Caprara un bref conçu en termes très forts qui l'avertît de pourvoir à sa conscience (2) ?

Caprara, menacé par cette vague d'hostilité, alors qu'il se débattait dans des difficultés considérables à Paris, semblait dans le découragement : « La situation des affaires, écrivait-il le 14 janvier 1803 à Consalvi, est telle que je ne verrais d'autre moyen de la rétablir que celui que V. E. fasse pour la seconde fois le sacrifice de s'exposer à un long voyage... Depuis que V. E. a cru devoir obliger un homme à moitié aveugle, d'ouïe vraiment très dure, notoirement affaibli par son âge et sa santé, à venir ici en qualité de légat, on ne pourra trouver aucun cardinal qui soit dans des circonstances, je ne dirais pas pires, mais du moins égales » (3). Le mois suivant, comme pour confirmer le tableau désolant qu'il traçait de soi-même, Caprara tombait malade si gravement qu'en Italie on le donna pour presque mourant et que Milan fit réciter pour lui des prières publiques. Il en devait réchapper, et la lutte reprendre sourdement entre lui, qui insistait sur la gravité des circonstances, plaidait les solutions d'accommodement, et ses adversaires, qui maintenaient la rigueur des principes théologiques, et reprochaient aux nonces de faire toujours prévoir « des dommages, des abîmes et des ruines » pour exiger que « le Pape sanctionne aussitôt précisément les choses qu'il sait être dommageables » (4). Cette lutte a pesé non seulement sur le malheureux Caprara, mais sur toute la diplomatie pontificale dans le cours de ses relations avec Napoléon.

Il peut être commode, quand on parle de la Curie Romaine, de distinguer diplomates de l'extérieur et théologiens du Sacré-Collège. Il est rarement exact de les opposer. D'abord parce que le Sacré-Collège compte toujours un certain nombre de cardinaux qui sortent de la

(1) Portalis se méfie à tel point des « hommes de la légation » que, lorsque Caprara s'éloigne de Paris, il obtient que le légat leur ôte « tout pouvoir de rendre des décisions et de correspondre avec les divers diocèses », A. N., AF IV 1044 (14 messidor an XI).

(2) Une congrégation avait été réunie pour juger de sa conduite et l'avait désapprouvée, à l'unanimité (février 1803), Vat., Ep. Nap. Francia 13, et 281-25.

(3) Caprara à Consalvi, 14 janvier 1803, Vat., Ep. Nap. 281-25.

(4) C'est Di Pietro qui se plaint ainsi en 1805 de la faiblesse des Nonces Vat., Ep. Nap. 281-37.

« carrière » et sont arrivés au chapeau par la voie des nonciatures. Ensuite parce que le jeu même de cette pièce centrale qu'est, dans le gouvernement, la Secrétairerie d'État, a pour but d'assurer la liaison entre les deux tendances et leur collaboration à un même effort. Consalvi, d'un côté, reçoit la correspondance des nonces, sollicitant et provoquant des directives pontificales; d'autre part, il recueille l'avis d'un certain nombre de cardinaux, réunis en congrégations, pour préparer les décisions du pape.

La prudence du Saint-Siège avait toujours accordé un rôle important aux conseillers, consultants, théologiens ou canonistes chargés de résoudre les difficultés de discipline que soulevaient les rapports avec les princes chrétiens. Les congrégations : Saint-Office, Propagande, Index, Concile avaient leur mot à dire chaque fois que ces rapports mettaient leur juridiction en cause. Ces auxiliaires, qui n'intervenaient d'abord que par accident, virent, à la fin du XVIII^e siècle et avec la Révolution, leur rôle s'élargir. Dans cette période exceptionnelle, presque à chaque instant, il fallut recourir aux congrégations. Pie VI créa même des commissions extraordinaires de cardinaux : ainsi naquit la Congrégation des Affaires de France qui siégea en permanence jusqu'à sa captivité (1). La négociation du Concordat la fit revivre, et, à partir de la ratification de l'accord avec la France, elle joua presque le rôle d'un conseil de la Secrétairerie d'État.

Là encore, rappelons que le Pape, en vertu de son autorité sans limites, peut composer toute congrégation comme il l'entend, l'élargir par l'adjonction de tels membres compétents dans telle affaire particulière ou la compléter par une consultation du Sacré Collège tout entier (qu'une commission de cardinaux ne fait jamais que représenter). C'est lui qui désigne les cardinaux, six, dix ou douze, qui seront consultés. Une note du secrétaire d'État leur propose la question soumise à leur jugement, leur fournit une documentation (quelquefois des pièces imprimées à leur usage), et leur indique la marche qui sera suivie. Sauf le cas où on leur impose le « Secret du Saint Office », dont la violation entraîne l'excommunication majeure, réservée au Pape, — les cardinaux s'entourent chacun d'avis éclairés; ils délibèrent avec théologiens et confesseurs, la *famiglia*, comme on dit à Rome. Ils remettent un travail écrit, ou *votum*. Ils se réunissent entre eux pour discuter. Puis

(1) « Congregatio super negotiis ecclesiasticis Galliarum ». Elle porta plus tard le nom de Congrégation des Affaires Extraordinaires, et on use parfois indifféremment de ces deux termes.

les avis sont résumés par le secrétaire de la Congrégation, qui dresse, dans le sens de la majorité, une ébauche de résolution. Le Pape approuve, modifie ou rejette, sous sa propre responsabilité.

Parmi les cardinaux dont l'opinion avait le plus de poids au début du règne de Pie VII, on nommait d'abord le cardinal Antonelli. Il devait son autorité à son âge, — il était né en 1730 et cardinal depuis 1777, — à une science théologique étendue, à son rôle pendant le précédent pontificat. Il avait pris sur Pie VI, « autant d'ascendant qu'on pouvait en acquérir » (1) et passait pour avoir été le grand électeur de Pie VII au Conclave de Venise. On le disait fort dépité de n'avoir pas obtenu la Secrétairerie d'État et jaloux de Consalvi qui lui avait été préféré. Titulaire d'une des premières charges de la Curie, celle de Grand Pénitencier, il présidait à vie le tribunal chargé de régler les affaires de conscience appartenant au « for intérieur », c'est-à-dire d'absoudre les péchés les plus graves, de relever des censures, cas particulièrement nombreux après les troubles religieux. « Il passe pour « janséniste » ; il est très rigoriste ; il a toujours été très exemplaire », disait la peu indulgente comtesse d'Albany (2). Même ses ennemis reconnaissaient qu'il n'avait « point de vices » ; et que, très aumônier, il était populaire chez les pauvres (3). Mais il éloignait par la dureté de son caractère et l'intransigeance de son esprit. Les Français le tenaient généralement pour hostile à toute nouveauté, surtout venant de leur nation. Lors des négociations du Concordat, il avait rédigé plusieurs des projets présentés par Rome, et les instructions que Consalvi emporta à Paris. D'ailleurs il s'était prononcé contre la ratification pure et simple du traité (4).

Beaucoup plus jeune, puisqu'il était né en 1747, et en pleine ascension, était au contraire di Pietro. Avant de revêtir la pourpre (1802) il était déjà célèbre par « sa doctrine et la fermeté de son caractère » (5). Professeur de droit canon, il avait travaillé à la bulle *Auctorem fidei* qui condamnait le fameux synode de Pistoie et les tendances jansénistes de certains évêques Toscans. En 1798, Pie VI, au moment où il fut arraché de Rome, lui délégua son autorité. Nommé par Pie VII

(1) BOURGOING, *Mémoires sur Pie VI*, II, 51.

(2) *Lettres de la Comtesse d'Albany*, I, 114.

(3) *Tableau de la Cour Papale*, in « Souvenirs et Mémoires », t. V.

(4) Sur la Congrégation constituée pour l'examen du Concordat, voir SEVESTRE, *Histoire du Concordat*, p. 22 et 37.

(5) RINIERI, *La diplomatie*, I, 72. Il était né à Albano en 1747.

patriarche de Jérusalem, il fut secrétaire de la congrégation des Affaires Ecclésiastiques pendant les travaux du Concordat. C'est là qu'il donna sa mesure ; quoiqu'il n'eût que le rang de prélat (avec voix délibérative, il est vrai), il fut la cheville ouvrière de la Congrégation. On ne soupçonnait pas encore son rôle en France, que déjà Consalvi s'adressait à lui comme à un collaborateur très sûr, et aussi comme à un juge dont la sentence était redoutée (1). Quand on lit quelques-unes des innombrables et volumineuses consultations qu'il ne cesse pas un instant de rédiger sous Pie VII, on est stupéfait du travail qu'elles représentent, de la rigueur théologique, étrangère à toute considération humaine, qui les inspire, du zèle « à bon droit circonspect, disait Consalvi, et même effrayé de la marche des événements » qui y transparaît. « Esprit lourd, le définira plus tard notre agent Lefebvre, infatué de théologie, sans connaissance du monde. Le Pape l'a surnommé le portefaix du Sacré Collège, mais ce portefaix est tous les jours consulté, et son sentiment reçu comme un oracle » (2).

A côté de ces hommes de premier plan, toujours sur la brèche pour défendre les droits du Saint-Siège, on citait encore un Gerdyl, vieillard pieux, savant théologien, qui avait failli être élevé au pontificat, un Borgia « considéré pour ses talents et son goût pour les sciences », un Della Somaglia, préfet de la Congrégation des Rites. Celui-ci avait opiné pour la ratification sans réserves du Concordat, en même temps que Mattei, Giuseppe Doria, qu'on tenait pour partisans de la réconciliation, et Busca et Vincenti, moins sûrs, sinon hostiles à la France. Longtemps le doyen du Sacré Collège, Albani, avait passé pour le chef de la faction impériale (3) ; cette réputation lui avait valu la confiscation de ses biens et de ses œuvres d'art, dont nous avons parlé. Quoiqu'il occupât, à l'ancienneté, la présidence de la Congrégation des Affaires extraordinaires, on n'avait guère confiance en lui à cause de sa sénilité et des indiscretions dont il était coutumier. Le cardinal d'York, vice-doyen, était aussi un vieillard dont les préoccupations de vanité dynastique faisaient sourire (4). Comme politiques militants il ne

(1) BOULAY, *Documents*, V, n° 651.

(2) LEFEBVRE, cité par RICHARD, « Univ. Cath. », sept. 1911. Voir la notice consacrée à di Pietro par Artaud dans la biographie universelle de Michaud.

(3) DUFOURCQ, *Le Régime jacobin*, p. 58. HAYWARD, *Le dernier siècle de la Rome pontificale*, p. 98, dit qu'il était tenu pour l'instigateur du meurtre de Basseville. Maury le comptait parmi les vétérans zélés de Louis XVIII (*Mémoires*, éd. Ricard, p. 274). Il mourut en sept. 1801.

(4) M^{me} d'Albany, sa belle-sœur, le tenait pour « bien extravagant et bien bête ».

restait que le cardinal Maury, qui, relégué dans son évêché de Montefiascone, se lamentait d'être en pleine disgrâce, et esquissait déjà la manœuvre par laquelle il se libérerait de sa fidélité aux Bourbons (1). et deux napolitains, Caraffa, un « des plus grands hâbleurs contrenous », disait Cacault, et le héros, d'ailleurs surfait, de l'insurrection de Calabre contre les Français, Ruffo, qui, ministre du roi de Naples à Rome, s'était attiré l'aversion du secrétaire d'État pour son agitation bouillante et brouillonne (2).

La conclusion du Concordat avait renforcé plutôt l'influence de la France dans le Sacré Collège, en y faisant entrer (sans parler des cinq cardinaux français) des hommes comme Spina et comme Caselli, sincères partisans de la politique d'entente avec Bonaparte. Mais les débats sur cette politique n'étaient pas clos : la publication des Organiques et une foule de nouvelles inquiétantes à propos de la situation faite à la religion en France entretenaient une vive émotion. Le Secrétaire d'État, critiqué pour la hardiesse avec laquelle il avait pris parti, jaloué pour sa fortune exceptionnelle, sentait se déchaîner contre lui d'après rivalités et des manœuvres obscures. Melzi, témoin peu objectif, il est vrai, signalait de Milan au Premier Consul : « J'ai des notions qui me portent à croire que des moyens ont été employés pour exciter les gouvernements de Naples et de Rome, et les aigrir contre la France. L'on travaille même le parti théologien à Rome; on le pousse, sous le prétexte de la défense des principes, mais dans le but de renverser le parti dominant qui a concouru au Concordat et qui veut soutenir la bonne harmonie avec la France » (3).

La carte politique du Sacré Collège eût-elle été établie exactement par un témoin impartial, capable de s'élever au-dessus des racontars que faisaient courir la malice des Romains ou la naïveté des Français soi-disant renseignés, l'ambassadeur de France aurait dû encore tenir compte de mille impondérables.

D'abord l'ascendant que le Pape saurait prendre sur ses conseillers. En droit et en fait, le Pontife de Rome est de tous les souverains le plus absolu : « Le souverain de ce pays, note Stendhal, jouit du pou-

(Lettres, I, 573). Sur lui, VAUGHAN (Herbert), *The last of the royal Stuarts, Henry Stuart, cardinal duke of York*.

(1) DAUDET, *Histoire de l'émigration*, III, p. 7-25.

(2) SACHINELLI (abbé Domenico), *Memorie storiche sulla vita del cardinal Fabrizio Ruffo*, 2^e édit., Rome, 1895.

(3) Melzi au Premier Consul, juin 1802, *Memorie, documenti e lettere*, II, 74.

voir politique le plus absolu et en même temps il dirige ses sujets dans l'affaire la plus importante de leur vie, celle du salut (1). » Ce souverain peut, par les hasards de l'élection d'où il est issu, incarner des tendances opposées à celles de son prédécesseur, à la majorité de ses conseillers habituels ; il peut se lancer dans les voies les plus nouvelles, étant seul juge du bien de l'Église. Mais, s'il est inconditionnellement chargé de ce bien, il n'en est que le dépositaire. D'une manière analogue à ce qui se passait, sous l'Ancien Régime, pour le Roi de France, sa volonté se heurtait à un grand nombre de traditions d'autant plus inflexibles qu'elles participaient à l'immutabilité de la doctrine. Ce n'est pas seulement le dépôt de la foi, c'est même le pouvoir temporel qui ne lui est confié que par une délégation redoutable : et une âme comme celle de Pie VII mesure avec anxiété le poids de cette responsabilité, où sont en jeu le sort des âmes éparses à travers l'univers et l'avenir du patrimoine de Saint-Pierre. Et parmi les conseillers qui l'entourent, la majorité des cardinaux n'a pas été créée par lui : elle peut afficher une certaine indépendance ; elle sait parfois lui imposer le respect et la leçon des habitudes de la Curie.

Il serait d'ailleurs très fallacieux de ne donner d'attention qu'aux cardinaux, et aux plus souvent cités. Par le mécanisme que nous venons de décrire, le poids des affaires retombait souvent sur le personnel secondaire de la Curie, secrétaires ou théologiens. Professeurs des universités romaines, religieux célèbres dans leur ordre par leur science, vieux praticiens du droit canon, prélats et officiers de tout rang, vieillis dans les congrégations, apportaient à défaut d'un grand esprit parfois, une vaste expérience et le sang-froid d'hommes qui ont vu plus d'une révolution avec une foi inébranlable dans l'éternité du vieil édifice de l'Église. Le souci personnel de Pie VII de mettre au premier plan l'aspect religieux de toute question l'amenait fréquemment à recourir à des personnages sans caractère officiel, mais auxquels il donnait une audience attentive : tel ce religieux barnabite, le P. Fontana (2), qui avait travaillé à la rédaction du Concordat et fut emmené

(1) STENDHAL, *Promenades dans Rome*, p. 12.

(2) Dans A. N., AF IV 1046, un mémoire du ministre des Cultes (fév. 1809) donne des renseignements sur les chefs d'ordre religieux et s'arrête longtemps sur lui. On lui attribue une grande influence sur di Pietro. Comme exemple de cas où Pie VII appelle de simples théologiens à départager des cardinaux, dont l'avis diffère, cf. BOULAY, *Documents*, V, n° 738. Bertazzoli avait été grand vicaire de Pie VII à

par le Pape à Paris en qualité de théologien, avant d'être nommé général de son ordre, puis élevé, beaucoup plus tard, au cardinalat; tel encore Mgr Bertazzoli, archevêque d'Édesse, confesseur du Pape, qui fit aussi partie du voyage de Paris. C'est donc tout un monde, souvent inaperçu parce qu'il ne compte pas de dignités voyantes, qu'il faudrait explorer.

Enfin l'expérience des ambassadeurs d'autrefois aurait enseigné combien il était vain de tabler sur des divisions de clans dans cette cour où « la promptitude des partis à se réconcilier » avait frappé Choiseul (1), et où, professait Bernis, on ne pouvait agir que d'une manière indirecte, par une « conduite réservée et courageuse », en évitant jusqu'à l'apparence de vouloir grouper une coterie, et de prétendre inspirer des décisions en faveur d'intérêts nationaux bien définis. Elle aurait enseigné aussi — ce que Cacault avait appris à ses dépens et répété ensuite — avec quelle prudence il fallait respecter les méthodes de délibération que les Français étaient toujours tentés de trouver trop lentes ou dilatoires. A ces méthodes, comme à certaines formes extérieures, les Romains renonceraient plus malaisément qu'à certains avantages de fond. Car, disait di Pietro, confessant à Consalvi ses « angoisses de conscience » quand il avait la charge d'examiner une affaire à la hâte, « la hâte ne peut jamais justifier quelque méprise ou quelque manque de réflexion dans tout ce qui émane de la Chaire Apostolique, qui est la Chaire de Vérité (2). » Ce qu'à Paris l'on taxait de timidité, de maladresse ou de goût pour les solutions équivoques, passait à Rome pour obligation de conscience. Et peut-être était-ce sur ce point, qu'on aurait pu croire secondaire, que s'unissaient en définitive le mieux les hommes et les groupes divers de la Curie et que l'esprit romain s'opposait le plus fortement à l'esprit français. Les négociations du Concordat avaient montré qu'au moment même où

Imola, et on lui attribuait le fameux mandement. En 1808 les Français comptaient encore sur lui pour agir sur l'esprit du Pape dans un sens modérateur. A. N., AF IV 1715.

(1) ARTAUD, *D'Hauterive*, p. 439.

(2) Di Pietro à Consalvi, 24 mai 1803, Vat., Ep. Nap. Francia 13. Les lenteurs s'expliquaient aussi par les habitudes romaines si différentes des nôtres. « Beaucoup de repos, sous prétexte que le repos aide à la réflexion; une activité souvent interrompue, comme il arrive à un pays où le gouvernement est exercé par des vieillards, en outre une étiquette exigeante, beaucoup de cérémonies absorbantes, beaucoup de fonctions sacrées » (DE LA GORCE, *Hist. Rel.*, V, p. 111), Cacault montrait ce qu'il y avait là d'irréductible : « on peut anéantir la cour de Rome; on ne peut changer ni sa marche ancienne, ni ses dogmes » (A. E., Rome 931, fo 40).

l'on travaillait de part et d'autre à un accord loyal, un abîme séparait encore deux langages, l'un cristallisant le droit nouveau issu de la Révolution, l'autre reproduisant les invariables formules, copiées de pontificat en pontificat, d'une ancienne chancellerie, deux conceptions de la société politique et religieuse, deux ensembles de doctrine et de tendances antagonistes, deux mondes enfin (1).

Malgré les signes qui annonçaient une embellie entre le Saint-Siège et la France, l'atmosphère restait incontestablement lourde pour notre pays. Comment, tout en acceptant de tenter une nouvelle expérience d'accord politico-religieux avec la nation qui avait proclamé un droit public nouveau, Rome n'eût-elle pas conservé des craintes ? Craintes héritées du passé, de tant de débats mouvementés avec le pays où avaient fleuri les doctrines opposées à l'ultramontanisme, et craintes nouvelles, souvenirs des maux que la crise révolutionnaire née en France avait fait déferler sur l'Italie. Comment dans les âmes des conseillers de la Curie, effacerait-on subitement les souvenirs des événements qui les avaient dépouillés, persécutés, bannis, obligés dans leur grand âge à quitter, pour l'exil, des résidences parfois princières ? Comment l'état d'esprit de ces Romains n'aurait-il pas été influencé par la situation du pays où ils vivaient et par le mouvement général de l'opinion ?

*
* *

Le secrétaire d'État dirigeait aussi l'administration des États Pontificaux, et les problèmes politiques et économiques qu'il avait à résoudre comme ministre de l'intérieur n'étaient pas sans influencer sur la marche de la diplomatie papale (2).

(1) Cet antagonisme a été mis en lumière par M. de la Gorce, *Le cardinal Consalvi*, dans « le Correspondant », 10 janvier 1925. Antonelli disait à Consalvi, dans une belle mais sévère formule : « Ognuno in somma dee parlare col linguaggio delle proprie massime e dei rispettivi doveri : e ogni parola del capo della Chiesa e del maestro universale del cristianesimo non può misurarsi dal bene che produce, ma dalla conformità delle massime che professa ed insegna a tutto l'orbe cattolico. » (BOULAY, *Documents*, V, 106.)

(2) Les meilleures études sur la situation des États Pontificaux sont encore la correspondance des fonctionnaires français au moment de l'annexion à l'Empire, spécialement les grands rapports de Pastoret, Gérando et Hédouville dans A. N., AF IV 1715, et F²⁰ Rome 102. L'ouvrage de TOURNON, *Etudes statistiques sur Rome*, quoique écrit en 1831, rend, pour les mêmes raisons, des services appréciables. Il n'est pas question de reprendre ici un tableau complet, à tous points de vue, de l'État romain : ce tableau existe, pour une période toute proche, dans MADELIN, *La Rome de Napoléon*, 1^{re} partie, et MOULARD, *Le comte C. de Tournon*, t. II, *la Préfecture de Rome*.

Selon le mot de M. Madelin, le pouvoir temporel était, depuis la fin du XVIII^e siècle, une assez « misérable propriété qui, loin de sauvegarder l'indépendance du Pontife, pesait lourdement au contraire sur son magistère spirituel » (1). Le traité de Tolentino l'avait encore mutilé, lui enlevant plus du tiers de sa population, les deux cinquièmes en comptant le Comtat-Venaissin, et sa seconde grande ville, Bologne. Perte sans compensation. Sans doute la Romagne où la population avait un caractère ombrageux et indépendant, avait-elle toujours donné de la tablature aux gouverneurs pontificaux, comme elle savait en donner à la Cisalpine, à laquelle elle se trouvait réunie (2). Mais l'apport économique de ce pays, le seul vraiment riche dans l'État romain, était indispensable. Les autres terres étaient, dans l'ensemble, mal dotées par la nature. Si l'on admet que l'État romain formait un quadrilatère allongé d'Urbino à Terracine, et qu'on le divise dans sa longueur par l'alignement montueux et infertile de l'Apennin, les seules provinces vivantes étaient sur le versant de l'Adriatique : les Marches d'Ancône et d'Urbino, en bonne position vers la mer et sur les routes de terre les plus fréquentées. Mais le versant Tyrrhénien était compartimenté en trois bassins, du lac de Bolsène, du Latium et des marais Pontins, les deux derniers célèbres par leur désolation. Rome, avec une population plutôt décroissante de 150.000 habitants (3), s'élevait dans la solitude immortalisée par Chateaubriand. Le spectacle même de cette ville, *caput orbis et mundi*, renonçant à remplir l'antique enceinte impériale, semblait exprimer la décadence et le repliement sur soi. Longtemps elle avait sauvé l'extérieur : un brillant train de vie, maintenu par les immenses fortunes de quelques grandes familles et par l'apport financier du monde catholique. La Révolution venait d'atteindre ces deux dernières sources de richesse. Rome avait vu partir ses réserves d'or monnayé et des monceaux d'objets d'art. Sans parler de toutes les rancœurs qu'avaient laissées les pillages, la disparition ou l'ébranlement des fortunes particulières compliquait le problème de la restauration des finances publiques. En même temps, s'était trouvé interrompu l'afflux d'argent produit par les

(1) MADELIN, *Pie VII et la première coalition*, « R. H. », janv. 1903.

(2) MELZI, *Memorie, documenti*, II, 202.

(3) On lui accordait un peu plus de 160.000 h. en 1789 (BONSTETTEN, *Voyage sur la scène des six derniers livres de l'Énéide*, an XIII). Les années de misère de 1798 à 1803 avaient accru la tendance à la dépopulation (cf. CREUZÉ DE LESSER, *Voyage en Italie*, 1803, p. 330-349).

droits de chancellerie que la Curie percevait sur les nations catholiques et en tout premier lieu sur la France : c'était depuis longtemps le plus important des revenus pontificaux, « somme imprécise, mais considérable » (1) qui dispensait le souverain de lever des impôts directs sur ses sujets. Le rétablissement des rapports religieux par le Concordat n'avait point encore rétabli le courant. Il fallait demander à une population de moins de deux millions d'habitants, pauvre et de vie frugale dans sa majorité, de quoi « fournir décemment aux frais pour le maintien et la dignité du chef de l'Église, pour l'entretien de ses ministres auprès des Puissances et des ouvriers évangéliques qui se consacrent à porter la lumière de l'Évangile dans les pays les plus éloignés » (2).

Courageusement, Pie VII et Consalvi avaient affronté le problème économique. L'agriculture était presque la seule ressource de l'État : la liberté du commerce des grains fut établie par le *motu proprio* de mars 1801, pour favoriser les cultivateurs en permettant l'exportation et la fixation libre des prix. Mais l'entreprise était « audacieuse, même pour un gouvernement moins attaché aux traditions. » Elle déchaîna la spéculation des grands producteurs, tandis qu'elle souleva les critiques amères des membres du tribunal de l'Annone, condamné à disparaître. Pour étendre la culture du blé, d'autres édits ordonnèrent de restreindre les pâturages et de cultiver les terres incultes. Un cadastre évalua la superficie des propriétés de l'Agro Romano, et le *motu proprio* du 4 novembre 1802 menaça même de diviser les latifundia. Les propriétaires négligents furent frappés de taxes, qui devaient alimenter le trésor. Ce système fit sensation à l'époque : il méritait l'éloge par le désir d'amélioration qu'il exprimait, mais il était « peut-être inexécutable, » se heurtant à l'inertie des propriétaires, les petits, incapables de reprendre pied dans un pays où le crédit manquait, et où, depuis Horace, il valait mieux être usurier que cultivateur ; les grands, incapables d'exploiter et préférant les plaisirs de l'oisiveté (3).

D'industrie, il ne fallait pas parler. De sorte que le commerce était

(1) MOULARD, *Tournon*, II, 262. BOURGOING, *Mémoires... sur Pie VI*, II, 241, évaluait ce tribut à 2.435.000 écus romains (l'écu valant 5 fr. 30). Mais Fulchiron (*Voyage dans l'Italie méridionale*, III, 226) évalue à moins de 2 millions le total des recettes du trésor. En 1803, Bonstetten pensait qu'il ne rentrait plus que 140.000 écus d'Espagne et du Portugal, et ce dernier apport pouvait encore échapper.

(2) BOULAY, *Documents*, II, 291.

(3) Voir NICOLAJ, *Memorie, leggi e osservazioni sulle campagne e sull'annona di Roma*, 1893 ; TOURNON, *Études statistiques*, I, livre I, ch. 2 ; FULCHIRON, *Voyage...*, III, 57 ; TIVARONI, *L'Italia...*, II, 87.

entièrement passif. L'exportation presque nulle : quelques bestiaux, un peu d'huile, de chanvre et de laine destinés aux pays voisins, Napolitain et Toscan. L'importation forte : denrées alimentaires et produits manufacturés, payés avec l'argent que le gouvernement tirait de l'étranger. Le grand mouvement se faisait donc vers Rome. Les produits arrivaient en partie d'Ancône, ce port (20.000 h.) partageant avec Venise et Trieste la navigation de l'Adriatique; mais le trafic le plus actif venait de la frontière de Toscane, car Livourne était le point de débarquement des produits anglais. En regard de Livourne, véritable emporium pour toute la zone Tyrrhénienne, les ports pontificaux, sauf peut-être Civita-Vecchia, n'avaient qu'un mouvement tout local. Il n'est pas sans importance pour la suite de cette histoire de garder présent à l'esprit ce grand fait : en temps normal, la pénétration des produits étrangers en Italie n'avait pas lieu par l'État romain, le cours des échanges était au contraire de direction inverse. Les sujets pontificaux étaient clients des Anglais à qui ils achetaient des poissons, des produits exotiques, assez rarement des tissus; mais ils l'étaient par l'intermédiaire des pays limitrophes (1).

Le commerce de l'argent était de tous le plus inconnu. Pas de banques privées; seul s'annonçait comme un financier habile un Français, naturalisé romain, le banquier Torlonia, mais son rôle trop voyant pendant la République romaine le rendait suspect au gouvernement. Comme banque d'État, le Pape n'avait jamais eu que l'originale institution du Mont-de-Piété; la circulation monétaire était infime, et la pénurie d'argent très réelle. C'était un problème de toutes les heures, pour les agents des finances, d'avoir un sou dans les caisses que la moindre circonstance exceptionnelle venait tarir (2). Avec le

(1) Sur le mouvement commercial et les ports, voir le rapport de Pastoret, dans A. N., AF IV 1715; TOURNON, *Études...*, II, 23, et FULCHIRON, *Voyage en Italie*, II, 132-151. Cette dernière étude est assez poussée, mais l'auteur lui-même a soin de dire que les états incomplets et peu exacts et la contrebande rendaient toute précision difficile. D'ailleurs Fulchiron parle pour une période très postérieure (1832 environ) et ses évaluations ne sont pas toutes valables pour la nôtre. Ainsi il dit que les Romains achetaient beaucoup aux Anglais, environ deux fois plus qu'aux Français. Ce n'était pas exact quand Fesch arriva à Rome: il constata que les Anglais n'avaient même pas d'entrepôts dans les ports romains, que « la médiocrité des sujets du Pape ne leur permet guère d'acheter des draps de fabrique anglaise » et qu'il n'y avait « point de débouchés » pour le commerce britannique dans cette partie de l'Italie (à Murat, 25 therm. an XI, *Lettres pour l'histoire de Murat*, III, n° 1145). Sur Livourne et l'activité anglaise, Miot de Mérito, *Mémoires*, I, chap. 3 et 4; cf. MARMOTTAN, *Le royaume d'Etrurie*.

(2) Ghisleri à Colloredo, 22 août 1801, dans BOULAY, *Documents*, V, n° 745.

retour de la paix, le nouveau système d'impôts paraissait ajuster les recettes aux dépenses. Mais, l'équilibre restait précaire, et les Romains se plaignaient des taxes, surtout de la taxe foncière (*dotum reale*) qui frappait tout le monde, clercs et nobles. On avait la ressource de rejeter sur les Français la responsabilité des charges jusqu'alors inconnues, et on ne s'en faisait pas faute (1).

En bref, au début de 1803, l'État romain avait la plus grande peine à fournir une assiette stable au gouvernement du Pape. A supposer qu'on l'arrachât au marasme économique, sa faiblesse militaire resterait incurable. Le président de Brosses en avait naguère très bien dit la raison : « Ce n'est pas que le Pape ne pût avoir des places et des troupes suffisantes pour sa propre défense ; mais de quelle manière la feront-elles cette défense ? les troupes du Pape seront toujours les troupes du Pape. Qu'est-ce que des guerriers qui n'ont de leur vie guerroyé ? Tout son plan ne doit jamais être que d'avoir la paix perpétuelle et la capacité de la maintenir (2). » En 1803, Pie VII ne disposait que de 2.600 hommes de troupes. Ce qu'ils valaient, le peu de goût de ses sujets pour la vocation des armes le disait suffisamment. Quand, en janvier 1804, une circulaire de Consalvi prescrivit le recrutement de 300 individus pour compléter la milice, les délégués répondaient qu'on n'arrivait pas à les trouver, et proposèrent de saisir les mendiants et les vagabonds (3). Mais cette « presse » avait les pires résultats. On le voyait pour la police, dont les sbires n'étaient, selon le dicton, que des brigands privilégiés. L'insécurité restait la plaie chronique, non seulement des campagnes, mais des routes de courriers, et de la ville elle-même dans les quartiers populaires du Transtévère et du Champ de Mars. Consalvi cependant se rassurait : les rapports qu'il recevait signalaient, peu à peu, le retour de la tranquillité (4).

Les voyageurs étrangers, qui étudiaient avec quelque soin le pays, s'apitoyaient généralement sur sa situation. L'un d'entre eux concluait qu'une ère venait de se fermer pour Rome, avec les victoires françaises en Italie : « Détaché aujourd'hui de l'ancien système, cet État est, comme les corps célestes d'un ordre inférieur, destiné à tourner autour de quelque puissance centrale (5). » Cette « puissance centrale »,

(1) FULCHIRON, *Voyage*... , III, 228, le nouveau système d'impôts donnait environ quatre millions d'écus (plus de 21.000.000 de livres).

(2) DE BROSSES, *Lettres d'Italie*, t. II, p. 146.

(3) Vat., Ep. Nap. 294 ; Caualt à Talleyrand, 2 nivôse an X, Arch. Rh., 1 F5.

(4) Vat., Ep. Nap. D/9.

(5) BONSTETTEN, *Voyage*, p. 310.

soleil entraînant dans son orbite le satellite romain, serait-ce la France ? Peut-être, à condition que la politique de Napoléon tînt compte des répercussions directes de certains faits économiques et politiques sur les dispositions des cercles gouvernementaux et de la population. Méconnus, ces facteurs nous aliéneraient un pays où, le spirituel et le temporel étant inextricablement mêlés, toute menace contre les intérêts matériels pouvait passer pour une atteinte à un principe plus élevé. Bien utilisés, ils donneraient un moyen d'action sur le cabinet pontifical, et nous ramèneraient un peuple qui avait beaucoup souffert par nous.

L'opinion, dans sa masse, était, en effet, défavorable aux Français. Nos compatriotes, qui résidaient en Italie ou y voyageaient, le remarquaient : « Il y a ici, disait en 1801 Artaud, pourtant bien épris de Rome, un principe secret mais déceimment contenu, de mauvaises dispositions pour les Français, et tout ce qui porte ce nom n'est pas épargné (1). » Cette hostilité, parfois voisine de la haine, le plus souvent traduite par des taquineries mesquines, n'était pas spéciale aux Romains ; elle était sensible dans tous les pays qui avaient supporté notre occupation et supportaient encore soit le stationnement de nos troupes, soit notre tutelle ; elle ne datait pas de la Révolution, et devait durer longtemps après que le temps aurait effacé le souvenir de ses bouleversements. Elle avait une racine profonde, insoupçonnée de beaucoup de Français, le travers qu'avaient nos compatriotes de tout critiquer et de tout vouloir réformer à l'étranger, « la mauvaise habitude où nous sommes de donner hautement partout la préférence à nos mœurs sur celles des nations étrangères » (2), la conviction de notre supériorité, le parti pris, assurait la comtesse d'Albany, « d'avilir cette nation d'une manière humiliante » (3). En ce sens, l'attitude de Bonaparte, restaurateur du Siège Apostolique, si elle s'efforçait de fermer les plaies du passé, avait l'inconvénient de faire sentir avec insistance une protection blessante à un peuple qui accusait la France de ne pas respecter sa dignité.

(1) BOULAY, *Documents*, II, 95 ; de même Murat dit des Cisalpins que « notre tutelle les humilie, ils ne rêvent que l'indépendance qu'ils espèrent trouver dans la protection des Anglais... » (*Lettres pour l'histoire de Murat*, III, n° 958). Aveu analogue de Melzi dans un rapport du 18 mai 1802, *Memorie, documenti*, II, 53.

(2) DE BROSSES, *Lettres d'Italie*, II, 90.

(3) *Lettres de la comtesse d'Albany*, II, 43.

*
* *

Tel est le milieu où, en 1803, la volonté du Premier Consul jetait le cardinal Fesch, pour représenter à la fois le gouvernement consulaire et la France. L'ambassadeur improvisé se trouve en face de la diplomatie peut-être la plus vieille qu'il y ait en Europe, en tous cas la plus compliquée à suivre dans ses démarches, la plus fortement munie de traditions, quoique parfaitement capable d'évolutions hardies. Derrière elle, un gouvernement qui semble, par l'âge de ceux qui le composent, par l'absence de force matérielle, soumis à la crainte et à la domination du plus fort, et sur lequel on est sans prise : des conseillers qui ont bénéficié d'une culture et d'une éducation diplomatique et théologique dont le raffinement est inouï, qui préfèrent par attachement au passé et comme par une longue familiarité, l'ancien régime, mais qui songent avant tout aux intérêts de la religion et du pouvoir temporel, et se demandent comment et dans quelle mesure il faut s'adapter au régime nouveau, sans en devenir esclave ; une ville encore sous le coup de ses malheurs récents, mais qui a conscience de sa mission d'abriter le Siège apostolique ; une population fruste, mais où, jusque dans les milieux populaires, « on connaît bien vite le vrai mérite (1) ». Même si l'objet de la mission de Fesch n'était que de conférer l'éclat d'autrefois à l'ambassade de France, de renouer la tradition de Bernis, la réussite demanderait d'éminentes qualités.

Napoléon avait brièvement présenté son oncle au Saint-Père, en faisant l'éloge de ses qualités de prêtre, de la régularité de ses mœurs, et, d'une manière assez vague, de « ses connaissances, son attachement et son zèle pour le bien du service de la République française (2) ». Le silence observé, et pour cause, sur ses services antérieurs, pouvait-il dissimuler complètement aux Romains un passé qui qualifiait peu le ministre pour le théâtre de ses débuts ? A supposer que cette cour, ordinairement bien renseignée, ignorât les avatars de Fesch entre 1793 et 1800 et ses « missions » d'Italie, il est inadmissible que son élection de vicaire constitutionnel d'Ajaccio et que l'interruption de sa vie

(1) STENDHAL, *Promenades*, I, 23. Il ajoute : « Si les cours qui envoient ici des ambassadeurs voulaient savoir à quoi s'en tenir sur leur compte, elles pourraient demander ce qu'en pensent les bourgeois de Rome. »

(2) *Corr.*, VIII, 6769 (25 mai 1803).

sacerdotale n'aient pas été connues. Mais Rome, une fois rassurée sur les conditions de son retour à l'orthodoxie, pouvait consentir à oublier les errements anciens. Tout l'y invitait : sa doctrine, qui garantit aux pécheurs les plus chargés le silence sur les fautes qui leur ont été remises ; — le spectacle de tant de carrières officielles, où la faveur parfois, des mérites personnels ensuite, suppléent à l'infériorité de la naissance et rachètent des égarements ; — le savoir-vivre diplomatique, qui ne permet pas de faire sentir à un parvenu, surtout si hautement apparenté, l'insolence de sa fortune. Cacault avait bien dit à Paris, en parlant de Fesch : « Il sera reçu avec les honneurs d'un ambassadeur et ceux d'un cardinal, qui sont encore au-dessus, et ceux de cardinal-oncle du Premier Consul qui augmenteront encore le respect et la considération pour sa personne. »

Resterait, pour l'intéressé, à mériter cette considération par ses manières personnelles, et par un sens exact de la situation, qui suppléât pour lui à l'expérience. L'abbé Lyonnet assure (1) que lorsque le cardinal avait appris sa nomination, il s'était mis avec empressement au courant des obligations de son poste. Qu'il ait voulu prendre « copie exacte de ce qu'il avait à faire et à éviter afin de ne pas se fourvoyer » avec la diplomatie italienne, le trait, quoique naïf, est dans son tempérament. Son neveu l'aurait alors arraché au fatras des archives, d'un mot : « Ayez du tact, cela suffit ! » Si le mot prêté — sans ironie — à Bonaparte, n'a que la valeur des mots historiques, il faut accorder qu'il pose assez bien le problème du succès de l'ambassadeur.

Fesch ferait-il une diplomatie d'intrus dans la carrière, d'aventurier, ou aurait-il l'art de s'incarner dans son personnage, de s'adapter à un milieu si nouveau ? D'ailleurs, aurait-il la possibilité de composer son rôle en toute liberté ? Serait-il autre chose qu'un fantoche dont un entourage entreprenant, et peut-être même ses partenaires romains, tiendraient les fils ? Surtout ne serait-il pas contraint de marcher à la cadence donnée par son neveu ? Ne serait-il pas exclusivement l'homme de Napoléon et de ses volontés ?

(1) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, I, 251.

III

Avant même que Fesch ait rejoint son poste, la guerre que les instructions de Talleyrand envisageaient seulement comme vraisemblable, éclate dans des conditions qui font de l'Italie l'enjeu des rivalités entre les belligérants.

L'Italie a été le théâtre des campagnes de la seconde coalition : c'est sur son sol que les traités de 1801 et de 1802 ont cherché à fonder les bases de la paix. Et voilà que pour sa possession se rouvre le conflit franco-anglais, qui sera demain à nouveau le conflit entre la France et une coalition européenne. Les projets et les intentions du Premier Consul sur la péninsule, que des gestes significatifs, en pleine paix, avaient déjà annoncés, se précisent.

Le centre d'action de la France en Italie, c'est la République Cisalpine. Création de Bonaparte, elle inquiète les États voisins et la vieille Europe, à la fois, dit un diplomate, comme une émanation de la puissance française et comme l'incarnation de la Révolution au-delà des Alpes (1). Primitivement cernée entre l'Autriche, le Piémont, la Toscane, les États du Saint-Siège, elle étouffait. L'annexion à la France du Piémont, divisé en départements confiés à des administrateurs français (septembre 1802), lui a donné de l'air. Sur ses confins méridionaux, elle est rassurée par l'organisation d'une pseudo-république à Lucques, et la présence de troupes françaises dans le royaume d'Étrurie. Elle convoite même Parme et Plaisance pour s'agrandir. Napoléon les lui refuse, comme seul juge de ses forces d'expansion (2). Par contre, depuis la Consulta de Lyon, il affirme avoir contracté envers la République des responsabilités qui ne lui permettent de revenir sur aucun des faits accomplis dans le passé. Les instructions données à Fesch disent clairement que le Saint-Siège n'a plus à espérer une rectification de frontières de ce côté. L'hésitation, — s'il y a eu hésitation dans la pensée du Premier Consul, — est tranchée à l'avantage de la Cisalpine. On s'abstient seulement de demander à Rome une renonciation explicite. « Il est inutile que le Pape dise qu'il renonce aux trois légations, puisque le traité de Tolentino le dit. Le pape

(1) LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets de l'Europe*, I, p. 3.

(2) Melzi à Napoléon, 5 nov. 1803, *Memorie, Documenti*, 194 et 202.

reconnaît la République Italienne ; il est tout simple qu'il la reconnaisse telle qu'elle est au moment de cette reconnaissance, mais il serait impossible et inutile d'exiger qu'il s'expliquât sur cet objet (1). » La diplomatie napoléonienne agit toujours comme si l'essentiel était l'abandon de fait. La romaine, au contraire, professe qu'il n'y a pas prescription de droit en l'absence d'un règlement consenti de part et d'autre : la porte demeure ouverte pour des revendications juridiquement fondées.

D'ailleurs, la croissance de la République ne s'arrête plus. Ses appétits inquiètent. Faut-il croire qu'elle serait, dans la pensée de son fondateur, le noyau d'une Italie unie, absorbant progressivement les souverainetés voisines ? Napoléon proclame que non : « Dans la conjoncture actuelle, écrit-il à la reine de Naples, — contre qui ne lui manquent ni les griefs, ni les soupçons, — il est de la politique de la France de consolider la tranquillité chez tous ses voisins, et de sa politique extérieure d'aider un État plus faible dont le bien-être est utile au bien-être du commerce de la France (2). » Mais s'il faut « assurer la neutralité » des petits, il faut aussi « pourvoir à la dignité, à la gloire, à la sûreté des grands (3) ». Et il exige une liaison acceptée, une dépendance de leur politique à l'égard de la politique française. Dans l'état des choses, cela revient à sommer les neutres de prendre parti entre la France et les puissances qui lui disputent l'Italie : Angleterre, Autriche, Russie.

L'Angleterre, qui avait désarmé la dernière, et du plus mauvais gré, avait fermé les yeux à Amiens sur notre présence à Anvers, et sur l'extension de notre puissance en Europe centrale. Mais, même en traitant, elle n'entendait pas accepter notre suprématie en Méditerranée. Au moment d'évacuer Malte, elle ne put se résoudre à abandonner une pareille position, clef des relations avec le Bosphore et avec l'Égypte, péniblement arrachée à la France. Napoléon s'indigne : « Si, outre la possession importante de Gibraltar, l'Angleterre voulait en conserver une quelconque dans la Méditerranée, ce serait afficher, évidemment, le dessein d'unir au commerce presque exclusif

(1) NAPOLÉON, *Corr.*, VII, 6212.

(2) *Corr.*, VIII, 6951 (à la reine de Naples, 9 therm. an XI). — Quelques mois avant (octobre 1802) Murat poussant Napoléon à prendre Parme, disait que les Puissances étrangères ne s'étonneraient pas de cette annexion : ... « Ne savent-elles pas que l'Italie entière vous appartient ? » (*Lettres... de J. Murat*, III, n° 958).

(3) *Corr.*, VIII, 7034.

des Indes, de l'Amérique, de la Baltique, celui de la Méditerranée, et de toutes les calamités qui peuvent survenir au peuple français, il n'en est point de comparable à celle-là (1). »

Le peuple français n'attribuait certainement pas tant de prix à la possession de Malte. Mais l'affirmation outrancière témoignait de l'importance que Napoléon y attachait. Son regard parcourait alors les rivages de la Méditerranée, dont il rêvait de faire un lac français. Dans les six premiers mois de 1802, il avait réappris aux Barbaresques de l'Afrique du Nord le respect de notre pavillon, traité avec le Bey de Tunis, étudié les possibilités d'un débarquement à Alger et amené par la menace le Dey à composition. Il avait signé la paix avec la Turquie et stipulé le rétablissement des Capitulations. Envoyant à Constantinople le général Brune, il lui donnait pour instruction « de tenir constamment son rang au-dessus des ambassadeurs de toutes les nations », et de revendiquer la protection exclusive des chrétiens d'Orient (2). Mais il ne s'agissait pas seulement de remporter des succès d'ordre moral, de rétablir notre prestige. Napoléon, toujours fasciné par le mirage de l'Orient, voyait se préparer à l'Est de la Méditerranée « un de ces événements que la sagesse des hommes ne saurait empêcher, et dont la prévoyance des cabinets doit calculer les effets », la dissolution de la puissance Ottomane. La France ne devait pas laisser échapper les routes stratégiques et commerciales passant par l'Empire turc. Le général Sébastiani avait été envoyé en mission à travers la Tripolitaine, l'Égypte et la Syrie : mais, malgré la publicité provocante donnée à son rapport, le Premier Consul n'était pas prêt pour une nouvelle expédition d'Égypte, et il voyait l'Angleterre « de l'île de Malte, siège de sa domination dans le Levant et la Méditerranée, ... pousser ses liaisons en Égypte, en Syrie, à Corfou, et à Raguse (3) ».

D'ailleurs il n'est pas de maîtrise du *mare nostrum* sans la possession de l'Italie. Et là encore, l'Anglais a l'avantage : l'Angleterre à Malte ou à Lampédouse, « dès lors plus d'indépendance pour la Sicile, l'Italie, l'État de Naples (4) ». Les Napolitains ne sont déjà que trop enclins à offrir leur coopération. La reine Marie-Caroline, qui est le véritable cerveau du gouvernement, est toute envoûtée par le prestige

(1) *Corr.*, VIII, 7035.

(2) *Corr.*, VII, 6185, 6210, 6216, 6223.

(3) Rapport de Lucchesini, 30 nov. 1803, dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 219.

(4) *Corr.*, VIII, 7035.

britannique. Son favori, devenu premier ministre, Acton, s'il n'est anglais d'origine, est à coup sûr l'ennemi juré des Français. Notre ambassadeur, Alquier, qui le poursuit d'une haine personnelle, ne perd rien de ses démarches et signale la correspondance régulière entre lui et le grand Nelson. Il ajoute, et Cacault avait déjà dit plusieurs fois la même chose (1), que la population est secrètement complice. Elle ne peut se passer des produits anglais ; elle en favorise la contrebande ; elle peut aider demain à un débarquement ennemi. Alquier ne voit qu'un remède : l'occupation militaire des places du royaume par nos troupes. Napoléon est persuadé qu'il en tient le droit des traités ; il n'a retiré nos troupes de Tarente et de la presqu'île d'Otrante que contre la promesse de l'évacuation de Naples (2). Il prépare une seconde riposte, la fermeture des ports italiens à l'Angleterre. Depuis avril 1802, il occupe Gênes ; il s'est assuré l'île d'Elbe, poste important pour la surveillance de la mer Tyrrhénienne ; nos troupes stationnent toujours à Livourne. Reste à interdire l'Italie méridionale. Naples et le Saint-Siège ne peuvent refuser de fermer tous leurs ports : vainement invoqueraient-ils leur neutralité, déjà violée par la puissance qui, sans respect de la liberté des mers ni du droit des gens, bloque leurs côtes.

Seulement, en affichant l'intention de disputer la péninsule à l'empire anglaise, Bonaparte provoquait inévitablement l'intervention russe. Alexandre I^{er} ne prétendait plus seulement, selon la tradition fondée par Catherine II, dominer le Bosphore et la Méditerranée orientale. Il se posait en champion des États secondaires, en arbitre des destinées de l'Italie. Le Premier Consul avait paru admettre cette situation, en signant avec le cabinet de Pétersbourg, le 8 octobre 1801, une convention pour régler de concert les affaires d'Italie. Mais il en supportait les conséquences avec une impatience de moins en moins dissimulée. Le patronage du Tsar s'étendait surtout à deux couronnes. Au sud, les Bourbons de Naples. C'est par considération pour Sa Majesté impériale que les troupes françaises avaient évacué leurs positions du golfe de Tarente entre 1802 et 1803. Et Marie-Caroline, ne nourrissant que peu d'illusions sur l'efficacité d'une aide autri-

(1) Cacault à Talleyrand, 19 prairial, 6 messidor an XI, A. E., Rome 935, fo 223. Sur la situation à Naples, cf. BONNEFONS, *Marie-Caroline*, chap. VIII ; AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806*, t. I, chap. IV.

(2) PHILIPPSON, *La paix d'Amiens et la politique de Napoléon I^{er}*, « R. H. », avril 1901, p. 295.

chienne, écoutait le ministre de Gallo lui démontrer qu'elle pouvait « espérer beaucoup plus de l'amitié moscovite que de celle de toute autre puissance (1) ». Au Nord, le Tsar n'avait pour client qu'un roi dépossédé, celui de Sardaigne. Le Premier Consul avait promis de régler de gré à gré les intérêts de Victor-Emmanuel, et d'avoir pour lui les égards compatibles avec l'état des choses. Mais depuis qu'il avait annexé le Piémont, il déclarait hautement qu'il ne s'en dessaisirait à aucun prix. Et non content de ne proposer aucune compensation territoriale, il semblait poursuivre d'une véritable haine le malheureux roi, qui vivait obscurément à Rome et qu'il voulait faire reléguer dans son île déserte de Sardaigne. Victor-Emmanuel n'en mettait que plus d'insistance à solliciter la générosité du Tsar, au risque de provoquer les foudres de Bonaparte. Malgré la pauvreté où il végétait, il entretenait (assez mal) le meilleur de ses diplomates et le plus dévoué de ses serviteurs, Joseph de Maistre, comme ambassadeur à Pétersbourg. En échange, il avait auprès de lui un représentant officiel de la cour de Russie.

Aussi la Russie avait-elle installé à Rome une double représentation diplomatique. D'une part un ministre entourait bruyamment d'égards l'ex-roi de Sardaigne. Et, d'autre part, un chargé d'affaires près le Saint-Siège, s'occupait de l'Ordre des Chevaliers de Malte et des intérêts des catholiques de l'Empire russe. Ces relations si nouvelles avec la Russie avaient éveillé des espoirs singulièrement étendus, sinon chimériques, à Rome. Au moment de la mort de Paul I^{er}, on disait couramment que cet empereur, catholique au fond du cœur, rêvait de la réunion des deux Églises. D'autre part, on comptait sur lui pour obtenir la restitution des Légations (2). Le Tsar, aux yeux de certains, avait donc réussi à prendre figure de garant impartial et désintéressé de l'équilibre italien et méditerranéen. Alexandre tenait à ce rôle qui flattait sa vanité et servait ce qu'il cachait d'ambition très positive sous des dehors chevaleresques. Il offrait sa médiation entre la France et l'Angleterre, et Bonaparte, secrètement irrité de cette ingérence, devait cependant le remercier de

(1) Cité par DAUDET, dans « R. D. M. », 15 mars 1912.

(2) BOULAY, *Documents*, II, 238, et ROUET DE JOURNEL, *Nonciature d'Arezzo*, I, CXXVII; le 31 mai 1803, le chancelier Russe demande au Nonce si l'on est à Rome satisfait du Premier Consul. Arezzo répond qu'on n'a pas de motif de s'en plaindre « mais que la situation de l'État pontifical sans les Légations est déplorable, et que le Saint Père met son espoir dans la protection de Sa Majesté ».

tout ce qu'il faisait « pour contribuer au repos de l'Europe (1) ».

Jusque là au contraire, l'Autriche n'avait pas bougé. Il n'en était que rarement question dans les instructions du Premier Consul à ses agents, et elle semblait n'être qu'à l'arrière-plan de ses préoccupations lorsqu'il s'occupait de l'Italie. Cependant, nul mieux que lui ne savait et ne disait que les Autrichiens, même vaincus, « n'oublieront jamais qu'ils ont eu l'Allemagne et l'Italie. La France et l'Autriche ont toujours été deux taureaux qui se sont battus pour ces deux prairies (2) ». Des deux côtés, depuis Campo-Formio, l'Autriche avait vu reculer son influence. Mais les maximes constantes de sa politique la ramenaient vers l'Italie. Elle y gardait, au Nord, les anciens états Vénitiens. Elle y jouissait d'une position morale due aux souvenirs attachés au glorieux titre impérial, à des alliances de famille, et enfin à l'ancienne tradition politico-religieuse qui liait le Saint-Siège aux Habsbourg, champions du catholicisme. Entre Rome et Vienne il ne s'agissait pas seulement de rapports passagers, de coquetteries, comme entre Rome et certains princes hérétiques. Leur union ne pouvait qu'être cimentée par leur aversion commune contre la Cisalpine, symbole de la défaite Autrichienne et de la mutilation de l'État romain. Le Premier Consul s'irritait que le Saint-Siège parût encore chercher appui auprès de l'Empereur ou du moins maintint la balance égale entre l'Autriche et la France. Il pensait, selon un mot d'un diplomate qui a très bien analysé la situation de l'Italie à cette époque, qu'« il était impossible que Rome restât neutre dans nos démêlés avec l'Angleterre et l'Autriche : elle ne pouvait être que dévouée ou hostile » (3).

De là les demandes dont le cardinal Fesch est chargé. Le concours de Rome est plus particulièrement nécessaire à la sécurité des mouvements militaires. « Votre Éminence, prescrit Talleyrand à Fesch, s'attachera à maintenir sur le territoire ecclésiastique une communication facile entre les troupes de la haute et de la basse Italie et à obtenir toutes les facilités que la position intermédiaire peut leur rendre indispensables (4). » Mais il ne suffit pas que l'on subisse sans résister le passage des armées, si au même moment les Anglais trouvent dans l'État la possibilité de se ravitailler, à plus forte raison

(1) A l'empereur de Russie, 10 therm. an XI, *Corr.*, VIII, 6957.

(2) Cité par FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, II, 453.

(3) LEFEBVRE, *Cabinets de l'Europe*, I, 189.

(4) Talleyrand à Fesch, de Bruxelles, 5 therm. an XI, A. E., Rome 935, f° 389.

Napoléon et le Saint-Siège.

s'ils y peuvent débarquer par surprise et couper nos communications. Le Saint-Siège devra faire respecter la neutralité de son territoire « par le langage de la dignité et par l'espèce d'autorité d'opinion dont elle (Sa Sainteté) jouit ». Le conseil d'augmenter ses forces militaires lui a été souvent donné et lui est réitéré. En tous cas, il voudra bien empêcher que l'on ait pour les Anglais « quelques condescendances contraires à la neutralité », ravitaillements clandestins, tolérance à l'égard des espions et des recruteurs étrangers. Ainsi est introduite l'exigence finale, catégoriquement énoncée par Talleyrand : « Sa Sainteté ne pourra se dispenser de fermer ses ports aux Anglais. »

Aux considérations militaires qui motivaient ces graves demandes, faut-il ajouter des considérations économiques, et comme le plan anticipé d'un blocus du continent contre le commerce anglais ? Certainement pas en ce qui concerne les ports romains : quand il en parle à cette époque, Napoléon les envisage toujours au point de vue militaire. Ce n'est que peu à peu que les rapports de nos consuls devaient l'inciter à surveiller le trafic ennemi dans ces ports. Avant la mise en vigueur du décret de Milan, c'est-à-dire pratiquement avant 1807, les ports pontificaux, non sans raison, nous l'avons vu, apparaissent à la France, négligeables dans le mouvement économique général.

Napoléon est aussi mû par le sentiment confus que la coopération du Pape constituerait pour lui comme une caution morale. On sent dans ses lettres ce besoin qu'ont tous les souverains et les peuples qui entrent dans une guerre décisive, d'établir leur bon droit. Il veut prouver que l'Anglais, en violant la paix d'Amiens, porte atteinte aux règles du droit public, il veut forcer les neutres à se ranger à ses côtés, au nom de la sainteté des traités. Il ne soupçonne vraisemblablement pas les résistances qu'il va susciter.

Le libre passage des troupes, le Pape l'a déjà accordé en 1801 et 1802. Il est vrai qu'on négociait alors le Concordat ou qu'il s'agissait des corps dont le retrait paraissait définitif. Maintenant les sacrifices sont plus sensibles. A travers toute l'Italie, le même cri de lassitude s'élève sur le passage des armées. En Cisalpine, en Toscane, à Naples, on murmure que la France a pour seul but de faire entretenir une seule de ses troupes par les autres, et à leurs frais. Pour rassurer Pie VII, Napoléon lui assure que ses États ni ses finances n'en souffriront aucun préjudice (1). Mais le Pape, s'il acquiesce sur ce point, n'en sera que

(1) Murat à Dejean, aux délégués du Pape à Ancône et Pesaro, 8 et 10 prairial an XI

plus fort pour refuser de fermer ses portes aux Anglais. Pie VII est inébranlable dans sa résolution de maintenir un équilibre absolu entre les puissances. En conscience, il croit devoir restaurer l'ancien principe : le Pape, père commun des fidèles, ne peut entrer en hostilité avec aucun État. Il doit des égards semblables à tous les princes, même hérétiques, et ne saurait, en manquant à cette obligation, exposer la religion dans leurs États à de notables préjudices. Le souvenir des aventures où Pie VI a jeté la Papauté ne peut que confirmer l'opportunité de cette doctrine. Le nouveau pontife, dès son élévation sur le trône, a bien marqué sa pensée en refusant une convention proposée par Murat, pour cette seule raison qu'une clause excluait les Anglais des ports pontificaux (1). Cacaault, qui cependant insistait beaucoup sur le danger des croisières ennemies au large des côtes romaines, ne croyait pas que l'on pût jamais obtenir la fermeture des ports. Il est si difficile, avec de médiocres forces de police que l'on ne veut ni ne sait augmenter, avec une administration boiteuse, d'établir des barrières hermétiques : il est si tentant de fermer les yeux sur les complaisances de quelques sujets pontificaux à l'égard des bâtiments ou des recruteurs anglais, sur les menées des innombrables étrangers qui voyagent ou stationnent dans l'État.

Rome a toujours été à l'abri d'une neutralité défendue par le consentement universel, un centre international et cosmopolite. « S'il est un souverain en Europe qui mérite particulièrement les égards de tous les autres, c'est le Pape, affirme J. de Maistre. Pour les princes catholiques, c'est le chef de la religion ; c'est la pierre angulaire d'un édifice de deux mille ans. Pour les autres souverains, c'est un souverain comme eux mais pacifique par essence, ami de tous les hommes et possesseur d'un musée immense ouvert aux quatre parties du monde (2). » Siège du Chef de la catholicité, la Ville Éternelle a pour prérogative particulière, selon un mot de Fénelon, d'être la chère et commune patrie de tous, où tous les catholiques ont toujours été considérés comme citoyens romains. Capitale incontestée des arts, elle attire également ceux qui s'intéressent ou affectent de s'intéresser aux monu-

(mai 1803) : « Le Premier Consul ne veut point faire occuper Ancône, ni permettre que les troupes de passage dans ses États y soient à sa charge. » *Lettres et documents de J. Murat*, III, nos 1082 et 1084.

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents*, II, no 298 ; Cacaault à Talleyrand, 8 et 19 prairial an XI, A. E., Rome 935, fo 189 et 235 ; CONSALVI, *Mémoires*, II, 313.

(2) De Maistre au Roi de Sardaigne, janvier 1804, *Œuvres*, IX, no 48.

ments de l'antiquité et aux chefs-d'œuvre de la Renaissance. Centre d'affaires mondial, elle voit affluer des diplomates authentiques et d'autres qui le sont moins, et, à leur suite, des agents secrets. Non seulement les puissances catholiques s'y disputent la prééminence : France, Autriche, Espagne, mais la Russie et l'Angleterre schismatiques y ont des ministres et des consuls, comme les États hérétiques d'Allemagne ; les princes détrônés, quand ils ne se réfugient pas sur cette terre d'asile, y gardent des auditeurs et des informateurs. Que d'étrangers s'y introduisent et y séjournent, en prétextant des goûts d'amateurs ou des intérêts religieux ! Sous l'habit ecclésiastique, depuis le cardinal Maury, agent du comte de Lille, jusqu'à de petits abbés, abusant du titre de clercs, sous l'habit de laïques désintéressés, on pourrait trouver des courtiers, des aventuriers, des policiers. La France se plaindrait vainement de cette situation. Elle a contribué à la créer, en restaurant le Pape dans son indépendance, en le traitant, — ce fut l'ordre de Bonaparte à Cacault, — comme s'il avait une armée de 200.000 hommes, en poursuivant dans tous les territoires voisins les émigrés, les agents secrets de la coalition, et en ne leur laissant d'autre choix que de se réfugier sous le couvert de la neutralité romaine.

Cet état de choses crée à un ambassadeur une situation difficile et lui impose une vigilance de tous les instants. « Il y a ici, écrivait Cacault, un écho qui répète les secrets du monde entier, et cette capitale des arts et de l'univers entier a des rapports qui sont à l'infini (1). » Talleyrand n'a eu garde d'omettre cette grande vérité dans ses instructions : Fesch doit étendre ses observations à tous les objets dont la connaissance « peut être de quelque intérêt pour le gouvernement ». Une besogne de police, faut-il dire d'espionnage ? dont les limites sont à la discrétion du ministre, complète ainsi la mission officielle que les instructions définissaient seules. « La première classe des devoirs imposés aux agents politiques, professait d'Hauterive, est toute renfermée dans l'exercice de leur vigilance. Dans cette première classe de leurs devoirs, les agents politiques ne peuvent être gênés par aucune restriction ; ils sont dans le domaine plein et illimité de leur zèle. Mais, en entrant dans la seconde classe des devoirs de leur place, la prudence qui est une de leurs plus importantes et plus indispensables qualités, doit accompagner toutes leurs déterminations (2). »

(1) Cacault à Talleyrand, 5 brumaire an XI, Arch. Rh., 1 F5.

(2) ARTAUD, *D'Hauterive*, p. 301.

*
* *

Si Rome a un tel rôle politique, si un pareil réseau d'influences s'y noue, c'est, surtout, en considération de son autorité morale et religieuse. Pour avoir reconnu ce grand fait avant tout autre souverain, Bonaparte a signé le Concordat avec le chef de la Chrétienté. Il entend tirer de cet accord toutes les conséquences qui peuvent favoriser ses desseins politiques. Quel est, de ce point de vue, la tâche de l'ambassadeur ?

Fesch ne reçut point d'instructions écrites du Ministre des Cultes, comparables à celles que lui avait confiées le Ministre des Relations Extérieures. Comme auparavant, le Premier Consul continuerait à traiter à Paris les grandes questions religieuses. La Curie avait paru préférer ce système ; Bonaparte y voyait l'avantage de n'avoir à faire qu'à Caprara.

La complaisance du bon légat était décidément inépuisable. Il venait d'en donner deux preuves nouvelles. D'abord, il avait retardé de son mieux la protestation dont sa cour l'avait chargé contre les Articles Organiques ; puis, quand il s'était exécuté, ç'avait été en remettant une note, qu'il avait fait émonder et édulcorer par Bernier lui-même (1). D'autre part, à peine remis de sa maladie, il cédait aux instances du Premier Consul qui le pressait de l'accompagner dans un grand voyage en Belgique. Sa présence, dans la suite de Bonaparte, ne pouvait manquer d'apparaître comme une preuve éclatante de la « complète correspondance entre le Saint-Siège et le Gouvernement » (2). Elle fit une forte impression dans ce pays où une grande partie du clergé, de formation très ultramontaine, dénonçait les empiètements du pouvoir civil sur les droits du Saint-Siège. Dans le diocèse de Namur spécialement, le prêtre Cornelius Stevens menait une agitation acharnée contre le Préfet, qui osait imposer aux ecclésiastiques le serment d'observer les Articles Organiques. La démarche de Caprara sembla un désaveu quasi officiel par le Saint-Siège de cette agitation.

Aussi le Premier Consul cherchait-il, plutôt qu'à les restreindre, à faire étendre le rôle et les facultés du Cardinal légat. Après l'annexion

(1) DUDON, *La réponse de Portalis sur les Articles Organiques*, in « Rev. hist. diplomatique », 1907.

(2) Vat., Ep. Nap. 281/25. Sur le voyage de Belgique et l'attitude du clergé, cf. MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 257.

du Piémont, on prétendit à Paris obtenir la réduction du nombre des évêchés dans ce pays devenu français. C'est Caprara qui insista à Rome pour obtenir des pouvoirs que le Pape répugnait à lui accorder. C'est lui qui, toujours avec la coopération de Bernier, rédigea le décret pour la nouvelle circonscription, en juillet 1803 (1). A la même époque des négociations se poursuivaient en vue d'un Concordat entre le Saint-Siège et la République Italienne : Bonaparte demandait que le légat en fût chargé et eût qualité pour signer l'accord (2). Déjà même ses projets s'étendaient plus loin. Le Recès de février 1803 avait posé toute la question de la réorganisation de l'Église d'Allemagne. Le Pape, se plaignait de cette convention au Premier Consul. Le 4 juin 1803 il lui écrivait qu'il se remettait avec confiance à sa puissance et aux bonnes dispositions de celui qui avait déjà rendu tant de services à l'Église. Le Saint-Siège reconnaissait donc en principe, au gouvernement de Paris, un droit de regard sur les affaires d'Allemagne. Bonaparte entendait bien l'utiliser, au moment surtout où il importait d'agir en Europe centrale pour prévenir la formation d'une coalition contre la France.

On voit quelle était l'étendue des questions religieuses où la France s'efforçait de lier à sa cause le Siège Apostolique. La plupart paraissaient échapper à l'intervention de l'ambassadeur français à Rome. Cependant il restait à créer l'état d'esprit nécessaire à une collaboration sans arrière-pensée.

Fesch aurait à maintenir la position prise par son gouvernement sur les deux points où Rome ne manquerait pas d'attaquer : la réconciliation des constitutionnels ; la teneur des Articles Organiques. Nul sans doute n'était mieux qualifié que le Primat de l'Église Gallicane pour combattre les prétentions ultramontaines. Mais sa position risquait de se trouver affaiblie du fait de tout ce qu'il aurait à demander au Saint-Siège. Chaque fois que son gouvernement solliciterait la coopération de la Papauté dans l'ordre politique, ne répondrait-on pas que cette coopération serait proportionnée à la mesure des avantages religieux concédés par Paris ? Talleyrand essayait bien de transformer le Pape en débiteur, en rappelant, selon son heureux euphémisme, que le Saint-Siège avait « sous le point de vue religieux des moyens d'acquitter, par le bon emploi de

(1) Portalis au Premier Consul, 14 messidor an XI, A. N., AF IV 1044 ; Caprara à Consalvi, 25 juin 1803, Vat., Nunz. Fr 590, f° 314.

(2) *Corr.*, VIII, 6231.

son influence morale, la dette que lui fait contracter son état de faiblesse et de dépendance politique ». Mais on n'était pas sans discerner déjà à Rome le prix auquel on pouvait mettre un concours moral, que Napoléon ne se lassait jamais de requérir, qu'il aurait voulu presque illimité.

La plupart des observateurs clairvoyants de la politique européenne sentaient bien que le conflit européen, qui se préparait au début de l'été 1803, serait gros de conséquences. Il ne trancherait pas seulement le problème de la liberté des mers, de l'équilibre méditerranéen entre la France et l'Angleterre. Il bouleverserait le continent. Bonaparte l'avait prophétisé, en envoyant à Londres son ambassadeur Otto : « Laissez entrevoir que le premier coup de canon peut créer subitement l'empire gaulois. Donnez à entendre jusqu'à quel degré la nouvelle guerre peut porter la gloire et la puissance du Premier Consul. Il a trente-trois ans et il n'a encore détruit que des États de second ordre : qui sait ce qu'il lui faudrait de temps, s'il y était forcé, pour changer la face de l'Europe et ressusciter l'Empire d'Occident ? (1) »

Jusqu'où s'étendra demain le groupement territorial dont la France est le centre ? Jusqu'où l'autorité nouvelle de son chef ? Déjà la pensée du Premier Consul est hantée par le souvenir de Charlemagne. Les courtisans qui croient gagner sa faveur en devinant ou en devançant ses vœux secrets, multiplient les allusions à l'Empire d'Occident. Et, à mi-voix, certains parlent déjà d'un projet de couronnement (2). Quelques historiens de Fesch affirment que, avant son départ, le cardinal oncle avait été mis au courant du projet de son neveu de se faire sacrer et qu'il était explicitement chargé d'amener le Pape à Paris. D'autres le contestent. Sous cette forme la question est mal posée. Si un Napoléonide était investi par la volonté du Maître d'une des premières ambassades françaises, ce ne pouvait être que pour réaliser les grands desseins du Premier Consul, et par conséquent, porteur de ses intentions secrètes. Mais comment assurer qu'un an avant le sacre, Napoléon apportait dans son rêve impérial autant de précision

(1) Cité par PARISET, in LAVISSE, *Histoire Contemporaine*, III, p. 188.

(2) Le 29 avril 1803 (9 floréal an XI) le Premier Consul demande au Ministre de l'Intérieur un projet pour « placer la statue de Charlemagne sur la place de la Concorde ou sur la place dite Vendôme ». Dès le mois précédent, certains observateurs notaient le bruit qui courait que Bonaparte voulait se faire empereur (cf. BOULAY, *Dernières années du duc d'Enghien*, p. 132, n. 1). Lafayette avait prédit le sacre dès l'époque du Concordat (DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 197). A Naples, Marie-Caroline prévoyait un « Empire des Gaules » (*Marie-Caroline et Gallo*, II, 394).

que nous en supposons après coup, — surtout à la veille d'une guerre décisive, qui pouvait tout remettre en question ?

La mission de Fesch est en tout cas fort claire. Un conflit va s'ouvrir, mettant face à face le bloc de la France et des États alliés ou vassaux, que le Premier Consul s'efforce d'unir par le ciment du droit et des principes de la Révolution française, et certaines puissances d'Ancien Régime, qui, depuis le malheureux comte de Lille, jusqu'à la plus vénérable dynastie européenne, celle d'Autriche, invoquent toutes, plus ou moins, le vieux droit monarchique. Dans ce conflit, Napoléon entend avoir le Saint-Siège de son côté. Longtemps, la Papauté a eu partie liée avec les royalistes, et les irréductibles ne se résignent pas à la voir engagée dans une politique d'accord avec la France nouvelle. Longtemps, elle a paru être l'alliée naturelle des monarchies d'Ancien Régime, au nom de la légitimité. Mais, depuis le Concordat, elle a fait, au nom de la religion, et pour sauver son existence temporelle, quelques pas vers le régime nouveau. Pourra-t-elle maintenir un équilibre précaire entre les deux mondes qui s'affrontent ? De même que son territoire est le point de contact où se rencontrent les agents de la France et des gouvernements ennemis, qu'il peut être demain un des champs de bataille où se heurteront leurs armées, de même son autorité morale est le terrain que se disputent les Puissances. Napoléon entend occuper le premier ce terrain contesté, comme il prend les devants pour occuper les États neutres d'Italie.

Son ambassadeur a donc mission d'affermir le régime concordataire et d'en obtenir le développement dans notre pays et dans les pays voisins, d'assurer les bases d'action et la sécurité de la France en Italie centrale et en Méditerranée, d'enrôler en quelque sorte le Saint-Siège dans le clan de l'Europe napoléonienne, de l'y compromettre en faveur de l'Église concordataire et de la dynastie nouvelle, de l'y garder, de « faire abandonner la légitimité proscrire, vieillie et impuissante par la religion, en faveur du nouveau Charlemagne » (1).

(1) LAMARTINE, *Cours familier de Littérature*, 78-79^{es} entretiens (juin-juillet 1862).

CHAPITRE IV

INSTALLATION ET PREMIÈRES NÉGOCIATIONS POLITIQUES

(JUILLET 1803-JANVIER 1804
MESSIDOR AN XI-NIVÔSE AN XII)

- I. — PREMIERS CONTACTS ENTRE L'AMBASSADEUR ET LE GOUVERNEMENT ROMAIN. — Premières impressions de Fesch. — Bons procédés de Consalvi : incident avec Chateaubriand. — Plaintes des Commissaires des Relations commerciales. Meuron d'Ancône découvre la « conspiration Roggendorf » (juillet 1803). — Consalvi refuse de fermer les ports ; Fesch l'approuve, mais plusieurs conflits de navigation font ressortir les inconvénients de la neutralité pontificale et risquent d'altérer les rapports personnels des deux cardinaux.
- II. — LA VIE A LA LÉGATION. — Le palais Lancelotti. — Les dépenses et les dettes de Fesch. — Austérité de ses habitudes ; critiques de son entourage. — Fêtes en l'honneur de Pauline Borghèse et de Madame Mère.
- Fesch met une extrême réserve à soutenir les demandes des nationaux Français. Il éconduit Mgr de Clermont-Tonnerre. — Mais il prend fait et cause pour le banquier Torlonia, que Consalvi fait condamner.
- Mauvais rapports de Fesch et de ses collaborateurs. Hâbleries de l'abbé Guillon. — Nouvelles imprudences de Chateaubriand : ses relations avec les émigrés et les étrangers. — Les deux secrétaires sont rappelés : le cardinal les dénonce avec violence à Paris. — Mgr Isoard auditeur de Rote.
- A la fin de 1803, Fesch semble porté par le succès à Paris et à Rome.

Fesch était arrivé à Rome le 2 juillet 1803-13 messidor an XI. Les premières semaines de son séjour furent consacrées aux cérémonies d'étiquette qui se déroulèrent dans une atmosphère de bon augure. Le Pape devait conférer le chapeau au nouveau cardinal et lui « ouvrir la bouche » avant de le recevoir pour la présentation des lettres de créance. A cette occasion, Fesch fit un compliment que Consalvi jugea « plein de modestie et de bonnes dispositions pour s'employer au bien de l'Église. » Pie VII répondit en faisant l'éloge « des mérites personnels de Son Eminence dont Elle a donné des preuves si utiles dans la conduite qu'Elle a tenue en son église de Lyon » (1). Fesch reçut le titre presbytéral de Notre-Dame-des-Victoires, flatterie délicate à l'adresse de son neveu : il fut admis à prendre place dans les congrégations du Concile, de la Propagande, du Consistorial et du Cérémonial. On l'avait averti avant son départ de France qu'il ne pourrait porter le titre d'ambassadeur, « parce que le titre de cardinal est encore au-dessus à Rome » ; et c'est comme ministre plénipotentiaire que, le 11 juillet, il présenta ses lettres de créance (2). En ce premier contact, tout l'enchantait. Le Pape, écrivait-il, « est la bonté même ; son attachement au Premier Consul est sans bornes ; dans les longs entretiens qu'il m'a accordés, j'ai eu lieu d'être content de ses principes et de ses dispositions.... Le cardinal Consalvi vous est dévoué ; il est le seul gouvernant ici. Le Pape s'est réservé les affaires ecclésiastiques : celles qui regardent l'Église de France se traitent directement avec lui et le cardinal (3). » Pie VII avait d'ailleurs autorisé le ministre de France à se présenter chez lui à toute heure.

Consalvi, après une première visite à son éminentissime collègue le soir de son arrivée, s'était mis en devoir de faire sa conquête. Une occasion de gagner sa confiance ne tarda pas à lui être offerte par

(1) Vat., Cif. Nunz., vol. II (7 juillet 1803).

(2) Consalvi à Caprara, Vat., Nunz. Fr. 605, f° 186 ; *ibid.*, vol. 590, f° 265.

(3) Du CASSE, *Négociations...*, p. 24.

l'imprudent Chateaubriand. L'auteur du *Génie* avait d'abord fait à Rome la meilleure impression. Cacault et son secrétaire Artaud avaient été gagnés par cette « aménité si douce et si élégante » en un homme qu'ils avaient craint de voir arriver comme un « dogmatiseur » (1). Ils l'avaient mis au courant du travail, qui était léger, et si Chateaubriand rédigea deux dépêches pour le ministre, ce fut plutôt par désir de se rendre utile que par nécessité d'affaires. Son temps se passait en courses enthousiastes à travers la ville qu'il découvrait et décrivait à ses correspondants dans « une sorte de délire », disait M^{me} de Beaumont (2). Au bout d'un mois cependant, le poète se souvint qu'il venait avec un rôle diplomatique. Aux visites archéologiques succédèrent les visites de personnalités. Cela commença par le Pape, chez qui il eut la surprise de voir le *Génie du Christianisme* en bonne place. Cela continua, d'une manière moins heureuse, par une visite au roi de Sardaigne : quand il s'aperçut qu'à Paris on en parlait comme d'une sottise, il éprouva quelque inquiétude (3), mais n'en devint pas plus sage. Le 2 août, il adressa au maître de chambre pontifical un billet pour obtenir une audience à cinq Français. Comme, au temps de Cacault, l'audience était accordée sur un simple billet du secrétaire Artaud, la réponse fut favorable. Après coup, cependant Consalvi s'inquiéta de ce qui avait été fait, sans qu'on sût encore si le nouvel ambassadeur maintiendrait les mêmes règles. Il annonça son intention de consulter Fesch. Chateaubriand lui adressa un billet d'un ton fendant :

« V. E. m'ayant paru vendredi dernier avoir quelque éloignement pour causer avec moi de cette affaire, je me trouve obligé pour mon propre honneur et pour les droits de la place indépendante que j'occupe, de savoir promptement si l'on a voulu me faire une insulte préméditée.

« Je supplie V. E. de m'instruire par une réponse précise si Elle est encore dans l'intention d'éclaircir cette affaire avec le Ministre, ou si elle me rend la parole que je lui ai donnée de n'en pas parler avant Elle (4). »

(1) ARTAUD, *Pie VII*, II, p. 68-69; Cacault à Talleyrand, A. E., Rome 935, f^o 307; CHATEAUBRIAND, *Corresp. générale*, I, 110-114 sqq.

(2) CASSAGNE, *Vie Politique de Chateaubriand*, I, 133.

(3) Chateaubriand à M^{me} Bacciochi, 8 thermidor, dans MARMOTTAN, R. Paris, 1917, cf. PAILHÈS, *Chateaubriand, sa femme et ses amis*, p. 150.

(4) Chateaubriand à Consalvi, 18 thermidor-7 août. Vat., Nunz. Francia 596, f^o 598; Consalvi à Fesch, 8 août, Vat., Nunz. Fr. 605, f^o 251, et Arch. Rh., 1 F 23; Fesch au Secrétaire d'État, 8 août, Vat., Nunz. Fr. 596, f^o 593.

Consalvi soumit la réclamation au jugement de Fesch : il insista sur les étranges prétentions émises par le secrétaire : « en conséquence, dit-il, des droits du poste indépendant qu'il occupe, par suite desquels droits et de laquelle indépendance et du fait d'avoir des attributions et des commissions séparées, il croit être autorisé à traiter indépendamment avec le Saint-Siège, ainsi que le porte, dit-il, le système de la nouvelle création des secrétaires de légations françaises ». La réponse de Fesch fut digne, et telle que la dictait la logique : il demanda le retour aux anciens usages, et déclara ne point connaître les attributions séparées que M. de Chateaubriand prétendait avoir. Le secrétaire de légation était battu « sur le terrain même qu'il avait choisi » (1).

La correspondance de Chateaubriand permet de croire que Consalvi n'a pas inventé les propos qu'il lui prête. Fesch raconta au Premier Consul que son secrétaire était allé, devant Cacault, plus loin encore. « Sans bien réfléchir, il lui échappa de vouloir représenter au Saint-Père de prendre des mesures pour l'abolition des lois organiques qu'on représentait comme subversives du rétablissement du culte en France. M. Cacault effrayé n'eut pas la patience de tout entendre ; il lui défendit de faire des représentations quelconques » (2). On sait, en effet, par Chateaubriand lui-même, que Cacault, qui lui avait d'abord fait accueil si favorable, blâma nettement à Paris ses imprudences. Etonnons-nous si Fesch en conçut du ressentiment ! Avec sa brutalité coutumière, il décida de ne plus laisser son secrétaire « s'amuser de la sorte », et le réduisit à la signature des passeports et à la rédaction des rapports sur les affaires contentieuses (3).

Consalvi avait rendu à Fesch un service auquel celui-ci devait être sensible. L'ambassadeur parut enclin à s'acquitter de sa dette, en facilitant les rapports entre agents français et romains. Les premières difficultés risquaient de venir des commissaires des relations commerciales. Sta-

(1) BOYER, *Chateaubriand et le C^l Consalvi*, « le Correspondant », 25 sept. 1925.

(2) Fesch ajoute que Chateaubriand se flattait d'entamer des « négociations entre la clique de certains religieux et le Saint-Siège » (au P. Consul, 10 août 1803, dans A. DE LA FORGE, *Les vicissitudes politiques de l'Italie*, p. 287). Il n'est que de lire la correspondance de Chateaubriand pour voir qu'en effet il attribuait à sa place « un rapport religieux » (*Corresp. gén.*, I, 139) et jugeait cavalièrement et à haute voix la politique concordataire (*ibid.*, 120, 134).

(3) Fesch à Portalis, 5 vend. an XIII, Arch. Rh., 1 F 20, 95 : « Il y a trop de théologiens dans cette capitale et je ne souffrirai point que ceux de ma Maison leur donnassent des matières à les exercer. »

maty à Civita-Vecchia et Meuron à Ancône, avaient des fonctions analogues à celles de nos consuls actuels, mais avec des responsabilités compliquées par leur situation mal définie et par les circonstances. Meuron se plaignait sans cesse d'être dans l'impossibilité « d'organiser son commissariat ». Il manquait, disait-il, de pouvoirs assez étendus. Lorsqu'il prétendait par exemple protéger les sujets des nations alliées de la France qui n'avaient pas de consul, Consalvi opposait que les agents consulaires n'ont aucun droit de juridiction sur le territoire d'autrui. Surtout, Meuron aurait voulu nommer des vice-commissaires, revêtus de marques distinctives, pour l'aider à surveiller une longue étendue de côtes, et probablement aussi dans le but de se créer une clientèle personnelle. Cacault, comme d'ordinaire cédant aux objections de Consalvi, avait donné tort à Meuron (1). Celui-ci reprit son antienne auprès de Fesch : «... Notre gouvernement, mal informé des privilèges dont les consuls étrangers jouissent dans ces contrées, n'a voulu nous permettre que d'avoir des agents particuliers, ou plutôt des fondés de pouvoir, des commissaires qui n'ont le droit de porter ni l'uniforme, ni la cocarde.

« Ces agents n'étant point avoués, ni par le gouvernement français, ni reconnus par celui du pays, n'osent dans les circonstances difficiles correspondre avec moi, crainte de se compromettre (2). »

La situation des amis de la France se trouvait, à l'entendre, extrêmement difficile dans toutes les petites localités de l'État Romain. Tous ceux qui avaient servi la République Romaine étaient exclus des charges, tandis que ceux qui avaient milité contre nous étaient en place, « les seuls crus, estimés par le gouvernement, surtout lorsqu'ils déposent contre nous ». Ceci se passait, Meuron ne manquait pas de le souligner, au vu et au su du Serétaire d'État, ou de ses subordonnés, particulièrement du déléгат pontifical d'Ancône, Mgr Vidoni, dont la mollesse, insinuait-il, encourageait les malveillants et les fauteurs de

(1) Les plaintes que nous résumons remplissent la corr. de Stamaty et de Meuron avec Cacault, Arch. Rh., 1 F 11 et 1 F 10. Sur la situation des commissaires, leurs fonctions, leur correspondance, voir MASSON, *Département des Affaires Étrangères*, p. 421. Dès l'arrivée de Fesch, les doléances recommencent : Stamaty se plaint des formalités auxquelles sont astreints les bâtiments français chargés de sel : ce qui provoque un long débat (Consalvi à Fesch, A. E., Rome 935, f^o 376). Talleyrand le tranche par cette règle : « Le gouvernement français doit sans doute jouir dans l'État ecclésiastique du traitement accordé aux nations les plus favorisées ; mais il ne peut étendre ses demandes au-delà. »

(2) Meuron à Fesch, 16 vendém. an XIV, Arch. Rh., 1 F 49.

complot. Il déplorait de ne pouvoir « intervenir ostensiblement à exiger » (*sic*) des mesures de police concernant les étrangers de passage. En attendant, il ne cessait de transmettre à l'ambassadeur de « fortes dénonciations », généralement aussi anonymes que vigoureuses (1), mais il s'excusait sur l'hostilité ambiante de ne pouvoir livrer le nom de ceux qui le renseignaient, ou préciser les « inconvénients » — c'était un de ses mots favoris — dont il était témoin.

Les premières affaires furent jugées par Fesch avec le sang-froid qui convenait. Il prit texte de certaines explications du Secrétaire d'État pour adresser à Meuron cet avertissement plein de bon sens (2) :

« Il ne faut pas voir des mal intentionnés parmi les agents d'un gouvernement ami, et certes ce serait nous rendre la fable de l'Italie que de vouloir soupçonner le gouvernement pontifical. Je vous prie mon cher Meuron, de mettre de la douceur dans vos relations, elle tempérera le zèle quelquefois ardent qui vous anime pour les intérêts français ; il est convenable d'user de modération dans un pays qui ne tire sa force que de la puissance de la France. D'ailleurs, mon cher Meuron, je ne suis pas de votre avis sur la conduite du Cardinal Secrétaire d'État à l'égard des Français. Il y va de son honneur et de ses plus chers intérêts de nous être sincèrement attaché et il a fait les preuves à cet égard. »

On ne pouvait mieux dire. Cette dépêche rappelait les meilleurs passages de la correspondance de Cacaault. Heureux si Fesch s'était tenu lui-même à la règle d'or qu'il fixait à son consul ! Mais Meuron, tenace, ne s'avouait pas battu. Dans la seule fin du mois de juillet, en quelque trois semaines, il signalait à l'ambassadeur, outre les passe-droits accordés aux bâtiments étrangers, la présence d'une frégate « indubitablement anglaise » croisant dans les parages d'Ancône, des sévices exercés par la population contre des marins français, et enfin et surtout, l'existence d'une redoutable conspiration, de nature à soulever toute la région des Marches.

Au mois de juin, le corps d'armée du général Gouvion Saint-Cyr, fort de 12.000 hommes, s'était mis en marche pour gagner les places napolitaines de Tarente et d'Otrante. La traversée de l'État pontifical

(1) En floréal an XIII, Fesch blâme son zèle excessif : « Je pense, citoyen, qu'une lettre anonyme peut bien exciter la surveillance, mais qu'elle n'est pas un motif suffisant pour faire une descente chez un particulier et s'emparer de ses papiers », Arch. Rh., 1 F 49 (Sur une dénonciation anonyme, Meuron avait obtenu une perquisition).

(2) Fesch à Meuron, 9 therm., Arch. Rh., 1 F 20, fo 22 ; cf. Consalvi à Fesch 23 juillet, 1 F 23.

s'effectua sans incidents, les Français témoignant de réels égards pour la population et pour le Trésor. Murat avait donné des ordres sévères pour que les sujets de Sa Sainteté n'eussent pas à subir des réquisitions excessives. Il faisait rembourser par son chef d'état-major général Charpentier, les avances de fonds faites par le délégal pontifical d'Ancone (1). Enfin le sort des déserteurs était réglé à l'amiable, par un échange de notes entre Fesch et Consalvi ; Pontificaux et Cisalpins se remettaient régulièrement les délinquants faits prisonniers de part et d'autre (2).

Sur ces entrefaites, le 25 messidor an XI (14 juillet), Meuron informa Fesch que le général Murat lui avait envoyé des lettres interceptées révélant un complot tramé dans les pays pontificaux avec des ramifications dans la République Italienne. L'arrestation de deux suspects fut obtenue, Thomas Annibal Cariacciolo, Napolitain, et Dominique Righi, de Pesaro. Le second avoua, mais son complice nia catégoriquement. Meuron pressa le gouverneur Vidoni de donner suite à l'affaire, déplorant qu'elle fût « arrêtée à chaque instant par les formes qu'exigent les lois du pays ; » il suggéra à Fesch de se mettre d'accord sur la marche à suivre avec Consalvi lui-même. L'ambassadeur se laissa impressionner et engagea (29 messidor) le Secrétaire d'État à chercher les complices, écrivant cette phrase digne de Meuron : « Dans des affaires aussi intéressantes, il faudrait quelquefois ne pas s'arrêter à toutes les formes judiciaires, pour prévenir les personnes qui peuvent être soupçonnées (3). »

Consalvi ne voulait pas qu'on pût mettre en doute sa bonne volonté ni sa clairvoyance. Et puis, cette fois, Meuron agissait à la réquisition de Murat, et le siège de Fesch paraissait fait. La police pontificale découvrit donc à Rome des complices, un capitaine allemand, nommé Roggendorf, et deux Corses convaincus de s'être livrés à l'espionnage sur les frontières et d'avoir offert de lever pour le compte de l'Angleterre cinq cents hommes, ayant tous servis avec les insurgés de la dernière guerre. En somme, les prétendus conjurés avaient pour but de se procurer des mercenaires, beaucoup plus que de soulever les

(1) Fesch à Consalvi, 15 therm., 3 août ; 9 fructidor, 27 août ; Vat., Nunz. Fr. 596, fo 587-641 ; Le général Charpentier à Fesch, 27 therm., Arch. Rh., 1 F 68.

(2) Consalvi à Fesch, 21 juillet, Arch. Rh., 1 F 23.

(3) Meuron à Fesch, 25 messidor XI, Arch. Rh., 1 F 49 ; Fesch à Consalvi, 29 messidor, 1 F 20 ; à Talleyrand, A. E., Rome 935, fo 337. Pour le rôle de Murat, voir *Lettres de Murat*, III, nos 1116, 1118, 1133 et 1150.

confins de la Cisalpine ou du royaume de Naples (1). Le consul anglais, Jackson, les abandonna avec dédain à la justice pontificale. Consalvi ne prenait pas ces trames au sérieux. Il essaya d'en faire admettre l'inaltérabilité à Fesch, ayant soin de mettre à mesure sous ses yeux interrogatoires et témoignages ; il informa Caprara, par qui il espérait atteindre directement Paris (2) :

« Il n'en résulte que le dessein fou de très peu d'hommes, privés de moyens, sans commission, poussés seulement par l'amour du gain, d'enrôler quelques personnes, non pour une révolution dans l'État, mais pour les entraîner à Malte, où ils espèrent être payés par le gouvernement anglais. C'est une vraie affaire de spéculateurs..... Votre Éminence peut bien imaginer que beaucoup de délateurs se présentent aux commissaires et agents français auxquels, dans l'espoir de quelque récompense, ils font des rapports dans des vues de lucre, et quelques-uns aussi par esprit d'animosité contre diverses personnes. Le fait est que presque tous les rapports de ce genre s'écroulent à l'épreuve de l'examen et des interrogatoires, et se trouvent faux, si bien que la plupart des détenus mériteraient d'être déjà mis en liberté, si l'on ne croyait prudent, en si délicate matière, d'exagérer plutôt que de manquer de circonspection. »

Consalvi tenait surtout à démontrer qu'il n'y avait pas « la plus petite ombre de péril dans l'État ». Ce qui l'indignait le plus, c'étaient les conclusions que Meuron prétendait tirer sur la malveillance des populations romaines. Les autorités françaises, si elles avaient pris ces témoignages à la lettre, n'auraient-elles pas été amenées, pour assurer la sécurité des troupes, à instaurer un régime d'occupation militaire ? Déjà étaient alertés, outre le général en chef, le ministre des relations extérieures de la République Italienne, et le Premier Consul lui-même. Murat protestait de son désir de respecter la neutralité du Pape, mais enfin il n'avait pu négliger de transmettre à Paris ce qu'on lui écrivait d'Ancône, que des bâtiments anglais croisaient au large, et que le Pape avait donné ordre de les recevoir, s'ils se présentaient (3).

(1) Consalvi à Fesch, 31 août, Arch. Rh., 1 F 49 ; Fesch à Talleyrand, 9 fructidor, A. E., Rome 935, fo 337. Jackson à Consalvi, 19 octobre, Vat., Ep. Nap-D/3.

(2) Consalvi à Caprara, 7 septembre, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 65.

(3) Murat à Fesch, 20 therm., Arch. Rh., 1 F 68. Meuron adresse directement à Talleyrand le 5 brumaire an XII un long rapport où il rappelle les difficultés de sa position, ses efforts pour servir la France, retrace toute la genèse du procès, etc... A. E., Correspond. Ancône.

Cependant le Premier Consul ne prêta pas l'oreille aux semeurs d'alarme. La tendance de Murat à croire aux intrigues et à encourager « un misérable espionnage » était bien connue. Les craintes qu'il témoignait d'une insurrection en Romagne, furent jugées « ridicules » (1). Fesch s'employa à l'apaisement. Il se portait garant du bon esprit des sujets du Pape : « les évêques et les curés les encouragent à l'obéissance aux lois et à leur souverain ; le peuple est fatigué des insurrections et ne prête pas l'oreille aux malveillants » (2).

Le procès allait son train, avec les lenteurs propres à la justice pontificale. Malgré les impatiences de Meuron qui, en bon policier, s'étonnait qu'on ne fît pas d'autres découvertes que celles indiquées par les agents de Murat, l'affaire ne s'étendait plus. A la fin novembre 1803, Caracciolo fut condamné aux galères pour trois ans, Righi, au bannissement. D'autres détenus restaient au château Saint-Ange, confiés à la vigilance du gouvernement papal qui n'était guère persuadé de leur culpabilité. Consalvi eut l'art de faire accepter ces sentences par l'ombrageux commissaire d'Ancône, en affectant de le consulter sur le degré des peines à infliger (3).

L'affaire finissait assez bien, en ce sens qu'il ne restait pas d'aigreur chez les intéressés. Elle n'en avait pas moins duré quatre mois (4) : elle était allée jusqu'au Premier Consul et avait fait surgir, aux yeux des Français, derrière les machinations assez médiocres de quelques intriguants Italiens, le spectre redouté des agents de Pitt. Tandis que dans le même temps, des incidents répétés posaient avec acuité la question de l'accès des Anglais dans les ports pontificaux.

Dès son arrivée, Fesch, entraîné par la confiance qu'il éprouvait pour Consalvi, s'était ouvert à lui des instructions formelles qu'il apportait relativement à la fermeture des ports aux Anglais. Le Secrétaire

(1) *Corr.*, VIII, 6968 (à Berthier, 14 therm.); 6969 (à Murat, même jour).

(2) Fesch à Murat, 25 therm. ; à Consalvi, 2 fructidor ; Arch. Rh., 1 F 20, à Murat, 9 fructidor, dans *Lettres de Murat*, III, 1158 : Fesch désavoue catégoriquement Meuron, dont tous les rapports ont été prouvés inexacts.

(3) Meuron à Fesch, 3 fruct. an XI, 2 frimaire an XII, Arch. Rh., 1 F 49. Consalvi à Caprara, 21 sept., Vat., Nunz. Fr. 584, f° 75 ; Consalvi quelque temps avant avait préparé le terrain en acquiesçant à des demandes de Meuron pour la punition de deux canonniers pontificaux, coupables d'hostilité à la France, Vat., Nunz. Fr. 505, f° 258 ; *ibid.*, 596, f° 601.

(4) Et Meuron n'en perdit pas de vue les conséquences lointaines : le 7 messidor an XIII, il signale encore à Fesch les représailles exercées contre certains individus qui l'avaient servi dans la découverte de la conspiration de Caracciolo. Arch. Rh., 1 F 49.

d'État expliqua que Sa Sainteté était « prête à exécuter les intentions du Premier Consul » ; mais rompre la neutralité serait servir plutôt que gêner les Anglais, qui n'avaient point de commerce avec les États du Saint-Siège. Rome, réduite à tenir tête à la fois aux Anglais, qui bloqueraient les côtes, et aux Barbaresques, qui les écumaient, hors d'état de se ravitailler en substances nécessaires, ferait son propre malheur, sans porter préjudice aux ennemis de la France. La France même serait atteinte dans ses importations en Italie. Quant aux craintes de débarquement, Ancône était inattaquable par mer. Le ministre anglais près le roi de Sardaigne, Jackson, avait assuré que tant que Rome conserverait la neutralité, son pays laisserait entrer et sortir tous les bâtiments. Cette démonstration parut pleinement satisfaisante à Fesch ; il accepta de suspendre sa demande en attendant de nouvelles instructions (1).

Le Premier Consul ne considérait pas la question comme urgente. Il reprocha à Murat d'avoir attaché trop d'importance aux conspirateurs des Marches. Il ne croyait pas que l'on pût s'emparer d'Ancône, et demandait seulement au Pape de faire armer cette place ainsi que celle de Civita-Vecchia, à l'ambassadeur français de suivre les mouvements des bâtiments ennemis (2).

Mais tous les commissaires des relations commerciales étaient très catégoriques sur la difficulté de surveiller les côtes. Dans la mer Tyrrhénienne surtout, une lutte active entre les vaisseaux français et anglais multipliait les incidents. Les Britanniques avaient ordre de courir sus aux bâtiments français, italiens, liguriens et bataves, et recevaient à cet effet l'état nominatif de tous ceux qui revenaient du Levant vers Marseille. Ils avaient sur cette route une base d'action précieuse : l'île de Sardaigne, où le vice-roi, marquis de Saint-André, leur témoignait une partialité révoltante. Notre consul à Cagliari, Ornano, Corse d'origine, adressait à Fesch des rapports de la couleur la plus noire. Toutes ses protestations échouaient devant l'attitude des populations et des autorités. Un jour, un de nos corsaires d'Ajaccio était attaqué dans les eaux territoriales, sous le canon de Porto Conte, sans que la tour fit le

(1) Fesch à Talleyrand, 8 therm. an XI ; Arch. Rh., 1 F 20, fo 18. Fesch était si content de témoigner l'intérêt qu'il prenait à la conservation de la bonne intelligence entre les deux gouvernements, qu'il faisait lire à Consalvi une copie de sa dépêche à Talleyrand (3 août Vat., Nunz. Fr. 596, fo 553). Il ne devait pas longtemps user de ces procédés obligeants et confiants.

(2) Napoléon à Murat, *Corr.*, VIII, 6969 ; à Talleyrand, 20 therm. an XI, no 6985.

moindre signe de protection. Puis un vaisseau ennemi venait s'assurer de quartiers d'hiver pour la flotte anglaise et obtenait sur simple demande 150 bœufs là où on refusait 60 chevaux au commissaire français. En brumaire an XII, cinq vaisseaux et une frégate tenaient les passages de l'île de la Madeleine : la nouvelle qu'une escadre française de quinze voiles était sortie de Toulon ayant jeté l'émoi à Naples, c'est à sa rencontre que Lord Nelson détachait ces éclaireurs (1).

Cette situation avait des répercussions sur les côtes romaines. Le port de Civita-Vecchia, à 80 km. de la capitale, devait son activité, moins à sa position sur un littoral morne et hostile, qu'aux relations qu'il assurait avec les îles, Corse, Sardaigne, et avec les ports de Provence, — les transports lourds entre la France et Rome passant par la voie de mer. Notre commissaire, Stamaty, se plaignait qu'on y reçût des bâtiments armés en guerre. Consalvi répondait en reprenant, à l'usage de Fesch, l'exposé des principes suivis en la matière. Dans les ports neutres, l'usage universel était d'admettre non seulement l'entrée de vaisseaux marchands, mais même de navires armés en guerre. Cacaault avait accepté qu'on tolérât jusqu'à trois bâtiments de même pavillon ensemble. La règle jouait au bénéfice des Anglais, mais aussi au bénéfice des corsaires français. Divers bâtiments français armés en course avaient mouillé dans les eaux pontificales ; ils y avaient été traités comme il se devait, et avaient eu latitude d'amener des prises et de les faire vendre (2). Mais Stamaty critiquait cet exposé théorique : « Je dois le dire avec douleur, Éminence, le port de Civita-Vecchia est devenu le repaire des corsaires anglais et l'entrepôt des vols qu'ils commettent tous les jours illicitement dans la Méditerranée. Me taire sur un abus semblable, c'est compromettre ma responsabilité. » En dehors des ports d'ailleurs, combien d'abris la côte n'offrait-elle pas ! « N'est-il pas affreux que les Anglais exclus de tous les autres ports de l'Italie, trouvent dans son centre même un point aussi important que celui de ce port, non seulement pour pouvoir y vendre le fruit de leur brigandage, mais pour être à même d'inquiéter l'île d'Elbe et la Corse, et porter la désolation sur toute la côte d'Italie... Les Anglais respectent la neutralité de la Toscane, le pavillon de cette puissance n'éprouve aucune vexation

(1) Ornano à Fesch, 26 floréal, 22 therm., 16 fructidor an XI, 14 brum. an XII, Arch. Rh., 1 F 52. Ces renseignements vont à Paris, et contribuent à provoquer la surveillance organisée autour du roi de Sardaigne, à Rome, A. E., Rome, 936, f° 20.

(2) Consalvi à Fesch, 25 novembre 1803. Arch. Rh., 1 F 23.

de leur part, cependant Livourne et tous les ports des présides sont occupés par des troupes françaises (1) ».

L'occupation militaire par la France des ports neutres apparaissait comme la seule solution possible d'un état de choses qui tournait « tout à notre désavantage ». Ces instances d'un agent français, beaucoup plus modéré que celui d'Ancône, mais qui vivait en contact avec les faits, montrent comment l'ambassadeur de France et, par lui, son gouvernement, étaient ramenés sans cesse à l'idée de la fermeture des ports pontificaux.

Le commissaire de Civita-Vecchia se consolait, en attendant, à la pensée du mal que les corsaires français réussissaient à faire à l'ennemi. Le nombre des prises qu'ils amenaient dans les ports, les ordres sévères donnés contre eux par l'amirauté de Malte, montraient qu'ils étaient justement redoutés. Malte manquait de charbon et de viande : elle tâchait de s'approvisionner en bœufs dans l'État romain. Un procédé fréquemment employé (les Français le connaissaient pour en avoir usé deux ans auparavant pour ravitailler la garnison de l'île d'Elbe), consistait à faire conclure un achat de vivres par des tiers, des Romains, des Napolitains, par exemple. Quand le bâtiment quittait les eaux romaines, il était assailli, maltraité en apparence, et les Anglais l'entraînant dans leurs ports, lui achetaient à l'amiable sa cargaison. Mille formes de contrebande rendaient donc très difficile d'empêcher la sortie des vivres et risquaient d'occasionner des erreurs de la part de nos corsaires. La plupart des cas étaient facilement réglés grâce à la correction du gouvernement français qui, par des punitions exemplaires, faisait respecter le pavillon pontifical et la neutralité des eaux territoriales. Mais nos consuls avaient tendance à soutenir toujours les droits de nos corsaires, sachant, disait Stamaty, « combien il importe de ne pas les décourager » (2).

Vers la fin de septembre 1803, une affaire assez confuse amena Fesch à intervenir vivement et à placer le ministère pontifical en délicate posture. Un corsaire français, le « Bonaparte », amena le 14 août à

(1) Stamaty à Fesch, 19 germinal, 2 floréal an XII. Arch. Rh., 1 F 48.

(2) Stamaty à Fesch, 3 frimaire XII, Arch. Rh., 1 F 48. Pour tout dire il faut signaler que nos commissaires étaient si empressés à aider les corsaires qu'ils avaient même demandé l'autorisation d'armer eux-mêmes des corsaires à Civita-Vecchia et à Ancône. Cacaault s'y était opposé, « les lois de la neutralité ne le permettant absolument pas. » A. E., Rome 935, fo 246). Mais peut-on garantir que Stamaty et Meuron ne fussent pas intéressés à l'activité de ceux qui fréquentaient leurs ports ?

Civita-Vecchia un bateau naviguant sous pavillon anglais, capturé par lui à la hauteur de la tour romaine de Santa Severa. Des dépositions faites par le Français et par le patron capté, un Maltais, il résulta que celui-ci transportait du charbon destiné aux escadres anglaises, sous le couvert d'un passeport de Sir Alexander Ball, consul général de S. M. britannique à Malte, et que la capture avait été faite régulièrement, hors des eaux pontificales. Le jugement allait être remis aux tribunaux du capteur, lorsque le Maltais, revenant sur ses déclarations, exhiba brusquement une patente napolitaine et soutint que son bâtiment appartenait à un sujet du roi des Deux-Siciles. Ce qui envenima tout, ce fut l'intervention de l'ambassadeur napolitain, le cardinal Ruffo, qui n'était pas fâché de mettre dans l'embarras Consalvi. Il exigea la remise du jugement aux tribunaux romains.

Fesch, informé, s'éleva d'avance contre l'hypothèse que le Saint-Siège pourrait se rendre aux sommations du ministre de Naples. Puis, il engagea Stamaty à constater la validité de la prise et, sans attendre les ordres du ministre de la marine, à faire vendre ; d'ailleurs, l'argent devait être mis sous séquestre (1). Son empressement à dicter la solution paraît évidemment du désir d'humilier le représentant d'une puissance hostile. On doit cependant noter que le « Bonaparte » était la propriété d'un Corse, nullement inconnu à l'ambassadeur : M. Rollier avait fondé à Bastia et à Marseille une maison de cabotage, assurances de transit, banque, qui, à l'occasion, armait aussi des corsaires en chasse sur les côtes de la Méditerranée, et il avait de longue date des relations d'affaires avec Fesch.

En mettant au courant les ministres de la Marine et des Relations extérieures, il s'en tint, bien entendu, aux arguments d'intérêt national. « Sans la protection que j'ai hautement accordée à nos armateurs, nos corsaires auraient abandonné les parages de la Sicile et de l'État romain et de Naples et auraient laissé faire aux Anglais le commerce tout à leur aise. » Fesch fut approuvé par le ministre de la Marine Decrès. Quant à Consalvi, tout en se tenant sur la réserve, il se gardait de lui donner tort, trop persuadé de la mauvaise foi du Napolitain. Ruffo finit par sentir qu'il s'était engagé dans une impasse : l'affaire se ter-

(1) Consalvi à Caprara, 14 sept., 21 sept. 1803, Vat., Nunz. Fr. 584, fos 69, 87 ; Fesch à Consalvi, 30 sept, Arch. Rh., 1 F 20, 99 ; à Stamaty, *ibid.* 102 ; à Talleyrand, 2 brumaire, *ibid.*, 117 ; cf. A. E., Rome 936, fo 10. C'est Chateaubriand qui rédigea les rapports et les pièces au sujet de cette prise, cf. abbé VANEL. *Une page inédite de Chateaubriand* in « L'université catholique », 15 janv. 1906.

mina en dehors de lui de la manière la plus banale, par un arrangement entre les deux armateurs (1).

Le retour presque quotidien d'incidents semblables témoignait de la fâcheuse position de l'État romain dans la guerre méditerranéenne et italienne. Quels prodiges d'équilibre et quelle dépense d'efforts il fallait au Secrétaire d'État pour sauvegarder une neutralité qui était d'ailleurs surtout symbolique ! Le représentant d'un pays ami aurait dû s'en rendre compte et, dans la mesure de ses moyens, tempérer le zèle de ses subordonnés et aider Consalvi. Malheureusement le tempérament de Fesch, et aussi l'influence de certaines relations personnelles, ne le portaient que trop à accueillir les plaintes dont il avait été assailli, à peine arrivé, et qui ne devaient plus cesser. Ces rapports contenaient un fonds de vérité quand ils décrivait l'hostilité sourde des Romains à l'égard de tout ce qui portait le nom français. La hâte de l'ambassadeur au soupçon, son manque de mesure dans l'appréciation des faits, sa partialité — qui n'était pas à l'abri des tentations de l'intérêt personnel, — l'amenaient à grossir les choses. Consalvi mettait toute son habileté à dissiper les nuages, mais il ne pouvait guère se dissimuler que ses rectifications ne persuadaient qu'à demi. Comme pour se rassurer lui-même, il se forgeait une explication : « Le fait que le ministre résidant à Rome y est nouveau n'est pas une circonstance heureuse. Dans ce moment, ne connaissant pas encore bien les hommes et les choses, il reste plus capable d'impressions défavorables, tout en étant, d'ailleurs, extrêmement bien disposé pour le Saint-Siège (2). »

II

En dépit, ou peut-être même à cause du soin que Consalvi prenait d'attester la parfaite intelligence qui régnait entre l'ambassadeur de France et le ministère de Sa Sainteté, on commençait à chuchoter que l'accord était loin d'être parfait. Dès le 11 août, cinq semaines après l'arrivée de Fesch, Consalvi apprenait du nonce Morozzo que l'ambassadeur avait en Toscane fort mauvaise réputation : « Quelqu'un

(1) Fesch à Decrès, 14 vendémiaire. Arch. Rh., 1 F 20, 108-112 ; Decrès à Fesch, 1 F 42.

(2) Vat., Cif. Nunz. II, 6 août 1803.

des ministres m'a dit hier que ledit cardinal avait parlé au Bargello (chef des sbires) lui disant qu'il savait qu'à Rome l'on parlait mal du Premier Consul, et qu'il voulait voir arrêter quiconque en aurait mal parlé (1) ». Consalvi attachait assez d'importance à ces rumeurs pour les démentir catégoriquement dans un nouveau chiffre aux nonces. A son sens, trois raisons expliquaient les calomnies dont Fesch était victime : « le fait qu'il est dans toute sa conduite nettement aristocrate (quoique sans faste ni orgueil) ; le fait qu'il refuse de se mêler d'aucune affaire près le gouvernement en faveur de ceux qui invoquent sa protection ou son appui ; et enfin la mésintelligence très nette entre lui et le secrétaire de légation, Chateaubriand » (2).

Que faut-il penser de cette mise au point ? Nous l'allons voir en suivant le fil conducteur offert par le secrétaire d'État, c'est-à-dire en étudiant la vie de l'ambassadeur, ses relations avec les nationaux et avec les Romains, enfin ses difficultés avec son entourage.

*
* *

Ce que nous savons de Fesch, de son tempérament calculateur, de son aversion pour l'ostentation et l'apparat, de son entrée sans éclat à Rome, tout cela fait douter qu'il ait imité le faste des cardinaux ambassadeurs de l'Ancien Régime. Sa correspondance, il est vrai, est pleine de l'étalage des « dépenses immenses » que lui occasionne son établissement, et de demandes d'argent proportionnées. Les premières contestations avec son ministre portent sur la question traitement. Talleyrand n'admet pas que ses émoluments aient couru depuis sa nomination, mais seulement de son entrée en exercice. Fesch s'indigne : « Des devoirs sacrés m'ont retenu pendant quinze jours dans mon diocèse ; il me serait pénible d'être privé d'une partie notable de mon traitement pour être resté quelque temps au milieu de mon troupeau et y avoir fait le travail d'une année entière... Je ne m'attendais pas aux dépenses que ma position me commande pour soutenir la dignité de ma place. Avec les mêmes charges que M. de Bernis, combien mes moyens sont faibles en comparaison de ceux qu'il avait. Mon établis-

(1) Morozzo à Consalvi, 16 août 1803. Var., Nunz. Firenze 189 A. Ces bruits étaient recueillis, sinon amplifiés, par Maury, qui se consolait de sa disgrâce et de sa solitude de Montefiascone à la pensée que Fesch, à Rome, était « sans considération au milieu de sa toute-puissance. » (RICARD, *Correspondance de Maury*, II, 277).

(2) Cité par RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, p. 27.

sement à Rome me cause beaucoup d'embarras... puisqu'il me coûtera 300.000 francs, sans compter les équipages considérables que j'ai apportés » (1).

Cette première réclamation tourne à son avantage, mais ne le tire pas d'affaire. Au bout d'un an de séjour, il assurera avoir 250.000 fr. de dettes (2). Il a dû s'établir de manière à recevoir, le cas échéant, non seulement M^{me} Letizia, mais même l'empereur. Il a loué, à quelques pas du Tibre, proche la populaire place Navone, le grand palais Lancelotti. Édifice Renaissance, dû à Carlo Maderna, assez banal, mais « double de celui de Lyon ». Même en n'en meublant, selon l'usage, que le premier étage, *piano nobile*, il faut un mobilier de 100.000 écus. Le cardinal n'a pas voulu dégarnir son palais de Paris, et quant à l'Archevêché de Lyon, il se demande encore comment le mettre en état. Le chiffre qu'il avance pour Rome n'est pas surprenant; Cacault avant lui estimait à 100.000 francs, « pour commencer », les dépenses nécessaires pour se loger « dans un palais médiocre (3). » Fesch n'est pas dans la situation d'un homme sans fortune : ses seuls traitements lui assurent 225.000 francs environ, 15 comme archevêque, 30 comme cardinal, autant comme membre de la famille du Consul, 150 comme ambassadeur. A quoi s'ajoutent des donations pour frais d'établissement, qu'il porte sur son livre de comptes à 45.000 comme cardinal, 100.000 comme ambassadeur. Il est vrai qu'à l'époque il accuse 150.000 francs de dettes à Lucien, 50 au Premier Consul ; il est vrai aussi qu'il abandonne à ses vicaires de Lyon son traitement d'archevêque (tandis que le casuel du secrétariat et les allocations du département sont employés aux besoins de son diocèse). Cependant pour aboutir aux « dettes criardes » dont il se plaint que son « honneur » puisse souffrir (4), il fallait un train de vie assez considérable.

A l'entendre, il aurait en effet été porté à des dépenses qu'il déplo-rait, par une *nécessité invisible*. « Je viens de m'apercevoir qu'il y a trop de luxe, écrivait-il à Courbon, mais je ne suis pas dans le cas de le

(1) Fesch à Talleyrand, 6 nivôse an XII, Talleyrand à Fesch, 7 frim., Arch. Rh., 1 F 40.

(2) Fesch à Napoléon, 9 juillet 1804 dans DU CASSE : *Histoire des Négociations*, p. 37 ; 3 sept. 1804, dans Arch. Rh., 1 F 96 ; cf. *Supplément aux livres de comptes*, Bull. Hist. du diocèse de Lyon, juillet 1923, p. 215.

(3) Cacault à Talleyrand, 8 vendém. an X, Arch. Rh., 1 F 5 : « les ambassadeurs de France à Rome y firent autrefois des dépenses de 500.000 fr par an ». Sur les demandes d'argent constantes de Bernis, voir MASSON, *Le cardinal de Bernis*, p. 116.

(4) *Supplément aux livres de comptes*, p. 216.

réformer. Cela fait plaisir au Pape, aux Français, et je m'en console (1). » Or, ceux qui vivaient avec lui se plaignaient précisément de sa parcimonie. Chateaubriand n'hésite pas à mettre ce grief en tête du véritable réquisitoire qu'il adresse au Premier Consul : « Si pourtant avec de bien plus grands moyens, on mène une vie plus obscure même que celle d'un ministre laïque, que l'on a remplacé à Rome, si on resserre et la table, et le domestique, et les équipages, on perd tout, on paralyse tout (2). »

Comment expliquer ce contraste entre les dépenses enregistrées et leur effet médiocre ? Par le cadre où se déroule la vie à l'ambassade : les splendides palais romains sont infiniment difficiles à orner et à doter de ces « jouissances perfectionnées de la vie sociale » qu'on connaît sous d'autres cieux (3). Par la façon de faire du cardinal : personne qui sache moins tirer parti de ses dépenses ; alors même qu'elles sont largement chiffrées, il a ce travers désagréable de ne pas consentir à en oublier le montant, et de vouloir faire des économies sur les petites choses de la vie courante, qui sont les plus sensibles. Enfin, par son éloignement, non seulement pour les mondanités, mais encore pour toute vie de société.

Par goût personnel, par souci de préserver, au sein de la gloire, la simplicité des habitudes religieuses, le Cardinal s'était donné un règlement de vie austère. Levé à 5 heures, il passait son temps jusqu'à 9 heures en prières, à la célébration de la Sainte Messe, et en lectures (Écriture et traités de théologie). Puis les affaires ; à 4 heures, vêpres ; après le dîner, nouvelles lectures et entretiens de piété précédant un coucher placé très tôt, avant 10 heures. Les obligations de son travail purent l'amener à en modifier l'économie, mais il fut inflexible sur l'essentiel, y compris les lectures spirituelles poursuivies pendant les repas. Vers la fin de son séjour à Rome, il pouvait écrire à Émery : « Puisque cela vous fait plaisir, je vous dirai que le règlement de ma maison est ponctuellement suivi. On s'en est beaucoup moqué à Rome et j'imagine qu'on en a parlé comme d'une singularité. Nous laissons dire et nous prions Dieu qu'il l'ait pour agréable (4). » Il se félicitait

(1) Fesch à Courbon, 28 germinal an XII, *Papiers Fesch*, Arch. Ar chev.

(2) Chateaubriand au Premier Consul, *Corresp. générale*, II, 325.

(3) « Ces vastes demeures des princes romains sont désertes et silencieuses. » (M^{me} DE STAËL, citée par VICCHI, *Les Français à Rome*, page XL et sqq.).

(4) Fesch à Émery, 12 janv. 1806. *Papiers Fesch*, Arch. Ar chev. Le « Règlement de vie »... « que je me propose d'observer pour l'expiation de mes péchés », a été publié par MARMOTTAN, *Nouv. Rev. rétrospective*, t. III, p. 66.

surtout d'avoir réduit les obligations mondaines. Ce qui s'explique du reste : il y brillait peu, et avouait lui-même qu'il scandalisait les salons, s'endormant lorsqu'il faisait la partie. Il préférait les promenades dans la campagne, nécessaires à sa santé. Mais son entourage, qui s'attendait à autre chose en venant à Rome, ne cachait pas sa déception. L'abbé de Bonnevie écrivait à Jauffret : « Je ne sais quelle opinion vous vous êtes formé de notre position à Rome. Elle est assez étrange... La vie monacale que nous menons ne me plaît guère. C'est d'une monotonie à faire peur. Il n'existe aucune société, chacun vit pour soi et je ne trouve rien de plus ennuyeux que les Éminences... Je ne connais encore des Romaines que quelques vieilles Princesses chez lesquelles M. le Cardinal me conduit quelquefois. Que deviendrons-nous l'hiver ? Je l'ignore... J'ai beau exorciser les puces, elles résistent aux anathèmes de ma colère (1). » Au moment où le joyeux abbé décochait ces traits sans malice, on vivait encore à l'ambassade « dans la plus parfaite intelligence ». On peut donc l'en croire, et constater que l'auteur des *Mémoires d'outre-Tombe* n'a pas même inventé le détail, très couleur locale, des puces affamées.

On tenait d'autant plus rigueur à Fesch de n'être point le Bernis d'une Rome nouvelle, que partout la vie de société languissait. Revenue à un ordre qui était surtout l'accablement après un accès de fièvre, la ville ne retrouvait pas la douceur de vivre, l'atmosphère que créaient autrefois un patriciat fastueux et une brillante colonie étrangère, attirée dans une capitale ouverte et accueillante. Les voyageurs étaient étreints par une lourde impression d'ennui : « L'ennui est ici dans sa capitale », disait Chateaubriand, à peine écoulés les premiers jours d'enthousiasme. Et il n'incriminait pas seulement son patron, mais les cercles mondains eux-mêmes, « des femmes qui se donnent sans amour, des hommes tels que sont les Italiens, une société sans charme, où l'on se rend à minuit et d'où l'on sort à quatre heures du matin pour ne pas dormir (2). » Rares étaient les salons qui se rouvraient ; parmi les ambassadeurs, seuls recevaient le représentant de l'Empereur d'Allemagne, comte de Khevenhüller, et à un plan inférieur, l'agent russe près le roi de Sardaigne, Lizakevitz, entouré d'une coterie moscovite bruyante et très anti-française. L'emprise trop affirmée de la

(1) Bonnevie à Jauffret, Arch. du Séminaire de Metz.

(2) Chateaubriand à Molé, 16 juillet 1803, publié par le Marquis DE NOAILLES, in R.D.M., 1^{er} février 1931.

France contribuait à priver la Ville Éternelle du mouvement international, nécessaire à son animation.

A la fin de 1803, les fêtes auxquelles donna lieu l'arrivée de la Princesse Borghèse firent présager un changement. La nouvelle des fiançailles de la sœur du Premier Consul, Paulette, veuve (depuis un an) du général Leclerc, avec le prince Camille Borghèse, avait suscité dans les cercles mondains et ecclésiastiques un intérêt universel. Jusque-là les clients de la France étaient des « patriotes » de basse extraction, des hommes d'affaires de fortune trop récente, et certains membres de l'aristocratie romaine qui avaient répudié avec éclat les traditions politiques et religieuses de leur milieu : les Borghèse n'avaient pas échappé à cette faiblesse. L'héritier de ce nom illustre entrant dans l'alliance du Premier Consul par la faveur du Légat (1), quelle leçon donnée à la meilleure société romaine de ne plus séparer la fidélité au Saint-Siège et le dévouement à la France ! Aussi un accueil brillant fut-il réservé aux jeunes époux lorsqu'ils arrivèrent de Paris. L'audience pontificale eut une solennité exceptionnelle ; le Pape admit Paulette, non pas dans ses jardins, comme il était de règle pour les dames, mais dans ses appartements « de la même manière qu'il reçoit la reine de Sardaigne ou l'archiduchesse Marianne (2). » Fesch se rengorgeait, fier d'être allié à « la première famille de Rome », première sinon par l'ancienneté de sa noblesse, du moins par la richesse (100.000 piastres de revenu), par ses alliances, par la proximité du trône pontifical ! Le *ricevimento* du palais Borghèse attira, les 14 et 15 décembre, toute l'aristocratie et tous les ministres étrangers, sauf le petit clan des Russes qui, sous l'influence de Lizakevitz, affecta de s'abstenir. Les compliments, qui fleurissent si naturellement sur les lèvres romaines, montaient vers la jeune femme : Consalvi lui-même savait vanter la grâce avec laquelle elle unissait « les dons de la nature à ceux de l'âme ». « Paulette a bien pris, concluait Fesch, tout le monde est content de ses manières... Si elle continue, elle sera le modèle des dames Romaines ».

(1) L'idée de cette union appartenait au cardinal Caprara : Caprara à Consalvi, 27 juin 1803, Vat. Nunz. F. 590, f° 325. Voir MASSON (F.), *Les secondes nocces de Paulette*, in « Rev. Hist. dipl. », 1897.

(2) Fesch à Napoléon, 13 nivôse an XII, A. N., AF IV 1694 ; Consalvi n'avait pas manqué d'assurer à cette faveur une publicité large, par le canal des nonces : cf. Rinieri, *Napoleone e Pio VII*, I, 24. Sur l'enthousiasme de Fesch, cf. MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, II, 254 et 403, et les sentiments de la famille, MÈNEVAL, *Mémoires*, II, 263 ; LÉVY (A.), *Les dissentiments de la famille impériale*, p. 175.

Hélas ! elle ne *continua* pas longtemps ! Trois mois ne s'étaient pas écoulés, qu'elle succombait à son tour à l'ennui. De là des querelles conjugales, auxquelles Borghèse, peu psychologue, mêla l'oncle Fesch. Sans aucun succès, comme il le constata en termes naïfs : « Avant de partir de Paris, je parlai déjà à la mère et cela ne servit à rien ; puis, venu à Rome, j'ai plusieurs fois parlé à l'oncle et cela a fait encore bien moins (1). » Est-ce l'échec de ses sermons qui vexa le cardinal ? Était-il animé par la responsabilité dont il se sentait investi devant le chef de famille ? En tout cas il se plaignit catégoriquement à Napoléon. Paulette reçut une vive semonce, dont elle ne tint aucun compte : pouvait-elle vraiment oublier Paris ? — Mais son mentor n'obtint même pas un témoignage de satisfaction (2). C'était la première expérience que Fesch faisait du rôle ingrat d'intermédiaire dans les querelles de famille : il ne devait pas moins continuer toute sa vie à l'assumer avec autant d'empressement et aussi peu de bénéfices.

Après cette désillusion, le cardinal eut une joie, l'arrivée de sa chère sœur, M^{me} Letizia (mars 1804). Une fois encore, le Pape, le Sacré-Collège, la noblesse romaine multiplièrent les témoignages de déférence. Madame se tira « très bien... de tout ce cérémonial, et je crois, écrivait Fesch, que Rome est le pays qui lui convient ; elle y sera avec beaucoup d'agrément et je mettrai tous mes soins affectueux pour qu'elle y soit heureuse (3). » Seulement, le réconfort que lui apporta cette présence fut gâté par les soucis ; ceux que donnait la légèreté de Paulette n'étaient rien à côté de ceux qu'allait déchaîner la violente brouille survenue entre Lucien et Napoléon, et dont leur mère ne pouvait prendre son parti.

*
* *

Chargé par définition des intérêts des Français à Rome, l'ambassadeur devait, aux termes des instructions ministérielles, veiller au remboursement des sommes promises aux acquéreurs de Biens Nationaux pendant la durée de la République Romaine.

Ces affaires avaient été à peu près terminées par Cacault. Les déclarations très fermes du Premier Consul en faveur de l'édit pontifical

(1) SFORZA, *Letizia e Paolina ai bagni di Lucca*, in « Rev. Napol. », oct.-nov. 1901.

(2) *Corr.*, IX, 7674, 7678.

(3) Fesch au Premier Consul, 10 germinal an XII-31 mars 1804, dans LARREY, *Madame Mère*, I, 349.

portant remboursement du quart avaient fait disparaître l'espoir d'un règlement meilleur. Le plus en vue des réclamants, le tribun Honoré Duveyrier, capitulait : dans une entrevue avec le Premier Consul, où il fut « comblé de marques de bienveillance », il annonçait sa « résolution d'accepter les dernières offres du Pape (1) ». Seulement, les intéressés, après avoir transigé, trouvaient maintenant trop lent le versement des sommes promises. Et il arrivait que certains fussent victimes à leur tour des machinations louches où ils étaient entrés. Ainsi Duveyrier se voyait-il attaqué devant les tribunaux romains par d'anciens débiteurs. Procès « aussi étrange que scandaleux », clamait-il, qu'il lui fallait soutenir à Rome « aux lieux et place du gouvernement français qu'on n'ose point attaquer (2) ». Mais cette fois, il était mollement appuyé par Talleyrand qui se contentait d'inviter l'ambassadeur à faire en sorte que « les intérêts du Gouvernement » ne fussent pas compromis. Duveyrier, qui paraît avoir connu Fesch et l'avoir entretenu de ses affaires à Paris, le pria d'exercer à son profit « les sublimes et protectrices fonctions » dont il était chargé. Fesch se contenta de transmettre les mémoires qu'il reçut. Un an plus tard, il devait lui annoncer que les décisions de la Congrégation des Biens Nationaux étaient presque en tout conformes à ses désirs.

Le gouvernement pontifical se montrait disposé à être agréable aux Français que le gouvernement consulaire lui recommandait. Fesch se tenait avec une impartialité voulue à sa fonction, qu'il résumait un jour annotant une pétition : « que je ferai ce qui dépendra de moi pour qu'on lui rende la justice qu'on a rendue aux autres, qu'à cet effet son chargé de pouvoir pourra se présenter à moi pour me faire connaître l'état de ses affaires (3) ».

Parmi les services que Fesch rendit à Consalvi et au Trésor Pontifical, le cas le plus étonnant fut celui d'un quémendeur recommandé par le ministre Talleyrand, et que l'ambassadeur écarta résolument. En octobre 1803, arriva à Rome Mgr de Clermont-Tonnerre, ancien

(1) Cacault à Talleyrand, dans ARTAUD, *Pie VII*, II, p. 32 ; cf. DUVEYRIER, *Anecdotes*, Append., p. 327.

(2) Duveyrier à Talleyrand, 21 frimaire an XII, A. E., Rome 936, f^{os} 42 sqq. Talleyrand à Fesch, *ibid.*, f^o 86 ; Duveyrier à Fesch, 3 brumaire, 23 ventôse an XII, Arch. Rh., 1 F 70 ; Fesch à Consalvi, Vat., Nunz. Fr. 596, f^{os} 681-749. Duveyrier avait une foule d'affaires sur les bras ; il était d'autre part brouillé avec Torlonia, dont il dénonçait les « singulières entreprises ».

(3) Annotation de Fesch sur une supplique de l'entrepreneur Coen qui avait acheté pour 600.000 fr. de biens-fonds pendant la République. Arch. Rh., 1 F 78.

évêque de Châlons-sur-Marne (1). Le pauvre Monsignor, qui portait un des plus grands noms de France, qui pouvait se flatter de l'amitié de Talleyrand (il l'avait connu au séminaire, puis sur les bancs de l'Assemblée Constituante), était réduit à une situation matérielle peu brillante. Évêque émigré, il avait, au premier appel du Pape, donné la démission de son siège de Châlons, mais n'avait pas été replacé dans l'épiscopat. Depuis le Concordat, il quémandait en vain. Finalement, il crut trouver dans une parenté lointaine avec le pape Pie VII, — dont certains affirmaient sérieusement l'origine française (2), — quelque droit à un bénéfice, voire à une nonciature. Il était venu, avec des lettres de recommandation personnelles du ministre des Relations Extérieures, — très sûr de lui.

« A pleine bouche, disait Consalvi à Fesch, il a parlé de sa parenté avec le Pape, du chapeau qu'il compte obtenir de lui, et dit que le Premier Consul lui a donné 30.000 francs pour faire le voyage. V. E. voit que, avec ces principes, si l'on ne fait pas obstacle au torrent, il inondera la campagne (3) ».

Le pape n'ayant jamais avantagé aucun de ses proches, n'allait pas, dans la détresse du Trésor, faire quelque chose pour un parent avec qui la communauté d'origine remontait à cinq ou six siècles. On lui attribua une pension de 3.000 livres, et Consalvi et Fesch manœuvrèrent de concert pour l'éloigner le plus vite possible (4). Mais l'évêque, qui se montrait *molto ardente*, ne resta pas sur cet échec et regimba. Il dit tout net à Talleyrand qu'il avait été trahi par « l'indifférence du cardinal ambassadeur », et qu'il lui aurait fallu pour réussir « un appui que je n'ai pas eu, malgré toutes les bontés de Votre Excellence (5) ».

(1) Clermont-Tonnerre (Anne-Antoine-Jules de), né à Paris en 1749, devait mourir archevêque de Toulouse en 1830. Il ne faut pas le confondre avec le comte Stanislas, orateur de la fraction libérale de la noblesse aux États Généraux, tandis que l'évêque siégeait à droite. Sur son attitude en émigration et lors du Concordat, THEINER, *Documents inédits*, I, 448 et II, 86. Ses tentatives pour renouer avec Talleyrand ministre, cf. MALO, *Le beau Montrond*, p. 50.

(2) Après le Conclave de Venise se répandit le bruit que la famille Chiaramonti sortait de la même souche que la famille de Clermont-Tonnerre, cf. BOULAY, *Documents*, V, 117, note.

(3) Consalvi à Fesch, 18, 19, 24 octobre 1803. Arch. Rh., 1 F 24 ; Clermont-Tonnerre à Fesch, 1^{er} messidor an XI, 1 F 40.

(4) Consalvi à Caprara, 14 déc. 1803, Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 101.

(5) Clermont-Tonnerre à Talleyrand, 20 therm. an XII, A. E. Rome 936, f^o 101. Il déclarait que la coadjutorerie de Milan lui serait très agréable, et demandait au Ministre d'y penser pour lui. Mais le Premier Consul fit entendre qu'il devait être satisfait de la grâce que lui avait accordée le Pape, Vat., Nunz. Fr. 591, f^o 53.

Il devait continuer longtemps à se plaindre sans autre effet que d'achever d'indisposer le ministre contre l'ambassadeur à Rome, — ce qui n'était au reste pas bien difficile.

Il y eut cependant un créancier du Trésor pontifical en faveur duquel l'ambassadeur se départit de cette réserve, le banquier Torlonia.

Don Giovanni Torlonia était en 1803, à l'aurore de cette brillante carrière qui devait faire de lui le plus heureux des banquiers romains et une des figures les plus marquantes de cette ville (1). Il possédait déjà une fortune suffisante pour faire oublier son origine française (2) (dissimulée sous un nom bien italianisé) et ses débuts à Rome auprès de Basseville et de Moutte. Fournisseur des armées françaises en 1792, il était devenu dès 1797 non seulement un financier en vue, mais le marquis Torlonia, bon sujet pontifical (3), et d'ailleurs plus soucieux de faire des affaires que de se distinguer par des professions de foi envers un pays ou un parti. Son attitude pendant la crise de la République Romaine n'avait pas été plus fâcheuse en somme, que celle de bien des patriciens de vieille souche, et après coup, il expliquait fort bien comment il avait pris les *intérêts* du Saint-Siège, tout en rendant des services au gouvernement français. Services bien rémunérés. Administrateur général des subsistances, il fut encore un des quatre commissaires chargés de répartir et de lever les impôts forcés, et sut se faire épargner les contributions spéciales. Hôte du fournisseur Haller, il participa,

(1) Les Torlonia remplissent de leur nom toute la littérature des mémorialistes qui parlèrent de Rome au XIX^e siècle : voir surtout STENDHAL, *Promenades dans Rome*, passim (cf. FARGES, *Stendhal diplomate*, p. 167), et SILVAGNI, *La Corte e la Società Romana...*, III, chap. VIII, qui sont les deux sources les plus sérieuses. Après eux, les chroniqueurs se transmettent surtout des commérages inconsistants, d'où l'histoire a peu à tirer. Les Torlonia étant les grands philanthropes de Rome et formant une des plus considérables familles, leur faste et leur générosité firent aisément oublier les débuts du fondateur de leur fortune, Giovanni Torlonia. Sur ce sujet traité d'ordinaire avec discrétion, voir quelques indications dans DUFOURCQ, *Régime Jacobin*, p. 113, 400, 413 ; MASSON, *H. de Basseville*, p. 252 ; BANDINI, *Roma nel Settecento*, p. 200 ; un article de LUMBROSO (A.), *Casa Torlonia : Giovanni il fondatore della dinastia*, in « Il Marzocco », 29 nov. 1931, où la tendance apologétique n'empêche pas de recueillir quelques traits piquants.

(2) Il descendait d'une famille d'agriculteurs d'Auvergne, d'Augerolles (Puy-de-Dôme), dit Lumbroso, qui l'appelle Turlony, plus probablement, d'après M. Dédevise du Désert, des environs d'Aurillac, où il s'appelait Turlonias. Il n'est certainement pas né à Sienne, comme le dit la grande Encyclopédie. Il s'appelle Turlonia en 1792, et en 1797, Torlonia (cf. de NAVENNE, *le Palais Farnèse*, p. 95).

(3) Quand le Pape arme en 1797, Torlonia lève un corps de 70 volontaires (SÈCHÉ, *Origines du Concordat*, I, 86). Au moment du Conclave, il offre au Sacré Collège de pourvoir à ses dépenses, mais on le redoute tellement qu'on refuse (*ibid.*, II, 4).

de compte à demi, à ses spéculations sur les biens nationaux (1). Au milieu de tout cela, il eut l'art de se faire une paradoxale réputation d'honnêteté, voire de dévouement à la chose publique.

L'ordre rétabli le voit devenu le grand banquier des étrangers, et, depuis l'ambassade de Joseph et le séjour de Murat, le banquier des Bonaparte, même le prêteur d'argent du gouvernement français (2). Sa maison passe pour la plus solide de Rome. Il achète, proche la place de Venise, un palais qui va devenir célèbre et qu'admireront pendant un demi-siècle tous les chroniqueurs de la vie romaine. Il donne des réceptions mondaines. Il lui plaît « de représenter à Rome cette noblesse qui peu de temps avant offrait l'hospitalité aux étrangers et aux personnages en vue (3) ». Cependant un homme refuse encore de s'incliner devant cette fortune insolente, c'est le Secrétaire d'État du Pape. Consalvi déteste le banquier pour « ses immenses voleries » ; il n'a pas hésité à s'aliéner les Torlonia, en refusant de fréquenter la maison et d'encourager la « vanité » de la marquise. Non seulement il s'est passé de son concours pour remettre de l'ordre dans les finances de l'État, mais il prétend les défendre contre lui (4).

En janvier 1804, le cardinal Fesch présente de longues réclamations de Torlonia. Le banquier se plaint de la lenteur des tribunaux romains ; il demande que le Secrétaire d'État veuille bien évoquer à lui, pour en accélérer la solution, les affaires pendantes. L'occasion paraît belle à Consalvi de prouver que l'État pontifical est sorti de la période des tractations trop faciles et des arrangements fructueux. Il consent à prendre note de l'intérêt particulier que Fesch témoigne aux réclamations du banquier et qui, dit-il, engage le Souverain Pontife à les examiner avec soin. Turlonia (sic) soupçonne que quelque mauvaise impression lui a fait perdre la faveur du Secrétaire d'État. Soupçon sans fondement. « Si le sieur Turlonia n'a pas toujours trouvé le soussigné

(1) DUVEYRIER, *Anecdotes*, p. 274 ; DUFOURCQ, *Le régime jacobin*, p. 400 et 413 ; GUYOT, *Le Directoire*, p. 809. Il aurait gagné la confiance générale en rendant un dépôt fait chez lui, à la famille de Basseville, et dont personne ne soupçonnait l'existence, dit Lumbroso.

(2) Et aussi, le cas échéant, le banquier des émigrés français ; cf. d'ESPINCHAL, *Souvenirs Militaires*, I, 44. En 1815, les dépôts de Letizia, de Joseph et de Lucien Bonaparte chez lui seront si considérables, qu'il risquera de se trouver dans l'embarras ; cf. WEILL, *Congrès de Vienne*, II, 589.

(3) De CAESARE, *Roma e lo stato del Papa*, I, 136 : des banquiers de Rome au XIX^e siècle, seuls Torlonia et Cesari firent fortune et résistèrent à toutes les crises.

(4) CONSALVI, *Mémoires*, II, 136 ; cf. TIVARONI, *L'Italia...*, II, 87.

prêt à satisfaire à toutes ses réclamations, c'est que celui-ci n'aurait pu le faire sans trahir les devoirs de sa charge. »

Quatre affaires essentielles sont mises au point. Dans les trois premières, il s'agit de sommes payées par le banquier aux Français, pour les contributions de la paix de Tolentino, d'avances faites sous Pie VI à divers ministres pontificaux à l'étranger, de Biens Nationaux qu'il a été contraint d'accepter en échange d'un prêt forcé de 40.000 piastres sous la République, et qui ont été perdus. La quatrième, la plus importante, a trait à un stock de grains. Torlonia l'aurait commandé et payé, comme banquier, par ordre de l'Annone, donc pour le compte du Pape. Mais Consalvi établit que les grains arrivèrent à Rome au moment où s'y trouvait l'armée française qui les saisit et les consomma. Le procès est allé devant la Deputazione Annonaria : le banquier a été non seulement débouté, mais condamné comme débiteur de l'Annone, tout recours en appel lui étant interdit. Torlonia a protesté que les documents sur lesquels le jugement a été rendu ne lui ont pas été communiqués (ce qui est faux, au dire de Consalvi) ; par une grâce spéciale, le Saint-Père a permis que sa cause revienne en appel. Et il faudrait encore que le Secrétaire d'État dessaisît les tribunaux compétents pour évoquer la cause à lui ! « Votre Éminence, répond ingénument Consalvi, connaît trop la ligne de démarcation qui sépare l'autorité qui gouverne du pouvoir judiciaire et n'ignore pas combien serait étranger aux attributions du soussigné l'examen que demande le sieur Turlonia. La solution des procès que les tribunaux connaissent déjà parfaitement n'en serait pas accélérée : tout ce qu'on peut faire est de presser leur marche, de sorte que tout soit tranché dans un délai de quarante jours (1) ».

En dépit de cette belle promesse, en dépit de l'impatience de Torlonia qui s'indignait qu'on lui attribuât le retard d'une affaire dont il réclamait la solution depuis trois ans, il fallut un an encore avant que le jugement fût rendu en appel. Le 28 janvier 1805, — Fesch était alors à Paris où il avait accompagné le Pape pour le Sacre, — Torlonia s'entendit condamner par la Chambre toute réunie. Au lieu de récupérer 76.000 écus, selon ses prétentions, il en devait 9.000 à l'Annone.

Consalvi ne se fit pas faute de triompher, et d'amplifier les bruits déso-

(1) Consalvi à Fesch, 26 janvier 1804. Arch. Rh., 1 F 26 ; Torlonia à Fesch, diverses lettres et mémoires (surtout 28 février 1804), Arch. Rh., 1 F 81.

bligeants qui couraient à ce propos sur le marquis. Comme gardien des intérêts de l'État, il n'avait pas tort. Mais ce succès devait personnellement lui coûter cher. Torlonia était trop avant dans la faveur des Bonaparte en général, et de Fesch en particulier, pour que celui-ci ne s'associât pas à son ressentiment. Beaucoup plus tard, analysant les causes de l'animosité de l'ambassadeur contre lui, Consalvi n'hésitera pas à l'attribuer en partie aux pièges où le Cardinal fut entraîné par le banquier. Il aurait pu, dès le début, mesurer le danger de l'intimité de Torlonia avec Fesch à l'insistance des interventions de l'ambassadeur, si contraire à l'indifférence qu'il affichait d'ordinaire à l'endroit des créanciers du Trésor Pontifical.

*
* *

Si Fesch n'avait ni l'adresse de Cacault à se tirer des obligations délicates que créent les recommandations personnelles, ni son empressement à accueillir les hôtes de passage, il lui manquait aussi l'art de se faire aimer de ses collaborateurs.

Après la première incartade de Chateaubriand, une ère de paix s'était ouverte entre l'ambassadeur et son secrétaire. L'un et l'autre avaient intérêt à la prolonger. Chateaubriand avait tiré la leçon de l'incident du mois d'août : il parlait alors de demeurer un an à Rome. D'une part subsistaient les raisons qui l'avaient poussé hors de France ; d'autre part, il éprouvait visiblement le désir d'être rassuré sur les dispositions du gouvernement de Paris. Pauline de Beaumont, très malade, prête à partir pour les eaux, Fontanes désorienté par la disgrâce de Lucien, Talleyrand « plus aimable que sûr » (1), mal impressionné par Cacault, ne pouvaient guère le protéger contre la colère du Premier Consul. Avant qu'il fût question de demander la *place indépendante* qui était l'objet de ses rêves, il fallait n'être pas chassé de la légation de Rome.

Aussi Chateaubriand parlait-il, en cet automne de 1803, avec beaucoup plus de modération de sa situation. Il signait même à son ambassadeur un brevet de correction : « Je suis maintenant au fait de tout ce qui s'est tramé contre moi, et je suis infiniment content du Cardinal. Il a agi avec loyauté, et loin de m'accuser, il m'a défendu, à mon insu, auprès du gouvernement ; le ministre des Cultes doit le savoir,

(1) Fontanes à Chateaubriand, 30 octobre 1803, dans PAILHÈS, *Chateaubriand*, p. 165 : « C'est l'homme qui sait le mieux plaire et le moins servir. »

et M. de Talleyrand le saura bientôt. La plus parfaite intelligence règne et règnera maintenant entre le cardinal et moi ; il n'a rien à me reprocher et me rend ouvertement et publiquement justice. Et moi, je me plais à convenir de la franchise de ses procédés dans les circonstances délicates (1). » Sans doute s'agissait-il de faire retentir « l'écho » qui « est à la poste » et qui « reedit tout (2) » : Chateaubriand forçait le ton. Mais de son côté le cardinal était aimable, et démontrait fortement à son secrétaire « les inconvénients d'une retraite en ce moment ». Personne n'avait plus d'intérêt que lui à faire oublier, par des procédés sincères, des querelles qui risquaient de compromettre la légation à son début. D'autant qu'il avait par ailleurs des difficultés avec d'autres subordonnés.

Si la volonté du Premier Consul avait donné au cardinal comme secrétaire un ancien émigré et un apologiste improvisé, le groupe Émery l'avait embarrassé d'un canoniste, appelé l'abbé Guillon. C'était à vrai dire une des gloires du clergé parisien, que ce Guillon, prédicateur, polygraphe intrépide qui avait mis sa plume, pendant toute la Révolution, au service des réfractaires (3). Après le Concordat encore, sa combativité lui avait valu, sur ordre de Fouché, un séjour de quatre mois au Temple. La protection de Mgr de Belloy l'en avait tiré et il était devenu bibliothécaire de l'archevêché. Émery le tenait pour « une tête meublée de connaissances », et l'homme de Paris qui avait le plus « de facilité à traiter des matières ecclésiastiques (4) ». Mais ces dons avaient pour rançon une insupportable vanité : « C'est un excellent homme, disait Bonnevie, mais dès qu'il parle de

(1) *Corresp. générale*, 3 brumaire-26 octobre, I, 128.

(2) Fontanes à Guéneau de Mussy, 5 octobre, dans SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand et son groupe*, I, 389 ; CHATEAUBRIAND, *Corresp. générale*, I, 143. Pailhès estime que l'amabilité de Fesch était une feinte à laquelle le secrétaire eut « le noble tort de se fier ». Il en donne pour preuve que le cardinal expédiait au Premier Consul « des dépêches violemment accusatrices ». Cette affirmation repose sur une erreur de date. A l'époque de cette demi-réconciliation, Fesch n'a rien écrit, ni en mal, ni en bien, sur Chateaubriand.

(3) Sur Guillon, voir *Biographie du clergé contemporain*, t. II, p. 73. Il se vantait d'avoir été au collège condisciple de Robespierre. Lecteur et bibliothécaire de la princesse de Lamballe, se cacha à Sceaux pendant la période révolutionnaire. Collabora avec l'abbé Barruel. En 1802, son *Essai critique et historique sur la Pragmatique, le Concordat et les élections populaires* fut dénoncé par les constitutionnels qui obtinrent de Fouché son incarcération.

(4) Émery à Fesch, 28 octobre 1803, *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulpice. « C'est M. Jauffret qui vous en fait la proposition, et il est vrai que je l'ai appuyé ». Émery reconnaissait que « la discrétion n'était pas son principal partage ».

lui, de ses succès, on n'y tient plus... Sa vanité n'est pourtant que celle d'un enfant et il y a de la naïveté dans sa jactance... S. E. est prévenue et n'en reviendra point... Guillon avoue très haut son mécontentement. Il s'occupe à rédiger un voyage en Italie qui constituera deux volumes in-8° au moins. Il est allé jusqu'à se vanter à Rome d'être l'auteur du discours de Robespierre sur l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. *Hoc viro discreto comitto* (1) ». Fesch était excédé de défauts qu'il caractérisait assez exactement : « M. Guillon a mal pris chez moi, écrivait-il à Jauffret qui le lui avait recommandé : un peu de folie, trop peu de connaissance du monde, beaucoup trop d'amour propre, trop grande confiance dans ses talents dans un pays où les savants ecclésiastiques fourmillent, l'ont rendu intolérable, intraitable, ridicule. » A tout prix il voulait en être débarrassé, et il sollicitait avec insistance de Portalis un poste vacant de chanoine à Notre-Dame pour son canoniste, auquel « l'air de Rome » ne convenait pas (2).

Les autres membres de la légation prenaient leur sort en patience. Rien à dire de l'abbé Lucotte, qui, secrétaire général de l'Archevêché de Lyon, avait été transformé en économiste et fut l'intendant fidèle et exact selon le cœur de son maître. L'abbé Bonnevie était une autre personnalité. Champenois d'origine, grand vicaire de l'évêque de Châlons, Clermont-Tonnerre, Bonnevie avait refusé le serment constitutionnel sous la Révolution, et émigré. Quoique de sentiments royalistes notoires, de « puissantes recommandations (3) » l'avaient signalé à Bonaparte, et Fesch, devenu archevêque, l'avait fait entrer dans son Chapitre de Lyon. Ami des lettres, le chanoine avait une réputation d'orateur, qu'il justifia, lorsqu'il fut chargé de l'oraison funèbre du général Leclerc, beau-frère du Premier Consul. Il n'échappait pas aux reproches de vanité et de jactance qu'il faisait lui-même à Guillon ; mais il les sauvait par une joyeuse bonhomie appréciée de son commensal, Chateaubriand, moins goûtée de Fesch qui lui reprochait ses allures et sa manière de prêcher trop profanes.

Cette situation tendue dictait à Chateaubriand, s'il n'eût été incorrigible, sa conduite. Il bénéficiait d'un revirement de l'ambassadeur, inspiré non d'un mouvement du cœur, mais des circonstances, ce qui

(1) Bonnevie à Jauffret, 21 sept. 1803, Arch. Sémin. Metz.

(2) Fesch à Portalis, 29 thermidor an XI, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(3) Elles ne sont pas spécifiées autrement par l'abbé Bez, auteur d'une *Notice biographique sur l'abbé Bonnevie*, in « Revue du Lyonnais », 1850, p. 305 ; cf. aussi LATREILLE et ROUSTAN, *Chateaubriand et l'abbé de Bonnevie*, in « Rev. hist. Lyon », 1902, I, 52.

était, somme toute, plus sûr; il lui appartenait de prolonger l'acalmie.

C'est alors qu'il attira à Rome l'infortunée M^{me} de Beaumont. Pendant un long mois (octobre 1803), Chateaubriand passa tout son temps dans la petite maison de la place d'Espagne, où son amie agonisait. Il fut entouré de « tous les Français de Rome », et surtout de ceux de la légation. Ainsi naquit une amitié qui devait être durable entre le grand écrivain et l'abbé Bonnevie, qui assista la mourante. Le prudent Fontanes, quand il avait appris l'installation à Rome de M^{me} de Beaumont, avait exprimé sa crainte du scandale qui en résulterait. Il semble que cette mort touchante provoqua dans Rome bien des sympathies (1). Chateaubriand proclama même que le cardinal s'était conduit admirablement, n'hésitant pas le jour des obsèques (alors qu'il était absent) à faire suivre le convoi par ses voitures voilées de crêpe. « Vous pouvez dire hautement, car c'est la vérité, que non seulement je reste à Rome, mais que l'on est fort content de moi. Mes entrées chez le Pape vont m'être rendues : on va me traduire au Vatican... Le cardinal écrira mardi au ministre des Relations Extérieures pour désapprouver tous les bruits et s'en plaindre (2). » Admettons que Fesch ait voulu être bienveillant, à l'unisson de l'opinion générale. Nous n'allons pas jusqu'à croire qu'il ait pris tant d'engagements. La conduite de son secrétaire, marié en France, et pleurant à Rome M^{me} de Beaumont (3), le choquait certainement. En tout cas, on ne voit pas très bien pourquoi il aurait, à cette occasion, promis de rendre à Chateaubriand ses entrées chez le Pape, ou d'écrire pour lui au ministre des Relations Extérieures. Il convient, avec un homme aussi facile à retourner que Chateaubriand, de se méfier autant des illusions que lui inspire l'optimisme que des excès que lui dicte le ressentiment.

A peine partie la lettre où il répétait qu'il restait, le secrétaire d'ambassade se prenait à douter de la sincérité des caresses dont il était accablé; il confessait qu'il avait « follement bercé pendant quelques moments » de trop grandes « espérances de fortune, de réputation, de

(1) Chateaubriand à Fontanes, 26 oct. *Corresp. Gén.*, I, 130; cf. I, 133, 136, le récit de la mort et des funérailles.

(2) Au même, *ibid.*, I, 140. Le 16 nivôse an XII, Fesch demanda à Consalvi l'autorisation de laisser imprimer *Atala* en grec (*Arch. Rh.*, I F 20, 64); cf. de MARCELLUS, *Chateaubriand et son temps*, p. 446.

(3) Situation que le prosaïque Fontanes traitait de *ridicule* (SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand*, I, 389). Plus tard Fesch reprochera (8 nov. 1805) à Bonnevie d'avoir eu à Rome une « conduite peu ecclésiastique » : est-ce cette intervention qu'il lui reprochait ?

bonheur ». Voici ce qui venait de se passer. Chateaubriand s'était vu offrir une place de gouverneur auprès d'un grand duc de Russie. Présentant l'indépendance, une fortune rapide, il allait accepter. Mais les lois de la République interdisaient à un Français de recevoir une pension de l'étranger (1). Fesch le lui rappela, et il dut en prendre texte pour lui reprocher de frayer de façon ostensible avec les cercles d'étrangers à Rome, avec les émigrés et prêtres réfractaires. Chateaubriand en effet affichait son intimité avec Bertin l'aîné, l'ancien rédacteur du *Journal des Débats*, exilé par le gouvernement consulaire, maintenu jusqu'en Italie sous la surveillance de la police. Il ne sut pas éviter d'authentiques émigrés qui n'allaient que trop faire parler d'eux : La Maisonfort, Vernègues. Et ces fréquentations le rapprochaient de l'intempérant abbé Guillon dont il détestait l'insupportable prétention, mais dont il partageait l'aversion contre l'ambassadeur (2). Plus ou moins justement, Fesch eut l'impression que son secrétaire osait, d'une part, faire contre lui la coalition des mécontents dans l'ambassade, d'autre part, fréquenter des milieux ennemis de la politique concordataire du Premier Consul et même de la France. Ces deux griefs eussent suffi, en tous temps, à le perdre dans son esprit. A plus forte raison, au milieu des événements qui, à la fin de 1803, ramenaient la pensée et l'activité du cardinal vers les complots anti-français en Italie. Tous les noms prononcés autour de Chateaubriand étaient ceux des personnages que Fesch trouvait mêlés à la grande conspiration qu'il poursuivait, à l'affaire Vernègues.

Vers la mi-janvier, enfin, Chateaubriand reçut une nomination ministérielle comme chargé d'affaires près la République du Valais. Le 20, il s'éloigna de Rome, en même temps que l'abbé Guillon, rappelé à Paris. Pendant ce voyage, les échos retentirent de leurs doléances. A Florence, où ils s'arrêtèrent à peine, Guillon parla si haut, que ses propos revinrent au Nonce et, par lui, à Consalvi. Il disait que « son chef est tout à fait déplacé ; que le Premier Consul a fait une grave erreur ; et qu'il (*sic*) ne peut faire que des « sottises ». Il ajouta qu'il n'en pouvait plus, que l'abbé Bonnevie... ne résisterait pas trois mois. » Consalvi ne garda pas pour lui ces aimables confidences : il les transmit à Fesch. Celui-ci sut que, jusqu'au bout, ses deux anciens subor-

(1) Chateaubriand à Fontanes, 16 nov. 1803, *Corresp. Gén.*, I, 145.

(2) Sur les relations de Chateaubriand, cf. CASSAGNE : *Vie politique*, p. 151 ; Guillon passait pour russophile, *Mém. Outre-Tombe*, II 380.

donnés jettaient en pâture à l'opinion italienne le récit des démêlés de l'ambassade (1).

Quarante-huit heures après, Fesch prenant sa meilleure plume, confectionnait à l'usage de Napoléon un sanglant rapport sur son ex-secrétaire. Deux chefs d'accusation en faisaient le fonds : Chateaubriand et les prêtres de la légation qu'il avait corrompus avaient attaqué leur ambassadeur dans sa dignité ; ils avaient entretenu des relations suspectes avec des émigrés et avec des ennemis du gouvernement. Sur quoi, Fesch mettait en doute la loyauté de leur attachement au Premier Consul. « Il n'est point votre ami, disait-il à son neveu. Si vous ne le faites surveiller où vous l'envoyez vous ne tarderez pas à être assuré qu'il fera tout pour les émigrés et pour ceux qui seront mécontents de votre gouvernement. Cet intrigant est encore un méchant homme » (2). Ces formules, un peu grosses, ont excité l'indignation des biographes de Chateaubriand. Ils sont enclins à beaucoup d'indulgence pour leur héros, séduits par son charme personnel et par son génie littéraire, qualités qui manquaient totalement à Fesch ; mais où était le bon droit ? En ce qui concernait sa réputation personnelle, Fesch ne faisait que riposter, et si sa défense était sans grandeur, elle était moins perfide que les attaques que son secrétaire n'avait épargnées ni en Italie, ni en France. Car enfin il ne faudrait pas oublier que quatre mois auparavant, Chateaubriand avait pris l'offensive par un long mémoire, adressé au Premier Consul lui-même, et dont il est vraisemblable que Fesch soupçonnait au moins l'existence (3). Au reste, l'essentiel n'est pas de blanchir le caractère de Fesch, mais de situer l'incident dans l'histoire de la légation. Le cardinal en a exagéré la portée politique. Mais c'est Chateaubriand, toujours dans son

(1) Morozzo à Consalvi, 27 et 28 janvier 1804, Vat., Nunz. Firenze, 189 A. Liza-kevitz, dans une de ses lettres, avait fait beaucoup d'éloges de Guillon et de Chateaubriand : Consalvi à Fesch, 2 février, dans Arch. Rh., 1 F 26.

(2) Fesch au Premier Consul, 4 février 1804, dans A. DE LA FORGE, *Vicissitudes.... de l'Italie*, p. 291 sqq.

(3) Rien ne permet de le prouver avec certitude dans les documents ; mais cela paraît vraisemblable ; cf. VILLEMMAIN, *M. de Chateaubriand*, p. 120. On s'étonne alors que le même Villemain parle des doléances postérieures de Fesch comme de *pauvres accusations*, et de *jalousies d'un homme médiocre*, p. 126. Ce qui condamne Chateaubriand, c'est qu'il se plaint de tout le monde, non seulement de Fesch, mais de Cacault, de Talleyrand, de Portalis, de la légation romaine à Paris, surtout de Consalvi dont il fait le grand artisan de sa disgrâce (*Corresp. gén.*, I, 128) Quand il dit : « Il est impossible d'avoir été plus indignement persécuté que je l'ai été », on le croirait s'il n'avait à se plaindre que de la haine d'un supérieur injuste ; il est plus difficile d'admettre, sans quelque faute de sa part, une conjuration universelle.

mémoire au Consul, qui avait porté le débat sur ce terrain. Si le cardinal attribue à ses démarches plus d'importance qu'elles n'en méritaient, du moins, en suspectant le loyalisme de Chateaubriand à l'égard de Napoléon, témoignait-il, comme dit M. Marmottan, « d'autant de clairvoyance que de dévouement ». Et il n'avait pas tort de défendre contre de fausses interprétations, contre des gauchissements dangereux, sa propre politique religieuse et l'orientation de son ambassade.

*
* *

Si l'on arrête à la fin de 1803 la première période du séjour de Fesch à Rome, on peut admettre que ces six mois de début furent la lune de miel de l'ambassadeur. Sans doute, il avait connu des difficultés, mais elles s'expliquaient pour une part par la singulière composition de sa légation. Elles avaient été résolues presque toutes à son avantage. Ses embarras avaient été exploités par une opinion portée à l'ironie à l'égard des puissants et peu bienveillante à l'égard des Français. Des placards avaient été affichés à la porte de l'ambassade, mais les *pasquinades* étaient dans les mœurs populaires. Moins indifférents étaient les bruits qui couraient déjà les cercles mondains, et, dans des pays voisins même, les cercles politiques. Ni les uns ni les autres n'avaient altéré l'atmosphère de confiance mutuelle entretenue à l'envi par l'ambassadeur et le Secrétaire d'État. Dans son mémoire au Premier Consul, Chateaubriand, heureux d'atteindre les deux cardinaux d'un coup, accusait Consalvi d'avoir dès le début, enveloppé son partenaire pour « empiéter sur les privilèges de la France », et Fesch de s'être jeté aveuglement dans ses bras. Fesch n'avait pas aliéné sa liberté de jugement, il s'en faut. C'eût été une étrange politique de céder plutôt aux avances du parti anti-ministériel et, quand on était chargé du développement de la politique concordataire, de s'entendre avec ses ennemis ! Il était à souhaiter qu'il sût mériter les sentiments que Consalvi, avec un optimisme téméraire, exprimait pour sa personne et ses procédés : « Il serait impossible de dire jamais assez de bien de lui. Excellent ecclésiastique, exemplaire, attaché au Saint-Siège, droit, juste, extrêmement raisonnable, tout à fait modéré, sans aucune prétention, ne se mêlant jamais en rien de ce qui ne lui revient pas : en somme c'est une véritable chance de le posséder ; et, en disant cela, je rends hommage à la pure vérité (1) ».

(1) Vat., Cif. Nunz., vol. V, 7 janvier 1804.

Du côté Français, une dignité nouvelle consacrait le crédit du cardinal Fesch. Grâce aux bons offices de son neveu Murat, il devenait sénateur dans le Lot, en novembre 1803 (1).

Le renouvellement partiel de ses collaborateurs réservait à Fesch de réelles satisfactions. Comme premier secrétaire, il reçut un homme de la carrière, déjà âgé, Gandolphe, jusque-là attaché à la légation d'Helvétie. Le second secrétaire fut Théodore Hédouville, frère du ministre plénipotentiaire en Russie. « Connue de Bonaparte depuis longtemps, ayant eu l'honneur d'être distingué à l'École militaire » (2), il eut les meilleurs rapports avec Fesch : à la mort de Gandolphe (thermidor an XII) il passa premier secrétaire. Autant pour marquer l'importance du poste que pour satisfaire une famille amie, on attacha en outre à l'ambassade un aspirant, le jeune Clary. Une dernière nomination combla Fesch de satisfaction, celle de Joachim Xavier d'Isoard à la place d'auditeur de Rote pour la France, laissée libre par l'élévation à la pourpre du cardinal de Bayane (3). D'Isoard, l'ami de jeunesse et des mauvais jours, fut accueilli à Rome avec effusion : il n'était pas encore prêtre, et c'est le cardinal qui lui imposa la tonsure. Il participa désormais à toute la vie et même aux secrets de Fesch, qui ne s'ouvrait que pour lui.

(1) MASSON, *Napoléon et sa famille*, II, 200.

(2) Clarke à Fesch, 1^{er} germinal an XII, Arch. Rh., 1 F 45 ; Hédouville à Fesch, 30 nivôse, 1 F 66. A la mort de Gandolphe, Talleyrand essaya, vainement, de faire nommer Artaud à la place de premier secrétaire. L'Empereur n'approuva pas et nomma Hédouville, candidat de Fesch, A. E., Rome, 936, fo 20.

(3) Cacaull avait proposé Mgr Pisani de la Gaude, ancien évêque de Vence (Arch. Rh., 1 F 5). C'est Fesch qui fit préférer Isoard qui n'était d'ailleurs pas inconnu de Portalis. Il arriva au début de frimaire, et fut reçu par le Pape comme un ami de Fesch (A. N., F¹⁹ 195 ; Vat., Nunz., Fr. 584, fo 96) : c'est par erreur que Artaud parle de sa nomination comme étant de 1803 ; cf. LYONNET, *Fesch*, I, 287.

CHAPITRE V

L'AFFAIRE VERNÈGUES

(NOVEMBRE 1803—MAI 1804
FRIMAIRE-PRAIRIAL AN XII)

- I. LA SURVEILLANCE DE L'ITALIE. — Tension Franco-Russe. Échec de la politique française à Malte. — Attitude ambiguë de Naples. — Les Russes à Rome : le chevalier de Lizakevitz et le comte Cassini, ambassadeurs du Tsar. — La cour du roi de Sardaigne.
- II. LE CHEVALIER DE VERNÈGUES. — Fesch est chargé de requérir l'arrestation de La Maisonfort et Vernègues. — Vernègues agent des princes en Italie pendant la Révolution. Sa naturalisation comme sujet Russe. — Hésitations de Consalvi. — L'arrestation (26 décembre 1803) : effet à Rome et à Pétersbourg.
- III. LE SAINT-SIÈGE ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE. — La France demande l'extradition de Vernègues, à laquelle la Russie s'oppose formellement. — Fesch tente vainement d'« effrayer la cour de Rome ». — L'exécution du duc d'Enghien (20 mars). Pressantes instructions de Paris à Fesch : comment il les traduit (24 avril). — Vernègues lui est remis.
- IV. CONSÉQUENCES DE L'AFFAIRE VERNÈGUES. — La Russie rompt avec le Saint-Siège : fin de la nonciature d'Arezzo (juillet 1804). — Caprara annonce trop tard que Napoléon renoncerait à son prisonnier. — Sens de ce prétendu revirement. Fesch en est à peine troublé. — Où en sont les rapports entre Fesch et Consalvi.

Cacault, qui avait fréquemment envisagé dans sa correspondance l'éventualité d'une nouvelle guerre, n'avait jamais manqué de souligner combien les petites puissances italiennes souhaitaient que le conflit restât localisé entre la France et l'Angleterre. Toutefois, il aimait à se porter garant de la fidélité du gouvernement pontifical, en toute hypothèse : « Si la guerre, prophétisait-il en germinal an XI, sort des limites des anciennes guerres maritimes, s'il arrive que l'Italie en soit encore le théâtre, le Pape est maintenant dans notre parti : il l'est de droit et de sentiment pour nous contre les Anglais, et je crois que tel événement qui puisse naître, Sa Sainteté se fiera au Premier Consul de préférence à tout, et que la direction politique de la cour de Rome sera toujours dans ses mains (1) ».

A la fin de l'année 1803, et au début de 1804, les événements allaient permettre d'éprouver le bien fondé de cette opinion. L'altération des rapports entre la France et la Russie n'échappait plus aux yeux exercés. En novembre, le nonce apostolique à Vienne, rapportant ce qu'il savait sur le départ de Bonaparte pour Boulogne, déclarait que la guerre continentale était en train de se rallumer. Il décrivait l'agitation des agents anglais auprès des cabinets de Vienne et de Pétersbourg : « Déjà, disait-il, les desseins de la Russie visent plus à la guerre qu'à la neutralité (2) ». Un changement très net se manifestait dans les dispositions du Tsar Alexandre. Le rejet par la France de ses offres de médiation l'avait profondément froissé. Il se détournait du « système de paix et de tranquillité » qui était encore officiellement celui de son cabinet, dirigé par le chancelier Voronzoff, et se livrait aux conseils d'amis personnels, les Czartorisky et les Novosiltsof, partisans d'une politique belliqueuse (3). Dans le comité secret de conseillers auxquels il aimait à soumettre les affaires diplomatiques, on s'exaltait aux souvenirs de la politique de

(1) Cacault à Talleyrand, 13 germinal an XI, A. E., Rome 935, f° 64.

(2) Severoli à Consalvi, 18 nov. 1803, Vat., Nunz. Germania 702.

(3) CZARTORISKY, *Mémoires*, I, 306 ; cf. MANDOUL, *J. de Maistre*, p. 87 ; DE MARTENS, *Recueil des traités conclus avec la Russie*, XIII, p. 277-306.

Catherine II, à l'évocation de la croisade de Paul I^{er}, et des succès glorieux de Souvarof en Italie. La fraction de l'aristocratie hostile à la France élevait la voix. Elle protégeait avec affectation les émigrés français dont beaucoup, après avoir porté les armes contre la République, avaient trouvé en terre russe un asile, de hauts patronages, et un traitement souvent très favorable. Bien plus, tandis que le Tsar poursuivait avec le Premier Consul une correspondance amicale, ses agents en Europe menaient une opposition à peine déguisée contre la nation française et son chef ; certains encourageaient même les royalistes et les émigrés qui attaquaient ou menaçaient Bonaparte dans sa personne. A Paris, l'étrange ambassadeur Markof « soudoyait et excitait toute une équipe d'agents à double emploi, à la fois propagandistes royalistes et espions russes (1) ». A l'heure où le Premier Consul venait de rompre avec l'Angleterre en partie sur la question de l'émigration, où il accusait le cabinet de Londres de recruter contre lui des assassins à gages, où il annonçait sa volonté implacable de poursuivre tous les royalistes qui, par le refus de l'amnistie, s'étaient déclarés ses adversaires, spécialement ceux qui cherchaient l'assistance d'un gouvernement étranger, l'attitude de la Russie constituait une véritable provocation.

La tension franco-russe ne pouvait avoir nulle part de plus fâcheuses répercussions qu'en Italie. Sa première conséquence fut de mettre fin à toute tentative d'une politique concertée pour arracher Malte aux Anglais. En 1801, France et Russie s'étaient trouvées d'accord pour travailler à remettre l'Ordre souverain de Malte en possession de l'île. Elles avaient décidé de déférer au Pape le choix d'un Grand Maître, qui regrouperait les membres de l'Ordre dispersés depuis 1798 (2). Par malheur, l'élu, le bailli Ruspoli, s'était récusé, et sa défection, visiblement provoquée par l'Angleterre, venait de remettre tout en question (3). La France restait fidèle au plan primitif de désignation par le Pape. Mais la Russie opposait maintenant que le Pape avait consommé le droit et la faculté de nomination qu'on lui avait reconnu. Visiblement,

(1) WALIZEWSKI, *Le règne d'Alexandre I^{er}*, I, p. 128 ; BOULAY DE LA MEURTHE, *Dernières années du duc d'Enghien*, p. 77 ; PINGAUD, *Les Russes en France et les Français en Russie*, p. 263 sqq.

(2) La France avait seulement écarté l'ancien Grand Maître Hompesch : c'était d'ailleurs un homme usé, végétant misérablement à Rome ; il fut trop heureux d'obtenir par les bons soins de Fesch, une pension de 300.000 fr. et consentit à ce prix à résider en territoire français : il alla mourir à Montpellier en 1805. La correspondance de Fesch et de Hompesch est dans Arch. Rh., 1 F 95.

(3) Caprara à Consalvi, 25 déc. 1802, dans Vat., Malta 170.

le nouveau Tsar, reprenant les prétentions de Paul I^{er}, se posait en protecteur exclusif de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour des raisons qui n'étaient pas seulement de prestige, mais recouvraient des visées toutes pratiques : consolider la puissance russe en Méditerranée et couvrir l'Orient, que se réservait la politique des Romanof (1). Le Saint-Siège avait toujours soutenu qu'un prince schismatique ne pouvait être le chef d'un ordre religieux. Saisissant l'offre française, favorable à son autorité spirituelle, Pie VII désigna comme Grand Maître un Toscan, le bailli Tommasi, qu'il espérait aussi agréable à la Russie qu'à la France. Mais l'assentiment très réservé donné à cette nomination par le Comte Cassini, ambassadeur près le Saint-Siège, fit sentir le mécontentement du Tsar.

Pour rentrer à Malte que les Anglais s'obstinaient à garder, le nouveau Grand Maître n'avait plus à compter que sur l'appui de la France. De Messine, où il fixa sa résidence, il dépêcha en avant son lieutenant, le bailli Buzi, à qui il recommanda de se concerter avec le général Vial, ministre de France près l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (2). De mai à juin 1803, Buzi, par l'intermédiaire de Vial, poursuivit avec le ministre d'Angleterre, Sir Alexander J. Ball, une infructueuse conversation à trois. Elle fut interrompue par les déclarations formelles du message royal à la rentrée du Parlement, en 1803 : « Garder Malte est un droit que nous donne l'oppression exercée par la France sur les puissances du continent. Nous nous étions engagés à restituer l'île à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Mais l'Ordre n'existe plus, il a été détruit par la France. Il a été nommé un Grand Maître, par qui ? par le Pape qui lui-même est vassal de la France. Livrer Malte à ce Grand Maître serait livrer l'Égypte à la France (3) ». Le 15 juin, le général Vial et la légation française quittaient l'île.

« Privé de sa principale égide », accablé de « dégoûts et de difficultés », Buzi, que les Français eux-mêmes avaient jugé comme « un

(1) Cf. M. DE TAUBE, *Le Tsar Paul I^{er} et l'ordre de Malte en Russie*, « Rev. h. mod. », mai-juin 1930. Contre les prétentions russes, longue démonstration des droits du Pape dans « Instructions à Monseigneur l'archevêque de Tyr, ablégat à Pétersbourg » (en 1801), Vat., Malta 170.

(2) Correspondance entre Tommasi et Consalvi, Vat., Malta 170 ; Corresp. de Buzi, de Malte, entre mai et juin 1803, *ibid.*, vol. 171 ; voir sur la mission Buzi, HARDMAN, *A history of Malta*, chap. XXI et XXII ; les articles du Comte SERGE FLEURY sur Pierre David, « R. Q. H. », 1^{er} juillet 1927 et « Rev. Paris », 1^{er} août 1930 (*Mémoires d'un représentant français près de l'Ordre de Malte*, p. 564-586).

(3) Cité par LEFEBVRE, *Cabinets de l'Europe*, I, 280.

homme sans dignité personnelle et sans talent (1) », abandonna la partie. Il se replia sur la Sicile. De là, Tommasi l'envoya à Rome, demandant au Cardinal Fesch de « l'étayer en cette cour, de toute l'étendue de la protection que le Premier Consul daigne m'accorder ». Mais quelque puissante que fût cette protection, elle trouvait sa limite dans l'impossibilité de déloger les Anglais. Pour Fesch, la question était close ; du même coup s'évanouissaient les grands desseins conçus vers le Levant, et les efforts que l'ambassadeur était prêt à tenter pour y rétablir le prestige français furent frappés d'avance de stérilité.

L'échec des Français à Malte était en partie imputable à la complicité de Naples avec l'Angleterre et la Russie. D'après les traités, une garnison napolitaine aurait dû remplacer les Anglais dans l'île, au fur et à mesure de l'évacuation. Or, la reine Marie-Caroline avait refusé de collaborer en aucune manière à la restauration de l'Ordre. Elle s'était contentée d'accorder au grand maître Tommasi, à Catane, une hospitalité dont elle tira peut-être parti pour le détourner de la France (2). C'était là un premier indice du parallélisme qui s'établissait entre la politique napolitaine et la politique russe. Les dépêches d'Alquier à Paris en relevaient bien d'autres. Notre ambassadeur insistait pour qu'en cas de guerre, on ne se laissât pas surprendre dans les Deux-Siciles (3) ; il signalait des armements dans ce redoutable pays de Calabre d'où étaient partis tous les soulèvements populaires et les guerillas. Le bruit d'un débarquement prochain des Russes dans le Sud de l'Italie, qui devait être le mot de ralliement et d'espoir de tous les ennemis de la France dans la péninsule jusqu'à la paix de Tilsit, commençait à se répandre. On fêtait bruyamment à Naples l'arrivée d'un haut dignitaire de la cour de Pétersbourg, le comte Panin, comme s'il apportait la promesse de la protection russe. Il n'était pas jusqu'à la politique religieuse des Bourbons qui ne parût suspecte à Alquier. Les Jésuites, qui n'étaient alors tolérés que dans les états du Tsar, commençaient à être attirés par Acton dans le royaume. Le procureur général de l'Ordre, le P. Angiolini, venu de Russie en Italie sous des prétextes vagues, se voyait offrir la

(1) Tommasi à Fesch, 28 juin 1803, Arch. Rh., 1 F 95.

(2) C'était l'opinion de P. David, devenu chargé d'affaires de France près de l'Ordre ; (cf. C^{te} FLEURY, « Rev. Paris », 1930, p. 597). Tommasi mourut en 1805, désignant un successeur : mais, en fait, jusqu'en 1879, il n'y eut plus de Grand Maître ; presque tous les biens et toute la fortune de l'Ordre avaient disparu.

(3) Alquier à Talleyrand, 26 therm. an XII, A. E., Naples 129, f^o 438. De son côté, Gouvion Saint-Cyr signalait que les Anglais répandaient l'or en Calabre, cf. AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples*, I, 434-37.

direction de plusieurs collèges. Quoique le Pape, en considération de l'Espagne, n'eût pas autorisé de nouvelles installations de la Société, le P. Angiolini se fixait à Naples et proclamait sa confiance de voir se rouvrir la France où « les serviteurs de Dieu et de la maison de Bourbon sont pour nous » (1). Alquier devinait un obscur complot contre l'ordre de choses établi en France. Et s'il voulait bien accorder que cette trame n'était comprise ni de Rome, ni même de Naples, il estimait cependant qu'elle était « la seule conception profonde, peut-être, qu'aient eue jusqu'ici les partisans de la Maison de Bourbon ».

Le Premier Consul suivait ces « intrigaiïeries de Naples » avec une irritation croissante qui se traduisait en menaces : « J'ai plus de troupes en Italie qu'il n'en faut pour conquérir toute l'Italie, et... je n'en avais pas davantage lorsque j'y ai fait la guerre à l'Empereur... Si le roi de Naples se montre de cette manière, avant de passer en Angleterre, on pourrait bien s'assurer de Naples... » (2). La sécurité de l'Italie du Sud reposait en attendant sur deux garanties. La première était la présence des troupes de Gouvion Saint-Cyr à Tarente, Otrante et Brindisi : Bonaparte exigeait des Puissances qui prétendaient à son amitié l'acceptation de l'état présent de l'Italie, y compris « l'occupation de la Calabre » (3). La seconde était la surveillance des agents français sur les malveillants et les suspects dans la péninsule : des Italiens mécontents, il y avait peu à craindre, mais les aventuriers à la solde de l'Angleterre, agents de liaison entre Naples et Pétersbourg, devaient être impitoyablement traqués.

De son observatoire central de Rome, Fesch suivait les événements qui agitaient le sud de l'Italie. L'État pontifical était calme : la vigilance du Secrétaire d'État avait rendu les conspirateurs prudents. Cependant des allées et venues étaient signalées. Fréquemment passaient par Ancône des Anglais venant d'Allemagne et se dirigeant vers Naples : Meuron trouvait étrange qu'on laissât « traverser les États pontificaux à des individus qui tiennent à une nation si féconde en crimes », et il obtenait de Fesch un demi-encouragement : « il est toujours bon d'exercer sur les individus de cette nation la plus exacte surveillance » (4).

(1) Alquier à Talleyrand, 17 ventôse an XII, A. E., Naples 129, fo 266 et vol. 130, fo 37.

(2) A Talleyrand, 16 brumaire an XIII, 8 nov. 1803, *Corr.*, IX, 7252.

(3) BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 229.

(4) Meuron à Fesch, 30 germinal an XII, Arch. Rh., 1 F 49. Dès le 4 nivôse, Meuron recueillait le bruit d'une déclaration de guerre russe : depuis, il ne cessait de se tenir au courant des préparatifs à Corfou.

Il y avait à Rome un foyer où le Premier Consul prétendait que s'alimentaient des intrigues : la petite cour du « roi de l'île de Sardaigne ». Cacault avait dit et répété qu'il n'avait jamais eu à se plaindre ni du Roi ni d'aucun de ses serviteurs, et qu'à tout prendre, Victor-Emmanuel pouvait être « mieux contenu » à Rome qu'ailleurs. Il menait à Frascati une vie toute familiale, matériellement très gênée, n'ayant presque personne autour de lui et se plongeant dans la dévotion (1). Le Pape lui rendait encore des honneurs souverains. Fesch avait cru devoir user d'égards : à son arrivée, il fit une visite toute protocolaire au Prince. Il n'en fallut pas plus pour qu'on répandit le bruit que des indemnités allaient être assignées au Souverain déchu (2). L'ambassadeur eut ordre de Paris d'éviter désormais toute démarche directe près du Gouvernement Sarde. Depuis, il fut sur ses gardes. Les rapports de notre consul à Cagliari l'éclairèrent sur les « justes sujets de plaintes » de la France contre les Sardes dans la guerre maritime. En frimaire an XII, Talleyrand le pria de faire avertir le Roi, par les ministres pontificaux, de l'intolérable conduite de ses représentants dans l'île : « la position où le prince s'est placé rend plus convenable à tous les égards que les communications de ce genre ne lui soient faites que par le Saint-Siège, dans les États duquel il réside... En consentant à le voir résider dans les États de Sa Sainteté, le Premier Consul a compté sur l'influence que Sa Sainteté pouvait conserver sur les opinions de ce prince ». Pie VII consentit à transmettre les avertissements de la France. Le malheureux Victor-Emmanuel protesta qu'il ignorait tout, dans une défense écrite, qui fut aussitôt transmise à Fesch (23 nov. 1803) (3).

Cette complaisance du Pape à intervenir, — dans le but pourtant d'épargner au Roi de nouveaux ennuis, — fut sévèrement jugée en Russie. J. de Maistre en tirait la conclusion que son souverain devait se considérer à Rome comme *étant en France*. Mais où porter son exil ? En territoire russe, conseillait audacieusement de Maistre (4). Victor-Emmanuel ne se résignait pas à s'éloigner de ce qui avait été son royaume. La Sardaigne offrait un refuge, à condition que la France

(1) Cacault à Talleyrand, 20 frimaire an XI, Arch. Rh., 1 F 5 ; sur la Cour de Victor Emmanuel, MANDOUX, *J. de Maistre*, p. 48 sqq.

(2) Fesch à Talleyrand, 24 messidor, Arch. Rh., 1 F 20, p. 1 ; 4^e complément, p. 91 ; cf. PERRERO, *I reali di Savoia nell' esiglio*, p. 240.

(3) Talleyrand à Fesch, 30 frimaire an XII, Arch. Archev. Corresp. Talleyr. ; Fesch au Premier Consul, Arch. Rh., 1 F 20, 136-39 ; à Consalvi, 25 nivôse, p. 169 ; Consalvi à Caprara, 23 nov., Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 93.

(4) De Maistre à M. de Rossi, 23 avril 1804, *Œuvres* IX, n^o 173 ; *ibid.*, 49-61.

ne fût pas décidée à l'occuper comme base navale pour l'arracher à l'influence anglaise. Il se résigna à demander à Pétersbourg qu'on lui garantît la protection militaire de l'île (1). Démarche imprudente puisqu'elle le rendait plus suspect à Bonaparte, mais à laquelle il se croyait acculé et à quoi il avait peut-être été entraîné par l'ambassadeur du Tsar près la cour de Sardaigne, le chevalier de Lizakevitz.

Lizakevitz jouait à Rome les Markof. Fesch voyait en lui un « infatigable intrigant, lorsqu'il s'agit de contrarier ou de calomnier le gouvernement français et de décrier ses mesures administratives. » Il avait des raisons personnelles, — surtout après l'affaire Chateaubriand, — de détester le Russe; mais il n'avait pas tort de le peindre comme un « implacable ennemi de la France » (2). Pendant la Révolution jusqu'en 1797, Lizakevitz associé à l'anglais Drake avait, de Gênes, soutenu et alimenté les troubles du Midi de la France et travaillé les factions d'Italie. A Rome, il n'avait pas abandonné ses habitudes d'espionnage; au contraire, il avait trouvé une raison de redoubler d'activité dans le désir de supplanter son collègue, le comte Cassini, ambassadeur russe près le Saint-Siège. Cassini était un ministre accommodant et discret, soucieux d'étouffer les affaires, dans la crainte de perdre la place dont il vivait. Ses relations avec Consalvi étaient empreintes de courtoisie; mais sans cesse Lizakevitz se jetait à la traverse. En faisant état à Pétersbourg de renseignements intentionnellement grossis, il soulignait l'inertie de son collègue et brillait à ses dépens. L'importance qu'il se donnait lui valait d'être écouté de son gouvernement, surtout dans la période critique où l'on se trouvait. Consalvi savait tout cela (3). Il détestait le caractère faux, l'incivilité presque grossière du ministre russe, qui abusait de l'hospitalité romaine. Mais il en souffrait en silence, de peur de mécontenter la Cour Impériale de Russie, sans se douter peut-être des inconvénients que la présence de ce trublion allait avoir pour l'État pontifical.

(1) MANDOUX. *J. de Maistre*, p. 110.

(2) Fesch à Talleyrand, 6 nivôse an XII, Arch. Rh., 1 F 20, 158. Sur Lizakevitz, A. N., F⁷ 6478, n° 364.

(3) Vat., Cif. Nunz., vol. V, f°s 313 et 336; Cacaault à Talleyrand, 17 messidor an XI, A. E., Rome 935, f° 320.

II

Le 22 novembre 1803, une note officielle du cardinal Fesch demandait au Secrétaire d'État l'arrestation immédiate et la saisie des papiers de deux Français, dont la présence était signalée à Rome, Vernègues et la Maisonfort (dit aussi Descours) (1). Ces émigrés, agents des Princes en Italie, étaient depuis plusieurs mois sous la surveillance des ministres de France : Clarke à Florence, Alquier à Naples. Se sentant serrés de près, ils venaient de quitter Naples pour Rome. Alquier signalait leurs déplacements et leurs trames contre la « tranquillité de la France » : ils s'étaient entremis pour faire passer d'Italie en Angleterre des émigrés capables de renforcer l'expédition que les Princes avaient, disait-on, le projet de jeter sur quelques parties des côtes de la République (2). Le Premier Consul attachait à leur capture une importance particulière. Sa police était sur le point de reconstituer le réseau des intrigues royalistes : elle venait d'arrêter à Paris Christin ; en Allemagne, elle croyait tenir les principaux centres de conspiration à Munich où le consul anglais, Drake, s'efforçait de grouper quelques officiers de l'armée de Condé, et à Dresde, où s'agitait le comte d'Antraigues, devenu, grâce aux bons offices de son ami de Markof, conseiller de l'Empire et attaché à la légation russe. Vernègues, rangé désormais parmi ces Français traîtres à leur patrie et fauteurs de coalition, Vernègues, « qui est à Rome l'agent très connu du comte de Lille », faisait à deux reprises, en quatre jours, l'objet d'un ordre d'arrestation du Premier Consul lui-même. Et Talleyrand confiait cette requête à la fois au légat et à l'ambassadeur à Rome (3).

Incontestablement le passé de Vernègues était chargé. Issu d'une famille provençale de récente noblesse, Joseph Hilarion Gauthier, sieur du Poët et de Vernègues, était né à Aix, en 1757 (4). La Révolution

(1) Fesch à Consalvi, Arch. Rh., 1 F 92.

(2) Alquier à Fesch, 18 vend. XII, *ibid.* ; à Talleyrand, même date, A. E., Rome 936, fo 13.

(3) Bonaparte à Talleyrand, 8 et 12 nov., 12 déc., *Corr.*, IX, 7252, 7271, 7375 ; Talleyrand à Fesch, 9 brumaire, A. E., Rome 936, fo 26.

(4) Ce sont les prénoms et l'âge qu'il se donne dans son interrogatoire d'identité, au Temple, en thermidor an XII (A. N., F⁷ 6357, 7569). Sur la famille, anoblie en 1724, voir la *Chronologie des officiers des Cours Souveraines de Provence* de BALTHAZAR DE CLAPIERS-COLLONGUES (p. 153, il n'est question que de Gautier, Henri-Joseph, né en 1756).

l'avait trouvé officier au Lorraine-Dragons, dont le colonel était M. de Caraman, gouverneur de la Provence. Après l'infructueuse tentative de ce régiment pour réprimer les troubles de Marseille, beaucoup d'officiers émigrèrent à Nice. Vernègues n'y resta pas inactif : son nom est mêlé à toutes les tentatives pour soulever le Midi Provençal. Le prince de Condé louait « son intelligence, sa sagesse et son courage », et, de fait, son intervention auprès de l'avocat Pascalis et du commandant de la garde nationale, Lieutaud, contribua en 1790 à déclencher les troubles d'Aix et de Marseille (1). Chassé de son asile par la conquête française, il fut attiré à Gênes par M. de Marignane, agent du Régent. C'est là qu'il fit une rencontre décisive dans sa carrière aventureuse, celle du pseudo-diplomate Lizakevitz. Il devint son commensal et même son pensionné, sous le titre d'attaché à la légation russe (avril 1797).

Les vicissitudes politiques de l'Italie, qu'il ne quitta plus, lui valurent une existence mouvementée. Éloigné de Toscane par Cacault, il fit un temps figure d'agent des Princes à Rome, et c'est sous ce titre que Bonaparte entendit parler de lui (2). Après s'être réfugié à Naples, il revint dans le Nord de la Péninsule, lors des victoires de la seconde coalition. Il entretenait une immense correspondance où passaient les noms de l'évêque de Nancy, La Fare, de Willot, et surtout de d'Avaray, de Chastelux, agent pour les Deux-Siciles, et d'un nommé Rey, arrêté à Naples.

Plus tard, lorsqu'il sera « cuisiné » par les agents de Fouché, il s'efforcera de donner de ces relations compromettantes une explication anodine. Il avouera seulement ses efforts pour secourir financièrement les princes de Bourbon : ainsi il avait fait passer au comte de Lille une

(1) Vingtrinier, le plus complet des historiens de *La Contre-Révolution*, cite fréquemment Vernègues, qu'il appelle (II, 287) « l'intermédiaire du prince (Condé) auprès des royalistes provençaux ». Les Archives de Chantilly contiennent la correspondance de Vernègues avec Condé. Dans A. N., F⁷ 6357, une annotation, signée D(esmarets) porte : « Vernègues a été l'agent des premiers troubles du Midi. C'est lui qui a monté le trouble qui a éclaté à Jalès ». Mais l'origine de Vernègues, autant que le caractère local des troubles de Jalès (cf. JOLIVET, *L'Ardèche et la Révolution*, p. 232), font croire que notre émigré ne fut mêlé qu'aux affaires de Provence. Ce n'est que là que Vingtrinier signale sa trace ; voir ce qu'il dit de la correspondance de Condé « avec M. de Vernègues et la Provence » en juillet 1790 (T. I, 269), surtout en déc. 1790 (II, 159, 163), en fév. 1791 (II, 287).

(2) Quand la légation quitta Gênes il perdit le titre, mais la pension lui fut payée régulièrement, Vat., Ep. Nap. 281/30. FORNERON, *Histoire des émigrés*, II, 274, raconte que Vernègues fut de ces émigrés qui poussèrent le zèle royaliste jusqu'à tenter de séduire Bonaparte. Sa tentative marque autant de naïveté que de légèreté ; peut-être contribua-t-elle à faire retenir son nom au futur Consul qui n'oubliait rien.

partie des fonds — 110.000 francs — qu'il avait obtenus de Willot; d'autre part il avait reçu du duc de Berry une procuration pour tirer le meilleur parti d'une pension que lui avait accordée le roi de Naples. En conclusion, l'ancien émigré protestait « n'avoir jamais correspondu en France pour y agiter contre le gouvernement, et n'avoir pris part à aucune conspiration ancienne ni moderne (1). »

Les papiers de l'émigration permettent des rectifications formelles. Il avait bien été un des hommes de confiance du Roi, qui lui avait accordé la croix de Saint-Louis et des secours en argent pour les siens. On avait loué sa prudence, le subterfuge par lequel il s'était « accolé à M. de Lizakevitz », et la Fare l'avait recommandé au prince Czartorisky. Enfin une lettre de l'agence de Souabe, en date du 11 mai 1800, à lui adressée, contenait ces lignes trop claires : « Nous attendons avec impatience que votre entrevue avec le général Willot ait été effectuée pour apprendre par vos rapports quel est l'ensemble du projet relatif à l'insurrection de nos provinces du Midi (2). » Si, dans la suite, son activité s'était ralentie, c'est que, comme la plupart des agents, il avait été mis dans l'incapacité de nuire par les progrès de l'influence française en Italie, et par la surveillance de nos ministres. Alquier surtout le poursuivait avec une ténacité à laquelle, plus tard, Vernègues rapportera tous ses malheurs (3).

Dans cette période de désarroi, Vernègues, théoriquement placé sous la direction de Maury, reprit le projet de se mettre au service de la Russie. En décembre 1802, il adressait une requête au chancelier Voronzof. En réalité, comme il l'expliquait sans façon à Czartorisky, il s'agissait non d'obtenir un poste officiel, mais un titre qui le « mît à l'abri de tout inconvénient », lui donnant « une plus grande tranquillité et même « quelques facilités » pour se rendre utile. Calcul qui inspirait à un correspondant anonyme cette réflexion : « Être sujet de l'Empereur de Russie sans être Russe est un vrai bonheur, et dont je

(1) « Déclaration volontaire et secrète que j'ai l'honneur de faire au Gouvernement français de ma vie politique pendant la Révolution », A. N., F⁷ 6357. Interrogatoire du 26 therm. an XII, eod. loc.

(2) « Dépêches du Cabinet du Roi à M. de Vernègues, agent en Italie », nov. 1798-déc. 1800, A. E., Fonds Bourbon 609, f^{os} 254-267. La dernière lettre est du 10 déc. : dans la désunion des puissances, particulièrement du Pape et de Naples, elle recommande le recueillement.

(3) Alquier à Fouché, 12 fruct. an XI, A. N., F⁷ 6357 ; cf. Cacault à Talleyrand, 5 germ. an XI, Arch. Rh., 1 F 5, signale le passage de d'Avaray accompagné de Vernègues. D'Avaray voit alors Lizakevitz : A. E., Rome 935, f^o 153.

vous félicite de toute mon âme (1). » La démarche de Vernègues n'aboutit pas aussitôt : c'est seulement, comme nous le verrons, à la fin de 1803, qu'elle devait être agréée. Elle suffisait cependant à faire planer un doute sur sa situation au moment où les circonstances attirèrent de nouveau l'attention des Français sur lui. Alquier, plutôt que d'avoir à le faire arrêter, préféra certainement éloigner Vernègues de Naples et le remettre à la diligence de Fesch, en mentionnant qu'il était « attaché sous je ne sais quel titre à la légation Russe auprès de S. M. le roi de Sardaigne (2). »

De tous ces faits se dégage une impression très nette. Vernègues n'était pas un des agents les plus qualifiés de la cause royaliste. Presque toujours il avait opéré en second. L'homme ne montrait ni la prudence ni le caractère qui l'eussent mis au premier rang : « Vernègues, disait Alquier, passe parmi les émigrés pour une mauvaise tête, et à peu près pour un mauvais sujet. Les gens les plus exagérés de son parti lui reprochent des discours imprudents et une conduite très peu mesurée (3). » Tel quel, cependant, il n'était pas négligeable. Ayant fait partie dès l'origine et jusqu'au bout du groupe des agents de Provence, son nom était rapproché d'une manière fort compromettante de ceux de d'Avaray et d'André; il avait un frère dans l'armée autrichienne, un autre colonel au service de Naples; il connaissait à peu près tous les agents des Princes correspondant d'Italie avec Vienne; il continuait lui-même non seulement à servir les intérêts du duc de Berry, mais à transmettre des « détails politiques », et sa « bonne et instructive correspondance » se poursuivait alors même qu'un Chastelux s'était tu (4). Sa situation, difficile tant que durait le désaccord des puissances, pouvait faire de lui, à la fin de 1803, un homme de liaison entre Naples et Pétersbourg.

(1) Vat., Ep. Nap. 281/30. Sur ces manœuvres de Vernègues pour vivre « aux crochets de la Russie », voir ROUET DE JOURNEL, *Nonciatures de Russie*, I, CXXX sqq.

(2) Alquier à Fesch, 16 frimaire. Arch. Rh., 1 F 92.

(3) Alquier à Fouché, 12 fructidor an XI, A. N., F⁷ 6357. Le 3 janv. 1804, Morozzo rassurera Consalvi en lui déclarant que M. Vernègues n'a pas grand crédit à la cour de Russie : on lui avait une première fois refusé la naturalisation, Vat., Nunz. Firenze, 189 A; d'ALLONVILLE, *Mémoires secrets*, t. V, 223, traite Vernègues de petit brouillon ainsi que la Maisonfort, et le qualifie même de « véritable chevalier d'industrie ».

(4) C'est ce que lui dit un correspondant de Vienne, le 5 déc. 1803 (La Fare?), qui le renseigne en même temps sur l'arrivée de d'Avaray à Venise, Vat., Ep. Nap. 281/30. A la même époque, il obtient de la cour de Naples le versement de l'arriéré du traitement consenti à Mgr le duc de Berry, dans des conditions presque inespérées, eod. loc. Sur son frère, officier napolitain, J. RAMBAUD, *Naples sous Joseph*, p. 42.

Sur le moment, les renseignements que nous venons d'analyser n'étaient en possession ni de l'ambassadeur français, ni du secrétaire d'État papal. Mais Fesch n'était pas homme, dans l'ignorance, à douter des charges pesant sur un émigré réclamé par Bonaparte. Quant à Consalvi, il se méfiait de la précipitation et des préventions ordinaires à l'ambassadeur ; mais il n'avait pas de raison de se refuser à une demande venue du Premier Consul. Au reste, il n'attachait que peu d'importance à la personne de Vernègues, et même à l'équivoque entretenue sur sa nationalité (1). Les premières recherches entamées à Rome furent infructueuses. Elles apprirent seulement que la Maisonfort avait passé six semaines auparavant en compagnie d'un voyageur étranger ; avec des papiers en règle, il avait gagné la Toscane. Fesch se hâta d'alerter Clarke : mais déjà le mystérieux compagnon, qui n'était autre que le prince Dolgorouki, avait, sous le prétexte d'une partie de chasse, conduit la Maisonfort à la frontière. Le subterfuge était clair, de la part du gouvernement Toscan, et peut-être le ministre de France avait-il fermé les yeux. Fesch ne sut ou ne crut pas pouvoir tirer exemple de ce qui s'était passé et à Florence et à Naples. Il voulait Vernègues. Il y avait plus de quinze jours qu'il l'avait demandé. Le Gouverneur de Rome prétendait s'employer avec zèle à sa poursuite, et pourtant ne découvrait pas dans sa ville un individu dont la présence n'était un mystère pour personne (2).

Vers la mi-décembre, Vernègues reparait. Le comte Cassini informe Consalvi, à titre personnel et comme amical, qu'il a été déclaré « sujet de S. M. Impériale ». Formule inexacte : la naturalisation vient d'être accordée en principe par le chancelier Voronzof ; mais il reste les formalités à accomplir au Sénat. Consalvi, qui n'est pas au courant des détails, est très embarrassé. Le plus simple serait d'obtenir de Vernègues qu'il fuie pendant qu'il en est temps encore. L'intéressé affecte de ne pas comprendre. A l'instigation de Lizakevitz, il demande ironiquement pour partir un ordre écrit. Comme pour obliger Consalvi à défendre la sécurité des étrangers dans Rome, il se promène ostensiblement avec la cocarde Russe. Le secrétaire d'État essaie de gagner du temps : il demande à Fesch un sursis, jusqu'à ce que la cour de Russie ait été

(1) Il avait pleine confiance dans la loyauté de la cour de Russie (à Caprara, 28 déc. 1803, Vat., Nunz. F 2 584, f^{os} 104-108) ; confiance entretenue par Cassini, même encore lors de l'arrestation (Vat., Ep. Nap., 281/34) ; cf. la version de ses *Mémoires*, II, 321.

(2) Fesch à Tallérand, 3 frimaire. Arch. Rh., 1 F 20, 139 ; Clarke à Fesch, 18 frimaire ; Consalvi à Fesch, 27, 30 nov., 7 déc., Arch. Rh., 1 F 92.

informée. Réponse négative. Tout ce que l'ambassadeur concède, c'est de rédiger une nouvelle note, en termes plus pressants, dont Consalvi puisse se couvrir éventuellement du côté des Russes. Le 26 décembre (4 nivôse), Vernègues est arrêté et enfermé au Château Saint-Ange. Trente-quatre jours se sont écoulés entre la première démarche de Fesch et l'arrestation. Cependant les deux cardinaux semblent satisfaits l'un de l'autre. Le Français fait honneur du résultat final à « l'activité du Secrétaire d'État » et à « l'intérêt que Sa Sainteté prend à tout ce qui regarde » son gouvernement. Le Romain reconnaît que Fesch n'a pu que se conformer à ses instructions, et que « la folie et l'insolence de Vernègues » ont seules amené sa perte (1).

Dans les jours suivants, Consalvi tient Fesch au courant de l'examen que l'on fait des papiers de Vernègues. Les résultats sont insignifiants, comme il fallait s'y attendre. L'inculpé a eu le temps de mettre à l'abri tout ce qu'il avait d'important. Le 26 nivôse, une copie effectuée sous les yeux de Fesch, part pour Paris. Le traitement à infliger au prisonnier fait l'objet de conférences entre les cardinaux. Vernègues se dit malade, — de « colica convulsiva », — et sollicite des adoucissements. En réalité c'est un nerveux, vite déprimé par la prison, surtout par le silence ; il comptait, et c'est ce qui l'a fait se prêter, un peu légèrement, à l'arrestation, que les Russes le tireraient de là. Or il n'a pas de nouvelles, Fesch exigeant qu'il soit tenu au secret : « Il est prisonnier d'État et sous cet aspect on ne doit pas se relâcher en sa faveur. Toutes les précautions sont nécessaires, une seule négligée pourrait faire manquer le but de son arrestation (2). »

Dans la colonie étrangère de Rome cependant l'émotion était vive : les Russes, — et il en était de considérables, — se faisaient agressifs. Fesch raconte à Talleyrand : « Lorsqu'ils apprirent son arrestation, étant tous réunis le 4 de ce mois à un grand dîner chez le comte de Khevenhüller, ministre impérial, électrisés d'avance par ledit Lizakevitz, ils devinrent furieux au point d'implorer la protection de l'Autriche contre les attentats que la cour de Rome, vendue au gouvernement français, aurait pu se permettre contre leurs personnes. De là, ils se rendirent tous ensemble, hommes et femmes à l'exception de la princesse Gali-

(1) Fesch retrace cette première phrase de l'affaire à Talleyrand dans une longue dépêche, 6 nivôse, Arch. Rh., I F 20, fo 158 ; Consalvi à Fesch, 24 et 27 déc., dans I F 92 ; à Morozzo, 7 janvier 1805, Vat., Cif. Nunz., vol. V.

(2) Fesch à Consalvi, 25 mars 1804, Vat., Ep. Nap. 271/30. Rapports quotidiens du commandant du Château Saint-Ange, et analyse des papiers saisis, dans 281 29 et 281/31.

tzin, ayant à leur tête le prince de Mecklembourg-Schewrin (*sic*), beau-frère de l'Empereur de Russie et employé à son service, chez le comte Cassini. Ils le chargèrent d'opprobres : le comte de Mecklembourg le menaça de le faire destituer et de faire renvoyer Mgr Arezzo, nonce en Russie, lié sur une charrette jusqu'aux frontières ; de partir tous de Rome dans trente heures si le Pape ne mettait M. de Vernègues en liberté dans les 24 heures. Ils expédièrent ce soir en courrier le baron Ricktev. Le pauvre Cassini se croit perdu. Sa Sainteté tremble pour les catholiques Russes, mais elle est décidée à soutenir ce qu'elle a fait (1). »

Consalvi semblait envisager la situation sans trop d'angoisse. Il voyait clairement ce qu'il y avait de factice dans ces manifestations, montées par Lizakevitz « dont on n'aura jamais, disait-il, assez de raisons de se dire extrêmement mécontent (2) ». Malgré leurs protestations et leurs esclandres, les Russes ne partaient pas de Rome. Le secrétaire d'État avait pris les devants auprès du gouvernement du Tsar. Arezzo avait été chargé de retracer toute la genèse de l'affaire, et il procédait avec autant de sagacité que de prudence, marchant « avec des pieds de plomb » sur un terrain semé d'embûches. Un instant, on put concevoir des espérances d'accord. Le ministère russe changeait, et Czartorisky devenait chancelier. Or cet ami du Tsar avait séjourné en Italie : il avait été l'objet des plus flatteuses attentions de la part de Consalvi, qui espérait que le bénéfice de ses complaisances ne serait pas perdu.

Seulement, avant qu'une réponse conciliante eût pu être arrachée à Pétersbourg, Rome recevait de Paris une nouvelle note qui ouvrait dans l'affaire Vernègues un second acte, autrement long et douloureux que le premier.

III

Le 22 nivôse-14 janvier, le ministre des Relations Extérieures chargeait Fesch de remercier le gouvernement pontifical et de réclamer sans délai l'extradition du prisonnier (3).

(1) Fesch à Talleyrand, 6 nivôse, Arch. Rh., 1 F 20, 158 ; A. E., Rome 936, fos 64-65.

(2) Vat., Cif. Nunz., V, 8 janvier 1805.

(3) Talleyrand à Fesch, 22 nivôse, A. E., Rome 939, fo 74. Napoléon à Fesch, 13 janvier, *Corr.*, IX, 7474 : « Il est convenable qu'il soit remis sans délai aux pre-

Dès la demande d'arrestation, Consalvi avait prévu que celle de l'extradition suivrait. Personnellement, il ne pensait pas que la seconde pût être refusée plus que la première : la naturalisation trop opportunément survenue de Vernègues ne comptait point comme argument juridique. Et s'il fallait choisir entre la France et la Russie, l'hésitation n'était pas permise. La loyauté et l'intérêt inclinaient le Saint-Siège vers la France qui avait pour elle la raison, la proximité, la puissance et des bienfaits réels, « la cour de Rome n'en ayant rien reçu, depuis quatre ans, que des biens ». Mais Consalvi se flattait, à force d'égards témoignés au Tsar, d'éviter un pareil dilemme, et de ne pas donner à sa décision une forme dont les ennemis de la Papauté en Russie pussent tirer parti. Son plan s'organisait en conséquence : ne pas remettre le prisonnier à Fesch avant d'avoir démontré à Pétersbourg, par raison de droit, la nécessité de l'extradition, et avant d'avoir obtenu une réponse. Si l'Empereur ne prenait point de part à l'affaire, aucune difficulté ne subsisterait; dans le cas contraire, le Pape donnerait satisfaction au Premier Consul, en se résignant à tous les malheurs dont la Russie le menacerait (1).

Consalvi crut avoir besoin du consentement, au moins tacite, de l'ambassadeur de France. Avait-il d'autre moyen pour faire admettre à Paris le délai qu'il sollicitait? Le légat Caprara ne présentait qu'avec une désespérante mollesse les arguments de son Cabinet. Au reçu de la note de Talleyrand sur l'extradition, il était entré sans réserve dans le point de vue français : il écrivait au Secrétaire d'État qu'on ne serait ni dans le bon droit ni dans l'utilité, à Rome, en prolongeant la résistance. A attendre la réponse russe, « la position de Sa Sainteté ne devient ni plus plausible, ni plus rassurante, car on veut le prisonnier (2) ».

L'ambassadeur de France accepterait-il d'obéir aux sentiments personnels de confiance qui l'unissent au secrétaire d'État, plutôt qu'aux exigences de son rôle de négociateur officiel? Le 6 pluviôse, dans un repas au palais Lancelotti, Consalvi s'ouvre à Fesch. Mais celui-ci est

miers postes français à Rimini, et conduit sous bonne et sûre escorte, à Paris. On ne doit attacher aucune importance à la démarche qui a été faite par les Russes... Le même jour une même lettre au Pape (IX, 7472), portée par un parent de Joséphine annonce des mesures financières en faveur du clergé français, et la prochaine multiplication des séminaires.

(1) Consalvi à Arezzo, 21 févr. 1804, Vat., Cif. Nunz., fo 34-43.

(2) Caprara à Consalvi, 18 févr. 1804, Arch. Rh., 1 F 92.

décidé à brusquer la solution, étant convaincu pour sa part que le Saint-Siège, plutôt que de mettre aux prises deux grandes puissances, en écrivant à Pétersbourg, s'exposerait moins à accorder sans délai l'extradition. Le péril des représailles est tout de même incertain. Le Premier Consul, ainsi que l'atteste le légat lui-même, se charge d'arranger tout du côté de la Russie.

Lorsqu'il constate qu'on ne se rend pas, Fesch passe à l'exposé de son argumentation ministérielle : jour par jour, heure par heure, ce sont des notes, des mémoires, alternant avec des billets personnels, où la question est abordée sous toutes ses faces, tranchée avec intrépidité au nom des plus hauts principes. Jamais il ne reste sur une objection, et, à chacune de ses démonstrations, il exige des réponses sans ambages ni délais. La plus importante de ses notes est celle du 12 pluviôse-2 février, dernière tentative pour dissuader le Secrétaire d'État d'écrire à Pétersbourg. La nécessité urgente de l'extradition était, établit-elle, impliquée dans la demande même d'arrestation. Le gouvernement français devait découvrir toutes les ramifications d'un complot tramé contre la Nation : les révélations de Vernègues apporteraient une grande lumière. Mais il ne parlerait pas à Rome, où il se sentait environné d'appuis ; il ne parlerait qu'à Paris. Or, qu'opposait-on à une demande aussi légitime ? La parole que le Pape aurait donnée à la Cour de Russie, qu'il se concerterait avec elle avant de consentir à l'extradition du prisonnier ? « Quand bien même cette promesse aurait été absolue, les communications de salut public que le gouvernement français a communiquées à V. E. par l'organe du sous-signé dans les conférences particulières et les graves raisons d'État que M. le Cardinal Légat et d'autres lettres officielles ont présentées à Sa Sainteté, suffiraient pour La décider à livrer le prisonnier.

« Or la promesse de ne pas permettre l'extradition est purement conditionnelle. S. S. n'a pas dû supposer, sans offenser le Premier Consul, qu'on emploierait contre Elle la force coactive d'une armée pour l'y obliger : ainsi la conviction de la nécessité de cette mesure pour le salut d'un grand État devait vaincre la résistance conditionnelle qu'Elle promettait (1) ».

Le Cardinal eut soin de commenter lui-même cette note dans une

(1) Fesch à Consalvi, 12 pluv. Arch. Rh., 1 F 20, f^o 180 ; A. E., Rome 936, f^o 97. Réponse de Consalvi, 5 fév., 15 pluv., f^o 99, 106. Fesch ne veut pas poursuivre la discussion et il renvoie tout à Paris.

lettre au Premier Consul, lettre qui contrastait par son luxe de détails avec la sobriété de ses comptes rendus au ministre des Relations Extérieures. Fesch se sentait directement responsable devant son neveu (1). Il étalait les preuves de son empressement à exécuter les ordres reçus; il ne cachait pas qu'il avait cru devoir recourir aux procédés d'intimidation, « effrayer la Cour de Rome » en insistant sur les suites fâcheuses d'un refus : « J'aurais peut-être obtenu l'extradition de ce prisonnier si j'avais demandé mon passeport; mais cette démarche ne convenait point au double ministère que j'exerce d'ambassadeur et de Cardinal. » Il était encore heureux qu'il n'eût pas perdu son sang-froid à ce point! Mais quand il défendait le bon droit de son gouvernement, Fesch ne connaissait plus aucune mesure. A peu près à la même époque, Talleyrand posait en principe pour nos représentants que, de la part d'un ministre de France, « la moindre hésitation sur des actes quelconques de son gouvernement devait être d'un mauvais effet » (2). A la lettre, et avant la lettre, Fesch avait fait sienne cette maxime, et d'autant plus aisément qu'il était le premier à se convaincre des arguments qu'il forgeait au feu de la discussion.

Le 18 ventôse se produit entre lui et Consalvi, un incident rapide, mais âpre. Un informateur de confiance a révélé à Fesch que le premier courrier extraordinaire envoyé par la Curie à Pétersbourg serait de retour; mais à Florence, il aurait été arrêté par l'ordre de ne pas continuer sa route. Dans une note brève, l'ambassadeur s'étonne et demande sans retard communication des réponses russes. Consalvi déclare qu'il n'y a là qu'un amas de fausses nouvelles. Le comte Cassini, qui est dans la même ignorance que lui, peut l'attester; mais Consalvi se croit en droit d'être cru sur parole : « Que V. E. pardonne un élanement du cœur à un homme d'honneur, profondément attristé de voir que son caractère trop connu et de constantes preuves de la confiance la plus intime envers V. E. ne lui ont pas suffi pour lui assurer sa confiance. » Fesch rétorque sans ménagement : « L'argument que V. E. déduit que son amitié, la plainte même qu'elle insinue dans sa réponse du tort qu'on a de douter de la bonne foi ne sont point des preuves convaincantes contre le fait allégué.

(1) Fesch au Premier Consul, 15 pluv. Arch. Rh., 1 F 20, f^{os} 183-188. Le 12 ventôse, Talleyrand répond : « le Premier Consul, satisfait de vos démarches, charge V. E. d'insister sur l'exécution des promesses que vous a faites le gouvernement Romain », A. E., Rome 936, f^o 122.

(2) BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 261.

« Le soussigné ne repose pas son amitié sur les événements ou les intérêts politiques. Les sentiments délicats de l'estime réciproque, de la convenance, de l'affection, de l'amitié enfin, n'identifient pas les actions de l'homme public avec celles de l'homme privé. » Il n'a supposé au Cardinal que « des vues relatives au devoir de sa place ». Néanmoins, il consent à accepter l'assurance que le secrétaire d'État donne de la fausseté du fait, et il « modère son zèle pour les devoirs de son ministère » (1).

Consalvi n'en met que plus de dignité et d'obstination à se tenir à la parole donnée à la Russie. Le second courrier spécial est parti, malgré Fesch, le 11 février (2). Il n'y a qu'à attendre d'être fixé sur les intentions du Tsar. Le retour du premier courrier, qui se produit cinq jours après l'incident que nous venons de relater (14 mars-23 ventôse) laisse entrevoir ce qu'elles seront.

On a très mal pris, à Pétersbourg, l'arrestation de Vernègues. On s'est empressé, lorsqu'on en a reçu la nouvelle, de faire accomplir, à l'insu du nonce pontifical, les dernières formalités requises pour la naturalisation de l'émigré français, et c'est pour s'assurer le temps nécessaire qu'on a retenu un mois une réponse que Rome attendait avec impatience. Finalement, cette réponse est donnée, sous une forme tout à fait inattendue : on prie le Pape de faire juger le prisonnier par ses propres tribunaux. Certes, ce moyen terme est singulier, et fait pour embarrasser le Saint-Siège. Néanmoins Arezzo, qui est sur place et bon juge, estime qu'en l'état des choses et des esprits, l'offre peut être considérée comme inespérée. Autour de lui se déchaînent les haines contre Rome : l'archevêque de Mohilew, ennemi de la pénétration catholique en Russie, s'est juré d'obtenir le renvoi du nonce pontifical. Que dans ces conditions, le Tsar paraisse manifester quelque pitié au Pape et rende hommage à ses sentiments, il faut mettre cette circonstance à profit (3).

(1) Fesch à Consalvi, 18 et 19 ventôse, Arch. Rh., 1 F 20, 217 et 218 ; Consalvi à Fesch, 9 mars, 1 F 92.

(2) Il emporte une énorme dépêche (20 pages) de Consalvi à Arezzo, qui livre bien la pensée du Secrétaire d'État. Arezzo devra prouver que le Saint-Père a agi avec la plus grande délicatesse, mais qu'il est « convaincu qu'il est dans la précise et inéluctable nécessité d'exécuter l'extradition qu'il a suspendue jusqu'à présent ». Les accusations contre Vernègues sont graves et, en pareille matière, « tout gouvernement est en droit d'être cru sur sa parole. » (Arch. Rh., 1 F 92).

(3) Arezzo à Consalvi, 21 février 1804, Arch. Rh., 1 F 92 et A. E., Rome 936, fo 110. Arezzo confesse sans ambages qu'à Pétersbourg l'on incrimine la partialité de Consalvi à l'égard de la France.

Pie VII se décide à une démarche personnelle et solennelle auprès du Premier Consul, seul en mesure d'empêcher une rupture entre la Russie et le Saint-Siège. Le 20 mars 1804, il lui adresse deux lettres : l'une annonce l'élévation au cardinalat, conformément à la demande du Premier Consul, de l'archevêque de Bologne, Oppizoni ; l'autre accompagne une copie des dépêches d'Arezzo. Elle peint la menace suspendue sur la religion en Russie, et supplie Bonaparte d'abandonner l'idée de l'extradition : « Dans cette très funeste tempête, c'est vous, votre magnanimité, votre affection pour Nous, votre cœur qui sont la seule ancre qui nous reste. » En soumettant l'ensemble de ces pièces à Fesch, le Pape le prie d'écrire d'une façon très instante à son neveu, « persuadé que la parole d'un oncle dont le Premier Consul a une telle opinion pourra lui émouvoir plus facilement le cœur (1) ». Est-ce cet appel émouvant ? est-ce que, cardinal, il s'effraye de l'abîme où les espérances catholiques en Orient peuvent s'engloutir ? en tous cas, Fesch écrit franchement à Napoléon : « Je ne dois pas vous laisser ignorer que le Pape est dans un état bien digne d'exciter la compassion. Son abattement est tel qu'il disait dernièrement que ce qui pourrait lui arriver de plus heureux, ce serait que Dieu le retirât de ce monde. Toute sa confiance est, après Dieu, en vous. Il espère que vous ne voudrez pas le forcer à une démarche qui abrégierait et empoisonnerait le reste de ses jours. Il est disposé à faire tout ce que vous voudrez (2) ». Le dernier trait est bien dans la manière du cardinal, sincèrement apitoyé, mais mal à l'aise pour plaider contre la volonté de son neveu et pour revenir lui-même en arrière dans une affaire où il s'est tant engagé.

*
* *

Le jour même où ces lettres portaient de Rome, éclatait à Paris, comme un coup de tonnerre, la nouvelle de l'exécution du duc d'Enghien. Depuis un mois, la lutte engagée entre l'émigration et le Premier Consul avait atteint son paroxysme. Une série d'arrestations, celles de Moreau, le 15 février, de Pichegru, le 29, et surtout celle de Georges, le 9 mars, révélaient l'existence d'une conspiration, la plus redoutable

(1) Consalvi à Fesch, deux billets personnels, 20 mars ; Pie VII au Premier Consul, 10 mars ; Consalvi à Caprara, 19 mars, Arch. Rh., 1 F 62.

(2) Fesch au Premier Consul, 29 ventôse-20 mars, eod. loc., cité par PIERLING, *La Russie et le Saint-Siège*, V, 427.

qui eût jamais visé Bonaparte, puisqu'elle réunissait des généraux de l'armée républicaine, des amis de l'Angleterre et des chouans. Paris vivait en véritable état de siège. « En présence des complots formés de toute parts contre lui », Napoléon qui refusait d'être « le chien qu'on peut assommer dans la rue », ne connut plus de ménagements. Il fit étendre les arrestations au delà des frontières françaises, — repoussant les arguments tirés du droit des gens international, « comme si, lorsqu'il s'agit d'assassinat contre les chefs d'un vaste empire, il fallait mesurer au compas les démarches qui doivent prévenir l'exécution d'un si grand forfait, et comme si ce n'était pas un véritable service à rendre aux gouvernements chez lesquels de pareils coupables osent s'établir, que de les en débarrasser. » Entre le 17 et le 20 mars, le duc d'Enghien fut enlevé en territoire Badois (1), ramené en France, jugé sommairement et fusillé dans les fossés de Vincennes.

L'exécution du duc d'Enghien donnait un tour dramatique à l'affaire Vernègues. Jusque là le débat autour des émigrés n'était fait que de contestations sans fondement précis ni dessein arrêté. Du côté Russe surtout, où la politique d'Alexandre se déroulait en déconcertants détours, il n'était point sûr qu'il y eût une hostilité systématique et une volonté de rupture (2). La protection maintenue à d'Antraigues, en Saxe, étendue à Vernègues, jusque dans sa prison du château Saint-Ange, pouvait n'être que le fait d'intrigants, comme un Markof ou un Lizakevitz, et leur « conduite fautive » n'engageait pas la politique d'un grand empire. Cependant depuis la fin février, notre ambassadeur à Pétersbourg, Hédouville, signalait les progrès du parti de la guerre, qui, sans être encore le maître, se trouvait encouragé par l'installation de Czartorisky à la Chancellerie, — coïncidant à peu près au dehors avec la rentrée de Pitt dans le ministère anglais. Le comte de Markof, rappelé de Paris, après avoir déblatéré contre la France dans les cours d'Allemagne, venait tout envenimer à Pétersbourg de ses rapports perfides; il exploitait à fond la captivité de Vernègues. Les vrais griefs du Tsar étaient autres : c'étaient le rejet de son offre de médiation entre la France et l'Angleterre, l'occupation du Hanovre et d'Otrante, la prépondérance française en Italie (3). En ce sens apparaissait la duplicité de

(1) Talleyrand à Champagny, 10 mars 1804, dans BOULAY, *Corresp. du Duc d'Enghien*, I, 232.

(2) « Il serait téméraire de vouloir présager les décisions de ce cabinet », disait de Maistre en mai 1804 (*Œuvres*, IX, n° 55).

(3) Hédouville à Talleyrand, A. E., Russie 143, f° 126 (3 ventôse).

la proposition faite de remettre au Pape le jugement de Vernègues : on ne cachait guère qu'elle avait pour but de montrer la vassalité où les états d'Italie étaient tenus par le Premier Consul ; on aurait même souhaité provoquer de la part de Bonaparte un éclat, une violation par les armes des droits de l'État Romain.

Le représentant du Pape, Mgr Arezzo, affrontait cette tempête sans faiblir, mais sans garder au fond du cœur aucune illusion (1). L'opinion publique était décidément favorable, sans distinction de personnes, à Vernègues, qu'elle s'obstinait à considérer non comme un Français, mais comme un sujet russe, « en vertu même des lois de la République, qui, ayant privé les émigrés de tout droit à la nationalité française, les ont habilités à se chercher ailleurs un asile et une Patrie. » Il était impossible de trouver en Russie, même parmi les plus attachés au Saint-Siège, un homme qui ne désapprouvât d'avance la remise du prisonnier à Bonaparte. « Dans une des dernières conférences entre le Ministre de France et le Prince Czartorisky, après s'être plaint des querelles continuelles provoquées soit à Dresde, soit à Rome, soit ailleurs, par la France contre la Russie, et qui pouvaient être considérées comme autant de provocations de guerre, on a conclu que S. M. I. est toujours dans les meilleures dispositions d'amitié à l'égard de la France, mais qu'elle serait contrainte de changer si le Premier Consul n'y répondait pas. » Le chancelier, qu'Arezzo avait réussi à faire venir à un dîner qu'il donnait bravement au corps diplomatique, l'avait averti que la résolution du Tsar ne changerait plus. S. M. pouvait compatir à la position du Saint-Siège ; mais elle était contrainte d'improver sa conduite (2).

La nouvelle de la mort du duc d'Enghien vint cristalliser les haines contre la France. « Enfin la bombe éclate », s'écriait J. de Maistre : à la Cour et à la ville, jamais il n'avait vu « d'opinion plus générale et plus décidée (3) ». Le Tsar, après avoir fait prendre le deuil à son entourage, semblait passer à l'action : on parlait d'une « note des plus fortes »

(1) PIERLING, *Russie et Saint-Siège*, V, 424. Arezzo, que de Maistre disait *très estimé* dans le pays, avait vu, bien plus que Consalvi, le danger des répercussions de l'affaire Vernègues. Cf. LE GLAY, *Mgr Arezzo*, « Rev. hist. dipl. », 1908, et surtout la publication exhaustive des papiers diplomatiques du Nonce par ROUET DE JOURNEL, *Nonciatures de Russie*, 1^{re} partie, *passim*.

(2) Arezzo à Consalvi, 13 et 25 mars 1804, Arch. Rh., 1 F 92. Ces dépêches furent communiquées à Fesch, pour continuer à agir avec « la loyauté avec laquelle toute cette affaire a été conduite » ; cf. Consalvi à Caprara, Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 144.

(3) DE MAISTRE, *Œuvres*, IX, 157.

remise en son nom à Ratisbonne, invitant les Princes de l'Empire Germanique à se joindre à lui, et posant trois points essentiels : liberté de l'Allemagne, évacuation du royaume de Naples, indemnisation de S. M. de Sardaigne. Il n'était question que « d'une rupture ouverte avec la France (1). »

Il est extrêmement difficile de dire quels sentiments l'assassinat juridique de l'infortuné prince de Bourbon suscita à Rome. On peut supposer une désapprobation morale, mais nous n'en avons pas trouvé de traces dans les documents et les gestes des milieux romains. Le secrétaire d'État était bien obligé de répondre par des félicitations au chef d'un gouvernement ami, annonçant qu'il venait d'échapper à un complot effroyable (2). A l'heure où le Pape demandait à la générosité du Premier Consul de le tirer de ses angoisses, il crut peut-être qu'il importait de ne pas paraître épouser la querelle de la Russie à propos de la mort d'Enghien. Les circonstances de cette exécution étaient entourées d'un sombre mystère ; Fesch aurait pu reprocher à Rome d'avoir refusé de faire la lumière sur les complicités engagées, en ne livrant pas Vernègues à la France (3).

Enghien disparu le 20 mars, Bonaparte prescrivit le 31 à Talleyrand d'envoyer à Fesch un courrier spécial pour *exiger absolument* l'extradition de Vernègues. Il était « parfaitement décidé à obtenir sur ces deux points (Vernègues et d'Antraigues) la justice légitime qui est due au gouvernement français (4). » Le 14 avril-24 germinal, portaient de longues instructions à notre ambassadeur à Rome : il était chargé, dès l'arrivée des courriers, de se présenter auprès du Pape pour requérir de nouveau l'extradition, en s'appuyant sur la note par où la France répondait aux prétentions russes : « Le Premier Consul ne doute pas que la

(1) Hédouville à Talleyrand, 30 germinal, A. E., Russie 143, f° 177.

(2) Vat., Cif. Nunz., V, f° 124. C'est Consalvi qui, le 5 avril, apprit à Fesch la mort d'Enghien dans un billet où il traite sans émotion apparente de questions assez variées, et proteste en particulier du plaisir avec lequel le Pape reçoit Mme Letizia, récemment arrivée. Cependant le Pape personnellement avait manifesté une vive affliction de « l'attentat » (CONSALVI, *Mémoires*, II, 396).

(3) Faut-il supposer vraiment que Vernègues était impliqué dans la conspiration de Georges ? E. Daudet, qui d'ailleurs parle rarement de lui dans ses études sur l'Émigration, dit en passant dans son *Consalvi* (p. III) que Vernègues « n'était pas étranger aux pourparlers d'où sortit la conspiration de Georges ». Mais il n'en donne aucune preuve. Et il n'y en a point dans les papiers saisis ni dans les interrogatoires de Vernègues à Paris. Nous croyons avec M. BOULAY DE LA MEURTHE (*Corresp. d'Enghien*, III, 272) que Vernègues n'y fut pas plus mêlé que d'Antraigues.

(4) Talleyrand à Hédouville, 4 germinal, A. E., Russie 143, f° 173 ; Bonaparte à Talleyrand, 10 germ.-31 mars, A. E., Rome 936, f° 162.

Cour de Rome ne soit frappée de la force des considérations qui sont développées dans cette note, et il désire surtout que vous lui fassiez sentir la haute importance qu'il attache à la détermination que le Saint-Père doit prendre à cet égard.

« La confiance qu'il a dans la loyauté du Saint-Père lui fait espérer qu'on ne cherchera dans cette question ni faux-fuyants ni moyens termes. La prompte et pure et simple extradition de Vernègues est la seule manière convenable à la franchise, à la justice du Souverain Pontife, de terminer cette discussion.

« La France ne peut se ressentir des conditions qu'il peut plaire à une puissance d'imposer à une autre puissance. Si l'État Romain est faible, il est défendu par les forces de la France qui n'est pas faible, et dont l'appui est plus utile au Saint-Siège que ne peut lui être funeste la mésintelligence de la Russie. La France ne peut pas être vaincue par la Russie, elle n'a été vaincue par personne (1). »

Le ministre traçait pour l'ambassadeur un programme d'action détaillé : « Le Premier Consul, Monsieur le Cardinal, attend de votre constance et de votre zèle que vous mettiez la plus grande suite à cette affaire. Il vous recommande de faire conduire Vernègues sous bonne et sûre garde, et de le faire consigner à Rimini à l'armée française d'où il doit être conduit à Turin jusqu'à de nouveaux ordres...

« Le Premier Consul vous recommande, M. le Cardinal, de montrer dans cette circonstance toute la fermeté qui convient à votre caractère et à la représentation de la France...

« Parlez surtout avec dignité et énergie de l'intérêt de la France, de la nécessité des principes et de la volonté du Premier Consul (2). »

Le 5 floréal-24 avril, Fesch traduisait à Consalvi le langage de son ministre dans une dissertation diffuse, qui empruntait au Premier Consul certaines de ses formules, mais s'efforçait d'être moins brutale que la sommation de Bonaparte, et même que celle de Talleyrand. Au

(1) Bonaparte avait proposé au Ministre des arguments plus directs contre Sa Sainteté qui « par l'hésitation qu'elle a mise dans sa conduite » avait « donné un prétexte pour désunir la France et la Russie », et une comparaison entre cette attitude et celle de la France, refusant de reconnaître et d'adopter les nombreux émigrés romains, refusant de protéger ceux qui, en Toscane, à Naples, en Romagne, se plaisaient à tramer des complots. Talleyrand avait été plus discret.

(2) Talleyrand à Fesch, 24 germ. an XII-14 avril 1804, Arch. Rh., 1 F 92, et A. E., Rome 936, fo 170. (Au folio 194 du même registre se trouve une minute *Note au Pape*, germinal an XII, qui est le thème fourni par le Premier Consul); cf. BOULAY, *Corresp. d'Engbien*, t. III, p. 266.

reste, devant une volonté venue de si haut, ne prévoyait-il pas de résistance possible.

Avant de capituler, Consalvi cependant se replia sur une dernière position. La lettre personnelle que le Pape avait adressée à Bonaparte avait été confiée non seulement à Fesch, mais encore au légat. La note et les commentaires de Fesch ne contenant rien sur l'éventualité d'un jugement de Vernègues par le Pape, la réponse ne manquerait pas de se trouver, alléguait le secrétaire d'État, dans une dépêche de Caprara, qu'on attendait d'un moment à l'autre. Cette fois l'ambassadeur ne se contenta plus. Comment supposer que la réponse de Caprara différerait des ordres à lui apportés par courrier extraordinaire ? Comment ne pas comprendre que le silence sur la proposition russe équivalait à un refus ? Où voulait-on en venir ? « Les circonstances sont telles, que le soussigné est obligé d'observer à V. E. que les lenteurs qu'elle met à l'extradition de Vernègues se ressentent moins des égards qu'elle veut témoigner à la Cour de Russie, qu'à des hostilités qu'elle exerce contre le gouvernement français. Les complots ennemis ne mettent-ils pas en jeu la vie même du Premier Consul ? V. E. douterait-elle encore de ces intrigues, ou voudrait-elle en devenir complice en refusant à la France le moyen d'en dévoiler les horreurs, et d'en découvrir d'autres ramifications (1). »

Consalvi préféra accepter cette insinuation odieuse plutôt que de céder tant qu'il restait une lueur d'espoir. Deux jours plus tard, le 30 avril, la poste de France arrivait, sans rien de nouveau du Cardinal légat. Le Secrétaire d'État annonça la remise de Vernègues.

IV

Dès lors, tout alla très vite, sous la minutieuse surveillance de Fesch, qui organisa les choses comme pour le plus important des prisonniers d'État. Son secrétaire Hédouville, nanti d'instructions abondantes, reçut le mardi 11 floréal-1^{er} mai, à onze heures de nuit, le prisonnier. Une escorte de neuf hommes encadra la voiture qui parvint le 14 à la

(1) Fesch à Consalvi, 3 floréal, Arch. Rh., 1 F 92 et A. E., Rome 936, f^o 173 ; Fesch à Consalvi, 8 floréal, A. E., Rome 936, f^o 212 ; Consalvi à Fesch, 8 floréal, Fesch à Consalvi, 9 floréal, eod. loc., f^{os} 216-217, et Arch. Rh., 1 F 92 ; Fesch à Talleyrand, 5 floréal, Arch. Rh., 1 F 20, 260.

frontière de l'État pontifical ; Hédouville rendit compte directement au Ministre de sa mission (1).

Le 4 mai, l'ambassadeur russe, Cassini, protestait à la face de l'Europe : il produisait l'ordre de sa Cour, de « discontinuer toute relation avec le ministère de S. S., ce gouvernement ne pouvant être réputé libre et indépendant » (2). Pour éviter que le Nonce reçût ses passeports, le Pape adressa une lettre personnelle au Tsar, rappela les circonstances et les arguments de droit qui l'avaient contraint à se rendre aux exigences françaises, et promit de solliciter l'indulgence du Consul pour la personne de Vernègues.

Sur ces entrefaites, se produisit un épisode qui bouleversa Consalvi, et dont la vraie portée reste malaisée à définir. Le 14 mai, arriva à Rome une dépêche de Caprara, datée du 22 avril (elle avait mis pour arriver deux fois plus de temps qu'il n'en fallait normalement). Le légat rapportait que dans une conversation, le 8 avril, le Premier Consul avait déclaré, pour montrer son attachement au Pape et ses égards envers la Russie, que peu lui importait d'avoir Vernègues à Paris. Il voulait « seulement que le monde reconnaisse son droit » ; l'extradition pouvait être simulée ; Vernègues, escorté sur une partie du parcours par la troupe pontificale, s'évaderait aux environs de Macerata et, pourvu qu'il quitte l'Italie et ne se rapproche pas de la France, Bonaparte s'avouait indifférent à son sort. Avec une candeur désarmante, Caprara reconnaissait que ces propos lui avaient été tenus à plusieurs reprises, et qu'il était expressément chargé d'en écrire à Rome. Il n'en avait rien fait, le 8 ni le 14 avril, parce qu'il supposait que Fesch avait été informé par ailleurs ; rien non plus lors de l'envoi du courrier spécial du Ministère parce qu'il n'avait personne (son secrétaire étant sorti) pour rédiger une dépêche (3).

En lisant ces lignes, qu'il avait si tenacement espérées, et qui quelques jours auparavant eussent apporté la justification de sa prudence, Consalvi eut un sursaut. Lui, si fertile en expressions atténuées, ne put retenir de vifs reproches à Caprara.

Le secrétaire d'État, qui n'était point un naïf, ne semble pas avoir été effleuré d'un soupçon quant à la véracité de Caprara, et il bâtit sur les intentions présumées de Napoléon un échafaudage d'espérances

(1) A. E., Rome 936, f° 242 ; cf. VANEL, *le Premier conflit entre Fesch et Consalvi*, « Rev. Lyonnais », 1921, p. 316-317 : instructions de Fesch à Hédouville.

(2) Cassini à Consalvi, Arch. Rh., 1 F 92 ; cf. PIERLING, *Russie et Saint-Siège*, V, 431.

(3) Caprara à Consalvi, 22 avril, Vat., Nunz. Fr. 584, f° 154.

nouvelles. Sa conviction entraîna celle de Fesch, qui, de plus ou moins bonne grâce, exprima des regrets de la précipitation avec laquelle Vernègues avait été emmené, et qui joignit ses bons offices aux prières du Pape pour que le Premier Consul renvoyât son prisonnier avant l'incarcération en France (1).

Cependant le chevalier de Vernègues était écroué au Temple le 13 juin, sans que la police manifestât l'intention de se relâcher en sa faveur. Caprara, — ce seul fait en dit long sur la sûreté des informations du légat —, professait encore « se tenir assuré que S. M. accordera que M. de Vernègues soit laissé en liberté » (2). Mais il n'arrivait pas à rejoindre l'Empereur. Quand fin juillet, enfin, il put l'aborder, évoquer la promesse que Rome avait entrevue, Napoléon refusa de dire ni oui ni non, témoignant clairement par la mauvaise humeur avec laquelle il écoutait ce discours, que ce n'était ni le temps, ni la circonstance de parler de ce sujet. Le silence tomba sur Vernègues, jusqu'au jour où le Pape venu à Paris pour le Sacre, obtint de l'Empereur l'élargissement du prisonnier, dont la pensée n'avait pas quitté Pie VII (3).

La plupart des historiens ont paru admettre la réalité d'un revirement momentané de Bonaparte : le P. Rinieri, qui suit les interprétations de Consalvi, se contente de voir dans l'incident une preuve de l'insuffisance de Caprara. Pourtant, le P. Pierling exprime sans ambages son scepticisme : « L'entente avec Caprara, dit-il, permettait à Bonaparte de ne pas lâcher son prisonnier et d'être en même temps agréable au Pape qu'il fallait ménager en vue du sacre à Paris (4). » De fait, dès qu'on se place dans l'hypothèse d'une concession gracieuse de l'Empereur, on rencontre une foule d'objections.

Si vraiment Napoléon avait consenti à laisser aller Vernègues, ne

(1) Consalvi à Caprara, 15 mai 1804, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 155; Fesch au Premier Consul, à Talleyrand, 26 floréal, Arch. Rh., 1 F 21, 4; à Menou, 25 floréal, pour faire retenir Vernègues à Turin, en attendant des instructions, 1 F 92; Consalvi pendant plusieurs mois, s'obstina à attendre « de poste en poste » la promesse de l'élargissement de Vernègues.

(2) Consalvi à Caprara, eod. loc., fo 174 (4 juillet); cf. Cif. Nunz. V, fo 213 (28 juillet), fo 214 (4 août 1804); Caprara à Consalvi, 14 juin, Vat., Ep. Nap. 281-31.

(3) On le suit dans sa captivité, A. N., F⁷ 6357; cf. VANEL, *Rev. Lyon.*, p. 337 sqq.; quand il fut libéré, le 21 déc. 1804, le bulletin de Fouché avoue qu'en somme les charges relevées contre lui étaient médiocres (D'HAUTERIVE, *La Police secrète*, I, 217); il gagna alors Pétersbourg, cf. D'HAUTERIVE, II, 177 et Baron DE DAMAS, *Mémoires*, I, 34 et 36.

(4) PIERLING, *Russie et Saint-Siège*, V, 434.

se serait-il ouvert de son intention qu'à Caprara ? Son oncle, qu'il avait tant d'intérêt à charger d'une commission agréable au Saint-Père, n'aurait-il reçu que des instructions condamnant toute équivoque et tous faux-fuyants ? Caprara reporte au 8 avril la première conversation où il aurait été question d'une extradition simulée : or, le 14, était envoyée à Fesch la note rédigée sous les yeux du Consul, pour demander solennellement « la prompte et pure et simple extradition de Vernègues ». Un billet du Ministre, disparu des archives officielles, mais conservé dans les papiers personnels de Fesch, accompagnant l'envoi, prouve que l'on s'employait à ce que le seul son de cloche qui parvint à Rome fût celui de la note officielle :

« V. E., avertissait Talleyrand, recevra en même temps par ce courrier les dépêches de M. le Cardinal Caprara. Il convient que vous ne les fassiez remettre à M. le Cardinal Secrétaire d'État que le lendemain du jour où vous lui aurez présenté la note dont le Premier Consul m'a ordonné de vous envoyer le projet. Il faut, avant que le Saint-Père reçoive aucune impression accessoire, que son esprit soit frappé et préparé par celle que votre note officielle doit produire (1). »

Ainsi Talleyrand avoue que les rapports de Caprara sont de nature à produire une autre impression que les instructions confiées à la diligence de Fesch. Mais le décalage mis intentionnellement entre les notes de Fesch et celles de Caprara, le retard organisé de la poste de France (que Consalvi avait éventé, et qui n'est pas la seule anomalie dans la circulation des dépêches, empêcheront les nouvelles rassurantes, confiées au Légat, de parvenir à Rome en temps utile (2).

En revanche, il y a dans cette affaire des rapprochements de dates suggestifs. Caprara rend compte de la première conversation avec trois semaines de retard : tout incapable que l'on suppose ce vieillard, s'il n'a pas dès le premier jour laissé entendre quelque chose à Rome, n'est-ce pas qu'il ne se tient pas assuré de la pensée de Bonaparte ? D'ordinaire il utilise plus vite même des indices autrement vagues. Quand il est sûr de son fait, il prend la plume : c'est le 22 avril ; or, huit jours ne s'écouleront pas avant qu'il annonce le changement prochain qui fera du Premier Consul un Empereur héréditaire, et qu'il

(1) Talleyrand à Fesch, 24 germinal, Arch. Archév., Corresp. Talleyr.

(2) Consalvi à Caprara, 16 et 23 mai, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 159. Le Pape avait écrit à Napoléon personnellement le 19 mars ; le 16 mai, on n'avait pas encore la réponse de Napoléon à Rome. Cette réponse, datée du 22 avril dans la Correspondance (IX, 7708), n'arriva qu'à la fin de mai, au moment des ouvertures sur le Sacre.

fasse allusion au Sacre (1). Comment ne pas trouver cette promesse soudaine de bienveillance bien rapprochée du moment où Napoléon aura besoin de compter sur le zèle et l'empressement du légat ?

Car s'il est quelqu'un que Napoléon, en l'occurrence, voulut ménager, nous pensons, à la différence de M. Pierling, que ce fut non le Pape, mais le légat. Par un procédé dont il était coutumier avec Caprara il donna une preuve de sa générosité (sur laquelle le bon cardinal s'extasia), tout en s'arrangeant cependant pour qu'elle ne fût pas connue à Rome. Ce n'est que dans les documents émanés de Caprara qu'il est fait allusion à une concession gracieuse du Premier Consul. Ailleurs, pas une preuve, même indirecte, même minime, de pitié pour le Pape. La lettre par laquelle Napoléon répondit aux angoisses exprimées par Pie VII, — le 22 avril, le jour même où Caprara parlait du revirement du Consul — est très banale, et n'entre en rien dans les préoccupations du Saint-Père.

D'ailleurs, le débat étant engagé comme il l'est, publiquement, à la face de l'Europe, le futur Empereur ne veut rien céder. On ne trouverait nulle part, à cette époque, un exemple d'atténuation à ses instructions relatives aux émigrés. Le 17 avril, il donne ordre de recueillir des renseignements dans les villes d'Allemagne, sur les émigrés et sur les auteurs d'articles hostiles à la France. Le 26, il fait demander aux ministres de France la liste de tous les émigrés résidant dans le pays où ils sont accrédités, et « cette recommandation est de rigueur pendant toute la durée de la guerre ». Il livre à la vindicte publique les agissements de Drake et de Spencer Smith par les deux rapports publiés au *Moniteur* le 22 mars et le 10 avril, en attendant que, le 25 octobre, il fasse enlever à Hambourg, sur le territoire d'un pays ami, le ministre anglais Rumbold, amené au Temple sous l'inculpation de complicité avec les royalistes. Dans cet état de choses, Napoléon, comme il le dit en écrivant au Pape, s'en remet pour sa justification « à la force des raisons » qu'il développe, « à la morale », « à l'intérêt » des États voisins. Il voudrait l'adhésion, sans réticence, des puissances d'opinion, surtout après l'exécution d'Enghien, qui a provoqué un soulèvement, plus ou moins avoué, des consciences et certaines invocations, pas toujours dénuées d'arrière-pensées, du droit des gens traditionnel.

Que Vernègues enfin n'ait pas été renvoyé de Turin ou de Paris,

(1) Caprara à Consalvi, 28 avril 1804, Vat., Nunz. Fr. 591, f° 219.

cela ne prouve rien ni pour ni contre l'hypothèse d'une concession *in extremis* de Bonaparte. La situation était tout autre, s'agissant de fermer les yeux sur l'évasion d'un prisonnier avant sa remise à la France, ou de le renvoyer après qu'il avait été remis aux autorités qui le réclamaient. On s'étonne que Consalvi n'ait pas paru saisir la différence, et se soit obstiné dans le rêve doublement chimérique de faire libérer Vernègues, et de conjurer par là l'effet du mécontentement russe (1). Peut-être touchons-nous ici une limitation de cette politique souple, féconde en ressources, mais victime d'une excessive recherche de tempéraments, d'une confiance étrange, comme lui en firent la remarque des deux côtés, Fesch et Czartorisky (2), dans les mobiles de sentiment et les considérations d'amitié personnelle.

Du moins, la force du secrétaire d'État était-elle d'accepter la leçon des événements sans récriminer. A peine constatée la faillite de manœuvres où il avait mis tant d'espoir, ce diplomate-né n'eut plus d'attention que pour l'avenir. Au début de juillet 1804, Mgr Arezzo était éloigné de Pétersbourg par la volonté du Tsar, sans être même autorisé à laisser un chargé d'affaires (3). Il se retirait à Dresde, où il devait attendre l'heure de rétablir le contact avec la Russie, sous les auspices d'une puissance médiatrice, tout en remplissant un rôle utile d'informateur sur les affaires germaniques. Le secrétaire d'État, quelque absorbé qu'il fût par les négociations postérieures avec la France, ne perdit jamais de vue les intérêts du catholicisme en Russie. L'échec de sa politique de pénétration en Orient avait été le plus douloureux peut-être de sa carrière ministérielle. Cependant, il ne lui échappa pas un mot de regret concernant l'attitude adoptée entre la France et la Russie. Il se contenta toujours d'incriminer la fatalité qui avait conduit de bout en bout l'affaire Vernègues, « où l'on a eu toutes les infortunes de l'alpha à l'oméga » (4). Beaucoup plus tard,

(1) Consalvi à Caprara, 5 juin 1804, Vat., Nunz. Fr. 584, f° 169; à Arezzo, Cif. Nunz.

(2) Consalvi, ayant fait appel aux sentiments personnels de Czartorisky, le Chancelier lui rétorqua que « dans l'exercice de la place qui m'est confiée en ce moment, ce n'est pas comme particulier que je puis jamais agir, mais comme homme en place dont le premier et unique devoir est d'exécuter les hautes intentions de son souverain d'une manière qui réponde à la confiance qu'il daigne lui accorder », Vat., Ep. Nap. 281/31.

(3) Consalvi le félicitait : il était « impossible d'être plus satisfait » qu'on ne l'était à Rome de sa conduite dans tous les sens et sous tous les aspects, Vat., Cif. Nunz. V, f° 171. Le même volume fournit des preuves de l'attention que Consalvi gardait à la Russie (f° 289 sq.).

(4) Consalvi à Morrozo, 16 mai 1804, Vat., Cif. Nunz. V, f° 159; cf. *Mémoires*, I, 327.

dans ses *Mémoires*, il devait bien faire allusion avec amertume aux « menaces proférées » du côté français : mais en somme, il ne regretta jamais d'avoir reconnu le bon droit de Napoléon.

L'Empereur sut gré à Consalvi de s'être compromis pour la France. Talleyrand écrivit à Fesch que l'on voyait avec inquiétude à Paris les intrigues dont le secrétaire d'État était entouré et qui pouvaient mettre en danger son crédit :

« Je ne doute pas que la conduite que ce ministre a tenue à l'égard de la France depuis qu'il est à la tête des affaires n'entre pour beaucoup dans ces manœuvres; et la bonne opinion que le Premier Consul a de lui est, sans doute aux yeux de ses ennemis, un crime qu'ils voudraient lui faire expier.

« Le Premier Consul désire que vous employiez toute l'influence que vous avez dans l'esprit du Saint-Père pour effacer les impressions qu'on veut lui donner et que dans cette circonstance vous donniez au cardinal Consalvi un appui déclaré dont il paraît qu'il a besoin. En mon particulier, je prends le plus vif intérêt à tout ce qui peut l'affecter (1). »

Cet avertissement contenait sans doute une critique indirecte de certains procédés dont l'ambassadeur n'avait pas hésité à user dans cette pénible négociation.

Fesch s'empressa de protester à Paris qu'il appréciait en Consalvi un ministre tel qu'on ne pourrait en trouver de plus éclairé, de plus sage et de plus attaché au gouvernement français. Mais il n'était que trop vrai qu'un germe de défiance, jeté dans cet esprit sans délicatesse, était en train de croître, étouffant les résolutions primitives et les mouvements généreux. Au cours de ces malheureuses affaires policières, multipliées depuis ses débuts à Rome, les défauts les plus déplaisants du cardinal éclataient à plein. Consalvi ne s'en plaignait pas dans sa correspondance; il n'avait de rancœur que contre Lizakevitz, à qui seul il faisait remonter tous les maux survenus dans l'affaire Vernègues, et qu'il ne laissa résider à Rome que par un ultime souci de ne pas blesser le Tsar, et contre le déplorable Caprara. Pour le secrétaire d'État, Fesch n'était coupable que d'avoir voulu exécuter trop littéralement les ordres de son Gouvernement. Extérieurement les rapports des deux *porporati* étaient corrects, comme ceux de leurs Cours.

(1) Talleyrand à Fesch, 7 floréal an XII, Arch. Archev., Corresp. Talleyr.; Fesch à Talleyrand, 18 floréal (8 mai), Arch. Rh., 1 F 20.

Le véritable intérêt de l'affaire Vernègues ne réside pas dans les conflits qu'elle occasionna entre Fesch et Consalvi ; son sens, son caractère, tragique par instants, venaient de ce qu'elle avait révélé les exigences de Napoléon, allié et protecteur du Saint-Siège. Les maladresses de Fesch avaient traduit, avec un grossissement dû au caractère du Cardinal, les brutalités de la politique napoléonienne à l'égard des États situés dans la zone d'influence française.

CHAPITRE VI

L'ÈRE DES CONCORDATS

I. — LES FRUITS DU CONCORDAT EN FRANCE. — Fesch s'efforce de prouver les heureux effets du Concordat en France. — Vives attaques de la part du Sacré-Collège contre les constitutionnels non réconciliés. — Plaintes adressées de France (octobre 1803). — L'ambassadeur pense que les relaps doivent faire amende honorable, si l'on veut que le Pape sévise contre les adversaires du Concordat. — Il obtient que Pie VII désavoue les Stévinistes en Belgique. — Comment Fesch exerce de Rome sa fonction pastorale dans son diocèse.

II. — LES INQUIÉTUDES DE ROME POUR LA RELIGION EN ITALIE. — En Piémont : retards dans l'organisation religieuse. Les évêques peuvent-ils être traités comme des évêques français ? — Introduction du Code Civil au début de 1804.

En Lombardie. Comment le Saint-Siège a été amené à signer un « Concordat italien » (juillet 1802-septembre 1803). — Consalvi se félicite des résultats obtenus. — Les Décrets Melzi (26 janvier 1804). — Pie VII estime que le Concordat est violé. Exceptionnelle énergie des protestations pontificales. — Silence de Paris.

A Parme, introduction de la législation française. — Lucques demande un Concordat, que Rome refuse. — Accord du gouvernement Toscan et du Saint-Siège. — Vaines négociations avec Naples.

III. — LES NÉGOCIATIONS POUR UN CONCORDAT GERMANIQUE. — Situation de L'Église catholique dans les États allemands après le Recez de 1803. L'archevêque Dalberg. Concordat unique ou concordats séparés ? — Hésitations de la politique française et de la politique pontificale. — La Curie désire un Concordat unique ; elle projette l'envoi d'un nonce à Ratisbonne, fait appel à la protection de Napoléon, entame des conférences à Vienne avec l'Empereur. Mauvaise volonté du cabinet de Vienne. — Fesch suit la mission du bailli Haefelin à Rome ; il est chargé de proposer que les négociations soient poursuivies à Paris ; double refus du Saint-Siège.

Résultats de la politique de collaboration entre la France et Rome dans le domaine religieux dans l'été de 1804.

A peine sortait-il de la première audience du Saint-Père que Fesch, enchanté des dispositions où il trouvait le gouvernement romain, sollicitait du Conseiller d'État chargé des Cultes, Portalis, des « instructions sur ce qu'il y a à demander ici » (1). Sa mission était plutôt politique, mais cardinal, évêque d'un des premiers diocèses de France, conscient de son influence sur le gouvernement français et sur le Saint-Siège, l'ambassadeur ne pouvait négliger les affaires religieuses où résidait en fin de compte le secret de l'entente entre la France et la Papauté. Affaires singulièrement étendues, puisqu'elles touchaient à toute l'Europe catholique, en dehors des pays relevant de Vienne et de Madrid.

I

Avant tout, Fesch avait à cœur de dissiper les nuages qui planaient sur le Concordat français.

En ce qui concernait les Organiques, les lenteurs de Caprara permettaient d'augurer une attaque mollement conduite. C'est le 13 août 1803 seulement, que le légat avait remis son Mémoire de protestation. Tandis qu'on l'examinait dans les bureaux des Cultes, Fesch se croyait en mesure de rassurer sur la portée de cette protestation. Sans doute il n'avait point eu l'occasion de discuter sur les opinions et les maximes gallicanes avec le Saint-Père, mais Sa Sainteté lui avait dit « qu'elle croyait avoir rempli ses devoirs ayant fait des représentations à leur sujet, particulièrement dans ce moment où elle espère de trouver dans le commentaire que vous allez mettre au jour des explications suffisantes pour sauver les principes auxquels nous devons être attachés » (2). La formule était, pour le moins, vague. Portalis n'hésita pas à la traduire au Premier Consul de la manière suivante : « Je me suis assuré par M. le cardinal Fesch que le Pape ne demandait qu'à

(1) Fesch à Portalis, 26 messidor an XI (15 juillet 1803), Arch. Rh., 1 F 20, f° 2.

(2) Au même, 5 vendém. an XII, f° 95.

être rassuré et à pouvoir rassurer ses théologiens qui, faute de connaître nos maximes, croient toujours qu'on innove quand on ne fait que protéger et confirmer le droit ancien, le droit consacré par tous les siècles (1) ». Fort de cette interprétation, le Conseiller pour les Cultes donna à la volumineuse note par laquelle il répondit au légat, le tour d'une leçon de théologie gallicane à l'usage des ultramontains. Et il s'étonna que l'on pût prêter au Premier Consul, qui avait surmonté tant d'obstacles pour rétablir la religion en France, « le dessein d'introduire des innovations contraires aux dogmes et à la discipline fondamentale de l'Église ».

Chargé de transmettre cette réponse officielle de son gouvernement au Secrétaire d'État, Fesch le fit avec assurance, priant Consalvi de vouloir bien la mettre sous les yeux de Sa Sainteté et insinuant que le Premier Consul désirerait que le Pape témoignât dans l'occasion quelque satisfaction sur les explications du comte Portalis, sur la conduite du gouvernement français dans les affaires ecclésiastiques et sur ses dispositions en général en faveur de la religion et de ses ministres.

« Il est certain en effet que l'on profite de toutes les circonstances pour donner à la religion catholique des preuves signalées d'une protection constante et suivie, témoin l'interprétation donnée à la loi du 18 germinal, laquelle interprétation autorise les ecclésiastiques à porter la soutane habituellement dans le lieu de leur résidence (2). »

Fesch n'obtint pas l'approbation qu'il sollicitait, mais un simple accusé de réception. La prose ministérielle n'apportait à Rome aucune satisfaction, ni dans le fond ni même dans la forme : un théologien anonyme disait qu'elle « n'était qu'un extrait des livres les moins favorables au Saint-Siège » (3). Mais à quoi bon poursuivre un débat où visiblement on ne gagnerait rien ? Au lieu de raviver un conflit de doctrines séculaire et sans issue (4), d'indisposer peut-être le Premier

(1) Portalis au Premier Consul, 22 frimaire an XII dans *Discours et rapports de Portalis*, p. 283. Note au Cl Caprara, décembre 1803, p. p. Dudon, in « Rev. hist. dipl. », 1907.

(2) Fesch à Consalvi, 12 pluviôse (7 février), Arch. Rh., 1 F 20, 192.

(3) Vat., Ep. Nap. Francia 1. Cette phrase est extraite d'un document considérable, mais mutilé et anonyme, qui a dû être rédigé à la Secrétairerie d'État avec des papiers venus de la légation de Paris : ces cahiers forment une histoire de l'application du Concordat presque jour par jour jusque vers 1803, c'est-à-dire à peu près au début de la légation de Fesch. Nous les citerons sous l'abréviation *Storia mutilata del Concordato*.

(4) Un curieux incident prouve que les théologiens les mieux intentionnés ne réussissaient pas toujours à faire rejoindre le gallicanisme mitigé et l'ultramontanisme. L'abbé Barruel, le bouillant auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobi-*

Consul, ne valait-il pas mieux porter son effort sur certaines questions pratiques, et dont les conséquences immédiates pouvaient peut-être encore être enrayées ? Telle, par exemple, la législation française sur le mariage civil et le divorce, inconciliable avec le système catholique, que non seulement on laissait en vigueur, mais qu'on menaçait de renforcer encore par la publication du Code civil. Telle, surtout, la protection assurée par le gouvernement aux constitutionnels, qui pouvaient gangrener tout le clergé (1).

Sur ce dernier point, Pie VII était torturé par ce qu'il savait de l'obstination des constitutionnels. Le Sacré-Collège entier l'encourageait à la sévérité. En février 1803, dans la congrégation de cardinaux réunis à ce propos, *l'unanimité* se faisait sur deux points : nécessité pour le Saint-Père de parler après six mois écoulés si les constitutionnels n'avaient pas demandé leurs bulles ; nécessité d'obtenir une formule absolument nette pour la réconciliation des ecclésiastiques de second ordre. Antonelli allait plus loin, il suggérait un *coup d'autorité* : « Qu'on réunisse ensemble tous les désordres qui actuellement oppriment la religion en France et qu'on attende pour en parler que soient expirés les six mois fixés aux nouveaux évêques pour demander à Sa Sainteté les bulles. A cette époque, prenant occasion de la désobéissance de ceux qui n'auront pas demandé leurs bulles, il propose qu'on écrive un Bref au Premier Consul, un autre aux évêques ex-constitutionnels nommés dans la nouvelle circonscription qui se montrent réfractaires, et une encyclique à tous les archevêques et évêques de France pour désapprouver tous les désordres auxquels il est fait allusion, et en particulier la réconciliation des évêques constitutionnels avec la formule insuffisante dont il est question. Il croit que le premier à expédier serait le Bref au Premier Consul et qu'on pourra suspendre quelque temps la publication des deux autres documents si celui-ci

nisme, venait de publier un important ouvrage *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat*, Paris, an XII (1803). Il en fit hommage au Pape : le Secrétaire d'État remercia selon l'usage, avant lecture. On avait prévenu Fesch que l'ouvrage avait besoin de retouches. Les deux volumes, que l'on pensait inspirés par le gouvernement français, étaient dits « mal digérés et pleins de paroles peu opportunes » parce qu'ils ressuscitaient un débat en voie d'apaisement, et fleurant l'hérésie gallicane, parce qu'ils défendaient la doctrine des Quatre Articles de 1682. Vat., Nunz. Fr. 591, f^o 4 et 7 et A. N., F¹⁹ 195, f^o 42.

(1) Vat., *Storia mutilata*. Spina avait déjà dit dans le même sens que les organiques étaient « un mal assurément grave, mais moins grave et moins insupportable que le mal que peut entraîner le choix des constitutionnels pour de nouveaux sièges » (BOULAY, *Rétablissement du Culte*, p. 218).

produit son effet. Au contraire, si celui-ci est rendu inutile, il voudrait qu'on envoie, partout où l'on pourra, des copies imprimées de l'autre Bref et de l'Encyclique en s'arrangeant pour les faire pénétrer en France. » Au milieu de ces récriminations qui risquaient presque de remettre le Concordat en question, Consalvi avait eu beaucoup de peine à faire entendre la voix de la modération. Son sens politique l'emporta, puisque les délais prévus s'écoulèrent sans qu'il y eût un éclat de la part du Saint-Siège. On se contenta d'une réprimande au légat, et d'une « sérieuse intimation de faire en sorte qu'il répare le mal fait de la manière qui lui sera indiquée » (1).

À Paris, l'on était si loin de comprendre l'opinion romaine, que Portalis attendait de Fesch qu'il démontrât à Sa Sainteté « la nécessité de ne plus faire aucune différence injurieuse entre les évêques qui composent l'Église de France ». Le schisme était éteint ; il ne restait que les « différences d'opinion et de principes qui peuvent subsister après douze ans d'anarchie », n'entamant point l'unité, mais qui seraient susceptibles de la menacer à nouveau si on les laissait s'envenimer par des reproches. Un *Mémoire* signé du Directeur des Cultes développait ce point de vue. Il se servait habilement de l'Allocution Consistoriale du 24 mai 1802, où le Pape avait pris le parti de parler des évêques comme « ayant acquitté leur dette nécessaire envers l'Église ».

« Sa Sainteté, affirmait-il, a donné une approbation solennelle aux opérations de S. E. le cardinal légat. Non seulement elle n'a point désavoué les institutions canoniques données aux évêques dits constitutionnels, mais elle a déclaré à la face de l'Europe que ces évêques se sont rendus dignes de sa confiance par le retour au centre de l'unité catholique et elle a même fait imprimer les pièces qui constatent ce retour.

« Tout est donc jugé et consommé.....

« Nous ne pensons pas qu'on veuille revenir sur un jugement aussi éclatant sous prétexte de quelques reproches que l'on croirait pouvoir proposer contre la conduite postérieure de ces Évêques. »

D'ailleurs comment était-on instruit de leur conduite ? Par des dénonciations ? Mais quelle foi méritaient-elles, alors que partout s'agitaient les évêques démissionnaires et leurs sectateurs, qui se plaissaient à semer la confusion, tandis que le légat, représentant authen-

(1) « Relazione de voti dei Signori Cardinali sulla condotta di alcuni Vescovi Francesi già costituzionali, e sulla formola ammessa dal Cardinale legato per le reconciliazione degli ecclesiastici costituzionali del secondo ordine. » 11 février 1803. Vat., Ep. Nap. Francia 13.

tique du Saint-Père et vivant sur les lieux, ne signalait aucune plainte (1).

Ce n'était pas sans raison que Portalis se plaignait de dénonciations contre les ex-constitutionnels. De plus d'un diocèse s'élevaient des plaintes, des appels à l'autorité du Saint-Siège, qui, contrairement à l'affirmation du Directeur des Cultes, étaient parfois transmises par la légation. Des fidèles animés d'un zèle pieux, d'anciens prêtres insermentés, des évêques clamaient leurs angoisses. Et les dossiers contre les constitutionnels, au Quirinal, se grossissaient de lettres et de requêtes insistantes. Ainsi l'évêque de Mende, le 18 février 1803, dénonçait à Caprara l'agitation des constitutionnels dans son diocèse, entretenue par l'archevêque de Besançon, Le Coz : « Dans des temps plus heureux, le corps épiscopal se réunirait pour déposer un tel homme qui sème l'ivraie dans le champ du père de famille, qui l'y fait croître, et abuse (au grand scandale de la piété chrétienne) de l'institution canonique qu'il a reçue pour continuer un schisme qui a désolé si longtemps notre trop malheureuse patrie (2). » Des voix plus modestes faisaient écho, et s'étonnaient que l'autorité supérieure

(1) Portalis à Fesch, 17 thermid. (5 août) (dépêche et Mémoire), Arch. Archev.

(2) Vat., Ep. Nap., Francia 24 ; Caprara à Fesch, 7 mars 1803 (la lettre est antérieure au départ de Fesch pour Rome). Arch. Archev. Nous avons trouvé dans les papiers de Fesch un mémoire intitulé *Plaintes sur l'organisation du diocèse de Besançon*, signé BRELUQUE, ancien vic. gén. et directeur du séminaire de Besançon, aux Missions étrangères, rue du Bac, à Paris. Ce mémoire contient des affirmations curieuses : « V. E. a eu la bonté de m'autoriser à lui écrire des détails qui intéresseraient le diocèse qu'Elle a bien voulu prendre sous sa protection spéciale, celui de Besançon... Je profite aujourd'hui de cette permission avec la confiance que V. E. n'a pas oublié celui qu'elle a accueilli avec tant de bienveillance à Paris... La pensée que nous vous avons pour appui est le contre-poids à la douleur qui nous presse : et si je pouvais entendre encore de V. E. ce qu'elle m'a dit plusieurs fois à Paris, qu'à Rome, auprès du Saint-Père, elle nous serait aussi et même plus utile que partout ailleurs, qu'avant un an nous serions soulagés, cette nouvelle assurance calmerait mes inquiétudes... » (Arch. Archev.).

Ce document appelle quelques remarques. 1^o) il émanait d'un exalté du parti insermenté, bien capable de colorer la réalité de quelques-unes de ses illusions : Breluque poursuivait de la même manière Portalis de représentations, analogues au moins pour le fond (trois mémoires à Portalis sous sa signature sont dans les papiers Fesch aux Arch. Archev.). Sur Breluque, cf. PINGAUD, *Jean de Bry*, p. 259 ; BORREY, *L'esprit public chez les prêtres francs-comtois pendant la crise de 1803 à 1815* ; 2^o) c'est le seul cas, à notre connaissance, où de pareilles ouvertures aient été tentées auprès de Fesch. Or, les archevêques de Lyon et de Besançon avaient des rapports nettement mauvais. Le Coz avait tendance à agir en dehors des limites de son diocèse : l'évêque de Mende, suffragant de Fesch, s'en plaignait. Et Fesch par tempérament se fût de son côté accommodé de jouer les primats et de prendre sous sa protection le diocèse d'autrui. Cela explique peut-être qu'il ait bien accueilli un ennemi de Le Coz. Avec d'autres constitutionnels, comme Bécherel de Valence, qu'il demandait pour faire ses

ne portât pas le fer dans la plaie. Caprara mit Fesch au courant de ces plaintes, lui laissant le soin de juger s'il fallait y donner suite, trop heureux de se décharger d'une mission aussi délicate.

Rien dans les papiers de l'ambassadeur et dans les documents vaticans ne permet d'inférer que Fesch ait fait état de ces dénonciations pour desservir les anciens constitutionnels. Mais il est certain que leur cause ne trouva pas en lui un avocat. Le siège du Pape était fait à leur sujet : il exigeait que les huit évêques qui n'avaient pas encore obtenu leur bulle de confirmation signassent une lettre attestant sans équivoque l'orthodoxie de leur doctrine. Fesch n'essaya pas d'ébranler la résolution de Pie VII. Dès ses premiers rapports au ministre des Cultes, il en défendit plutôt le bien-fondé. Une position si nettement prise paraît surprenante, à la fois peu conforme aux intentions du Premier Consul et choquante d'un homme qui avait partagé les principes des constitutionnels sans avoir toujours eu les vertus et la fidélité à l'état ecclésiastique de ses collègues. Était-ce une manière de se désolidariser de ceux que Rome condamnait comme des égarés et des relaps ? de se distinguer d'eux en donnant des preuves d'orthodoxie personnelle ? Il se peut, encore que Fesch fût peu enclin à demander des approbations pour sa conduite. La correspondance du cardinal prouve surtout qu'il était hanté par cette idée que le gouvernement français devrait donner des apaisements au Saint-Siège, en lui sacrifiant le petit nombre des schismatiques obstinés, s'il voulait que le Pape à son tour agît contre les opposants au Concordat, et spécialement contre les évêques non-démissionnaires(1).

Le même raisonnement avait été développé par Cacault naguère. Encore Cacault n'avait-il pas autant de raisons que son successeur de s'intéresser à la condamnation des anti-concordatistes. Mais en 1803 la question devenait brûlante : à peu près au moment où Fesch prenait possession de son poste, arrivait à Rome le manifeste le plus considérable de l'opposition religieuse, les *Réclamations canoniques et très*

ordinations à Lyon, l'archevêque faisait bon ménage. 30) aucun document ne nous indique si Fesch se servit du mémoire de Breluque, ni même s'il lui répondit. — Ces réserves faites, il reste que Fesch paraissait à certains insermentés un ami sûr de leur cause.

(1) Fesch à Portalis, 26 mess. an XI, A. N., F¹⁹ 1905 et Arch. Rh., 1 F 20, 2 ; cf. Cacault à Portalis, 11 frimaire an X (dans ARTAUD, *Vie de Pie VII*, I, ch. 13) : « Sa Sainteté imagine que le Concordat, les bulles et les brefs auraient en France et dans toute l'Europe un succès et un applaudissement général s'il ne naissait pas des cris et des plaintes au sujet de la doctrine des évêques constitutionnels. »

respectueuses, signées de trente-huit membres de l'ancien épiscopat gallican (1). Les signataires, énumérant les faits qui les empêchaient de reconnaître la validité du Concordat, ne manquaient pas de mettre en bonne place la conduite des constitutionnels, que le traité n'avait pas obligés au respect des jugements du Saint-Siège sur les affaires de France, et qui narguaient l'autorité du successeur de Pie VI. Cette objection n'était pas sans faire impression à Rome. Sans doute était-on décidé à fermer l'oreille à la voix de ceux qui refusaient le Concordat et qui n'étaient suivis en France que d'un petit nombre de fidèles. Mais le Premier Consul demandait plus : il traitait les opposants en agitateurs professionnels du royalisme, et voulait que le Pape les censurât comme rebelles. Fesch s'employait à obtenir leur condamnation. A l'entendre, Pie VII conviendrait de la « nécessité de les contraindre par voies canoniques », à condition qu'on ne le contraignît plus à souffrir dans l'Église de France des « intrus qui persistent encore dans le schisme » (2).

Fesch enregistra cependant en cette matière un succès, minime, mais remarqué parce qu'il atteignait l'opposition ecclésiastique dans un pays particulièrement attaché au Saint-Siège, dans les départements de l'ancienne Belgique. Le gouvernement l'avait chargé de dénoncer les agissements présumés de l'ancien archevêque de Malines, Frankenberg. Jean Henri, cardinal Frankenberg, qui avait autrefois dirigé la résistance contre les entreprises Joséphistes, puis contre tous les serments imposés par la Révolution française, jouissait dans le clergé belge d'une grande réputation (3). Il avait accepté le Concordat, ne se contentant pas seulement de se démettre de son siège, mais accueillant et installant à Malines le successeur que le Premier Consul lui avait donné, M. de Roquelaure. Après quoi, il s'était retiré en territoire hollandais, à Bréda. Mais la police de Fouché attribuait à son entourage, en particulier à son vicaire général Lantsheere, des brochures qui circulaient en Belgique contre le serment des ecclésiastiques. On l'accusait de connivence avec le mystérieux agitateur Stevens, dont la cachette restait introuvable, et l'influence énorme. En conséquence, le gouvernement français aurait voulu éloigner Frankenberg et demandait à Pie VII de

(1) C. LATREILLE, *L'opposition religieuse au Concordat*, p. 242-49.

(2) Fesch à Portalis, 8 fructidor an XI, Arch. Archev.

(3) VERHAEGEN, *Le cardinal de Frankenberg* ; CLAESSENS, *Histoire des archevêques de Malines* ; LANZAC DE LABORIE, *La Belgique sous la domination française*, surtout I, 206 et 417.

l'appeler à Rome, comme membre du Sacré-Collège. Le vieillard s'excusait sur la longueur du voyage; son âge ni sa santé ne lui permettaient de l'entreprendre. Fesch renouvela les instances de son neveu, en août 1803 (1).

Le Pape ne dissimulait pas sa répugnance : on lui demandait de frapper non pas un adversaire du Concordat mais un membre respectable du Sacré-Collège, dont l'opposition, en admettant qu'elle fût prouvée, se cantonnait précisément sur les points précis où Rome avait établi la sienne, en particulier sur les Articles Organiques (2). Finalement Pie VII accepta de faire à nouveau pression sur Frankenberg pour qu'il quittât Bréda. Il y avait là une manière de succès pour le gouvernement français. Mais le vieux cardinal protesta que le mauvais état de santé de Frankenberg l'empêchait « bien véritablement » de se rendre aux désirs du Pape; il ne demandait qu'à se préparer à la mort et acceptait d'avance les conditions qu'on mettrait à son séjour dans son pays. Ce fut son vicaire général qui fut sacrifié. Fesch obtint seulement que Lantsheere fût amené à Rome, où le Pape le fit tenir dans un couvent (3).

Cet acte d'intimidation à l'égard des Stevenistes, qui défendaient le clergé belge contre les entreprises du gallicanisme, choquait plus d'un cardinal. Certains montraient les ravages déjà opérés dans un pays traditionnellement attaché à l'ultramontanisme, et qui maintenant recevait de Paris des circulaires et des ordres qui excédaient même « les usages reçus de l'ancien gouvernement ». A quoi Caprara opposait les avantages obtenus par le catholicisme. Au cours du fameux voyage de l'été 1803 où sa présence avait attesté « l'heureuse union de la religion et des lois », il avait été à même d'agir en faveur des Belges. A Bruxelles, il avait démontré au Premier Consul que « le clergé Belge serait devenu le plus attaché à sa personne et le plus exact dans la soumission à son gouvernement, s'il avait persisté, comme par le passé, à accorder le libre exercice de la religion et principalement s'il avait ordonné qu'on n'insistât pas sur l'observation des lois organiques et des

(1) Bonaparte à Portalis, 20 thermidor an XI, *Corr.*, VIII, 6991; Fesch à Portalis, 13 fructidor XI, Arch. Rh., 1 F 20, f. 72.

(2) Consalvi à Ciamberlani, 12 mai 1803, Vat., Cif. Nunz., II. La question Belge est une de celle qui préoccupaient le plus le Saint-Siège, dans l'application du Concordat. Le rédacteur anonyme de la *Storia mutilata* ne cesse de souligner l'attachement des Belges aux droits du Saint-Siège, et les efforts faits de Paris pour leur imposer l'esprit gallican.

(3) Fesch à Portalis, 17 brumaire an XII, Arch. Rh., 1 F 20, 128. Fesch vit à Rome plus tard Lantsheere, qu'il trouva d'un caractère très pacifique et en faveur de qui il

quatre célèbres propositions du clergé gallican ». Le légat se flattait d'avoir persuadé Bonaparte (1). Sur ces entrefaites, un signe vint confirmer les espérances de Caprara. L'évêque de Namur, Bexon, dont la conduite « vraiment désordonnée » scandalisait son clergé, était amené à quitter son siège. Portalis priait Fesch de dire qu'en s'occupant de le remplacer le Premier Consul restait « bien convaincu que tout ecclésiastique n'était pas capable d'être évêque dans la Belgique et qu'il faut pour ce pays un homme qui sache un peu se prêter aux habitudes (2) ». De fait, l'élu fut Mgr Pisani de la Gaude, évêque d'Ancien Régime, opposant notoire au schisme constitutionnel, et qui manifestait un vif attachement au Saint-Siège : aucune désignation ne pouvait être plus agréable au Pape et la concordance des dates autorise à croire que la mesure prise contre Lantsheere fut la monnaie d'échange offerte à Bonaparte.

Encore que Fesch n'ait été dans les affaires que nous venons d'examiner qu'un agent de transmission, il ne s'était pas fait faute de prendre ouvertement parti. Son esprit concordataire à lui consistait à rejeter les opposants des deux bords, à frapper et les constitutionnels attardés et les anti-concordalistes militants. A part soi, c'est pour ceux-ci qu'il était le plus sévère : il les décrivait, en une formule toute napoléonienne, comme « une petite portion du clergé de France qui a vendu sa conscience et son honneur à des êtres que le ciel a réprouvés et qu'elle veut rétablir malgré l'invincible volonté de la Providence » (3).

Il pensait donner lui-même l'exemple de l'impartialité dans son administration diocésaine. A la fin de 1803, il imagina de faire passer sous les yeux de Pie VII la correspondance qu'il entretenait avec ses vicaires généraux à Lyon. Mais il agissait moins en esprit d'humilité que dans le désir de montrer la part personnelle qu'il prenait à la direction d'une grande église, et d'étaler les fruits de la paix religieuse en France : « Vos lettres me font tellement plaisir, disait-il à Courbon, que je crois bonnement que Sa Sainteté doit en éprouver autant, et je les lui

intercéda auprès de Fouché ; le Ministre autorisa Lantsheere à venir résider dans le diocèse de Fesch (janvier 1805).

(1) Caprara à Consalvi, de Bruxelles, 28 juillet 1803, Vat., Nunz. Fr. 590, fo 353-58 ; cf. LANZAC DE LABORIE, *Belgique*, I, 454.

(2) Portalis à Fesch, 1^{er} vend., 11 brumaire an XII, Arch. Rh., 1 F 41.

(3) Fesch à Courbon, Arch. Archev. *Papiers Fesch*. Le 15 therm. an XI (eod. loc.) il dit au même : « Sans doute elles subsisteront encore pendant quelque temps, les traces de cette déplorable division qui a affligé l'Eglise et qui se prolonge par l'obstination des uns et l'immoralité des autres. Foi et Charité : avec cela tous les maux disparaîtront ». L'obstination, c'est celle des constitutionnels ; l'immoralité, c'est celle des anti-concordatistes.

envoie pour lui donner connaissance de l'état de mon Église puisqu'on se plaît en Europe de décrier le gouvernement actuel de l'Église de France » (1). Seulement les papiers qu'il présenta furent l'objet d'un examen dont la minutie, s'il l'avait connue, l'aurait sans doute bien étonné. Le théologien qui en fut chargé écrivait à ce propos : « Le Pape sur le soupçon qu'il puisse y avoir quelque chose de mauvais, me les a donnés pour que je les voie, désirant savoir s'il doit, ou non, y donner des éloges, ce qui, vous le voyez, dépend de savoir s'ils contiennent ou non une doctrine mauvaise. Je les ai lus, et il ne me semble pas y découvrir quelque chose de mauvais, sauf des louanges au Premier Consul telles qu'on en pourrait à grand'peine donner à Dieu ». Après ce jugement d'ensemble, le consulteur, descendant aux détails, s'étonnait de l'éloge *très marqué* que le cardinal faisait de son vicaire général Renaud, ex-constitutionnel : sans doute le cardinal devait « connaître à fond un homme qu'il a honoré de sa confiance », mais dans la correspondance dudit grand vicaire on pouvait relever des expressions qui semblaient trahir sa répugnance à exiger de personne une rétractation, ce qui suffisait à le ranger au nombre des « constitutionnels obstinés » (2).

Ce petit épisode sert à mesurer la distance qui séparait les résultats acquis du but que Fesch proposait à son apologétique. Il était, lui, intimement persuadé que, devant l'état florissant du catholicisme français, toutes les préventions ultramontaines devaient tomber ; s'il n'appartenait pas à un ambassadeur de résoudre les antinomies séculaires qui opposaient la France et Rome, du moins l'archevêque, par les preuves évidentes de son bon vouloir, entendait-il contribuer, sans trahir son gouvernement, à établir les effets heureux du Concordat. Il assurait à Émery que Pie VII se déclarait « enchanté des progrès de la religion en France : tout lui fait la plus agréable sensation ; il désirerait un travail de chaque évêque sur le bien et les abus de nos églises. Il croit fermement que l'Église de France est encore la meilleure portion de l'Église universelle » (3). Mais tandis qu'il s'entraînait lui-même à la confiance, dans l'entourage de Pie VII les théologiens déploraient les conditions du rétablissement du culte en France. « Ce n'était pas la religion catholique qui était établie, disaient-ils, mais une caricature combinée par une puissance incompétente, tout à fait différente de la divine consti-

(1) Au même, 26 octobre 1803, 22 février 1804, eod. loc.

(2) Vat., Ep. Nap. Francia 2.

(3) Fesch à Émery, 28 fruct. an XI, Arch. Saint-Sulpice, *Papiers Émery*, V, 5290.

tution de l'Église, dépourvue de stabilité, et, pour dire tout brièvement, c'est le culte extérieur qui se rétablissait, non la substance de la religion, laquelle est inséparable du système qui lui a été prescrit par son divin Auteur (1) ».

II

Jusque-là, seuls les départements belges et rhénans avaient vu s'étendre à eux le Concordat français; mais à mesure que le Premier Consul transformait en annexions définitives l'occupation des pays dépendant de la France, il annonçait son intention d'y faire prévaloir la même organisation ecclésiastique qu'à l'intérieur.

Ainsi du Piémont, incorporé à la France en septembre 1802. A la division du pays en départements, Bonaparte entend que corresponde une nouvelle circonscription des diocèses. Il ne saurait y en avoir 17 en Piémont contre 60 dans le reste du pays français. Leur nombre doit être en harmonie avec celui du reste de l'Europe, leurs limites coïncider avec les limites administratives. Les sièges superflus seront supprimés et l'anomalie qui fait dépendre certains d'entre eux de métropoles étrangères disparaîtra, tous les nouveaux diocèses étant groupés dans une métropole, celle de Turin. Une note énergique de Cacault, le 17 février 1803, a posé un véritable ultimatum : si Rome ne cède pas, tous les biens des évêchés, chapitres, cures, fabriques, séminaires seront mis à la disposition de la nation et vendus comme l'ont été les autres biens ecclésiastiques en France (2).

Les raisons mises en avant sont purement administratives, mais le vrai motif de ces exigences est politique. La réorganisation religieuse traduira à des populations restées très attachées au culte la nécessité de se soumettre à l'état de choses nouveau ; elle permettra au Consul de diriger la nomination des évêques et de « mettre tout sous sa dépendance » (3). Craignant « les lenteurs et les incidents que les canonistes de Rome pouvaient faire naître à chaque instant », Portalis prétend même accélérer l'opération en obtenant pour le légat les facul-

(1) Vat., *Storia mutilata*.

(2) Cacault à Consalvi, 17 fév. 1803, Vat., Nunz. Fr. 596, f^o 477; eod. loc., p. 466 sqq. : pièces soumises aux cardinaux consultés le 22 février.

(3) PICOT, *Mémoires ecclésiastiques*, II, 434; cf. [JAUFFRET] *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, I, 369.

tés nécessaires, de sorte que l'on parvienne à rédiger « ici sous nos yeux les bulles requises et à tout exécuter sans que nous fussions obligés de recourir à Rome » (1). Déjà il a envoyé à Turin l'évêque d'Amiens, chargé de préparer les opérations relatives à la nouvelle circonscription des diocèses, et qui poursuit ce travail avec la plus grande hâte.

Mais Rome n'admettra pas que tout se passe à Paris, en dehors de son contrôle. En juin 1803 lorsque Cacault est rappelé, après six mois de négociations, deux points sont acquis : le Saint-Siège accepte le principe d'une nouvelle circonscription, et, après beaucoup d'efforts, il obtient le maintien de six évêchés. Mais le Pape se réserve de donner la bulle, dont Caprara n'aura qu'à rédiger le décret exécutorial. En somme la Curie renonce à opposer plus longtemps un refus absolu, pour se réserver le droit de surveiller l'opération. Consalvi trouve d'ailleurs de sérieux avantages à un arrangement qui garde aux églises tous leurs biens : cette solution fait honneur au Consul, et il la compare à l'avidité de Naples qui prétend alors réduire à dix-huit le nombre de ses diocèses, pour s'assurer les biens de tous les autres (2). Il se tient en contact étroit avec Caprara, dont il n'a, en l'occurrence, qu'à louer la diligence et l'exactitude. A la fin de septembre, tout est prêt pour la conclusion de l'affaire : le décret exécutorial est rédigé, le légat a les démissions nécessaires des évêques piémontais. Mais l'afflux des affaires extraordinaires à Paris retarde maintenant le règlement final, et le retardera jusqu'en 1805.

L'état provisoire où tout demeure éveille des appréhensions, dont Fesch va recevoir à plusieurs reprises des témoignages. Aucune des plaies des récentes révolutions n'est fermée : les séminaires ne peuvent se rouvrir ; les paroisses sont sans ressources suffisantes (3). Et le gouvernement français ne fait rien, se tenant, semble-t-il, satisfait de pouvoir traiter les évêques piémontais comme ses nationaux. Le 24 mars 1804, Fesch présente au secrétaire d'État une note demandant pour tous les évêques de « la vingt-septième division militaire » les

(1) Portalis au P. Consul, 12 prairial an XI, A. N., AF IV 1044. L'évêque d'Amiens, Mgr Villaret se mit au travail avec beaucoup d'activité. Les agents pontificaux déclaraient d'ailleurs qu'il ne manquait pas une occasion d'exprimer ses sentiments de vrai dévouement au Saint-Siège (Morozzo à Consalvi, 8 nov. 1803, Vat., Nunz. Firenze 185, f° 446).

(2) Cif. Nunz, vol. II, 27 août 1803; Consalvi à Caprara, 7 septembre, Nunz. Fr. 584; Caprara à Consalvi, 25 juin-25 septembre, Nunz. Fr. 590, f°s 314, 486.

(3) Fin 1804, l'agent pontifical à Turin, l'abbé Romualdo Valenti, adressait à Consalvi un tableau très sombre de la situation, Vat., Ep. Nap. 257/2.

facultés accordées en matière matrimoniale à leurs collègues français. Assez maladroitement il présente la requête comme très simple : il s'agirait d'un usage dont la modification serait fondée sur ce fait que « le Gouvernement ne reconnaît que deux sortes d'empêchements » en matière de mariage. Or il touche un point sensible. Les prétentions de la puissance civile en France à légiférer sur le mariage sont en contradiction avec la morale catholique. Di Pietro, à qui est soumis la note de Fesch, ne manque pas de s'étonner des termes dans lesquels elle est conçue, termes que l'on se flattait, dit-il, « de ne pas voir employés... par un archevêque qui est aussi cardinal de la Sainte Église ». Sur le fond, pas de concession possible : on a déjà refusé des facultés semblables à l'Espagne ; en France, elles n'ont été accordées qu'après des événements tout à fait exceptionnels, mais « le Piémont est en Italie, circonstance très grave, n'y ayant pas un seul exemple d'une semblable concession faite à des évêques en Italie (1). »

L'avis de di Pietro n'empêcha pas le Pape d'autoriser Caprara à étendre au Piémont les facultés demandées. Et cependant il se fondait sur un argument du plus grand poids aux yeux des Romains. S'ils répétaient si souvent, ces canonistes, que l'on avait cédé en France à des circonstances exceptionnelles, c'était évidemment pour refuser des concessions qui eussent été autant de fâcheux précédents, à l'heure où ils négociaient avec tant d'autres puissances. Mais c'était aussi, on est tenté de dire surtout, pour empêcher le progrès de l'influence française au détriment des positions ultramontaines : où la résistance était-elle plus nécessaire qu'en cette Italie, jusqu'à présent presque intacte de la contamination gallicane ou josphiste ? Politiquement, le Piémont pouvait être devenu français : dans la géographie religieuse, il restait vrai que le Piémont était en Italie, en terre ultramontaine. Dans le Piémont comme dans la République Italienne, le Saint Siège refusait des concessions que ne motivaient pas des révolutions comparables à celles de France. Et s'il fallait sacrifier quelque chose, on entendait au moins éviter l'introduction de la partie de la législation française contraire aux principes catholiques.

Or la menace grandissait. La demande de dispenses que nous venons de signaler ne soulevait pas seulement la question des droits respectifs

(1) Fesch à Consalvi, 3 germinal an XII, Arch. Rh., 1 F 20, 235 ; Avis de di Pietro, 4 avril 1804, Vat., Ep. Nap. Francia 24 ; Consalvi à Caprara, 20 juin, Nunz. Fr. 584, f^o 173 ; à Fesch, Arch. Rh., 1 F 29.

de l'épiscopat et de l'autorité apostolique (1) ; elle posait aussi tout le problème de la législation sur le mariage. En France, la session législative de l'an XII (25 janvier-19 mars 1804) voyait le vote des vingt-deux dernières lois du Code Civil, comprenant les titres du mariage et du divorce. « Le seul fait de composer avec le mariage un titre spécial du Code, dit très bien M. Boulay de la Meurthe, montrait l'étendue du changement qui s'était opéré dans les idées et qui, d'un acte regardé comme relevant essentiellement de la religion, avait fait un acte civil (2). » Le fait d'insérer dans le chapitre sur la famille l'autorisation du divorce prouvait combien affranchie des normes catholiques était la conception de cette société issue de la Révolution. Le très long discours prononcé par Portalis en faveur de cette législation, était, du point de vue romain, « plein d'hérésies » (3) ; mais à quoi bon des remontrances contre des textes qui ayant force de lois laissaient peu de place à la correction ? Le légat fut chargé d'observations orales, et le Conseiller pour les Cultes y répondit en faisant valoir les améliorations déjà apportées par le Code Civil à l'état antérieur, le divorce rendu plus difficile, et plus rares les mariages entre beaux-frères (dont la fréquence en France étonnait les canonistes).

Ces apaisements, à la rigueur, le Pape pouvait les accepter pour la France. Mais rien ne justifiait l'importation de ces nouveautés dans l'Italie qui ne connaissait encore d'autre législation matrimoniale que celle du droit canon. Or, dès avril 1804, le préfet du département du Haut-Pô, dans une circulaire, s'exprimait sur le mariage civil et le mariage religieux, sur le sacrement et le contrat, en formules qui ressemblaient à celles des juristes français. Et Rome s'indignait que, dans la République Italienne, toute catholique, où le catholicisme était religion d'État, dans un acte émané de la plus haute autorité du département, pussent s'étaler de pareilles opinions, condamnées si explicitement comme « tout à fait erronées » (4).

(1) Cette questions des dispenses avait toujours été un point de friction entre le Saint-Siège et l'épiscopat gallican. Rome soutenait que le Pape seul pouvait dispenser dans une matière intéressante toute la doctrine de l'Église sur le mariage et dérivant d'une loi générale de l'Église. Au lendemain du Concordat, pour éviter toute contradiction entre les lois civiles et ecclésiastiques, Pie VII avait accordé aux évêques de larges facultés, mais en affirmant leur caractère exceptionnel et temporaire. Les évêques ex-constitutionnels affectaient au contraire de n'avoir pas besoin de ces facultés.

(2) BOULAY DE LA MEURTHE, *Rétablissement du culte*, p. 307.

(3) Vat., *Storia Mutilata*, Ep. Nap. Francia 1.

(4) « Observations sur la circulaire du préfet du département du Haut-Pô », 8 avril 1804. Vat., Ep. Nap. Italia 281/33.



Pour Rome le Concordat français avait été un fait unique, douloureusement motivé par la Révolution qui avait bouleversé l'Église de France. Mais Pie VII, qui se faisait un mérite de ce traité, était le premier à affirmer, que « conservateur et gardien des lois, des règles de la Religion catholique », il croirait les sacrifier en accordant à un État Italien un concordat semblable à celui de France (1).

Trois raisons fondamentales avaient dressé longtemps le Saint-Siège contre l'idée d'un traité avec la République Italienne : la crainte d'y voir insérer des stipulations contraires à la religion, ce qui était vraisemblable étant donné les fortes tendances josphistes qui régnaient à Milan ; la répugnance du Pape à paraître, même indirectement, reconnaître l'annexion des Légations ; l'appréhension que ses concessions fussent nuisibles dans les négociations avec les autres princes italiens. Mais là encore Rome fut placée devant l'alternative ou de laisser faire sans elle, — et contre elle —, ou de collaborer à une réorganisation religieuse. En janvier 1802 la Consulta Cisalpine de Lyon élabore, sous les yeux du Premier Consul, une « loi organique sur le clergé italien » qui jeta l'alarme à Rome. En dehors de la déclaration du catholicisme religion d'État, les dispositions qu'elle contenait firent « dresser les cheveux » aux consultants romains. Plutôt que de laisser les légistes de Milan légiférer seuls, et le Ministère des Cultes — qui venait d'être créé — trancher de la discipline ecclésiastique, il valait mieux traiter. Pie VII fit savoir au Premier Consul que, moyennant l'abrogation de la loi organique, il accepterait un Concordat (28 juillet 1802). Caprara, revêtu des pouvoirs de légat *a latere* pour la République Italienne comme pour la Française, fut chargé de la négociation (2).

Le Premier Consul avait très nettement conscience que Rome ne signerait pas volontiers ce Concordat. Il intervint avec énergie, afin que les gens de Milan n'accumulassent pas les difficultés (3). Il fut très affirmatif en répondant aux ouvertures de Pie VII : « Les dis-

(1) Cacault à Talleyrand, 28 juillet 1802, dans THEINER, *Deux Concordats*, II, p. 24.

(2) Sur ce début de la négociation, voir A. N., F¹⁹ 1919 : Concordats italien et allemand ; cf. PINGAUD, *Bonaparte président de la République Italienne*, 1^{re} partie, p. 299 sqq ; 2^e partie p. 221 sqq.

(3) « Observations sur la délibération de la Consulta d'État » 8 thermid. an X (27 juillet 1802), *Corr.*, VII, 6212.

positions des lois organiques ou d'autres lois ne doivent pas arrêter Sa Sainteté. Il est facile d'y remédier, et par l'abolition des dites lois, le Concordat ne serait point gratuit » (1). Rome vit là un véritable engagement, dont elle s'empara aussitôt. Il est vrai par ailleurs que Bonaparte, jusqu'au dernier moment, avertit Caprara qu'il n'avait pas la faculté d'abolir lui-même des lois italiennes, et qu'il n'admettait pas que le traité formulât cette abolition en des termes « injurieux et insultants pour la République ».

Toute la discussion, qui dura plus d'un an (juillet 1802-septembre 1803), les cinq projets et contre-projets échangés, tournèrent autour de cette difficulté centrale. Finalement on trouva une formule d'accord, le fameux article 21 : « Le présent Concordat est substitué à toutes les lois, ordonnances et décrets émanés jusqu'ici de la République Italienne sur des matières de religion ». Le Concordat italien, signé par Caprara et par Marescalchi, représentant de la République à Paris, se rapprochait finalement de celui de Paris, en ce qu'il acceptait une redistribution (d'ailleurs très modérée) et une nouvelle délimitation des diocèses, la nomination des évêques par le pouvoir civil et l'institution canonique par le Pape, le serment de fidélité pour les ecclésiastiques, la reconnaissance des ventes de Biens Nationaux. Mais il était sensiblement plus favorable pour Rome : il prévoyait une dotation avantageuse du clergé, qui n'avait pas perdu tous ses biens ; surtout il proclamait le catholicisme religion d'État, et précisait, par son article 20, que, pour les questions indécises, on se conformerait à la discipline en vigueur dans l'Église (2).

Lorsque les signatures furent échangées, Fesch était à Rome depuis deux mois, chargé des intérêts de la République Italienne en même temps que de ceux de la France (3). Il sut, par le secrétaire d'État, que les difficultés seraient plus grandes encore que pour le Concordat français. Antonelli en particulier condamnait le traité. Pour lui, l'article 21, « pivot sur lequel repose tout le Concordat », contenait un piège, en annonçant la disparition des lois antérieures « sur les matières de religion », *circa res religionis* ; il aurait fallu ajouter *ac dis-*

(1) Le P. Consul à Pie VII, 24 vend. an XI, *Corr.*, VIII, 6371 ; *Vat.*, Nunz. Fr. 590, f° 458 (pièces relatives au Concordat italien) et 481 (chiffres du légat au Secrétaire d'État).

(2) PINGAUD, *Bonaparte président...*, 2^e partie, p. 233.

(3) Si l'on fait abstraction de cette affaire du Concordat poursuivie à Paris, Fesch n'eut à ce titre que des affaires de peu d'importance à régler : *Arch. Rh.*, 1 F 54.

ciplinæ ecclesiasticæ. La malice éclatait également dans l'introduction où était inscrite la promesse de conserver la religion catholique intacte *dans ses dogmes : in suis dogmatibus integra servatur*. On évitait donc de parler de discipline, ou plutôt on exceptait formellement les matières de discipline, pour les laisser à la discrétion de l'État, ce que l'Église ne pouvait accepter. Malgré ces observations, la majorité, conduite par le cardinal Caselli, se déclara satisfaite. Le 6 octobre 1803, Fesch annonça à Portalis la ratification. « Les changements proposés aux premiers plans par le Premier Consul ont été acceptés dans leur entier et le Souverain Pontife a approuvé tous les articles comme favorables au sens qu'il devait leur donner lui-même (1). » Le 2 novembre, Bonaparte agissant comme Président de la République Italienne ratifia le traité. Puis il chargea le fils de Marescalchi d'en présenter à Pie VII une copie magnifiquement reliée. Introduit par Fesch le 11 janvier 1804, le messager recueillit de la bouche du Saint-Père l'expression renouvelée de sa satisfaction.

Le succès de l'opération rejaillissait sur l'ambassadeur. Portalis l'attribuait, avec plus de courtoisie que de vérité, à sa « sagesse » et à ses soins » et y saluait « un beau début dans la mission importante qui vous a été confiée (2). » Consalvi ne cachait pas la reconnaissance qu'il éprouvait pour le Premier Consul. En ordonnant aux Nonces de faire publier partout le Concordat, il en donnait ce commentaire explicite :

« Toutes les relations me font connaître que la République Italienne et, pour elle, le Corps Législatif, demeurent assez peu satisfaits du nouveau Concordat : on dit que Rome s'en trouve sensiblement mieux qu'au temps de Joseph II. Je me flatte que vous reconnaîtrez dans ce Concordat, en réfléchissant aux circonstances de notre temps, un vrai triomphe de la Religion. Qu'on ait obtenu la révocation de toutes les lois de la République Italienne est une chose qui tient du miracle, si l'on y réfléchit bien. L'autre article qui fixe que, dans tout ce qui n'est pas expressément établi par le Concordat, on procède suivant les règles de l'Église, est encore un autre point d'un prix vraiment infini. Tant d'autres articles relatifs à la discipline sont d'un prix incomparable, parce qu'ils établissent des *maximes* qui depuis quelque temps ne sont que trop attaquées, et qui sont violées dans presque tous les États,

(1) Fesch à Portalis et à Talleyrand, 13 vend. an XI, Arch. Rh., 1 F 20, 107. Les consultations des Cardinaux, surtout d'Antonelli (2 octobre) sont dans Vat., Ep. Nap. 281/28.

(2) Portalis à Fesch, 2 brumaire an XII, Arch. Rh., 1 F 41.

ainsi que dans la dite République. Les sacrifices qui y sont faits de la nomination aux évêchés, de l'abandon des biens aliénés pendant les révolutions, outre qu'ils étaient indispensables vu les circonstances, trouvent une abondante compensation dans ce qui a été gagné... En somme, il me semble qu'il y a vraiment de quoi se réjouir d'un Concordat semblable en une pareille époque, et qu'on doit être reconnaissant à la religion et à l'esprit de raison du Premier Consul (1). »

Sur un seul point le Pape n'avait pas satisfaction apparente, puisque les évêques des Légations étaient mis sur le même plan que les autres : mais Consalvi rappelait l'antique règle du Saint-Siège de n'avoir égard pour les nominations épiscopales qu'au *détenteur* des territoires. La cession de la nomination à ces sièges ne constituait à aucun degré une confirmation du traité de Tolentino (2). L'optimisme du Secrétaire d'État refusait même de se laisser entamer par la nouvelle des résistances qui commençaient à Milan. Dès le mois de décembre, une protestation du Corps Législatif s'était heurtée à une fin de non-recevoir de Bonaparte, « tant il est vrai que c'est au Premier Consul seul que l'on doit le bien de la Religion ». Consalvi comptait aussi sur Fesch ; il ne trouvait pas assez de qualificatifs pour dire « avec quelle sagesse, quel esprit de modération, de confiance dans le Saint-Siège, de courtoisie et de convenance », il interprétait les instructions de son neveu ; il le voyait « attaché par maxime et par sentiment au Saint-Siège », et se demandait quel homme meilleur on aurait pu trouver. Qui avait pu répandre le bruit qu'on disait à Rome du mal de la France ? « On ne dit pas à Rome du mal de la France, parce que personne ne peut en dire que du bien, car d'aucun autre pays le Pape ne reçoit autant de bien que de la France soit in *spiritualibus*, soit in *temporalibus* (3) ».

On voit l'importance que le gouvernement pontifical accordait au règlement religieux de la Cisalpine : c'était, au lendemain de l'accord de Paris, la première de ses préoccupations. Bonaparte, en montrant

(1) Vat., Cif. Nunz. V, fo 6 (14 janvier 1804). Même note, le 21 janvier (fo 18). Consalvi se félicitait que le Concordat fit voir la différence entre un pays où la Religion n'avait pas été bannie, et la France où il fallait replanter ce qui n'existait plus ; et il espérait que le Nonce Severoli en tirerait argument dans les négociations germaniques.

(2) Vat., Cif. Nunz. V, fo 31 (à Morozzo, 3 fév. 1804).

(3) Vat., Cif. Nunz. II, 17 et 31 décembre 1803. Consalvi allait jusqu'à définir Fesch : « religieux, juste, sincère, plein d'humanité, d'un caractère très doux... extrêmement conciliant lorsqu'il traite les affaires », ce qui contenait au moins un peu de flatteuse exagération.

quelques complaisances sur ce point, aurait plus fait que par nul autre moyen pour sceller son accord avec Rome, et la tâche du ministre de France aurait pu demeurer, même au milieu des incidents politiques, relativement facile. A l'inverse, on devine de quelle hauteur devaient tomber Consalvi et Pie VII, lorsqu'à cette brève embellie que la convention avec Milan faisait briller sur la fin de l'année 1803, succéda une brusque tourmente, l'orage des décrets Melzi.

Le 26 janvier 1804, le *Bulletin des lois* de la République Italienne, publiant le Concordat, le faisait suivre d'un décret du Vice-Président « relatif à l'exécution du traité entre la République Italienne et le Saint-Siège ». Par un procédé analogue à celui du Premier Consul adjoignant au Concordat français les Articles Organiques, Melzi, sous couleur de pourvoir à l'exécution du traité, remettait en vigueur certaines dispositions de la législation antérieure à la Révolution. Mais en France les Organiques ne contenaient rien qui fût en contradiction directe avec le traité signé par le Pape. Au contraire, à Milan, le Vice-Président Melzi s'attaquait au texte même de la convention. Il en interprétait les articles au nom de deux principes : le premier, que les lois et décrets de la République ne cesseraient d'avoir force et vigueur *que là où le Concordat présentait d'autres dispositions* ; le second que le Président, ayant succédé aux Empereurs, ducs de Milan, devait jouir dans la République de leurs droits et privilèges. Tout le succès des négociateurs romains était remis en question, puisque, loin d'obtenir le respect de la discipline de l'Église, ils voyaient restaurée d'un coup toute la législation ecclésiastique de Joseph II. Antonelli avait eu raison d'affirmer que les articles 20 et 21 ne contiendraient pas l'arbitraire du gouvernement, qui, non seulement se mettait en contradiction avec leur esprit, mais en ruinait l'effet.

Le Pape et son ministre furent atterrés. Fesch, dans ses dépêches, reflétait l'émotion que la loi réglementaire produisait « dans toute l'Italie » : « Le Sacré Collège l'a hautement improuvée. Le Saint-Père est péniblement affecté d'un pareil contre-temps.

« Je vous prie... de porter ces faits à la connaissance du Premier Consul lors de votre premier travail et d'employer tous les moyens qui pourraient être en votre pouvoir pour hâter la réparation du mal qu'a produit cette loi. Vous sentez comme moi la nécessité de cette mesure.

« La France avait des libertés et a dû y tenir en ce qui ne concernait pas le Concordat, et par conséquent les rappeler par une loi organique,

mais l'Italie ni le Milanais ne peuvent appeler les siècles en faveur de libertés qu'elles n'ont jamais eues, et que la loi a qualifiées d'usurpations ; je me suis abstenu de combattre ou d'approuver cette loi, j'attends les ordres du gouvernement là-dessus, mais je dois l'instruire de ce qui arrive ici. Le Pape m'a assuré qu'il ne donnerait aucune exécution au Concordat avant que cette loi ne fut modifiée (1). »

En soulignant la différence qui existait entre la situation de l'Italie et celle de la France, Fesch traduisait exactement les vues des Romains. Il n'est que de comparer l'énergie des protestations que le Quirinal adressa contre les décrets Melzi avec les procédés atténués dont le Pape s'était contenté contre les Organiques français. En mai-juin 1802, Pie VII, fermant l'oreille aux opinions intransigeantes, avait discrètement formulé, dans une allocution consistoriale où dominait l'accent de la reconnaissance, l'espoir de modifications et de changements opportuns et nécessaires. En février 1804 au contraire, le doux et conciliant Pontife suivit sans hésiter l'avis des cardinaux qui penchaient pour les solutions extrêmes. A peine Antonelli et di Pietro se sont-ils prononcés pour une lettre brève, mais personnelle au Premier Consul, accompagnée d'un mémoire simple, mais *énergique*, que Pie VII prend la plume. Il ne se contente pas de déplorer dans le style gémissant où se complaisaient certains documents pontificaux « les trames occultes de ceux qui voudraient détruire le Concordat puisqu'ils n'ont pu empêcher sa conclusion », de se confier à la loyauté du Premier Consul, il parle sur le ton de l'autorité. Le Concordat brisé par Milan, Rome se refuse à l'exécuter : à deux reprises, le Pape proclame qu'il ne peut en admettre la validité, tant que les décrets Melzi subsisteront (2).

La menace était dirigée contre le gouvernement italien : la correction diplomatique et une élémentaire habileté conseillaient de n'invoquer Paris que comme arbitre, et le Saint-Père s'efforçait de ne pas donner l'impression d'un ressentiment contre Bonaparte (3). Au fond,

(1) Fesch à Portalis, à Talleyrand, 9 ventôse, A. E., Rome 536, f° 119 et 120. Les minutes de ces dépêches (Arch. Rh., 1 F 20, 207) sont encore plus énergiques : il assure que le Concordat ne sera pas exécuté « si on ne revient pas sur cette loi ». Le même jour, il parle catégoriquement à Bonaparte des « contradictions manifestes à la lettre et à l'esprit du Concordat » que contiennent les décrets.

(2) Vat., Ep. Nap. 281/30; Nunz. Fr. 584, f° 114 (24 janvier) et 128 (29 février).

(3) Quelques jours après l'envoi de sa lettre, Pie VII par un geste significatif, élevait à la pourpre Mgr Oppizoni, archevêque de Bologne, c'est-à-dire d'un diocèse des Légations, mais personnellement recommandé par Bonaparte, Vat., Cif. Nunz., V,

il était difficile, et il nous semble impossible, de mettre totalement hors de cause le Premier Consul.

Certes les décrets de janvier 1804 émanaient bien de Melzi. Ils donnaient satisfaction aux plaintes de la Consulta et traduisaient les tendances profondes du ministre des Cultes Bovara et de Melzi lui-même qui était allé jusqu'à s'écrier un jour qu'il céderait les Légations « pour obtenir une déclaration définitive du Pape qui, dans tout le reste de la République, sanctionnât à perpétuité le système josphiste dans toutes ses parties (1) ». Mais déjà, *a priori*, il paraît peu vraisemblable qu'une initiative pareille du Vice-Président ait été prise à l'insu d'un Président comme Bonaparte. Quelques passages des lettres de Melzi indiquent qu'il n'en fut rien : « Vous avez senti dans votre sagesse, écrivait-il à Bonaparte au moment de la signature, combien pour obtenir cette paix, il était nécessaire de fermer les yeux sur bien des choses, et vous avez renvoyé à l'exécution le complément de votre ouvrage. » Sans doute le Premier Consul répondit-il en recommandant les concessions : c'est le mot fameux sur « cette paix religieuse qui, une fois perdue, ne peut se recouvrer qu'avec tant de peine ». Mais le conseil restait assez vague : Melzi crut si peu y trouver la condamnation de ses projets qu'il réitéra plus explicitement, le 15 décembre 1803 : « Je sens parfaitement tout le prix qu'il faut attacher à la paix des consciences. Je secondrai de toutes mes forces, avec le plus grand empressement, vos vues très sages à cet égard, auxquels les sentiments de mon cœur sont tout à fait conformes. Je suis cependant convaincu que pour l'obtenir d'une manière sûre il faudra, à l'acte de publication du Concordat, publier aussi les règles d'exécution qui en expliquent le véritable sens en le fixant, car Rome, par une divulgation prématurée dans toute l'Italie, a déjà pris les devants pour gagner l'opinion dans la direction qu'elle voudrait me donner (2) ». Aucune réponse venue de Paris ne détourna Melzi de l'idée de cette publication.

fo 107. Le Pape n'avait pas hésité à passer outre, en l'occurrence, aux protestations de la Cour de Vienne, et même aux critiques que cette concession devait soulever. Deux ans avant (pluviôse an X) Bonaparte ne s'était-il pas permis de *nommer et présenter* à S. S. l'archevêque de Ravenne, Condronchi, pour être élevé à la pourpre. Les théologiens avaient protesté qu'il était impossible de reconnaître au Président de la République italienne, le *privilegio della nomina* (Vat., Ep. Nap. 255/1).

(1) Melzi à Marescalchi, *Memorie, documenti*, II, 595. Voir II, 29, son rapport au Premier Consul sur les actes du Ministre des Cultes, Bovara.

(2) Melzi à Bonaparte, 30 septembre, 15 décembre 1803, *ibid.*, II, 201 ; Le Premier Consul à Melzi, 25 novembre, *Corr.*, IX, 7323 ; M. PINGAUD (*Bonaparte*

Consalvi ignorait évidemment cette correspondance. Mais la négociation, tout entière poursuivie en France, avait été d'avance placée par le Saint-Père sous la sauvegarde de « la religion et de la justice du Premier Consul ». De même qu'on lui avait rendu grâce des résultats favorables, de même on s'étonnait qu'il ne fit pas respecter les termes de la convention. Il y avait bien l'objection que Bonaparte ne se reconnaissait pas la faculté de révoquer des lois et décrets de la République Italienne ; mais Consalvi avait fait entendre par avance qu'elle ne persuadait pas les Romains : « n'a-t-il pas le moyen d'obtenir le consentement du Corps Législatif ou de la Consulta à cette révocation (1) » ? En un mot, le Premier Consul devait porter la responsabilité d'une pareille violation du Concordat italien, comme il avait la paternité du procédé consistant à modifier un traité par l'adjonction de lois dites organiques.

Après l'évidente solennité de l'appel pontifical, malgré le bon vouloir de Fesch, quelques mois s'écoulèrent dans le silence. Pourtant le légat, cette fois, avait pris la chose tout à fait à cœur. Sa double qualité de négociateur du Concordat et d'archevêque de Milan lui insufflait une audace inconnue. Spontanément il avait présenté des observations sur les décrets, dès leur publication (2). Stimulé ensuite par Consalvi, il renouvela ses démarches. Il se plaignait de la difficulté qu'il éprouvait à joindre Bonaparte et à obtenir de lui autre chose que des promesses vagues. Rien là que de parfaitement admissible en ce début de 1804 où le futur Empereur poursuivait de gigantesques desseins d'action militaire, maritime et continentale, tandis qu'il disputait sa vie aux conspirations et préparait la fondation d'une dynastie nouvelle. Quel temps eût-il trouvé pour ces querelles, qui s'enchevêtraient

Président, 2^e partie, p. 237) n'a pas tort d'attribuer au gouvernement de Milan les décrets, mais il est bien difficile de présenter, comme il le fait, Bonaparte placé devant l'intransigeance du gouvernement de Milan, ayant conscience de la contradiction qui existait entre les décrets et le Concordat, et renonçant à la faire fléchir. Napoléon a pu être dépassé, mais d'une part ses observations antérieures prouvent qu'il remettait explicitement aux lois nationales le soin de rectifier le traité (*Corr.*, VII, 6212) ; d'autre part, il n'a jamais formellement exprimé de blâme à Melzi ; à la fin de juin, faisant de l'action gouvernementale une revue élogieuse sur tous les points, il promettra d'établir « un ordre de choses plus conforme à l'esprit du siècle où nous vivons et au degré où est arrivée la Société » (*ibid.*, IX, 7814). D'ailleurs les Organiques français et ceux qui avaient préparé la Consulta de Lyon en 1802, sous les yeux de Bonaparte, prouvaient à Melzi ce que le Président accepterait dans cet ordre d'idées.

(1) *Vat., Nunz. Fr.* 584, f^o 79.

(2) *Caprara à Consalvi*, 26 février, *Vat., Nunz. Fr.* 591, f^o 77-101.

Napoléon et le Saint-Siège.

d'ailleurs avec celles que faisait naître l'affaire Vernègues ? En voyant remis en question le résultat de deux ans de discussion, il dut éprouver une vive contrariété. La lettre par laquelle il répondit enfin au Pape trahit quelque embarras devant la perspective de ces « querelles religieuses » qu'il disait détester par-dessus tout. Néanmoins, elle se terminait sur la promesse d'attirer toute l'affaire à lui, d'en poursuivre l'examen à Paris directement avec le Cardinal légat.

Particularité curieuse : cette lettre, datée du 22 avril (1), n'arriva à Rome que le 13 juin, sans avoir passé par le pli de Caprara, ni par Fesch. Et ce retard mit aux mains du Pape les promesses rassurantes du Premier Consul au moment même où étaient faites les premières ouvertures pour le Sacre. Consalvi n'épilogua point sur ces détails. Il voulut lire dans l'assurance répétée par Bonaparte du « plaisir que j'éprouve à faire quelque chose qui lui (à Pie VII) soit agréable », la preuve que le Consul « avait été touché par les raisons du Pape ». Il affectait néanmoins plus de confiance que l'on n'en ressentait réellement autour de lui. C'est ainsi que Pie VII refusant l'offre de négocier encore à Paris avertissait Caprara qu'il ne consentirait pas « dans ces sortes de matières doctrinales » à « envoyer à un légat des pouvoirs pour les terminer définitivement, car le jugement du Pape y doit intervenir personnellement (2) ». Pareille confession, à pareille date, nous autorise à croire que les affaires d'Italie contribuèrent beaucoup à la décision de Pie VII d'aller pour le Sacre à Paris, où il aurait l'occasion de juger lui-même des possibilités d'agir, et, qui sait ? d'arracher à l'Empereur devenu son obligé, l'abrogation explicite des décrets Melzi.

*
* *

La déconvenue éprouvée par Rome dès la mise en vigueur du Concordat italien était d'autant plus sensible que la Curie comptait sur un précédent favorable pour renforcer sa position vis-à-vis des autres États. Les décrets Melzi n'étaient pas plutôt connus que toute la péninsule semblait en proie à une fièvre d'innovations en matière ecclésiastique, et que, de tous côtés, s'annonçaient des assauts contre le Saint Siègre.

(1) Elle figure, en effet, à la date du 2 floréal dans la *Corr.*, IX, 7708. Consalvi relève ce retard dont il ne sait pas la raison (Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 171). Nous ne pouvons que le rapprocher des retards déjà signalés à propos de l'affaire Vernègues.

(2) Consalvi à Caprara, 11 juin 1804, A. N., F¹⁹ 1919.

A Parme les difficultés commencèrent avec l'arrivée d'un commissaire français. Le Premier Consul avait jusque là refusé de céder les duchés de Parme et de Plaisance à la République de Milan, craignant peut-être d'augmenter entre cet État et le Saint-Siège les points de contact et les occasions de friction. Le conseiller d'État Moreau Saint-Méry fut chargé d'administrer ces deux pays au nom de la France. Il protestait bien de son désir de respecter les usages et les traditions locales, mais au début de l'année 1804 furent remises en vigueur les lois de du Tillot sur l'Église, les ecclésiastiques et les lieux pies. Le Pape se persuadant que la mesure avait été prise à l'insu de Bonaparte, pria Fesch et Caprara d'intercéder auprès de lui (1). Les transformations religieuses ne s'en poursuivirent pas moins. Le 21 avril, l'évêque de Parme, le cardinal Loschis, décrivait l'état des esprits dans le clergé : « Ce qui a déjà été fait m'afflige, mais je suis angoissé encore plus par ce que l'on craint. Réduction de paroisses, abolition de monastères, innovations en ce qui touche la discipline ecclésiastique actuellement en vigueur, altération des plus anciens établissements pieux à seule fin d'en exclure les ecclésiastiques, nouvelle organisation de l'Université pour supprimer les chaires des personnes d'Église..., voilà les actuels sujets de méditation de nos réformateurs... Ce qui m'est le plus douloureux, ce sont les empêchements résolument mis à la liberté des communications avec Rome ». La lettre était confiée à un prêtre qui faisait le voyage de Rome, afin de ne pas être ouverte et interceptée à la poste (2).

Administrée également par un commissaire français, la petite république de Lucques, en mars 1804, proposa au Saint-Siège la « négociation d'un Concordat semblable à celui qui a été conclu avec la République Italienne (3) ». Fesch reçut de Talleyrand l'ordre de s'entremettre. Cette fois, Consalvi répondit tout net que sa Sainteté n'était pas disposée à se prêter à un Concordat avec une si petite puissance où d'ailleurs la discipline ecclésiastique n'avait pas été bouleversée. Provisoirement, on en resta là.

(1) Consalvi à Caprara, 25 janvier, Vat., Nuuz. Fr. 584, f° 116; Consalvi à Fesch, 11 mai, Arch. Rh., 1 F 28. Dès janvier 1804, le bruit avait couru à Rome qu'on allait chasser tous les religieux Dominicains de Parme et de Plaisance, et Fesch avait intercédé pour eux, au nom du Pape, *ibid.*, 1 F 20, 165.

(2) Vat., Ep. Nap. Italia, in 281/33. Fesch à Portalis, 10 prairial, Arch. Rh., 1 F 21, f° 16.

(3) Talleyrand à Fesch, 25 ventôse an XII, Arch. Archev. Corresp. Talleyrand; Consalvi à Fesch, 14 avril, A. E., Rome 936, f°s 183.85.

Par un paradoxe, le seul pays qui échappa à cette contagion était celui qui avait été, à la veille de la Révolution, le champion d'un josphisme de nuance janséniste, la Toscane. Les tentatives de réforme du grand-duc Léopold II en 1786 étaient complètement oubliées. Leur promoteur Scipion Ricci, ex-évêque de Pistoie et de Prato, ancien animateur du fameux concile de Pistoie dont les thèses avaient été condamnées par la bulle *Auctorem fidei* de Pie VI, était tombé en pleine disgrâce et vivait dans la retraite (1). Dans le même temps, Mgr Morozzo, diplomate apprécié de Consalvi, jouissait d'un grand crédit à la Cour. Le pieux Louis I^{er}, roi d'Étrurie par la grâce du Premier Consul, avait réglé d'une manière particulièrement bienveillante le statut des ecclésiastiques, rendant les évêques indépendants de la tutelle de l'État et affranchissant de tout contrôle l'enseignement religieux. A tel point que le ministre de France, Clarke, s'était emporté en reproches fort peu diplomatiques. Le Premier Consul, tout en blâmant les écarts de langage de son représentant, avait cependant adressé au Roi une mise en garde très claire : « Les relations de l'Eglise de Toscane ont dû être réglées par les archiducs d'une manière raisonnable et conforme aux droits des souverains et à ceux de la religion (2) ». L'incident avait eu du retentissement en Italie ; les ultramontains avaient beau jeu à souligner le contraste entre la bienveillance d'un État libre de fixer sa politique ecclésiastique et l'hostilité des gouvernements soumis à l'influence directe de la France.

Rome et Naples enfin étaient depuis longtemps déjà aux prises, sans pouvoir aboutir à un Concordat. La Curie n'entendait se prêter à un accord que moyennant une double garantie : intrinsèque, diminution discrète du nombre des évêchés, abolition de toutes les mesures violant la discipline de l'Eglise ; extrinsèque : liaison aux questions purement ecclésiastiques de la question du tribut annuel dû par le roi de Naples au Saint-Siège (3). Une ancienne tradition voulait que, tous les ans, à

(1) Sur Ricci, voir GENDRY, *Pie VI*, t. I, chap. XX ; GAFFAREL, *Républiques italiennes*, p. 237 n. ; surtout DE POTTER, *Vie et Mémoires de Scipioni Ricci*, 3 vol. (1826) ; et RUFFINI, *La Vita religiosa d'Alessandro Manzoni*, indispensable pour l'étude du Jansénisme italien. Sur le synode de Pistoie et son retentissement en Italie, *Dictionnaire Apologétique de la foi catholique*, art. Jansénisme.

(2) *Corr.*, VII, 6065. Les agents royalistes (REMACLE, *Relations*, p. 57) voulaient que Bonaparte eût annoté de sa main certaines observations de Louis I^{er} sur le Concordat : « Bon à conserver, comme un monument de la bêtise des rois, lorsqu'ils se livrent aux prêtres ». Cf. MARMOTTAN, *Le Royaume d'Étrurie*, p. 114-118.

(3) CONSALVI, *Mémoires*, II, 272 sqq.

la veille de Saint-Pierre, le Roi présentât au Pape, en signe de vassalité, une belle haquenée blanche; une somme de 8 à 10.000 écus était payée comme tribut. Cette coutume interrompue depuis son avènement, Ferdinand ne se souciait guère de la reprendre. Pour éviter d'en parler, il protestait qu'un objet purement temporel ne pouvait être lié à une discussion d'ordre spirituel. Mais Rome y tenait, vraisemblablement (c'est du moins ce qu'on peut lire entre les lignes, dans les *Mémoires* de Consalvi) moins à cause du « témoignage de respect » que pour obliger l'ennemi le plus tenace et le plus dangereux de son existence temporelle à en reconnaître le rétablissement.

Au début de janvier 1804, le Roi de Naples comprenant que son ambassadeur, Fabrice Ruffo, était *persona ingrata* au Quirinal, choisit comme plénipotentiaire le cardinal Caraffa di Belvedere. Celui-ci ne fut pas plus heureux. Consalvi, qui venait de signer le Concordat de Milan, se sentait alors fort des succès de la diplomatie pontificale en Italie. Il savait le Premier Consul nettement hostile aux prétentions napolitaines contre le temporel du Pape. Il déclara tout net que les pouvoirs de l'envoyé napolitain étaient insuffisants, parce que « circons crits aux seuls objets de discipline ecclésiastique (1) ».

Ainsi, à travers toute la péninsule, au Sud comme au Nord ou au Centre, l'attitude de Bonaparte, restaurateur de la religion en France, conditionnait le succès des négociations entre le Saint-Siège et ses voisins. Favorable, elle permettait à la Curie de tenir tête aux ennemis déclarés. Hostile, ou simplement indifférente, elle autorisait aussitôt les assauts des adversaires de l'ultramontanisme. Et toute injure infligée à l'autorité pontificale par un État, même de second ordre, risquait d'avoir un retentissement lointain dans une période où, à travers l'Europe entière, chaque Église nationale révisait le statut de ses rapports avec Rome.

(1) Vat., Cif. Nunz. V, fo 18 (21 janvier 1804). L'affaire des Jésuites, pour le rétablissement desquels Naples n'obtenait pas, malgré son insistance, l'autorisation de Rome, contribuait à envenimer encore les rapports. *eod. loc.*, fol. 125, 129. Finalement, en juillet, le Saint-Siège donna l'autorisation, après avoir pris toutes sortes de précautions pour ne pas froisser l'Espagne; la protestation de cette cour fut toute platonique, mais Paris manifesta son mécontentement de ce rétablissement. Vat., Ep. Nap., I/6 (Vargas à Consalvi, 20 mai 1804, Nunz. Fr. 591, fo 371; Caprara à Consalvi, 6 octobre).

III

Les négociations relatives aux affaires ecclésiastiques d'Allemagne devaient prendre une importance constamment accrue dans l'histoire des rapports entre Napoléon et Pie VII. Si Fesch n'y intervint pas au titre de ministre qualifié, comme pour le Concordat italien, le rôle qu'il fut amené à y jouer n'en est que plus expressif de l'influence indiscutée que Napoléon exerçait sur l'Europe catholique.

De l'anarchie où sombrait le catholicisme en Allemagne, la France était partiellement responsable. Les armées révolutionnaires avaient jeté bas l'édifice vermoulu des principautés ecclésiastiques. La paix de Lunéville, stipulant que les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin recevraient, à l'est, des dédommagements, avait ouvert la curée sur les terres d'Église. Mais la France restait la seule puissance capable de laisser se développer ou d'enrayer la ruée des convoitises. Dès 1801, un nonce pontifical, Mgr della Genga, effrayé par le spectacle dont il était témoin en Allemagne, se demandait déjà si la démarche la plus sage pour Rome ne serait pas « d'abandonner absolument tout » à Bonaparte, et s'il ne convenait pas, pour se sauver des loups, de se remettre entièrement au lion (1). Ce qui n'était alors qu'audacieuse anticipation parut être, le Concordat français une fois signé, la sagesse diplomatique. En février 1803, le Recès de la Diète germanique attesta le poids de l'influence française dans toute l'Allemagne moyenne. Bonaparte professait bien ne pas vouloir se mêler des affaires purement allemandes, mais, après avoir tant contribué à dicter le règlement territorial, pouvait-il se désintéresser des problèmes religieux que ce règlement même posait ?

Le Recès de 1803 avait achevé de bouleverser l'Église : privée de toute sa propriété foncière, elle subissait des pertes comparables, au moins au point de vue matériel, à celles de l'ancienne Église gallicane. « Tout est perdu, disait-on à Rome, alors que tout était en possession de l'Église catholique, les spoliateurs étant aussi bien des catholiques

(1) BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, p. 130. Sur la foire aux convoitises où disparurent les richesses matérielles, les centres de culture intellectuelle de l'Église, cf. Goyau, *L'Allemagne religieuse : le catholicisme*, I, 84-93. Après le Recès, les historiens allemands évaluent que l'Église germanique vit consacrer une situation qui lui enlevait 3.162.576 sujets et plus de 21 millions de florins de revenu annuel.

que des protestants, encore que ceux-ci soient en majorité, et rien n'est prévu pour le maintien de la religion et du culte catholique (1). » Le premier évêque d'Allemagne, titulaire du siège de Ratisbonne, en possession du titre d'Électeur-archichancelier de l'Empire, Charles Théodore de Dalberg, affirmait l'inéluctable nécessité d'un Concordat germanique pour fixer quatre points principaux : « Liberté de conscience, formation des Diocèses, droits du chef de l'Église, fondation des frais du culte et de la subsistance du clergé ». Il insistait particulièrement sur le second titre ; « les Princes les plus considérables (désirant) que leurs sujets catholiques dépendent en objets religieux d'un évêque qui ne leur soit pas étranger », il faudrait faire coïncider les limites des diocèses avec les frontières politiques (2).

Pour Dalberg, la meilleure méthode de négociations consisterait à envoyer un légat pontifical à Ratisbonne, en vue de se concerter avec l'Empereur et l'Empire, « les bons soins du Consul » devant par ailleurs contribuer « à cette œuvre salutaire ». « Concorde avec le Saint-Siège, l'Empereur et la France sous laquelle je tâcherai d'être conciliateur, et qui auront une force décisive en Allemagne », telle était la devise qu'il arborait dans les nombreux mémoires dont il accablait et Rome et Paris (3). Sous les principes dont il se parait, perçait l'intérêt personnel évident. L'archevêque de Ratisbonne, prince d'Aschaffembourg, se trouvait dans une situation dont il ressentait cruellement l'instabilité. Il aurait voulu consolider la principauté temporelle qu'il avait, par une exception unique parmi les évêques allemands, sauvée des sécularisations ; il ambitionnait une Primatie spirituelle qui eût flatté sa vanité, insatiable et supérieure même à son ambition. L'heureux aboutissement de négociations entre les trois puissances maîtresses des destinées du catholicisme allemand, dans sa métropole et sous sa médiation, aurait consacré l'une et l'autre.

Mais la vieille Constitution germanique restée debout au milieu des récents remaniements territoriaux ne connaissait qu'un chef de l'Empire. De Vienne, l'Empereur rappelait qu'il avait seul qualité pour

(1) Vat., Monaco Bavière 66 (dans un des mémoires destinés à préparer les travaux pour le Concordat germanique). Sur les conséquences du Recès, l'étude la plus importante est celle de DRIAULT, « R. H. » 1909, p. 48 sqq. V. aussi RINIERI, *La secolarizzazione dei principali ecclesiastici della Germania*.

(2) Vat., Nunz. Fr. 597, f^o 55 : *Observations sur l'Église d'Allemagne*, 21 mars 1803.

(3) Vat., Monaco Bavière 65 : une adresse de l'Électeur à Consalvi (probablement début 1804), et diverses pièces imprimées pour la Congrégation constituée pour les affaires germaniques.

traiter au nom de tous les gouvernements allemands. Il revendiquait cette prérogative avec d'autant plus de ténacité qu'il entendait restaurer son prestige ébranlé par les progrès de la France, favoriser sa clientèle traditionnelle et replacer sous sa tutelle les princes de second rang qui lui échappaient. Ceux-ci se déclaraient, à qui mieux mieux, pressés de signer avec le Saint-Siège des Concordats séparés. Les uns, comme le roi de Prusse, insistaient par la voix de leur ministre à Rome ; les autres, comme le catholique électeur de Bavière, entamaient des réformes ecclésiastiques à leur façon : le ministre Montgelas, s'inspirant du plus pur esprit josphiste, supprimait les ordres religieux, proclamait l'égalité des cultes catholiques et protestants, tant pour contraindre la Curie à traiter isolément, que pour préjuger à l'avantage de l'État de la solution des questions litigieuses (1).

Ce conflit d'ambitions et d'intérêts rendait inévitable un arbitrage de Napoléon (2). Les principes permanents de la politique française dictaient au Premier Consul de faire échec à la Maison d'Autriche. Mais jouerait-on à Paris la carte Dalberg ou la carte Bavaroise ?

Dalberg devait à la France son siège de Ratisbonne et sa principauté, récompense de son zèle à défendre à la Diète le plan de remaniements territoriaux de 1803. Cependant Bonaparte ne connaissait pas encore l'homme, et ne savait pas tout le parti qu'il pourrait tirer de sa vanité et de son ambition. Par ailleurs il était assez engagé du côté de l'électeur de Bavière, le pire ennemi de l'archevêque de Ratisbonne. Il avait déjà consenti des avantages considérables à cette puissance, dont il disait l'intégrité aussi indispensable à l'Allemagne que l'Allemagne était indispensable à l'équilibre de l'Europe. Le ministre Montgelas, d'origine et de formation françaises, poursuivait activement une politique d'étroite union ; ses mesures religieuses même pouvaient passer pour s'inspirer des idées, sinon des précédents français ; il escomptait la médiation du Premier Consul, dans l'hypothèse où le Saint-Siège se prêterait à signer un Concordat séparé.

Quand Fesch arriva à Rome, le gouvernement français n'avait exclu aucune des alternatives qui s'offraient à lui (3). Dans cette affaire

(1) DRIAULT, *Austerlitz...*, p. 31 ; *Cambridge modern history*, t. IX, p. 201-203 ; RAMBAUD, *L'Allemagne sous Napoléon*, ch. I et II ; SICHERER, *Staat und kirche in Bayern*, 1799-1821.

(2) Dès le 2 septembre 1802, le Pape, par le canal de Caprara, appelait la sollicitude du Premier Consul sur l'état des Églises d'Allemagne (Caprara au Premier Consul, A. N., AF IV 1694).

(3) *Corr.*, VIII, 6273, 6284, 6297... ; le 20 juillet 1803, Caprara décrivait l'état

confuse du Concordat germanique, Bonaparte tâtonnait. Et du côté romain les incertitudes n'étaient pas moindres que du côté français. Le résident de Bavière près le Saint-Siège venait de remettre une note réclamant un archevêque particulier pour les États de l'Électeur, le représentant de la Prusse, une véritable sommation en vue de traiter sans délai : « Mais Sa Sainteté s'y refuse, notait Fesch, et il lui tarde de réaliser les vœux du Premier Consul dont l'intention est que cet arrangement se fasse en commun à Ratisbonne et qui doit avoir reçu maintenant le bref que Sa Sainteté lui a envoyé à ce sujet » (1).

C'était schématiser d'une manière bien sommaire les intentions de Rome. Les cardinaux chargés des affaires germaniques s'étaient arrêtés au principe que « le Concordat ne se ferait pas avec les divers princes *uti singuli* », mais avec tous ensemble. Pour justifier cette solution, Consalvi a invoqué, après coup, des raisons d'équité un peu vagues. Plus déterminant fut sans doute le souhait explicitement énoncé par la Congrégation compétente que le Concordat acquière le caractère d'une loi constitutionnelle de l'Empire, de manière à être au-dessus de toute atteinte et à l'abri des variations politiques (2). Les autres négociateurs qui offraient leurs bons offices n'inspiraient aucune confiance. Dalberg déplaisait : les nonces l'accusaient formellement de conserver des attaches avec les sectes d'illuminés et lui reprochaient sa duplicité, son ambition de s'ériger en Primat Allemand. La Curie se félicitait volontiers de l'absence d'un centre d'union entre les églises germaniques ; il était d'une importance capitale de ne pas laisser se former un corps de discipline particulière, exposé à trancher d'un coup les liens avec le Siège Apostolique (3). Quant aux souverains allemands, quelles garanties offraient-ils ? les uns une profession explicite de

lamentable de l'Église en Bavière et se prononçait en faveur d'un Concordat séparé (Vat., Nunz. Fr. 590, f° 346). Sur les fluctuations de Bonaparte, BOULAY DE LA MEURTHE, *Rétablissement du Culte*, p. 287 sqq.

(1) Fesch à Talleyrand, 25 thermidor, Arch. Rh., 1 F 20, f° 49.

(2) Vat., Monaco Bavière 65 : contient tous les documents réunis à l'usage de cette Congrégation qui comprenait Antonelli, di Pietro, Pacca, Litta, Caselli, Consalvi, Mgr della Genga (secrétaire) et l'abbé Zallinger. Sur la position de principe de Rome, cf. CONSALVI, *Mémoires*, II, 304 ; PACCA, *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques d'Allemagne et de Portugal* ; KUCK (Dr Erwin), *Die Römische Kirche und die deutsche Kirchenfrage auf dem Wiener Kongress*.

(3) Vat. Cif. Nunz. II (18 juin 1803). Quant à la Primatie revendiquée par Dalberg, elle l'était sans fondement juridique : traditionnellement l'évêque de Mayence avait sur les autres Électeurs droit de préséance, mais pas de juridiction sur d'autres Églises. L'annexion de Mayence à la France avait mis fin à ces prétentions.

luthéranisme, les autres une politique agressive contre le catholicisme auquel ils appartenaient : la Bavière était fort suspecte d'avoir lié partie avec les protestants pour détenir une majorité à la Diète.

Telles étant les données du problème, Consalvi ébaucha une politique d'équilibre entre les influences rivales du Premier Consul et du chef de l'Empire, tour à tour employés pour contenir les petites cours allemandes et faire échec à l'établissement d'un patronage exclusif sur le catholicisme allemand. D'une part il accepta de laisser le nonce à Vienne, Severoli, prendre part à des conférences avec le commissaire impérial Franck qui venait, disait-on, de mettre au point un plan de Concordat ; le commissaire de l'Électeur archichancelier Kolborn était admis en tiers. Sans doute, Consalvi n'ignorait rien du josphisme obstiné des légistes autrichiens. Mais était-il téméraire de penser que, pour voir consacrer son patronage sur les catholiques allemands, pour raffermir sa situation de chef du Corps germanique, l'Empereur ferait, une fois, taire ses préjugés ? Déjà il donnait des gages au Saint-Siège par son action en faveur de la parité des voix entre catholiques et protestants à la Diète de Ratisbonne, et on avait lieu de croire sincère sa hâte d'aboutir à la conclusion d'un Concordat.

Cependant le Quirinal reconnaissait la situation de fait qui rendait inévitable l'intervention française ; sans admettre qu'elle fût en droit exclusive de tout autre, il cherchait à en tirer parti, au moins pour contenir la hâte et les entreprises des petites puissances. En avril 1803, le gouvernement français avait invité la Cour de Rome à nommer un ministre à Ratisbonne pour arrêter, avec la Diète « tout ce qui sera nécessaire à l'organisation actuelle du culte catholique dans tous les États dépendants de l'Empire germanique » (1). Consalvi saisit la balle au bond, promit l'envoi d'un nonce, tandis que le Pape, par un bref du 4 juin 1803, demandait expressément pour toute la suite de cette affaire la protection coutumière du Premier Consul. Bonaparte ne demandait qu'à se présenter comme investi d'une mission religieuse en Allemagne ; il communiqua le bref pontifical à la Diète, et invita Pie VII à compter sur tout son appui et sur sa bonne volonté : le Saint-Siège n'aurait, dans cette négociation, à éprouver aucun sujet de douleur (2).

(1) Talleyrand à Cacault, 30 germinal an XI (20 avril). Arch. Rh., 1 F 5.

(2) Au Pape, 22 nivôse (13 janvier). *Corr.*, IX, 7472 ; cf. Consalvi à Severoli, 28 janvier et 18 février 1804, Vat., Cif. Nunz. V, f^{os} 22, 53 ; Troni à Consalvi, 9 février, Vat., Monaco Baviera 65. Troni assurait que la note française appuyant la publication du bref avait fait aussitôt évanouir les complots protestants et anti-romains.

Ces promesses arrivèrent à Rome au lendemain de l'heureuse conclusion du Concordat italien. Consalvi en accepta aisément l'augure. A la fin de 1803, il se berçait de l'espoir que Rome allait gagner sur les deux tableaux, à Vienne et à Ratisbonne.

Les lenteurs et les marchandages de l'Autriche, le développement prodigieux de l'influence française en Allemagne, traversèrent bientôt la route par trop sinueuse où il s'était engagé.

Vienne refusa d'abord de communiquer dans son ensemble le plan de Concordat, qu'elle ne voulait faire connaître qu'au fur et à mesure des conférences. Le procédé était déjà désobligeant. Mais quand dans les premiers entretiens le conseiller Franck laissa entrevoir une partie de ses prétentions, le Pape se déclara épouvanté : « Il semble qu'on ne fasse pas là-bas, écrivait Consalvi à Severoli, une réflexion très nécessaire qui est la suivante : autre chose est que les circonstances du temps, des vues de prudence contraignent le Pape à tolérer beaucoup de choses non conformes aux droits du Saint-Siège et à ses prérogatives, à l'exercice de sa Primatie et de sa suprême Juridiction, et que le Pape n'insiste pas sur le plein exercice de cette juridiction : autre chose est que le Pape en sanctionne et en accorde l'abandon dans un Concordat. Faites réfléchir que le Concordat devant être souscrit par le Pape, jamais au grand jamais, il ne pourra souscrire et sanctionner des choses contraires à ses maximes, comme il peut les tolérer ». Que si l'on fait allusion à ce qui s'est passé en France aux Articles organiques, le Pape rappelle qu'il n'y a aucune part et qu'il a eu le courage de les désavouer publiquement. Si elle ne doit recevoir qu'une réponse de ce genre à ses « procédés délicats », Rome se retournera vers les autres puissances qui la pressent de conclure (1).

Il est exact que, de divers côtés, des avances sont faites au Saint-Siège. A Ratisbonne, l'auditeur de la nonciature, comte Troni, gagné par les promesses de Dalberg, frappé de l'influence de la Prusse et de la Bavière, n'est pas loin de conseiller un accord direct avec les États allemands. Le représentant français Bacher en faciliterait la conclusion : il a reçu du Premier Consul l'ordre positif d'aider les ministres de Sa Sainteté, afin que le Concordat soit favorable à la religion catholique et au Saint-Siège (2).

(1) Consalvi à Severoli, 25 fév., Vat., Cif. Nunz. V, f^{os} 58-63. Le Nonce Severoli ne suivait les conférences que ad *audiendum* et *referendum*, non pas comme négociateur autorisé de Sa Sainteté, Vat., Monaco Bavière 65.

(2) Troni à Consalvi, 9 et 19 février 1804, Vat., Monaco Bavière 65. Troni était

A Rome réside, depuis novembre 1803, Mgr Hoeffelin, archevêque de Chersonèse, chargé par son maître l'Électeur de Bavière d'offrir à Sa Sainteté des arrangements pour l'organisation des diocèses Bavaropalatins. Lui aussi fait sonner très haut la protection de la France. Mais Fesch, qui a des instructions de Talleyrand, observe une réserve extrême et Consalvi laisse de côté le Bavarois, avec ses insinuations et ses « ponts d'or ». Au reste, le bon Pape est si irrité « des innovations tout à fait indignes qui se font chaque jour à Munich, contrairement aux assurances verbales qu'on lui donne, qu'il veut lui [à Hoeffelin] parler sur un ton peu propre à lui plaire et en venir peut-être à quelque démarche si elles ne cessent pas » (1).

Les choses en sont là, lorsque le 3 avril 1804, Fesch fait connaître, au nom de son gouvernement, que dans le cas où le Saint-Père désirerait arriver à un arrangement avec la Bavière, les négociations pourraient avoir lieu à Paris. Il serait à propos de donner des pouvoirs à Caprara ; dès le début des conversations, l'Électeur serait disposé « à suspendre toutes les mesures qui restent encore à prendre dans ses États en matière ecclésiastique » (2). Les promesses, qui n'engagent d'ailleurs pas beaucoup l'Électeur — et moins encore la France — se nuancent de menaces. On a parlé d'un monitoire pontifical qui pourrait être adressé, sous peu, aux prélats de Franconie et de Bavière pour exciter leur zèle contre le système de sécularisations et l'édit de tolérance publié par le Prince ; le gouvernement français s'emploie pour détourner le Pape d'un pareil éclat. Le gouvernement électoral serait décidé à sévir contre les évêques qui se permettraient d'obtempérer au monitoire pontifical, et ne reculerait pas devant un schisme que faciliteraient les attaches politiques existant désormais entre la Bavière et le parti protestant dans l'Empire (3).

Cette soudaine insistance ouvre les yeux à Consalvi. L'étendue de la

bien frappé de constater que le parti défavorable au catholicisme était le plus fort à la Diète, par suite de la défection Bavaroise. Aussi inclinait-il à chercher l'accord du côté de Dalberg, « déjà en correspondance avec le Premier Consul » ; Cf. Troni à Consalvi, 9 septembre, Vat., Ep. Nap. 281/33.

(1) Fesch à Talleyrand, 22 frimaire, Arch. Rh., 1 F 20, 153 ; Talleyrand à Fesch, 22 nivôse, 1 F 40 ; Consalvi aux Nonces, 14 janvier, 31 mars, Vat., Cif. Nunz. V f^{os} 9, 114.

(2) Fesch à Talleyrand, 21 et 28 germinal, Arch. Rh. 1 F 20, 246 et 254 ; à Consalvi, 14 prairial, 1 F 21, f^o 21 et Vat., Nunz. Fr. 587, f^o 79.

(3) Talleyrand à Fesch 17 et 19 floréal, Arch. Ar chev. Nous ne voyons pas que Fesch ait transmis à Consalvi les avertissements de ces dernières dépêches contre l'éventualité d'un monitoire pontifical.

faute commise en invoquant la médiation française dans les affaires d'Allemagne lui est révélée. Rome avait cru prendre une assurance contre les petits États, et c'est à eux qu'elle est livrée par Bonaparte. D'une netteté et d'une hardiesse inaccoutumée est sa réponse aux ouvertures surprenantes du cardinal Fesch. Après les remerciements de courtoisie au Premier Consul pour l'attention qu'il porte aux intérêts de l'Église, le Secrétaire d'État développe objections de principe et arguments de circonstance.

C'est le Consul lui-même qui, il y a un an, a suggéré d'envoyer à Ratisbonne un nonce pour régler avec les princes de l'Empire et avec leur chef, les questions ecclésiastiques. Les raisons invoquées pour un traité d'ensemble étaient décisives : le Pape les a manifestées à l'Empereur et à l'Électeur archichancelier ; il s'est engagé à n'écouter aucun prince en particulier. Un changement d'attitude entraînerait les plus graves perturbations.

« La multiplicité des Concordats, ajoute Consalvi, n'apparaît d'ailleurs au Saint-Siège ni comme convenable à l'importance d'un acte aussi important, ni comme conduisant au maintien de la discipline et au bien général de l'Église...

Sa Sainteté ne peut dissimuler que ce qu'elle a vu encore récemment survenir après la conclusion d'un Concordat de la part du ministère de Milan, pour quoi elle a dû implorer la protection et la justice du Premier Consul, ne peut que détourner S. S. de se prêter à de telles Conventions, dans lesquelles, tandis que S. S. reste fermement attachée à ce qu'elle a concédé, on élude et on enlève par le moyen d'actes nouveaux ce qui a été fixé en faveur des droits de l'Église et du Siège Apostolique (1). »

Le ton était haut, l'argument direct. De Paris, aucune réponse ne vint. Le 15 juin, dans une seconde note, Consalvi reprit la même argumentation, mais en y ajoutant une remarque. En admettant que fût justifié un accord particulier avec la Bavière, le Saint-Père ne saurait voir comment ce traité, sur des matières purement religieuses, pourrait, sans provoquer l'étonnement et sans compromettre la dignité du Saint-Siège, être fait à Paris plutôt qu'à Rome. L'Électeur n'avait-il pas son ministre près du Saint-Siège, pour traiter directement avec le Pape, avec qui les traités religieux devaient être et négociés et conclus (2) ?

(1) Consalvi à Fesch, 14 avril 1804, Arch. Rh., 1 F 28, Vat., Nunz. Fr. 606, f^{os} 81-84.

(2) Au même, 15 juin, Arch. Rh., 1 F 29.

Cette fois, le débat s'élevait bien au-dessus d'un dissentiment sur la méthode à suivre. Ce que Consalvi repoussait de toutes ses forces, c'était une manière de patronage universel des catholiques exercé par la France, une forme de tutelle pesant sur le Saint-Siège. Succédant à l'affaire du Concordat italien, l'affaire du Concordat germanique aurait achevé de faire passer par Paris le règlement de toutes les matières religieuses. Le Secrétaire d'État se sentait-il une part de responsabilité, lui qui avait fondé sa diplomatie sur une collaboration avec la France confiante et presque sans limites ? En tous cas l'effroi envahissait l'âme des négociateurs des Concordats de 1801 et de 1803, effroi de voir le premier Consul appuyer non les demandes du Saint-Siège, mais les prétentions de ceux qui le bafouaient, effroi de voir passer de Rome à Paris le centre de la vie de l'Église. « Je ne sais, avouait Consalvi, comment finira cette affaire, cent fois pire que celle que fut le Concordat français » (1).

La proclamation de Napoléon comme Empereur des Français fit éclater la rivalité Austro-Française en Allemagne. Napoléon était décidé à « terminer promptement les affaires du continent et [à] n'y laisser rien d'incertain, soit à cause de l'influence qu'elles ont sur les affaires d'Angleterre, soit pour me décider dans mes opérations militaires et maritimes, soit à cause du couronnement » (2). Il proclamait qu'il ne saurait reconnaître en Allemagne un pouvoir au-dessus de la Diète ; en langage diplomatique, il parlait de « protéger la véritable constitution d'Allemagne et les princes faibles contre l'ambition et l'arbitraire des forts » ; plus clairement, à Talleyrand : « Mon but est de faire entrevoir que j'interviendrai seul dans les affaires d'Allemagne. » De fait, il poussait l'Autriche l'épée dans les reins. Le bruit était lancé déjà que la couronne impériale pourrait sortir de la maison de Habsbourg. Au cours de son voyage politique et d'inspections militaires dans les pays rhénans, Napoléon, en un significatif pèlerinage, se rendait au tombeau de Charlemagne, premier Empereur chrétien d'Occident (3). Partout il était l'objet de réceptions grandioses, « telle[s] que le pays rhénan n'en avait jamais faite[s], même à un Empereur du Saint-Empire Romain Germanique après son couronnement ».

C'est à la fin du même déplacement impérial qu'eut lieu à Mayence, entre le 21 septembre et le 3 octobre, une rencontre entre le nouveau

(1) Consalvi à Morozzo, 14 avril 1804, Vat., Cif. Nunz. V, fo 125.

(2) A Talleyrand, 18 therm. an XII (6 août 1804), *Corr.*, IX, 7906.

(3) SAGNAC, *Le Rhin français*, p. 321.

César et l'Électeur-archichancelier qui devait influencer sur tout le développement de la politique religieuse de Napoléon en Allemagne.

Sur le thème exact des entretiens, il est difficile d'être fixé. Dalberg a assuré sur tous les tons — surtout au gouvernement de Vienne — que « rien de réel ne s'est fait ou négocié à Mayence (1) ». Pourtant il ne pouvait nier avoir *parlé* des affaires de l'Empire. En admettant qu'il eût réussi à exclure les considérations politiques, il avait au moins pris position dans les affaires ecclésiastiques d'Allemagne. Les envoyés de Bavière et de Prusse l'accusaient explicitement d'avoir accepté, sinon demandé, les bons offices de Napoléon qui amènerait au Concordat le Pape « son ami », en dépit de l'Autriche. Imputation malveillante, dit le dernier biographe de Dalberg (2). Il n'en reste pas moins l'impression, générale en Allemagne, que le premier dignitaire ecclésiastique de l'Empire était entré dans le jeu français contre le chef de l'Église, et le fait que Dalberg avait accepté de se rendre à Paris pour le Couronnement de Napoléon et d'y reprendre la conversation.

Cependant qu'en Allemagne se poursuivaient ces travaux d'approche de Napoléon, le Saint-Siège, de plus en plus nettement détachait sa poli-

(1) BASTGEN, *Dalberg... Kirchenpolitik*. Append. p. 305, Voir p. 297 sqq un long rapport de Stadion, qui était alors l'homme de confiance de Dalberg, sur l'entrevue de Mayence (4 oct. 1804). Quelques historiens admettent, que dès ces entretiens, Dalberg et Napoléon jetèrent les plans de la future ligue du Rhin : cf. Fournier, *Napoléon Ier*, t. II. Severoli ne doutait pas que Dalberg n'eût manœuvré de manière à agir seul dans l'affaire du Concordat, et à exclure le Saint-Siège; il faisait recommander la prudence à Troni, Consalvi à Troni, Vat., Cif. Nunz. V, fo 264.

(2) Faiblesse, aveuglement, concède à la rigueur M. Bastgen (*Ibid*, p. 70), « suite de sa facilité de caractère qui, faisant qu'il est gagné par une amabilité de société, l'expose si souvent à agir contre ses propres sentiments ». Cette confiance obstinée dans la loyauté de ce personnage louche n'aurait peut être pas résisté à quelques remarques nécessaires sur les liens personnels et familiaux qui enserraient l'Archichancelier. A l'entrevue de Mayence, Talleyrand était présent, Talleyrand, dont les rapports avec le neveu de l'archevêque, le baron de Dalberg, ministre de Bade à Paris, commençaient à prendre un caractère d'étrange intimité (cf. Rovigo, *Mémoires*, t. II, Append.). Le neveu, qui venait par décret spécial de Napoléon de recouvrer les biens des von der Leyen sur la rive gauche du Rhin, commençait sa carrière de *coadjuteur* de Talleyrand; attaché au cabinet français il se trouvait être « à peu près le seul diplomate étranger qui connût assez bien les relations et le système politique de la maison d'Autriche et de l'Empire Allemand ». (Weil, *Dessous du Congrès de Vienne*, I, 148) Ne serait-ce pas lui qui avait orienté l'attention de Talleyrand sur son oncle ? et sur des côtés faibles que Dalberg dissimulait mal ? L'archevêque voulait être rassuré sur sa position à Ratisbonne et sur ses moyens de vivre. Les premiers mots de Napoléon furent pour promettre qu'il garderait en tout état de cause Ratisbonne; sur quoi, Talleyrand fit remarquer à l'archevêque l'opportunité qu'il y aurait à assurer sa succession par une coadjutorerie. Le marché était amorcé, qui devait se poursuivre à Paris, si le Pape le voulait, et qui en tous cas serait repris.

tique de celle de la France, dans les affaires germaniques. Le Curie hâtaït les préparatifs de départ du nonce extraordinaire à Ratisbonne, Mgr della Genga ; sans doute cet envoyé ne serait pendant les premiers mois en mesure de prendre aucune décision, mais sa présence mettrait fin aux intrigues pour des négociations séparées (1). Surtout Rome se reprenait à espérer un accord direct avec l'Autriche. Or, brusquement, le 10 août 1804, au terme de la neuvième conférence, le Commissaire Impérial déclara les entretiens suspendus : S. M. Impériale ne communiquerait l'ensemble de son projet que lorsqu'elle connaîtrait le sentiment du Saint-Père sur ses premières ouvertures. La stupeur, à Rome, le disputa à l'indignation. C'est donc là qu'on voulait en venir : amener le Saint-Père à soumettre ses sentiments, dans les mêmes conditions que l'Électeur-archichancelier, à l'approbation de l'Empereur ! Les conférences avaient révélé l'immense abîme qui séparait le plan autrichien de la manière de voir romaine. Néanmoins, afin de ne pas paraître clore lui-même les entretiens, le nonce reçut pour instructions d'énoncer, sans remettre aucune note écrite, les objections du Pape ; Severoli personnellement restait convaincu de « la nécessité religieuse et politique de s'unir le plus étroitement possible entre Vienne et Rome (2) ».

De ce côté, en six mois, les négociations n'avaient pas avancé d'un pas et cependant les deux parties ne rompaient pas. Il est permis de croire que si Vienne ne faisait pas tout pour aboutir, c'est qu'elle savait combien peu de chances elle avait d'imposer à la Diète et aux princes allemands un concordat unique et signé par elle (3). Ne jugeait-elle pas imprudent de se relâcher, pour un succès très problématique, de ses exigences anciennes ? Pouvait-elle d'ailleurs se contenter de moins que le gouvernement français n'avait obtenu dans son Concordat et dans celui de Milan ?

En dépit de la déconvenue qu'elle éprouvait, la Curie s'obstinait à espérer un accord avec l'Empereur allemand. Cette attitude lui paraîs-

(1) Consalvi à Severoli, 15 juillet 1804. Vat., Cif. Nunz. V, f° 227. Sur la mission de della Genga, futur Pape Léon XII, voir ARTAUD, *Vie de Léon XII*, I, 6 ; et DÖBERL, *Gengas Nunziaturberichte*, in « Hist. polit. Blättern », 153 Bd (1914).

(2) Severoli à Consalvi, 24 mars, 10 août 1804, Vat., Monaco Bavière 65. Dans le même volume, un copieux mémoire (147 pages) de *Réflexions sur les conférences tenues avec les SSrs Franck et Kolborn*, avec annotations de Consalvi.

(3) Elle aurait eu d'autant moins de chance de le faire aboutir, comme le reconnaissait Severoli, que ce Concordat eut été plus favorable au catholicisme. Severoli à Consalvi, 19 nov. 1803, Vat. Germania, 702.

sait dictée par les événements d'Allemagne : le progrès des puissances protestantes, l'insolence des cours catholiques, les menaces de schisme, — et encore plus par la situation générale en Europe. A l'heure où le Pape était pressenti pour aller consacrer l'avènement de la dynastie napoléonienne, rien n'eût été plus imprudent que de donner à la France seule tous les gages. « Faire entendre avec une absolue certitude » à Vienne que le Pape « ne traitera certainement pas à Paris les affaires de Germanie et que tout se traitera à Rome » (1), ce n'était pas seulement une habileté de négociateur, un moyen de rendre moins désagréable au Habsbourg la décision qu'on allait prendre en faveur de Napoléon, c'était aussi rappeler le principe que le Père commun ne peut confier la gérance des intérêts de tous les catholiques à une seule nation, si puissante soit-elle, si grand que soit le pouvoir qu'elle exerce sur les communautés politiques qui l'entourent.

*
* *

Au moment où les premières ouvertures de Napoléon pour le Sacre vont leur parvenir, le Saint-Père et ses conseillers peuvent juger, par l'état des négociations en vue de divers Concordats européens, des résultats de la politique d'alliance française, et de ses perspectives.

Ces négociations ont passé par deux phases. Jusqu'à la fin de 1803, elles ont paru tourner à l'avantage du Saint-Siège. Des succès aussi inespérés sont dus au concours que Rome ne cesse de trouver chez le Premier Consul, auteur des Concordats de 1801 et de 1803. Il en résulte un renforcement des liens qui unissent la Papauté à la France, une justification de la politique hardiment inaugurée par Pie VII et Consalvi et les plus heureuses facilités dans les débuts du cardinal Fesch à Rome.

En janvier 1804, avec les décrets Melzi, tout change d'aspect, et à partir de ce moment les événements se succèdent très vite, et s'enchaînent : le Concordat italien quasi brisé ; la législation contraire au catholicisme introduite jusqu'aux frontières pontificales, des États catholiques, Naples, la Bavière plus arrogants dans leurs attaques, l'espoir d'un Concordat allemand, unique et favorable au Saint-Siège, dissipé. Les prévisions des cardinaux qui, au lendemain du Concordat français,

(1) Consalvi aux Nonces, 10 mars 1804, Vat., Cif. Nunz. V, fo 80. Consalvi à Severoli, 1^{er} septembre, eod. loc., fo 227.

prophétisaient les défaites du catholicisme en Europe, seraient-elles réalisées ? Non seulement les Organiques protègent en France les restes du schisme, mais ils fournissent un précédent et des arguments aux négociateurs qui s'entretiennent avec Rome et constituent comme le sommaire de ce que l'esprit moderne peut arracher aux anciennes prétentions ecclésiastiques. Le cabinet de Paris ne paraît pas se soucier des doléances de la Curie, encore que son ambassadeur les ait transmises exactement, en les appuyant dans certains cas (soumission des constitutionnels, décrets Melzi).

Dans l'été de 1804 le Saint-Siège est placé devant une situation angoissante.

D'une part les Concordats portent des fruits bien amers. Convient-il de poursuivre cette politique qui consiste à signer des conventions où le Pape gagne chaque fois une reconnaissance théorique de sa juridiction, mais voit s'ouvrir une brèche dans l'édifice de l'Église ? Faut-il la répudier, au risque de perdre ce qui a été laborieusement gagné ? Peut-on se contenter d'une attitude négative, refuser des accords diplomatiques sous prétexte de ne pas céder aux menaces, ce qui n'empêche pas, au contraire, de voir les ruines s'accumuler ?

D'autre part Napoléon est, directement ou indirectement, par son exemple ou par des pressions diplomatiques précises, l'auteur de ce que la Papauté considère comme une déviation de la politique Concordataire. Mais il est aussi seul capable de la redresser et d'en imposer le redressement. A l'heure où il sollicite l'intervention du Pape pour consacrer la fondation de sa dynastie, est-il téméraire d'espérer qu'un contact direct de Pie VII à l'Empereur fera disparaître les malentendus, aboutira à des engagements positifs, facilitera la solution des difficultés que rencontrent non seulement l'application du pacte concordataire en France, mais aussi le rétablissement du catholicisme dans la plus grande partie de l'Europe ?

CHAPITRE VII

LES NÉGOCIATIONS DU SACRE

(MAI-NOVEMBRE 1804

FLORÉAL AN XII — BRUMAIRE AN XIII)

Proclamation de l'Empire. — Napoléon fait allusion devant Caprara au projet du Sacre.

- I. — LA NÉGOCIATION OFFICIEUSE : mai-juillet 1804 (floréal-messidor an XII). — Rome accorde sans retard la reconnaissance de l'Empire, mais hésite devant le voyage du Pape à Paris. — Fesch est chargé par Paris de l'obtenir, par Rome d'en préciser les conditions, — Première consultation des cardinaux : objections politiques et religieuses. — Pie VII répugne à « rencontrer les « évêques constitutionnels ». — Le « serment constitutionnel » : Fesch en propose une interprétation. — Fesch et Caprara promettent le succès de la négociation.
- II. — LA NÉGOCIATION OFFICIELLE : août 1804 (thermidor-fructidor an XII). — La note française du 29 messidor-18 juillet. — L'horizon se rembrunit en Europe et à Rome ; Fesch est décidé à aboutir. — Deux consultations de cardinaux. — Réponse de la Curie (16 août). — Fesch la discute avec Consalvi (17-29 août) : il arrache la modification du texte et la capitulation de Rome. — Ses *Mémoires* sur la négociation.
- III. — LES PRÉPARATIFS DU VOYAGE : septembre-octobre 1804 (vendémiaire-brumaire an XIII). — La « lettre d'invitation » de Napoléon (29 septembre) : la discussion rebondit sur la date de la cérémonie, l'accélération du voyage, le cortège pontifical. — Malaise produit à Rome par les exigences du Gouvernement et de l'ambassadeur français.
- IV. — CONCLUSION. — Sur quelles bases les négociateurs se sont mis d'accord : petit nombre de points placés hors de discussion. — Fesch est en grande partie l'auteur du voyage : à quel prix. — Jugement de Talleyrand sur son activité.

Le 4 mai 1804 (14 floréal an XII) le Tribunal adoptait la motion Curée déclarant le Premier Consul Empereur des Français à titre héréditaire. Six jours plus tard — le Sénatus-Consulte établissant l'Empire n'avait pas encore été voté — Bonaparte, abordant le cardinal Caprara, à Saint-Cloud, lui parlait en ces termes : « Toutes les autorités constituées me font sentir combien il serait glorieux que mon Sacre et mon couronnement fussent faits par les mains du pape, et quel bien il en résulterait en même temps pour la religion. Il n'est pas vraisemblable qu'aucune puissance trouve à redire ni en droit ni en fait. Je n'adresse pas dès à présent une prière formelle au Pape, parce que je ne veux pas m'exposer à un refus. Faites donc l'ouverture, et lorsque vous m'aurez transmis la réponse, je ferai auprès du Pape, comme je le dois, les démarches nécessaires (1). »

Sur cette première ouverture, faite avec quelque désinvolture, comme une demande personnelle, relativement simple et avantageuse pour les deux parties, allaient s'engager des négociations qui exigèrent cinq mois d'efforts ininterrompus de l'ambassadeur de Napoléon. Par l'importance de leur objet comme par leur complexité, elles constituent le chapitre principal de l'histoire de la légation. Dans l'ensemble, les notes officielles échangées entre les cabinets de Paris et de Rome sont connues, grâce aux publications du comte d'Haussonville et de l'abbé Féret, pour les archives françaises, des RR. PP. Theiner et Rinieri, pour les archives vaticanes. Ce qui est moins connu et très controversé, ce sont les dessous des textes ministériels, c'est l'attitude des négociateurs, leur influence sur l'issue du débat, surtout en ce qui concerne Fesch sur qui on a porté plus d'appréciations que produit de documents.

A travers l'ensemble des démarches et des pièces qui les résument, on voit la négociation se dérouler en trois étapes. De mai à juillet 1804, à Paris, les échanges de vues commencent entre le cardinal légat

(1) Caprara à Consalvi, 10 mai 1803, D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, I, p. 316.

et le ministre des Relations Extérieures : l'Empereur tâte le terrain ; à Rome, son oncle a mission officieuse de mesurer les objections de la Curie. La négociation proprement dite ne s'ouvre à Rome qu'au début d'août, pour se poursuivre jusqu'aux premiers jours de septembre. Fesch en est entièrement chargé : il traite avec Consalvi et entré eux sont fixées les conditions de l'acceptation du Pape, les limites des concessions de l'Empereur. Vers la mi-septembre, la décision de principe est acquise ; mais des difficultés de forme sont soulevées, qui paraissent un moment de nature à tout remettre en question : l'ambassadeur doit les aplanir, pris d'ailleurs entre son gouvernement qui le presse et Rome qui résiste.

Chacune de ces étapes a été expliquée et commentée par le cardinal-ministre lui-même, en une série de lettres et de mémoires directement adressés à l'Empereur, comptes rendus de mission complets, méticuleux, nettement unilatéraux et dépourvus d'impartialité, mais d'autant plus révélateurs (1).

I

La transformation du régime politique de la France, annoncée depuis plus d'un an par le renforcement du pouvoir personnel, l'annulation des assemblées, la formation d'une véritable cour et la reconstitution d'une aristocratie, ne surprit pas plus les cercles diplomatiques que les milieux gouvernementaux. Il en allait autrement du projet du Sacre. Ce projet appartenait en propre à l'Empereur. Les discussions qu'il provoqua à ce sujet devant le Conseil d'État, un mois après s'en être ouvert à Caprara, nous permettent de définir la pensée qui l'inspirait et les dispositions dans lesquelles il abordait les discussions avec Rome.

Napoléon jugeait l'« aide toute puissante » de la religion nécessaire pour établir une royauté qui fût autre chose qu'une simple magistrature (2). Il n'était pas seulement « sensible à la sanction religieuse

(1) Il y a, outre les lettres, *trois* mémoires de Fesch à l'Empereur : le premier est du 10 juin 1804, il est aux Archives étrangères, Rome 936, f^{os} 239-269 ; il a été connu d'Artaud, qui l'a utilisé, et partiellement publié par Theiner (p. 89-107) et Féret (p. 10) ; le second du 4 septembre 1804, A. E., Rome 936, f^{os} 381-90 et (double) 394-402 ; le troisième, de vendémiaire an XIII, A. N. AF IV 1694. Les minutes de ces mémoires, dont les corrections sont souvent intéressantes, se trouvent soit aux Arch. Rh., liasses 1 F 96 (pour le n^o 2), soit aux Arch. Archev. Lyon (pour les autres).

(2) Montholon, II, 174-175.

qui (consacrerait) aux yeux du peuple et sa gloire et sa toute puissance » (1); il lui demandait véritablement ce caractère de légitimité dont il était altéré. Portalis, son meilleur porte-parole, affirmait devant le Conseil d'État : « Tout ce qui tend à rendre sacré celui qui gouverne est un grand bien. Le malheur de nos jours est qu'on raisonne trop la puissance. Quand les peuples la croyaient conférée par la divinité, ils la regardaient comme sacrée (2). » L'argument valait d'abord au regard des Français, peuple léger, difficile à discipliner, encore déchiré par les luttes partisans de la Révolution, et trop accoutumé, pour les respecter, à faire et à défaire les pouvoirs successifs. « Ce qu'on doit... considérer ici, c'est si cette démarche sera utile à la masse de la nation, si ce n'est pas un moyen de nous attacher les nouveaux pays et ceux qui ont été aliénés : le Piémont, la Belgique, la Vendée. Il existe des discussions religieuses, et il y a encore des prêtres qui correspondent avec leurs anciens évêques. Tous ces troubles cesseront quand le Pape viendra. Personne n'aura plus rien à dire quand on dira : « J'ai vu le Pape (3)! » L'avantage ne serait pas moins grand devant l'étranger : depuis longtemps, Napoléon voulait « asseoir les droits et la puissance » de son gouvernement « sur les fondements reconnus du droit public des nations policées » (4). Et quel coup frappé sur l'opinion ennemie ! « Messieurs, s'écriait l'Empereur, vous délibérez à Paris, aux Tuileries ; supposez que vous délibérassiez à Londres, dans le cabinet britannique, que vous fussiez en un mot les ministres du roi d'Angleterre, et qu'on vous apprît que le Pape passe en ce moment les Alpes pour sacrer l'Empereur des Français : regarderiez-vous cela comme un triomphe pour l'Angleterre ou pour la France (5)? »

Les objections cependant paraissaient l'emporter dans le Conseil d'État, qui aurait voulu la cérémonie du Couronnement indépendante de tout culte. Il y allait du droit révolutionnaire, du principe que ce sont les peuples, et non Dieu, qui confèrent le pouvoir, et il y allait

(1) PASQUIER, *Mémoires*, I, 397. Metternich dit de Napoléon : « Un des regrets les plus vifs et les plus cuisants de Napoléon était de ne pouvoir invoquer le principe de légitimité comme base de sa puissance. Peu d'hommes ont plus profondément senti que lui combien l'autorité privée de ce fondement est précaire et fragile, et combien elle prête aux attaques. » (*Mémoires*, I, 283.)

(2) MARQUSET, *Napoléon sténographié au Conseil d'État*, R. D. M., 15 mai 1912. Sur la légèreté que Napoléon attribuait aux Français, nombreuses confidences à Caulaincourt, cf. *Mémoires*, II, 376.

(3) MARQUSET, *ibid.*, p. 362.

(4) Luchesini à Haugwitz ; cité par LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, II, 33.

(5) THIERS, *Le Consulat et l'Empire*, livre XX.

des antiques libertés de la France, inconciliables avec le « déplorable système qui fit attribuer aux Papes le droit d'ôter et de donner des couronnes (1). » L'Empereur répondait : « Ce n'est plus le siècle où l'on peut craindre l'influence du clergé. » Il n'avait qu'à se louer des services que lui rendait le clergé catholique et dont nul ne mesurait comme lui l'efficacité. Il avait trop de confiance dans la force de son gouvernement, les mœurs et l'esprit du siècle pour craindre les conséquences d'une démarche auprès du Pape. Il se flattait, au contraire, en compromettant, après les autres, cette suprême autorité, d'assurer la sienne « c'est-à-dire celle de la Révolution que nous voulons tous consolider (2) ».

A Rome, on n'avait à peu près pas hésité à reconnaître l'Empereur français. La signature du Concordat et le parti pris de stricte application de cet accord depuis 1802 prouvaient que la Curie ne se laisserait pas arrêter par la protestation des Bourbon et des évêques non-démissionnaires. Elle n'avait pas à redouter l'union des cours d'Europe en faveur de cette « cause commune » invoquée en vain par le malheureux Louis XVIII. On a épilogué sur le délai apporté à envoyer les lettres de récréance de Caprara. Il ne traduisait certainement pas une protestation, qui eût été bien tardive, contre la mort du duc d'Enghien (3). Peut-être la préoccupation d'être rassuré sur le sort de l'Italie ? Cette pensée ne pouvait être absente de l'esprit des diplomates romains (4), à peine rassurés par « la nouvelle dénomination d'Empereur des Français... circonscrite de manière à exclure l'idée même d'Empereur des Romains ou d'Empereur d'Occident », et par la circulaire de Talleyrand annonçant que les rapports politiques de la France n'en seraient point modifiés (5). Peut-être Consalvi voulut-il user de quelques égards

(1) C'est la crainte exprimée par Cambacérès (apud MARQUSET, *loc. cit.*).

(2) LACOUR-GAYET, *Napoléon*, p. 177. Nous croyons que l'on n'a pas assez fait de place à ce sentiment de confiance de l'Empereur dans le concours du clergé à cette époque. Nous en verrons d'autres preuves, chap. IX, « le Pape à Paris » ; cf. aussi A. LATREILLE, *Le Catéchisme impérial de 1806*. La hiérarchie ecclésiastique semblait favorable au rétablissement d'un régime monarchique ; cf. BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 259.

(3) Aucun document romain ne contient même une allusion à une hésitation de ce genre. Quant à la question de la *légitimité* du nouveau souverain, deux cardinaux seulement la soulevèrent.

(4) Dès la fin mai, la Consulta de Milan émettait le vœu que Napoléon prît le titre de *roi* (on proposait même la dénomination de roi d'Italie), A. E., Milan 60, pièce 287.

(5) Vat., Cif. Nunz. V, fo 174 (2 juin). Pour lui-même, Consalvi ne se faisait pas d'illusion sur la portée de ces promesses. Il parle d'une « affaire où l'on doit voir un

pour l'Empereur d'Allemagne. Toutefois, il était trop prudent pour laisser naître le soupçon offensant que Rome avait voulu modeler sa conduite sur celle des autres cours ; le légat reçut ses lettres de créance avant aucun des ministres des grandes puissances.

Au fond, si la Curie avait tenu à ne rien précipiter, c'était pour ne pas avoir l'air d'abdiquer toute indépendance, et pour faire pressentir les résistances inévitables à la demande du Sacre. Un déplacement du Pape à Paris était un fait exceptionnel, sans autre précédent que celui, contestable, du Sacre de Pépin le Bref. Napoléon l'avait avoué par la manière même dont il avait engagé les conversations, appréhendant suffisamment un échec pour ne pas laisser une trace écrite de son initiative (1). D'entrée de jeu, il avait écarté une objection : l'hostilité des puissances ; offert une garantie : des avantages nouveaux pour la religion. Toujours disposé à se confier à la générosité impériale, Caprara conseillait à sa cour de répondre par une adhésion « sans difficultés ni temporisations » ; une fois sur place, on obtiendrait ce qu'on eût risqué de se voir refuser en le demandant comme un droit (2). Rien n'était moins dans les habitudes de la diplomatie romaine. Rien ne paraissait moins prudent après les sujets de plainte qu'avait donnés le Premier Consul. Sans doute le ressentiment n'est pas, Consalvi le savait, un état d'âme diplomatique. Mais les événements religieux d'Italie, la blessure mal fermée des décrets Malzi, comportaient un enseignement. Bonaparte avait été un protecteur trop peu sûr du catholicisme : « toutes ces paroles génériques et volantes et toutes ces promesses en l'air pour le bien de la religion (3) » devaient être traduites de façon positive. Ce que Consalvi avait hâte d'obtenir tout d'abord, c'était un texte officiel sur lequel la discussion pût s'engager.

Des Tuileries et du Quirinal on se tournait vers Fesch. Bonaparte comptait sur lui pour « traiter cette affaire d'une façon confidentielle ». Consalvi s'empressait de s'aboucher avec lui et même le met-

Pape aller... couronner un monarque qui n'est rien de moins que l'Empereur d'Occident » (à Caprara, 10 juin, A. N., F¹⁹ 1905).

(1) « Il convenait, dit plus tard Talleyrand à Fesch, que l'initiative des démarches ne vint pas de la France (souligné dans le texte, puis quelques lignes raturées), afin de ne pas laisser de trace écrite des propositions faites au Saint-Siège en cas qu'elles ne réussissent point. » A. E., Rome 936, f^o 285 (29 messidor an XII).

(2) Caprara à Consalvi, 9 mai. A. N., F¹⁹, 1905. Sur les dispositions de Consalvi, RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I, 29.

(3) *Mémoires*, II, 402. Cf. Consalvi à Caprara (chiffre, 30 mai) A. N., F¹⁹ 1905.

tait en conversation directement avec le Pape : double habileté, puisque sous prétexte d'égards manifestés au ministre, il lui faisait entendre de la bouche de Pie VII que l'affaire ne pouvait se décider sans consultations de cardinaux, et par suite sans délais (1). Fesch combattit avec chaleur appréhensions et retards, trouva réponse à tout, sans cependant sortir des généralités. Sur quoi, il assura à son neveu que, les cardinaux une fois préparés, en six jours l'affaire serait décidée et la réponse parviendrait au légat par courrier extraordinaire.

Consalvi n'avait donc réussi à faire naître dans l'esprit de l'ambassadeur aucun doute, ni sur la nature de la réponse ni sur sa proximité. Celui-ci affirmait qu'il était préférable de ne pas parler à l'Empereur d'un refus possible : cette tactique, « si l'on doit finir par une réponse négative, amortira peu à peu le choc que donnerait ce *non* ». En réalité, il était trop sûr de lui et de l'influence de son neveu pour douter du succès. Il appréciait d'une manière assez peu exacte les objections de Rome, et le secrétaire d'État se plaignait de ses « inexactitudes », involontaires d'ailleurs et qui venaient de ce que l'ambassadeur « ne connaît pas à fond la matière (2). »

Ces objections quelles étaient-elles ? et comment Fesch les comprenait-il ?

Si exorbitante que fût la demande de Napoléon, presque personne à Rome n'osait envisager un refus absolu ; mais tout le monde était effrayé des conséquences d'une acceptation. Consalvi protestait de son désir de donner satisfaction à l'Empereur. Il était certainement avec le Pape, pour des raisons de politique générale et de situation personnelle, celui qui avait le moins de répugnance à dire oui : « Il est tout à vous », écrivait Fesch à son neveu, ce qui était d'ailleurs exagéré. Du moins pouvait-on croire le secrétaire d'État quand il protestait ne pas chercher de vains prétextes, mais avoir besoin de temps pour con-

(1) Consalvi à Fesch, 30 mai, Arch. Archev. Consalvi à Caprara, 5 juin (chiffre). A. N., F¹⁹ 1905. Mais ce qui était un indice fâcheux, c'est que, tandis que Consalvi mettait en garde le légat contre les interprétations de Fesch, celui-ci assurait à Napoléon qu'il lui serait facile de tout simplifier et d'arranger les choses « particulièrement ayant toujours trouvé le Secrétaire d'État convaincu de mes principes et ne demandant que de faire sentir la vérité et la force de mes réponses » (à l'Empereur, 10 juin, A. E., Rome 936, f^o 259). Fesch se faisait illusion sur les sentiments de Consalvi et se laissait prendre à sa courtoisie.

(2) Consalvi à Caprara (7 juin, chiffre). A. N., F¹⁹ 1905.

vaincre le Sacré-Collège (1). Un premier sentiment planait sur les cercles romains : la crainte. On redoutait des mesures de coercition qui atteindraient non seulement le Saint-Siège, mais encore la Chrétienté ; la présence des troupes françaises dans la péninsule, sur les routes de l'État pontifical, rendait la menace tangible. Dès le 1^{er} juin (la nouvelle de l'Empire français était à peine arrivée depuis huit jours), Di Pietro, qui avait suppléé Pie VI à Rome pendant l'invasion, avait réuni les documents nécessaires pour le cas où le Pape régnaient serait obligé de *quitter Rome*, soit qu'il se décidât au voyage, soit que, ayant décidé de rester, il fût éloigné par la force (2). Ces appréhensions, Fesch les devinait si bien qu'il crut licite de les utiliser. Dès que sera brouillée l'atmosphère d'amitié où la première phase des conversations aura été maintenue, il brandira avec une facilité excessive l'argument d'imminentes représailles militaires.

Le lieu proposé pour la cérémonie accroît les inquiétudes ressenties, en même temps qu'il paraît blessant pour la dignité du Saint Père. On préférerait que l'Empereur, renouant la tradition carolingienne, vînt à Rome. Le Pape ne pourrait être accusé de laisser en souffrance les intérêts de l'Univers catholique en considération d'un seul souverain, moins encore de sacrifier les exigences de la primauté pontificale. Le secrétaire d'État en fait la confidence à Fesch, qui mentionne la chose, comme une simple remarque, à son neveu. Un voyage lointain, à la mauvaise saison peut-être, rompant avec des habitudes de vie sédentaire, inspire un indicible effroi aux vieillards qui forment le conseil du Pape. Pie VII consent à ne compter pour rien ses propres inconvénients : mais il doit envisager la situation où sa mort ouvrirait une vacance du Saint-Siège, dans l'état actuel de l'Europe. Qu'il supporte ces fatigues : recevra-t-il en échange les égards qu'il doit exiger comme Chef de l'Église ? Paris, c'est pour l'Europe, depuis quinze ans, le centre de propagation des idées révolutionnaires et anti-chrétiennes. Officiellement ramenée au culte catholique, la ville ne sent-elle pas bouillonner dans son sein les fureurs antireligieuses de 1793 (3) ? Consalvi, qui a fait le voyage il y a deux ans, est plutôt

(1) Fesch à l'Empereur, 23 mai (?). Arch. Rh., 1 F 96 ; cité par DUDON, *Le Sacre de l'Empereur*, « Études », 20 déc. 1904.

(2) RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I, 31 ; cf. CONSALVI, *Mémoires*, II, 399.

(3) Fesch parle des « craintes (qu'Elle (Sa Sainteté) croit fondées) de vos ennemis (= qu'inspirent vos ennemis) qui voudraient s'en défaire par le poison ou par toute autre manière »... A Napoléon, 23 mai, Arch. Rh., 1 F 96.

rassurant, mais Caprara ne décrit-il pas sans cesse les assauts combinés des philosophes, des protestants, des gallicans ? Et la capitale française est redoutée comme étant à la fois le foyer des principes révolutionnaires et des traditions anti-romaines. Quand il montera en voiture, Pie VII dira encore à son entourage sa conviction que s'il ne s'était pas décidé, l'Église aurait couru le risque de perdre la France comme elle avait perdu jadis l'Angleterre (1).

Sous la plume des cardinaux affluent d'autres objections. Que fera le Pape, si une fois sur place il est assailli de demandes et d'exigences nouvelles ? Ne paraîtra-t-il pas par sa seule présence approuver les violations des maximes ecclésiastiques dont il aura sous les yeux le spectacle ? Quel embarras causera le contact de certaines personnes dont le triste rôle est notoire (2), en particulier le contact des constitutionnels non soumis ? Cette objection relative aux constitutionnels, Pie VII la fait sienne, et elle devient, pour lui, dès le début, le point fondamental :

« Sa répugnance invincible, écrit Fesch du Pape, serait celle de devoir reconnaître ou traiter de quelque manière que ce fût avec l'évêque de Dijon ou l'archevêque de Besançon ou avec les trois autres évêques qui se sont élevés contre son allocution du 15 août ; qu'il (*sic*) embrassera les autres ex-constitutionnels qui sont dans sa communion, et qu'il entend que les rebelles à son autorité doivent être démis s'ils ne se mettent en règle franchement et sans tergiversation (3). »

Fesch ne se contente pas de donner ce point comme la condition même du voyage (alors que tous les autres arguments mis en avant sont traités par lui comme presque insignifiants) ; il prend quasi ouvertement parti pour Rome contre les prélats dont la conduite inquiète.

La correspondance de Fesch par contre ne contient rien sur les avantages territoriaux que le Saint-Siège, d'après certains historiens, aurait voulu acheter de sa condescendance (4). Dans ses *Mémoires*, Consalvi défend son gouvernement de s'être guidé d'après des vues tem-

(1) CANCELLIERI, *Pie VII à Paris et le Couronnement ; Récit d'un prélat*, p. p. RODONACHI, in « Souvenirs », 1909, t. IV.

(2) Sans le nommer expressément, on pensait à Talleyrand. « Il n'y aura pas de difficultés pour le recevoir lui, avouait Consalvi à Fesch, mais sa femme, qui n'est pas telle pour le Saint-Père » (4 juin, Arch. Archev.).

(3) Fesch à Napoléon, 23 mai, Arch. Rh., 1 F 96.

(4) « On ne proposait pas le marché. On eût voulu être deviné et que la honte de la simonie se déguisât en reconnaissance. Un Cavauld eût compris tout cela à demi mot, Fesch en était incapable ». Telle est la sentence de Frédéric Masson, qui ne produit à l'appui aucune preuve, *Le Sacre et le Couronnement de Napoléon*, p. 86 sqq.

poirelles ; mais il affirme que Fesch insista « souvent et avec ténacité pour que le Pape mît à sa complaisance la condition que les trois Légations seraient restituées au Saint-Siège » (1). On hésite à contester un témoignage aussi formel. Cependant rien ne le confirme dans les documents écrits du cardinal. Ce zèle pour les intérêts du Saint-Siège, dont Consalvi lui fait honneur, eût dépassé les intentions de son impérial neveu, audace qui ne lui ressemble guère. Qu'en conversation, il ait fait entrevoir cette espérance, comme l'avait fait le légat d'ailleurs et peut-être parce que le légat l'avait fait, il se peut. En tous cas, le chapitre des États pontificaux était bien par excellence celui où il convenait de s'en remettre à la générosité de l'Empereur. Consalvi ne faisait que se tenir prêt à toute éventualité en confiant à une Congrégation le soin de préparer tous les documents relatifs à cette question.

En somme, Rome, trop faible pour se dérober sans dommage à la demande de Napoléon, tenterait de l'utiliser pour donner une orientation nouvelle à la politique concordaire qui menaçait de tourner à son détriment. L'idéal, pour le Saint-Siège, eût été d'obtenir l'engagement formel et solennel de la coopération du gouvernement français, soit au dedans, soit en dehors.

Telle était la situation lorsqu'on connut à Rome le texte du serment imposé à l'Empereur, en vue du couronnement, par le Sénatus-Consulte du 18 mai 1804 : « Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République ; de respecter et de faire respecter les lois du Concordat et la liberté des cultes, de respecter et de faire respecter l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux ».

Ce texte vint en quelque sorte matérialiser les craintes qu'inspiraient aux Romains les dispositions de la France. Le Pape était sur le point d'envoyer une réponse favorable aux premières ouvertures faites ; du coup il suspendit sa décision et provoqua une nouvelle consultation des cardinaux (2). La proportion des votes se renversa : avant la lec-

(1) Consalvi, *Mémoires* II, 401. Dans sa première lettre à son neveu (23 mai) Fesch dit qu'il a fait sentir « que ce voyage satisferait pleinement Sa Sainteté » et, entre autres choses, « que le Saint-Siège doit se rappeler de Charlemagne (*sic*) et que Bonaparte n'est pas moins puissant et moins généreux ». C'est la seule allusion à la question, dans tous ses papiers d'ambassade et dans ce que Consalvi lui écrit. Au contraire, Caprara, avant les premières ouvertures de l'Empereur, avait fait prévoir que le moment serait propice pour des réclamations temporelles (il envisageait surtout des compensations en argent), 9 mai, A. N., F¹⁹ 1905.

(2) Consalvi à Caprara, 5 et 10 juin, A. N., F¹⁹ 1905. La consultation des cardi-

ture du sénatus-consulte, sur vingt cardinaux, cinq seulement s'étaient prononcés irréductiblement contre le voyage, quinze pour, avec des objections ; après, quinze opinèrent contre. Les opposants déclaraient illicites au regard de l'Église les deux formules : lois du Concordat et liberté des Cultes.

L'expression *lois du Concordat* était équivoque. En rigueur, la qualification ne pouvait s'appliquer aux 17 articles du Concordat, qui constituaient un pacte, non une loi. Prétendre que le Concordat était devenu loi par un décret de la nation, après avoir englobé dans ce décret à la fois le traité accepté bilatéralement et les Organiques, objet d'une réclamation formelle de Pie VII, c'était interdire au monarque lié par ce serment de satisfaire aux désirs du Saint-Père. Quant à jurer de respecter la liberté des cultes, c'était aller plus loin que tolérer les dissidents ou les permettre, c'était les favoriser ou les protéger, ce que l'Église ne pouvait admettre (1).

Fesch, tout en s'empressant de proposer des actes d'apaisement de son gouvernement, prit sur lui d'offrir une interprétation acceptable. Un mémoire adressé par lui à l'Empereur le 10 juin nous permet de

naux est analysée tout au long par RINIERI, *Napoleone e Pie VII* ; d'autre part, Fesch résume les objections dans son mémoire du 10 juin.

(1) Ces objections contre le serment constitutionnel étaient d'autant plus fortes que l'on reprochait au gouvernement français d'abuser de l'imposition de formules ambiguës ou fallacieuses, pouvant jeter le trouble dans les consciences et susceptibles d'être exploitées contre les principes catholiques. Lorsqu'en mai 1802, le légat Caprara avait été reçu à Paris, on avait réussi à lui faire prêter le fâcheux serment d'« observer les lois de la République », en spécifiant qu'au rang de ces lois figuraient les fameuses libertés de l'Église gallicane. En mai 1804, le sénatus-consulte organique relatif à la proclamation de l'Empire contenait sous le même titre le serment proposé à l'Empereur et un serment imposé aux fonctionnaires publics : « Je jure obéissance aux Constitutions de l'Empire et fidélité à l'Empereur ». Cette formule fut censurée par un des consultateurs les plus écoutés de Pie VII, l'archevêque d'Édesse. Les mots *Constitutions de l'Empire* étaient aussi vagues que ceux de *lois de la République* ; on y pouvait faire entrer le Code Civil condamné à Rome. Sauf un exposé public authentique du gouvernement limitant sa portée, ce serment devait être réputé illicite. Mais si même on obtenait satisfaction sur ce point « il n'y aurait presque pas à douter que ce gouvernement s'emparerait de la première occasion pour fabriquer une nouvelle formule embarrassante pour les ecclésiastiques catholiques. Une expérience fatale nous prouve quel prix il fait du serment, employé comme un des moyens les plus sûrs de n'avoir en France d'autre religion qu'à sa façon, par la corruption des ministres de la religion catholique : car ou ceux-ci acceptent le serment proposé et on s'assure de leur adhésion aux principes et règlements de la législation française, ou ils refusent, et on en prend texte pour les exclure du ministère, ou même les détruire : le jeu est trop sûr ». Ainsi grandissaient les soupçons contre la déloyauté d'un gouvernement qui ne professe aucune religion et qui a toujours abusé de cet acte religieux du serment. » (18 mai 1804, Vat., Ep. Nap. Francia 24).

saisir l'argumentation qu'il développa au cours de plusieurs conférences avec le secrétaire d'État (1).

Il établit d'abord que les lois du Concordat qu'on jurait de respecter n'étaient et ne pouvaient être que les 17 articles de la convention avec le Pape. « D'ailleurs on n'a dû parler dans ce serment que des lois fondamentales de l'État et point des lois organiques, parmi lesquelles il y a des lois qui peuvent être changées et qui sont purement de police. » « Pour assurer Sa Sainteté de la vérité de cette explication évidente, continuait Fesch, j'ai proposé à S. E. le Secrétaire d'État de m'adresser une note officielle de remerciement à mon gouvernement pour avoir fait reconnaître le Concordat d'une manière si solennelle; et, après y avoir été autorisé, je le confirmerai dans cette explication. » L'ambassadeur eut vite l'impression que la résistance sur ce point faiblissait. Comment ne se rendrait-on pas à son explication? Rome qui luttait depuis deux années pour éviter que l'on englobât dans le traité qu'elle avait signé les lois organiques, avait-elle intérêt à laisser croire que le terme de Concordat pût impliquer quelque équivoque?

Les difficultés subsistaient sur le deuxième point. Fesch assura que le serment de respecter la liberté des cultes n'entraînait pas ce que les théologiens appellent la tolérance religieuse, c'est-à-dire l'indifférence, qui, admettant toutes les religions comme également bonnes, approuverait également les divers cultes et les différents dogmes. Cette tolérance en effet n'eût pu se concilier avec la profession de foi catholique que faisait le nouvel Empereur. Mais il s'agissait seulement de la protection extérieure accordée aux autres cultes dans un pays divisé par les croyances religieuses, mesure réclamée par l'humanité et par le souci de la tranquillité publique : promesse licite au regard du catholicisme envers qui elle peut devenir, à certaines heures, une garantie. L'argumentation de Fesch n'était pas seulement copieuse; elle était solide au regard de la plus ombrageuse théologie. Médiocrement inspirée peut-être dans le choix de ses exemples historiques, elle prenait beaucoup de force lorsqu'elle mettait en lumière l'état de division des esprits en France. La preuve en est qu'elle fut acceptée presque telle quelle par le cardinal Braschi qui prononça qu'on pouvait admettre le serment impérial, « attendu les particulières circonstances où se trouvent la République française et la religion catholique dans cette république (2). »

(1) Fesch à l'Empereur, 10 juin, A. E., Rome 936, fos 259-269 (minute aux Arch. Ar chev. de Lyon). Cf. FÉRET, *Le Premier Empire*, p. 10 sqq.

(2) Vat., Ep. Nap. 281/38. Le P. Fontana de même acceptait le serment si le voyage avait « une utilité positive évidente pour l'Église ». *Storia d'Italia*, VII, 662.

Pour le plus grand nombre cependant, l'interprétation de Fesch ne pouvait avoir de valeur que si elle était officiellement produite par Paris. Les intransigeants auraient voulu ou une déclaration émanant du Sénat lui-même ou bien une lettre écrite par l'Empereur au Pape et contenant les déclarations nécessaires. L'ambassadeur déclara qu'on n'obtiendrait rien de pareil : il ne pouvait que demander à son gouvernement de confirmer que les éclaircissements donnés par lui correspondaient à la réalité. Tant d'empressement à se substituer à l'Empereur fut médiocrement goûté (1).

L'impatience gagnait Consalvi lui-même. Harassé de besogne, las au point de ne pouvoir soutenir les conférences prolongées qui lui étaient imposées, le Secrétaire d'État commençait à s'irriter de la confiance naïve avec laquelle son partenaire tranchait tout. Il prévoyait que cette manière expéditive ne suffirait pas à apaiser l'opposition qui avait singulièrement gagné dans le Sacré-Collège. Là où Fesch annonçait à son neveu partie gagnée, — demandant d'être officiellement chargé de tout pour aboutir dans un temps très court, — Consalvi disait : réponse négative jusqu'à ce que les difficultés du serment soient écartées. Il réagissait contre l'optimisme de commande du Ministre de France, craignant qu'on ne le prît à la lettre à Paris.

En quoi il ne se trompait pas. Le 20 juin, le nonce se présentant à Saint-Cloud, l'Impératrice lui dit gracieusement : « Eh bien, nous aurons donc le Saint-Père à Paris pour sacrer l'Empereur mon mari ! » Talleyrand s'exprima avec la même certitude et, comme Caprara entreprenait de développer les difficultés qui subsistaient encore, il détourna la conversation sans lui en laisser le temps. Ce que voyant, le légat renonça à donner à sa note officielle du 25 juin une tournure négative. Même il n'hésita pas, ayant énuméré vaille que vaille les objections, à écrire que Sa Sainteté le *chargeait* « de faire connaître à S. M. Impériale que le vif désir qu'elle a de répondre à ses vœux, la détermine à se rendre à Paris, malgré les obstacles qu'offre ce voyage et les représentations aussi fortes que nombreuses qui lui ont été faites » (2). Il y avait là une véritable trahison des intentions répétées de la Curie. Elle se cou-

(1) « On craint même, confiait Consalvi à Caprara (10 juin A. N., F¹⁹ 1905) que malgré une déclaration faite ayant le couronnement, il ne paraisse ensuite quelque écrit comme les lois organiques après le Concordat ». On voit que la confiance était difficile à rétablir. Consalvi estimait que l'affaire « a de plus en plus empiré. »

(2) Caprara à Talleyrand, 25 juin, A. E., Rome 936, f^{os} 272-75. Il explique sa tactique le 8 et le 9 juillet à Consalvi, A. N., F¹⁹ 1905 ; Vat., Ep. Nap. 281/32 ; cf. RINIERI, op. cit. p. 47-50.

vrait de nombreux prétextes, surtout de la nécessité de ne pas heurter de front l'Empereur qui aurait pu, sous la pression des ennemis de l'Église, prendre des résolutions irrémédiables. Caprara, d'ailleurs, affirmait que c'étaient les informations de Fesch qui avaient fait naître la certitude de la venue du Pape. Et la sensation produite chez les protestants et les philosophes suffisait à justifier le voyage.

En vérité, à cette date du début de juillet, le gouvernement français n'était pas encore sûr de l'acceptation de Pie VII. Le soin apporté à la préparation d'une réponse ministérielle en est la preuve. Une fois encore, le théologien attitré des Relations Extérieures, Bernier, prit la plume et présenta un projet à Talleyrand (1).

Il établissait en principe : « J'ai... dû répondre d'une manière assez flatteuse pour le Saint-Siège pour qu'il ne s'y refusât pas (au voyage) et assez politique de la part de l'Empereur pour qu'il ne s'engageât pas au-delà des bornes, et qu'on ne pût jamais se prévaloir de ce qu'il aurait dit. » Cette formule allait devenir comme une règle d'or pour les négociateurs français : Fesch en particulier sentit très bien quelle recommandation elle contenait à son endroit, et on la retrouve à peu près telle quelle sous sa plume à plusieurs reprises. Au reste, le point de vue de Bernier, tel qu'il l'exposait à Talleyrand, était le suivant : pour les Organiques, esquiver la question tant que l'on n'aurait pas le Pape sous la main, loin de l'influence « de ceux qui le tourmentent » ; pour les constitutionnels, écouter les représentations du Pape, s'il en fait, et y déférer « autant que les circonstances le permettent. » Bernier, d'ailleurs, parlait de « ces messieurs » en termes très vifs. Il avouait qu'« on mêle avec nos libertés beaucoup trop de maximes de nos anciens parlements. On les donne pour le *palladium* de l'Église gallicane tandis qu'elles ne sont que les prétentions de quelques présidents et avocats *jansénistes* ou plutôt indépendants qui voulaient fonder l'autorité de l'Église et du monarque par des maximes nouvelles. C'est à ces maximes outrées que nous devons et les murmures de Rome et les mécontentements de l'intérieur, en matière religieuse. » Il est intéressant de noter ce mouvement de mauvaise humeur, qui semblait presque porter Bernier à pencher du côté du Pape. Sans doute l'évêque d'Orléans éprouvait-il un vif ressentiment à l'égard des constitutionnels qui l'avaient mis en difficile posture par leur rétractation, et peut-être rêvait-il, en

(1) Bernier à Talleyrand, 19 messidor an XII, A. E., Rome 936, f^{os} 276-77 ; cf. MEYER, *L'abbé Bernier*, p. 266.

regagnant la confiance de Rome, d'obtenir enfin le chapeau de cardinal. Mais, même en faisant la part de ce qu'il y avait de personnel dans cette attitude, retenons qu'elle était inattendue et se rapprochait de celle que Fesch avait adoptée de son côté.

Avant d'être adressée au légat, la note préparée par Bernier subit une mise au point entre les deux Départements des Relations Extérieures et des Cultes (1). Artaud croit même que Napoléon participa à la rédaction : il en résulta, dit-il, un « mélange de style d'affaires, de promesses *réserveries* et d'une sorte d'effusion qui devait particulièrement toucher le Saint-Siège » (2). Telle fut la note capitale du 29 messidor-18 juillet. L'*effusion* dominait, bien entendu, dans le tableau des bienfaits de l'Empereur envers la religion et des *promesses* pour l'avenir. Dans la partie *affaires*, les trois objections centrales étaient abordées. Sur le sens du serment, les explications de Talleyrand étaient celles mêmes de Fesch. « Les lois du Concordat sont essentiellement le Concordat... Les lois organiques ne sont que le mode d'exécution adopté par l'une des deux puissances. Ce mode est susceptible de changement et d'amélioration suivant les circonstances... La liberté des cultes est absolument distincte de leur essence et de leur constitution... Maintenir l'une n'est point approuver l'autre ». Mais sur le sort des évêques constitutionnels, le ton était assez différent de celui de Fesch ou de Bernier. Talleyrand avait trouvé une échappatoire : « S'il en est, écrivait-il, qui tiennent encore à la Constitution Civile du Clergé, au mépris des lois du Concordat, Sa Majesté se fera un devoir de les rappeler aux vrais sentiments qu'ils doivent professer ». On était loin des blâmes de Bernier contre les récalcitrants, de la soumission absolue, de la démission que Fesch avait envisagées. La nuance suffisait à rappeler à l'ambassadeur la prudence sur un point qui touchait de près aux libertés gallicanes.

Sauf cette exception, l'ensemble de la note justifiait les premières démarches ministérielles du cardinal ; elle lui empruntait quelques développements, transformés ainsi en interprétations officielles. En l'envoyant

(1) Talleyrand la soumit à Portalis pour connaître « si elle est conforme à votre opinion et aux principes du département qui vous est confié », A. E., Rome 936, fo 289.

(2) ARTAUD, *Pie VII*, Mss. p. 139. Talleyrand avait adressé un rapport à l'Empereur où il prétendait résumer les objections du Saint-Siège. Il assurait que l'une, « de pure susceptibilité ultramontaine », était relative « à la conduite indiscrete et peu déferente de quelques évêques ci-devant constitutionnels à l'égard de la Cour de Rome » ; l'autre, dogmatique, avait trait au serment que S. M. doit prêter à son couronnement. A. E., Rome 936, fo 290.

à Rome, Talleyrand exprimait l'approbation de l'Empereur : « Vous jugerez par cette réponse que vous avez saisi l'état de la question, répondu aux objections faites par le Saint-Siège (1). »

Napoléon donnait à son oncle deux preuves de satisfaction : il le plaçait le premier sur la liste des nouveaux grands officiers du palais (11 juillet) et il lui confiait entièrement le soin de mener à bien désormais la négociation du Sacre.

II

Lorsque, le 1^{er} août, le courrier de Paris apporta à Rome la note française du 18 juillet, l'horizon politique de l'Europe était singulièrement plus menaçant qu'au début des négociations.

En Italie, depuis le début des hostilités, le Secrétaire d'État avait réussi à faire respecter la neutralité du territoire pontifical, obtenant le remboursement des avances consenties pour les troupes françaises, et maintenant les ports ouverts à toutes les nations.

Des préparatifs suspects étaient signalés dans le royaume des Deux-Siciles d'où venait avec persistance le bruit d'un débarquement possible des Russes. Napoléon écrivait de sa main au Pape pour le rassurer : il avait signifié à Naples qu'il ne tolérerait aucune troupe étrangère en Italie (2). Mais cette promesse de protection même était inquiétante. Quelle serait par ailleurs l'attitude de l'Autriche devant une coalition anglo-russe ? Le retard que la Cour de Vienne mettait à reconnaître le titre impérial de Napoléon autorisait des alarmes. Si vraiment, comme Arezzo, de Dresde, en manifestait le soupçon, une coalition européenne se préparait, quelle serait la situation du Pape qui serait allé à Paris couronner l'Empereur ; et celle de Rome, privée de son évêque et de son souverain ? Déjà la population était désorientée par la perspective de cette absence sans précédents. Consalvi sentait si bien la nervosité populaire qu'il annonçait qu'en dépit des insistances françaises, il n'accompagnerait en aucun cas le Saint-Père.

L'examen des pièces venues de Paris fut cette fois commis à tout le Sacré-Colège, sans l'avis duquel Pie VII disait ne vouloir point prendre

(1) Le texte de la note du 29 messidor (18 juillet) est dans A. E., Rome 936, f^{os} 281-84 ; il est suivi de deux dépêches donnant à Fesch des directives pour la négociation dont il est chargé, f^{os} 285 et 313-315.

(2) Napoléon au Pape, 15 therm. an XII (3 août), *Corr.*, IX, 7898.

de décision. Fesch commençait à éprouver un vague sentiment d'insécurité. Tout alimentait ses craintes. Pour gagner du temps, on distribuait de nuit aux cardinaux les paquets de documents : en frappant bruyamment aux portes après minuit, ne répandait-on pas dans cette ville nerveuse et bavarde le secret que de graves affaires étaient confiées au Sacré-Collège ? On refusait à l'ambassadeur copie des dépêches communiquées : il soupçonnait que le texte de Talleyrand avait pu être tronqué. Soudain, on chuchota que la réponse allait être négative. Fesch bondit chez Consalvi ; il lui dit ce que penserait, d'une décision dictée par les Cardinaux, la France qui « n'a jamais été sujette à recevoir les décisions des Congrégations et du Sacré-Collège ». Il fallait en finir « sans plus entrer dans des détails qui ne font que donner de l'humeur et qui n'aboutiraient qu'à faire convaincre (*sic*) le gouvernement français : 1^o de la méfiance de Sa Sainteté, 2^o de recevoir des impulsions étrangères, 3^o que l'Église enseignante de France étant aussi instruite des principes de l'Église et de la théologie et du droit canon, comme le Sacré-Collège, elle ne manquerait pas de s'apercevoir que le Saint-Père préfère d'agir en politique plutôt que de remplir la tâche de Père commun des fidèles, et qu'après que S. S. aurait répondu négativement, moi, comme le Premier Évêque de France, j'allais proposer un cas de conscience à l'Église universelle sur ce refus et qu'il ne me serait pas difficile de faire sentir que le Pape pour des respects humains, sans cause, abandonnait l'Église de France dans un moment où elle espère que S. S., en arrivant en France, elle remuerait des obstacles qui se présentent au plus grand bien de l'Église » (1)...

Cette explosion de gallicanisme fut « un peu alarmante pour le Secrétaire d'État », notait ingénument Fesch, qui ne paraissait pas s'apercevoir qu'il avait mis en cause le Pape. La Curie regrettait que la négociation ne fût pas restée aux mains du légat : non que Caprara inspirât confiance par sa fermeté, mais il n'avait pas de pouvoirs pour conclure, et Rome entendait ne se prononcer qu'à son heure, sans subir les pressions du plénipotentiaire français. Pour comble, Fesch était devenu aussi réticent qu' impatient. Consalvi, qui attendait de lui des communications intéressantes, n'en recevait que fort peu et d'insignifiantes (2). Visiblement le cardinal ne voulait pas aller au-delà

(1) A Talleyrand, s. d. (mais évidemment avant la réception de la note du 18 juillet et avant que les opinions des cardinaux soient recueillies), Arch. Rh., 1 F 96. Nous avons reproduit exactement les incorrections de style du cardinal Fesch.

(2) Consalvi à Caprara, 1^{er} août (chiffre). A. N., F¹⁹ 1905.

des intentions de son gouvernement, des termes même de sa note.

Or la note du 18 juillet était très sévèrement appréciée par la majorité des trente-quatre cardinaux consultés. Pas un ne jugeait que le Saint-Père dût s'en contenter. Tous déclarèrent le langage de Talleyrand vague dans ses promesses, plein d'artifices dans ses justifications (1).

L'apologie de la générosité impériale à l'égard de la religion survenait à un mauvais moment. Di Pietro lui opposait les Organiques maintenus, les constitutionnels insoumis, le Concordat italien modifié, les biens des églises de Piémont non restitués. Tout cela méritait-il la participation du Pape à une cérémonie dont le sens était de déclarer l'Empereur défenseur et protecteur de l'Église (2)? D'autres évoquaient les promesses, faites autrefois par Pépin à Étienne II, *omnem voluntatem ac petitionem praedicti sui Papae adimplere se velle*, et Antonelli souhaitait dans la lettre d'invitation un engagement analogue, l'Empereur promettant au Pape d'être « prêt à toute demande de sa part à protéger et seconder l'exécution de ses sages desseins ».

Chaque jour venaient de Paris des nouvelles qui témoignaient de la volonté de l'Empereur de maintenir la balance égale entre les catholiques et leurs adversaires : Napoléon créait un ministre *des Cultes*, dont le nom seul contenait un refus de rendre le catholicisme dominant, il y mettait Portalis, auteur des Organiques; cependant il décorait le cardinal Caprara qui était le premier étranger admis dans la Légion d'honneur. Il annonçait au Pape qu'il empêcherait de laisser porter atteinte « à ce qui a été convenu entre nous » dans le Concordat italien, mais tout était encore en suspens. En France, le clergé séculier restait pauvre, et les congrégations qui se reformaient allaient être interdites. Enfin le *Moniteur* affirmait publiquement l'intégrité de la République Italienne et ne laissait donc aucun espoir de recouvrer les Légations. Il devenait malaisé de tirer argument, comme on recommandait encore à Fesch de le faire, des bienfaits du gouvernement français pour l'Église.

La manière dont Talleyrand répondait aux objections de la Curie n'était pas mieux jugée. Les cardinaux blâmaient son obstination à défendre les formules du serment constitutionnel, son art de passer sous silence le mode de réconciliation des schismatiques. Les deux difficultés gardaient leur force, et il en surgissait de nouvelles.

(1) Très longue analyse des votes des cardinaux dans Rinieri, *Napoleone e Pio VII*, I, p. 60-70.

(2) Di Pietro à Consalvi, 16 août, Vat., Ep. Nap. 281/33.

Pour que le serment incriminé n'eût pas lieu d'être censuré au point de vue religieux, Talleyrand alléguait qu'il serait l'objet d'une cérémonie particulière, en présence du peuple et des autorités civiles. Que serait cette cérémonie ? Caprara traduisait que le Couronnement serait peut-être séparé du Sacre. Au moment où le Pape pousserait la condescendance jusqu'à se rendre à Paris, l'Empereur refuserait-il de recevoir de ses mains la couronne, pour se la faire donner dans une autre cérémonie purement civile ? Jusque là rien dans les communications venues de Paris n'avait pu faire supposer une séparation aussi offensante qui réduirait à rien le rôle du Pape. Fesch appelé à expliquer cette distinction se trouva assez dépourvu. Il articula platement qu'il ne savait rien d'une séparation des deux cérémonies et qu'à son avis le Pape sacrerait *et* couronnerait l'Empereur.

*
* *

Quinze jours après la remise de la note du 18 juillet, — Fesch s'était flatté de la voir acceptée en quatre jours, — Consalvi résumait les sentiments du Saint-Père à la suite de la consultation des cardinaux (1). Six points étaient examinés successivement. Sur les quatre premiers, Pie VII, en dépit de l'opposition de ses conseillers, parfois des plus influents, acceptait d'enregistrer l'accord. Il se disait satisfait des explications données sur les mots « lois du Concordat » ; il ne protestait plus contre la liberté des cultes, encore qu'il ne trouvât pas clairement expliqué qu'elle signifiait la tolérance civile ; il rappelait ses désirs relativement au texte et à la transmission de la lettre d'invitation ; il se réjouissait des assurances données que son voyage tournerait au bien de la religion et que les égards dus à la dignité du chef de l'Église lui seraient rendus.

Restaient deux questions en suspens. D'abord les évêques constitutionnels. Rome répétait qu'il s'agissait de leur adhésion non pas au Concordat, mais aux sentences de l'Église (2). « Ils persévèrent à regarder cette Constitution (la Constitution Civile) comme juste et louable ; ils en soutiennent et en propagent les principes en persistant dans

(1) Consalvi à Caprara, 1^{er} août, A. N. F¹⁹ 1905 ; Fesch à Talleyrand, 20 therm. (8 août), A. E., Rome 936, f^o 310 ; Consalvi à Fesch, 7 août, Arch. Rh., 1 F 30 et Vat., Nunz. Fr. 597, f^o 94 (THEINER, *Deux Concordats*, II, 146).

(2) Consalvi à Fesch, 16 août, A. E., Rome 936, f^{os} 324-34 ; Arch. Rh., 1 F 96 (FÉRET, p. 18).

l'erreur et sont arrivés au point de démentir autant par les faits que par leurs écrits le décret en vertu duquel seulement, — d'après l'assurance qu'ils l'avaient accepté, — ils ont reçu l'institution canonique pour les nouveaux sièges. C'est en cela que consiste la plainte du Saint-Père par rapport à eux ». Il faut, disait explicitement la note, « qu'ils abandonnent leurs opinions sur la Constitution Civile du Clergé et qu'ils acceptent l'absolution du Saint-Siège, en en reconnaissant les jugements à la face de l'Église. Ce n'est que par ce moyen que le Saint-Père pourrait continuer à les voir sur leurs sièges dans sa Communion. La nécessité d'assurer, dans le cas où le Saint-Père se trouverait en France, l'accomplissement de ces vœux sur un objet si intéressant, l'oblige à demander sur ce point une réponse qui tranquillise pleinement sa conscience ». Quant à la liaison nécessaire du Sacre et du Couronnement, la note pontificale était moins développée et moins exigeante; elle prenait acte des assurances données par Fesch, tout en ajoutant que le Saint-Père attendait d'en recevoir directement de Paris la confirmation.

En conclusion Consalvi insinuait, au cours d'une conférence avec Fesch, que Sa Sainteté ne pouvait donner une réponse décisive, à moins que la note de Talleyrand au légat ne fût *changée*, en ajoutant et en retranchant différents articles. L'ambassadeur se récria que la demande était inadmissible, qu'on ne pouvait supprimer une note consignée dans les registres. Il s'offrit d'ailleurs à l'appuyer d'explications nouvelles et, avec sa promptitude ordinaire, il eut achevé, le lendemain 17 août, une note nouvelle. « Le soussigné, disait-il, ne peut s'empêcher de témoigner à V. E. quel a été son étonnement en voyant taxée d'insuffisance la réponse de M. de Talleyrand sur l'article des évêques ci-devant constitutionnels ». Il rappelait que le texte était formel : « Elle (S. M.) répète avec plaisir que l'affaire des évêques dont Sa Sainteté croit avoir à se plaindre sera terminée d'une manière satisfaisante pour Elle.

Ce n'est point au soussigné à préjuger les moyens qui peuvent être employés pour parvenir à cette fin ni les principes auxquels S. M. pourra déroger pour faire quelque chose d'agréable à Sa Sainteté.

Il suffira au soussigné de rappeler à V. E. que S. M. proteste par l'organe de M. de Talleyrand qu'Elle s'accordera pour cet objet avec Sa Sainteté » (1).

(1) Fesch à Consalvi, 29 therm. (17 août), A. E., Rome 936, f^{os} 336-39. Le 2^e Mémoire

Les commentaires que Fesch a donnés à cette note nous permettent de comprendre la position des deux négociateurs : le Secrétaire d'État et l'ambassadeur de France.

L'affaire des constitutionnels était devenue le point crucial de la négociation : l'importance et la netteté des développements qu'y avait consacrés Consalvi ne laissaient aucun doute. Pie VII considérait que sur ce point l'esprit dans lequel il avait accepté le Concordat avait été altéré gravement ; il demandait, il exigeait, après deux années, un redressement conforme aux décisions du Saint-Siège. Mais le gallicanisme de Fesch, après les instructions significatives de Talleyrand et les craintes des jours passés, était sur ses gardes. Dans la première phase de la négociation, il avait cédé du terrain, considérant plus l'importance du résultat à acquérir que la portée de la concession promise. Maintenant il s'apercevait que Rome prenait pour « point de mire de faire reconnaître par le Gouvernement les jugements du Saint-Siège qui n'ont pas été publiés en France, relativement aux évêques constitutionnels ». Ce qui était en cause, c'étaient donc les principes, droits, privilèges et usages de la couronne de France. Il les défendrait. « On ne demandait pas moins qu'une déclaration qui supposerait que le gouvernement reconnaîtrait des jugements de Rome sans le préalable examen d'admission. Vous pouvez bien juger que tous mes raisonnements ne pouvaient en aucune manière ébranler les principes de la Cour de Rome. Il fallut établir les principes de l'Église gallicane et du Gouvernement français avec fermeté et répondre catégoriquement que le Gouvernement français ne reconnaissait point les bulles qui n'étaient point admis (*sic*) en France, que S. S. devait se contenter que l'affaire des évêques susdits termina (*sic*) à sa satisfaction, et qu'il ne devait point toucher à des principes du droit public des Français, et que toute explication ne servirait qu'à indisposer le Gouvernement qui n'était point dans le cas de [mot omis] les droits de la couronne pour obtenir des bénédictions, qu'après tout on était trop instruit en France pour savoir se passer du voyage du Pape, qui mettrait les rieurs contre lui et même le clergé de France frustré de l'espoir [plusieurs lignes barrées] (1)... »

On allait à une impasse. Fesch avait refusé de renvoyer à Paris pour

à l'Empereur (eod. loc., f^{os} 381 sqq ; Arch. Rh. 1 F 96) permet de rétablir l'ordre des événements, assez confus.

(1) A Talleyrand, s. d., Arch. Rh. 1 F 96. Au même, 4 fructidor an XIII-22 août, Arch. Archev.

un remaniement la note de Talleyrand. Mais comme, sous prétexte de l'expliquer, il ne faisait que s'y référer, Consalvi à son tour refusait d'accepter son commentaire. Les textes que le Secrétaire d'État et l'ambassadeur venaient d'échanger, sous les dates du 17 et du 18 août, étant de part et d'autre réputés inacceptables, il fallait y substituer des textes nouveaux. Les deux cardinaux décidèrent de s'y employer.

Alors s'engage un duel épique, qui va durer douze jours (17-29 août 1804). Pendant les cinq premiers jours, tout se passe en conférences « conférences éternelles », dit Fesch, de deux, trois, et quatre heures (1). Il a en face de lui un adversaire à l'affût de toutes les défaillances. Puisqu'il refuse d'envisager une modification à la note de son gouvernement, l'ambassadeur doit plaider qu'elle est de nature à donner au Pape tous les apaisements nécessaires. Mais Consalvi, qui sait n'avoir plus rien à attendre de Paris, est prêt du moins à saisir les moindres avantages que lui offriront les commentaires de Fesch, et il essaiera d'en prendre acte dans la réponse où il consignera leur accord. Ainsi le 20 août, après avoir essayé et rejeté bien des formules, on croit toucher au but. Le surlendemain, le chef du secrétariat de Consalvi apporte, décachetée, une note qui doit constituer le texte définitif. Fesch lit. Sa Sainteté avait satisfaction de la réponse sur l'article de quelques constitutionnels, « d'après les sentiments qu'Elle avait manifestés ». Cette seule allusion à la condamnation autrefois portée en consistoire contre les rebelles indigne l'ambassadeur, qui la tient pour « attentatoire aux droits de la Couronne de France. » Le texte, dit-il, n'est pas celui qu'il avait agréé. Consalvi proteste de la « rectitude de sa conduite » ; pour lui, il a rédigé la « déclaration dans les termes précis que V. E. avait lus quelques jours plus tôt ». Des deux côtés, on en vient donc à s'accuser de mauvaise foi ou de manque d'égards (2).

Comment les incidents ne jailliraient-ils pas au cours de ces lourdes journées. On est au plus fort de la canicule romaine, époque à laquelle

(1) Fesch à Talleyrand, 17 fructidor (4 sept.) A. E., Rome 936, fo 392. Au même moment, Talleyrand assurait à Napoléon : « Par les renseignements qu'il [Bernier] a recueillis de la conversation et de la correspondance de M. le cardinal Caprara, il devient hors de doute que S. S. est déterminée à se rendre auprès de la personne de V. M. », 20 fructidor an XIII (7 septembre), dans DARD, *Lettres inédites de Talleyrand*, « R. France », 15 juin 1934.

(2) Et l'on échange sur ce seul incident de volumineuses justifications ; Fesch à Consalvi, 25 août (7 fructidor), A. E., Rome 936, fos 357-64 ; Consalvi à Fesch, 28 août, Arch. Rh., 1 F 96.

d'ordinaire les affaires sont laissées en sommeil. Les négociateurs subissent l'effet du surmenage, Fesch surtout. Le 22 août, au cours d'une discussion, il rompt la conversation et plante là son interlocuteur. Il est vrai que le soir, avant de se « mettre en la présence de Dieu », il a un regret ; il écrit un billet à Consalvi, en italien, s'excusant d'un procédé dont il craint que celui-ci ne s'offense, mais qu'il a préféré à des disputes qui auraient pu atteindre « notre amitié, resserrée par tant de preuves mutuelles d'attachement » (1). Ce retour honore Fesch ; mais quelle amitié, même intacte, résisterait à pareilles épreuves ?

Fesch s'enferme dans un absolu mutisme. Convoqué chez le Pape, il refuse de s'y rendre, sur ce qu'il craint que « mon respect et mon attachement ne me fissent oublier les intérêts de la France ». Il ne s'y présentera que lorsque toute contestation sera terminée. Enfin, le 29 août, le secrétaire d'État cède. Assez rapidement, il se met d'accord avec l'ambassadeur pour modifier l'article sur les constitutionnels, et, les textes définitifs trouvés, les deux notes qu'ils devaient échanger les 16 et 17 août sont conventionnellement post-datées des 28 et 29 août.

*
* *

Comment expliquer ce dénouement ? En écrivant à Napoléon (2), Fesch donne la version suivante : les circonstances pressaient d'aboutir. Naples était de plus en plus suspecte. A Rome, l'opinion s'affolait. Dans la Curie, depuis qu'on avait perdu l'espoir des Légations, on était plus enclin à tenir compte du sentiment des autres Puissances. La crainte que la Cour de Rome ne finît par pencher vers la négative amena l'ambassadeur à « sortir du caractère que j'avais conservé jusqu'alors... Je crus donc qu'il fallait cesser de faire le Cardinal et de prendre la dignité de Ministre ». C'était le moment de « commander une réponse désirable ».

(1) Fesch à Consalvi, 22 août, 9 h. du soir, Arch. Rh., 1 F 96 et Vat., Ep. Nap. 281/35. Est-ce ce jour-là que lui échappa l'interjection que rapporte la tradition romaine ? Comme il descendait l'escalier de Monte-Cavallo, son cocher lui demanda s'il voulait aller chez lui, a casa, « a casa del diavolo ! » répondit Fesch. Vers la même époque Fesch écrivait à Jauffret : « Une armée de femmes serait plutôt mise à la raison que la Cour de Rome. Lorsque l'intérêt mal entendu s'en mêle, de distinction en distinction, ils passent les mois discutant sans rien conclure » (29 août, Arch. Séminaire de Metz).

(2) 2^e *Mémoire à l'Empereur*, 17 fructidor.

En fait, ses colères avaient moins impressionné Rome que les circonstances extérieures. Dans les derniers jours d'août l'on apprit de Vienne, que François II, sortant de son silence embarrassé, se décidait enfin à reconnaître Napoléon Empereur des Français et envoyait son ministre Cobentzel, muni de lettres de créances, le saluer à Aix-la-Chapelle même. La capitulation de François II facilita sans doute celle du Saint-Siège, qui se produisit exactement au même moment. Cependant le rapport n'est pas déterminant (1). D'une part l'attitude de l'Autriche, à elle seule, n'écartait pas complètement la possibilité d'une coalition européenne contre la France. D'autre part, quel que fût le partage des puissances, le Saint-Siège n'entendait pas se lier trop étroitement au cabinet de Vienne. Consalvi estimait qu'il faisait assez en lui donnant la preuve qu'il n'était pas inféodé à la politique française : de là, la longueur voulue des négociations avec Paris qui servait de témoignage public ; de là, l'assurance maintes fois répétée que les affaires de Germanie ne seraient pas réglées en France. Mais, on ne devait rien à la Cour de Vienne dont le josphisme entêté donnait tant de souci aux théologiens romains. Entre l'Empereur d'Autriche et Napoléon, le choix était fait.

Et c'est bien, en dernière analyse, devant l'éventualité d'une rupture avec la France, ou d'un mécontentement grave de l'Empereur, que le Pape a renoncé à une résistance qu'il avait poussée jusqu'aux limites de la prudence. Faiblesse, dit d'Haussonville, faiblesse sans excuse, puisque rien n'était changé au fond même des choses (2). Il faut y regarder de près. Consalvi n'était pas homme à se laisser intimider par des menaces ou à traiter avec la seule illusion des garanties indis-

(1) Dès le 1^{er} août, Consalvi avait traduit à Caprara son indignation devant le soupçon de certains Français que Rome se concertait avec Vienne : avec de pareils soupçons, les affaires ne pouvaient marcher et il était prêt à se démettre de ses fonctions, (A. N., F¹⁹ 1905). Il n'est pas douteux que Rome ne fût l'objet de pressions. De Maistre (*Œuvres*, IX, n° 86) cite une lettre partie de la Russie, d'un catholique dévoué (est-ce lui ?) qui faisait sentir au Pape combien sa résistance serait agréable au Tsar : mais la lettre n'arriva pas à son but. Consalvi était formellement décidé à ne se régler que sur l'utilité du Saint-Siège et il croyait le voyage utile, sous conditions, bien entendu. Dès le 4 août, alors qu'il affectait devant Fesch de ne pas se rendre, il expliquait aux Nonces (Vat., Cif. Nunz., Vol. V) qu'on voyait très bien le mal qu'entraînerait un refus, et il insistait sur les assurances répétées de Paris, sur le bien que la religion éprouverait du voyage. Il tenait seulement à faire traîner et à multiplier les égards *de forme* à l'égard de l'Autriche (*ibid.*, à Severoli, 1^{er} sept. 1804, 29 sept.).

(2) D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, I, 315 ; Contra, CONSALVI, *Mémoires*, II, 407.

pensables. Dans ses *Mémoires*, il s'est défendu d'avance contre l'accusation de légèreté ; il dit de Fesch : « Enfin, il nous donna par écrit, et au nom de l'Empereur, l'assurance que les constitutionnels feraient entre les mains du Pape leur rétractation positive, et dans la forme que le Pape prescrirait ; que, pour cette cérémonie, ils profiteraient de la circonstance de sa venue à Paris, et que, dans le cas peu probable où l'un de ces constitutionnels ne voudrait pas s'y prêter, le Gouvernement l'obligerait à se démettre de son siège ». Cherchons donc si Fesch avait accordé « de telles certitudes » sur ce point.

Prenons d'abord les textes des deux notes datées par convention du 28 et du 29 août. Celui de Consalvi porte : « Sa Sainteté a également fixé son attention sur ce qui est dit dans la note de M. de Talleyrand au sujet des évêques ci-devant constitutionnels. Le Saint-Père a réfléchi qu'outre l'acceptation du Concordat ils ont encore d'autres devoirs indispensables à remplir envers Sa Sainteté, comme chef de l'Église, et envers l'Église elle-même. L'importance d'un objet si intéressant fait désirer au Saint-Père d'être pleinement tranquilisé sur ce point. »

Fesch répond : « A l'égard de ce que V. E. dit dans sa note du désir que témoigne S. S. d'être entièrement tranquilisé sur l'affaire de quelques uns des évêques ci-devant constitutionnels, le Saint-Père ne doit avoir aucun sujet d'inquiétude là-dessus. Cette affaire finira à sa pleine satisfaction (1). »

Il n'est que de confronter ces deux versions avec les précédentes, pour constater que les dernières en date, devenues officielles, sont plus sommaires et, sous une apparence définitive, beaucoup plus fertiles en équivoques. Fesch marque deux avantages : rien n'atteint les libertés gallicanes ; aucune allusion aux jugements du Saint-Siège sur les affaires de France ; il a donc empêché de mettre en cause le point de droit. Puis, il a évité de donner une réponse écrite dépassant les formules de son ministre. Mais Consalvi, à son tour, se flatte d'avoir fait enregistrer que la seule acceptation du Concordat ne suffit pas : si bien que la phrase « que tout se finirait à l'entière satisfaction du Saint-Père », aurait pris le sens auquel le Saint-Siège tenait. Il révèle à Caprara que Fesch, de vive voix, a pris des engagements : l'affaire finira « par l'acceptation volontaire que lesdits évêques feront des jugements du Saint-Siège, par l'appui total de S. M. pour que lesdits évêques ne continuent pas à retenir les sièges sur lesquels ils ne pour-

(1) Fesch à Consalvi, A. E., Rome 936, fo 366.

raient rester plus longtemps sans être en communion avec le Pape » (1).

Nous voilà assez loin des assurances *écrites*, au nom de l'Empereur, de la promesse d'accepter la *forme* que le Pape prescrirait, dont parlent les *Mémoires* de Consalvi. (Il est vrai que les *Mémoires* ont été écrits neuf ans plus tard, loin des pièces du débat.) Le Secrétaire d'État semble bien avoir grossi, ou au moins interprété, les engagements pris du côté français. Il les a interprétés en fonction des sentiments personnels de l'ambassadeur qu'il connaissait bien. Car Fesch apportait, à servir les désirs du Pape, un réel empressement. Dès le 4 septembre, dans un de ses comptes rendus à l'Empereur, il parlait ouvertement. Après s'être vanté d'avoir sauvé les « lois fondamentales et primitives de la Couronne de Votre Majesté », il proposait son plan « pour l'accommodement des évêques constitutionnels avec le Saint-Père. S'ils se rendaient à Lyon disposés à suivre ses intentions j'aurais pour eux toute sorte d'égards, et j'emploierais tous les moyens possibles de conciliation pour les rétablir dans sa communion. Cette conduite leur mériterait les bonnes grâces de Sa Sainteté et produirait le meilleur effet » (2). En offrant de tenter l'entreprise, Fesch avouait s'en tenir, en quelque mesure, responsable. Il évitait de rien spécifier sur la forme même de la réconciliation, mais il la souhaitait définitive sans ambiguïté.

Dans la solution de la principale difficulté, l'attitude de Fesch a donc été décisive. Après quelques hésitations, il s'est établi sur une position qui n'a plus varié, accordant que les constitutionnels devaient être soumis, mais repoussant tout ce qui aurait pu atteindre le prestige de la nouvelle monarchie, constituer un aveu d'abandon des thèses gallicanes. On réglerait une affaire « purement accidentelle et particulière », de sorte qu'elle ne pût jamais être « citée en exemple ». La distinction était subtile, sinon factice. Fesch croyait au moins s'être tenu aux instructions de son ministre, avoir déjoué les tentatives de Consalvi pour l'entraîner plus loin. Enfin cette attitude ne lui était-elle pas dictée obscurément par son propre passé ? N'arrive-t-il pas, lorsque nous nous constituons les champions d'une idée, que

(1) Consalvi à Caprara, 8 sept., Vat., Nunz. Fr. 591, fo 339. — Dans la minute de sa note finale du 30 août, Consalvi écrit à l'intention de Fesch : « L' E. V. nella sua riposte assicurando (il surcharge : espressamente) il S. P. che non deve avere alcun soggetto d'inquietudine... Tale (en surcharge : espressa) assicurazione date dall' E. V... » Vat., Ep. Nap. 5. O. On saisit là sur le vif un procédé de Consalvi qui consiste à prendre aussitôt acte de la moindre apparence de succès.

(2) Fesch à l'Empereur, 17 fruct. (4 sept.), Arch. Rh., 1 F 96.

1795
juin 5

Sire.

ARCHIVES DU DÉPT. RH. ME.
S. 17. 95
P. 5
C. 17. 17. 17. 17. 17.

J'ai l'honneur d'annoncer à V. M. J. que le S. S. de
se rendra à Paris pour son sacre; le mémoire ci-joint
se mettra au fait de tout les résistances que j'ai de
venir; et ~~sa~~ conduite a été celle d'un homme
qui voulait ménager la Cour de Rome sans lui laisser
(l'espoir) d'empêcher sur les bases fondamentales et primitives
de la Couronne de V. M. Il en est résulté que
S. S. n'aura point à se plaindre lorsque on ne
voudra pas même traiter sur l'abrogation des deux
premiers articles de l'acte Organique du Concordat.
J'ai parlé très ouvertement, et je crois qu'on
a abandonné toute prétention ^{contraire au} ~~contre~~ le droit de
régir les vesvres et de l'ulley, et ^{aussi} ~~contre~~ la liberté
de l'Eglise gallicane.

Il s'agit dans ce moment de faire arriver ^{dans le plus} ~~promptement~~
la lettre d'invitation de V. M. à son S. S. On ne
demande plus qu'elle soit portée par deux Evêques
ou se ~~contenterait~~ ^{ful} qu'elle me soit remise par
un officier de quelque considération. Si cette lettre
arrive avant le 26. Septembre, 4. Vendémiaire, ~~elle~~
partira de Rome le 15. octobre, puisque il lui faut 20. jours
pour les préparatifs ostensibles.

RAPPORT DE FESCH A L'EMPEREUR
(minute, 4 septembre 1804)
Arch. Rh., 1 F 95.

nous cherchions, même inconsciemment, à justifier nos actes, à en dégager la logique ? Fesch, on l'a vu, n'avait point de sympathie pour les évêques obstinés dans le schisme d'où il était lui-même sorti. Mais il répugnait peut-être à l'ex-vicaire constitutionnel d'Ajaccio, d'entendre condamner en principe la conduite de ceux qui autrefois avaient cru licite d'adhérer à la Constitution Civile sous la garantie des libertés gallicanes.

Le 30 août, Fesch était informé de l'acceptation de Pie VII. Il restait cependant un point obscur, celui de l'union des deux cérémonies, Sacre et Couronnement. Le Saint-Père protestait encore qu'il serait contraire à sa dignité que, « faisant lui-même la cérémonie du Couronnement de S. M. I. selon l'invitation de S. M. et selon l'assurance qu'il a encore reçue de V. E. dans sa note du 7 août..., qu'étant invité à se transporter expressément à Paris pour placer de sa main la couronne impériale sur la tête auguste de S. M., cette même cérémonie [pût] être exécutée par une autre main, pendant le séjour de S. S. à Paris, quel que soit le titre de la personne qui en serait chargée (1). » Fesch repoussa avec humeur cette prétention « à vouloir même prescrire au Gouvernement français les modes et les époques distinctes de la fonction civile et religieuse ». Il ne voyait pas ce qu'il y avait de commun entre une cérémonie purement civile et le Couronnement, qu'il définissait « une cérémonie religieuse qui a pour objet de consacrer à jamais l'inauguration de la nouvelle dynastie et d'attirer les bénédictions du ciel sur la personne de S. M. I. (2). » Il obtint que l'on renvoyât au légat le soin de traiter ce point particulier avec le ministre Talleyrand, sans que l'acceptation formellement énoncée fût en aucun cas remise en question.

Ce dernier incident, s'il ne pouvait compromettre le résultat acquis, n'en était pas moins l'annonce des difficultés que les questions de protocole et de cérémonial réservaient encore aux deux gouvernements.

III

Stimulé par sa victoire diplomatique, Fesch, sans prendre de repos ; s'affairait aux préparatifs du voyage : il eût voulu hâter les décisions relatives au cortège, à la date du départ, au cérémonial. Déjà quatre

(1) Consalvi à Fesch, 30 août, A. E., Rome 936, fo 370.

(2) THEINER, *Deux Concordats*, p. 167-168.

cardinaux étaient désignés pour accompagner Pie VII : Antonelli, Borgia, Di Pietro, Caselli ; avec plus d'indulgence qu'il n'en avait d'ordinaire, Fesch admettait que tous quatre « étaient des théologiens qui ne sauraient intriguer ». Il se réservait cependant de faire rehausser l'éclat de la suite par quelques nouveaux choix. En attendant, naïvement, il offrait au Pape « la plus belle voiture de Rome, à sept glaces, pour le rendre visible à tous ceux qui iront à sa rencontre (1). » Par tant de soins touchant les questions matérielles, il se flattait de calmer les appréhensions et de prouver que tout se passerait suivant les désirs de Sa Sainteté.

Il voulait aussi accélérer les mouvements trop lents des Romains. Talleyrand avait mis en avant, comme la plus convenable à la cérémonie, la date du 18 brumaire, anniversaire d'une « époque de bonheur et de gloire pour S. M. et pour la France ». Au Quirinal, on n'entendait pas se laisser imposer une date. Consalvi avait spécifié à plusieurs reprises que les préparatifs « obstensibles » dureraient vingt jours, et qu'ils ne sauraient être entrepris avant que « les choses soient mises hors de doute » par la lettre d'invitation (2). Cette lettre avait une portée capitale : devant le Sacré-Collège elle devait faire foi, sinon des engagements formels issus des négociations, du moins des dispositions de l'Empereur ; devant la chrétienté, porter témoignage du but religieux du voyage, qui seul autorisait une si exceptionnelle faveur.

Le 7 vendémiaire an XIII-29 septembre 1804, arriva le général Caffarelli, aide de camp de l'Empereur, porteur de la lettre d'invitation que Napoléon avait signée à Mayence.

« Très Saint-Père,

L'heureux effet qu'éprouvent la morale et le caractère de mon peuple par le rétablissement de la religion chrétienne me porte à prier V. S. de me donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend à ma destinée et à celle de cette grande nation ; dans une des circonstances les plus importantes qu'offrent les annales du monde. Je la prie de venir donner, au plus éminent degré, le caractère de la religion à la

(1) Fesch à l'Empereur, 17 fruct. Arch. Rh., 1 F 96 ; à Consalvi, 27 oct., Arch. Ar chev. Consalvi doit expliquer à Fesch que les Papes ont « l'habitude de monter dans leur équipage pontifical » (à Fesch, 2 sept. A. N., F⁹ 1905. Sur la suite du Pape et les cardinaux qui la composent, jugement de Bernier dans A. E., Rome 936 (30 therm. an XII).

(2) Vat., Nunz. Fr. 591, fo 343 ; Fesch à Talleyrand, 4 fruct., 1^{er} brum., Arch. Ar chev.

cérémonie du sacre et du couronnement du premier empereur des Français. Cette cérémonie acquerra un nouveau lustre lorsqu'elle sera faite par V. S. elle-même. Elle attirera sur nous et sur nos peuples la bénédiction de Dieu, dont les décrets règlent à sa volonté le sort des empires et des familles.

V. S. connaît les sentiments affectueux que je lui porte depuis longtemps, et par là elle doit juger du plaisir que m'offrira cette circonstance de lui en donner de nouvelles preuves (1) ».

Cette lettre inattendue, « sommation impérative dont le ton familier ne déguise point la sécheresse », dit très bien Frédéric Masson (2), ne tenant aucun compte des termes proposés et acceptés, n'enfermant aucune allusion au motif religieux du voyage, bouleversa Pie VII. Quand Fesch le vit, il était dans un « état de douleur et même d'irritation impossible à concevoir ». Inutile de plaider les conditions où l'Empereur a écrit, au cours d'un déplacement plein d'affaires, loin des ministres qui lui auraient rappelé les désirs du Pape ; inutile de protester que le gouvernement « ne veut point se dédire de ce qu'il a promis », d'évoquer l'Église de France qui attend l'heure où sera consacrée son « éclatante régénération ». Pie VII est sur le point de faire un éclat : « Je ne me serais jamais douté que Pie VII pût se mettre en colère », dit Fesch stupéfait ; il parle de se plaindre directement à Napoléon ; en tous cas il veut une seconde lettre, et ne se laissera pas fléchir. Non sans habileté enfin, l'ambassadeur utilise une des armes dont on se servait naguère contre lui. Il propose que le Saint-Père rende les cardinaux juges de la nécessité d'une seconde lettre : comment n'accepterait-on pas ce procédé de consultation, si logique et si naturel ? (3)

La longueur des discussions a créé à Rome une nervosité croissante.

(1) *Corr.*, IX, 8020.

(2) MASSON, *Le Sacre...*, p. 112. Contrairement à ce que laisse entendre F. Masson, la personne de l'envoyé impérial ne provoqua aucun mécontentement. Fesch avait prévenu qu'on se contenterait que la lettre fût remise par un officier de quelque considération : tel était Caffarelli, que d'aucuns prétendaient descendant d'une famille romaine, en tous cas frère d'un ancien compagnon d'armes très aimé de Bonaparte, et d'un évêque concordataire (ancien réfractaire). La seule chose qui pût choquer, c'est que son voyage se doublât trop apparemment d'une mission militaire (inspection des places du Piémont et de la route du Mont Cenis; cf. A.N., AF IV 1694).

(3) Consalvi à Fesch, 2 octobre; Fesch à Consalvi, 2 octobre, Vat., Nunz. Fr. 597, f^{os} 115 sqq.; A.N., AF IV 1694; cf. FÉRET, *Le premier Empire...* p. 26-28; Fesch à l'Empereur, 15 vend. et 3^e *Mémoire sur la négociation*, Arch. Rh., 1 F 96.

Le public conçoit les pires alarmes d'une mésintelligence entre le Saint-Siège et l'Empire français. Fesch, sans délicatesse, les alimente : « Je gémis, dit-il à Talleyrand, sur l'aveuglement d'une cour qui, ayant auprès d'elle une reine d'Étrurie obligée, quoique alliée et neutre, de recevoir garnison française à Livourne, est loin de savoir gré à l'Empereur des Français d'avoir jusqu'à présent laissé libres les ports d'Ancône et de Civita-Vecchia, se mettant dans le cas par son peu de condescendance d'user avec rigueur du droit que des circonstances impérieuses lui donneraient dans ce moment » (1). Par ailleurs, on sait qu'il a mission de requérir à nouveau l'éloignement du roi de Sardaigne et qu'il ne tarde à remettre une note que sur la présomption que le malheureux prince va s'éloigner spontanément. Les cardinaux n'échappent pas à la contagion de la fièvre ambiante. Et, le 6 octobre, au bout de 4 jours, le Secrétaire d'État apporte une réponse favorable.

Consalvi est réduit à ajouter lui-même ce qui manque à l'invitation impériale dans la circulaire officielle par laquelle il informe les Nonces de la décision du Saint-Père : « S. M. ayant fait connaître à S. S. que son voyage n'aurait pas pour objet la seule cérémonie du Sacre et du Couronnement, mais que les grands intérêts de la religion en formeraient la partie principale, et que les résultats lui seraient extrêmement utiles, S. S., après avoir consulté le Sacré Collège tout entier et pris cette affaire en sérieuse considération, assurée de plus que son voyage tournerait au plus grand avantage de la religion, animée de ces vues si conformes à son ministère apostolique, s'est enfin déterminée à adhérer aux vœux de S. M. l'Empereur et à se mettre en voyage » (2).

Du moins ce langage semble-t-il autorisé par l'empressement des Français, dans les jours suivants, à donner satisfaction au Pape. Talleyrand, qui vient de rejoindre l'Empereur dans les pays rhénans, et écrit par conséquent sous sa dictée, assure à Fesch que « S. M. donne son entière approbation aux assurances que vous avez données au Saint-Père ; et vous pouvez lui répéter, positivement et en son nom, que le bien que son voyage en France doit produire pour la religion est un des premiers motifs qui l'ont fait désirer à S. M. I. Elle en attend les plus heureux résultats et elle ne doute pas que tout ce que l'établissement religieux peut être encore susceptible de perfectionnement arrivera plus sûrement au but vers lequel on doit tendre par le bienfait

(1) Fesch à Talleyrand, 14 vend., Arch. Rh., 1 F 18 (minute) et A. E., Rome 937, fo 16.

(2) THÉNIER, *Deux Concordats*, II, 181.
Napoléon et le Saint-Siège

de sa présence et de l'influence des vertus du Chef de l'Église (1) ».

Trois jours plus tard, Caprara reçoit du même Talleyrand une réponse on ne peut plus favorable sur l'ordre de la cérémonie. Il n'y aura qu'une seule cérémonie pour le Couronnement. « Le concours de S. S. consacrera d'une manière si auguste les commencements du règne de S. M. I. qu'elle n'a pas pensé qu'une autre cérémonie pût avoir un caractère plus grand, pût inspirer plus de respect et fût plus propre à prouver le sentiment dont elle est animée envers le Saint-Siège ». Le légat ajoute, d'après ses informations personnelles, que c'est une calomnie d'affirmer que le Pape pourrait, pendant son séjour, être exposé à des demandes contraires à la religion. Enfin il a lieu de croire que l'Empereur, à la messe, recevra la Sainte Communion de la main du Pape. « S. M., sachant que sa manière de penser n'est pas celle des autres sur les choses de la religion, s'est réservé à lui-même de traiter de tout ce qui regarde le cérémonial de façon à ce que cela ne passe pas par le Conseil d'État. Rome a tout à gagner à cette méthode » (2).

Il est vrai que ces promesses s'achèvent régulièrement par la demande que le Pape veuille bien hâter son départ et sa marche. Pie VII à ce moment est à Castel Gandolfo. Au terme de l'angoissante négociation du mois d'août, son état de santé alarmait son entourage : maux de tête, frissons continuels, malaises d'estomac. L'ambassadeur de France a été le premier à conseiller un séjour de repos avant les fatigues du voyage (3). La résidence des pontifes, au bord du lac d'Albano, est à l'arrière-saison dans la gloire de ses frondaisons dorées et, tandis que s'aggravent dans la ville les effets de la *mal'aria*, on respire sur les pentes des Monts Albains l'air salubre de la mer qui étincelle au fond de l'horizon. Pie VII y est parti pour quinze jours. Mais il est dit que jusque là le poursuivront les instances françaises.

L'archichancelier Cambacérès par l'intermédiaire du légat, le ministre des Relations Extérieures par Fesch décrivent l'impatience du souverain et de la nation (4). L'Empereur a fait un grand sacrifice en abandon-

(1) Talleyrand à Fesch, 25 vend. XIII, Arch. v. Arch. et A. E., Rome 937, f° 33.

(2) Vat., Ep. Nap. 281/32 : Caprara à Talleyrand, 12 oct. ; Talleyrand à Caprara, 28 vend. (cf. A. N., F¹⁹ 1912) ; Caprara à Consalvi, 19 octobre.

(3) Consalvi à Caprara, 6 octobre, Vat., Nunz. Fr. 584, f° 186. Fesch avait fait une vraie concession, car il calculait déjà qu'amenant le Pape pour le 18 brumaire, il l'aurait à Lyon, dans son diocèse, pour les fêtes de la Toussaint. Mais il avouait que le Pape avait « véritablement beaucoup souffert pendant toute la négociation ».

(4) Consalvi à Caprara, 23 oct., eod. loc., f° 190 ; Talleyrand à Caprara, 25 vend. A. E., Rome, 937, f° 35.

nant une date à laquelle il tenait (1) ; il s'attend du moins à ce que l'on ne mette pas une seconde fois à l'épreuve l'attente générale. En réalité Napoléon est préoccupé par la situation politique en Europe, si tendue que toute aggravation pourrait le priver du fruit d'une longue négociation. Il relance Fesch qui a eu tort, soit affairément, soit condescendance aux habitudes de ces vieillards qu'il a déjà tant bousculés, de ralentir ses démarches : « Je suis surpris d'être obligé de vous écrire moi-même sur des choses qui sont très importantes... (2) »

Le jour même où le Pape, de retour à Rome, annonce en Consistoire son départ et motive sa décision par la reconnaissance qu'il nourrit envers le très puissant empereur, Fesch se présente pour exiger l'accélération du voyage. « Je ne puis vous exprimer, relate l'ambassadeur à Talleyrand, combien Elle (S. S.) s'est trouvée émue et effrayée d'obstacles qu'Elle croyait impossibles à vaincre ; je n'imaginais pas qu'aucune nouvelle, quelque alarmante qu'elle soit, puisse produire un effet plus violent. » Mais il a avec soi un itinéraire qu'il a soigneusement combiné et ne se retire pas sans l'avoir fait accepter. Le départ est avancé, toutefois pas en deçà du 2 novembre, car l'évêque de Rome ne veut pas quitter sa ville avant les fêtes de la Toussaint. Cinq jours sont gagnés sur le projet précédent, par la suppression des repos prévus à Florence et à Turin et par l'accélération des étapes. C'est là, au total, « une condescendance presque égale à l'adhésion de S. S. à l'invitation du voyage de Paris (3) » ; ce qui n'empêchera pas Napoléon de se dire mécontent que Fesch n'ait pas pris l'initiative de toutes ces démarches, et de menacer, même après le départ du Pape, de n'attendre en aucun cas au-delà du 11 frimaire-2 décembre.

Ces exigences renouvelées, et si peu déférentes, sont sévèrement

(1) A entendre Miot de Mérito (*Mémoires*, II, 217) l'Empereur avait cependant des raisons personnelles de ne pas souhaiter la coïncidence du Sacre avec l'anniversaire du Coup d'État fait pour sauver la République ; et avec des républicains. Sur l'impatience à Paris : D'HAUTERIVE : *La Police Secrète*, I, p. 78-91 ; *Journal de Paris*, 13 oct. — Le 19 octobre, le *Moniteur* annonça que le Couronnement était fixé au 4 frimaire (25 nov.). Talleyrand dut faire observer à Maret qu'il y avait là une impossibilité matérielle, le Pape ne pouvant faire le voyage en 16 jours. On invoqua une faute d'impression. L'Empereur accepta de différer jusqu'au 11 frimaire (2 déc.) mais en ajoutant que « si à cette époque le Pape n'est point arrivé, le Couronnement aurait lieu et l'on serait forcé de remettre le Sacre ».

(2) A Fesch, 14 brumaire an XIII (5 novembre), *Corr.*, X, 8161.

(3) Fesch à Talleyrand, 7 brumaire an XIII, Arch. Archév. ; à l'Empereur, 7 brumaire. Arch. Rh., 1 F 96.

jugées à Rome. Tout ce qui entoure le Saint-Père gémit de ce manque d'égards. Et voilà que Fesch y ajoute des prétentions d'étiquette ! D'abord il a obtenu qu'on adjoigne au cortège deux cardinaux de plus, Braschi et de Bayanne. Seulement, s'il tient à leur nombre, il n'admet pas d'être éclipsé. Il écrit une note — et de quelle encre ! — pour revendiquer le pas sur tous les autres cardinaux, dès le départ de Rome, « par continuation de son ministère, et de plus par l'ordre exprès de l'Empereur... Que dirait-on en France si, à l'arrivée du Saint-Père, on voyait le représentant de l'Empire ravalé par une condescendance servile ou par défaut de caractère ? (1)... » A quoi il ajoute en conversation qu'il vient d'être nommé Grand Aumônier de l'Empire, et que, à ce titre, pendant la cérémonie du Sacre, il ne pourra manquer de se séparer des cardinaux pour prendre la place qui lui appartient dans le cortège de Sa Majesté.

Pie VII fait rappeler à ce parvenu les grandes règles posées par les canons des Conciles. Entre les cardinaux, la seule règle de préséance est l'ancienneté de l'élévation à la pourpre. D'autre part, quelles que soient par ailleurs leurs dignités, les cardinaux ont pour fonction d'assister le vicaire de J.-C. sur terre : « Quel sujet d'étonnement pour la Chrétienté » de voir un cardinal se séparer du Pape pour faire partie du cortège d'un souverain temporel, « dont la dignité, pour sublime qu'elle soit, doit céder à celle du Souverain Pontife, surtout au moment d'une cérémonie qui touche des objets sacrés et spirituels, *quae tanto sunt temporalibus digniora quanto anima præfertur corpori*, pour employer les mots d'Innocent III (2). » Ainsi les simples questions de protocole se trouvent raviver tout à coup les amples débats sur la supériorité du temporel et du spirituel.

On transige. Pour le cortège, Fesch partira devant ; il précédera Sa Sainteté jusqu'en Toscane. Au départ de Florence, le Pape sous prétexte de faire alterner les cardinaux auprès de lui, le fera monter dans sa voiture ; et ensuite, à l'entrée des grandes villes et dans les occasions où se présenteront des députations, la même place sera donnée au représentant de l'Empereur. Pour le reste, on se décharge de tout sur Paris, où doivent être traitées les questions de cérémonial (3).

(1) Fesch à Consalvi, 1 brumaire (23 octobre). A. E., Rome, 937, f^o 49.

(2) Consalvi à Fesch, 31 octobre, Vat., Ep. Nap. Francia 5.0 ; à Morozzo, Cif. Nunz. V, f^o 264.

(3) L'ambassadeur avertit Talleyrand des conflits que pourraient provoquer les questions de prééminence : « L'opinion du Pape est tellement invariable sur cet

Enfin le départ est fixé. Il aura lieu le 12 brumaire-3 novembre, au matin. Fesch a obtenu gain de cause à peu près sur tous les points lorsqu'il s'agissait de mettre en mouvement le Chef de l'Église. Un seul chagrin assombrit ses succès de carrière. Il est d'ordre familial. La proclamation de l'Empire a creusé le fossé entre Napoléon et Lucien. Celui-ci a été exclu par le sénatus-consulte de floréal an XII des droits à la succession de son frère. Dans Rome où il est réfugié, il affecte de porter la sentence avec désinvolture (1) ; il se montre d'autant plus attaché à sa femme qui en est la cause ; il laisse entendre qu'il n'est pas le seul des Bonaparte à désapprouver la fondation de la dynastie, voire même l'honneur consenti par le Chef de l'Église. De fait, Madame Mère, qui a pris parti pour le cadet entre ses deux fils, se refuse à toute participation à cet événement qui aggrave leur brouille. Fesch, après de vains efforts, est obligé d'annoncer à Napoléon que Letizia n'assistera pas à la cérémonie. Elle allègue que l'état de sa santé lui interdit de voyager dans cette saison, et à une allure aussi rapide. Et, ironie des choses ! celui qui doit faire accepter ce prétexte à l'Empereur est précisément l'heureux ambassadeur qui se flatte d'avoir imposé à Pie VII un itinéraire accéléré.

IV

Ainsi s'achevait, au bout de cinq mois, cette laborieuse négociation.

Longue, elle l'avait été par la volonté des Romains. Non que les diplomates de la Curie aient beaucoup hésité sur la réponse à faire : Consalvi était persuadé qu'on ne pourrait faire autrement que d'accepter. Dès le 30 août, il prononçait le *oui* sans restrictions exigé par Fesch. Mais à ses intimes il protestait que le Pape ne pourrait être à Paris avant Noël (2). Il considéra donc comme un gain tout le temps

article qu'il y aurait quelques inconvénients à ne pas lui céder quelque chose sur ce point auquel il attache la plus haute importance » (7 brumaire, A. E., Rome 937, fo 66).

(1) La remarque est de Consalvi, Vat., Cif. Nunz., V (2 juin 1804).

(2) Le 1^{er} août, il précisait à Caprara que, la réponse étant prête à la fin du mois, on ne pourrait fixer avant Noël l'arrivée du Pape ; le 2 septembre il soulignait que l'examen des pièces venues de Paris avait duré 32 jours, ce qui est un prodige de célérité (A. N., F¹⁹ 1905). Le 29 septembre, il recommandait à Severoli de faire valoir l'argument que les négociations ont duré cinq mois, pour faire entendre qu'on ne s'est pas jeté sur la première ouverture faite et qu'on accepte parce qu'on ne peut faire autrement (Vat. Cif. Nunz. V, fo 248).

disputé à l'Empereur. A l'opposé de Caprara qui, en dépit de ses instructions, avançait la décision définitive, suggérait dès le 17 août à Talleyrand de faire expédier la lettre d'invitation, Consalvi semblait freiner d'autant plus que l'inévitable échéance approchait. Tenait-il seulement à opposer ces cinq mois de résistance aux soupçons des malveillants qui accusaient le Saint-Siège de servilité à l'égard de la France ? Se flattait-il de l'illusion que les événements dénoueraient eux-mêmes la situation en empêchant le départ du Pape ? Espérait-il arracher *in extremis* au cabinet de Paris des engagements plus précis, des promesses plus formelles ?

Sur ce dernier point, le succès fut médiocre. Le P. Rinieri qui s'efforce de démontrer (1) contre d'Haussonville, que le gouvernement papal avait obtenu des résultats positifs, n'a en somme à citer que les assurances sur l'interprétation du serment constitutionnel et sur le motif religieux du voyage. Il avoue que les choses à faire à l'avantage de la religion ne furent pas spécifiées, sauf la soumission des constitutionnels. Que l'on ajoute la promesse de ne pas séparer le Sacre et le Couronnement, et l'on aura exactement fixé les points acquis. Au delà, Rome n'avait que de belles espérances. Par prudence, une liste analytique des matières à traiter avait été dressée par Di Pietro : articles organiques, législation du mariage; décrets Melzi sur le Concordat italien, affaires ecclésiastiques du Piémont et de Parme, sur chacun de ces sujets, on tenait prêts de volumineux mémoires pour servir de base de négociations. Mais les conseillers du Pape sentaient si bien l'impossibilité de faire même examiner tout cela qu'ils suggéraient de demander, avant le Sacre, que l'Empereur déclarât, par un édit, la religion catholique dominante en France. « En cette seule requête se résument toutes les autres, et, si l'Empereur y consentait, il n'y a pas de doute que le voyage de S. S. aurait donné à la France le plus grand des biens, à la religion son triomphe, et une gloire éternelle à son nom (2). »

Consalvi, qui naguère avait lutté pour obtenir cette déclaration, qui, après les avoir éprouvées à Paris, venait de retrouver à Rome l'obstacle des résistances gallicanes, Consalvi, qui venait d'être édifié par la lettre d'invitation, ne s'abandonnait pas à ce rêve. Il disait au nonce à Vienne : « Qui imagine que par le voyage du Saint Père on

(1) *Napoleone e Pio VII*, I, 100, note 1.

(2) Vat., Ep. Nap. Francia 24.

pourra obtenir que la religion catholique soit déclarée dominante en France, imagine l'impossible, attendu la nature de la Constitution française : les résultats qui pourront sortir d'un tel voyage (si Dieu veut bien le bénir) seront plutôt de corriger et d'écarter des maux que d'obtenir des bienfaits (1). » *Corriger des maux*, c'est rappeler à l'ordre les constitutionnels ; les *écarter*, ce peut être détourner la menace qui pèse sur le régime religieux de l'Italie et sur la neutralité de l'État pontifical.

Théologiens et diplomates étaient donc d'accord sur la médiocrité des promesses obtenues. Et, pour ce qui était acquis, comme pour ce qui resterait à demander, ils sentaient que des engagements importaient moins qu'un certain esprit de bonne harmonie et de conciliation. Or les tempêtes des dernières semaines avaient troublé l'atmosphère. A Rome, elles avaient produit, et un ressentiment qui rendait les malveillants attentifs à tous les manquements de la France, et une appréhension qui paralysait les partisans de l'alliance française. Consalvi, gagné par un inexprimable dégoût, n'écartait qu'avec lassitude les critiques et les craintes dont il était assailli, et parlait de la politique concordataire comme d'une nécessité de fait plutôt que comme d'un choix.

De ce point de vue, la lettre d'invitation et les exigences manifestées ensuite par Napoléon ont eu des conséquences fâcheuses. Il y avait peut-être eu un moment où, comme l'assurait Bernier à la lecture des pièces diplomatiques (2), le Pape était résolu à faire le voyage, sinon avec « l'envie la plus prononcée de répondre aux désirs de l'Empereur », du moins avec « la meilleure grâce possible ». Vinrent la lettre de Mayence et les sommations destinées à accélérer la marche du Pontife. Fesch réussit à imposer l'une et les autres. Malheureusement, il est des victoires qu'il ne fait pas bon remporter. Celles-ci achevèrent d'indisposer les Romains qui en voulurent à l'Empereur et au représentant du gouvernement français.

Dans quelle mesure le cardinal ambassadeur a-t-il su aplanir, ou a-t-il au contraire exagéré les obstacles où se heurta la négociation ? Revenant sur ses souvenirs, après une année écoulée, le Secrétaire d'État devait adresser à Talleyrand de graves accusations contre Fesch à propos de « ce voyage, qui n'a pas été l'ouvrage de celui qui a voulu s'en donner le mérite en France ; ce voyage qui aurait été décidé en

(1) Consalvi à Severoli, 20 octobre, Vat., Cif. Nunz. V, f^o 261.

(2) Bernier à Talleyrand, 30 fructidor an XII, A.E., Rome 936, f^o 418.

vingt jours au lieu de six mois, si on eût dû en faire la tractative avec toute autre personne que le cardinal Fesch ; ce voyage qu'il a mis cent fois au point de manquer (1)... » Ce réquisitoire dépasse certainement les bornes de la vérité. Il est un fait ; c'est qu'il faut dater de l'été 1804 le dissentiment qui sépara irrémédiablement Consalvi de Fesch. A mesure qu'avançaient les pénibles débats, les procédés d'amitié et de confiance jusque là observés entre les deux *porporati* disparaissaient. Consalvi, atteint dans sa dignité de ministre et d'homme par les propos blessants de Fesch, garda une impression ineffaçable et qui se justifie. Mais, sur le moment, loin d'accuser l'ambassadeur d'avoir tout paralysé, c'est le grief inverse qu'il lui faisait et c'est le reproche d'avoir tout voulu brusquer qui revenait sous sa plume, comme il devait revenir dans ses *Mémoires*.

Fesch a certainement mené la négociation sur un rythme très désagréable aux Romains. Il en a précipité l'issue par l'insistance de ses démarches et de ses explications. L'un des cardinaux consultés à propos de la lettre d'invitation en convenait, disant qu'il ne fallait pas s'obstiner dans une attitude négative, « si le cardinal Fesch, personnage autorisé spécialement dans une affaire si importante à tant de titres, supplée à la brièveté de la lettre par des expressions aussi significatives que celles qui se lisent dans ses notes » (2). Nous avons constaté que les assurances qu'il donna et les sentiments qu'il laissa paraître furent, à des degrés divers, décisifs dans trois questions, celle du serment constitutionnel, celle de la soumission des évêques, celle de la liaison du Sacre et du Couronnement.

Ici, une question se pose. Pour obtenir le *oui* qu'il était chargé d'arracher à Rome, Fesch a-t-il sciemment prodigué des paroles trompeuses, ou s'est-il laissé aller à des concessions telles qu'il devait être désavoué par son gouvernement ?

Sa loyauté est hors de doute. D'Haussonville, juge sévère, et au demeurant exact, de ses procédés de discussion, retirait de la lecture de ses dépêches la preuve qu'il agissait avec sincérité : il avait exposé avec franchise à l'Empereur les objections les plus délicates du Pape : « il entendait tenir pour son propre compte, il espérait bien qu'on tiendrait à Paris les engagements qu'il était autorisé à contracter (3). »

(1) Consalvi à Talleyrand (octobre 1805), cité par ARTAUD, *Pie VII*, II, 242.

(2) C'est l'opinion exprimée par della Somaglia à propos de la lettre d'invitation. Cf. RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, p. 88.

(3) D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, I, 337.

Cette appréciation est confirmée par l'attitude qu'il observa après avoir reçu de Paris la grande dépêche du 18 juillet et par son obstination, si choquante à certains égards, à ne plus vouloir dépasser les termes des instructions ministérielles : Fesch ne voulut promettre que le possible.

Quant à son habileté et à sa clairvoyance, nous avons, pour en juger, la fortune de posséder un rapport de Talleyrand à l'Empereur. C'est un document unique que celui-là, où le ministre est appelé à juger cet ambassadeur hors cadres. Talleyrand avait été chargé d'examiner la correspondance de Rome pour voir « si dans ce qui avait été écrit de la part de la légation française, on s'était écarté des principes, droits et privilèges de l'Église gallicane (1). »

Sur le premier point litigieux, la tolérance des cultes, Fesch n'avait fait qu'expliquer la déclaration venue du ministère (2). Relativement aux ex-constitutionnels, les prétentions romaines étaient de portée sérieuse : « M. le cardinal Fesch l'a parfaitement senti, mais en même temps il a senti apparemment qu'il était dangereux de la repousser trop négativement, et impossible de la vaincre. Il a jugé plus sage de l'élucider, en disant que, d'après la déclaration du Ministère des Relations Extérieures sur ce sujet, le Saint-Père ne devait avoir aucune inquiétude et que cette affaire finirait à sa satisfaction.

« Il est cependant certain que, si le Souverain Pontife voulait établir à Paris un autre droit que celui qui est fondé sur le Concordat, s'il voulait que les évêques reçussent ses rescripts, ses bulles, ses ordonnances sans la révision préalable de l'autorité civile ; si enfin il avait voulu soumettre les constitutionnels à d'autres formules de soumission et de profession que celles qui ont été précédemment convenues entre le cardinal légat et le clergé gallican, cette affaire *ne finirait pas* à la satisfaction du Saint-Père. Mais il est à croire que M. le cardinal Fesch s'est assuré d'avance des dispositions du Saint-Père, et qu'il aura vu qu'il ne fallait ici que ménager la susceptibilité des cardinaux romains en éludant une question sur laquelle la théologie de deçà et de delà les monts ne parviendra pas de longtemps à s'entendre. »

(1) A. N., AF IV 1694. Le rapport est simplement daté « Vendémiaire an XIII ».

(2) Malheureusement, interrogé « si le gouvernement promettait de jamais mettre obstacle à la punition des apostats par les peines canoniques que les Evêques ont le droit d'infliger », il avait dû donner une réponse affirmative. Talleyrand convenait qu'elle « ne pouvait être refusée », mais souhaitait (ce qui est plein de saveur de la part de l'illustre apôstat !) qu'on pût se dispenser de l'appliquer.

Enfin, en ce qui touchait le cérémonial, Talleyrand pensait que Fesch avait eu des instructions directes, étant donné la manière catégorique dont il avait répondu sur l'unité du Sacre et du Couronnement. Mais il s'empressait de réserver le droit du gouvernement français à user d'un cérémonial différent du pontifical romain, « rédigé dans un temps où l'autorité ecclésiastique voulait encore faire croire qu'elle investissait la puissance civile, qu'elle conférait les trônes et qu'à elle seule appartenait la faculté de légitimer le pouvoir des Rois... »

« Il résulte de toutes ces observations, concluait Talleyrand, que, si toutes les parties des offices de M. le cardinal Fesch étaient prises à la rigueur, elles pourraient offrir un sens qui ne serait pas parfaitement conforme aux droits de l'Église gallicane, aux usages canoniques qui ont toujours été en vigueur en France et aux principes du Concordat. Mais des phrases extraites d'une correspondance officielle ne sont pas articles de traité, et il faut d'ailleurs observer que dans toute la suite de la correspondance, M. le cardinal Fesch a marqué formellement qu'il ne s'éloignerait jamais des principes de son Église, et que jamais en France on n'obtiendrait de concession qui fût contraire à ces principes. Cette déclaration générale et constante suffit pour prévenir tout abus que le Saint-Siège pourrait faire d'omissions ou d'explications incidentes que la vivacité et l'urgence de la négociation ont pu provoquer, mais qui doivent en tout état de cause être expliquées par l'esprit général de la Légation, et par la profession constante des principes du gouvernement français en matière de discipline ».

L'éloge consenti au négociateur était donc entouré de réserves : le ministre accordait que Fesch avait discerné à temps la manœuvre de Rome pour entamer les franchises gallicanes ; mais il laissait entendre que c'étaient les instructions de son Département qui avaient guidé l'ambassadeur. En somme, le plus grand mérite reconnu au cardinal, c'était d'avoir éludé les questions ou d'être resté dans le vague. Portalis, consulté de son côté, n'émettait pas un avis différent (1) : il affirmait, à propos de la soumission des constitutionnels que la correspondance officielle était rédigée en termes assez vagues pour laisser au gouvernement une certaine liberté ; à propos du cérémonial, qu'on ne pourrait manquer de retrancher les « cérémonies qui ne vont point à nos mœurs » pour ne faire que « celles qui sont aussi dignes d'un

(1) A.N., AF IV 1045.

grand génie que de la religion même », — ce que le Pape ne manquerait pas d'accepter.

Ces critiques et ces avertissements atteignaient moins Fesch que l'Empereur. L'un et l'autre ministre savaient parfaitement que Napoléon voulait la venue du Pape et avait chargé son ambassadeur d'obtenir le départ : « Ce point est de la première importance, avait écrit Talleyrand lui-même à Fesch, exactement à la même époque, — et doit prévaloir sur toute espèce de considération. » Seulement, il importait de mettre l'Empereur en garde contre les prétentions ultramontaines, et le ministre des Relations Extérieures n'était pas fâché, ce faisant, d'égratigner le cardinal-oncle au passage (1).

Fesch négociateur avait vu sa liberté de mouvements très restreinte. Si, au début, il s'était engagé de lui-même avec quelque imprudence, dès qu'il avait tenu en mains la note ministérielle du 18 juillet, il avait tâché de s'y conformer. Il avait abordé et joué jusqu'au bout un rôle difficile, sans faiblesse et non sans succès. Artaud, qui n'était point son ami, déclare son mémoire du mois de juin « très judicieusement rédigé » ; Lefebvre va même jusqu'à lui faire un mérite d'avoir réussi dans l'affaire de la lettre d'invitation. Après la lecture des pièces diplomatiques on ne peut le taxer sommairement d'insuffisance (2). Seulement, même les mérites réels de Fesch ont été compromis par les défauts de son caractère et l'injustice de ses procédés, qui s'accusèrent de plus en plus à mesure que la négociation avançait. Le sentiment d'être tenu pour responsable du succès trop tôt entrevu et imprudemment annoncé, l'irritation que lui causait la divergence de points de vue entre deux parties dont il voulait de bonne foi la conciliation, l'ont amené à s'abandonner aux tendances les plus fâcheuses de son

(1) On ne peut pas ne pas voir une habileté de ce genre dans le passage du rapport de Talleyrand sur le cérémonial. Il affecte de s'étonner de l'assurance avec laquelle Fesch a parlé de la réunion du Sacre et du Couronnement ; or, il sait très bien les intentions de Napoléon, puisque, juste à la même date, il les communique officiellement à Caprara. Mais cela lui permet de souligner, à l'usage de l'Empereur, l'imprudence qu'il y aurait à se plier aux prétentions romaines.

(2) Le R. P. Dudon, qui, le premier, a eu connaissance des papiers de Fesch et qu'on ne peut soupçonner de vouloir accabler Consalvi, dit : « La correspondance de Fesch du 1^{er} août au 28 octobre, n'est point d'un incapable dont l'art de convaincre consiste à hausser la voix, ni d'un parvenu qui met sa vanité à embarrasser toute une cour, ni d'un vil subalterne qui aurait accepté de Napoléon la consigne de terroriser un vieillard désarmé, afin de le réduire plus sûrement à merci. Les textes et les faits se refusent à fournir ce portrait de l'ambassadeur de France. » (« Études », 20 décembre 1904.)

tempérament : une déplaisante confiance en soi, la promptitude à la colère, et l'acharnement aux soupçons, qui ont égaré ses griefs sur celui qui les méritait le moins, sur Consalvi. Pour forcer la réponse favorable, dont il craignit vraiment à la fin d'août qu'elle lui échappât, il se fit de la menace presque un système. Et s'il hâta le résultat, ce fut au détriment de son crédit, et aussi au préjudice de la politique d'accord entre la France et Rome.

Sans doute ne s'en rendit-il pas compte quand il sortit de la bataille, emportant l'adhésion du Saint-Siège au Sacre, la confiance du gouvernement impérial qui lui annonçait la prolongation de sa mission à Rome. Dans la fierté du succès, il pardonnait à son principal antagoniste les coups qu'il en avait reçus, et même ceux dont il l'avait accablé. S'il sentait quelque amertume au cœur des Romains, il se flattait de la dissiper par les heureux résultats du Sacre. Après le succès de la négociation, le succès du voyage pontifical serait son œuvre et son chef-d'œuvre.

CHAPITRE VIII

LE COURONNEMENT. — LE PAPE EN FRANCE

(NOVEMBRE 1804-MAI 1805)

BRUMAIRE-FLORÉAL AN XIII)

I. — LE SACRE. — Le Voyage (2-28 novembre). En Italie : Fesch ordonne tout et prend la première place à Florence. — En France : Fesch présente son diocèse au Pape. — Élan des populations ; silence des journaux. Fontainebleau et Paris. — Débats autour du Cérémonial. — Concessions de Pie VII. — Fesch bénit le mariage de Napoléon et de Joséphine. — Le Pape ne sera pas présent au serment constitutionnel.

La solennité du 2 décembre. — Son éclat ; impression en France. — Sujets de mécontentement et de satisfaction de la petite cour romaine.

II. — PIE VII, FESCH ET L'ÉGLISE GALLICANE. — Fesch, grand Aumônier de l'Empire, recueille les doléances et les vœux du clergé gallican, rassemblé à Paris par le Sacre. Il est chargé de négocier avec les Romains :

1^o La réconciliation des constitutionnels. — Dès son arrivée, Pie VII a soulevé la question des constitutionnels. — Les irréductibles, Le Coz, Belmas, Raymond, Saurine n'ont pas donné satisfaction au Pape avant le Sacre. — Après le Sacre, ils sont abandonnés par Napoléon et par Fouché. — Leur soumission (22 décembre). — Part de l'Empereur et de ses conseillers dans l'issue de cette affaire. — Son retentissement en France et en Italie : rétractation de l'évêque de Pistoie, Ricci.

2^o Les représentations sur l'application du Concordat. — Différences d'appréciations entre les théologiens romains et les évêques français. — Fesch et Portalis font refuser le premier mémoire pontifical, du 21 février.

Second mémoire du Pape. — Réponse de Portalis : accueil fait aux doléances du clergé national et défaite des prétentions ultramontaines. Sur quels points Fesch a appuyé les réclamations du Pape. Son programme personnel en faveur de l'Église gallicane : traitements, séminaires, congrégations, mis-

sions. Il encourage ses confrères à l'action et à la confiance dans le gouvernement.

III. — AFFAIRES D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE. — Dalberg, invité à Paris pour le Sacre, expose au Pape la situation de l'Église en Allemagne. — Bulle de translation en sa faveur promulguée en Consistoire (1^{er} février). Malgré les efforts de Bernier, les Romains refusent de préjuger de la future organisation religieuse en Allemagne.

Pour l'Italie, Pie VII demande l'abrogation des Décrets Melzi, la restitution des Légations. — Napoléon, devenu Roi d'Italie (17 mars), se dérobe. — Il obtient que Caprara soit délégué à Milan pour son Couronnement.

IV. — CONCLUSION. — Rome en l'absence du Pape. — Le retour de Pie VII. — Les résultats du voyage laissent de vives rancœurs du côté Romain. — Illusions du côté Français.

Le 2 novembre 1804 (11 brumaire an XIII), le Pape ayant célébré la Messe à Saint-Pierre au petit matin, quitta Rome par la Porte Angélique. Sur son passage s'élevaient les acclamations populaires émouvantes au point que le cardinal Antonelli fondait en larmes d'attendrissement. La Ville Éternelle était saisie d'une émotion confuse : ce départ de son Pasteur, exigé par le tout puissant Empereur, n'était-il pas le signal de prochains bouleversements ? Dans l'allocution consistoriale où il avait annoncé son voyage, Pie VII avait pris soin de souligner qu'à Rome demeuraient la Curie, les tribunaux ecclésiastiques et, le cas échéant, la bulle du Conclave. Le Secrétaire d'État, à qui son maître prodiguait des marques ostensibles de confiance, s'efforçait d'étouffer les bruits absurdes (1). Mais la population vivait décidément dans la crainte. On parlait des mystérieuses allées et venues dont Naples était le théâtre, on commentait le rappel du cardinal Ruffo, l'envoi dans le Sud du maréchal Jourdan pour renforcer le corps de Gouvion Saint-Cyr. Que Naples se préparât à joindre la coalition, ou qu'elle fût devancée par une décision française, quelle serait la situation pour l'État romain ? Du côté du Nord, à peine le Pape en route, une épidémie de fièvre jaune fut annoncée à Livourne. La nouvelle sema la panique. De toutes parts, on tendit des cordons sanitaires, mesure très coûteuse pour des États obérés, et qui allait avoir pour conséquence de retarder les courriers, d'arrêter les dépêches, et de laisser des imaginations hantées de fantômes en proie aux « fausses nouvelles et aux contes ridicules » (2).

(1) Le 5 octobre 1804, Morozzo signalait à Consalvi qu'on murmurait à Florence que le Pape serait retenu à Paris, Vat., Nunz. Firenze, 189 A. — Sur les mouvements à Naples, rapports d'Alquier, A. E., Naples 130, f° 22 sqq.

(2) L'état des esprits à Rome est dépeint au jour le jour dans les longues dépêches d'Artaud à Talleyrand, A. E., Rome 937, à partir du 12 brumaire an XIII (f° 87 sqq) cf. DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 283 sqq. Du côté romain, voir Vat., Nunz. Fr. 584, f° 200 et sqq., et Cif. Nunz. vol. V ; l'intéressante relation d'un commensal d'Antonelli, l'abbé Cancellieri, *Pie VII à Paris ; récit d'un prélat de la suite du Pape*, in « Souvenirs », 1900, et également dans RODOCANACHI, *Études et fantaisies historiques*, t. I.

La cardinal Fesch était absorbé par ses préoccupations personnelles. La première concernait l'intérim de sa légation. Invoquant un usage qu'il plaçait sous l'autorité du cardinal de Bernis, il entendait confier le portefeuille à l'auditeur de Rote, second personnage français à Rome. Sûr de la discrétion de son cher Isoard, il éviterait ainsi d'admettre un subordonné à la connaissance de ses affaires. Talleyrand avait-il appris trop tard cette décision ? En tous cas, il essaya de contraindre l'ambassadeur, par un procédé oblique, à rendre à un diplomate de carrière la fonction de chargé d'affaires. Un poste de secrétaire étant vacant par la mort de Gandolphe, il y nomma l'élève de Cacault, Artaud de Montor, alors attaché à la légation de Florence. Il lui enjoignit de se mettre en route pour recevoir de Son Éminence avant son départ « toutes les instructions qu'Elle voudra bien lui donner, pour le moment où il demeurera chargé *par intérim* des affaires de la Légation ». Fesch reçut correctement son nouveau secrétaire, mais refusa net d'admettre sa désignation pour l'intérim. Il reprochait à Artaud des relations suspectes, dans le milieu des émigrés, la sympathie trop évidente que lui manifestait le Secrétaire d'État. Il remettrait le portefeuille à Isoard, et ferait juge l'Empereur. « Si S. M., écrivait-il à Talleyrand, n'approuvait pas ces motifs qui n'étaient cependant pas ceux de la partialité, elle n'avait qu'à faire un signe. Elle a ici un ministre et j'ajoute un auditeur de Rote qui n'ont et ne peuvent avoir d'autre sentiment que celui de l'obéissance, d'autre volonté que la sienne, d'autre esprit que celui de l'ordre et qui se réjouiraient d'accomplir ses commandements avec promptitude et ponctualité ». La discussion placée sur ce terrain, Talleyrand était trop habile pour la poursuivre. Il devait se contenter d'ignorer en fait Isoard et de ne correspondre qu'avec Artaud qu'il qualifia, aussi longtemps qu'il put, de chargé d'affaires (1).

Fesch cependant était parti, précédant le cortège du Pape. Depuis un mois, il s'employait à tout organiser « depuis Florence jusqu'à Paris », combinait les itinéraires, alertant les autorités, multipliant les ordres pour faire préparer des « voitures propres » et des logements convenables, problème parfois difficile dans des localités où à peine les

(1) Talleyrand et Artaud, 4 vendémiaire an XIII, in Arch. Archev.; Fesch à Talleyrand, 7 brumaire, A. E., Rome 937, fo 68; nomination d'Isoard pour l'intérim le 9 brumaire (fo 73); Artaud à Talleyrand, 12 brumaire, fo 87; il essaye de justifier les relations dont on lui fait grief. Son intimité avec Consalvi est indéniable, cf. Vat., Nunz. Fr. 597, fo 163; Isoard, doux de caractère et qui se sentait inexpérimenté, laisse en fait le terrain à Artaud, A. E., Rome 937, fo 160 et Arch. Rh., 1 F 98: correspondance d'Isoard à Fesch pendant son absence (sans intérêt).

résidences officielles : préfecture, évêché..., étaient remises en état. Quarante personnes accompagnaient Pie VII ; six cardinaux, sans compter Fesch, quatre évêques, des prélats, aumôniers, maîtres de cérémonie, deux princes romains commandant la garde noble, et toute une suite de médecins, secrétaires, valets de chambre. Il y fallait huit bonnes voitures, dont une, selon l'étiquette, avec un fauteuil où le Pape fût seul, au fond, — et une centaine de chevaux. Ce qui aggravait tout, c'étaient les modifications de l'Empereur qui, pour accélérer le voyage, bouleversa à plusieurs reprises dates prévues et lieux d'étapes, au point que l'ambassadeur dut écrire des lettres qui précédèrent parfois à peine l'arrivée de la colonne.

Le surmenage faillit triompher de la vigueur de Fesch. Il avait « le sang très agité », et à la première étape, une violente inflammation de gorge l'arrêta. La pensée qu'en son absence, il n'y aurait personne qui « pût constamment veiller à lever les obstacles à aplanir et les difficultés de la marche » le remit debout. A Florence il rattrapa le cortège. Il s'installa à la place qu'il avait revendiquée, la première après le Pape, pour ne plus la quitter jusqu'à Fontainebleau, rendant compte à l'Empereur, avec son exactitude habituelle, de l'effet produit sur les peuples par cet événement inusité.

On passa par Florence, Pistoie, la région de Modène, Parme et Turin, Pie VII ayant manifesté la volonté absolue d'éviter les anciennes Légations. En Étrurie, il eût été impossible de rien ajouter aux « honneurs que lui fit rendre la Reine Régente et aux démonstrations d'amour et de respect de tout le peuple ». Malgré les assurances données d'avance par les autorités italiennes que Fesch avait stimulées, l'accueil fut moins chaleureux à Modène : les relations entre Rome et Milan restaient visiblement d'une froide correction. A Parme et dans tout le Piémont au contraire, le zèle des administrateurs français fit merveille. L'entrée à Turin fut particulièrement brillante : « V. M., assurait Fesch à son neveu, à acquis aujourd'hui des milliers de Piémontais qui n'osaient pas encore lui témoigner des sentiments qu'ils avaient voués à leur ancien souverain » (1).

Si rapide avait été la marche depuis Rome que l'archichancelier

(1) Fesch à l'Empereur, 13 et 22 brumaire, Arch. Rh., 1 F 96 et une quantité de minutes, de notes aux ministres des pays traversés, de descriptions de la suite du Pape, dans ses papiers, Arch. Archev., *État nominatif des membres de la suite de Sa Sainteté* dans A. E., Rome 937, fo 93. Sur le passage à Plaisance, cf. GRIOS : *Mémoires*, p. 211.

Cambacérés, le sénateur d'Aboville et un maître de cérémonies, désignés par Napoléon pour aller au-devant du Pape aux confins de l'Empire, venaient juste d'arriver à Turin. Quelque hâte qu'on eût mission d'imprimer à la marche, il fallut s'arrêter vingt-quatre heures. En raison de l'insuffisance de moyens pour le passage des Alpes, la situation des relais avait obligé à demander en hâte un grand nombre de chevaux à d'autres lignes. Ce repos forcé, Fesch le colora, en « prétextant au Pape » — le mot est admirable — le « soin de sa santé ». Enfin la délégation impériale ayant pris les devants, la traversée du Mont-Cenis s'effectua moins mal que l'on n'avait pu craindre. Les routes, auxquelles on avait beaucoup travaillé, furent jugées satisfaisantes (1), et, après étape à Lans-le-bourg et au Pont-de-Beauvoisin, l'arrivée à Lyon eut lieu le 19 novembre-28 brumaire.

Le cardinal comptait que l'accueil de ses diocésains ferait éclater les résultats de son administration et justifierait ce qu'il avait tant de fois, comme ambassadeur, annoncé sur les progrès de la religion en France. Dès l'entrée dans la ville, la voiture pontificale, où avaient pris place Fesch et de Bayane, fut escortée par les autorités, par le clergé de toutes les paroisses et par une foule immense. Il se peut que, dans le public, le premier mouvement ait été d'étonnement (2). Mais Lyon, que Bonaparte avait tirée des ruines et qui attendait de lui la prospérité économique, était assez sincèrement attachée au régime pour applaudir à la venue du Pape. Après quoi le charme personnel du Pontife, le spectacle des pompes dont il fut entouré, transforma la curiosité en un enthousiasme que les autorités civiles eurent peine à canaliser.

Le mardi 20, la métropole de Saint-Jean connut une affluence telle que, de mémoire de Lyonnais, on n'en avait jamais vue. Et lorsque dans l'après-midi se déroula sur la place Bellecour — qui venait de

(1) La traversée du Mont Cenis fut effectuée en chaise à porteur. L'état de la nouvelle route avait permis d'avancer une berline jusqu'à l'Hospice, mais le Pape préféra sa chaise ; cf. *Annales littéraires* de l'abbé de BOULOGNE, t. III (1805), p. 127 ; *Bulletin de Lyon*, 9 et 23 brumaire, 7 frimaire.

(2) D'Andigné, tout en évaluant à 80.000 le nombre des spectateurs, prétend que personne ne saluait et rapporte des réflexions offensantes : « Comme il a l'air fâché de ce qu'il va faire ! » disait-on de Pie VII. « Ah, il a auprès de lui le marchand de foin et d'avoine ! » ajoutait-on à l'adresse de Fesch. Mais ce récit reproduit visiblement une version en cours dans les milieux monarchistes (l'auteur avoue n'avoir pas été témoin oculaire), relevée de mots de salons et destinée à faire honneur à Pie VII seul du revirement progressif des catholiques (*Mémoires*, II, 107 ; Comp. CANCELLIERI, *Relation d'un prélat...*, in « Souvenirs », p. 206 sqq.) Cf. DUTACQ (F.), *Fêtes lyonnaises de l'Empire*, « Rev. Ét. Nap. », janvier 1935, pp. 21 sqq.

recevoir le nom de Bonaparte — la cérémonie organisée par les vicaires généraux, on eut le spectacle d'une nouvelle manifestation grandiose en faveur de la liberté et de la publicité du culte catholique. Sans égard pour le repos que le Pape était censé prendre, Fesch fit défiler devant lui, après son Chapitre et son clergé, les représentants des œuvres diocésaines, des délégations de jeunesse, et même les premières congrégations féminines réformées pour l'assistance et l'instruction populaires. Le ton des harangues adressées à Pie VII avait été fixé par le mandement que les vicaires généraux avaient publié avant son arrivée et où étaient rappelés les liens qui unissaient Rome et Lyon, première cité chrétienne des Gaules, « que distingua toujours son inviolable attachement à la chaire de Saint-Pierre ». Les autorités constituées insistèrent tour à tour sur le providentiel accord entre les institutions religieuses et les institutions politiques et sociales, et le procureur impérial du Tribunal Civil de Lyon, M. Boissieux, affirma que le peuple français était « le plus fidèle à la foi de ses pères, et le plus attaché à ses souverains ainsi qu'à la hiérarchie de l'Église ». Vainement le préfet essaya-t-il de ramener toute cette éloquence à un diapason plus officiel : il réduisit à des proportions modestes la part du Chef de la Religion dans la consécration de l'Empire, le pouvoir « déjà le plus légitime et le mieux affermi » (1). Mais sa voix isolée n'eut pas d'écho. Le Pape remarqua-t-il que les journaux de Paris, dès ce moment-là, observèrent un silence complet sur son voyage et les manifestations qui l'entouraient, et que le *Moniteur* ne fit même pas allusion aux fêtes de Lyon ? Il est plus probable que rien ne troubla la surprise joyeuse que lui procurèrent les cérémonies ininterrompues pendant les trente-six heures d'arrêt, et l'élan inattendu de la population envers le Vicaire du Christ.

Le 30 brumaire, le cortège pontifical reprit sa route. Le voyage s'acheva en désordre et dans une espèce de débandade. Des accidents de voiture en furent cause, et aussi l'indisposition de certains cardinaux, que la fatigue éprouvait. Il avait fallu laisser à Lyon le cardinal Borgia qui donnait des signes d'oppression, et qui succomba, quatre jours après, à une inflammation pulmonaire (2). Quoique la saison fût, cet

(1) *Bulletin de Lyon*, 30 brumaire et 3 frimaire. — Après cette date il n'y a plus aucune nouvelle du voyage dans le *Bulletin*. Le 26 nivôse on insère le mandement de l'archevêque à l'occasion du Sacre et c'est tout pour la cérémonie. — Le *Moniteur* observa à Paris un silence analogue, depuis l'entrée du Pape en France jusqu'à l'arrivée à Fontainebleau.

(2) *Bulletin de Lyon*, 7 frimaire ; Arch. Municipales 1² ; Caprara à Consalvi, 1^{er} décembre 1804, A. N., F¹⁹ 1905.

hiver-là, d'une exceptionnelle douceur, le passage des Alpes avait été une épreuve pour des vieillards. Seul le Pape allait infatigable, ayant encore accepté à Lyon de hâter le rythme de sa marche. Le dimanche 4 frimaire, à midi et demi, Sa Sainteté, en compagnie du cardinal Fesch, arrivait aux approches de Fontainebleau. Napoléon, surgissant en pleine forêt, accueillait son hôte auguste avec une brusquerie cavalière qui n'avait que les apparences du hasard. L'Empereur tranchait à sa façon les difficultés de protocole que l'ambassadeur avait fait pressentir pour la réception du Pape. Selon la version du *Moniteur*, il monta le premier en voiture... pour donner la droite au Pape. Et la lourde voiture entra dans le noble palais que Napoléon appelait « la vraie demeure des rois, la maison des siècles » (1).

L'état de délabrement où se trouvait encore le palais, dont on n'avait pu en hâte aménager que les pièces destinées au Souverain Pontife, obligea une partie de la suite à aller chercher un abri à Paris. Étaient là l'Impératrice, le légat Caprara qui, après s'être excusé sur sa santé de n'aller point jusqu'à la frontière, avait fait l'effort de se porter à une étape de Paris au devant du Pape, enfin l'Électeur-archichancelier d'Allemagne, pressé de signaler sa présence. Quelques visites furent échangées, selon un protocole dont Pie VII affecta de ne pas voir l'ordre étrange. Les jours suivants, les ministres des Cultes, de la Police Générale, quelques hauts dignitaires furent présentés au Saint-Père. Le 28 novembre, on se mit en route pour la capitale, où l'on n'entra qu'à la nuit tombée, sans aucun apparat.

Au Pavillon de Flore, Pie VII retrouva des appartements exactement disposés comme ceux du Quirinal. On prodigua tout, assure de Ségur, pour que les gens de sa suite, « singulièrement choisis pour la plupart, fussent satisfaits même dans leurs goûts assez bizarres » (2). Il semble bien que les ultramontains, dont plus d'un n'avait dû apercevoir qu'avec « un frissonnement d'horreur » l'immense cité, « gorge infernale » d'où tant de doctrines impies étaient sorties pour infecter le monde entier (3), furent rassurés tant par les égards dont ils furent l'objet que par les marques de piété et par l'empressement de la

(1) *Moniteur*, 5 frimaire (25 novembre) ; cf. ROVIGO, *Mémoires*, II, p. 112. Sur Fontainebleau, MASSON, *Joséphine Impératrice et Reine*, p. 386.

(2) SÉGUR, *Mémoires d'un aide de camp*, chap. XII ; cf. VAUTHIER, *L'installation de Pie VII au Pavillon de Flore*, R. Ét. Nap. 1915 (I, 252) ; LENÔTRE (G.), *Les Tuileries*, p. 171-72.

(3) PACCA, *Mémoires*, II, 231. Sur les moqueries des Parisiens à l'égard des Romains, SERS (baron), *Mémoires*, p. 52.

foule sans cesse renouvelée pour réclamer et applaudir le Pape. Le défilé des corps constitués et des délégations officielles donna lieu à des discours analogues à ceux de Lyon. De Fontanes, Pie VII entendit une exaltation emphatique de l'alliance du Sacerdoce et de l'Empire, se donnant la main « pour repousser les doctrines funestes qui ont menacé l'Europe d'une subversion totale ». Ce langage, le plus beau qu'on eût parlé depuis Louis XIV, dit Thiers (1), à coup sûr le plus conforme à la tradition monarchique, ne prenait-il pas, dans la bouche du président du Corps Législatif, comme la valeur d'une doctrine officielle, presque d'un engagement pour l'avenir ?

Mais déjà les heures d'intimité entre les deux Souverains étaient occupées par les affaires, — celles que la volonté inflexible de Pie VII tenait à régler avant le Couronnement, comme la réconciliation des constitutionnels —, celles que l'on avait été d'accord pour trancher à Paris, comme les détails du cérémonial. En Napoléon se mêlaient une satisfaction souriante d'avoir à soi le Saint-Père, une condescendance non feinte, et un souci de son propre prestige, qui brusquement se traduisait par de mesquines réserves. Cette cérémonie du Sacre qui était sa pensée propre, elle n'approchait pas sans qu'éclatassent les difficultés de l'improvisation. L'Empereur qui n'avait avancé dans la voie du retour à la monarchie qu'avec l'appréhension constante de brusquer l'opinion, se demandait quel accueil Paris offrirait au Pape. La réserve hostile, l'esprit de dénigrement qu'il redoutait de loin, feraient-ils place à un enthousiasme excessif ? La province avait acclamé, avec plus de ferveur peut-être qu'il ne l'eût désiré, le représentant du pouvoir spirituel. Comment utiliser au mieux pour le prestige de la Quatrième Dynastie le surcroît de splendeur apporté par la présence du Souverain Pontife (2) ?

Le Pape était à Fontainebleau lorsque le *Moniteur* publia un premier « Extrait du Cérémonial relatif au Sacre et au Couronnement de LL. MM. II. » (7 frimaire-28 nov.) Il n'avait trait qu'à l'ordre du cortège. Les dispositions relatives à la cérémonie religieuse étaient encore soumises à discussion. Napoléon avait fait inviter Pie VII

(1) THIERS, *Le Consulat et l'Empire*, V, livre XX.

(2) Les hésitations de Napoléon sont bien rendues par PELET DE LA LOZÈRE (*Opinions*), p. 52-85, et MIOT DE MÉLITO (*Mémoires*, II, 195) qui prouve que rien ne fut laissé au hasard par l'esprit toujours aussi exactement précis de l'Empereur ; cf. MARQUISET, *Napoléon sténographié*, in R. D. M., 1912 ; Napoléon à Ségur, 9 frimaire an XIII, dans CHUQUET, *Inédits napoléoniens*, p. 34.

à le sacrer *et* à le couronner. Mais les objections de ses conseillers lui avaient montré l'inconvénient d'admettre que le Pape lui imposât la couronne et parût la lui conférer. Il était décidé dès lors à n'admettre du cérémonial romain que ce qui serait *majestueux et raisonnable*, à « retrancher les cérémonies qui ne vont point à nos mœurs » (1). Portalis et le maître des cérémonies de Ségur avaient donc préparé un projet de cérémonie. Le Directeur des Cultes disait avec assurance que cet objet ne serait pas de difficile négociation, et que, s'il était agréé par Sa Majesté, il le serait par le Pape. En fait l'examen entamé par les deux maîtres de cérémonies, Ségur du côté français, et Mgr Mazio du côté romain, se poursuivit jusqu'à la veille du grand jour. Le 9 frimaire (30 novembre) le *Moniteur* décrivait bien l'ordre de la cérémonie religieuse. Mais tout ce qui concernait les actes religieux publics prescrits au souverain par le Pontifical Romain, et la prestation du serment politique prévu par les constitutions de l'Empire, était passé sous silence.

C'étaient les deux points où s'affrontaient les exigences de l'Église et les nécessités de la nouvelle monarchie française. La manière dont les difficultés furent réglées par les Souverains eux-mêmes permet de mesurer exactement les abandons consentis des deux côtés.

Selon la tradition de l'Église le Couronnement était avant tout une cérémonie de signification religieuse, l'onction, une manière de sacrement pour les souverains chrétiens. L'Empereur la réclamait pour lui et pour l'Impératrice Joséphine. Si Pie VII s'était fait illusion sur leurs dispositions religieuses, il fut éclairé la veille de la cérémonie par la fameuse démarche de Joséphine, lui avouant qu'elle n'était unie à Napoléon que par un mariage civil. Aussitôt il exigea, avec une fermeté qui donne la mesure de son énergie sur les points essentiels, la régularisation de leur union. Dans le plus grand secret, le cardinal Fesch agissant comme grand aumônier, revêtu de tous les pouvoirs de Sa Sainteté, et aussi de toutes les dispenses, dut bénir le serment mutuel de son neveu et de Joséphine. Cette bénédiction nuptiale ne fut certainement pas entourée des formes canoniques ordinaires, mais un fait est certain, établi par les dépositions mêmes du cardinal en

(1) Portalis à l'Empereur, 2^e compl. an XII, A. N., AF IV 1045 ; *Moniteur*, 9 frimaire (30 novembre). Cette question du cérémonial a été étudiée d'une manière exhaustive par le R. P. RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, chap. VI et Append., Doc. VIII ; et FRÉDÉRIC MASSON, *Le Sacre*, ch. V, p. 155 sqq. ; cf. WELSCHINGER, *Le Couronnement de Napoléon*, in « J. des Débats », 26 février 1908.

1809, c'est que Fesch avait bien reçu, et que Pie VII entendait parfaitement avoir donné, toutes les dispenses nécessaires pour la validité de cet acte (1).

Au delà, Pie VII eut le bon sens de comprendre — contre certains cardinaux peut-être — qu'il ne gagnerait rien à obliger l'Empereur à des actes publics qui auraient été une parade hypocrite. Il dispensa Napoléon de la communion prévue par le Rituel. Il dut accepter que Napoléon se mît lui-même la couronne sur la tête et accepta de remplacer l'oraison *Accipe coronam gloriae* par les mots *Coronet vos Deus corona gloriae*. — En ce qui concernait le serment contenu dans le Pontifical romain, un compromis intervint : l'Empereur s'obligea à acquiescer seulement aux mots prononcés par l'officiant, à la promesse « de faire et conserver la loi de justice et la paix à l'Église de Dieu et au peuple qui m'est soumis, de témoigner un respect religieux et canonique aux pontifes des Églises de Dieu ». Son entourage fit valoir que Sa Majesté accordait beaucoup en s'astreignant « à un autre serment que celui que prescrivaient les Constitutions de l'Empire » (2).

Pour Napoléon, en effet, le véritable sens de la cérémonie devait être donné par le serment qui fixait l'origine et l'orientation de la dynastie consacrée par le serment constitutionnel. Nous savons quelles objections Rome avait contre l'engagement de « respecter et faire respecter les lois du Concordat et la liberté des Cultes. » Allant au plus pressé, les négociateurs français s'étaient efforcés de présenter cette formule comme purement politique ; l'Empereur ne renonçait point à l'intégrer dans la cérémonie religieuse. Vaine fut l'ingéniosité des combinaisons destinées à obtenir que le Pape assistât à sa prestation solennelle. Pie VII maintint qu'elle ne pouvait avoir lieu qu'après la messe, lorsqu'il aurait lui-même quitté l'Église. Il l'emporta. Mais la question parut si importante qu'elle rebondit après la cérémonie de Notre-Dame : tandis que le *Moniteur* omettait de publier le compte rendu qu'il avait promis, les autres journaux inséraient des descriptions tendancieuses, susceptibles de donner l'apparence de la victoire à

(1) DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 66 ; LECOY DE LA MARCHE, *La Guerre aux erreurs historiques*, chap. XX ; WELSCHINGER, *Le Divorce de Napoléon*, chap. VI, p. 99 ; VANEL, *L'opinion de Fesch sur le divorce de Napoléon*, « Bull. hist. du diocèse de Lyon », mars 1910.

(2) Sur ces débats, SÉGUR, *Mémoires d'un aide de camp*, chap. XII ; GOURGAUD, *Journal inédit*, I, 473 ; MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 231.

l'Empereur. Il fallut des interventions vigilantes de Mgr Mazio, le rappel des engagements pris et réitérés, pour que le procès-verbal officiel au moins fût exactement rédigé, et que la prestation de serment ne fût pas placée, là aussi, avant la fin de la messe et la retraite de Pie VII (1). Quant à l'*Exposé de la situation de l'Empire*, bientôt confié au ministre Champagny, il s'exprima sur ce point avec autant d'emphase qu'il en fallait pour laisser les choses dans le vague : il décrit « au milieu de cette pompe et sous les regards de l'Éternel, Napoléon prononçant le serment immuable qui assure l'intégrité de l'Empire, la stabilité des propriétés, la perpétuité des institutions, le respect des lois et le bonheur de la nation » (2).

Ces débats autour du cérémonial, connus aujourd'hui d'une façon indubitable dans tous leurs détails, manifestent l'opposition des deux conceptions du pouvoir qui s'affrontaient dans la cérémonie sortie du cerveau de Napoléon, plus épris de grandeur que de logique. Leur sèche analyse, qui est nécessaire, ne doit point cependant obscurcir l'impression qui saisit les témoins de la prodigieuse rencontre entre les deux Chefs de la chrétienté sous le regard ébloui de la Nation. A fouiller les dessous de la cérémonie on découvre aisément les malentendus qu'elle cachait, comme on eût découvert, sous le manteau des tapisseries hâtivement jetées, le dénuement de Notre-Dame, l'improvisation du décor, et, sous l'éclat des costumes d'apparat, l'artifice des attitudes trop rapidement apprises, parfois peu sincères. Il y eut cependant autre chose, une fête telle que jamais les contemporains n'en devaient voir « de plus pompeuse, et de plus extraordinaire (3) ». Par un ciel d'hiver lumineux, d'un éclat inespéré, les cortèges se déroulèrent à travers la ville tout entière sur pied, bondée de provinciaux et d'étrangers. Le peuple, plus frappé d'abord par l'étonnement que par l'enthousiasme, s'amusa avec bonne humeur du bizarre équipage du porte-croix pontifical, céda ensuite simplement

(1) Mgr Mazio à Ségur, 28 janvier-8 février 1805, dans Vat., Ep. Nap. Francia 5 d ; *Procès-Verbal de la Cérémonie du Sacre et du Couronnement*, à Paris, Impr. Nat. an XIII = 1805, A. N., AF IV 1031 ; Les comptes rendus de la *Gazette de France*, 12 frimaire (3 décembre), *Journal des Débats* (13 frimaire) laissent en effet supposer que le Pape assista à la prestation du serment. Le *Moniteur* ne publia aucun compte rendu.

(2) *Moniteur*, 11 nivôse (1^{er} janvier 1805).

(3) PASQUIER *Mémoires*, I, 212 ; D'ABRANTÈS, *Mémoires*, VII, chap. X et XII ; DE RÉMUSAT, *Mémoires*, V, chap. X ; FONTAINE, *Le Sacre* (fragment de son journal) in « Rev. Paris », 15 avril 1911 ; cf. GACHOT (Edouard), *Le Couronnement de Napoléon*, in « le Correspondant », 25 novembre 1904.



Musée du Louvre.

LE SACRE, PAR DAVID

Au centre, le Pape, et, en arrière, le légat Caprara et le cardinal Braschi.
A droite, vu de profil, le cardinal Fesch.

(Cl. Arch. Photograph.)

à son émotion. Le Pape arrivé à 10 heures à l'antique sanctuaire, ce fut l'attente de l'Empereur : deux heures s'écoulaient dans l'atmosphère glaciale et le vide de l'ennui. Enfin Napoléon entre à Notre-Dame. « J'ai vu depuis ce jour plusieurs cortèges de souverains français », dit un de ces généraux qui n'abusaient pourtant point aisément des grands sentiments... « Eh bien, je sens encore l'ennui, la fatigue de ces cérémonies... alors que cette marche impériale continue à vivre en moi avec tous ses prestiges. En effet, dans cette circonstance les proportions colossales de l'homme élevaient tout à lui ; tandis que, dans les autres, la petitesse des principaux acteurs ravalait tout à leur niveau. C'étaient des pygmées... piétinant mesquinement une arène où il avait fait voler superbement la poussière, et cherchant vainement dans une légitimité caduque quelque chose de comparable à cette éternelle légitimité du génie et de la gloire, seules et impérissables grandeurs devant lesquelles toutes les autres grandeurs tombent et s'anéantissent (1). »

L'étonnant acteur revêt d'emblée le rôle qu'il s'est taillé, et qu'il a soigneusement répété. A ce moment, c'est lui, ce sont ses gestes qui retiennent les yeux de la multitude. L'attention va croissant jusqu'à ce point culminant où, après les onctions saintes, l'Empereur, devançant le Pape, saisit sur l'autel la couronne pour se l'imposer à lui-même. Dans le public surpris passe comme un frisson (2). L'acclamation traditionnelle : *Vivat Imperator in aeternum* roule sur l'immense vaisseau. La fin de la messe, les dernières phases de la cérémonie se déroulent inaperçues, — même l'abstention de Pie VII se retirant à la sacristie pour éviter d'assister à la prestation du serment constitutionnel. Ce geste audacieux de Napoléon, que la plupart prirent alors pour un coup de force imprévu rejetait au second plan le Pontife Souverain avec une brutalité troublante pour les âmes dévotes. Un évêque français, « vivement ému par l'aspect du vénérable Chef de l'Église, et pénétré de l'humiliation où il-le voyait réduit », ne vint-il pas se jeter à ses pieds pour les arroser de larmes ? Les journaux catholiques s'efforcèrent ensuite de remettre au point les choses en précisant que « les cérémonies et règlements du Sacre et du Couronnement avaient été concertés, quant à la partie liturgique et aux divers changements qui les distinguent à cet égard des anciens Sacres,

(1) THIÉBAULT, *Mémoires*, III, 381.

(2) MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 372.

entre le Saint-Père et l'Empereur (1). » C'était exact, mais l'impression créée devait prévaloir contre toutes les rectifications. Du côté romain, le Couronnement de l'Empereur par lui-même fut ressenti comme un grave outrage à la majesté du Vicaire du Christ. Consalvi fut longtemps sans croire à la relation des gazettes, tant il se tenait sûr des promesses faites pendant la négociation ; il lui paraissait impossible qu'un « pacte solennel » eût pu être remis en question.

Dans la petite cour pontificale de Paris, l'indignation s'élevait. Pie VII avait de la peine à faire taire ceux qui, autour de lui, cataloguaient les manquements de Napoléon à l'étiquette, et disaient que l'Empereur traitait le Pontife comme son chapelain (2). Il ne faudrait pas cependant inférer de certaines manifestations de mécontentement que Pie VII n'eût à souffrir que des humiliations pendant son séjour à Paris. Dans les semaines suivantes il goûta les attentions personnelles de l'Empereur, l'empressement des autorités, la dévotion du clergé, et finalement la vénération de la capitale presque entière. Sur les témoignages de respect qu'il recueillait, tous les mémorialistes sont d'accord, quitte à les attribuer à la badauderie du public, à l'habileté de la police plutôt qu'à un élan spontané, à l'intérêt inspiré par un vieillard ascétique plutôt qu'à la faveur religieuse. L'atmosphère qui se formait depuis l'entrée en France du cortège papal ne cessait de s'exalter (3).

(1) *Annales Littéraires et Morales* de Boulogne, 1805, p. 142-143 ; DU BOURG, *Mgr du Bourg*, p. 377. Napoléon lui-même voulut corriger l'impression de brutalité qui risquait de demeurer dans les esprits : quand David lui présenta le dessin original de son tableau, il critiqua l'immobilité du Pape figuré assis, les mains sur les genoux : « Le Pape n'est pas venu de si loin pour ne rien faire. » R. GUYOT, *Napoléon*, recueil iconographique ; ROSENTHAL, *David*, p. 119.

(2) ARTAUD, II, 134 ; Consalvi aux Nonces, 22 et 29 décembre 1804, 5 et 10 janvier 1805, Vat., Cif. Nunz. V, f^{os} 298, 304, 310. Consalvi s'avoue mal renseigné : on ne lui écrit qu'en chiffres pour ne pas exciter les soupçons. De fait il n'y a rien à tirer de la correspondance que lui adressa alors Antonelli, qui est laconique et sans couleur ; Vat., Ep. Nap. Francia 5 g ; cf. THEINER, *Deux Concordats*, II, chap. X passim. Le R. P. Rinieri dans toute sa description du Sacre (*Napoleone e Pio VII*, chap. VI) ne veut voir que les manquements de Napoléon, qu'il relève, dit-il, d'après des relations de voyages d'Italiens. Une des seules qui aient été publiées, celle de l'abbé Cancellieri, qui appartenant à la *famiglia* d'Antonelli, ne nous entretient cependant ni d'entorses au protocole, ni d'humiliations réservées au Pape : le prélat, toujours content, prend tout par le bon côté. Il semble bien que Rinieri ait surtout été influencé par les *Mémoires* de Consalvi : or le Secrétaire d'État n'avait pas participé au voyage ; il écrivit ses souvenirs au plus fort de la querelle entre Napoléon et le Pape, et le ressentiment qu'il exprime reflète moins les impressions des témoins du moment que l'amertume des milieux pontificaux, après coup.

(3) DE PRADT, *Quatre Concordats*, p. 212 ; DE BAUSSET, *Mémoires*, I, p. 22 ; BOUR-

Les gens de la suite eux-mêmes appréciaient sans pharisaïsme les joies d'un accueil inattendu. Ils découvraient, sans songer à tant de critiques, un pays où la vie était facile, la chère aimable, l'esprit populaire bienveillant derrière l'ironie, la foi catholique sincère.

Fêtes et galas se succédaient, qui transformèrent pendant deux mois Paris en un « séjour fabuleux ». Napoléon les multipliait sans être jamais las, et semblait oublier les préoccupations des affaires (1). Il tenait, par ces cérémonies politiques, religieuses, militaires, — telle l'émouvante Distribution des Aigles, — à donner tout son sens à l'événement, à ouvrir la nation à des espoirs nouveaux et quasi illimités. Malgré ses efforts, on l'a justement noté (2), il manqua à la plupart des solennités le caractère populaire qu'avaient eu certaines fêtes de la Révolution : l'enthousiasme, dont parlent les rapports de police, les démonstrations de joie parurent quelquefois commandées. A plus forte raison, la province n'y fut-elle associée que médiocrement, par les délégations des départements et des municipalités. Du moins, ceux qui signalent l'absence d'enthousiasme réel, peut-être parce qu'eux-mêmes n'en éprouvaient guère, admiraient comme un phénomène étonnant pour l'époque la tranquillité absolue des départements, où l'absence de tous les hauts fonctionnaires, de l'élite de l'armée, ni ne déranger la marche ordinaire des affaires ni n'occasionna le moindre désordre (3). Ce calme, ce silence doivent-ils tenir lieu d'adhésion ? On voudrait pouvoir se faire une idée de ce que furent les sentiments des masses rurales, les plus nombreuses, les plus impénétrables, mais non pas les moins sensibles. Est-il vrai que le peuple, comme l'avance Frédéric Masson, eut la perception confuse « qu'on lui volait son Empereur » et que « le Sacre était un pas vers la contre-Révolution » (4) ? Il se peut, mais il y eut aussi la contre-partie, tous ceux qui furent comme rassurés par l'impression d'une régénération du peuple français, d'un retour à l'ancienne stabilité, et peut-être à la paix, espérée depuis les beaux jours du traité

RIENNE, *Mémoires*, VI, chap. XIV ; CONSTANT, *Mémoires*, I, chap. XXXIV. Cf. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 181.

(1) D'ABRANTÈS, *Mémoires*, VII ; DE REISET, *Mémoires* I, 154 ; DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 73.

(2) BIGNON, *Histoire de France sous Napoléon*, IV, 147 ; F. MASSON, *Le Sacre*, a abondé dans ce sens : « Le Couronnement, assure-t-il, n'a point ébranlé les nerfs et l'âme du peuple ».

(3) MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 233.

(4) F. MASSON, *Le Sacre*, p. 268 sqq ; On peut signaler à l'appui de cette thèse un incident survenu en Auvergne dans l'église de Saint-Germain Lembron ; lors du

d'Amiens, et certaine lorsque la France aurait une monarchie aussi légitime que celles de l'Europe.

C'est une impression de ce genre que l'on s'efforçait, avec la tolérance ou sous l'inspiration du gouvernement, de répandre dans la presse. La *Gazette de France* du 14 frimaire mettait en parallèle la réunion nationale du 2 décembre et celle de la Fédération de 1790; « la Révolution commençait à l'époque de la Fédération ; elle se termine en cette circonstance actuelle... Ce n'est pas comme simple spectateur que le peuple français paraît figurer dans cette solennité. Ce n'est pas pour l'Empereur seul que la présence du Chef auguste de la foi catholique semble nécessaire et y ajoute tant de splendeur. Lorsqu'une grande nation a si longtemps dévié des règles qui servent ordinairement de guide aux autres nations, du système de gouvernement généralement adopté, de la religion qui en est la base, il est nécessaire que son retour aux notions sacrées de politique, de moralité et de religion soit marqué du sceau le plus solennel, afin que cette époque devienne à jamais mémorable pour les contemporains de tous les pays et de la postérité la plus reculée. La présence du Saint-Père, le sacre de l'Empereur et l'assemblée du peuple français dans un même lieu semblent remplir admirablement cet important objet (1). » La note était au même instant portée, plus loin que par la presse, jusqu'aux hameaux les plus reculés, et avec une autre autorité, par les mandements épiscopaux. C'est ainsi que le cardinal Fesch, s'adressant aux fidèles de son immense diocèse, après leur avoir adressé une homélie toute pénétrée de Bossuet sur la chute et la restauration des Empires, concluait : « Oui, N. T. C. F., qu'il vive l'Empereur Napoléon, non plus pour lui-même, mais pour le bonheur des peuples ! Qu'il vive, non pour ajouter à ses anciennes conquêtes, mais pour conquérir une paix durable ! Qu'il vive, non pour surpasser de plus en plus toutes les espérances de l'ambition humaine, mais pour remplir les vœux que l'Église vient de former pour lui le jour de son Sacre : pour être non seulement le plus prudent des Empereurs, mais encore le plus religieux et par conséquent le plus sage ! (2). »

chant du *Te Deum* pour le Sacre, les cultivateurs murmurèrent et sortirent ; on leur avait insinué, dit le sous-préfet, « que du chant du *Te Deum* dépendait le retour du cens et des dîmes, et qu'en s'opposant à ce chant, ces droits n'auraient aucun retour » (rapport du 1^{er} pluviôse au XIII, Arch. Puy-de-Dôme, série III, liasse 0263).

(1) Rapport de police du 14 frimaire, dans AULARD, *Paris sous l'Empire*, p. 427.

(2) « *Bulletin de Lyon*, 26 nivôse (6 janvier 1805) ; cf. le mandement de l'archevêque d'Aix, LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, p. 288, et Append., p. 600 ; une espèce

II

La solennité du sacre marquait l'apogée de la carrière de Fesch ambassadeur. Nous n'avons malheureusement de lui aucune relation de ces grandes heures. Mais ses sentiments nous sont assez connus pour que nous ne doutions pas de la satisfaction sans ombres qu'il ressentit. A lui aussi, Napoléon aurait pu dire le mot fameux, lancé à son frère : « Joseph, si notre père nous voyait ! » Au reste, Fesch croyait sincèrement que le voyage du Pape serait aussi avantageux à l'Église qu'à la nouvelle dynastie, et s'il y eut certains de ses confrères pour voir une humiliation dans le déplacement imposé à Pie VII, le cardinal n'avait même pas été effleuré d'une appréhension (1). Tout en lui était satisfait : son attachement à Napoléon, son dévouement à l'Église, son goût des honneurs enfin, puisqu'il inaugurerait à cette occasion ses fonctions de Grand Aumônier.

Dès son arrivée à Paris, il avait pris possession de sa charge, et organisé la Grande Aumônerie. Ses prérogatives étaient surtout d'apparat : elles concernaient tout ce qui touchait au service divin dans les résidences impériales, l'administration des sacrements à la Famille du Prince, la distribution des aumônes de Leurs Majestés. Mais elles entraînaient forcément un droit de préséance sur les autres évêques (2), surtout lorsque le titulaire se trouvait être allié au souverain, et déjà pourvu d'un droit de regard sur l'administration ecclésiastique en général. Fesch avait à sa nomination un personnel de chapelains et de clercs. Il prit aussitôt comme vicaire général de la Grande Aumônerie l'abbé Jauffret, ainsi enlevé à son conseil de Lyon et désormais fixé à Paris. Parmi les chapelains, il plaça, fidèle à ses amitiés, son économe Lucotte, l'abbé Fournier de la Contamine qu'il avait naguère

de prophétie publiée à Lyon en 1805, chez Ballanche, JURIE DES CAMIERS : *Couronnement de Napoléon comme chef de la nation française*, montre dans le livre de Daniel une prophétie de tous les événements de la Révolution et de l'Empire jusqu'au Sacre.

(1) Son propre ami, Emery, n'avait-il pas, en août 1804, laissé échapper cette plainte : « On ne doute plus aujourd'hui que le Pape ne vienne en France, Que la volonté de Dieu soit faite ! »

(2) Le grand Aumônier devait présenter au souverain les nouveaux évêques, après la cérémonie de la prestation du serment. Le 13 frimaire (4 déc.) le *Moniteur* annonçait : « S. E. le grand Aumônier a présenté à S. M. tous les archevêques et évêques de l'Empire. »

arraché à Fouché, l'abbé de Boulogne, célèbre par ses *Annales Catholiques* qui, de 1799 à 1802, avaient été l'organe doctrinal des réfractaires (1). Quels que fussent les mérites, d'ailleurs réels, qui motivaient ces désignations, on remarque que tous ces sujets avaient été plus ou moins signalés à Fesch par Émery. C'est encore à Saint-Sulpice que devaient être pris, au fur et à mesure des besoins, les clercs, « jeunes gens de famille », note Lyonnet, qui entrèrent ainsi « comme à leur lever dans la carrière des honneurs », tels (un peu plus tard) les Quelen et les Feutrier. Ainsi se trouveraient suffisamment expliqués les choix de Fesch : chaque fois que sa fortune le plaçait en face de responsabilités nouvelles, son geste instinctif était de demander des auxiliaires au modeste prêtre qui était en tout son directeur (2). Si l'on s'étonnait néanmoins de voir Fesch s'entourer exclusivement de prêtres de la tendance « réfractaire », il serait bon de noter que l'exemple lui venait de haut. L'Empereur, entraîné par son goût pour les noms représentatifs de l'ancienne aristocratie, abandonnait la règle d'équilibre politique à laquelle il tenait tant sous le Consulat. Il se donnait pour aumôniers ordinaires deux prélats d'ancienne noblesse, réfractaires et émigrés, l'abbé de Pradt, parent du général Duroc, et l'abbé Manuel de Mons ; son premier Grand Aumônier, l'évêque de Versailles, Charrier de la Roche, était bien un ancien constitutionnel, mais qui, rétracté avant le Concordat, passait pour un modèle de soumission au Saint-Siège autant que de zèle épiscopal.

Fesch était un homme à élargir ses attributions plutôt qu'à en laisser rien prescrire. Les circonstances vinrent constituer le Grand Aumônier interprète des besoins de l'Église gallicane auprès du gouvernement. Le Sacre avait mis en mouvement tout le haut clergé. Les membres de l'épiscopat avaient été invités à la cérémonie. Ils ne s'y étaient pas toujours rendus sans hésitation. Les plus indépendants se

(1) Elles reparurent à partir de 1803, sous le titre d'*Annales littéraires et morales*, chez Le Clère, à Paris, et, au moment du Sacre, elles étaient l'organe le plus représentatif de l'opinion catholique et celui qui donnait la chronique la plus complète de la vie ecclésiastique et religieuse.

(2) LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 370. Fesch d'ailleurs ne connaissait personnellement que très peu de monde dans le clergé gallican. Ce sont toujours les mêmes noms qu'il avance lorsqu'il est consulté par Napoléon pour un choix ou une nomination : ainsi pour les sièges vacants de Mende et de Rennes, il n'avait à offrir que ses vicaires généraux (surtout Jauffret), d'Astros qu'il disait doux et pieux, mais jeune, Dombideau-Crouzeille, son ancien camarade d'Aix, qui allait être fait évêque de Quimper, Duvoisin, signalé par Émery (à l'Empereur, 24 frimaire et 25 pluviôse, an XIII ; A. N., AF IV 1045).

demandaient de quel prix le clergé aurait à payer le rang d'honneur qu'on lui assignait (1). Du moins le rassemblement à Paris de tous les pasteurs des diocèses devait être l'occasion de contacts utiles, d'échanges de vues, à défaut d'un Concile que le gouvernement n'eût point toléré. Chaque évêque aux prises avec ses difficultés financières, administratives, politiques souvent, apportait des doléances et des vœux. Certains ne cachaient pas leur espoir d'obtenir enfin du Pape présent des *consignes* vainement sollicitées, depuis deux ans, du trop timide légat (2). Qu'ils se soient ouverts de leurs préoccupations auprès de Pie VII et des cardinaux, on en a des preuves. C'est ainsi que les archives du Vatican contiennent un très important mémoire, en français, très certainement d'origine épiscopale, qui constitue une étude d'ensemble de la situation du catholicisme dans l'Empire : on y trouve à peu près la substance des notes que Pie VII devait, deux mois plus tard, soumettre à Napoléon en faveur du clergé gallican (3). De tout ce travail de consultations, quelque chose filtrait même dans le grand public : les rapports de police signalaient que l'on escomptait, à l'occasion du Sacre, la proclamation du catholicisme religion dominante, le rétablissement du calendrier grégorien et de certaines fêtes d'obligation, la révision des actes des constitutionnels, — voire l'autorisation des congrégations (4).

Ces requêtes, les projets qu'elles inspiraient, Fesch les connaissait et avait parfois à en juger. Ses papiers le montrent prenant position sur les uns, faisant le départ entre les autres. Une « note sur les affaires ecclésiastiques de France » précise plus particulièrement sa pensée de cette époque. Il est significatif qu'elle se termine par l'addition suivante, de sa main : « Question à prévoir et à examiner : Ne serait-il pas religieusement et politiquement utile de reconnaître la Primatie de Lyon sur toutes les Églises ? » (5) A quoi entendait-il faire servir cette

(1) LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, p. 288-89.

(2) Mgr du Bourg avait quitté Paris après le Sacre : mais il avait confié à des confrères ses vœux : « Il faudrait peut-être en parler au Pape », écrivait-il à d'Astros d'un incident minime. « Si l'on me donne une consigne, je m'y tiendrai. » (*Vie de Mgr du Bourg*, p. 381-83). Dans son mandement pour le Sacre, l'évêque de Limoges avait explicitement souhaité la tenue d'un Concile, autorisé par le nouveau Constantin.

(3) Long mémoire (s. d. ni origine, en français) dans Vat., Ep. Nap. Francia 3.

(4) AULARD, *Paris sous l'Empire*, p. 408, 412, 421.

(5) *Note sur les affaires ecclésiastiques*, Arch. Rh. 1 F 67. Il y a des analogies nombreuses avec le mémoire épiscopal que nous venons de signaler. Comme d'ordinaire, Emery avait dû contribuer à orienter les vues de Fesch : il lui écrivait par exemple, entre autres choses : « Je ne sais si M. Jauffret a communiqué à V. E. une idée qui

Primatie ? Ne sentait-il pas qu'il serait fatalement pris entre les exigences de son caractère de premier évêque des Gaules et celles de sa charge d'ambassadeur ou de sa position auprès de Napoléon ? C'est ce qu'il faut examiner en étudiant son rôle entre les deux gouvernements pendant le séjour du Pape à Paris.

*
**

Pie VII n'était pas depuis vingt-quatre heures à Paris qu'il avait annoncé son intention de régler le cas des « constitutionnels ». En son âme scrupuleuse, cette question l'emportait sur toute autre : le Chef de la religion ne pouvait, sans prévariquer, donner aucun signe de communion à des relaps, pas même tolérer leur contact pendant la cérémonie du Sacre.

Depuis 1802, la situation des dix anciens constitutionnels s'était quelque peu modifiée. Des demandes de réconciliation s'étaient produites plus ou moins hésitantes. Caprara en avait reçu de Primat (Toulouse), Leblanc de Beaulieu (Soissons), Berdolet (Aix-la-Chapelle) et Bécherel (Valence). Chaque fois la réponse du Saint-Siège avait été identique. Le Saint-Père éprouverait une satisfaction toute particulière de voir les égarés renoncer à leurs erreurs, mais, ne pouvant fermer les yeux sur des doctrines ouvertement professées, il devait exiger des preuves irrécusables de repentir. Il est malaisé de dire si les quatre prélats les fournirent. Les documents prouvent que quelques doutes subsistaient à Rome, sur la sincérité de Bécherel et sur la doctrine de Berdolet, mais que les deux autres passaient pour sincèrement convertis, Primat surtout qui avait reçu « une nouvelle absolution du cardinal légat. » (1) Portalis n'avait pas dû être étranger à ces distinctions, ni aux démarches faites par les évêques qui voulaient sortir d'une situation fausse. On ne peut pas dire avec certitude si les bons offices de Fesch y contribuèrent. Pour incomplète qu'elle fût, cette soumission n'était pas dépourvue de sens. La réorganisation concord-

s'est présentée à moi aussitôt que le Pape est arrivé à Paris : c'est qu'il convenait de saisir ce moment pour rendre l'exercice du culte public à Paris. » (Pap. Émery, Arch. S. Sulpice, V, 5121).

(1) Vat., Nunz. Fr. 584, f^{os} 169-170. Une note (s. d. ni signature, en italien), dans Arch. Archev. signale que Primat s'était « mis en règle » ainsi que Leblanc de Beaulieu ; PISANI, *L'Église de Paris sous la Révolution*, IV, 298, et CONSTANT, *L'Église de France...*, p. 32, assurent que Fesch intervint dans la réconciliation de Royer, évêque constitutionnel de Paris ; nous n'avons pas pu en trouver la preuve.

taire tournait à l'avantage de l'orthodoxie. Sous la conspiration du sentiment général des fidèles et des anciens réfractaires, les tenants du vieux schisme vacillaient et leur unanimité disparaissait. Témoin, sinon acteur, de cette évolution, Fesch en fut certainement frappé et conclut peut-être à la fragilité des dernières résistances.

Six irréductibles étaient notés à Rome comme persévérant dans leurs erreurs : l'archevêque de Besançon Le Coz, et cinq évêques : Lacombe (Angoulême), Reymond (Dijon), Saurine (Strasbourg), Belmas (Cambrai), Périer (Avignon). Fesch, on s'en souvient, avait suggéré de les faire venir à Lyon, où ils auraient, dès l'arrivée de Pie VII, à choisir entre la démission ou la soumission. Fort heureusement pour lui, cette solution ne fut pas retenue : il aurait rencontré des obstacles, qui ne pouvaient céder qu'à Paris. Dans la capitale, les six trouvèrent une atmosphère défavorable à leur cause. Ils furent moralement isolés parmi leurs confrères, tous hostiles. En vain cherchaient-ils à se fondre, sans plus d'allusion au passé, dans la masse de l'épiscopat. Les anciens réfractaires s'écartaient. Un des plus sévères, Mgr d'Aviau, passe même pour avoir remis au Pape un mémoire concluant à la nécessité de leur arracher une profession de foi sans équivoque (1). A peine plus accueillants étaient les cercles politiques. A en croire Caprara, Pie VII ne devait traiter « qu'avec l'Empereur seul, par lui-même, directement et avec une extrême douceur » (2). En réalité, il ne lui manqua à aucun moment le concours de Fesch ni de Portalis, et l'Empereur devait même mettre à son service des ressorts plus puissants.

(1) FAVIOT, *Lettre de Mgr d'Aviau*, p. 54. La rétractation des relaps est demandée également dans le *Mémoire français*, Vat., Ep. Nap. Francia 3 ; le 15 décembre 1804 eut lieu à Paris le service funèbre de Mgr Maillé de la Tour Landry, un réfractaire notoire — le seul évêque insermenté qui eût passé toute la Révolution à Paris. Les constitutionnels s'y rendirent mais leurs confrères les évitèrent (MÉRIC, *Vie de M. Émery*, II, 235 et *Vie de Mgr du Bourg*, p. 379-380).

(2) Le Légat ajoutait que Bernier, toujours consulté, et Talleyrand, dont l'influence était immense, pouvaient être utiles (à Consalvi, 16 novembre 1804, A. N., F¹⁹ 1905). Mais ni l'un ni l'autre ne se souciait d'être mêlé à cette affaire. Bernier s'excusa auprès de Fesch, un accident de voiture, vraiment opportun, l'empêchait de se rendre à la convocation : « En attendant, écrivait-il, je crois devoir vous transmettre un échantillon de la conduite de l'évêque de Dijon qui vient de m'être remis. *C'est une institution canonique donnée par lui, sur un dix de carreau, dans un cabaret*, il ne pourra nier la chose. Cette pièce déshonorante pour l'épiscopat est toute entière écrite de sa main. V. E. verra quel usage elle peut en faire. Je lui demande seulement de *ne pas me nommer*, et je confie le tout au zèle qu'elle témoigne pour la gloire du clergé français. » (30 novembre 1804, Arch. Archev.) Calomnie ? en tout cas, procédé peu courageux de la part du négociateur de 1802.

Une première conférence eut lieu le 29 novembre dans le cabinet du Directeur des Cultes. Le grand Aumônier y était, assisté de Pradt, second aumônier de S. M., et de Pancemont, évêque de Vannes, convoqué moins peut-être comme ancien témoin de la pseudo-réconciliation de 1802 que comme ami de Fouché. Les évêques s'ingénierent, comme toujours, à donner à leur profession de foi un tour différent de la formule exigée. Succès nul.

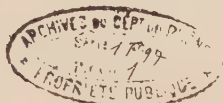
Alors entra en scène le ministre de la Police Générale. Le 30 novembre, Fouché présenta, de la part de Sa Majesté, une déclaration de soumission aux récalcitrants. Quels arguments employa-t-il ? En tout cas, l'archevêque de Besançon, qui passait pour le « docteur » des constitutionnels, signa (1). L'Empereur alla personnellement remettre à Pie VII l'acte souscrit. Mais quand le Pape le lut, il s'aperçut qu'au texte, stipulant la soumission aux jugements du Saint-Siège sur les affaires *ecclésiastiques* de France, le Coz avait substitué les mots *affaires canoniques*. L'évêque de Dijon en avait fait autant. Vieille rectification des adversaires de l'ultramontanisme que Pie VII dénonça aussitôt à Napoléon : « Nous connaissons suffisamment la malice de ce changement, écrivit-il, et nous ne pouvons l'admettre. Nous nous sommes cru obligé d'en prévenir sur-le-champ V. M. puisque nous sommes pressé et qu'on n'a encore rien obtenu d'un petit nombre de réfractaires obstinés. » Le Saint-Père demandait que des mesures fussent prises « pour que nous ne nous trouvions point compromis et que rien ne puisse troubler ou souiller l'auguste fonction de demain matin ». Il ne se contentait point de faire appel à l'esprit de justice de l'Empereur, il stimulait le zèle de Fesch en lui écrivant de sa main un mot où il lui faisait sentir sa responsabilité dans l'issue de l'affaire (2).

A cet appel, Fesch ne se déroba point puisque, dans le cours de la même journée, il put écrire à Fouché que, le Pape exigeant une rectification, Sa Majesté avait daigné accéder à la demande du Saint-Père. Il adressait au Ministre de la Police deux copies de la déclaration « telle que la demande Sa Sainteté », en le priant de la faire souscrire à M. l'archevêque de Besançon et à M. l'évêque de Dijon. Était jointe à ce billet une formule, minutée de la main de Fesch : « Je n'hésite point à déclarer à Votre Sainteté que depuis l'institution canonique

(1) Le Coz à l'Empereur, 9 frimaire (30 novembre), A. N., AF IV 1045.

(2) Pie VII à Napoléon, 1^{er} déc. 1804, A. E., Rome 937, fo 134; à Fesch, même date, Arch. Rh., 1 F 97.

Sig.^{to} Carlo Simonini



Oramai non mancano che poche ore alla solenne funzione della incoronazione del Re nostro Magnifico Imperiale; e ancora nulla si è concluso intorno ai nostri vescovi. Che s'aveva sicuramente pensato di far recapitare le congratulazioni da questo punto, affine di prevenire ogni pubblicità che potesse turbare la funzione; e che fosse intervenuta dalla circostanza, onde preferir Noi, e l'egregio Clero d'Italia, a cui l'ha recata una splendida, da ogni rispetto anche legittimo di prevenzione. L'attendiamo con impatienza, onde meglio a voce l'ha potuto noi ricevere i nostri sentimenti; e con noi l'aspetto vedranno l'andole l'Appropria Benedizione.

-1. Dicembre 1804. Data sopra Resp. tenore.

P. J. B. V. H.

BILLET AUTOGRAPHE DU PAPE PIE VII A FESCH
Des Tuileries, 1^{er} décembre 1804
Arch. Rh., 1 F 97.

donnée par le Cardinal Légat j'ai constamment été attaché de cœur et d'esprit au grand principe de l'unité catholique et que tout ce que l'on m'aurait supposé ou qui aurait pu m'être échappé de contraire à ce principe n'a jamais été dans mes intentions. Je professe un attachement sincère et entier au Saint-Siège et soumission à ses jugements sur les affaires ecclésiastiques de France (1). » Cette formule que Napoléon acceptait d'imposer aux évêques présentait une différence par rapport à la précédente. L'allusion de rigueur à la condamnation de la Constitution Civile s'y trouvait précédée d'une phrase de nature à laver les signataires de tout soupçon de duplicité dans leur conduite depuis 1802, — phrase presque textuellement empruntée à une lettre où, la veille, Le Coz avait protesté contre les calomnies dont il se disait victime. La satisfaction donnée aux constitutionnels était, somme toute, platonique. Ils en jugèrent ainsi puisqu'ils se récusèrent, — du moins quatre d'entre eux. Deux, Périer et, chose étrange, Lacombe, qui passait pour un des plus intraitables, capitulèrent, dans des circonstances mal connues. Restaient sur leurs positions Le Coz, Saurine, Raymond et Belmas.

Le matin même du Sacre, Pie VII adressa à Fesch un dernier billet personnel, traduisant les angoisses qui toute la nuit avaient torturé son âme (2). Il lui confiait une déclaration officielle destinée à établir, si les insoumis assistaient à la cérémonie, qu'ils n'y étaient venus que contre la volonté expresse du Pape et n'avaient pu recevoir de lui aucun signe de communion. De fait, à l'exception du seul Saurine, tous avaient été invités par le gouvernement à Notre-Dame.

Après le Sacre, Pie VII ne mit en avant aucune réclamation, aucun autre thème de négociation, avant d'avoir obtenu satisfaction sur ce point irritant.

Le 3 décembre, les quatre évêques signaient une formule analogue à celle de Fesch ; mais ils tenaient à ajouter aux mots « jugements du Saint-Siège » la réserve : « qui n'ont rien de contraire au Concordat et

(1) Fesch au Ministre de la Police, 1^{er} décembre, Arch. Archev. Les mêmes archives contiennent deux lettres adressées le même jour à Pie VII par Périer et Belmas, publiées par M. DUDON, *Pie VII et les évêques constitutionnels*. « Études », janvier 1905 : elles présentent comme de actes de soumission, mais ne sont pas conformes à la minute de Fesch. Périer cependant dut donner satisfaction, car il ne fut plus question de lui ; de même le silence se fit pour Lacombe, dont les amis expliquèrent la défaillance en le disant très affaibli dans ses facultés.

(2) Arch. Archev. ; cf. DUDON, « Études », janv. 1905.

à la fidélité que je dois à la personne de l'Empereur Napoléon I^{er} (1) ». Saurine commenta ces corrections à l'adresse de l'Empereur lui-même :

« Sire, on m'a présenté à signer une déclaration qui m'a d'abord paru contraire aux libertés de l'Église gallicane, à cette doctrine que nos pères ont constamment soutenue comme nécessaire à la sûreté du Souverain, du chef de l'Empire, et à la tranquillité de l'État. Elle parle de jugements du Saint-Siège, dont je n'ai nulle connaissance certaine, et sur lesquels elle ne s'explique point : mais comme Son Éminence le cardinal Fesch et son Excellence le ministre des Cultes m'ont assuré que par jugements du Saint-Siège on doit entendre des jugements réguliers et canoniques, des jugements approuvés de l'Église universelle, comme ils m'ont également assuré qu'il n'était ici question d'aucun jugement personnel ni par conséquent d'aucune censure, ce qui me persuade que ces jugements ne regardent que le Concordat auquel j'ai adhéré de cœur et d'esprit, je me suis déterminé à souscrire cette déclaration dans ce sens seulement, pour donner à V. M. I. une nouvelle preuve de l'attachement inviolable que je lui ai voué et à Sa Sainteté une autre preuve de déférence et de respect.

« J'espère que V. M. I. ne trouvera pas mauvais que je sois fermement résolu de ne jamais m'écarter de la fidélité que je dois à nos saintes maximes, qui me sont d'autant plus précieuses qu'elles intéressent essentiellement la sûreté individuelle de votre personne sacrée. Je déclare en conséquence que je n'entends faire aucune espèce de rétractation, ni condamner des principes qui nous ont menés à un résultat aussi heureux, ni reconnaître en aucune manière les bulles ou brefs attribués à Pie VI qui les condamnent, n'ayant jamais eu d'autre intention que de faire le bien, de maintenir la Religion avec l'unité catholique et la soumission due au gouvernement. J'avais espéré qu'on se serait conformé à la règle que V. M. I. nous avait fait prescrire si sagement par ses ministres, qu'on aurait senti comme elle la nécessité d'oublier le passé, seul moyen de tarir les disputes, de rétablir la paix, l'union et la tranquillité ».

Les constitutionnels faiblissaient dans leur résistance. Les défections avaient éclairci leurs rangs, des deux tiers depuis le Concordat, de deux unités encore depuis le Sacre. Le Coz mis à part, il ne restait dans la résistance que les moins recommandables par leur tenue et leur doctrine.

(1) Copie des déclarations de Belmas, Saurine (2 décembre); Le Coz et Reymond (3 décembre), revue par Fesch dans Arch. Archev; Saurine à l'Empereur, 12 frimaire (3 décembre), A. N., AF IV 1045).

D'ailleurs, ils donnaient barre sur eux par leur prétention même à justifier leur conduite. Pour établir aux yeux de leurs diocésains, aux yeux de leurs sectateurs, l'orthodoxie de leurs principes, il leur fallait être admis à la communion du Pape. Or, s'ils insistaient pour obtenir une audience (1), ils se voyaient aussitôt offrir un acte de soumission à signer. Enfin ils ne pouvaient résister aux exigences du Pontife Romain qu'avec l'appui du pouvoir civil, et ils sentaient bien que cet appui se dérobaient. Saurine n'avait pas tort de soutenir qu'en cédant l'Empereur abandonnait les règles politiques posées par le Premier Consul lors de la pacification religieuse du pays. Néanmoins Napoléon restait sourd à ces démonstrations. Ce silence, l'attitude du ministre de la Police, déconcertaient les constitutionnels. A son tour, Le Coz sentait passer le vent de la défaite inévitable (2).

Le 21 décembre au soir, Portalis communiqua aux évêques qu'ils seraient reçus le lendemain dans la matinée par le Pape, qui se contenterait d'une déclaration raisonnable, sans *vétiller* sur les termes. Il n'y eut pas de procès-verbal de cette entrevue, mais le fait de la soumission ressort indubitablement des textes connus et des témoignages contemporains. L'audience ne s'est pas résolue en une scène « d'attendrissement de part et d'autre (3). » Il y a bien eu soumission, attestée, dira Pie VII plus tard dans une allocution consistoriale à Rome, « soit de vive voix, soit par des écrits que nous avons apportés avec nous ». Le texte de la formule souscrite est donné dans les mêmes termes par Portalis d'une part et par Le Coz d'autre part : le signataire promettait « soumission aux jugements du Saint-Siège et de l'Église catholique, apostolique et romaine sur les affaires ecclésiastiques de France (4). »

(1) Le Coz sollicitait un mot de Napoléon pour faire cesser son « cruel chagrin » d'être « privé de la satisfaction de rendre hommage au Père des Fidèles » (le Coz à l'Empereur, 13 décembre, A. N., AF IV 1045).

(2) Le Coz à Fouché, *Correspondance de le Coz*, II, 189.

(3) C'est la formule de Portalis dans son rapport à l'Empereur (1^{er} nivôse an XIII), A. N., AF IV 1045. Le ministre se contredit aussitôt puisqu'il déclare que le Coz « se perdit en discussions froides et théologiques et... sortit en refusant tout ». Il fallut remettre l'obstiné à Fouché qui, le lendemain, lui arracha une signature. Il y a donc eu discussion, et souscription d'un formulaire.

(4) Le Coz à Aubert, évêque démissionnaire d'Aix, 28 février, dans ROUSSEL, *Le Coz*, Append. Ce texte fut reproduit littéralement dans un récit de l'*Ami de la Religion*, le 20 novembre 1816, n° 238. Il avait donc été connu par des tiers d'une manière certaine. Le R. P. DUDON (« Études », 1905) a trouvé dans une note qu'il attribue à l'évêque d'Autun, de Fontanges, un interrogatoire détaillé qui aurait pu être fait par le Saint-Père, avant de recevoir les quatre à sa communion. Nous n'avons trouvé nulle part d'allusion à ces questions qui paraissent trop précises pour avoir été admises par

C'était bien l'ancienne formule, avec une brève addition qui, prise au sens gallican, paraissait subordonner la validité des décisions pontificales à l'assentiment de l'Église universelle. Mais à qui cette réserve devait-elle faire illusion ? Suffisait-elle à exclure les fameux brefs et rescrits de Pie VI, autour desquels tournait tout le différend, et qui ne rencontraient guère d'opposants dans l'Église universelle ? Le Coz lui-même n'osait le soutenir publiquement. Et il avouait à l'Empereur que, « même avec cette explication », ce n'était pas sans trouble qu'il avait signé (1). Sa correspondance prouve qu'il avait fort à faire à persuader ses amis qu'il ne s'agissait que d'une « soumission légale, conforme aux Concordats et aux antiques libertés de l'Église gallicane ».

Que, derrière les termes de rigueur, les « constitutionnels » aient entendu mettre un sens différent de celui que pensait Pie VII, la chose est hors de doute. Que les représentants de l'Empereur, Fesch entre autres, leur aient offert cette échappatoire, comme Saurine semble l'insinuer, cela est possible. Le sort des formulaires, si souvent vérifié au cours de l'histoire des sectes, n'est-il pas de se prêter facilement à toutes les interprétations et d'autoriser plus d'une restriction mentale ? Le résultat important, c'est que, comme l'atteste l'abbé Picot, « quoi que ces évêques aient pu dire depuis, il est certain qu'ils se soumirent alors, et ces faits ont eu trop de témoins pour être ignorés (2) ». Des six irréductibles de novembre 1804, un seul osa nier ensuite publiquement s'être rétracté : ce fut Saurine, qui confia au *Courrier du Bas-Rhin* du 13 nivôse le soin de venger la constance de ses principes. On mesure ici le chemin parcouru depuis 1802, où les constitutionnels avaient hautement et unanimement repoussé le pardon du Saint-Siège.

Consalvi, lorsqu'il reçut à Rome le récit de l'entrevue du 22 décembre, salua le résultat obtenu comme un « vrai triomphe de la religion ». Sans doute était-il intéressé à exagérer le succès, autant pour en faire honneur à Pie VII, à qui il l'attribuait tout entier, que pour étouffer d'avance toute rectification de constitutionnels. Mais croit-on que, si

les intéressés. Le Coz nie au contraire qu'il ait été expressément question de la Constitution civile du clergé (à Damois, 24 vend. XII, dans *Correspondance le Coz*, II, 237).

(1) Le Coz à l'Empereur, 30 frimaire (21 déc.), A. N., AF IV 1045. Cf. *Correspondance le Coz*, II, 190-191, 226, 237, etc. Il semble que le Coz s'enhardisse peu à peu, et mette plus d'insistance à nier toute rétractation, à partir du moment où il a reçu le *pallium*.

(2) PICOT, *Mémoires*, III, 433.

l'issue avait été seulement douteuse, personne n'aurait pas saisi l'occasion de se plaindre d'un manquement de Napoléon à la parole donnée ? A peine Consalvi émit-il le regret que les circonstances de la réconciliation n'aient pas reçu de publicité et que le Pape se soit rangé à « l'avis de l'Empereur qu'on ne fasse pas trop de bruit autour de l'affaire des constitutionnels, puisque tout est allé vraiment bien (1) ». Mais Pie VII ne devait pas se départir d'une discrétion qui était la sagesse même. Revenu à Rome, il se contenta, dans l'allocution consistoriale du 26 juin 1805, d'annoncer avec joie « le retour sincère de quelques évêques à l'unité catholique » et d'exprimer l'espoir de leur persévérance (2).

La défaite des constitutionnels, si elle n'était pas prouvée par des textes hors de discussion, par les affirmations du Pape, par le sentiment des témoins, éclaterait dans l'effet considérable que produisit la soumission de décembre 1804. Sans parler du mouvement qui se produisit dans le clergé de second ordre et qui pouvait résulter de pressions et d'intimidations, il faut signaler, en quelques mois, la soumission de l'ex-évêque André Garnier, adressée par Caprara, la rétractation de l'ancien évêque de Troyes, J.-B. Blanpoix, reçue par Pie VII lui-même à Mâcon (3), et, surtout, sur la route du retour, à Florence, la réconci-

(1) Consalvi aux Nonces, 17 janvier, 9 février 1805 ; à Morozzo, 6 février ; Vat. Cif. Nunz. V, f^{os} 309, 311, 317. Dans ses *Mémoires* (II, 414), Consalvi parlera de cet épisode comme du seul sujet de consolation que le Pape trouva dans son voyage de Paris.

(2) Allocution consistoriale du 26 juin, dans THEINER, II, 324. Pie VII, quelques soupçons qu'il pût concevoir sur la sincérité des réconciliés, ne remit plus leur soumission en doute. Le Coz reçut le pallium, « décoration » d'usage pour les archevêques, mais envoyé « de la manière la plus flatteuse ». Cette modération était approuvée par le sage Émery, qui écrivait le 1^{er} septembre 1807 à Fournier, devenu évêque de Montpellier : « Vous me demandez si vous n'avez pas bien fait d'obliger les constitutionnels... de se soumettre aux brefs du Pape... Il est certain que vous avez pu et dû exiger tout ce qu'a exigé le Pape des évêques constitutionnels à Paris. Je n'ai point sous les yeux les actes. Il y eut des raisons pour ne les point rendre publics : mais le Pape fut content d'eux et certainement il ne l'aurait pu être, s'ils n'avaient pas été soumis aux décisions de ses prédécesseurs et aux siennes. Mais dans la déclaration qu'on est en droit d'en exiger, encore faut-il des ménagements pour la faiblesse humaine. Ainsi à Paris quand nous réconciliâmes tant de constitutionnels, nous n'exigeâmes point d'eux le mot de rétractation qui répugnait à plusieurs : mais ils se rétractèrent dans le fait et nous donnèrent encore plus que nous ne demandions ». (Papiers Émery, Arch. Saint-Sulpice).

(3) *Le Bulletin de police* du 3 pluviôse (27 janvier) signale l'existence d'un écrit qui circule dans le Nord pour engager les derniers constitutionnels à se rétracter « et assure que le pape l'exige », d'HAUTERIVE, *Police Secrète*, I, n^o 820. Sur les soumissions d'évêques, Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 281, et Ep. Nap. Italia 6 b. On ne voit pas pourquoi M. Boulay

liation de l'évêque Ricci, dont le retentissement en Italie fut considérable. L'ancien évêque de Pistoie, le champion du joséphisme dans la Péninsule, vivait depuis des années dans la retraite, ayant donné sa démission, tout en protestant qu'il n'avait jamais cessé d'être dans la communion de l'Église. Lors du voyage d'aller de Pie VII, il s'était flatté de se faire recevoir par le Pape. Le ministre Tassoni avait appuyé sa demande auprès de Fesch : mais l'indisposition de l'ambassadeur l'avait empêché de négocier une réconciliation, que Ricci d'ailleurs hésitait encore à acheter au prix d'une rétractation (1). L'évêque de Pistoie ne manqua pas de se faire tenir au courant des événements de Paris. Son correspondant, le prêtre Degola, ami de Grégoire, lui manda que le Coz et Saurine, « visiblement fortifiés de Dieu », n'avaient signé qu'une formule insignifiante : « le Pape dut s'en contenter et faire cesser toute vexation ultérieure ». En dépit de ces belles assurances, lorsque le Pape repassa, cinq mois plus tard, à Florence, Scipion Ricci consentit entre ses mains une complète rétractation, qu'il devait confirmer plus tard de plusieurs déclarations écrites, acceptant sans réserve la bulle *Auctorem Fidei* qui condamnait les propositions du synode de Pistoie. Encore une fois se vérifiait, au profit du Saint-Siège, la répercussion des événements de France sur la situation du catholicisme dans les pays limitrophes.

Si la Curie retirait de l'extinction du schisme en France une satisfaction particulièrement désirée, elle en avait toute l'obligation à l'Empereur. Napoléon, qui avait naguère imposé l'admission d'un certain nombre de constitutionnels dans l'épiscopat concordataire, qui les avait défendus contre tout retour sur le passé, fut, au moment du Sacre, l'auteur de leur soumission. Peut-être son oncle, négociant à Rome le voyage du Pape, avait-il préjugé de ses intentions ; il n'en fit pas moins exactement exécuter les engagements pris en son nom. Avait-il été influencé par l'hostilité de Fesch aux constitutionnels, par

de la Meurthe affirme que la présence du Pape ne put grossir le nombre des réconciliés (*Rétabl. du Culte*, p. 357).

(1) Tassoni recommandait Ricci à Fesch, en insistant sur son attachement « aux principes de l'Église gallicane, ses liaisons intimes avec des Prélats respectables de la dite Église, dont vous êtes, Monseigneur, un des plus grands ornements ». Cf. la lettre de Degola à Ricci (5 janv. 1805) dans RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I, 130. On exagérerait difficilement l'importance qui fut attachée à Rome à cette soumission de l'évêque de Pistoie. La place que Pie VII consacre à l'incident dans son *Allocution consistoriale* est significative. Degola blâma Ricci de cette rétractation qu'il rangeait plus tard dans le « catalogo noiosissimo delle tante millantate ritrattazioni del Febronio, dei vescovi costituzionali » (RUFFINI, *La vita religiosa d'Alessandro Manzoni*, II, 245). Ricci pro-

tant d'insistance en faveur des demandes romaines? En tous cas, il ne céda que s'il crut périmées les raisons d'opportunité politique qui l'avaient inspiré en 1802, et s'il reconnut que le cardinal Grand Aumônier traduisait l'état d'esprit de la grande majorité des catholiques français. Force est bien de constater que l'Empereur mit en quelque sorte le « bras séculier » à la disposition du Pape. Lorsque les efforts de Fesch, médiocrement qualifié à coup sûr, eurent été sans effet, le ministre de la Police Générale fut requis, — Fouché lui-même, l'ami de toujours des Grégoire et des Périer, le protecteur insigne des constitutionnels. Rentré en possession de son portefeuille ministériel depuis quelques mois à peine, l'habile Fouché comprit que l'orientation nouvelle du gouvernement napoléonien rendait moins aisée qu'autrefois la défense des principes ou des souvenirs de la Révolution. Il céda aux nécessités du moment et il entraîna à sa suite l'archevêque de Besançon. A lire la correspondance de L.e Coz, connue presque jour par jour, on constate que le « docteur des constitutionnels » prit pour mesure de sa résistance l'appui qu'il espérait de Fouché, et, à sa suite, se résigna à l'inévitable. Le ministre de la Police fut le *deus ex machina* des ultimes soumissions (1).

La bonne volonté de Napoléon envers Pie VII ne se démentit pas, même après le Couronnement, même après la soumission. A la suite de l'article inspiré au *Courrier du Bas-Rhin* par Saurine, le *Moniteur* publia une note très sévère, blâmant des déclarations qu'il affectait d'attribuer à l'influence des ennemis de l'évêque, et taquant le préfet qui avait laissé passer « de telles rapsodies », écho de ces « débats scandaleux aussi contraires à la religion qu'à l'ordre public. » Quelques phrases rendaient un son nouveau : « Toute l'Eglise, tous les divers partis politiques se réunissent désormais dans une seule opinion. La loi de l'Etat régit l'Etat, la loi de l'Eglise régit l'Eglise depuis que l'expérience a démontré les inconvénients des conciles généraux ». L'em-

testa auprès de ses amis que sa transaction avec le Pape n'avait été qu'un *sacrificio grammaticale*, un sacrifice de forme. En réalité, dit la *Storia d'Italia*, VII, 667, elle constituait une condamnation sans conditions de l'œuvre des réformes entreprises sous le grand-duc Léopold.

(1) Jauffret, attaché au ministère des cultes, dit très nettement que le Coz et Saurine ne signèrent que parce que Napoléon les menaçait « de leur retirer sa protection, s'ils persistaient dans leur refus » (*Aff. ecclésiastiques*, I, 418). Si notre interprétation du rôle de Fouché est exacte, il faudrait admettre que l'intransigeance du ministre dans ses idées jacobines a cédé sur ce point. Par contre, on s'expliquerait que Fouché, ayant eu la main forcée par l'obstination de Fesch, lui ait voué une rancune sans merci.

pereur sacré par le Pape faisait à l'autorité du Pontife la part plus large que l'auteur du Concordat. Un peu plus tard, le même *Moniteur* reproduisit le texte de l'allocution consistoriale où Pie VII exposait au Sacré Collège les conditions de la réunion des constitutionnels. Le Coz protesta auprès de Fouché, se récria que cette homélie, « brandon qui va rallumer dans mon diocèse tout le feu des anciennes disputes », réduisait à néant les espérances de pacification. Sa protestation se perdit dans le silence (1).

Le Gouvernement Impérial avait rempli ses engagements aussi complètement que pouvait le souhaiter Pie VII et que l'avait promis le cardinal Fesch.

*
* *

Par l'énergie avec laquelle il avait posé, puis maintenu la question des constitutionnels, Pie VII avait obtenu satisfaction sur un premier point, le plus important pour lui. Fait curieux, il ne sembla pas aussi pressé d'engager la conversation sur les autres questions qui lui tenaient à cœur, puisque ce n'est qu'en février, deux mois après, que les Romains transmirent au gouvernement français l'exposé de leurs desiderata. L'abbé de Pradt s'est étonné plus tard que le Pape n'ait pas poussé, plus vite et à fond, les avantages qui lui restaient. « Avec Napoléon, dit-il, ce qui n'était pas fait d'emblée, ou consigné au *Moniteur*, courait de grands risques d'échouer. Par le premier mouvement, il commençait par ouvrir largement la main : par le second, il la resserrait en comptant ». L'empressement paraissait cependant de mise, car les documents échangés avant le voyage comportaient moins d'engagements positifs que de promesses facultatives (2). La déférence que l'Empereur manifestait à Pie VII, ses protestations de bon vouloir, laissaient aux Romains « confiance d'obtenir sinon tout, du moins une grande partie ». Ils prirent le temps non seulement de mettre au point les demandes dès longtemps préparées en Curie, mais encore d'étudier celles qu'apportaient les évêques français, pour fondre les unes et les

(1) *Moniteur*, 25 nivôse an XIII-15 janvier 1805 ; 18 messidor an XIII-7 juillet 1805. Le Coz à Fouché, dans ROUSSEL, *Correspond. de le Coz*, II, 222.

(2) DE PRADT, *les Quatre Concordats*, II, 217. On peut expliquer, en partie seulement, ces délais par le programme assez chargé de visites et de fêtes auxquelles le Pape était convié [cf. *Annales littéraires et morales*, de Boulogne, 1805 (t. III, p. 247-280)]. D'autre part le secrétaire d'État de la petite cour, Antonelli, victime d'un refroidissement, fut malade dangereusement pendant tout le mois de décembre, et ne put se mettre au travail que vers la mi-janvier (Arch. Rh., 1 F 97).

autres en un seul document. Travail rendu malaisé par la distance qui séparait les préoccupations du clergé national de celles des congrégations romaines, sans parler des différences de mentalité et de tempérament qui s'accusèrent entre les deux clergés à mesure que se prolongea le séjour du Pape (1).

En venant à Paris, le cardinal di Pietro avait apporté une liste analytique des matières ecclésiastiques à traiter. Il y avait inscrit, dans l'ordre : les Articles Organiques, la législation sur le mariage, les décrets Melzi modifiant le Concordat italien, la situation religieuse à Bologne, dans le Parmesan et le Piémont, la soumission des constitutionnels. Questions surtout de nature théologique, qui concernaient les pays italiens au moins pour moitié : on peut même se demander si la protestation contre les Organiques n'était pas inspirée par la crainte de les voir étendus aux régions non françaises plutôt que par l'espoir d'obtenir une modification, peu vraisemblable, de la coutume gallicane. En face de ce document romain, un mémoire français, probablement d'origine épiscopale, rédigé à l'intention du Pape, permet de dresser le tableau des réclamations de notre clergé (2). L'auteur insistait surtout sur l'insuffisance du personnel et des moyens d'action dans l'Église gallicane : « Ce serait en vain, disait-il, que nous devrions à l'Empereur le bienfait du rétablissement du culte catholique, si les autels relevés par sa main devaient être renversés, et les églises demain désertes, faute de prêtres ». Il se prononçait pour l'accroissement du nombre des évêchés, l'augmentation de leurs dotations et des traitements de tous les ecclésiastiques et se plaignait de l'insuffisance des lois sur les séminaires. Le rétablissement des Chapitres avec leurs droits et privilèges, la restauration de certaines fêtes solennelles étaient souhaités, ainsi que la soumission sans équivoque des constitutionnels. Une série de vœux, concernant l'autorisation des congrégations, les relations avec les autorités civiles, la publicité du culte à Paris, présentés avec moins d'insistance, achevaient le mémoire.

Comparons cette énumération et le catalogue de di Pietro. Un seul point de rencontre : la soumission des constitutionnels (et sans doute

(1) De Pradt en fait un tableau assez méchant, mais pittoresque, *Quatre Concordats*, II, 214-218 ; PACCA, *Mémoires*, II, 285, a jugé sévèrement la composition de la suite du pape, « prélats qui n'avaient rien de distingué dans leur extérieur ni de prévenant dans leurs personnes ».

(2) Note du Cardinal di Pietro, 3 sept. 1804, Vat., Ep. Nap. 281/33 ; *Mémoire* (anonyme en français), Vat., Ep. Nap. Francia 3.

est-ce parce qu'elle était, de part et d'autre, désirée, qu'elle fut obtenue en premier lieu). Partout ailleurs, divergence. Pas un mot dans le document français contre les Organiques, ou contre le Code Civil, soit que l'auteur craignît de porter atteinte aux libertés gallicanes, soit qu'il parût impossible d'obtenir satisfaction. Au contraire les questions pratiques, intéressant l'Église concordataire dans sa vie et son activité quotidiennes, paraissent avoir été ignorées des conseils du Saint-Père jusqu'aux révélations de notre clergé.

L'effort fait pour souder les unes aux autres les réclamations romaines et gallicanes aboutit vers la mi-février. Le 21, Pie VII remit directement à Napoléon un grand mémoire intitulé : *Rappresentanze del Papa a S. M. l'Imperatore de Francesi sugli affari della Religione cattolica in Francia* (1). L'intention annoncée était de montrer les maux que produisait l'exécution mal entendue du Concordat : « Si V. M. n'y pourvoit promptement et efficacement, non seulement le bien que l'on a voulu procurer à la France par le Concordat restera imparfait, mais le Concordat lui-même, c'est-à-dire notre grande entreprise, périra, en entraînant la ruine totale de la religion catholique. Plaise à Dieu, qui tient dans ses mains le cœur des Rois, de nous accorder la même grâce que les fastes anciens attestent avoir été accordées à un de nos prédécesseurs, Étienne IV, lequel étant venu en France pour les mêmes objets qui nous y ont appelé, après avoir couronné Louis le Débonnaire, fils de Charlemagne, avec Hermengarde son épouse, obtint de lui tout ce qu'on sait qu'il demanda ». Après cet exorde et cette allusion historique peu propres à convaincre l'Empereur, les besoins de l'Église étaient groupés sous quatre titres. Le premier était le plus développé : il y était question des entraves mises à l'exercice de la religion. La publicité du culte n'était présentée que comme un idéal souhaitable. Par contre, les Organiques atteignaient la liberté de l'Église dans son gouvernement (soumission du clergé à une administration civile); dans son enseignement (art. 3 sur la réception des décrets conciliaires; art. 17 et 52 sur l'examen de la doctrine et la surveillance du langage des prêtres; art. 23 et 24 sur les séminaires); dans ses lois (contradiction entre le droit canon et la législation civile sur le

(1) Le texte original se trouve dans les « Papiers de Fesch » aux Arch. Ar chev., sur un grand papier avec admirable filigrane unissant les armes de Pie VII et celles de Napoléon, avec la devise « Una duobus vis atque virtus ». Ce document étant très long, le Pape en avait fait faire un résumé ou « *Ristretto delle Rappresentanze...* » que Napoléon pût lire lui-même. Plusieurs copies et traductions des *Rappresentanze* et du *Ristretto* figurent dans les mêmes archives.

mariage). « A l'esclavage où la religion catholique est maintenant réduite en France, en vertu de ces règlements, se joint celui qu'elle souffre, certainement contre les intentions de votre Majesté, par les entreprises des dépositaires du pouvoir politique par qui le ministère sacré est plus ou moins contrarié ou arrêté à chaque pas ». Au titre II, le Pape protestait contre les serments imposés aux ecclésiastiques autres que celui prévu par le Concordat, notamment contre celui de la Légion d'Honneur et celui qu'instituait le Sénatus-Consulte du 28 floréal. Le titre III ne faisait qu'annoncer un mémoire particulier sur la situation matérielle du clergé de France. Le titre IV groupait quelques demandes relatives à la discipline, où l'on eût pu reconnaître les désirs de l'épiscopat français. Tout ceci aboutissait à la conclusion : « En voyant une famille catholique placée sur le trône de France, quoi de plus naturel que d'espérer que la Religion catholique dominante en effet le soit encore déclarée de droit ? »

En somme, les griefs qui faisaient le fond des *Représentations*, — ils en remplissaient les deux titres les plus importants, — étaient ceux qui, depuis trois ans, étaient collectionnés au Quirinal par les consultants des Congrégations. Le point de vue exclusivement théologique où se plaçaient les auteurs — en l'espèce di Pietro, le P. Fontana et Mgr Bertazzoli, — donnait à leur énoncé une portée générale, une amertume et je ne sais quoi d'abrupt qui devait mettre en défense non seulement les politiques, mais les canonistes français.

En dehors de l'Empereur, Fesch fut le seul Français à qui le Pape voulut communiquer les *Représentations*. « Sa Sainteté, disait le cardinal Antonelli dans une lettre d'envoi aussi flatteuse qu'insistante, ne les confie qu'à Votre Éminence, tant en sa qualité de Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. près le Saint-Siège, que parce qu'Elle est un des plus zélés archevêques du siège le plus célèbre de la France, et le canal de toutes les faveurs et bienfaits que l'Église et le Clergé de France attendent de la médiation de V. E. » Le Saint-Père rappelait qu'il n'était venu en France que pour procurer à l'Église « tous les avantages qui lui ont été promis plusieurs fois. V. E. en a été garant, et c'est d'après ses paroles et ses notes ministérielles que le Saint-Père conçut, avant son départ de Rome, des espérances capables de lui faire surmonter les obstacles... du voyage... Il ne reste plus qu'à voir... V. E. employer son zèle et son crédit efficace pour obtenir de S. M. les grâces que le Saint-Père demande dans les remontrances ci-incluses. Que son attente ne soit pas trompée, étant fondée sur de

telles promesses. Que le monde ne puisse pas critiquer un voyage qui, ayant eu pour but le bien de l'Église de France, aurait été inutile si le Saint-Père n'obtenait l'objet de ses désirs (1) ! »

Il ne restait guère d'échappatoire à l'ambassadeur. S'il fit une réponse directe, elle ne nous est pas parvenue. Du moins, deux minutes conservées dans ses papiers établissent sans équivoque la position qu'il adopta : elle est contraire aux espoirs exprimés par Antonelli. Dans l'une (à l'usage du ministre des Cultes sans doute) il défend résolument les lois organiques : il ne faut, dit-il, « rien céder... sur tout ce qui regarde les principes qui tiennent à la souveraineté », puis il s'inscrit en faux contre les plaintes « sur le prétendu esclavage des évêques » (2). Dans l'autre, à l'intention du Cardinal Antonelli, il se range aux côtés de son gouvernement à propos des serments imposés aux ecclésiastiques par les constitutions de l'Empire. De cette dernière, citons un fragment qui illustre la conception que Fesch avait des droits respectifs des évêques et du Saint-Siège dans une question de discipline générale.

Après s'être emporté contre les « esprits turbulents », les « zelanti » qui, au lieu de prendre le jugement de leur évêque sur place, prétendent consulter directement le Pape sur la licéité du serment, il s'écrie : « La France n'est plus en révolution. L'Église de France est organisée. Il n'est pas permis à des prêtres de ne pas écouter les évêques ou de décliner leur tribunal en matière de doctrine. Ce sont les juges compétents qui, sur les lieux, doivent connaître de l'état des choses. Sa Sainteté pourrait-elle ne pas rappeler à leurs devoirs ces prêtres insubordonnés sans saper la discipline de l'Église ?... »

« Le soussigné ne prétend pas affaiblir d'aucune manière le dogme qui établit Sa Sainteté juge de la doctrine, mais il insiste pour qu'elle rétablisse les principes de l'Église sur les jugements canoniques et qu'on fasse cesser en France cet esprit de fluctuation et d'orgueil qui fait déconsidérer les évêques, qui attaque les privilèges de l'Église gallicane, qui est l'origine des appels comme d'abus, qui constitue le gouvernement français dans la nécessité de se mêler des affaires en contravention avec les S. Canons (?) dont il est le protecteur.

« C'est en écoutant des plaintes indiscretes et fausses qu'on ne cesse de décrier l'administration de l'Église de France, et que, dans Rome,

(1) Antonelli à Fesch, 22 février 1805, des Tuileries. Arch. Archev.

(2) *Note sur les affaires ecclésiastiques de France* (s. d.), Arch. Archev. ; liasse *Voyage du Pape*.

dans le Sacré-Collège, il y a des hommes qui croient encore dans l'état de persécution et de tyrannie (*sic*) ; c'est en écoutant et répondant à des plaintes semblables qu'on avilit la dignité de l'épiscopat, dont les faux zélateurs voudraient se débarrasser en s'adressant au Souverain Pontife (?) dans les affaires générales, méconnaissant le corps des Pasteurs de l'Église de France. Ce Concile permanent des Gaules, si grand dans l'antiquité, si respecté dans l'Église universelle, n'existerait-il donc plus ? Dieu permettrait-il qu'il ne fût plus digne de sa vocation, après tant de miracles qu'il a faits pour le rétablir ?

« Le Légat de Votre Sainteté abandonnera l'Église de France. Le temps approche où elle sera immédiatement gouvernée par ses Pasteurs, et si dans ce moment où Sa Sainteté y tient un représentant on ose vouloir la tromper sans considération pour les Évêques, de quelles impostures le Saint-Siège ne serait-il pas affligé lorsqu'il n'y exercera que les droits de discipline générale ?... (1) ».

Ni pour la forme, d'une effroyable lourdeur, ni pour le fond, cette page ne peut constituer une bonne défense des libertés gallicanes. Mais elle est un document essentiel pour juger du peu de sympathie de Fesch à l'égard de l'ultramontanisme. L'indignation qui l'anime contre les prêtres coupables de recourir au Saint-Père est à la fois celle du premier pasteur qui n'admet pas qu'on ignore ses droits et celle du Napoléonide, outré des doutes entretenus sur l'indépendance du clergé concordataire. Il va jusqu'à taxer de transitoire, d'anormale, la situation où un légat du Souverain Pontife a juridiction sur une Église nationale ; jusqu'à dicter au Pape, au nom des principes de l'Église, la mesure de son respect pour les privilèges gallicans.

Avec quelle attention Fesch veillait sur ces privilèges, un incident le confirme, dont le récit a été fait par Napoléon lui-même. Le Pape avait apporté à Paris la fameuse lettre écrite par Louis XIV vieillissant à Clément XI, et où le roi de France renonçait à imposer l'enseignement de la Déclaration de 1682. Il la présenta à l'Empereur, l'adjura de prendre le même engagement, dans le secret, en dehors de quiconque. Napoléon n'eut qu'à en dire un mot à ses évêques, pour que ceux-ci lui découvrirent « l'espèce de piège » qui lui était tendu. Le cardinal Fesch, le premier, puis les évêques de Troyes, d'Autun, d'Aix, de Bourges, les théologiens Duvoisin et Boulogne furent unanimes à prononcer « qu'il n'y avait rien de plus important pour

(1) Minute (s. d.) dans Arch. Rh., 1 F 97.

l'État et pour l'Église elle-même que de maintenir les propositions de 1682 » (1). Cet épisode paraît cependant moins significatif que la lettre que nous avons citée : il peut laisser supposer Fesch moralement obligé à se prononcer pour le gallicanisme, et par la responsabilité dont il se sentait chargé devant son neveu, et par le sentiment de ses confrères ; au contraire ce qu'il écrit en tête à tête avec soi-même, dans le mouvement ardent de ses convictions, ne permet de douter ni de son hostilité à l'ultramontanisme, ni des sentiments qui l'inspiraient.

Le ministre des Cultes, consulté de son côté par l'Empereur, se prononça dans un sens analogue. Le Mémoire pontifical tendait « à l'abrogation des lois fondamentales, des libertés de l'Église gallicane et des principes de tous les Gouvernements ». Portalis s'étonnait de ce nouvel assaut contre les Organiques, code de nos traditions « connues de toute la Chrétienté et à plus forte raison du Saint-Siège. » Il s'indignait que le Saint-Père put se constituer « juge de serments prescrits par l'autorité politique lorsqu'ils ne sont pas évidemment contraires aux principes de la foi et des mœurs » (2). Faut-il attribuer ces critiques à l'influence de Fesch qui aurait fait prévaloir ses arguments dans l'esprit du ministre ? Portalis n'avait besoin ni de ses lumières ni de son appui pour repousser ce qu'il considérait comme une offensive de grand style contre le gallicanisme. Personnellement, nous allons le voir, il était porté à céder à Pie VII moins que l'archevêque de Lyon. Et il eût été, s'il avait fallu, stimulé par les autres ministres, Talleyrand par exemple.

Napoléon, conformément au sentiment exprimé par tous ses conseillers, fit entendre au Pape qu'il lui était impossible de recevoir les *Représentations* dans leur première rédaction (3).

(1) Le fait a été raconté deux fois par Napoléon : en 1811 dans une entrevue avec le chapitre de Paris (cf. RICARD, *Le Concile de 1811*, p. 81) ; puis en 1816, à Sainte-Hélène (conversation du 17 août 1816, in *Mémorial de Sainte-Hélène*, II, 126). Il est rapporté aussi, dans une version un peu différente, par Rossi, *Osservazioni*. Lib. XVI, n° 60.

(2) Nous citons ici un projet anonyme dont une minute et une copie existent aux Arch. Archev., sous le titre de *Réponses proposées aux remontrances du Pape* ; Le P. DUDON (« Études », janv. 1905) le cite à plusieurs reprises comme étant de Fesch. Il est impossible d'y reconnaître le style du Cardinal, alors que tout, la pensée, la forme, le papier (papier du ministère) doit le faire attribuer à Portalis, que Napoléon, comme le prouve une annotation avec sa griffe, avait chargé de « faire traduire ces demandes, les faire transcrire à mi-marche (sic) avec ses observations à côté ».

(3) BOULAY DE LA MEURTHE, *Rétablissement du Culte*, p. 366 sqq. ; Talleyrand avait
Napoléon et le Saint-Siège.

*
* *

A la fin du même mois de février, un second mémoire pontifical fut présenté. Moins développé, de forme moins solennelle, il ne remettait pas sur le tapis le problème général de l'interprétation du Concordat. Quelques observations visaient la législation française dans ses rapports avec la religion, par exemple la loi du divorce. Surtout une série de vœux se suivaient pêle-mêle, en faveur de l'observation légale du dimanche, de la proclamation du catholicisme religion dominante, du droit d'inspection des évêques sur les clercs, de l'exclusion des prêtres mariés hors de l'enseignement, de l'existence des congrégations religieuses, de la restitution du Panthéon au culte. Le problème de l'amélioration des moyens d'existence pour le clergé était réservé, et traité à part dans un Mémoire spécial. Le Pape sollicitait l'augmentation du nombre des évêques, des mesures financières et législatives en faveur des séminaires, l'exemption de la conscription pour les clercs, l'augmentation des traitements ecclésiastiques. Un tableau en deux parties confrontait les dotations affectées au culte et celles qui paraissaient souhaitables ; en doublant les traitements du haut clergé (évêques et membres des chapitres), en augmentant d'un tiers ceux des desservants, en salariant les vicaires, et en ouvrant des crédits pour les églises cathédrales et les séminaires, le budget des cultes passerait de 12.840.000 à 37.390.000 francs.

La réponse française, préparée par Portalis, et expédiée le 21 mars, fut d'autant plus ample et courtoise, qu'elle ne donnait pas au Pape satisfaction complète (1). Les demandes qui rappelaient trop le grand Mémoire, qui paraissaient contraires à l'esprit de la Législation française, étaient éludées sous des protestations de bon vouloir. Le Code civil ne pouvait être changé sur le mariage, mais le gouvernement respectait la liberté pour les prêtres de se conformer aux prescriptions cano-

condamné ces « ambitieuses prétentions » de la cour de Rome, A. E., Rome 937, 11 ventôse an XIII.

(1) Le texte du second mémoire du Pape se trouve, mais sous forme de copie et de traduction non datées, dans les papiers de Fesch (Arch. Archév.) et aux A. N., AF IV 1694 (d'après ce texte, M. FÉRET a fait sa publication : *Le 1^{er} Empire et le Saint-Siège*, p. 48-53). La réponse de Portalis est aux A. N. (*ibid.*) ; elle a déjà été éditée intégralement par THEINER, *Les deux Concordats*, II, 271-280 (d'après les *Discours et rapports... sur le Concordat de 1801*, de PORTALIS, p. 296-306), et dans la *Corr. de Nap.*, t. X, n° 8457.

niques contre le divorce. Le droit d'inspection de l'autorité civile sur les clercs ne s'exerçait qu'en cas d'abus, et jamais au détriment des prérogatives épiscopales. Le respect du dimanche et des fêtes religieuses était suffisamment assuré en pratique et par l'exemple des fonctionnaires. La proclamation de la religion dominante, inutile puisqu'en fait le catholicisme jouissait de cette situation, eût été politiquement dangereux.

Beaucoup plus favorables étaient les réponses relatives à la situation du personnel et au culte. Là le gouvernement français pouvait faire valoir, non seulement un assentiment de principe, mais des mesures effectives, déjà prises ou en voie de réalisation. S'il n'envisageait pas le relèvement des dotations du haut clergé, il assurait, par décret du 5 nivôse, un traitement de 500 fr. à vingt-quatre mille prêtres. L'arrêté du 7 thermidor an XI, prescrivant la restitution aux fabriques des biens ecclésiastiques non aliénés, pourvoyait aux dépenses du culte. Une loi de l'an XII fondait six séminaires métropolitains, à la charge du trésor public. « La liberté laissée aux départements d'imposer, pour le supplément des frais du culte, s'étend indéfiniment à toutes les choses et à toutes les personnes qui sont consacrées au culte, elle achève de mettre les ressources en équilibre avec les besoins ». Avec plus de force encore Sa Majesté promettait des *ordres précis* pour l'éducation religieuse de la jeunesse, comportant l'exclusion « des prêtres mariés et l'entrée de l'évêque diocésain dans les administrations des lycées. La situation des religieux et religieuses, quand il s'agissait de cas individuels à régler, était examinée avec bienveillance ; les religieuses autorisées à vivre en commun « sous la condition de se conformer aux lois de l'État », même à se reformer en congrégations consacrées « au service des malades et à l'éducation des jeunes filles ». On ne pouvait rien relâcher des interdictions portées contre les « congrégations de prêtres » ou les « corporations qui pourraient bientôt devenir plus fortes et plus puissantes que le clergé même ». D'importantes et immédiates mesures étaient annoncées en faveur des missions étrangères : rétablissement des Lazaristes, autorisation de deux séminaires pour les Missions Étrangères et du Saint-Esprit ; mais seuls seraient admis des prêtres séculiers sous la juridiction de leur ordinaire.

A qui faut-il attribuer le départ ainsi fait entre les demandes du mémorandum pontifical ? Incontestablement à Portalis. Napoléon lui avait remis le soin de la réponse, et sur ce point, les espoirs que l'on avait entretenus autour du Saint-Père de voir l'Empereur aller, sponta-

nément, plus loin dans les concessions que les politiques de son entourage étaient trompés. Portalis s'était tenu aux limites de ce qu'autorisait la législation existante. A repousser les prétentions qui fleuraient l'ultramontanisme, il avait mis une vigilance peut-être aiguisée par quelque rancune : le premier mémoire du Pape ne contenait-il pas le vœu que la direction des Cultes fût confiée à un ecclésiastique ? A l'inverse, toute la réponse du 21 mars faisait apparaître le désir de donner satisfaction au clergé national : elle formulait des promesses sincères qui reposaient déjà sur un ensemble important de mesures favorables. Cependant elle restait en deçà des vœux des évêques, qui eussent contresigné, la plupart, tous les articles du second mémoire pontifical, inspiré de leurs doléances et appuyé par leur représentant, le cardinal Fesch.

Fesch avait en effet jugé les nouvelles réclamations du Pape « dignes du Souverain Pontife qui les présente ». Il aurait voulu une réponse telle que « si toutes ne sont pas accordées dans le moment, le Pape du moins ne doute pas qu'elles ne le soient en temps opportun (1) ». C'est qu'il avait, à part soi, un programme, — formé, ainsi que sa correspondance personnelle en fait foi, à la lumière de son expérience d'évêque, — pour le développement de l'Église Gallicane. Nous l'avons vu, ambassadeur à Rome, se tenir au courant de la marche de son administration diocésaine. Il avait fait préparer par ses vicaires des études « sur les justes plaintes qu'il faudra porter et tout ce en quoi il y aura besoin de main (2) ». Dans la capitale enfin, le Grand Aumônier avait recueilli les doléances et les vœux dont le concert montait du monde catholique rassemblé.

Sur les points essentiels : budget des cultes, séminaires, congrégations, missions, les vues du cardinal Fesch n'étaient pas très éloignées des demandes du second mémoire romain.

Il souhaitait certainement l'amélioration matérielle du sort du clergé. On ne peut assurer qu'il ait fait siens les chiffres ambitieux demandés par le Pape pour le budget des cultes ; il savait les difficultés financières et politiques qui s'y opposaient. Du moins suivit-il quelques réformes

(1) BOULAY, *Rétablissement du culte*, p. 386, ne donne pas l'origine de cette citation. Dans les papiers de Fesch (Arch. Archev.) nous n'avons trouvé qu'une minute incomplète, projet de réponse à Antonelli (6 germinal-27 mars) qui rend un son analogue.

(2) Fesch à Courbon, 1^{er} août 1804, *Papiers Fesch*. Arch. Archev.

amorçées : ainsi celle qui consistait à appliquer aux dépenses du culte le montant des pensions ecclésiastiques, au fur et à mesure de la mort des titulaires (1) ; ainsi, et plus encore, celles qui permettraient de doter les séminaires. Mais peut-être parce qu'il disposait de plus de ressources que ses confrères et parce qu'il avait plus de facilités pour en obtenir il donnait l'exemple de ne pas attendre les libéralités officielles pour entreprendre et pour persévérer.

Ainsi, avant que le gouvernement n'inscrivît au budget aucun chapitre pour la formation des clercs, l'archevêque de Lyon s'était révélé grand fondateur de séminaires. De quoi il tirait volontiers vanité, et même exemple à l'usage des évêques concordaires : « C'est à la plaie qui afflige l'Église de France qu'il faut penser, c'est-à-dire à l'établissement des séminaires, et un évêque qui en sentirait la grande nécessité ne penserait plus à la prédication ni à la confession. Je suis en outre convaincu que rien ne manquerait à un évêque qui se proposerait ce but comme le plus essentiel de son administration, et je suis intimement persuadé qu'un évêque, en faisant la visite d'un quart de son diocèse par année pourrait établir tous les ans un petit séminaire dans la partie visitée et qu'il se trouverait à la cinquième année à même d'établir un grand séminaire... (2) » C'est ce qu'il avait réalisé à Lyon : à l'époque du Sacre, il avait dans son diocèse cinq petits séminaires, le dernier en date, celui de l'Argentière, acheté et organisé entièrement à ses frais. Il mûrissait, depuis trois ans, le projet de se faire restituer par le gouvernement l'ancien bâtiment de Saint-Irénée pour y installer son grand séminaire et un séminaire métropolitain. Sur ce point, il avait été dirigé d'abord par Émery, lui-même ancien professeur au séminaire de Lyon, et qui connaissait les ressources de la ville. Mais maintenant sa hâte inquiétait quelque peu son prudent directeur. D'une part Fesch réquisitionnait presque les meilleurs sujets formés à Saint-Sulpice pour les besoins du seul clergé lyonnais, les arrachant aux diocèses voisins comme s'ils n'étaient dus qu'à lui. D'autre part, dans son désir de forcer la main à l'État, il risquait de lui livrer, en échange de secours matériels, un droit de regard sur le personnel et sur l'enseignement (3).

(1) A Napoléon, 19 thermidor an XIII, Arch. Rh., 1 F 21, 288.

(2) A. Jauffret, 23 novembre 1805, *Papiers Fesch*.

(3) Fesch, fondateur des séminaires, est assez bien connu par un certain nombre d'études, qui pourraient être complétées, mais donnent l'essentiel : voir DUDON (P.), *Fesch et les Séminaires lyonnais* in « Études », 20 août 1903 ; VANEL (J. B.), *Le car-*

Aucune objection cependant ne devait arrêter Fesch dans cette voie. La fondation des séminaires allait être la préoccupation dominante de son épiscopat. Et c'est là qu'il faut chercher le secret de certaines initiatives qui ont paru étonnantes aux historiens de la part de ce prêtre corse sans génie ou critiquables de la part de l'oncle de Napoléon. C'est en fonction de la prospérité des séminaires, de l'ingrante question des vocations, qu'il avait abordé le problème de l'éducation religieuse et de l'instruction publique tout court ; c'est en fonction de cette question qu'il avait résolu à sa façon le problème des congrégations.

À la fin de 1804, le diocèse de Lyon était un de ceux où florissait déjà le plus grand nombre de congrégations, actives et même contemplatives. Attribuer la responsabilité de cette situation à l'initiative personnelle et isolée de l'archevêque serait lui faire ou trop d'honneur ou un grief immérité. Il suffit de parcourir les *Annales* de Boulogne, par exemple, pour voir comment plusieurs évêques, à cours de personnel ou soucieux d'étendre l'influence de la religion, avaient tendance à encourager la renaissance des congrégations d'hommes ou de femmes, dont tous les catholiques d'ailleurs admettaient, contrairement à la thèse gouvernementale, qu'elles étaient indispensables à la vie de l'Église. Tantôt les *Annales* décrivaient la reconstitution des congrégations de sœurs hospitalières qui reprenaient dans les hôpitaux leurs costumes, tantôt elles annonçaient avec insistance le rétablissement des Jésuites à Naples, avec l'autorisation du Pape, et prophétisaient leur reconstitution dans « tous les États catholiques », car « pour élever la jeunesse, on ne trouvera jamais mieux que les écoles de Jésuites » ; tantôt enfin elles plaidaient pour les Missions Étrangères, indispensables au prestige de la France : « Et pourquoi, s'écriait à ce propos l'abbé de Boulogne, pourquoi n'espérerions-nous pas ? Tout ne renaît-il pas au sein des ruines ? Tout ne tend-il pas au rétablissement des choses utiles et grandes ? » (1) Dans plus d'un diocèse, en effet, la tolérance des autorités locales, la confiance qu'elles mettaient dans les religieuses et religieux en matière

dinal Fesch et les sulpiciens lyonnais in « l'Université catholique », 1905 ; LEISTENSCHNEIDER (A.), *Un petit séminaire du diocèse de Lyon : l'Argentière* ; SCHMIDT (Ch.), *La réforme de l'Université Impériale en 1811*. Dans MERIC, *Vie de M. Émery*, II, chap. VI, on trouvera quelques indications sur le différend entre le cardinal et M. Émery à propos des séminaires métropolitains.

(1) *Annales littéraires et morales*, tome I (an XII), page 372, dans une chronique sur l'importance des missions étrangères pour la France ; dès lors, des nouvelles des missions sont données régulièrement, I, 462 ; II, 503, etc... Sur les Congrégations hospitalières, I, 506 ; sur les Jésuites, II, 505.

d'assistance ou d'éducation, favorisait ces espoirs, et des ordres se reformaient, portant le costume et recrutant des novices. La police accusait le haut clergé de « méconnaître l'autorité du ministre sur les établissements de cette nature », mais la perspective de la venue du Pape encourageait les évêques à couvrir les contraventions à la loi « puisqu'il est probable, disaient-ils, que Sa Sainteté réglera avec Sa Majesté tout ce qui peut concerner les associations (1). »

Tel avait été exactement le processus du rétablissement des congrégations à Lyon. Lorsque Fesch y fut nommé, les Frères de la Doctrine Chrétienne enseignaient déjà dans les écoles primaires publiques avec l'approbation du Conseil Municipal; les religieuses étaient chargées, par la municipalité et par les trois maires, de toutes les écoles de filles. Pour le secondaire, « un institut particulier », assez mystérieux, était soupçonné de vouloir accaparer l'enseignement de la bourgeoisie : c'étaient les Pères de la Foi qui jouissaient d'une grande réputation d'éducateurs. Des uns et des autres, Jauffret se constitua ouvertement le protecteur. Dès septembre 1803, sur son initiative le Conseil archiepiscopal appuya une pétition adressée à Son Éminence à Rome pour les Frères qui voulaient restaurer leur Institut et installer à Lyon leur maison centrale (2). Il faisait au cardinal des rapports tout à fait favorables sur la régularité et la ferveur des sœurs Saint-Charles. Quant aux Pères de la Foi, il n'est pas douteux que leurs écoles de Lyon, de Belley et de Roanne eurent alors de très beaux jours. Jauffret voyait-il au-delà et s'associait-il aux vœux de ceux qui souhaitaient ou préparaient le rétablissement des Jésuites? Sur ce point, nous ignorons sa pensée personnelle, mais celle de son maître Émery est bien connue, qui écrivait alors à Fesch : « Très sérieusement je pense et je suis convaincu que vous ne pourriez pas rendre un plus grand service à l'Église

(1) D'HAUTERIVE, *La Police Secrète du Premier Empire*, I, 180 (Bulletin de police du 29 brumaire an XIII-20 nov. 1805). Un tableau d'ensemble des congrégations religieuses en France en 1805 est dressé par DUDON (P.) in « Études », 20 avril 1901, *Napoléon et les Congrégations*; dans le diocèse de Saint-Brieuc, DURAND (R.), *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire*, I, 463 sqq.

(2) Arch. Archev. Reg. *délibérations du Conseil*, 10 septembre 1803. Un historique des écoles des Frères et des Sœurs, de leur développement après le Concordat, se trouve dans les *Procès-Verbaux des Séances du Conseil Municipal de Lyon*, t. I, p. 511-512 : vif éloge des religieux et attestation de l'attachement que la population leur témoigne. Sur Fesch et les Ignorantins, voir CHEVALIER (Alexis), *Les Frères des Écoles chrétiennes*, p. 70-141; AULARD, *Napoléon et le monopole universitaire*, p. 56; VAUTHIER, *Les Congrégations religieuses sous l'Empire*, in « R. Et. Nap. », sept.-oct. 1917, p. 237; DERIÈS, *Les Congrégations religieuses sous Napoléon*, p. 156.

et au Saint-Siège que de procurer le rétablissement de cette société. Si elle avait des défauts elle doit en être corrigée. Je sens que le moment peut n'être point encore venu où le Premier Consul pourrait rétablir l'Ordre en France, mais il peut ne pas s'opposer qu'on l'établisse ailleurs; aucune société n'est plus favorable aux Gouvernements et c'est la plus puissante digne qu'ils puissent opposer au torrent de l'impiété (1). »

Fesch qu'on a parfois représenté d'une manière simpliste comme favorable sans réserve aux congrégations, n'assista aux efforts de ses amis qu'avec des sentiments assez mêlés et de fréquentes réserves. Il prêcha plusieurs fois à Jauffret « de ne pas trop aller en avant ». Son souci de ne pas provoquer une réaction du gouvernement était stimulé par son autoritarisme d'évêque. Il avait plutôt de la défiance pour des corps de réguliers, liés par des vœux à un supérieur, en dehors de la hiérarchie séculière. Comme son neveu, dont il se rapproche sur ce point, il n'avait à aucun degré le respect de l'autonomie des grandes familles religieuses, pas même la compréhension de leur esprit de corps. Celles dont l'utilité pratique était évidente, les hospitalières et les éducatrices, lui étaient plus sympathiques. En tous cas il ne favoriserait que celles qui lui fourniraient, dans la pénurie de sujets et de vocations, de bons ecclésiastiques, dont la qualité devait précisément se reconnaître à leur soumission à l'Ordinaire. Auprès de l'évêque de Gand il se portait garant « que l'intention de Sa Sainteté est que ces religieux [épars dans les diocèses] se rendent utiles dans leurs diocèses et ceux qui ne se rendraient pas à cette invitation directe ne mériteraient pas grand ménagement (2). »

Ainsi en agit-il avec les Frères de la Doctrine. Il s'intéressa activement à eux du jour où il eut l'assurance qu'ils s'organiseraient dans le cadre diocésain et renonceraient à dépendre d'un supérieur étranger. Le Fr. Frumence, constitué leur vicaire-général par les Papes Pie VI et

(1) Émery à Fesch, 28 octobre 1803, « Pap. Émery », Arch. Saint-Sulpice. Le P. Varin, qui dirigeait les P. de la Foi, avait été élève à Saint-Sulpice et restait très lié avec Émery (cf. DERIÈS, *Les Congrégations...*, p. 55-59). Napoléon soupçonnait peut-être ces affinités quand il mettait Fesch en garde contre les Sulpiciens (*Cor.*, VIII, 6420) qu'il appellera à Sainte-Hélène « des Jésuites au petit pied » (*Mémorial*, Conversation du 17 août 1856 Fesch se tenait visiblement sur ses gardes à l'égard des P. de la Foi. Mérimville les lui ayant recommandés il répondait froidement qu'il n'ignorait pas leur existence et verrait sur place (Arch. Archev., *Papiers Fesch*).

(2) Fesch à l'évêque de Gand, 30 ventôse an XII, Arch. Archev. « Je crois, dira-t-il à Jauffret, que les évêques ont le droit de retenir les anciens membres des congrégations dissoutes dans leurs diocèses; l'esprit des exemptions n'a jamais été contraire à ce droit imprescriptible des évêques qui leur donnait le pouvoir, en cas d'un absolu besoin, de requérir les religieux pour desservir les cures (12 mai 1806, *Papiers Fesch*).

Pie VII ayant abdicqué sa charge, Jauffret élaborait un projet de statuts tendant à autoriser les Ignorantins en France, comme association de prêtres, et à fixer à Lyon leur maison centrale et leur postulat. Les arguments de Jauffret gagnèrent Portalis, qui, dès la fin de 1803, annonça que le Premier Consul donnait son approbation. Parallèlement le même Jauffret s'était employé à fondre en un seul corps : celui des « Sœurs de la Doctrine chrétienne », les groupes épars de religieuses consacrées à l'instruction, et à les doter d'une règle sous la dépendance de l'Ordinaire. Le succès parut à portée de la main. Déjà Émery félicitait Fesch d'un événement « important pour toute l'Église » : jusqu'ici seules étaient autorisées des femmes employées au soin des malades ; pour la première fois on admettait un institut d'hommes occupés d'enseignement religieux. Mais précisément la portée de ce précédent inquiéta le Conseil d'État : le projet de statuts fut rejeté (1).

Fesch n'était pas homme à abandonner une idée quand il s'en était une fois convaincu : il obtiendrait l'autorisation pour l'Institut des Frères. Ostensiblement il ramena d'Italie le Frère Frumence et quelques-uns de ses compagnons, les installa à Lyon, dans l'édifice du Petit Collège, que la municipalité céda et répara à cet effet. Il engagea les Ignorantins à se répandre en France ; il leur confia la tâche de fonder l'enseignement populaire dans son pays natal, et, à ses frais, en envoya cinq en avant-garde à l'évêque d'Ajaccio. A Paris, il plaida leur cause avec insistance auprès de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, le conseiller d'État qui avait fait rejeter les projets de statuts. L'établissement qu'il défendait, démontrait-il, existait déjà : la ville de Lyon salariait vingt et un frères, et il y avait dans le diocèse quatorze maisons de sœurs enseignant et remplaçant, le cas échéant, des hospitalières, tandis que les lois annoncées pour l'organisation de l'Instruction publique n'avaient pas encore vu le jour. Il ne s'agissait donc pas d'autoriser l'Institut, mais plutôt de préparer son intégration au plan d'ensemble du gouvernement, — intégration désirée par l'Empereur (2).

Le cardinal eût volontiers raisonné de même à l'égard des Pères de

(1) Rapports de Portalis sur l'Institut des Frères, A. N., F¹⁹ 6285 ; correspondance avec Jauffret, Arch. Archév., « dossier Portalis » ; Émery à Fesch, 25 décembre 1803, *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulpice.

(2) Fesch à Regnault, 16 et 20 nivôse, *Papiers Fesch*. Le 19 brumaire an XIII, Portalis adressait au Préfet du Rhône une ampliation du décret autorisant l'établissement (avant que le Conseil d'État eût rejeté les statuts). CHEVALIER, *Les Frères...*, p. 120. Les Frères reprirent leur habit en septembre 1805 ; cf. RICARD, *Le Cardinal Fesch*, p. 172 sqq.

la Foi, connaissant personnellement les RR. PP. Varin et Roger, appréciant leurs talents et leur empressement à se rendre utiles à Lyon. Si leur groupe prétendait se constituer en congrégation, il en était assez ignorant, puisqu'en avril 1804 encore il demandait à Jauffret de l'éclairer sur ce point et avouait son sentiment personnel défavorable : « Les Pères de la Foi sont mes amis, je les estime, je les vénère, mais qu'ils se tiennent dans l'ordre purement hiérarchique. L'Église ne les connaît pas comme congrégation approuvée » (1). Trois mois plus tard, le 3 messidor an XII, un décret consulaire prononçait la dissolution de cette « agrégation » de prêtres. Fesch n'en manifesta ni surprise ni affliction excessive : le décret ordonnant aux Pères de se retirer chacun dans son diocèse, il se flattait de les garder, légalement, à titre individuel, en attendant mieux. « Retenez les Pères de la Foi, mandait-il à Courbon. Distribuez-les en missions. A mon retour je tâcherai de les rendre utiles et très utiles à l'Église (2). » De fait le cardinal n'oublia pas les Pères. Il apporta avec lui à Paris un projet pour la constitution d'une association d'ecclésiastiques se consacrant à l'instruction publique; lui-même devait être le chef de cette association dont les membres ne feraient pas de vœux perpétuels et ne prendraient pas d'autres engagements. Il eut l'espoir de rallier à ce dessein Portalis, qui le défendit de son mieux auprès de l'Empereur. La réponse de Napoléon fut formelle :

« Le projet ressemble un peu à la naissance des Jésuites.

« Il n'est pas possible que M. le Grand Aumônier soit à la tête de l'Instruction Publique.

« Il pourrait être à la tête des Missions Étrangères mais pour cela il ne faudrait pas d'établissement nouveau (3). »

En réalité ce n'est sûrement pas comme fourriers des Jésuites que Fesch accordait son crédit aux Pères de la Foi; ni dans sa correspon-

(1) Fesch à Jauffret, 25 avril 1804, *Papiers Fesch*. Désireux de fonder un corps de missionnaires, il demandait si M. Roger voudrait « embrasser la règle de Saint-Vincent de Paul », ce qui montre combien il était indifférent aux aspirations des Pères. Attitude analogue avec les congrégations de femmes : Cf. CALTET, *La Vérité*, p. 61.

(2) Fesch à Courbon, 8 août; à Varin, 1^{er} août. Le 11 juillet, il avait dit à Courbon : « Je m'attendais que le Gouvernement s'alarmerait au sujet des Pères de la Foi. Ils n'ont pas voulu suivre la conduite qu'ils avaient à tenir, de ne dépendre que des évêques de France, et de rompre toute relation avec l'étranger. » *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(3) Fesch à Portalis, 2 pluviôse an XIII, « Rapport confidentiel » de Portalis à Napoléon, 2 pluviôse (« L'association, dit Portalis, sera dirigée par le gouvernement sans que le gouvernement paraisse trop la diriger »); « Rapport sur l'analogie que cette association paraîtrait avoir... avec l'ordre des Jésuites », 8 pluviôse dans A. N., AFIV 1045 et PORTALIS, *Discours et Rapports*, 3^e partie, p. 465 et 471.

dance, ni dans les actes de son administration on ne relève une marque de sympathie quelconque pour la Compagnie. Il semble même sourd aux instances réitérées d'Émery sur ce point. L'idée qu'il poursuit d'un effort têtue, qu'il poursuivra désormais toute sa vie, en Corse même après sa mort, c'est de développer l'enseignement religieux. Non pas au service d'une congrégation, plutôt par le moyen de congréganistes strictement placés sous son autorité au profit du gouvernement de son neveu et de l'Église. « Je n'entends pas les rétablir, dit-il, des Pères de la Foi à Courbon, pour qui il n'a rien de caché. Mais je veux profiter pour le bien de la religion et de l'État de ce qu'il y a de bons ecclésiastiques et de gens instruits dans cette association dissoute (1). »

Fesch trouvait la voie barrée à ses initiatives du côté des questions intéressant l'instruction publique. Mais le gouvernement désignait le terrain où il était loisible d'agir : les associations missionnaires et les congrégations hospitalières de femmes. La réponse de Portalis au Pape développait longuement les vues de l'Empereur sur les missions extérieures. Deux jours après, un décret rétablissait (23 mars) les célèbres instituts des « Missions Étrangères » de Paris et du « Saint-Esprit » ; celui des Lazaristes avait déjà rouvert. La direction des établissements de mission était placée dans les attributions de la Grande Aumônerie. Ce rattachement était d'apparence logique, puisque l'ambassadeur, par ses instructions, par sa position à Rome, devait recueillir les nouvelles de Barbarie, du Levant, de tous les centres missionnaires. Notons cependant que Fesch avait insisté pour l'obtenir (2). Or cette innovation tendait à dessaisir le Saint-Siège d'un contrôle traditionnel. La Congrégation romaine de la Propagande admettait malaisément que des missions catholiques fussent soumises à des directions nationales. Le cardinal voulait jouer la difficulté ; il ne réussit qu'à créer de ses mains une situation sans issue et un conflit qui paralysa ensuite toute son activité en la matière.

(1) Fesch à Courbon, 27 février 1805, lettre capitale publiée par DUDON, in « Études » 20 avril 1903.

(2) *Note sur les affaires ecclésiastiques de France*, Arch. Archév. ; cf. LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, I, 376-92. Lyonnet se donne beaucoup de mal pour prouver que les Missions durent à Fesch de nombreux avantages. En réalité, le cardinal ne put à peu près rien. Rome se défiait des vues intéressées de Napoléon (cf. le mot de l'Empereur devant le Conseil d'État, sur les missionnaires : « Leur robe les protège et sert à couvrir des desseins politiques et commerciaux » ; PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions*, p. 208). La Société des Missions étrangères avait pour principe fondamental de ne permettre à aucune autorité de s'interposer entre elle et le Saint-Siège (GOYAU, *Les Prêtres des Missions Étrangères*, p. 267).

Par un autre décret de la même date (23 mars), Napoléon nomma Madame Mère protectrice des Sœurs de Charité et des congrégations hospitalières. Quelle part Fesch eut-il à cette décision ? il est impossible de le dire, faute de documents. Mais on remarquera que parmi les congrégations placées sous le patronage de Letizia, il en était dont l'activité d'enseignantes ne se distinguait pas de l'activité hospitalière. D'autre part, quand on sait comment Madame s'en remettait aux conseils de son frère, on ne peut manquer d'attribuer au cardinal la décision qu'elle annonça bientôt de réunir périodiquement un Conseil des Sœurs de Charité. Le premier se tint le 25 avril 1805 et fut ouvert par un rapport de Jauffret. Quelques jours après, le cardinal écrivait à son ex-grand vicaire qu'il pouvait « aller son train » : « J'ai parlé à l'Empereur du conseil choisi par ma sœur et tenant des séances. Il en a ri, mais il ne l'a point désapprouvé » (1).

Aller de l'avant, tel était le mot d'ordre que le Grand Aumônier répandait alors à travers le clergé gallican, avec une communicative confiance, avec toute l'autorité d'un homme qui, approchant chaque jour l'Empereur, connaissait mieux que quiconque ses dispositions intimes. Fesch sentait les yeux fixés sur lui, et il était heureux de pouvoir prêcher d'exemple et fournir aux hésitants la preuve de ses réalisations personnelles. A son ami Mgr Dombideau-Crouzeilles, qui lui écrivait au moment de partir pour son diocèse de Quimper, il adressait ce beau programme :

« Monseigneur, tout ce que vous me dites d'agréable devrait être bien reçu. L'homme est toujours prêt à bien accueillir ce qui flatte son amour-propre, lorsqu'on estime et qu'on aime la personne qui s'en charge. Mais ce serait une tâche bien grande que vous me donneriez à remplir si je croyais être destiné par la Providence à être l'instrument de ses vues miséricordieuses pour l'affermissement de la Religion en France.

« Destiné à vivre loin du centre des affaires, l'attachement même qu'elle m'inspire pour mon diocèse paraît ne me laisser que la tâche encore au-dessus de mes forces de la conduite de mon troupeau.

« Je ne me refuserai cependant jamais à me rendre utile au bien général de l'Église lorsque les occasions s'en présenteront. Elle n'a pas besoin du secours des hommes, et elle trouve en elle-même son soutien. Je ne redoute pour elle que leur ouvrage. Je pense que tout est

(1) Fesch à Jauffret, 2 juin 1805, Arch. Archev., *Papiers Fesch*.

fait pour quelques années, qu'il faut rester dans l'état où nous nous trouvons, que tout notre travail doit consister à faire réaliser les promesses faites, à faciliter tous les moyens par la piété des fidèles, et à n'avoir besoin du gouvernement que comme moyen de simple protection. Je suis convaincu que, lorsque vous serez dans votre diocèse, vous aurez un séminaire et tout ce que vous voudrez. Rien n'est difficile à ceux qui veulent s'en donner la peine et ont de l'aptitude à bien travailler. Nous aurons toujours des frères plaignants, mais ce sont ceux qui n'ont jamais été mieux et qui ne le seraient jamais. Ils voudraient que le Gouvernement fit leur ouvrage : ils ne veulent point d'opposition, point de tracasseries, point de difficultés ; tout est ennemi de la Religion, tout va mal. L'évêque de Nice qui a le plus mauvais diocèse répond que tout va bien... Je crois que nous n'avons à craindre que la paresse, l'exagération et l'impéritie. Prions Dieu d'éteindre par sa main invisible les étincelles qui s'agitent de l'ambition de quelques ecclésiastiques qui seules pourraient nous inquiéter » (1).

Cette revue, trop rapide, des efforts de Fesch, achève de définir son rôle pendant le séjour du Pape à Paris. Autant il s'était insurgé contre les protestations élevées par les Romains contre les Organiques et les libertés gallicanes, — protestations qu'il n'était pas loin de réprouver comme une trahison à son égard, puisqu'il avait promis à son gouvernement que les conseillers du Pape n'oseraient « même pas les poser en question », — autant il s'employa à obtenir l'acquiescement de l'Empereur et des ministres au second mémoire. Il avait contribué à diriger les demandes du clergé français et, par là il avait inspiré le mémorandum pontifical qui traduisait presque partout les vœux de nos évêques. Il aurait souhaité une réponse entièrement favorable, et s'il ne put l'obtenir, nul ne mit plus d'empressement à rassurer Sa Sainteté : « Les circonstances seules, écrivait-il à Antonelli, ont pu restreindre la magnanimité de Sa Majesté qui n'aurait rien plus à cœur que de voir combler tous les vœux d'un Pontife aussi cher à l'Église et à la France. »

(1) Fesch à l'évêque de Quimper, 22 avril 1805, *ibid.*

IV

On aurait des entretiens de Paris une idée très incomplète si l'on supposait qu'il n'y fut traité que des questions intéressant l'Église gallicane. Sans doute le Pape avait dit et répété que les affaires religieuses relevant des souverains ne seraient pas réglées dans la capitale de l'Empire français. Mais il ne pouvait refuser de s'entretenir avec l'Empereur au sujet des pays voisins où les traités existants autorisaient juridiquement l'intervention de Napoléon. A ce titre fut examinée la situation religieuse de la Suisse. Depuis quelques mois, des négociations se poursuivaient entre le Landamann de la Confédération M. d'Affry et le nonce à Lucerne, Mgr Testaterrata. L'arrivée d'Affry à Paris pour le couronnement fit supposer qu'on signerait un concordat ; tout se borna à des échanges de vues (1).

Parmi les politiques accourus à Paris en quête de Concordats, le personnage le plus remuant était l'archichancelier de l'Empire germanique Dalberg. Dès son arrivée à Fontainebleau, Pie VII se l'était vu présenter. Il l'avait prévenu qu'il ferait avec plaisir sa connaissance personnelle, mais qu'il ne pourrait l'entendre qu'à titre d'information. Dalberg avait tout prêt un mémoire sur l'Église d'Allemagne, dont les couleurs sombres et le « ton vraiment catholique », sans parler des commentaires ajoutés par l'évêque suffragant de Ratisbonne, Kolborn, étaient habilement ménagés pour gagner l'oreille du Pape. Celui-ci en confia l'examen aux trois cardinaux Antonelli, di Pietro, Caselli. Les consultants conclurent de tenir ferme à la règle de ne traiter des affaires germaniques qu'à Vienne et à Ratisbonne. Le plan de Dalberg leur paraissait suspect : l'archichancelier n'affichait-il pas la prétention d'obtenir, pour la partie de l'Allemagne qui ne dépendait ni de l'Autriche ni de la Prusse, le titre de *Reichsmetropolit* ou *Reichsprimat*, c'est-à-dire une primatie qui eût été, aux yeux des Romains, fatale à l'unité catholique (2) ?

(1) Arch. Rh. 1 F 97. Antonelli demande à Fesch (4 mars) que l'Empereur donne ordre au général Vial de faire connaître que S. M. prend sous sa protection les monastères. Le Saint-Siège luttait pour maintenir l'abbaye de Saint-Gall que d'Affry voulait voir remplacée par un évêché ; cf. Arch. Rh. 1 F 99 : *Pièces relatives à l'abbaye de Saint-Gall*, Vat. Nunz. Fr. 584, fo 217 ; GUILLON, *Napoléon et la Suisse*, p. 119.

(2) BASTGEN, *Dalbergs Kirchenpolitik*, p. 80 et 91. Lorsque la Curie avait appris le voyage de l'archichancelier à Paris, elle s'était hâté de dépêcher à Ratisbonne, comme

La partie était fort mal engagée. Talleyrand, qui n'avait rien à refuser à l'archichancelier depuis que le baron de Dalberg était devenu son commensal (1), suscita un sauveur : son habituel conseiller ecclésiastique, l'évêque d'Orléans. Bernier était prêt à renouveler les prouesses de la négociation du Concordat français. Il alla trouver le Pape, se récria qu'on s'était mal entendu : « Sa Sainteté croyait qu'il s'agissait de terminer ici le Concordat germanique en entier. Je l'ai rassuré sur cet objet et je lui ai dit qu'il s'agissait uniquement de constituer *l'état ecclésiastique* de l'archichancelier, tel que la Diète elle-même l'avait voulu. » Dalberg ne pouvait plus avoir le titre de Mayence, devenue possession française ; il importait qu'on fixât les conditions de son transfert à Ratisbonne et de la formation de son Chapitre, autour de son nouveau siège. Quant à l'étendue de son pouvoir, Bernier glissa « que l'Empereur désirait que cette juridiction s'étendît sur tous les sièges épiscopaux situés en Allemagne hors des États soumis à l'Autriche et au roi de Prusse. » Ce ballon d'essai lâché, il protesta qu'on ne demandait rien qui préjugât du futur Concordat germanique (2).

L'habileté de Bernier n'ébranla pas les cardinaux ; Kolborn, qui s'était abouché avec eux, les trouvait décidés à ne « rien faire pour l'Allemagne », à Paris s'entend. Napoléon les manda dans son cabinet avec l'Électeur : il se répandit en remontrances sur la mauvaise volonté de ces dignitaires ecclésiastiques, qui lui devaient tout ; il réclama comme souverain de Mayence et médiateur dans le Recez germanique, la translation de l'archichancelier. Contraints de plier, les Romains se montrèrent d'autant plus soucieux de ménager l'Empereur d'Allemagne. Antonelli eut plusieurs entrevues avec l'ambassadeur autrichien à Paris, comte de Cobenzl. Il voulut tenir de lui l'autorisation de dater de la capitale française l'acte de translation de Dalberg à Ratisbonne ; il lui soumit le projet de bulle. Après quoi, le 1^{er} février 1805, à l'Archevêché de Paris, le Pape tint un consistoire pour la proclamation d'un certain nombre d'évêques. Il y prononça le transfert de tous les droits et prérogatives de l'ancienne église de Mayence à Ratis-

bonne extraordinaire près la Diète, le prélat Della Genga, pour affirmer sans équivoque que les affaires allemandes ne se traiteraient pas à Paris (Vat., Cif. Nunz. V, fo 257 ; cf. ARTAUD DE MONTOR, *Vie de Léon XII*, I, 6).

(1) L'Archichancelier logeait « dans la maison particulière de M. de Talleyrand ». (*Moniteur*, 3 frimaire an XII).

(2) A. E., Rome 937, f^{os} 200-203, 214-18, 287 ; cf. BOULAY, *Rétablissement du Culte*, p. 358.

bonne, érigée en métropole. Les évêques d'Allemagne en dehors des territoires prussiens et autrichiens devenaient suffragants de Dalberg. La formation d'un nouveau chapitre était remise à l'archevêque, sous réserve de l'approbation pontificale (1).

Dalberg quitta Paris, emportant l'essentiel, qui était moins la bulle de translation que la certitude d'être soutenu par Napoléon. Dans les cérémonies il avait eu le premier rang, avant les cardinaux ; en toute occasion il avait été traité en souverain. Et l'Empereur avait exprimé fortement le prix qu'il attachait à l'indépendance de son État électoral.

*
* *

Dès le 20 janvier, avant qu'aucun mémorandum concernant les affaires de France eût été mis au point, le cardinal Antonelli avait adressé à Fesch une note relative à l'Italie. Sa Sainteté insiste pour que, quel que soit le régime adopté dans la République italienne, l'Empereur « ne laisse aucune vigueur aux décrets émanés du président Melzi ». Fesch, qui inclinait à considérer le Concordat de 1803 un peu comme son œuvre propre, avait souvent plaidé en faveur du retour pur et simple au texte primitif. Encore une fois il prit parti en transmettant à Talleyrand la note pontificale : « Il est urgent que S. M. I. daigne prononcer sur les moyens de concilier le Concordat avec les articles organiques afin que Sa Sainteté puisse émettre la bulle qui proclamera le Concordat dans le consistoire qu'elle doit tenir à Paris dans peu de jours. » La réponse de Talleyrand ne contient que l'assurance banale que les observations d'Antonelli ne seraient pas perdues de vue, au cas où il surviendrait des changements dans les rapports entre la France et l'Italie (2).

Quelques jours après, le Pape posait lui-même à l'Empereur la question des Légations. La réserve qu'il avait imposée jusque-là à ses collaborateurs était vaincue par le sentiment de sa responsabilité d'administrateur du Patrimoine Apostolique. Si, comme le ministre des Relations Extérieures l'avouait implicitement, un régime nouveau allait unir plus étroitement l'Italie du Nord à la France, la prudence exigeait de ne pas attendre le fait accompli pour plaider les droits du

(1) BULLE *In universalis ecclesiae curae*, Paris, 1^{er} février 1805, dans BASTGEN, Append. ; cf. Vat., Nunz. Fr. 592, fo 94 ; THEINER, II, Append., p. 315.

(2) Antonelli à Fesch, 20 janvier, Arch. Rh. 1 F 97 ; Fesch à Talleyrand, 22 janvier ; et note de Talleyrand dans A. E., Rome 937.

Saint-Siège sur une partie du territoire de l'État milanais. Cette intention se lit clairement dans la note que Pie VII, contrairement à tous les usages, rédigea de sa main. La restitution des Légations était demandée non seulement avec des arguments juridiques et pour des raisons matérielles, mais comme une promesse de respect pour l'indépendance politique d'« un prince qui n'a d'autres armes défensives que sa faiblesse temporelle et sa dignité spirituelle. » Le refus était inévitable. Talleyrand le colora à peine ; son projet de réponse louait le Pape « de ses sentiments élevés au-dessus de toute considération humaine », et fermait le débat. Napoléon voulut plus de courtoisie et moins de netteté. Protecteur d'un « État étranger qui, en lui confiant le soin de le gouverner, lui a imposé le devoir de le protéger, » il ne se trouvait pas le droit de diminuer son territoire, mais, ajoutait-il : « Si Dieu accorde à l'Empereur la durée de la vie commune des hommes, il espère trouver des circonstances où il lui sera donné de pouvoir améliorer et étendre le domaine du Saint-Père ». Le seul avantage que le Pape retira de sa demande fut d'amener l'Empereur à répudier toute visée sur l'État temporel et à professer dans un document officiel « qu'il était utile à la religion que le Souverain Pontife de Rome fût respecté non seulement comme chef de l'Église, mais encore comme souverain indépendant (1) ».

Un mois plus tard, la République de Milan était érigée en Royaume d'Italie. L'Empereur en devenait Roi, tout en stipulant l'indépendance de cette couronne à l'égard de l'impériale. La dénomination de Royaume d'Italie, sans restriction d'aucune épithète, alarmait les souverains de la péninsule. Le Pape n'esquissa cependant aucune protestation. Il n'était ni utile ni habile de s'insurger contre ce qui ne changeait rien à l'état de fait (2). Mieux valait profiter de ce que Napoléon avait lui-même sa domination sur le nouveau royaume, renonçant

(1) Les documents sont publiés par THEINER, *Les Deux Concordats*, II, 256-268 ; il paraît hors de doute que Pie VII avait « eu des espérances pour la restitution des Légations », au témoignage d'Antonelli (*ibid.*, p. 260) et d'ARTAUD (A. E., Rome 938, 24 germinal, an XIII). Le refus lui fut très sensible (Vat., Cif. Nunz. V, fo 332). Il aurait plus tard, à Savone, raconté avec indignation qu'on lui offrit alors les biens d'ordres religieux supprimés, pour subvenir aux besoins matériels du Saint-Siège (CHOTARD, *Pie VII à Savone*, p. 98). Sur cette négociation, cf., RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, p. 103.

(2) On ne doit pas inférer, disait Consalvi, de la reconnaissance de Napoléon comme roi d'Italie que le Pape le reconnaisse comme souverain légitime des Légations : il reconnaît seulement que l'Empereur les tient sous sa domination. Vat., Cif. Nunz. V, fo 351 (25 mai 1805).

Napoléon et le Saint-Siège.

en quelque manière à la fiction d'un « État étranger » et protégé, pour le prier de tirer de cette situation nouvelle des conséquences avantageuses à la religion. Le 14 mars, une seconde note du cardinal Antonelli rappelait à l'Empereur et Roi l'engagement pris par lui l'année précédente d'évoquer toute l'affaire du Concordat italien. Cette fois, Napoléon répondit qu'il réglerait tout sur place à Milan. A la suite de quoi, Pie VII autorisa Caprara à se rendre à Milan pour y officier au sacre de Sa Majesté. Le légat s'intéresserait au succès comme représentant extraordinaire de Sa Sainteté et comme archevêque de Milan. Il reçut de sa cour des instructions minutieuses et insistantes en vue de l'abrogation des décrets Melzi : « Le Saint-Père, concluait Antonelli, aurait considéré comme un résultat favorable de son voyage l'heureux succès d'une aussi juste demande (1) » Phrase trop peu remarquée et cependant significative : elle aurait dû apprendre à Napoléon que la situation de la péninsule, sur laquelle il ne s'était prêté à aucune concession, préoccupait les Romains plus peut-être qu'aucun des problèmes subsistant en France, et que les résultats du voyage du Pape risquaient d'être mesurés en partie à l'évolution des affaires d'Italie.

Dans la capitale pontificale, la nouvelle de l'érection du Milanais en royaume cristallisa les craintes qui s'emparaient de l'opinion au printemps de 1805. Les dépêches qu'Artaud adressait à Talleyrand, — et qui constituent un document pittoresque sur la Rome des années 1800, — font admirablement suivre, depuis le départ du Souverain Pontife, les progrès des sentiments de frayeur et de défiance, entretenus par les malveillants, étrangers en résidence, prêtres *zelanti*, grossis surtout par le mouvement naturel d'esprits prompts à toutes les crédulités : « Ce peuple ne demande que des courriers exacts à arriver le jour où il les attend, il se perd dans mille et une conjectures ridicules quand la neige retarde les lettres » (2). Il avait été, quelques jours, égayé par une surprise : un ballon lancé de Paris le 15 frimaire et tombé vingt-quatre heures après au bord du lac de Bracciano avait apporté des détails sur la grande cérémonie par une voie aussi rapide qu'inouïe. Mais, lorsque l'incident eut bien défrayé la chronique, on retomba dans le marasme. Une inondation du Tibre qui remplit la moitié de la ville d'eau bour-

(1) Antonelli à Fesch, 24 mars 1805 ; instructions à Caprara, 30 mars, dans Arch. Rh., I F 97.

(2) Artaud à Talleyrand, A: E, Rome 937, fo 240 et sqq. ; cf. DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 283-84.

beuse et jaunâtre, le spectre de la disette, la détresse du Trésor saigné par les calamités successives, rendirent l'hiver lugubre. A peine si, au printemps, la venue d'étrangers de marque, les fêtes du carnaval mirent une agitation qui ressemblait à de la joie. La perspective de voir arriver la Semaine Sainte sans le Pape rendit leur audace aux semeurs de panique; ils rappelèrent les prédictions faites en novembre : Pie VII ne reviendrait pas et le Saint-Siège perdrait le pouvoir temporel (1). Consalvi, d'ordinaire si calme, n'échappait pas à la nervosité, et l'impres-sion pénible de cette responsabilité prolongée ne fut pas sans retentir sur son appréciation du voyage pontifical.

Antonelli qui faisait, à Paris, fonction de secrétaire s'exprimait assez laconiquement sur la date du retour : elle dépendait, disait-il, « des volontés de Sa Majesté qui sont impénétrables ». Il affirmait, — ce qui est très vraisemblable — le désir des cardinaux de se retrouver bientôt chez eux. Le Pape ayant abordé ce sujet, l'Empereur avait invoqué l'état de la saison et l'avait amené à retarder (2). Est-ce sur ces renseignements d'Antonelli que prit consistance le bruit selon lequel Napoléon songea à garder le Souverain Pontife en France, à l'installer à Avignon ou même à Paris, — rêve auquel Pie VII aurait coupé court par la menace de son abdication ? — L'anecdote paraît être d'origine romaine. Elle présente plus d'une invraisemblance, quoiqu'on ne puisse assurer que l'Empereur n'ait pas dès ce moment-là supputé les avantages d'avoir près de lui le chef de la Religion (3). Il est possible que le Pape ait été pressenti pour officier au Sacre de Milan, et certain que des suggestions furent faites en vue de l'emmener à Bruxelles (4). « Je lui ai très respectueusement fait observer, raconte Antonelli à ce propos, que n'y ayant là aucun objet de religion qui le réclame, ce voyage aurait dans le public l'apparence d'un divertissement et motiverait des

(1) Artaud à Talleyrand, *ibid.*, 12 pluviôse, 7 et 8 ventôse ; cf. SILVAGNI, *La Corte e la società Romana*, II, 526 ; Le débordement du Tibre arrêta quelques jours aux portes de Rome M^{me} de Staël, qui visita la ville au printemps de 1805 : HAYWARD, *Le dernier siècle de la Rome pontificale*, p. 194.

(2) Antonelli à Consalvi, 24 février 1805, Vat., Ep. Nap. Francia 5 g. ; cf. CANCIELLERI, *Souvenirs* ; Miot de Melito (*Mémoires*, II, 248) affirme au contraire que le Pape s'attardait, en vue d'obtenir des concessions, et qu'il fallut le renvoyer à Rome.

(3) Artaud à Talleyrand, 11 et 15 floréal, A. E., Rome 938, f^o 80 sqq ; après avoir traité ce récit de « baliverne » sur le moment, Artaud en a affirmé plus tard le bien fondé, *Vie de Pie VII*, p. 194 ; cf. BARANTE, *Souvenirs*, I, 136. Rossi, qui était alors en Italie, note que la rumeur que Pie VII ne reviendrait pas fut si forte que lorsque le Pape rentra à Rome certaines personnes disaient « que ce n'était pas le vrai, qu'il était resté en France » (*Osservazioni*, lib. XXI, n^o 61).

(4) Antonelli à Consalvi, 9 février, Vat., Ep. Nap. Francia 5 g.

bavardages et des blâmes. Le Saint-Père n'était pas [un mot manque] par lui-même à ce voyage, mais il sembla plus ferme après notre entretien et il paraît certain qu'il ne le fera pas »

Enfin, sur les instances de Pie VII, le retour fut décidé. L'Empereur et l'Impératrice quittaient Paris pour Milan au début d'avril. Le départ du Pape fut fixé quatre jours après celui de Leurs Majestés, les deux cortèges devant se suivre à peu d'intervalle par les mêmes étapes jusqu'au Cenis et à Turin. Certains Romains se formalisèrent de l'ordre qui les faisait passer en second, mais les querelles de détail devaient disparaître au spectacle de l'enthousiasme qui accueillit partout le Saint-Père. Les relations du sévère Antonelli avouant que « la dévotion de ce peuple est inexprimable », les récits qu'Artaud entendit de la bouche de Pie VII coïncident exactement avec les descriptions des Français qui furent témoins du voyage. Le point culminant fut atteint à Lyon, pour la plus grande satisfaction de Fesch qui n'avait ménagé aucun effort. Lyon « toute pieuse et impériale » acclama l'Empereur du 23 au 25 germinal, puis le Pape du 27 au 29, pendant trois journées où se succédèrent fêtes et cérémonies religieuses(1).

A Turin, le 26 avril, Pie VII fut attendu par Napoléon, avec qui il eut une dernière entrevue. Les deux souverains se séparèrent avec des marques renouvelées de mutuel attachement. Par Parme et Modène, évitant les Légations et « marquant ainsi sa profonde affliction de n'avoir pas obtenu ses provinces », par Florence, où il eut la consolation de réconcilier Ricci, le Pape atteignit enfin Rome le 16 mai, quarante-quatrième jour de son voyage. Après cinq mois et quatorze jours, le veuvage de la capitale chrétienne prenait fin.

*
* *

Les conséquences du Sacre doivent être appréciées et du point de vue de l'Église et du côté de Napoléon.

Les catholiques jugèrent mesquines les concessions faites par l'Empereur, comparées aux grandes espérances déployées pour arracher au Pape l'exceptionnelle faveur du Sacre. Pie VII lui-même avoua sa désil-

(1) Antonelli à Consalvi, 20 et 27 avril, Vat., Ep. Nap. Francia 51; Artaud à Talleyrand, 30 floréal XIII, A. E., Rome 938, f^o 142; SEGUR, *Mémoires d'un aide de camp*, chapitre XII; D'AVRILLON, *Mémoires* I, 157; une brochure : *Rétablissement du Culte divin dans l'Église N.-D. de Fourvière et détails intéressants sur le passage de N. S. Père le Pape Pie VII...*, Chez Rusand et C^{ie}, imp., libraires de Sa Sainteté, 1805.

lusion dans un document qui, écrit en son nom, donne en quelque sorte sa conclusion aux entretiens de Paris (1). Tout en remerciant Napoléon de sa réponse aux *Représentations* de février 1805, il mesurait l'écart qui demeurerait entre quelques mesures prises pour la protection du clergé et les demandes formulées par le Chef de la Religion : « Nous ne pouvons dissimuler qu'il ne nous reste pas peu d'amertume, à voir d'autres choses soit omises, soit refusées, quoiqu'il y en ait parmi elles qui Nous tiennent à cœur par l'ultime rapport qu'elles ont avec la Constitution même donnée par Jésus-Christ à son Église. ». Invoquant les devoirs de sa charge, Pie VII insistait sur le poids des observations présentées au sujet du divorce, des Organiques, des Légations et surtout de la déclaration loyale du catholicisme religion dominante. Sur ce point, il parlait avec un ton d'autorité rare dans les documents antérieurs : « V. M. la doit [cette déclaration] à Dieu qui lui a donné cette vertu par quoi Elle a mérité le sceptre de cet Empire, elle la doit à la nation française, et elle permettra que Nous lui disions qu'elle la doit encore à Nous, qui, avec les rites de la Religion, l'avons couronnée et consacrée aux pieds des autels, et aux regards du Dieu Tout-Puissant ».

L'entourage du Pape s'exprimait avec moins de confiance et plus d'amertume. L'excellent Pie VII avait trouvé dans la vitalité du sentiment religieux en France à la fois la justification du Concordat et le motif d'une sincère reconnaissance à l'égard de l'Empereur. Ceux qui l'avaient suivi dans le voyage avouaient la surprise joyeuse causée par les manifestations populaires, mais en étaient presque d'autant plus sévères pour le gouvernement : « Ce voyage, du fait des populations, tourna à un triomphe véritable de la Religion et de Sa Sainteté, écrivait l'un d'entre eux ; mais de la part du Gouvernement il ne fut pas entouré des marques de considération que l'on était en droit d'attendre (2) ». Quant à ceux qui n'avaient pas eu le choc de l'extraordinaire vision, ils supputaient froidement le bilan des négociations :

(1) Il s'agit d'une note, dont les papiers Fesch contiennent une copie (s. d. ni souscription) in Arch. Archév. Nous n'avons pu établir si cette note a été envoyée, mais nous inclinons à croire qu'il n'en fut rien, car elle n'est signalée nulle part. Sur les résultats des négociations, voir une opinion française dans PICOT, *Mém. ecclésiastiques*, III, 459.

(2) Mémoire intitulé *Pretesi diritti dell Imperatore Napoleone su Roma dopo esser stato riconosciuto per Re d'Italia* (s. d. ; l'auteur se donne comme le secrétaire de la Légation Apostolique en France et ayant accompagné le Pape à son retour en Italie), dans Vat., Ep. Nap. Italia 6 b.

l'échec des tentatives pour obtenir un redressement de la politique concordataire, les décisions concernant l'Italie toujours en suspens, la Papauté compromise dans le camp de la France napoléonienne. La plupart des cardinaux étaient anxieux des nouvelles de Milan. Les questions italiennes passaient au premier plan : menace plus proche de Rome et dans l'espace et dans le temps. L'opinion eût presque fait grief au Secrétaire d'État de ne pas prendre position : « Le Cardinal Consalvi, qui manifesta toujours une extrême condescendance envers Napoléon dans l'espoir de grands avantages pour Rome et le Saint-Siège, ne sut pas prévoir les conséquences de ce nouveau Trône et du titre même de roi d'Italie ». En fait, Consalvi attendait pour voir venir. Il sentait fort bien que la politique d'union avec la France dont il était le champion subissait une rude épreuve. Qui mieux que lui était au courant non seulement des inquiétudes des Romains mais des mécontentements, des critiques qui s'élevaient en Europe ? Les nonces signalaient les plaisanteries irrévérencieuses décochées contre le Pape par les cours allemandes, les cris de colère à Pétersbourg (1). Si un ultramontain comme Joseph de Maistre trouvait « les forfaits d'un Alexandre Borgia... moins révoltants que cette hideuse apostasie de son faible successeur », que pouvaient dire les ennemis ouverts ! Quant aux diplomates d'ancien Régime, Frédéric de Gentz, conseiller aulique à Vienne avait porté leur jugement : « Si les souverains admettent le titre de Bonaparte et celui de sa prétendue dynastie, la page la plus majestueuse du code du droit public est réduite en poussière ; la magie du suprême pouvoir est dissoute à jamais ; la révolution est sanctionnée et presque sanctifiée. »... Consalvi avait eu à cœur d'établir, en multipliant les détails dans ses circulaires aux Nonces, que le Pape à aucun moment n'avait fait plier le principe qu'il représentait devant l'esprit de la Révolution. La démonstration eût été plus claire si Pie VII avait rapporté de Paris des concessions étendues, et pour tous tangibles. Restait un motif de ne pas regretter le passé, et c'étaient les nonces qui le répétaient maintenant au Secrétaire d'État : si peu que Napoléon fit pour le Saint-Siège, il était seul en mesure d'être utile, comme le plus en mesure de nuire (2).

(1) LE GLAY, *Mgr Arezzo*, « R. h. dipl. », 1908, p. 333 ; de Maistre au chevalier de Rossi, 26 décembre 1804, 9 mai 1805, *Œuvres*, IX, 250 et 350 ; Mémoire de Gentz à François II, dans A. E. Bavière 188, fol. 234.

(2) Arezzo disait des autres souverains de l'Europe : « Ils sont ou faibles, ou mal disposés, ou nos ennemis » (LE GLAY, *loc. cit.*). Consalvi répondait : « Vous avez bien raison de dire que... [la France] est la seule qui fasse au moins quelque chose. Et outre ce qu'elle fait, et ce qu'on peut espérer qu'elle fera de plus *sub umbra alarum sua-*

Pour dissiper les rancunes et les appréhensions qui régnaient à Rome, il aurait fallu beaucoup de circonspection de la part de l'Empereur dans son administration ecclésiastique et dans sa politique italienne. Or Napoléon n'en sentait point la nécessité. Il avait réussi l'étonnante opération du Sacre. La cérémonie avait concilié, au moins en apparence, les exigences de la Religion qui consacrait le Souverain et celle de la Révolution qui l'avait porté au pouvoir. Les négociations postérieures avaient achevé, sans l'altérer, l'organisation concordataire. Ayant facilement obtenu le retrait des attaques contre la législation française, Napoléon croyait avoir clos les litiges religieux avec le Saint-Siège et sauvé l'indépendance du pouvoir civil. Des contacts personnels avec Pie VII, il gardait la certitude d'imposer son ascendant à un pontife conciliant. Par ailleurs, il se tenait assuré de l'attachement de ses sujets catholiques. Il les liait à sa politique en accordant beaucoup à leurs demandes tout en séparant soigneusement ce qu'il lui plaisait de concéder de ce qu'il refusait aux prétentions ultramontaines. Le Sacre, donnant à la monarchie napoléonienne la marque du droit divin constituant l'Empereur « évêque du dehors » (1), scellant son alliance avec le clergé national, pouvait marquer l'heure de la résurrection du gallicanisme.

Cette politique, Fesch, sans en pénétrer la portée, l'avait servie par un instinctif loyalisme. Nul n'était plus sincèrement convaincu que l'accord entre le régime et l'Église devait être confirmé par le voyage du Pape en France. Ambassadeur, il se rendait le témoignage d'avoir fait tenir pour l'essentiel les engagements consentis par son gouvernement à Pie VII. Grand Aumônier, il avait favorisé l'aboutissement des justes requêtes du clergé national, tant par impulsion de son tempérament de fondateur que par conviction de servir l'harmonie entre l'Église et l'État impérial.

Le sentiment de sécurité que Napoléon et son oncle éprouvaient à considérer le catholicisme français leur masquait les difficultés qui subsistaient avec le Saint-Siège, et la transformation de l'atmosphère où

rum, Rome est certainement protégée, et combien s'abstiennent de l'attaquer en plus de choses par cette seule réflexion »... Vat., Cif. Nunz. V, fo 348 (11 mai 1805).

(1) « Je puis me regarder comme le chef des ministres catholiques, disait-il à Pelet de la Lozère, puisque j'ai été sacré par le Pape » (*Opinions*, p. 910); *Ibid.*, p. 208 : éloge que Napoléon fait des chefs du clergé qu'il dit « éclairés et attachés au gouvernement ». Thibaudeau a des remarques très pénétrantes sur les rapports de Napoléon et du clergé après le Sacre (*Mémoires*, chap. XVIII); PICOT, *Mémoires ecclésiastiques*, III, 476; PLANCY, *Souvenirs*, p. 25; cf. MASSON (F.), *Le Sacre*, p. 247; LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, p. 574.

il faudrait les aborder. En France, le gallicanisme pour reprendre vie aurait eu besoin non seulement d'une armature juridique, mais d'une adhésion convaincue des catholiques. Or la présence de Pie VII avait fait naître dans le clergé et dans la masse une dévotion au Pontife de Rome plus forte désormais que le loyalisme réclamé par l'Empereur pour sa personne et sa dynastie (1). En Italie, à la collaboration confiante des deux pouvoirs temporel et spirituel, risquaient de succéder contestations et rivalités. Fesch avait averti Napoléon de ce péril. Mais lui-même de retour à son poste allait être dépassé par la rapide évolution des esprits et la marche des événements.

(1) Napoléon en conviendra plus tard. « Personne ne pensait au Pape quand il était à Rome. On se souciait peu de lui et de ce qu'il faisait. Mon Couronnement, son apparition à Paris lui ont donné de l'importance. » (CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, 369).

CHAPITRE IX

NAPOLÉON ROI D'ITALIE

(MAI-SEPTEMBRE 1805 — FLORÉAL-FRUCTIDOR AN XIII)

Le couronnement de Napoléon à Milan (26 mai 1805) sous le titre de Roi d'Italie plonge dans l'inquiétude les États italiens neutres et alliés.

I. — L'ORGANISATION DU ROYAUME D'ITALIE. — Situation religieuse de l'Italie du Nord. — Fesch rappelle à Napoléon les demandes du Pape ; — il annonce à Rome l'abolition des décrets organiques du vice-président Melzi. — Décrets de l'Empereur-Roi fixant le statut du clergé (8 et 22 juin). Le Saint-Siège les juge très sévèrement, comme une violation ouverte du Concordat de Milan. Fesch est chargé de négocier, mais l'Empereur ne cache pas qu'il ne modifiera pas les mesures ecclésiastiques.

II. — LE MARIAGE DE JÉRÔME. LUCIEN EN EXIL. — Napoléon entend obliger Jérôme à rompre son union avec M^{lle} Patterson. Il demande au Pape l'annulation du mariage religieux. Pie VII déclare le mariage valide. Fesch réfute la thèse romaine (juillet-août 1806). Indignation et aigreurs que laisse cette discussion à Paris et à Rome.

Lucien manœuvre pour rentrer en grâce, Napoléon exige que Lucien répudie sa femme, et Fesch l'y engage fortement. Lucien préfère « l'exil » : son installation à Canino, dans l'État romain. Délicate situation de Fesch, qui cependant n'abandonne pas Lucien.

III. — EFFORTS DE FESCH POUR RESTAURER L'AMBASSADE. — Fesch qui se croit fixé à Rome, s'installe définitivement. Ses dépenses. L'enrichissement de sa galerie. Fesch Mécène. Appui qu'il donne à l'Académie de France : projets en faveur des anciens établissements nationaux et des « œuvres pies ». Le cardinal a eu le souci du prestige français, mais a été gêné par les circonstances.

IV. — RUPTURE ENTRE FESCH ET CONSALVI. — Fesch se croit espionné par Consalvi. Il lui fait grief des injustices que subissent les amis de la France : l'affaire Torlonia. Bruits de complots à Rome. L'affaire de la place Navone (14 septembre 1805). Fesch accuse ouvertement Consalvi, qui offre sa démission à Pie VII et proteste à Paris. Fesch s'efforce d'étouffer l'incident, mais garde toutes ses préventions.

Quatre mois après le Sacre de Milan, la situation de l'ambassadeur de France est devenue très difficile.

Le voyage de Napoléon en Haute Italie et le Couronnement de Milan dans l'été de 1805 marquent un moment solennel dans l'histoire de ses rapports avec l'Europe, et spécialement avec Rome. A son entrée dans la capitale lombarde, l'Empereur-Roi trouva les représentants de l'Espagne, du Portugal, de la Prusse, de la Bavière, de l'Archichancelier d'Empire, de Bade, du Valais, du Saint-Siège, de Toscane, de Gênes, de Lucques, de Naples et même de l'ordre de Jérusalem. Ce n'était pas purement une mission d'hommages qu'accomplissait le brillant corps diplomatique ainsi réuni ; plus d'un ministre avait mission de surveillance et d'observation : « Je crois, avait dit la reine de Naples à de Gallo, que tout ce qui sera dit et fait en Italie est pour nous de la plus grande conséquence ». Les commentaires allaient leur train entre les cabinets et leurs agents, officiels ou officieux. Le chevalier de Vernègues (qui venait de quitter les prisons impériales grâce à l'intervention du Pape) adressait une série de mémoires à Pétersbourg, où il prophétisait : « Ce n'est pas à Boulogne et sur les côtes de la Manche que le gouvernement français fonde ses espérances. Mais c'est en Italie où Bonaparte prétend fixer les destinées de son empire... » (1) Tout le monde voyait la gravité de l'événement ; personne n'osait donner le signal de la résistance. La puissance la plus intéressée au sort de la péninsule, l'Autriche, se contentait d'une abstention affichée aux cérémonies de Milan. Son immobilité dictait une extrême prudence aux couronnes italiennes qui n'avaient à compter que sur l'Empereur d'Allemagne contre Napoléon (2).

(1) Cité par DRIAULT, *Austerlitz*, p. 197. Du côté français, Gouvion Saint-Cyr (*Mémoires*, II, 306) retirait la même impression d'un entretien avec Napoléon. Voir les remarquables dépêches de Lucchesini, qui de Milan, entre mai et novembre 1805, décrivait les projets de Napoléon sur l'Italie (BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 344 à 409 : « Il est à supposer que aussi longtemps que l'Angleterre conservera seule les moyens d'étendre à volonté sa supériorité sur mer et dans les Indes, l'Empereur Napoléon travaillera à étendre sa puissance vers le Midi de l'Europe en s'assurant dans les États qui s'y trouvent des moyens d'augmenter les forces maritimes de son Empire »). Marie-Caroline voyait l'Italie « perdue du haut en bas » (*Correspond. avec de Gallo*, II, 578).

(2) Artaud concluait de ses entretiens avec Khevenhüller à un grand refroidisse-

Seule Marie-Caroline de Naples, enfiévrée par le spectacle de la lâcheté universelle, perdit son sang-froid au point de protester contre la dénomination de *roi d'Italie* prise par Napoléon. Roulant mille projets, elle rêvait de galvaniser les masses populaires, « l'unique force qui nous reste et que les Français n'ont pas encore pu paralyser » (1). Pour un peu, elle eût espéré le concours du gouvernement pontifical, qui disposait de ce puissant levier : la religion. Mais le Saint-Siège, s'il se prêtait à quelques échanges de renseignements, refusait d'aller au-delà de ces politesses. Consalvi avait trop peu de confiance dans ses voisins de Naples pour s'embarquer dans une aventure qui, même aux côtés d'un allié sûr et puissant, lui eût paru folie. Sa ligne de conduite était fixée. Momentanément, pensait-il, l'Autriche ayant trop à craindre ne bougerait pas. Plus tard, elle pourrait se jeter dans la guerre, si les Anglo-Russes, comme il était vraisemblable, tentaient un débarquement à Naples pour prendre les Français à revers. Dans ce cas, la France « se mettrait aussitôt en mouvement pour occuper l'État pontifical comme position militaire, aimant certainement mieux faire la guerre à l'ennemi devant Terracine plutôt qu'à la frontière Cisalpine ». Des dommages immenses étaient à prévoir, ainsi que le ressentiment des coalisés. Conclusion : afficher la neutralité la plus stricte, la moins contestable. Pie VII dans l'intimité rassurait les siens. Il tenait de la bouche même de Napoléon que son indépendance temporelle serait sauvegardée. Au spirituel, des espoirs mieux fondés encore étaient ouverts, pour le règlement des affaires italiennes (2).

L'adhésion du Chef de la Religion, moins éclatante qu'à Paris, ne manqua donc pas au Couronnement de Milan. Caprara, officiant comme légat pontifical, entouré de seize évêques, de dix vicaires généraux des sièges vacants, bénit « les ornements de Charlemagne » et la couronne de fer que ceignit le Roi, et reçut le serment où était mentionnée la conservation du catholicisme comme religion du Royaume (26 mai) (3).

ment entre l'Angleterre et l'Autriche ; d'ailleurs l'Empereur aurait eu l'attention fixée sur l'Allemagne plus que sur l'Italie : à Talleyrand, 7 prairial an XIII, A. E., Rome 938, fo 156.

(1) *Corresp. avec de Gallo* (chiffre du 20 février), II, p. 563 — Artaud, qui ne cherchait certes pas à compromettre le Saint-Siège, notait les signes d'une « espèce d'alliance » entre Naples, Rome et même Florence (A. E., Rome 938, fo 55). En réalité, de Gallo et Consalvi échangeaient quelques lettres (Vat. Ep. Nap. D 17), mais les gouvernements étaient loin de s'entendre.

(2) Consalvi aux Nonces, 30 mars 1805, Vat., Cif. Nunz. V, 327.

(3) Napoléon à Ségur, 7 germinal an XIII (28 mars), dans CHUQUET, *Inédits napoléoniens*.

I

Napoléon passa à Milan un mois (8 mai-10 juin) pendant lequel il mit une extrême activité à organiser le nouveau royaume (1). La tâche était rendue malaisée par les résistances que lui opposait, au nom de l'opinion, une bonne partie du personnel gouvernemental. La Consulte d'État luttait, depuis plus d'un an, pour obtenir que la Lombardie fût indépendante de la France. Elle n'avait accepté que de mauvais gré de déclarer Napoléon Roi d'Italie, excipant des circonstances, des rassemblements de forces ennemies en Méditerranée, qui risquaient de faire de la péninsule à chaque instant le champ de bataille des plus grandes puissances de l'Europe (2). L'Empereur-Roi, très décidé à se réserver le soin de forger les organes du gouvernement et d'arrêter la politique générale, devait néanmoins tenir compte, dans une large mesure, des vœux des populations ou des susceptibilités de leurs dirigeants. Or il se trouvait qu'en matière religieuse, celles-ci se conciliaient fort bien avec ses propres préférences. Les Lombards aimaient à rappeler qu'ils « étaient fiers de se trouver beaucoup plus libres, plus indépendants du pouvoir pontifical que les autres États d'Italie », et « beaucoup de personnes », rapportait-on, regrettaient les concessions faites dans le Concordat de 1803, « sacrifices inutiles qu'on aurait pu éviter en montrant plus de vigueur dans les négociations » (3). Parmi les ecclésiastiques même, cet état d'esprit était répandu. Le haut clergé séculier y était d'autant plus enclin qu'il n'avait guère à compter que sur l'État pour remédier au dénuement dont il gémissait. Cela, Napo-

léoniens, n° 127. Cf. DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 322-25 ; CUSANI, *Storia di Milano*, VI, 157 ; D'AVRILLON, *Mémoires*, I, 185 ; et la toile de Goubaud, au Musée de Versailles, représentant le Sacre de Milan.

(1) MASSON (F.). *Le Royaume d'Italie*, in « Rev. Paris », 1899, T, III, p. 737, est utilement rectifié sur bien des points par DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 305-314, mais celui-ci à son tour ne tient pas assez compte de l'opposition réelle rencontrée par l'Empereur-Roi en Italie du Nord ; études capitales de PINGAUD (A). *La politique italienne de Napoléon I*, « Rev. H. », janvier 1927, p. 19-33 ; *Le premier royaume d'Italie : le développement du système napoléonien*, in « Rev. Et. Nap. », mai-octobre 1923 (trois articles).

(2) Avis de la Consulte d'État (février 1805), A. E., Milan 61, fo 65 : cf. *ibid.* Milan 60, fo 381 et sqq. : *Extraits des Reg. des Délibérations secrètes de la Consulte d'État* (28 mai 1804) et A. N., AF IV 1709 (A) : *Rapport de Marescalchi à l'Empereur*, 13 avril 1805.

(3) A. E., Milan 61, f°s 249-254.

l'empereur le savait. Consulté sur la situation matérielle et l'état d'esprit des cardinaux du Royaume, Fesch avait attesté que presque tous les dignitaires étaient *bien*, ce qui signifiait dévoués à la France, et qu'ils étaient *pauvres* (1). Conditions favorables pour défendre les positions occupées contre l'ultramontanisme, sans s'aliéner le clergé séculier et sans manquer à la maxime napoléonienne de « respecter les mœurs des peuples ». Le « grand projet », avoué par l'Empereur-Roi de « reconstituer et d'illustrer le royaume d'Italie », entraînait l'établissement d'un « ordre de choses plus conforme à l'esprit du siècle où nous vivons et au degré où en est arrivée la société » (2). Qu'était-ce à dire en matière religieuse, sinon annoncer une législation inspirée de la France, et consacrant la suprématie du pouvoir politique ? Sans sacrifier les principes et les nécessités de sa politique italienne, Napoléon pouvait-il satisfaire aux réclamations pontificales ? Il parut s'en flatter, et aborda en premier lieu le problème du Concordat.

Quarante-huit heures après son arrivée à Milan, un décret royal formait le Conseil d'État. La section des Cultes, tout entière formée d'ecclésiastiques, recevait pour président le cardinal Caprara. En ouvrant ses séances, Napoléon prononça des paroles très fermes : il désirait « qu'on ne soulevât aucune sorte de questions avec le Pape, sur les objets en vue desquels la section était formée ». Au premier titre de l'ordre du jour, il plaça la dotation des ecclésiastiques, et émit le vœu qu'aucune décision ne fût prise qu'après mûre réflexion. Rassuré par tant de bienveillance, Caprara le fut aussi par le concours dévoué que lui apporta le cardinal Fesch. L'ambassadeur, sur la demande de Pie VII, remettait sous les yeux de l'Empereur quelques demandes « au succès desquelles S. S. attache le plus vif intérêt, et que son voyage à Paris lui fait espérer d'obtenir ». La principale concernait les décrets Melzi : « V. M., assurait sans hésitation Fesch, en montant au trône d'Italie pourrait abroger ces lois que le Pape regarde comme entièrement destructives du Concordat » (3).

Abroger des décrets, désavouer le ministère de Milan, Napoléon avait déjà manifesté qu'il y répugnait. Caprara se trouva là à point

(1) Fesch à l'Empereur, 20 messidor an XIII, Arch. Rh., 1 F 21, 242.

(2) Napoléon à Melzi, 23 juin 1804 ; à M. Taverna, 11 août 1805, *Corr.*, IX, 7814 ; et XI, 9067.

(3) Fesch à Napoléon, 30 floréal an XIII, Arch. Rh., 1 F 21, 175 ; Consalvi à Caprara, 30 mars 1805, Vat., Nunz. Fr. 600, fol. 222 ; Caprara à Consalvi, Nunz. Fr. 592, f°s 169, 173.

pour fournir une formule moins brutale. Il souffla à Talleyrand que S. M. « pourrait déclarer qu'elle s'engage à faire respecter le Concordat d'Italie. Cela, à mon avis, doit satisfaire la nation, et servira d'une raison de plus pour Rome, pour donner la main à l'exécution du Concordat et en conséquence à en ôter les difficultés qu'elle pourrait avoir » (1). Quatre jours avant le Couronnement, en effet, l'Empereur-Roi arrêta que le Concordat aurait *sa pleine exécution* à dater du 1^{er} juin 1805. Napoléon voulut en communiquer lui-même la nouvelle à Pie VII : « Un de mes premiers soins a été de prendre un décret pour la mise à exécution du Concordat ; V. S. peut donc le faire publier à Rome sans aucune espèce de doute. Ainsi, toutes les choses sont arrangées d'une manière convenable ». La formule n'était pas dépourvue d'ambiguïté ; Fesch cependant chargeait Isoard d'annoncer officiellement que « S. M. a daigné prononcer l'abolition des lois organiques » (2).

La différence des deux textes frappa Consalvi. Tandis que Pie VII remerciait avec effusion l'Empereur, le Secrétaire d'État avouait ses doutes : il aurait voulu que le décret lui-même contînt l'assurance formelle de la disparition des lois Melzi. Il savait la force des traditions josphistes à Milan. Le personnel gouvernemental, à peine modifié, spécialement Bovara, confirmé au ministère des Cultes (où il était depuis 1802 l'homme de Melzi et le défenseur des doctrines régaliennes), inspirait une grande défiance aux Romains. Toutefois il semble que le Secrétaire d'État crut expédient de s'en remettre aux rassurantes promesses de Napoléon (3).

Le jour même où le Secrétaire d'État notifiait aux Nonces la décision sur la publication du Concordat italien, l'Empereur-Roi, à Milan, signait un décret sur le statut du clergé (8 juin). Bientôt un second décret (22 juin) formait avec le précédent un véritable code de discipline ecclésiastique, où séculiers et réguliers étaient également intéressés. Dans les vingt cités les plus importantes du royaume, une « concentration » rigoureuse diminuait le nombre des paroisses, pour assu-

(1) Billet (confidentiel) de Caprara à Talleyrand, 2 mai 1805, A. N., AF IV 1079 (A). — A ce moment, Melzi, de très mauvaise humeur, menaçait de donner sa démission (Marescalchi à l'Empereur, eod. loc.). Il fallait éviter de le mécontenter encore.

(2) Napoléon à Pie VII, 4 prairial, *Corr.*, X, 8781 ; Fesch à Isoard, 5 prairial, in *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulpice ; Isoard à Consalvi, 31 mai, Vat., Nunz. Fr. 597, fo 153.

(3) Consalvi à Caprara, 22 mai 1805, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 245 ; aux Nonces, Cif Nunz., V, 358.

rer une meilleure rétribution à celles qui subsistaient. Chaque ordre religieux se voyait fixer un nombre maximum de membres ; certains couvents étaient supprimés, leurs biens passant au Trésor qui prenait l'entretien des religieux à sa charge. Cette simplification avait sa contrepartie dans les mesures prises pour donner une base financière solide à l'organisation ecclésiastique. Les crédits inscrits au budget en faveur des religieux dépouillés pendant la Révolution étaient relevés. Surtout le Gouvernement annonçait la dotation des ministres du culte sur des fondations ; des menses importantes étaient constituées pour les évêques et les chapitres, mais, selon le système que Napoléon devait généraliser, en rentes sur l'État plutôt qu'en biens-fonds, comme le souhaitait Rome. Séminaires et fabriques des églises étaient subventionnés. Des gestes magnifiques attestaient la bienveillance royale envers l'Église italienne, comme l'octroi de cinq millions de francs pour l'achèvement de la cathédrale de Milan (1).

Le nombre et l'importance des décisions contenues dans les décrets de juin ne permettaient pas de supposer que Napoléon eût seulement ratifié les vœux des cercles gouvernementaux. Il allait certainement dans leur sens : à Bologne, et sur quelques points du territoire, en promulguant le *Decreto alla riduzione dei monasteri* on le fit suivre du texte de l'ancien décret Melzi (2). Mais, vu dans son ensemble, le dessein était dans la manière propre de l'Empereur : simplification administrative, réduction de l'effectif et des biens du clergé, compensation des sacrifices imposés par des avantages matériels et moraux dont l'État fixait seul l'étendue, rappelaient le contenu des Articles Organiques. Rapprochement significatif : à la même heure, Napoléon décidait la mise en vigueur du Code Civil dans le royaume, pour le premier janvier de l'année suivante. La clause tutélaire du catholicisme religion dominante, que le Saint-Siège se flattait de faire respecter, était tournée, et la législation française si redoutée, introduite en Italie.

Les bouleversements que la toute puissante volonté de Napoléon poursuivait dans les pays secondaires du Nord de la péninsule, aggravaient la menace des réformes promulguées à Milan. De mars à la fin juillet 1805, une série d'annexions à peine déguisées furent autant de coups qui firent tressaillir les trônes italiens. La princesse Élisabeth reçut d'abord Piombino, « sous le haut domaine de la France », puis le ter-

(1) CUSANI, *Storia di Milano*, VI, 185 ; *Storia d'Italia*, VII, 679.

(2) Fesch à Marescalchi, 18 thermidor 13, Arch. Rh., 1 F 21, f° 284.

ritoire de Lucques. Fin mai, l'union de la Ligurie à la France fut proclamée par le Sénat de Gênes. Parme et Plaisance furent simplement assimilés à des départements français, et, comme tels, dotés sans délai du Code Napoléon. Partout les esprits et les consciences étaient énergiquement pliés au régime nouveau. En Piémont, le plus ancien territoire annexé, le clergé était entièrement pris en mains par le Gouvernement français. L'archevêque Buronzo, coupable de fidélité au souverain déchu, avait dû se démettre. Le Saint-Siège ayant accepté en principe la nouvelle circonscription des diocèses et les titulaires des huit sièges prévus, il restait à les installer. La France demanda que les évêques élus fussent assimilés aux nationaux et relevés de l'obligation, imposée à tous les Italiens, de se rendre à Rome pour y recevoir leurs bulles. Le Saint-Père hésita beaucoup; finalement, il *dispensa* du voyage, mais en spécifiant qu'il ne s'agissait là que d'une grâce justifiée par la *ristretezza del tempo*. Il protesta que le Piémont, même incorporé à la France, ne cessait pas, en matière religieuse, d'être pays italien; à plus forte raison, ni Gênes, ni Parme et Plaisance ne pourraient invoquer comme un précédent une mesure exceptionnelle. La thèse française selon laquelle un pays, faisant partie politiquement du territoire, avait « droit de réclamer en matière religieuse les lois du Concordat conclu avec la France », était formellement rejetée (1).

Mais le personnel ecclésiastique se rangerait-il du côté de Rome? ne lui échapperait-il pas? Napoléon multipliait les marques de protection à l'égard des évêques ses sujets. Fesch lui avait soufflé quelques demandes à adresser au Saint-Siège : solliciter un certain nombre de chapeaux cardinalices, obtenir trois auditeurs de Rote pour représenter à ce tribunal, selon la tradition, les villes de Bologne, Ferrare et Milan, préparer des nominations aux sièges épiscopaux vacants. La Curie ne mettait, à répondre, aucun empressement. Elle calculait qu'en comprenant Spina et Caselli, Génois, il y avait sept cardinaux français dans le Sacré-Collège, et l'union de la couronne de Milan avait fait de seize *porporati* des sujets de Napoléon. Cette proportion ne pouvait être élevée sans provoquer les protestations des autres couronnes. Toujours guidé par son oncle, l'Empereur se rabattit sur l'idée

(1) C'était la thèse de Fesch et de Portalis, 23 et 27 pluviôse an XIII, dans Arch. Rh., 1 F 41; cf. rapports de Portalis, 3 frimaire an XIII (A. N., F¹⁹ 176) et 27 mai 1806 (*Rapports et discours*, p. 596). A l'inverse, Consalvi à Caprara, 12 juin 1805, Vat., Nunz. Fr. 584, f^o 251. Sur l'état d'esprit en Piémont, cf. BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese*, IV, 331.

d'augmenter, par une pension du Trésor, le revenu des cardinaux italiens insuffisamment dotés; il offrit à ceux qu'il lui plaisait d'utiliser, le moyen de soutenir leur dignité, en leur proposant un siège épiscopal (1). Au reste, il ne semblait pas qu'il dût rencontrer beaucoup de résistances. Comme il parcourait, sous prétexte d'inspection militaire, les places des deux rives du Pô : Crémone, Brescia, Vérone, Mantoue, Bologne l'ancienne cité papale, Modène..., il recevait partout les hommages dus à une manière de suzerain, au nouveau Charlemagne. Aucune dissonnance perceptible dans les milieux ecclésiastiques. A Gênes, où s'acheva le voyage, le cardinal Spina et son clergé accueillirent magnifiquement l'Empereur et prêtèrent serment entre ses mains au cours d'un solennel *Te Deum*. Promesse de fidélité aussitôt récompensée par l'attribution de la Légion d'honneur aux deux Éminences, Spina et Caselli, autrefois associées aux travaux du Concordat français.

Quand, le 8 juillet, Napoléon quitta Turin, pour regagner la France et reprendre ses projets du camp de Boulogne, il avait le droit de croire que l'« Italie lui appartenait comme elle n'avait jamais appartenu à aucun empereur dans les siècles passés » (2). Mais il avait brisé l'accord tant souhaité par le Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques et les matières de religion.

Fesch s'en rendit compte, dès son retour à Rome. Lorsque, le 6 juin, il reprit possession de son poste d'ambassadeur, sa situation paraissait incomparablement plus forte et plus aisée que deux ans auparavant, alors qu'il arrivait, inconnu aux Romains et aux Français. Il rentrait dans la joie du succès. Prolongeant le glorieux voyage du Sacre, les traditionnels échanges de cadeaux et de remerciements étaient l'occasion de compliments délicats (3). Pie VII avait tenu à lui réserver la primeur de l'allocution qu'il prononcerait en consistoire et qui contenait de flatteuses allusions à la magnifique hospitalité de l'archevêque de Lyon, à l'empressement et au zèle du clergé et des fidèles français. Fesch en retour apportait les promesses d'entente renouvelées par l'Empereur à Milan, tout un programme de mesures destinées à re-

(1) Fesch à l'Empereur, 3 et 4 prairial, Arch. Rh., 1 F 21, fo 179; Marescalchi à Fesch, 10 juin 1805, 1 F 57; Consalvi à Caprara, 11 août 1805, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 266.

(2) *Storia d'Italia*, VII, 688; MORSELLI (A.), *Sur un voyage célèbre de Napoléon, roi d'Italie*, in « Rev. Et. Nap. », août 1930. Série de lettres de Talleyrand à Fesch, décrivant les étapes du voyage et ses heureux effets : « Les anciennes divisions s'effacent. Tout se rallie autour de lui », prairial et messidor an XIII, Arch. Rh., 1 F 40.

(3) ARTAUD, *Vie de Pie VII*, II, 211.

hausser la situation du clergé italien. Le titre de ministre du Royaume d'Italie, que Fesch cumulait avec celui de ministre de France, prenait toute son ampleur et tout son prix : que pouvait refuser la Curie au principal auteur de la révocation des décrets Melzi ?

Moins d'un mois écoulé, et les beaux espoirs entrevus disparaissaient. Les annexions opérées par l'Empereur justifiaient les sombres prophéties de ceux qu'inquiétait l'inscription symbolique des médailles frappées à Milan : *Napoleo rex totius Italiae*. Celle de Parme coupait court aux espoirs de dédommagement ébauchés de ce côté, après le refus des Légations : cruel démenti aux promesses faites par l'Empereur « de consolider et d'étendre le domaine du Saint-Père » ! Celle de Gênes, celle, indirecte, de Lucques, faisaient naître des craintes pour l'avenir de la religion (1). Fesch, félicitant sa nièce Élisa de son élévation au trône, l'exhortait à la prudence : « Toute l'Italie nous regarde. Vous serez sévèrement jugée. On n'est pas porté ici à faire d'innovations. Ainsi mettez beaucoup de sagesse et de circonspection dans tout ce que vous vous proposerez de faire, afin d'obtenir sans risque de refus. Écrivez-moi avant de rien entamer, je vous donnerai la probabilité qui pourrait vous régler (2). »

La réaction des milieux romains contre les réformes annoncées par Napoléon dans le Milanais dépassait en profondeur ce que Fesch croyait discerner. Les décrets de juin étaient stigmatisés comme « la violation la plus décisive », et la plus inattendue, du Concordat italien. Réédition des « décrets Melzi » (dont la condamnation par l'Empereur avait été entourée de tant d'équivoque), ils portaient, comme eux, la tare irrémédiable d'émaner du pouvoir civil seul. Même lorsqu'ils prétendaient servir les intérêts du clergé, ils procédaient, en dépit de tous les engagements, sans entente préalable avec le Saint-Siège. Quant aux réductions de paroisses, de couvents et de biens ecclésiastiques, autant de mesures contraires au texte du Concordat, fatales à la religion, qu'aucune nécessité politique ne justifiait (3).

Sur ce thème, l'ambassadeur de France reçut, dès la fin juillet, les protestations les plus fortes du Pape. Ce fut son mérite de les traduire à Napoléon avec une netteté rare sous sa plume. Il décrivait, visible-

(1) Artaud à Talleyrand, 13 et 16 prairial an XIII, A. E., Rome 938, fos 163-173 ; DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 326.

(2) Fesch à Élisa, 24 juillet 1805, Arch. Archev., *Papiers Fesch*.

(3) Consalvi aux Nonces, Vat., Cif. Nunz. V, fos 361 et 364 ; à Fesch, 30 juin et 30 juillet 1805 (sur les décrets), 11 août (contre le Code Napoléon), Arch. Rh., 1 F 33.

ment ému, la douleur du Souverain Pontife qui pense, disait-il, « avoir perdu tout le fruit de son voyage ; il est honteux vis-à-vis de ceux qui l'avaient prévenu qu'on n'aurait aucun égard à ses démarches ; il se croit compromis vis-à-vis du Sacré-Collège ; il ne sait plus que répondre aux évêques italiens, et aux curés qui l'interrogent » (1). D'ordinaire empressé à proposer ses bons offices, Fesch s'effaçait, aurait voulu se dérober. Il avait pris le parti de voir très rarement Pie VII, parce qu'il ne savait comment le consoler, et parce qu'il se tenait trop engagé dans l'affaire, lui qui s'était porté garant du strict respect du Concordat. Il aurait voulu faire tout renvoyer au légat, à Paris. Mais Pie VII répliqua que Caprara n'avait pas « assez de courage pour faire lui-même les plus simples représentations » à l'Empereur.

Fesch eut un moment d'accablement véritable quand il s'entendit confirmer par son neveu que toute la négociation lui serait confiée. Du camp de Boulogne, Napoléon répondit brièvement : « Ses plaintes [du Pape] ne sont pas justes... Voyez à le contenter, il a beaucoup de sujets de l'être. Faites un traité, je ne me refuserai pas aux modifications qu'il demanderait et que je pourrai faire... » « C'est une affaire de vanité et de formes, arrangez-la. Bien entendu que je ne reviendrai pas sur les mesures que j'ai prises (2). » Espérer des instructions explicites était inutile. L'Empereur, étreint par le souci de sa grande manœuvre maritime contre l'Angleterre, très certainement sincère quand il disait vouloir laisser derrière lui une Italie apaisée, n'avait pas d'attention à donner à un objet secondaire. Marescalchi vers qui Fesch se retournait, comme vers le dirigeant des Relations Extérieures du royaume, se déclarait sans ordres de Sa Majesté.

Rien là qui étonnât Consalvi. Il avait prévu que le tour pris par les événements politiques ne permettrait pas à l'Empereur, même bien disposé, de négocier. Cependant faire confiance à Napoléon était encore la dernière chance de déjouer les « artifices » des ministres italiens. Aussi convenait-il de temporiser, jusqu'à une éclaircie de l'horizon. Le Pape désigna le cardinal Antonelli pour étudier les affaires du côté romain. La lenteur habituelle à ce négociateur coin-

(1) Fesch à Napoléon, Arch. Rh., 1 F 21, fo 302 ; cf. FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, p. 75 sqq. ; Fesch à Marescalchi, 18 thermidor an XIII, 1 F 21, 284 ; Marescalchi à Fesch, 10 août, 1 F 57.

(2) Napoléon à Fesch, 19 et 27 août, *Corr.*, XI, 9092 et 9142 ; avec le Pape (n° 9091), Napoléon insistait plus sur son désir d'accord.

cidait avec la prudence politique, au moment où planait sur l'Italie et sur l'Europe une immense incertitude (1).

Fesch ne prévoyait rien moins, pour aboutir, que quatre mois, à deux conférences par jour, si ce train se pouvait soutenir. Il se mettait au courant de l'état des choses auprès des évêques italiens, arrachait à l'inertie des bureaux des Cultes, à Milan, les renseignements statistiques nécessaires. Il sollicitait une suspension provisoire des décrets de juin, s'attirant par cette initiative les témoignages de gratitude du Pape. Il posait ainsi, devant son neveu, le problème italien : « A Rome, on est bien convaincu que si la guerre continentale se rallumait, elle amènerait la destruction de la maison d'Autriche. Il y a ici très peu de partisans de la Russie. On s'embarrasse très peu de la famille qui règne à Naples; on voudrait bien la voir détrôner, mais on souhaiterait encore plus que V. M. portât ses armes victorieuses chez les Arabes en Barbarie, parce qu'ils désolent toujours ces parages, et la grande partie de la population est pour la France. Les cardinaux et les princes savent que V. M. ne veut pas se faire évêque de Rome, ainsi ils ne craignent pas son titre de Roi d'Italie, mais les premiers ne peuvent pas supporter les infractions du Concordat italien. Lorsque les discussions sur le Concordat italien seront terminées, il me sera bien plus facile d'obtenir ce que je demanderai (2). »

II

La clairvoyance de Fesch était aiguisée par son désir d'arracher au Pape une décision favorable dans une affaire qui tenait particulièrement à cœur à Napoléon : la cassation du mariage de Jérôme Bonaparte.

En décembre 1803, le frère cadet du Premier Consul, sans le consentement des siens, à l'insu de sa mère, avait épousé la fille d'un riche citoyen de Baltimore, Elisa Patterson. L'union avait été bénie « conformément aux rites de la Sainte Église catholique », mais dans

(1) Consalvi aux Nonces, 13 juillet 1805, Vat., Cif. Nunz. V, f^o 364; Consalvi était fondé à supposer que les ministres italiens n'admettraient pas que les objections du Saint-Siège fussent prises en considération; cf. Rapports d'Eugène à l'Empereur de Marescalchi, 15 juin, 10 et 27 août, A. N., AF IV 1709 (A).

(2) Fesch à l'Empereur, 24 thermidor XIII (12 août 1805), Arch. Rh., 1 F 21, f^o 298; remerciements du Pape à Fesch, 1 F 34.

les conditions spéciales à un pays non catholique et à un mariage mixte. Très épris de sa femme, Jérôme avait mené en Amérique une existence aussi insouciance que coûteuse : pas un instant l'étourdi n'avait supposé qu'il s'était aliéné la faveur de son frère, chef de famille et bientôt fondateur de dynastie. En même temps que la nouvelle de l'avènement de l'Empereur, il eut la pénible surprise d'apprendre son exclusion de l'hérédité. Napoléon tenait ce mariage, médiocrement reluisant en soi, inutile à son système politique, pour un acte irréféchi, sans conséquences juridiques ; il mettait pour conditions à une réhabilitation l'abandon de « Mademoiselle Patterson » et le retour de Jérôme, libre de tous liens.

Jérôme se drapa d'abord dans sa dignité. Mais plus pressé qu'il ne voulait l'avouer par l'incertitude de sa situation... et l'épuisement de ses ressources, il finit par s'embarquer : il amenait Élisabeth Patterson qu'il se flattait de faire agréer à l'Empereur comme son épouse légitime. Ce grand mouvement d'audace mourut aux rivages européens. Le chevaleresque époux persuada sa femme de l'attendre, tandis qu'il s'exposerait seul à la fureur de son frère. En floréal an XIII, il arriva à Milan au milieu des fêtes du Couronnement, pour s'entendre signifier les volontés impériales, et y obtempérer sans plus de délais et sans autres scrupules (1).

L'Empereur pouvait annuler le mariage civil, mais non dénouer le lien religieux. Quelque temps avant, il avait, dans une conversation avec Pie VII, fait allusion au cas de Jérôme, et sondé le terrain. Comme pour reprendre un entretien interrompu, il écrivit au Pape pour solliciter une « bulle qui annulât le mariage ». Lettre personnelle : l'ambassadeur français n'avait pas encore rejoint son poste ; d'ailleurs il fallait échapper aux indiscretions de la voie diplomatique et aux lenteurs de la voie théologique. Cet appel direct à la puissance absolue du Pontife était autorisé par la matière et par les rapports des deux souverains. Pie VII avait donné l'exemple de se confier immédiatement à l'Empereur dans les sujets qui lui tenaient à cœur, comme le Concordat italien. Napoléon mettait en parallèle les deux démarches : la lettre même où il produisait sa demande pour Jérôme, annonçait la prise en considération des prières du Pape contre les

(1) A. E., Mém. et Doc. France, 1794 et 1806 (fs 20 à 90) ; A. N., AF IV 1694 ; *Mémoires du roi Jérôme*, I, 142 et sqq. ; DU CASSE, *Les rois frères de Napoléon*, p. 179 ; MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, III, 153 ; LÉVY (A.), *Jérôme Bonaparte et Napoléon*, « Rev. Paris », 15 décembre 1931.

décrets Melzi (1). L'échange de bons procédés ne se limiterait pas là. Un geste un peu théâtral de l'Empereur à Gènes le confirma. Jérôme, nanti du grade de capitaine de vaisseau, reçut le commandement d'une escadre qui cingla vers Alger. Deux cents captifs liguriens, libérés par le Dey à sa demande, devaient bientôt être rapatriés au milieu des démonstrations de joie publique. Les peuples d'Italie sauraient ce qu'ils pouvaient attendre de l'auguste protection de l'Empereur, le gouvernement romain, ce qu'il aurait à gagner à une complaisance accordée (2).

Sur tant de considérations importantes, est-ce la rancune qui l'emporta ? La déconvenue laissée par le Sacre et ses conséquences, l'hostilité contre la France, manifestée par une partie du Sacré Collège, inclinèrent-elles Pie VII au refus ? On l'a supposé, mais sans preuves. Il est certain que Pie VII s'était réservé l'examen de la demande ; il est évident que ce sont des scrupules de canoniste, de moraliste qui lui dictèrent une réponse négative et absolue, là où la politique eût dicté au moins des atermoiements ou des marchandages (3). Depuis le Concordat, le Saint-Siège notait avec effroi les tendances qui prévalaient dans la législation française du mariage. Le Code Civil, où l'on ne pouvait ignorer la part personnelle du Premier Consul, faisait horreur, comme l'instrument destiné à imposer la thèse civile du mariage-contrat, contre le droit canonique sur le mariage-sacrement. De ces tendances, Pie VII rapprochait des faits connus de lui seul : l'union purement civile de Napoléon avec Joséphine, sa répugnance à la bénédiction religieuse, le second mariage de Lucien contesté au nom de l'intérêt dynastique, celui de Jérôme annulé avant tout examen canonique avec des arguments de droit civil ; pouvait-il manquer d'être révolté par tant d'indifférence devant la conception chrétienne du mariage ? L'Empereur n'avait pas été sans s'entourer de conseils ecclésiastiques. Il avait requis de son aumônier de Pradt un

(1) Napoléon au Pape, 24 mai, *Corr.*, X, 8781.

(2) *Mémoires du roi Jérôme*, I, liv. 5 (p. 369. Mandement de l'archevêque Spina, et actions de grâces pour les résultats de l'expédition) ; MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 396.

(3) MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, III, 156. Pie VII assure lui-même avoir pris sa décision seul (et la rapidité de sa réponse, prête dès le 27 juin, suffirait à le prouver). Tous les documents du Vatican sur le Concordat (surtout la *Storia mutilata del Concordato*, Vat., Ep. Nap. Fr. 1) et sur le Code Civil prouvent qu'il n'est aucun point où la vigilance du Saint-Siège ait été plus constante, plus inquiète que sur la législation française du mariage. M. WELSCHINGER (*Le Pape et l'Empereur*, p. 50) ajoute avec raison que Pie VII craignait, en annulant le mariage de Jérôme, de s'exposer à voir l'Empereur demander la nullité du sien.

travail très détaillé, et l'avait fait tenir au Pape ainsi qu'un mémoire du cardinal Caselli. Pie VII, ayant examiné les documents, jugea que de tous les motifs proposés, il n'en était pas un d'où la nullité pût résulter.

Il allait expédier cette réponse lorsque le cardinal Fesch, arrivant de Milan, rentra à Rome. La discussion rebondit.

Fesch, lisant la rédaction de l'évêque de Poitiers, trancha que « l'auteur du Mémoire ne connaît ni les opinions divergentes des théologiens et des canonistes, ni les sentiments où ils se réunissent ». Après une critique où tout n'était point faux, mais constamment menée sur ce ton péremptoire, il se félicita d'arriver « à temps pour faciliter et éclaircir les doutes de Sa Sainteté⁽¹⁾ ». Il eut bientôt bâti une démonstration sur le thème suivant : le mariage est un contrat élevé par Jésus-Christ à la dignité d'un sacrement ; il n'y a donc pas de sacrement là où il n'y a pas de contrat. Le législateur peut juger de l'existence ou de l'inexistence du contrat. Quelles que soient les opinions théologiques, « il est de fait que tout évêque français, les anciennes lois subsistantes, se fera un devoir de prononcer la nullité d'un semblable mariage, et parce qu'il est frappé par la loi civile et parce qu'il est atteint de l'empêchement dirimant du rapt de séduction. Il est donc démontré que les mariages nuls selon la loi civile, le sont aussi selon la loi de l'Église, et que le Code actuellement existant ne peut rien changer à l'ancienne forme de procéder en cassation de mariage. » Tandis que le Saint-Siège demandait, depuis le Concordat, que l'État appuie les lois de l'Église, Fesch posait en axiome qu'il est « absurde de prétendre que l'État veuille souffrir que l'Église confirme ce qu'il aurait condamné et qu'il croirait préjudiciable à la société ».

Cette théologie inattendue, qui aboutissait à faire entériner par le pouvoir spirituel les décisions du temporel, contenait exactement ce qu'il fallait pour démentir les apaisements prodigués depuis trois ans à Rome par le gouvernement français, à propos de sa législation matrimoniale. Pas un des postulats qui l'étaient qui ne dût être repoussé et des théologiens ultramontains et des interprètes fidèles de la tradition gallicane. Le 1^{er} juillet, Consalvi annonça que le Saint-Père ne croyait pas pouvoir changer sa décision, ni différer le départ du courrier. Fesch se jeta à la traverse, sollicita une nouvelle délibération, produisit de nouveaux textes, propres à rendre « son argument

(1) Fesch à Napoléon, 9 juin 1805, dans DU CASSE, *Les Rois Frères*, p. 185. — Dans Arch. Rh., 1 F 21, pp. 187-193, texte du Mémoire de de Pradt ; pp. 193-199, critique de Fesch sur ce texte, exécutée à la demande de Napoléon.

invincible ». En vingt-quatre heures son nouveau travail fut jugé et rejeté. Le cardinal témoigna qu'il était vivement offensé, mais ne renonça pas à plaider le procès « devant un juge aussi équitable que Sa Sainteté ». Il y gagna de faire traîner la discussion encore deux mois, jusqu'à l'entrée de septembre. Aucun de ses arguments, aucune de ses autorités ne furent retenus (1). La réponse de Pie VII à l'Empereur, — tout entière écrite de sa main —, remarqua que « les trois mémoires que V. M. nous a transmis, allant par des voies opposées et contradictoires, se détruisent mutuellement » ; celui de Fesch, fondé sur le manque de consentement de la mère et des parents du jeune homme mineur, était réfuté au passage et le Pape précisait que, même selon « la loi de France », « le pouvoir séculier n'a pas le droit d'établir des empêchements dirimants au mariage comme sacrement (2) ».

Tant d'empressement et d'application avait été sans effet. Le cardinal s'avouait non confondu, mais découragé : il y avait trop de mauvaise humeur à Rome pour qu'on pût rien espérer avant la fin de la guerre. Il s'était un temps raccroché à l'idée que, ne voulant pas tout refuser « ils [les Romains] préféraient de faire juger l'affaire en France par des évêques ». A mesure que l'échec devenait inévitable, Fesch orientait visiblement ses notes de manière « que si l'on s'entête ici à persister dans un refus, ce procès sera gagné victorieusement en France ». Il conseillait à Napoléon d'engager l'affaire devant l'archevêque de Paris, à qui, raisonnant d'après les principes de l'Église gallicane, les mémoires qu'il avait établis suffiraient (3). Le conseil devait être

(1) Fesch à l'Empereur, 13 messidor (2 juillet), 14 messidor, 24 thermidor (12 août), dans A. N., AF IV, 1694, et Arch. Rh., 1 F 21, 212-213 ; Consalvi à Fesch, 1^{er} juillet et sqq., Arch. Rh., 1 F 33.

(2) La réponse de Pie VII, publiée par Artaud, p. 212-217, était prête, comme il l'indique, le 27 juin. Mais, grâce aux efforts de Fesch, elle fut plusieurs fois retardée, et c'est le 9 septembre seulement qu'elle fut expédiée, comme le prouve le P. S. du texte, qui est dans Arch. Archev., et une lettre de Fesch à l'Empereur, 24 fructidor (11 septembre), Arch. Rh., 1 F 21, 345. Fesch se plaignit que le Pape n'avait pas réfuté les textes produits par lui ; Consalvi riposta par un Mémoire de 96 pages, dressé par ordre de Sa Sainteté (le 8 septembre 1805, dans Arch. Archev.).

(3) Fesch à Napoléon, 10 juillet (cité par FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, I, 93), 6 octobre, Arch. Rh., 1 F 21, 410. Devant ces textes formels, il est impossible de maintenir la flatteuse appréciation de RICARD (*Le Cardinal Fesch*, p. 150) et du général de RICARD, aide de camp de Jérôme (*Autour des Bonaparte*, p. 243) qui assurent que Fesch « se tint en dehors de cette solution inattendue », et n'admit pas que « la volonté de l'Empereur pût annuler une union légalement constituée ». — Fesch n'eut pas tant d'indépendance ; il est vrai qu'il ne fut pas le seul à se prêter avec complaisance à l'annulation (LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 310).

retenu. Si les événements militaires détournèrent Napoléon de suivre cette irritante affaire, dès qu'elle fut reprise activement, en octobre 1806, c'est la procédure indiquée par Fesch qui fut suivie, avec un succès qui parut confirmer, après coup, toute sa théologie. Les conséquences en furent des plus fâcheuses sur les rapports entre l'Empereur et Rome. L'annulation du mariage de Jérôme à Paris sembla convaincre le Pape de ne s'être obstiné dans la négative que par humeur, ou d'avoir cédé aux rancunes de ses conseillers.

Pas un instant, Fesch n'eut conscience de la véritable révolte que sa conduite provoquait dans les cercles pontificaux (1). Comme pendant les négociations du Sacre, le ministre de France s'autorisait de sa qualité d'ecclésiastique pour exercer sur les délibérations une pression telle qu'aucun laïque n'eût osé le faire. Une fois encore, il s'entêtait dans des affirmations doctrinales dont l'opiniâtreté faisait illusion au chef de l'Empire, sinon au clergé gallican. De quelle doctrine d'ailleurs s'agissait-il ! La stupéfaction de Pie VII se muait en indignation devant l'ignorance ou l'inconscience de ce membre du Sacré Collège. Pour le Sacre, on avait pu pardonner à un désir sincère du bien de l'Eglise, mais maintenant, le seul intérêt de sa famille en jeu entraînait le cardinal à franchir et les distinctions de la logique et les notions élémentaires de la théologie morale.

*
* *

La sollicitude de l'oncle Fesch pour ses neveux avait alors une autre occasion de s'employer : c'était le dissentiment de plus en plus aigu entre Napoléon et Lucien (2).

L'Empereur, après avoir eu tant de griefs sérieux contre son frère lorsque celui-ci le servait, ne lui pardonnait pas maintenant de « n'être bon à rien dans son système ». Lucien s'en était exclu en allant épouser en secondes noces une madame Joubertou, de réputation douteuse, alors qu'on cherchait pour lui une alliance dans les familles princières d'Europe, et un trône. Depuis deux ans, il résistait à toutes les tentatives faites pour l'amener à briser cette union malencontreuse.

(1) CONSALVI, *Mémoires*, II, 391 ; cf. Vat., Nunz. Fr., 584, fo 277.

(2) IUNG, *Lucien Bonaparte et ses mémoires*, III, p. 2-50 ; (ANONYME), *Le prince Lucien Bonaparte et sa famille* ; MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, II, 409 et III, 26 sqq. ; KIRCHEISEN, *Napoleon und die Seinen*, I, 143 ; FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, I, 113 ; II, 24, etc. . . ; LÉVY, *Les Dissentiments de la famille Impériale*.

Il se sentait fort de l'appui de Madame Mère qui avait pris son parti avec éclat, le précédant même dans son exil en Italie. En 1806, une véritable coalition s'était nouée en sa faveur entre les Bonaparte de Rome. Fesch, témoin de l'affliction de sa sœur, soucieux de l'unité de la famille, n'avait pas refusé d'y entrer. Mais il n'était pas aussi fortement acquis que Letizia à la cause du rebelle (1). Une résistance prolongée au chef de la dynastie lui paraissait coupable, inexplicable. Ce qu'il pouvait y avoir de chevaleresque dans l'obstination de Lucien échappait à son esprit positif, et le mysogyne qu'il était ne savait même pas feindre de comprendre la sincérité dans l'amour. Lorsque, ayant quitté sa sœur, Fesch n'intervint plus dans le débat sous son inspiration, il s'employa moins à apaiser Napoléon qu'à convaincre Lucien des avantages d'une complète soumission. Au reste, il fallait bien son dévouement à la famille pour s'intéresser à un neveu aussi peu commode. Celui-ci l'en remerciait en le rabrouant, sans dissimuler la médiocre opinion qu'il avait de ses capacités, et en protestant de l'impatience où le jetaient les offres de médiation. Conscient de sa valeur, Lucien se flattait, étant indispensable à son frère, de rentrer en grâce sans capitulation.

Tout en affectant de ne vouloir paraître à aucune cérémonie d'un des deux couronnements, Lucien se tint cependant à portée de répondre à un appel de l'Empereur, qu'il espérait. Sous prétexte de fuir les risques de l'épidémie de fièvre jaune en Italie Centrale, il s'était rapproché de Milan. Pour plus de sûreté, il n'avait pas dédaigné, oubliant ses rancunes, de mettre en mouvement Talleyrand : il lui avait fait porter une lettre par Meuron. Fesch avait-il conseillé ces manœuvres ? se flatta-t-il d'en profiter pour dissiper ce qu'il estimait être un malentendu ? en tous cas, il s'employa à renouer les fils d'une conversation (2). L'Empereur caressait encore la chimère de placer Lucien à la tête de son royaume d'Italie. Un véritable conseil de la couronne eut lieu entre Napoléon, Fesch, Talleyrand. Le cardinal se fit fort d'obtenir que M^{me} Joubertou, restant la femme de Lucien, ne portât pas son nom. L'Empereur refusa : il voulait la répudiation pure et simple. Fortement impressionné, Fesch finit par admettre que cette solution inévitable était moralement souhaitable. Il s'en expliqua

(1) PERETTI (M^{me} L.), *Letizia Bonaparte*, p. 151.

(2) IUNG, *Lucien Bonaparte*, III, ch. I ; Talleyrand à Lucien, 5 prairial an XIII ; « Note à écrire par M. de Talleyrand au sénateur Lucien de Bonaparte » (prairial an XIII) ; A. E., Mém. Doc. France, 1806, f^{os} 46 et sqq.

auprès de Lucien. « L'intérêt de tous demande que vous rentriez dans vos droits et que vous repreniez votre position naturelle. Oui, des faits qu'on me donne, la nullité de votre mariage est évidente. Vous n'êtes point marié. » A mesure qu'il reproduisait les objections de Napoléon, Fesch s'en persuadait si bien qu'il venait à en faire des motifs de nullité d'un mariage célébré devant l'Église. Pourquoi résister ? « Pour une femme qui n'est pas votre première, et qui, enfin, est la veuve d'un banqueroutier, qui portait même son nom lorsqu'elle a passé dans vos bras, que votre famille n'a jamais reconnue, qui ne l'a pas vue sous le titre de votre femme. »... Ce compte rendu était si maladroit dans son inutile franchise que Talleyrand fut chargé d'en désavouer les expressions blessantes : « J'ai cru devoir recueillir aussitôt les principaux traits de cette conversation, assura-t-il, parce que j'ai craint qu'ils n'aient échappé en partie à Mgr le Cardinal qui est moins familiarisé que moi avec cette rapidité d'élocution qui chez l'Empereur est une suite de l'abondance des idées. » La rectification, toute formelle, ne changeait rien au fond des choses. Talleyrand annonçait même que Lucien, s'il persistait dans sa position, devrait quitter l'Italie et peut-être l'Europe.

Lucien répliqua qu'il préférerait la mort au déshonneur d'abandonner femme et enfants ; il demanda à Fesch un passeport pour « partir avec sûreté le plus tôt possible », à destination des États-Unis. La comédie impressionna l'oncle. Il combattit vivement ce projet qui le rendait « bien malheureux », montra les États romains ouverts, s'entremît même pour négocier avec Consalvi l'achat d'une propriété (1). Quelques mois après, Lucien, possesseur du domaine de Canino, près Viterbe, en même temps que de ses terres de la Ruffinella, près Frascati, s'installait dans les États du Pape.

Il y devait vivre désormais dans une manière d'extraterritorialité. Les Français de passage, qu'il attirait volontiers, admiraient le chef de famille modèle, le causeur séduisant, le philosophe désabusé, qui, ayant refusé d'être roi, exprimait fortement son aversion contre les tyrannies, en un mot un « particulier », mais « le premier de son espèce (2) ». Une sympathie, dont il ne faisait pas mystère, l'unissait

(1) Fesch à l'Empereur, juin 1805, A. E., Mém. Doc. France, 1806, f° 26 ; Fesch à Lucien, 13 juillet, 24 juillet, 17 août 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) *Lettres de la Comtesse d'Albany*, p. 88 ; MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 284 ; BIGARRÉ, *Mémoires*, p. 198 ; cf. MARMOTTAN, *Lucien Bonaparte à Florence*, in « R. H. », 1902, t. 79 ; C^{te} SERGE FLEURY, *Un séjour à Rome en 1806 avec Lucien Bonaparte et le*

au secrétaire d'État. Ils avaient été rapprochés par une passion commune pour les belles-lettres et les recherches archéologiques. Un projet de mariage s'ébaucha entre le propre frère de Consalvi et une fille du premier lit de Lucien. Que l'opposition affichée par le prince de Canino au Grand Empire ait été bien accueillie par les cercles romains, cela s'explique, mais il est étonnant qu'un Consalvi n'ait pas vu le danger de traiter en hôte choyé, celui dont Napoléon ne parlait que comme d'un « homme dangereux qui, recevant de sa naissance des droits apparents à la couronne, servirait de point de ralliement à toutes les personnes qui entretenaient des idées de trouble, et se constituerait ainsi l'ennemi de l'État et de l'Empereur ».

Quant à Fesch, il avait créé de ses mains la situation délicate où il allait se trouver jusqu'à la fin de son ambassade, et qui a été exactement définie par Artaud en ces termes : « Il est probable qu'à Paris on tenait alors à savoir tout ce que faisait, tout ce que disait Lucien. Le cardinal, placé entre son devoir de ministre et une affection sincère qu'il portait à Lucien, dont il ne désapprouvait pas toutes les résistances, devait à la fois rendre compte et se taire, voir et ne pas connaître, instruire sa cour exactement et ménager un parent opprimé (1). » Rien dans sa correspondance ne prouve qu'il ait accompli une mission de surveillance auprès de son neveu. En revanche, nombreuses sont ses marques d'attachement envers celui qu'il aime « malgré ses injustes reproches » et désire « voir heureux, quelle que soit la carrière que vous parcourrez ». Et ce fut lui qui se chargea des dernières tentatives pour le reprendre, malgré tout, et le ramener à la famille. La soumission de Jérôme lui était un texte magnifique de prédication. Lorsqu'on fut à la veille de la cassation du mariage Patterson, et des accordailles avec la fille du roi de Wurtemberg, Fesch, alors rentré à Paris, lança l'ultime appel : « Votre mère vous écrit et je mets ces deux mots dans son paquet. Le sénatus-consulte qui admet Jérôme à l'hérédité est passé hier au Sénat à l'unanimité... L'Empereur retardera quelques mois à proposer à l'acceptation du peuple ce sénatus-consulte pour vous attendre et pour vous rappeler au sein de votre famille... Tout le monde espère votre retour et en est tellement convaincu par une conviction de raisonnement, par tout ce que l'Empereur dit de

Cardinal Fesch (extrait des mémoires inédits de Pierre David), in « La Revue Mondiale », 1^{er} mars 1925.

(1) ARTAUD, *Vie de Pie VII*, (mss. B. N.), p. 240.

vous avec effusion de cœur au conseil privé, par la nécessité d'augmenter les soutiens du trône et par toutes ces considérations d'état si puissantes dans les âmes élevées. Oui, on est tellement convaincu de votre retour qu'hier on m'en faisait compliment.

« ... Les grandeurs et les dignités ne m'ont point enflé, et je ne pourrais jamais être assez égoïste pour vouloir qu'on sacrifie tous les sentiments, tous les égards à l'idole élevée dans un moment de passion, ou tout au moins à ce qui n'est pas moi-même, et qui d'ailleurs aurait fait la ruine de ma famille et qui m'aurait arraché de ses bras. Ce que je vous dis aujourd'hui, je vous l'ai répété à vous-même. Cependant vous me menacez de ne plus m'écrire puisque je ne parle pas de votre femme dans ma lettre. J'espère que vous reviendrez à des sentiments plus équitables, et que vous vous persuaderez un jour qu'on peut vous aimer sans être obligé de s'intéresser à celle qui ne consultant qu'elle-même vous a entraîné dans le précipice. Du reste, je ne crois pas que vous persistiez dans vos menaces. Je connais assez votre cœur pour ne pas craindre que vous persistiez à ne pas correspondre avec moi qui vous aime de tout mon cœur et qui n'ai d'autre intérêt que de vous voir heureux et de rendre heureuse toute votre famille ».

Fesch menait les tractations familiales comme les diplomatiques : il se figurait emporter les obstacles en les attaquant de front. Lucien brisa là cette irritante correspondance : « Vous avez donc oublié l'honneur et la religion... Ayez au moins assez de bon sens pour ne pas m'assimiler à Jérôme et pour m'épargner la honte inutile de vos lâches conseils. En un mot, cessez de m'écrire jusqu'à ce que la religion, l'honneur que vous foulez aux pieds, aient dissipé votre aveuglement... Cachez au moins dans votre pourpre la bassesse de vos sentiments et faites votre chemin en silence sur la grande route de l'ambition (1) ». Le malheureux oncle n'eut comme remerciement que cette leçon de morale, — d'une bouche assez peu qualifiée d'ailleurs, — et, plus tard, des allusions à ces « gens aveuglés par la grandeur de l'Empereur » au point d'oublier ce que la famille devait à Lucien.

Il y avait vraiment chez Fesch des parties de désintéressement.

(1) Fesch à Lucien, 25 septembre 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. ; cf. MASSON, *Napoléon et sa famille*, IV, 34 ; BONNEFON, *Un frère de Napoléon : Lucien*, in « Revue bleue », 6 juin 1906.

III

Après le Couronnement, Fesch était rentré à Rome, décidé à s'y installer, pour une période qu'il prévoyait longue, sur le pied qui convenait à son rang. Le ministre de France jouissait d'une prééminence qu'aucun autre ne pouvait lui disputer ; il devait imprimer à l'ambassade un caractère en rapport avec la gloire de l'Empereur-Roi.

De Paris, dès qu'il avait eu la certitude du renouvellement de sa mission, il avait commencé ses bagages et lancé des ordres. Son factotum Pasqualini avait fait passer par la voie de mer vingt et un colis plombés : rien qu'en tapis de Tournai, il comptait une valeur de 25.000 francs. Sur place, le banquier Torlonia achetait des glaces, des tables pour les salons, « grandes en proportion des pièces, s'il est possible en massif, de granit rouge ou de tout autre belle qualité », quatre colonnes de porphyre auxquelles on ferait mettre « des bases et des chapiteaux en jaune antique de l'ordre le plus riche » (le cardinal avait à un haut degré le goût très italien de la matière rare, chère, qui traduit extérieurement la puissance et le luxe). Le commissaire Meuron recevait aussi des commandes, la foire de Sinigaglia étant le grand marché de la verrerie, venue de Hongrie. Enfin la beauté des équipages était un faible de Fesch : quand, l'été suivant, il faudra liquider ses écuries, il sera fort embarrassé de vingt chevaux (après en avoir fait partir onze en France) et de sept voitures, dont une berline de cérémonie, qu'il évaluera 50.000 francs (1).

Ces achats se poursuivirent concurremment avec l'aménagement de son hôtel du Mont-Blanc, à Paris. Madame Mère, qui avait jusqu'alors habité avec le cardinal, le quittait pour l'hôtel de Brienne, acheté à Lucien. Elle se faisait racheter la plus grande partie du mobilier. Son frère se plaignait de l'exagération des prix : les étoffes étaient usées, il aurait eu meilleur compte à prendre du neuf ; il n'en profitait pas moins de l'occasion pour se fournir en canapés, chaises, lustres et candélabres. Tandis que s'accumulaient les objets mobiliers, d'incessants travaux d'agrandissements faisaient comparer la maison de Fesch « à une car-

(1) Fesch au marquis Torlonia, 26 février 1805 ; à Meuron, 13 juillet ; à Joseph, roi de Naples, 17 juin 1806 (il lui décrit son installation, au moment où il la liquide). *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

rière de Montrouge plutôt qu'à un hôtel de la Chaussée d'Antin (1) ». Et son propriétaire insatisfait n'avait même pas le courage de fermer les yeux sur les occasions qu'on lui proposait ailleurs.

Pourtant il assumait comme évêque de lourdes charges. A son seul passage de 1805, Lyon, outre les dépenses de l'archevêché, des aumônes, une contribution à l'entretien des séminaires, lui coûtait 10.000 francs pour l'immeuble de l'Argentière, 25.000 pour le domaine de Pradines (Loire) destiné aux religieuses de la congrégation de Saint-Charles ; Pradines n'était pas payé qu'il jetait les yeux sur la maison des Chartreux à la Croix-Rousse : une grande bâtisse, du terrain, une vigne, pour tout cela il se découvrait 30.000 francs qui amorceraient l'achat (2). En Corse, il se livrait à des combinaisons où l'intérêt de la famille et de la religion devaient à la fois trouver leur compte. Sa maison servirait de logement à l'évêque. Une partie de ses biens était vendue à l'Empereur (qui y installait les Ramolino et les Arrighi, afin que les proches pussent vivre et subsister *con decoro*). L'argent produit allait à son œuvre d'éducation. Cinq Ignorantins, expédiés à l'évêque, étaient installés aux frais de Fesch dans l'ancien établissement des Jésuites. Le cardinal rêvait pour eux d'un collège neuf. Il négociait l'achat de terrains appartenant aux Bacciochi et à son ami Meuron. Ce fut même l'occasion d'un conflit avec le commissaire d'Ancône qui fit un prix aussi élevé que dans les plus beaux quartiers de Paris : Fesch le tança sévèrement : « Lorsque je me suis proposé de faire le bien de la ville d'Ajaccio, je n'ai jamais voulu enrichir des particuliers au détriment des œuvres publiques ». Là-dessus il remit à des temps meilleurs l'exécution de ses projets, sans jamais les perdre de vue, car ils orientaient sa pensée vers l'île natale, pour laquelle il faisait tant de rêves, et qu'il ne devait jamais revoir (3).

(1) D'ABRANTES, *Mémoires*, IX, 39 ; Fesch à Madame Bonaparte, à M. Rollier (intendant de Madame Mère), avril 1805 : « Pour les meubles qui vous appartiennent dans ma maison, je ne les achèterai qu'autant qu'ils seront mis à un prix convenable et juste » ; à Jauffret, qui attirait son attention sur l'hôtel de Biron : « S'il était si beau que vous me dites, pourquoi ne l'a-t-on point acheté pour quelqu'un de la famille ? » 8 janv. 1806. Quelques jours après, il parle de l'acheter s'il peut l'avoir pour 200.000 francs, et emprunter cet argent à Madame Mère. *Papiers Fesch*, Arch. Archév., cf. VANEL, *Livres de Comptes*, p. 103 et sqq ; LARREY, *Madame Mère*, I, 371 et 436.

(2) Fesch à Èmery, thermidor an XIII : « Je crois que la tâche des évêques de France dans ce moment-cy est de ne pas perdre de vue les anciens établissements, de racheter tant qu'il est possible des maisons qui finiraient par être employées à des usages profanes », (Arch. Rh., série V, liasse 1).

(3) Fesch à André Ramolino, 22 avril ; à Arrighi, préfet du Liamone, 28 avril ; à

Tant d'obligations financières contractées jetaient le cardinal dans des tracas incessants. Sa correspondance retentissait à nouveau de réclamations. Il avait obtenu que les dépenses de son voyage à Paris fussent au compte du Trésor ; mais on tardait à les lui régler. Talleyrand prétendait imputer sur le traitement de l'ambassadeur la gratification accordée à Isoard. Le cardinal était indigné. A l'entendre, il était le plus mal payé des ministres. Pour soutenir avec décence le rang où l'Empereur l'avait élevé, il lui fallait 500.000 francs de traitements ou revenus. Faute de quoi, il devrait fermer sa maison à tout le monde. Il annonçait bien qu'il se mettait « en grande économie pour deux ans », mais il cédait ensuite aux nécessités de sa place, à son goût du luxe, à son amour des arts, en particulier à son appétit insatiable de tableaux.

Il est assez difficile de préciser ce que sa fameuse galerie dut à son séjour de Rome. La ville Papale était le pays d'élection des collectionneurs, et si l'homme même qui y arrivait sans goût pour les arts y devenait très vite amateur, un Fesch ne pouvait qu'être ancré dans sa passion. Le danger était dans l'habileté de la population locale à exploiter ce penchant. L'impitoyable Lucien, qui se piquait d'être connaisseur, prétend que son oncle en fut victime :

« Cela se passait ainsi.

« Le brocanteur Simon ou quelque autre courtier en bric à brac de Rome avait charge de dépister les toiles inconnues. Il ne pouvait dépasser sans ratification la somme de six *pauls*, soit trois francs qu'au cas où l'encadrement valait cette somme.

« S. E., ordinairement après sa messe, prenait connaissance des acquisitions. Elle se croyait très bon juge, et lorsque, assise dans son grand fauteuil, elle avait contemplé la toile et décidé, après quelques minutes, qu'elle avait le Dominicain, l'Albane ou quelque autre grand maître pour auteur, le chef-d'œuvre entraît sous ce nom dans la galerie (1) ».

En réalité le cardinal, s'il refusait rarement une offre, s'il achetait des collections entières, pour en retirer le meilleur, n'accumulait pas au hasard. S'il s'est laissé tromper par les regrattiers de la place Navone, il avait des rabatteurs d'une autre trempe, comme Torlonia

Meuron, 29 juillet, 29 décembre 1805, 27 janv. 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev., 1 F 20 ; au général Morand, commandant à Ajaccio, Arch. Rh., 1 F 68 ; dossier relatif aux Ignorantins d'Ajaccio, Arch. Rh., 1 F 128 ; cf. MASSON, *Napoléon inconnu*, I, 12, 28 et sqq.

(1) IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 113 ; cf. MARMOTTAN, « R. H. », 1902, p. 327.

à qui on ne donnait pas facilement le change. Lui-même, fureteur sans cesse aux aguets, fut, s'il faut en croire les traditions encore vivantes, souvent aidé par la chance (1). A travers les incertitudes d'attribution, le « Catalogue des tableaux » de sa galerie, publié à Rome en 1841-45, donnerait une idée non médiocre de l'ensemble. La masse des œuvres de second ordre put nuire à la vente, mais des amateurs clairvoyants surent trouver des pièces rares qui font aujourd'hui, au hasard des acquisitions, l'ornement de certains musées français, telle la merveilleuse *Vierge* de Van der Weyden, à Caen, et la *Chasse de Diane*, au Mans, sans parler des beaux primitifs d'Ajaccio. Le fait même que le cardinal achetait avec trop d'éclectisme l'a plutôt servi : il n'écarta pas telle catégorie d'œuvres au nom du bon goût de son temps et se trouva ainsi être en avance, dans l'appréciation des flamands par exemple, sur l'opinion des connaisseurs de l'époque de David (2).

On oublie d'ailleurs en parlant de sa galerie qu'elle ne se limitait pas à la peinture. Outre les recueils de gravure (le musée de Caen en a aujourd'hui 300 volumes), Fesch recherchait les marbres antiques. L'expert fameux E. Q. Visconti jugeait plus tard que le dépôt constitué par lui était de « la plus grande importance, [tel] que le hasard peut en offrir rarement une semblable en Europe ». Il mettait hors pair un assortiment de cent pieds de frise, où se détachait une représentation du sacrifice des *Suovetaurilia*, d'origine grecque, qui n'avait « rien de

(1) D'après une tradition que nous tenons de M. Diego Angeli, conservateur du « Museo Napoleonico » (Musée Primoli), c'est Fesch qui découvrit, par un hasard heureux, chez un savetier du Borgo, la vigoureuse esquisse de Vinci : le *Saint Jérôme* de la Pinacothèque Vaticane. — Sa correspondance avec Torlonia, après son retour en France (8 mars, 4 août 1807, 15 janvier 1808, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.) montre qu'il savait poursuivre des acquisitions intelligentes, et, s'il marchandait toujours, c'est une pure calomnie de Lucien de dire qu'il n'achetait qu'à bas prix.

(2) *Galerie de feu S. E. le cardinal Fesch : catalogue des tableaux*, par GEORGE, peintre, commissaire expert du musée royal du Louvre, 4 vol. Rome, 1841-45. Il y a un dossier de lettres échangées à propos de la galerie entre Fesch, son « conservateur » l'abbé Pouillard, et son factotum Pasqualini, dans A. N., F¹⁹ 1904 ; cf. les deux articles de M. CORBELLINI, conservateur du Musée Fesch, sur la galerie du cardinal, in *La Corse Touristique*, 1925 ; l'article de M. LÉCUYER sur le Musée de Caen, in *L'Illustration*, 29 novembre 1930 ; l'étude de M. Marcel NICOLLE, « Chefs-d'œuvre des Musées de Province », in *Gazette des Beaux-Arts*, août 1931. La récente découverte à Lyon d'une toile du peintre Casanova, issue de la galerie de Fesch, laisse supposer que l'on n'est pas au bout des découvertes qui permettront de se faire une idée de l'importance d'une collection qui avait été dispersée dans de mauvaises conditions après la mort du possesseur.

pareil dans les collections d'Italie », et supérieure par sa conservation à ce que possédait l'Angleterre au début du xix^e siècle (1).

Collectionneur heureux, Fesch ne peut guère passer pour avoir été un Mécène. Il fit travailler honorablement les artistes italiens et français, en renom dans la péninsule, mais ne se soucia guère d'encourager de jeunes talents ou de nouvelles recherches. Il accorda en 1805 la commande de son portrait à Appiani, le peintre le plus considéré de Milan, fondateur de la Pinacothèque de Bréra. Il fit commencer son buste par Canova dont l'atelier, visité par tous les Français de passage comme un des lieux élus de Rome, contenait déjà des statues de Bonaparte Premier Consul, de Madame et la fameuse Paulette Borghèse en Vénus victorieuse. Les œuvres du sculpteur lui inspiraient tant d'admiration qu'il en oubliait parfois son austérité habituelle pour ne les juger qu'au point de vue artistique ; en tout cas, en demandant certaines répliques, il s'efforça de faire cadrer ses goûts artistiques avec ses obligations d'évêque (2). Il confia ensuite des travaux à Maximilien, « qui est le plus habile après Canova », et à qui il paya par exemple 8000 francs une Immaculée Conception en marbre pour sa cathédrale de Lyon. Auprès des Français, il accomplit les devoirs de sa charge. C'est chez lui que le peintre Wicar acheva le fameux tableau du Concordat, dont Cacault avait eu l'idée, et même dirigé l'exécution. L'honnête et consciencieux Suvée, directeur de l'Académie de France, un peu débordé par la tâche matérielle de réorganisation de sa maison et par l'indépendance de ses élèves, obtint du ministre un appui agissant. Fesch fit augmenter les fonds nécessaires au fonctionnement de l'École dans son nouveau local de la villa Médicis, et proposa le directeur pour la Légion d'Honneur. A travers des incidents de peu d'importance, les pensionnaires se remettaient au travail et s'occupaient « sérieusement de leur art ». Lorsqu'il eut quitté l'Italie, Fesch continua à protéger de loin Suvée (qui devait d'ailleurs mourir au début de 1807) ; il correspondit aussi avec le peintre Granet, demandant les lumières de l'un et

(1) *Note des monuments antiques exposés en vente chez le cardinal Fesch... pour le Musée du Roi*, par E. Q. VISCONTI, Bibl. Nat., Mss. Nouv. acq. fr. 59, vol. 5966 (fo 236) ; *Note sur les marbres mis en vente à Paris par le duc de Torlonia et sur la vente des marbres du cardinal Fesch*, ibid. ; vol. 5980 (fo 358).

(2) « Quant à la statue que vous consentez à exécuter pour moi, ... il ne faut pas qu'elle soit entièrement nue ; ... je dois tenir compte de l'opinion du clergé avec lequel je vis... » (A Canova, 6 déc. 1808. VANEL, *Livres de comptes*, p. 117).

de l'autre en matière d'expertise ou d'acquisition de tableaux (1).

L'Académie des Beaux-Arts était, des établissements nationaux à Rome, le seul dont la France n'eût pas cessé d'assumer le contrôle pendant toute la période révolutionnaire. Les instructions de Talleyrand avaient recommandé avec insistance à l'ambassadeur de relever tous les autres et il convenait à un cardinal de se faire le protecteur des « œuvres pies » : églises, hospices, confréries fondés au cours des siècles en faveur des pèlerins ou des résidents français. Fesch avait une haute conscience de ses obligations, mais il trouvait les établissements en question dans une situation juridique et matérielle très difficile. Après la retraite de Bernis, le Pape Pie VI en avait assumé la conservation. Le traité de Tolentino les lui avait cédés officiellement et il avait commis pour les administrer des cardinaux italiens (malgré les réclamations de Maury qui en réclamait le patronage au nom de Louis XVII). Guerres et invasions subies par l'État romain avaient consommé leur ruine : bâtiments ravagés par la soldatesque, argenterie des églises vendue pour le paiement des tributs. Le vieil abbé de L'Estache, auditeur de Bernis, conservé à la tête d'une administration qu'il connaissait depuis quarante ans, essayait avec persévérance, et sans beaucoup de succès, de poursuivre le recouvrement des biens dont s'étaient emparés ou des particuliers ou le gouvernement napolitain (2). D'abord, Fesch ne changea rien à l'état des choses. En mars 1804, le cardinal Lorenzana, protecteur des établissements, étant mort, il demanda à être mis en possession des fondations relevant de la France. Il entendait non seulement nos églises ou couvents traditionnels : Saint-Louis des Français, Saint-Nicolas des Lorrains, Saint-Claude des Bourguignons, l'œuvre pie de Lorette, mais ce qui relevait des pays annexés, par exemple de la Belgique : collège des Liégeois, hospices de Saint-Norbert, Saint-Julien et dell' Anima. Cette extension com-

(1) Sur Fesch et Suvée, Arch. Rh., 1 F 93 ; *Correspondance des Directeurs de l'Académie de France à Rome*, t. XVII, nos 9684 9981 et passim ; GUIFFREY, *L'Académie de France à Rome, 1793-1803*, *Journal des Savants*, déc. 1908 ; LAPAUZE, *Histoire de l'Académie de France à Rome*, t. II, p. 65. Sur le tableau du Concordat de Wicar, cf. EMILIO RE in « Roma », juillet 1929 : Cacault avait charitablement entrepris de « guérir ce malade [Wicar] en le protégeant et en lui faisant du bien ».

(2) Sur les « pieux établissements », voir LACROIX (Mgr), *Mémoire historique sur les institutions de France à Rome* ; HÉRY, *Institution nationale de Saint-Louis des Français* ; D'ARMAILHACQ (Mgr), *L'église nationale de Saint-Louis des Français à Rome* ; VICCHI, *Les Français à Rome*, p. 111 et App. 136 ; MASSON, *Bernis*, p. 133. Nous devons de précieux éclaircissements aux renseignements de M. Auguste Rampal.

pliquait les choses. Le Pape consentait à remettre sans délai ceux de la première catégorie seulement.

Fesch voulut en finir avec le mode d'administration en vigueur depuis Pie VI. Il élabora un projet destiné à en unifier la gestion, sous l'impulsion d'un Conseil, qu'il présiderait chaque semaine à l'ambassade ; il y admit l'abbé de L'Estache, recommandé par Talleyrand et dont il était difficile de se passer, mais eut aussi un homme à lui, un prêtre Corse, l'abbé Colonna. Leurs efforts n'aboutirent guère qu'à la remise en état de Saint-Louis des Français, la plus belle de ces maisons, la « paroisse » des Français de Rome (1). Pourtant l'ambassadeur nourrissait d'autres projets. Il confiait à Portalis qu'il aurait voulu faire d'une pierre deux coups : « J'ai été assez heureux pour reprendre l'administration de ces établissements, et je me fais fort qu'ils seront mis à la disposition de la France comme par le passé, si je puis m'engager d'en faire un établissement utile à la religion. Mais ces établissements ont été ruinés par la révolution, ils ont été obérés de dettes qu'on peut cependant payer en moins de vingt années » (2)... Le cardinal aurait voulu établir dans leurs bâtiments une maison de noviciat et d'éducation, en vue des missions du Levant et de Barbarie. On y aurait reçu des ecclésiastiques, ayant fait leurs études de séminaire, et capables d'y apporter « l'instruction nécessaire, l'amour de la patrie ». Mais, pour réaliser ces beaux espoirs, il aurait fallu une contribution importante du gouvernement français et surtout l'agrément du Saint-Siège (3). Or, avant la fin de 1805, Fesch et Consalvi étaient en désaccord sur l'organisation des missions. Le Pape refusait de reconnaître à Napoléon le droit de donner aux Lazaristes de France un supérieur français, et au Grand Aumônier la direction des Missions contrôlées par la Propagande (4).

Enfin et surtout, pour restaurer toutes choses sur leur ancien pied, il aurait fallu du temps à Fesch. Pour juger de ce qu'il fit pour les institutions nationales, il n'est que juste de rappeler qu'il passa à Rome

(1) Arch. Rh., 1 F 94 ; *Correspondance des Directeurs de l'Académie*, XVII, p. 418 (important rapport de l'abbé L'Estache sur l'administration de Fesch, en 1809).

(2) Fesch à Portalis, 14 messidor an XIII (3 juillet 1805), Arch. Rh., 1 F 21, fo 257.

(3) A. N., F¹⁹ 6240 et + F¹⁹ 6242.

(4) La discussion fut extrêmement vive, car Fesch croyait engagées les « lois de France » qui « empêchent formellement de reconnaître des supérieurs ecclésiastiques hors de son territoire » ; à Consalvi, 31 août 1805 (Vat. Nunz. Fr., fo 180) ; Consalvi à Fesch, 19 novembre, *ibid.*, 606 fo 285, et nouvelle note de Fesch pour établir que le gouvernement français a bien entendu rétablir complètement l'Institut de Saint-Vincent-de-Paul, 22 novembre, Arch. Rh., 1 F 21, 466.

à peine trente mois au total, un an seulement après le Sacre (date à laquelle il se crut fixé à son poste). On peut lui tenir compte de ses projets et ne pas s'étonner du peu de réalisation, dans ces matières dusecond ordre, alors que se multipliaient les affaires politico-religieuses, sans parler de mille incidents quotidiens.

IV

Depuis son retour, Fesch éprouvait une sensation de mélancolie qui lui pesait. Il l'attribuait à l'isolement : « Que vous êtes heureux, écrivait-il à Jauffret, d'avoir les moyens de passer de temps en temps des moments délicieux avec des hommes que l'on respecte et qu'on aime ! Si j'esors de mon cabinet, je n'ai que l'alternative de me promener une heure ou seul ou avec Mgr Isoard ou d'aller dans le monde m'ennuyer dans une société ennuyante et presque inconvenable (1). » Son entourage avait été à peu près renouvelé. Il avait perdu Hédouville, envoyé à Ratisbonne, ministre près l'Electeur archichancelier ; il le regrettait comme le prouve la correspondance qu'il poursuivait avec lui, et qui était pleine, de part et d'autre, de marques de sympathie. Il s'était empressé de faire repartir pour Florence Artaud, l'intrus que Talleyrand avait voulu lui imposer, et l'avait remplacé par le fils du conseiller d'État Siméon. L'unique confident qui lui restât, c'était Isoard. Encore l'auditeur de Rote, très jeune dans la prélature, sans expérience de Rome, était-il moins un conseiller qu'un protégé ; mais il connaissait la famille, portait la robe, représentait ce clergé français dont Fesch aimait les mérites et les principes. Sa compagnie était un refuge contre « les dangers du monde » et contre les « impatiences auxquelles on est sujet lorsqu'on a à faire à des gens qui ne vivent que de chicane ».

Ces impatiences, hélas ! Fesch les dominait mal, surtout dans ses rapports, qu'ils fussent personnels ou officiels, avec le secrétaire Consalvi ! Il incriminait d'abord les relations du cardinal avec quelques-uns des Français qu'il détestait le plus. Talleyrand avait fait des avances au Secrétaire d'État : sous prétexte de l'informer de la rentrée en grâce du cardinal Maury, il lui avait écrit avec autre chose que de l'amabilité, presque avec une promesse de collaboration. Entre les deux

(1) A Jauffret, 4 septembre 1805, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

ministres, de Paris à Rome, il y avait des intermédiaires. Artaud d'abord, bien vu des Relations Extérieures, regretté de Consalvi, en relations courtoises avec le nonce à Florence, Morozzo. Maury ensuite qui, attendant l'heure de rentrer en France pour une place digne de lui, vivait auprès de la princesse Élisabeth, ou en Toscane, en coquetterie et avec Artaud et avec Talleyrand. Sans doute Maury n'avait pas négligé, en se ralliant avec éclat à la fortune de Napoléon, de demander au cardinal-oncle l'honneur de sa bienveillance. Mais Fesch recevait froidement ses compliments hyperboliques. Il se souvenait des médisances de l'évêque de Montefiascone, deux ans auparavant, et il recueillait peut-être l'écho des propos moins flatteurs que son confrère se permettait dans l'intimité, spécialement dans sa correspondance avec Artaud. L'ambassadeur en savait assez pour rapprocher ces indices et conclure qu'un réseau de surveillance, d'hostilité, l'entourait, dont un des aboutissants était à la Secrétairerie d'État (1).

La malveillance de Consalvi envers ses propres amis ne lui paraissait pas moins fortement établie. Par une coïncidence au moins fâcheuse c'est pendant son absence que le banquier Torlonia, dont le procès traînait depuis longtemps, avait été débouté de toutes ses demandes et condamné par la justice pontificale. Tenace, Torlonia avait réclamé l'appel suspensif et attendu le retour de Fesch. L'appui du gouvernement français ne lui manquerait pas ; les services qu'il ne cessait de rendre pour le paiement des troupes stationnées à Naples avaient été reconnus par Napoléon qui l'en avait loué, au cours d'une audience personnelle. Dès le 11 juillet 1805, l'ambassadeur présenta ministériellement au secrétaire d'État les demandes du banquier : Sa Sainteté retirerait par devers elle les différents procès soumis à la Chambre Apostolique, pour les confier à un tribunal de conciliation (dont les membres lui étaient à peu près désignés). Il ne s'agissait point de passe-droit, mais d'un « moyen plus sûr et plus expéditif de parvenir à la liquidation » d'affaires interminables, de concilier les intérêts du Saint-Siège avec « la justice et l'équité qu'on doit à un père de famille » (2). Le « gouvernement pontifical ferait une chose agréable

(1) Talleyrand à Consalvi, 15 messidor an XIII, A. E., Rome 938 ; MAURY, *Mémoires* publiés par Ricard, 307 et sqq. ; *Lettres* à Artaud de Montor, in *Souvenirs et Mémoires*, 1899, t. II, p. 49 ; *Lettres inédites* publiées par BONNEFON in « Rev. Bleue », 3 novembre 1917 ; cf. MARMOTTAN, *Le Cardinal Maury et les Bonaparte* in « Rev. Et. hist. », 1922, p. 17-58.

(2) Fesch avait même écrit sur la minute : « de faire pour lui ce que on a toujours fait pour d'autres personnes » ; à Consalvi, 22 messidor (11 juillet), Arch. Rh., 1F 21,

à S. M. l'Empereur qui se ferait un plaisir de reconnaître dans cette circonstance les services qui lui ont été rendus ». C'était très clair. Six semaines s'écoulèrent sans réponse. Fesch s'étonna. Consalvi protesta que les délais venaient de la complication des matières. Il préparait visiblement un refus : peu recevable, disait-il, semblait la demande de Torlonia, après tant de dérogations au cours ordinaire de la justice, déjà accordées par égard pour la recommandation française. Fesch prit feu ; il refusa de rouvrir la discussion, annonça qu'il n'admettrait aucune transaction. Cette fois, en trois jours, il eut gain de cause. Le Pape promit de constituer un tribunal nouveau.

De pareils incidents étaient de nature à ancrer l'ambassadeur dans son penchant à opposer la malveillance du ministre dirigeant à l'esprit de conciliation du Souverain Pontife. Quelle tentation de conclure du petit au grand, d'admettre que les résistances rencontrées dans des négociations officielles, là où l'on se croyait sûr de l'adhésion personnelle de Pie VII, avaient été suscitées par les machinations de Consalvi !

Jusque vers la mi-septembre, Fesch lutta, tant bien que mal, contre ce soupçon qui grandissait dans son esprit. Il eut, à se dominer, quelque mérite. Les événements politiques en effet prenaient une tournure grave. Tout le monde sentait la guerre générale imminente. De Boulogne, Napoléon, qui détournait peu à peu son attention du théâtre maritime vers le continent, ne quittait plus des yeux l'Italie. Fesch recevait la consigne de surveiller les ports pontificaux et de s'assurer de leur état de défense, Alquier d'arrêter les préparatifs militaires des Napolitains. Six mille hommes de la division Reynier étaient dirigés sur Otrante, pour renforcer Gouvion Saint-Cyr. Mais il était malaisé d'interdire le littoral à tout agresseur, de Livourne à Malte, sans le concours des gouvernements neutres. Pour Naples, Alquier était extrêmement pessimiste. Les troupes avaient été réorganisées par M. de Damas, un émigré français pensionné par la Russie ; des officiers anglais et russes circulaient dans le royaume ; des armes étaient distribuées à la populace. Il pronostiquait une prochaine explosion de ce feu que l'on soufflait sous la cendre, un débarquement des coalisés, un massacre général des Français dans l'Italie méridionale, et il répandait ses alarmes tout autour de lui (1).

246 ; nouvelles lettres, 21-31 août, f^o 311, 328 ; Consalvi à Fesch, 30 août, dans 1 F 33 ; cf. E. DAUDET, *Consalvi*, p. 131.

(1) Alquier à Fesch, nombreuses dépêches en thermidor au XIII, où Alquier laisse voir son désarroi, dans Arch. Rh., 1 F 44.

De ces renseignements Fesch rapprochait les rapports qu'il recevait de tous les points de l'état pontifical. Des correspondants obscurs, parfois anonymes, dont les lettres s'entassaient à l'ambassade, lui adressaient des révélations auxquelles il ne manquait jamais d'accorder une importance politique : actes de malveillance contre les amis de la France, excitation des esprits par le clergé, régulier surtout, complots ourdis sous les yeux de la police. Il en faisait le texte de notes multipliées. Ainsi, le 6 septembre, il signalait qu'il existait « dans Rome même et dans plusieurs points de l'état pontifical des individus prêts à profiter des circonstances pour fomenter des troubles, pour soulever le midi de l'Italie et pour mettre à exécution un plan d'insurrection dont on s'occupe, dit-on, à Naples ». A Rome, deux « clubs Anglo-Russes », dont il précisait les heures de réunion, s'occupaient de surveiller les personnes dévouées aux Français. Consalvi promit d'intensifier ses recherches, mais il ne trouva rien, et ne sut pas se défendre d'une certaine ironie en répondant au cardinal (1). Fesch fut blessé par tant de légèreté. Car il attribuait de plus en plus d'importance à ses découvertes, qui lui permettaient, assurait-il, de tenir un réseau d'intrigues ramifiées dans toute la péninsule. Il était fier de sa police : aux heures où l'envahissait le découragement, il se consolait par le sentiment de l'utilité de sa vigilance. Ainsi, lorsqu'il apprit le refus du Pape de prononcer l'annulation du mariage de Jérôme, écrivit-il à l'Empereur :

« Sire, j'ai à faire ici avec des gens bien rudes et bien difficiles et je sais tous les jours que je suis ici dans une fausse position après le voyage du Pape en France, mais je sens aussi que je suis très nécessaire à V. M. puisque je suis parvenu à démêler toutes les intrigues, et que si je ne puis pas les empêcher j'en connais au moins toutes les

(?) , qui n'aboutissent qu'à affliger le pauvre Pape et à lui donner de l'humeur contre tout le monde.

« Les anciens chefs d'insurrection s'agitent : j'ai découvert et dénoncé au Secrétaire d'État plusieurs complots même dans Rome. Il y a tout

(1) Fesch à Consalvi, 19 fructidor an XIII (6 sept.), Arch. Rh., 1 F 21, 337 ; Consalvi à Fesch, 8 et 9 sept., 1 F 34 : abondantes justifications, pour établir la tranquillité de l'État et ouvrir les yeux à l'ambassadeur sur la qualité de ceux qui le renseignaient. Ainsi Fesch rapportait les allégations d'un certain Pietro Paolo Conti, qui se donnait pour l'interprète des amis de la France (« Tous nous sommes décidés à vaincre ou à mourir », etc..., 1 F 89) ; Consalvi corrigeait que ce héros était un malhonnête homme, qui avait fait de la prison, non pour des délits d'opinion en 1798, mais pour un attentat à la pudeur, en 1802.

à croire que les agitateurs sont en correspondance suivie avec ceux de Naples. J'ai multiplié partout des agents qui surveillent : Meuron, commissaire des Relations Commerciales à Ancône, est très actif, et je pousse tant que je puis le Secrétaire d'État à prendre des mesures sévères. Jusqu'à présent toutes mes découvertes ne portent que le caractère de malveillance sans les indices d'une conspiration bien dangereuse, et je suis convaincu que le gouvernement romain a les moyens et la volonté d'empêcher que les peuples s'insurgent contre les Français, fussent-ils battus dans le royaume de Naples et ailleurs » (1).

La sérénité que Fesch affectait encore, vis-à-vis de l'Empereur, allait brusquement se démentir.

Dans la nuit du 13 au 14 septembre 1805, sur la place Navone, un des centres populaires animés de la ville, deux inconnus tuaient un marchand de pastèques, avec qui ils étaient en discussion pour le paiement de quelques fruits. Victimes et assassins étaient des sujets du Pape, mais les meurtriers portaient une cocarde française. Ce signe, le seul que l'on possédât, rendait hésitantes les recherches de la police, par peur des complications diplomatiques. Dans la journée du 14, Consalvi passa chez le ministre de France pour s'entretenir avec lui de l'attentat. Il ne le trouva pas et crut pouvoir remettre au lendemain sa communication. En soi, rien de banal comme cet incident. Le brigandage, les meurtres, multipliés par la terrible vendetta, étaient monnaie courante dans Rome. La moindre occasion de réjouissance marquait une recrudescence de rixes : pendant les fêtes de Pâques, treize assassinats avaient été signalés. Rome cependant avait comme gouverneur un Piémontais rigide, Mgr Barberi, mais toute vigilance était déjouée par la sympathie populaire pour les criminels, par la crainte des vengeances qui arrêtaient les indiscrétions, quand ce n'était pas par les prérogatives réclamées par les étrangers : juridiction des ambassades, port des cocardes nationales (2). Dès le début de sa légation, Fesch s'était déclaré contre ces privilèges. Il avait même proposé une réglementation du port de la cocarde française, que s'arrogeaient des individus attachés d'assez loin à la nation, très souvent des aventuriers. Mais

(1) Fesch à Napoléon, 24 fructidor, 11 septembre, Arch. Rh., 1 F 21, 340 ; A. N., AF IV 1694.

(2) Depuis l'occupation française, c'était un principe reçu chez les malandrins « qu'il ne faut jamais assassiner un français parce qu'il n'y a que ces crimes-là de vengés, et, pour intimider les voleurs, on parle français la nuit dans les rues ». (Artaud à Talleyrand, 27 germinal au XIII, A. E., Rome 938, fo 46).

comme il exigeait le maintien pour certaines catégories, là où Consalvi préconisait l'interdiction totale, faute de pouvoir s'entendre on en était resté là.

La journée du 14 septembre n'était pas terminée que Consalvi recevait de l'ambassade de France la note la plus brutale, et, pour lui, la plus inattendue. Fesch se plaignait de ne rien savoir de l'enquête. Déjà la rumeur publique accusait les Français. Laisserait-on exciter le peuple contre eux, et préparer des insurrections ? « Les grands embrassements ont eu des commencements moins marqués, et le soussigné connaissant, sans pouvoir en douter, que dans les pays limitrophes de l'État pontifical tout se prépare, sans garder aucune mesure, à former des bandes pour les diriger contre les Français, ne peut pas s'avouer au point que les meurtres de cette nuit ne lui paraissent des essais de scélérats qui veulent sonder l'opinion du peuple, pour le porter à des scènes qui se sont déjà répétées à Rome ». L'inertie du gouvernement pontifical était-elle complicité ? En était-on revenu aux trames occultes qui amenèrent les massacres de Basseville et de Duphot ? « S. E. M. le Cardinal Secrétaire d'État doit bien connaître qu'il se trouve des hommes capables de nouer de semblables intrigues, et le soussigné est convaincu qu'ils existent encore, et qu'ils espèrent de réussir une troisième fois avec impunité ».

La rancune et la peur avaient dicté ce langage plus que le calcul. Les craintes sur lesquelles Fesch s'échauffait depuis deux mois avaient été soudain cristallisées par ce meurtre, commis juste derrière son palais, et par les malveillants commentaires de la rue. Après le premier mouvement, il mesura sa maladresse : l'allusion perfide au meurtre de Basseville (commis à une époque où Consalvi était « ministre des armes » à Rome) dépassait la mesure des reproches qu'autorisait l'événement ; l'accusation de déloyauté, produite contre un ministre en exercice, jouissant de la confiance de son souverain, était injurieuse et vaine. Il essaya d'en atténuer l'effet par un billet personnel à Consalvi, mais, à travers des explications enchevêtrées, lui échappèrent encore des formules comme celles-ci : « Si Rome ne devient pas le théâtre des horreurs commises autrefois, on ne le devra qu'à la protection des saints Pierre et Paul, et aux prières du saint Pape » (1).

Le secrétaire d'État jugea le moment venu de poser la question dans toute son ampleur. Il offrit sa démission à Pie VII, se disant abreuvé

(1) Fesch à Consalvi, 27 fructidor (14 sept.), Arch. Rh., 1 F 21, 356 et A. E., Rome 938, f° 268.

de dégoûts, et hors d'état de faire aucun bien à sa place de ministre. Le Pape refusa de la manière la plus formelle de le laisser partir. Consalvi écrivit alors personnellement à Fesch pour protester contre les termes offensants de sa note, et annoncer qu'il en ferait juge le cabinet de Paris : si le gouvernement français partageait l'opinion de son représentant, il se retirerait définitivement.

Fesch risquait de se trouver dans une position désagréable, obligé de soumettre au Ministre, par-dessus la tête duquel il s'efforçait de passer, des actes et des textes où il paraissait peu à son avantage. Il prit les devants, dressa pour Talleyrand un tableau poussé au sombre de l'État pontifical, y fit rentrer les renseignements même qu'il paraissait avoir abandonnés : existence de clubs ennemis, activité des bandits et des anciens chefs d'insurgés... : « Il faudrait écrire des volumes pour faire connaître à V. Exc. une infinité de petits détails qui, pris isolément signifient peu de chose, mais qui peuvent peut-être se regarder comme autant de ramifications d'un projet plus vaste qui tendrait à soulever tous les peuples d'Italie contre nous ». Le terrain ainsi préparé, il fit passer ensuite son rapport sur l'affaire de la place Navone, choisissant d'ailleurs dans les documents, se contentant d'une analyse discrète pour sa note du 15 septembre, agrémentant la réponse de Consalvi de commentaires circonstanciés. En conclusion, il se félicitait d'avoir su prendre le Secrétaire d'État par la peur, d'avoir réussi à émouvoir « son amour-propre et à piquer sa naïveté ». Il était le premier maintenant à le détourner de donner sa démission, étant sûr de le tenir par la supériorité de sa police, et de l'obliger à collaborer avec lui (1).

Les événements à chaque instant lui apportaient de nouveaux arguments. Du meurtre de la place Navone, il n'était plus trop question. L'individu, soupçonné d'avoir porté la cocarde française, arrêté, avait prétendu être au service de Lucien Bonaparte. Prévenu par Consalvi, le frère de l'Empereur avait répondu avec bonne grâce qu'il ne connaissait pas cet homme, mais qu'en tous cas il ne réclamerait jamais de privilèges pour qui ne se soumettrait pas aux lois. L'éventualité de voir des familiers de son neveu impliqués dans l'affaire fit baisser le ton à Fesch. Mais il avait d'autres sujets de plainte. La même semaine des brigands attaquaient un courrier français, le sieur Paroisse, sur la

(1) Fesch à Talleyrand, 29 fructidor (16 sept.), Arch. Rh., 1 F 21, fo 358 ; Consalvi à Fesch, 16 septembre, A. E., Rome 938, fos 282-298 ; Consalvi à Caprara, 18 septembre, eod. loc., fo 307 et Vat., Nunz. Fr. 584, fo 279.

route de Rome. L'ambassadeur reprit son antienne : l'État romain abritait des bandes organisées, se proposant un but politique. Il ne se déclara satisfait ni de l'enquête menée par Consalvi ni des mesures de sécurité aussitôt multipliées : édit sur la répression des vols et des crimes, édit sur la fabrication et la détention des armes, ordres au gouverneur de Rome de hâter l'instruction des procès et l'exécution des jugements (1). D'ailleurs tous les indices relevés par ses indicateurs étaient corroborés par son collègue de Florence. Notre ministre en Toscane, M. de Beauharnais, en correspondance suivie avec Fesch, se révélait son émule en matière de police. Il disait être sur la trace d'une « réunion secrète d'agents piémontais, lombards et parmesans ». Les conjurés organisaient sur la ligne de l'Adige une insurrection qui devait éclater au premier revers que l'armée française éprouverait. Ils avaient des affidés à Florence, Rome et Naples. « Mgr Morozzo, nonce de S. S. en Toscane, son secrétaire le docteur Barrera, l'écuyer du duc de Chablais sont accusés d'être les meneurs en Étrurie. M. Jackson, ministre Anglais près du roi de Sardaigne et résidant à Rome, paraît être l'âme de toute la correspondance et tous les rayons divergents se réunissent chez lui. « Aussitôt en possession de ces renseignements, Fesch en fit le fond d'une note officielle au Secrétaire d'État (20 septembre) (2). Consalvi jugea ce nouveau roman absolument invraisemblable, mais comment ouvrir les yeux à Fesch ? Morozzo se chargea de faire une démarche personnelle auprès de Beauharnais. Mais celui-ci ne démordit pas de sa conviction, répéta que Mgr Morozzo, nonce de S. S. en Toscane, y sert très mal les intérêts du Saint-Siège » (3) et poursuivit ses dénonciations. La plupart étaient de portée politique aussi médiocre que celles de Fesch, mais il n'en fallait pas plus pour stimuler le zèle des deux ambassadeurs.

Les précisions fournies par Beauharnais avaient définitivement aigillé Fesch dans une direction où il s'orientait depuis quelque temps.

(1) Caprara à Consalvi, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 282. Dossier de l'affaire Paroisse, Arch. Rh., 1 F 80.

(2) Beauharnais à Fesch, 26 fructidor an XIII (13 sept.), Arch. Rh., 1 F 45; Fesch à Consalvi, 3^e complém. (20 sept.), Arch. Rh., 1 F 21, 3^e 6.

(3) Beauharnais à Fesch, 4 vendémiaire, 1 F 45. Les relations de Beauharnais avec Morozzo étaient très mauvaises : il ne cessa plus désormais de le poursuivre de ses accusations, jusqu'à Paris, A. E., Toscane 158 A, fo 25. Consalvi le savait, et c'est bien à Beauharnais qu'il en voulait plus qu'à Fesch. Il se portait garant de la « sagesse bien connue » du Nonce, Vat., Nunz. Fr. 584, fo 283 et Cif. Nunz. V, 21 septembre 1805; Nunz. Firenze 189 A.

Elles avaient confirmé ses préventions contre les ministres neutres résidant à Rome et sa certitude d'une collusion entre ces ennemis et certains hommes de confiance de Consalvi. Fesch avait depuis l'affaire Vernègues de solides rancunes contre Lizakevitz ; il les étendait, avec moins de motif, à Jackson. La présence de ces deux diplomates, accrédités près du roi de Sardaigne, lui paraissait d'ailleurs injustifiable. En juin 1804, Victor-Emmanuel avait quitté la capitale pontificale, où il ne se sentait plus en sûreté, pour Gaëte. Mais le ministre russe et l'Anglais étaient demeurés à Rome où ils n'avaient rien à faire, qu'à signer quelques passeports, et à susciter des difficultés aux représentants de la France. Fesch prit l'initiative de demander à Napoléon des ordres pour les éloigner. Il n'avait pas de motifs précis à invoquer, sinon que le « méchant Lizakevitz » et le représentant de l'Angleterre « ne doivent pas rester oisifs, lorsqu'on s'agit à Naples et que les armées de leurs souverains sont sur le point de faire un débarquement. » Autour de cet argument central, il put commodément grouper tout le récit des faits qui l'inquiétaient et des écarts du Secrétaire d'État, dans un long rapport à l'Empereur (1).

Dans son obstination, bien légitime, à venger sa loyauté personnelle et son gouvernement, Consalvi avait commis quelques erreurs de tactique, dont Fesch s'emparait : répondre par des « explications » (démenti des faits, récusation de témoignage, justifications de subordonnés) plutôt que par des actes énergiques ; refuser d'abonder dans le sens de l'ambassadeur, de partager son indignation contre un Jackson et un Lizakevitz ; se porter personnellement garant d'une tranquillité, qui ne pouvait jamais être parfaitement maintenue. Ainsi avait-il jeté dans le débat et sa personne et sa situation. Mais il ne croyait pouvoir faire autrement. En refusant d'inquiéter des diplomates étrangers, il était sûr d'interpréter le sentiment formel de Pie VII : le Pape et son ministre étaient dominés par le souci de ne manquer aux obligations de la neutralité envers aucune puissance. A la suite des affaires de complot, ils étaient venus l'un et l'autre à penser que, pour sauvegarder l'harmonie des rapports avec la France, il n'était plus possible de simuler l'entente avec le représentant de l'Em-

(1) Fesch à Napoléon, 2^e complément. an XIII (19 septembre), A. N., AF IV 1694 (publié par DU CASSE, *Négociations*, p. 41). Talleyrand avait mis en garde Fesch contre les intrigues qui se nouaient toujours autour du roi de Piémont, Arch. Rh., 1 F 40. L'activité de Jackson à Rome a été très exactement précisée par D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine...*, ch. XXI.

pereur. Consalvi avertissait les Nonces, tandis que Pie VII faisait exprimer par Caprara à Talleyrand combien il était « affligé de la mésintelligence qui règne entre S. E. Mgr le cardinal Fesch et le cardinal Consalvi ».

Au début d'octobre, à la suite des dénonciations contre Morozzo, Consalvi envoya à Paris toutes les pièces du dossier, et il reprit son dessein d'obtenir du ministre des Relations Extérieures au moins un mot d'encouragement. La longue lettre qu'il écrivit alors, et qui a été publiée par Artaud pour l'essentiel, contient l'acte d'accusation le plus sévère contre le caractère et la conduite de Fesch :

« Tous les égards que j'ai eus pour lui avant cette époque [le voyage du Pape à Paris], tous ceux que j'ai eus après, toutes les attentions, politesses, oserai-je le dire ? faveurs, condescendances, ont été inutiles.

« Ne voyant en moi qu'un homme qui, dans cette occasion, a écouté de ses oreilles, et a vu de ses yeux des actes de violence, des paroles, des scènes que S. E. ne voudrait pas se reprocher ; un homme (je le dirai en un mot) vis à vis duquel il a lieu de rougir ; par ces raisons là, il désire maintenant culbuter celui qu'il ne croit pas capable de l'oublier...

« Tout cela était inconnu à Rome jusqu'ici, parmi les ministres étrangers que nous avons... Ni comme premier ministre de S. S., ni comme son collègue dans le cardinalat, ni comme un gentilhomme, je puis (*sic*) dire que S. E. remplisse aucun des égards que chacune de ces qualités demanderait envers moi » (1).

Le ministre des Relations Extérieures était trop prudent pour prendre position en un débat si épineux. Lorsqu'il communiqua à l'Empereur les premiers documents venus par Caprara, il prononça, moitié négligence affectée, moitié désir d'apaisement : « Toutes les pièces d'écriture que l'on m'envoie sur cette affaire forment un volume. Du reste, tout cela n'est qu'une discussion particulière entre les cardinaux, et ne touche point aux rapports de Votre Majesté avec le Saint-Siège » (2). Quant au plaidoyer de Consalvi, qui lui parvint un mois

(1) Consalvi à Talleyrand, 9 octobre, A. E., Rome 938, f° 352 et sqq. Deux jours avant, Caprara avait remis au Ministre toutes les pièces relatives à l'affaire Navone, f°s 323-352, et A. N., F¹⁹ 1912.

(2) BERTRAND, *Lettres inéd. de Talleyrand*, p. 151 ; ARTAUD (*Vie de Pie VII*, mss. B. N., p. 171) affirme que Talleyrand aurait tout montré à Napoléon, qui aurait fait approuver indirectement Consalvi. De là le discrédit irrémédiable de Fesch. Cette conduite eût été bien surprenante de la part de Talleyrand, et, bien loin de recevoir

plus tard, Talleyrand le passa à d'Hauterive, avec la mention : « Faites mettre dans vos cartons les plus secrets la lettre de Rome ». A elle seule cette annotation prouverait que le ministre ne croyait pas le crédit de Fesch auprès de l'Empereur ébranlé. De fait, Napoléon, ayant pris connaissance de ses rapports sur la situation de Rome avait prononcé : « S. M. a approuvé les démarches que vous avez faites pour empêcher qu'on attribuât faussement à des Français des délits qui tendraient à exaspérer et à égarer l'opinion contre nous. C'est dans des circonstances analogues qu'on a tenté plusieurs fois d'exciter des troubles à Rome et de les diriger contre ce qu'il y avait de Français dans cette ville. Plus les intentions du Saint-Siège sont amicales envers la France, plus il doit mettre de soin à diriger dans le même sens toutes les parties de son administration et à arrêter, dans le principe, tous les écarts de l'opinion » (1).

L'ambassadeur français recevait une approbation complète de son activité. Il enregistrait un succès précieux sur le terrain même choisi par son rival.

*
* *

Le 5 octobre 1805, Consalvi écrivait à tous les Nonces : « La situation des choses est ici toujours identique. Jusqu'à maintenant, on réussit à maintenir la neutralité et à se défendre contre des prétentions toujours renaissantes, émanant de Qui représente ici la France, à propos de matières qui, si elles étaient accordées, la ruineraient. Il est à craindre qu'aux demandes faites par lui à son Gouvernement, d'être autorisé à pousser encore plus vivement les choses, le Gouvernement réponde favorablement ; cette réponse, Il l'attend de jour en jour, et il est assez probable qu'elle sera affirmative, car Il a dépeint des périls, des menées occultes, des machinations, des collusions qui sont autant de chimères, mais qui, dans le cas d'une guerre acharnée à une telle distance et dans un moment de mauvaise humeur, peuvent être crues aisément. S'il a une réponse affirmative, alors commencera une bataille plus rude, dont on ne saurait calculer les conséquences, qu'on la perde ou qu'on la gagne, selon l'expression familière c'est-à-dire que l'on adhère à ses prétentions ou qu'on les rejette » (2)...

un blâme, Fesch au contraire vit ratifier complètement ses procédés, comme nous l'établissons.

(1) Talleyrand à Fesch, Arch. Rh., 1 F 100.

(2) Vat., Cif. Nunz. V, fo 399.

Quatre mois après le retour du Pape, le Secrétaire d'État en était à considérer la présence d'un pareil ambassadeur comme le « péril le plus grave » pour l'avenir des relations avec la France. Si l'on ne peut laver le cardinal Fesch des terribles reproches portés contre ses procédés et contre son humeur, il faut remarquer cependant que Consalvi se trompait sur les mobiles qui l'inspiraient et négligeait de faire la part des circonstances. Rentré de Milan avec des intentions bienveillantes pour le Saint-Siège, Fesch avait trouvé à Rome une situation « hérissée de difficultés ». Blessé par des échecs répétés qui atteignaient son désir de collaboration, son amour-propre de négociateur, son cœur d'oncle, il s'en était pris à Consalvi de ses déconvenues. Une série d'incidents lui fournirent des prétextes commodes pour rejeter les responsabilités sur le ministre qu'il détestait. Mais ces incidents, le secrétaire d'État, d'ordinaire si habile, n'avait pas paru très soigneux de les éviter ; peut-être avait-il, lui aussi, en quelque mesure, cédé à la rancune ou à la nervosité ambiante, à l'atmosphère écrasante qui pesait sur l'Italie depuis le Sacre de Milan.

CHAPITRE X

LA GUERRE EN ITALIE L'OCCUPATION D'ANCONE

(OCTOBRE 1805-JANVIER 1806
VENDÉMAIRE-NIVÔSE AN XIV)

A la fin de septembre 1805, l'Empereur entame les opérations en Europe Centrale. La sécurité de l'Italie est nécessaire pour couvrir la droite de la Grande Armée.

I. — L'OCCUPATION D'ANCONÈ. — Les agents français dans l'État romain signalent l'insuffisante protection du littoral. — Comment Consalvi entend pratiquer la neutralité. — Les Français se saisissent d'Ancone. Protestations du Pape, appuyées par Fesch (octobre 1805).

Fesch est chargé d'annoncer officiellement l'occupation (12 novembre). — Le général Montrichard : conflit avec l'ambassadeur. — Débarquement des Anglo-Russes dans le royaume de Naples : effroi chez les Français de Rome, — La nouvelle de la prise de Vienne par Napoléon vient rassurer Fesch (30 nov.)

II. — FESCH JUGE DE LA POLITIQUE PONTIFICALE. — Fesch croit Pie VII victime de son entourage, des préjugés contre la France gallicane. — Son acharnement contre Consalvi lui est-il dicté par des ambitions personnelles ? Sa propre situation semble consolidée par les victoires de l'Empereur : fêtes à Rome après Austerlitz et Presbourg (janvier 1806).

III. — EXPÉDITION FRANÇAISE CONTRE NAPLES. — Le corps de Gouvion Saint-Cyr marche sur Naples à travers l'État romain. — Efforts de collaboration de la part du Secrétaire d'État. — Joseph Bonaparte à Rome.

La mission du cardinal Ruffo. — Imprudente intervention de Fesch.

IV. — LA LETTRE PONTIFICALE DU 13 NOVEMBRE. — Lettre de Pie VII à Napoléon (13 novembre) : menace de rupture diplomatique. — Napoléon la reçoit à la veille même d'Austerlitz. — Il l'interprète comme une preuve de la défection du Saint-Siège. — Après l'écrasement de l'Autriche, il y répond avec une extrême violence (7 janvier).

« L'affaire d'Ancone » début de la lutte ouverte entre Napoléon et le Saint-Siège.

Depuis l'avènement de Napoléon au royaume d'Italie, Consalvi annonçait comme inévitable une guerre générale, dont l'issue fixerait les destinées de la péninsule entière. En septembre 1805, le duel entre la France et les « vieux gouvernements » fut engagé par l'offensive des armées autrichiennes en Bavière et par l'annonce de l'adhésion de la Russie à la coalition continentale. Déclenchant le prodigieux mouvement de conversion de la Grande Armée qui ouvrit les opérations contre la Troisième Coalition vers l'Allemagne méridionale et la vallée du Danube, Napoléon annonça aux peuples d'Italie son entrée en campagne contre l'Autriche : « Votre Empereur, disait sa proclamation aux troupes du Royaume d'Italie, est en Allemagne, au milieu de l'armée dont vous formez la droite (1). » Ainsi, placée à l'extrémité du gigantesque front de bataille, la péninsule allait être l'objet d'un double effort de la part des belligérants : au Nord, les armées de Masséna lutteraient dans les plaines de Vénétie contre l'archiduc Charles ; au Sud, les flottes combinées de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche menaceraient les côtes. L'attitude des cours de Naples et de Rome pouvait être d'un poids décisif dans la balance encore incertaine entre les efforts des Français et ceux de la coalition.

I

Depuis des mois, des bâtiments anglais croisaient en Méditerranée, des troupes Britanniques étaient concentrées à Corfou. L'Italie suivait avec anxiété leurs mouvements. Sur leur force exacte, — on parlait de 30.000 hommes, — comme sur leur destination, régnait une incertitude qui enflammait les imaginations. La rumeur publique désignait chaque port successivement comme le point probable d'une attaque (2). Au

(1) *Corr.*, XI, 9292, « Proclamation aux peuples d'Italie » ; 9295, « A l'armée d'Italie » (de Strasbourg, 29 et 30 septembre 1805).

(2) Depuis le début de 1805, on annonçait alternativement à Naples l'arrivée des Français ou celle des Russes. Gouvion Saint-Cyr disait les troupes ennemies massées

début d'octobre 1805, on apprit que Naples signait avec la France un traité de neutralité : contre l'engagement de refuser ses ports à toute escadre, elle obtenait l'évacuation des places encore occupées par les troupes impériales, dans le délai d'un mois. Consalvi ne crut point à la sincérité de Marie-Caroline : il conclut seulement qu'elle s'efforçait de détourner les coalisés contre l'État pontifical. Ceux-ci prendraient terre plus près des plaines du Nord où opéraient les Autrichiens, et Naples se verrait épargner le risque d'une rencontre entre les Français et leurs ennemis.

Le secrétaire d'État proclamait en toute occasion la neutralité des pays romains, comme pour n'avoir pas à la faire respecter par les armes. Il appréhendait le cortège des maux qui accompagnent habituellement le passage des troupes : dépenses imprévues, réquisitions, difficultés nées du contact des soldats et des indigènes, incidents qui, ou brouilleraient Rome avec les Français, ou la compromettraient au regard des coalisés. Tandis que Fesch le suspectait de placer ses sympathies du côté de nos adversaires, il vivait dans la crainte que Russes ou Autrichiens ne fissent porter à la Papauté la peine d'une soumission trop apparente à l'Empire napoléonien.

Fesch avait été chargé par Napoléon de s'enquérir des moyens de défense du littoral pontifical. A sa demande, la Congrégation militaire fit connaître qu'il y avait à Ancône 656 hommes, dont 93 pour l'artillerie, à Civita-Vecchia 526, dont 24 artilleurs, effectifs, assurait Consalvi, « plus que suffisants pour se garantir des agressions maritimes dans l'état présent des deux forteresses, état non seulement égal, mais meilleur que celui où elles se trouvaient quand les troupes françaises étaient dans l'État pontifical (1) ». Les consuls de France, sur place, ne partageaient pas cet optimisme. Pour Stamaty, les fortifications de Civita-Vecchia, presque dégarnies de canons, n'offriraient « aucune espèce de

dans les Sept Iles, prêtes à s'embarquer (*Mémoires*, II, 412). Sur les préparatifs anglais à Malte pour « servir la cause du roi de Naples », cf. ROGER DE DAMAS, *Mémoires*, I, 366. Dès juillet 1805, les Français de Naples étaient persuadés que le Roi faisait armer les masses, c'est-à-dire les bandes populaires qui avaient mené la guérilla de 1799. Nos nationaux craignaient des démonstrations hostiles : la femme du commissaire commercial, M^{me} Blanc, partait, et Alquier avait toutes les peines du monde à retenir le chargé d'affaires près l'Ordre de Malte, David, et même M^{me} Gouvion Saint-Cyr (Arch. Rh., I F 44).

(1) Consalvi à Fesch, 14 sept. 1805, Arch. Rh., I F 34 ; Stamaty à Fesch, 3^e compl. an XIII (18 sept., I F 48 ; Meuron à Fesch, 17 messid., 4, 10, 23 fruct., 3^e compl., I F 50 ; Fesch à l'Empereur, 28 fruct. (14 sept.), A. E., Rome 938, f^o 270.

garantie contre les plus faibles tentatives de nos ennemis ». Du moins, dans la mer Tyrrhénienne, la France était-elle forte, appuyée sur Elbe et la Corse, sur Gênes et Piombino. Il n'en allait pas ainsi dans l'Adriatique. Meuron était, bien entendu, très alarmant : il voyait dans Ancône le point où se nouaient les communications entre Corfou, les cours de Naples et de Vienne. En cas de guerre, les barques qui naviguaient sous pavillon autrichien n'auraient qu'à arborer le pavillon papal pour se trouver à couvert ; le port offrirait des profondeurs suffisantes pour qu'un débarquement puisse être tenté avec succès. Fesch exhortait donc de son mieux Consalvi à renforcer les garnisons de « quelques bonnes troupes », mais il sentait bien, et il disait à Napoléon, que le gouvernement pontifical n'avait ni le moyen d'armer des corps provinciaux pour les diriger sur les points menacés, ni le désir de faire des démonstrations qui compromettraient sa neutralité.

En quoi il jugeait exactement. La guerre survenue, Consalvi se contenta d'élaborer un plan subtil, à l'usage du délégal pontifical à Ancône, Mgr Vidoni (14 octobre). Il s'agissait d'organiser une résistance suffisante pour ne pas mériter auprès des Français le soupçon d'une entente avec l'ennemi, mais sans provoquer des ressentiments et des représailles de la part des envahisseurs. Sur cette maxime générale se greffaient des développements minutieux, d'une astuce finalement assez candide. A l'approche d'une flotte anglo-russe, Vidoni se porterait au devant du commandant. Il affirmerait la volonté du Saint-Père de rester neutre. Si l'on objectait le passage accordé aux troupes françaises, il alléguerait que le cas était différent, Naples n'étant pas en état d'hostilité avec la France. Si le commandant ne se laissait pas convaincre, Vidoni, « commençant à lui ouvrir avec confiance son cœur », montrerait que le Pape ne pouvait absolument pas s'exposer au ressentiment de Napoléon. Il proposerait, « confidentiellement et verbalement », que l'on exécutât le débarquement sur d'autres points du littoral : à Pesaro, à Sinigaglia ; le Saint-Père, n'ayant point de forces, pourrait excuser le manque de résistance. Le mieux serait même d'obtenir un échange de notes et contre-notes, demandant et refusant le débarquement, — voire un simulacre de canonnade. Si les Russes, soucieux d'avoir un port véritable, ne se laissaient pas détourner, il faudrait combiner avec eux une attaque simulée, toujours précédée d'un échange de notes officielles. De chaque côté, les coups seraient dirigés de manière à faire peu ou point de mal : et après quelque résistance, le passage serait accordé sous prétexte de ne pas exposer la ville à un bombardement.

Deux difficultés étaient à envisager : le mauvais vouloir des Russes ; mais leur intérêt était qu'aucun retard ne fût mis aux opérations, et Vidoni pouvait démontrer qu'une résistance réelle se prolongerait quelques jours ; — la surveillance de l'agent français Meuron ; mais si mal disposé qu'il fût, le commissaire avait à Ancône, où il menait des affaires à lui, ses intérêts à sauvegarder. Vidoni, en multipliant les démonstrations de confiance, le mettrait au courant des opérations de telle sorte que l'autre finirait par croire les avoir lui-même imaginées. Au début, une résistance énergique, dont on mimerait tous les gestes, semblerait avoir été prescrite par Rome. Quand viendrait le moment de la capitulation concertée avec le commandant anglo-russe, Vidoni affecterait de prendre conseil : « Que faire ? dirait-il à Meuron. Voulons-nous voir la ville et le port réduits en cendres inutilement pour retenir l'ennemi deux ou trois jours de plus ? » et il plaiderait jusqu'au moment où Meuron lui-même préférerait le moindre mal (1).

Toutes ces précautions furent déjouées par l'initiative de Napoléon. Au moment où Consalvi expédiait ces instructions, l'armée française stationnée dans le royaume de Naples sous le commandement de Gouvion Saint-Cyr commençait son mouvement de retraite vers le Nord (2). Son passage annoncé à travers l'État romain, le secrétaire d'État promit que les transports, le logement et les subsistances seraient assurés par la route d'Ancône. Mais bien vite les exigences exorbitantes des Français mirent en éveil sa méfiance. Le commissaire ordonnateur Colbert ne protestait pas seulement contre l'insuffisance des avances en numéraire consenties par le Trésor Pontifical, il prétendait établir à Pesaro un hôpital militaire de 400 lits, à quoi le Pape s'opposait comme à une violation de sa neutralité. Visiblement, il ne s'agissait pas d'un simple passage de troupes (3).

Le 18 octobre, la première colonne de l'armée, général Ottavy, entra à Ancône et prenait possession des forts, malgré les plus vives protestations du délégué pontifical. Informé le 20, Pie VII manda à

(1) Consalvi à Vidoni, 14 octobre, Vat., Ep. Nap. 281/43.

(2) Gouvion Saint-Cyr avait sous ses ordres une vingtaine de milliers d'hommes. Son corps d'armée passait sous les ordres de Masséna, commandant en chef de l'armée d'Italie depuis le mois précédent (Nap. à Gouvion Saint-Cyr, 2 septembre 1805, *Corr.*, XI, 9176, A. N., AF IV 1364 ; MASSÉNA, *Mémoires*, V. 660-95 ; GACHOT, *La Troisième Campagne d'Italie*, chap. II).

(3) Consalvi à Fesch. 13 et 19 octobre 1805, Arch. Rh., 1 F 35 et Vat., Nunz. Fr. 606, fo 202, Cif. Nunz. V, 404 ; Meuron à Fesch 21 octobre, Arch. Rh., 1 F 50.

Castel-Gandolfo, où il était encore, l'ambassadeur de France, et exigea des explications. Fesch n'avait eu aucun préavis. Le ministre de la Guerre l'avait assuré qu'il serait informé de ce qui pouvait l'intéresser : on ne lui avait fait part de rien. S'agissait-il d'un malentendu, de l'initiative malencontreuse d'un général ? Il espérait que Gouvion Saint-Cyr, attendu sous peu à Rome, le renseignerait. Pour donner satisfaction au Pape, il consentit à écrire au général, en même temps qu'au commandant en chef de l'armée d'Italie, Masséna, et au Vice-Roi Eugène. Ses dépêches, aussitôt lancées, traduisirent énergiquement les protestations romaines contre le stationnement d'une armée nombreuse en territoire papal. L'état des finances, disait-il, empêcherait de faire face, même temporairement, aux frais ; pour 20.000 hommes, il fallait compter 10.000 piastres par jour, somme supérieure au revenu même de l'État. Sous aucun prétexte, le Gouvernement n'admettrait un emprunt forcé sur ses sujets. Le Saint-Père estimait que l'on avait manqué d'égards envers lui : il subirait passivement la violence, mais ne changerait pas de sentiments et ne ferait pas de concessions (1).

Le ministre de France parlait avec fermeté dans le sens de Rome. Car il éprouvait une vive contrariété d'avoir été laissé dans l'ignorance, situation fâcheuse auprès d'un gouvernement ami, à qui il avait promis que sa neutralité ne subirait aucune atteinte. Et puis une crainte germait en lui : la présence d'une armée française n'allait-elle pas précisément attirer sur le pays la guerre et le débarquement Anglo-Russe si redouté (2) ? Enfin, toute prolongation de séjour de l'armée française risquait de faire surgir des incidents à Ancône. La population du port avait, au dire de Meuron, accepté une occupation qui la délivrait du cauchemar des Russes : c'était du moins l'interprétation d'un Français qui redoutait les coalisés. Le général Reynier, commandant de la place, respectait la neutralité du port, laissant entrer et sortir les bâtiments autrichiens ; les communications avec Trieste

(1) Meuron à Fesch, 18 oct. 1805, dans A. E., « Corresp. Ancône » et Arch. Rh., 1 F 50 : Fesch à Consalvi (21 octobre) ; à Masséna, au prince Eugène, à Gouvion Saint-Cyr (23 oct.). Arch. Rh., 1 F 21, 424 et sqq. M. Debidour croit que Fesch simula l'ignorance (*Histoire des rapports de l'église et de l'état en France*, p. 427) ; il était absolument sincère, comme le prouve toute sa correspondance, et le ton très vif sur lequel il s'adresse à Gouvion Saint-Cyr, qu'il incrimine personnellement. Consalvi ne doute pas de sa sincérité, lorsqu'il fait le récit des événements à Caprara (25-26 octobre, Vat., Nunz. Fr. 584, f^{os} 290-294).

(2) Fesch au Min. Relat. Extér., 26 octobre, Arch. Rh., 1 F 21, f^o 430 ; Vat., Nunz. Fr. 597, f^o 239.

et Venise n'étaient pas interrompues. Mais les difficultés d'approvisionnement commençaient. En menaçant le délégal pontifical de laisser la troupe faire des réquisitions dans les lieux de passage, au risque de désordres et d'un remboursement aléatoire, Reynier avait obtenu un service provisoire de fournitures ; mais il savait bien que les agents pontificaux avaient ordre de tout refuser à l'avenir (1).

Fesch attendait donc avec quelque anxiété la réponse qui devait l'éclairer sur la durée de l'occupation : il laissait espérer à Consalvi que, « d'après la lettre qu'il avait écrite », l'évacuation ne tarderait pas. Ce qui vint, ce fut un mot extrêmement vague de Gouvion Saint-Cyr : le mouvement de retraite des troupes de Naples se poursuivait « avec le plus de promptitude possible : ce que l'on a écrit de contraire dans la note que vous m'avez fait passer est faux, calomnieux et atroce et d'une perfidie sans exemple ». En réalité, Gouvion Saint-Cyr avait bien eu ordre d'assurer sa retraite vers la vallée du Pô en s'appuyant sur Ancône, où il placerait garnison. Seulement il obéissait à la consigne de silence absolu qui lui avait été donnée (2). Fesch en savait assez pour ne pas s'engager plus avant. Il donna l'occupation comme une mesure temporaire de précaution, pendant le passage de l'armée. Les Français n'avaient pas l'assurance que leurs ennemis ne viendraient pas stationner dans l'État pontifical. Tant que cette garantie leur manquait, ils seraient fondés à tenir Ancône. Et l'ambassadeur tout uniment, réclama qu'on lui fit connaître les arrangements que le Gouvernement romain avait dû prendre avec les autres puissances pour la conservation de sa neutralité. La réponse fut naturellement évasive. Il se déclara très affecté d'un manque de confiance sensible : il avait donc eu tort de se mêler d'une affaire qui ne le regardait pas, d'outrepasser son devoir en considération du Saint-Père. Il déclinait toute responsabilité dans l'évolution des événements : il allait engager le géné-

(1) Meuron à Fesch, 18-21 octobre, Arch. Rh., 1 F 50, Reynier à Fesch, 25 octobre, 1 F 68, et 29 octobre, Arch. Archev.

(2) Gouvion Saint-Cyr à Fesch, 6 brumaire an XIV, Arch. Rh., 1 F 68. Les instructions de Berthier à Gouvion Saint-Cyr sont du 23 septembre (*Corr. Nap.*, XI, 9263). Il est impossible d'admettre que Gouvion Saint-Cyr ne les avait pas en mains à ce moment, d'autant plus que sur les autres points il les exécute à la lettre. Le 8 octobre, Alquier l'avait mis en garde contre la probabilité d'une attaque russe sur Ancône (SAINT-CYR, *Mém.*, II, 523. Cf. A. E., Naples 130, fo 362). Et c'est bien lui qui donna l'ordre à Reynier de s'y porter (Reynier à Fesch, 29 octobre, Arch. Archev.). Il préféra invoquer un malentendu, et se tira très maladroitement d'une explication peu plausible, qui indigna Consalvi, Vat., Nunz. Fr., 584, fo 295-96 ; cf. *Storia d'Italia*, VIII, 781.

ral Gouvion Saint-Cyr « à faire après le passage des troupes ce que la prudence et l'intérêt de l'État lui inspireront » (1).

Une insistance aussi indiscreète n'était pas habile, au moment qu'il se flattait de clore l'incident, représenté par lui comme un simple malentendu. Aiguillé sur cette voie, le débat tournait dans un cercle sans issue : du côté français, on prétendait ne tenir Ancône que faute d'une garantie absolue de la neutralité pontificale; du côté romain, on ripostait que cette neutralité ne pourrait être garantie si les Français la violaient en occupant Ancône.

Tandis que se poursuivait la discussion, dans les tout premiers jours de novembre, sans plus d'avertissement qu'il n'y en avait eu pour l'occupation, les troupes françaises reprenaient leur marche, et défilaient, évacuant Ancône dont les forts étaient aussitôt réoccupés par les soldats romains. Fesch, ausssi surpris que lors de l'occupation, se sentit soulagé. Mais Meuron communiquait à l'ambassadeur de France ses alarmes : « Qui défendra maintenant la place et les forts ?... Les troupes de Sa Sainteté ? La Cour de Rome va donc proclamer sa neutralité armée ? Ses forces seront donc suffisantes pour empêcher un débarquement de 30 à 40 mille Anglo-Russes, s'ils se présentent dans ces parages pour tenter une diversion sur l'Adige (2) ? » Il n'était pas besoin d'un grand prophète pour annoncer que tant que la menace de la guerre planerait sur le littoral pontifical, la France n'admettrait pas qu'Ancône restât sans défense.

*
* *

Déjà le 5 novembre, était partie du quartier général de Bologne la dépêche suivante de Gouvion Saint-Cyr au cardinal Fesch :

« J'ai l'honneur de prévenir Votre Eminence qu'à mon arrivée à Bologne j'ai reçu les ordres de S. M. l'Empereur de laisser une garnison à Ancône et de l'occuper militairement; il me recommande pareillement de faire approvisionner cette place sur le champ.

(1) Fesch à Consalvi, 28 et 31 octobre, Vat., Nunz. Fr. 597, f° 242; et Arch. Rh., 1 F 21, f° 424. Il essaie de justifier cette insistance maladroite, en rendant compte à Talleyrand, le 6 novembre (A. E., Rome 938, f°s 371-72 et Arch. Rh., 1 F 21, 444).

(2) Meuron à Fesch, 1^{er} novembre, Arch. Rh., 1 F 35. Le 31 octobre (9 brumaire), Talleyrand priait Fesch de lui faire connaître « tout ce qui lui importerait de savoir sur les mesures que le Saint-Siège a prises pour mettre ses places à l'abri d'un coup de main et en état de défense » (Arch. Rh., 1 F 100).

« Le général Montrichard se rend en conséquence à Ancône pour y commander les troupes qui doivent l'occuper (1). »

Cette fois, Fesch était dans la pénible nécessité de porter à la connaissance du Pape une décision officielle de l'Empereur. Doléances et protestations renouvelées, il accueillit les unes et les autres, en justifiant de son mieux une mesure sur laquelle il avait si peu de lumières. Il accepta même de mettre à la disposition du gouvernement pontifical un courrier spécial pour informer Paris. On lui remit un volumineux mémoire ouvert, et une lettre personnelle de Pie VII qui, contrairement à tous les usages, était close. Lui-même avait rédigé un plaidoyer personnel, non dénué de courage de la part d'un serviteur aussi respectueux des décisions impériales. Fort intrigué par cette missive dont on refusait de lui faire connaître le texte, ce ne fut pas sans hésitations qu'il expédia le tout. S'il en avait soupçonné la teneur, il n'aurait peut-être pas mis au service du Pape un dévouement aussi empressé (2).

A peine arrivés à Ancône, le général Montrichard et le commissaire ordonnateur Colbert demandaient à Mgr Vidoni l'approvisionnement de la place pour six mois, en prévision d'un siège, et des fournitures pour un corps de 40.000 hommes d'infanterie, 800 cavaliers, plus un hôpital de 500 lits. Le Pape ripostait qu'il ne se prêterait à aucune des exigences des militaires et des commissaires. Les troupes romaines évacueraient la place. Les fournitures journalières étaient prévues jusqu'au 18 du mois courant, date à laquelle le passage des Français à travers l'État aurait dû être terminé : au delà, les autorités apostoliques ne fourniraient rien ; si les généraux en venaient aux réquisitions, elles protesteraient de la manière la plus ferme contre une telle violation commise en territoire ami. Il est vrai que cette intransigeance était plus aisée à formuler pour le secrétaire d'État qu'à maintenir de la part du malheureux délégué qui était sur place. Par tempérament, Mgr Vidoni eût essayé de temporiser, peut-être de se tirer d'affaire en gagnant officiers et ordonnateurs par de petits profits accordés sur les marchés que l'on passait (3). Mais cette fois, il était pris entre la résolution du Souverain

(1) Gouvion Saint-Cyr à Fesch, 14 brumaire an XIV, Arch. Rh., 1 F 68.

(2) Fesch à Consalvi, Vat., Nunz. Fr. 597, fol. 252. Long mémoire où Consalvi développe les motifs de la protestation pontificale, annonce la lettre personnelle du Pape, et sollicite les bons offices de Fesch, 12 novembre, Vat., Nunz. Fr. 606, f^{os} 266-270 et Arch. Rh., 1 F 35. Le plaidoyer de Fesch auprès de Napoléon (13 nov. 1805) est dans A. N., AF IV 1694; cf. FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, I, 98.

(3) C'est du moins ce qu'affirme Meuron (à Fesch, 26 brumaire, (17 novembre),

Pontife, exprimée avec une énergie inaccoutumée, et la brutalité avec laquelle Montrichard exécutait les consignes reçues.

Le divisionnaire Montrichard était l'homme le moins apte à atténuer les heurts qui s'annonçaient. Dans cette armée de Naples où tant de chefs s'étaient rendus célèbres par leurs exactions, il représentait le type du soudard intéressé, d'ailleurs insupportable et de talents militaires médiocres (1). Le commissaire Meuron, qui avait appelé de ses vœux l'occupation française et qui n'avait pas à l'ordinaire de délicatesse excessive, ne mit pas huit jours avant de se plaindre du général comme « du plus grand malotru que j'aie connu dans une charge aussi respectable. Il ne sait ni commander ni se conduire. Il ne cherche et ne s'occupe que d'argent, tous moyens pour en obtenir sont bons, n'importe lesquels ». Aux interventions les plus hautes, il se contentait de répondre qu'il exécutait des ordres dont il était responsable sur sa tête. Les résistances ne lui arrachaient que la menace de recourir aux « voyes de fait (2) ».

Le 16 novembre, Montrichard décréta provisoirement la levée d'une contribution de 100.000 écus sur les diverses perceptions de la Marche d'Ancône. Naturellement, il affirmait y être contraint par les refus des autorités pontificales. Mais, outre que son ordre devançait l'expiration du délai fixé pour les fournitures, la ville était encore pourvue de tous les approvisionnements nécessaires. Suivit la prétention de lever des droits sur tous les bâtiments, entrant et sortant du port. On murmurait que le produit était pour lui. N'exigeait-il pas 1000 piastres pour ses dépenses particulières, 800 par mois comme commandant militaire, 600 pour sa table, 500 pour ses fournitures ? Venu d'aussi

dans Arch. Rh., 1 F 50). Il est certain que Consalvi n'était pas satisfait de l'attitude de Vidoni (Vat., Nunz. Francia 584, fo 302). Sur la situation à Ancône, cf. RINIERI, *Napoleone et Pio VII*, p. 234-36. L'exposé de Rinieri peut faire croire que le Pape ne s'est adressé à l'Empereur qu'à la suite des vexations de Montrichard, alors que la lettre du 13 novembre est partie dès que Pie VII eut été informé de l'ordre impérial d'occupation.

(1) Gouvion Saint-Cyr, à Naples, avait manifesté, ainsi que Montrichard, beaucoup de goût pour l'argent (*Corresp. de Marie-Caroline à Gallo*, II, 293-399. Cf. MACDONALD, *Souvenirs*, p. 217). Joseph Elie Désiré Perruquet de Montrichard, né en 1760, entré au service en 1782, chef de bataillon en 1793, général de brigade en l'an IV, divisionnaire en l'an VII, « paraît avoir bien fait la guerre, dit son dossier, mais il existe des notes peu honorables pour sa délicatesse » (Arch. Adm. Guerre : dossier Perruquet de Montrichard, n° 304). En l'an XII, il avait déjà eu une affaire à l'armée de Hanovre.

(2) Montrichard à Fesch, 5 frimaire (26 novembre), Arch. Rh., 1 F 68 ; Meuron à Fesch, 26 brum. (17 nov.), 1 F 50.

haut, l'exemple avait des imitateurs. La discipline se relâcha, la conduite des officiers provoqua des plaintes, que le général en chef refusa d'accueillir. Le gouvernement pontifical dénonça l'inique traitement imposé à un pays ami, et l'impudente usurpation de souveraineté commise à son détriment. Il eut recours à Fesch pour rappeler les militaires à leur devoir.

Celui-ci se multiplia. Il entreprit de convaincre Montrichard. L'autre, de la plus mauvaise grâce, rejeta comme injurieuses les allégations du Secrétaire d'État. Il envoya promener Meuron : le commissaire avertit l'ambassadeur que parmi les militaires « il n'est pas d'injure qu'on se permette (sic) contre Votre Éminence pour être intervenue et pour m'avoir chargé d'intervenir pour modifier leur voracité ». Voilà pour un temps Meuron qui se mue en champion de la neutralité romaine. Il faudrait, estime-t-il, obtenir que les fonctions du général soient réduites à la seule partie de la défense de la place et à son occupation militaire, sans quoi toutes les lois de la navigation seront violées, tous les égards dus à un prince ami et à ses sujets, méconnus. Les renseignements de ce fidèle agent déterminèrent Fesch à remonter au général en chef. Masséna, à qui Gouvion Saint-Cyr le renvoya, resta dans des généralités prudentes : rien n'avait été ordonné pour la subsistance et l'entretien des troupes d'Ancône ; il entendait, quant à lui, diminuer « autant que possible aux sujets de Sa Sainteté les sacrifices que les circonstances peuvent exiger d'eux ». Fesch se saisit de la formule pour avertir à nouveau Montrichard des plaintes que déchainait sa conduite. Le Pape n'avait pas assez de mots pour exprimer au ministre de France sa gratitude : à trois reprises, Consalvi alla jusqu'à écrire que l'attachement du Cardinal à sa personne était son unique consolation dans l'amertume (1).

*
* *

Brusquement, vers la fin de novembre, un revirement se manifeste dans la correspondance de Fesch. Il interrompt ses démarches en faveur du Saint-Siège, il abandonne les accusations contre Montrichard et recommande à Meuron de se tenir avec lui en bonne intelli-

(1) Consalvi à Fesch. 19, 22 novembre, Vat., Nunz. Fr. 606, f° 275 et Arch. Rh., 1 F 36 ; Fesch à Masséna, au Min. des R. Ext., etc..., 1 F 21, f° 471 ; Consalvi à Fesch, 27 nov., A. E., Rome, 938, f° 386 ; Masséna à Fesch, Arch. Rh., 1 F 100 ; cf. FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, I, 99, 101.

gence. Une terrifiante nouvelle a retenti en Italie : les Anglo-Russes débarquent à Naples (1).

C'est Alquier qui l'apporte. Le 24 novembre, il arrive à Rome avec tout le personnel de la Légation. Il a dû fuir Naples, où l'exaltation anti-française est extrême. Plus de 20.000 coalisés ont pris terre ; le Roi s'est engagé à armer 40.000 hommes. On recrute avec activité par tout le Royaume. De nouveaux renforts sont attendus, Nelson devant mettre à la côte 18.000 Anglais pour attaquer l'armée d'Italie sur ses derrières (2). De la bouche d'un homme qui a vécu depuis de longs mois dans la hantise d'un soulèvement populaire en Italie méridionale, ces récits répandent la panique. A Rome toutes sortes de rumeurs font présager l'arrivée des coalisés : un Russe aurait visité le couvent de la Trinité-des-Monts en annonçant qu'il cherchait un casernement pour un corps de troupes de sa nation. Des menaces sont proférées tout haut contre la légation. Les agents des Consulats demandent des instructions en cas d'approche des ennemis. L'ambassadeur, qui n'en a pas pour lui-même, les rassure sans conviction. Jusque là, il a ordre de ne point quitter son poste. Mais les circonstances ne sont-elles pas les plus fortes ? Comment s'est comporté Alquier ? Il a, avant l'invasion, quitté la ville où les représentants de la France étaient menacés, estimant se conformer à ce qu'exigeait la dignité du gouvernement. Le cardinal ne peut-il en faire autant ? Il en réfère au ministre des Relations Extérieures : « Je n'ai pas peur, écrit-il à Talleyrand, mais enfin je ne voudrais pas me mettre dans le cas d'être envoyé en Russie prisonnier, ou de périr pour avoir manqué d'avertir que je ne suis aucunement en sûreté à Rome... En attendant une réponse à cette lettre, je me tranquilliserai, me confiant à la Providence, malgré l'avertissement de plusieurs personnes honnêtes qui m'ont exposé tous les dangers que je courais en restant ici (3). » Il décrit le danger suspendu sur les Français de Rome, sur leurs biens, sur les « immenses

(1) Le 23 novembre, Fesch adresse à toutes les autorités, à Milan, Gênes, Lucques, Bastia, Paris, ...des dépêches annonçant le débarquement ennemi. Le même jour, il prêche à Meuron la confiance en Montrichard, Arch. Rh., 1 F 21, 473.

(2) Alquier à Talleyrand, 2 frimaire an XIII, A. E., Naples 130, fo 38-67 : au général Montrichard, 3 frimaire, Arch. Guerre, Corr. Armée d'Italie C45. Avec lui est le consul général Blanc, cf. J. RAMBAUD, *Naples sous Joseph Bonaparte*, p. 477. Leurs évaluations fantaisistes des chiffres ennemis sont adoptées par Fesch et passent dans ses lettres à ses intimes (à Courbon, 24 novembre, *Papiers Fesch*). La panique gagne tous les Bonaparte d'Italie : cf. MASSON, *Napoléon et sa famille*, III, 209.

(3) Fesch à Talleyrand, 24 novembre, A. E. Rome 938, fo 384 ; à Jauffret 23 nov. ; à M^{me} Mère, 24 nov. *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

propriétés du prince Borghèse ». Lucien Bonaparte se prépare à partir pour Florence ; son oncle commence à faire ses malles.

En réalité, « c'est pour lui surtout qu'il a peur », ironise Consalvi. Le secrétaire d'État, que tant de terreur amuse, saisit l'occasion de prouver le tort que l'occupation d'Ancône a fait à la neutralité pontificale et, par là, aux Français de Rome. Au fond, lui-même a de graves soucis. Auprès de Fesch, il peut se porter garant que tout mouvement populaire contre la France serait puni avec une extrême promptitude. Restent les coalisés. On sait que le ressentiment de la Russie est à longue échéance : le débat ouvert par l'affaire Vernègues, la rupture consécutive ne sont pas oubliés (1). Le ministre de France insiste pour obtenir la garantie de l'inviolabilité des légations et consulats. Consalvi annonce qu'il députe à l'armée russe l'abbé Benvenuti, chargé de s'assurer des intentions du commandement. Il lui prescrit, si les coalisés font allusion à la violation de la neutralité au profit de la France, de répondre — c'est le conseil que le cardinal Fesch donne lui-même — que « de la part de Sa Sainteté a été faite toute l'opposition possible, par des protestations, par des réclamations et tous autres moyens qui convenaient aux devoirs de sa neutralité ».

Benvenuti part, avec une lettre du Pape au roi de Naples (25 novembre) demandant aux coalisés le même respect des personnes et des propriétés que le gouvernement pontifical a obtenu des troupes françaises de passage. Mais impossible de joindre les chefs. Le général russe Lascy allègue les ordres formels du Tsar de n'avoir ni rapport, ni communication avec une Cour qui a rompu les relations par son attitude dans l'affaire Vernègues. Le ministre d'Angleterre laisse entendre qu'il devient difficile de respecter une neutralité violée par l'autre partie. Dans les cercles napolitains, on tient Benvenuti pour une manière d'espion chargé par la France de surprendre les secrets de la coalition. Il ne lui reste plus qu'à regagner Rome, ce qu'il fait au début de décembre (2).

Le temps commençait à paraître long au cardinal Fesch : les malveillants répandaient en Italie le bruit d'une victoire de l'archiduc

(1) Sa première réflexion à Caprara est pour exprimer ses appréhensions propres Vat., Nunz. Fr. 584, f^{os} 302, 304. Dans les chiffres aux nonces (V, 419) il plaisante sur la grande frayeur de Fesch.

(2) Sur la mission Benvenuti, correspondance de Consalvi à Fesch du 24 au 30 nov., Arch. Rh., 1 F 36 et Vat., Nunz. Napoli 385 C et F ; Fesch à Talleyrand, 11 déc., A. E., Rome 938, f^o 406.

Charles sur l'Adige, annonçaient des révoltes et des catastrophes en France même (1). Le 30 novembre, éclata comme un coup de foudre la nouvelle de la prise de Vienne par les Français. Du coup tomba l'arrogance des amis de la Russie : l'ambassadeur de Napoléon reçut de toutes parts des félicitations. Plus que ces palinodies, l'information le rassura qu'une armée de 30.000 hommes, rassemblée à Bologne par les soins du prince Eugène et du général Pino, allait se mettre en mouvement sur Naples. Ce n'était pas encore le salut ; ce pouvait être la perspective de redoutables combats à travers le territoire pontifical. Néanmoins l'armée russe, qui n'avait pas encore avancé, paraissait déjà moins redoutable (2).

Fesch accueillait maintenant avec plaisir les rapports nettement plus favorables qui décrivaient l'activité des troupes d'occupation à Ancône. Meuron, en effet, nuancait ses premiers jugements sur Montrichard : le général poussait les travaux de défense « avec d'autant plus de mérite » qu'il avait affaire « à des hommes bien difficiles » (3). Seulement chaque jour apportait à la secrétairerie d'État des plaintes plus graves. Montrichard proclamait l'état de siège, instaurait un régime militaire, substituait aux autorités légales une commission de son choix : autant d'initiatives qui donnaient lieu de croire à une déchéance absolue du pouvoir pontifical. Et le Pape relançait le représentant officiel de la France. Fesch montrait une répugnance croissante à intervenir auprès d'un personnage qui prenait de si mauvaise grâce ses observations et dont les précautions, après tout, n'étaient pas inutiles. Il s'intéressa encore à la suppression de la commission exécutive, qu'il arracha au général. Il consentit également à écrire à Talleyrand et à l'Empereur. Il dépeignit en termes émus « la position vraiment critique de cet État... qui a donné à la France tant de preuves d'attachement et de déférence » et qui « mérite d'être traité avec des égards particuliers (4). »

(1) Dès le 10 brumaire (1 nov.) on avait proclamé à Naples que l'archiduc Charles bloquait Mantoue, que Murat avait été fait prisonnier (Alquier à Talleyrand, Arch. Rh., 1 F 44). Puis on assura que des insurrections soulevaient Marseille, le Languedoc et que la Banque de France avait fait faillite ; cf. DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 375.

(2) Fesch, le 4 déc., Alquier, le 7, rectifient les chiffres qu'ils ont donnés sur les forces des coalisés. A. E., Naples 130, fo 412. Roger de Damas estimait que le roi de Naples ne pouvait mettre en ligne dix mille hommes (*Mémoires*, I, 393).

(3) Meuron à Fesch, 25 nov., 6 et 11 déc. 1805, Arch. Rh., 1 F 35. Masséna à Fesch, 8 frimaire (29 nov.), de Gorizia, *ibid.*, 1 F 100.

(4) Fesch à Napoléon, 3 décembre 1805, dans DU CASSE, *Histoire des négociations*, I, p. 45 ; à Talleyrand, 3 déc. 1805, trois dépêches dans A. E., Rome 938, f^{os} 392, 394,

Un peu refroidi quand il s'agissait de reprendre auprès des chefs militaires le rôle qu'il avait assumé au début de l'affaire d'Ancône, le cardinal persistait, avec un incontestable dévouement, à s'employer auprès de son gouvernement en faveur du Saint-Siège.

II

Quels mobiles ont poussé Fesch, dans toute cette épineuse affaire d'Ancône, d'abord à adopter, puis à conserver ce rôle de médiateur bienveillant, il l'a laissé entendre dans une confidence de caractère tout personnel à son neveu Joseph (4 décembre 1805).

« Les Anglo-Russo-Napolitains seront obligés de se tenir sur la défensive si nous agissons avec célérité et si nous ne leur donnons pas le temps d'organiser les masses insurrectionnelles. Mais nous pressurons les États du Saint-Siège : nous levons des contributions forcées, nous leur faisons nourrir des troupes. Les généraux, etc..., ne respectent rien pour thésauriser. Le pauvre Pape est dans un état violent; il en crèvera si l'on continue de la sorte et je suis du matin au soir à répondre à des notes et à écrire et à représenter aux militaires de ne pas violer le droit des nations. Ils cessent alors de fixer des contributions arbitraires pour commettre d'autres hostilités... Quelles représailles si les événements permettaient aux coalisés d'entrer à Ancône (1) ! »

Ce n'est pas faire gratuitement injure au signataire de ces lignes que de constater que la crainte de représailles en cas d'invasion ennemie était pour beaucoup dans son activité en faveur du Saint-Siège. On peut supposer que cette crainte fut utilisée par Consalvi. Mais elle fut aussi entretenue par les avertissements malencontreux que, même après la première alerte, ne cessaient de lui adresser de prudentes amitiés. Beauharnais, lui écrivant de Florence, envisageait l'éventualité où un parti de cavalerie, détaché sur Rome, s'abattrait sur les propriétés françaises, saisirait le mobilier très précieux du cardinal, ou la galerie de M. le sénateur Lucien. Meuron avouait ne pas se sentir

399 et Arch. Rh., 1 F 21, 482. A partir de ce moment, Fesch cependant s'exprime d'une manière beaucoup plus favorable à Montrichard, qu'il défend même auprès de Consalvi, Nunz. Fr. 597, f° 311.

(1) Fesch à Joseph Bonaparte, 4 déc., *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

tranquille pour « le frère et pour l'oncle de Sa Majesté Impériale qui sont à Rome » (1). Et tout ceci alors que la nouvelle des victoires d'Allemagne était partout connue, alors que le mouvement en avant des troupes franco-italiennes avait commencé. Mais si générale et si profonde avait été la panique, qu'elle ne céderait qu'à la vue, à la présence réelle des troupes de Napoléon.

Fesch avait été guidé aussi par des motifs plus élevés. Sa sympathie pour la personne de Pie VII n'était pas simulée, nous l'avons déjà vu. Et la commisération que lui inspirait le désarroi du Pontife était, dans ce cœur pourtant peu sensible, un sentiment sincère et méritoire, car il n'était nullement dicté par une adhésion à la politique du Saint-Siège. Au contraire : Fesch estimait que le Pape s'enfonçait aveuglément dans une voie qui allait à l'encontre de toute logique, de l'intérêt le plus clair comme de la plus élémentaire reconnaissance. Pour lui, la ligne que devait suivre le Siège Apostolique était toute tracée : s'en remettre à la providentielle protection que l'Empereur des Français étendait sur l'Italie. Méconnaître les avantages éclatants que cette protection assurait à l'État pontifical comme à la religion catholique lui paraissait une aberration. Il écrivait à un de ses plus intimes correspondants, Mgr de Broglie :

« Le gouvernement papal fait tout l'opposé de ce qu'il conviendrait pour sa conservation...

« Ce bon Pape est toujours le même, mais bien souffrant parfois, lorsqu'il se laisse exaspérer et qu'il croit aux passions des autres.

« C'est dans ce moment que je fais une grande expérience de la force de l'opinion. On sait ici qu'ils n'ont à espérer que de la France, cependant qu'ils ont tout à craindre de la maison d'Autriche. Eh bien les Français sont pour eux très détestables, et que ne feraient-ils pas contre eux pour les humilier, s'ils en avaient le pouvoir ?

« L'origine de cette fameuse haine date d'avoir des opinions contraires aux leurs, que nos ancêtres dans l'Episcopat ont si bien défendues et qu'ils n'ont jamais pu anathématiser (2). »

(1) Beauharnais à Fesch, 28 frimaire (19 déc.), Arch. Rh., 1 F 45 ; Meuron à Fesch, 20 déc., 1 F 50. Le 31 décembre encore Fesch, écrivant à l'abbé Lucotte, fait allusion à ce péril : « Je ne crois pas que les Anglo-Russes pensent à venir nous enlever dans Rome, mais j'ai de bonnes voitures et de bons chevaux dans l'écurie. » *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) Fesch à Mgr de Broglie, évêque d'Acqui, 8 déc. 1805, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Dans cette correspondance tout à fait intime du cardinal abondent les confidences de ce genre : « Ce n'est pas ma patience que je plains, ... mais c'est l'Eglise

On est un peu surpris de voir expliquer en dernière analyse le différend Franco-Romain par le heurt de deux traditions religieuses, en un moment où les nécessités militaires et les facteurs politiques semblaient tout dominer. Cette explication était cependant très ancrée dans l'esprit du cardinal Fesch (1), depuis qu'il avait vainement tenté de résoudre les difficultés nées du Concordat Italien et du mariage de Jérôme. La thèse sur laquelle reposaient toutes les tentatives de justification du Saint-Siège, celle de la neutralité absolue du Pape, « Père commun de tous les fidèles », lui paraissait fondée sur des « distinctions vagues », inadmissible, inconcevable, ou plutôt il n'acceptait pas l'indifférence, qu'il n'était pas loin de considérer comme une hostilité sourde. Il s'indignait sincèrement qu'on affectât « une neutralité de sentiments excluant toute préférence, même secrète ». Dans une guerre où la justice était du côté de la France, il y avait des maux inévitables, mais qui pouvaient être supportés si, d'autre part, les troupes françaises se préoccupaient d'alléger le poids de l'occupation (2). Voilà pourquoi il avait employé toute son activité à la conciliation qu'il croyait possible.

Pour apprécier la franchise de son langage il suffit de comparer ses interventions multipliées auprès de l'Empereur même, aux représentations que Caprara, pourtant relancé par le Secrétaire d'État à chaque instant, risquait, à rares intervalles, auprès de Talleyrand. Tantôt le malheureux légat résumait les plaintes de son maître avec un laconisme dont il se justifiait « afin que Sa Majesté puisse plus facilement y jeter elle-même un coup d'œil », tantôt il les enveloppait de précautions oratoires sur la santé très ébranlée du Pape, comme pour faire pardonner l'audace de son souverain (3). Fesch avait un ton plus courageux et un langage plus clair.

que je plaindrais bien si sa sûreté dépendait de la conduite des hommes. On a fait des écarts impardonnables et on a bêtement irrité par des affaires purement temporelles », (Fesch à Dandellarre, 16 janv. 1806).

(1) Le 8 novembre 1805, il avait même eu, écrivant à Èmery, ce mot : « Je regrette de n'être pas de la Congrégation des Rites pour défendre la cause sacrée des évêques et pour soutenir le droit des conciles pour la réformation de la Cour de Rome ». Cette profession de gallicanisme, inattendue à cette date, est loin d'être isolée dans sa correspondance. *Papiers Fesch*, Arch. Archév.

(2) Fesch à Napoléon, lettre s. d. que du Casse place vers la fin de décembre (Du Casse, *Négociations*, I, 52). Fesch affirme qu'il a confondu Consalvi sur ce sujet de la neutralité pontificale.

(3) Caprara à Consalvi, Vat., Nunz. Fr. 592, fo 364 (17 nov.); Caprara à Talleyrand, 11 nov., dans A. E., Rome 938, fo 379. Le légat exhorte le Pape à ne pas se

L'explication que Fesch s'était forgée avait d'ailleurs l'avantage de mettre parfaitement à l'aise sa conscience. Point de heurt entre ses sentiments d'inaltérable fidélité à son neveu et les devoirs de sa dignité cardinalice. Bien embarrassant eût été le cas de conscience qui se serait dressé devant lui, si un conflit avait surgi entre le spirituel, où il devait reconnaître l'autorité de la Papauté, et le temporel, où il accordait à l'Empire la prééminence. Au contraire, logique était sa conduite lorsque, jugeant la soumission de Rome à la politique impériale nécessaire et bienfaisante, il s'efforçait seulement de la hâter par ses conseils, de la faciliter par l'adoucissement des charges auxquelles l'État pontifical était assujéti. Le refus du Pape d'entrer dans des vues aussi claires lui eût été une énigme s'il n'avait eu la ressource d'incriminer le secrétaire d'État. Depuis longtemps, pour Fesch, Consalvi était le malfaisant conseiller qui utilisait pour des fins politiques les scrupules tout religieux d'un saint Pontife, incapable de se passer de ses lumières comme de pénétrer ses desseins tortueux. Le désarroi du malheureux Pie VII était causé par la perfide partialité avec laquelle on lui présentait les difficultés pendantes.

L'acharnement de Fesch contre Consalvi était-il rancune d'un tempérament vindicatif, ou calcul secret d'ambition ? L'archevêque de Lyon visait-il à remplacer le secrétaire d'État ? L'Empereur lui-même l'a supposé qui, à deux reprises, morigéna l'oncle de cette *folie*. L'ambassadeur se défendit : il était, affirmait-il, victime de « l'astuce Consalvienne » : son rival ne lui pardonnait pas d'être au courant de toutes ses menées, de toutes ses intrigues, et moins encore de les avoir traversées (1).

Il semble au moins que Fesch doit être cru sur parole lorsqu'il se dit très éloigné de briguer la place du secrétaire d'État. Pour ne pas sentir l'impossibilité morale d'y accéder et d'y réussir, il aurait fallu qu'il fût bien aveugle. Sa correspondance intime ne laisse pas de doutes : à la fin de 1805 et au début de 1806 il demande à l'Empereur l'autorisation de quitter Rome. L'éloignement permanent lui pèse. Il voudrait être autorisé à le couper de séjours en France, soit

laisser aller à la tristesse (Vat., Nunz. F. 592, fo 450); il loue abondamment Consalvi de son attitude..., mais ne parvient même pas, lui, à rejoindre Talleyrand quand il s'agit de parler d'Ancône. Finalement, il croit politique d'illuminer en l'honneur des victoires de Napoléon, et se fait réprimander pour ce manquement à la neutralité pontificale (Vat., Nunz. Fr. 592, fo 464).

(1) Napoléon à Fesch, 22 décembre (*Corr.* XI, 960t) : Fesch à Napoléon, 28 déc. (DU CASSE, I, 52 ; FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, I, 93).

dans son diocèse auquel il consacrerait la moitié de son temps, soit à Paris, centre des affaires religieuses. Il ne passerait à Rome que l'hiver. Suggestion étrange qui frise presque l'inconscience en des heures aussi graves ! C'est, d'abord, qu'il est ulcéré par la dureté des gens auxquels il a affaire, par « l'inimitié bien prononcée de toutes les classes des habitants de Rome et de l'État ». En France l'attendent de fidèles amitiés : ne lui répète-t-on pas d'ailleurs dans l'entourage d'Émery que l'on compte sur lui pour le bien de l'Église gallicane, et de l'archevêché de Lyon, que le clergé a besoin de sa présence pour le développement de tant d'initiatives et de créations amorcées par lui ? (1) Il se laisse aller à penser tout haut devant l'abbé Fournier : « Pourquoi me souhaitez-vous de la gloire ? Peut-on servir Dieu pour cette fin ? Le rôle que je dois jouer dans l'Église est de tâcher de faire quelque bien dans mon diocèse. Je ne suis pas nécessaire pour le reste. Cette conviction n'empêche pas que je désire de passer les deux tiers de l'année en France : le printemps, l'été, une partie de l'automne. J'en écrivis il y a cinq jours à l'Empereur. Je prie Dieu qu'il lui fasse accepter ce projet, puisque je voudrais bien tous les ans passer six à sept mois à Lyon et aller embrasser les amis de Paris. Mais ce projet sera-t-il dans ses convenances ? C'est ce que j'ignore, d'après l'augmentation de sa puissance en Italie, où il ne peut pas résider, et Rome est vraiment le centre politique... »

Moment d'abandon où il s'attristait de deviner l'Empereur mal satisfait de ses efforts, pourtant dévoués sans arrière-pensée, où obscurément s'infiltrait en lui la sensation décourageante que les événements débordaient son zèle et dépassaient l'étendue de ses pouvoirs ! Et puis il se reprenait, il se raidissait, songeant qu'un rappel, même temporaire, risquerait de passer pour un désaveu et constituerait un triomphe pour ses ennemis de Rome qui étaient aussi les ennemis de la politique d'alliance française (2). Il pensait aux affaires pendantes,

(1) Il semble bien que c'est en écrivant à l'Empereur pour expliquer sa situation, que cette idée d'un partage de résidence soit venue à Fesch (28 déc. dans FÉRET, *ibid.*). En tout cas, si l'idée du retour ne lui a pas été suggérée, elle a aussitôt été utilisée par Émery, qui confiait à l'évêque de Limoges : « J'exhorte fort M. le cardinal Fesch à revenir promptement ; car il n'y a que lui qui ait la facilité de parler à l'Empereur, et le zèle pour le bien de l'Église » (cité par DU BOURG, *Mgr du Bourg*, p. 397). A partir de ce moment, cette idée de retour revient dans toutes les lettres de Fesch à Émery (12 janvier), à Courbon (8 janvier) et dans la lettre à Fournier que nous citons ici (8 janvier), *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) C'est le thème de la lettre à Napoléon, où il décrit l'effet produit sur Consalvi par la nouvelle probable de son rappel (3 février, dans A. N., F 19 1904).

aux débats que la situation nouvelle de l'Italie allait faire surgir. Il s'estimait utile, seul qualifié pour interpréter la pensée de l'Empereur et y infléchir peu à peu la volonté du Pape. Finalement, il en venait à rêver de jouer à Rome, centre politique et religieux, un rôle exceptionnel d'interprète des volontés impériales et des besoins de la religion en France. S'il désirait tant la retraite de Consalvi, c'est justement parce qu'il voyait en lui le grand obstacle à la réalisation de cette ambition, l'auteur de cette situation choquante et injuste où le premier évêque de l'Église de France, l'oncle de l'Empereur, obtenait auprès du Saint-Père moins de confiance qu'un prélat italien. Qu'eût été le titre de ministre dirigeant, en comparaison de l'autorité morale qu'il se flattait de mériter et qui eût fait de lui l'inspirateur de la politique pontificale ?

*
* *

Sur ces entrefaites, la nouvelle de la paix dictée par Napoléon à l'Autriche vint lui donner l'illusion de ce qu'aurait pu être cette situation d'ambassadeur extraordinaire, lui fournir l'occasion de déployer dans la ville pontificale les fastes dont il rêvait depuis longtemps, et courber devant lui jusqu'aux ennemis et aux indécis de la veille.

Après la grande peur des derniers jours de novembre, les Français d'Italie accueillaient avec une joie presque insolente la nouvelle d'Austerlitz, puis celle de la paix de Presbourg, parvenue à Fesch au début de janvier. Lucien, l'intraitable Lucien, fort aise d'éviter un déménagement précipité, faisait savoir par l'intermédiaire de l'oncle Fesch qu'il avait toujours prophétisé la victoire de nos armes et qu'il la saluait avec transport. Meuron exultait à la pensée de la « grande bataille que notre adorable Empereur a gagnée... le 2 décembre, jour anniversaire de son couronnement et de son Sacre. Elles n'existent donc plus, ces fameuses armées qui devaient dévaster la France et l'Italie... ». Il en déduisait que la cour de Rome allait demeurer « plus tranquille », et envisageait pour l'avenir une réorganisation de son commissariat sur une base plus en rapport avec l'importance nouvelle de l'ambassade. Fesch riait de l'immobilité de l'armée Anglo-Napolitaine : « Ils sont trop effrayés pour que l'envie leur prenne de venir nous souhaiter le bonjour à Rome. »

Le ministre de France donna un éclat sans précédent aux réjouissances pour la paix. Un *Te Deum* solennel, à Saint-Louis-des-Français,

ouvrit les cérémonies le 6 janvier, jour des Rois : les ministres étrangers, une immense foule étaient accourus. Le soir, au palais de l'ambassade, eut lieu la première de trois réceptions consécutives. Fesch eut tout le Sacré Collège, la prélature, sans en excepter « les vieux prélats et cardinaux napolitains », la noblesse romaine, l'état-major des troupes de ligne et des gardes du corps de Sa Sainteté. La disposition splendide des appartements fut louée par le cardinal Secrétaire d'État. Un concert et des chants en musique des voix les plus choisies de Rome précédèrent un magnifique souper, où prirent place plus de trois cents convives (1). Seul manquait le ministre d'Autriche, Khevenhüller, qui exprima ses regrets en raison des « relations amicales » toujours entretenues avec Fesch, mais s'excusa sur ce qu'il n'avait encore aucune notification officielle de sa cour. Le nouveau ministre de Prusse Humboldt resta sur la réserve : pour se dispenser des illuminations, il fit savoir que dans son pays cet usage n'existait pas (2).

Tout en grommelant sur une indispotion catarrhale dont il était torturé, tout en se plaignant de la sécheresse que laissent dans le cœur les distractions mondaines, Fesch constatait que ses hôtes s'étaient fort amusés ; les dépenses auxquelles il avait été entraîné se justifiaient par l'effet produit (3). Il se flattait d'avoir replacé du côté de l'Empereur toute la société romaine, ayant témoigné à chacun, sans distinction d'opinions, la même bienveillance. C'était beaucoup dire. L'effet de ces somptuosités fut certainement grand dans une ville privée depuis trop longtemps de réjouissances qu'elle aimait. Fesch s'efforça de le prolonger en recevant dans les semaines suivantes les Français de passage à Rome. Joseph fit à Napoléon l'éloge de la *manière* très large de leur oncle et sollicita « une indemnité pour les dépenses extraordinaires auxquelles il s'est livré dans cette occasion avec beaucoup de magnificence (4) ». Mais ni son inclination naturelle ni les circons-

(1) Fesch à l'Empereur, 8 janvier, dans DU CASSE, *Histoire des négociations*, p. 63-66 ; à Madame Mère, à M. Fournier, à M. Groboz, 8 janvier, dans *Papiers Fesch*, Arch. Archev. ; Consalvi à Caprara, 8 janv., Vat., Nunz. Fr. 601, fo 48.

(2) Khevenhüller à Fesch, 5 janv. ; Humboldt à Fesch, Arch. Rh., 1 F 64. Dans l'État romain circulait déjà le bruit que la Prusse avait rompu avec la France (Meuron à Fesch, 3 janvier, 1 F 50).

(3) Fesch à de Broglie, 16 janvier, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(4) JOSEPH, *Mémoires*, II, 59. Lorsque, au début de 1808, Miollis occupa Rome, il organisa de brillantes réceptions. Le Pape interdit aux prélats et aux dignitaires de la cour de s'y rendre. Le chargé d'affaires Lefèvre disait que ceux-ci étaient très contrariés de cette défense, étant précédemment très empressés à se rendre aux fêtes analogues données par le cardinal Fesch. Ces réjouissances avaient donc laissé quelque

tances ne permettaient au cardinal de renouer les traditions de Bernis, et c'était bien plus au retentissement du traité de Presbourg qu'à ses efforts personnels que Fesch devait le changement d'atmosphère des cercles romains.

III

La guerre n'était pas finie pour l'Italie. Elle entraînait de nouveaux mouvements de troupes à travers le territoire pontifical, mais il semblait qu'il y eût de part et d'autre un esprit de conciliation et des ménagements nouveaux.

Le 27 décembre, le corps de Gouvion Saint-Cyr, 32.000 hommes dont près de 5.000 cavaliers et artilleurs, retourné contre les Anglo-Napolitains, franchissait la frontière entre le royaume d'Italie et l'État de Saint-Pierre (1). Le général en chef chargeait l'ambassadeur d'assurer le Pape que les troupes n'entreraient point dans sa capitale et le priait de s'entremettre pour l'organisation du ravitaillement.

« Je connais, assurait-il, les avances considérables que Sa Sainteté a déjà fait faire pour l'armée française. Si la caisse de l'armée eût eu quelques fonds disponibles, je n'aurais pas hésité à en faire affecter une partie au remboursement de ces avances, mais je ne dois point taire à Votre Éminence notre pénurie. Nous n'avons jusqu'à présent aucune espèce de moyens à notre disposition. La solde d'une partie des corps est arriérée de trois mois ; aucun fonds n'a été fait pour les subsistances, pour les hôpitaux et pour les transports. Je viens d'adresser mes représentations au ministre de la Guerre ; je dois espérer que le gouvernement les prendra en considération ; j'espère aussi qu'il accueillera la prière que je lui fais de procurer à Sa Sainteté la rentrée des fonds qu'elle a fait avancer jusqu'ici pour cette armée. Ce remboursement est si juste que je ne doute point que Sa Majesté l'Empereur ne l'autorise avec empressement ; il serait peut-être utile que Votre Éminence eût la bonté d'en écrire elle-même aux ministres de

souvenir (Voir BALFOURIER, *Le Général Miollis Gouverneur de Rome*, dans « Rev. hist. diplom. », oct. 1930).

(1) Le 26 frimaire (17 décembre), Gouvion Saint-Cyr avait averti Fesch qu'il était chargé de prendre « les dispositions convenables pour couvrir et garantir ce royaume (Naples), ainsi que les États du Saint-Père, d'une invasion de la part des Anglo-Russes », Arch. Rh., 1 F 68. Fesch n'en savait pas plus sur la destination de l'expédition.

Sa Majesté et qu'elle insistât surtout sur les grands embarras où le gouvernement romain va se trouver pour assurer pour longtemps les différents services. »

En lisant cette lettre, Fesch put croire que, cette fois, les chefs militaires avaient compris le sens de ses insistances et qu'à la violence ils préféreraient la conciliation. Dans une dépêche ministérielle Talleyrand le chargeait officiellement de transmettre aux généraux ses observations sur les questions de ravitaillement et, éventuellement, les représentations qui pourraient être adressées par le gouvernement pontifical : les contestations seraient tranchées sur place par les chefs militaires (1). L'Empereur ne s'en tenait pas aux promesses : Montrichard était relevé de son commandement d'Ancône et appelé à Paris pour rendre compte de sa mission. Il était remplacé par le général Tisson, qui se fixait pour programme de concilier « les devoirs du militaire » avec « le respect dû aux lois » du pays et « le bonheur et la tranquillité des habitants », et dont le ton et les procédés contrastaient heureusement avec ceux de son prédécesseur (2).

En regard, Consalvi montrait un zèle tout à fait satisfaisant. En dix jours, il trouvait 230.000 rations de biscuit en tonneaux, 300 bœufs pour les vivres, 700 pour les transports, ainsi que 150 charrettes. Les convois étaient assurés jusqu'à l'entrée sur le territoire napolitain, les troupes réparties dans les cantonnements, approvisionnées pour quinze jours. A toutes ces fournitures on avait pourvu par des réquisitions en nature ou en argent sur les propriétaires, à qui le gouvernement remettait des bons portant intérêt. Seulement pareil effort, — Fesch en avait le sentiment très juste, — ne pouvait se prolonger beaucoup

(1) Gouvion Saint-Cyr à Fesch, 31 décembre, Arch. Rh., 1 F 68 ; Talleyrand à Fesch, 23 frimaire (14 déc.), Arch. Rh., 1 F 40.

(2) Tisson à Fesch, Arch. Rh., 1 F 68. Sa correspondance avec Fesch montre des relations beaucoup plus courtoises et faciles que du temps de Montrichard : de même sa correspondance avec le délégué Vidoni (Vat., Ep. Nap., II/I). Quant à Montrichard, il adresse de longues justifications à Fesch, en le priant de les appuyer auprès de l'Empereur. Fesch se montre d'abord assez froid (à l'Emp. 8 janvier A. N., F¹⁹ 1904), mais à mesure que le temps passe et que ses ressentiments contre Consalvi grandissent, il admet que les rapports faits par le gouvernement romain avaient été très exagérés, et il s'efforce de laver le général (30 janvier, *ibid.*). Sur rapport de Dejean, l'Empereur ordonna, le 6 mars 1806, que Montrichard fût mis en non-activité. De retour en France, Fesch, le 19 septembre 1806, intercédait en faveur du général, qui avait été, disait-il, « malheureux sans être coupable ». En 1808, Montrichard fut réintégré dans ses fonctions et envoyé en Dalmatie (Arch. adm. Guerre ; dossier Montrichard).

si le trésor français ne soulageait pas le Saint-Siège. Les quinze jours prévus n'étaient pas écoulés que les petites communes épuisées paraissaient incapables de poursuivre le service. Les cultivateurs se plaignaient : on abusait des bœufs réquisitionnés, que l'on entraînait souvent au-delà des frontières pontificales. Les propriétaires criaient plus fort encore, et la plupart étaient des hommes d'Église : Fesch n'entrait pas aux consistoires et aux chapelles sans être assourdi par le « Quand nous payerez-vous ? » des cardinaux qui avaient des bénéfices dans la marche d'Ancône et dont les revenus avaient été pris par les approvisionnements de cette place. Les mains vides pour des dettes remontant déjà à six mois, quelle confiance pouvait-il inspirer quand il promettait le remboursement d'avances nouvelles ? Gouvion Saint-Cyr parlait de recourir aux fournisseurs si les agents pontificaux faisaient défaut. Le commissaire ordonnateur Colbert, installé à Rome, passait des marchés avec un certain Baugé pour les fournitures, avec un nommé Poperi pour les transports (1).

Dans cette inextricable situation, le sauveur fut probablement le riche banquier Torlonia. Nous savons par Fesch qu'à la conclusion du contrat avec Baugé c'est lui qui fournit la moitié du montant, soit 50.000 piastres, promettant le reste à différentes époques (2). Après avoir été longtemps le banquier des Français, Torlonia, qui avait failli souffrir de cette réputation trop exclusive, entrait dans la nouvelle carrière où, mettant ses services à la disposition du Trésor pontifical, il gagnerait de devenir le banquier du Pape et le plus solidement assis de la place. Mais les ministres romains, s'ils se donnaient par ce traité quelque répit, devaient cruellement ressentir l'obligation où on les mettait de se livrer au trafiquant qui était encore sous l'inculpation de leurs tribunaux. Au reste, l'avenir n'était point éclairci tant que l'Empereur ne ferait pas rembourser les avances (3).

(1) Gouvion Saint-Cyr à Fesch, 4 et 9 janvier, Arch. Rh., 1 F 68 ; Fesch à l'Empereur, 4 et 8 janvier, A. N., F¹⁹ 1904 ; Consalvi à Caprara, 29 janvier, Vat., Nunz. Fr. 601, f^o 15.

(2) Fesch à Napoléon, 15 janvier, A. N., F¹⁹ 1904.

(3) Sur l'étonnant dénuement des armées impériales en Italie, témoignages concordants de Arch. guerre, *Corr. armée d'Italie* C⁴ 5 ; MASSÉNA, *Mémoires*, V, 48-54 ; DU CASSE, *Supplément à la Corr. de Napoléon*, p. 35, publie un curieux décret de Napoléon ordonnant une vérification de la caisse de l'armée. L'Empereur se dit instruit que l'armée « est arriérée sur sa solde, que les gratifications d'entrée en campagne même n'ont pu être payées et que plusieurs sommes destinées à subvenir aux premiers besoins du soldat ont été détournées de la caisse générale ».

L'arrivée du prince Joseph, nommé lieutenant de l'Empereur à l'armée de Naples, fut saluée comme un présage d'entente. Consalvi sut lui préparer une réception dont il fut enchanté. L'audience qu'il eut du Pape se passa fort bien : « Sa Sainteté, raconta Joseph, m'assura avoir donné les ordres nécessaires afin qu'on fit pour l'armée tout ce que les circonstances permettaient. De mon côté je l'assurai de mes efforts journaliers pour que ni ses magistrats ni ses peuples n'eussent à se plaindre de notre passage ; j'affirme avec satisfaction que ces promesses mutuelles ont été tenues (1). » On reconnaît dans ce compte rendu le ton d'optimisme suffisant de l'aîné des Bonaparte. Il est possible que ses ordres aient amené quelque soulagement, et que le lieutenant de l'Empereur ait obtenu de nouveaux efforts, d'autant que sa prise de commandement annonçait l'éloignement des troupes et l'ouverture de la campagne en territoire napolitain. Un mois plus tard, il avouait à Napoléon que l'armée n'avait fait campagne jusque là qu'avec « les moyens que lui a donnés le Pape » (2).

S'il y avait eu moins de heurts qu'à l'automne précédent, c'est en partie à l'activité de Fesch qu'on le devait. Il était revenu aux formes conciliantes dont il faut reconnaître qu'il ne s'était départi que dans la panique consécutive au débarquement Anglo-Russe. Il avait sincèrement cru entrer dans l'esprit de sa mission et des instructions impériales en intervenant auprès de Gouvion Saint-Cyr, de Masséna, de Joseph. Chaque fois il avait reçu des remerciements pleins d'effusions de son ancien rival Consalvi dont l'attitude était bien changée.

Il arriva malheureusement que, sollicité par l'habileté romaine, il dépassa le cadre des dispositions administratives pour se mêler de politique générale.

Dès l'annonce de l'arrivée des armées françaises, en effet, la cour de Naples avait essayé de négocier (3). Elle avait délégué le cardinal

(1) JOSEPH, *Mémoires*, II, p. 41 et sqq. Joseph annonçait qu'il avait trouvé l'armée sans cartouches, sans un sol en caisse, les soldats sans souliers, avec un arriéré de solde de plusieurs mois..., le service des vivres était organisé entre les entrepreneurs et le gouvernement romain : celui des hôpitaux aussi. L'Empereur, le 19 janvier, avait prévenu les plaintes en déclarant qu'il entendait que l'armée de Naples ne lui coûtât pas un sou.

(2) Joseph à l'Empereur, 28 janvier, 8 février 1806, Arch. Guerre., C^s 1 : *Corr. du roi Joseph* (1805-08); 17 février, *Mémoires*, II, p. 79.

(3) Dès le 4 janvier, le général anglais Craig et le général russe Lascy (qui avait

Ruffo à Rome, pour prendre contact avec Fesch et, s'il obtenait des passeports, poursuivre sur Paris. C'était un plénipotentiaire singulièrement choisi si l'on considérait son passé, la sinistre réputation qu'il avait auprès des Français (1) ; mais sa dignité de membre du Sacré Collège devait lui permettre d'obtenir des concours dans les cercles romains. Le Saint-Siège était trop inquiet des conséquences décisives qu'aurait sur sa propre situation la conquête de Naples par l'Empire pour ne pas se prêter à une tentative de médiation. Consalvi suggéra à Fesch qu'en considération des ouvertures de paix, les troupes, soit françaises, soit alliées, suspendissent de part et d'autre leur marche, en attendant des ordres de leurs souverains. L'ambassadeur se défendit de prendre sur lui pareille initiative. Mais il accepta de transmettre la proposition romaine au chef d'armée. Celui-ci — c'était encore Gouvion Saint-Cyr — répondit qu'« aucun général n'avait le droit de différer d'un instant l'exécution des mouvements et des mesures ordonnées par Sa Majesté ». D'autre part Fesch prit sur lui d'engager Ruffo à se rendre auprès de l'Empereur, et conseilla presque à Napoléon de le vouloir entendre pour éviter les risques d'une résistance désespérée de la population napolitaine et profiter plutôt de la lâcheté de la Cour, prête à subir entièrement ses exigences (2).

Une fois encore, l'ambassadeur manquait l'occasion de deviner les projets de l'Empereur. Sans doute était-il dans une ignorance complète de ses décisions. La fameuse proclamation de Schœnbrünn annonçant que la dynastie de Naples avait fini de régner, et que l'Italie tout entière serait soumise à la loi de l'Empereur, n'avait pas encore été jetée à la face de l'Europe. Elle avait au contraire été tenue très secrète, surtout pour l'Italie, où elle ne devait être publiée qu'un

annoncé qu'il tiendrait tête même à 40 000 Français) amorçaient leur mouvement de retraite. Le ministre de Russie Tatischev s'efforçait de mettre le roi de Naples hors de cause aux yeux des Français (R. DE DAMAS, *Mémoires*, I, 419-423). Le 23 janvier il ne restait plus un Anglais ni un Russe sur le territoire et la Cour napolitaine se réfugiait en Sicile.

(1) Fabrizio Ruffo, cardinal depuis 1794, avait été en 1799 le grand organisateur des « masses » ou bandes populaires qui, levées dans les Calabres surtout, avaient marché sur Naples abandonnée par les Français, et avaient inquiété la retraite de nos troupes. On le représentait à tort comme un chef de guerre qui aurait jeté les Français dehors : « dans le cours de ses marches, dit ROGER DE DAMAS (*Mémoires*, I, 310), il n'a jamais vu un Français » ; il avait seulement organisé au profit de la dynastie l'insurrection en l'empêchant de dégénérer en anarchie.

(2) Fesch à Consalvi ; à Gouvion Saint-Cyr (7 janv.). Arch. Rh., 1 F 21 ; f° 536 ; à l'Empereur, 8 janv., dans DU CASSE, *Histoire des Négociations*. p. 62 ; 15 janv., *ibid.*, p. 68-73.

mois plus tard (1). C'est à peine si, à la fin de janvier, l'arrivée de Joseph vint éclairer l'ambassadeur. Seulement, à défaut de divination, un ministre tel que Fesch n'aurait-il pas dû faire preuve de plus de réserve et s'appliquer la règle d'obéissance sans discussion dont les généraux donnaient l'exemple ? Faute de clairvoyance ou de tact, le cardinal compromettait le fruit de sa persévérante politique de collaboration des autorités françaises et romaines.

Déjà Fesch s'était attiré des reproches pour son attitude lors de l'approche des Russes (2). Napoléon lui avait fait grief des démarches auprès des commandants Anglais et Russes effectuées au nom du Pape, mais inspirées par Fesch : les avoir sollicitées était un manque de dignité et de tact. Il avait le droit d'attendre plus de sang-froid d'un représentant aussi en vue, plus de confiance dans le succès des armes françaises. Fesch plaidait les périls imprévus de sa situation, le manque d'instructions où on l'avait laissé. Excuses insuffisantes. Les interventions de l'ambassadeur auprès des chefs français, soit à propos de ravitaillement, soit à l'occasion de la mission Ruffo, firent déborder la colère napoléonienne. L'Empereur, dans ses brèves dépêches, ne s'arrêta à considérer ni les torts de ses généraux (quoiqu'il jugeât à part lui sans indulgence leur avidité), ni les charges de l'État pontifical pour lesquelles il n'eut pas un mot de regret, pas une promesse rassurante. Il balaya les démonstrations de son ministre d'un mot brutal : « Ne vous mêlez point des choses que vous n'entendez pas (3). » Fesch fut « rempli d'amertume » : il n'avait jamais correspondu avec les généraux que sur leur demande, « pour obtenir ce dont ils avaient besoin », et en vertu des conseils du ministre. Il s'était toujours gardé de diriger ses interventions au préjudice du service de Sa Majesté. Quant à Ruffo, il n'avait proposé de le laisser passer que « pour faire une chose agréable à Sa Sainteté ».

Pour que son dévouement au moins ne fût pas incriminé, le cardinal en étalait les preuves. Le sujet où il aimait le mieux revenir était celui de son activité à déjouer les intrigues des ennemis de la France, à Rome et en Italie. D'abord Napoléon n'écoula qu'à demi.

(1) Elle est dans le *Moniteur* du 1^{er} février, et communiquée à ce moment-là à toutes les Cours ; cf. *Corr. de Napoléon*, XI, 9724.

(2) L'Empereur à Fesch, *Corr.*, XI, 9601 (22 décembre). Fesch essaye de se justifier dans ses lettres du 4 janv., A. N., F¹⁹ 1904.

(3) Napoléon à Fesch, 17 et 30 janvier, dans DU CASSE, *Histoire des Négociations*, p. 74.

Il avait formellement conseillé à l'ambassadeur de faire sa paix avec Consalvi. Non qu'il se refusât à admettre la duplicité du Secrétaire d'État, mais, visiblement, il lui fallait d'autres précisions; en pleine campagne d'ailleurs, était-il opportun d'ouvrir une crise difficile à résoudre du côté de Rome (1)? Cependant, plus que les apparences ne le laissaient croire, Napoléon était sensible aux graves accusations énoncées par son oncle, et mêlées par lui à ses plaidoyers en faveur du « pauvre Pape ». C'est que le cheminement de leurs pensées était à peu près le même. La conception que Fesch avait des rapports du pouvoir spirituel et du pouvoir impérial était calquée sur celle de son neveu. L'interprétation que Napoléon se forgeait de la déconcertante attitude du Saint-Siège depuis le couronnement de Milan était fondée sur les commentaires de son oncle concernant l'état d'esprit des milieux romains.

Nous croyons même que, si l'Empereur répudia avec tant de violence les pratiques amicales où le cardinal s'obstinait envers Rome, c'est qu'il était déjà allé plus loin que lui dans la voie des soupçons. Il tenait une preuve de l'hostilité mûrement délibérée, de la trahison, du Saint-Siège. Et c'était le Pape Pie VII qui la lui avait fournie, à l'heure la plus angoissante de la campagne française contre la coalition.

IV

Le 13 novembre 1805, on s'en souvient, le Pape avait remis à Fesch une lettre, close, à l'adresse de l'Empereur. Il lui avait imposé de la joindre au courrier sans lui donner connaissance de son texte.

C'était une protestation contre l'occupation d'Ancône, que Fesch lui avait, trois jours plus tôt, annoncée. Mais la protestation ne portait pas seulement sur ce fait récent. Elle s'étendait à toute la période écoulée depuis le retour de Paris : Pie VII affirmait n'avoir éprouvé « qu'amer-tumes et déceptions ». Évoquant pour la première fois un doute sur la « correspondance de sentiments » dont jusque là les deux souverains n'avaient jamais manqué de s'assurer mutuellement, il imputait à la volonté de Napoléon les violations répétées de la neutralité pontificale. Il réclamait l'évacuation d'Ancône, « au refus de laquelle, concluait-il, nous ne verrions pas comment pourrait se concilier la

(1) Napoléon à Fesch, 13 décembre, *Corr.*, XI, 9566.

continuation des rapports avec le ministre de Votre Majesté à Rome, ces rapports étant en opposition avec le traitement que nous continuerions à recevoir de Votre Majesté dans Ancône (1) ». Lettre brève et presque brutale, dont le ton n'était pas comme naguère celui d'une requête confiante, mais une manière d'ultimatum.

Nous ne savons pas exactement à quelle date Fesch eut connaissance de cette missive. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il a décrit sa surprise lorsque Pie VII lui-même lui en donna lecture (2). Il ne sentit pas seulement s'évanouir l'espoir d'obtenir des adoucissements à la situation de l'État romain; il eut, assura-t-il, le sentiment que cette démarche créait de l'irréversible : « A peine pouvais-je me contenir en écoutant la lecture de cette lettre,... car c'était une déclaration de guerre. Je compris combien l'Empereur serait furieux... et je reprochai au Pape de m'avoir forcé à devenir son bourreau ».

C'est dans les circonstances les plus propres à aggraver son caractère insolite que la protestation pontificale atteignit Napoléon. Depuis le couronnement de Milan, Fesch s'était assez exactement fait l'écho des plaintes qui s'élevaient à Rome : du moins l'Empereur restait-il persuadé des sentiments inaltérables de Pie VII. Leur correspondance s'était même arrêtée, deux mois plus tôt, sur une lettre pleine d'effusions de gratitude, où le Pape s'en remettait aux sentiments chrétiens du Roi d'Italie pour l'application du Concordat en Lombardie. Aucun fait nouveau n'était survenu dans l'ordre religieux. Et voilà qu'à propos d'une mesure d'ordre militaire et tout au plus politique, on évoquait de prétendus mécontentements religieux, on menaçait de rupture diplomatique. Ce revirement si complet, cette intransigeance si nouvelle étaient-ils bien d'un Pontife réputé par sa mansuétude ? Quel jeu poursuivaient la diplomatie romaine, ou du moins ses inspireurs secrets ? Avaient-ils misé sur la défaite française ? Un rapprochement de dates un peu hâtif autorisait les plus graves soupçons. A la mi-novembre, nous l'avons dit, l'Italie méridionale et centrale était traversée de rumeurs qui permettaient aux malveillants de pronostiquer un revirement de la fortune napoléonienne. La victoire anglaise

(1) ARTAUD, *Pie VII*, II, 248.

(2) Fesch fait allusion à la lecture que le Pape lui donna ensuite de la lettre, sans préciser la date (DU CASSE, *Histoire des Négociations*, I, 75). Consalvi n'est pas plus précis (*Mémoires*, II, 430). Dans sa correspondance de l'époque il n'y a rien sur la lettre. Il n'en a parlé qu'en 1809, devant le Conseil ecclésiastique; cf. Vanel, « Bulletin historique du diocèse de Lyon », mars-mai 1914.

de Trafalgar faisait naître les espoirs les plus insensés à Naples, qui s'apprêtait à ouvrir son port aux Anglo-Russes. Les flottes des coalisés cinglaient vers la péninsule. Napoléon n'avait pas beaucoup d'attention à donner à l'Italie. Cependant sa fidélité, mieux sa coopération, lui étaient indispensables (1). Fallait-il admettre qu'à cette heure critique, moins d'un an après le sacre, le Pape avait donné l'exemple de la trahison, qu'il l'avait préparée sous le couvert de la neutralité, qu'il avait levé le masque, avant les plus perfides ennemis du nom français ? Telles sont les questions que Napoléon dut se poser à la veille même de l'engagement décisif d'Austerlitz.

Le Pape et ses conseillers se sont toujours défendus du reproche de trahison. Tout d'abord en faisant remarquer que, le 13 novembre, ils savaient déjà Napoléon « aux portes de Vienne ». Ce n'est pas littéralement exact, en ce sens que le dernier bulletin de la Grande Armée parvenu à Rome était celui du 15 octobre, annonçant seulement la prise d'Ulm et l'encerclement de Mack (2). Mais dans les jours suivants, on avait appris que l'archiduc Charles, le héros dont le nom remplissait la bouche des ennemis de la France, le chef de l'armée qui aurait pu tendre la main à l'Italie insurgée, avait été refoulé à Caldiero par l'offensive de Masséna. Or Rome, à la différence de Naples, avait à attendre sa libération du côté de la Haute-Italie plutôt que du côté de la mer, des succès autrichiens plutôt que des triomphes de la flotte anglaise. En admettant qu'elle eût encore misé sur la victoire finale des coalisés, quelle singulière imprudence elle aurait commise en démasquant ses batteries alors que son propre territoire était de toutes parts ouvert à l'armée française et huit jours avant que les premiers détachements alliés prissent terre ! La correspondance de Consalvi atteste que le Secrétaire d'État éprouvait à l'endroit des Russes plus de défiance que de sympathie. Les chiffres aux Nonces montrent qu'il ne spéculait pas sur une défaite française : il se félicitait au contraire qu'une protestation aussi vigoureuse eût été lancée à ce moment ; on

(1) Jusqu'au 9 décembre, sa correspondance ne traite naturellement presque que des affaires d'Allemagne. Du moins compte-t-il beaucoup sur l'effort que Masséna et Eugène doivent poursuivre en Haute Italie (à Masséna, 8 nov.). Le 13 déc. (*Corr.*, XI, 9560) il exprime sa satisfaction de l'unanimité de l'Italie contre les Napolitains. Un soulèvement qui se produisit à Parme, affaire médiocre et toute locale, fut châtié impitoyablement par l'Empereur, *Storia d'Italia*, VII, 716.

(2) Pie VII à Napoléon, 29 janvier, dans ARTAUD, *Pie VII*, 253-257. C'est seulement le 23^e bulletin de la Grande Armée, daté du 14 novembre, qui contient la nouvelle de l'entrée à Vienne.

ne pourrait pas dire au moins que Rome agissait ainsi parce que la France, battue, n'était plus à craindre (1) !

S'il est difficile d'admettre que la lettre du 13 novembre ait été une déclaration de guerre à la France, il est malaisé de l'interpréter comme une mesure de garantie à l'égard des coalisés menaçants. Pie VII en écrivant plus tard à Napoléon, Consalvi dans ses *Mémoires* (2), ont allégué qu'il ne s'agissait que d'établir aux yeux de tous la sincérité de la neutralité romaine. En suspendant les rapports publics avec Fesch (il ne s'agissait pas de l'obliger à se retirer), le Saint-Siège aurait fait la preuve, aux yeux de l'Europe, qu'il ne s'était jamais prêté aux exigences françaises ; il aurait ôté aux Anglo-Russes tout prétexte pour traiter en belligérant un pays qui faisait respecter sa neutralité (3). L'explication n'est pas convaincante. Même suivi d'effet, cet avertissement eût-il suffi à mettre Rome à l'abri des vengeances des coalisés ? En tout cas, formulé dans une lettre privée, il avait les inconvénients de la menace sans en avoir les avantages, puisqu'il ne devait pas être connu de ceux qu'il devait convaincre ; formulé dans une lettre de souverain à souverain, il prenait une gravité particulière et risquait de rendre stériles les tentatives d'accord poursuivies par la voie diplomatique.

Ainsi ces commentaires ne dissipent pas l'obscurité qui règne encore autour de la lettre pontificale, de sa portée et de son origine.

Elle ne peut s'expliquer que comme l'explosion non calculée des sentiments de Pie VII. Fesch, qui laissait rarement échapper les occasions de compromettre le secrétaire d'État, n'a pas cherché à l'y impliquer, tant il sentait que la responsabilité de la démarche appartenait au Pape. Aussi bien ce prudent aurait-il inspiré une menace de rupture, dont un prélat, moins souple et moins conciliant, avouait qu'elle constituait « une proposition qui sonne mal en diplomatie (4) » ?

(1) Vat., Cif. Nunz. V, fo 415. C'est ainsi que Consalvi s'exprime le 16 novembre, donc aussitôt après le départ de la lettre. Le 30 novembre (fo 417) il dit à Morozzo qu'il ne voit pas comment la seule Russie pourrait sauver l'Autriche. Les propos rapportés par Benvenuti, qui certainement avait été envoyé pour sonder les dispositions des Russes dont Consalvi se défiait, prouvèrent l'antagonisme persistant entre la Russie et le Saint-Siège.

(2) CONSALVI, *Mémoires*, II, 430.

(3) Peut-être cette idée avait-elle été suggérée par l'attitude de l'Autriche qui avait protesté, paraît-il, contre la rupture flagrante de neutralité qu'elle voyait dans la permission de passage donnée aux troupes françaises ; cf. *Cambridge Modern History*, IX, 193.

(4) Ce jugement est de PACCA (*Mémoires I*, 37) qui semble bien donner ici le sentiment des « politiques » du Sacré Collège. Le même Pacca reproche en termes à peine

Depuis quelques temps, Pie VII annonçait son propos de défendre lui-même sa politique, de l'affirmer conforme aux invariables principes du Pontificat, donc indépendante de la personne du ministre dirigeant. L'amertume laissée en son cœur par l'inutilité des précédentes protestations ministérielles, par les soupçons qu'il sentait grandir contre la sincérité de son secrétaire d'État, le poussait à agir seul. Bourrelé de scrupules depuis quelques mois, il se demandait si sa condescendance ne lui avait pas fait mettre en péril les devoirs de sa charge et, au premier rang, la conservation du patrimoine de Saint-Pierre. Quand il vit qu'une atteinte nouvelle y était portée, il éclata. La lettre du 13 novembre fut remise à Fesch trois jours après la notification, que l'ambassadeur venait de faire, au nom de l'Empereur, de l'occupation d'Ancône. La rapidité de la réplique, si contraire aux habitudes romaines, exclut la possibilité d'une résolution longuement concertée.

Pour une fois Caprara, qui expliquait les choses à Talleyrand avec sa manière lénifiante, était assez près de la vérité : le Pape était « souffrant par son habituelle maladie de nerfs » ; il s'était « laissé intimider par la crainte que ses États ne devinssent le théâtre de la guerre ». Seulement le nonce avait tort de conclure en désavouant la démarche, sous couleur de l'expliquer : « Je ne crois pas de me tromper en jugeant qu'au moment où j'écris, le Pape ne voudrait pas que sa lettre fût expédiée (1)... » Pie VII avait l'énergie des timides quand ils ont pris une résolution et sont persuadés de leur bon droit ; il n'était pas disposé à revenir sur ses pas.

Loin de constituer une manœuvre diplomatique aux dessous cachés, la lettre du 13 novembre était la première manifestation de la manière personnelle, ou plutôt du véritable caractère de Pie VII. Elle annonce l'attitude où, plus tard, de 1810 à 1814, ses conseillers lui ayant été arrachés, il s'enfermera pour résister à ce qu'il considérera comme la persécution napoléonienne.

voilés au Pape d'avoir agi à peu près seul jusqu'au mois de mars suivant où il se décida à consulter le Sacré Collège (1, 41). On disait alors que Pie VII ne prenait plus conseil que de quelques théologiens intransigeants, et de son confesseur Bertazzoli, « homme honnête, mais de petit esprit », dit TIVARONI, *L'Italia durante il dominio francese*, II, 97.

(1) Caprara à Talleyrand, 28 novembre 1805, A. E., Rome 938, fo 387. L'altération de l'état de Pie VII était constatée même par des étrangers, de passage seulement. Le général Bigarré lui trouvait le teint « d'un olivâtre qui n'annonçait rien de bon. Quand je demandai au cicerone qui m'avait guidé dans Rome si le Pape était malade, on me répondait qu'on croyait bien qu'il avait été empoisonné à son retour de Paris » (BIGARRÉ, *Mémoires*, p. 198).

Consalvi entrevit aussitôt les conséquences de ce qu'il n'avait pu empêcher. Dès la fin de ce même mois de novembre, il pesait, avec la clairvoyance dont il ne se départait jamais, mais avec quelle appréhension ! les répercussions de la victoire française : « Quelles pourront être les conséquences pour un petit État *enclavé* (1) dans le grand royaume d'Italie, lorsque celui-ci commencera au Tyrol et au Tagliamento pour finir à la pointe de la Calabre ? Qu'on y ajoute encore les impressions que peuvent avoir faites dans l'âme d'un conquérant couvert de victoires les réclamations si vives que les devoirs de la neutralité et la considération des malheurs à craindre d'autre part ont mis le Saint-Père dans la nécessité de faire après l'occupation d'Ancône (2) ! » Les soins qu'il mit, à partir de ce moment, à faciliter l'approvisionnement des troupes françaises est la preuve de son désir d'apaiser le ressentiment impérial, — s'il se pouvait encore, — avant que Napoléon ne répondit à la lettre de Pie VII. Mais ce revirement confirma plutôt la conviction de l'Empereur, que l'attitude du Saint-Siège changeait au gré de la fortune des armes.

La paix de Presbourg était signée, l'humiliation de l'Autriche connue des peuples et des gouvernements d'Italie, lorsque Napoléon, le 7 janvier, répondit au Pape.

Réplique brève, violente, dans le style des impétueuses dictées napoléoniennes. D'emblée, elle écartait les discussions sur la neutralité : l'occupation d'Ancône avait été la suite inévitable de la faiblesse militaire de l'État pontifical et des « mauvaises dispositions des hommes qui se sont démasqués pendant ces trois derniers mois ». Sur les difficultés politiques et religieuses, le Pape, loin d'obtenir aucun apaisement, entendait condamner en termes cruels ses fausses démarches. Elles étaient le résultat des « mauvais conseils » auxquels il avait cédé. A trois reprises, Napoléon revenait sur cette affirmation, pour faire finalement retomber sur Consalvi tout le poids des refus opposés à la France. Que seraient dans l'avenir les rapports entre la France et Rome ? une seule phrase le faisait entrevoir : « Je me suis considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la deuxième et de la troisième race, comme le fils aîné de l'Église, comme ayant seul l'épée pour la protéger... Je protégerai constamment le Saint-Siège » (3).

Pie VII pouvait mesurer l'étendue de son échec. Il n'avait pas réussi

(1) En français dans le texte.

(2) Consalvi aux Nonces, 30 nov., Vat., Cif. Nunz., V.

(3) Napoléon au Pape, 7 janv. 1806 ; à Fesch, même date, *Corr.*, XI, 9655-56.

Napoléon et le Saint-Siège.

à faire admettre qu'il avait agi de son propre mouvement, même pas réussi à disculper son Secrétaire d'État. Tous les griefs, ou à peu près, que Fesch dans les trois derniers mois avait articulés, reparaissaient sous la plume de l'Empereur : offenses gratuites de la part de la Curie dans des questions où l'intérêt de la religion dictait un acquiescement, opposition aux mesures militaires les plus impérieuses, ménagements à l'égard des ennemis de la France et du catholicisme, avanies à notre ambassadeur... Sourd aux réclamations de Pie VII — à qui naguère encore il professait ne vouloir causer aucun désagrément — Napoléon laissait planer sur l'avenir une menace d'autant plus lourde qu'elle était plus imprécise. Sans doute forçait-il le ton ; selon un procédé qui lui était familier, il exagérait sa colère. Ses lettres postérieures furent moins violentes, mais il resta convaincu qu'une trahison avait été machinée par les dirigeants de la diplomatie pontificale. Conviction véritable, et non pas seulement argument politique. Il avait été surpris dans la confiance qu'il mettait en Pie VII et en son esprit de conciliation ; il avait été frappé de cette désertion morale survenue au moment le plus critique de sa lutte contre l'Europe. Ces impressions ne s'effacèrent pas. Six mois plus tard, il en fera l'argument principal du rappel de Fesch : ... « Je veux des satisfactions pour la menace qu'on m'a faite à Austerlitz de chasser mon ministre de Rome (1). »

*
* *

L' « affaire d'Ancône » a été le point de départ d'une altération très rapide et irrémédiable des dispositions du Saint-Siège à l'égard de l'Empereur.

Bien avant les entretiens de Sainte-Hélène, où il est très catégorique sur ce point, Napoléon a fait remonter à cet incident le début de sa querelle avec le Pape. Dès 1810, il s'était formé du côté français une version officielle des événements qui trouva son expression dans un rapport important d'Hauterive (2). L'occupation des places pontificales, y était-il dit, avait été commandée par la « loi impérieuse de la nécessité ». Dans une guerre qui unissait contre lui l'Angle-

(1) Napoléon à Fesch, 16 mai 1806, *Corr.*, XII, 10239.

(2) D'HAUTERIVE, *Rapport sur les affaires de Rome* (1809-1810), dans « Rev. Bleue », décembre 1905 ; cf. MONTHOLON, *Mémoires... écrits à Sainte-Hélène*, I, 122 (3^e Note sur les Quatre Concordats). Dans un sens analogue, BIGNON, *Histoire de France sous Napoléon...*, IV, 355.

terre et l'Autriche, l'Empereur ne devait rien négliger de ce qui pouvait compromettre la sûreté de l'armée française. A cette nécessité pour la défense française, correspondait l'avantage des populations italiennes, et celui de la Cour de Rome, qui devait souhaiter, avant tout, que son territoire ne devînt pas le théâtre des combats. Vainement le Saint-Siège s'abritait-il derrière sa neutralité, « comme si, de la part d'un État sans puissance, la neutralité et ses devoirs comme ses droits n'étaient pas des choses vaines et des dénominations sans réalité ». Ces principes posés, d'Hauterive assurait que, d'ailleurs, l'occupation d'Ancone n'avait point été effectuée sans ménagements. Elle avait fait l'objet d'une négociation préalable, qui avait abouti à un refus formel de collaboration du côté romain. L'opération militaire s'était maintenue « juste et bienveillante jusque dans les mesures de rigueur » ; « aucun acte d'autorité souveraine » n'avait été accompli au détriment du gouvernement pontifical.

L'analyse de la correspondance diplomatique de Fesch, la reconstitution des événements où il s'est débattu pendant cette période, ne permettent pas d'accepter, si l'on se tient sur le terrain des faits, la relation tardive, et intéressée, d'Hauterive.

L'Empereur, convaincu, à très juste titre, qu'il n'avait pas à compter sur une défense armée de la neutralité pontificale, a agi de son chef. L'ordre d'occupation a été lancé aux généraux, sous recommandation expresse du secret : aucune notification au Pape, pas même à l'ambassadeur, laissé ignorant de tout. La deuxième occupation a été précédée d'un avertissement, mais où il est difficile de voir une demande de collaboration. Elle a été aussitôt aggravée par la brutalité de sous-ordres, maladroits au point que le gouvernement pontifical a pu se plaindre de véritables violations de sa souveraineté. Enfin, le passage des troupes lancées sur Naples, le plus ruineux de tous ceux qu'avait subis Rome depuis la République, répandit, en se prolongeant, l'impression qu'il s'agissait de mettre le Pape devant le fait accompli de sa déchéance temporelle, préalablement à toute négociation.

Les conditions dans lesquelles furent menées ces opérations militaires étaient d'autant plus regrettables que le conflit de doctrines qui s'annonçait étaient à peu près insoluble. Des deux affirmations de principe mises en avant par d'Hauterive : nécessité stratégique, intérêt du Pontificat de renoncer à une neutralité fictive, — on conçoit que l'Empereur n'ait point laissé la première à la discussion, au cours d'une pareille campagne ; mais il n'aurait pas dû avoir d'illusions sur les

chances de faire admettre la seconde par le Saint-Siège. La Papauté, depuis sa restauration temporelle, avait revendiqué son indépendance à l'intérieur des limites traditionnelles de ses États, et annoncé sa neutralité dans un conflit entre les Puissances. Elle avait insisté, même auprès de la France, même au moment du Sacre pour faire confirmer en droit, renforcer en fait, sa souveraineté territoriale. Elle s'était inquiétée des réponses reçues et des dispositions qu'elles trahissaient dans le gouvernement français. Maintenant, les déploiements militaires, les révolutions politiques qui s'annonçaient en Italie, l'amenaient à protester d'avance contre toute tentative de spoliation territoriale ou de domination morale. Dans la Curie, les résistances seraient unanimes et invincibles, parce qu'appuyées sur une tradition séculaire. La position du Pape et de ses conseillers était déjà arrêtée dans un débat qui posait sous une forme nouvelle l'éternelle question des rapports du Sacerdoce et de l'Empire.

C'est pourtant sur ce terrain épineux qu'allaient s'engager, à la suite de la lettre du 13 novembre, un débat de souverain à souverain, dans la dernière phase de la correspondance personnelle entre Pie VII et Napoléon, et, parallèlement, la dernière négociation diplomatique entre Fesch et Consalvi.

CHAPITRE XI

LA FIN DE LA NEUTRALITÉ PONTIFICALE (JANVIER-MAI 1806)

- I. — LA DERNIÈRE NÉGOCIATION DU CARDINAL FESCH. — La politique italienne de Napoléon après Presbourg. — Seconde lettre de Pie VII (29 janvier). Instructions de Napoléon à Fesch : demander l'expulsion des étrangers et la fermeture des ports (13 février). — Note du 2 mars. Consultation des Cardinaux : rejet des demandes de l'Empereur. Fesch disqualifié comme négociateur. — Dernière réponse du Pape à l'Empereur (21 mars).
- II. — L'EXTENSION DU CONCORDAT ITALIEN AUX ÉTATS VASSAUX. — Décrets Impériaux organisant les États français d'Italie (1^{er} avril). — Mémoire du Cardinal Antonelli contre le Concordat italien (17 mars). — État d'esprit du clergé à Parme, en Lombardie. Extension du Concordat à Lucques : protestations du Pape. Portée de l'incident.
- III. — LE CONTRE-COUP DE LA CONQUÊTE DE NAPLES. — Situation de Joseph à Naples. Sa politique religieuse. Fesch négocie et obtient la soumission de l'archevêque Ruffo. — Épuisement de l'État pontifical par les passages de troupes : la question des remboursements d'avances ; la prise de possession des biens napolitains ; inquiétudes de l'opinion. — Joseph proclamé roi de Naples : le Saint-Siège entend négocier son adhésion. Répercussion à Naples.
- IV. — LA FIN DE LA NEUTRALITÉ PONTIFICALE. — Agitations dans l'État romain : embauchage et espionnage. L'affaire Newmann-Sarconi. Fesch accuse Consalvi. — Les Anglais bloquent Civita-Vecchia. Encore la question de la fermeture des ports pontificaux. Occupation du littoral Adriatique et du littoral Tyrrhénien par les troupes d'Italie et de Naples.
Fatalité du conflit entre le système napoléonien et la politique romaine en Italie. Situation de l'Ambassadeur en mai 1806.

Les victoires décisives de la campagne d'Austerlitz, les clauses de paix imposées à l'Autriche annonçaient l'extension de l'Empire napoléonien au delà des frontières occupées en 1801, et la formation d'un Grand Empire, prenant appui sur l'Allemagne Occidentale et sur l'Italie. Ces deux pays étaient désormais étroitement unis dans la pensée de Napoléon. Dans la période de trêve et d'attente qui occupa les premiers mois de l'année 1806, s'élaborèrent et se révélèrent peu à peu les projets qui devaient donner naissance à une véritable fédération d'États dépendant de l'Empereur d'Occident.

En Allemagne, à vrai dire, Napoléon parut hésiter et tâtonner. Il venait seulement de mettre à l'étude la question de l'organisation du Corps germanique, et elle ne lui paraissait pas mûre (1). Pendant quelques semaines d'ailleurs, en février et mars, la mort de Pitt autorisa l'hypothèse d'une négociation, voire d'une paix franco-anglaise, qui aurait pu changer les destinées de l'Europe septentrionale. Du côté italien, au contraire, les décisions étaient déjà prêtes. Aucun événement, aucun conseil ne pouvait modifier le verdict de Schœnbrunn : toute la péninsule serait rangée sous la loi de l'Empereur (2). Depuis ses premières campagnes, l'Italie avait une place prépondérante dans ses ambitions. Elle devait être sa maîtresse à lui seul. Il était débarrassé du rival traditionnel, l'Autrichien, dont la défaite, — il avait été le premier autrefois à le prophétiser — entraînerait « la chute de Rome et la transformation de toute l'Italie » (3). Il éprouvait comme une

(1) Napoléon à Talleyrand, 3 mars 1806, *Corr.*, XII, 9918.

(2) Fournier (*Napoléon Ier*, t. II, 100) souligne justement que Napoléon décide seul le sort de l'Italie ; la décision de mettre fin au règne des Bourbons de Naples figure dans un simple ordre du jour à l'armée. Il refuse absolument d'entendre les arguments de Talleyrand qui plaide l'abandon de la couronne d'Italie (BERTRAND, *Lettres inédites de Talleyrand*, p. 156 et sqq.)

(3) Le mot est cité par Carnot (*Mémoires sur Carnot*, II, 256) à propos des vues politiques de Bonaparte pendant la première campagne d'Italie. Sur la place de l'Italie dans la pensée de Napoléon en 1806, voir les articles particulièrement importants de M. PINGAUD (Albert), *La politique italienne de Napoléon Ier*, in « R. H. », janvier-février 1927.

fièvre de la plier à lui. Mais les incidents de l'automne 1805 venaient de révéler la nécessité d'une opération préliminaire : la soumission de Rome, — qui semblait disposée, matériellement par sa situation géographique, moralement par son influence, à faire obstacle à l'unification. Napoléon était décidé à l'obtenir, à l'emporter plutôt, à la faveur du débat soulevé imprudemment par le Pape lui-même au mois de novembre. Une résistance était invraisemblable, puisque les ennemis de la France à Rome avaient été confondus par l'événement et désarmés par l'abaissement définitif de l'Autriche. Conformément au rythme constant de sa politique romaine, qui fait succéder à chacune de ses victoires sur l'Empereur germanique un brusque geste de décision à l'égard du Saint-Siège : offre de traité ou ultimatum, il allait mettre ses conditions devant les conseillers pontificaux. Avant que le Grand Empire fût proclamé en Italie il convenait que la Papauté eût acquiescé à sa fondation, comme elle avait fait à celle de l'Empire français.

I

En rentrant en France, après Presbourg, Napoléon s'arrêta assez longuement à Munich pour y recevoir, disait-il, les ratifications de la paix. De là, il lança le Message au Sénat, où il était question pour la première fois des « États fédératifs de l'Empire français ». Là, il fit célébrer le mariage de son beau-fils Eugène, vice-roi à Milan, et de la princesse de Bavière, qui unissait à lui par les liens du sang les deux principaux groupes de ces États vassaux. Là, il écrivit la violente lettre du 7 janvier, où il annonçait à Pie VII sa volonté de voir régler à la fois les difficultés d'Allemagne et d'Italie. Autant de signes non équivoques de sa décision de mener parallèlement l'organisation des deux pays.

Il l'annonça au même moment au cardinal Fesch d'une manière plus formelle encore. Depuis trois mois environ l'ambassadeur, qui avait mené tant bien que mal sa barque au milieu des remous militaires et diplomatiques, attendait des directives. L'empereur lui signifia le 7 janvier, d'une part qu'il était décidé à régler les affaires ecclésiastiques d'Allemagne avec le concours de l'Électeur archichancelier, et à l'exclusion de Rome, si le Saint-Siège s'obstinait dans ses lenteurs et ses attermoiemens ; d'autre part qu'en Italie, il entendait que le Pape

cessât de protester contre des mesures militaires indispensables, et consentît à éloigner de ses États les ministres des puissances ennemies de la France. Il y avait moins là des instructions précises qu'une « lettre tumultueuse » d'où jaillissaient « quelques éclats de lumière sur l'avenir » (1). Une formule nouvelle surgissait : « Pour le Pape... je suis Charlemagne. » Fesch était le premier à qui Napoléon révélait son intention de revendiquer à l'égard de la Papauté, non pas les droits des rois de France de la troisième race, mais ceux de l'Empereur d'Occident et du créateur de l'État de Saint-Pierre.

Le Pape eut-il connaissance de ce commentaire ajouté à la lettre personnelle qu'il recevait à la même date ? Il semble que le cardinal, tout soucieux des perspectives qui lui étaient ouvertes, ne les ait pas cachées. En tout cas, Pie VII en savait assez pour se rendre compte que les modifications à venir de la carte d'Europe atteindraient Rome. En étendant la sphère d'action de l'Empereur français, elles mettaient entre ses mains les destins du catholicisme dans des pays où le Saint-Siège entendait le soustraire à son influence. Sans parler encore de l'Allemagne, les États vénitiens, indemnes de toute perturbation, se trouvaient menacés du régime du Concordat italien. Naples qui, jusque-là, opposait à un accord religieux des refus enveloppés de ruse, n'aurait-elle pas sous un souverain uni à celui de la France des exigences appuyées cette fois sur la force ? Si depuis trois ans on était en litige sur l'exécution du Concordat de Milan, quelles ne seraient pas les difficultés lorsqu'il serait étendu sans ménagement à des États dont l'organisation ecclésiastique pouvait être en désordre, mais où la médiocrité des gouvernements avait été jusque-là une garantie contre d'audacieux bouleversements ? Comment le Saint-Siège ferait-il même entendre sa voix, lorsque, encerclé de toutes parts, il aurait perdu son indépendance temporelle ? Depuis des siècles, la Papauté avait pour principe fondamental de s'opposer au rassemblement sous une même domination de l'Italie septentrionale et méridionale. Combien plus, lorsque cette domination prenait une forme concrète : celle des armées françaises campées dans les places pontificales et aux portes de Rome !

Avec une obstination qui était un des traits de son caractère, Pie VII se résolut à une nouvelle tentative pour dissiper les soupçons

(1) DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 427. La lettre de Napoléon à Fesch, 7 janvier, est dans *Corr.*, XI, 9656.

de Napoléon, et prendre en quelque sorte hypothèque sur un avenir encore incertain. Le 29 janvier, il expédiait une seconde lettre, toujours en dehors de Fesch (1). Beaucoup plus longue que la précédente, elle commençait par une apologie de l'attitude du Quirinal pendant la coalition et un chaleureux plaidoyer en faveur de Consalvi. Le Pape déclarait refuser la démission que son secrétaire d'État lui avait offerte : par contre, il ne repoussait que faiblement l'éventualité d'un rappel de Fesch. Pie VII s'efforçait ensuite de revenir au ton de confiante discussion, de récréer l'atmosphère qui avaient jusque-là régné entre lui et l'Empereur. Affectant de ne retenir des formules de son interlocuteur que la promesse de protéger la religion, il prenait les devants pour lui faire entendre les vœux de l'Église. Puisqu'il était encore censé ignorer les exigences politiques de l'Empereur d'Occident, il limitait, autant qu'il se pouvait, le débat. C'est de l'Italie seulement qu'il parlait. Deux demandes précises : conservation dans les États vénitiens de la religion catholique avec son statut et ses privilèges de religion dominante, évacuation des places pontificales et remboursement des dépenses avancées, — introduisaient un vœu général de voir s'accommoder les affaires de l'Église dans l'ensemble de la péninsule. Visiblement le Pape s'était préoccupé de ne pas affronter thèse contre thèse ; mais ses demandes étaient telles qu'elles devaient préjuger de l'issue du débat. N'est-ce pas cette arrière-pensée qui avait dicté l'audacieuse demande par laquelle se fermait la lettre ? Pie VII osait solliciter du vainqueur qu'il avait si gravement offensé ce qui ne lui avait pas été accordé lors du Sacre : la rétrocession des Légations. Pour inattendue qu'elle paraisse, cette requête était dans la logique de la position pontificale. Sur la réponse, on jugerait la volonté de l'Empereur de restaurer la souveraineté temporelle, d'empêcher la conquête napolitaine et l'élargissement des domaines impériaux de tourner à l'étouffement du petit État enclavé.

Mais l'Italie, à laquelle le Pape s'efforce pour l'heure de circonscrire le débat, est précisément le point où une transaction de la part de l'Empereur est impossible.

Napoléon n'a pas plutôt lu cette lettre qu'il s'étonne de n'avoir pas été compris. Par retour du courrier, il s'en prend d'abord à Fesch : « Vous êtes à Rome comme une femme... Je ne suis point content

(1) A. E., Rome 939, fo 10 (traduction dans Artaud, I, 253-57). Fesch avait vainement tenté d'en obtenir connaissance (Consalvi à Fesch, 31 janvier, Arch. Rh., 1 F 37, et Fesch à Napoléon, 3 février 1806, A. N., F¹⁹ 1904).

de votre conduite. Vous ne montrez aucune fermeté pour mon service. » A quoi s'attarde-t-il ? Comment a-t-il laissé le Saint-Siège revenir à ses prétentions, incompatibles avec les exigences de la situation ? Qu'attend-il pour signifier que les intentions de l'Empereur sont non plus des bases de discussion, mais, au sens strict, les conditions de la survivance de l'État pontifical ? « Si [le Pape] n'y acquiesce pas, je le réduirai à la même condition qu'il était avant Charlemagne... » De toute la violence d'une de ces sorties dont il est coutumier, Napoléon lance Fesch dans une dernière négociation, qui, à vrai dire, n'est pas une négociation, mais consiste à arracher l'adhésion du Saint-Siège à la politique du Grand Empire. L'ambassadeur doit sans délai requérir l'expulsion de Rome de tous les sujets russes, anglais, sardes, et la fermeture des ports pontificaux aux bâtiments de ces pays et de leurs alliés. Il est responsable de l'accomplissement de ces deux mesures : s'il ne se sent pas assez fort, qu'il requière main-forte de Joseph et de l'armée de Naples (1).

Lorsqu'il reçut cette algarade, Fesch se trouvait en train de reprendre, au point où la guerre les avait interrompues, les négociations antérieures. Il s'entretenait avec Consalvi du Concordat italien et de la situation religieuse en Allemagne. Le sentiment de la force française le remplissait de confiance dans l'avenir ; il parlait avec une autorité condescendante, se flattait de voir les choses accommodées par un secrétaire d'État redevenu conciliant et souple (2). Brusquement, il eut le sentiment de la quasi-impossibilité de sa mission. Avec quelle opiniâtreté Pie VII défendrait une neutralité dont il s'était fait une règle, « autant pour le bien de ses sujets que pour celui de la religion » (3), tout le développement de l'affaire d'Ancône le prouvait suffisamment. Quant au séjour des sujets ennemis, Fesch connaissait non moins bien les dispositions de Rome. Quatre mois plus tôt, il avait vainement demandé l'expulsion du ministre de Sardaigne. Il avait éprouvé du Pape lui-même un refus si obstiné qu'il avait cru prudent de ne pas remettre de note à ce sujet. Les ministres de Sardaigne et de Russie s'étant retirés devant les mouvements de troupes dans la péninsule, il s'était contenté de cette demi-victoire et son vieil

(1) Napoléon à Fesch, 30 janvier, 13 février 1806, *Corr.*, XI, 9717, XII, 9806.

(2) Fesch à Napoléon, 3 février 1806, A. N., F⁹ 1904 ; DU CASSE, *Histoire des négociations*, I, 76.

(3) CONSALVI, *Mémoires*, II, 348.

ennemi Jackson, représentant le roi d'Angleterre, n'avait pas quitté Rome (1).

Néanmoins Fesch n'était pas homme à retarder l'exécution d'une consigne. Les conditions cependant étaient des moins favorables pour lui. La lettre du Saint-Père, en date du 29 janvier, n'avait pas encore reçu de réponse. Aussi une note de l'ambassadeur risquait-elle d'être attribuée à son initiative personnelle, et devait-elle paraître — la remarque est de Pacca — peu digne d'un cardinal (2). Fesch s'en rendit compte. Il essaya de préparer le terrain par des conversations avec Pie VII et son ministre. Dans ces entretiens, assure Consalvi, soucieux de se justifier, enclin à des ménagements de forme, il alla jusqu'à produire le texte même des injonctions de son neveu (3). Après quoi le 2 mars, il remit une longue note, dont l'argumentation permet de lire ses sentiments personnels dans la traduction des volontés impériales.

« S. E. ne pourrait pas contester au soussigné qu'il est de l'intérêt de Rome de se tenir étroitement liée avec la Puissance qui rattache toutes celles du Midi européen, qui est le centre et le domaine de la catholicité. Sa Sainteté devrait-elle sacrifier la généralité en considération de quelques membres épars du catholicisme ? devrait-elle laisser ébranler les colonnes de l'Église pour donner son attention à des œuvres extérieures presque abandonnées, ruinées de tous côtés ? à des greniers de paille où à peine trouve-t-on quelques bons grains ? à des demeures de serpents prêts à le dévorer ? Que n'a-t-elle pas à craindre des Russes et des Anglais ?

« Si le Dieu des Armées n'eût pas dirigé l'épée de Sa Majesté Impériale à la bataille d'Austerlitz, et que ses ennemis eussent remporté la victoire, où en serait dans ce moment le gouvernement pontifical (4) ?... »

Fesch pensait que la seule chance d'emporter une réponse favorable était de poser sous le jour le plus brutal le dilemme : alliance ou rupture avec l'Empereur. S'il mettait plus que de l'indiscrétion à dicter au

(1) Fesch à Talleyrand, 6 novembre 1805, A. E., Rome 938, fo 369. Le 3 février 1806 Fesch avait posé la question Jackson sans plus de succès. Jackson, sur qui le gouvernement pontifical s'efforçait de faire pression, s'obstinait à vouloir rester à Rome comme simple particulier.

(2) PACCA, *Mémoires*, I, 39.

(3) Tout ceci est raconté par Consalvi à Caprara dans une très longue relation, 22 mars 1806, Vat., Nunz Fr. 601, fo 49-76 et 77-86.

(4) Fesch à Consalvi, 2 mars 1806, Arch. Rh., 1 F 22, fo 16 et sqq. ; Vat., Nunz. Fr. 597, fo 352.

Saint-Siège son choix, à le déduire des décrets de la Providence, la naïveté de l'argument prouvait au moins qu'il était convaincu. Consalvi jugea sévèrement cette manière d'ultimatum ; il y vit un manquement aux promesses d'adoucissements dont on était convenu dans les entrevues préalables. Il eût été moins sévère s'il eût connu l'angoisse qui étreignait Fesch (1). Le cardinal se faisait d'autant plus insistant en paroles qu'il souhaitait à tout prix d'être dispensé des voies de fait envisagées par Napoléon :

« Sire, implorait-il, je ne saurais vous taire l'extrême affliction que j'ai ressentie en lisant que vous me rendiez responsable de l'exécution des deux susdites demandes. J'espère que votre Majesté daignera descendre à considérer la position où elle-même m'a mis. Ma dignité de Cardinal, ma place de Grand Aumônier et de premier archevêque de France, les efforts même que j'ai faits pour emmener en France Sa Sainteté, eût-elle tous les torts possibles envers Votre Majesté, devaient être des raisons suffisantes pour me dispenser d'exercer des violences envers le Pape, dans le cas que Votre Majesté ne fut point satisfaite de sa réponse.

« Pourrais-je *requérir au Prince Joseph de me prêter main-forte* ? Je frissonne en réfléchissant sur les événements ultérieurs. Sans m'arrêter aux censures et peines ecclésiastiques que je pourrais encourir, que deviendrais-je aux yeux des catholiques du monde entier, Sire, si j'avais le malheur de contribuer activement à un événement qui en emmènerait d'autres qu'on ne peut prévoir ? il ne me resterait que le choix d'un cloître pour me cacher aux yeux du monde.

« Sire, vous ne devez pas douter de mon dévouement et de mon zèle pour votre service. J'ai même l'amour-propre de croire que je puisse être de quelque utilité. Je ne dois pas ni juger (*sic*) ni préjuger les vues, ou les opérations de mon souverain, mais il n'est jamais permis à un Prêtre, à un Cardinal, à un Archevêque de sortir de la ligne tracée par sa vocation, qui est d'être ministre de conciliation et de paix, et qui finit où on doit employer la force.

« Que Votre Majesté daigne s'occuper un instant de la position terrible où je me trouve, et je suis sûr qu'elle me déchargera d'une responsabilité que je ne puis pas contracter » (2).

(1) Consalvi à Caprara, 22 mars, Vat., Nunz Fr. 601, f° 76., Fesch dit lui-même à Joseph le 4 mars, qu'il a écrit une « note bien pressante », mais qu'il attend d'être déchargé d'une responsabilité qu'il ne peut soutenir.

(2) Fesch à Napoléon, 3 mars 1806, A. E., Naples 131, f° 121-22 ; DU CASSE, *Histoire des Négociations*, I, 83-85.

On ne peut refuser à cette supplication ni la clairvoyance ni la dignité. Fesch a mis son neveu en garde contre un recours à la force dont les conséquences devaient être incalculables. Il a senti que les événements dont le cours se précipitait rendaient impossible le maintien d'un ambassadeur prince de l'Église romaine. Il a dit tout cela en des termes où l'accent est mis avec trop peu de discrétion sur ses craintes personnelles, mais qui ne manquent pas de générosité ni même de sens politique.

A peine Fesch avait-il remis sa note à la secrétairerie d'État, que la dernière réponse de l'Empereur, datée du 13 février, arrivait au Pape, portée par un officier allant à Naples (1). Elle différait par le ton de celle du 7 janvier : Napoléon assurait à Pie VII qu'il partageait sa peine ; il allait jusqu'à faire appel au souvenir des projets ébauchés dans l'intimité des conversations de Paris ; mais il définissait d'une manière irrévocable le programme impérial. Pour l'Italie, il ne laissait pas d'espérer. Au temporel, l'État romain ne garderait son indépendance que sous la suzeraineté française : « Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur. Tous mes ennemis doivent être les siens. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois réside à Rome ou dans vos États, ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports. » Au spirituel, Napoléon promettait au Pontife les mêmes égards qu'il recevrait de lui au temporel. Cependant pour la première fois il revendiquait, comme l'expression de sa pensée personnelle, comme le plan arrêté de réorganisation religieuse dans tous les États italiens, les dispositions prises en Lombardie : « Quant aux affaires d'Italie, j'ai tout fait pour les évêques. J'ai consolidé les intérêts de l'Église : je n'ai touché en rien au spirituel. Ce que j'ai fait à Milan je le ferai à Naples, et partout où mon pouvoir s'étendra ». Au reste, il n'était pas seulement décidé à mettre fin à la diversité des formes religieuses en Italie, il arracherait aussi l'Allemagne à l'anarchie où elle se débattait, avec ou sans le concours du Saint-Siège. Il se proclamait responsable du maintien de la religion, envers Dieu, par-dessus l'autorité pontificale.

(1) Consalvi à Caprara, 22 mars, *loc. cit.* Nous continuons à utiliser cette relation de Consalvi, en la complétant par la correspondance de Fesch (cf. surtout Fesch à Napoléon, 10-19 mars, dans DU CASSE, *Négociations*, I, 95-107) pour rétablir la succession des événements. La lettre de Napoléon au Pape, 13 février, est dans la *Corr.*, XII, 9805.

Le pape prévint Fesch que sa réponse, dans des circonstances aussi difficiles, devait être pesée dans tous ses termes. C'était annoncer la mise en mouvement du lent appareil des consultations cardinalices. Le 8 mars, les cardinaux présents à Rome reçurent les pièces de la négociation, la note de Fesch et la lettre de l'Empereur. Les opinions devaient être recueillies le 10. Consalvi tenait beaucoup à cette manière de procéder, qui ne permettrait pas d'imputer à son influence la décision finale. Il croyait se mettre à l'abri des accusations de Fesch. L'ambassadeur ne siégeait pas dans la Congrégation, selon le principe qu'il ne pouvait être juge dans une cause dont il était promoteur. Lui-même avait, paraît-il, exprimé le désir qu'on ne l'y convoquât pas. Courtoisement on le tenait au courant. Libre d'entreprendre, dans ses réceptions, ceux qu'il voudrait convaincre, il annonçait à Paris un « mezzo termine » qui « dans le fond ne gâtera pas l'affaire » (1). C'était retomber vite dans les illusions. Le Pape lui avait pourtant dit de sa bouche que : « *Perdou pour perdou*, il n'avait plus rien à ménager ». Dans le Sacré Collège, les ennemis de Consalvi dissimulaient à peine leur hostilité. Ils se plaignaient d'avoir été trop longtemps négligés et tenus en dehors des conseils du Pape. Appelés à donner leur avis, ils feraient justice enfin de la politique d'entente française et des espérances fallacieuses où le Secrétaire d'État avait entretenu Pie VII (2). Le 10 mars, le Saint-Père fit connaître à l'ambassadeur le résultat négatif du vote. Sauf une voix contraire et deux pour une adhésion partielle, la Congrégation avait été unanime à rejeter les deux demandes de l'Empereur. Le Pape adressait directement à l'Empereur la réponse qu'il devait à sa lettre, il n'avait rien de plus à dire à l'ambassadeur.

Résultat écrasant dont Fesch fut « indigné et désolé » (3). Qu'invoquer pour l'expliquer ? L'ambassadeur n'hésita pas à dire qu'il n'avait pas été consulté, lui, cardinal, qu'en somme il n'avait pas connu les pièces communiquées au Sacré Collège et sur lesquelles les cardinaux avaient fondé leur opinion, et à insinuer que les demandes françaises avaient bien pu être sciemment déformées et présentées par le secrétaire d'État sous un jour trompeur.

Faut-il vraiment admettre qu'il y avait eu des dessous à la négociation ? Serait-il vrai que l'on attribua à Napoléon d'autres exigences

(1) Fesch à Napoléon, 10 mars 1806, A. N., F¹⁹ 1904 ; DU CASSE, *ibid.*, I, 91.

(2) PACCA, *Mémoires*, p. 35 et 41. Pacca va jusqu'à qualifier de « trompeuses » et « perfides » les espérances qu'on avait fait concevoir à Pie VII.

(3) Ce sont les mots de Consalvi, *Mémoires*, II, 444.

que celles qui étaient formulées dans les notes officielles ? Miot de Mélito fait allusion à des propositions qui auraient été « insinuées en particulier » au Pape, pour qu'il acceptât de couronner à Rome l'Empereur d'Occident (1). Joseph, à son passage à Rome, aurait-il été le messenger, et Fesch encore une fois le confident, d'un grand dessein de Napoléon ? Et le cabinet pontifical aurait-il trahi ces confidences pour obtenir du Sacré-Collège, effrayé, un refus ? Rien dans les pièces soumises aux consultants, rien surtout dans la correspondance publique ou privée de Fesch, qui fasse allusion à l'existence de sous-entendus. Que Napoléon ait rêvé d'un second couronnement, l'hypothèse, pour ceux même qui l'admettent, soulève des difficultés (2). En tout cas, l'Empereur ne pouvait douter de l'impression que ferait cette proposition dans les cercles romains. Ce qui est vrai, c'est que des rumeurs de ce genre ne cessaient de courir en Italie. Mais ce n'était ni la première, ni la dernière fois que l'on annonçait la proclamation prochaine de Napoléon comme Empereur d'Occident : on en parlait depuis le couronnement de Milan. Au printemps de 1806, ce bruit courait avec plus d'insistance, peut-être parce qu'on savait que Napoléon projetait un nouveau voyage en Italie, et qu'on supposait qu'il viendrait à Rome. Il n'est pas impossible qu'il ait été utilisé, soit par des ennemis de l'influence française, soit par des amis sincères du Pontificat, pour mettre Pie VII en garde contre les extrémités où le conduirait toute nouvelle capitulation (3). Mais il aurait fallu alors incriminer l'atmosphère générale où vivaient les conseillers du Pape, plutôt qu'une manœuvre positive du cabinet pontifical.

Vainement, Consalvi, surpris de voir Fesch revenir sur ce qui avait été convenu entre eux, incriminer la méthode de consultation qu'il avait approuvée et « travestir en grande partie ce qui était arrivé », essaya-t-il de lui montrer la gravité de pareilles imputations. Dominé par la crainte de sa responsabilité, persuadé qu'il ne se justifierait devant son gouvernement que par les preuves multipliées de sa clairvoyance,

(1) MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 291.

(2) MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, t. III, 187, note l'impossibilité de rien ajouter aux magnificences de Paris et de Milan, l'embarras de demander à ce moment l'investiture suprême au Pape.

(3) Le 9 avril 1806, Morozzo écrit de Florence à Consalvi que le pire mal serait que le Pape consentit à aller de nouveau à Paris. Son voyage de l'année précédente n'a pas fait bon effet dans le monde catholique ; depuis, la conduite du gouvernement pontifical lui a regagné des sympathies. Mais s'il retournait, tous lui donneraient tort, Vat., Nunz. Firenze 189 A.

Fesch s'entêta dans ses accusations. Si Consalvi voulait le détourner de les développer dans une note, n'était-ce pas signe qu'elles frappaient juste ? Contrairement à l'usage, le 19 mars, il écrivit au Pape directement par-dessus la tête du Secrétaire d'État, exposant ses plaintes, exigeant même une réponse qui fût adressée à lui et non à Paris. Sa missive, conçue sur le même ton apocalyptique que celle du 2 mars, était toute bâtie de manière à imputer au secrétaire d'État la responsabilité des décisions de son Souverain (1). Il croyait vraiment que le Pape plierait lorsqu'il serait persuadé que Napoléon ne reviendrait pas sur sa décision. Ce calcul le perdit. Pie VII répondit en réfutant lui-même toutes les accusations portées contre son ministre : elles ne pouvaient, disait-il, que rejaillir sur le Pape lui-même, maître absolu des formes usitées dans les consultations de ses conseils :

« Nous voulons croire que d'après tout cela vous abandonnerez vos soupçons et vos plaintes et que Nous verrons cesser enfin des accusations et des reproches tout à fait déplacés.

« Nous n'avions jamais entendu que vous manquassiez à vos devoirs de ministre, mais il n'est pas nécessaire pour les bien remplir, d'élever des prétentions et des plaintes que ni un droit, ni une excuse, ni une raison ne justifient ».

Ainsi Fesch était disqualifié comme négociateur par ce même Pape dont il se vantait, un mois auparavant, d'avoir la confiante estime. Ce n'était pas seulement la difficulté de sa mission qui l'avait perdu, mais encore sa propre maladresse. De ses mains il avait gâché sa dernière chance d'atteindre au rôle de médiateur entre le Pape et l'Empereur. Le sentiment dominant en son âme fut l'amertume, amertume de voir oubliées les preuves de son dévouement, amertume de voir méconnu le droit de la France, amertume de se voir préférer Consalvi qu'il haïssait comme l'artisan, aujourd'hui, de sa propre disgrâce, et demain de la perte du Siège Apostolique. Du moins son gouvernement lui donnait raison. Encore une fois, sa version des événements fut acceptée ; on la retrouve dans les notes postérieures de Paris, accusant le Pape d'un « abus de confiance » dans la communication des pièces remises aux cardinaux. Qu'il ait été vraiment vaincu d'une incorrection commise à Rome, ou qu'il ait saisi le prétexte qui lui était offert pour couper court à une correspondance directe

(1) Arch. Rh., 1 F 22, f^{os} 38 et 45 à 53 ; A. E., Rome 939, f^{os} 30-40 ; cf. Artaud, *Pie VII*, I, 264. Le Pape répondit personnellement le 21, A. E., Rome 939, f^{os} 70-73, cité par FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, I, 114.

désormais sans issue, Napoléon annonça qu'il ferait dorénavant « traiter par ses ministres toutes les affaires que par des sentiments particuliers d'affection, Elle (S. M.) aimait à traiter Elle-même (1) ». Le Pape, qui ne pouvait pardonner au cardinal ambassadeur d'avoir perdu Consalvi dans l'estime de Napoléon, eut encore contre lui le grief d'avoir contribué à mettre fin à un échange de lettres dont il persistait à attendre des résultats.

En effet, Pie VII avait, le 21 mars, répondu à l'Empereur. Sa lettre était un document considérable (2). La première partie seulement justifiait le refus de rompre avec les ennemis de la France : aux arguments traditionnels sur la mission de paix du Saint-Siège, était joint un argument de fait concernant le nombre de catholiques dispersés dans les pays russes et anglais, réponse à la prétention de l'Empereur de dominer la majorité numérique des chrétiens d'Europe. De là, le Pape s'élevait aux principes qui règlent les rapports du Sacerdoce et de l'Empire. Loin de se tenir sur la défensive, il revendiquait avec une singulière hauteur, non seulement une égalité dans la souveraineté, mais une supériorité, fondée sur l'histoire et sur la croyance catholique. Au nouveau Charlemagne le successeur du Pape Léon faisait sans ménagements sentir l'ancienneté des titres de possession de Rome. « La possession pacifique de mille ans est le titre le plus lumineux qui puisse exister entre souverains ;... vos acquisitions trouvent le Saint-Siège en possession d'une souveraineté absolue et indépendante ». Au prince catholique que Napoléon professait demeurer, le chef de l'Église rappelait la supériorité de droit divin du spirituel sur le temporel : « Un souverain catholique ne l'est qu'autant qu'il professe de suivre les décisions du chef visible de l'Église et de le reconnaître pour maître de la vérité et pour le seul vicaire de Dieu sur la terre. Ainsi on ne peut établir ni identité, ni égalité entre les rapports spirituels d'un souverain catholique avec le hiérarque suprême et les rapports temporels d'un souverain avec un autre souverain ». La lettre s'achevait en passant en revue les difficultés toujours pendantes dans le règlement des affaires d'Allemagne et d'Italie. Plaidoyer pour les lenteurs de la diplomatie pontificale, mais qui contenait un avertissement très net : la Papauté, ni dans le passé, ni pour l'avenir, n'acceptait des décisions unilatérales ou des situations de fait : elle exigeait d'être traitée en

(1) Note de Talleyrand à Caprara, 18 avril 1806, A. E., Rome 939, f^{os} 98-100.

(2) A. E., Rome 939 : extraits dans ARTAUD, I, 265-273. Consalvi avait travaillé à la réponse (*Mémoires*, II, 444).

égale dans des négociations régulières, en juge unique des intérêts de l'ordre purement religieux.

Dans la lettre du Pape, ce sont les audacieuses formules de la seconde partie qui devaient le plus frapper l'Empereur. Il y reconnut, non sans raison, la plume d'un Grégoire VII. Mais aussi comment avait-il pu se flatter qu'un Pape, quel qu'il fût, renoncerait à des thèses traditionnelles de la Papauté, — auxquelles, malgré tant de précautions prises, l'Empereur des Français avait cédé quelque chose par la politique du Sacre ? Pour éviter le conflit que bien des esprits avaient prévu, il aurait fallu que Napoléon ne prétendît pas étendre la domination impériale à l'ensemble de l'Europe catholique, et surtout à l'Italie, théâtre classique des chocs du Sacerdoce et de l'Empire. La réponse de Pie VII révélait que le Sacré-Collège avait interprété les demandes de Napoléon à la lumière des événements imminents en Italie.

II

Le *Moniteur* du 1^{er} avril 1806 fit connaître à l'Europe l'esquisse du système politique que Napoléon mûrissait depuis la paix de Presbourg. Huit décrets, datés du 30 mars, formant vraiment un tout organique, définissaient les contours du Grand Empire. Cinq d'entre eux concernaient l'Italie et fixaient le sort des territoires laissés disponibles par l'effondrement de la troisième coalition. Le plus important déclarait Joseph roi de Naples et de Sicile. Les autres réunissaient les États vénitiens au royaume d'Italie et arrêtaient les statuts des principautés de Lucques, de Guastalla confiées à deux princesses de la famille impériale, de Parme et de Plaisance autonomes. Deux principes dominaient l'organisation que Napoléon imposait à ces pays. Chacun d'entre eux fournirait un certain nombre de duchés, grands fiefs de l'Empire, constitués et dotés pour des maréchaux ou des fonctionnaires français. D'autre part, pour Venise et Lucques il était formellement stipulé que « le Code Napoléon, le système monétaire de notre Empire, et le Concordat conclu entre nous et Sa Sainteté pour le royaume d'Italie seront lois fondamentales et il ne pourra y être dérogé sous quelque prétexte que ce soit ».

Le Saint-Siège put aussitôt mesurer l'importante étape que ces décisions faisaient accomplir à l'unification politique et administrative

contre laquelle il entendait défendre l'Italie. Depuis le couronnement de Milan au moins, l'effort de sa diplomatie était concentré sur ce but presque unique : éviter à l'Italie l'application sans amendement du Concordat italien et la législation matrimoniale du Code Napoléon, que les théologiens du Sacré Collège avaient condamné sans appel. L'ombre de cette menace descendait maintenant sur l'Italie centrale, aux portes de Rome, en attendant sans doute de gagner l'Italie méridionale, rangée sous l'autorité du frère de l'Empereur. La vassalité politique de la péninsule avait cette conséquence, dès longtemps prévue et annoncée, de porter les plus graves atteintes à sa vie religieuse traditionnelle. Les décrets du 30 mars n'étaient pas des mesures de circonstance : Napoléon les présentait comme le développement « du système politique dont la Providence lui avait inspiré la pensée ». L'Empereur ne consentait même pas à apaiser les inquiétudes du Pape par des ménagements de forme ; il hâtait les transformations, que depuis longtemps, il considérait comme inévitables. Il avait annoncé d'avance qu'il ne poursuivrait pas la conversation directe ; il abandonna ensuite l'exécution de ses volontés à des tiers, dont l'intervention ne contribua pas peu à envenimer le conflit.

Les décrets du *Moniteur* se croisaient, d'une part avec le long message de Pie VII, en date du 21 mars, d'autre part avec les représentations plus particulières élaborées au sujet du Concordat italien et remises le 17 mars au cardinal Fesch.

C'est alors, en effet, que le cardinal Antonelli, chargé de présenter le point de vue romain sur le Concordat italien, confia à Fesch un mémoire développant les plaintes du Saint-Siège. On se souvient qu'au lendemain du Sacre de Milan, Napoléon avait paru disposé à recevoir des demandes raisonnables. Depuis, les événements avaient marché : ils avaient à peu près ruiné les chances d'accord, puisque le mémoire Antonelli parvint à Fesch en même temps que la fin de non-recevoir relative à l'expulsion des Anglo-Russes. L'ambassadeur le reçut comme la suite d'une affaire qu'il avait longuement étudiée, et dont la solution intéressait le succès de sa mission. Il lui fallait de nouvelles instructions. Il en demanda à Paris, conseillant personnellement la recherche d'un terrain d'entente (1). De lui-même il serait allé assez loin pour accepter le plus grand nombre des articles du

(1) Fesch à Napoléon, 31 mars 1806, A. E., Milan 61, fo 245 ; A. N., F¹⁹ 1904 ; Fesch à Antonelli, 3 avril 1806, Arch. Rh., 1 F 22, 84.

mémoire Antonelli. En principe, il se prononçait en faveur d'une abrogation explicite des décrets Melzi du 26 janvier 1804, et recommandait de ne pas appliquer la législation du Code Napoléon sur le mariage. Sur le terrain des faits, sans plus attendre, il eût souhaité la suspension des ventes de biens ecclésiastiques et des réunions arbitraires de couvents; la délimitation des paroisses opérée conjointement entre les évêques et les préfets; l'augmentation des chapitres; l'attribution aux évêques des nominations aux bénéfices de patronage. En somme, des griefs importants d'Antonelli, un seul n'était pas retenu par lui : Rome insistait pour que fussent garanties les facilités de communication entre le Saint-Siège et les évêques; Fesch ne faisait aucune réflexion à ce sujet. Mais, si son gallicanisme lui défendait d'accéder à cette observation, il consentait pour le reste à solliciter un régime nettement plus favorable aux conceptions romaines que celui qui régnait en France, par exemple en ce qui concernait les ordres religieux, dont il défendait les prérogatives et le recrutement. Ce souci d'entente ne dérivait pas seulement d'un désir de se réhabiliter auprès du Pape, sentiment qu'il eût cru indigne de lui; Fesch était, depuis 1803, convaincu que la situation de l'Italie, très différente de celle de la France au moment du Concordat, n'exigeait pas du Saint-Siège les mêmes concessions.

Fait nouveau qui l'impressionnait : l'attitude du clergé et spécialement de l'épiscopat en Lombardie devenait hésitante. Jusque-là, l'Empereur avait manœuvré contre l'ultramontanisme avec la force que lui donnait l'adhésion du clergé. En suggérant les mesures qui la lui garderaient, Fesch n'était pas mû seulement par son préjugé favorable aux droits de l'épiscopat, par une manière de solidarité avec ses frères italiens, mais aussi par une connaissance exacte de l'état des esprits. Précisément, il venait de recevoir les excuses de quatre cardinaux que l'Empereur, au lendemain du couronnement de Milan, avait investis des principaux évêchés d'Italie. Les cardinaux Litta, Dugnani, Crivelli, Scotti se refusaient sous des prétextes divers, mais dont le principe était « le peu d'accord du Gouvernement avec le Saint-Siège sur l'exécution du Concordat ». Fesch insistait : il annonçait, — est-ce lui qui imagina ce moyen de pression ? — que l'Empereur-Roi laisserait les évêchés sans pasteur, si ces refus étaient maintenus (1). Mais il ne pouvait douter que cette dérobade concertée ne fût le résultat d'un

(1) Fesch à Napoléon, A. E., Milan 61, f^{os} 243-44 ; A. N., F¹⁹ 1904.

mot d'ordre et ne marquât une reprise d'influence du Pape sur le clergé italien. Jusque-là Napoléon avait eu, par ses soins à ménager leur situation matérielle et morale, la majorité des évêques. Mais les réductions de paroisses, les remaniements des chapitres, les concentrations de couvents ne se développaient point sans créer des mécontents et des inquiétudes. Les chefs de diocèses se disaient menacés de manquer de collaborateurs, soit dignitaires indispensables à la pompe du culte si chère au public italien, soit même ouvriers évangéliques. Quelques-uns d'entre eux étaient aux prises avec les administrateurs civils qui, dépassant les intentions du Gouvernement, étaient, la plupart, dénoncés comme « jacobins » ou comme « scandaleux ». A ce moment même, un grave incident mettait aux prises le préfet de Bologne et l'archevêque, le très jeune cardinal Oppizoni, qui, attaqué dans sa vie privée et sa réputation, protestait auprès de Fesch qu'il n'occuperait pas plus longtemps son siège si le préfet n'était pas déplacé (1).

Dans les États voisins du royaume, la situation était encore moins bonne. Junot, chargé de remplacer Moreau Saint-Méry comme gouverneur général de Parme et Plaisance, prenait possession de ses fonctions en janvier 1806. Il avait trouvé le pays agité, les montagnards du Plaisantin encore en armes. Il attribuait les désordres récents, l'effervescence qui couvait toujours, à l'opposition sourde des religieux et ne voyait de solution d'avenir que dans l'application des lois françaises en matière religieuse et scolaire. D'ailleurs l'état d'esprit était, à son avis, « à peu près le même dans toute l'Italie », où le clergé croupissait partout dans l'ignorance et les préjugés. En Piémont, le comte de Plancy, préfet de la Doire, insistait, en termes encore plus énergiques, pour la mise en vigueur du Concordat français :

« Il faut que Votre Majesté gagne tous les jours des batailles pour maintenir les esprits de ces prêtres lâches et perfides.

« Ou bien il faut qu'elle applique en Piémont la loi du 18 germinal an X relative à l'organisation des cultes.

« Le Gouvernement ayant alors un grand pouvoir sur les évêques et les évêques sur les curés, les prêtres sachant que leur sort dépend de leur conduite, ce pays n'aura plus à craindre aucune secousse et vous chérira à l'exemple de toute la France (2). »

(1) Oppizoni à Fesch, 18 mars 1806, Arch. Rh., 1 F 73; Napoléon à Eugène, 7 mars, 11 et 13 mai, *Corr.*, XII, 9939, 10225 et 10302. Napoléon fit déplacer le préfet; cf. PINGAUD, in « R. H. », 1927, p. 209.

(2) Rapports de Portalis à l'Empereur, 5 février, A. N., AF IV 1317; de Junot,

Fesch, lui, admettait bien que l'extension du Concordat italien était inévitable. Les objections juridiques de la Curie ne l'arrêtaient pas. Mais il conseillait précisément de faire disparaître les sujets de plainte légitime que le Pape avait contre l'accord de Milan, et de chercher un arrangement d'ensemble pour tous les pays italiens. Or l'Empereur était si loin d'agréer ce point de vue que, déjà, il avait laissé sa sœur Élisabeth appliquer les principes posés par lui en Lombardie (1).

Depuis son avènement au modeste trône de Lucques, la princesse Élisabeth Bacciochi comparait avec amertume la pauvreté du trésor public et la richesse des clergés, séculier et régulier. Elle rêvait d'une refonte des établissements ecclésiastiques, fructueuse pour sa couronne. De là, dans ses lettres à l'Empereur, des allusions multipliées et insistantes à la nécessité d'obtenir un Concordat pour sa principauté. Elle s'était d'abord heurtée à des conseils de modération et de patience. Napoléon inclinait, pour des raisons de bonne administration et des nécessités financières, à généraliser dans l'Italie française le système des Biens nationaux : la propriété foncière du clergé, régulier surtout, devait en fournir la plus large part, le moment venu (2). Mais jusque là, il était resté dans l'expectative, sans se départir de sa maxime de ménager les sentiments des peuples, et de ne pas troubler l'harmonie avec Rome (3).

Le décret du 30 mars, prévoyant l'extension du Concordat italien, apporta à Élisabeth l'autorisation de « réformer ses moines » (4). Le 12 avril, Félix Bacciochi, prince de Lucques, « considérant qu'il est de notre

2 juillet, AF IV 1717. Portalis envisageait une réorganisation religieuse de Parme et Plaisance, pour laquelle il espérait que Caprara recevrait des pouvoirs ; il demandait au légat de placer les évêchés sous la juridiction d'un métropolitain français, l'archevêque de Gênes, Vat., Nunz. Fr. 593, f° 72. Sur le Piémont, PLANCY, *Souvenirs*, p. 468 ; en mars 1806 fut publiée en Piémont une édition (amendée) de la loi organique, BOULAY, *Rétablissement du Culte*, p. 367.

(1) Sur les incidents de Lucques, A. N., AF IV 1710, F¹⁹ 1919 ; A. E., Rome 939, f°s 153-156, Vat., Nunz. F 593, f°s 230 et sqq ; Italia 281/36 ; MAZZAROSA, *Storia di Lucca*, t. II, pp. 248-253.

(2) Napoléon à Joseph, 11 avril 1806, *Corr.*, XII, 10086.

(3) Élisabeth à Napoléon, 20 février 1806 ; elle demande qu'on prépare à Paris le projet d'un Concordat avec Rome, dont elle fixe elle-même les bases (cité par RODOCANACHI, *Élisabeth Napoléon en Italie*, p. 87, 90) ; Napoléon à Élisabeth, 29 sept. 1805, 31 mars 1806, *Corr.*, XII, 10037 : « Que gagnerez-vous à supprimer quatre ou cinq paroisses et quelques couvents ? »

(4) Napoléon à Élisabeth, 31 mars 1806 (*Corr.*, XII, 10036). Le décret du prince de Lucques dans le *Moniteur* du 3 mai est daté du 15 avril 1806, mais, dès le 12, il était connu à Lucques. L'archevêque en réfère à Rome le 14 (Vat., Italia, 281-36).

devoir d'assurer la prompte exécution du décret impérial », ordonna à son ministre des Cultes de faire apposer aussitôt les scellés sur les archives des communautés religieuses et de dresser l'inventaire de leurs biens. Tandis que se poursuivrait la réduction des couvents et du nombre des religieux, le clergé tout entier prêterait serment au Concordat promulgué dans le territoire.

L'archevêque de Lucques, Filippo Sardi, demanda aussitôt des instructions à Rome sur la conduite à tenir. La réponse eut le son des messages dans les temps de persécution. Il fut interdit à l'archevêque de s'associer en quelque manière que ce fût aux mesures prises. Les conseils et les facultés nécessaires lui étaient accordés pour pourvoir à la sécularisation des réguliers, quand ceux-ci ne pourraient s'y soustraire, mais la soumission de fait ne devait en aucun cas laisser supposer une approbation de décrets injustes. Le Pape, d'ailleurs, exposait au prince Félix personnellement ses doléances dans une lettre en italien. Il déplorait qu'au milieu du calme le plus parfait on vînt à détruire ce qui, « par la religion et l'industrie de l'ancien gouvernement de Lucques », avait été heureusement préservé de la tourmente et des révolutions politiques. La prétendue extension du Concordat italien allait contre la volonté du Saint-Siège qui n'avait traité que pour l'étendue de l'État de Milan. Quant au serment, il était sans précédent ; même la France n'avait pas connu un serment relatif à l'exécution du Concordat, mais seulement une promesse de fidélité du Gouvernement (1). En confiant ces plaintes à la religion du Prince de Lucques, Pie VII évitait de les faire remonter jusqu'à l'Empereur. Il ne lui convenait point d'avouer la suzeraineté impériale sur l'Italie centrale, et de reconnaître que « Lucques fit partie comme Venise des États italiens de Sa Majesté » (2).

En fait, au Quirinal, on ne pouvait se tromper sur l'origine de ces décisions, ou du moins sur l'autorité qui les couvrait. On ressentit vivement ce que l'on considéra comme une agression par la personne interposée d'un « principicule » dérisoire. Les décrets de Lucques prirent place parmi les preuves de la politique anti-catholique de Napoléon, que les théologiens, depuis la publication des Articles Organiques, accumulaient dans des mémoires tenus secrets, mais non

(1) Instructions de la Sacrée Pénitencerie à l'archevêques de Lucques, 9 mai 1806, Vat., Italia 281-36.

(2) C'est la première chose que relèvera la réponse du Pape en juin 1806, Vat., Nunz. Fr. 593, f° 230.

oubliés (1). Trois ans auparavant, Napoléon, restaurateur de la religion en France, protégeant le Saint-Siège, le mettait à l'abri des usurpations temporelles et spirituelles des États italiens et allemands. Maintenant des souverains minuscules, auxquels des Concordats eussent été refusés, se livraient seuls à d'audacieuses réformes religieuses. Ceux qui donnaient l'exemple étaient ceux qui touchaient à l'Empereur. Rome pouvait déjà calculer par les nouvelles qui lui venaient d'Allemagne le retentissement des décrets de Lucques et les précédents qu'on ne manquerait pas de tirer de ses abandons (2). Le Pape était décidé à affronter, s'il le fallait, le ressentiment de l'Empereur.

La princesse Élisabeth qui, tout de même, s'inquiétait du tour que les événements risquaient de prendre, se chargea de mettre son propre clergé et Pie VII en face de l'Empereur. Tout en affectant devant ses sujets d'avoir eu la main forcée, elle intéressait son frère au succès de sa « révolution ». Elle avait, disait-elle, surpris un bref pontifical contenant des « provocations incendiaires de la superstition des peuples » contre l'autorité légitime. Au chef de l'Empire de juger si le Pontife de Rome pouvait s'opposer à ses volontés souveraines. Napoléon n'était pas dupe de tant d'indignation ; mais sa politique d'assimilation administrative était en jeu. Il conseilla à la princesse de poursuivre l'exécution de ses décrets, à l'exception du serment qu'elle avait, de son chef, imaginé. Lui se chargeait de la réponse à faire à la Curie (3).

Ce fut un avertissement terrible ; une note dictée par lui à Talleyrand alla jusqu'à rendre responsable, devant Dieu et l'Empereur, « ceux

(1) Les *Mémoires* de PACCA (I, 46 et 71), écrits plus tard, montrent combien les affaires de Lucques et de Milan furent douloureuses pour Rome. A ce propos, Pacca souligne que ces faits, pour lui importants, manquent dans les relations françaises de la genèse du conflit entre Pie VII et Napoléon. Le reproche tombe sur Artaud qui est pourtant le Français qui comprend le mieux le point de vue italien : ce qui montre la différence d'appréciation entre Romains et Français.

(2) *Vz infra*, chap. XII.

(3) Napoléon à Élisabeth, 17 mai 1806 ; *Corr.*, XII, 10244 ; Élisabeth à Napoléon, 3 juin 1806, A. N., AF IV 1695 : « Vos intentions sont remplies. Les religieux sont soumis, mais je suis très mécontente du clergé séculier. Le peuple est superstitieux, tranquille et poltron. J'ai fait venir 60 carabiniers de Piombino pour augmenter la garde du Palais qui était nulle, cependant je suis sans aucune inquiétude. » Mazzarosa (II, 250) assure qu'Élisabeth ne voulait pas consentir à tant de destructions de couvents ; c'est à peu près l'opinion de Rodocanachi. Mais les textes ne permettent pas de s'y tenir, et MASSON (*Napoléon et sa famille*, III, 218) a raison de dire qu'elle excella « à rejeter les responsabilités et à récolter les bénéfices ».

qui auront prêché la sédition et la rébellion contre le prince légitime ». En termes plus crus, Marescalchi dénonça à Caprara le cardinal Antonelli, auteur des protestations contre le Concordat italien, comme l'inspirateur de cette manœuvre. « Je dois vous témoigner combien sa Majesté est mécontente de toutes les tracasseries qu'on veut susciter, et vous inviter à écrire à Monsieur le Cardinal Antonelli de n'être point un boutefeu dans le royaume d'Italie. Ce sont les propres termes dans lesquels est conçu l'ordre de Sa Majesté, et ils sont assez expressifs pour que je n'aie rien à y ajouter (1). » L'Empereur ne s'en tint pas à confirmer qu'il maintiendrait, contre toute tentative de révision, la législation italienne. Il annonça qu'il rétablirait la règle de ses prédécesseurs soumettant la publication des bulles au visa du Gouvernement. C'étaient les authentiques traditions gallicanes qu'il manifestait l'intention d'implanter en terre italienne. Au clergé de Lucques il signifiait que, si le Concordat ne plaisait pas, c'est le Concordat français qui serait mis en vigueur.

On croira malaisément qu'une pareille sévérité ait pu être motivée par les seuls incidents de Lucques où la situation n'avait jamais été troublée. En réalité, quand il dénonça les protestations pontificales comme une tentative pour soulever l'opinion, c'était plutôt, comme le prouve le rapprochement des dates, aux événements qui se déroulaient alors à Naples que l'Empereur pensait.

III

Beaucoup plus rapidement que les difficultés qui agitaient l'Italie septentrionale et centrale, l'installation de Joseph Bonaparte à Naples acheminait à une impasse les rapports entre Napoléon et le Saint-Siège.

L'entreprise avait bien commencé : une véritable promenade militaire avait mené l'armée de Masséna à Naples, où le prince n'eut qu'à faire son entrée le 15 février 1806. Succès rapide, mais non décisif : sur la route de Rome à Naples, la forte place de Gaëte résistait. Les troupes napolitaines qui avaient abandonné l'Italie du Sud avaient rejoint la famille royale en Sicile, à l'abri des bâtiments de guerre

(1) A. N., F¹⁹ 1919; A. E., Rome 939, f^{os} 308 et sqq; Napoléon à Élisa, 24 mai 1806, *Corr.*, XII, 10265 (avec annexes : à S. S. le Pape, à l'archevêque de Lucques). Quand Napoléon répond ainsi aux représentations sur l'affaire de Lucques, il vient de recevoir les protestations de Rome contre l'élévation de Joseph au trône de Naples.

anglais. Dans les pays occupés, les dispositions de la population n'étaient pas sûres. Des bandes armées surgissaient en Calabre : sur la route de Gaète on signalait la réapparition de Fra Diavolo, le terrible pseudo moine qui n'était qu'un « chef de masse » hardi, mais dont le nom évoquait les horreurs de la guerre de 1799. Ceux qui connaissaient le pays, ses revirements violents, auguraient mal des retards avec lesquels se poursuivait la soumission (1). Reverrait-on, comme à l'époque de la Santa-Fede, des bandes sanguinaires fanatisées au nom du Roi et de la Foi, menant une guerre d'épuisement avec la complicité d'une population sourdement hostile ?

Dès le début, Napoléon avait conseillé à son frère de faire entrer dans ses calculs une insurrection qui ne manquerait pas de se produire, tôt ou tard (2), surtout si les armées françaises paraissaient arrêtées par le détroit de Messine ou sur un point quelconque des côtes napolitaines.

Maître de la capitale sans l'être du pays, et sans avoir été reconnu roi, Joseph avait beaucoup à attendre, ou à craindre, du Saint-Siège. Seul le concours du gouvernement romain avait permis l'entrée en campagne ; seul il permettait encore de développer les moyens matériels, dont la pénurie paralysait les Français. Joseph se trouvait pris entre la nécessité de faire venir des renforts, et l'impossibilité de les solder et de les faire vivre. Napoléon avait prescrit de maintenir par le littoral occidental et par Rome (pour éviter les Abruzzes) les routes de postes et d'étapes : sur ces routes restaient les malades des hôpitaux, les trainards, sans parler de la garnison fixée à Ancône. Bientôt on eut peine à ravitailler 40.000 hommes dans le pays napolitain : l'Empereur conseilla à son frère d'en refouler une partie sur l'État pontifical où ils seraient nourris aux frais du Pape. Tout cela supposait que se maintiendrait l'effort de collaboration constaté par Joseph lors de son passage à Rome (3).

(1) Alquier à Talleyrand, de Rome, 6 mars 1806 : « L'affaire de Naples va mal. Le prince est trop faible. Les opérations militaires sont conduites avec une incroyable lenteur. L'indécision de toutes les mesures déconcerte les gens bien intentionnés et encourage les partisans de la cour » (A. E., Naples 131, f° 49). Sur Fra Diavolo, AMANTE (Bruto), *Fra Diavolo e il suo tempo*, 1796-1806 ; ANDRIOT (René), *Fra Diavolo*, 1932. Ce dernier montre que Fra Diavolo n'était qu'un chef de bande vulgaire, très différent du héros chevaleresque que l'on a parfois dépeint.

(2) Napoléon à Joseph, 2 mars 1806, *Corr.*, XII, 9911.

(3) Joseph à Napoléon, 8 février 1807, *Mémoires*, II ; 18 février, Arch. Guerre C^s (Armée de Naples, *Corr.*, du roi Joseph 1806) ; Napoléon à Joseph, *Corr.*, XI, 9665, 10079. Les troupes venues de l'Italie supérieure avaient un arriéré de solde de plus de trois mois (Mior, *Mémoires* II, 285).

Et c'est aussi cette collaboration qui lui garantirait l'obéissance d'un peuple fanatique, auquel le clergé seul pourrait imposer le ralliement comme un devoir. Le frère de Napoléon se flattait d'entretenir de bons rapports avec le Pape. Par bonheur il avait quitté Rome à temps pour n'être point mêlé aux discussions relatives à la neutralité pontificale. Il n'avait pas donné d'alarmes quant à l'organisation ecclésiastique future des pays napolitains. Comme son entourage, où dominaient cependant les protestants et les « philosophes », assurait qu'il n'était pas défavorable à l'influence catholique telle qu'elle se développait en France, l'on pouvait entendre qu'il éviterait, pour son compte, des mesures funestes à la religion. La question d'une réforme des réguliers ne pouvait manquer d'être posée, et par l'indigence du trésor, et par la misère d'un clergé trop nombreux ; Joseph pensait que « le pape pourrait autoriser la vente », une fois les relations de Naples avec Rome réglées « comme celles existant entre Rome et la France » (1). En attendant, ses premières proclamations avaient rassuré le clergé sur la liberté du culte et le respect des propriétés, et Joseph jouissait de l'empressement des évêques. Parmi les partisans qui agitaient la Calabre, il s'était bien trouvé quelques prêtres, mais des personnages peu marquants ; les dignitaires ecclésiastiques faisaient en faveur du lieutenant de Sa Majesté l'Empereur des prières publiques, des exhortations accompagnées parfois de menaces d'excommunication contre les rebelles (2).

C'est au ministère de Fesch que le futur roi confia les affaires ecclésiastiques de Naples près le Saint-Siège. Vers le milieu d'avril, l'ambassadeur obtint une intervention de bon augure dans des circonstances délicates. Le cardinal Luigi Ruffo, archevêque de Naples, et frère du trop célèbre agitateur le cardinal Fabrizio Ruffo, après avoir d'abord paru se soumettre, refusait subitement de faire chanter dans les églises le *Domine salvum fac* en faveur du nouveau Roi. Fesch fut chargé de protester à Rome. Il mit aussitôt au service de son neveu une dialectique où s'étala avec emphase sa conviction de la légitimité des conquêtes napoléoniennes. Il pressa le gouvernement pontifical de « persuader au cardinal Ruffo de se rendre aux principes incontestables du droit public,

(1) Joseph, le premier, parle des couvents comme du « seul article qui puisse présenter des ressources » (à Nap., 18 mars 1806, *Mémoires*, II, 112) ; le 11 avril, Napoléon approuve en recommandant de surseoir ; *Corr.*, XII 10086 ; MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 315 ; RAMBAUD, *L'Église de Naples sous la domination Napoléonienne*, in « Rev. hist. ecclésiastique », t. IX (1908), p. 294-312.

(2) Joseph à Napoléon, 16 février 1806, *Arch. Guerre*, C3 1 (Armée de Naples, *Corr.* du roi Joseph, 1806-08) ; 12 avril, *Mémoires*, II, 179.

qui datent depuis l'origine des guerres et qui furent consacrés par les Saintes Écritures. Ne peut-on pas dire à l'archevêque de Naples, comme autrefois Jephthé aux Ammonites : « Qu'avez-vous à voir sur ce pays qui ne vous appartenait pas, mais à Jéhu, roi des Amorrhéens, que les Israélites avaient vaincu par une juste guerre, car il avait marché le premier contre eux, et Dieu l'avait livré entre leurs mains (Jud. 20-21) ? » Sur des citations bibliques aussi pertinentes, il se flattait que le chef de l'Église ne verrait pas avec indifférence un refus dont le résultat tendrait à « calomnier les principes de l'Église, à imputer au clergé une tendance à se mêler aux affaires politiques et à prendre parti dans des querelles qu'il doit totalement ignorer » (1). Fesch remporta à cette occasion ce qui devait être son dernier succès diplomatique. Le Pape donna ordre au cardinal archevêque de faire chanter le *Domine salvum fac* « pour le chef du gouvernement napolitain » formule nuancée qui aurait révélé, si Joseph avait eu le loisir d'y réfléchir, que cette complaisance ne devait pas faire préjuger de l'attitude définitive de Rome.

Le lendemain même du jour où il enregistra cette victoire, le cardinal Fesch reçut de Paris mission d'annoncer au gouvernement pontifical que Joseph Bonaparte était élevé au titre de roi de Naples. Il n'avait qu'à transmettre le texte de la notification, tel que l'avait arrêté l'Empereur : Sa Majesté se flattait que le Saint-Siège verrait « dans cet heureux événement une nouvelle garantie du système d'ordre, de justice, de consistance, qu'elle a toujours eu à cœur d'établir dans tous les lieux qui sont soumis à son influence » (2). Cette phrase, en d'autres temps, aurait pu passer pour une simple clause de style, elle rendait un son singulier dans les circonstances que traversait le Saint-Siège. Depuis la lettre pontificale du 21 mars qui établissait fortement la thèse romaine contre le domaine éminent de l'Empereur sur l'Italie, on vivait à Rome dans l'attente d'une réponse de Napoléon. Les dépêches de Fesch disaient qu'on subordonnerait au sens de cette réponse le parti que le Saint-Siège adopterait définitivement (3). La notification de l'avènement de Joseph, rompant un silence trop lourd, parut le signe attendu. L'Empereur décidait de l'attribution de la dernière couronne

(1) Fesch à Consalvi, 19 avril 1806, Arch. Rh., 1 F 22, fo 120; Consalvi à Fesch, 22 avril, *ibid.*, 1 F 39.

(2) Talleyrand à Fesch, 10 avril 1806, Arch. Rh., 1 F 40; Fesch à Consalvi, 23 avril, Vat., Nunz. Fr. 597, fo 150.

(3) Fesch à Talleyrand, 1^{er} avril 1806, Arch. Rh., 1 F 22, 79, A. E., Rome 939, fo 81.

indépendante, comme s'il n'avait pas eu à douter de l'assentiment du Saint-Siège. Or, au même moment, les effets du système français jetaient l'effroi dans les conseils pontificaux et pesaient d'un poids très lourd sur toutes les catégories de la population.

Les conséquences du passage des troupes impériales allaient s'aggravant. Vers la mi-février, le Secrétaire d'État estimait les dépenses faites pour leur service à 700.000 piastres (1). La seule ville de Rome avait perdu 900 bœufs et 800 chevaux entraînés au delà des frontières de Naples, et ces pertes atteignaient de « pauvres particuliers qui n'ont même plus le nécessaire pour vivre ». L'agriculture, richesse à peu près unique du pays, objet de tous les soins du secrétaire d'État, était atteinte par les réquisitions, les prestations en nature exigées des habitants pour les travaux de certaines places comme Ancône, l'augmentation des impôts. Les échanges avec les États voisins, indispensables pour le ravitaillement de la population en temps normal, languissaient. Les commerçants étrangers étaient éloignés par l'état de guerre, l'occupation d'Ancône portait par exemple un coup fatal à la foire de Sinigaglia, la plus importante du territoire (2). Les résultats de la gestion jusque là heureuse de Consalvi furent irrémédiablement compromis; pour l'année 1806 étaient remis en question à la fois l'équilibre des dépenses aux recettes dans l'exercice en cours, et l'indépendance du Trésor par rapport aux marchands d'argent.

Or Paris n'opposait que le silence à toutes les demandes de remboursement d'avances. Le différend à ce sujet ne fit que s'envenimer pendant les derniers mois du séjour de Fesch. Il fut le thème des dernières demandes de Consalvi au cardinal, comme il devait être celui des premières conversations avec Alquier, son successeur. Fesch, se souvenant d'avoir été réprimandé pour s'être mêlé des choses militaires et administratives, mit un médiocre empressement au service du Saint-Siège : cependant sa correspondance, jusqu'au dernier moment, fut favorable aux plaintes dont il attesta le bien fondé. Caprara les portait également de son mieux à Talleyrand, à l'Empereur lui-même; l'accueil bienveillant qu'il ne manquait jamais d'annoncer n'était suivi d'aucun effet (3).

(1) Note du 23 février 1806, A. E., Rome 939, f° 24, Arch., Rh. 1 F 38; le passage durait alors depuis 39 jours. En avril, les dépenses furent portées à 1.300.000 piastres.

(2) Vidoni à Consalvi, 10 juillet 1806, Vat., 1/6. Rapports du Trésorier Général, *Ibid.*, 281/43. TIVARONI, *L'Italia durante il dominio francese*, II, 98.

(3) Consalvi à Fesch, 1^{er} mai 1806, Anch. Rh., 1 F 38/39. Consalvi à Fesch, 2 mai 1806, A. E., Rome 939, f° 124-25.

Rien ne fut compté au Trésor pontifical. Bien pis : cet irritant débat permit aux deux gouvernements de se rejeter l'un sur l'autre l'accusation d'hypocrisie. Le 26 avril, l'Empereur, intervenant lui-même, se disait indigné des nouveaux impôts levés à Rome sur le peuple. « On lui fait accroire qu'ils sont destinés à payer la nourriture de l'armée française et on les rend plus vexatoires pour en faire rejaillir plus de haine contre la France. Cependant Sa Sainteté n'a aucune dépense à faire pour les troupes de Sa Majesté qui, par une bienveillance particulière envers lui, a toujours acquitté les dépenses du passage de ses armées ». L'algarade se terminait sur cette allusion menaçante que la reine de Naples n'avait rien fait de pis quand elle était la plus forcenée contre la France (1).

A Rome, la forme et le fond de ce message furent ressentis comme un affront. Plus tard, di Pietro, cherchant quelques exemples des faussetés dont abondaient les notes du gouvernement français, montait celle-là en épingle : « Si le paiement a été fait, comme on le dit, que l'on nomme la personne qui a compté l'argent de la part du gouvernement français, et celle qui l'a reçu de la part du gouvernement pontifical ! » Quoi de plus offensant d'ailleurs que cette prétendue condescendance, que cette gracieuse concession dont se targuait l'Empereur ? Traitait-il déjà le Pape en prince dépendant, qui eût été obligé de subvenir à l'entretien des troupes, et n'en eût été dispensé que par une exceptionnelle faveur impériale (2) ?

La souveraineté du Pontife Romain n'était pas seulement offensée ; elle était menacée par la présence des armées françaises.

Campées en dehors de la porte du Peuple, les troupes de Joseph ne devaient pas pénétrer dans l'enceinte de la ville (3). Mais, à deux reprises déjà, Napoléon, poussant Fesch de l'avant, lui avait suggéré d'utiliser, pour peser sur les décisions romaines, la force armée qui se trouvait à sa disposition, de requérir *main-forte* du prince Joseph. L'ambassadeur avait senti le danger de s'engager sur cette pente glissante, qui devait conduire en 1808 à violer le palais et la liberté du Souverain Pontife. Emporté ensuite par l'esprit d'accroissement qui ne l'abandonnait jamais, il ne fut pas entièrement fidèle à son attitude première.

(1) Napoléon à Talleyrand, *Corr.*, XII, 10145 ; Talleyrand à Caprara, 28 avril, A. E., Rome 939, f° 120.

(2) Vat., Ep. Nap. 281/38.

(3) Voir à ce sujet l'incident provoqué par le passage de la Légion Corse, dite Légion Napoléon, dans Rossi, *Osservazioni storiche*, lib. XVI, n° 73.

Fesch supputait alors les avantages qu'il pourrait retirer des récents traités pour sa situation à Rome, en particulier la valeur des biens de la monarchie autrichienne susceptibles d'être revendiqués par la France. L'ambassadeur d'Autriche habitait, depuis la paix de Campo-Formio, le célèbre Palais de Venise, situé au centre de la ville, au pied du Capitole. Fesch signala à Napoléon que cette admirable résidence devait revenir à la France, maîtresse des anciens États de Venise. Il y projetait l'établissement des pensionnaires de l'Académie de France, installée à la villa Médicis, exigüe, dans un lieu malsain, à l'extrémité de Rome, mal commode pour les élèves qui sont obligés d'étudier au centre de la ville. Ainsi l'école aurait un cadre digne d'elle, propre à des agrandissements, — la villa Médicis, malgré ses défauts, pouvant servir de maison de plaisance à l'ambassadeur (1). A peine obtenu l'assentiment de son neveu, Fesch poussa les choses. Le ministre d'Autriche, Khevenhüller, avec qui il avait eu jusque-là de cordiales relations, sollicita un délai ; l'usage voulait que la prise de possession fût effectuée par des commissaires revêtus de pleins pouvoirs. Comme pour l'exécution d'une consigne urgente, le cardinal parla de « mettre en usage tous les moyens possibles ». Consalvi voyait Rome menacée d'un esclandre : il fit pression sur l'Autrichien, « qui, courtoisement, céda et renonça à toute opposition ultérieure (2) ».

Mis en goût, Fesch jeta son regard sur les biens de Sa Majesté napolitaine. Dès qu'il sut que l'Empereur avait proclamé la déchéance de la dynastie (3), il nomma, de son autorité, un administrateur des palais et des biens de Sa Majesté sicilienne, son factotum Pasqualini. Il convoitait surtout le palais Farnèse, qu'il proclamait, non sans rai-

(1) Fesch à Napoléon, 4 janv. 1806, A. N., F¹⁹ 1904 ; cf. DU CASSE, *Histoire des négociations*, p. 58.

(2) Fesch communique à Napoléon la correspondance échangée à ce sujet, A. E., Naples 131, f^{os} 26-43 ; Khevenhüller au Secrétaire d'État, 28 février 1806, Arch. Rh., 1 F 38.

(3) D'où vint cette initiative ? M. Rambaud parle de l'ardeur que Joseph mit à désirer la cession des biens farnésiens (*Naples sous Joseph*, p. 496). Mais cette ardeur avait-elle été stimulée par Fesch, ou au contraire l'empressement de Fesch s'expliquait-il par le désir de Joseph ? Il est difficile de le dire, mais nous inclinons vers la première hypothèse, car Fesch en parle avant l'arrivée de Joseph en Italie. En tout cas, BONNEFONS (*Marie-Caroline* », p. 356) a tort de penser que Fesch fut contraint par Napoléon. L'empereur acquiesça, avec sa célérité ordinaire quand il voyait l'occasion d'accroître le patrimoine artistique de la France (cf. ARTAUD, *Mss de la vie de Pie VII*, B. N. Mss, p. 310-316).

son, « le plus beau palais de Rome et même de l'Italie », et la Farnésine, décorée des célèbres fresques de Raphaël. « Moyennant quoi, disait-il à l'Empereur, votre Majesté logerait dignement son ministre et posséderait à Rome les deux effets les plus précieux. Je crois que les immenses palais du Pape ne valent pas ceux-ci (1). » L'agent du roi de Naples se refusait à remettre ces biens. Inspiré par son succès précédent, Fesch crût habile de faire intervenir la médiation pontificale. Cette fois, il se heurta à un refus catégorique. Entre deux états en guerre, lui fut-il répondu, les obligations de la neutralité interdisaient au Pape de prendre parti. Le cardinal organisa alors un déploiement de forces, qui, en d'autres circonstances, eût paru comique. Son secrétaire de légation, Siméon, chargé des formalités légales, fut flanqué non seulement de notaires, mais de quelques soldats, sans fusils, il est vrai, sous la conduite du capitaine chargé à Rome de surveiller le passage des troupes. Il n'y eut aucune résistance. Mais le Pape fut indigné de cette espèce d'expédition militaire, effectuée sous ses yeux par des Français qui, aux termes des conventions, ne devaient pas entrer dans la capitale. Fesch déclara lui-même l'incident clos, se targuant d'avoir multiplié les égards et évité l'usage de la force. Il fut approuvé par l'Empereur qui demanda l'expédition immédiate des objets d'art et des tableaux vers la France.

Telles étaient, sensibles à tous les intérêts, visibles à tous les yeux, aggravées par les procédés de l'ambassadeur, les répercussions de la guerre de Naples, à l'heure où Napoléon exigeait que le Saint-Siège proclamât d'avance la légitimité de sa conquête, en favorisât les progrès.

A travers les provinces et la ville courait le bruit de la disparition imminente de l'État romain, partagé, annonçait-on, entre le royaume d'Italie et celui de Naples. Les diplomates même s'entretenaient de remaniements territoriaux inévitables. Menacée d'avoir à subir l'extension de la puissance française, et un encerclement qui la condamnait à l'impuissance, Rome n'avait plus le choix des armes. Elle ramassa celle que l'événement lui offrait, la dernière. La couronne, dont la dévolution au frère de l'Empereur allait décider du sort de l'Italie, était précisément celle sur laquelle le Saint-Siège avait des droits de suzeraineté anciens et jamais prescrits. A la reconnaissance de la nouvelle

(1) Fesch à Napoléon, 15 janv., dans DU CASSE, *Histoire des négociations*, p. 67, 3 mars, A. E., Naples 131, f° 34; la protestation du Pape est exprimée par Consalvi à Fesch, 5 mars, Arch. Rh., 1 F 39.

dynastie, le Sacré-Collège jugea qu'il fallait opposer la question préjudicielle de la reconnaissance de ses propres droits, chronologiquement et juridiquement antérieurs.

« Le Saint-Père, écrivait Consalvi, dans l'obligation stricte que lui imposent ses devoirs de maintenir les droits du Saint-Siège, a chargé le soussigné de réclamer avant toute autre chose l'attention de Votre Eminence sur les rapports existant depuis tant de siècles entre le Saint-Siège et la Couronne susdite, et constamment observés même dans le cas de conquête, non seulement dans l'introduction de quelque nouvelle dynastie, mais dans l'introduction de quelque nouveau souverain, rapports qui ne peuvent échapper à la pénétration et à l'esprit de justice de Sa Majesté elle-même ».

Déclaration enchevêtrée, déconcertante, dont on a quelque peine à discerner l'intention (1). Elle affirme évidemment ces prérogatives temporelles de la Papauté dont l'Empereur avait refusé d'entendre la justification théorique, mais pas de manière à opposer une fin de non-recevoir absolue, qui eût été peu conforme aux procédés de la diplomatie pontificale. Consalvi a expliqué plus tard, avec cette précision subtile où il excellait, la décision dont il n'était alors que l'interprète. « Les circonstances actuelles, les rapports entre le Saint-Siège et Napoléon et les prérogatives évidentes que Sa Sainteté avait juré de maintenir intactes en montant sur le trône apostolique ne permettaient pas, à n'importe quel prix, d'adhérer à cette reconnaissance pure et simple (2) ». Une « reconnaissance pure et simple », voilà à quoi on ne se plierait pas. Mais la phrase avoue suffisamment que l'on n'avait pas abandonné l'espoir de négocier une transaction. Dans les cercles diplomatiques d'Italie, on admit que c'était à cela que Rome s'efforçait d'aboutir (3). Ces droits archaïques étaient soutenus moins pour eux-mêmes qu'en raison « des circonstances actuelles », de l'état des rapports entre le Saint-Siège et Napoléon, jusqu'à ce que l'on obtint des garanties, tant pour l'intégrité de l'État du Saint-Père, que pour la

(1) Consalvi à Fesch, 26 avril 1806, Arch. Rh., 1 F 40 ; CONSALVI, *Mémoires*, II, 469) estime que cette demande de reconnaissance était la plus significative des exigences par où Napoléon préparait la chute de la souveraineté du Pape. D'Haussonville juge le terrain de résistance très malheureusement choisi (*L'Eglise Romaine*, II, 183, ce que RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I, 270, lui reproche vivement.

(2) CONSALVI, *Mémoires* II, 461.

(3) Le 10 juin encore, Artaud, de Florence, rapportait que le nonce Morozzo laissait entrevoir la possibilité d'une reconnaissance de Joseph (Artaud à Talleyrand, A. E., Toscane 158 A, fo 260).

Napoléon et le Saint-Siège.

conservation de l'église napolitaine, menacée du sort de celles de Venise ou de Lucques.

Cette manœuvre compliquée ne fut pas acceptée par Napoléon. Il n'entendait plus s'attarder aux débats théoriques sur l'étendue des deux pouvoirs, pontifical et impérial, et rejetait les arguments tirés d'exemples de ce qui s'était passé « dans des temps d'ignorance (1). » Il n'entendait même pas acheter l'acquiescement de Rome. Il ne l'avait pas sollicité; il avait dit sa volonté; toute objection équivalait à un refus, refus particulièrement offensant s'il s'agissait de ranger le frère de l'Empereur sous la vassalité du Saint-Siège.

En tout temps, de la part de la Papauté, accoutumée à ne prendre parti qu'après que le sort avait rendu ses arrêts définitifs, un délai dans la reconnaissance du nouveau souverain constituait une outrageante manifestation de défiance. Les circonstances lui donnèrent l'aspect d'un acte d'hostilité, comparable à celui de novembre 1805, par où la Papauté se rangeait du côté des ennemis de la France, toujours les mêmes, et ceux qui auraient dû être ses ennemis propres : Naples, l'Angleterre, la Russie. Napoléon avait prononcé un arrêt de déchéance contre l'indigne dynastie des Bourbons de Naples. Et Pie VII, qui n'avait reçu que des affronts de Ferdinand et de Marie-Caroline, qui avait trouvé en eux, depuis leur avènement et après les épreuves communes de la révolution, des rebelles à sa suzeraineté politique, des contempteurs de sa juridiction spirituelle sur l'Eglise de Naples, Pie VII cependant réservait leurs droits pour l'avenir.

La politique de son cabinet était parallèle à celle des cabinets de Londres et de Pétersbourg. Anglais et Russes avaient annoncé que la paix ne serait possible que moyennant des compensations et des garanties territoriales à l'ancienne maison de Naples (2). En attendant, ils la protégeaient en Sicile, et, jusque dans l'Italie méridionale occupée par les troupes françaises, leurs agents fomentaient des soulèvements, projetaient peut-être une nouvelle tentative de débarquement.

Les insurgés que les généraux français prenaient en Calabre avaient à leur tête des Anglais et « quelques misérables prêtres (3) ». Qu'arriverait-il si l'opposition du Pape, connue, enlevait d'un coup au frère de l'Empereur l'adhésion du clergé ? A la fin de mai 1806, la cérémo-

(1) Napoléon à Talleyrand, 16 mai 1806, *Corr.*, XII, 10237.

(2) Note de Napoléon pour le Min. des R. Ext., 4 juillet 1886, *Corr.*, XII, 10448.

(3) Joseph à Napoléon, 7-12 avril 1806, *Mémoires*, 167-169. Sur la crainte d'un nouveau débarquement anglo-russe en Italie, cf. RAMBAUD, *Naples*, p. 479.

nie de la prestation de serment fut marquée à Naples par un grave incident. L'archevêque Ruffo, dont la soumission avait été si laborieusement obtenue, et qui ce jour-là mit « beaucoup de mauvaise grâce à s'acquitter de ses fonctions », déclara tout net que sa conscience l'empêchait de promettre fidélité à un souverain qui n'avait pas obtenu l'investiture du Pape. Sur quoi, abandonnant son siège, il partit pour Rome. Il est vrai qu'il agissait ainsi de sa seule initiative et après avoir publié, le matin même, un mandement ordonnant aux fidèles de reconnaître Joseph comme roi de Naples (1).

A ces faits, Napoléon attachait plus d'importance qu'aux concessions réelles de la Papauté et même aux incontestables services rendus à ses armées. Il exigeait une soumission active du clergé. Pour lui, qui évaluait très haut l'influence de la religion sur les esprits, en Italie où le personnel ecclésiastique était nombreux et proche du peuple, les prêtres tenaient le ressort essentiel de la tranquillité publique. Ses premières instructions à Joseph contenaient ce conseil : « Vous avez sans doute fait réunir les prêtres de la ville et vous les avez rendus responsables du moindre désordre (2) ». Maintenant, Napoléon semblait vouloir imputer au Saint-Siège toute menace de rébellion dans les pays conquis. Les autres griefs qu'il avait contre Rome semblaient passer au second plan. « Un de mes principaux différends avec le Pape, dira-t-il à son frère deux ans plus tard, est parce qu'il vous appelle le *Prince Joseph* (3) ». Aussi haussait-il le ton jusqu'à une violence extrême. Violence fâcheuse, si elle permettait à ses adversaires de mesurer son inquiétude et la force de leurs armes propres.

Vraiment, l'entreprise de Naples était pour lui une hantise. Il n'est que de consulter sa correspondance du printemps de 1806 pour voir converger vers ce point ses préoccupations. Le manque d'énergie de Joseph, sa confiance béate dans ses nouveaux sujets, l'irritaient. Il le stimulait de ses ordres, conseils, objurgations, reproches. Il ne cessait de ramener son esprit devant l'hypothèse d'une insurrection, d'un

(1) Joseph à Napoléon, 24 mai 1806, *Mémoires*, II, 252 ; MIOT, *Mémoires*, II, 258. Pie VII avait expédié au cardinal l'ordre, arrivé trop tard, de prêter serment de fidélité. Il consentit ensuite à ne pas protester publiquement contre le refus de la haquenée, comme Fesch avait redouté qu'il le fit (Fesch à Talleyrand, 30 avril, A. E., Rome 939, fo 122 ; RAMBAUD, *Naples*, p. 491). Il installa même à Naples un vicaire général qui passait pour sympathique à la France (cf. RAMBAUD, *Lettres inédites ou éparses de Joseph Bonaparte*, p. 80) et Joseph se déclara satisfait de cette solution.

(2) Napoléon à Joseph, 6 mars 1806, *Corr.*, XII, 9936.

(3) Napoléon à Joseph, 16 mars 1808. *Corr.*, XVI, 13657.

échec autorisant un nouvel effort de la coalition (1). La guerre se prolongeant dans le Sud de l'Italie, c'était le risque, un jour ou l'autre, d'une explosion qui mettrait rapidement en feu les États voisins, Rome et la péninsule entière.

IV

Au même moment, le trouble des provinces pontificales alimentait les inquiétudes de Fesch et les dénonciations de ses principaux indicateurs. Meuron, que nous voyons décidément mêlé aux affaires de police d'un bout à l'autre de cette histoire, accablait le prince Joseph et le cardinal de bulletins de nouvelles pessimistes. Des « Actes publics » tombés en sa possession établissaient l'existence d'un plan d'insurrection générale sur les confins des Abruzzes. Non seulement des prédicateurs isolés parlaient contre les Français, mais des mots d'ordre circulaient ; dans le rituel de la messe, les prêtres avaient intercalé la prière *contra persecutores ecclesiae*. Des agents de Rome répandaient à profusion un bulletin étalant les étonnantes demandes de la cour de France au Saint-Père :

« Le siège pontifical sera transféré à Avignon.

« L'État papal sera partagé entre l'Étrurie, le royaume d'Italie et celui de Naples.

« L'ordre de Malte sera sécularisé.

« Tous les couvents seront supprimés.

« L'inquisition sera abolie (*sic*) dans tous les pays du monde.

« Le divorce sera permis après trois ans de (?)

« Le mariage entre parents sera permis sans dispense.

« Les ecclésiastiques pourront se marier.

« On accordera l'investiture du royaume des Deux Siciles à un Prince français (2). »

(1) Le 31 mars en avertissant Joseph de son élévation au trône, Napoléon se flattait de « finir les affaires de Naples » (*Corr.*, XII, 10041). A partir de ce moment, il témoigne d'une impatience croissante. Il semble bien que les coalisés aient, en effet, conçu un projet d'attaque, que favoriserait un soulèvement anti-français ; cf. RAMBAUD, *Naples sous Joseph*, p. 479.

(2) Mémoire à Fesch, 3 février 1806, Arch. Rh., 1 F 50. Deux mois plus tard des textes de prières « opportune per i presenti bisogni della cattolica Chiesa », avec l'« Oremus pro Pontifice nostro Pio », circulaient simultanément dans les Abruzzes, sous l'œil de Meuron, et en Toscane où Artaud soupçonnait même le nonce Morrozo

Ces rapports n'étaient pas isolés : le commandant d'Ancône, Tisson, entendait dire que le Pape serait prochainement détrôné ; il croyait de son devoir d'avertir que, dans ce cas, « le peuple des campagnes qui est travaillé s'insurgerait et attaquerait Ancône » où il pourrait être en liaison avec les ennemis du dehors. « Je me trouve ici, concluait le général qui n'avait que six cents hommes, sans force et presque sans moyens de défense (1). »

Le 11 mars, Fesch reçut, du Sénateur ministre de la Police, l'invitation de faire arrêter une dame Newmann, de nationalité britannique, alors à Rome. La Newmann, dite Dorinda Roger, était la maîtresse et la complice d'un aventurier napolitain, Pignatelli Moliterno, qui se disait prince Marciconovo, connu d'ancienne date par la police française, qui l'avait laissé échapper en 1802. De Prusse où il s'était réfugié sous le nom de Sarconi, Pignatelli entretenait des correspondances avec le sud de l'Italie et on avait saisi, pendant la campagne d'Austerlitz, une lettre de lui à la Reine de Naples. Pour l'heure, il faisait des propositions à l'Angleterre : il se disait en mesure de provoquer un soulèvement dans la péninsule, où il disposait de 4.000 hommes, en attendant mieux, lorsqu'il aurait des subsides (2).

Fesch rapprocha ces données des renseignements personnels qu'il accumulait depuis des semaines. La Newmann était donc une sous-agente « envoyée en Italie pour faire adopter à la reine de Naples les plans formés par le Prince Marciconovo pour inquiéter les derrières de l'armée française, piller les convois, assassiner les militaires isolés » : c'est en ces termes qu'il la dénonça à Consalvi (3).

de les faire imprimer et de les répandre A. E., *Corresp. d'Ancône*; Toscane 158 A, fo 227. Ces « menées sourdes pour abuser les peuples » n'échappaient pas à Napoléon (*Corr.*, XII, 10274).

(1) Le général Tisson à Fesch, 26 mars 1806, le commissaire des guerres Chappelle à Fesch, 20 fév. 1806, Arch. Rh., 1 F 69; Fesch à Consalvi, 19 avril, 1 F 22 110; Consalvi à Fesch, 31 mars, 7 mai 1806, dans 1 F 39.

(2) Le fameux Fauche-Borel était député par lui à Londres pour faire aboutir cette négociation. La police française avait donné à toutes les autorités de la péninsule son signalement et celui de son prétendu chef d'état-major Belpussi, mais ni l'un ni l'autre n'avaient été vus. Sur la Newmann dite Dorinda Roger, voir d'HAUTERIVE, *La Police Secrète*, I, 519-710-1431; II, 22-296-1062 (d'après A. N., F⁷ 6319, Dossier 6724). Sur Pignatelli, *ibid.*, II, 775-899 et surtout 1043, où les agents de Fouché lui attribuent ce propos : « Qu'un personnage qui tient de bien près à S. M. l'Empereur (je n'ose vous citer son nom, quoique je n'ajoute pas foi à la chose) est l'âme de ce parti (républicain) qui s'étend, selon lui, sur toute l'Italie » ; il ne peut s'agir ici que de Lucien Bonaparte.

(3) Fesch à Consalvi, 15 avril 1806. A. N., A F IV, 1694; cf. FÉRET, *La France et le Saint-Siège*, 1 116.

En quarante-huit heures l'espionne fut découverte. Mais on se contenta de la maintenir en arrestation chez elle, en attendant que ses papiers fussent examinés. Fesch se récria : on voulait donc donner le temps à la dame de cacher les pièces compromettantes ? Fallait-il même admettre, comme le faisaient soupçonner ses déplacements antérieurs, qu'elle avait été, au préalable, prévenue ? (1). L'ambassadeur protestait qu'on ne lui en imposerait pas. Il avait bien d'autres preuves des complots qui se tramaient dans le même temps à Rome. Assez malheureusement, il cita le cas d'individus qui, chassés de leur pays (la Toscane) pour leurs sentiments anti-français, auraient obtenu une place dans la prélature à Rome. Le Pape jugea cette imputation outrageante pour lui-même. Il fit connaître que jusqu'ici toutes les notes de Fesch avaient reçu des réponses ; dorénavant, Sa Sainteté ne consentirait plus à « descendre à tous ces détails auxquels la dignité d'un gouvernement (et non le manque de raison) conseille de s'abstenir de répondre » (2).

La discussion étant close, la dame Sarconi fut transférée au château Saint-Ange pour y rester, en attendant que le gouvernement français produisît les preuves qu'il détenait. Fesch se tenait malaisément pour battu. Il n'y aurait pas lieu de s'attarder à ses notes filandreuses, si elles ne prouvaient qu'il ne s'était rien appliqué de la leçon que le Pape venait, un mois plus tôt, de lui adresser. De bonne foi il s'obstinait à éclairer la loyauté du Saint-Père sur la perfidie de son ministre. Il osa avancer que Consalvi, en se faisant juge de la culpabilité de la dame Sarconi, encourait une grave responsabilité à l'égard du gouvernement français. A deux ans d'intervalle, l'imbroglio de l'affaire Vernègues recommençait ; seulement le Saint-Siège, cette fois, défendait non pas la liberté de ses rapports avec une tierce puissance, mais sa propre souveraineté.

La menace de Fesch n'était pas platonique. Il réservait à son ennemi une flèche du Parthe. Il adressa à Napoléon la réponse du Secrétaire d'État dans l'affaire Sarconi, en l'accompagnant d'un commentaire à sa façon (3).

(1) Fesch à Consalvi, 10 avril, A. E., Rome 939, f^{os} 82-86, et Arch. Rh., 1 F 22, 96.

(2) Consalvi à Fesch, 9-10-11 avril, Arch. Rh., 1 F 39.

(3) A. N., F¹⁹ 1904. Comparer la lettre de Fesch, 15 avril, dans DU CASSE, *Histoire des Négociations*, I, p. 49-125.

« OBSERVATION DU CARDINAL FESCH »

Le Cⁱ Fesch s'abstient de répondre à cette assertion.

Cette menace de responsabilité personnelle est cependant vraisemblablement ce qui a fait revenir le Secrétaire d'État sur la résolution de mettre la dame Sarconi en liberté, si ses papiers ne prouvaient pas le délit dont elle est accusée.

Ce ne serait pas la première fois. Tout Rome sait que le Secrétaire fait ce qui lui plaît de ce que le Pape ordonne.

Le Cⁱ Secrétaire d'État veut-il rappeler l'affaire de l'assassinat commis par des individus portant la cocarde française vers le milieu de Septembre ? Assassinat dont on accusait les Français, ce qui donna lieu aux vives réclamations du Cardinal Fesch. Se plaindrait-il de ce que le Cardinal Fesch lui a dit qu'il avait des preuves de son attachement pour les Autrichiens, attachement si marqué que le jour de l'arrivée de la nouvelle de la prise de Vienne, il s'excusa de venir dîner chez le Cardinal Fesch, quoiqu'il eût accepté de dîner trois jours avant l'arrivée de la nouvelle ? Se plaindrait-il de ce que le Cardinal Fesch lui a porté des plaintes pour les vexations qu'éprouvent les amis des Français ou des reproches qu'il mentait lorsqu'il prétendait que le Cardinal Fesch avait perdu le Pape en faisant connaître au gouvernement français l'esprit public

« RÉSUMÉ DE LA NOTE DU
11 AVRIL »

Le Saint-Père a ordonné au Cardinal Consalvi de rappeler au Cⁱ Fesch que ses ministres n'ont de responsabilité personnelle que vis-à-vis de lui, et qu'un ministre étranger qui se permet de menacer un secrétaire d'État d'une responsabilité personnelle offense directement le Souverain en supposant qu'il permette qu'on fasse en son nom des choses qu'il n'a pas ordonnées.

Le Cⁱ Consalvi a l'honneur de déclarer au Cⁱ Fesch que, quoiqu'il oublie si souvent les égards dus à un Cardinal et à un Secrétaire d'État, il est bien décidé pour sa part à avoir toujours pour Son Éminence tous les égards qu'il lui doit comme Cardinal et comme ministre et que rien ne le fera sortir de la modération que lui imposent sa propre dignité et la représentation dont le Cardinal Fesch est revêtu.

de Rome et de l'État pontifical pendant la durée de la guerre ?

Il y a de bons et de mauvais gouverneurs aux confins de l'État. J'avoue que le Gouvernement romain est bien éloigné de semer le trouble, il en serait la victime, et je crois que les Gouverneurs s'y opposeraient de toutes leurs forces, mais il n'est pas moins vrai qu'on a assassiné beaucoup de Français dans l'État romain et qu'il conste au Cardinal Fesch que c'est la seule crainte que produit la force que les Français ont dans le Royaume de Naples, qui contient leurs ennemis, sans cependant leur imposer silence. C'est par cette seule raison de la grande puissance des Français, que le Cardinal Fesch s'est abstenu de demander la punition d'une infinité de personnes mal intentionnées ; en faisant grâce à des moines et à des curés, il aurait dû accuser des Gouverneurs et des évêques.

Le Secrétaire d'État ne dira-t-il jamais une vérité ? Qu'on s'informe de ce fait auprès du Prince Borghèse : il dira que le prince Aldobrandini son frère a lu le brevet. D'après cela, le cardinal secrétaire d'État mérite-t-il qu'on se fie à lui et aurait-il droit à être traité comme un honnête homme ?

Le Saint-Père eût voulu éviter au Cardinal Fesch la répétition des suppositions plusieurs fois avancées et réfutées relativement aux intrigues qui s'ourdissent dans l'État pontifical et dans Rome. Les vingt rapports ci-joints de divers Gouverneurs pontificaux prouvent évidemment que ceux adressés au Cardinal Fesch sont l'ouvrage ou d'imaginations surchauffées qui rêvent de troubles au milieu du calme le plus profond, ou de la malveillance des ennemis du Saint-Siège.

Quant à l'assertion que Rome soit le centre des conspirations, le Cardinal Fesch est invité à en donner des preuves ; elles ne seront pas telles, si elles ne sont pas meilleures que celles produites pour soutenir que les ennemis de la France cherchent à se faire un parti dans Rome. Le Cardinal Fesch cite à ce sujet un brevet de major donné par la Russie à un nommé Bonfigli lequel n'a jamais eu ce brevet, etc...

On se tromperait en supposant que ces diatribes de Fesch, dont on peut juger le ton, aient été sans influence sur Napoléon qui aurait fait la part, ou du manque de discernement de son oncle, ou de son inclination à grossir des faits insignifiants.

Le rapport présenté par l'ambassadeur sur l'affaire Sarconi provoqua une réaction immédiate : l'Empereur dicta à Talleyrand un projet de note à remettre au cardinal Caprara « que... (les) renseignements que j'ai sur la grande quantité de chefs de bandes que l'on réunit à Rome me convainquent que le projet du gouvernement est d'aiguiser les poignards contre les trainards de l'armée française et de renouveler le système du cardinal Busca ; que je déclare qu'au premier soldat français qui serait assassiné le secrétaire d'État Consalvi, véritable cause des malheurs et des discussions qui divisent le Saint-Siège, en sera personnellement responsable : qu'on met les choses dans un état de crise tel, qu'il faudra bien que je prenne des mesures pour le faire cesser » (1). Ainsi l'ambassadeur qui naguère suppliait qu'on lui épargnât l'emploi de la force contre le Saint-Siège, contribuait, par son acharnement à perdre le Secrétaire d'État, à rendre inévitable une issue violente du conflit.

Après cet épisode, la correspondance entre Consalvi et Fesch retombe dans la grisaille des plaintes incessantes et réciproques de leurs ressortissants : réclamations des consuls pontificaux et des maîtres de postes qui se disent molestés ; protestations contre les questions ou les rapports tendancieux d'agents français (2) et, en contre partie, plaintes des commissaires français contre l'inertie des autorités romaines ; dénonciation d'allées et venues suspectes, de ravitaillements clandestins des ennemis de la France (3). Fesch se sent surtout désarmé par l'impossibilité de contrôler l'identité des voyageurs qui traversent le territoire pour aller sur Naples. Parmi eux sûrement des agents d'intrigues et des espions trouvent avec la plus grande facilité des passeports. Consalvi refuse de contraindre uniformément tous les voyageurs à se munir d'un billet de la légation de France. Fesch alerte donc les autorités de Naples, et le ministre de la police de Joseph, Saliceti, décide de ne laisser entrer

(1) A. M. de Talleyrand, 29 avril 1806, *Corr.*, XII, 10145.

(2) Consalvi à Fesch, 26 avril, 30 avril, 7 mai 1806, et 2 mai, sur la situation affreuse de l'État pontifical, *Arch. Rh.*, 1 F 39.

(3) Meuron à Fesch, 5 mai 1806 ; Gaète est ravitaillée par des bâtiments pontificaux etc., *ibid.*, 1 F 50 et 1 F 22, f^o 164.

aucun individu dépourvu du visa de l'ambassade de France à Rome (1).

Mais si, sur le continent, les Français, sont en définitive, maîtres de tout surveiller et réglementer, il n'en va pas de même sur les mers qui baignent et enferment la péninsule. En Adriatique, flottes russe et anglaise réalisent un blocus total : à peine si Venise, privée de communications avec le continent, est ravitaillée, tandis qu'à la faveur de la protection ennemie, les échanges n'ont jamais cessé entre la côte des Marches ou de Pouille et les îles de Corfou. Dans la mer Tyrrhénienne, les Français ont esquissé contre l'Angleterre une tentative malheureuse. Une division navale cinglant vers Naples a été assaillie dans les eaux romaines, et a dû se replier, partie sur Civita-Vecchia, partie sur Porto d'Anzo. Depuis, les Anglais ont établi une croisière de Terracine jusqu'au mont Argentaro, soit sur toute la longueur du territoire pontifical. Une de leurs frégates, narguant l'impuissance des Français, croise sans cesse devant Civita-Vecchia : notre commissaire Stamaty la soupçonne d'avoir des communications avec le consul anglais de cette ville. Ses protestations ne réussissent pas à mettre en mouvement les fonctionnaires pontificaux. Sa Sainteté, étant neutre, ne peut interdire aux Anglais l'accès du port, ni même intercepter leur correspondance avec leur propre agent. Stamaty discute, et croit tenir une transaction acceptable : la correspondance de la flotte anglaise au Consul passerait par les mains du gouverneur pontifical qui en prendrait connaissance. Mais Fesch le blâme catégoriquement, et le motif est très net : « J'ai vu avec peine, Monsieur, que vous vous êtes mêlé d'une discussion politique qui est étrangère à vos fonctions. Le gouvernement français ne reconnaît pas la neutralité du Saint-Siège, et vous devez soigneusement éviter tout acte qui puisse contredire par le fait ce qui peut être le sujet de négociations. Dans le cas où vous auriez fait quelque acte de cette nature, vous voudrez bien le rétracter, et surtout ne rien écrire sur une semblable question, quand même le gouverneur de Civita-Vecchia où toute autre autorité vous ferait une demande écrite à ce sujet. »

Stamaty assure qu'il ne s'est jamais départi du principe — qu'il exprime à sa façon — que « lorsque les ports de toute l'Italie, et bientôt ceux de toute l'Europe, sont *exclus* aux Anglais, il devait être

(1) Fesch à Consalvi, 25 avril, 1 F 22, fo 144, Consalvi à Fesch, 24 et 25 avril (1 F 39); Fesch au ministre de la Police à Naples, 6 mai (p. 22, fo 168). Depuis le début de l'ambassade, les abus commis dans la délivrance et l'usage des passeports étaient l'objet des observations de Fesch, 2 juillet 1804, Vat., Ep. Nap. 11-1.

pénible pour Sa Sainteté qui doit porter dans son cœur son fils élu, notre Empereur, et la nation française toute dans sa communion, de voir que les Anglais veulent faire de Civita-Vecchia un point de contact avec l'Italie » (1).

La situation de Civita-Vecchia en effet n'échappera pas longtemps à l'attention de Napoléon. Dans toute l'Europe occidentale, la volonté française de fermer les côtes à l'Angleterre et à la coalition, s'impose à l'inertie des alliés et des neutres (2). Mais c'est la Méditerranée à quoi Napoléon tient par-dessus tout. Il a obtenu de la Cour de Vienne l'engagement de fermer Trieste et Fiume, et menace, si l'on y met trop de retard, d'occuper lui-même ces ports. Florence fait respecter, avec « plus de fidélité » que ne l'espéraient les représentants de la France (3), les prohibitions formulées contre les marchandises anglaises, napolitaines et siciliennes : les vaisseaux de ces nations sont impitoyablement écartés. Ainsi, de la côte hollandaise à la côte dalmate, le littoral pontifical est la seule fissure : les Anglais y trouvent des ports de libre pratique commerciale, des centres d'informations, ils peuvent à tout moment en faire des points d'appui à une opération militaire. Car le principal danger est celui d'une action ennemie prenant à revers ou isolant nos forces, qui, en l'air par rapport au gros de nos armées, s'enlisent, sous la conduite indécise de Joseph, dans une difficile conquête. Napoléon voudrait lancer sans plus de retard son frère dans l'opération qui décidera du sort de Naples et de la Méditerranée : l'occupation de la Sicile. Il répète, dans ses instructions multipliées, qu'il n'y a pas de difficultés, à condition que le littoral soit bien gardé : « Un ennemi, maître de la mer, inquiétera toujours les communications de l'armée, si l'on n'est pas maître des côtes » (4). Derrière cette préoccupation primordiale de sécurité, commence seulement à poindre la pensée d'une guerre au commerce

(1) Stamaty à Fesch, 7-30 avril 1806, 3-9 mai, Arch. Rh., 1 F 48; Fesch à Consalvi 5 mai; à Stamaty, 7 mai 1806, *ibid.*, 1 F 22, f° 166; Consalvi à Fesch, 1^{er} et 6 mai, *ibid.*, 1 F 39.

(2) Napoléon à Talleyrand, 16 février, 16 mai 1806 (*Corr.*, XII, 9827 et 10238) pour faire fermer les ports espagnols; au même, 4 mars (XII, 9924) pour faire fermer Livourne; au même, 8 mai (XII, 10213), sur la fermeture de Trieste; au Prince Joseph, 9 févr. (XII, 9788) pour faire fermer les ports napolitains; au Gal Rapp, 9 mars (XII, 9949) sur la fermeture de l'Elbe.

(3) Artaud de Montor à Talleyrand, 20 mai 1806, A. E. Toscane 158 A, f° 206.

(4) Au roi de Naples (1^{er} avril 1806, *Corr.*, XII, 10085); cf. au même, 19 mai (XII, 10250) « Dans la situation actuelle la Sicile est tout... Ce qui est au si très important pour vos opérations, c'est d'être maître de Civita-Vecchia et de toute la côte

britannique qui sera l'œuvre de demain. Jusque là la médiocrité des hâvres pontificaux, le mouvement commercial insignifiant de ce pauvre État ont permis de n'en point faire acception. Mais les négociants et les produits anglais bloqués risquent de refluer bientôt vers les seuls points qui ne leur soient pas encore interdits. Ce but second de la fermeture des ports pontificaux ne faisait qu'apparaître vers la fin de l'ambassade de Fesch : le cardinal n'eut jamais à la requérir qu'au nom de la sécurité militaire et politique de la France. Il n'en mit pas moins d'insistance, se sentant bien fort sur une « question déjà jugée par la plupart des puissances d'Europe et qui n'a trouvé de contradicteur que dans le gouvernement du Saint-Siège ». C'est sur ce point que porte sa dernière recommandation au Secrétaire d'État, et véritablement son testament diplomatique. « Dans le moment où le Saint-Siège a dû juger de l'impression que ses refus ont dû faire à Paris et en Europe, peut-être le temps serait-il arrivé, qu'il pût prendre un parti exigé par tous ses intérêts (1). »

Au moment précis où il formulait cet ultime avertissement, l'Empereur donnait ordre au général Lemarois d'occuper tout le littoral de Rimini jusqu'au royaume de Naples, avec le titre de commandant en chef des côtes de l'Adriatique, et à Joseph de détacher deux régiments pour occuper Civita-Vecchia et commander la côte Tyrrhénienne jusqu'à Piombino. Mesures qui gêneront les Anglais et « nous mettront dans une position convenable vis-à-vis de la Cour de Rome ». Mesures qui préparent sans doute un avenir plus lointain et plus définitif : « La cour de Rome se conduit assez mal : au pis aller, mon intention est de garder Ancône et Civita-Vecchia ; mais il est inutile de s'expliquer là-dessus (2) ».

Quand le successeur de Fesch prendra possession de son poste à Rome, Talleyrand traduira la pensée de son maître : il ne s'agit plus de discuter si le Saint-Siège doit faire partie de l'Empire : « le fait est établi... il ne faut que le reconnaître (3) ».

jusqu'à Piombino. Il faut boucher hermétiquement toute la côte d'Italie aux Anglais et à toutes communications avec Corfou. » Et surtout (27 mai, n° 10285) cette allusion évidente à l'incident provoqué par Stamaty : « Il est très nécessaire d'occuper Civita-Vecchia pour ôter aux Anglais toute correspondance avec Rome. »

(1) Fesch à Consalvi, 5 mai 1806, Arch. Rh., 1 F 22, f° 166.

(2) Napoléon au Général Dejean, 6 mai 1806, in PICARD TUTEY, *Corr. inéd.*, I, n° 426 ; au roi de Naples, 6 mai 1806, *Corr.*, XII, 10203 et au Prince Eugène, *ibid.*, 10201.

(3) Le Ministre des Rel. Ext. à Alquier, 21 juin 1806, A. E., Rome 939.

*
* *

Dans l'attitude de Napoléon à l'égard du Saint-Siège au lendemain de Presbourg, deux traits méritent d'être soulignés.

D'abord, son insistance à expliquer son *système* et ses principes (1). Vainement la diplomatie pontificale tâche-t-elle de ramener le débat à des questions de fait, limitées aux territoires des États italiens —, envisagés successivement. C'est l'Empereur qui propose des formules de droit, de portée universelle, auxquelles il exige une adhésion pure et simple. Plus théologien que les théologiens eux-mêmes, il arrête les principes généraux, il semble à la recherche d'un statut définitif entre l'autorité impériale et l'autorité spirituelle. Il ne paraît renoncer à obtenir une solution juridique qu'après l'échec de ses demandes du mois de mars, la condamnation, si l'on peut dire, de ses deux lettres au Pape. Du moins, il rompt les conversations personnelles et suspend presque les négociations.

On est frappé alors de son empressement à passer à l'action, à mettre Rome devant le fait accompli. Cet empressement paraît en contradiction avec son insistance préalable. S'il croit que la pacification de l'Italie dépend d'eux, il devrait, semble-t-il, ménager les prêtres, comme il l'a toujours fait, et non les pousser à bout. Lui qui enseigne la prudence, qui professe qu'on ne se repent jamais « de répondre des choses honnêtes et d'attendre », il n'a pas contenu ses menaces et ne connaît ni délais, ni ménagements. Il lâche la bride à ceux qu'il retenait jusque là. Il renonce à la fiction qui maintenait autour des pays français des États indépendants pour leur politique religieuse. Il place le Pape devant le bloc des Napoléonides, étayé par sa volonté omniprésente (2). La soumission de Rome, il la faut, d'autant plus rapide dans les faits qu'elle a été contestée en principe : il importe qu'elle soit réalisée avant que filtre le bruit d'un échec, avant que l'Italie soit gagnée par la rébellion du Pape.

Est-ce seulement l'orgueil impérial qui guide Napoléon ? On a blâmé son changement de ton avec le Pape, une attitude de défi en contradiction avec les principes qui gouvernaient son Empire ; son imagination exaltée par l'Histoire, par sa vision de l'Antiquité, lui

(1) Napoléon à Talleyrand, 16 mai 1806, *Corr.*, XII, 10237.

(2) C'est en février 1806 que l'Empereur exhorte son frère à intituler ses actes « Joseph Napoléon » et non Bonaparte (Napoléon à Joseph, 18 fév., *Corr.*, XII, 9848).

aurait fait, dit-on, méconnaître la réalité (1). Peut-être le choc sonore des formules contenues dans les lettres de Napoléon et de Pie VII, répercutant l'écho des luttes du Sacerdoce et de l'Empire, fait-il illusion. On voit trop en Napoléon le César impérieux, pas assez le chef aux prises avec les nécessités militaires, économiques et administratives. C'est le cas de rappeler avec Stendhal qu'il réunissait dans ses mains le métier d'Empereur et celui de général en chef. Cet aphorisme trouve sa justification dans les événements du début de 1806. Napoléon, devant l'Europe entière, avait décrété la conquête de l'Italie, mille obstacles imprévus se révélaient sur la route de son armée. Il fallait assurer la sécurité des mouvements militaires : de là, la nécessité de régler une bonne fois la question des ports et des places littorales (2). Il fallait faire vivre et solder les armées : de là le principe posé par Napoléon, que les pays protégés par ses troupes assumeraient la charge des armées qui les défendraient. Principe valable pour Rome, si elle fait partie de sa confédération. Pour les États voisins, il en résulte de lourdes obligations financières : elles sont la cause ou le prétexte des réductions de couvents, de remaniements des propriétés ecclésiastiques, de demandes de Concordats, destinés à couvrir les unes ou les autres.

Aussitôt éclatent les protestations de la Papauté. Par ses avertissements des deux lettres à Pie VII, le nouveau Charlemagne a alerté la vigilance du Sacré-Collège. Il rencontre désormais son opposition à chacune des étapes de l'avance française en Italie. C'est le privilège singulier de cette terre, berceau de l'Empire, mais séjour millénaire de la Papauté, que le plus minime bouleversement y met en cause l'ordre spirituel. Le Pape n'abandonne pas les États italiens aux innovations des administrateurs français, car toutes ont des répercussions sur la vie religieuse traditionnelle. Le Pape surtout entend sauvegarder l'État de Saint-Pierre dont le maintien passe pour garantir l'universalité de son magistère. Il ressent comme des mesures de persécution les maux qu'on lui inflige : vie économique frappée à mort, spoliation des dignitaires du siège Apostolique, empiètements sur les

(1) Telles sont les réflexions qu'inspire la lettre du 13 février, à M. LUDWIG (*Napoléon*, tr. 1^{re}, p. 235).

(2) D'après le *Moniteur* du 17 avril, exposant les négociations poursuivies à Rome, l'Empereur a demandé « qu'un souverain situé dans son Empire ne fit rien de contraire à la sûreté des armées de Naples et d'Italie. Le premier soin d'une armée doit toujours être de ne souffrir autour d'elle ni embauchage ni espionnage ».

autorités locales, entraves aux relations avec l'étranger. La résistance est fatale. A peu près vers cette époque un de nos ambassadeurs, faisant allusion à la Toscane et à Rome, écrivait : « L'Italie est en conspiration perpétuelle, et y sera toujours, tant que les deux gouvernements non français qui y subsistent ne seront pas réformés d'après d'autres vues » (1). La plupart de nos nationaux dans la Péninsule ne jugeaient pas autrement.

Entre les deux pouvoirs, que, dix-huit mois auparavant, la politique du Sacre semblait avoir liés l'un à l'autre, s'annonçait un heurt inévitable. Dans une période de calme presque général, l'Europe étonnée en discernait les premiers symptômes. Un prophète, dont la clairvoyance était aiguisée par sa haine des principes français, annonçait déjà l'état de guerre : « Voilà, vaticinait de Pétersbourg Joseph de Maistre, voilà de nouvelles scènes qui se préparent, et le monde religieux sera peut-être agité autant que le monde politique (2). » Un ultime sentiment du danger pouvait encore faire hésiter la France et Rome devant les conséquences du conflit : celui-ci n'en devait pas moins éclater.

Dans une situation aussi dominée par la fatalité, que pesait le rôle de l'ambassadeur impérial ? De toute évidence, les principes en jeu, les faits, dépassaient singulièrement le pauvre ecclésiastique corse, maladroit théologien, diplomate aux courtes vues. Il n'est pas sans importance cependant de retenir que ses défauts étaient des plus propres à envenimer le conflit, à en rapprocher l'heure. L'obéissance dépourvue de tact de ce négociateur, le manque de sang-froid et de mesure de ses observations avaient également desservi Napoléon, en cristallisant son attention sur des faits malencontreusement grossis, et en exagérant le zèle qui devait tenir lieu de réussite. Par une conséquence immédiate, Fesch avait perdu l'audience du gouvernement et du souverain près de qui il était accrédité. C'était d'abord en raison de l'ampleur du conflit, c'était aussi en raison de ses défauts personnels, que la place du Primat de l'Église Gallicane, au printemps de 1806, n'était plus auprès du Saint-Siège.

(1) D'Aubusson Lafeuillade, cité par FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, II, 210.

(2) DE MAISTRE, *Œuvres*, X, 148 (21 avril 1806).

CHAPITRE XII

RAPPEL DE FESCH LA PRIMATIE DE GERMANIE

I. — LE RAPPEL DU CARDINAL FESCH. — Fesch rappelé sera suppléé par Alquier. Dramatique audience de départ. — Caprara insiste pour que le Pape fasse des concessions. Pie VII accepte l'offre de démission du Secrétaire d'État Consalvi (17 juin), mais ne change rien à sa ligne politique. — On se demande dans le clergé quelle influence Fesch, de retour en France, aura sur la politique ecclésiastique de Napoléon.

II. — LA PRIMATIE DE GERMANIE. — L'Archichancelier de l'Empire Germanique Dalberg annonce qu'il a choisi le cardinal Fesch pour son Coadjuteur (28 mai 1806). Origines de cette surprenante décision. Double jeu mené par Dalberg depuis son voyage à Paris. Inquiétudes que lui cause la situation de l'Empire pendant la campagne de la Troisième Coalition et après Presbourg. Le projet de Concordat germanique miné par les intrigues de la Bavière et du Wurtemberg. Dalberg croit reprendre l'avantage en offrant sa future succession à l'oncle de l'Empereur.

L'Empereur oblige Fesch à accepter. Celui-ci prétend garder son siège de Lyon. La Curie diffère l'expédition des bulles pour Ratisbonne. Acte constitutif de la Confédération du Rhin (12 juillet). Fin du Saint Empire Romain Germanique. Malgré l'insistance de Dalberg, Fesch se désintéresse complètement des affaires germaniques.

L'élévation de Fesch à la Primatie de Germanie apparaît comme une hardie manœuvre politique de Napoléon pour intimider Rome, hâter la fin du Saint Empire et préparer la formation du système fédératif qui permettra de dominer l'Occident.

La position de Fesch à Rome était devenue telle que le cardinal lui-même en était à désirer son rappel, ou à le concevoir comme inévitable. Après la négociation de mars 1806, et le tour trop personnel, et comme intéressé qu'il avait donné à la traduction des exigences impériales, il avait pratiquement cessé de remplir ses fonctions. Les voyageurs qui lui rendirent visite à cette époque-là surprirent sur ses lèvres des paroles de découragement, presque de désapprobation à l'égard de Napoléon : « Il n'est plus question de négocier sur de telles bases, disait-il ; si l'on ne veut plus ici qu'un évêque de Rome, il faut que mon neveu envoie un général et des troupes (1). » Il ne revenait d'ailleurs pas pour autant sur son appréciation de la politique pontificale, « si bizarre, si extraordinaire, si peu même convenable aux intérêts de l'Église que je n'ai plus la douce consolation de pouvoir lui être utile » (2). Pris entre deux intransigeances, il sentait que plus rien ne l'engageait à rester à Rome.

Le 18 avril 1806, Napoléon informa Pie VII qu'il rappelait Fesch en France. Dans une lettre brève, mais telle qu'il n'en avait pas écrite depuis longtemps, il alléguait l'intérêt des Églises de ses États, et assurait le Pape de sa tendre amitié. Sa décision était loin cependant d'un désir de détente. Elle contenait un ultime avertissement. Le même jour, Talleyrand, dans la note à Caprara que nous avons citée, annonçait l'intention de l'Empereur de ne plus traiter les affaires que par ses ministres. En somme, Napoléon marquait qu'il n'avait pas rencontré du côté du Pape des sentiments correspondant aux siens : l'ambassadeur qui incarnait son projet de maintenir entre le Saint-Père et lui un lien personnel, avait été menacé, puis gravement trompé par des procédés déloyaux. Sa mission était désormais sans objet, du fait de ceux qui lui avaient opposé de mauvais procédés ; notre ambassadeur de Naples en disponibilité, Alquier, le remplacerait (3).

(1) Mathieu DUMAS, *Souvenirs*, III, 287.

(2) Fesch à Emery, 3 mai 1806, *Papiers Fesch*.

(3) Napoléon à Pie VII, 18 avril, dans ARTAUD, *Pie VII*, II, 277 ; Talleyrand à Caprara, 18 avril ; à Fesch, 22 avril, A.E., Rome 939.

Tout cela, Fesch fut chargé de le faire entendre à Pie VII dans son audience de départ. Alquier, qui l'accompagnait pour être présenté ce jour-là, a raconté comment l'entretien faillit tourner en altercation ; mais son récit est incomplet, car, inquiet de la tournure que prenaient les choses, il s'était retiré avant la fin. Les Archives du Vatican contiennent une relation par Consalvi lui-même, qui ajoute des détails dramatiques (1).

Fesch supposait à Pie VII la pensée de lancer contre l'Empereur une bulle de censure, et prétendait l'en détourner. Le Saint-Père répondit : « Mais dans une telle supposition, quel besoin y aurait-il de nouvelles censures ? Ne savez-vous pas que les Canons des Conciles Généraux et les lois de l'Église ont déjà soumis à ces censures ceux qui la dépouillent de ses propriétés ? » Le Cardinal, avec ce feu ardent qui lui est habituel et qu'il met en toutes affaires, dit : Si Votre Sainteté se portait à une démarche quelconque dans ce genre, nous ferions réunir un Concile National en France, et déclarerions d'après nos principes qu'un Pape n'a pas la puissance de frapper un souverain de censures. Alors, le Saint-Père se leva de son siège pour répondre à Son Éminence qu'il était surpris au plus haut point qu'un archevêque, un cardinal se permit d'exprimer de tels sentiments face au Chef de l'Église : il lui fit observer que devant Dieu, il n'y avait pas de distinction de personnes et que tous ceux-là sont également sujets des lois de l'Église qui s'en disent les fils : il lui fit observer encore qu'il savait parfaitement quelle était la doctrine de l'Église de France, et qu'il le renvoyait à Bossuet sur ce point. Et ainsi, il mit fin à l'audience, d'où Son Éminence se retira sans donner au Saint-Père la moindre preuve qu'Elle avait senti le chagrin qu'Elle lui avait causé. » Le Pape ordonna de rédiger une relation complète de l'incident pour Caprara.

Ce que nous savons du caractère du cardinal, de sa théologie, rend plausible l'attitude que Consalvi lui prête ; cependant il faut dire que nous n'avons que la version du Secrétaire d'État. Cette étonnante menace du recours à un concile gallican a pu échapper à Fesch dans un moment de colère. Sa correspondance, même intime, n'y contient pas une allusion. Rien ne prouve que l'archevêque de Lyon ait envisagé ce moyen de tourner la volonté du Pape, à une époque où cette idée n'avait pas germé dans la pensée de son neveu. En tous

(1) Consalvi à Caprara, 21 mai 1806, Vat., Nunz. Fr. 601, f^{os} 107, 110.

cas, il est vrai que jusqu'à son départ, il a fait coïncider ses sentiments envers l'Empereur et ses principes de primat gallican.

De nombreuses marques de la satisfaction de l'Empereur vinrent lui permettre une honorable retraite. D'abord le titre d'ambassadeur à Rome lui fut conservé. Talleyrand annula les lettres de créance d'abord attribuées à Alquier, qui ne reçut ni le titre d'ambassadeur, ni celui de ministre plénipotentiaire, mais seulement la charge de suivre la correspondance de la légation, pendant l'absence du titulaire, présentée comme provisoire (1). Outre qu'elle était flatteuse pour son orgueil, cette décision débarrassait Fesch d'un certain nombre de soucis matériels. Il était préoccupé par le sort d'une installation qu'il venait à peine d'achever : on sait quel prix il y attachait, peu différent en cela, paraît-il, de la plupart des diplomates voués au vagabondage. L'Empereur l'invitait formellement à garder une résidence dans la ville papale : en récompense de ses services, il lui faisait présent d'une des maisons ayant appartenu à l'ancien roi de Naples.

Mais aucun avantage matériel ne pouvait lui être plus sensible que la victoire morale qui lui fut assurée par la retraite de Consalvi.

*
* *

Dans ses *Mémoires*, Consalvi insinue que sa propre disgrâce fut peut-être hâtée par le retour de Fesch à Paris et par sa présence à côté de l'Empereur (2). L'ancien ambassadeur pouvait difficilement ajouter à ce qu'il avait écrit de Rome, qu'on « n'obtiendrait jamais rien de ce cabinet tant qu'il sera gouverné par Consalvi ». Au reste, il n'eut pas besoin de poursuivre la vendetta. Au moment même où il rappelait son oncle, l'Empereur avait décidé d'arracher au Pape le départ de son ministre préféré. Les notes émanées des Relations Extérieures s'exprimaient sur le secrétaire d'État en termes si étranges que Consalvi insistait pour se retirer. Seulement Pie VII craignait de donner une marque de faiblesse qui encouragerait ensuite d'autres prétentions de Napoléon. Il ne céda que lorsque, Fesch ayant quitté Rome, il crut le sacrifice susceptible d'éclaircir l'atmosphère.

Au début de juin, des circonstances nouvelles motivèrent une consultation des cardinaux. D'une part, sur les questions de carac-

(1) Talleyrand à Fesch, 25 avril et 3 mai 1806, A. E. Rome 939, f^{os} 113 et sqq. Arch. Arch. Fesch à Consalvi, 12 mai, Arch. Rh., 1 F 22, f^o 180.

(2) CONSALVI, *Mémoires*, II, 481.

tère purement politique (fermeture des ports, expulsion des étrangers) venaient se greffer les difficultés religieuses que nous avons vues s'accumuler au printemps de 1806 (extension du Concordat italien, décrets de Lucques, publication du Code Napoléon). D'autre part, si les demandes de Paris restaient en substance les mêmes, elles présentaient, dans la forme du moins, des particularités nouvelles (1). Le légat Caprara, sortant de son silence, insistait pour qu'on saisît l'occasion de faire preuve de condescendance. Jusque là, disait-il, un changement de gouvernement à Rome n'avait été évité qu'à grand'peine, grâce à ses prières, à sa conduite qu'il conformait à l'opinion des « plus sages diplomates » et des « personnages bien intentionnés qui connaissent la position de nos affaires et professent pour Sa Sainteté un attachement sincère » (2). La situation générale de l'Europe conseillait plus de condescendance. Toutes les grandes puissances, sauf l'Angleterre et la Russie, s'étaient soumises aux exigences françaises. Plus d'une avait sacrifié, pour conserver son existence politique, non seulement des droits inhérents à la couronne, mais même des portions de territoire. Le Saint-Siège s'obstinerait-il seul dans son intransigeance ? Un refus entraînerait sa ruine immédiate ; tout retard à chercher un terrain d'entente, une progressive annihilation, une mort par inanition. On se récriait sur une perte de territoire, mais cela ne valait-il pas mieux que la disparition de tout l'État ecclésiastique, qu'un changement de gouvernement à Rome, que le péril de la religion ? Était-on disposé à exposer la religion pour « soutenir un droit que la force (obligeait) à abandonner » ?

Les arguments de Caprara méritaient d'être pesés. Le premier était fortement illustré par les capitulations de l'Autriche, la seule puissance catholique en mesure de balancer l'influence française. Le second posait la question très délicate de la distinction du spirituel et du temporel. Caprara soutenait que le spirituel n'était pas en cause. Cette conviction pouvait lui être inculquée par les ministres de Napoléon, ces « parleurs habiles » dont le Pape craignait l'influence sur son légat. Mais peut-être en recueillait-il aussi l'expression de la

(1) CONSALVI, *Mémoires*, II, 458.

(2) Caprara au Secrétaire d'Etat, 5 avril, 20 et 28 avril : le 28, Caprara communique le texte de la note où Talleyrand exprime le désir que « S. E. M. le cardinal, offrant ses conseils à ceux qui auraient égaré la politique du Saint-Siège, cherche à la ramener à un système plus conforme à ses intérêts » ; 21 mai, Vat., Nunz. Fr. 593, fos 141, 160, 181 et 210.

bouche de certains membres du clergé français. Ce n'était pas seulement le cardinal Maury, pressé de gagner la faveur impériale, qui reprochait à Rome de vouloir « spiritualiser... tous les intérêts politiques » (1). Bon nombre d'évêques concordataires étaient moins sensibles aux doléances du Pape, à propos de ses droits et de ses possessions d'Italie, qu'aux bienfaits répandus par l'Empereur sur l'Eglise de France : et cette indifférence allait être renforcée par le témoignage de Fesch sur les événements dont il avait été le témoin. Malheureusement, Caprara voulait trop prouver : n'allait-il pas jusqu'à dire que Rome se perdait par sa faute ? Ne mêlait-il pas à ses plaidoyers des considérations d'ordre matériel (comme celle du remboursement des avances faites à la France) — qui gênaient sa position de défenseur du spirituel et en amoindrissaient la portée.

A Rome, Di Pietro soutint que Caprara lui-même, en parlant des périls courus par la religion avait, sans le vouloir, « que nous avons à faire à des gens qui, malgré les protestations réitérées du contraire, sont capables de persécuter la religion et l'Eglise ». Le Pape ne pouvait laisser, à Naples, le terrain libre à un prince qui annonçait son intention d'y faire ce qu'il avait fait ailleurs en matière ecclésiastique, c'est-à-dire d'y accumuler les ruines. Pourquoi le Pape céderait-il ? Pour obtenir en échange une protection qui lui vaudrait de ne pas être dépouillé *hic et nunc*, mais laisserait intact le prétendu droit de le spolier une autre fois ? Pour conserver les apparences de la souveraineté, apparences égales à celles dont jouit le Prince de Lucques, qui exécute les ordres qui lui viennent de Paris ? De sorte que « si on veut étendre à Rome le Concordat italien, le Code Civil, la vente des biens ecclésiastiques, ... le Pape sera contraint à incliner la tête, et à prêter la main pour que toutes ces dispositions aient leur effet. Et puis, qui fait cette promesse ? Celui-là même qui a violé les pactes les plus solennels, c'est-à-dire les deux Concordats français et italien, et qui, considérant comme irrévocables les concessions des autres, a l'habitude de ne pas faire attention à celles faites par lui (2). »

Ainsi s'opposaient le langage du plus accommodant des diplomates et le *Non possumus* du plus rigoureux des théologiens du Saint-Siège. Le Sacré Collège suivit Di Pietro. La note du 17 juin reprit

(1) MAURY, *Mémoires*, II, p. 330.

(2) Réflexions de di Pietro, 12 juin 1806, Vat., Ep. Nap. 281/38.

dans toute leur étendue les griefs de la Papauté. Elle entr'ouvrait les dossiers patiemment constitués par les consultants romains depuis le Concordat de 1801, sur les lois et les ordonnances publiées au détriment de la religion et de ses ministres dans l'Empire français et dans les États soumis à sa domination. Elle affirmait que désormais les griefs d'ordre religieux primaient toutes les considérations d'ordre politique (1).

Une seule concession était faite : le Pape acceptait la démission à nouveau offerte par Consalvi. Sans doute s'était-il laissé guider par l'espoir de convaincre ainsi Napoléon que les réponses négatives qui lui étaient adressées n'étaient point inspirées par le Secrétaire d'État. Pie VII répétait qu'elles contenaient très exactement ses sentiments personnels ; ç'avait été le tort du gouvernement de Paris, ainsi que du cardinal Fesch, « de croire que Nous Nous laissons déterminer par les suggestions d'autrui » (2).

Le changement de personnel qui s'accomplissait de part et d'autre, ne s'accompagnait d'aucun changement de système. D'Haussonville s'étonne que Napoléon, après avoir fait du renvoi de Consalvi une affaire d'État, ait à peine daigné s'apercevoir qu'on le lui avait sacrifié. Mais, comment l'aurait-il fait, puisque le son des réponses romaines ne s'en ressentait que par une aggravation d'intransigeance ? L'erreur avait été de croire qu'il pourrait en être autrement. Le succès auquel Fesch avait le plus tenu, et qu'il remportait en s'en allant, la démission de Consalvi, était le plus funeste de tous, parce qu'il livrait Pie VII presque sans contre-poids aux suggestions du parti de la résistance, en lui donnant l'impression d'être atteint dans sa liberté de décision et dans le libre choix de ses conseillers.

Quant à l'éloignement de Fesch, nul doute qu'il n'ait apporté un réel soulagement au Quirinal. L'homme n'avait jamais gagné une sympathie personnelle et ses procédés avaient inspiré au doux Pie VII lui-même un *disgusto*, dont l'expression s'était trouvée jusque dans des documents officiels. Mais au point où en étaient les choses,

(1) Vat., Nunz. Fr. 601 : Réponse aux observations présentées par Caprara, 17 juin 1806, fo 144 ; texte de la note que Caprara devra remettre au gouvernement impérial, fos 148-164. — Dans ces deux documents très volumineux le Secrétaire d'État reprend les arguments précédemment développés, mais de manière à prouver que les plaintes du Saint-Siège portent sur des objets qui ne peuvent pas être dits étrangers à la religion. Artaud admirait ces pages comme le testament politique de Consalvi (*Vie de Pie VII*, mss, p. 280).

(2) Pie VII à Caprara, 13 juin 1806, Vat., Nunz. Fr. 601, fo 125.

les Romains étaient trop réalistes pour attribuer à un changement de personne plus d'importance que n'en admettaient les événements. Les qualités personnelles d'un ambassadeur comptaient peu, dès l'instant que Napoléon avait annoncé ses volontés. Signées de Fesch, de Talleyrand, d'Alquier, les notes françaises étaient jugées avec une égale sévérité : dans toutes, les cardinaux retrouvaient le même système d'intentions persécutrices et les mêmes termes offensants. Ce qui rendait Fesch particulièrement indésirable comme ambassadeur, c'était son obstination à confondre ses devoirs de diplomate et sa qualité d'ecclésiastique, sa rage de mettre au service de son gouvernement des raisonnements de théologien, des prétentions de prince de l'Eglise. Seulement, le péril qui résultait de cette confusion ne disparaissait pas avec le départ du cardinal ; il pouvait même être accru, si, revenant à Paris avec les rancœurs qu'il rapportait de l'échec de son ambassade, il retrouvait son crédit, et s'il était autorisé à influencer et à orienter la politique ecclésiastique de l'Empereur. La question qui se posait était de savoir quelle autorité il gardait dans les conseils gouvernementaux, quelle position nouvelle l'autoriserait à y intervenir.

Les amis les plus fidèles du cardinal avaient d'abord été dans l'hésitation. « Je ne sais rien de précis sur l'époque du retour du cardinal Fesch, avouait encore Emery le 20 mai ; je sais seulement que les uns attribuent son retour aux plaintes qu'a faites le Pape de ses procédés, d'autres débitent, au contraire, qu'on ne le rappelle que parce qu'il a pris les intérêts du Pape » (1). Quelques jours après, se confirmait dans le clergé le bruit que le cardinal était dans la plus haute faveur, et qu'en arrivant à Paris, il en trouverait un signe. On cherchait, sans trouver, quel accroissement de fortune pouvait échoir à celui qui était comblé dans l'ordre ecclésiastique. Il y avait bien l'éventualité d'une vacance de l'archevêché de Paris. Emery lui-même en avait parlé à Fesch, mais, — tout en protestant bien entendu que la voix publique lui assignait ce siège, — de manière à l'engager à rester à Lyon, et à lui suggérer un bon candidat.

L'archevêché de Paris, d'ailleurs, eût-il été un accroissement d'influence pour le Grand Aumônier ?

Sur ces entrefaites, on apprit que le cardinal Fesch était demandé comme coadjuteur par l'Électeur archichancelier de l'Empire germanique.

(1) Emery à Bausset, Arch. de Saint-Sulpice, *Papiers Emery*, VI, 317 ; cf. MÉRIC, *Vie d'Emery*, II, 310.

II

En écrivant à son oncle pour lui expliquer le sens de son rappel, Napoléon lui avait annoncé comme un secret sa prochaine élévation à la coadjutorerie de l'Electeur archichancelier de l'Empire. La nouvelle devint publique le 28 mai 1806 : ce jour-là le chancelier Albini faisait, au nom de Dalberg, une solennelle communication à la Diète de Ratisbonne. Il évoquait d'abord avec tristesse les vicissitudes de la Constitution allemande, et le chaos persistant où se trouvait l'Église germanique. Vainement l'archichancelier s'était-il employé à la réorganisation politique et religieuse, dans l'esprit du Recès de 1803. Depuis son installation à Ratisbonne, il n'avait même pas pu constituer son chapitre métropolitain. Il sentait les territoires de l'Electorat menacés par des convoitises qui risquaient de le déborder. Aussi se voyait-il « forcé de prévoir quelqu'un pour l'aider, dans son gouvernement, coadjuteur ou successeur, à qui ne manqueraient ni la vigueur de l'esprit et du corps, ni la considération personnelle, ni un puissant appui », quelqu'un qui sauverait cette dignité électorale constituée pour le bien de l'Empire et de sa Constitution : « Guidée par ces importantes considérations, Sa Grâce avait cru que son choix ne pouvait tomber sur aucun sujet plus méritant que S. E. le cardinal Fesch » (1).

Cette révélation fit dans tous les pays allemands l'effet d'un coup de tonnerre. Le ministre de France à Munich, Otto, écrivait : « Quoique l'Europe soit habituée depuis quelques années et surtout depuis le mois de septembre dernier aux événements les plus extraordinaires, il n'en est aucun qui ait causé plus d'étonnement que la nomination de Mgr le cardinal Fesch à la coadjutorerie de Ratisbonne. Jamais négociation n'a été conduite avec plus de secret, car les serviteurs les plus intimes de l'Electeur Archichancelier l'ignoraient aussi complètement que le dernier assesseur de la diète de Ratisbonne ». Albini présentait, paraît-il, l'événement comme un fait normal dans l'évolution politique de l'Allemagne. A travers les siècles, les États faibles du Corps Germanique avaient toujours cherché à s'abriter sous la protection d'un

(1) BASTGEN, *Dalbergs. Kirchenpolitik*, p. 173 ; DRIAULT, *Austerlitz*, p. 373.

prince puissant : ainsi avaient-ils porté au trône les maisons de Saxe, de Franconie, de Souabe, de Luxembourg, et enfin d'Autriche. Aujourd'hui ils se mettaient avec confiance « sous la tutelle de l'Empereur Napoléon (1) ». Commentaire qui voulait être rassurant et qui justifiait au contraire les sombres pronostics de ceux qui annonçaient l'effondrement de l'ancien Empire Romain Germanique, livré au nouveau Maître de l'Occident.

La nomination de Fesch comme coadjuteur de l'archichancelier, qui a fait une si profonde impression sur les contemporains, semble aujourd'hui dédaignée ou oubliée par les historiens modernes. Recouvrait-elle un dessin politique ou religieux arrêté de la part de Napoléon ? Pour entrevoir une réponse à cette question il faut repasser les principales phases des rapports de Dalberg et de la France depuis le Sacre de l'Empereur.

Fin janvier 1805, Dalberg avait quitté Paris, en possession de deux résultats considérables. D'une part ses droits temporels sur Ratisbonne et Aschaffembourg, ses droits spirituels dans l'Empire, avaient été fixés. D'autre part il croyait être sûr de l'appui personnel de Napoléon dans le développement de sa politique. Il s'était ouvert à lui de ses projets : le terme immuable, c'était le Concordat, qui permettrait au clergé allemand de vivre. Comme buts prochains, il s'assignait la formation de son chapitre métropolitain et le choix d'un coadjuteur : « Dès qu'il me sera possible d'obtenir avec certitude un tel coadjuteur, et que V. M. I. l'honorera décidément et expressément de sa confiance, cette affaire sera faite et ne se fera que dans un tel cas ». Conclusion : « Cet exposé du plan que je vais et dois suivre est pour moi, Sire, aussi obligatoire que le serait un acte en forme diplomatique parce qu'il est fondé sur les mêmes bases qui sont la vérité des principes, la loi de la nécessité dans ma position et surtout l'intime et respectueuse confiance que V. M. I. m'a inspirée » (2).

D'abord, il pensa, avec l'aide de la France, brusquer l'affaire du

(1) Otto à Talleyrand, 30 mai 1806, A. E., Bavière 182, fo 215, cf. Mme REINHARD, *Lettres à sa mère*, p. 181, de Vienne, 21 juin 1806 ; « Ici on n'en parle pas ou plutôt on se tait, écrasé qu'on est par le sentiment de son impuissance » ; Lettre de F. H. Jacob à Ch. de Villers, de Munich, 18 juillet 1806 : « Cela nous est venu comme un coup de foudre. Personne n'en avait le moindre soupçon » (*Briefe,...* aus den handschriftlichen Nachlasse des Ch. de Villers, p. 190).

(2) Dalberg à Napoléon, 23 janv. 1805, A. E., Allemagne 728, fo 158 ; Bernier à Talleyrand, 28 janvier, *ibid.*, fo 169 ; Dalberg disait en quittant Paris qu'il avait « gagné la bataille avec canons, drapeaux et bagages ».

Concordat. Signer un accord religieux comme représentant qualifié de l'Empire germanique eût été pour lui un inappréciable succès, attestant le désintéressement de ses vues, toutes limitées aux choses ecclésiastiques, et le constituant véritablement Primat allemand. Il imagina une audacieuse manœuvre, imitée de celle qui avait réussi à Paris.

Le 10 février, — Dalberg n'avait pas encore atteint sa ville épiscopale, — Kolborn, au nom de son maître, adressait une lettre à Bernier. L'Électeur archichancelier rappelait que la besogne du Concordat ne pourrait être commencée qu'avec l'arrivée d'un légat apostolique. Or, depuis qu'il avait fait connaissance de l'évêque d'Orléans, il était convaincu que personne ne réunissait au même degré les qualités nécessaires à la négociation. Revêtu du caractère de légat *a latere*, Bernier pourrait être chargé du Concordat. Cette suggestion inattendue trouva Bernier sans effroi. Elle ne présentait pas, en soi, de réelles difficultés, assurait-il à Talleyrand. Il y aurait des criaileries de la cour Romaine « dont le Chef est très conciliant et les gens très difficiles et défiants » ; pour tout aplanir, il se contenterait d'un titre moins éclatant que celui de légat. Caprara était d'ailleurs disposé, si le gouvernement le désirait, à sonder les dispositions du Pape « en conversation, et comme en plaisantant » (1).

Malgré les finasseries des conjurés, il fut impossible de saisir Pie VII, en dehors de ses conseillers, de la candidature soudaine de Bernier. Talleyrand n'eut l'assentiment de Napoléon qu'au moment où le Pape quittait Paris. On se demande même comment il put l'obtenir, tant la manœuvre était maladroite. Quelle chance y avait-il de faire aboutir une aussi étrange proposition ? Comment Pie VII préférerait-il l'évêque d'Orléans, qu'il tenait en disgrâce depuis la mise en vigueur du Concordat français, à un diplomate de Curie, offrant au Saint-Siège toutes garanties et connaissant les affaires d'Allemagne ? Sous quelles couleurs reviendrait-il sur une nomination agréée par l'Empereur germanique et par les princes ? Et pour quel avantage ? Il est probable qu'on ne se faisait plus guère d'illusions du côté romain quant à l'issue de la mission della Genga : on était éclairé sur l'impossibilité de conclure un arrangement général avec le cabinet de Vienne, en dehors de l'influence française. Mais qu'eût gagné le Pape à modifier sa décision ? N'aurait-il pas justifié les imputations malveillantes de ceux qui repré-

(1) A. E., Rome 937 : Bernier à Talleyrand, 14-23-27 ventôse.

sentaient le voyage de Paris et le Sacre comme une dérogation aux principes d'équilibre de la politique romaine ? Ne se serait-il pas donné l'apparence de remettre lui-même aux mains de Napoléon le sort de la Chrétienté entière ? Pour comble, les trames de Dalberg étaient si compliquées qu'il s'y prit lui-même. Au moment même où, en son nom, la France demandait d'accréditer Bernier comme légat à Ratisbonne, l'archichancelier, écrivant de sa main à Rome, suppliait della Genga de hâter sa venue : « Je me borne à vous assurer ici, Monseigneur, de la satisfaction que j'éprouve d'avoir à traiter avec vous cet objet si intéressant pour la religion et pour l'Église, et du zèle avec lequel je chercherai de mon côté à fixer promptement une mesure qui sera singulièrement facilitée par le sentiment libéral qui présidera à nos négociations.

« L'époque de votre arrivée à Ratisbonne, Monseigneur, dépend uniquement de la volonté de Sa Sainteté et j'en verrai déterminer le moment avec un plaisir égal à l'impatience que j'éprouve ».

Consalvi n'avait pas besoin de cette preuve nouvelle de duplicité pour se méfier de Dalberg. A Rome, le sentiment général était hostile à l'archichancelier. Non seulement le sévère di Pietro, mais les rapports du nonce à Lausanne s'exprimaient, en termes cruels, sur ce prélat mondain, ambitieux, suspect d'affiliation aux loges maçonniques, trop souple devant les puissants du jour (1).

Pie VII répondit à Napoléon par un refus catégorique de prendre en considération la candidature de Bernier. L'Empereur n'insista pas : « J'avais entendu parler vaguement du désir qu'avait l'Électeur Archichancelier d'avoir l'évêque d'Orléans pour légat de Votre Sainteté ; je n'ai porté aucune espèce d'intérêt à cette affaire, et quel que soit le légat qu'elle ait à Ratisbonne je lui accorderai toute l'assistance qui dépendra de moi, pour que les affaires réussissent au gré de V. S ». Il n'est pas absolument exact que Napoléon ne se soit pas arrêté à l'idée d'employer Bernier en Allemagne ; mais il avait des préoccupations plus immédiates : il se préparait alors à solliciter l'annulation du mariage de Jérôme. L'incident parut clos (2). Il n'en avait pas moins

(1) Consalvi à Caprara, 20 mai 1805, Vat., Nunz. Fr. f° 150. Jugements très sévères de DI PIETRO sur Dalberg dans les *Carte relative alla trattativa d'un Concordato... sostenuta da Mgr della Genga*, Vat., Ep. Nap. 281/37.

(2) ARTAUD, *Pie VII*, II, 205. L'année suivante cependant, Troni entendit reparler de l'envoi de Bernier à Ratisbonne par Napoléon, Vat., Cif. Nunz., III, 3 mars 1806.

été une répétition générale de la manœuvre qui se développa, un an plus tard sur le plan politique, dans l'affaire de la coadjutorerie.

C'était une question européenne, depuis longtemps posée, que celle de la coadjutorerie de l'archevêque Dalberg. Un des moyens traditionnellement employés par la maison de Habsbourg pour dominer l'Allemagne consistait à réserver à ses clients, ou bien à ses archiducs, l'expectative des dignités électorales et ecclésiastiques. Dalberg s'était vu offrir par Vienne de régler la question d'un commun accord. Il avait protesté que son seul candidat était son élève et ami, le chanoine Frédéric Stadion. Les sentiments de Stadion n'étaient pas douteux : son frère le comte Philippe était un fonctionnaire considérable de la diplomatie autrichienne, et le chanoine avait à cœur de maintenir son évêque dans les maximes de fidélité à l'Empereur allemand. Seulement, à Mayence d'abord, à Paris ensuite, Napoléon signifia à Dalberg qu'il ne tolérerait pas que son coadjuteur fût un homme du parti autrichien, qu'il considérerait même toute manœuvre de l'Autriche en faveur d'un archiduc comme une *cause de guerre*. L'archevêque de Ratisbonne comprit que l'avenir de son établissement était intéressé au choix d'un sujet agréable à la France. Mais il devait compter avec le chapitre métropolitain à qui traditionnellement revenait l'élection d'un coadjuteur, avec les puissances allemandes représentées à la Diète, avec les menées sourdes de l'Autriche, dont l'influence reprendrait tout son poids, au cas d'une guerre victorieuse contre la France (1). Pendant un an, il louvoya. Sa fidélité à la vieille Constitution germanique, son désir de trouver un protecteur sûr aux États secondaires, fournissaient un drapeau honorable pour abriter ses évolutions de l'un à l'autre parti.

Le grand choc entre Napoléon et l'Autriche à la fin de 1805 fut une rude épreuve pour les petits princes allemands. L'archichancelier, « flottant et irrésolu », n'osa pas leur conseiller de se ranger dans le camp français. En revanche, après Austerlitz, il donna l'exemple, lui, chef moral de l'Allemagne indépendante, de la ruée dans la servitude. Atterré d'avoir, par une neutralité trop prolongée, encouru le blâme de Napoléon (2), il accourut, en janvier 1806, à Munich. Il obtint plusieurs audiences du vainqueur de Presbourg ; il bénit, sans joie

(1) A. E., Allemagne 728, f^{os} 389-401 ; BEAULIEU-MARCONNAY, *Dalberg*, II, 43 ; BASTGEN, *Dalbergs Kirchenpolitik*, chap. V.

(2) Napoléon à Dalberg, 24 décembre 1805.

probablement, le mariage d'Eugène de Beauharnais avec la fille du roi de Bavière. Il trouva, ou affecta de trouver, une coïncidence exacte entre ses vœux et la politique française. C'est au cours de ces entretiens que Napoléon lança à Pie VII la menace : « J'établirai les affaires de l'Église en Allemagne avec l'Archichancelier ». Voulait-il se servir de Dalberg pour intimider le Saint-Siège ? l'utiliser sur l'échiquier changeant de l'Europe centrale, lorsque l'heure viendrait de fixer le destin du corps germanique ? En tous cas, les faveurs prodiguées à la Bavière, à Bade et au Wurtemberg prouvaient que l'Empereur des Français n'entendait point être lié par les intérêts étroits d'une seule cour allemande, à l'exclusion des autres (1).

Et c'est ce qui alarmait l'archichancelier. Les clauses de la paix de Presbourg faisaient ressortir la précarité de sa situation et les avantages marqués à son détriment par ses voisins, surtout par le plus détesté, la Bavière. Dans une Allemagne où les sécularisations étaient complètes, il demeurerait, par une véritable anomalie, le seul ecclésiastique prince temporel. Ses possessions sans unité étaient convoitées par de remuants voisins : l'Electeur de Hesse guignait Aschaffembourg, et le Bavaïois, maintenant nanti d'une couronne royale, Ratisbonne. Talleyrand avait même laissé entendre que cette dernière ville pourrait être dévolue à la Bavière, n'étant garantie à Dalberg que pour la durée de sa vie. Celui-ci se plaignait d'ailleurs de n'avoir pas de quoi faire face à son rang et à ses obligations. Accablé de dettes depuis longtemps, incapable de renoncer au train princier qui correspondait à ses goûts (2), il réclamait âprement le revenu des impôts levés sur la navigation du Rhin, qui lui était dû depuis le Recès de 1803. Enfin le grand rêve de domination spirituelle échafaudé par Dalberg semblait lui aussi menacé. Revenu de Paris avec le titre de métropolitain, il n'avait pu faire traduire dans un texte positif le droit d'exercer sa primatie sur les évêchés de l'Allemagne moyenne (3).

A Rome comme à Paris, l'archichancelier perdait du terrain. Dès juin 1805, le porte-parole de la Bavière, le bailli Hoeffelin, s'était mis en devoir de renouer les conversations avec Consalvi, en vue d'un

(1) Un rapport extrêmement pénétrant de Luchesini, le 26 novembre 1804, avait défini à merveille la politique de Napoléon entre les princes allemands, politique de bascule destinée à s'assurer des concours militaires et à assurer son influence politique; BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 319.

(2) Sur les fêtes qu'il donna en 1806, à Francfort, cf. d'ESPINCHAL, *Souvenirs militaires*, I, 112.

(3) Bacher à Talleyrand, 1^{er} juin 1806, A. E., Allemagne 732, fo 4.

concordat séparé. Le secrétaire d'État avait répondu évasivement : il craignait, disait-il, que la France n'eût pris des engagements avec l'archevêque de Ratisbonne. Peut-être n'était-il pas fâché de mesurer le degré exact de protection que Napoléon accordait aux divers princes allemands qui se targuaient de son amitié, ou encore de mettre aux prises ces rivaux, prêts à s'entre-déchirer. Hoeffelin aurait bien voulu obtenir de Fesch une déclaration officielle : « La Bavière étant l'alliée naturelle de la France, le gouvernement français ne pourra ni ne voudra jamais permettre qu'elle soit tôt ou tard dans la dépendance d'un Archichancelier ». L'ambassadeur de France se montra réservé. Le Bavaois n'en multiplia pas moins les notes à l'adresse de la Curie, employant alternativement la menace et les promesses. Ou le Pape s'obstinerait à vouloir traiter avec la Diète, et alors, il se mettrait sous la dépendance du Corps Germanique et abandonnerait « sa première et sa plus belle prérogative », d'ériger le nombre d'évêchés nécessaire aux besoins des fidèles et au maintien de la hiérarchie, ou il déférerait au désir de l'Électeur, qui avait toujours été « le plus ferme appui de la religion catholique en Allemagne », et celui-ci saurait alors réparer les pertes de l'Église. « Sa Sainteté, en acceptant les offres de l'Électeur de Bavière et en érigeant un archevêque dans ses États met des bornes aux vues ambitieuses qu'un autre métropolitain pourrait avoir, et prévient le schisme dont l'Église d'Allemagne est menacée dès le moment que toute l'autorité ecclésiastique est confiée à un seul métropolitain. Tant que les archevêques de Mayence, Cologne, Trèves et Salzbourg ont subsisté, ils cherchaient, il est vrai, à étendre leur juridiction autant qu'ils pouvaient, et plus d'une fois ils ont osé lutter contre le Saint-Siège dont ils voulaient s'approprier les prérogatives; mais comme ils aspiraient tous les quatre à la primatie, et que l'un ne voulait pas être subordonné à l'autre, leur division était favorable à l'unité de l'Église et sauvait l'Allemagne d'un schisme dont un Patriarche ou un Primat pouvait la menacer. Aujourd'hui il n'existe plus qu'un métropolitain, sur la tête duquel on veut réunir les plus grandes prérogatives tant ecclésiastiques que séculières de l'Empire, le danger devient plus imminent et si le Saint-Siège n'use pas de son droit et [n']érige de son autorité quelque autre Métropole, il est à prévoir qu'il ne se passera pas un siècle et peut-être pas un demi-siècle que l'Église Germanique sera séparée de celle de Rome (1). »

(1) Hoeffelin à Consalvi, 30 juillet, et deux notes s. d., à Fesch, 4 juillet, Arch. Rh., 1 F 64.

Les clauses du traité de Presbourg fournirent de nouveaux arguments aux petits princes qui réclamaient des Concordats séparés. Les nouveaux rois de Bavière, de Wurtemberg et le grand-duc de Bade étaient assurés « de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent et qui leur ont été garantis par S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie et de la même manière qu'en jouissent S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. le Roi de Prusse sur leurs territoires allemands ». Dans l'ordre religieux, c'est la traduction de cette souveraineté qu'ils réclamaient lorsqu'ils prétendaient faire coïncider la délimitation des évêchés avec celle de leurs territoires. Le représentant du Wurtemberg à Paris, Winzingerode exprimait à Caprara le désir du roi de voir ériger un évêché dont tous les catholiques du royaume dépendraient, en attendant d'obtenir un concordat séparé de tous les autres. A Rome, Hoeffelin exhibait cette fois à Fesch un plan complet de traité, calqué sur les Concordats antérieurs de France et d'Italie ; il lui confiait, comme une chose allant de soi, qu'il y aurait des lois organiques : « Celles de l'Empire français que j'ai sous les yeux sont rédigées avec tant de sagesse et de prévoyance, qu'elles peuvent servir de modèle à tout bon gouvernement ». Mais il évitait « avec soin » d'en rien révéler. Pour les seuls articles patents, il prévoyait « que la cour de Rome se résoudra très difficilement à accorder à la Bavière ce qu'elle accorde à l'Empire français et au royaume d'Italie ; ce n'est que par l'appui tout puissant de S. M. l'Empereur des Français qu'on pourra y réussir (1). »

En fait, les circonstances travaillaient plutôt pour les petits princes. La Curie, après avoir tenu aussi longtemps, plus peut-être que la prudence ne le commandait, au principe d'un Concordat général pour l'Empire entier, s'en détachait. Le départ du nonce della Genga avait encore été retardé par la guerre. La paix revenue, la Congrégation sur les affaires d'Allemagne se mit en devoir de lui préparer des instructions conformes à la situation nouvelle. Elle fut d'avis de lui donner des facultés pour traiter séparément avec les princes de l'Empire. Personne ne se dissimulait que la Bavière ou le Wurtemberg, dans l'orgueil de leurs nouveaux titres royaux, accroîtraient leurs prétentions, mais on n'avait pas d'autre solution, du moment où l'Autriche perdait

(1). *Réflexions sur le Concordat à faire avec le Saint-Siège pour les Etats de S. M. le roi de Bavière* (s. d.), Arch. Rh., 1 F 64; Caprara à Consalvi, 24 mars 1806, Vat., Nunz. Fr. 593, fo 115.

toute influence en Allemagne et où il ne restait comme autorité unique que l'archichancelier, objet d'une défiance unanime (1).

Désespérément, Dalberg luttait contre ces courants. A Rome et à Paris, il s'obstinait à se poser en représentant du Corps Germanique, à offrir des plans d'ensemble. Pour le Pape, il réfutait le faux principe de la coïncidence nécessaire entre les limites géographiques de l'autorité temporelle et l'autorité religieuse, principe qui avait engendré autrefois le schisme Grec, et naguère inspiré les réformes joséphistes(2). Pour la France, il rédigeait des notes pompeuses sur l'avenir de l'Allemagne, où il annonçait que le sceptre était tombé des mains de François II et appelait de ses vœux l'intervention de Napoléon : « Que l'Empire d'Occident renaisse en l'Empereur Napoléon, tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne ! »

Au milieu de ces dissertations ambitieuses, l'Archichancelier glissa une lettre qui est le premier document où apparaisse l'idée de constituer Fesch coadjuteur :

« Sire, le génie de Napoléon ne se borne pas à créer le bonheur de la France ; la Providence accorde l'homme supérieur à l'univers. L'estimable nation germanique gémit dans les malheurs de l'anarchie politique et religieuse : soyez, Sire, le régénérateur de sa Constitution ! Voici quelques vœux dictés par l'état des choses. Que le duc de Clèves devienne Électeur, qu'il obtienne l'octroi du Rhin sur toute la rive droite ; que le cardinal Fesch soit mon coadjuteur ; que les rentes assignées sur l'octroi à douze États de l'Empire soient fondées sur quelque autre base. V. M. I. et R. jugera dans sa sublimité s'il est utile au bien général de réaliser ces idées. Si quelque erreur idéologique me trompe à cet égard, le cœur m'atteste au moins la pureté de mes intentions ».

Tout l'homme est là : son mélange d'idéalisme et d'esprit pratique qui lui permet de descendre, dans son pathos, du bien de l'humanité à l'offre d'un honnête petit marché destiné à alimenter son budget électoral (3). Son dernier biographe, M. Bastgen, s'efforce de le

(1) Le 25 mars 1806 la Congrégation accepte le principe de traiter séparément avec la Bavière, puisqu'elle est devenue royaume, et que tous les liens l'attachant à l'Empire sont dissous ; de même, le 2 avril pour Bade, Vat., Bavière 68, et Ep. Nap. 281/38 et 281/39.

(2) *Observations relatives à la province métropolitaine de Ratisbonne*, Vat., Bavière 69 et A. N., F¹⁹ 1919.

(3) THIERS, *Le Consulat et l'Empire*, III, 152 ; RAMBAUD, *L'Allemagne sous Napoléon*, p. 11 ; FOURNIER, *Napoléon I*, II, 112.

défendre contre toute accusation de duplicité ; il prétend établir que le choix de Fesch lui a été imposé et que c'est de Paris que toute la négociation a été conduite. L'archevêque tenait vraiment à d'autres candidats à la coadjutorerie ; il n'a cédé que sous la menace ; mais, dans la suite, il a voulu prendre sur lui toute la responsabilité devant l'Allemagne. Seulement cette démonstration repose entière sur le postulat du désintéressement de Dalberg et de sa candeur, qui est bien difficile à défendre, surtout si près de l'affaire Bernier, où déjà l'Électeur comblait d'amitiés un nonce, en s'arrangeant pour en obtenir de la France un autre, plus utile. Elle aboutit d'autre part à supposer que la « promotion » de Fesch ait été machinée par Talleyrand et son conseiller, le jeune Dalberg, — ce qui est pour le moins invraisemblable (1). Sans doute la genèse de cette nomination est-elle très difficile à suivre. Il faudrait surtout savoir s'il n'en avait pas été question à Munich, trois mois avant, entre l'Empereur et l'archichancelier, ce qui expliquerait que l'initiative de ce dernier, en avril, ait été si vite acceptée. En tous cas, l'intérêt de Dalberg est trop évident pour ne pas lui appliquer le *Is fecit cui prodest*. De Rome et de Paris, il reçoit des échos très inquiétants ; il sent le moment venu d'abattre une carte maîtresse. Ses voisins lui donnent l'exemple : le roi de Wurtemberg qui a promis sa fille à Jérôme, celui de Bavière qui a pris pour gendre Eugène, le prince héritier de Bade fiancé à Stéphanie de Beauharnais. Le désir de Napoléon d'élever les membres de sa famille, de les allier aux princes souverains de l'Empire, sinon de les substituer à eux, est bien connu. Le 15 mars enfin, Murat est nommé grand duc de Berg. Comme l'explique sans ambages Albini, le ministre de Dalberg : « Nous n'avions point de Prince à établir, aucune Princesse à marier, nous avons pris le seul parti possible pour lier nos destinées à celles de la France, pour conserver notre existence politique et contenir des voisins qui voudraient nous dévorer » (2). A ce point, il est certain

(1) BASTGEN, *Dalbergs Kirchenpolitik*, p. 191-209. Cette longue démonstration est loin d'emporter la conviction. L'auteur doit avouer que la plupart des Allemands, à l'époque, crurent que l'initiative venait de Dalberg. C'est encore l'avis d'A. FOURNIER, de PARISET, de DRIAULT, de FISHER (*Napoleonic studies*, p. 112). Beust considérait qu'il y avait là un « coup de maître » de Dalberg, « qui jette à bas tous les efforts incessants et funestes des cours de Munich, Bade et des deux Hesse » (BEAULIEU-MARCONNAY, *Dalberg*, II, 67).

(2) A. E., Bavière, 182, f^{os} 215-216. C'est ce que confirme le mot d'un familier de Dalberg, J. H. von Wessenberg : « En cette circonstance (le choix d'un coadjuteur), il n'éprouvait de confiance envers personne, et sans jamais s'ouvrir à qui que ce soit, il remuait l'idée de faire, de son propre mouvement, un choix qui, se trou-

que Dalberg fut guidé. On ne voit pas comment il aurait, à lui seul, pensé à l'oncle de Napoléon avec qui il n'avait eu nul rapport. Mais le représentant de la France à Ratisbonne était précisément un ancien secrétaire de légation de Fesch. Hédouville avait été envoyé en mai 1805 à Dalberg, qui formulait alors le désir d'avoir à ses côtés un agent de confiance des Relations Extérieures, pour régler les difficultés inévitables dans la formation du Chapitre et la coadjutorerie (1). Or Hédouville, resté en relations épistolaires avec le cardinal, sachant lui, la situation de son ancien « patron » à Rome, la fin proche de son ambassade, a, plus que vraisemblablement, soufflé son nom à l'archichancelier.

Aussitôt faite la première ouverture, s'engagent des pourparlers assez rapides, qui se déroulent tout entiers à Ratisbonne. Et, le 6 mai 1806, l'Électeur et Hédouville, au nom et sauf la ratification de S. M. l'Empereur des Français, signent un traité en deux articles. L'Empereur garantit à l'Électeur l'intégrité de ses états et l'exécution des promesses relatives à l'octroi du Rhin. L'Électeur s'engage à nommer le cardinal Fesch en qualité de son coadjuteur, et à user de tous les moyens en son pouvoir pour le faire reconnaître dans cette qualité.

*
* *

Le *Moniteur* du 6 juin, en publiant le traité souscrit par Dalberg, le déclara simplement « conforme à la politique de la France ». Il ne paraît pas que Napoléon ait révélé à aucun confident, en quoi consistait cette conformité, et s'il l'expliqua à son oncle, celui-ci n'en a rien dit. Le premier mouvement de Fesch fut pour refuser tout net. Après avoir vu Napoléon, en arrivant à Paris, il écrivit à Joseph que l'Empereur ayant accepté pour lui, il se voyait, malgré sa très grande répugnance, obligé « de [se] soumettre à ses volontés et de [se] dévouer à l'intérêt de la famille » (2). De la plus mauvaise grâce il écrivit à l'Électeur :

vant hors du cercle de toutes les hypothèses, par l'intérêt qu'il inspirerait à l'Empereur français, obligerait tout le monde à se taire » (BEAULIEU-MARCONNAY, *Dalberg*, II, 45. Sur Wessenberg, BECK (Dr J.), *Freiherr J. Heinrich von Wessenberg*, 1862).

(1) Portalis à Talleyrand, 14 floréal an XIII (4 mai 1805), A. E., Allemagne 728, fo 380.

(2) A Joseph, 17 juin 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Dans un billet du 19 juin, à Torlonia, il déclare : « Je hâtai mon départ de Rome pour empêcher cette

« Quelles que soient les raisons qui ont décidé V. A. E. à jeter les yeux sur moi pour être son coadjuteur, elles me sont absolument étrangères, et si je ne répondais point par mes talents à ses vues, le Primat des Gaules pourrait dire au Primat d'Allemagne : pourquoi vous êtes-vous érigé en arbitre souverain en me mettant dans la nécessité d'accepter des dignités auxquelles je n'étais point appelé ? N'avez-vous pas tenté Dieu ? et les succès qu'il m'a donnés à Lyon peuvent-ils être garants des dons qu'il me refusera peut-être à Ratisbonne ?

« Je me plaisais, Monseigneur, à méditer l'éternelle vérité que vous m'avez souvent répétée : *Quærite primum regnum Dei*. En effet le champ que le Père de famille m'avait confié n'était-il pas assez fécond pour produire en abondance des fruits dignes du royaume de Dieu ?

« Quoi qu'il en soit, je révere dans l'assentiment de l'Empereur l'ordre de la Providence, je m'y sou mets et j'envoie à V. A. E. l'acceptation qu'elle me demande ».

Suivait l'acte officiel par lequel Fesch déclarait accepter la coadjutorerie dans les « dignités Primatiale, Métropolitaine et Électorale, sans néanmoins abandonner notre chère Église de Lyon, à laquelle nous avons voué un éternel attachement ». Cette réserve surprenante était pour lui une condition formelle. Il l'avait fait admettre à son neveu, puisque, il le répète à plusieurs reprises, c'est avec son assentiment qu'il introduisit la restriction susdite dans son acte d'acceptation ; il l'expliquait à Dalberg, à qui il souhaitait de faire encore longtemps « le bien de son Diocèse et de ses sujets » ; il l'invoquait pour rassurer son clergé lyonnais inquiet de le perdre (1). Il avait, disait-il, le désir ardent de poursuivre les fondations qu'il avait entreprises ou projetées dans son diocèse. On peut ajouter, ce qui se lisait entre les lignes, qu'il reculait devant la perspective d'une nouvelle installation à faire, de l'isolement total où il serait dans un pays dont il ne connaissait rien, pas même la langue, et des démêlés inévitables avec le Saint-Siège où il retomberait. Si l'on tient compte que depuis un an il nourrissait le désir de revenir en France, dans le cercle de sa famille, des amis, des projets familiers, on admettra qu'il ait pris alors conscience

nomination, mais avant mon arrivée à Paris, elle était accomplie. On vous a dit à tort que je la connaissais à Rome, mais je ne savais que le projet de l'Électeur, non l'adhésion de l'Empereur. Et j'espérais que cette nomination ne se produirait pas, si j'arrivais à temps ».

(1) Fesch à Dalberg, 29 juin 1805 ; à M. le Supérieur du Séminaire Saint-Irénée, 23 juin ; à divers correspondants, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

de son attachement pour l'Église de Lyon. Émery n'avait jamais cessé de le lui prêcher comme un devoir d'état : il allait s'en faire, jusqu'à la mort, une maxime.

La parole était maintenant au Saint-Siège, à qui Fesch devait demander à la fois des bulles pour Ratisbonne et l'autorisation de garder Lyon. Pour les diplomates de Curie, la situation était tout à fait inattendue. La déclaration du 28 mai à la Diète les avait surpris alors qu'ils se flattaient de détourner l'Archichancelier de se donner un coadjuteur. Depuis quelque temps, Dalberg priait le Saint-Père de l'aider dans les difficultés où il se trouvait : afin, disait-il, de prévenir les manœuvres de la maison d'Autriche, il aurait aimé que le Pape lui-même nommât le coadjuteur de Ratisbonne. Sans se laisser absolument prendre à cette offre, les cardinaux en avaient déduit que Dalberg était embarrassé et que della Genga pourrait l'amener à différer toute décision (1). Et voilà qu'avant même l'arrivée du légat pontifical à Ratisbonne, l'archevêque, par une nouvelle volte-face, plaçait le Saint-Siège devant le fait accompli, et devant une situation également délicate, soit en cas d'acceptation, soit en cas de refus. Répondre négativement à Fesch, ne serait-ce pas aggraver les difficultés du côté de la France, donner à Napoléon un « prétexte de plus pour nous ruiner totalement », un argument nouveau dans le procès qu'il faisait au Pape de laisser la religion se perdre en Allemagne ? S'incliner, ce ne serait pas seulement sacrifier l'Autriche, mais donner des armes contre le Siège pontifical lui-même. En Allemagne, on répétait que cette nomination « n'est qu'une introduction à une chose beaucoup plus grande dirigée contre le Pape, car l'idée de se faire couronner à Rome Empereur d'Occident n'est nullement abandonnée ». A Vienne, le nonce Severoli, à Ratisbonne, della Genga, enregistraient la rumeur persistante que Napoléon, à brève échéance, prendrait le titre d'Empereur des Romains (2).

Une large consultation de cardinaux, provoquée par Pie VII, aboutit à une solution d'attente : promettre à l'archevêque de Ratisbonne les dispenses nécessaires à son coadjuteur dès que l'Empereur d'Allemagne, chef du Corps Germanique, aurait approuvé sa décision. De toute évidence, le cabinet de Vienne se souciait peu de se mêler encore d'aucune affaire intéressant la Confédération. Mais le nonce della Genga

(1) Vat., Ep. Nap. 281/38.

(2) Eod. loc., et Bavière 40 et 41 (correspondance de della Genga au Secrétaire d'État, à partir de fin juin 1806).

gignerait ainsi le temps de tâter le terrain de tous côtés, et d'établir si des négociations séparées avec les États secondaires pouvaient être engagées. Le Saint-Siège laisserait se dessiner les réactions de l'Autriche et ne se trouverait lié à aucun parti.

En ajournant toute réponse positive la Curie fut cette fois bien inspirée. Les plans de Napoléon évoluaient avec une rapidité telle que, d'un instant à l'autre, ils plaçaient les puissances d'Europe centrale devant de nouveaux coups de théâtre. La nomination de Fesch avait été très mal accueillie par les cours du Sud : les doléances rituelles sur l'édifice ébranlé du Saint-Empire se mêlaient aux plaintes des intérêts déçus. Le Roi de Bavière surtout craignait de voir Ratisbonne lui échapper, puisque l'oncle de l'Empereur en aurait l'expectative (1). Mais ce mouvement d'indignation avait probablement été escompté : il servait les desseins de la France qui déjà tenait en réserve un nouveau projet. Un mois ne s'était pas écoulé que les représentants du Wurtemberg, de Bade et de la Bavière s'abouchaient à Paris avec Talleyrand. Et, le 12 juillet, ils signaient l'acte constitutif de la Confédération du Rhin.

Ce traité, sans fixer encore dans le détail l'avenir de l'Allemagne, changeait du tout au tout certaines positions, en particulier celle de l'archichancelier. Dalberg recevait le territoire de Francfort, les titres de Prince Primat et d'Altesse Eminentissime. En fait, il payait son élévation de l'abandon de Ratisbonne, dont il avait proclamé qu'il ne se séparerait à aucun prix ; son titre de Primat perdait toute réalité au point de vue spirituel ; et Napoléon, Protecteur de la Confédération, s'était réservé la prérogative de désigner lui-même le successeur du Prince Primat. Dalberg se déclara trompé, fermement décidé à ne point échanger ses possessions, même en vue d'un agrandissement, prêt plutôt à abdiquer. Après quoi, le 25 juillet, il ratifia l'acte constitutif de la Confédération et le 1^{er} août, il déposa ses dignités auprès de la Diète expirante. A son tour, l'Empereur François déposa, le 6 août, la couronne impériale et dégagea les princes allemands de leurs liens de vassalité. Rome voyait avec tristesse ceux qui étaient constitués par leurs dignités gardiens de l'ancien Empire accepter, les premiers, sa destruction. Le champ était libre pour Napoléon, dont on attendait

(1) Otto à Talleyrand, 11 juillet 1806, A. E., Bavière 182. Le *Moniteur* du 9 juin, en décrivant d'avance l'allégresse générale provoquée en Allemagne par la nouvelle, avait cependant donné le mot d'ordre d'approuver.

à Francfort la venue et le couronnement comme Roi des Romains. On donnait pour toute proche la sécularisation du dernier évêché allemand : peut-être Napoléon emploierait-il Dalberg pour diriger à son gré le nouveau groupement politique, ou bien il lui substituerait un homme à lui, Cambacérès par exemple, que l'on disait destiné à remplacer le cardinal Fesch auprès du Prince Primat. La nomination d'un coadjuteur français prenait l'aspect d'un signe avant-coureur de grands événements politiques (1).

Vainement Dalberg multipliait-il démarches et lettres pour hâter la venue de Fesch, pour obtenir de Rome l'expédition des bulles en sa faveur. Du côté français, il ne sentait plus aucune correspondance. Le cardinal attendait, sans chercher à en rapprocher le moment, que l'Empereur lui signifiât ses ordres. Napoléon, d'ordinaire plus impatient d'être obéi, ne faisait point violence aux répugnances de son oncle. A l'automne, la guerre contre la Prusse éclata ; la Grande Armée et son chef jetés dans des combats qui les menèrent aux frontières de la Russie, — une fois encore, toute décision fut en suspens. Torturé par « l'incertitude de la crise présente », Dalberg lança de nouveaux appels à Fesch (2). Mais le Primat des Gaules ne donnait aucune attention aux affaires d'Allemagne. S'il lui avait fallu justifier son indifférence, il aurait trouvé un prétexte supplémentaire dans le silence de Rome. Faut-il admettre que son obstination à exiger à la fois Lyon et Ratisbonne avait été calculée pour provoquer un refus ? Nous ne le pensons pas. Au début il avait sincèrement, et non sans obstination, insisté auprès de Caprara. Quoiqu'il sût Pie VII peu enclin à autoriser les cumuls, il s'était flatté qu'à lui, on ne refuserait pas ce qui avait « été accordé à tant d'autres ». Et il professait que les traditions gallicanes lui permettaient à la rigueur de se passer de permission pour garder, même en titre, son premier archevêché (3). Mais, dans le Sacré Collège on se montrait hostile à tout accommodement. L'évolution des événements en Allemagne faisait considérer l'installa-

(1) Della Genga au Secrétaire d'État, 1^{er}, 8, 15, 29 août, 17 septembre, Vat., Nunz. Baviera 41, *passim* ; « Carte relative alle coadjutoreria delle Em^o Fesch », Ep. Nap. 281/37.

(2) Dalberg à Fesch, 13 janvier 1807 ; Beust à Fesch, 3 février, Arch. Rh., 1 F 78. Bastgen, qui tient tant à décharger Dalberg de la responsabilité de la nomination de Fesch, est bien obligé de reconnaître qu'il s'accroche, malgré Fesch, malgré le silence de Napoléon, à l'idée d'installer en Allemagne l'oncle de l'Empereur, au moins jusqu'en 1809. *Dalbergs Kirchenpolitik*, chap. IX in fine.

(3) Fesch à Caprara, 11 juillet 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

tion de Fesch sur le siège de Ratisbonne comme une éventualité à écarter à tout prix :

« Après l'arrivée du cardinal Fesch à Ratisbonne, prophétisait un cardinal, on connaîtra peut-être d'autres belles choses...

« ... Si le corps de l'Empire Germanique n'existe plus, il n'y aura plus non plus de chef suprême dudit Empire. Donc il n'y aura plus besoin de son consentement pour la coadjutorerie de Ratisbonne. Donc il faudra maintenir la promesse d'accorder cette coadjuterie. Voilà les belles conséquences quand on se prête toujours à des concessions par peur de la puissance humaine. Il fera une belle chose, le Souverain Pontife, en nommant archevêque de Ratisbonne le Primat de la Fédération ! Je crains qu'après cela ce primat n'ait pas de difficulté à s'arroger une puissance égale à celle du successeur de Saint Pierre. Dieu est seul à pouvoir nous aider (1) ! »

Il ne restait qu'à refuser des bulles pour Ratisbonne. Quelques mois plus tard, le bruit s'étant répandu on ne sait comment (ballon d'essai lancé par les journaux ?) que Fesch avait reçu des bulles, la Secrétairerie d'État aussitôt donna ordre de démentir (2).

L'archevêque de Lyon ne manifesta aucun ressentiment. Il venait à désirer, comme il le confiait à un correspondant, « qu'ils trouvent le moyen de faire donner Ratisbonne à un autre, en en donnant le dégoût à l'Empereur. » Lui si prompt à entrer dans les rôles flatteurs à sa vanité, à servir les desseins de son neveu, n'eut plus un mot, ni en public, ni dans l'intimité, pour sa dignité nouvelle. Il se contenta d'ajouter un titre à l'énumération de ceux qu'il possédait, et, satisfaction plus substantielle, un traitement : 300.000 francs par an, perçus sur l'octroi du Rhin. Il ignore l'Allemagne. Après 1806, nous ne relevons dans sa correspondance qu'une seule lettre où il en soit question : il signalait à la vigilance de Dalberg les menées des princes séculiers contre la religion. Mais le prince Primat n'avait guère les moyens, si jamais il en avait eu l'intention, de lutter pour l'Église. Il assistait à la débâcle de toute « l'humiliante politique » qu'il avait si péniblement

(1) *Consultation* (s. d., ni nom d'auteur, mais probablement de di Pietro), Vat., Ep. Nap. 281/37.

(2) Casoni aux Nonces, 6 déc. 1806, Vat., Cif. Nunz., vol. 3 ; Fesch à Courbon, 1^{er} déc. 1806 : « La gazette en avait menti en annonçant mes bulles... le Saint-Père n'en a pas encore parlé ! Plût à Dieu qu'il n'en dit jamais le mot » ; même sens à l'évêque de Quimper, 3 déc., *Papiers Fesch*, Arch. Archev. C'est donc par erreur que MASSON (F.) (*Napoléon et sa famille*, III, 368) et LANZAC DE LABORIE (*Paris...*, IV, 196) parlent des bulles accordées à Fesch.

échafaudée (1). Finalement, le 16 février 1810, il accepta de Napoléon un traité le faisant grand-duc de Francfort contre l'abandon de Ratisbonne à la Bavière. Le prince Eugène de Beauharnais était désigné pour son successeur, les *principes d'Empire* s'opposant « à ce que le sacerdoce soit réuni à aucune souveraineté temporelle ». En réalité, Napoléon utilisait Fesch en France. Il persistait à le vouloir à Paris, encore que le cardinal n'entendît renoncer ni à Lyon, ni aux avantages de Ratisbonne. C'est seulement deux ans après, en août 1812, qu'une disgrâce éclatante frappa Fesch pour son opposition à la politique religieuse de l'Empereur : il y perdit la seule chose qu'il eût retirée de la coadjutorerie de Dalberg, 300.000 francs de traitement (2).

*
* *

La nomination du cardinal Fesch à la coadjutorerie de Ratisbonne est donc un de ces gestes retentissants qui firent trembler l'Europe continentale, mais dont la portée véritable, à peine entrevue par les contemporains, demande à être définie. Que la paternité en revienne à Dalberg, la chose, qui paraît indéniable, a une importance secondaire. Il suffit que Napoléon ait adopté l'idée, pour que nous ne puissions plus la considérer comme insignifiante.

Sans doute, au moment où il rappelait son oncle de Rome, l'Empereur ne fut-il pas fâché de lui trouver un dédommagement, ne fût-ce que pour couvrir l'échec de sa mission et justifier l'ambassadeur contre les malveillants de la Curie. Mais l'élévation de Fesch devait servir des intentions politiques autrement vastes et anciennes. Depuis 1803, Napoléon s'intéressait à la situation religieuse de l'Allemagne. Il voyait dans un Concordat germanique, comme il chargeait Talleyrand de le dire au lendemain du Sacre de Milan, « un principe d'ordre utile à l'existence et au repos de l'Allemagne (3) ». Il en attendait des avantages analogues à ceux que lui avaient donnés le Concordat français

(1) Le mot est de M. Bastgen lui-même, *Dalbergs Kirchenpolitik*, p. 269. Sur les équivoques de cette politique, et les méfiances qu'elle inspira justement à Rome, cf. DYROFF, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, dans « Histor. Jahrbuch », 1920, vol. 40 ; et RÜCK, *Deutsche Kirchenfrage auf Wiener Kongress*, p. 27 et Append. VI.

(2) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, II, 417. Dans l'*Almanach Impérial*, en tête de ses mandements jusqu'à celui du Carême de 1812, Fesch a porté dans l'énumération de ses titres « Coadjuteur de S. A. E. le Prince Primat ».

(3) Talleyrand à Fesch, 8 prairial (28 mai 1805), A. E., Allemagne 728, fo 416.

dans les pays annexés, ou le Concordat italien : unification administrative, développement de l'influence française, affermissement de son autorité. A mesure que s'altéraient ses rapports avec le Saint-Siège, il répétait avec plus d'âpreté que la Papauté laissait périlcliter la religion en Allemagne. Il en venait à menacer de tout fixer seul, avec un Primat allemand, contre Rome, s'il le fallait. En réalité son plan, pour les affaires proprement religieuses, était d'autant moins arrêté qu'il appréhendait un conflit ouvert. Dans l'ordre politique, au contraire, il était décidé, depuis Austerlitz, à prononcer l'arrêt de mort du Saint-Empire. Il voulait être reconnu « suzerain de l'Allemagne, successeur de Charlemagne, empereur effectif de l'Occident, fils aîné de l'Eglise ».

A ce tournant s'offre Dalberg, avec ses propositions intéressées, vagues encore. Napoléon saisit l'occasion qui passe. En proclamant à la face de l'Allemagne que le premier Prince de la Confédération, de son plein gré, choisit pour successeur un Français, membre de la famille impériale, il se met d'autorité « à la tête des affaires majeures de l'Empire Germanique ». C'est bien ce qu'on comprend en Autriche. Dans un long rapport à l'Empereur François II, le frère du ministre Stadion prononce que ce coup est le plus redoutable de ceux qu'on peut porter, sans sortir des formes légales et constitutionnelles, à l'influence autrichienne : « cette route peut être regardée par l'Empereur Napoléon comme la plus sûre de forcer l'Empereur à se démettre spontanément de sa dignité impériale (1) ». Même son de cloche en France, dans les consultations que Montgaillard rédige pour Napoléon, et où il s'efforce à la fois de pressentir et d'orienter les projets du Maître. « Cette mesure (la nomination du cardinal) renferme tous les principes de conservation et de force ». Elle met à couvert les États alliés, elle coupe court à toutes les tentatives que Vienne pourrait faire pour « retarder et peut-être même empêcher la restauration politique de l'Allemagne. La nomination de S. E. Mgr le cardinal Fesch et l'avènement de S. A. I. le prince Louis-Napoléon au trône de Hollande ne rendent-ils pas urgent, en quelque sorte, le rétablissement de l'Empire d'Occident (2)? »

(1) A. E., Vienne 378, f^{os}. 487-414 ; notre ambassadeur La Rochefoucauld résume les choses pour Talleyrand : « cette nomination paraît avoir fait une grande impression sur ce ministère, en tendant constitutionnellement au but qu'ils redoutent », Vienne 379, f. 4.

(2) MONTGAILLARD, *Mémoires diplomatiques*, p. 236 (mémoire du 14 juin 1886) et 261 (29 juillet).

Prodigieuse, l'émotion suscitée par la nouvelle est de courte durée. Les « dispositions momentanées » de l'Empereur, comme disait Stadion, évoluent et, avec elles, change l'objet des commentaires parmi les diplomates. Un mois après l'acceptation de Fesch, personne ne parle plus de ce sujet, ni en Allemagne, ni en France. La Confédération du Rhin occupe les esprits. Sa constitution a paru à Sa Majesté « le seul moyen plausible d'éloigner toutes les inquiétudes et de garantir tous les intérêts » ; et l'on pressent que la dissolution de l'Empire Germanique va s'en suivre comme une conséquence inévitable (1).

Les deux résultats sont atteints, qui intéressent *hic et nunc* Napoléon. Résultat politique : l'Autriche chassée de l'Allemagne. Résultat militaire : un groupement nouveau de puissances constitué, d'où la France tirera des hommes et de l'argent. Du règlement religieux, il est beaucoup moins question (2). Pour le Saint-Siège cependant, la menace reste suspendue. D'autant plus que la politique romaine est affectée par l'amoindrissement de la vieille monarchie catholique qui dominait le Saint-Empire. Le Pape aurait voulu ne pas reconnaître à un autre le titre et la qualification d'Empereur en Allemagne (3). Mais on ne s'appuie pas sur qui s'abandonne : de Vienne, aucun concours à attendre désormais. Napoléon garde en réserve la disposition qui lui permettra, s'il le veut, de désigner le successeur de Dalberg. Provisoirement elle rend inutile le départ de Fesch, et l'Empereur n'en parle plus.

Fesch, sans pénétrer entièrement les calculs de son neveu, n'a osé ni se dérober à ce qui était exigé de lui ni se priver d'avantages matériels ou moraux importants. Mais il a montré et montrera une répugnance — qui ne fera que s'affirmer —, à accepter un rôle dans une politique religieuse inacceptable pour la Papauté.

(1) Talleyrand à La Rochefoucauld, 20 juillet, A. E., Vienne 379, fo 50 ; Rapport de Lucchesini (mi-juillet 1806), dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 485. En 1815, le jeune Dalberg dira, pendant le Congrès de Vienne : « A les entendre (les ministres autrichiens), l'affaire de Fesch a déterminé la Cour de Vienne à abdiquer la couronne impériale, et par cet acte toute l'Allemagne a été envahie » (WEILL, *Dessous du Congrès*, II, 242).

(2) En 1807, Metternich recueille de la bouche de Napoléon, qui vient de recevoir Dalberg, l'expression de son indifférence pour les petits princes germaniques et leurs rêves d'une patrie allemande : « Je ne veux de la fédération que des hommes et de l'argent » (*Mémoires*, I, 58). Indifférence également pour les questions religieuses : Dalberg accable le ministère français de notes et mémoires, A. E., Allemagne 733, fos 223, 262, 285. Napoléon n'y répond pas ; cf. FISHER, *Napoleonic studies*, p. 171.

(3) Extrait d'une dépêche de Khevenhüller, de Rome, 7 juin 1806, A. E., Vienne 378, fo 401.

CHAPITRE XIII

FESCH ET LES AFFAIRES DE ROME JUSQU'À LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE NAPOLÉON ET LE SAINT-SIÈGE

Le cardinal Fesch reste ambassadeur en titre jusqu'en août 1807 ; il intervient dans les rapports diplomatiques entre Napoléon et le Pape jusqu'à la rupture de février-mars 1808.

I. — RÔLE DE FESCH DANS L'ÉGLISE DE FRANCE APRÈS L'AMBASSADE. — Séjour à Paris (mai-décembre 1806). Visite du diocèse de Lyon : conclusions que l'archevêque en tire sur l'union nécessaire entre le clergé et le pouvoir. — Influence au ministère des Cultes. Mort de Portalis (août 1807). — Impulsion donnée par le Grand Aumônier aux Séminaires, aux Missions intérieures et étrangères. Conflit avec Fouché : l'Empereur reproche à son oncle de protéger illégalement les Pères de la Foi et de compromettre la future Université (octobre 1807). — Fesch voit toute son œuvre en péril.

II. — TENSION CROISSANTE DES RAPPORTS ENTRE PARIS ET ROME. — Alquier ambassadeur : son caractère, sa méthode ; les instructions des Relations Extérieures et les interventions de Napoléon.

a) Juin-octobre 1806. Napoléon fait proposer par Spina des conversations directes poursuivies à Paris. Le Sacré-Collège s'y refuse (juillet). Pie VII examine l'opportunité d'une bulle d'excommunication ; il refuse d'appliquer le Concordat italien.

b) Octobre 1806-juillet 1807. Napoléon détourné de l'Italie par la campagne de la Quatrième Coalition. Vainqueur à Iéna (octobre) il mande à Berlin Mgr Arezzo et l'envoie à Rome.

c) Juillet-septembre 1807. Après Tilsit, Napoléon charge le Vice-Roi Eugène de signifier ses intentions au Pape (22 juillet) Impression dans les cercles romains. Alquier croit que les résistances faiblissent. Le cardinal de Bayane, plénipotentiaire pontifical, quitte Rome pour Paris.

III. — LA RUPTURE : FIN DU RÔLE DIPLOMATIQUE DE FESCH. — Véhémentes objur-

gations adressées par Fesch aux Romains. Il est convaincu que la responsabilité d'une réconciliation ou d'une rupture est du côté du Pape.

La mission de Bayane. Intervention de Fesch : projet de traité entre la France et Rome. Pie VII repousse ce projet (décembre 1807). Voyage de Napoléon en Italie. Fin des conversations de Paris.

Entrée des troupes françaises dans Rome (2 février 1808). Rappel d'Alquier, puis du légat Caprara (mars). Sincère angoisse de Fesch. Il espère encore que le Pape cédera, mais signale à Napoléon les périls de sa politique ecclésiastique.

Le cardinal Fesch, adversaire déclaré de l'ultramontanisme, a été ébranlé dans son adhésion inconditionnée à la politique impériale par des raisons d'ordre intérieur plutôt qu'extérieur.

Quand le cardinal Fesch, en mai 1806, quitta Rome à destination de Lyon, il restait en titre ministre de France près le Saint-Siège. Il devait garder cette qualité près d'un an encore. C'est en août 1807 seulement qu'il fut rayé des cadres du Ministère des Relations Extérieures, lorsque, après Tilsit, l'Empereur parut décidé à donner une solution nouvelle, — au besoin violente, — à ses difficultés avec le Pape. Pendant ce temps, et bien au-delà, Fesch ne cessa de suivre avec grand intérêt les affaires de Rome. Loin d'être un épisode du passé de sa carrière, l'ambassade était pour lui un souvenir vivant. Elle lui valait encore des obligations, au moins d'ordre moral ; il ne s'y dérobaît point. Il gardait à la fois l'ambition de servir la cause de l'entente entre la religion et le pouvoir, et l'espoir que l'avenir, en lui faisant à nouveau un rôle, justifierait sa conduite passée.

Il avait dans la Ville Éternelle ses informateurs et ses correspondants. D'abord deux personnages de son domestique, qu'il avait commis à la garde de son palais. Car lorsqu'il était revenu en France, étant encore en titre ambassadeur de Sa Majesté, il avait laissé, à toute éventualité, sa maison montée. Jusqu'au début de 1809, date à laquelle son installation fut liquidée, — à travers mille querelles de gros sous avec son neveu Joseph et la reine de Naples qui achetèrent une partie du mobilier et des équipages, — deux hommes de confiance restaient chargés de ses intérêts, l'abbé Féaux, son économe, et une manière de factotum, Pasqualini. Ce dernier écrivait avec une certaine liberté, envoyait des journaux et esquissait parfois quelque tableau lestement tracé de la vie de Rome (1). Mais Fesch ne demandait point à ses subalternes de considérations politiques : il les rabrouait plutôt s'il leur prenait fantaisie d'en offrir. De l'ambassadeur, il n'attendait rien. Systématiquement il ignorait Alquier qu'il ne voulait pas considérer comme son successeur, mais comme un intérimaire. Pour lui, les seuls interprètes qualifiés des intérêts français, étaient les deux prélats qui

(1) Lettres de Pasqualini au cardinal Fesch (1806-1807), Arch. Rh., 1 F 116.

avaient son amitié : le cardinal de Bayane et Mgr Isoard. Cardinal de Curie, Bayane avait voix dans les conseils du Sacré Collège. Aux heures difficiles de la fin de l'ambassade, il avait été seul avec Fesch à soutenir le point de vue français. Esprit aimable et fin, le charme de son commerce lui valait une certaine confiance à Rome (1). A trois reprises, à la fin de juillet 1806, Fesch l'exhorta à tenter des démarches personnelles pour éclairer le Pape. De Bayane n'était pas homme à compromettre son crédit par une opiniâtreté excessive : représentant isolé d'une opinion qui se heurtait alors au sentiment unanime de ses collègues, il craignait ou de compromettre les demandes françaises en les appuyant, ou de paraître suspect d'obéir au sentiment national, ce qui le paralysait et le réduisait à un rôle effacé. Il eût été difficile de demander plus à notre auditeur de Rote, jeune prélat, peu familiarisé avec Rome, gêné peut-être de s'y sentir la créature de l'ancien ambassadeur. Aussi les lettres d'Isoard n'étaient-elles, au gré de son « patron », ni assez fréquentes, ni assez précises ; ses vues sur la situation étaient brouillées de réticences, qui rendaient sa correspondance « inutile au bien public », et ses interventions manquaient d'autorité (2). Fesch s'impatiait de ne pouvoir, par lui, faire retentir l'écho de ce qu'il entendait à Paris et qui confirmait de tous points ce qu'il avait annoncé. A peine arrivé en France, il écrivait à Isoard en des termes où ce sentiment se trahissait : « Dites bien à qui veut l'entendre, annonçait-il le 17 juin 1806, que le Saint-Siège court vers la perte totale de son temporel si la cour de Rome ne se hâte de se concerter avec l'Empereur ; ils sont encore à temps, mais chaque jour empire leurs affaires. Du reste, je n'ai rien à me reprocher et ils finiront par me rendre justice. Je souhaite qu'ils n'aient point à se repentir de leur injustice envers moi, sans éprouver les dangers qui les menacent et qui seront irréparables, s'ils persistaient encore dans des sentiments réprouvés par tout homme de bien et par tous ceux qui sont attachés au Saint-Siège. Ils sont encore à temps, je le répète, mais le temps s'en-vole (3). »

Ainsi Fesch s'annonçait-il résolu à poursuivre ce qui avait été l'effort de toute son ambassade. Toutefois il était trop tôt pour que son inter-

(1) DES ROBERT, *Le cardinal de Lattier de Bayane*, in « Mém. Acad. Stanislas », 1889-90, p. 179-275.

(2) Toutes les lettres de Fesch à Isoard citées dans ce chapitre sont extraites des *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(3) Fesch à Isoard, 17 juin 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

vention fût acceptée. La sagesse conseillait de laisser au temps, aux faits, le soin de faire leur œuvre d'apaisement. Il s'en rendit compte et s'imposa une réserve presque absolue, en dehors de quelques conseils adressés, de temps à autre, à Rome, par le canal de l'auditeur de Rote. Pendant une année entière il parut se confiner à son rôle d'archevêque et de Grand Aumônier en France, jusqu'à ce que l'échec de son successeur auprès du Saint-Siège et la gravité des événements l'invitassent à en sortir.

I

Frédéric Masson a tracé de l'activité du Cardinal Oncle dans l'Empire, en 1806, un tableau qui abonde en traits brillants, mais se tient au large des documents (1). Pour lui, Fesch était revenu de Rome un *tout autre homme* : rallié à la plus pure doctrine ultramontaine, il se servait de son crédit pour « romaniser » la France. Ou plutôt, on se servait de son crédit, car il ne pouvait être qu'un instrument, au service d'hommes que Masson d'ailleurs ne dévoile pas, et de desseins dont il renonce à percer le mystère. Masson a raison d'insister sur le rôle de Fesch dans l'Église française, et de nous inviter à chercher les inspireurs de l'activité du cardinal ; mais il exagère les faits, déforme les intentions et mêle les dates. A première vue, après ce que nous savons des jugements de Fesch sur la cour de Rome, l'accusation d'ultramontanisme paraît, pour 1806, bien invraisemblable. Il convient de préciser l'étendue de son activité, la nature des projets dont il fut l'initiateur ou le promoteur, avant de lui attribuer un changement radical, résultant de son séjour en Italie, et de le représenter comme le centre d'une conspiration ultramontaine.

Fesch passa à Paris la fin de l'année 1806. Il y avait été attiré par le désir de régler avec l'Empereur l'affaire de Ratisbonne. Il y fut retenu par la Grande Aumônerie. A l'entendre il n'avait rien plus à cœur que de retrouver son diocèse ; il ne put cependant s'y rendre qu'au début de janvier 1807. A cette date, il s'installa à Lyon, où il fit un des plus longs séjours de sa carrière d'archevêque, si toutefois on peut parler de séjour. Il s'était assigné pour programme en effet la visite entière de son diocèse ; pendant quatre mois, inlassablement, il

(1) MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, III, 361.

Napoléon et le Saint-Siège.

parcourut les deux départements du Rhône et de l'Ain, distribuant les sacrements, se mettant au courant des besoins de son clergé. « Cette visite pastorale, disait-il avec candeur à son neveu, ou plutôt cette mission est digne des fastes de l'Eglise. Il y avait des siècles que les archevêques de Lyon n'avaient pas entrepris une visite générale. Ordinairement vieux, ils ne pouvaient résister à la fatigue de l'administration des sacrements pendant sept à huit heures par jour, puisque je communiais 2 et 3.000 personnes et j'en confirmais 3, 4, 5, 6, 7, 8.000 par séance. » Ses impressions étaient très réconfortantes : quoiqu'il y eût bien des vœux pour la paix, partout les peuples étaient animés du meilleur esprit ; les conscrits partaient gaiement : « Il est constant qu'il naît plus de garçons que de filles. La Providence protège visiblement la France. » En style moins administratif et plus ecclésiastique, le cardinal mettait son ami Émery au courant des résultats obtenus. « Dieu bénit visiblement ses peuples, mais je vous demande en grâce de bien prier pour moi, afin que je ne sois pas le seul qui n'en profite pas (1). »

Il projetait d'achever sa visite par le département le plus difficile, celui de la Loire, lorsqu'il fut rappelé dans la capitale par des obligations de famille et surtout par la tournure des affaires religieuses. Les événements semblaient élargir ses fonctions de Grand Aumônier aux dimensions d'une véritable primatie sur l'Eglise gallicane. Depuis son retour d'Italie, l'archevêque de Lyon commençait à faire revivre ce titre de Primat des Gaules que ses prédécesseurs avaient prétendu réserver à leur siège (2), que le Concordat avait supprimé par prétérition, et qui, notons-le en passant, n'était certainement pas agréable aux oreilles des ultramontains. Le fondement juridique des prétentions de Fesch importait d'ailleurs peu au regard des raisons de fait qui travaillaient en sa faveur. D'abord l'audience que l'Empereur lui accordait : de son retour de Rome à la reprise de la guerre, le cardinal put entretenir directement son neveu de ses projets, et obtenir de lui un certain nombre de décisions gracieuses. Ensuite son influence au Ministère des Cultes : Portalis, atteint par l'âge, menacé de cécité,

(1) Fesch à l'Empereur, 20 mai 1807, A. N., F¹⁹ 1904 ; à M. Emery, 21 janvier, 23 mai ; à l'abbé Lucotte, 12 mars, 5 mai, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. V. dans RICARD, *Le cardinal Fesch*, ch. X, en quels termes dithyrambiques ses intimes louaient « ses incroyables travaux » : « Achille avait été trempé dans les eaux du Styx, mais dites-moi dans quelles eaux vous avez été trempé vous-même, » écrivait Mgr Fournier au Cardinal.

(2) LYONNET, *Le cardinal Fesch*, II, 32.

était moins que jamais en mesure de faire obstacle à ses volontés ; lorsqu'il disparut, en août 1807, la signature des affaires courantes fut accordée à son fils, et cette situation provisoire, à laquelle Fesch ne fut pas étranger(1), acheva de constituer le Grand Aumônier ministre des Cultes *in partibus*. Enfin l'effacement de certains évêques, tel le vieil archevêque de Paris, qui attendait et dont on attendait la mort, laissait le terrain libre à l'activité naturelle ou à l'ambition de celui de Lyon. La part prise par Fesch à d'importantes nominations ou des liens d'amitié le constituaient patron et répondant d'un certain nombre de jeunes évêques, sur qui il exerçait une surveillance morale(2). En 1806, il fit élever au siège vacant de Metz Jauffret, son ancien vicaire général et son secrétaire de la Grande Aumônerie ; à celui de Montpellier l'abbé Fournier, le neveu d'Émery. Tous deux rejoignirent leur poste, nantis, par un retour piquant des choses, des conseils de celui qu'ils avaient naguère, de la part d'Émery, guidé ou assisté dans ses débuts d'épiscopat(3). En 1807, Fesch fit nommer à Troyes l'abbé de Boulogne, qui venait de lui donner une précieuse collaboration à la Grande Aumônerie, et transférer son ami de Broglie d'Acqui à Gand ; on reconnut aussi sa main dans le choix de MM. de Bausset, pour Vannes et de Roquefort, pour Saint-Flour.

Le clergé avouait quasi officiellement l'oncle de l'Empereur pour son chef moral. Du haut de la chaire, de Boulogne avait donné l'exemple, aussitôt suivi, d'associer à l'éloge du Prince, restaurateur des autels, celui du Prélat « soutien et consolation de l'Église des Gaules » (4). Ces louanges étaient sincères ; on en a la preuve par des

(1) Fesch à Portalis fils, 8 septembre 1807, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) Écrivant à l'évêque d'Ajaccio, qu'il trouvait lent à organiser son diocèse, il échappa à Fesch de dire : « Donnez-vous du mouvement, et moi, *comme chef de l'Église de France*, je vous dis au nom de Dieu de vous démettre de votre évêché, si vous n'avez pas la force et si vous ne trouvez pas les moyens d'établir des séminaires. » Il est vrai qu'il parlait à un ami, qu'il avait créé évêque. Quand il adopte ce ton, c'est uniquement dans le groupe restreint de ses amis ou de ses suffragants (à Courbon, 17 août 1806), *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Il n'écrivit pas de cette encre à ses collègues, surtout pas aux représentants de l'ancien épiscopat.

(3) L'abbé Groboz à Courbon, 17 juillet 1806, Arch. Lyon, P 1 Cultes ; rapport de Portalis, A. N., A F IV 1046 ; cf. RICARD, *Le cardinal Fesch*, p. 205.

(4) DE BOULOGNE, *Œuvres*, Mandements, p. 468 ; cf. un mouvement oratoire absolument identique dans un autre sermon, LYONNET, *Le cardinal Fesch*, II, 121. Émery à d'Aviau, 14 déc. 1806, eod. loc., p. 39. L'abbé Rauzan écrit à Fesch : « Les amis de la religion attachent leurs regards sur V. E. . . Vous êtes leur espérance, leur consolation. Ils voient en vous celui qui doit soutenir, rétablir l'Église gallicane » (15 avril 1806, Arch. de la Maison des Chartreux.)

correspondances privées. Émery, touché de voir le cardinal se mettre en retraite à Issy avec des évêques qu'il allait consacrer, garder le contact avec lui, le tenir au courant, quand il s'éloignait de la capitale, de l'accomplissement de ses devoirs, ne parlait à son propos de rien moins que d'un renouveau des premiers âges de l'Église. Peut-être n'était-il pas fâché que quelque écho de ces paroles revint à l'intéressé et le persuadât des espoirs mis en lui. Nous savons déjà avec quel art le directeur de Fesch se servait des dispositions qu'il avait fait germer en lui.

Les hommes qui formaient le milieu habituel du Grand Aumônier, à Paris, n'avaient donc pas ou guère changé. Il n'en allait pas autrement à Lyon où Courbon régissait le diocèse, sans dévier de sa ligne de conduite ancienne, et toujours prompt à manifester son hostilité au « parti de l'ancienne administration », s'il venait à relever la tête. Or ces amis, ces collaborateurs de Fesch, nous les connaissons. Aucun d'eux ne peut passer pour représenter les doctrines ultramontaines. Leur attachement au Saint-Siège n'est pas douteux, mais non plus leur loyalisme concordataire. S'ils viennent à concevoir des inquiétudes en raison du conflit entre l'Empereur et le Pape, Fesch est là pour les dissiper. Il apporte son témoignage formel que les difficultés ne concernent pas le spirituel, et il entend que le groupe soit le centre de diffusion des nouvelles rassurantes. Émery écrit à l'évêque de Limoges : « C'est encore un bruit très faux qu'on s'occupe d'un règlement pour la religion qui intéresserait sa substance. M. le cardinal m'a pleinement assuré qu'il n'en était rien. Il est vrai qu'il y a une brouille fâcheuse entre le Pape et l'Empereur, mais elle ne regarde que le temporel (1). » Quand on lui parle avec trop d'insistance des plaies de l'Église, quand on se plaint à lui du gouvernement, le Grand Aumônier ne refuse pas moins catégoriquement de se laisser aller à l'inquiétude ou à la précipitation. Le gouvernement « est bien intentionné », répète-t-il. Sur ce point il s'exprime exactement comme au lendemain du Sacre. Il lui arrive parfois de reconnaître qu'on aurait pu « nous faciliter beaucoup de moyens » ; quand il s'agit de piquer et de stimuler le Ministre des Cultes, il s'écrie que de toutes les parties

(1) Émery à Mgr du Bourg, 24 juillet 1806. C'est encore Fesch qu'Émery paraphrase lorsqu'il ajoute : « Certainement la religion et l'Église ne sont point ce qu'elles devraient être ; elles manquent de secours et de protection suffisante, mais c'est une calomnie atroce de dire que le gouvernement veut détruire la religion. » *Vie de Mgr du Bourg*, p. 398.

de l'administration, seule l'administration ecclésiastique est abandonnée à elle-même. Mais ce sont là des plaintes rituelles; auprès de ses confrères, il se porte garant des bonnes intentions du gouvernement. Il rabroue les « frères plaignants » qui auraient voulu que le ministère fit leur ouvrage et les exhorte à s'inspirer de l'esprit de l'Église, « laborieux, zélé et attentif à profiter des occasions que la Providence lui présente (1) ».

A travers ses conseils, on lit sans peine un encouragement à solliciter ingénieusement, à devancer même les décisions favorables du gouvernement. Cette manière de gagner du terrain au profit de la religion n'est pas particulière à Fesch; elle ne suffit pas pour crier à l'ultramontanisme. Plus d'un chef de diocèse, — des prélats d'ancien régime surtout, — excellent à « s'évader des liens tressés pour l'Église par le Concordat et les Organiques (2) », quand ceux-ci sont trop étroits. Et ils le font avec d'autant moins d'hésitation que l'Empereur semble enclin à se laisser arracher des grâces. Cette année 1806, qui inaugurerait l'ère des difficultés avec le Pape, fut en effet celle où Napoléon eut le plus de condescendances pour le clergé français. Non seulement en vertu d'un calcul consistant à détacher de Rome les ecclésiastiques de l'Empire, mais aussi en échange des services rendus par le clergé dans l'application de la conscription, ou attendus de lui pour achever la soumission des esprits. Qui eût été mieux placé que Fesch pour mesurer les services et les avantages que le gouvernement et le clergé pouvaient échanger? Personne ne souhaitait plus ardemment, pour reprendre une formule venue sous la plume de Portalis, « le bien de la religion... et celui même de l'État à qui la religion ne saurait jamais être étrangère (3)! »

Si l'on dresse sommairement le bilan de l'activité de Fesch dans

(1) Fesch à Jauffret, 29 janvier 1806; à Rauzan, 6 mai, *Papiers Fesch*, Arch. Ar chev. Les plaintes du Cardinal au Ministre sont citées par DUDON (« Études », août 1903, p. 519). Fesch voulait alors (avril 1806) arracher à Portalis la réalisation d'un projet qui lui était cher.

(2) LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, p. 296; du même, une pénétrante étude sur l'autonomie administrative de l'épiscopat sous l'Empire, « R. H. », janvier 1926; DURAND, *Le département des Côtes-du-Nord*, I, 485.

(3) Portalis à Fesch, 14 juillet 1805, Arch. Ar chev. Le gouvernement ne cessait d'exhorter les ecclésiastiques à la confiance : « Il est permis d'espérer que S. M. pourra très prochainement se livrer au désir qu'elle a de pourvoir à l'universalité des besoins. » (Portalis à l'évêque de Quimper, 30 octobre 1806, A. N., F¹⁹ 202*). Le thème est repris et amplifié, après les victoires de 1807, qui font présager la paix : *Journal des Curés*, 16 juin, 4 juillet 1807, etc.

l'année 1806-1807, on constate que quatre chapitres peuvent le résumer : celui des séminaires qu'il faisait toujours passer avant aucun autre, ceux des congrégations et des missions, celui du catéchisme de l'Empire. Si nous laissons de côté le dernier, qui mérite à lui seul une étude particulière, nous reconnaissons que les trois autres sont exactement les mêmes qui retiennent l'attention du cardinal depuis le Sacre. Il les reprend au point même où il les a laissés en 1805, et professe, sur ces trois questions, les mêmes principes que naguère : on ne voit pas que le séjour de Rome ait sensiblement modifié sa pensée déjà formée par son expérience d'évêque et de Grand Aumônier : et jusqu'à l'automne de 1807, on ne voit pas que cette pensée s'oppose vraiment aux intentions de l'Empereur.

En matière de séminaires, Fesch a la fierté de posséder à Lyon cinq établissements avec 400 petits séminaristes et plus de 100 théologiens. Mais ses vues vont bien au delà. Au-dessus des établissements diocésains, il voudrait des séminaires métropolitains, où les élèves les plus distingués d'une métropole recevraient une formation scientifique et théologique plus poussée. Il demande l'autorisation d'en ouvrir une à Lyon : il en sortirait, dit-il à l'Empereur, de bons pasteurs pour les fidèles, et « des prédicateurs zélés de votre gloire et de votre gouvernement » (1). Au-dessus encore, il a tracé, pendant ses heures de méditation à Rome, le plan d'un établissement national pour l'élite des jeunes clercs : là, se formeraient des canonistes, des théologiens, des orateurs et des apologistes. Le cadre pourrait être l'ancienne abbaye de Saint-Denis. Les prêtres chargés des jeunes lévites y formeraient une manière de chapitre ; ils officieraient chaque jour pour le gouvernement et mériteraient ainsi d'être salariés par lui.

Soumis au Gouvernement, ces deux projets furent pris en considération. Le second, d'une portée pratique discutable, devait en rester là (2). Le premier fut poussé assez loin, précisément au moment où Fesch, rentrant de son ambassade, prit en mains à Paris les intérêts de l'Église. En juillet 1806, Napoléon annonça son intention d'organiser des séminaires métropolitains. Portalis prépara un rapport : posant en principe la nécessité d'une instruction « saine et uniforme »,

(1) Rapport à l'Empereur, 6 messidor an XIII (de Milan), Arch. Archev.

(2) A. N., F¹⁹ 1904 ; F¹⁹ 157*. Émery disait plaisamment au cardinal que ses vues paraissaient « un peu trop semblables à celles de Platon dans la République », très élevées, mais difficiles à réaliser. *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulp. ; cf. MÉRIC, *Vie d'Émery*, II, 154).

il envisageait la coordination des séminaires, diocésains et métropolitains, avec l'université impériale, dont l'organisation était proche; il réservait à l'autorité administrative la nomination des professeurs et des directeurs (1). Ce n'était pas tout à fait ce qu'on souhaitait dans le clergé. Depuis longtemps Émery prophétisait que des établissements, pour lesquels on obtiendrait le concours financier de l'État, n'auraient pas l'indépendance nécessaire. Fesch avait repoussé l'objection dans sa hâte d'aboutir. Peut-être le plan de Portalis lui en prouva-t-il le bien fondé. En tout cas, il n'était pas homme à soumettre l'activité enseignante du clergé au contrôle de l'État, en échange de quelques subsides.

Dans son propre diocèse, l'archevêque demandait aux contributions des catholiques de pourvoir aux besoins pour lesquels l'État ne faisait rien. Quant aux moyens personnels dont il disposait, il les réservait à la réalisation des institutions qui complétaient son programme de fondateur.

Telle était alors l'œuvre des Missions à l'intérieur.

C'est Fesch qui a été le véritable restaurateur de ce procédé d'évangélisation, dont beaucoup de bons esprits, après la Révolution, préconisaient l'emploi, et qui devait connaître, plus tard, tant de fortune et tant de critiques.

Il tenait précisément alors les éléments de la réussite. Un local : il avait acquis, dans sa ville épiscopale, sur la colline de la Croix-Rousse, la vaste bâtisse « des Chartreux ». Un supérieur : il arrachait de force à l'archevêque de Bordeaux, d'Aviau, le chanoine Rauzan qu'il jugeait l'homme de sa fondation, un chef d'une « réputation suffisante pour attirer d'autres sujets » et assurer leur formation de prédicateurs. Quant aux statuts, Portalis s'était chargé de les préparer et de les soumettre à l'Empereur. En août 1806, Fesch se disait certain d'obtenir pour la « congrégation de missionnaires intérieurs » l'autorisation administrative, peut-être des subventions, en tous cas le droit de posséder et de recevoir des donations. Quelques mois après, il installait lui-même à Lyon les premiers missionnaires (2).

(1) Napoléon à Portalis, 26 et 30 juillet 1806, *Corr.*, XIII, 10551 et 10556. Émery déclarait ce système désastreux pour l'autorité spirituelle des évêques (à Fesch, 3 sept. 1805, Arch. Saint-Sulpice).

(2) Ce projet, qui est vraiment le « grand dessein » de Fesch, remplit sa correspondance, de mars 1806 jusque vers la mi-août, surtout avec Courbon (*Papiers Fesch, passim*) et avec Portalis (Arch. Archev., dossier Portalis). Voir le rapport du Ministre

Ce succès tout proche le consolait de la stagnation des Missions Étrangères. Aussi bien cette stagnation n'était pas son fait. Tout ce qu'il était possible d'entreprendre pour rouvrir les maisons des anciennes sociétés, pour les mettre en état de recevoir des novices, avait été fait grâce à la Grande Aumônerie. Le Ministre affirmait à Fesch sa communauté de vues complète sur la restauration des Lazaristes, « qui ne peuvent prospérer sans le secours du gouvernement » (1). Il n'y avait donc qu'à attendre le retour de la paix, qui permettrait de proposer à l'Empereur des mesures financières favorables, et d'acheminer vers l'étranger les missionnaires que retenait le blocus anglais.

Dans la grande pénurie des vocations d'ailleurs, trouverait-on, pour les œuvres lointaines, des sujets qui manquaient pour la France même ? De toutes parts s'exhalaient les plaintes des chefs de diocèse (2). Beaucoup d'évêques incriminaient la conscription qui faisait chaque année des vides parmi les séminaristes en âge de recevoir les ordres. L'archevêque de Lyon prêchait sur ce point la prudence. L'Empereur n'admettait pas pour les clercs d'exception générale au service militaire ; mais il exemptait volontiers, « individuellement et sans bruit », des séminaristes présentés par leurs évêques. Fesch pensait qu'en attendant mieux, le clergé devait donner l'exemple de l'obéissance aux principes essentiels d'administration civile. « Vous faites fort bien, écrivait-il à son vicaire général Cholleton, de tenir la main pour les lois de la conscription. A mesure que nous armons des armées puissantes nous vaincrons presque sans nous battre et nous procurerons un grand bien à l'humanité. D'ailleurs cette loi ne nous est pas trop à charge puisqu'elle ne nous a enlevé que deux sujets douteux (3). »

dans *Discours et rapports*, p. 465-71 ; cf. LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, II, 18 et 103 ; d'Aviau, II, 542-47 ; DELAPORTE, *Vie de Rauzan*, II, 310 ; DESGEORGE, *Vie de Mgr Mioland* (premier supérieur des Chartreux), chap. V à VII. Signalons enfin que l'archevêque devait généreusement léguer au diocèse la maison des Chartreux achetée de ses derniers, Arch. Lyon, P I Culte.

(1) Portalis à Fesch, 24 avril 1807, A. N., F¹⁹ 156* ; F¹⁹ 6240. Fesch n'avait cessé de relancer Jauffret pour qu'il réussit au moins à faire ouvrir trois maisons de missions à Paris, et à les mettre en état de recevoir des séminaristes : « Je vois tout possible, et si j'étais à Paris, je crois que dans trois mois j'aurais pu ôter tous les obstacles »... (16 août 1805-12 janvier 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.) En janvier 1807, il obtint un décret installant les Lazaristes rue du Vieux-Colombier.

(2) D'Aviau lui faisait bien entendre que Lyon était privilégié : « aucun diocèse n'est aussi bien partagé que le vôtre »... LYONNET, d'Aviau, II, 542).

(3) Fesch à Cholleton, 3 déc. 1805, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. En plaidant les nombreux vides dans les églises (74 succursales dépourvues de desservants), Fesch

A deux reprises cependant, le Ministère de la Police trouva en faute les séminaires de Lyon. En septembre 1805 et en juillet 1806 des rapports de gendarmerie signalèrent que deux conscrits, puis un réfractaire avaient trouvé asile dans l'établissement de l'Argentière. Fesch protesta : il flairait dans ces dénonciations « la malveillance de certaines personnes qui voudraient propager les principes de leurs passions en détruisant les moyens de l'éducation ecclésiastique. » Portalis ne demandait qu'à être convaincu, quoiqu'il dût avouer que les vicaires généraux avaient un peu trop vite couvert des délinquants. Il suggéra que les difficultés soulevées par la police pouvaient bien avoir une autre cause : la situation illégale des supérieurs des études (1). De toute évidence, si deux années de suite un seul et même séminaire était dénoncé, c'était moins à deux ou trois conscrits que Fouché en avait, qu'aux directeurs coupables d'être des congréganistes non-autorisés, des Pères de la Foi.

Ce grief mérite qu'on s'y arrête. Il fut, et il est encore, l'argument le plus sérieux de ceux qui accusèrent ou accusent l'oncle de Napoléon d'avoir favorisé l'infiltration de l'ultramontanisme dans l'Eglise de France. Lorsqu'on serre de près la liste des faits susceptibles d'étayer cette accusation, on est en dernière analyse ramené à celui-ci : l'archevêque de Lyon protégea, en dépit de la législation existante, les congrégations, et toléra dans son diocèse les groupements de prêtres les plus éloignés du gallicanisme par leur esprit et leurs statuts.

Nous savons comment, ayant trouvé les Pères de la Foi installés à Lyon, Fesch les avait agrégés à son clergé, pour ne pas laisser perdre des éducateurs aussi précieux. Il avait prévenu Fouché : il ne les gardait dans ses séminaires que comme individus isolés, non comme membres d'une association qui n'existait plus (2). Le R. P. Burni-

obtint que quatorze clercs en âge de servir fussent dispensés par Sa Majesté (Portalis à Fesch, 19 avril, Arch. Archev., Dos. Portalis); cf. A. N., F¹⁹ 156* : S. M. décide (17 fév. 1807) que les clercs individuellement signalés seront exemptés; F 19 202 *. Portalis dit aux évêques : « Vous n'avez jamais en vain réclamé l'application de cette mesure. »

(1) Portalis à Fesch, 3^e compl. an XIII (20 sept. 1805); 21 juillet 1806, Arch. Archev., Dos. Portalis; cf. LEISTENSCHNEIDER, *Le Séminaire de l'Argentière*, p. 98.

(2) Fesch à Fouché, 15 ventôse an XIII, A. N., F⁷ 8485; BURNICHON, *La Compagnie de Jésus en France*, I, p. 24. Sur l'application du décret de messidor, cf. DRIES *les Congrégations sous Napoléon*, p. 78 et 219. Dries montre bien qu'un des grands griefs contre les Pères de la Foi avait paru être leur subordination à un supérieur étranger. Fesch ayant appris qu'ils avaient repris leur autonomie à l'égard de Pacanari, les sachant dirigés par Varin en qui il avait confiance, se flattait d'obtenir pour

chon estime que, comme évêque, comme correspondant de Varin (le supérieur des Pères de la Foi), Fesch ne pouvait ignorer que la société existait bel et bien : il se serait seulement efforcé de tourner une loi oppressive, et aurait en somme trompé les autorités. Tromper Fouché, cela paraît bien difficile. Le ministre de la police était certainement fixé sur la situation vraie des directeurs de l'Argentièrre ; mieux que quiconque, il connaissait Varin qu'il avait interrogé autrefois. En réalité, entre le Sacre et le conflit ouvert avec le Pape, malgré le décret de messidor an XII et jusqu'à l'organisation de l'université impériale, on est dans une période d'incertitude sur la situation des congrégations. Plus d'une échappe à l'interdiction dont toutes étaient frappées, bénéficie du silence des autorités interprété comme une approbation tacite. Fesch avait fait appliquer la loi dans son esprit, en soustrayant les religieux à des directeurs étrangers. Ceux qui acceptaient l'autorité de l'ordinaire diocésain, il se flattait, avec la complicité de Portalis, de les garder ; il mettait sa fierté d'évêque à tenir en respect devant ce lieu d'asile, ses séminaires, les séides de son vieil ennemi Fouché. Reste à savoir s'il exerçait un contrôle réel sur ses professeurs et sur l'esprit de leur enseignement. Ce contrôle pourrait n'avoir pas été très exigeant, ou avoir été en défaut. L'avenir devait prouver à l'archevêque le danger de cette tolérance (1). A l'époque, il ne voulait voir qu'une chose : le bien de son diocèse, de l'enseignement ecclésiastique si dépourvu de moyens. Il en agissait avec les Pères de la Foi comme avec les Ignorantins, qu'il travaillait à faire admettre « dans le plan de la grande université », comme avec tel groupe de prêtres, congréganistes ou non, qu'il avait remarqués en Italie et qu'il aurait voulu utiliser en France. Du Piémont, de l'État pontifical, il avait fait venir à Lyon des ecclésiastiques, pour boucher des trous si l'on peut dire, assez indistinctement, il en convenait lui-même dès la fin de 1806 : « Je ne crois pas, écrivait-il à Courbon, qu'il soit utile de faire des dépenses pour faire venir des prêtres de Rome... J'en suis revenu après en avoir fait

eux, sous cette forme nouvelle, la tolérance du Gouvernement. C'est ce que dirent les professeurs de l'Argentièrre aux enquêteurs de la gendarmerie ; cf. GUIDÉE : *Vie de Varin*, p. 151 ; DUDON, *Les Victimes de Messidor*, « Études », 1902 ; FLOURENS : *Napoléon I^{er} et les Jésuites*, « Nouv. Rev », 1894.

(1) Les agents de Fouché avaient quelques raisons de douter qu'il n'y eût « aucun danger dans cette introduction » des Pères de la Foi dans les séminaires (cité par SCHMIDT, *La Réforme de l'Université Impériale*, p. 5). En 1815, la génération des jeunes séminaristes manifestera son royalisme, contre l'archevêque lui-même, LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, II, 578-80.

l'expérience (1). » Avec cette ardeur impétueuse, un peu brouillonne, que nous lui avons déjà vue en ses entreprises, le cardinal allait droit à son but. Il ne craignait pas d'être en conflit avec certaines autorités civiles, mais des autorités qu'il jugeait inférieures et hostiles, et à qui il lui plaisait peut-être de faire sentir le poids de la sienne (2). Il ne croyait pas trahir la volonté de son neveu, et entendait moins encore servir l'ultramontanisme, qu'il avait tant de motifs de combattre. Sa prudence et sa clairvoyance peuvent être mises en cause, non son loyalisme.

C'est de là cependant que devaient venir les difficultés. Elles commencèrent pour l'archevêque de Lyon à la fin de 1807. Jusqu'à cette date, il avait réussi à réaliser l'essentiel de son programme ; il se flattait de le faire ratifier en entier par Napoléon, lors du rétablissement de la paix. Or, en octobre 1807, il subit de la part de son neveu, une scène extrêmement violente. En présence de toute la Cour, des ministres français et étrangers, l'Empereur stigmatisa les Pères de la Foi, qui prétendaient, malgré lui, s'emparer de l'éducation de la jeunesse en France. « Un ministre même, rapporte Fesch, venait de lui dire que, sous le prétexte de mes séminaires, j'avais formé des collèges qui détruisaient les lycées et menaçaient dans sa naissance l'université de l'empire qui allait être instituée au premier jour. Dans cette même discussion, mes petits séminaires étaient violemment attaqués et menacés d'une suppression totale. Vous ne doutez pas que je ne les aie défendus avec toute l'énergie et le zèle qui m'anime. Mais en finale, il fut arrêté que les Pères de la Foi seraient répartis dans les paroisses dans la quinzaine, et que mes petits séminaires seraient tenus par des prêtres séculiers n'ayant aucune unité de corporation.

« Et comme je les avais pris sous ma protection, à laquelle l'Empereur prétend qu'ils ont manqué en me trompant, et comme chef de l'Église de France par ma position, il m'enjoignit de dissoudre sur le champ tous leurs collèges ou séminaires sous la peine contre eux d'être embarqués pour la Guyane en cas de contravention de leur part (3). »

(1) A Courbon, 1^{er} déc. 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev. Ceci est donc bien antérieur aux observations de Napoléon sur l'introduction de prêtres étrangers (LECESTRE, *Lettres inédites...*, I, 102).

(2) Il reprochait avec hauteur à la municipalité de Lyon de ne pas le consulter. « Mon administration ecclésiastique est dirigée par moi-même.. On peut correspondre avec moi ; on me trouvera toujours sur la ligne de l'utilité publique et jamais dérivant de mes devoirs... » (15 octobre 1806, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.)

(3) Cité par DUDON, *Les Pères de la Foi et Maurice de Broglie*, in « Etudes » 5 sept.

Brusquement, Fesch eut l'impression que son œuvre des séminaires était tout entière menacée. Pour la sauver, il rendit un peu de corde. Tous les Pères de la Foi quittèrent l'Argentière. En janvier 1808, le préfet d'Herbouville tenait leur mission pour terminée dans le Rhône. Dans la Loire et L'Ain, ils gardèrent leurs collèges, grâce à l'intervention des municipalités. L'année scolaire terminée, Fesch chargea Courbon de les aviser qu'il serait « dangereux et imprudent pour le bien général de contrarier le gouvernement » et de leur notifier « la volonté bien prononcée de l'Empereur » (1). On peut estimer que cette volonté n'était point signifiée avec beaucoup d'énergie, mais outre qu'il était pénible en tout temps à sa fierté d'avouer une défaite, l'archevêque était alors aigri par toutes sortes de mécontentements.

En quelques mois en effet les déboires se sont accumulés pour Fesch. Il n'a pas réussi à intéresser le gouvernement aux missions étrangères. « C'est un immense diocèse que vous m'avez donné à gouverner, expose-t-il à l'Empereur. Je suis navré de douleur lorsque je réfléchis qu'il est presque abandonné (2). » Les mesures promises en faveur des Frères de la Doctrine sont encore différées. Les décrets constitutifs de l'Université (mars 1808) font planer la menace d'un monopole absolu de l'enseignement : à peine si le Grand Aumônier obtient que l'on réserve le cas des séminaires laissés sous la dépendance des évêques (3). Des préventions s'expriment tout haut contre ses amis les Sulpiciens : il faut toute son influence pour que leur société ne soit pas assimilée à une congrégation soumise à Rome (4). Les rapports du clergé avec l'administration ont bien changé. Depuis longtemps, Émery déplorait « que toutes les affaires ecclésiastiques se traitent et se décident sans qu'aucun évêque soit consulté » ; il souhaitait qu'on adjoignît au ministre un conseil ecclésiastique, au moins avec voix consultative, et tout en exprimant ce vœu à Fesch, il lui faisait comprendre que l'on comptait sur lui, sur sa vigilance pour pallier à cet

1807. La *Corr.* de Napoléon (XVI, nos 13.272 et 13.335) montre l'intention de l'Empereur de reprendre, en octobre 1807, l'examen de la situation des congrégations, spécialement des Pères de la Foi.

(1) Fesch à Courbon, 21 sept. 1808, Arch. Rh., série V (I) ; enquêtes administratives, Arch. Ain, série V (26) ; cf. MADELIN, *Fouché*, p. 556 ; DERIES, *Les Congrégations*, p. 95.

(2) Fesch à Napoléon, 26 janvier 1808, A. N., F¹⁹ 270*, F¹⁹ 6239 et 6240. Sur les Ignorantins, *ibid.*, F¹⁹ 156* et 157*.

(3) SCHMIDT, *La Réforme de l'Université*, p. 12.

(4) MÉRIC, *Vie de M. Emery*, II, 247.

inconvenient (1). Mais en janvier 1808, le conseiller d'État Bigot de Préameneu a été chargé des Cultes. Le nouveau ministre décide seul, négocie rarement, signifie les intentions du gouvernement d'un ton cassant. On est loin des procédés de Portalis, de ces égards si propres à calmer les esprits inquiets.

Les désillusions personnelles rendent Fesch beaucoup plus accessible aux plaintes de ses confrères. Il repousse avec moins d'énergie les insinuations qui s'élèvent contre la malveillance administrative. N'en éprouve-t-il pas lui-même les effets ? Un curieux billet à Napoléon montre le travail qui se fait en lui. Une brochure relative à l'étiquette du Palais Impérial ayant fait passer le Grand Aumônier après le ministre des Cultes : « Cet article, écrit-il, a dû être inséré à la sollicitation de quelque aspirant à ce ministère. Je ne voulais point croire aux craintes fondées d'une grande partie des évêques de France, que les protestants et les philosophes travaillaient à donner à la France un ecclésiastique très connu par ses intrigues et son impiété ». Mais le bruit est public, et publiques les critiques : Fesch ne parvient plus à les étouffer ; il n'est pas loin d'admettre, avec certains de ses confrères, que l'on ait l'intention de déconsidérer le corps épiscopal. Il se demande même s'il n'y a pas un changement dans les dispositions de son neveu à son égard (2). Indices nouveaux qui l'affligent, et dont il doit bien noter la coïncidence avec l'aggravation des rapports entre l'Empereur et le Saint-Siège.

II

Il n'entre pas dans notre propos de faire l'histoire de la légation d'Alquier. Mais il est indispensable d'en retracer les péripéties dominantes à la fois pour constater que son échec était aussi inévitable que celui de Fesch, et pour comprendre comment Fesch fut amené à intervenir dans les affaires de Rome.

A prendre les choses en gros, l'ambassade d'Alquier se divise en trois périodes : deux périodes d'intense activité diplomatique entre Paris et Rome, séparées par une période « creuse », entre août 1806 et août

(1) Émery à Fesch, avril 1806, *Papiers Émery*, V, fo 5097, Arch. St-Sulpice.

(2) Napoléon à Fesch, 14 août 1807, *Corr.*, XV, 13030 ; Fesch à Napoléon, 18 avril 1808, A. N., F¹⁹ 1904.

1807, où Napoléon est momentanément détourné de l'Italie par des complications européennes. Dans la première seulement (juin-août 1806), Alquier joue un rôle personnel; ensuite il est à peu près annulé, si bien que le cardinal Fesch trouve et provoque les occasions d'intervenir, — en attendant que l'occupation de la capitale pontificale par les troupes impériales mette fin à tous rapports réguliers (février 1808).

*
* *

En arrivant au poste de Rome, Alquier réalisait une ambition qu'il nourrissait depuis le rappel de Cacault. Ancien révolutionnaire, ex-constituant et ex-conventionnel, régicide, entré après thermidor dans la carrière diplomatique, il avait montré en Hollande, à Munich, et à Madrid, de la sagesse et de la modération. « Il est difficile d'avoir plus d'esprit, un tact plus fin », disait-on de lui dès le début du Consulat. La courbe de sa carrière pouvait rappeler celle de Cacault. Sa correspondance témoignait d'une expérience analogue, d'une connaissance réelle des milieux italiens, quoiqu'il lui manquât cet optimisme heureux, ce ton de bienveillance auquel le prédécesseur de Fesch se maintenait sans effort. Il souffrait d'un caractère bizarre, ombrageux, aigre souvent, qu'avait exagéré un trop long séjour à Naples (1802-1806), dans une cour et au milieu d'un peuple où il avait vécu défiant, inquiet, plein de soupçons. Il était capable cependant de séduction; on pouvait présumer qu'il se piquerait de plaire et de réussir à Rome, d'autant plus qu'il savait n'y pas être par avance *persona gratissima* (1).

Son désir de rompre avec les procédés de Fesch se lit dans ses premiers rapports. Il confiait à Talleyrand « qu'il pourrait y avoir quelques inexactitudes dans les renseignements qui ont formé votre opinion »; il signalait des maladresses dans la manière de présenter les demandes de l'Empereur; il conseillait pour sa part qu'on ne prît pas de mesures rigoureuses et qu'on s'employât au contraire à rassurer. Outre qu'il répugnait à être l'agent d'exécution des sévérités impériales, il calculait non sans raison que des exigences inopportunes rejetteraient les Romains

(1) Sur Alquier, voir BOURRIENNE, *Mémoires*, III, 124; LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets*; ARTAUD, dans son *Mss. de la Vie de Pie VII*, p. 291 et *passim* (où l'étude de la légation d'Alquier est beaucoup plus poussée que dans l'ouvrage définitif); cf. GEOFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution*, p. 186; FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, I, 96.

du côté des Napolitains, au moment où ceux-ci tenaient en échec l'armée du roi Joseph (1).

Alquier comptait être entendu par Talleyrand; mais ses critiques atteignaient par-dessus Fesch, l'Empereur lui-même. L'« impétuosité » de Napoléon, comme dit Artaud, n'était pas d'humeur à supporter des critiques : les pronostics fâcheux sur la campagne de Naples avaient le don de l'irriter et renforçaient sa volonté de briser toutes les résistances en Italie (2). Aussi les instructions officielles des Relations Extérieures vinrent-elles rappeler à Alquier que sa mission avait pour objet de « ramener par vos conseils et par votre fermeté la Cour de Rome au système d'amitié avec la France. » Elles reprirent les plus graves accusations de Fesch contre les agents de la politique pontificale « ... L'homme qui a assassiné Duphot est toujours à la tête de la police romaine, et d'autres individus aussi criminels trouvent protection jusqu'au milieu de la Secrétairerie d'État. Vous devez parler au Saint-Père avec énergie de tout cela, faire tomber l'influence des hommes qui dans les conseils de Sa Sainteté cherchent habituellement à nous nuire. » L'accent était évidemment sur la fermeté à déployer, voire sur la violence. Pour Fesch, Napoléon avait défini sans ambages le rôle d'Alquier : « Laissez faire à Alquier ce qu'il y a d'odieux (3). »

Peu importait la manière du nouvel ambassadeur : il n'aurait aucune latitude, pas même celle de choisir sa méthode. La première note qu'il eut à transmettre signifia au Pape que l'Empereur disposait des deux enclaves que le Saint-Siège gardait en pays napolitain. Bénévent et Ponte Corto, érigées en duchés, étaient attribuées à deux nouveaux princes, le ministre Talleyrand et le maréchal Bernadotte. La mainmise sur le temporel de la Papauté, moyen classique de pression de la part des rois français sur l'autorité apostolique, se doublait d'une offense calculée : Bénévent donné à Talleyrand. Napoléon fermait la bouche au seul homme capable de plaider la modération dans les conseils impériaux ; il s'assurait, faut-il dire la complicité, en tous cas le

(1) Alquier à Talleyrand, 3 juin 1806, A. E., Rome 939, f^{os} 163-65.

(2) Napoléon à Talleyrand, 16 sept. 1806, *Corr.*, XIII, 10.796. « Écrivez donc à M. Alquier que le moindre événement ne le fasse pas changer et alarmer de cette manière; qu'il y a assez de troupes à Naples pour y être à l'abri de toute crainte »...; Instructions de Talleyrand à Alquier, 3 mai 1806, A. E., Rome 939, f^o 139. Comparer les instructions au nouveau ministre en Étrurie, d'Aubusson-Lafeuillade (30 avril 1806), A. E., Toscane 168 A, f^o 176 : ramener la reine « à un système non seulement d'amitié, mais de préférence envers S. M. »

(3) Napoléon à Fesch, 16 mai, *Corr.*, XII, 10239.

silence du seul ministre sur lequel Rome eût fondé quelques espoirs.

Les deux points d'appui nécessaires pour faire aboutir des négociations : l'esprit de mesure de Talleyrand, l'ingéniosité fertile de Consalvi manquaient en même temps à Alquier. Celui-ci déplorait l'éloignement du secrétaire d'État, qu'il trouvait raisonnable, conciliant « sur tous les points où il n'y a pas de prétexte à des discussions théologiques. » Sans doute le poste de ministre dirigeant fut confié au cardinal Casoni sage et conciliant, au jugement d'Alquier qui l'avait connu à Madrid. Mais ce vieillard de soixante-quatorze ans, était dépourvu d'influence⁽¹⁾. Autant dire que Pie VII assumait lui-même toute la responsabilité de la politique romaine, et qu'il restait beaucoup moins d'espoirs d'accommodements qu'au temps où Consalvi inspirait ou traduisait ses décisions.

De Paris cependant arrivaient au Pape des conseils d'apaisement. Caprara semblait galvanisé par le sentiment du danger. Il s'apercevait, avec un mélange de reconnaissance et de confusion, que l'Empereur, quoiqu'il se plaignît de « l'inefficacité des représentations du légat », préférerait passer par lui plutôt que par le chargé d'affaires français. Il voulait encore voir dans ce procédé une preuve d'égards pour Rome. Jamais sa conviction qu'il fallait aboutir à un arrangement ne s'était exprimée de manière aussi pressante. Ce vieillard qui, « proche du terme de ses jours, [n'avait] absolument rien en vue que le bien du Saint-Père et de son État », trouvait des accents émouvants⁽²⁾, une dignité de ton qui lui avait trop souvent manqué. Par bonheur, lui qui n'éprouvait jusque là, et même au sein de son personnel, que des contradictions, il trouva l'appui d'un informateur, d'un diplomate de qualité, le cardinal Spina.

Le 16 juin 1806, les deux cardinaux étaient à Saint-Cloud. L'Empereur, les apercevant, marcha vers eux. En un long monologue, il passa en revue tous les problèmes pendants en Italie, depuis le jour funeste où (il le dit à plusieurs reprises) on avait prétendu éloigner son ministre en représailles contre l'occupation d'Ancône. Des plaintes il passa aux menaces, pour revenir enfin aux avantages d'un système d'alliance. Spina avait cru convenable de garder un silence exprimant le respect et la confiance. Mais il ne cacha pas à Rome que son sentiment

(1) Alquier à Talleyrand, 27 juin 1806, A. E., Rome 939, f° 220.

(2) Caprara à Consalvi, 5 juin 1806, Vat., Nunz. Fr. 593, f° 262. Dans le même vol. jusqu'au folio 404, une série de dépêches très pressantes et parfois d'une indiscutable clairvoyance : 16, 23 et 30 juin, 1^{er} août 1806.

concordait presque exactement avec celui de Caprara. Pour empêcher l'orage d'éclater, disait-il, il fallait, sans perdre un instant, saisir l'occasion qu'offrait l'Empereur, se prêter à une négociation *empressee, rapide et concluante*. Le point central serait la demande d'expulsion des ennemis de la France. Toutes les puissances de l'Europe, sans évoquer en dernier lieu la conduite de l'Étrurie, venaient de donner des exemples de soumission assez significatifs pour que le Saint-Père fût fondé à les imiter. Le légat Caprara, qui jouissait de l'estime de tous les ministres français et étrangers, paraissait être le négociateur le plus indiqué pour traiter en ces circonstances(1).

Ce témoignage avait en lui-même une importance considérable. Dans les jours suivants, il fut confirmé par divers rapports de Caprara et par les communications d'Alquier. Le 8 juillet 1806, notre ambassadeur adressa même à Pie VII la lettre suivante : « Je suis expressément chargé, T. S. P., d'assurer V. S. qu'elle conservera l'intégrité de ses États, si Elle veut adopter les mesures que la position de son territoire et la sûreté de l'État rendent indispensables.

« S. M. demande que V. S. déclare par un traité ou dans une autre forme dont on conviendrait : premièrement que tous les ports de l'État pontifical seront fermés à l'Angleterre toutes les fois que celle-ci sera en guerre avec la France.

« Secondement que les forteresses de l'État romain seront occupées par les troupes françaises toutes les fois qu'une armée de terre sera débarquée ou aura menacé de débarquer sur un des points de l'Italie.

« La reconnaissance de ces principes satisfera S. M. et lui tiendra lieu de toute autre déclaration (2). »

Deux Congrégations, réunies coup sur coup, se prononcèrent pour le maintien des résolutions précédentes (4 et 11 juillet). Il en sortit une réponse très enveloppée : l'idée d'une négociation nouvelle était retenue ; elle était dans les vœux du Saint-Père ; mais tout engagement de principe était évité. Ce n'était pas l'acceptation *empressee* recommandée par Spina (3).

(1) Spina au Secrétaire d'État, 16 juin 1806, Vat., Nunz. Fr. 593, f^{os} 296-99.

(2) Alquier au Pape, 8 juil. 1806, Vat., Nunz. Fr. 597, f^o 437. Sans égards pour Casoni, Alquier se permettait de passer par-dessus sa tête pour écrire au Pape, comme Fesch l'avait fait autrefois, contrairement à l'usage diplomatique. Il aurait voulu que Pie VII répondît sans consulter les cardinaux.

(3) Vat., Ep. Nap. Francia 19 b ; Casoni à Caprara ; à Spina, 9 juillet 1806, Nunz. Fr. 601, f^{os} 252 et 254 ; à Caprara, 16 juil., Nunz. Fr. 593, f^o 360.

Napoléon et le Saint-Siège.

Les cardinaux s'étaient défiés de la méthode de négociation offerte ; plus l'Empereur insistait pour négocier à Paris, plus le gouvernement pontifical refusait maintenant de régler les affaires religieuses ailleurs qu'à Rome. Depuis surtout que Napoléon avait fait rappeler Mgr Sala et Mgr Mazio, les deux auditeurs de la légation sur lesquels le Saint-Siège comptait pour exécuter ses ordres, on évitait de rien confier au malheureux Caprara, dont le principe, raillait amèrement di Pietro, est que « l'on doit dire *Amen* parce que S. M. le veut ainsi, et qu'une discussion ou un raisonnement quelconque serait nuisible et offenserait S. M. » Ce ne serait pas la première fois que la faiblesse du légat permettrait aux Français de tourner les volontés expresses du Souverain Pontife. D'autre part, une loyale volonté de conciliation aurait dû se manifester au moins par la suspension des rigueurs contre l'État romain. Or, à l'heure même où Napoléon demandait que le Pape acceptât la fermeture de ses ports, l'armée impériale achevait l'occupation du littoral pontifical (1). Présage certain, pensaient les cardinaux, du dépouillement total dont la menace avait retenti si souvent, et en face duquel le Pape ne devait plus se départir d'un langage de fermeté. Cet état d'esprit, renforcé et exalté par la foi dans la perpétuité de l'Église, soutenait les partisans de la résistance. « V. Exc., relatait Alquier à Talleyrand, pourra se faire une idée de leurs projets pour l'avenir, lorsqu'elle saura que le travail déjà préparé par les feseurs (*sic*) de la Cour de Rome sur les questions relatives au système fédératif et à la publication du Concordat et du Code Civil en Italie a été retiré, depuis peu de jours, des archives et mis en lieu sûr ; que des copies ont été envoyées aux Nonces les plus affidés, et que ces ministres ont reçu l'ordre de faire imprimer et publier les Bulles et les Brefs dont ils sont dépositaires si le Pape et les cardinaux étaient enlevés ou dispersés par les troupes françaises qu'on croit destinées à occuper Rome... (2). »

La fin de l'été 1806 se passa en effet au Quirinal en une véritable veillée d'armes. Sans parler des volumineuses études sur le Code Civil et la législation française, des critiques mises au point sur le catéchisme universel, certains théologiens étudièrent, au cours du mois de septembre, les modalités et les termes d'une Bulle destinée à « condamner tout le mal qui règne en France et en Italie, contrairement à la doc-

(1) Circulaire aux Nonces sur l'occupation de Civita-Vecchia, 17 juin 1806, Vat., Ep. Nap. Italia 7^e.

(2) Alquier à Talleyrand, 11 juin 1806, A. E., Rome 939, f^o 190.

trine et aux bonnes coutumes(1) ». Un point disputé était celui de savoir s'il convenait de préparer deux actes séparés, une bulle sur les affaires ecclésiastiques et un manifeste réservé aux questions politiques. L'opinion prévalut qu'un seul acte aurait l'avantage de produire plus d'impression sur le public et de permettre d'embrasser d'un coup d'œil les maux de toutes espèces. Nul n'était plus convaincu que le religieux Pie VII de la liaison étroite entre ces deux ordres de questions. Répondant lui-même à Caprara le 31 août, il écrivait : « Nous ne sommes que trop réduits à voir dans chacune des conquêtes de Sa Majesté ruiner en tant de parties les institutions religieuses et les règles de l'Église... Nous ne sommes que trop réduits à voir notre dignité continuellement compromise, avilie, à la face non-seulement de nos sujets, mais de l'univers entier, par tant d'actes que les agents de S. M. exécutent chaque jour, par ordre exprès, comme ils répondent toujours à nos réclamations, de S. M. elle-même.. Notre parti, concluait le Pape, est irrévocable, rien ne peut le faire changer, ni les menaces, ni leur mise à exécution ... »

« Tels sont Nos sentiments que vous pouvez regarder comme Notre testament, et Nous sommes prêts, s'il le faut, à le signer de notre sang, Nous fortifiant, si la persécution se déchaîne, par ces paroles de notre divin maître : « Heureux ceux qui souffrent persécution pour la justice ». Faites connaître ces sentiments dans toute leur étendue à S. M. Nous vous l'ordonnons expressément (2). »

Sur ces entrefaites, une décision inattendue révéla la position à laquelle Pie VII s'était arrêté. Le ministre des cultes d'Italie ayant présenté à l'institution canonique du Saint-Père un certain nombre d'ecclésiastiques pour les sièges épiscopaux vacants dans le royaume, y compris les provinces vénitiennes, il lui fut répondu, le 11 octobre 1806, que « l'article du Concordat qui concédait la nomination aux évêchés ne pouvait être mis à exécution aussi longtemps qu'on n'aurait pas fait cesser les violations essentielles contre lesquelles S. S. avait tant de fois réclamé auprès de S. M. l'Empereur et Roi (3) ». Le Souverain Pontife renonçait donc à appliquer le Concordat italien. Dans

(1) Vat., Ep. Nap. Francia 7. Le 1^{er} octobre 1806, Di Pietro adresse des « Réflexions sur le projet de Bulle qui commence *Ad perpetuam rei memoriam* ».

(2) Pie VII à Caprara, 31 août 1806, Vat., Ep. Nap., 245/1 ; cf. d'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, II, 319 sqq.

(3) Casoni à Bovara, ministre des Cultes d'Italie, 11 oct. 1806, dans d'HAUSSONVILLE, *ibid.*, II, 346.

son esprit, ce n'était pas lui qui prenait l'initiative de la rupture. Ce traité voulu par la France, accepté par Rome, avait été détruit par les décrets Melzi : le Saint-Siège ne pouvait se tenir lié par une convention que l'autre partie n'observait plus. Raisonnablement, en droit, inattaquable. Mais que dire de l'opportunité du geste ? Depuis l'admonition confiée à Caprara et à Spina, l'Empereur avait fait effort pour réduire le débat à l'entrée du Souverain de Rome dans la fédération française. En refusant de séparer des questions politiques les questions religieuses, Pie VII ne facilitait la solution ni des unes ni des autres. Seulement, du côté romain, on ne consentait pas à isoler un aspect des débats où tout se tenait ; le Pape croyait, avec la plupart de ses conseillers, que le Saint-Siège était au bord de l'abîme, et qu'il ne devait pas, pour un semblant d'existence temporelle, accepter de rien sacrifier de ses obligations spirituelles.

Pie VII était parvenu, après de douloureux débats intimes, à la conviction qu'il se trouvait en face du devoir le plus sacré de sa charge religieuse, et il révélait, avec une sincérité sans ostentation, l'énergie de sa volonté. « On s'est étrangement trompé sur le caractère de ce souverain, écrivait alors Alquier, si l'on a pensé que sa flexibilité apparente cédait à tous les mouvements qu'on voulait lui imprimer ; cette manière de le juger n'est vraie que sur les objets d'administration et de détails du gouvernement, où le Pape s'en remet à la volonté de ceux qui en sont chargés ; mais dans tout ce qui tient à l'autorité du chef de l'Église, il ne s'en rapporte qu'à lui seul. »

Devant notre ambassadeur, Pie VII disait à plusieurs reprises qu'il était persuadé « depuis longtemps que l'Église pour reprendre une force nouvelle avait besoin d'une persécution ; que la foi s'était atténuée dans toute la Chrétienté, soit par les efforts des incrédules et des philosophes, soit par l'indifférence qui avait gagné les catholiques et toutes les classes de tous les pays ; (qu'il) était disposé à tout souffrir et à remplir le devoir qui lui était imposé de se sacrifier pour la foi (1)... »

*
* *

Le dénouement était moins proche que ne l'avaient fait craindre les menaces de Napoléon.

Après avoir tant insisté pour obtenir une soumission sans réserves

(1) Cité par ARTAUD, *Pie VII*, II, 294 et *Mss. B. N.* p. 437.

ni délais, l'Empereur cessait apparemment de s'intéresser aux réponses de Rome. Il se dérobaît aux représentations de Caprara, lisait à peine les rapports d'Alquier. Lorsqu'il apprit le refus des bulles aux évêques d'Italie, son premier mouvement fut pour avertir la Curie qu'il lui ferait porter le châtiment de sa témérité ; après réflexion, il se ravisa : il défendit à Eugène d'engager même une polémique « avec ces nigauds. Le plus court est de s'en passer » (1). Au fond il espérait que le Pape, mieux conseillé ou intimidé, finirait par revenir. De graves raisons politiques conseillaient de temporiser. La promulgation en France du catéchisme impérial, les projets de réorganisation ecclésiastique en Italie et en Allemagne ne pouvaient réussir si les difficultés avec le Saint-Siège, jusque-là dissimulées à l'opinion catholique, aboutissaient à une rupture avouée. La campagne de Naples piétinait sur place. Après de vaines négociations avec l'Angleterre, l'attitude équivoque de la Russie, la trahison de la Prusse rallumaient la guerre continentale. Dans la lutte contre la nouvelle coalition, la quatrième, Napoléon avait besoin de compter « entièrement sur l'appui des peuples, que les circonstances appellent à nous donner de nouvelles preuves de leur dévouement et de leur courage ».

Dès la mi-octobre 1806, la victoire d'Iéna fit « éclater la protection » accordée par Dieu aux armes françaises. Maître de Berlin, Napoléon manda auprès de lui Mgr Arezzo, l'ancien nonce pontifical en Russie, qui, depuis 1804, vivait à Dresde. Une scène analogue à celle de Saint-Cloud eut lieu, et le nonce emporta à Rome des propositions à peu près identiques à celles dont Spina s'était fait l'interprète. Napoléon voulait être sûr, « entre son royaume d'Italie et celui de Naples, des ports et des forteresses qui, en cas de guerre, pouvaient être occupés par les Anglais et compromettre la sécurité de ses États et de ses peuples » : le minimum de ce qu'exigeait la sécurité militaire. Pas d'allusion aux mesures économiques que l'Empereur, à la même heure, arrêtaient contre l'Angleterre. Rien sur les difficultés d'ordre spirituel. Mais toujours la même volonté d'un traité débattu directement avec un diplomate auquel le Pape conférerait les pouvoirs les plus étendus. De toute évidence, Napoléon mettait fin aux procédés diplomatiques ordinaires.

Alquier s'en aperçut bien vite : quand il sut Arezzo à Rome, il essaya de pénétrer le secret des entretiens du nonce avec le Pape, de jeter

(1) Napoléon à Eugène, 3 avril 1807, *Corr.*, XV, 12281.

dans la balance ses arguments en faveur d'une démarche de conciliation : Pie VII le fit taire. Non sans mélancolie, il confessa à Talleyrand l'inutilité de son rôle : « J'ose attendre de la justice de l'Empereur et Roi que S. M. ne me reproche pas de n'avoir fait que de vains efforts pour vaincre une résistance que j'ai toujours crue insurmontable. Les affaires de la France avec Rome étaient dans un état très fâcheux lorsque j'eus l'honneur d'en être chargé. Les rapports étaient aigris par des personnalités violentes. Je crois avoir amélioré nos relations à cet égard et c'était peut-être le seul genre de succès auquel il me fût alors permis de prétendre (1). » Le témoignage qu'il se rendait, le successeur de Fesch l'avait jusque-là mérité. Mais personne ne lui savait gré de ses efforts : il en était réduit à imaginer des démarches superflues, à offrir des renseignements qui n'étaient pas utilisés. Il n'eut pas la fierté de persister dans ce rôle honorable, mais ingrat, pendant la dernière période de son ambassade.

*
* *

La paix de Tilsit (9 juillet 1807) ouvrit la crise finale des relations entre l'Empereur et le Pape indépendant.

Le 22 juillet, Napoléon prit l'offensive. Comme après Presbourg il voulait d'abord faire sentir au Pape le poids de sa colère. Mais il avait protesté qu'il n'écrit plus lui-même au Pape. Il utilisa un détour. De Dresde, le 22 juillet, il adressa à Eugène Beauharnais une lettre, qui était censée destinée à lui seul : le vice-roi devait, comme de son propre mouvement, la communiquer à Pie VII. Cette lettre que l'on renonce à citer en entier à cause de sa longueur, de ses redites, d'une confusion calculée pour affecter la spontanéité, dépassait en brutalité les menaces lancées après Presbourg.

« Mon fils, disait Napoléon, j'ai vu dans la lettre de S. S., que certainement Elle n'a pas écrite, qu'Elle me menace. Que veut faire Pie VII en me dénonçant à la chrétienté ? Pense-t-il que les armes tomberont des mains de mes soldats ? Et mettre le poignard aux mains de mes peuples pour m'égorger ? Cette infâme doctrine, des papes furibonds et nés pour le malheur des hommes, l'ont prêchée... Il y a là-dedans tant d'extravagance que je ne puis que gémir sur cet esprit de vertige qui s'est emparé de deux ou trois cardinaux qui gèrent

(1) APTAUD, *Mss*, p. 316 ; LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets*, III, 211.

les affaires à Rome. Certes, je commence à rougir et à me sentir humilié de toutes les folies que me fait endurer la cour de Rome; et peut-être le temps n'est-il pas éloigné, si l'on veut continuer à troubler les affaires de mes États, où je ne reconnaitrai le Pape que comme évêque de Rome, comme égal et au même rang que les évêques de mes États. Je ne craindrai pas de réunir les églises gallicane, italienne, allemande, polonaise dans un concile, pour faire mes affaires sans Pape, et mettre mes peuples à l'abri des prétentions des prêtres de Rome... Je tiens ma couronne de Dieu et de la volonté de mes peuples, je n'en suis responsable qu'à Dieu et à mes peuples (1). »

Après quoi, le ministre des Relations Extérieures proposa les conditions de la capitulation. Le Prince de Bénévent signa, le 22 juillet, la dernière note qui porte sa marque dans la correspondance de Rome. Il y mit la hauteur qui convenait au ministre d'un « Empire aussi vaste, aussi puissant que la France », et l'insolence superbe dans laquelle il transposait sans effort les violences napoléoniennes. Non sans habileté d'ailleurs (car Talleyrand ne trouvait pas prudent de s'appesantir à l'avance sur une menace d'excommunication qui n'avait pas été brandie, ou de ridiculiser une résistance qui pouvait n'être point inefficace), il disait l'Empereur « singulièrement importuné de toutes les petites querelles que ne cesse de lui susciter la cour de Rome ». Sa Majesté demandait, si l'on voulait s'arranger une bonne fois, deux gestes de conciliation de la part de la Curie : l'envoi à Caprara de pleins pouvoirs pour régler « tout ce qui est en discussion entre les deux cours »; la promotion d'un nombre de cardinaux français proportionné à la population de l'Empire, de manière que la France ait une représentation convenable dans les conseils où se traitent les affaires de l'Église.

Le déroulement des phases de l'assaut avait été soigneusement calculé. Une fois frappé le coup de la lettre venue de Milan, notre ambassadeur présenterait la note ministérielle; enfin, en cas de refus, il demanderait ses passeports (2).

Déjà Alquier avait pris les devants. Il se sentait si fort de l'impression produite par Tilsitt, qu'avant même de recevoir aucune instruc-

(1) Napoléon au prince Eugène, 22 juillet 1807, *Corr.*, XV, 12953; à Talleyrand, n° 12933 (canevas de la note qu'Alquier devait présenter). Cf. RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I, 325, qui donne le texte de la lettre d'après les Arch. Vat., qui offre quelques variantes avec le texte de la *Corr.*

(2) Talleyrand à Alquier, 22 juillet 1807, A. E., Rome 940, f° 95.

tion, il s'était rendu au Quirinal pour exiger une preuve quelconque de condescendance, par exemple la reconnaissance du roi de Naples. Sans résultat, comme toujours. De dépit, il avait adressé au ministre une philippique plus vigoureuse qu'aucune diatribe de Fesch, contre « un gouvernement sans forces, sans principes, qui n'a pas de système, dont la conduite varie avec toutes les chances de la politique de l'Europe, qui place au rang de ses maximes religieuses la haine qu'il a vouée à la France et qui demain ouvrirait ses portes à nos ennemis et leur livrerait toutes ses ressources si on négligeait de le surveiller et si nous pouvions encore connaître des revers. » Le représentant de la France osait, comme un devoir de sa place, assurer à l'Empereur qu'il était « indispensablement nécessaire d'opérer un changement absolu dans l'état de choses qui existe ici. »

Dans les jours qui suivirent, Alquier cependant perçut un changement dans l'atmosphère où il vivait. La résolution du Pape ne se démentait point. Quand il lut la lettre de Napoléon à Eugène, Pie VII ne laissa paraître aucun effroi : les menaces « n'étaient pas ce qui affectait le plus cet homme naturellement bon et qui cependant n'est point dépourvu de courage ». En revanche, l'accusation de vouloir armer contre l'Empereur le bras d'un fanatique, le bouleversait. Fut-ce pour témoigner de la pureté de ses sentiments, pour écarter un reproche injuste ? ou bien le Pape fut-il ébranlé par les exhortations pathétiques d'Alquier ? en tous cas notre ambassadeur emporta, le 6 août, la promesse qu'un négociateur se rendrait à Paris, muni de pouvoirs spéciaux. En ce qui concernait l'Italie même, une concession substantielle avait déjà été faite. Pie VII, tout en maintenant le principe qu'il ne pouvait exécuter le Concordat mutilé, transigeait en fait : il assignerait aux sièges vacants, par un acte *proprio motu*, des pasteurs qui seraient ceux mêmes que l'Empereur avait choisis (1).

C'était aller plus loin qu'on n'avait été à Rome depuis un an. Des voix nouvelles s'élevaient dans le Sacré Collège en faveur d'une transaction. Les Antonelli, les Di Pietro, les Roverella étaient inflexibles dans le parti de la résistance ; mais d'autres fléchissaient. Après tant de triomphes des armées françaises, après tant de soumissions dont les principaux cabinets avaient donné l'exemple, l'idée de ne pas compromettre la religion pour des motifs politiques faisait du chemin parmi

(1) Alquier à Talleyrand, 20 juillet 1807, dans ARTAUD, *Mss*, p. 468 ; cf. LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets*, III, 258.

les conseillers de Pie VII. L'occupation des territoires pontificaux, la menace sur les riches provinces d'Urbino, de Macerata et d'Ancône qui allaient être occupées deux mois plus tard (septembre-octobre 1807), privaient de leurs revenus une partie des cardinaux. Un moment, Alquier pensa qu'une majorité se trouverait pour la paix. Néanmoins, il avait le sentiment que le bloc des oppositions, qui n'était qu'entamé, pourrait se reformer, à la perspective d'une atteinte portée « aux maximes qu'on regarde ici comme fondamentales », c'est-à-dire des maximes ultramontaines, ou de la moindre contrainte exercée sur la liberté de décision du Pape. Surtout, il s'efforçait de mettre en garde son gouvernement contre la tentation d'imposer un négociateur expressément désigné par la France : le Pape ne donnerait à un envoyé qu'il aurait choisi à regret que des pouvoirs limités et une confiance toujours révocable (1), et toute la négociation s'en ressentirait.

Ces avertissements témoignaient d'un sens assez juste de la situation à Rome. Alquier exagérait les chances d'entente (2) ; cependant la méthode qu'il recommandait était, dans ses grandes lignes, la seule qui pût permettre encore de négocier. Elle avait peu de chances d'être acceptée à Paris. Talleyrand venait de quitter les Relations Extérieures (14 août 1807). Champagny, qui le remplaçait, n'était peut-être pas moins partisan de la modération, mais il ignorait, comme dit Artaud, « certaines dignités de forme, familières aux anciennes chancelleries ». Le ton impérieux de ses notes paraissait aux cardinaux indigne non seulement « d'un ministre d'un grand souverain, mais de tout homme qui a reçu une éducation honnête, surtout parmi une nation qui se distingue par sa politesse et son urbanité ». L'Empereur lui-même, après avoir choisi ce ministre pour sa complaisance, devait lui recommander de rendre les choses plus coulantes et plus liantes dans la rédaction des notes officielles (3).

(1) Alquier à Champagny, 31 août 1807, dans ARTAUD, *Mss*, p. 468 ; cf. LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets*, III, 253.

(2) Alquier à Champagny, 8 octobre 1807, A. E., Rome 940, fo 229. A ce moment encore Alquier envisageait « une conciliation facile et prochaine entre les deux Puissances ». Mais il n'est que de comparer une note officielle de Casoni (12 octobre, *ibid.*, fo 236) avec la traduction qu'il en fait au ministre des Relations Extérieures (*ibid.*, fo 239) pour voir qu'il interprétait inexactement les intentions du Pape, soit par système, soit qu'il s'illusionnât lui-même. En réalité, il attendait surtout que l'Empereur prit « des mesures tellement vigoureuses que ces gens-ci n'eussent d'autre parti à prendre qu'à céder ».

(3) Napoléon à Champagny, 18 août 1807, *Corr.*, XV, 13039. Sur le thème indi-

Au point où on en était parvenu d'ailleurs, eût-il suffi d'atténuer la rudesse de certains procédés? S'il avait subsisté des chances d'accord, Napoléon les eût anéanties par sa manière de bouleverser sans cesse les bases de discussion. On était loin du point de départ, de ces garanties de sécurité militaires autour desquelles pendant un an avait tourné le débat. Maintenant l'Empereur demandait satisfaction sur toutes les affaires en litige, spirituelles et temporelles, et menaçait, en cas de refus, de se « faire droit ». Dans les rapports de ses ministres, il ne voulait plus voir que les preuves qu'il cherchait de « l'ineptie et de la mauvaise foi de la cour de Rome » (1). Sur un mot d'Alquier, il mettait en doute la volonté du Pape de donner des pouvoirs suffisants pour tout arranger. Et malgré les avertissements de son ambassadeur, il récusait successivement, dans les termes les plus offensants, les premiers négociateurs choisis par Pie VII, les cardinaux Litta et Pacca. Probablement sa décision était-elle prise d'occuper Rome, en tout état de cause. Peut-être un rêve nouveau hantait-il sa pensée, depuis que la paix de Tilsitt l'avait rendu maître de la moitié de l'Europe : celui de cumuler en Occident, comme les Tsars en Orient, l'autorité temporelle et l'autorité spirituelle. Il affirmait bien qu'il ne voulait pas rompre avec le Saint-Siège, mais parlait volontiers d'en appeler du Pape, obstiné dans sa politique négative, à un Concile groupant les représentants des Églises de France, d'Italie et d'Allemagne, « seul organe de l'Église infaillible et arbitre souverain de toutes les contestations religieuses » (2). Sa pensée du moment semble s'exprimer exactement dans un projet de dépêche rédigé pour Alquier, et où il faisait dire : « Il (l'Empereur) veut laisser au Pape l'intégrité de son pouvoir spirituel et l'exercice de sa puissance temporelle conciliable avec l'intérêt de l'Église et du monde chrétien. Si le Pape se rend à ses vœux, l'Empereur consentira à accepter de lui le titre de Roi et Empereur des Romains, supposant que cela est agréable au Pape et à l'Église

qué par l'Empereur, Champagny rédige la note à Caprara du 21 août, publiée par d'HAUSSONVILLE, *L'Église romaine*, II, 366, et jugée par PACCA, *Mémoires*, I, 78.

(1) Napoléon à Champagny, 31 août, *Corr.*, XV, 13093 ; et nombreuses lettres traitant des affaires de Rome en août et septembre 1807, avec des éclaircis qui trahissent le fond de la pensée ; à Eugène (4 août, n° 12992) : « Vous avez dû mettre des troupes du côté de Bologne, et, s'il (le Pape) faisait quelque imprudence, ce serait une belle occasion de lui ôter les États de Rome. » Sur la politique italienne de Napoléon après Tilsitt, cf. PINGAUD, *Le premier royaume d'Italie*, in « *Rev. hist. dipl.* », janv. 1926.

(2) Note de Champagny à Caprara, 21 septembre, dans d'HAUSSONVILLE, *L'Église romaine*, II, 374.

et ne voulant user de ce titre que pour le bien-être de Sa Sainteté, la tranquillité de Rome et la gloire de l'Église (1). »

Au début de septembre 1807, Napoléon parut obtenir satisfaction. Pie VII annonçait qu'il envoyait comme légat extraordinaire à Paris le cardinal français de Bayane, le seul dont l'Empereur acceptât la désignation, à défaut de Caprara. D'autre part le nonce della Genga était invité à gagner de son côté la capitale française, pour y suivre les conversations relatives au Concordat germanique. Rome paraissait bien vouloir se prêter à des négociations en vue d'un règlement d'ensemble des difficultés. On abordait, malheureusement dans l'atmosphère la moins favorable au succès, les tractations directes souhaitées par l'Empereur depuis le rappel du cardinal Fesch.

III

Fesch avait été des premiers à s'apercevoir du changement survenu dans les dispositions de l'Empereur. Aussitôt après Tilsitt, il jugea la situation si grave qu'il n'hésita pas à avertir brutalement Isoard.

« A l'heure qu'il est, vous avez lu le traité de paix avec la Russie. Tout va à merveille ici. On est dans la jubilation. L'Empereur se porte à merveille, mais il est très irrité contre la cour de Rome. Ils veulent donc définitivement se perdre. L'état de crise actuelle ne durera pas longtemps. Dites-leur bien votre petit mot et vous ferez une bonne œuvre. Ils n'ont pas tort d'avoir peur. Et on s'en occupe déjà sérieusement, je vous en dis assez. Je suis vraiment chagrin lorsque je vois que le Pape ne veuille pas être véritablement d'accord et prendre des arrangements tels à devenir bon ami avec l'Empereur. C'est dans ses mains, après Dieu, que réside la prospérité de l'Église catholique. S'il faut céder sur quelques points qui ne soient pas articles de foi, n'est-il pas clair que le plus faible doit céder au plus fort ? celui qui a tout à perdre à celui qui peut tout envahir ? N'est-il pas le cas de dire que *filii tenebrarum prudentiores sunt filiis lucis* ?... »

Cette lettre prouve combien peu, après quinze mois de séjour en France, Fesch avait modifié ses opinions. Aussi complètement qu'en

(1) A. E., Rome 940, f^{os} 315-22. Ce projet fut annulé, lorsqu'on apprit que le Pape envoyait de Bayane à Paris.

mai 1806, il épousait la querelle de son neveu. Il pensait toujours que la responsabilité d'une rupture ou la possibilité d'une réconciliation incombait tout entière au Saint-Siège. Il appelait de ses vœux une transaction entre le Pape et l'Empereur, mais quoiqu'il parlât « d'un *mezzo termine* qui les réunirait facilement », il entendait que l'initiative devait venir de Rome, ainsi que la plupart des sacrifices, limités d'ailleurs à l'ordre politique. « Qu'on chasse les Anglais, et je vois tout arrangé ! » répétait-il, non seulement à l'auditeur de Rote, mais même à certains cardinaux qu'il s'efforçait de convaincre. Une lueur d'espoir brilla pour lui lorsqu'il apprit que Pie VII se décidait à envoyer de Bayane à Paris, « mais, se demandait-il, lui a-t-on donné des pouvoirs illimités pour traiter et a-t-on abandonné le principe absurde de traiter par lettre et de souverain à souverain ? »

Pour intervenir dans le débat, il n'avait plus qualité officielle. Il venait d'être rayé des cadres des Relations Extérieures et considérait si bien sa carrière diplomatique comme terminée, qu'il liquidait son installation de Rome. Mais l'échec patent de son successeur Alquier, en justifiant sa conduite passée, ne le qualifiait-il pas pour s'intéresser à tout effort de rapprochement ? L'intention de Napoléon de ne poursuivre des conversations qu'à Paris lui faisait un devoir d'y participer. A plusieurs reprises, il exprima à Isoard son désir de « servir d'instrument extraordinaire pour une pacification d'où dépend la tranquillité du Saint-Siège », et celle de l'Église entière.

« Dites-leur bien, écrivait-il à l'adresse des Romains, que c'est leur méfiance qui les a perdus, et l'orgueil qui les a achevés. S'ils avaient eu de la confiance en moi et s'ils eussent voulu m'écouter, le Pape ne serait pas dans le cas où on l'a mis. Je connaissais les hommes et les affaires plus qu'eux. Pourraient-ils encore douter de ma bonne foi et de mon attachement au Saint-Siège ? Quoi qu'il en soit, je désire bien sincèrement son affermissement et voir rétablir la concorde entre les chefs du Sacerdoce et de l'Empire. De leur lutte il ne résulte que froissements et scandale pour l'Église, et peut-il y avoir un évêque assez perdu pour considérer avec indifférence la perspective des malheurs qui menaceraient les principes et l'exercice du culte ? Le chef de l'Empire pourrait-il être brouillé avec le chef de l'Église et ne pas se défier des prêtres ? Oui, cette seule position est une persécution réelle que le Pape mal instruit procurerait à l'Église. »

Est-ce le fidèle Isoard qui s'enhardit alors jusqu'à faire pressentir les offres de médiation du cardinal ? Est-ce le Pape qui, en cette

heure décisive, se souvint de l'attachement personnel sincère que Fesch lui témoignait ? toujours est-il que, le 20 septembre, Pie VII adressa un appel émouvant à l'oncle de l'Empereur :

« Par l'envoi de ce digne sujet [de Bayane], que Nous aimons et estimons, Nous avons entendu donner à S. M. une preuve de Notre condescendance dans tout ce qui nous est possible. Nous vous recommandons votre confrère. Nous vous recommandons encore la cause du Saint-Siège Apostolique. Certainement sera glorieuse pour vous et consolante pour Notre cœur toute collaboration de votre part à l'heureux succès d'une pareille entreprise. »

Il ne paraît pas que Fesch ait répondu à cette lettre, du moins sur le moment. A travers les explications réticentes qu'il donnait de son silence, on lit qu'il avait « fait connaître assez sa manière de voir ». Entendons qu'il ne croyait pas les Romains venus à l'état d'esprit nécessaire pour le succès de la négociation : quelque temps après, il déclarait se réserver pour « le moment où *je pourrai ouvrir mon avis* sur ce que je crois le plus utile pour l'Église et pour l'État (1) ».

Au témoignage même de Bayane, l'oncle de l'Empereur ne resta pas inactif (2). Il s'employa pour que le traité offert à Rome ne contînt pas de clauses religieuses inacceptables. Le projet présenté par Champagny, comportait huit articles. Cinq avaient trait à la collaboration militaire et diplomatique : le Saint-Siège ferait cause commune avec l'Empereur dans toutes les guerres contre les infidèles et les Anglais et, en acceptant de fermer ses ports et d'y laisser stationner des détachements français, serait défendu par la France ; il reconnaîtrait les changements effectués par l'Empereur en Italie et en Allemagne. Trois prévoyaient l'accroissement du nombre des cardinaux français, l'extension du Concordat de Milan à l'Italie, la signature d'un Concordat pour l'Allemagne occidentale. A ces dispositions le ministère français aurait voulu en ajouter deux autres qui auraient imposé au Pape de s'abstenir de tout acte public ou privé contraire aux libertés gallicanes ou de nature à jeter le trouble chez les sujets de Sa Majesté. Selon certains auteurs, c'est Fesch qui, se prononçant contre leur insertion, aurait obtenu au moins leur retrait provisoire (3).

(1) Pie VII à Fesch, 20 sept. 1807, Vat., Ep. Nap. 245/1 ; Fesch à Isoard, 11 sept. 1807, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(2) JAUFFRET, *Affaires ecclésiastiques*, II, 241 ; LYONNET, *Le Cardinal Fesch*, II, 147.

(3) D'HAUSSONVILLE, *L'Église romaine*, II, 390 ; PACCA, *Mémoires*, I, 90, s'étonne que Fesch ait pu être d'avis d'envoyer à Rome un pareil projet.

Intervention assez mesurée et assez naturelle pour qu'on ne l'interprète pas comme une sourde manœuvre anti-gallicane. Du simple point de vue diplomatique, était-il opportun de mêler à des demandes présentées comme exclusivement politiques, des questions d'ordre purement spirituel ? de toucher à ces *droits du sanctuaire* auxquels tout ambassadeur auprès du Saint-Siège savait le danger de porter atteinte ? Alquier ne pensait pas autrement, qui osait lui, laïc, lui, ambassadeur de Sa Majesté, conseiller de retirer la demande d'augmentation des cardinaux. Si l'on veut à tout prix soupçonner ici des arrière-pensées ultramontaines, comment expliquera-t-on que les Romains, loin de rendre justice aux intentions de Fesch, lui aient fait grief de ne s'être pas déclaré formellement contre le projet de traité, même allégué ?

Telle était, de part et d'autre, la nervosité que toute tentative pour s'interposer dans les négociations était vouée à l'échec. Peut-on même vraiment parler de négociations à propos des conversations à peine ébauchées, sans cesse coupées, auxquelles donna lieu la présence de Bayane à Paris (1) ? A peine le cardinal s'était-il abouché avec le ministre des Relations Extérieures qu'un premier incident surgit. Le général Lemarois ayant, par l'ordre de l'Empereur, occupé les territoires d'Urbino, d'Ancône et de Macerata, le Pape, blessé par cette violation de la trêve, annula les pouvoirs de son représentant. De Bayane ne fut ensuite autorisé à reprendre les entretiens que sous réserve de ne rien signer sans en avoir référé à Rome : il n'avait pas besoin de cette nouvelle consigne de prudence pour se sentir paralysé par le poids de sa responsabilité.

Là-dessus, brusquement, l'Empereur quitta Fontainebleau, le 16 novembre. Emmenant dans sa suite Champagny, il gagna l'Italie du Nord, pour y passer six semaines. Son but était de prendre possession des pays vénitiens rattachés au Royaume, et aussi de consolider le système politique et économique de la France au cœur de la péninsule. Sur place, Napoléon décida de mettre fin au fragile royaume d'Étrurie (2). Le coup était d'abord dirigé contre le commerce anglais, mais il atteignait indirectement le Saint-Siège. Il détruisait le dernier pays où survécût une politique religieuse imprégnée d'ultramontanisme. Il achevait d'envelopper de toutes parts le minuscule État pontifical,

(1) A. E., Rome 940, f^{os} 278-293. Il y a très peu de chose sur la négociation : le projet de traité proposé, et quelques billets de Bayane.

(2) DRIAULT, *Napoléon en Italie*, chap. XVII ; SIXTE DE BOURBON, *La reine d'Étrurie*, pp. 43-49.

mutilé, amoindri, désormais isolé dans un vain simulacre d'indépendance. Pie VII ne céda point à la menace. Tandis que les troupes impériales entraient dans Florence, le 2 décembre 1807, — trois ans jour pour jour après le Sacre, — le Pape annonça que le projet de traité transmis par de Bayane, était rejeté comme « attentatoire à la liberté et à l'indépendance de sa souveraineté ». Il enjoignit à ses plénipotentiaires, ainsi qu'à Caprara, de quitter Paris, si les prétentions françaises étaient maintenues sans changement. Le 8 janvier 1808, Napoléon étant de retour dans sa capitale, Champagny répondit en dénonçant la rupture des négociations, suite de l'intransigeance du Souverain Pontife(1).

Encore que le ministre affectât de laisser la porte ouverte à des conversations, on marchait très vite à l'irréparable. Un mois ne s'était pas écoulé que, le 2 février 1808, la division du général Miollis, par ordre de l'Empereur, entra dans Rome. Les points stratégiques occupés par nos troupes, les ressorts de l'administration passés en des mains françaises, Pie VII s'enferma au Quirinal. Se regardant comme prisonnier, il refusa « toute espèce de négociation ultérieure (2) ». L'ambassadeur Alquier ne savait quelle attitude adopter. Napoléon lui interdisait de se mêler en aucune façon au déroulement des opérations militaires ; puis il le blâmait de ses « ménagements mal entendus » pour le Pape, et, brutalement, le rappelait le 24 février. L'ambassade impériale près le Saint-Siège, encore occupée quelques mois par le chargé d'affaires Lefebvre, avait perdu toute raison d'être. La légation pontificale à Paris ne devait pas lui survivre. Le 30 mars, le cardinal Caprara annonçait la cessation de ses pouvoirs et la fin de la mission qu'il exerçait(3).

L'ère des rapports diplomatiques réguliers était close.

La rapidité du dénouement remplit de stupeur le cardinal Fesch. Que le Pape eût trouvé une pierre d'achoppement à l'accord dans les

(1) Pie VII à de Bayane, 2 déc. 1802, dans RINIERI, *Napoleone e Pie VII*, I, 377 : le Pape charge de Bayane de remercier Fesch, ainsi que Caprara, de leurs bons offices dans la négociation. Champagny à de Bayane, A. E., Rome 941, fo 5 ; à della Genga, fo 7. A Alquier, le Ministre écrit (projet qui n'a pas été expédié, fo 9) : « La France et le Saint-Siège sont en état de guerre. »

(2) Le cardinal Doria Pamphili à Alquier, 25 février 1808, dans *Correspondance officielle de la Cour de Rome avec les agents de Bonaparte*, p. 16.

(3) Napoléon à Eugène, 7 févr. 1808, *Corr.*, XIII, 13536 : à Caprara, 1^{er} avril 1808, *ibid.*, 13709 ; Champagny à Alquier, 19 févr. 1808, dans LEFEBVRE, *Histoire des Cabinets*, III, 268 ; cf. DE LUPPÉ, *La Captivité de Pie VII*, p. 7-15.

articles politiques du traité, qu'il regardât comme opposée à ses devoirs et à l'honneur l'obligation d'entrer, sans réserves et pour l'avenir, « dans le système politique de la France », cela ne lui paraissait juste ni en droit, ni en fait. Du moins s'obstinait-il, dans la tristesse et « l'affliction » où il était plongé, à espérer contre toute espérance.

L'heure des difficultés ne serait-elle pas la sienne ? Un jour, il annonçait à Isoard qu'il prolongeait son séjour à Paris, y étant mieux placé que dans son diocèse « pour arrêter quelque grand malheur ». Un autre jour, il suggérait à l'Empereur d'envoyer à Pie VII une députation d'évêques « capables par leur doctrine de l'éclairer sur sa position actuelle », et sur les maux que déchaînerait une rupture. Le porte-parole de cette mission, ce sera lui évidemment. L'argumentation qu'il développera pour toucher le cœur et l'esprit du Saint-Père, il la tient déjà prête.

« On pourrait, écrit-il à Isoard, faire un traité théologique pour prouver que la conscience du Pape n'a rien à craindre en entrant dans la confédération italique... Mais combien l'obligation de conscience devient plus impérieuse, lorsqu'on est au moment de se voir enlever la domination temporelle. Il ne faut pas se le dissimuler : on est ici exaspéré au point de ne plus rien ménager... On a pris le rappel du légat comme une déclaration de guerre, puisque le légat était ministre, en même temps qu'il était chargé de l'autorité spirituelle du Pape ; et je crois même que M. Lefebvre a été aussi rappelé.

« Le rappel du légat est l'époque des grands événements qui menacent l'Église, et ici les meilleurs catholiques ont été stupéfaits. Quel bien faisait le légat au gouvernement ? Aucun. Quel mal son rappel fera-t-il au gouvernement ? Aucun. La tranquillité ne sera pas moins assurée. Qui tirait le plus d'avantages de la demeure du légat en France, de l'Empereur ou du Pape ? Il étendait l'autorité de celui-ci, malgré les libertés de l'Église gallicane. Et que va-t-il arriver ? Croit-on que le gouvernement veuille permettre qu'on aille chercher à Rome les dispenses ? J'en doute avec raison et je crains bien qu'on interdise toute correspondance pour ces sujets et qu'on dise aux évêques : vous ne pouvez plus recourir à Rome pour ces dispenses, parce que nous ne voulons pas que vous correspondiez avec un ennemi de l'État. Dans ce cas, *casus papalis sit casus episcopalis*, car les fidèles peuvent-ils rester sans secours ? et de là Rome, tant qu'elle sera brouillée avec l'Empereur, perdra pour la France l'exercice de ses pouvoirs. Qu'on se mette bien dans la tête que pour de semblables objets, il n'y aura pas

de révolte en France, et que les évêques instruits par les événements passés ne feront que tout ce qu'auraient fait les évêques réunis dans l'assemblée de 1682.

« Mon cher ami, ce ne serait encore rien si on se contentait de la sagesse des évêques à ne prendre aucune part à des affaires dont l'origine est purement politique et point religieuse ; mais si l'on voulait à Rome pousser la pointe dans l'espoir d'y porter les peuples chrétiens à un grand éclat, où en serions-nous ? Car les peuples resteraient tranquilles et Rome n'en serait que pour avoir fait une triste et inutile tentative, qui jetterait l'Église dans le schisme le plus cruel qui l'ait jamais déchirée. Les ennemis de la religion, protestants et philosophes, se réjouissent déjà que le Pape paraisse porté à faire des coups d'autorité ! Ils espèrent qu'il voudra faire plus que d'autres Papes n'ont jamais fait et qu'il ne se contentera pas de menacer l'Empereur Napoléon... Que Dieu ne permette pas que nous soyons les spectateurs de la joie de ces messieurs. Il est certain que le rappel du légat paraît être le précurseur de semblables scènes, mais la charité et la sagesse du Saint-Père nous tranquillisent et nous calment l'imagination effrayée des événements terribles pour la religion et pour l'Église...

« En vain espérerait-on, sans un miracle de la divine Providence, de faire revenir sur ses pas l'Empereur Napoléon. Qu'il plaise à Dieu qu'une plus longue résistance du Saint-Père ne le porte pas à confisquer définitivement les États du Saint-Siège, et si ce malheur arrivait, n'est-on pas convaincu que si l'on ne veut pas totalement perdre l'Église d'Allemagne et d'autres grandes Églises, il faudra avoir recours à lui-même en ne parlant plus du temporel de l'Église romaine.

« L'Église, dit-on, en deviendra plus florissante, plus belle. Je sais que Dieu ne peut pas tromper et que ses promesses sont éternelles ; son Église sera toujours le centre de la vérité ; mais cette Église peut être transportée à des peuples qui ne la connaissent pas encore et abandonner ceux qui ont le bonheur d'y être nés... Prions, mon cher ami, le Dieu de paix et de miséricorde, qu'il épargne à cette belle Église de France de plus grandes convulsions, et qu'il ne permette pas qu'elle soit mise en danger de perdre la foi (1)... »

Ce texte considérable est la dernière expression des sentiments intimes de Fesch au cours de la crise des affaires italiennes. D'une part, il persiste à soutenir que la querelle du Pape ne touche pas au

(1) Fesch à Isoard, 7 avril 1808, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

Napoléon et le Saint-Siège.

fond même de la doctrine chrétienne ; d'autre part, il annonce que toute tentative d'emploi des armes spirituelles provoquerait un tel émoi que l'Église gallicane, — et peut-être même les autres Églises d'Europe, — se sépareraient du Saint-Siège. Si ce langage répond en tout point à sa pensée intime, ce n'est pas comme un ultramontain militant qu'il faut le représenter, mais comme l'interprète fidèle, peut-être comme un des inspireurs, de la politique ecclésiastique de Napoléon.

Sur le premier point, — le devoir du Pape de faire des concessions, — la conviction de Fesch ne prête à aucun doute. Elle est, nous le savons, ancienne ; les événements récents : occupation des provinces pontificales, violation de la Ville Éternelle par les Français, — ne l'ont pas modifiée ; ils ont plutôt ajouté des arguments de fait aux arguments de droit, et Fesch a toujours eu une tendance à conclure des uns aux autres, de l'inutilité de la résistance à son illégitimité. Personne qui comprenne moins que lui la soif de sacrifice qui possède Pie VII. « Qu'il ne s'attende pas à être martyr, dit-il avec une commisération un peu lourde ; son cœur seul souffrirait, toute sa vie, de voir l'Église européenne déchirée par un schisme. » L'oncle de Napoléon ne porte pas une âme de confesseur de la foi ; son génie étonné tremble devant celui de l'Empereur : « Nous ne pouvons pas nous flatter, dira-t-il plus tard, d'exercer sur l'Empereur l'influence qu'on aurait aisément sur un homme incertain et flottant sur les partis qu'il prend, et l'on peut avancer sans crainte de se tromper que la charité de l'Église doit être encore plus grande que l'orgueil d'un conquérant, que c'est à elle de prévenir les plus grands malheurs en se prêtant à un prompt arrangement. L'Empereur n'hésitera jamais à repousser les attaques dirigées contre lui, et loin de reculer, il ira toujours en avant (1). » Le sentiment qu'il avouait en ces termes naïfs, contribuait à inspirer ses consultations théologiques sur la possession du pouvoir temporel. Il était si sincère qu'il ne s'inquiétait même pas d'être seul de son avis. Naguère encore, un Caprara, un Spina parlaient dans un sens analogue. Maintenant il n'y a que lui pour élever la voix ; et il le fait avec une audace croissante puisque, au nom de sa théologie, il envisage l'abandon du Pouvoir Temporel.

Quand il arrive au deuxième chapitre de son plaidoyer, en revanche, le cardinal Fesch affiche plus de sécurité qu'il n'en éprouve réellement.

(1) Cité par d'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, IV, p. 412.

Il prophétise l'union de tous les catholiques de France autour de leur prince, la résurrection des vieilles traditions gallicanes d'indépendance : confiance de commande, à l'usage des Romains ! Ce qui se passerait si le Pape usait des armes spirituelles, il se le demande avec appréhension. Le lendemain du jour où il écrivait cette grande lettre à Isoard, il avouait ses craintes à l'Empereur :

« Sire, vous couvrez la terre de vos armées et de votre puissance, mais vous ne sauriez commander aux consciences. Permettez que je vous représente que quelque (*sic*) fût la contenance des évêques, quelque fût la force des raisons par lesquelles on peut prouver au Pape qu'il a outre-passé son autorité, il n'en est pas moins vrai qu'il y aurait non-seulement partage dans les opinions, mais un horrible déchirement dans l'État qui dégénérerait en un schisme terrible qu'on n'éteindrait pas facilement. » Et le cardinal avoue que la députation d'évêques dont il suggère l'envoi au Pape rassurerait également les Français sur les intentions catholiques de Sa Majesté (1).

Cet avertissement d'une solennité étrange est un son de cloche nouveau dans la correspondance du cardinal. Qu'on n'y cherche point cependant un manifeste d'opposition. Son loyalisme seul dicte ce langage. Fesch est au courant de trop de faits graves pour qu'il ne croie pas de son devoir de parler. Sans doute, la spoliation de la Papauté n'excite-t-elle en France qu'une commisération mitigée ; mais les catholiques dans leur masse, dans leurs meilleurs éléments, éprouvent pour le Saint-Père un attachement, cimenté par l'épreuve de la Révolution et renforcé par la politique du Concordat et du Sacre, qui les mettrait en défiance contre toute tentative de schisme. La tiédeur du gallicanisme dans le clergé national éclate. Des incidents typiques en donnent la preuve au Grand Aumônier.

L'année précédente, Émery avait réédité les *Nouveaux Opuscules* du célèbre abbé Fleury, un des oracles de l'Église de France au XVIII^e siècle. Les commentaires de l'éditeur tendaient à prouver que Fleury n'avait pas, comme on l'admettait, soutenu sans réserves toutes les prétentions des juristes gallicans. Ému de cette publication, Fesch l'avait catégoriquement blâmée, comme inopportune : « Si l'on avait

(1) Fesch à Napoléon, 8 avril 1808, A. N., F¹⁹ 1904. La même liasse contient une lettre de Fesch au Pape, le 8 décembre suivant, où le grand Aumônier décrit les maux qui résulteraient de refus obstinés du Souverain Pontife. Il est beaucoup moins catégorique qu'auparavant : « Les temps commandent aux évêques de se tenir plus que jamais étroitement unis au Saint-Siège, mais le Saint-Siège a besoin de cimenter plus que jamais l'union et l'accord avec les Évêques. »

pensé aux exagérations de Rome, avait-il écrit à son ami, et aux impulsions perfides pour la pousser à des extravagances, on aurait vu que ce n'était pas le temps de publier un tel ouvrage. » Émery ne s'était pas incliné. Il entendait servir la cause de « nos véritables libertés », en prouvant qu'un des docteurs du gallicanisme avait fait le départ entre les traditions religieuses et certains abus des parlements : « Qu'est-ce que tout cela a de commun avec le mauvais emploi que le Pape a pu faire de son autorité temporelle ou même avec l'abus de son autorité spirituelle ? Est-ce que l'autorité du Pape, fondée sur le droit divin, ne demeure pas toujours la même, malgré l'abus qu'il en ferait ?... A Dieu ne plaise que j' imagine que le gouvernement est l'ennemi du Saint-Siège, et qu'il trouve mauvais qu'on dise quelque chose qui soit à l'avantage de son autorité spirituelle, telle qu'elle a été établie par J.-C. Ce n'est assurément pas vous, Monseigneur, qui le trouveriez mauvais, et comme cardinal et comme évêque du premier siège des Gaules : et que deviendrait l'autorité spirituelle des évêques si celle du chef tombe dans le mépris (1) ? »

En mettant en lumière la solidarité de l'autorité pontificale et de celle des évêques, Émery frappait au bon endroit. Il savait Fesch sensible à toute atteinte aux droits de l'épiscopat. Au cours des récents bouleversements en Italie, le primat des Gaules, qui n'avait pas trouvé un mot en faveur du Pape dépossédé, avait protesté contre l'expulsion de certains évêques suburbicaires enlevés à leurs ouailles. En France, l'orientation nouvelle de la politique ecclésiastique lui faisait craindre l'avilissement de l'épiscopat. Les procédés du ministre Bigot de Préameneu, sa manie d'accabler de demandes les chefs de diocèse, la raideur de ses instructions, provoquaient un malaise croissant.

En mai 1808, le Ministre des Cultes, dans sa circulaire destinée à annoncer la fin de la mission de Caprara, s'exprima de telle sorte que les évêques se crurent menacés de voir interrompre, au nom des libertés gallicanes, toute communication avec Rome. Ce que l'entrée des armées impériales dans la Ville Eternelle n'avait pu faire, parut réalisé par cette simple circulaire : les évêques protestèrent énergiquement.

(1) *Nouveaux opuscules de M. l'abbé Fleury* ; à Paris, Veuve Nyon, 1807 (sans nom d'éditeur). Fesch à Émery, 11 avril 1807 ; Émery à Fesch, 18 avril, *Papiers Émery*, Arch. Saint-Sulpice. Cf. QUÉRARD, *la France littéraire*, III, 19. GOSSELIN, *Vie de M. Émery*, II, 226. Quelques mois après, le « Journal des Curés » publiait un article tendant à prouver que l'épiscopat tient ses pouvoirs de Rome, thèse que Le Coz relevait aussitôt comme contraire à toute la tradition gallicane, A. N., F 7 8536.

D'Aix, Mgr Champion de Cicé écrivit que les catholiques sauraient concilier l'attachement aux maximes de France avec les liens de respect et de soumission qui les unissaient au Pape. Fesch sollicité d'intervenir, demanda des éclaircissements (1). Il obtint une manière de rectification dont il fit état auprès de ses confrères, mais il sentit bien que les inquiétudes n'étaient pas dissipées. « Ce coup de force, constatait-il, a retenti dans toutes les parties de l'Église ».

Aussi, le 21 juin 1808, se mit-il en devoir de broser pour son neveu un tableau très sombre de la situation religieuse, combien différente de ses pronostics optimistes de naguère !

« Depuis six mois, les opérations de ce ministre dirigent l'opinion de manière à faire croire que V. M. veut séparer l'Église de France de l'Église catholique en abrogeant les lois fondamentales de la discipline ecclésiastique.

« De là dérive l'inquiétude générale dans le clergé, la frayeur d'une persécution prochaine : et parmi les fidèles les plus irréflechis et les plus impatients, la haine contre votre gouvernement. Les confesseurs dans le temps pascal ont eu de la peine à persuader à certains fidèles que c'est un péché de haïr son souverain ou de désirer sa mort. »

Dans son propre diocèse, il constatait « l'alarme générale par rapport à la religion. Elle est dans le peuple comme chez les grands, à la campagne comme à la ville, aux extrémités du diocèse comme à Lyon (2) ».

Les plaintes de Fesch ont le tort de ne paraître jamais absolument désintéressées. Il y mêlait des traits d'apologie personnelle : « On a beaucoup de confiance en moi... On est convaincu que je sacrifierai mon existence même à mes principes de la foi... », qui laissent supposer des manœuvres pour faire valoir son zèle ou accroître sa situation. Néanmoins, à travers ses contradictions, il apparaît à l'évidence que son âme ne trouvait plus à se raccrocher aux anciennes certitudes. Pouvait-il lui, témoin direct et tout proche, ignorer qu'une ambition étonnante s'emparait de l'Empereur, celle de régir le spirituel ? Officiellement, les ministres répétaient que rien ne changerait dans les relations religieuses avec le chef de l'Église ; dans l'intimité, Napoléon avait des aveux terribles : « Le Pape étant le chef de la religion de mon pays, il est convenable que je m'assure de la direction du spirituel (2) ... » S'il en était ainsi, l'Empereur mettrait l'Église des Gaules

(1) Fesch à Bigot de Préameneu, 21 mai 1808, A. N., O² 1. La circulaire ministérielle (17 mai) et la réponse de Cicé (10 juin) sont dans F¹⁹ 1904.

(2) Fesch à Napoléon, 21 juin 1808, A. N., F¹⁹ 1904.

devant le choix entre la désobéissance à son souverain ou le schisme ; le Grand Aumônier serait placé devant les responsabilités qu'il frémissait d'envisager. L'abîme qui s'ouvrait sous ses pas le glaçait. Lui qui avait menacé le Pape, deux ans plus tôt, d'un concile tourné contre les prétentions ultramontaines, avertissait maintenant l'Empereur de l'impossibilité de détacher les consciences du centre de la catholicité. Son neveu, loin d'accueillir ses observations, y coupa court brutalement : « Je vous prie, lorsque vous m'écrirez, de prendre garde à ce que vous me dites ou de vous dispenser de m'écrire... Je n'y ai vu (dans votre lettre) que l'effet d'une imagination en délire et je conseille à vous et à ceux qui se créent des monstres qui n'existent que dans leur imagination de prendre des bains froids ».

Fesch s'excusa : « Dieu seul connaît mon zèle pour votre service. Sans intention étrangère, j'écrivais historiquement les raisons de l'opinion du clergé sur l'état actuel des choses. Sire, je prie Dieu qu'on vous serve avec autant de dévouement que moi (1). »

Cette passe d'armes très vive mit fin aux efforts de l'ancien ambassadeur pour rétablir les rapports entre l'Empereur et le Pape. Fesch en garda une blessure qui allait insensiblement porter atteinte à sa sérénité, jusque-là à peine ébranlée par les événements extérieurs.

*
* *

A son retour de l'ambassade de Rome, Fesch était donc, à peu de chose près, ce qu'il avait été comme évêque concordataire organisant son diocèse, comme Grand Aumônier négociant pour l'Eglise de France en 1805. L'esprit qu'il apportait à sa tâche n'était pas différent d'autrefois. Il travaillait en prêtre au développement de la vie religieuse, surtout par l'organisation des Séminaires. L'accord entre le clergé et le pouvoir civil était sa maxime ; de limites à cette collaboration, il ne mettait que celles que lui inspiraient une autorité personnelle et une indépendance jalouses. S'il exhortait ses amis à servir la religion par des actes plutôt que par des discussions de principe, ce n'est pas qu'il doutât du bon droit de l'Empereur. Tout ce qu'il avait vu à Rome, les ressentiments dont il était pénétré, le prédisposaient médiocrement à prendre parti pour le Saint-Siège. Il se serait mis au service

(1) Napoléon à Fesch, 26 juin 1808, dans LECESTRE, *Lettres inédites*, I, 298 ; Fesch à Napoléon, 30 juin, A. N., F¹⁹ 1904.

de la politique napoléonienne en Germanie, s'il avait été formellement requis; en France, il s'employa activement à servir le régime en même temps que la religion. Au cours des deux années 1806 et 1807, chargées de projets et de besognes, sa conviction se confirma d'abord que les bonnes dispositions du gouvernement ne s'étaient pas démenties, et que le Saint-Siège se faisait tort, et au catholicisme en général, par une opposition injustifiée.

Bien loin qu'il ait fléchi dans ses manières de voir, sous l'action de ses souvenirs de Rome, c'est plutôt le sentiment de rencontrer des entraves à son activité apostolique qui ébranla son gallicanisme. Ses préoccupations et ses déboires d'évêque et de Grand Aumônier, de chef de l'Église gallicane, déterminèrent, plus que l'aggravation des événements extérieurs, une évolution qui devait le rejeter vers le Saint-Siège. Deux séries de causes ont interféré pour produire l'alarme de Fesch, mais celles d'ordre intérieur sont plus importantes. Un certain nombre de dates jalonnent le chemin parcouru : octobre 1807 : scène de Napoléon à propos des séminaires de Lyon ; 4 janvier 1808 : nomination de Bigot de Préameneu ; 8 janvier : fin de la mission de Bayane ; 2 février : entrée des Français à Rome ; 17 mars : décrets impériaux constituant l'Université ; 17 mai : circulaire ministérielle annonçant à l'épiscopat la fin de la mission Caprara. Alors que la rupture des négociations, des relations diplomatiques entre Paris et Rome, l'occupation de la capitale pontificale ne suscitent aucun mouvement de révolte de sa part, les décisions intéressant le clergé français, provoquent de vives réactions : les deux lettres à l'Empereur du 8 avril et du 21 juin. Fesch y dénonce les conséquences d'une politique ecclésiastique inquiétante pour l'avenir de la religion en France. C'est seulement plus tard que, sans étouffer son attachement à son neveu, le loyalisme à l'égard du Pape, dépouillé et captif, l'entraînera à d'autres manifestations d'opposition.

Vers le milieu de 1808, le dévouement de Fesch à Napoléon avoue des inquiétudes. Son gallicanisme doute.

Cependant, de même qu'il était inexact de le représenter à son retour d'Italie converti à un ultramontanisme militant, il serait excessif de le peindre fixé, à partir de 1808, dans une attitude d'opposition systématique à la politique de son neveu. En réalité, les fluctuations de Fesch trahissent une cruelle incertitude. Tant bien que mal il conforme ses actes aux circonstances, éprouvant une difficulté croissante à

concilier les devoirs que lui dictent d'une part son attachement à Napoléon, d'autre part sa dignité de Prince de l'Église romaine.

Il faudrait, pour s'en rendre compte, étudier le rôle de Fesch dans l'Empire jusqu'en 1815 ; mais ce rôle touche à toute l'histoire de l'Église concordataire, et il faudrait se placer dans une perspective assez différente de celle que nous avons adoptée jusqu'ici. Nous nous proposons d'y consacrer un ouvrage spécial. Et nous devons nous borner à indiquer les aspects essentiels de l'activité de Fesch.

Aucune équivoque dans le dévouement de Fesch, oncle de Napoléon. Pas d'hésitation de sa part dans l'affaire du divorce et du second mariage. Le 6 janvier 1810, il dépose devant l'officialité de Paris, dont les ultramontains proclament l'incompétence. Lui qui a béni l'union avec Joséphine accepte de la voir cassée, comme nulle et non valablement contractée, par un tribunal français. Il ne se contente pas de bénir le mariage de Napoléon avec Marie-Louise ; avec l'énergie de toute sa conviction, il s'emploie à convaincre d'erreur les cardinaux qui refusent d'assister à la cérémonie ; il blâme les scrupules qu'il croit discerner dans certains cercles ecclésiastiques, même parmi ses amis proches.

Archevêque, il montre moins de résolution. Le 31 janvier 1809, Napoléon le nomme au siège de Paris, vacant depuis la mort du cardinal de Belloy en juin 1808. S'il n'a pas fait acte de candidat, Fesch a au moins provoqué cette nomination. Rome, lorsque la nouvelle lui en parvient, la juge extrêmement menaçante pour l'unité catholique : Or Fesch ne prend même pas possession de son nouveau siège. Il se bute dans l'idée, tout à fait choquante pour les ultramontains, de cumuler deux archevêchés : Lyon et Paris. Et par ailleurs, il manifeste clairement qu'il ne veut pas se passer de l'institution canonique pour administrer une Église, ce qui lui vaut les félicitations du Pape. En octobre 1810, l'Empereur décide brusquement de le remplacer par Maury (1).

Si l'on résume enfin ses interventions entre l'Empereur et le Pape, ce n'est plus d'hésitations que l'on est tenté de parler, mais de flottements et presque de contradictions. Lorsque Pie VII enlevé de Rome est amené à Grenoble, fin juillet 1809, Fesch envoie au-devant de lui ses grands vicaires, et ce geste peut sembler un désaveu des violences que le Saint-Père subit. En revanche, le cardinal, dont on admettra

(1) LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 186-242.

difficilement qu'il ait ignoré la bulle d'excommunication, non seulement assiste spirituellement l'Empereur, mais ne cesse de prêcher la fidélité à son égard et de reprendre fortement ceux qui hésitent à prier pour lui. Même *illogisme* si l'on veut, avec « les cardinaux noirs », dont il a blâmé l'abstention au second mariage de Napoléon, et à qui il procure ensuite une charitable assistance.

Grand Aumônier de l'Empire, deux fois Primat de l'Église gallicane, Fesch assume, comme un droit inhérent à ses dignités, la présidence des assemblées où l'épiscopat français est invité à chercher une manière de résoudre le conflit du gouvernement français et du Saint-Siège. Il dirige les travaux de la commission de 1809. Réprimandé par Napoléon qui trouve insuffisant le résultat obtenu, il regrette de n'avoir pu « lui être plus agréable et en même temps plus utile à l'Église. Ces deux objets, assure-t-il, furent toujours le principe de mes actions. » Et, six mois après, à la commission de 1810, il adopte si bien « la ligne des évêques qui marchaient dans le sens de l'Empereur (1) » que sa résolution contribue à faire décider la convocation d'un Concile national, destiné à pourvoir aux besoins de l'Église de France et à forcer la main au Saint-Père. Mais le tour pris par les délibérations du Concile, qu'officiellement il dirige, est favorable au Pape, et Fesch encourt une éclatante disgrâce.

Au début de 1812, le cardinal oncle est exilé dans son diocèse. Pendant les deux dernières années de l'Empire, il sera tenu éloigné de la Cour. Son crédit est si bien ébranlé qu'il ne réussit même plus à sauver des rigueurs administratives les œuvres auxquelles il tient par-dessus tout. On est loin du temps où, s'élevant sans arrêt dans la carrière des honneurs, Fesch étendait une protection tutélaire sur l'Église gallicane. Les contemporains ont été très frappés, et ils devaient l'être, de ce retour de fortune. Peut-être se sont-ils exagéré les traits de « vigueur apostolique » qui avaient mérité à Fesch cette disgrâce et la portée de l'opposition qui fut la sienne (2). Frédéric Masson lui-même a de la peine à trouver des preuves d'une opposition *active* (1). Encore oublie-t-il de tenir compte du mouvement des esprits dans le diocèse de

(1) C'est LYONNET lui-même (*Le cardinal Fesch*, II, 282) qui en fait l'aveu, malgré son désir de ne voir que les résistances de Fesch « au plus terrible des Césars ». Cette partie de la biographie de Lyonnet, très embarrassée, est nettement insuffisante sur les débats des deux Commissions et du Concile ; cf. CATTET, *La vérité sur le cardinal Fesch*, p. 67.

(2) Cf. PASQUIER, *Mémoires*, I, 434, qui note cependant que sa conduite « fut en

Lyon et de noter que l'archevêque se trouvait débordé, que sa voix, quand elle s'éleva non sans dignité en faveur du régime, fut étouffée sous les clameurs. Au début de 1814, il s'efforça vainement de galvaniser l'énergie des autorités administratives, militaires et des ecclésiastiques. Il dut fuir devant l'invasion, tandis que son propre Chapitre publiait, sous son nom, un mandement d'actions de grâces pour célébrer le retour des Bourbons.

La carrière de Fesch peut être considérée comme terminée en 1812. Plus jamais il n'a eu lieu d'intervenir dans les débats avec Rome. En 1815, pendant les Cent-Jours, il sera nommé ambassadeur extraordinaire près le Saint-Siège; mais il n'exercera pas cette fonction. Mandé en France, arrêté par la nouvelle de Waterloo, il ne reviendra à Rome que comme réfugié, enveloppé dans l'ostracisme que la Restauration prononce contre la famille de l'Empereur.

L'oncle de l'Empereur est désormais un homme fini. Il survivra à son neveu, à sa sœur M^{me} Letizia, dont il a partagé étroitement les dernières années, à Pie VII, son protecteur, grâce à qui Rome a été une terre d'asile pour les Napoléonides. Son seul regret, sa seule revendication seront pour le diocèse de Lyon, auquel l'attache un lien indissoluble; il refuse sa démission à deux Papes. Et, comme tout l'oblige à se désintéresser des affaires de France, il reporte ses affections vers la terre natale. En mourant, en 1839, il exprime dans son testament la volonté de reposer à Ajaccio, où sa dépouille sera transportée en juillet 1851.

toutes circonstances aussi mesurée que ferme » ; MÉNEVAL, *Mémoires*, II, 421, donne la meilleure formule : « Napoléon eut à combattre également la résistance de son oncle, le cardinal Fesch, qu'on ne pouvait taxer d'opposition systématique contre son neveu, mais qui désapprouvait ce système de lutte ouverte contre le Saint-Siège. »

(1) MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, VII, 366 sqq.

CONCLUSION

Dans les six années qui vont de la reprise des relations à la rupture diplomatique entre Napoléon et le Saint-Siège, le cardinal Fesch a été mêlé à toutes les affaires politiques et religieuses qui ont surgi entre le Chef de la catholicité et le Souverain le plus puissant de l'Europe.

Son ambassade (mai 1803-mai 1806) a comporté deux périodes, l'une ascendante, l'autre de rapide déclin, que sépare le voyage du Pape à Paris.

Au cours de la première, l'accord signé en 1801 à Paris paraît se développer sans difficultés considérables. Le Concordat cependant est autre chose qu'un traité diplomatique ordinaire. Dans les circonstances où il a été conclu, il prend figure d'un essai de conciliation entre l'Église romaine et la France révolutionnaire. Pareille tentative suscite bien des oppositions. En France, l'autorité du premier Consul, quelle qu'elle soit, ne peut pas ne pas en tenir compte. De là des retouches au pacte : les Organiques, l'admission des constitutionnels, présentées comme des nécessités de gouvernement. A Rome, certains théologiens se demandent si ces retouches ne traduiraient pas en réalité un système ecclésiastique inacceptable pour l'Église. On les tolère, on ne révèle qu'à demi les protestations, tant que la politique concordataire tourne au profit du catholicisme romain. N'est-ce pas le Concordat, qui après avoir relevé les autels en France et fait brèche dans l'ancien gallicanisme, inaugure une ère de négociations avec l'Europe d'où l'autorité du Saint-Siège peut sortir renforcée ? Ainsi le Concordat italien contient dans son texte une victoire des principes ultramontains et balance un instant la défaite des Organiques français. D'autres horizons s'ouvriraient peut-être en Germanie, si Rome cette fois n'hésitait à lier trop exclusivement sa politique à celle de Napoléon, et par égard pour l'Autriche et par souci de réserver l'avenir. Presque sans difficultés (en dehors de l'affaire Vernègues) et sans mérite de sa part, Fesch recueille les fruits de l'harmonie entre la France et Rome.

Vient l'heure où Napoléon croit avoir assez fait pour que la Papauté lui accorde la consécration du Sacre. Étonnante démarche dont l'histoire offrait à peine un précédent : « c'est un miracle de sa destinée qu'il ait pu l'obtenir », dit Talleyrand, qui ne se payait point de mots (1). Miracle funeste. Il est l'origine d'une déviation de la politique concordataire. Le Premier Consul prétendait lutter contre les infiltrations de l'ultramontanisme : comment l'Empereur le pourrait-il encore après le voyage triomphal de Pie VII ? Les conseillers de Napoléon, Fesch le premier, refusent bien au Pape chacune des concessions de détail qui aurait l'apparence d'une capitulation gallicane. Autrement décisif que ces discussions juridiques est le courant créé dans l'opinion catholique par la vue du Saint-Père : l'exaltation des âmes dépasse les prévisions, peut-être les vœux du maître de la France. Source de graves illusions aussi, cette rencontre de Paris. Pour avoir conversé avec Pie VII, lui avoir imposé tant de condescendances et quelques humiliations, Napoléon croit à sa bonne volonté en quelque sorte indéfinie ; il pense tenir une promesse inconditionnée d'adhésion à sa politique, à son système. Et Fesch qui, cependant, dans la négociation dont il fut le grand artisan, a éprouvé le peu d'empressement des Romains, Fesch entretient ce mirage qui l'éblouit lui-même. Or le voyage en France représente au contraire la limite extrême des concessions de Rome. Il n'a été consenti que dans l'espoir de satisfactions substantielles, dont une seule (d'ailleurs entourée d'équivoques) la soumission des constitutionnels, est rapportée par Pie VII.

Aussi, vers le milieu de 1805, s'achemine-t-on vers un conflit, avec une rapidité qui surprend les protagonistes mêmes du drame. Napoléon se plaint que Pie VII, à Rome, ne soit plus ce qu'il était à Paris ; le Pape fait vainement appel aux sentiments de l'Empereur.

Ce qui envenime tout, c'est l'Italie. Il semble que Pie VII en avait eu le pressentiment. Dès 1802, il avait confié à Cacault son espoir que « la France ayant pour elle ce qui fait l'ambition des puissances, ... serait en perpétuelle harmonie avec le Saint-Siège... Cependant, avertissait-il, si le Premier Consul fait entrer en Italie les innovations, il n'y aura plus moyen de tenir à Rome, et ce grand homme n'a sûrement pas le dessein de nous perdre et de nous rendre l'objet des inculpations et des reproches de toutes les Églises dont nous sommes le Chef (2). » Voilà ce

(1) TALLEYRAND, *Mémoires*, II, 46.

(2) ARTAUD, *Vie de Pie VII*, I, 283.

qui se produit, lorsque Napoléon a ceint la couronne de fer et, surtout, après Austerlitz, jeté l'Autriche hors de la péninsule. Mais la portée des affaires d'Italie échappait à la plupart des contemporains, enclins à juger plutôt d'après la France l'état des relations entre le Sacerdoce et l'Empire. Peu nombreux, même dans le clergé, étaient les conseillers capables d'éclairer l'Empereur sur les répercussions de sa politique au delà des Alpes. Un moment, Fesch avait paru voir clair, plaidé la nécessité de ménagements dans les réformes religieuses en Italie. Puis, aigri par des ressentiments personnels, par des refus blessants pour la famille, aveuglé sur les mobiles et les ressorts de l'opposition du Pape, il s'était, une fois pour toutes, convaincu du bon droit de son neveu. Lorsqu'en mai 1806, il eut échoué dans ses efforts pour imposer à la Curie les volontés impériales, il n'est pas exagéré de dire qu'on était au bord de la rupture.

Sans doute c'est en 1808 seulement qu'éclatera la lutte ouverte entre Napoléon et le Saint-Siège ; on en fixe ordinairement le début à l'entrée de Miollis à Rome. Mais, dès l'automne de 1806, la situation était telle que l'on pouvait craindre à chaque instant de voir l'État pontifical occupé, et l'excommunication fulminée contre Napoléon.

Les causes du conflit sont donc d'ordre politique et religieux. Les facteurs économiques n'ont joué à peu près aucun rôle jusque là. Il est vrai que dans tous les projets esquissés pour rétablir l'accord, la fermeture des ports romains est stipulée en premier lieu. Mais c'est dans le sens où, dès 1803, Fesch avait mission de la demander : il s'agit surtout de priver l'Angleterre de bases pour sa flotte de guerre, de points de débarquement pour des troupes ou simplement pour des espions. Napoléon redoute que Rome ne joue sur les deux tableaux. Ce qui n'était d'abord qu'une crainte devient, à la fin de 1805, une conviction. Il estime que le Saint-Siège, pendant la troisième coalition, a escompté la victoire de ses adversaires, qu'il refuse d'abandonner la cause des anciennes dynasties à Naples et en Allemagne, d'appuyer de son influence morale les progrès de la France au détriment de l'Autriche. L'État romain indépendant et nullement défendu, le cabinet du Quirinal livré à lui-même, paraissent au chef d'armées, au fondateur du Grand Empire, un péril incessant. Il veut « couvrir les derrières de l'armée de Naples et en assurer les communications avec l'Italie (1). »

(1) Ce sont les termes du dernier projet de note préparé pour Alquier le 22 janvier 1808, A. E., Rome 941, fo 20. Une seule fois dans la correspondance de Napoléon, le 6 mai 1806, Ancône est considérée non pas du point de vue de son importance

Il se défend de diminuer la Papauté pouvoir moral ou d'avoir des vues sur le spirituel. Fort du bon état de la religion en France, il se pose toujours en protecteur du catholicisme.

Mais à Rome, on ne saurait convenir que la Papauté puisse lier son sort à un Empire, fût-il l'héritier de celui de Charlemagne. L'État temporel devient plus que jamais le symbole et la garantie de la liberté spirituelle : Napoléon s'en emparerait-il, province par province, s'il ne se flattait ensuite de tenir le Pape en son pouvoir ? Déjà il a imposé par la force ses conceptions en matière religieuse. Si en France, le Concordat s'applique normalement, en Italie, chaque étape de l'occupation française déchaîne une tempête sur l'organisation ecclésiastique. De sorte que pour Rome, ce qui est en cause, c'est bien la religion. Le projet de bulle élaboré à la fin de 1806, exprime le caractère du conflit : non point un différend de fait entre deux gouvernements, susceptible, comme le croyait Fesch, de s'arranger, mais un heurt entre deux idéologies. Le Pape condamne une conception politique et religieuse en contradiction irréductible avec la doctrine catholique. Ce qui suit : démarches d'Alquier, missions extraordinaires d'Arezzo ou de Bayane, ne modifie que dans la forme le problème posé. Simplement, de part et d'autre, on recule devant l'irrémissible. Par une insistance maladroite, Fesch contribue peut-être à convaincre Napoléon que Pie VII pourrait céder, s'il était mieux éclairé, arraché à ses conseillers ordinaires et à son entourage.

Napoléon voudrait terminer ce conflit qui le gêne. Il bâtit et rejette des plans. Thème central : faire céder Pie VII dans le différend politique, et séparer exactement les droits du spirituel et du temporel. Mais le problème n'est pas simple : il n'y voit que *nuages, obscurités, difficultés* : « Je cherche en vain où placer les limites entre les autorités civiles et religieuses ; l'existence de ces limites n'est qu'une chimère (1). » Cette distinction d'ailleurs vaudrait-elle l'idéal un moment

stratégique (il est vrai qu'une garnison française y stationne depuis plus d'un an) mais du point de vue économique : il est question d'y « empêcher l'introduction des marchandises anglaises » (PICARD TUETÉY, *Corr. inéd. de Napoléon*, I, n° 246 et 526). C'est là un fait tout nouveau. Ancône prend quelque importance économique lorsque les autres ports de l'Italie étant surveillés, la contrebande risque de refluer vers les havres pontificaux. Encore ne voit-on pas qu'elle y ait jamais été active, HECKSCHER, *The Continental System*, p. 86 ; TARLE, *Le Blocus Continental et l'Italie*, p. 158-177. M. G. Hanotaux a très fortement souligné (*La France des Cent trente départements*, in « Rev. Paris », 1^{er} janvier 1928, p. 52-54) que la politique italienne de Napoléon est dominée d'une manière presque tyrannique par les nécessités militaires.

(1) PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions...*, p. 206.

entrevu après le Sacre : un Pape disposant d'une influence universelle, dans et pour le Grand Empire (1) ? Entre ces deux directions, Napoléon cherchera désormais à ce débat irritant une issue, selon que le permettront les circonstances, et selon l'étendue du concours qu'il trouvera dans le clergé français et dans son oncle, qu'il en a constitué le chef.

*
* *

Cette histoire si complexe, si chargée d'événements, et lourde de conséquences pour toute l'Europe moderne, permet de définir ou de situer le personnage de Fesch, les caractères de la politique pontificale, certains aspects du gouvernement napoléonien.

« Fesch, disait au dernier tome de son grand ouvrage Frédéric Masson, reste un inconnu pour l'histoire. Si son rôle politique peut, à tort, paraître négligeable, son rôle familial est prédominant (2). »

On ne saurait se flatter de tirer complètement l'oncle de Napoléon de l'obscurité où il a vécu, ainsi que les Bonaparte, au début de sa vie, et où il a tenu à rester enseveli. Jusqu'à sa quarantième année, il faut se résigner à le voir incomplètement, dans la pénombre, toujours associé à la famille, jamais très éloigné de Napoléon. Il reste marqué pour la vie, par la Corse qu'il oubliera moins qu'aucun de ses neveux, par la familiarité qui l'unit à Letizia et à ses enfants, par la Révolution dont il est fils pour sa fortune, et pour ses principes.

En 1802, il se « convertit » : retour dont le point de départ est tout humain, mais dont rien n'autorisera plus tard à contester la sincérité. L'homme nouveau, il est vrai, ne tue point le vieil homme. Un de ses biographes anonymes estime qu'on ne dit de lui ni assez de bien ni assez de mal ; Metternich le définit un « composé singulier d'avidité et de bigoterie (3) ». De sorte qu'il faudrait, non point prendre la moyenne des critiques ou des éloges dont il a été accablé, mais plutôt retenir quelques-uns des jugements les plus opposés qu'on a portés sur lui. De fait, religieux avec cette intégrité qui convient aux néophytes, il mêle aux élans de son zèle apostolique et de son tem-

(1) MONTHOLON, *Mémoires... écrits à Sainte-Hélène*, I, 19.

(2) MASSON (F.), *Napoléon et sa famille*, XIII, 377.

(3) *Biographie du clergé contemporain par un solitaire*, t. II ; METTERNICH, *Mémoires*, I, 312.

pérament latin les calculs mesquins, les ambitions intéressées dignes des livres de comptes de sa jeunesse. Il n'a ni la richesse d'âme ni la chaleur de cœur qui dissimuleraient l'âpreté de son tempérament, la violence de ses rancunes, l'insuffisance de sa culture. Néanmoins, dans une fortune trop haute, il garde un sérieux, un désir du bien, des qualités d'homme d'action qui l'ont fait apprécier par des amis sûrs, et qui transparaissent d'une manière indéniable dans sa correspondance et dans ses papiers.

Tel quel, il a été le premier des Napoléonides, après le court et malencontreux *essai* de Lucien, utilisé par Bonaparte. Pourquoi ? C'est toute la question du « système familial ».

Les souvenirs de jeunesse ont une part à ce choix. Fesch est associé à ceux de Corse, aux tentatives du groupe pour enlever, d'un effort collectif, le pouvoir ; à ceux de Provence, et à ce cercle des Clary, des Isoard, où Napoléon aime à se retrouver. Mais la nécessité est là aussi. N'oublie-t-on pas trop souvent que ce parvenu de génie, le Premier Consul, l'Empereur même, n'avait pas toujours le choix de ses collaborateurs ? Où étaient les hommes à qui il pût se confier entièrement ? Les survivants de la Révolution, s'ils avaient des qualités de gouvernement, ne le compromettraient-ils pas par leurs passions ? Les représentants de l'ancien Régime, s'ils *savaient servir*, s'attacheraient-ils à un souverain, à une dynastie illégitimes ? Pour le personnel ecclésiastique, plus que pour aucun autre, Bonaparte hésitait. Pouvait-il s'appuyer sur les « constitutionnels », qu'il avait sacrifiés au Concordat ? Sur le clergé de l'ancienne monarchie qui ne se ralliait qu'à la voix du Pape, vraisemblablement sans dévouement à celui qui supplantait sur le trône la race de Saint-Louis ?

Est-il surprenant que Napoléon ait attendu des siens une collaboration active, désintéressée, soumise ? Il n'était pas aveuglé sur leurs défauts. « Si j'avais donné des couronnes au mérite, dit-il en parlant du roi Joseph, j'aurais fait d'autres choix. Je l'ai fait parce que ma famille était nécessaire pour assurer ma dynastie. » La cohésion du groupe, éprouvée par l'infortune, avait résisté ; elle semblait garantie par l'intérêt personnel de chacun de ceux qu'il entraînait dans le sillage de sa gloire. Et puis, après tout, leurs qualités se comparaient honnablement à celle des familles princières (1).

(1) *Mémorial*, II, 314. Napoléon parle avec émotion de tous les siens (sans allusion particulière à l'oncle Fesch) ; ROEDERER, *Œuvres*, III, 544.

Si on ne veut pas nier les faits, on doit constater la confiance persistante témoignée par Napoléon à l'oncle qu'il avait accablé de grandeurs et de responsabilités. Fesch a été préféré pour l'ambassade de Rome à un diplomate rompu au métier. Il y a été installé en représentant immédiat de l'Empereur, parlant et agissant en son nom. Ses rapports n'ont jamais été négligés : le rapprochement avec la *Correspondance* prouve que, dans la grave crise de 1806, ils ont contribué à former ou à modifier souvent la manière dont Napoléon envisageait ou traitait les affaires de Rome. Certes, le Maître n'a pas ménagé à Fesch les reproches blessants, les violentes sorties dont il était coutumier. Mais, d'une part, il ne paraît pas lui tenir rigueur de son insuccès final ; d'autre part, il n'a jamais mis en doute son dévouement.

Il ne lui tient pas rigueur : l'ayant rappelé, il pense lui confier la réalisation d'un de ses desseins les plus délicats en Germanie ; il l'autorise à se poser en interprète du clergé gallican. Suffit-il d'invoquer sa répugnance à changer ses collaborateurs ? Mais à cette époque, note Miot, même lorsqu'il s'agit des siens, Napoléon est prêt à sacrifier tous les sentiments d'affection à la raison d'État (1). Faut-il dire que la « capacité médiocre » de son oncle lui importe plus que « tous les talents du monde (2) » ? Mais il n'est pas sûr qu'il le trouve si insuffisant. Aussi longtemps que Fesch a mis sa théologie au service des prétentions impériales, Napoléon n'a pas songé à la trouver mauvaise. Au reste, la capacité n'est pas seulement faite des qualités intellectuelles : « Je suis mon ministre, affirme-t-il à Caulaincourt. C'est moi qui mène les affaires. Je suis donc assez fort pour tirer un bon parti des hommes médiocres. De la probité, de la discrétion, et de l'activité, voilà tout ce que je demande. » Ces mérites, Fesch n'en est pas dépourvu, non plus que d'un bon sens robuste, quoique un peu court, et s'il ne savait pas négocier, il savait administrer.

Surtout, comment douter de son dévouement ? Jamais Fesch n'a donné un signe de ces « passions haineuses » que Miot de Mélito voyait germer, dès 1805, dans les cœurs des proches de l'Empereur (3). De tous les Napoléonides, il a été le plus consciencieux dans le service

(1) MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 281 : « Je ne puis aimer aujourd'hui que ceux que j'estime ». Sur l'indulgence de Napoléon pour ses collaborateurs, cf. Méneval, *Mémoires*, III, 8.

(2) VILLEMALIN, *Chateaubriand*, p. 119.

(3) MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, II, 243.

de Napoléon, comme dans celui de la Famille, car il ne séparait pas l'un de l'autre, et il s'employait avec une sollicitude jamais lassée, à reformer autour du chef le fameux clan, où tant de fissures apparaissaient. Jamais, jusqu'en 1808, il n'a consciemment préféré à ces devoirs ceux qu'il avait envers l'Église, et l'on peut se demander s'il n'a pas parfois renversé l'ordre au point de manquer à sa propre dignité. Sans doute y a-t-il une distinction à faire entre Fesch archevêque et Fesch ambassadeur. Comme chef de diocèse et Grand Aumônier, il a certainement mis moins d'exactitude que comme diplomate à se conformer aux intentions de Napoléon. Mais lui reprocher d'avoir « trahi son neveu au profit de cette église dont son neveu l'avait fait prince (1) », ce serait, croyons-nous, interpréter à tort comme des manquements délibérés les actes qu'on peut relever contre sa fidélité.

Nous dirions volontiers que c'est de cette fidélité qu'est fait le « gallicanisme » de Fesch. Il est impossible de représenter le cardinal comme un ultramontain décidé ; on hésite tout de même à lui appliquer l'épithète de gallican (2). Corse d'origine, donc étranger au vieux débat entre le Saint-Siège et la France, n'ayant pas beaucoup approfondi la théologie à Aix, il n'avait certainement pas une position réfléchie et personnelle sur la matière, peut-être pas même une connaissance très exacte de la doctrine de Bossuet. Les prêtres concordataires, dans leur ensemble, portaient d'ailleurs moins d'attention et probablement moins d'attachement qu'on ne l'a supposé aux libertés gallicanes, — que les événements de la Révolution, le schisme constitutionnel, avaient quelque peu discréditées (3). Puis les fluctuations, et il faut le dire, les contradictions de la politique de Napoléon, plus ultramontain que le Pape quand il exigeait la destruction de l'ancien épiscopat, plus gallican que Fleury quand il disputait à l'Église « la souveraineté dont elle était en possession depuis tant de siècles (4) », avaient empê-

(1) LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, p. 153.

(2) Notons cependant l'opinion de Consalvi : « il (Fesch) a le malheur d'être on ne peut plus gallican — *gallicanissimo* — dans ses préventions contre l'autorité pontificale. » *Mémoires*, II, 479.

(3) La remarque a été faite par un ultramontain décidé, le cardinal Pacca lui-même (*Mémoires*, II, 73).

(4) L'abbé FLEURY, *Quatrième discours sur l'Histoire Ecclésiastique*, cité par de Boulogne (*Mélanges de Religion*, I, 153), estimait qu'il serait injuste de contester au Saint-Siège la possession de l'État Romain ; de même BOSSUET dans le *Discours sur l'unité de l'Église*.

ché une renaissance de la tradition gallicane. Dans cette incertitude, Fesch a invoqué les Quatre Articles, pour composer son maintien, en bon ambassadeur, sur les vues de son souverain, pour se constituer une réserve d'arguments dans de difficiles débats théologiques et politiques. Il s'est accroché surtout au second de ces articles qui, affirmant l'indépendance de l'autorité temporelle, lui paraissait mettre la couronne à l'abri des entreprises ultramontaines. De sorte que ce gallicanisme de fraîche date lui donnait l'espoir de concilier, avec les exigences de la religion, celles de l'Empereur.

Mais Fesch, premier des Napoléonides employé par l'Empereur, fut aussi le premier placé dans une de ces situations sans issue où plus tard, les rois-frères, tour à tour, sentiront vaciller leur dévouement. A partir de la fin de 1805, ou bien le cardinal ambassadeur désapprouvera le système adopté contre le Saint-Siège, et cherchant à éclairer l'Empereur, il sera accusé de le mal servir; ou bien, il obéira, et, faisant litière de ses opinions et de son caractère, il méconnaîtra les obligations qui le lient à l'Église. De chaque côté, impossibilité matérielle et morale. Longtemps Fesch a refusé de se l'avouer. Pour qu'enfin il ait désespéré de réussir à Rome, il fallait vraiment que le rôle qui lui avait été assigné, fût impossible à soutenir; pour qu'il ait pris sur lui d'avertir son neveu, il fallait qu'il le sentît engagé dans une voie fatale.

*
* *

La politique pontificale au début du xix^e siècle s'efforce de construire et de fonder des institutions.

Héritiers d'une race qui a élaboré l'ensemble de textes juridiques le plus complet du monde, les Romains veulent avant tout que les principes religieux soient traduits dans des textes écrits; ils ne font jamais tout à fait confiance aux mœurs ou à la disposition des esprits. Au lendemain d'une Révolution qui avait arraché à l'Église toutes les positions qu'elle occupait traditionnellement dans les sociétés chrétiennes, comme si elle avait eu pour but de l'exclure de la vie publique, un effort de restauration était urgent. De là, la politique de Concordats inlassablement poursuivie. Bonaparte était allé au-devant des désirs du Pape en proposant un traité dont les termes étaient, somme toute, inespérés après un tel bouleversement. Pie VII, qui en rendit possible

la conclusion malgré les obstacles accumulés, qui s'y attacha comme à son œuvre de prédilection, mérite de passer pour un *second fondateur* de la politique quirinale. Ce Concordat français, Rome devait le défendre avec une ténacité qui ne se démentit plus. Même lorsqu'il fut réduit en quelque sorte à un cadavre, elle ne désespéra pas de le ranimer, préférant les avantages qu'offre un statut certain à ceux d'une prétendue liberté (1).

Signé à une époque où la Papauté se relevait à peine, le Concordat de 1801 était loin de traduire dans son intégrité, même d'approcher l'idéal des théologiens ultramontains. Après l'addition des Organiques, l'écart s'aggravait encore. La Curie, si elle n'était pas en mesure de faire triompher ses principes, ne renonçait cependant pas à juger d'après eux la situation de fait qu'elle subissait. De là, ce travail commencé dès l'élaboration de l'accord, par lequel les membres du Sacré Collège veillaient sur l'évolution de la politique religieuse en France. Travail secret, à peu près ignoré des Français, qui prenaient pour acception ou docilité le silence de Rome ; mais travail considérable, dont rien ne se perdait, dans une Cour où les archives sont aussi fidèles que secrètes. Il faut avoir suivi ce courant souterrain de mécontentements pour comprendre l'amertume des protestations exprimées, au moindre incident, avec une sévérité, avec une redondance de superlatifs étonnante. La terminologie propre à la Curie ne doit pas tromper d'ailleurs : elle ne doit pas dissimuler la volonté de ne jamais sacrifier ce qui est acquis. Habitée à la patience, la Papauté fait confiance à l'avenir, et aussi au mérite singulier de ses agents qui, sans se lasser, reprennent et réparent les brèches de l'édifice : aussi se prête-t-elle, même au moment où l'écart des principes paraît irrémédiable, à causer encore. Cet art très italien de faire alterner les revendications théoriques intransigeantes avec les offres de négociation limitées et pratiques, les porte-parole du Quirinal l'ont au plus point. La logique française s'en étonne, qui n'admet guère qu'on puisse franchir tant de distance, tant rabattre de ce qu'on avait soutenu d'abord dogmatique-

(1) En 1891, le cardinal FERRATA, nonce de Léon XIII à Paris, dénonçait au Secrétaire d'État les « appréciations ineptes » de certains catholiques français qui se prononçaient pour la séparation. « Car le Concordat, qu'il ne faut pas confondre avec les articles organiques, fut et reste en lui-même une œuvre bienfaisante, plaçant la religion au rang élevé auquel elle a droit et lui procurant les ressources matérielles dont elle a besoin. Son abolition ne servirait en rien la liberté de la religion, mais ce serait une perte sans aucune compensation » (*Mémoires*, II, 216).

ment (1) et elle incline à prendre pour capitulation ce que les autres pratiquent avec un réalisme supérieur.

Il y avait dans cette politique, d'une part plus de fermeté sur les principes que ne le croyaient les Français, moins de résignation complaisante aux supériorités de la force, plus de volonté et de capacité de résistance ; et d'autre part plus de patience à s'accommoder des solutions provisoires, plus de ténacité à négocier, à renouer le fil, même ténu, des conversations.

Napoléon n'a pas apprécié exactement les possibilités qui lui étaient ainsi offertes. Il a, dit justement Chaptal, « mal calculé l'inflexible autorité de la cour de Rome » ; il s'est laissé trompé par l'apparence : un Pape, dépourvu de moyens coercitifs, réduit trop souvent à *laisser faire*, d'ailleurs trop « honnête et délicat » pour vouloir la guerre avec les souverains, son légat à Paris exagérant la condescendance et la poussant jusqu'à une étrange faiblesse (2). Il n'a pas discerné, en revanche, les ressources infinies qu'offrait dans les moments de crise l'inépuisable souplesse des diplomates pontificaux, et que personne, son ambassadeur Fesch moins que tout autre, n'a su lui faire entrevoir.

Pourtant ces deux traits fondamentaux de la politique romaine à l'époque moderne se trouvaient incarnés très exactement dans les deux hommes qui présidaient aux destinées du Saint-Siège. Napoléon s'était fait de Pie VII, de son autorité et de son caractère, une idée fausse. Il le prenait à la fois pour un monarque autocrate, en mesure d'imposer sa volonté sans se soucier de comptes à rendre, et pour un bon homme doux, assez insignifiant, facile à influencer, et peut-être à intimider. Or Pie VII, capable de décisions révolutionnaires lorsque

(1) D'HAUSSONVILLE, *L'Église Romaine*, t.I, II, p. 351-355. Ce caractère particulier de la diplomatie romaine a été fort bien expliqué dans un document peu connu : les instructions données en 1806 à M. de Birago, ministre du royaume d'Italie près de Saint-Siège : « Il n'est guère possible de l'amener (la cour de Rome) à se départir (des maximes) qu'elle s'est formées ; elle les défend avec d'autant plus d'inflexibilité qu'elle les lie aux principes de la foi, de la Religion, et en cela d'ailleurs elle a l'avantage que donne une plus grande pratique en ces matières. Mais dans les faits particuliers, on la trouve beaucoup moins inébranlable. » (CANTU, *Corrispondenza di diplomatici della Repubblica*, I, 317).

(2) Ce sont les mots de Cacaault, dans ses dépêches à Talleyrand en décembre 1801, BOULAY, *Documents*, t. V, n° 1108. PACCA avancera l'opinion (*Mémoires*, II, 72) que « Bonaparte ne serait jamais devenu persécuteur de l'Église si, dès le principe, il eût trouvé plus de fermeté et de courage dans les évêques français, moins de facilité et de condescendance dans la cour de Rome ».

l'avenir de la religion lui paraissait en cause, se montra, « précisément parce qu'il (avait) consenti des nouveautés inouïes, résolu à ressaisir pour le reste les traditions anciennes et, s'il se pouvait, à n'en pas trop dévier (1). » Influençable, il l'était, parce que scrupuleux, non parce que timoré. Le représenter comme incapable de prendre seul une décision était injuste, et prétendre l'arracher aux avis de ses conseillers, imprudent. Sa politique fut beaucoup plus personnelle qu'on ne l'a dit ; les exemples abondent : refus de casser le mariage de Jérôme, lettre du 13 novembre 1805, Concordat italien si constamment refusé, si brusquement dénoncé. Au point que ses familiers mêmes furent déroutés par quelque brusquerie, voire un peu de bizarrerie dans son caractère. Mais il se crut toujours étroitement tenu par les intérêts dont il n'était que le fondé de pouvoir, et par les lois de l'Église dont il était le dépositaire. Et les exigences excessives de la France, vers laquelle il avait orienté le Saint-Siège, eurent pour résultat de le rejeter, comme le prouvent la fréquence et la solennité des réunions de cardinaux en 1806, vers ceux qui désapprouvaient sa politique concordataire.

Peut-être parce qu'il apportait au Pape régnant ce qui lui manquait, l'habileté à traduire en langage diplomatique ses intentions, une inépuisable fertilité de ressources, un inaltérable sang-froid, Consalvi était-il le conseiller qui complétait le mieux Pie VII. Il aurait pu constituer un des appuis de la politique française. L'impardonnable aveuglement de Fesch le poursuivit comme un ennemi, comme une manière d'agent des puissances d'Ancien Régime, Autriche ou Angleterre. S'il y a à cette erreur une explication, certaines petites choses de Consalvi la fournissent : expédients mesquins, tendance à traiter à la même mesure les affaires temporelles et spirituelles, à user, dans les unes et les autres, des mêmes moyens de défense (2). Quand on étudie sa volumineuse correspondance, on admet qu'elle ait pu irriter le bouillant cardinal Fesch. A plus forte raison comprend-on que l'Empereur d'Occident ait parfois rompu avec colère ce réseau minutieusement tissé de temporisations, d'artifices de rédaction, de petites habiletés. Mais les Français avaient tort de donner trop d'importance à ces détails, et de conclure soit à la déloyauté, soit à « l'imbécillité », comme disait Napoléon, de ce gouvernement de prêtres. Ils avaient tort surtout de

(1) DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, V, p. 325.

(2) *Storia d'Italia*, VII, 659; *Cambridge modern history*, IX, 207.

supposer qu'ils pourraient en modifier la marche ou guider et dominer la politique pontificale.

Modifier et guider la marche de la diplomatie romaine, ce fut la mission de Fesch. Ce fut son ambition tenace et sincère, celle qui lui inspira de chasser Consalvi, celle qui parut la plus surprenante chez un ecclésiastique et un cardinal, celle qu'il conserva même après son échec personnel et après l'échec de Bayane. Pourtant Cacaault avait averti qu'il ne fallait point prétendre changer les habitudes de la Curie ; Alquier, qu'il était imprudent de lui dicter le choix de ses conseillers. « Mobile dans ses chefs » mais « la plus fixe dans les choses », la cour de Rome était immuable dans des principes qui résultaient de ses maximes permanentes et de sa situation temporelle. Et le premier de ces principes était de « vivre dans la séparation la plus absolue de toute autre puissance..., (de n')entrer dans l'action d'aucune et se borner à la sienne propre ».

Or, dominer la Papauté, l'Empereur avoua cette ambition, dès qu'il eut saisi les deux couronnes de France et l'Italie. Là réside la cause immédiate de la rupture. « Ce n'est pas sous la main de Napoléon, note encore de Pradt, mais sous le poids de l'empire français que le trône du Pape a fléchi (1). » Remarque très juste. La rupture entre la France et Rome coïncide avec le Grand Empire. Non pas avec un moment où le Saint-Siège put croire la fortune de Napoléon menacée par l'Europe, mais avec l'heure où Napoléon parut dominer seul l'Europe. La coïncidence est, en un sens, paradoxale. On pouvait supposer que l'accord entre Rome et le régime napoléonien serait consolidé par l'évolution de ce régime vers la monarchie et vers la monarchie universelle. Ce fut le contraire qui se produisit. Discutant avec l'abbé Émery qui soutenait d'après Bossuet la nécessité du Pouvoir Temporel, l'Empereur s'écria en 1810 : « Eh bien ! je ne récusé pas l'autorité de Bossuet. Tout cela était vrai dans son temps, où l'Europe reconnaissait plusieurs maîtres ; il n'était pas convenable que le Pape fût alors assujéti à un souverain particulier. Mais quel inconvénient y a-t-il que le Pape me soit assujéti, à moi, maintenant que l'Europe ne connaît d'autre maître que moi seul ? » A quoi Émery répliqua : « V. M. connaît mieux que moi l'histoire des révolutions. Ce qui est maintenant peut ne pas toujours exister... »

(1) Toutes ces remarques sont faites par de Pradt, esprit aigre et malveillant, mais souvent d'une clairvoyance aigüe (*Quatre Concordats*, II, p. 104 à 183 passim).

Il ne faut donc pas changer un ordre si soigneusement établi » (1).

« Il ne faut pas changer un ordre si soigneusement établi » : sentence opposée constamment par le Saint-Siège aux innovations que lui demandent les auteurs des révolutions politiques.

*
* *

Autant on constate de continuité dans les vues, d'impassibilité, et presque d'impersonnalité dans les méthodes de la politique pontificale autant, en regard, la politique napoléonienne apparaît personnelle, passionnée, à chaque instant mouvante et en voie d'incessante création. Napoléon se jette tout entier dans ses rapports avec Rome. Sans doute parce qu'il se réserve jalousement tout ce qui touche la possession de l'Italie, sans doute parce qu'il attribue au facteur religieux une importance particulière dans le gouvernement des hommes. Aucune partie de son œuvre ne révèle plus de l'homme, du politique, du diplomate ; aucune ne nous éclaire mieux sur ses sentiments religieux, sur ses conceptions administratives, sur sa manière de négocier avec les cabinets étrangers.

Le cardinal Pacca, racontant dans ses *Mémoires* l'invasion de l'État romain, s'est demandé s'il n'y eut pas chez l'Empereur le dessein prémédité d'anéantir le pouvoir pontifical. Et il a supposé que « quelque secte ou faction ennemie de la Papauté » aurait bien pu lui imposer cette condition « pour prix de son concours à son élévation au trône de France » (2). Hypothèse gratuite qui, — comme celle du célèbre abbé Barruel sur le jacobinisme —, aurait l'avantage d'expliquer commodément des événements complexes par l'action occulte d'une cause simple, mais que contredisent l'indépendance totale de Napoléon à l'égard des systèmes et des hommes, son intention de fixer lui-même dans les détails sa politique ecclésiastique, et jusqu'aux hésitations de cette politique.

Napoléon, de son côté, dans les récits officiels de ses difficultés avec le Saint-Siège, et dans les écrits de la captivité, a reconstruit le plan de sa pensée. Il lui a donné, à moitié par souci de propagande, à moitié parce qu'il se faisait illusion à lui-même, un caractère d'unité que démentent ses gestes, sa correspondance et ses confidences à ses

(1) D'HAUSSONVILLE, *l'Église Romaine*, IV, p. 89.

(2) PACCA, *Mémoires*, I, 34.

proches : telles les conversations avec Caulaincourt, d'une valeur inappréciable, parce qu'elles montrent à nu ce prodigieux cerveau, traversé de projets, souvent à peine ébauchés et comme entassés, au gré des événements, les uns sur les autres, sans pouvoir être réalisés.

Il y a chez Napoléon, un fonds de sincère religiosité, de religiosité catholique (sans aucun mysticisme d'ailleurs), et une adhésion raisonnée et intéressée au catholicisme. Mais, persuadé de l'utilité de la religion pour l'homme et pour la société, il manifeste constamment sa défiance à l'égard des prêtres. « Le clergé est une puissance qui n'est jamais stationnaire ». Il faut définir son influence, à la fois pour la contenir et pour s'en servir à l'intérieur des limites qui lui seront tracées (1). L'autorité de Rome en particulier est « incalculable » : le chef de l'armée d'Italie s'en est convaincu, malgré son mépris de militaire et de jacobin pour les bigots ultramontains et pour les hommes d'Église qui n'ont pas d'épée au côté. Il aura aussi peu de scrupules à exiger du Pape des *Te Deum* que des rançons en argent, à employer avec la Curie l'argument du chantage à la force militaire qu'à dicter ses exigences dans le domaine de la discipline ou même du dogme.

Rien ne l'irrite comme l'immutabilité du dogme qu'on lui oppose ; il la voit contredite par la variété des opinions théologiques. « Le dogme et la controverse, dira-t-il, ne sont que le cheval de bataille et les armes du sot et du fanatique » (2). Peut-être sent-il que dans la théologie les clercs trouvent la source de leur redoutable pouvoir et la justification des refus qu'ils opposent au temporel. Que ces doctrines ne plient pas, comme il s'en était flatté, aux requêtes de son autorité, il s'emporte contre les hommes du métier qui ne découvrent pas le moyen d'arranger cela. Il se laisse aller à son tour à poser les questions dans le langage de la religion. Aussi bien est-il vrai que, surtout depuis l'Empire, ce n'est plus sur le terrain des faits, mais sur celui des principes que se situe le débat avec la Papauté. A partir du moment où il rebâtit l'Empire d'Occident en lui donnant comme base l'Italie, il ranime la vieille dispute avec le Sacerdoce, et il ne peut en sortir vainqueur qu'en ayant pour lui, non seulement la force, mais le droit. Consalvi l'a bien remarqué, qui dit : « Napoléon ne se conten-

(1) CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, 370 ; ROEDERER, *Journal*, p. 18 ; *Mémorial...*, Conversation du 11 août 1816, T. II, 93 ; MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 81 ; METTERNICH, *Mémoires*, I, 280.

(2) *Mémorial...*, 14 nov. 1816, II, 362 ; CHAPTAL, *Souvenirs*, p. 241.

taît pas de la chose ; il ambitionnait encore davantage. Il luttait pour l'apparence et prétendait que le Saint-Siège lui-même la lui reconnût (1). » Napoléon qui, Premier Consul, montrait dans la pacification concordataire un sens des réalités politiques supérieur à celui de tous les contemporains et à celui des Romains, sembla, une fois Empereur, par ses actes et presque par son langage, poursuivre un dessein religieux, et un dessein hostile au catholicisme romain.

Sa politique ecclésiastique affecte ici la même courbe que sa politique générale. En bien d'autres domaines il est vrai qu'après avoir, sous le Consulat, « plié ses vues sur la texture imprévue des événements », il en vint, Empereur, à « tordre les événements à son système ». La transformation de sa politique italienne est frappante. Il avait appris et pratiqué en Italie l'art de gouverner les peuples en s'adaptant aux situations locales diverses, en ménageant les traditions, les intérêts économiques, voire les préjugés. Et c'est en Italie d'abord que, rompant avec ces règles de prudence, il entreprit une unification administrative et territoriale méthodique qu'il mena avec une précipitation, une absence de ménagements, une méconnaissance voulue des facteurs psychologiques. Nous avons mis en lumière les raisons d'ordre matériel qui l'entraînaient : il était pressé par des nécessités militaires et financières, dont il reprochait à ses familiers de ne pas voir l'urgence. Mais il obéissait également à un esprit de système (2). De même que le Code Civil ayant fait ses preuves en France était appliqué dans les pays vassaux, de même, et sur un rythme semblable, le Concordat français, — car « tout ce qui peut sauver en France sauve en Italie » (3). Pour faire accepter cette législation, Napoléon se fiait aux heureux résultats qu'elle produirait, à l'affirmation qu'elle se conciliait avec les égards dus à la religion, et enfin à la force. Devant la capitulation et le silence des puissances, comment aurait-il supposé qu'un gouvernement aussi faible, aussi dépendant que celui de Rome, d'ailleurs jusque là ami, refuserait d'adhérer au Grand

(1) CONSALVI, *Mémoires*, II, 456.

(2) M. MADELIN (*Le Consulat et l'Empire*, I, 287) fait très justement de la « prétention à pénétrer l'Europe des principes modernes » un des buts principaux de la politique impériale : on cite très souvent comme exemple la généralisation du Code Civil, mais l'extension du Concordat français n'est pas moins significative.

(3) A Talleyrand, *Corr.*, XII, 10377. Cette lettre constitue un des bons exemples de Napoléon s'exprimant comme théologien. A Joseph, il écrit : « Pour ce qui regarde la religion, il faut que le langage soit pris dans l'esprit de la religion. » (XV, 12379.)

Empire et choisirait le parti d'une résistance qu'il était incapable de soutenir ?

Il n'a pas cherché à comprendre la réaction des milieux romains, ou plutôt il l'a voulu prévoir d'après ce qu'il savait, ou croyait savoir du Pape et de son entourage. « J'ai raisonné avec Rome, avec des prêtres, comme avec les autres hommes », avouera-t-il à Caulaincourt. C'est le cas de dire qu'il a taillé les affaires d'Italie « sur la mesure vraie ou fausse qu'il s'était faite des individus » (1). On doit ici reprendre, en le transposant, le jugement si fortement motivé auquel M. Fugier est arrivé pour les affaires d'Espagne : les fautes de Napoléon proviennent de ce qu'il a mal apprécié la tactique à suivre avec la Papauté, et le genre de collaboration qu'elle était en mesure de lui fournir (2). Au premier abord, la chose paraît surprenante. Car Napoléon, Corse d'origine, vainqueur de Rivoli et de Marengo, avait des raisons de connaître l'Italie qui n'existaient pas pour l'Espagne. Mais Rome, où d'ailleurs il n'alla jamais, n'était pas la Lombardie, et représentait un corps politique tout à fait à part dans la péninsule. Il s'y est, presque volontairement, privé d'informateurs : il a rappelé Cacault, aux avertissements de qui il ne prêtait plus qu'une oreille impatiente ; il n'a pris dans les rapports de Fesch que ce qui allait dans le sens de ses immenses projets, ou, parfois, de ses préjugés mesquins, et, lorsque, après trois ans seulement, il a relevé son oncle de ce poste délicat, il considérait comme à peu près terminé le rôle de son représentant.

Jamais, du reste, il n'a beaucoup attendu de ses ambassadeurs. S'ils défendent une opinion personnelle, il leur reproche d'adopter les mœurs des étrangers. Ils n'ont qu'à exécuter ses ordres : encore le Maître n'aime-t-il pas laisser faire à d'autres ce qu'il peut faire lui-même (3). Il tend de plus en plus à se réserver les discussions essentielles. Le rythme qu'il leur impose est inégal, saccadé, coupé d'ultimatums impériaux, — ralenti et même interrompu au moment où l'on croit qu'il

(1) CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, 366 ; DE PRADT, *Quatre Concordats*, II, 209.

(2) FUGIER, *Napoléon et l'Espagne*, II, 452-53. Sur Napoléon et Rome, voir MADELIN, *la Rome de Napoléon*, p. 687 ; « Il avait sur Rome des illusions immenses, » dit M. Madelin. DRIAULT, *Rome et Napoléon*, R. Et. Nap., janvier 1918 ; *L'œuvre extérieure de Napoléon*, *ibid.*, 1920.

(3) MÉNEVAL, *Mémoires*, III, p. 8. Voir ses réprimandes à Caulaincourt : « Vous êtes en Russie, restez-y Français. Vous n'avez pas le droit de tenir ce langage à moi ou à mon ministre. . . Je vous répète mon refrain : ne prenez point les mœurs des seigneurs russes et conservez nos mœurs françaises. » (CAULAINCOURT, *Mémoires*, I, 102).

va exécuter ses menaces. Sans doute, — il y aurait de la naïveté à y insister —, ses préoccupations qui sont universelles, militaires, politiques, économiques,... expliquent-elles ces à-coups ; mais il sait au besoin en tirer parti et en faire un calcul. Qu'il s'agisse d'enlever une décision grave ou de forcer ses avantages, il attend que l'événement apporte de nouveaux atouts dans son jeu. Et lorsqu'il tient le succès, il est dur, exigeant, impitoyable, note de Barante, « moins par enivrement de joie que par calcul... sachant bien qu'il augmenterait l'étendue de la défaite en se montrant impérieux et rude » pour le vaincu (1).

Des alliances et des rapports diplomatiques en général, il a une conception de conquérant, la conception des conducteurs de peuples jeunes et triomphants auxquels les anciennes traditions, ayant offert peu de résistance, inspirent peu de respect. Cela tend à devenir la négation de la diplomatie traditionnelle qu'au lendemain du 18 brumaire il s'était flatté de restaurer. Mais aussi, à qui bouleverse les nations et les peuples, peut-on demander de conformer ses démarches aux cadres immuables des chancelleries vétustes et des anciennes dynasties ?

Lorsqu'il eut échoué à diriger, par l'intermédiaire de son porte-parole Fesch, la politique pontificale, il prétendit recevoir, pour traiter, des envoyés revêtus de pleins pouvoirs (« comme si, disaient les Romains, on pouvait donner de pleins pouvoirs en matière religieuse ») ; enfin il imagina que des conversations personnelles avec Pie VII lui donneraient ce succès que les méthodes lentes et fertiles en équivoque des chancelleries ne permettaient pas d'atteindre. Surtout après Tilsit, où il avait fait l'essai de son extraordinaire puissance de fascination, il crut qu'en une heure de tête à tête avec le Pape, souverain absolu comme lui, il arrangerait plus de choses qu'en une année de tractations diplomatiques (2).

Or, cette heure de conversation, il ne l'aura pas, ou il l'aura trop tard, lorsque la rupture consommée aura été élargie, envenimée plus qu'il ne le prévoyait. Alors il lui échappera de dire à Caulaincourt : « Avec Rome, comme avec l'Espagne, il y a eu de la fatalité, les choses ont tourné autrement que je ne voulais... D'une chose très simple

(1) DE BARANTE, *Souvenirs*, I, 182. Sur Napoléon et ses alliés, cf. la remarque très juste de DRIAULT (*Politique extérieure du Consulat*, f. 471) : « Il semble que la notion d'alliance n'ait pas été accueillie par l'esprit de Bonaparte. »

(2) CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, 369.

que le temps eût arrangée, il en est arrivée une qui complique toutes les questions, et qui me contrarie bien plus qu'on ne pense (1). »

Inexorable fatalité qui rapproche en effet les affaires de Rome et celles d'Espagne ! Le 2 février 1808, tandis que Napoléon partait de Paris pour Bayonne, Miollis entrait dans la Ville Éternelle. La double blessure était ouverte qui allait ronger d'un côté les armées et le prestige militaire, de l'autre les forces morales et spirituelles sur lesquelles devait reposer le Grand Empire Napoléonien.

(1) *Ibid.*, I, 250, et II, 362.

VU :

le 4 janvier 1935.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

INDEX NOMINUM

Les noms des personnes citées dans ce volume sont en petites capitales ; les noms de lieux en italique.

On ne cherchera dans cet index : 1^o ni les noms de Napoléon, Fesch, Pie VII, Consalvi, qui sont répétés presque à chaque page ; — 2^o ni les noms des grands états : France, Italie, Paris, Rome ; 3^o ni les noms cités à titre de référence bibliographique, dans les notes.

- ABATUCCI, p. 61.
 ABOVILLE (D'), p. 338.
Abruzzes, p. 490, 500.
 ACTON, p. 175, 223.
Adriatique, p. 165, 436, 506.
 AFFRY (D'), p. 381.
Ain, p. 86, 88, 91, 546, 556.
Aix en Provence, p. 45, 47, 58, 64, 115, 368, 594.
Ajaccio, p. 44 sqq., 68, 70, 73, 75, 78, 80, 107, 170, 377, 415, 417, 586.
 ALBANE (L'), p. 416.
 ALBANI, p. 32, 160, 169.
Albano, p. 322.
 ALBANY (Cesse), p. 159, 169.
Albenga, p. 69.
 ALBINI, p. 521, 530.
 ALDOBRANDINI, p. 504.
Aleria, p. 60.
 ALEXANDRE I (tsar de Russie), p. 155, 175, 176, 220, 237, 239, 249.
Alger, p. 174, 406.
Allemagne, p. 155, 177, 180, 182, 224, 239, 241, 247, 278-89, 296, 314, 382-84, 434, 470-72, 474, 477, 481, 488, 521, 523, 525-30, 532-33, 535-39, 565, 573.
 ALQUIER, p. 20, 26, 175, 223, 229, 230, 423, 444, 493, 514, 51-16, 520, 543, 557-70, 572, 575, 590, 599.
Amiens, p. 133, 173, 178, 263.
 ANDRÉ (D'), p. 230.
Ancône, p. 133, 187, 189-692, 194, 195, 224, 321, 435-68, 474, 490, 493, 501, 508, 560, 569, 574.
 ANGIOLINI, p. 223-24.
Angleterre, p. 135, 172, 176, 177, 180, 183, 220, 223, 239, 294, 299, 403, 467, 475, 498, 501, 506, 517, 565, 589.
 ANTONELLI, p. 159, 254, 267, 270, 319, 335, 367, 381, 382, 384, 386-88, 403, 483, 484, 489, 568.
 ANTRAIGUES (D'), p. 227, 239.
Anvers, p. 173.
 APPIANI, p. 121, 418.
 ARENA, p. 63.
 AREZZO, p. 155, 233, 237, 238, 240, 248, 306, 565, 590.
Argentière (l'), p. 553.
 ARRIGHI, p. 415.
 ARTAUD DE MONTOR, p. 21, 29, 35, 136, 169, 187, 305, 331, 336, 386, 388, 412, 421, 422, 430, 559.
Aschaffembourg, p. 279, 522, 526.
 ASTROS (D'), p. 115.
Austerlitz, p. 452, 462, 466, 470, 475, 501, 525, 538, 589.
Autun, p. 86, 115, 368.
Autriche, p. 172, 173, 177, 180, 184,

- 314, 394, 404, 434, 465, 467, 470,
471, 495, 517, 522, 525, 528, 533,
538-39, 589.
Auxonne, p. 50.
AVARAY (D'), p. 228-230.
AVIAU (D'), p. 90, 108, 117, 353, 551.
Avignon, p. 17, 387, 500.
AZARA (D'), p. 25.
- BACCIOCHI, p. 415, 486-87.
BACHER, p. 283.
Bade, p. 526, 530, 534.
Bâle, p. 67.
BALL, p. 197, 222.
Baltimore, p. 404.
BARANTE (DE), p. 604.
Barbarie, p. 379, 404, 420.
BARBERI, p. 425.
BARRAS, p. 69.
BARRUEL, p. 600.
BASSEVILLE, p. 22, 208, 426.
BASTGEN, p. 529.
Bastia, p. 51-54, 197.
BAUGÉ, p. 456.
BAUSSET, p. 128, 547.
Beausset (le), p. 65.
Bavière, p. 280, 281, 283, 289, 434,
526-28, 530-34.
BAYANE (Lattier de), p. 37, 217, 324,
338, 544, 571-75, 583, 590, 599.
BEAUHARNAIS (Eugène), voir Eugène.
BEAUHARNAIS (François), p. 428, 447.
BEAUMONT (M^{me} de), p. 136, 187, 210,
213.
BECHEREL, p. 352.
Belgique, p. 3, 181, 258-60, 294.
Belleville, p. 108.
Belley, p. 88, 92, 105, 375.
BELLOY (DE), p. 37, 211, 584.
BELMAS, p. 353.
Bénévent, p. 19, 559.
BENVENUTI, p. 445.
BERDOLET, p. 352.
Berg, p. 530.
BERNIER, p. 7, 8, 10, 11, 22, 27, 181,
182, 304, 305, 327, 383, 523, 524,
530.
BERNIS, p. 22, 35, 37, 41, 163, 170,
199, 336, 419.
BERRY (duc de), p. 229, 230.
BERTAZZOLI, p. 163, 366.
BERTIN, p. 214.
- Besançon*, p. 86, 256, 299, 353.
BESSON, p. 103.
BEXON, p. 260.
BIGOT DE PRÉAMENEU, p. 557, 580,
583.
BLACHON, p. 106.
BLANPOIX, p. 360.
BODET, p. 103, 106, 107.
BOISGELIN, p. 37, 90.
BOISSIEUX, p. 339.
Bologne, p. 17, 24, 165, 238, 364, 399,
401, 485.
BONAPARTE, voir Élisabeth, Jérôme, Joseph,
Letizia, Lucien.
BONAPARTE (Charles), p. 45, 48.
BONAPARTE (archidiacre Lucien), p. 45,
46, 48, 49, 52, 59, 75.
BONNEVIE, p. 103, 112, 141, 201, 211,
214.
BORGHÈSE, p. 203-204, 445, 504.
BORGIA, p. 160, 319, 339, 390.
Bosphore, p. 173, 175.
BOSSUET, p. 348, 594, 599.
BOULAY (de la Meurthe), p. 7, 40, 265.
Boulogne, p. 220, 394, 401, 403, 434.
BOULOGNE (DE), p. 350, 368, 374, 547.
Bourg, p. 88, 91, 105.
Bourges, p. 368.
BOVARA, p. 272, 398.
Bracciano, p. 386.
BRACCINI, p. 74-75.
BRASCHI, p. 302, 324.
Bréda, p. 258-59.
Brescia, p. 401.
Brindisi, p. 224.
BROGLIE (DE), p. 448.
BROSSES (DE), p. 168.
BRUNE, p. 174.
Bruxelles, p. 259, 387.
BUREAUX DE PUZY, p. 96, 111.
BURNICHON, p. 554.
BURONZO, p. 400.
BUSCA, p. 160, 505.
BUZI, p. 222.
- CACAULT, p. 5, 6, 10, 18, 19, 21-41,
72, 134, 136, 141, 142, 146, 152,
153, 161, 163, 171, 175, 179, 180,
187, 188, 200, 204, 210, 220, 225,
228, 257, 262, 263, 336, 418, 558,
588, 599, 603.
CACCIAPATTI, p. 141.

- CADOUDAL, p. 238.
Caen, p. 417.
 CAFFARELLI, p. 319.
Cagliari, p. 194, 225.
Calabre, p. 223-24, 465, 490-91, 498.
Caldiero, p. 462.
 CALEPPI, p. 156.
Calvi, p. 64, 67.
 CAMBACÉRÈS (archichancelier), p. 322, 338, 535.
 CAMBACÉRÈS (cardinal), p. 37.
Campo-Formio, p. 71, 96, 145, 177, 495.
Canino, p. 411.
 CANOVA, p. 418.
 CAPRARA, p. 5-8, 10, 14, 16, 19, 38, 79, 80, 82, 92, 156, 157, 181-82, 192, 234, 243-47, 249, 252, 259, 263-64, 266, 273-74, 284, 292-93, 296, 303-04, 307-09, 322, 326, 340, 353, 360, 386, 395, 397, 403, 430, 449, 464, 489, 493, 505, 514-18, 535, 560-65, 567, 575, 578, 580.
 CARACCIOLO, p. 191-93.
 CARAFFA, p. 161.
 CARAMAN, p. 228.
 CAROLINE (Bonaparte), p. 80.
 CASELLI, p. 161, 268, 319, 382, 400-01, 407.
 CASONI, p. 560.
 CASSINI, p. 222, 226, 231, 233, 244.
Castel-Gandolfo, p. 322-438.
Castiglione, p. 24.
Catane, p. 223.
 CATHERINE II, p. 155, 175, 221.
 CATTET, p. 104-106, 125, 128.
 CAULAINCOURT, p. 5, 593, 601, 603, 604.
Châlons-sur-Marne, p. 206.
Chambéry, p. 86, 90.
 CHAMPAGNY, p. 344, 569, 573-75.
 CHAMPION DE CICÉ, p. 581.
 CHANAL, p. 92, 97, 100.
 CHAPTAL, p. 597.
 CHARLEMAGNE, p. 184, 286, 365, 401, 472, 474, 481, 510, 529, 538, 590.
 CHARLES (archiduc), 434, 462.
 CHARLÉTY, p. 104.
 CHARPENTIER, p. 191.
 CHARRIER DE LA ROCHE, p. 95, 350.
 CHASTELUX, p. 228.
 CHASTENAY, p. 126.
Napoléon et le Saint-Siège.
 CHATEAUBRIAND, p. 119, 136-41, 187-88, 201, 210-16.
 CHAUVET, p. 65.
 CHOISEUL, p. 163.
 CHOLLETON, p. 127, 552.
 CHRISTIN, p. 227.
Civita-Vecchia, p. 142, 167, 189, 194-95, 321, 435, 506-08.
 CLARKE, p. 72, 76, 227, 231, 276.
 CLARY, p. 70, 72, 592.
 CLARY (M^{me}), p. 66, 126.
 CLARY (Julie), p. 65.
 CLÉMENT XI, p. 368.
Clermont-Ferrand, p. 86.
 CLERMONT-TONNERRE, p. 205-06, 212.
Clèves, p. 529.
 COBENTZEL, p. 314, 383.
 COLBERT, p. 437, 456.
 COLLOT, p. 69, 70.
Cologne, p. 6, 155, 527.
 COLONNA D'ISTRIA, p. 48, 82.
Comtat-Venaissin, p. 17, 165.
 CONDÉ, p. 228.
Constantinople, p. 174.
 CONTI, p. 75.
 CONYNCK-OUTRIVE, p. 96, 111.
Corfou, p. 174, 434, 436, 506.
Corse, p. 44-64, 66-68, 71, 73-76, 78, 79, 379, 415, 436, 592.
Corte, p. 58, 59.
 COTI, p. 58.
 COURBON, p. 87, 97-99, 102, 105, 125, 200, 260, 548, 554, 556.
Crémone, p. 401.
 CRIVELLI, p. 484.
Cuges, p. 66.
 CUNEO D'ORNANO, p. 55.
 CURÉE, p. 292.
 CUSTINE (M^{me} de), p. 138.
 CZARTORISKY, p. 220, 229, 233, 239, 248.
 DALBERG, p. 279-81, 287, 340, 382-84, 521-26, 529-39.
 DAMAS, p. 423.
 DANDELARRE, p. 103.
Danube, p. 434.
 DAVID, p. 77, 121, 145.
 DECRÈS, p. 197.
 DEGOLA, p. 361.
 DELCHER, p. 63.
 DELPECH, p. 121.

Deux-Siciles : voir *Naplis*.

DIABOLO (Fra), p. 490.

Doire, p. 485.

DOLGOROUKI, p. 231.

DOMBIDEAU-CROUZEILLES, p. 380.

DOMINICAIN (le), p. 416.

DORIA, p. 54, 57, 160.

DRAKE, p. 226, 227, 247.

DRESDE, p. 227, 240, 248, 306, 565, 566.

DUBOIS, p. 94, 118.

DU BOURG, p. 116, 548.

DUGNANI, p. 484.

DUMON, p. 103.

DUPHOT, p. 456, 559.

DUVEYRIER, p. 33, 205.

DUVOISIN, p. 368.

Egypte, p. 173-74.

Elbe, p. 175, 436.

ELISA, p. 75, 77, 137-38, 140, 399, 402, 422, 486-88.

Embrun, p. 86.

ÉMERY, p. 80-83, 113, 116-17, 121, 123, 128, 138, 201, 211, 261, 350, 373, 375, 377, 379, 451, 520, 546, 550-51, 556, 579, 580, 599.

ENGHIEN, p. 238-41, 247, 295.

Espagne, p. 25, 180, 264, 603, 604.

ÉTIENNE II, p. 308.

ÉTIENNE IV, p. 365.

Etrurie : voir *Toscane*.

EUGÈNE (Beauharnais), p. 438, 446, 471, 526, 537, 565-68.

EYMIEU, p. 48.

FAIPOULT, p. 23.

Fano, p. 19.

FEAUX, p. 543.

FERDINAND IV (roi des Deux-Siciles), p. 498.

FERET, p. 292.

Ferrare, p. 17, 400.

FESCH (François), p. 44.

FESCH (Werner), p. 67.

FEUTRIER, p. 350.

Fiume, p. 507.

FLEURY, p. 578, 594.

Florence, p. 23, 25, 141, 154, 231, 323-24, 336-37, 361, 388, 422, 428, 507, 575.

FLORENS, p. 48.

Fontainebleau, p. 337, 340-41, 382.

FONTANA, p. 162, 366.

FONTANES, p. 137, 210, 213, 341.

FONTANGES, p. 117.

Forez, p. 88, 89.

FOUCHÉ, p. 89, 92, 198, 113, 228, 298, 340, 350, 354, 358, 362, 553-55.

FOURNIER DE LA CONTAMINE, p. 113, 349, 451, 547.

Francfort, p. 534-35, 537.

FRANCK, p. 283.

FRANÇOIS II (empereur), p. 314, 534, 538.

Franconie, p. 284.

FRANKENBERG, p. 258.

FRASCATI, p. 225, 411.

FRÉRON, p. 70.

FRUMENCE (Fr.), p. 376.

FUGIER, p. 603.

Gaëte, p. 429, 489-490.

GALITZINE, p. 232.

GALLO (del), p. 176, 394.

GANDOLPHE, p. 217, 336.

GARAU, p. 23.

GARNIER, p. 360.

Gênes, p. 44, 70, 72, 73, 175, 226, 228, 400-02, 406, 436.

Genève, p. 86.

GENGA (della), p. 278, 288, 523-24, 528, 533, 571.

GENTZ, p. 390.

GERDIL, p. 16, 160.

Gex, p. 86.

GOUVION SAINT-CYR, p. 190, 224, 335, 423, 437-40, 443, 454, 457.

GRANET, p. 419.

GRAVINA, p. 155.

GRÉGOIRE, p. 10, 29, 89, 92, 361-62.

GRÉGOIRE VII, p. 13, 482.

Grenoble, p. 86, 524.

GROBOZ, p. 97, 105.

GUASCO, p. 57, 58, 60, 62, 65.

Guastalla, p. 482.

GUERRES (de), p. 54.

GUILLON, p. 141, 211-14.

GUITERA, p. 62.

HALLER, p. 28, 72, 208.

Hambourg, p. 217.

Hanovre, p. 239.

- HAUSSONVILLE (D'), p. 40, 292, 314, 326, 328, 319.
 HAUTERIVE (D'), p. 13, 132, 134, 180, 431, 466, 467.
 HÉDOUVILLE, p. 27, 24, 421, 531.
 HERBOUVILLE (D'), p. 556.
Hesse, p. 526.
 HOFFELIN, p. 284, 526-28.
Hollande, p. 538.
 HOOD, p. 64.
 HORTENSE (Beauharnais), p. 80.
 HUMBOLDT, p. 453.
 IMBERT, p. 93, 96.
Imola, p. 32, 145.
 INNOCENT III, p. 324.
 ISOARD, p. 48, 64, 115, 217, 336, 398, 416, 421, 544, 571-72, 576, 592.
 JACKSON, p. 192, 194, 428, 475.
 JAUFFRET (André), p. 80, 81-83, 95, 100, 102, 115-17, 123-24, 201, 211, 349, 375-77, 380, 421, 547.
 JAUFFRET (Joseph), p. 115, 140.
 JEANBON SAINT-ANDRÉ, p. 66.
 JÉRÔME (Bonaparte), p. 403-09, 412, 424, 449, 530.
 JOSEPH (Bonaparte), p. 2, 25, 32, 38, 49, 52, 59, 65, 67, 71, 73, 76-77, 208, 447, 453, 457-59, 474, 476, 479, 482, 490-92, 499, 500, 505, 543, 592.
 JOSEPH II, p. 6, 268, 270.
 JOSÉPHINE, p. 303, 340, 342, 406.
 JOUBERTHOU, p. 403, 410.
 JOURDAN, p. 335.
 JUIGNÉ (DE), p. 90.
 JUNOT, p. 485.
 KHEVENHÜLLER, p. 201-202, 453, 495.
 KOLBORN, p. 282, 382-83, 523.
 LACOMBE, p. 353, 356.
 LACOMBE SAINT-MICHEL, p. 63.
 LA FARE, p. 228, 229.
 LAFAYETTE, p. 96.
 LAFOND, p. 73.
 LA MAISONFORT, p. 214, 227, 231.
 LAMOURETTE, p. 103.
Lampédouse, p. 174.
Lanslebourg, p. 338.
 LANTSHEERE, p. 258-59.
 LARREY, p. 64.
 LASCY, p. 445.
 LA TOUR DU PIN, p. 113, 116-17.
 LE BLANC DE BEAULIEU, p. 352.
 LE BRUN, p. 77.
 LECLERC, p. 65, 76, 112, 203, 212.
 LE COZ, p. 11, 108, 256, 299, 353-63.
 LEFEBVRE, p. 160, 331.
Légations, p. 17-20, 134, 172, 176, 266, 269, 308, 313, 384-85, 388-89, 402, 473.
 LEMAROIS, p. 508, 574.
 LÉOPOLD II (de Toscane), p. 276.
 L'ESTACHE, p. 419, 420.
 LETIZIA (Bonaparte), p. 45, 49, 59, 63, 66, 71, 73, 74, 76, 78, 200, 204, 325, 380, 410, 414, 418, 586, 591.
 LEVIE, p. 52, 53, 54, 60.
Liamone, p. 73.
Ligurie, p. 400.
 LINSOLAS, p. 86-89, 108.
Lisbonne, p. 155.
 LITTA, p. 484, 570.
Livourne, p. 72, 175, 321, 335.
 LIZAKEVITZ, p. 202-03, 226, 229, 231, 249, 429.
 LLANTA, p. 121.
Loire, p. 86, 92, 546, 556.
Lombardie, p. 477, 484, 486, 603.
Londres, p. 183, 221, 294.
 LORENZANA, p. 419.
Lorette, p. 141.
Lot, 217.
 LOUIS I (d'Etrurie), p. 276.
 LOUIS XIV, p. 341, 368.
 LOUIS XVIII, p. 180, 184, 228, 295.
 LOUIS (Bonaparte), p. 61, 80, 538.
 LUCCHESINI, p. 2.
 LUCIEN (Bonaparte), p. 61-63, 65, 66, 73, 78, 115, 121, 137, 200, 204, 325, 406, 409-14, 416, 427, 447, 452, 592.
Lucerne, p. 6, 155.
Lucques, p. 142, 275, 400, 402, 482, 486-89, 498, 517.
 LUCOTTE, p. 141, 212, 349.
Lunéville, p. 18.
Lyon, p. 19, 79, 86, 99-120, 129, 140, 200, 260-61, 316, 338-40, 373-78, 388, 401, 415, 418, 520, 532-33.
 *

- 535-37, 543, 545-48, 550-56, 581, 583-86.
 LYONNET, p. 74, 104, 113-114, 116, 124, 171, 350.
 MABLY, p. 50.
Macerata, p. 244, 569, 574.
 MACK, p. 462.
Maçon, p. 360.
Mad leine (la), p. 195.
 MADELIN, p. 165.
Madrid, p. 155, 252, 558, 560.
 MAISTRE (de), 153, 176, 179, 226, 240, 390, 511.
Malines, p. 258.
Malte, p. 133, 173-76, 192, 221-23, 500.
Mantoue, p. 401.
 MARBEUF, p. 51.
 MARBEUF (Mgr), p. 86-87, 102, 108.
Marches (les), p. 194, 506.
Marengo, p. 18, 603.
 MARESCALCHI, p. 267-68, 403.
 MARKOF, p. 221, 226, 239.
 MARIE, p. 92.
 MARIE-CAROLINE (reine de Naples), p. 175, 223, 394-95, 435, 494, 498.
 MARIE-LOUISE, p. 584.
 MARIGNANE (de), p. 228.
 MARMOTTAN, p. 216.
Marseille, p. 66, 67, 75, 194, 228.
 MASSÉNA, p. 434, 438, 443, 457, 462, 489.
 MASSÉRIA, p. 61.
 MASSON, p. 82, 104, 125, 347, 545, 585, 591.
 MATHILDE (Princesse), p. 120.
 MATTEI, p. 18, 160.
 MAURY, p. 141, 145, 153, 161, 180, 229, 421-22, 518, 584.
 MAXIMILIEN, p. 418.
Mayence, p. 286, 319, 327, 383, 525-27.
 MAZIO, p. 342, 344, 562.
Méditerranée, p. 173-75, 184, 197, 396, 507.
 MELZI, p. 161, 270-74, 289-90, 296, 326, 364, 384, 386, 397-99, 402, 484, 564.
Mende, p. 86, 256.
 MERINVILLE, p. 90-95, 97, 98, 102-04, 106, 108.
Messine, p. 222, 490.
 METTERNICH, p. 591.
Metz, p. 547.
 MEURON, p. 52, 61, 142-43, 189, 193, 224, 410, 415, 425, 436-40, 442-43, 446-47, 452, 500.
Milan, p. 6, 69, 71, 141, 157, 161, 178, 266, 269-73, 285, 288, 337, 390, 394-405, 407, 410, 418, 432, 461, 472, 477, 479, 483, 486, 487, 506, 537, 573.
 MIOLLIS, p. 575, 589.
 MIOT DE MÉLITO, p. 23, 24, 78, 479, 593.
 MITOUARD, p. 75.
Modène, p. 388, 401.
Mombello, p. 71.
 MONS (de), p. 350.
Montbrison, p. 96, 105, 111.
Mont-Cenis, p. 338.
Montefiascone, p. 141, 161.
 MONTGAILLARD, p. 538.
 MONTGELAS, p. 280.
Montpellier, p. 66, 547.
 MONTRICHARD, p. 441-43, 446, 455.
 MOREAU, p. 238.
 MOREAU SAINT-MÉRY, p. 275, 485.
 MOROZZO, p. 154, 198, 278, 422, 428, 430.
 MOUTTE, p. 207.
 MOLTEDO, p. 62, 66.
Münich, p. 47, 521, 525, 558.
Münster, p. 155.
 MURAT, p. 79, 141, 145, 179, 191, 193-94, 208, 217, 530.
 NAJAC, p. 93, 111.
Namur, p. 181, 260.
Naples, p. 19, 38, 72, 134, 161, 175, 178, 192, 195, 223-24, 228, 230-231, 241, 276-77, 289, 306, 313, 335, 374, 395, 404, 423-25, 428, 434-37, 439, 444-46, 457-58, 462, 467, 473, 477, 489, 500, 505, 518, 543, 558, 565, 589.
 NELSON, p. 175, 195, 444.
 NEWMANN, p. 501-505.
Nice, p. 66, 228.
Novare, p. 141.
 NOVOSILTISOV, p. 220.
 O'BRIEN, p. 97, 105.
 OPPIZONI, p. 238, 485.

- Orléans*, p. 523.
 ORNANO, p. 194.
Otrante, p. 175, 224, 239, 423.
 OTTAVY, p. 437.
 OTTO, p. 183, 521.

 PACCA, p. 475, 570, 600.
 PANCEMONT, p. 354.
 PANIN, p. 223.
 PAOLI, p. 51, 52, 54, 60, 62, 64, 67.
 PARAVICINI, p. 45, 62.
Parme, p. 172, 275, 326, 337, 364, 388, 400, 482, 485.
 PAROISSE, p. 427.
 PASCALIS, p. 228.
 PASQUALINI, p. 414, 495, 543.
 PASQUIER, p. 128.
 PATTERSON, p. 404, 405, 412.
 PAUL 1^{er}, p. 155, 221, 222.
 PAULINE (Bonaparte), p. 65, 112, 203-04, 218.
 PÉPIN LE BREF, p. 296, 308.
 PERALDI, p. 52, 60, 74.
 PÉRIER, p. 353, 356, 362.
 PÉRIILLIER, p. 34, 72.
Pesaro, p. 19, 191, 436-37.
Pétersbourg, p. 175-76, 220, 223, 226, 230, 233, 235-36, 248.
 PICHEGRU, p. 238.
 PICOT, p. 359.
 PIE VI, p. 6, 29, 35, 110, 146, 149, 159, 179, 209.
Piémont, p. 134, 172, 176, 182, 262-64, 294, 308, 326, 337, 364, 400, 485, 554.
 PIERLING, p. 245, 247.
 PIETRA-SANTA, p. 44-45.
 PIETRO (di), p. 15, 159, 163, 264, 271, 298, 308, 319, 326, 364, 366, 382, 494, 518, 524, 568.
 PIGNATELLI-MOLITERNO, p. 501.
 PINO, p. 446.
Piombino, p. 399, 436, 508.
 PISANI DE LA GAUDE, p. 48, 260.
Pistoie, p. 159, 276, 337, 361.
 PITT, p. 193, 239, 470.
Plaisance, p. 172, 400, 482, 485.
 PLANCY, p. 485.
Pô (Haut-), p. 265.
Pologne, p. 154-55.
 PONSON, p. 92.
Pont de Beauvoisin, p. 338.

Ponte-Corvo, p. 19, 159.
Ponte-Nuovo, p. 63.
 PORTALIS, p. 2, 10, 13, 14, 16, 17, 29, 89, 90, 92, 97, 100, 105, 108, 111-14, 116-17, 119, 140, 212, 252-53, 255, 262, 265, 268, 294, 308, 330, 340, 342, 352, 354, 358, 369, 370-72, 379, 420, 546, 550-54.
Porto-Conte, p. 194.
Porto-d'Anzo, p. 506.
Portugal, p. 38.
Pouille, p. 506.
 Pozzo DI BORGO, p. 60, 62, 74.
Pradines, p. 415.
 PRADT (de), p. 350, 354, 363, 406, 599.
Presbourg, p. 452, 465, 471, 509, 525, 526, 528.
 PRIMAT, p. 88, 103, 352.
Provence, p. 228, 230, 592.
Prusse, p. 38, 280, 281, 283, 503, 535, 565.

 QUELEN, p. 350.

Raguse, p. 174.
 RAMOLINO, p. 46, 75, 415.
Ratisbonne, p. 279, 282-83, 285, 382-83, 421, 521-22, 524-27, 533-37, 545.
 RAUZAN, p. 551.
 RAYMOND, p. 72.
 RAYNAL, p. 50.
 RECCO, p. 58.
 REGNAULT (de Saint-Jean d'Angely), p. 377.
 RENAUD, p. 88, 97, 98-100, 103, 105, 108, 261.
République Cisalpine, p. 6, 17, 19, 31, 38, 165, 172, 177-78, 192.
 — *Cispadane*, p. 17.
 — *Italienne*, p. 173, 182, 264, 265-69, 273, 308, 385.
 — *Ligurienne*, p. 38.
 — *Romaine*, p. 18, 133, 185, 208.

 REY, p. 228.
 REYMOND, p. 11, 299, 353, 354.
 REYNIER, p. 423, 438-39.
Rhin, p. 3, 155, 526.
 RICCI, p. 276, 361, 388.
Rimini, p. 242, 508.

- RINIERI, p. 27, 245, 292, 326.
Rivoli, p. 603.
Roanne, p. 89, 111, 375.
 ROGER, p. 378.
 ROGGENDORF, p. 191.
 ROLLIER, p. 75-76, 78, 197.
Romagne, p. 17, 165, 193.
Roquefort p. 547.
 ROQUELAURE, p. 258.
 ROSSI, p. 56.
 ROUSSEAU, p. 50.
 ROVERELLA, p. 568.
 ROYER, p. 80, 87.
 RUFFO (Fabrizio), p. 161, 197, 277, 335, 458-59, 491.
 RUFFO (Luigi), p. 491, 499.
 RUVET, p. 91.
 RULLY (de), p. 87, 91, 103.
 RUMBOLD, p. 247.
 RUSPOLI, p. 221.
Russie, p. 173, 176, 180, 214, 221-23, 225, 229, 231-44, 248, 404, 434, 474, 498, 517, 535, 545.
 SAINT-ANDRÉ (de), p. 194.
Saint-Cloud, p. 292, 303, 560.
Saint-Denis, p. 550.
Saint-Étienne, p. 88, 105, 111.
Saint-Flour, p. 347.
 SAINT-GEORGE (de), p. 91, 103.
 SALA, p. 562.
 SALICETI, p. 23, 62, 63, 66, 68, 505.
 SALZBOURG, p. 527.
 SARCONI, voir Newmann, Pignatelli.
Sardaigne, p. 63, 134, 176, 194-95, 202, 225, 241, 474, 477.
 SARPI, p. 487.
 SAURINE, p. 353, 356, 358-59, 361.
Saxe, p. 522.
 SCHNEIDER, p. 52.
Schœnbrunn, p. 458, 470.
 SCOTTI, p. 484.
 SEBASTIANI, p. 82, 174.
 SÉGUR (de), 124, 340, 342.
 SEVEROLI, p. 282, 288, 326, 533.
Sicile, p. 174, 197, 223, 452, 489, 507.
 SIMÉON, p. 421, 496.
 SIMON, p. 416.
Sinigaglia, p. 414, 436, 493.
 SOMAGLIA (della), p. 160.
Sonabe, p. 522.
 SOUVOROF, p. 221.
 SPENCER SMITH, p. 247.
 SPINA, p. 17, 26, 38, 161, 400-01, 560, 564-65, 578.
 STADION, p. 525, 538.
 STAMATY, p. 142, 189, 195, 435, 506.
 STENDHAL, p. 144, 161, 510.
 STEVENS, p. 181, 258.
 SUBLET, p. 77.
Suisse, p. 67, 382.
 SUVÉE, p. 418.
Syrie, p. 174.
Tagliamento, p. 465.
 TALLEYRAND (baron de), p. 22.
 TALLEYRAND, p. 2, 13, 16, 18, 19, 21, 26, 28, 29, 33, 34, 36-37, 39, 132, 135-36, 172, 177-78, 180, 182, 199, 205, 210, 225, 232, 234, 236, 241, 242, 248, 275, 284, 286, 295, 303-312, 318-19, 321-23, 326-27, 329-31, 336, 369, 383-86, 398, 410-11, 416, 419, 421, 427, 430, 444, 446, 449, 455, 464, 488, 493, 505, 508, 514, 516, 520, 523, 526, 537, 558-60, 562, 566-69.
Tarente, p. 175, 224.
 TASSONI, p. 361.
Terracine, p. 165, 395, 506.
 TERRASSON, p. 103.
 TESTAFERRATA, p. 155, 381, 524.
 THEINER, p. 292.
 THORVALDSEN, p. 149.
 TILLOT (du), p. 275.
Tilsit, p. 223, 543, 566-67, 570, 604.
 TISSON, p. 445, 501.
Tolentino, p. 17, 19, 25, 28, 35, 38, 133, 165, 172, 209, 269, 419.
 TOMMASI, p. 222-23.
 TORLONIA, p. 167, 207-10, 414, 416, 422-23, 456.
Toscane, p. 172, 178, 195, 231, 276, 321, 324, 337, 422, 428, 500, 502, 511, 561, 574.
Toulon, p. 64, 112, 195.
 TOURNEFORT, p. 103, 115.
Tours, p. 116.
Trafalgar, p. 462.
Trèves p. 527.
Trieste, p. 167, 438, 507.
 TRONI, p. 155, 283.
Troyes, p. 117, 360, 368, 547.

- Tunis*, p. 174.
Turin, p. 242, 247, 262, 323, 337-38, 388, 401.
Turquie, p. 174.
Tyrol, p. 465.
Tyrhénienne, p. 165, 167, 436, 506.

Ulm, p. 462.
Urbino, p. 165, 569.

Valais, p. 214, 394.
Valence, p. 50, 57, 58.
Valette (la), p. 65.
VANEL, p. 76, 94, 104.
Vannes, p. 547.
Var, p. 73.
VARGAS, p. 38.
VARIN, p. 378, 554.
Vendée, p. 294.
Venise, p. 144, 167, 177, 434, 438, 472, 482, 487, 495, 498, 506.
VERCLOS (de), p. 54, 57.
VERDOLLIN, p. 87.
VERNÈGUES, p. 214, 227-45, 274, 394, 429-445, 502, 587.
VERNINAC, p. 89.

Vérone, p. 401.
VIAL, p. 222.
VICTOR EMMANUEL I (roi de Sardaigne), p. 176, 187, 225, 321, 429.
VIDONI, p. 189, 191, 436-37, 441.
Vienna, p. 86, 177, 220, 230, 252, 279, 289, 306, 314, 382, 436, 503, 507, 523, 525, 533, 538.
VILLARET, p. 263.
VINCENTI, p. 160.
VISCONTI, p. 417.
Viterbe, p. 411.
VOLNEY, p. 75.
VORONZOFF, p. 220, 229, 231.

Waterloo, p. 586.
WICAR, p. 418.
WILLOT, p. 228, 229.
WINZINGERODE, p. 528.
Wurtemberg, p. 412, 526, 528, 530, 534.

York (d'), p. 149, 160.

ZELADA, p. 22.

TABLE DES CHAPITRES

INTRODUCTION.

La France et Rome au lendemain du Concordat.....	1
---	----------

I. — PUBLICATION DU CONCORDAT (juillet 1801-avril 1802). — Le Concordat : Ce que Bonaparte en attend : en France, en Europe. Comment le Saint-Siège en apprécie l'importance.	
Rétablissement des rapports diplomatiques réguliers : le Légat Caprara à Paris. Retard dans la publication du Concordat. La « loi relative à l'Organisation des Cultes » (18 germinal an X-avril 1802). Germes de désaccord entre le Premier Consul et la Papauté.....	2
a) Bonaparte, malgré le Saint-Siège, admet dans l'épiscopat des Constitutionnels ; leur réconciliation par Caprara. Ils se défendent d'avoir consenti aucune rétractation et Rome les traite comme des relaps.....	9
b) Bonaparte ajoute au Concordat les Articles Organiques. — Objections du Saint-Siège : ces articles ne font pas partie de la convention acceptée ; des modifications de fond sont nécessaires. — Résurrection de la tradition gallicane, et conflit avec l'ultramontanisme.....	12
c) La Curie voudrait revenir sur le traité de Tolentino (1797) qui lui a infligé de graves pertes territoriales. Bonaparte s'y refuse, mais garantit au Pape l'intégrité de ses États temporels.....	17
Position relative des deux Puissances devant les contestations spirituelles et temporelles. — Nécessité d'une action diplomatique délicate.	
II. — CACAULT MINISTRE DE FRANCE A ROME. — L'homme : sa carrière en Italie pendant la Révolution. Employé par le général Bonaparte en 1796, il contribue à sa politique de rapprochement avec le Saint-Siège. — En 1801, chargé d'affaires à Rome, il suggère le voyage du cardinal Consalvi à Paris. — Signature du Concordat.....	21
Son rôle à Rome de 1801 à 1803. Sa correspondance diplomatique : bons rapports avec Talleyrand ; coquetteries avec les Romains. — Indifférence pour les « brouilleries théologiques ». — Vues sur la situation politique de la péninsule, sur la Cisalpine. — Les Français à Rome. — Reprise graduelle de la vie d'autrefois dans la capitale pontificale. Cacaault démontre la nécessité de rétablir l'ambassade dans son éclat d'autrefois ; il évoque les souvenirs laissés par le cardinal de Bernis.....	28
Rappel de Cacaault (avril 1803). — Il a pour motifs non pas les défauts de l'ambassadeur, mais la politique monarchique de Bonaparte. — Appréhensions des milieux romains.....	39

CHAPITRE PREMIER

Joseph Fesch avant 1802..... 43

- I. — **LES ORIGINES.** — La famille : les Faesch de Bâle. — Les Bonaparte. — L'enfance (1763-81). La vocation, le séminaire d'Aix (1781-86). Fesch archidiacre d'Ajaccio. Son intimité avec Letizia ; avec Napoléon..... 44
- II. — **LA RÉVOLUTION EN CORSE.** — Napoléon et Fesch associés pour la conquête du pouvoir. — *a*) Période d'ascension : 1790-1791. Fesch officier municipal d'Ajaccio. Dissolution du chapitre (décembre 1790) ; prestation du serment constitutionnel (27 février 1791). — Fesch grand vicaire de l'évêque Guasco. Premières acquisitions de Biens Nationaux. — *b*) Le déclin : septembre 1791-mai 1793. Discrédit croissant des assermentés. — Efforts du « Club des Amis de la Constitution ». — Rupture ouverte avec les Paolistes. — Proscription des Bonaparte..... 50
- III. — **LA PROVENCE.** — Toulon : Fesch garde-magasin quitte la soutane. — Marseille : les Clary ; vicissitudes de la famille. Vains espoirs vers la Corse. — Fesch à l'aventure en Suisse (1795). — Le 13 vendémiaire..... 64
- IV. — **L'ITALIE.** — Napoléon commandant en chef de l'armée d'Italie. Fesch a-t-il été fournisseur ? Ses « missions ». Le Mont-de-Piété de Milan. — Nouvelles acquisitions foncières en Corse ; débuts de la collection de tableaux. — Fesch à Gênes (an VI-1798)..... 68
- V. — **AJACCIO ET PARIS.** — Séjour en Corse (septembre 1798-juin 1799). — Luttres politiques. — Le premier propriétaire d'Ajaccio. — Paris : (juin 1799-juillet 1802) L'hôtel de la rue du Mont-Blanc. Vie commune avec Letizia. — Fesch agent des affaires corses sous le Consulat..... 73
- VI. — **RETOUR DE FESCH A L'ÉGLISE.** — L'abbé Fesch nommé archevêque de Lyon (18 thermidor an X-29 juillet 1802). — Sa conversion : rôle et influence de M. Émery et des Sulpiciens..... 79

CHAPITRE II

Fesch archevêque et cardinal..... 85

- I. — **LE DIOCÈSE DE LYON EN 1802.** — État des esprits : les réfractaires sont divisés en intransigeants (le Conseil Linsolas) et en partisans de la conciliation (l'abbé Courbon) ; les constitutionnels privés de chefs gardent de fortes positions. L'administration de Mgr de Mérinville (floréal an X-frimaire an XI, mai-décembre 1802). — Son échec..... 86
- II. — **FESCH PREND POSSESSION DE SON SIÈGE.** — L'administration prépare la voie à l'archevêque. Napoléon mande à Paris les prêtres de Lyon et les harangue. Il met son oncle en garde contre les réfractaires. — Fesch effectue la réunion des deux clergés : il exige des constitutionnels une rétractation formelle, mais il est impitoyable pour les insoumis des deux partis. — Circonscription des paroisses et nominations. — Reprise de la vie religieuse... 94
- III. — **FESCH CARDINAL.** — Fesch reçoit la barrette (ventôse an XI-février 1803). — Il est nommé ambassadeur de la République près le Saint-Siège (avril). — Séjour à Paris : il s'entretient avec Portalis des besoins de l'Église de France. — Ministre des Cultes *in partibus*, il se prononce pour le retour aux anciens usages. — Rétablissement de la liberté du culte à Lyon (prairial an XI-juin 1803)..... 114

- IV. — FESCH AU PRINTEMPS DE 1803. — Portrait physique et moral du futur ambassadeur : grande capacité de travail ; goût de l'autorité ; violences de tempérament. — Ses amitiés. — Ses mœurs : attachement à l'argent. — Il apparaît comme un vrai Bonaparte. Il semble sincèrement attaché à l'état religieux. 120

CHAPITRE III

La mission du cardinal ambassadeur 131

- I. — PROGRAMME ET COMPOSITION DE LA LÉGATION. — Les instructions du Ministre des relations extérieures (30 floréal an XI) : liquider le passé ; restaurer dans son éclat l'ambassade. — Rome sur l'échiquier européen.
Rapports de Talleyrand et de Fesch. Comment la légation est constituée : Chateaubriand secrétaire d'ambassade ; les Commissaires des Relations commerciales : Fesch refuse les conseils de Cacault. 132
- II. — ROME EN 1803. — La Cour pontificale. Le Pape Pie VII. Consalvi : son rôle politique en 1796 ; au Conclave de Venise ; pendant et depuis le Concordat ; il est « l'âme du Pape ». Le mécanisme du Gouvernement Pontifical : la Secrétairerie d'État ; les Nonciatures et les relations avec les Puissances ; le Sacré-Collège ; les Congrégations. Cardinaux et consultants, théologiens et politiques : Antonelli, di Pietro... Méthodes de travail. Le pouvoir pontifical est-il absolu ou limité ? Les influences qui prédominent sont-elles favorables à la France ? 144
Structure politique et économique de l'État de Saint-Pierre. Pertes subies pendant la Révolution. Efforts de Consalvi en faveur de l'agriculture. Le commerce et les ports. Médiocrité des ressources financières. Nullité militaire. Faut-il matériellement accepter l'aide de la France ? Sentiments de la population à l'égard des Français. 164
- III. — LE DESSEIN DE NAPOLÉON. — Avant même que Fesch ait rejoint son poste, la guerre avec l'Angleterre a éclaté. L'enjeu : la maîtrise de la Méditerranée et de l'Orient. L'Italie française base d'opérations. Les puissances ennemies se posent en protectrices des États indépendants de la péninsule : la Russie et Rome ; l'Autriche et Rome. Nécessité pour le Saint-Siège de maintenir l'équilibre. Mais Napoléon exige sa coopération : facilités pour le passage des troupes ; fermeture des ports ; surveillance des étrangers. Il voudrait sa coopération morale : songe-t-il au Sacré ? 172
Fesch est chargé de ranger le Saint-Siège dans le camp de Napoléon.

CHAPITRE IV

Installation et premières négociations politiques. 185
(juillet 1803-janvier 1804 — messidor an XI-nivôse an XII)

- I. — PREMIERS CONTACTS ENTRE L'AMBASSEDEUR ET LE GOUVERNEMENT ROMAIN. — Premières impressions de Fesch. — Bons procédés de Consalvi : incident avec Chateaubriand. — Plaintes des Commissaires des Relations commerciales. Meuron d'Ancône découvre la « conspiration Roggendorf » (juillet 1803). — Consalvi refuse de fermer les ports ; Fesch l'approuve, mais plusieurs conflits de navigation font ressortir les inconvénients de la neutralité pontificale et risquent d'altérer les rapports personnels des deux cardinaux. 186

- II. — LA VIE A LA LÉGATION. — Le palais Lancelotti. — Les dépenses et les dettes de Fesch. — Austérité de ses habitudes ; critiques de son entourage. — Fêtes en l'honneur de Pauline Borghèse et de Madame Mère.

Fesch met une extrême réserve à soutenir les demandes des nationaux Français. Il éconduit Mgr de Clermont-Tonnerre. — Mais il prend fait et cause pour le banquier Torlonia, que Consalvi fait condamner.

Mauvais rapports de Fesch et de ses collaborateurs. Hâbleries de l'abbé Guillon. — Nouvelles imprudences de Chateaubriand : ses relations avec les émigrés et les étrangers. — Les deux secrétaires sont rappelés : le cardinal les dénonce avec violence à Paris. — Mgr Isoard auditeur de Rote.

A la fin de 1803, Fesch semble porté par le succès à Paris et à Rome. . . . 198

CHAPITRE V

L'affaire Vernègues 219

(novembre 1803-mai 1804 — frimaire-prairial an XII)

- I. LA SURVEILLANCE DE L'ITALIE. — Tension Franco-Russe. Échec de la politique française à Malte. — Attitude ambiguë de Naples. — Les Russes à Rome : le chevalier de Lizakevitz et le comte Cassini, ambassadeurs du Tsar. — La cour du roi de Sardaigne. 220
- II. LE CHEVALIER DE VERNÈGUES. — Fesch est chargé de requérir l'arrestation de La Maisonfort et Vernègues. — Vernègues agent des princes en Italie pendant la Révolution. Sa naturalisation comme sujet Russe. — Hésitations de Consalvi. — L'arrestation (26 décembre 1803) : effet à Rome et à Pétersbourg. 227
- III. LE SAINT-SIÈGE ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE. — La France demande l'extradition de Vernègues, à laquelle la Russie s'oppose formellement. — Fesch tente vainement d'« effrayer la cour de Rome ». — L'exécution du duc d'Enghien (20 mars). Pressantes instructions de Paris à Fesch : comment il les traduit (24 avril). — Vernègues lui est remis. 233
- IV. CONSÉQUENCES DE L'AFFAIRE VERNÈGUES. — La Russie rompt avec le Saint-Siège : fin de la nonciature d'Arezzo (juillet 1804). — Caprara annonce trop tard que Napoléon renoncerait à son prisonnier. — Sens de ce prétendu revirement. Fesch en est à peine troublé. — Où en sont les rapports entre Fesch et Consalvi 243

CHAPITRE VI

L'ère des Concordats 251

- I. — LES FRUITS DU CONCORDAT EN FRANCE. — Fesch s'efforce de prouver les heureux effets du Concordat en France. — Vives attaques de la part du Sacré-Collège contre les constitutionnels non réconciliés. — Plaintes adressées de France (octobre 1803). — L'ambassadeur pense que les relaps doivent faire amende honorable, si l'on veut que le Pape sévisse contre les adversaires du Concordat. — Il obtient que Pie VII désavoue les Stévenistes en Belgique. — Comment Fesch exerce de Rome sa fonction pastorale dans son diocèse. 252
- II. — LES INQUIÉTUDES DE ROME POUR LA RELIGION EN ITALIE. — En Piémont : retards dans l'organisation religieuse. Les évêques peuvent-ils être traités

comme des évêques français ? — Introduction du Code Civil au début de 1804..... 262

En Lombardie. Comment le Saint-Siège a été amené à signer un « Concordat italien » (juillet 1802-septembre 1803). — Consalvi se félicite des résultats obtenus. — Les Décrets Melzi (26 janvier 1804). — Pie VII estime que le Concordat est violé. Exceptionnelle énergie des protestations pontificales. — Silence de Paris..... 266

A Parme, introduction de la législation française. — Lucques demande un Concordat, que Rome refuse. — Accord du gouvernement Toscan et du Saint-Siège. — Vaines négociations avec Naples..... 274

III. — LES NÉGOCIATIONS POUR UN CONCORDAT GERMANIQUE. — Situation de L'Église catholique dans les États allemands après le Reces de 1803. L'archevêque Dalberg. Concordat unique ou concordats séparés ? — Hésitations de la politique française et de la politique pontificale. — La Curie désire un Concordat unique ; elle projette l'envoi d'un nonce à Ratisbonne, fait appel à la protection de Napoléon, entame des conférences à Vienne avec l'Empereur. Mauvaise volonté du cabinet de Vienne. — Fesch suit la mission du bailli Haefelin à Rome ; il est chargé de proposer que les négociations soient poursuivies à Paris : double refus du Saint-Siège..... 278

Résultats de la politique de collaboration entre la France et Rome dans le domaine religieux dans l'été de 1804.

CHAPITRE VII

Les négociations du Sacre..... 291

(mai-novembre 1804 — floréal an XII-brumaire an XIII)

Proclamation de l'Empire. — Napoléon fait allusion devant Caprara au projet du Sacre.

I. — LA NÉGOCIATION OFFICIEUSE : mai-juillet 1804 (floréal-messidor an XII). — Rome accorde sans retard la reconnaissance de l'Empire, mais hésite devant le voyage du Pape à Paris. — Fesch est chargé par Paris de l'obtenir, par Rome d'en préciser les conditions, — Première consultation des cardinaux : objections politiques et religieuses. — Pie VII répugne à « rencontrer les « évêques constitutionnels ». — Le « serment constitutionnel » : Fesch en propose une interprétation. — Fesch et Caprara promettent le succès de la négociation..... 293

II. — LA NÉGOCIATION OFFICIELLE : août 1804 (thermidor-fructidor an XII). — La note française du 29 messidor-18 juillet. — L'horizon se rembrunit en Europe et à Rome ; Fesch est décidé à aboutir. — Deux consultations de cardinaux. — Réponse de la Curie (16 août). — Fesch la discute avec Consalvi (17-29 août) ; il arrache la modification du texte et la capitulation de Rome. — Ses *Mémoires* sur la négociation..... 306

III. — LES PRÉPARATIFS DU VOYAGE : septembre-octobre 1804 (vendémiaire-brumaire an XIII). — La « lettre d'invitation » de Napoléon (29 septembre) : la discussion rebondit sur la date de la cérémonie, l'accélération du voyage, le cortège pontifical. — Malaise produit à Rome par les exigences du Gouvernement et de l'ambassadeur français..... 318

IV. — CONCLUSION. — Sur quelles bases les négociateurs se sont mis d'accord : petit nombre de points placés hors de discussion. — Fesch est en grande partie l'auteur du voyage : à quel prix. — Jugement de Talleyrand sur son activité. 325

CHAPITRE VIII

Le couronnement. — Le Pape en France..... 333
 (novembre 1804-mai 1805 — brumaire-floréal an XIII)

- I. — **LE SACRE.** — Le Voyage (2-28 novembre). En Italie : Fesch ordonne tout et prend la première place à Florence. — En France : Fesch présente son diocèse au Pape. — Élan des populations ; silence des journaux. Fontainebleau et Paris. — Débats autour du Cérémonial. — Concessions de Pie VII. — Fesch bénit le mariage de Napoléon et de Joséphine. — Le Pape ne sera pas présent au serment constitutionnel.
 La solennité du 2 décembre. — Son éclat ; impression en France. — Sujets de mécontentement et de satisfaction de la petite cour romaine.... 335
- II. — **PIE VII, FESCH ET L'ÉGLISE GALLICANE.** — Fesch, grand Aumônier de l'Empire, recueille les doléances et les vœux du clergé gallican, rassemblé à Paris par le Sacre. Il est chargé de négocier avec les Romains !
 1^o La réconciliation des constitutionnels. — Dès son arrivée, Pie VII a soulevé la question des constitutionnels. — Les irréductibles, Le Coz, Belmas, Raymond, Saurine n'ont pas donné satisfaction au Pape avant le Sacre. — Après le Sacre, ils sont abandonnés par Napoléon et par Fouché. — Leur soumission (22 décembre). — Part de l'Empereur et de ses conseillers dans l'issue de cette affaire. — Son retentissement en France et en Italie : rétraction de l'évêque de Pistoie, Ricci..... 349
 2^o Les représentations sur l'application du Concordat. — Différences d'appréciations entre les théologiens romains et les évêques français. — Fesch et Portalis font refuser le premier mémoire pontifical, du 21 février.
 Second mémoire du Pape. — Réponse de Portalis : accueil fait aux doléances du clergé national et défaite des prétentions ultramontaines. Sur quels points Fesch a appuyé les réclamations du Pape. Son programme personnel en faveur de l'Église gallicane : traitements, séminaires, congrégations, missions. Il encourage ses confrères à l'action et à la confiance dans le gouvernement..... 363
- III. — **AFFAIRES D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE.** — Dalberg, invité à Paris pour le Sacre, expose au Pape la situation de l'Église en Allemagne. — Bulle de translation en sa faveur promulguée en Consistoire (1^{er} février). Malgré les efforts de Bernier, les Romains refusent de préjuger de la future organisation religieuse en Allemagne.
 Pour l'Italie, Pie VII demande l'abrogation des Décrets Melzi, la restitution des Légations. — Napoléon, devenu Roi d'Italie (17 mars), se dérobe. — Il obtient que Caprara soit délégué à Milan pour son Couronnement.... 382
- IV. — **CONCLUSION.** — Rome en l'absence du Pape. — Le retour de Pie VII. — Les résultats du voyage laissent de vives rancœurs du côté Romain. — Illusions du côté Français..... 388

CHAPITRE IX

Napoléon roi d'Italie..... 393
 (mai-septembre 1805 — floréal-fructidor an XIII)

Le couronnement de Napoléon à Milan (26 mai 1805) sous le titre de Roi d'Italie plonge dans l'inquiétude les États italiens neutres et alliés.

- I. — L'ORGANISATION DU ROYAUME D'ITALIE. — Situation religieuse de l'Italie du Nord. — Fesch rappelle à Napoléon les demandes du Pape ; — il annonce à Rome l'abolition des décrets organiques du vice-président Melzi. — Décrets de l'Empereur-Roi fixant le statut du clergé (8 et 22 juin). Le Saint-Siège les juge très sévèrement, comme une violation ouverte du Concordat de Milan. Fesch est chargé de négocier, mais l'Empereur ne cache pas qu'il ne modifiera pas les mesures ecclésiastiques..... 396
- II. — LE MARIAGE DE JÉRÔME: LUCIEN EN EXIL. — Napoléon entend obliger Jérôme à rompre son union avec M^{lle} Patterson. Il demande au Pape l'annulation du mariage religieux. Pie VII déclare le mariage valide. Fesch réfute la thèse romaine (juillet-août 1806). Indignation et aigreurs que laisse cette discussion à Paris et à Rome..... 404
- Lucien manœuvre pour rentrer en grâce, Napoléon exige que Lucien répudie sa femme, et Fesch l'y engage fortement. Lucien préfère « l'exil » : son installation à Canino, dans l'État romain. Délicate situation de Fesch, qui cependant n'abandonne pas Lucien..... 409
- III. — EFFORTS DE FESCH POUR RESTAURER L'AMBASSADE. — Fesch qui se croit fixé à Rome, s'installe définitivement. Ses dépenses. L'enrichissement de sa galerie. Fesch Mécène. Appui qu'il donne à l'Académie de France : projets en faveur des anciens établissements nationaux et des « œuvres pies ». Le cardinal a eu le souci du prestige français, mais a été gêné par les circonstances..... 416
- IV. — RUPTURE ENTRE FESCH ET CONSALVI. — Fesch se croit espionné par Consalvi. Il lui fait grief des injustices que subissent les amis de la France : l'affaire Torlonia. Bruits de complots à Rome. L'affaire de la place Navone (14 septembre 1805). Fesch accuse ouvertement Consalvi, qui offre sa démission à Pie VII et proteste à Paris. Fesch s'efforce d'étouffer l'incident, mais garde toutes ses préventions..... 421
- Quatre mois après le Sacre de Milan, la situation de l'ambassadeur de France est devenue très difficile.

CHAPITRE X

La guerre en Italie. L'occupation d'Ancône..... 433
 (octobre 1805-janvier 1806 — vendémiaire-nivôse an XIV)

- A la fin de septembre 1805, l'Empereur entame les opérations en Europe Centrale. La sécurité de l'Italie est nécessaire pour couvrir la droite de la Grande Armée.
- I. — L'OCCUPATION D'ANCÔNE. — Les agents français dans l'État romain signalent l'insuffisante protection du littoral. — Comment Consalvi entend pratiquer la neutralité. — Les Français se saisissent d'Ancône. Protestations du Pape, appuyées par Fesch (octobre 1805). 434
- Fesch est chargé d'annoncer officiellement l'occupation (12 novembre). — Le général Montrichard : conflit avec l'ambassadeur. — Débarquement des Anglo-Russes dans le royaume de Naples : effroi chez les Français de Rome, — La nouvelle de la prise de Vienne par Napoléon vient rassurer Fesch (30 nov.)..... 443
- II. — FESCH JUGE DE LA POLITIQUE PONTIFICALE. — Fesch croit Pie VII victime de son entourage, des préjugés contre la France gallicane. — Son acharnement contre Consalvi lui est-il dicté par des ambitions personnelles? Sa propre

- situation semble consolidée par les victoires de l'Empereur : fêtes à Rome après Austerlitz et Presbourg (janvier 1806)..... 447
- III. — EXPÉDITION FRANÇAISE CONTRE NAPLES. — Le corps de Gouvion Saint-Cyr marche sur Naples à travers l'État romain. — Efforts de collaboration de la part du Secrétaire d'État. — Joseph Bonaparte à Rome.
La mission du cardinal Ruffo. — Imprudente intervention de Fesch..... 454
- IV. — LA LETTRE PONTIFICALE DU 13 NOVEMBRE. — Lettre de Pie VII à Napoléon (13 novembre) : menace de rupture diplomatique. — Napoléon la reçoit à la veille même d'Austerlitz. — Il l'interprète comme une preuve de la défection du Saint-Siège. — Après l'écrasement de l'Autriche, il y répond avec une extrême violence (7 janvier)..... 460
« L'affaire d'Ancône » début de la lutte ouverte entre Napoléon et le Saint-Siège.

CHAPITRE XI

La fin de la neutralité pontificale..... 469
(janvier-mai 1806)

- I. — LA DERNIÈRE NÉGOCIATION DU CARDINAL FESCH. — La politique italienne de Napoléon après Presbourg. — Seconde lettre de Pie VII (29 janvier). Instructions de Napoléon à Fesch : demander l'expulsion des étrangers et la fermeture des ports (13 février). — Note du 2 mars. Consultation des Cardinaux : rejet des demandes de l'Empereur. Fesch disqualifié comme négociateur. — Dernière réponse du Pape à l'Empereur (21 mars)..... 471
- II. — L'EXTENSION DU CONCORDAT ITALIEN AUX ÉTATS VASSAUX. — Décrets Impériaux organisant les États français d'Italie (1^{er} avril). — Mémoire du Cardinal Antonelli contre le Concordat italien (17 mars). — État d'esprit du clergé à Parme, en Lombardie. Extension du Concordat à Lucques : protestations du Pape. Portée de l'incident..... 482
- III. — LE CONTRE-COUP DE LA CONQUÊTE DE NAPLES. — Situation de Joseph à Naples. Sa politique religieuse. Fesch négocie et obtient la soumission de l'archevêque Ruffo. — Épuisement de l'État pontifical par les passages de troupes : la question des remboursements d'avances ; la prise de possession des biens napolitains ; inquiétudes de l'opinion. — Joseph proclamé roi de Naples : le Saint-Siège entend négocier son adhésion. Répercussion à Naples. 489
- IV. — LA FIN DE LA NEUTRALITÉ PONTIFICALE. — Agitations dans l'État romain : embauchage et espionnage. L'affaire Newmann-Saroni. Fesch accuse Consalvi. — Les Anglais bloquent Civita-Vecchia. Encore la question de la fermeture des ports pontificaux. Occupation du littoral Adriatique et du littoral Tyrrhénien par les troupes d'Italie et de Naples..... 500
Fatalité du conflit entre le système napoléonien et la politique romaine en Italie. Situation de l'Ambassadeur en mai 1806.

CHAPITRE XII

Rappel de Fesch. — La primatie de Germanie..... 513

- I. — LE RAPPEL DU CARDINAL FESCH. — Fesch rappelé sera suppléé par Alquier. Dramatique audience de départ. — Caprara insiste pour que le Pape fasse des concessions. Pie VII accepte l'offre de démission du Secrétaire d'État

Consalvi (17 juin), mais ne change rien à sa ligne politique. — On se demande dans le clergé quelle influence Fesch, de retour en France, aura sur la politique ecclésiastique de Napoléon..... 514

- II. — LA PRIMATIE DE GERMANIE. — L'Archichancelier de l'Empire Germanique Dalberg annonce qu'il a choisi le cardinal Fesch pour son Coadjuteur (28 mai 1806). Origines de cette surprenante décision. Double jeu mené par Dalberg depuis son voyage à Paris. Inquiétudes que lui cause la situation de l'Empire pendant la campagne de la Troisième Coalition et après Presbourg. Le projet de Concordat germanique miné par les intrigues de la Bavière et du Wurtemberg. Dalberg croit reprendre l'avantage en offrant sa future succession à l'oncle de l'Empereur..... 521
- L'Empereur oblige Fesch à accepter. Celui-ci prétend garder son siège de Lyon. La Curie diffère l'expédition des bulles pour Ratisbonne. Acte constitutif de la Confédération du Rhin (12 juillet). Fin du Saint Empire Romain Germanique. Malgré l'insistance de Dalberg, Fesch se désintéresse complètement des affaires germaniques..... 531
- L'élévation de Fesch à la Primatie de Germanie apparaît comme une hardie manœuvre politique de Napoléon pour intimider Rome, hâter la fin du Saint Empire et préparer la formation du système fédératif qui permettra de dominer l'Occident..... 537

CHAPITRE XIII

**Fesch et les affaires de Rome jusqu'à la rupture
des relations diplomatiques entre Napoléon et le Saint-Siège..... 541**

Le cardinal Fesch reste ambassadeur en titre jusqu'en août 1807 ; il intervient dans les rapports diplomatiques entre Napoléon et le Pape jusqu'à la rupture de février-mars 1808.

- I. — RÔLE DE FESCH DANS L'ÉGLISE DE FRANCE APRÈS L'AMBASSADE. — Séjour à Paris (mai-décembre 1806). Visite du diocèse de Lyon : conclusions que l'archevêque en tire sur l'union nécessaire entre le clergé et le pouvoir. — Influence au ministère des Cultes. Mort de Portalis (août 1807). — Impulsion donnée par le Grand Aumônier aux Séminaires, aux Missions intérieures et étrangères. Conflit avec Fouché : l'Empereur reproche à son oncle de protéger illégalement les Pères de la Foi et de compromettre la future Université (octobre 1807). — Fesch voit toute son œuvre en péril..... 545
- II. — TENSION CROISSANTE DES RAPPORTS ENTRE PARIS ET ROME. — Alquier ambassadeur : son caractère, sa méthode ; les instructions des Relations Extérieures et les interventions de Napoléon..... 557
- a) Juin-octobre 1806. Napoléon fait proposer par Spina des conversations directes poursuivies à Paris. Le Sacré-Collège s'y refuse (juillet). Pie VII examine l'opportunité d'une bulle d'excommunication ; il refuse d'appliquer le Concordat italien.
- b) Octobre 1806-juillet 1807. Napoléon détourné de l'Italie par la campagne de la Quatrième Coalition. Vainqueur à Iéna (octobre) il mande à Berlin Mgr Arezzo et l'envoie à Rome.
- c) Juillet-septembre 1807. Après Tilsit, Napoléon charge le Vice-Roi Eugène de signifier ses intentions au Pape (22 juillet). Impression dans les

cercles romains. Alquier croit que les résistances faiblissent. Le cardinal de Bayane, plénipotentiaire pontifical, quitte Rome pour Paris.....	566
III. — LA RUPTURE : FIN DU RÔLE DIPLOMATIQUE DE FESCH. — Véhémentes objurgations adressées par Fesch aux Romains. Il est convaincu que la responsabilité d'une réconciliation ou d'une rupture est du côté du Pape.	
La mission de Bayane. Intervention de Fesch : projet de traité entre la France et Rome. Pie VII repousse ce projet (décembre 1807). Voyage de Napoléon en Italie. Fin des conversations de Paris.	
Entrée des troupes françaises dans Rome (2 février 1808). Rappel d'Alquier, puis du légat Caprara (mars). Sincère angoisse de Fesch. Il espère encore que le Pape cédera, mais signale à Napoléon les périls de sa politique ecclésiastique.....	575
Le cardinal Fesch, adversaire déclaré de l'ultramontanisme, a été ébranlé dans son adhésion inconditionnée à la politique impériale par des raisons d'ordre intérieur plutôt qu'extérieur.	582
CONCLUSIONS	587
INDEX	607
TABLE	617

